



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

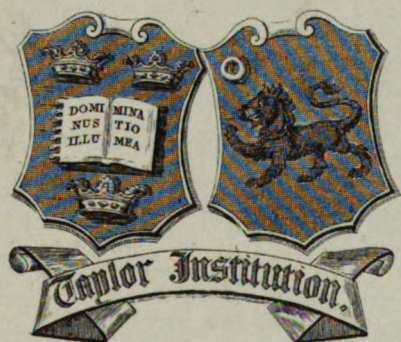
We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

420 f. 3.
263 (Rm. 4)



B. Per

LA
NOUVELLE REVUE

TOME TROISIÈME

LA
NOUVELLE REVUE

DEUXIÈME ANNÉE

TOME TROISIÈME

PARIS

23, BOULEVARD POISSONNIÈRE, 23

1880

LA RICHESSE⁽¹⁾

VI

Nous rappelons que, pour nous, les opérations par lesquelles la volonté de l'homme détermine la production de la richesse se réduisent à deux :

1° *Changements de lieu de la matière ;*

2° *Changements d'état de la matière.*

On peut considérer, — sans entrer d'ailleurs dans aucun détail critique au sujet des moyens d'exécution, — que le programme du premier ordre d'opérations (changements de lieu) est parfaitement tracé par les projets ministériels, en l'état actuel de nos connaissances industrielles.

Ports, voies navigables, voies ferrées, routes, chemins vicinaux, telle est l'œuvre qu'il faut terminer dans le plus bref délai possible.

On doit cependant observer que les procédés actuels servant à effectuer les changements de lieu de la matière, pour si perfectionnés qu'ils paraissent, sont susceptibles d'être encore améliorés et simplifiés toutes les fois que la science fera faire aux procédés de changements d'état de la matière quelque progrès important.

Ainsi, il est clair que si demain la navigation aérienne, ou simplement le remplacement des moteurs à vapeur par les moteurs électriques survenait, tout le système des voies de transport serait à renouveler.

(1) Voir la *Nouvelle Revue* du 15 février.

Le programme des changements d'état de la matière que notre pays aurait avantage à effectuer, voilà donc le vaste sujet que nous avons à traiter.

Les considérations qui précèdent permettent de comprendre sous une formule précise les résultats de toutes les recherches relatives au sujet qui nous occupe, et par suite de s'élever jusqu'à une conception d'ensemble, embrassant l'universalité des phénomènes de la production de la richesse, tandis que beaucoup d'excellents esprits se sont bornés jusqu'ici à voir la question par un seul de ses côtés.

C'est ainsi que la plupart des théoriciens, même les plus clairvoyants de notre temps, ont borné leurs observations à des remarques très justes, mais incomplètes : ils ont vu que la facilité de la *circulation* de la richesse était toujours favorable au progrès matériel d'un pays. Ils ont conclu de ce fait que la production des richesses dépendait *surtout* de la rapidité de leur circulation. En cela, à un mot près, ils ont dit la vérité, mais non toute la vérité.

La circulation de la richesse a eu, en effet, une influence de premier ordre sur la production. En particulier, l'attention universelle a pu se porter très rapidement sur les résultats de la création des chemins de fer et des navires à vapeur. Ces résultats ont été tels que les plus indifférents n'ont pu s'empêcher de crier au miracle ! De là pour tant de gens, même compétents en cette matière, une sorte d'admiration exclusive pour les avantages évidents des voies de communication rapide. Cette espèce d'engouement a été cause que les industriels, les financiers et les gouvernements se sont entendus très vite pour créer rapidement les lignes terrestres et maritimes le plus utiles à l'échange, et, en ce faisant, ils ont rendu un immense service à la production.

Mais n'étant pas remontés de l'effet à la cause, beaucoup d'entre eux ont pris la partie pour le tout.

Ces changements de lieu de la matière, auxquels se réduisent les échanges accomplis par les trains et les paquebots, que sont-ils, sinon les conséquences partielles de la découverte des effets

du *changement d'état* d'un seul corps, l'Eau, passant sous l'action de la chaleur de l'état liquide à l'état gazeux?

Beaucoup d'autres découvertes importantes, relatives aux changements d'état d'autres matières, ont été faites à notre époque. Pourquoi la faveur publique s'est-elle attachée seulement à l'une d'elles?

Aussi, bien que l'œuvre réalisée depuis la création des chemins de fer ait été excellente, on peut dire que, au point de vue de la production, cette œuvre a été en quelque sorte boiteuse.

On voit, en effet, en pratique, que la plupart des nouvelles voies ferrées ont un très faible trafic jusqu'à ce que le temps amène les habitants des contrées sillonnées par ces lignes à accomplir après coup ces transformations du sol qui le rendent plus productif et qu'on nomme des augmentations ou des améliorations de culture.

Réparer le temps perdu, voilà tout ce qui peut être tenté à l'heure actuelle. Dans ce but, il faudrait consacrer dans le demi-siècle qui va suivre autant et même plus d'efforts à effectuer les changements d'état de la matière avec le secours des nouveaux moyens donnés par la science, qu'on en a consacré, dans le demi-siècle qui vient de s'écouler, à favoriser par ce genre de moyens ses changements de lieu.

Or, d'après ce que nous avons dit antérieurement, il faut pour cela :

1° Rendre disponibles le plus de matières possibles, susceptibles d'une transformation utile ;

2° Rendre disponibles le plus de forces possibles, susceptibles d'effectuer cette transformation ;

3° Accroître les puissances mentales existantes des hommes, de manière que cette transformation s'effectue le plus rapidement et le plus habilement possible.

Nous allons voir quelle œuvre considérable pourrait, en suivant cette méthode positive, réaliser notre génération, et cela en faisant usage seulement de quelques procédés tout matériels dont les progrès de la science nous ont donné, depuis peu, la libre disposition.

VII

Les matières qui concourent à la formation des richesses se trouvent distinguées par grandes divisions, d'après la manière même dont elles existent en agglomérations principales dans la nature :

Atmosphère	(gaz) ;
Terre	(solides) ;
Eaux	(liquides).

Tous les animaux et tous les végétaux qui existent à la surface de la terre ne sont, comme nous l'avons dit, que des combinaisons organisées des éléments fournis par ces trois grandes sources, et, dans ces combinaisons, celles qui ont été appropriées en vue de la satisfaction de quelque besoin humain, constituent, avec le sol lui-même, les richesses agricoles, les premières en importance dans notre pays.

Le phénomène d'où résulte la production agricole consiste dans la répétition continue, sous l'action directe ou indirecte de la chaleur solaire, des deux opérations suivantes : absorption et expulsion par tous les êtres des deux règnes, de *carbone*, d'*oxygène*, d'*hydrogène*, d'*azote* et d'*éléments minéraux*.

Au premier abord, la vie des plantes, pour ne parler que de celles-ci, paraît d'une complexité extrême. Et cependant l'ensemble des travaux des chimistes, des physiciens et des agriculteurs ramène à quelques opérations simples ce grand acte de la végétation. Une série d'observations que le siècle dernier a commencées avec Lavoisier et que le nôtre a poursuivies jusqu'à MM. Boussingault et Georges Ville, a démontré que les trois éléments : *carbone*, *hydrogène* et *oxygène*, qui représentent à eux seuls les quatre-vingt-quinze centièmes du poids des plantes, sont tirés par celles-ci, soit de l'atmosphère qui baigne leurs feuilles, soit de l'eau qui humecte le sol où plongent leurs racines. Quant à ce sol lui-même, il est composé de telle manière que la terre la plus pauvre contient tous les corps nécessaires aux besoins des plantes, sauf quatre, savoir : une

matière azotée et trois corps minéraux, l'acide phosphorique, la potasse et la chaux.

L'art de l'agriculture, — art, jusqu'au dernier siècle, absolument empirique, — consiste donc à fournir judicieusement à des germes végétaux des quantités convenables d'oxygène, d'hydrogène, de carbone, d'azote, de phosphates, de potasse et de chaux.

Les trois premiers corps sont naturellement distribués aux plantes sous forme d'acide carbonique et d'eau. Or, l'acide carbonique est répandu à peu près partout en quantité convenable, sans que l'homme ait à intervenir.

Quant à l'eau, qu'elle provienne des pluies ou des cours d'eau, elle existe généralement, — suivant les climats, les saisons et les dispositions des lieux, — en défaut ou en excès pour les besoins de la production agricole.

Pour qu'elle soit distribuée convenablement, l'homme est obligé d'effectuer de nombreux *changements de lieu* de cette matière, mais il n'a aucun *changement d'état* à lui faire subir.

Les matières azotées, elles, ainsi que l'acide phosphorique, la potasse et la chaux, se trouvent en quantités fort inégales et arbitraires dans les terres naturelles. Changer l'état de ces terres et le modifier de manière que chaque portion cultivée du sol renferme ces quatre corps dans des proportions convenables suivant les cas, tel est le plus important et le plus délicat des problèmes de la culture.

D'après cela, on voit que ce programme doit comprendre deux ordres d'opérations :

1° Changements de lieu d'une matière, l'Eau (simple problème de physique appliquée) ;

2° Changements d'état et de lieu de diverses matières contenant de l'azote, de l'acide phosphorique, de la potasse et de la chaux (problème excessivement complexe de physique et de chimie appliquées).

La première chose à faire serait donc un projet complet d'aménagement des Eaux, ayant pour objet d'amener celles-ci là où elles manquent et de les retirer des terres où elles surabondent.

Ce travail indiquerait, pour les diverses contrées de la France :

1° Les dispositions d'assainissement, comme celles appliquées aux Landes, au plateau de la Dombes, ou à la plaine du Forez;

2° Les dispositions de drainage et, s'il y a lieu, d'arrosage subséquent avec les eaux de cette provenance ;

3° Les dispositions de réunion et de direction des eaux de pluie, comprenant le gazonnement et le reboisement des montagnes ;

4° Les dispositions de réunion et de direction des eaux de sources ;

5° Les dispositions servant à l'emmagasinement des eaux (étangs et réservoirs) ;

6° Les dérivations et les barrages des ruisseaux, des rivières et des fleuves.

Pour se faire une idée de l'importance de l'augmentation des richesses qui résulterait pour notre pays de la simple organisation rationnelle des changements de lieu des Eaux, nous citerons quelques chiffres, tous empruntés au rapport sur l'Exposition universelle de 1878 :

Dans l'Ain, où les travaux d'irrigation se sont élevés à la somme énorme de 800 francs par hectare, on a retiré de la sorte de son argent plus de 10 p. 100.

En Auvergne, les terres arrosées par un canal dérivé de la Severaisse se vendaient, avant l'établissement de cette irrigation, 40 francs la setérée; elles valaient ensuite 800 francs.

En Touraine, le rendement de certaines dépenses d'irrigation est ressorti à 42 p. 100.

Sur le parcours du canal de Saint-Martory, dans la vallée de la Garonne, un capital de première mise de 500 francs par hectare rapporte par an 250 francs, soit 50 p. 100.

Pour les départements du Midi, cette question des irrigations devient une question de vie ou de mort à cause des ravages du phylloxera.

On sait d'ailleurs, à un point de vue plus général, que les eaux d'irrigation contiennent toujours en dissolution de l'azote

et des sels minéraux. Elles concourent donc d'une manière très efficace à la solution du second problème agricole. Dans bien des cas, lorsque les limons qu'elles entraînent sont suffisamment riches pour permettre d'effectuer certains colmatages, elles fournissent même le moyen le plus économique et le plus simple de distribuer au sol tous les éléments de fertilité qui lui manquent.

Après l'eau, ce sont les matières azotées et les trois composés minéraux, phosphates, potasse et chaux, qui forment la plus grande quantité des matières fertilisantes à fournir au sol.

Un grand débat, d'origine assez récente, s'est élevé entre les agriculteurs de la vieille école et ceux qui ont voulu appliquer à la culture certains systèmes nouveaux. Les premiers ont défendu avec énergie les anciennes pratiques, c'est-à-dire la production, au sein des domaines mêmes, de l'engrais nécessaire, en vertu de l'antique formule : prairie, bétail, fumier pour avoir des céréales. Les autres ont soutenu que la restitution faite au sol par cet unique procédé était insuffisante, et que si l'on enrichissait la terre de chaque domaine en y faisant pénétrer une quantité convenable de matières azotées, de phosphates, de potasse et de chaux *prise au dehors*, le rendement de la propriété territoriale augmenterait beaucoup, avec une dépense relativement faible.

Des expériences répétées et presque toujours couronnées de succès ont montré que la théorie de la restitution artificielle à faire au sol était absolument scientifique. Ses adversaires se bornent aujourd'hui à soutenir que son application industrielle ne peut être fructueuse. Ils disent d'abord que le coût des engrais chimiques est et restera toujours très élevé. Ils prétendent ensuite que la culture intensive n'augmente que passagèrement les produits d'une terre, et qu'un épuisement dangereux serait au contraire la conséquence prochaine de l'usage des engrais artificiels.

La question est trop nouvelle pour qu'on puisse encore se prononcer en pleine connaissance de cause. Mais il faut bien dire que les objections faites aux novateurs agricoles sont exactement du même ordre que celles auxquelles tous les grands progrès industriels se sont heurtés. Il se peut que le prix de revient des

engrais artificiels soit encore trop élevé, leur fabrication n'ayant donné lieu jusqu'ici qu'à des industries d'importance secondaire. Mais le jour où il serait absolument avéré qu'un emploi judicieux de ces matières pourrait doubler le rendement agricole de la France, ces industries, sous la surveillance et avec le concours financier de l'État, arriveraient infailliblement à produire avec abondance et économie. Les matières premières, en effet, ne manquent pas. Les phosphates et la potasse entrent dans la composition de beaucoup de roches, la chaux et les matières azotées sont encore bien plus répandues. Il ne s'agit donc que de pouvoir réduire le prix des opérations industrielles de la fabrication de ces engrais, et l'on sait quels prodiges notre temps a accomplis, à l'égard de l'abaissement du prix de revient des produits de grande consommation.

Enfin, nous devons observer que la fertilisation de la terre au moyen des engrais n'est pas seulement une question de chimie. L'état physique du sol et des engrais eux-mêmes a la plus grande importance au point de vue du résultat. Il est en effet aujourd'hui parfaitement incontestable que les parties non assimilables des terrains cultivés jouent seulement vis-à-vis des plantes le rôle d'un appui solide, laissant arriver plus ou moins facilement jusqu'à elles leurs éléments de nutrition. La préparation du sol au moyen de la bêche, de la charrue ou de la herse n'est autre chose qu'un changement d'état physique de la couche terrestre supérieure, ayant pour but de rendre plus facile cette absorption lente qui constitue la vie des végétaux.

En outre, une théorie nouvelle, celle de la pulvérisation des matières fertilisantes, établit que leur action sur les plantes est d'autant plus énergique qu'elles sont employées à un état de division plus grand. Un simple changement d'état physique de ces matières a donc un effet utile à la production.

Nous avons dû négliger des questions très importantes d'économie rurale : ainsi, nous n'avons rien dit des assolements, de l'association des cultures agricoles proprement dites et des cultures industrielles, des fourrages artificiels, etc. Mais nous ne pouvions, on le conçoit, indiquer ici dans les méthodes de pro-

duction agricole que les principes nouveaux qui se rattachent le plus directement à notre théorie.

En résumé, réalisation judicieuse des changements de lieu de l'eau, des changements d'état physique du sol et des engrais, des changements d'état chimique de quelques matières fertilisantes, voilà, débarrassé de toute obscurité, l'énoncé de la première partie de ce grand problème : l'accroissement de la production végétale de la France.

Or, sait-on de quelle importance pourrait être l'augmentation de la richesse générale ainsi produite ?

Évaluons :

Une plus-value de 2 à 3,000 francs par hectare donnée aux terres par l'irrigation serait une moyenne certainement inférieure.

Un accroissement de rendement net de 200 francs par hectare, tel est le chiffre que M. Ville ne craint pas de prévoir partout où l'application du système des engrais chimiques pourrait être faite dans de bonnes conditions. En réduisant ce chiffre à la moitié et en calculant par une capitalisation à 3 p. 100 la valeur supplémentaire ainsi créée, c'est encore une augmentation d'environ 3,000 francs à prévoir pour le prix de chaque hectare.

Appliquées aux trente-trois millions d'hectares qui, sur le sol français, sont susceptibles de transformations de cette nature, ces améliorations élèveraient de CENT MILLIARDS la richesse agricole de la France. En outre, l'Algérie, cette France d'Afrique, si on lui distribuait l'eau et les engrais, pourrait bientôt attendre de l'avenir des destinées économiques aussi brillantes que celles de la métropole.

De pareilles perspectives semblent des rêveries. Ce ne sont pourtant que des prévisions dont la probabilité dépend de considérations qui sont tout ce qu'il y a de plus pratique, de plus terre à terre au monde. Il ne s'agit, en effet, que de calculer le prix des travaux de premier établissement nécessaires pour qu'une surface déterminée puisse être convenablement irriguée et pourvue d'engrais. Au chiffre ainsi obtenu, il faut ajouter l'intérêt et l'amortissement des capitaux exposés, les frais d'entretien et les frais généraux de l'exploitation pendant un temps donné. On n'a qu'à faire ensuite pour le même temps le calcul

des produits probables de l'opération d'après les données des expériences déjà faites. Le premier commerçant venu pourra, après cela, établir la balance.

Et si rêveries il y a, l'intervention d'un simple comptable suffira pour confondre les novateurs agricoles.

Mais, comme en toutes choses, nous croyons qu'en poussant jusqu'à leurs conséquences extrêmes les déductions d'un principe vrai, on rend la justesse et l'importance de ce principe plus apparentes ; qu'on nous permette une hypothèse.

Supposons que demain un chimiste de génie trouve le moyen d'unir à peu de frais l'azote à l'oxygène de l'air et à l'hydrogène de l'eau, de manière à produire en quantités énormes les azotates et les sels ammoniacaux. Nous défions le cultivateur le plus rebelle à toutes les innovations scientifiques de nier que la face du monde agricole ne fût vite changée par l'application de cette simple découverte de la chimie, découverte autour de laquelle on sent vaguement que doivent tourner beaucoup de bons esprits.

Nous nous sommes assez étendus sur les causes dont nous attendons l'augmentation de la production végétale pour pouvoir passer rapidement sur les conditions relatives à l'accroissement de la production animale.

Nous nous bornerons, par conséquent, à faire observer que les progrès réalisés depuis quelque temps, l'amélioration des types, l'acclimatation et le croisement des espèces, l'alimentation rationnellement étudiée des animaux, reposent entièrement sur la connaissance plus complète, acquise depuis peu de temps, des lois relatives aux changements d'état physiques, chimiques et physiologiques de la matière.

En dehors du perfectionnement des pratiques agricoles de l'élevage, le dernier siècle écoulé a montré qu'il existe pour un accroissement considérable de la production animale des méthodes à peine soupçonnées.

Et d'abord, les procédés de conservation des matières animales formées, qui se réduisent tous à empêcher un changement d'état nuisible, la décomposition. A cet ordre d'idées se rap-

porte la création des industries, déjà anciennes, des salaisons, des viandes fumées, des conserves en vases clos. Mais naguère viennent de naître des moyens nouveaux de destruction des ferments et des germes nuisibles. Exemples : le système Pasteur pour la conservation du vin, et les systèmes divers (froid, antiseptiques) qu'on commence à appliquer en grand à l'importation des viandes et des poissons d'Amérique.

A côté de cela viennent les méthodes industrielles de création d'animaux. Plusieurs industries nouvelles, dont une seule est florissante en France, réservent aux générations à venir des richesses dont elles seront bien surprises que leurs devancières n'aient pas profité. Nous voulons parler de la production artificielle de certaines espèces d'oiseaux, de poissons, de mollusques, de crustacés et d'annélides.

Le simple énoncé de pareilles préoccupations eût fait sourire, y a cinquante ans. Aujourd'hui l'on sait que l'industrie ostréicole constitue une des principales ressources de certains points de nos côtes, que la gallinoculture est en train de donner à chaque paysan américain la poule au pot promise en vain par Henri IV aux laboureurs de France, et que la pisciculture et l'astaciculture (culture des écrevisses) ont déjà enrichi, en Allemagne, les riverains de quelques cours d'eau, cultivateurs d'espèce originale qui ont su défendre et améliorer leurs eaux comme une propriété de rapport.

Aussi l'on ne rit plus, mais on hésite et l'on n'agit pas. Ce ne serait pourtant pas peine perdue que de se préoccuper de ces questions, bien qu'elles n'aient aux yeux de beaucoup de gens qu'une importance secondaire.

Voici ce que dit de la pisciculture, par exemple, le rapport sur l'Exposition universelle de 1878 :

« Le produit moyen de nos 203,000 hectares d'eau douce pourrait être à peu de frais et avec peu de soins porté à 100 kilos par hectare et par an, soit 20,000,000 de kilos valant 14 millions de francs. »

On sait que l'ostréiculture a pris, depuis dix ans surtout, un merveilleux développement dans douze départements de notre littoral.

Enfin, si l'on écoutait les assertions de certains cultivateurs Américains relatives à la production des volailles au moyen des couveuses artificielles, on trouverait dans l'organisation industrielle de cette sorte de culture animale, la source d'accroissements énormes de revenu pour les petites exploitations agricoles.

Aussi, au lieu de s'en remettre à la tradition, comme la plupart des agriculteurs de la classe aisée, ou à la Providence, comme les cultivateurs les plus pauvres, faudrait-il que les propriétaires de notre sol comprissent quels secours ils ont à attendre de la science et quel profit ils doivent retirer de l'application de ses découvertes à leurs industries.

VIII

Et ce vaste ensemble de transformations de la matière que vous rêvez, comment donc l'effectuerez-vous, objectera-t-on? S'il suffisait de vouloir pour pouvoir, certes, chaque propriétaire ordonnerait demain que toutes ses terres fussent irriguées et fumées, et tout serait dit.

Mais votre système suppose un vaste effort collectif. Or, c'est un fait avéré que déjà les capitaux et les bras commencent à manquer pour les opérations relativement simples de la culture actuelle. Que serait-ce si l'on venait créer tout à coup, au cœur des campagnes, des ateliers d'opérations industrielles où l'appât d'une rémunération élevée attirerait tous les travailleurs des champs et tous les capitaux flottants?

Ces objections naissent toujours de la même cause d'erreur : la confusion faite entre le travail intelligent de l'homme et le travail purement mécanique des forces.

Certes, l'œuvre à entreprendre exigerait un grand et subit développement de l'esprit d'entreprise et de l'activité intellectuelle des habitants de la campagne. Les capitaux viendraient facilement des villes, si les placements agricoles toujours assez sûrs, donnaient un revenu moins insuffisant. Il est probable, en outre, qu'une certaine hausse des salaires serait la conséquence

inévitables du meilleur usage que l'on ferait d'*intelligences* aujourd'hui bien paresseuses.

Mais, pour l'exécution du programme de travaux que nous entrevoyons, c'est la nature elle-même qui devrait fournir surtout le supplément de forces mécaniques nécessaires pour effectuer en grand toutes les transformations productives du sol français.

Quel serait le profit ainsi réalisé? Nous allons le montrer :

D'après M. Hervé Mangon, le nombre des journées de travail agricole d'hommes adultes, déduction faite des jours de fête et de chômage, s'élève environ à un milliard et demi. Le nombre des journées de femmes ne s'élève pas à plus d'un milliard. La population qui produit ce travail actif se réduit en nombres ronds à onze millions et demi d'âmes.

Chacun de ces moteurs animés ne développe pas en moyenne un travail mécanique supérieur à un dixième de cheval-vapeur. Des machines de la force de un million de chevaux-vapeur développeraient donc un effort égal à celui de la population rurale tout entière.

Cette simple remarque suffira pour montrer quelle immense disproportion existe déjà entre l'importance des secours que l'industrie et l'agriculture ont tirés respectivement des découvertes scientifiques.

En effet, les machines à vapeur de toutes sortes employées en France, représentaient :

En 1850, une force de 186,363 chevaux-vapeur ;

En 1861, une force de 554,757 chevaux-vapeur ;

En 1875, une force de 1,089,594 chevaux-vapeur.

Or, là-dessus, en 1869, l'agriculture n'employait que :

16,234 chevaux-vapeur.

Mettons que ce nombre se soit élevé à 25,000 en 1875. Cela équivaut à dire :

Que dans vingt-cinq ans, la production industrielle s'est assuré un concours des forces naturelles équivalant à l'effort mécanique de plus de dix millions de bras humains et cela pendant que l'agriculture n'obtenait de la nature qu'une aide quarante fois moindre, aide équivalente seulement à l'effort mécanique de 250,000 bras humains.

Si, en lisant le début de ce travail, on a pensé que nous attachions une trop grande importance à l'élément de prospérité représenté par l'emploi des machines, on peut méditer la conclusion suivante qui ressort de cette statistique.

Depuis un quart de siècle, la population de la France s'est accrue de quelques centaines de mille habitants qui ont consommé en même temps que produit. Or, pendant ce temps, la population inanimée, mais travailleuse, qu'on nous passe l'expression, population ne consommant qu'un peu de charbon, est devenue équivalente à celle qu'aurait donné *une émigration vers l'industrie des villes de tous les travailleurs des champs sans exception : hommes et femmes.*

Nous ne croyons pas nous avancer beaucoup en disant que ce calcul si simple à faire, mais si frappant dans ses résultats, causera un certain étonnement à la plupart des lecteurs sous les yeux desquels il tombera, car lorsque nous l'avons abordé nous-même pour vérifier si notre induction relative à l'importance de l'emploi des forces naturelles se trouvait justifiée par les faits, nous n'avons pu nous défendre d'un mouvement de surprise, bien que nous ayons une certaine habitude professionnelle de l'appréciation des effets des machines.

Aussi, nous le disons avec une conviction profonde, le salut de notre agriculture nous paraît attaché avant tout à la rapidité des progrès qui seront faits dans l'application au travail des champs des forces naturelles. Nous n'avons, dans une question aussi complexe, à préconiser l'emploi d'aucune force particulière, nous conseillons l'appropriation de toutes celles qui peuvent être utilisées.

Quelques chiffres, puisés aux meilleures sources, montreront avec leur éloquence propre, de quelle somme de moyens d'action notre pays se prive volontairement par ignorance et par inertie.

Les forces le plus immédiatement utilisables sont :

Le Vent,

L'Eau,

La Vapeur.

Les autres forces, dont l'usage n'est pas encore pratique, mais dont notre temps doit se préoccuper déjà pour l'avenir sont d'abord :

Celles que développeraient les changements d'état des autres corps que l'eau (air, gaz, pétrole, corps organiques, composés, éthers, ammoniacque, etc., etc.), puis :

L'Électricité,

La Chaleur solaire.

Le vent ne peut être utilisé que comme force intermittente, pour le broyage de certaines matières ou pour l'élévation des eaux. La science n'a pas fait grand progrès à l'égard de son application.

Il semble, au premier abord, qu'au point de vue agricole, l'emploi des forces hydrauliques, évidemment si intéressant pour l'industrie, ne doive aussi donner que des résultats assez médiocres. Un usinier en effet peut bien venir chercher la puissance motrice dont il a besoin auprès d'un cours d'eau. Il n'a pour cela qu'à s'établir sur ses rives. Mais un agriculteur est bien obligé de laisser ses champs où le hasard les a placés, et il ne peut utiliser le mouvement de l'eau que pour des opérations accomplies sur le bord même d'un ruisseau ou d'une rivière. Les grands travaux agricoles, labourage, fenaison, moisson, qui portent sur toute la surface d'un champ ou même d'un domaine, ne semblent pouvoir tirer aucune utilité de l'emploi de la force de l'eau courante.

Depuis un certain nombre d'années cependant, on commence à pouvoir transporter la force hydraulique à distance au moyen des transmissions telo-dynamiques. Seulement, quoiqu'il existe de belles applications agricoles de ces transmissions, elles servent plutôt à effectuer certaines opérations intérieures dans les fermes que les opérations en plein champ. Ces appareils en effet nécessitent des installations fixes, tandis que les ouvrages agricoles, s'effectuant sur une grande surface, exigent que le point d'application de la force centrale puisse être déplacé à volonté.

Mais, tout récemment, on a exécuté sur le transport des forces à distance par le secours de l'électricité, des expériences qui présentent déjà un immense intérêt théorique et qui pourraient bien acquérir avant peu un intérêt pratique de premier ordre. La moitié de la force d'une chute d'eau peut en effet, dès aujourd'hui, être transportée au moyen d'un simple fil dans

un rayon de cinq ou six kilomètres autour de la roue motrice centrale. Tout fait prévoir qu'on ne s'en tiendra pas là.

Dans ce cas, il faudrait s'attendre à une grande révolution dans les méthodes d'exécution des grands travaux agricoles.

En effet, d'après des évaluations qui varient avec les auteurs, on estime que les cours d'eau de la France, si l'on arrivait à utiliser toute la puissance de leurs courants pour la production de forces motrices hydrauliques, pourraient fournir de dix-huit à trente-six millions de chevaux-vapeur, équivalant à l'effort mécanique de *deux ou trois cent millions* d'hommes.

D'autre part, M. Hervé Mangon admet que la journée de travail d'un moteur hydraulique coûte par cheval de 0 fr. 48 à 2 fr. 40. En supposant que ce prix fût triplé, à cause de la perte produite par la transmission et des frais supplémentaires occasionnés par l'emploi des appareils et des fils électriques, le prix du cheval hydro-électrique varierait de 1 fr. 50 à 7 fr. 20 par jour. C'est une économie des quatre cinquièmes au moins sur le prix du même travail effectué à bras.

Enfin — considération qui aurait une importance extrême avec le système territorial de la France, — il suffirait qu'une loi déclarât d'utilité publique le libre passage des fils électriques au-dessus des propriétés privées, pour que la propriété la plus morcelée pût profiter comme les terres de grande culture des avantages du procédé nouveau de transport des forces.

Quant à la vapeur, nous ne saurions mieux faire que de citer textuellement M. Hervé Mangon :

« Le prix de l'unité de travail mécanique produit par la vapeur est à peine le tiers en moyenne du prix de l'unité de travail fourni par les moteurs animés. On économiserait donc les deux tiers du prix du labourage, si l'on pouvait dès à présent appliquer la vapeur aussi facilement que le cheval à traîner une charrue. Les appareils à vapeur n'ont pas encore atteint ce degré de perfection... Mais on peut affirmer, dès aujourd'hui, que les charrues à vapeur font un meilleur labour que les charrues ordinaires, et que le prix de revient du travail, quand on se place dans des conditions convenables, est de beaucoup inférieur au prix de revient du labourage fait par les animaux de trait...

« Le problème de la traction de la charrue par les moteurs inanimés une fois résolu, on comprend qu'il est également facile d'employer des herses, des rouleaux, des semoirs, des faucheuses et des moissonneuses mécaniques, de remplacer en un mot le travail de nos animaux de trait par le travail plus puissant et plus économique de la vapeur ou des cours d'eau. »

Nous n'avons rien à ajouter à ce lumineux exposé de la question.

Toutefois, fidèles à une méthode qui consiste à essayer d'entrevoir l'avenir, pour donner une direction plus judicieuse aux efforts du présent, nous devons faire observer que, depuis la découverte de la théorie mécanique de la chaleur, de grands efforts sont faits pour substituer à la force produite par le changement d'état de l'eau d'où naît la vapeur, des forces plus efficaces, moins coûteuses, et n'exigeant pas, pour les machines qui les développent, des organes aussi lourds que ceux des locomotives.

Ces derniers temps ont vu naître la dynamite, les moteurs à air chaud, à pétrole, à gaz, à éther, à ammoniaque. Toutes les forces nouvelles ainsi engendrées par les changements d'état de corps autres que l'eau ne sont pas encore utilisées dans la pratique, comme elles le seront sans doute plus tard. Mais il convient de signaler au passage cet énergique élan de l'esprit humain dans la bonne voie, la recherche de la production des forces par les changements d'état des corps.

Enfin l'Exposition de 1878 a vu réalisée la transformation directe de la chaleur solaire en travail mécanique. Certes, de longs jours se passeront avant que ce rêve de génie prenne corps. Mais jamais peut-être nos intelligences n'ont trouvé à s'exercer sur un sujet de méditation plus élevé que celui-là. Écoutons Éricsson :

« Le calcul que je viens de finir pour évaluer l'effet mécanique de la chaleur solaire tombant sur les toits de Philadelphie, montre qu'avec cette chaleur on peut mettre en mouvement plus de cinq mille machines à vapeur de la force de vingt chevaux (équivalant comme effort mécanique à celui d'un million d'hommes). Une qualité précieuse de la nouvelle force motrice,

c'est qu'on peut la recueillir sans occuper d'espace utile. Et, puisqu'il est question d'espace, je ne puis résister au désir de vous faire connaître, par le calcul, la quantité de force qu'on pourrait recueillir en couvrant un mille suédois d'appareils de concentration et de machines solaires.

» Admettons qu'on emploie la moitié de la surface en bâtiments, chemins, etc., on pourrait encore mettre en mouvement (sur l'espace qui reste) soixante-quatre mille huit cents machines à vapeur de la force de cent chevaux chacune. »

Ceci équivaut à dire, en mesures françaises, que la chaleur qui se perd actuellement sans effet utile sur un kilomètre carré de surface terrestre, pourrait donner le même effort mécanique que *six cent mille hommes* supposés occupés à travailler sur cet espace.

Hypothèse ! Invraisemblance ! Utopie pure ! s'écriera-t-on, et l'on aura raison. Des siècles passeront avant qu'on utilise seulement, à la surface du sol, la millième partie de ces forces vertigineuses. Mais c'est un véritable soulagement pour l'esprit que de pouvoir opposer de nos jours de pareilles perspectives à celles que laissaient entrevoir les raisonnements métaphysiques des écoles pessimistes de la première moitié de ce siècle.

IX

De l'industrie nous aurions trop à dire si nous voulions entrer dans le détail.

Aussi, nous bornerons-nous à faire, à titre d'exemple, deux observations très générales relativement à l'emploi de certaines matières et de certaines forces.

On sait que l'industrie minérale qui fournit la houille et les minerais métalliques, et l'industrie métallurgique qui met ces minerais en œuvre sont, comme le dit M. Ménier dans la préface de son *Atlas de la Richesse*, la base de toutes les autres industries, car elles leur fournissent soit leurs matières premières, soit leurs instruments de travail.

Le dernier quart de siècle a vu d'immenses progrès réalisés en métallurgie. L'emploi des combustibles gazeux, la transfor-

mation directe de la fonte en acier, constituent deux admirables perfectionnements dans l'utilisation des changements d'état de la matière.

Aussi, l'industrie entière s'applaudit-elle avec raison de ces magnifiques découvertes.

Eh bien ! qu'il nous soit permis, tout en admirant des efforts couronnés de si beaux succès, de dire que la métallurgie s'engageait, à notre avis, dans une voie autrement large et féconde quand elle semblait incliner à la recherche de la production industrielle des métaux terreux.

Les métaux précieux ou usuels n'existent au sein de la couche terrestre extérieure qu'en masses peu considérables, tandis que les autres existent partout sous nos pas, fait capital mais qui était resté absolument inconnu des hommes avant le commencement de ce siècle. L'aluminium, en particulier, est le métal le plus répandu dans la nature, le magnésium et le calcium sont aussi très communs. Or, l'aluminium a toutes les qualités du fer, tout en étant trois fois plus léger et beaucoup moins oxydable. Et, cependant, après quelques tentatives plus honorables qu'heureuses, nos savants et nos ingénieurs ont renoncé à poursuivre des recherches dont, en cas de succès, les résultats seraient extraordinaires.

Se figure-t-on toutes les machines employées par l'agriculture et par l'industrie rendues subitement trois fois plus légères, toutes les charpentes métalliques réduites aux deux tiers de leur poids, les rails, les wagons, les navires, les canons, à peine plus lourds que s'ils étaient construits en porcelaine ? Se figure-t-on chaque village tirant tout le métal nécessaire à ses instruments de travail d'un simple fossé creusé dans le premier champ venu ?...

Quelle révolution !... Et elle ne tient plus qu'à un simple abaissement du prix de revient des changements d'état d'un des corps les plus abondamment répandus dans la couche arable du sol : l'argile.

Des Forces nous ne dirons qu'un mot :

Certes, nous n'avons pas marchandé notre admiration à la

découvert de la vapeur, et plus d'un lecteur a dû même trouver que nous exagérons l'importance de ses effets. Eh bien ! notre enthousiasme n'est pourtant, comme on va le voir, que très relatif.

Oui, elles sont véritablement splendides, ces applications de la vapeur qui ont suffi à rapprocher tous les peuples et à doubler au moins la puissance productive de tous les bras occupés de notre pays. Mais, si nous sommes remplis d'admiration envers la méthode qui a créé ces forces immenses avec le simple changement d'état d'un seul corps, l'Eau, nous n'avons en aucune façon, à l'égard du procédé en lui-même, cette sorte de fétichisme laudatif des gens qui croient que le monde est toujours arrivé aux limites extrêmes du progrès.

En effet, d'où vient que les grandes usines actuelles tendent à devenir de plus en plus de vastes casernes où les hommes perdent leur liberté, où les femmes compromettent leur moralité, où la vie de famille avec ses douceurs salutaires est suspendue pendant toute la durée du travail, de sorte que celui-ci prend quelque chose du caractère répugnant d'une besogne de bagne ? D'où vient cet aspect sombre de tant d'ateliers enfumés ? d'où vient ce bruit assourdissant de tant de machines réunies ? D'où viennent ces poussières nuisibles de tant de matières travaillées ensemble ? D'où vient l'insalubrité de cet air vicié par tant de poitrines humaines entassées dans le même bâtiment ?

Eh bien ! il faut avoir le courage de le reconnaître : toutes ces souffrances physiques et morales de la classe ouvrière des villes tiennent à ce qu'une centralisation funeste des opérations de la production industrielle a été la conséquence nécessaire de l'emploi de la machine à vapeur. Le jour où la force, au lieu de naître exclusivement au cœur d'une chaudière dont le travailleur doit nécessairement se tenir rapproché, pourrait être produite ou distribuée économiquement à domicile, le jour où ce grand désidératum de l'industrie moderne que l'on a appelé le *Moteur domestique*, permettrait à l'ouvrier d'actionner chez lui ses instruments de travail, ce jour-là sera un de ceux que la démocratie pourra marquer d'une pierre blanche. La féodalité industrielle

aura en effet reçu du progrès scientifique un coup plus rude que celui que pourraient lui porter dix révolutions.

C'est pourquoi nous appelons de tous nos vœux l'heure où, par un moyen quelconque, le génie inventif de l'homme substituera aux générateurs de force actuellement employés des dispositions nouvelles, de nature à mettre sous la main du plus humble chef de famille les services à peu près gratuits de ces agents mystérieux que nous avons appelés les ouvriers de l'invisible.

X

Nous venons d'essayer de prouver que la science avait dressé des éléments de la richesse humaine un inventaire dont l'économie politique du commencement de ce siècle ne pouvait deviner les surprises. Nous croyons avoir établi ensuite que l'humanité n'a su encore que puiser aux plus apparentes des sources de son futur bien-être, et que la nature nous garde une immense réserve de trésors. Nous avons laissé entendre qu'à notre avis, la seule méthode vraiment large et féconde pour arriver rapidement à la satisfaction des besoins les plus généraux de l'humanité, est celle qui consiste à nous servir des moyens d'appropriation des matières que la nature elle-même a mis à notre disposition, ses forces.

Mais si ces matières et ces forces sont les éléments nécessaires de la formation de la richesse, il ne faut pas perdre de vue que le principe supérieur, directeur, créateur de cette formation, c'est la puissance mentale de l'homme.

Nul, plus que nous, n'a le sentiment profond de la supériorité de cet agent, dont l'action est à la fois si évidente dans ses effets et si mystérieuse dans ses causes. Nos théories, toutes basées qu'elles sont sur des procédés de transformation de la matière, n'ont donc rien de matérialiste. Suivant la méthode positive, nous nous inclinons avec réserve devant l'inconnu, sans chercher à expliquer ce que nous savons ne pouvoir comprendre. Rien de plus.

En fait donc, sans deviner quelle est la nature de la puissance mentale de l'homme, nous reconnaissons qu'elle constitue le fac-

teur le plus important de la production de la richesse. Cela nous suffit pour poser en principe que rien ne doit être négligé pour accroître au maximum cette puissance chez tous les membres de la famille humaine.

On pense bien que, désirant nous renfermer dans le cadre spécial de ce travail, nous ne dirons rien des méthodes et des programmes d'enseignement. Tout au plus renverrons-nous nos lecteurs à l'autorité que nous croyons la meilleure, à Auguste Comte, qui a tracé avec une parfaite netteté les règles de l'éducation positive.

Nous comptons simplement ici appeler l'attention sur l'utilité possible des matières et des forces au point de vue de la transmission des connaissances humaines.

Les procédés uniquement employés jusqu'à présent sont au nombre de deux :

L'un consiste dans l'éducation de l'homme par un autre homme servi seulement par ses organes : c'est l'enseignement par la parole ;

L'autre consiste dans l'éducation de l'homme par d'autres hommes servis par une matière préalablement transformée : c'est l'enseignement par le livre.

A ce point culminant de cette étude, nous allons émettre une opinion qui, au premier abord, paraîtra si étrange que nous demandons au lecteur de nous faire un petit crédit de patience et d'attention.

Remarquons tout d'abord que l'homme, après s'être pendant longtemps uniquement servi de sa voix pour instruire son semblable, a trouvé un jour plus simple de recourir à un moyen matériel pour représenter sa pensée. Pendant des milliers d'années, les pierres, les écorces, les peaux des animaux ont joué ce rôle d'intermédiaires entre les êtres pensants. Ce n'est pourtant que grâce à ces matières transformées que s'est conservé et transmis de génération en génération le trésor constamment accru des connaissances humaines.

Tant que ces objets tangibles appelés tables, papyrus, parchemins, ont été rares à produire et coûteux à graver, la communication des idées a été lente et rare, comme les manuscrits.

Un beau jour, l'imprimerie est née. Le livre, puisqu'il faut l'appeler par son nom, cet instrument matériel de la rédemption intellectuelle de l'homme, le livre a suivi. Le papier s'est substitué au parchemin. Le journal est enfin venu aider le livre. Et l'instruction gagnant de proche en proche s'est étendue de la ville au village et du palais à la chaumière, suivant une marche réglée par la rapidité de diffusion de ces lames légères de matière convenablement préparée, les feuilles imprimées.

Elle paraît oiseuse, cette remarque. Pour le moment, en effet, dans cette voie comme dans tant d'autres, notre siècle ne croit pas avoir grand'chose à attendre du progrès de la science. Il semble qu'avec la lettre moulée la nature nous ait donné son meilleur secours pour instruire les pauvres, et nous sommes obligés à deux pages de précautions oratoires pour oser dire que l'heure n'est peut-être pas éloignée où il faudra répéter à propos de l'imprimerie le mot célèbre que l'invention de Guttemberg a fait dire de l'architecture : « Ceci tuera cela. » Certes, de même que les monuments ont vécu, le livre vivra. Mais il ne sera peut-être plus le meilleur outil — nous employons le mot à dessein — dont le maître puisse se servir pour répandre au loin son enseignement. Et l'on peut même avancer sans témérité qu'il existe déjà des procédés plus perfectionnés que l'écriture pour reproduire et conserver la pensée humaine.

L'emploi du livre et de la plume demande en effet à l'homme l'usage exclusif de ses deux principaux organes de travail mécanique : l'œil et la main. Aussi l'instruction actuelle n'est reçue par les pauvres qu'au prix d'une perte de temps qui pousse les familles nécessiteuses à raccourcir le plus possible la durée des études de leurs plus jeunes membres, et qui empêche les ouvriers adultes de tenter au sortir de l'école de perfectionner leur éducation.

Or, notre temps, qui ne s'émeut pas de grand'chose, s'est pourtant profondément étonné lorsqu'on lui a montré, il n'y a guère plus de deux ans, qu'au moyen de dispositions matérielles très simples on pouvait aujourd'hui d'une part, transmettre la voix, et d'autre part, l'emmagasiner indéfiniment sur une feuille métallique, pour la forcer à reproduire à toute heure et en tous lieux, toute pensée une fois émise.

Lorsque la nouvelle de ces découvertes si merveilleuses a éclaté, quelques-uns ont eu la foi, beaucoup ont nié, tout le monde à peu près, a plaisanté. Le temps a marché. Des deux appareils nouveaux, l'un, le téléphone, a fait déjà et fait tous les jours d'immenses progrès pratiques. L'autre, le phonographe, après avoir amusé la foule, est resté à peu près délaissé, parce que, avec les imperfections de sa construction primitive, il reproduit assez mal les sons qu'il devrait rendre exactement.

Écartons donc cette dernière invention.

Mais le téléphone fonctionne assez bien pour qu'on puisse déjà envisager les conséquences de la généralisation de son emploi.

Nous ne referons pas ici, après tant d'autres, le tableau fantaisiste des commodités qu'un simple fil de cuivre, convenablement établi, réserve à la vie des hommes d'affaires ou de plaisir, en reliant quelques banques à la Bourse, ou quelques salons à la scène de l'Opéra. Nos regards se portent ailleurs. Savez-vous où nous le suivons par la pensée, ce lien télégraphique des cœurs et des cerveaux humains ? Pour nous, il part de la chaire de nos grandes écoles, de la tribune de nos assemblées, de la scène de nos théâtres littéraires pour aboutir... Où ? — En haut, à la mansarde ; en bas, à l'atelier. — Et de même que le livre ou le journal ont été les véhicules matériels qui portaient à l'ouvrier, aux seules heures où le repos venait libérer sa main et ses yeux, la pensée lointaine des autres hommes, de même, ce fil léger sera le canal par lequel arrivera constamment à l'oreille toujours à peu près inoccupée du travailleur manuel, la grande voix de l'esprit, dominant le bruit de la matière, et portant à l'intelligence du prolétaire la part de plaisirs élevés auxquels elle a droit.

Ainsi pourra se réaliser, par le secours d'un moyen matériel bien simple, cette égalité intellectuelle dont le rêve pouvait sembler jusqu'ici la plus irréalisable des utopies.

XI

On voit que nous n'avons pas craint d'aller jusqu'au bout des conséquences de notre principe. Nous n'avons fait en cela que remplir notre devoir et exercer notre droit. L'ingénieur d'autrefois n'avait guère qu'à appliquer des connaissances acquises par des études antérieures. Le rôle de l'ingénieur moderne devient plus délicat. Le plus souvent, en effet, il est obligé de prévoir au lieu de se borner au souvenir.

Cela dit, nous pourrions nous en tenir aux considérations qui précèdent et attendre de l'avenir la justification de notre manière de voir.

Mais, toutes les fois que l'on expose un programme théorique, il faut bien montrer par quelques exemples comment il est pratiquement réalisable. C'est pourquoi, sans vouloir empiéter en aucune façon sur le domaine propre de la Politique, nous signalerons quelques réformes qui nous paraissent être les conséquences forcées de l'application des vues générales qui précèdent.

Tout d'abord, il est clair, d'après ce que nous avons dit, que, pour effectuer avec facilité les changements d'état ou de lieu de la matière, l'homme a un avantage de jour en jour plus précis à s'aider d'éléments appropriés à son usage par suite d'une première série de transformations (terre, bâtiments, animaux, machines, outils, etc.). Ces matières qui, pour passer de leur état naturel à un état supérieur où elles sont devenues plus utiles à l'homme, ont dû subir une ou plusieurs évolutions, l'économie politique les désigne sous le nom de capitaux. Elles constituent ce que l'on peut appeler les éléments dérivés de production. Tant qu'elles étaient à leur état primitif et exposées seulement à l'action des forces naturelles, des lois immuables et absolues régissaient seules cette action. Une fois transformées, au contraire, ces matières, désormais instruments aux mains de l'homme, ont l'emploi que leur attribue la volonté de celui-ci, et leur usage est réglé par des conventions artificielles et relatives, dont l'ensemble forme la législation et la coutume de chaque pays.

Pour ne pas nous écarter de notre sujet nous avons à examiner

seulement comment on pourrait modifier, dans notre code et dans nos mœurs, les règlements et les habitudes qui, se rapportant à cet usage des capitaux, se trouveraient être en opposition avec les lois positives de la production naturelle.

Or, il suffit d'examiner d'un peu près la législation française sur la propriété foncière, sur la propriété industrielle et sur la propriété littéraire, pour être immédiatement frappé de ce fait : toutes ces lois présentent un caractère commun ; elles sont, comme diraient les Allemands, essentiellement subjectives. Elles se préoccupent surtout des *personnes* et ne s'inquiètent pas suffisamment des *choses*. Par exemple, elles donnent au propriétaire des droits qui sont déterminés par la considération de ses intérêts et nullement par le souci des intérêts de la propriété elle-même. Ce que nous appelons l'intérêt de la propriété, c'est, pour parler plus clairement, l'intérêt général qui, évidemment, voudrait que chaque bien particulier fût rendu aussi productif que possible. Or, la loi française, dérivée de la loi romaine au regard du propriétaire, ne voit que lui, et sacrifie délibérément au bon plaisir de celui-ci, par des convenances d'ordre métaphysique, toute autre considération.

Ainsi, le propriétaire d'une terre peut la laisser en friche, le propriétaire d'une invention peut s'abstenir de la perfectionner, le propriétaire d'une œuvre littéraire peut s'opposer à sa diffusion. Pour la plupart des économistes comme pour la plupart des jurisconsultes, le *jus utendi et abutendi* constitue une prérogative personnelle, absolue et sacrée. Toucher à la *chose* possédée, fût-ce pour l'améliorer, hors du consentement de l'*homme* qui la possède, semble une violation condamnable d'un droit dont le plein exercice s'appelle la liberté économique.

Les socialistes ont beau jeu, on le conçoit, pour combattre cette doctrine qui repose seulement sur une convention. Ils disent que, si la liberté est respectable lorsqu'elle garantit aux hommes l'exercice paisible d'une volonté rationnelle, elle devient une protection funeste accordée à l'ignorance et à la paresse, lorsqu'elle autorise quelques privilégiés à mésuser des biens que le hasard leur a départis.

Si les socialistes en tenant ce langage étaient vraiment les

champions de l'intérêt général et demandaient seulement des réformes, n'ayant pour objet que de rendre chaque *chose* en particulier aussi productive que possible, leurs doctrines cesseraient vite d'inspirer la défiance et l'effroi aux classes dirigeantes. Les gens éclairés, en effet, s'apercevraient qu'ils auraient plus que personne à gagner à ce que l'intervention de la société s'exercât de façon à conduire chaque terre ou chaque industrie au plus haut degré de prospérité possible.

Malheureusement, beaucoup de socialistes, inconsciemment, sont en proie à des préoccupations aussi particulières, aussi personnelles que les anciens législateurs romains. Leur objectif, très respectable d'ailleurs, c'est l'amélioration du sort des membres de cette fraction de la société qui ne possède pas et qui voudrait posséder. Aussi, ce n'est pas à l'intérêt de *tous* qu'ils songent ; ils luttent pour le bien d'un parti. Avec leur système ils ne pourraient donner satisfaction aux aspirations du plus grand nombre qu'aux dépens d'une minorité imposante et qui s'accroît de jour en jour. De là, des conflits inévitables et un antagonisme forcé entre des groupes de citoyens dont les uns n'amélioreraient leur condition qu'en spoliant légalement ou violemment les autres.

A ces difficultés sociales, il y a sinon une solution, au moins un palliatif très efficace et assez simple.

Il consiste à tirer d'une source neutre, la nature, un supplément de richesse qui puisse être divisé entre tous sans être pris à personne. Mais, demandera-t-on, y a-t-il un procédé pratique pour que cette action s'exerce sans entamer les intérêts personnels ? Oui, il en est au moins un fort simple et que la force des choses a fait appliquer en grand, dans ce siècle, à tout un ordre d'opérations de production. Il consiste dans la *participation de la collectivité à l'exécution de toute œuvre d'intérêt collectif*.

Ce principe fécond, dont l'influence agit à la façon d'un remède lent, mais sûr, c'est lui qui a déterminé et entretient encore ce grand effort national qui a doté notre pays de ce réseau de voies de communication construit aux frais de tous et dont chacun use et profite pour son propre bien.

En effet, quand une rue, un chemin, une route, une ligne

ferrée, un canal sont reconnus d'intérêt collectif, que fait-on?

Ce n'est pas à chaque propriétaire sur le terrain duquel passera la voie de communication projetée qu'on demande un concours efficace pour une opération dont il sera pourtant le premier à profiter.

Non. La société est considérée à juste titre comme plus intéressée que chaque citoyen en particulier à ce que l'œuvre projetée s'accomplisse. Et c'est elle qui prend à sa charge tous les travaux reconnus d'utilité générale. La collectivité des intéressés peut du reste être représentée par des associations privées comme en Amérique ou en Angleterre, ou, comme en France, par la Commune ou par l'État. C'est l'État, en effet, qui chez nous a payé la majeure partie de notre outillage de transports, soit directement en le construisant lui-même, soit indirectement en le faisant construire par des compagnies favorisées d'une garantie d'intérêt.

Si l'on réfléchit au mécanisme de cette grande opération, on voit qu'elle n'a pu s'effectuer qu'au moyen d'une atteinte portée au droit absolu du propriétaire sur sa propriété! En effet si, par ignorance ou mauvais vouloir, quelqu'un refuse de laisser passer sur son terrain la voie de communication qui doit faire la fortune de la contrée, on l'exproprie.

Seulement, en même temps qu'on le dépouille, on l'indemnise, de sorte que personne n'a jamais réclamé contre ce genre d'éviction. En effet, loin d'avoir à subir aucune spoliation, le propriétaire exproprié reçoit du terrain qu'on lui prend un prix généralement élevé, et en outre il bénéficie gratuitement comme tout le monde des services que peut lui rendre la route tracée aux frais de l'ensemble des intéressés.

Dans ce système, on le voit, l'intérêt de tous et l'intérêt de chacun sont également satisfaits. Les règlements de cette nature peuvent être considérés comme extrêmement bienfaisants. On conçoit combien la production est favorisée par une méthode au moyen de laquelle tout le monde a part au profit, et personne ne peut se dire lésé, si l'œuvre commune entreprise rapporte à la collectivité plus qu'elle ne lui a coûté. Il n'y a de molestée que la matière tirée de son inertie et obligée à se transformer, ne

faisant en cela, du reste, que suivre sa destinée éternelle.

D'où vient que les mêmes principes ne sont pas appliqués pour réaliser en grand, non plus les changements de lieu, mais les changements d'état de la matière ?

Cela tient simplement à ce qu'on n'a pas aperçu avec autant de netteté l'utilité de l'action collective pour cet ordre d'opérations en général.

Comme nous sommes obligés de nous borner, nous ne parlerons que de l'application à la mise en valeur de la terre du système de l'intervention de collectivités puissantes pour favoriser les changements d'état de la matière.

En facilitant seulement les changements de lieu de celle-ci, on n'a fait que la plus faible partie de l'œuvre de progrès qui doit être accomplie; pour que cette œuvre puisse être complète, il faut absolument que des moyens puissants viennent permettre à l'agriculture de perfectionner la création de produits dont on n'a jusqu'ici favorisé que la circulation.

En effet, plus nous allons, et plus le morcellement de la propriété tend à rendre individuel et isolé, par suite insuffisant, l'effort de l'homme sur la petite portion de terre qu'il cultive.

Eh bien ! on ne mettra fin à cet état de choses si funeste qu'en apportant et parfois même en imposant au paysan l'aide de l'association et du crédit.

Aussi croyons-nous que, si le gouvernement républicain intervenait, avec son influence et ses ressources, pour déterminer rapidement sur toute la surface du sol français les grands mouvements de transformation de la matière que l'initiative privée n'accomplira qu'avec une extrême lenteur, la face de notre pays serait changée en un quart de siècle.

Quant aux mesures qui pourraient être prises dans cet ordre d'idées, nous laissons à des légistes plus compétents que nous le soin de les étudier. A titre d'hypothèse et pour faire seulement comprendre notre pensée, nous appellerons l'attention sur les réformes suivantes, dont plusieurs ont été déjà réclamées isolément par beaucoup de bons esprits.

1° Mesures de nature à favoriser l'association.

Modification de la loi sur les syndicats agricoles ayant pour

but de donner toutes les facilités possibles à leur formation et à leur action.

Règlement général permettant à toute entreprise agricole d'intérêt collectif de lever, sous réserve d'indemnités, toutes les oppositions particulières, et cela sur un simple avis conforme de commissions communales et départementales compétentes, faisant leur besogne d'une manière plus expéditive que les bureaux et les commissions de l'administration centrale.

Loi sur la forme des titres de propriété rendant la représentation et la transmission des biens fonciers aussi simples et aussi aisées que celles des immeubles industriels.

Abaissement des impôts et des frais exorbitants de mutation et de justice.

En un mot, ensemble de dispositions législatives étudiées dans le but de faire de l'exploitation de la terre une opération industrielle et commerciale, susceptible d'être entreprise par des sociétés de toute forme, même anonymes.

2° Mesures de nature à favoriser le crédit, soit au propriétaire, soit au fermier.

Modifications libérales des coûteuses et gênantes formalités du prêt hypothécaire. Quand on songe qu'il a suffi de quelques facilités légales accordées au Crédit foncier pour faire refluer dans des conditions équitables et commodas deux milliards de capitaux inoccupés vers l'agriculture, on se demande comment les législateurs n'éprouvent pas le besoin de déchirer cette trame de règles restrictives dans laquelle notre propriété foncière reste enserrée comme un enfant au maillot.

Réforme des coutumes en matière de baux à ferme et surtout suppression — qui paraît heureusement prochaine — de ce fâcheux article 2102 du Code civil, interdisant au fermier l'emprunt sur le cheptel ou les récoltes sur pied, pour mieux gager le propriétaire.

Au reste, parmi les mesures qui précèdent et qui ne se rapportent qu'aux intérêts privés, plusieurs sont jugées si nécessaires que le parti républicain les a déjà mises à l'étude.

Mais le point spécial sur lequel nous voulons surtout insister, c'est que, quand même on déciderait en principe l'exécution des

grandes œuvres collectives se rapportant à l'irrigation, à la fabrication en grand des engrais, à l'aménagement des eaux en vue de la production de la force motrice, à la dispersion jusqu'au cœur des communes les plus pauvres des engins mécaniques perfectionnés, etc., des lois simples et libérales ne suffiraient pas à imprimer à l'esprit d'entreprise une impulsion assez vigoureuse. Nous croyons, pour notre compte, qu'étant donnés les mœurs et le degré d'instruction des populations agricoles, cette vaste et superbe transformation ne peut se faire promptement qu'avec le concours de l'État.

Et ce concours nous ne l'imaginons ni timide ni lent. C'est immédiatement et par centaines de millions que les capitaux devraient être jetés dans le pays pour accroître la production agricole par les méthodes industrielles. Nos budgets, du reste, ne se grèveraient guère que de garanties d'intérêt bientôt compensées par un important accroissement du rendement des impôts, si, pour faciliter ces grands changements d'état de la matière, on employait le système par lequel on a réussi à créer si rapidement l'outillage de ses changements de lieu. Quelques dispositions légales permettant de briser toute résistance injustifiable à des travaux d'utilité générale, un privilège de nature spéciale et une participation équitable à la plus-value des terres améliorées accordées aux bailleurs des fonds nécessaires aux travaux collectifs, une faible garantie de l'État pour le service des intérêts de ces fonds pendant la période de premier établissement : il n'en faudrait pas davantage pour déterminer la formation de nombreuses et puissantes sociétés régionales de crédit industriel et agricole.

En résumé, pour faire porter sur des entreprises utiles et fructueuses à l'intérieur tout l'effort de l'épargne française, il suffit que la République comprenne et fasse adopter à la finance de notre pays cette idée si simple : *On n'a fait jusqu'ici le nécessaire que pour les changements de lieu de la matière, il faut faire maintenant le nécessaire pour ses changements d'état.*

C'est à une pareille œuvre que coopère depuis quelques années la finance américaine, dont les capitaux se portent spontanément sur les entreprises de culture. Là, grâce aux

progrès des lumières, l'initiative privée suffit à peu près à tout, l'État n'intervenant que sous une forme particulière en accordant des concessions de terrains. Quoi qu'il en soit, cette œuvre d'appropriation du sol se poursuit activement aux États-Unis et la France suit des yeux avec étonnement et non sans quelque inquiétude ce prodigieux développement de la production au delà de l'Atlantique.

Notre gouvernement peut, s'il le veut, conduire notre pays au même degré de prospérité. Il n'a qu'à mettre à la disposition de notre population agricole des *moyens matériels* suffisants.

Oui! des moyens matériels, exclusivement matériels. On dit que l'agriculture manque de bras. C'est vrai, elle commence à manquer de manœuvres résignés à faire pendant quinze heures par jour un métier de bête de somme, moyennant un salaire infime, alors qu'il est possible à tout homme valide de gagner le double dans les villes par un travail moins long et moins pénible. On répète, en de nombreuses homélies sentimentales, que c'est là un mal profond et dont il faut chercher la cause dans l'altération des bons sentiments des populations rurales. Aussi leur prêche-t-on, ailleurs qu'en chaire, le retour à ces mœurs, dites patriarcales, qui faisaient au paysan d'autrefois cette vie cruelle dont La Bruyère a tracé de sa plume vengeresse l'inoubliable tableau.

Eh bien, il faut que les propriétaires campagnards en prennent leur parti. Des bras de chair et d'os, plus on ira et moins on en trouvera pour les travaux pénibles et peu rémunérés. Il va falloir recourir à des bras de fonte et de fer, et à côté du maître-valet chargé de diriger les domestiques vivants, avoir un mécanicien pour conduire les domestiques inanimés. Ceux-ci ne demanderont pas de vin à chaque repas et n'auront point d'idées subversives. Mais le paysan qu'on dressera à les mener exigera les mêmes salaires qu'un ouvrier de chemin de fer ou d'usine. La machine, de son côté, fera le travail de plusieurs hommes. Tout le monde trouvera son compte à cet arrangement et le niveau des profits des capitalistes et des ouvriers de la ville et de la campagne deviendra le même, dès que l'équilibre aura été rétabli entre la production industrielle et la production agricole.

Pour arriver à ce résultat, ce n'est point sur le concours d'un supplément de bras, désormais impossible à trouver à moins de le faire venir de Chine, qu'il faut compter. C'est d'abord sur une culture intellectuelle plus haute ou du moins plus scientifique des populations rurales. C'est ensuite sur un puissant accroissement de moyens financiers et industriels mis à la disposition de l'agriculture pour remplacer l'action de la force musculaire des hommes et des animaux, désormais insuffisante, par celle des forces naturelles.

A l'État de diriger ce double mouvement.

Malgré cet appel à l'intervention de l'État, nous ne croyons pas que notre doctrine puisse être confondue avec le socialisme. Le précepte économique : « *Laissez faire, laissez passer* », nous suffit pour le règlement de nos rapports d'homme à homme. Seulement, nous croyons qu'il faut adopter envers les choses une formule plus active, et nous prendrions volontiers pour devise à leur égard, mais à leur égard seulement : « *Faisons faire, faisons passer.* »

Oui ! forçons par une action commune les changements d'état et les changements de lieu des corps à se multiplier, à s'accélérer, à se généraliser à notre profit, en dépit de l'inertie de la matière. Engageons, au fur et à mesure que la science nous en fournira les moyens, les substances et les germes dispersés au milieu de l'atmosphère, de l'eau et du sol, dans le plus grand nombre possible de combinaisons utiles. C'est ainsi que nous parviendrons peu à peu à dégager, de cette masse de richesses inexploitées qui attendent à l'état latent le *sic volo, sic jubeo* de la puissance mentale de l'homme, les éléments et les agents matériels de l'abolition de la misère.

Louis DENAYROUZE.

DEUX ADVERSAIRES

M. GLADSTONE ET LORD BEACONSFIELD

I

Vers le commencement de l'année 1832, le salon de la comtesse de Blessington, à Londres, offrait une animation inaccoutumée. Cette maison hospitalière, mais un peu banale, où tous les personnages célèbres de la littérature et de la politique se réunissaient autour du comte d'Orsay et de lord Lyndhurst, semblait avoir trouvé un regain de jeunesse et d'entrain, — jeunesse factice, entrain plus retentissant qu'aimable. Les conversations y étaient plus bruyantes. Leurs échos s'en allaient frapper, à travers la vieille ville, jusqu'aux portes des plus respectables maisons aristocratiques. On s'en occupait au Parlement, on en parlait à la cour et au théâtre : c'était un sujet de curiosité générale.

Pourquoi donc ce changement, qui faisait tout à coup tant de bruit autour d'entretiens jusqu'alors discrets, étouffés, et comme dédaigneux de la publicité ? Était-ce d'Orsay, l'élégant de génie, qui venait d'inventer une nouvelle mode ou de créer une étiquette nouvelle ? Était-ce Thomas Moore, l'un des familiers de ce salon, était-ce Horace Smith dont la verve endormie se reprenait tout à coup à casser les vitres ? Était-ce lord Lyndhurst, le pacifique chancelier tory, qui, non content de couvrir de sa haute renommée ce qu'il pouvait y avoir de trop facile dans l'accueil de la comtesse, se prenait maintenant à proclamer ses faiblesses ?

Fallait-il mettre tout ce tapage sur le compte de ces deux Fran-

çais, si différents de caractère et d'allures, qui cependant, disaient-on, étudiaient tous les deux avec un égal intérêt le côté frivole et corrompu de la civilisation anglaise ? L'un, tout morose et rêveur, semblait prendre à tâche de démentir, par le sérieux étudié de son maintien, les bruits qui couraient par toute la ville sur les débordements de sa jeunesse ; l'autre, charmant et léger, proclamait tout haut son admiration pour d'Orsay, son culte pour l'esprit et pour les vices de la femme, et nul n'aurait soupçonné que des deux têtes la plus forte était la sienne. Le premier, Louis-Napoléon Bonaparte, voilait sous un masque sévère l'insondable vide de ses pensées ; le second, Charles-Auguste-Louis de Morny, cachait sous un sourire les rêves hardis de son ambition.

Le vrai héros de la maison, ce n'était aucun de ceux-là : c'était Benjamin Disraeli, Disraeli *le jeune*, qui revenait d'Égypte, après une absence de vingt-deux mois, déjà célèbre, pour avoir écrit, depuis sa vingtième année, les deux volumes scandaleux de *Vivian Grey*, le *Voyage du capitaine Popanilla*, et l'histoire assez médiocre intitulée *le Jeune Duc*.

Il était parti tout à coup, à vingt-trois ans, dans l'enivrement du premier succès, pour ce pays du soleil où il devait puiser tant d'inspirations littéraires, et où, vieillard aujourd'hui, sa main tremblante s'efforce de tailler pour l'Angleterre un nouvel empire. Rejeton d'une forte race, il allait en quelque sorte retremper sa vigueur native aux sources mêmes du judaïsme. Son père, Isaac Disraeli, le littérateur aimable et sceptique dont tous les efforts tendaient à coordonner dans des recueils indigestes d'innombrables curiosités littéraires, avait laissé son adolescence se développer sans frein entre l'oisiveté permise et des études changeantes. Baptisé par hasard à treize ans (1), — sans doute parce que l'on découvrait en lui de curieuses facultés à l'utile développement desquelles sa religion aurait pu nuire, — il avait passé dans le désordre ces précieuses années de puberté qui marquent d'une tare ou décorent d'une fleur le seuil de la vie. Il avait, pour son premier essai littéraire, poussé hardiment un cri de haine et de mépris enveloppé dans un éclat de rire... Et puis il était parti,

(1) Le 3 juillet 1817. — Benjamin Disraeli est né en 1804. Son père Isaac, marié en 1802 à Maria Basevi, en eut quatre enfants : Sarah, Benjamin, Ralph et James.

laissant la société anglaise, tout émue de son agression, toute scandalisée de cette froide audace qui venait de livrer pêle-mêle à la malignité publique, avec les vices cachés des uns, d'indignes travestissements de la vertu des autres.

Fort habilement, il avait pendant son absence entretenu le monde de sa personne. Rongé par un scepticisme précoce, il poursuivait de loin son œuvre par la publication de prétendues « clefs » destinées à donner au public les noms véritables des personnages de *Vivian Grey*. Ce qu'il voulait, c'était être connu, c'était également que les partis politiques en présence, dont aucun n'avait exclusivement sa sympathie, fussent mis à même de comprendre quel avantage il y avait pour eux à s'assurer une telle recrue.

L'heure était bien choisie et le coup avait été bien frappé. Benjamin Disraeli s'en aperçut dès son retour, et dès sa première visite chez la comtesse de Blessington.

L'étranger, prévenu sans le connaître de sa présence chez la noble amie de d'Orsay, aurait eu quelque peine à ne point jeter tout de suite les yeux sur le héros du moment.

Assis en pleine lumière, il semblait avoir soigneusement choisi la place où le plus grand nombre possible de rayons lumineux viendraient se jouer dans les fleurs d'ord'un somptueux gilet. Sa remarquable figure, pâle jusqu'à sembler livide, mais animée par l'éclair profond et dur de deux yeux noirs comme le jais, ses longs cheveux bouclés, arrangés avec un art infini pour encadrer à souhait le pur ovale de son visage, — toute cette physionomie empreinte d'amertume et flétrie par une involontaire envie des succès d'autrui, même au milieu des triomphes de l'orgueil, c'était bien de quoi saisir le regard et le retenir.

Ce qui était plus surprenant encore, c'était le costume de cet étrange jeune homme. Par-dessus son gilet doré, il portait un élégant habit de velours noir, doublé de satin blanc, et dont les manches, garnies à leur extrémité d'une longue frange de soie, couvraient presque ses mains finement gantées. En manière d'escarpins, il portait avec cela des bottes extravagantes, découpées, brodées, ornées de glands et de ganses comme celles d'un heiduque.

Mais Disraeli parlait, et toutes ces bizarreries s'effaçaient aussitôt devant la bizarrerie plus grande encore de son éloquence. Chacun de nous, — qui ne le sait ? — ne dispose que d'un nombre assez restreint de mots, péniblement entassés dans sa mémoire, et qu'il arrange de son mieux pour exprimer sans répétition choquante toutes ses idées ou tous ses désirs. Avec Disraeli, rien de semblable. Les locutions les plus usuelles, il les retournait, il les disloquait, il leur donnait un autre sens ; les mots les plus inconnus, il s'en emparait et les rendait familiers pour chacun de ses auditeurs grâce à sa pantomime expressive, grâce à des gestes pleins d'autorité qui les arrachaient peut-être à leur signification véritable, mais qui répandaient sur tous la clarté. Pour peindre, par exemple, l'horreur d'un de ces supplices orientaux qu'il avait pu contempler au Caire, ou dont il avait surpris un soir sur le Nil le brusque et presque silencieux dénouement, il prodiguait avec une incroyable richesse d'images les détails les plus osés, les descriptions les plus précises ; il semblait se complaire dans un récit que nul autre que lui n'eût même tenté. Irrité de la gloire de tous ceux dont on parlait devant lui, quiconque vantait l'œuvre d'un poète ou d'un romancier l'avait aussitôt pour adversaire déclaré. Quelqu'un ayant cité Victor Hugo et sa *Notre-Dame de Paris*, Disraeli tout aussitôt entreprit de faire oublier le livre et l'auteur en improvisant quelque fantastique et rutilante épopée, en la rendant vraisemblable à force de la rendre éclatante. Ses yeux lançaient des éclairs ; sa bouche ordinairement dédaigneuse prenait le pli de l'enthousiasme ; toute sa personne semblait secouée d'un furieux désir de convaincre, d'entraîner ses auditeurs ; toute sa puissance nerveuse, toutes les ressources de sa volonté, toutes les forces de son imagination, il les réunissait en faisceau, il les employait à triompher par la parole, — sans voir que toute cette éruption d'éloquence n'en laissait pas moins le chef-d'œuvre debout, dans son immortelle beauté, comme une lave brûlante dont le flot stérilisant n'a pu, même avant de se figer, injurier le seuil de marbre du temple voisin.

Tel qu'il était, sans foi qu'en son étoile, sans amitiés, mais non pas sans haine, ce jeune homme allait tenter la fortune élec-

torale. Point de programme ! Révolutionnaire par instinct et conservatiste par relations, il était hésitant par tactique. Folie que d'avoir des principes ! son plan était de se proposer aux électeurs pour ce dont ils auraient besoin. Voulaient-ils un *whig*, ceux de Marylebone qu'on l'engageait à solliciter ? — Il était leur homme. Qui donc aurait douté de sa parole, quand le grand O'Connell lui-même, séduit par son apparente franchise, descendait à ses côtés dans la lice et le recommandait ?

Était-ce au contraire un *tory* qu'on voulait ? — Eh, va pour *tory* ! O'Connell ne serait pas content, mais qu'importe l'indignation d'un adversaire de cette sorte, espèce d'insulteur public et de contempteur des lois ! Ce qu'il fallait, c'était réussir, et puisque décidément les électeurs de Marylebone n'avaient point voulu d'un *whig*, c'était que la doctrine libérale ne valait rien, d'où la nécessité de s'ériger en soutien convaincu de l'aristocratie et de se proposer comme tel sur les *hustings* de Maidstone.

Toute l'Angleterre s'égaya de cette palinodie, d'autant plus éclatante que Benjamin Disraeli ne fait rien à demi, et qu'après être allé dans la voie libérale jusqu'à toucher à la démocratie socialiste, il revenait sur ses pas... et sur ceux des autres, jusqu'à la réaction la plus caractérisée.

Qu'importe, après ce début, l'habileté dont il fit preuve pour laisser vieillir cette défiance publique qui finit toujours par se tourner en indifférence et qui parfois, hélas ! devient de la faveur ? La tactique parlementaire trouva en lui un incomparable manœuvrier, cela est vrai ; bientôt il fut indispensable à quiconque voulait emporter un vote, de gagner les voix dont disposait cet homme décrié, honni, raillé pour son emphase, redouté pour son venin ; il faut avouer encore que les personnages les plus considérables du parti aristocratique lui ouvrirent l'accès du ministère, et que son talent, épuré par un exercice quotidien, affiné par des luttes sans cesse renaissantes, fortifié par des alternatives d'opposition et de pouvoir, finit par justifier son succès, sinon sa conduite. Bien plus, il a toujours eu l'art de se parer des plumes du paon ; on l'a vu réclamer l'honneur d'avoir inauguré en Angleterre les réformes que lui imposaient ses adversaires. Aujourd'hui encore, chargé d'ans et d'honneurs, il jouit des ré-

sultats atteints par ses rivaux politiques ; il leur a prestement dérobé le fruit de leurs pénibles victoires, et ce Bertrand nargue ces Ratons.

Qu'est-ce donc cependant que la considération, qu'est-ce que l'estime publique, si, pour les gagner, il suffit de réussir ? La sincérité, la droiture sont-elles pour l'homme d'État de méprisables moyens ? Faut-il ne croire à rien, pour mériter que l'on croie en vous ? Faut-il être au plus offrant, pour que tout le monde se donne ?

En tête de son premier roman, *Vivian Grey*, Disraeli avait mis cette épigraphe, tirée de Shakespeare : « Eh bien ! oui, le monde est une huître, et mon épée l'ouvrira ! » Dans ce roman, l'un des personnages, jeune noble appartenant au torysme le plus rétrograde, s'appelait le comte de Beaconsfield ; c'est le titre que la reine Victoria, devenue il y a trois ans impératrice des Indes, a conféré, comme suprême récompense de ses services, à Benjamin Disraeli.

L'« huître » est ouverte, on ne saurait le nier. Seulement, tandis que le nouveau lord, toujours écouté au Parlement, comblé d'honneurs, devenu riche, — lui qui devait 700,000 francs environ de notre monnaie lors de sa première élection, — tandis que lord Beaconsfield achève, après tant d'autres romans, le roman de sa vie, l'épée qu'il brandissait si fièrement jadis s'est faussée au Cap dans la main de lord Chelmsford et brisée à Caboul dans la main du major Cavagnari, et comme autrefois il osa le dire d'O'Connell, les Anglais commencent à dire de Disraeli : « Cet homme a les mains rouges du sang de ses concitoyens. »

II

En même temps que lui grandissait William-Ewart Gladstone. L'année même où Disraeli s'offrait inutilement aux électeurs de Marylebone, M. Gladstone persuadait ceux de Newark et entraînait dans la Chambre des Communes.

Contraste bizarre : Disraeli, qui représente aujourd'hui le parti tory tout entier, le battait alors vigoureusement en brèche,

et le libéral Gladstone était passionnément attaché aux idées qu'il réprouve maintenant. Ces deux hommes ont également changé. La seule différence que nous puissions noter entre eux, — mais peut-être estimera-t-on qu'elle vaut la peine d'être citée, — c'est que l'un a tout sacrifié pour réussir, ses idées et ses promesses, son indépendance et sa dignité, tandis que l'autre, parvenu au pouvoir, en est simplement et spontanément descendu, le jour où il n'a plus partagé les idées qui l'y avaient porté.

Il avait subi, dans toute la première partie de sa vie, l'influence fatale de son éducation. Au collège d'Eton, puis à l'Université d'Oxford, où s'achevèrent ses études, les principes distribués à la jeunesse n'étaient point de ceux qui poussent les âmes vers le progrès et vers la liberté. Bien loin de là, le jeune Gladstone en était sorti profondément imbu de haines religieuses et de préjugés formalistes dont la trace put se reconnaître pendant près de dix ans dans son œuvre politique et littéraire. Presque au même moment où Benjamin Disraeli publiait son *Épopée révolutionnaire* (1), poème tout enflammé d'amour pour la démocratie, William Gladstone écrivait son long ouvrage sur *l'État dans ses relations avec l'Église*, dans lequel il poussait l'intolérance religieuse jusqu'à vouloir fermer à tout ce qui n'était pas protestant l'accès des emplois civils.

Circonstance aggravante : quand ce livre parut (2), l'auteur avait déjà pris part aux travaux du Parlement et même du ministère, comme lord de la trésorerie sous Robert Peel. Il avait pu voir de près les vices de l'organisation sociale, l'injustice des lois, les hérésies économiques en vigueur ; mais son puissant esprit n'avait pas encore reçu l'impulsion qu'il attendait. Un écrivain de race allait tout à coup la lui donner, avec quelque violence, et peut-être décider, sans le savoir, du reste de sa carrière.

Macaulay s'attaqua soudain au livre de Gladstone dans une lettre demeurée fameuse. Avec son bon sens aiguisé, avec sa raillerie fine et redoutable, avec cette clarté limpide et charmante qui fait

(1) En 1834. Une nouvelle édition a été donnée en 1864.

(2) En 1838.

douter s'il n'écrivait pas sur du cristal, tant on croit voir sa pensée à travers ses phrases, le célèbre critique ne laissa rien debout de l'œuvre péniblement élevée par le jeune membre des Communes.

C'en est fini, du même coup, de ce fatras d'idées toutes faites et de préjugés étroits sur lesquels Gladstone vivait depuis Oxford. Ses yeux sont dessillés. Courageusement, nettement, avec la simplicité des âmes droites, il ose alors dire tout haut qu'il s'est trompé. Nulle récompense ne l'attend pour cette conversion; d'injustes accusations l'en puniront au contraire, et bientôt il se punit lui-même en quittant le pouvoir le jour où il croit devoir changer de conduite. Mais il n'hésite pas, il parle, et ce sectaire devient tolérant, et lui qui voulait chasser de partout dans l'État quiconque n'adorait pas son Dieu, le voilà qui combat avec Robert Peel pour augmenter la dotation du collège catholique de Maynooth, en Irlande, et avec lord Russell pour ouvrir aux Juifs les portes du Parlement.

Il l'a dit lui-même plus tard : « Je m'étais aperçu que j'étais le dernier homme sur un navire en train de couler (1). »

Toutes les libertés se tiennent. Un seul anneau se trouvait brisé dans la lourde chaîne qui jusqu'à ce jour avait immobilisé sa pensée dans la routine et dans la haine du progrès; mais cet anneau brisé rendait les autres vains.

Ce vaste esprit stérilisé recevait enfin la vraie semence; la science profonde qu'il avait péniblement acquise s'illuminait d'un reflet nouveau et lui montrait clairement l'avenir. Économiste il comprenait les lois de l'échange et rêvait dès lors de doter sa patrie de traités de commerce fondés sur la liberté. Financier, il jetait les yeux sur le chaos budgétaire et du premier coup discernait, avec une perspicacité qui ne s'est jamais démentie depuis, les points où il fallait frapper pour réorganiser sûrement ce qui n'était que confusion et pour remplacer par la richesse nationale la misère publique. Homme d'État, il voulait rendre les élections plus sincères, étudier et résoudre enfin cette question de la *réforme* dont tous les ministères whigs et tories se fai-

(1) *Un chapitre d'autobiographie*, 1868.

saient un leurre pour gagner la faveur populaire; il voulait supprimer les abus criants de la domination anglaise et rallier à la fortune britannique ces malheureux Irlandais dont les crimes l'indignaient parfois, mais dont les souffrances le touchaient toujours.

Est-ce là un de ces revirements politiques pour lesquels la postérité se montre justement sévère? Non. On l'a dit éloquemment : « L'homme qui passe subitement, sans lutte et sans résistance, comme éclairé d'une illumination d'en haut, d'une opinion à l'opinion contraire, l'homme qui fait bon marché de ses variations ou qui les nie avec audace, et qui, toujours également absolu, porte dans ses opinions nouvelles l'arrogance imperturbable avec laquelle il soutenait ses opinions anciennes, l'homme dont les évolutions concordent d'une manière invariable avec son propre avancement et qui se proclame assez sûr de lui pour ne pas craindre que ses succès passent aux yeux de tous pour un salaire, voilà celui qui déshonore la vie publique et qui donne un exemple corrupteur (1) ».

S'il est parmi les hommes d'État contemporains en Angleterre un personnage qui mérite qu'on lui applique ce jugement, ce n'est pas M. Gladstone. Lui, au contraire, il ne s'est pas séparé de son premier parti : il s'en est arraché. Sur chaque question, il a lutté contre ses convictions nouvelles, et ses coreligionnaires de la veille ont respectueusement assisté, sans en excepter M. Disraeli lui-même, à ce déchirement progressif et douloureux. Cependant, la grandeur de la perte subie par les tories devait réveiller à la fin l'envie et la colère et susciter un concert d'imprécations. Les électeurs d'Oxford, mécontents de voir abandonner par leur élu la cause qu'ils voulaient défendre, cessèrent en effet de le nommer et confièrent leur mandat à un adversaire déclaré du nouveau Gladstone. Qu'importe! Lancastre recueillit le puissant orateur et le renvoya aux Communes, au milieu des applaudissements du pays.

Dégagé de tout lien, il n'a plus alors à consulter que les tendances nouvelles de son esprit et les inspirations de son

(1) *Les hommes d'État de l'Angleterre*, par CHALLEMEL-LACOUR.

cœur. En vain ceux qu'il a quittés, mais qu'il n'a pas trahis, lui jettent à la face ses opinions d'antan : il fait tête, il s'explique, et ce *leader* incomparable, qui semble seulement créé pour administrer prudemment l'État et pour élucider les plus redoutables problèmes financiers, se trouve transformé en tribun. Sa voix tonne dans les meetings. Son geste large et puissant domine les colères anonymes de la foule et les interpellations passionnées du Parlement. Sans jamais descendre jusqu'à l'injure, à l'exemple de ces héros de tribune qui cherchent bien plus à écraser leurs adversaires qu'à les convaincre d'erreur, il trouve assez de bonnes raisons pour sortir toujours vainqueur de ces tournois. Il juge d'un mot, il condamne, il persuade, il entraîne, il triomphe. Son éloquence forte et châtiée n'a point de ces élans factices, nés d'une excitation peu sincère et de la fièvre de l'ambition, par lesquels ce diable de Dizzie (1) emporte quelquefois un vote ; mais par des voies sereines, avec une tranquille confiance dans les ressources de son talent et dans le bon sens de ses auditeurs, il leur montre loyalement, presque sans habileté, mais non pas sans art, toutes les faces de sa conduite ; il leur parle de cette patrie, dont ils ont sans doute le culte, comme lui ; il leur vante la paix, il leur fait simplement, prosaïquement, la peinture de leur situation, le bilan de leurs affaires ; après quoi, s'élevant d'un coup d'aile au-dessus de ces détails, parmi lesquels on est surpris qu'il ait bien voulu s'attarder, il montre la politique britannique s'emparant du monde entier par l'expansion du commerce et par le prestige naturel d'une puissance inexpugnable et pacifique.

Un jour, il s'agit de conclure avec la France un traité de commerce ; dans un magnifique mouvement d'éloquence, M. Gladstone s'écrie :

Autrefois, lorsque le souverain parcourait le pays, précédé de ses hérauts d'armes, il faisait répandre parmi la foule accourue pour le voir des pièces de monnaie. Ces largesses étaient peut-être un agréable spectacle ; mais ces temps-là sont loin de nous ; les conditions et l'esprit du peuple sont changés, et c'est un plus beau spectacle que celui d'un souverain qui peut,

(1) Sobriquet populaire de M. Disraeli.

grâce à la sagesse de son grand conseil assemblé en parlement, répandre dans le peuple ses munificences, sous forme de bonnes lois qui n'ébranlent en aucune façon le sentiment de la dignité humaine, qui font tomber les entraves des bras de l'industrie, qui offrent un nouvel excitant et une nouvelle récompense au travail, qui concilient chaque jour davantage aux institutions du pays la reconnaissance, la confiance et l'affection d'un peuple ami.

Un autre jour, il s'agit d'une simple question budgétaire : dégrèvera-t-on le thé ou le sucre ? L'orateur inspiré devient un causeur fin et charmant :

C'est, je crois, la première fois, dit-il, dans l'histoire de la législation, qu'on voit ces deux articles en rivalité. La nature semble avoir prescrit entre eux une alliance dont nous apprécions chaque jour les bienfaits, et je regrette de me voir condamné à rompre cette union, quoique seulement en apparence et pour peu de temps. J'ai d'ailleurs cette consolation, que tout avantage fait à l'un des deux profite immédiatement à l'autre, car la vieille alliance qui existe entre eux nous assure que toute réduction de droits sur le sucre doit augmenter aussitôt la consommation du thé, toute réduction sur le thé entraîner une plus large demande de sucre.

Qu'on ne nous blâme pas d'aller chercher d'aussi légères improvisations dans le bagage oratoire d'un homme d'État de cette taille. Il faut, pour bien connaître les gens, pour les juger sainement et justement, il faut les avoir vus rire ou pleurer. La bonne humeur, comme la souffrance, fait tomber tous les masques.

Il est vrai que certains hommes n'en ont jamais porté. M. Gladstone est du nombre.

Grand, pâle, mince, sa figure est faite pour plaire à des Anglais : c'est celle d'un Anglais. Les yeux noirs, vifs et profonds, y mettent seuls une note exceptionnelle. Jadis, ils furent, dit-on, d'une remarquable beauté ; aujourd'hui encore ils ont gardé la mobilité, l'éclat et l'expression de la jeunesse. Le nez, grand et fort, la mâchoire puissante et carrée, les favoris grisonnants et rares, les cheveux plus rares encore, forment un ensemble que l'on a vu partout dans Londres ; mais, sous l'arcade sourcilière saillante, il y a pour relever cette physionomie le regard, qui tantôt scrute les consciences à travers les visages, et tantôt, comme s'il revenait sur lui-même, semble suivre, dans

une imagination toujours en éveil, un éternel problème sans cesse agité.

Certes, il y a sur ce visage aussi les traces de l'ambition ! Certes, cette pâleur est née des fortes émotions de l'homme public luttant pour le pouvoir et pour le triomphe de ses idées ; mais quelles impressions différentes produisent ces deux vieillards sur qui les contemple aujourd'hui ! L'un s'efforce de reproduire, dans sa décrépitude, les traits jadis vantés du jeune ami de d'Orsay ; il multiplie sur son front les frisures empruntées ; il immobilise sur ses lèvres un sourire qui est devenu grimace. Surpris et mécontent d'avoir vieilli, il cache ses rides de son mieux. Quand il paraît, on se demande comment son talent de parole pourra triompher du singulier effet qu'il produit.

L'autre laisse pleuvoir sur lui les années sans se soucier de ce qu'elles lui apportent ni de ce qu'elles lui enlèvent. Elles l'ont laissé debout, droit et vert dans sa franche vieillesse. Sa vigueur est entière, et nous venons de le voir parcourir toute l'Écosse et tout le Nord de l'Angleterre, parlant dans toutes les villes, plutôt deux fois qu'une, et poursuivant sans relâche son œuvre de propagande acharnée.

Quand il entame un de ces longs discours, savamment ordonnés, qui font l'admiration des Anglais, on se demande, à voir ses traits tirés, sa figure pâle et son air d'épuisement, où il pourra trouver assez de force pour arriver au bout de son argumentation. Cependant, sa voix forte et limpide s'échauffe par degrés. Loin de s'affaiblir, il semble qu'elle gagne en puissance, et parfois elle poursuit deux, trois ou quatre heures durant, sans un arrêt, sans une défaillance, son cours régulier et sonore.

III

Lord Beaconsfield est depuis longtemps le chef incontesté du parti tory ; M. Gladstone, encore qu'il s'en défende quelquefois avec bonhomie, est le chef nécessaire du parti whig. Ne nous y trompons pas toutefois, cette classification ne signifie pas qu'ils sont séparés par des abîmes. Il serait plus exact et plus simple de dire que le premier est partisan d'une politique d'interven-

tion à l'extérieur et de *statu quo* à l'intérieur, tandis que le second combat pour introduire en Angleterre des réformes démocratiques et pour maintenir la paix.

Il y a longtemps, en effet, que les deux grands partis nés en 1680, voilà juste deux siècles, ont perdu leur signification première. Alors les whigs étaient « pour la liberté, pour le gouvernement parlementaire, pour le droit de résistance à la royauté quand elle violait les lois, pour la tolérance en matière religieuse » ; — c'est là aujourd'hui le programme commun de tous les Anglais.

Les tories étaient, eux, « pour le droit divin des monarques, pour l'obéissance passive à leurs ordres, pour l'absolutisme dans l'Église comme dans l'État » ; — ce sont là des vieilleries auxquelles le marquis de Salisbury a renoncé comme lord Granville, et M. Disraeli comme M. Gladstone.

Qu'est-ce donc en réalité qui distingue ceux qui siègent à la droite du *speaker*, dans la Chambre des communes, de ceux qui siègent à sa gauche ? La définition serait malaisée à faire, et plus d'un auteur y a renoncé. M. John Bright, le grand tribun, dans un discours qu'il prononçait à Rochdale, en 1865, disait qu'il y a « certains whigs qui ressemblent singulièrement à certains tories » ; c'était, de la part d'un whig aussi fervent, un aveu que nous avons le droit de recueillir.

En réalité, les deux partis politiques qui se disputent le pouvoir dans la personne des deux grands orateurs du Parlement sont comme les couleurs du prisme, distinctes, mais confondues, que la physique isole, mais que l'œil nu ne saurait discerner. Qu'il nous suffise de savoir que, présentement, les tories dont lord Beaconsfield est le chef acceptent l'héritage du passé. Tout ce que leurs devanciers ont dû accorder de réformes, tout ce qu'ils ont consenti de progrès dans la voie libérale forme le terrain rigoureusement limité sur lequel ils entendent se tenir. Ne leur parlez ni d'aller, en Irlande, au delà de la suppression de l'Église établie, ni d'y encourager l'instruction, ni d'y améliorer le régime de la propriété foncière, ni de permettre en Angleterre de nouvelles extensions du droit de vote, ni de démocratiser l'armée ! Ils s'en tiennent à ce qu'ils ont.

Mais les whigs, de leur côté, réclament-ils tout cela? Ah! qu'ils sont loin d'être aussi exigeants! M. Gladstone, peut-être, dont la clairvoyance est sans égale, distingue nettement les diverses étapes de cette route encombrée d'obstacles; mais, dans l'armée qui le suit, combien de trainards ou de déserteurs, au moindre pas fait en avant!

Donc, entre les deux adversaires, c'est plutôt une divergence accentuée en ce qui concerne les procédés de gouvernement, qui perpétue la lutte.

C'est en 1852 qu'elle a éclaté pour la première fois avec quelque vivacité. M. Disraeli était alors chancelier de l'Échiquier. Il venait de présenter son budget, et, dans l'exposé des motifs, ou, pour mieux dire, dans le discours-programme dont il l'avait fait précéder, selon la mode anglaise, il avait cédé à ses habitudes de persiflage. Il s'attira cette verte réponse de la part de M. Gladstone :

Malgré les efforts de quelques gentlemen de cette partie de la Chambre, qui profitent de l'obscurité pour m'interrompre, ils devront se résigner à voir leur chancelier de l'Échiquier, qui commente si librement la conduite des autres, traduit à la barre de l'opinion de la Chambre et jugé d'après les règles de la convenance. Nous sommes accoutumés à attacher ici une grande autorité aux paroles d'un ministre de la couronne, et cette disposition, commandée par l'intérêt public, a été justifiée jusqu'ici en général par le caractère et la conduite de ces ministres; mais je suis forcé de dire à l'honorable gentleman qu'il n'a pas le droit d'accuser avec insolence...

Sur ces mots, un grand tumulte s'élève, qui coupe quelques instants la parole à l'orateur. Il reprend :

... Je dois dire à l'honorable membre, qui sait tant de choses, qu'il ignore au moins la réserve imposée au langage et à la conduite d'un membre de cette Chambre, réserve dont l'oubli, regrettable chez le moindre d'entre nous, est dix fois plus grave lorsqu'il est commis par un *leader* de la Chambre des communes.

Après l'homme, le ministre. M. Gladstone, en quelques mots saisissants, montre l'inanité du système gouvernemental défendu par M. Disraeli :

Si, parce qu'il sait qu'une grande partie du pays nourrit des préférences

pour tel ou tel mode particulier d'impôt, un gouvernement déroge à la règle salulaire qui lui commande d'apporter des propositions précises, et d'accepter non seulement la responsabilité des idées générales sur lesquelles ces propositions reposent, mais celle des moyens par lesquels il entend les mettre à exécution ; si ce gouvernement croit bon de capter les esprits en faveur de ses principes, sans affronter la difficulté de les appliquer, que d'autres apprécient comme ils voudront la politique financière d'un tel gouvernement : il me trouvera, quant à moi, parmi ses adversaires résolus, car je sais que cette manière de flatter les pires éléments de l'opinion et les passions grossières est pleine de dangers. On nous dit qu'il est nécessaire de modérer et d'arrêter le progrès de la démocratie ; mais il n'existe pas de moyen plus sûr de l'accélérer que de jeter en pâture au monde des plans chimériques et des projets financiers que ceux qui les énoncent ne savent comment réaliser. .

Ah ! quelle différence entre la politique à bâtons rompus dont le chancelier Disraeli donnait alors une première édition, — aujourd'hui considérablement augmentée, — et cette large et belle politique dont le chancelier Gladstone allait, l'année suivante, tracer à son tour le programme ! Nos esprits français se plient difficilement à comprendre qu'on puisse émouvoir tout un peuple et exciter une admiration universelle en présentant un budget. C'est cependant ce qui arriva en 1853, et chaque fois que depuis lors M. Gladstone fut ramené au pouvoir par la fortune des élections. Quand il devait parler des finances publiques, les tribunes étaient pleines, à *Parliament House*, comme elles le sont chez nous, à la Chambre des députés, quand on attend quelque sortie violente des enfants perdus de la droite. M. Disraeli et son lieutenant favori, sir Stafford Northcote, le crayon à la main, prenaient des notes pendant quelque temps, comme pour préparer une réponse, mais on les voyait bientôt s'arrêter, visiblement découragés, regarder l'orateur, regarder leurs collègues, changer de visage, se lever et disparaître.

Il n'y a, d'ailleurs, aucune comparaison à établir, au point de vue de la valeur personnelle, entre ces deux hommes dont les succès politiques sont pourtant presque égaux, car M. Disraeli, qui a été le *leader* des tories bien avant que M. Gladstone devint celui des whigs, a occupé plus souvent et plus longtemps aussi le pouvoir. Cependant, si le second, dont la carrière est loin d'être achevée, peut être considéré comme le principal artisan des grands progrès accomplis par son pays depuis

vingt ans : liberté du commerce, régularisation de l'impôt sur le revenu, séparation totale de l'Église et de l'État en Irlande, lois réparatrices sur le régime de la propriété dans ce pays, etc..., le premier a su flatter l'orgueil anglais en donnant un air d'audace à la réalisation de projets longtemps caressés par ses adversaires et mûrs, grâce à eux, pour l'application, comme la réforme électorale de 1866.

Nous ne serions pas juste si nous omettions de dire que M. Disraeli a toujours manifesté le plus grand respect pour M. Gladstone, qui, lui, a souvent montré le plus grand dédain pour son adversaire. Ainsi, un jour, le premier dit, en pleine Chambre des communes : « Mon honorable ami, M. Gladstone... » C'est une politesse qui ne lui a jamais été rendue.

IV

M. Disraeli a toujours été, il est encore, sous le nom de lord Beaconsfield, ce qu'on pourrait appeler un ministre *à effet*. Chaque fois qu'il a gouverné, on l'a vu prendre à l'improviste les résolutions les plus inattendues et les plus hasardeuses. Chaque fois que le courant libéral, devenu fort dans le pays, l'a renversé du pouvoir, il a cherché à regagner l'opinion par des manifestations étranges, dans le domaine littéraire principalement.

Après *Vivian Grey*, qui lui avait ouvert les portes de la vie publique, chacun de ses romans, *Tancred*, *Conningsby*, *Sibil*, — et même le dernier de tous, *Lothair*, qu'il a publié en 1870, — lui a servi d'exutoire pour ses rêves et de tremplin pour son ambition. S'agissait-il de frapper un grand coup sur ses adversaires, ou de stimuler, en l'éclairant, le zèle de ses amis, c'est par le roman qu'il opérait. La fantaisie de son esprit s'y trouvait plus à l'aise que dans les événements précis et rigoureux de la vie réelle. L'impossible et l'invraisemblable sont permis à qui raconte des histoires. Le malheur, c'est que l'auteur de toutes ces jolies choses se trompe quelquefois et continue le chapitre interrompu sur des parchemins de la couronne.

Les lettres ne sont pas pour lui ce qu'elles étaient pour Cicéron : une provision nécessaire à l'orateur, et comme un déli-

cieux pis-aller dans les déceptions et les lacunes de la vie publique.

Il n'a pas pour elles le même respect que M. Gladstone, qui les cultive gravement, comme pour passer quelquefois en revue son vieux bagage classique, et qui, rentré simplement dans la retraite, après de durs travaux accomplis pour son pays, entreprend sans faiblir un long ouvrage sur *Homère et les âges homériques*.

Pour Benjamin Disraeli, les lettres sont un moyen, une ressource, une arme. Il n'est pas un de ses romans où ne soit bruyamment traité quelque point de la politique anglaise. Tantôt il déclare que « les whigs sont une faction rapace, tyrannique et incapable » ; tantôt il exalte aux dépens de toutes les autres cette race juive dont il est sorti de plus d'une manière et s'écrie avec amertume : « Cette chrétienté, dont la moitié adore un Juif et l'autre moitié une Juive ! » Ou bien il vante en passant la politique pratique dont voici la formule : « Emprunter les habits de ses adversaires pendant qu'ils sont au bain. » Ou bien encore, il met en scène, sans réserve et même sans convenance, des personnages officiels, anglais ou étrangers, qu'il a connus pendant qu'il était aux affaires, et sur lesquels il invente les plus compromettantes histoires. Mazzini, dans ses romans, coudoie le marquis de Bute ; le duc de Sutherland rencontre Garibaldi ; Napoléon III et l'archevêque Manning, M^{lle} Nilsson et la princesse de Metternich apparaissent tout à coup en scène, et bientôt sont remplacés par les plus respectables membres du parti libéral ridiculisés à plaisir.

Point de ressemblance exacte, dans tous ces portraits tracés à la diable, mais une singulière facilité pour flétrir tout ce que l'auteur touche. Vous avez vu ces grosses têtes de carton peint, posées sur des corps grêles, par lesquelles les *cotillonneurs* et les clowns amusent la galerie ? Voilà les figures que trace dans ses œuvres M. Disraeli, premier ministre d'Angleterre. C'est de l'art d'Épinal et de la politique de cirque.

Mais tout à coup, au milieu de ces extravagances qui semblent, à la réflexion, froidement calculées, le romancier change de ton. Semblable à ces bateleurs qui, sur la place publique, préludent

par quelques jongleries à la quête obligatoire, il démasque soudain sa sébile et, jugeant le cercle assez fourni de badauds, il leur expose ses théories.

Elles sont d'une étrange espèce, vagues et menaçantes à la fois, telles qu'en pourrait concevoir un diable fait ermite qui se défierait de son propre zèle. Des mots sonores, des conseils impraticables, des aphorismes brutaux ou naïfs ; — pas de conclusion.

Exemple :

Le temps, dit-il dans l'épilogue d'un de ses romans, le temps qui mûrit tout a fait germer enfin dans l'esprit anglais quelque soupçon que les idoles si longtemps adorées, les oracles si longtemps écoutés ne sont point la vérité. On commence à cette heure à murmurer tout bas qu'obéissance et fidélité ne sont point une simple phrase, que la foi n'est pas une illusion, que la liberté populaire est quelque chose de plus substantiel et de plus large que le profane exercice des droits de souveraineté par telle ou telle classe politique.

C'est là, sous forme d'évocation mystique, une incitation véritable adressée à l'aristocratie pour qu'elle s'attache de plus en plus à ses privilèges, à la royauté, pour qu'elle *octroie* les libertés qui lui paraîtront compatibles avec sa sûreté, au peuple enfin, pour qu'il ne demande rien de plus.

C'est le néo-torysme : étonner pour régner.

V

A l'extrémité de la belle vallée de Wycombe, dans le Buckinghamshire, s'élève le manoir d'Hughenden, où réside pendant l'intervalle des sessions le comte de Beaconsfield, premier ministre depuis cinq ans. Des fenêtres de sa bibliothèque, située dans l'aile sud du château, l'œil découvre une immense terrasse, ornée de statues de marbre. C'est là qu'il y a quelque temps la reine Victoria, pour rendre durable le souvenir d'une visite faite à l'homme qui, après elle et son fils Albert-Edward, peut se dire le premier personnage du royaume, planta de ses mains un jeune arbre, aujourd'hui déjà vigoureux. C'est là aussi que plus récemment, le prince de Galles en voulut ajouter un autre, qui ne paraît pas devoir vivre.

Le vieux ministre, dont cette terrasse est la promenade favorite, peut y contempler chaque jour les riantes preuves de la bienveillance royale, et son orgueil doit être délicieusement flatté, lorsqu'il songe que sa souveraine, que l'impératrice des Indes, que cette Majesté sexagénaire qui pourra bientôt célébrer l'anniversaire demi-séculaire de son avènement, lui a donné, à lui, littérateur heureux, cette marque d'affection et de reconnaissance, d'ajouter un ornement à sa demeure.

Pendant ce temps, M. Gladstone, accompagné de son admirable et bienfaisante femme et de son intelligente et vaillante fille, parcourt en apôtre toutes les provinces d'Angleterre, porte en tous lieux la bonne parole, s'en va partout à l'étranger étudier ce qu'il croit ignorer encore et plaider officieusement la cause de son pays.

Pour lui, qui fit tant pour l'Angleterre, et qui le fit avec désintéressement, nulle attention, nul amical souvenir. Si la royauté anglaise est aussi solide, si elle doit résister encore à plus d'un danger intime, à qui le doit-elle sinon à ces whigs prudents mais résolus qui l'ont forcée d'entrer dans les voies du progrès et qui ont ouvert une soupape au sentiment populaire?— Il n'importe : jusqu'à ce que M. Gladstone soit revenu au pouvoir, porté par l'acclamation d'une majorité nouvelle, le sourire royal fleurira pour son adversaire ; et quand son adversaire sera tombé, il n'aura, lui, que les froides et cérémonieuses relations officielles.

Mais il a et il aura ce que jamais ne dut avoir Benjamin Disraeli, comte de Beaconsfield : la dignité de la conscience et le sentiment du devoir accompli.

CH. LAURENT.

L'AUGMENTATION

DE

L'ARMÉE ALLEMANDE

Le 22 janvier dernier, des télégrammes lancés de Berlin dans toutes les directions apprenaient aux puissances européennes que le gouvernement de l'empire d'Allemagne venait de soumettre au conseil fédéral un projet de loi tendant à modifier l'organisation militaire et à augmenter les forces de cet empire.

Cette grave nouvelle produisit l'effet d'un coup de foudre sur ceux qui avaient eu la bonhomie d'ajouter foi aux rumeurs de désarmement général que les utopistes partisans de la paix universelle avaient répandues peu de jours auparavant.

Quant à nous, elle ne nous causa pas la moindre surprise, car l'accroissement numérique des troupes allemandes était une éventualité prévue depuis longtemps. Nous n'éprouvâmes d'étonnement qu'en lisant l'exposé des motifs du grand état-major et en y voyant figurer, comme principal argument en faveur de l'augmentation proposée, le prétendu danger qui résulte, pour l'empire d'Allemagne, de l'organisation militaire de la France et de la Russie.

Le 9 février, le Bundesrath adoptait le projet dont il avait été saisi le 22 janvier, sans y apporter le moindre changement.

Le discours du trône, lu le 12 à l'ouverture de la session du Reichstag, annonçait enfin à cette assemblée que bientôt elle aurait à délibérer sur ce projet.

« Il faudra en outre, mandait l'empereur, modifier et déve-

lopper les bases sur lesquelles repose la loi militaire de l'empire, en date du 2 mai 1874; qui a établi l'armée allemande. Depuis la promulgation de cette loi, les États voisins ont donné à leurs institutions militaires un développement tel que l'empire allemand est obligé, dans l'intérêt de sa sécurité et malgré le caractère pacifique de sa politique, de compléter, lui aussi, son organisation militaire. Les gouvernements confédérés, considérant les sacrifices que le peuple allemand fait déjà en ce moment pour assurer son indépendance, ne consentiront que malgré eux à rendre ces sacrifices encore plus lourds. Sa Majesté l'Empereur et Roi ne doute pas néanmoins que le peuple allemand tout entier et ses représentants ne voient nettement la nécessité de protéger les biens les plus chers de la nation contre tout danger venant du dehors et ne réclament les mesures nécessaires avec la même énergie que les gouvernements confédérés. »

Nous doutons, en nous plaçant au point de vue des véritables intérêts allemands, que le peuple d'Allemagne et ses représentants découvrent le danger qui les menace en ce moment ou qui puisse les menacer dans l'avenir, que leurs regards se tournent vers l'est, le sud, ou l'ouest.

Nous doutons encore bien plus que les nouvelles charges nécessitées par cette apparence de danger soient énergiquement réclamées par la population germanique, ainsi que par la Bavière, la Saxe et le Wurtemberg, c'est-à-dire par les trois royaumes qui, unis à celui de Prusse, forment la confédération connue sous le nom d'Empire d'Allemagne. Ce détail est, à la vérité, de minime importance. Si, par un hasard tout à fait improbable, les représentants des États confédérés s'avisait de repousser les propositions de l'empereur, celui-ci n'hésiterait pas, on peut en avoir la certitude, à prendre une décision analogue à celle qu'il adopta en 1862, alors qu'il n'était encore que roi de Prusse. A cette époque, on se le rappelle, ne pouvant obtenir le consentement du parlement prussien pour la mise à exécution de ses projets militaires, il en prononça la dissolution, se passa de son concours pendant plusieurs années et en profita pour doubler, ou à peu près, l'effectif de l'armée avec laquelle il devait obtenir les immenses succès de 1866 et 1870.

Nous devons donc considérer comme un fait acquis la promulgation certaine de la loi qui va être bientôt discutée par le Reichstag.

Avant d'en examiner les conséquences, il nous semble nécessaire d'exposer brièvement les principes constitutionnels en vertu desquels le nouveau projet de réorganisation militaire vient d'être présenté par le pouvoir exécutif à la sanction législative.

I

La constitution de l'empire d'Allemagne avait arrêté que, jusqu'au 31 décembre 1871, l'effectif de l'armée permanente serait égal au centième de la population recensée en 1867. L'administration militaire n'ayant pu établir, au 31 décembre 1871, son projet de budget pour 1872, il avait été décidé que l'effectif antérieur serait maintenu pendant l'exercice suivant. Puis, la même mesure avait été étendue aux années 1873 et 1874. En 1873, le gouvernement allemand présenta enfin un projet de loi militaire qui fut discuté et adopté, après quelques modifications, dans les premiers mois de 1874. Dans ce projet, il était demandé que l'effectif de l'armée et le budget de la guerre fussent votés une fois pour toutes, c'est-à-dire que le Reichstag renonçât à l'un de ses principaux privilèges, comme cela avait eu lieu de 1867 à 1874, le gouvernement impérial ne prévoyant pas de longtemps une diminution possible dans les charges militaires imposées au pays, mais se réservant, bien entendu, le droit d'en demander l'augmentation s'il était nécessaire. Cette prétention rencontra, il faut le dire, une assez vive résistance au parlement; mais l'empereur se montrait parfaitement déterminé à dissoudre le Reichstag, si l'assemblée ne se soumettait pas à ses volontés. Recevant, le 22 avril 1874, les officiers généraux que lui présentait le feld-maréchal Wrangel à l'occasion de l'anniversaire de son jour de naissance, il leur tenait ce langage comminatoire pour les représentants du peuple allemand : « Je ne saurais vous dissimuler qu'une crise semble de nouveau menacer l'armée. Le but que je m'étais proposé naguère, dont je ne

m'étais jamais départi, et que j'avais atteint au bout de quatre années d'efforts, soutenu par le sentiment du devoir et par une forte conviction, a été couronné par les succès de mon armée et de mes alliés, succès qui ont dépassé même mes espérances. C'est dans ce sentiment que je trouverai le courage de persévérer encore et de maintenir ce qui existe, non pour amener la guerre, mais pour assurer la paix de l'Europe. » Malgré cette menace non déguisée contre les prérogatives parlementaires, malgré l'intervention énergique du général de Kameke, malgré l'assertion du feld-maréchal de Moltke « qu'une Allemagne forte au centre de l'Europe est la garantie la plus sérieuse de la paix », malgré l'allusion faite par le général de Voigts-Rhetz à la récente origine de l'empire d'Allemagne qui, vu cette origine, « ne peut s'exposer à des défaites et auquel il ne faut marchander ni les hommes ni l'argent si l'on veut que l'armée soit victorieuse », malgré toutes ces considérations, la clause relative à la concession à perpétuité de l'effectif de l'armée et du budget de la guerre n'aurait probablement pas été votée si le gouvernement n'avait consenti à un compromis. Il fut admis d'un commun accord que cet effectif et ce budget, défalcation faite des dépenses extraordinaires, seraient fixés pour un espace de sept ans, c'est-à-dire du 1^{er} janvier 1875 au 31 décembre 1881, à raison de 1 pour 100 de la population recensée en 1867 et de 250 thalers, soit 937 francs par tête de soldat combattant. L'article 1^{er}, ainsi modifié, fut voté le 14 avril 1874 par 214 voix contre 146. Les autres articles passèrent ensuite sans difficulté, et la loi fut promulguée le 2 mai 1874 pour la période septennale que nous venons d'indiquer.

Cette loi devait avoir son plein effet jusqu'au 31 décembre 1881. Mais l'ouverture de l'année budgétaire ayant été reculée du 1^{er} janvier au 1^{er} avril, à partir de l'année 1877, il était à supposer qu'on conserverait jusqu'au 31 mars 1882 l'organisation militaire actuelle, c'est-à-dire que l'on en reculerait la date finale comme on avait reculé l'ouverture de l'exercice budgétaire. C'est l'opinion contraire qui a prévalu, et le gouvernement allemand demande que la réorganisation des forces impériales parte du 1^{er} avril 1881, qu'elle commence donc une année plus tôt. Il ob-

tiendra gain de cause sur ce point, de même que sur tous les autres.

Voyons maintenant quelles sont les principales dispositions projetées par le grand état-major allemand, et ce que sera l'armée germanique quand elles auront été adoptées.

Ces dispositions sont de trois sortes :

Les premières concernent l'effectif permanent ;

Les deuxièmes sont relatives aux unités organiques de l'armée entière ;

Les troisièmes ont trait à quelques principes du système de recrutement et d'instruction des réserves.

Nous nous proposons de les analyser successivement avec assez de détails pour les mettre à la portée de tous ceux qui considèrent les questions militaires comme ayant aujourd'hui un intérêt capital, mais sans entrer dans des développements qui ne sauraient trouver place que dans un recueil spécial à ces questions.

II

La première modification proposée à la loi du 2 mai 1874 aura pour conséquence d'augmenter l'effectif de l'armée permanente. Cet effectif avait été fixé à 401,639 hommes, soit à 1 pour 100 de la population qui, d'après le recensement de 1867, était de 40,163,900 habitants. La même opération ayant accusé un chiffre de 42,727,400 âmes en 1875, celui de l'armée permanente suit la même marche progressive et sera fixé à 427,274 hommes pour le nouveau septennat proposé, c'est-à-dire du 1^{er} avril 1881 au 31 mars 1888. L'effectif permanent sera donc augmenté de 25,615 hommes, ce qui correspond à un accroissement de 8,538 hommes pour chaque contingent annuel, puisque la durée légale de la présence sous les drapeaux est de trois années.

Mais, qu'on le remarque bien, dans l'évaluation numérique de l'armée permanente allemande, il n'entre absolument que la catégorie des hommes de troupe compris sous le nom de combattants et provenant, soit des appels annuels, soit des engagements volontaires, soit des rengagements. On n'y comprend ni les officiers, ni les fonctionnaires militaires ayant rang d'officier, ni les

engagés conditionnels d'un an, ni les gendarmes, ni les ouvriers militaires, ni les agents non-combattants assimilés aux sous-officiers et soldats, ni les hommes envoyés dans les corps de discipline, éléments qui entrent, au contraire, dans la supputation de notre effectif permanent. En un mot, une troupe allemande n'est évaluée que d'après le nombre de ses combattants, tandis que l'indication numérique d'une troupe française contient tous les rationnaires. De là, une source de mécomptes à notre détriment.

Si nous consultons, par exemple, les données statistiques du budget de la guerre de notre pays, nous constatons qu'il mentionne un effectif total de 497,793 hommes pour notre armée permanente. Il semblerait donc en ressortir une supériorité de 96,134 hommes à l'avantage de notre armée par rapport à celle de l'Allemagne. Mais notre effectif total englobe tous les rationnaires du budget militaire, tandis que celui des troupes allemandes ne comprend que les sous-officiers et soldats combattants fournis par les contingents incorporés chaque année ou par les engagements volontaires et les rengagements. Si l'on retranche de notre effectif permanent tous les éléments qui n'entrent pas dans le décompte de celui de l'armée allemande, on voit aussitôt que notre supériorité n'est que fictive.

Ainsi, les 401,659 combattants de l'armée allemande se répartissent de la manière suivante :

Infanterie	277,776
Cavalerie.	65,280
Artillerie.	41,290
Génie.	9,725
Train.	4,180
Hors corps de troupe	2,408

Si nous comptons les combattants de l'armée française compris dans les six groupes précédents, nous trouvons les résultats suivants :

Infanterie.	286,035
Cavalerie.	62,140
Artillerie, moins les pontonniers et le train. . .	53,180
Génie, avec les pontonniers et moins le train. .	13,043
Trains d'artillerie, du génie et des équipages. .	16,535
Hors corps de troupe.	3,557

Nous arrivons à un total de 414,490 combattants, parmi lesquels sont comptés 7,426 engagés conditionnels d'un an. Si l'on ajoutait ceux de l'armée allemande à l'effectif de cette armée, on arriverait à un total de 406,000 combattants environ. Notre supériorité n'est donc plus que de 9,000 environ, c'est-à-dire un peu moins de ce que nous donnent les 2,460 combattants de la légion étrangère, les 8,187 tirailleurs algériens et les 3,134 spahis, dont il faut déduire la somme du nombre de 414,490 combattants de notre armée permanente pour arriver à une comparaison exacte entre les deux armées. Cette somme étant de 13,781 combattants, il en résulte que le chiffre de 400,709 combattants représente l'effort militaire réel de la population française. Cet effort est à peine supérieur à celui de la population allemande, en tenant compte de la différence qui existe entre les deux populations.

Nous ne pouvons nous dispenser de faire remarquer, en passant, les différences considérables qui existent entre les deux systèmes de répartition adoptés pour les combattants en Allemagne et en France. Notre infanterie, même avec les 10,647 hommes de la légion étrangère et des régiments de tirailleurs algériens, compte 11,741 combattants de moins que l'infanterie allemande : notre cavalerie, même avec ses 3,134 spahis, compte 3,140 combattants de moins que la cavalerie allemande. Au contraire, notre artillerie, déduction faite des pontonniers et du train de cette arme, compte 11,890 hommes de plus que l'artillerie allemande ; notre génie, auquel nous avons rattaché les pontonniers qui sont compris dans les troupes du génie allemand, et duquel nous avons déduit les compagnies de sapeurs-conducteurs, compte 3,318 hommes de plus que le génie allemand : notre train, tant des équipages que de l'artillerie et du génie, compte 12,335 hommes de plus que le train allemand ; enfin, nous avons 1,149 hommes de plus que les Allemands en dehors des corps de troupe.

En un mot, les deux armes combattantes par excellence, l'infanterie et la cavalerie, les deux armes dans lesquelles l'action individuelle du combattant a la plus haute importance, sont beaucoup moins bien dotées en France qu'en Allemagne.

Il nous a paru indispensable de faire ressortir cette grave

défectuosité de notre organisation militaire, que l'on pourrait facilement faire disparaître en modifiant les tableaux organiques annexés à la loi du 13 mars 1875 sur les cadres et les effectifs de l'armée active en temps de paix.

Quant à la différence de 83,303 hommes qui existe entre les 497,793 rationnaires de notre effectif budgétaire et les 414,490 combattants de notre armée permanente, elle se compose de : 24,479 officiers, 26,310 gendarmes, 17,124 ouvriers d'administration, 3,007 cavaliers de remonte, 4,604 ouvriers d'artillerie, 5,376 soldats de discipline, etc.

Et, puisque nous parlons incidemment du budget de notre armée de terre, profitons-en pour montrer par un exemple combien les statistiques qu'il contient sont mal présentées. Si l'on recherche en particulier l'effectif permanent de l'infanterie et que l'on fasse les calculs nécessaires pour l'obtenir sans entrer dans le détail des troupes portées au compte de cette arme, on obtient un total de 288,535 combattants, c'est-à-dire sous-officiers, caporaux et soldats des corps de troupe. Mais si l'on examine la composition de ce total, on y découvre 17,124 ouvriers d'administration et 5,376 soldats de discipline, soit 22,500 hommes que l'on ne peut réellement mettre à l'actif de l'infanterie proprement dite dont la valeur nette se trouve réduite par ces non-valeurs à 266,035 combattants. Nous signalons ce fait à nos hommes d'État et à nos législateurs, pensant qu'ils y porteront remède, ce qui, du reste, est très facile. Il est essentiel, en effet, que des erreurs de ce genre disparaissent une fois pour toutes des documents officiels.

En résumé, la première des trois mesures militaires proposées par le gouvernement allemand au Reichstag tend à porter de 401,659 à 427,274 le nombre des combattants de l'armée impériale ayant pour origine les appels annuels, les engagements et les rengagements, nombre qui monte à 431,500 environ avec les engagés conditionnels d'un an. Quant à notre armée permanente, elle a et elle conserve son effectif de 400,709 combattants fournis par les quatre catégories que nous venons d'indiquer, et celui de 414,490 si l'on y ajoute les soldats étrangers, les tirailleurs algériens et les spahis. Notre infériorité se

traduira donc par 30,000 hommes environ au point de vue du recrutement national et par 16,000 hommes au point de vue de l'ensemble de l'armée.

C'est ce que sait pertinemment le grand état-major allemand. Aussi, tout en affirmant que les réformes militaires opérées par les voisins de l'Allemagne ont une importance directe pour ce pays qui, « bordé sur une immense frontière par trois grands États et par quatre États secondaires, et accessible du côté de la mer par une longue étendue de côtes, doit être constamment prêt à défendre sa liberté et sa sécurité », tout en faisant ainsi allusion à de prétendus dangers extérieurs pour atteindre son but, le grand état-major allemand s'est-il gardé de prouver, par la comparaison des armées permanentes de France, de Russie et d'Allemagne, que cette partie de son projet était justifiée. En ce qui concerne la Russie, le chiffre de la population de cet empire aurait indiqué, en effet, à première vue, que l'assertion était inexacte. Quant à nous, nous venons de montrer qu'elle n'eût pas été fondée.

Mais le grand état-major allemand s'est montré moins réservé au sujet de la deuxième disposition de son projet, de celle qui concerne l'augmentation du nombre des unités organiques de l'armée permanente.

La nécessité de ces formations ressort, d'après l'exposé des motifs, du tableau comparatif suivant qui indique le nombre d'unités organiques que contiennent, sur le pied de paix, les troupes permanentes d'Allemagne, de France et de Russie :

	Allemagne.	France.	Russie.
Bataillons d'infanterie.	469	641	897
Escadrons de cavalerie.	465	392	408
Batteries d'artillerie de campagne. .	300	437	373
Compagnies d'artillerie à pied. . .	116	57	210
Compagnies du génie	74	112	96

Laissons de côté la Russie et voyons si, vraiment, l'étendue de nos réformes militaires et la situation actuelle de nos forces permanentes sont tellement redoutables pour la paix de notre puissant voisin que celui-ci se juge à peine garanti contre les dangers extérieurs en créant encore : |

34 bataillons d'infanterie ;
40 batteries d'artillerie de campagne ;
8 compagnies d'artillerie à pied ;
4 compagnies du génie,

créations qui porteraient aux nombres suivants les unités organiques des troupes de bataille de son armée permanente :

503 bataillons d'infanterie ;
465 escadrons de cavalerie ;
340 batteries d'artillerie de campagne ;
124 compagnies d'artillerie à pied ;
78 compagnies du génie.

Nous avons déjà fait connaître que notre infanterie permanente contient 11,741 combattants de moins que celle de l'armée allemande. Quand celle-ci aura 34 bataillons de plus, son effectif sera augmenté de 17,895 hommes : cet effectif atteindra donc le chiffre de 295,371 combattants, soit 29,336 de plus que la nôtre. Voilà la vérité. Nous avons moins de fantassins, mais plus de bataillons que les Allemands. En cas de mobilisation, nos compagnies recevraient plus de réservistes que les leurs et, comme nous n'avons pas adopté le système du recrutement régional, elles seraient tactiquement inférieures aux leurs. Inutile, pensons-nous, d'insister. Ces courtes observations doivent suffire, il nous semble, pour indiquer les modifications qui seraient à même d'accroître la valeur de notre infanterie.

Le grand état-major allemand complète l'aperçu comparatif concernant son infanterie et la nôtre, en prétendant que nous pouvons mettre sur pied de guerre 1,286 bataillons avec 20 compagnies de chasseurs forestiers, tandis que l'empire d'Allemagne ne pourrait mobiliser que 923 bataillons. La modestie est, certes, une belle qualité, mais à condition qu'elle ne dégénère pas en dissimulation.

Acceptons sans contestation les 1,286 bataillons que l'exposé des motifs nous attribue, mais voyons si, par hasard, cet exposé n'aurait pas oublié quelques bataillons allemands.

L'infanterie allemande mobilisée, s'il faut en croire les écrivains militaires d'Allemagne que tous nos officiers lisent et con-

sultent attentivement, contiendrait au minimum le nombre suivant de bataillons :

449 bataillons d'infanterie permanents, fournis par 150 régiments, à raison de 3 bataillons par régiment, sauf un régiment qui ne contient que 2 bataillons ;

150 bataillons de réserve, ou quatrièmes bataillons, à raison d'un par régiment ;

150 bataillons de dépôt, ou cinquièmes bataillons, à raison d'un par régiment ;

20 bataillons de chasseurs permanents ;

5 bataillons de chasseurs de réserve ;

305 bataillons de landwehr, ou armée territoriale ;

304 bataillons de landsturm, ou réserve de l'armée territoriale.

Ce calcul, aussi rigoureusement exact qu'il est permis de l'établir quand on ne connaît pas tout le plan de mobilisation de l'armée allemande, nous donne 1,384 bataillons pour l'infanterie de cette armée. Le grand état-major allemand en dissimule par conséquent 461 ; soit les 150 quatrièmes bataillons des régiments permanents, les 300 bataillons de landsturm, et les 11 bataillons de chasseurs de réserve, de landwehr et de landsturm, quand il affirme que son infanterie ne peut en mobiliser que 923.

Parmi les 34 bataillons dont on demande la création, l'un complétera le régiment qui, actuellement, n'a que 2 bataillons ; les 33 autres constitueront 11 régiments qui, en cas de mobilisation, donneront chacun 3 bataillons comme les anciens régiments : à chacun de ces 11 régiments de nouvelle formation correspondront enfin, comme à tous les autres, 2 bataillons de landwehr et 2 bataillons de landsturm. Quand le projet aura reçu son application, l'infanterie allemande pourra, en conséquence, mobiliser 100 bataillons de plus qu'aujourd'hui, soit 1,484 bataillons au total.

Or, nous n'en pouvons mobiliser que 1,286 pour le moment. Notre infériorité actuelle, qui est de 98, s'élèvera alors à 198.

Voilà ce que nous donne une comparaison rigoureusement exacte.

Aucune augmentation n'est réclamée en faveur de la cavalerie allemande. Le tableau que nous avons reproduit précédemment montre, en effet, qu'elle compte, sur le pied de paix, 73 escadrons de plus que la nôtre. Cela suffit au grand état-major allemand qui a, du reste, une explication toute naturelle pour justifier cette supériorité. Elle s'impose, dit-il, par la situation particulièrement centrale de l'Allemagne, « qui ne permet pas de négliger la possibilité d'une guerre à soutenir sur plusieurs fronts », et l'exposé des motifs ajoute que « cette guerre ne pourrait conduire au succès qu'à l'aide d'une offensive vigoureuse, inexécutable sans une cavalerie nombreuse, poussant au loin ses reconnaissances et couvrant nos propres mouvements », périphrase qui comporte l'idée formelle de l'invasion du territoire ennemi en cas de guerre défensive, aussi bien qu'en cas de guerre offensive.

On se tromperait beaucoup en supposant que les 465 escadrons permanents de la cavalerie allemande représenteront seuls la force de cette arme lors de la mobilisation.

On y adjoindrait encore 144 escadrons de réserve groupés en 36 régiments, formés dans les 18 corps d'armée à raison de 2 régiments de 4 escadrons par corps d'armée.

Ce n'est pas tout. On formerait autant d'escadrons de réserve avec des cavaliers non montés, en sorte que le total de la cavalerie allemande mobilisée serait de 753 escadrons.

Les 93 régiments de l'armée permanente mobiliseraient chacun 4 escadrons et formeraient 16 divisions de cavalerie indépendante, de 5 à 6 régiments chacune. Cette masse de cavalerie de 372 escadrons serait spécialement destinée à « l'offensive vigoureuse » dont parle le grand état-major allemand. Elle s'alimenterait dans les 73 escadrons de dépôt, à raison d'un par régiment.

Les 144 escadrons montés de réserve fourniraient chacun 4 escadrons, soit 1 régiment, à chacun des 18 corps d'armée permanents, et autant à chacun des 4 corps d'armée supplémentaires dont la formation est prévue par le plan de mobilisation. Défalcation faite de ces 88 escadrons, il en resterait encore 56 dont on pourrait disposer, soit pour fournir de nouveaux escadrons de cavalerie divisionnaire à d'autres corps d'armée que l'on for-

merait au besoin, soit pour le service des étapes et des escortes, etc.

Quant aux 144 escadrons de réserve formés de cavaliers non montés, système déjà employé par Napoléon I^{er} en 1805, on les monterait, s'il est possible, avec les chevaux qu'enlèverait sur le territoire ennemi « l'offensive vigoureuse » des 16 divisions de cavalerie d'avant-garde.

En terminant nos observations sur la cavalerie, n'oublions pas de faire remarquer qu'avec 73 escadrons de moins que la cavalerie allemande, la nôtre compte 200 officiers supérieurs et 600 capitaines de plus. Nous avons donc moins de soldats, mais un plus nombreux état-major à l'effectif de cette arme.

Les tableaux comparatifs du nombre des combattants de l'artillerie et de la quantité des unités organiques comprises dans l'artillerie de campagne de l'armée française et de l'armée allemande font ressortir une assez grande supériorité de la première par rapport à la seconde. Jusqu'ici les Allemands paraissaient s'être peu préoccupés de cette infériorité. Ils plaisaient même assez volontiers l'enthousiasme qui se manifestait parmi les spectateurs de nos solennités militaires de Longchamps, à la vue de nos batteries défilant au trot dans un ordre parfait. Il est vrai que, si l'artillerie de campagne allemande n'a que 300 batteries permanentes, ce chiffre est loin d'indiquer la force effective de cette artillerie en cas de mobilisation, car celle-ci contiendrait, en outre, 72 batteries de dépôt, à raison de 4 par corps d'armée, et 54 de réserve, à raison de 3 par corps d'armée, ce qui en porte le total à 426. La différence apparente de 137 batteries de campagne que le grand état-major allemand marque à notre avantage, se réduit donc à 11 batteries. Quand l'artillerie allemande aura les 40 batteries dont la création est demandée, elle en comptera, en définitive, 29 de plus que la nôtre. Encore n'avons-nous pas tenu compte des 54 batteries de seconde réserve dont disposerait l'artillerie allemande. Son effectif permanent va, en outre, être augmenté de 7,520 hommes environ. Cet effectif sera donc de près de 49,000 hommes, c'est-à-dire inférieur de 4,000 hommes seulement par rapport au nôtre, tandis que la différence actuelle est de 12,000.

Pour terminer l'étude des détails relatifs à la deuxième disposition projetée par le grand état-major allemand, il ne nous reste plus qu'à dire quelques mots de l'artillerie à pied et du génie. On peut remarquer que, malgré un effectif permanent supérieur dans notre armée, ces deux espèces de troupes y ont ensemble un nombre d'unités organiques moins considérable que dans l'armée allemande. On trouve, en effet, 190 compagnies d'artillerie à pied et du génie dans celle-ci, tandis que dans la nôtre il n'y en a que 169. Ces dernières contiennent 18,629 combattants, tandis que les premières en renferment 21,021. Si le projet du grand état-major allemand est adopté, l'ensemble des troupes techniques, que l'on peut dénommer troupes de forteresse, contiendra 202 compagnies et 22,571 combattants. Sa supériorité sera donc de 33 compagnies et 3,942 hommes sur l'ensemble de nos batteries à pied et de nos compagnies de sapeurs-mineurs et de pontonniers. Le grand état-major allemand invoque encore, à l'appui de cette supériorité, la situation centrale de l'empire d'Allemagne qui impose « la nécessité d'occuper en même temps un grand nombre de forteresses » sur les frontières du territoire. Il a omis d'ajouter comme argument l'emploi de ses troupes au siège des places fortes ennemies qu'investirait dès le début des hostilités son immense réseau de cavalerie indépendante.

III

Nous arrivons enfin à la troisième disposition du projet soumis au Reichstag. Le caractère général de cette disposition est de modifier certaines règles du recrutement. Le trait distinctif est la mesure concernant la première classe de l'Ersatz-Réserve. C'est de cette question seule que nous nous occuperons.

Aux termes de la loi militaire allemande, tout citoyen de l'empire allemand doit le service de 17 à 42 ans. Pendant ces 25 années, tout homme valide serait enrôlé dans le landsturm en cas de guerre, s'il ne fait pas partie de l'armée active ou de la landwehr.

En temps de paix, le service proprement dit part de l'âge de

20 ans et est en moyenne de 2 ans et 6 mois ; un peu moins pour les soldats d'infanterie, d'artillerie à pied et du train ; un peu plus pour ceux d'artillerie à cheval et du génie. Quant à la cavalerie, elle est presque entièrement composée d'engagés volontaires de 4 ans, qui servent 3 ans et 6 mois environ, et qui obtiennent, en échange de cette prolongation de la présence sous les drapeaux, une diminution des charges imposées aux hommes du Beurlaubtenstand, c'est-à-dire de la réserve de l'armée active et de la landwehr.

Les hommes qui ont été incorporés dans l'armée permanente figurent sur les contrôles de cette armée pendant 3 ans, sauf les engagés volontaires de 4 ans ; puis ils comptent pendant 4 ans dans la réserve de l'armée active, ensuite pendant 5 ans dans la landwehr, enfin pendant 10 ans dans le landsturm.

Il n'y a d'exemption du service militaire qu'en faveur des hommes reconnus absolument impropres à ce service.

Tous les autres jeunes gens portés sur les tableaux de recensement sont astreints à servir : si, en raison de l'élévation de leur numéro de tirage au sort ou de leur situation de famille, ils ne sont pas appelés dans l'année où ils viennent d'atteindre l'âge de 20 ans, ils peuvent l'être l'année suivante ou deux ans après. Ce n'est que quand ils ont subi ces trois épreuves successives qu'ils peuvent se considérer comme libérés du service actif, si les autorités les ont définitivement laissés dans leurs foyers.

Les jeunes gens qui se destinent à l'enseignement dans les établissements d'instruction publique, ou au ministère dans les cultes religieux, sont obligés de servir comme les autres. En ce qui concerne les premiers, personne en Allemagne n'a jamais songé à les en faire dispenser ; bien au contraire. Il est malheureux qu'il n'en soit pas de même en France, car nous négligeons là un puissant élément de force morale et matérielle. Quant aux seconds, on avait proposé, lors de la discussion de la loi du 2 mai 1874, un amendement ayant pour but de leur faire accorder ce privilège. L'amendement fut combattu par l'un des membres du Reichstag qui objecta que les vertus puisées à l'école de l'armée sont loin d'être inutiles à l'exercice du saint ministère, et qui rappela fort à propos les paroles suivantes prononcées, en 1870,

par l'archevêque de Cologne, auquel plusieurs futurs prêtres venaient demander d'avancer en leur faveur l'époque du sous-diaconat qui les aurait dispensés des fatigues de la campagne : « Ceux qui préfèrent la vie terrestre à l'honneur et à la patrie, dit-il, sont les moins propres au ministère sacré qui exige l'esprit de sacrifice et le mépris de la mort. » Malheureusement, encore, l'interprétation du devoir militaire est tout autre en France.

Mais revenons à l'étude du recrutement et à l'examen de l'importante modification proposée par le grand état-major allemand au jeu de cette institution.

Il y a environ chaque année 365,000 jeunes gens qui atteignent en Allemagne l'âge de 20 ans, c'est-à-dire l'âge à partir duquel ils doivent entrer dans l'armée permanente. Sur ce nombre, 65,000 sont exemptés comme tout à fait impropres ou sont en état d'insoumission. Il en reste donc environ 300,000 qui peuvent servir. Pendant les trois années de concurrence, on en prend à peu près 140,000, en sorte que chaque contingent annuel comporte un reliquat de 160,000 hommes qui ne sont pas incorporés. C'est ce reliquat qui constitue l'Ersatz-Réserve ou réserve de recrutement. Cette réserve forme deux classes. La première classe se compose des hommes bons pour le service, qui n'ont pas été appelés parce qu'ils étaient en excédent de l'effectif indiqué par les limites budgétaires, puis des ajournés et dispensés conditionnellement reconnus les moins mauvais pour le service. Tous les autres sont immédiatement versés dans la seconde classe. Les hommes de la première classe, au nombre de 60,000 environ par an, comptent pendant 5 ans dans cette classe, puis pendant 7 ans dans la seconde classe. Les autres, au nombre de 100,000 environ par an, figurent pendant 12 ans sur les contrôles de la seconde classe. Les uns et les autres passent donc dans le landsturm en même temps que les hommes de leur âge ayant servi dans l'armée permanente, dans la réserve de l'armée active et dans la landwehr.

Or, jusqu'à présent, aucune instruction militaire n'était donnée aux hommes de la première classe de l'Ersatz-Réserve, qui doivent cependant, en cas de mobilisation, être immédiatement

appelés dans les dépôts de manière à combler le plus tôt possible les vides des troupes de première ligne.

Le projet soumis au Reichstag demande précisément que l'on donne à une partie de la première classe de la réserve du recrutement une instruction divisée en quatre stages comprenant ensemble une période de cinq mois et que les hommes instruits par ce procédé, qui se rapproche beaucoup de celui que nous employons pour la seconde portion de notre contingent, comptent pendant 12 ans dans la première classe de l'Ersatz-Réserve.

La partie de cette classe à laquelle s'étendrait probablement cette prescription comprendrait, croit-on, tous les hommes bons pour le service, n'ayant à faire valoir aucun motif de dispense conditionnelle et qui, en raison de l'élévation de leur numéro de tirage au sort, se trouvent en excédent du contingent nécessaire à l'armée permanente. Leur nombre est environ de 38,000. Si l'on en défalque les 8,000 hommes que nécessitera chaque année l'accroissement de l'effectif permanent, ce nombre se réduit à 30,000. A raison de 12 contingents analogues, et déduction faite des pertes, l'Ersatz-Réserve contiendrait donc dorénavant 300,000 hommes ayant un commencement d'instruction militaire, tandis qu'auparavant elle ne possédait pas un seul homme instruit.

Nous venons de raisonner sur une hypothèse vraisemblable, car l'exposé des motifs est très laconique à ce sujet. Toutefois, il se pourrait très bien que les cinq mois d'instruction fussent imposés à tous les hommes de la première classe de l'Ersatz-Réserve, c'est-à-dire à 60,000 par an et, en tenant compte des déchets, à 600,000 pour l'ensemble des 12 contingents annuels de cette classe.

Dorénavant, l'instruction militaire sera donc annuellement donnée dans l'armée allemande à environ 180,000 hommes, si l'on n'instruit que la moitié de la première classe de la réserve de recrutement, et à 210,000, si l'on instruit toute cette classe, sans compter les engagés conditionnels d'un an, ni les réservistes et les landwehriens.

Dans ces conditions, les troupes que l'Allemagne mobiliserait en cas de grande guerre contiendraient les nombres suivants d'hommes instruits aptes à entrer immédiatement en ligne :

3 contingents de l'armée permanente	425,000 combattants.
4 contingents de la réserve de l'armée active.	615,000 —
5 contingents de la landwehr	615,000 —
10 contingents du landsturm	1,040,000 —
<hr/>	
Au total. . . .	2,600,000 combattants.

Cette masse serait portée à 2,900,000 ou à 3,200,000 combattants, suivant que les nouvelles mesures relatives à l'instruction des hommes de la première classe de l'Ersatz-Réserve seraient restreintes à la moitié ou étendues à la totalité de cette classe.

En arrière se trouveraient enfin au moins autant d'hommes non instruits de 17 à 42 ans appartenant au landsturm et de réservistes de seconde classe de l'Ersatz-Réserve, ce qui porterait au bas mot à 5 millions le nombre des hommes valides que l'Allemagne pourrait mettre sur le pied de guerre.

Le matériel nécessaire à cette immense levée existe dans les magasins et arsenaux militaires.

Quant aux officiers qui encadreraient les unités organiques formées par les 2,600,000 combattants, ils sont également en nombre suffisant : outre ceux de l'armée active, il y a encore, en effet, les officiers à la disposition, les officiers de réserve, les officiers de landwehr, les officiers provenant des engagés conditionnels d'un an, et enfin, par dérogation au principe fondamental de la constitution du corps d'officiers, les officiers provenant des anciens sous-officiers de l'armée active connus sous la dénomination de feldwebel-lieutenants, c'est-à-dire de sergents-majors-sous-lieutenants, ayant une situation un peu supérieure à celle de nos adjudants.

Telle est la puissante machine de guerre créée par l'ambition persévérante de la Prusse et qui fait de l'armée allemande le peuple allemand en armes. Tels sont les engins préparés en pleine paix par l'empire germanique pour s'assurer la possession de ses conquêtes et en préparer de nouvelles. Dans cet empire, l'armée, c'est-à-dire la force, est le souverain maître. Avant tout, c'est à son développement que sont employées les merveilleuses inventions industrielles de notre siècle. Couverte par cette armure gigantesque, ayant à sa disposition le milliard que lui don-

neraient immédiatement son trésor de guerre et sa caisse des invalides, l'Allemagne devient de plus en plus menaçante pour les États voisins. C'est ainsi que toutes les armées européennes, suivant forcément l'impulsion donnée par l'armée allemande, s'accroissent depuis quinze ans bientôt dans des proportions inquiétantes pour la paix, la prospérité, la civilisation et l'équilibre de l'Europe.

Afin d'obtenir l'adoption des nouvelles « dispositions défensives » qu'il demande, le grand état-major allemand a particulièrement insisté sur les dangers qui menacent l'empire germanique à l'est et à l'ouest.

Ces dangers sont fictifs. L'empire russe est trop violemment agité à l'intérieur pour qu'il tente une agression extérieure. Quant à la République française, elle n'a et ne peut avoir que des intentions pacifiques.

Toutefois, en présence des armements de notre puissant voisin, on s'est demandé si nous ne serions pas amenés aussi à faire un nouvel effort.

Nous ne le pensons pas.

Notre réforme militaire, commencée et à peu près terminée au milieu des difficultés et des résistances qui résultaient pour nous de notre situation politique intérieure, contient, il est vrai, des imperfections, des défectuosités, des lacunes. Telle quelle est, elle n'en constitue pas moins un élément défensif très solide, et aucune considération ne justifierait l'accroissement des charges qui en résultent pour le pays, charges que la population supporte avec tant de dévouement. Point n'est besoin de lui demander ni un homme ni un centime de plus. Il n'y a plus qu'à cimenter, qu'à coordonner et à améliorer. Cette tâche incombe au parlement et à notre nouveau ministre de la guerre. Quelques sages modifications aux lois existantes et quelques décrets judicieusement conçus y suffiront. Le patriotisme des représentants de la démocratie française et du chef de l'armée nous est un sûr garant que bientôt la grande œuvre de la réorganisation de nos forces nationales sera définitivement achevée et qu'à cet égard nous n'aurons plus aucun vœu à formuler.

H. BARTHÉLEMY.

L'ARCHITECTURE

CONTEMPORAINE

Tous les arts ont subi l'influence des nouveaux agents qui se sont introduits dans l'œuvre sociale depuis la Révolution. Ils ont tous été entraînés, ou dévoyés ou rajeunis. Ils se sont affranchis des vieilles règles et se sont approprié des ressources nouvelles. Les bornes qui limitaient leurs développements ont été déplacées, en même temps qu'ils pénétraient réciproquement les uns chez les autres. On a vu la littérature se faire peintre, et le peintre devenir littéraire. Un moment la sculpture a débordé ses frontières infranchissables et perdu la vertu fondamentale qui emprisonne sa beauté dans l'équilibre des lignes. La suave musique, devenue savante dans un formidable appareil, ne s'est plus contentée d'auditoires enivrés ou ravis. Il lui a fallu des publics excités et laborieux. Au théâtre, toutes choses ont pénétré sur la scène, et dans tous les ordres.

La langue témoignerait elle-même, au besoin, de cette diffusion générale des arts et de leurs empiètements réciproques. Une plume colorée, un pinceau éloquent, un ciseau parlant, une partition écrite sont des expressions qui marquent en son caractère l'œuvre d'un littérateur, d'un peintre, d'un statuaire ou d'un musicien. Ces épithètes d'emprunt ont pris, sous la main du critique, une surprenante extension. Elles ont fait un dictionnaire d'une telle richesse que tous les arts s'y confondent.

Le génie n'a fait défaut nulle part dans cette dispersion d'efforts et dans cette communion des arts. Quel qu'ait été le

trouble au milieu duquel il s'est dépensé, il nous a fourni des œuvres supérieures. Quelles qu'aient été les passions soulevées et les luttes entretenues par leurs enfantements, nous sentons aujourd'hui que ces œuvres sont nôtres. Nos poètes ont chanté pour nous ; nos peintres, nos sculpteurs, nos musiciens, ont reflété la conscience du temps. Tout cela forme un concert, dont l'écho s'éteint dans les vibrations de nos cœurs ou dans les apaisements de nos esprits. Quand nous nommons Lamartine et Musset, Delacroix et Rousseau, Rude et David d'Angers, Hérold, Berlioz et Félicien David, pour ne parler que des morts ; quand nous nommons Victor Hugo qui les domine encore, il semble que nous évoquions une part de nous. C'est la vertu de l'art qu'ils ont servi, de s'être rempli et comme chargé de tout ce qui charge et complique l'homme de notre temps. L'œuvre s'est encombrée, cela est vrai. On peut discuter sa limpidité. On ne peut nier ni sa force, ni sa hauteur, ni sa portée.

Mais il faut reconnaître à l'ensemble des arts une autre valeur : c'est la justesse. Le mot est insuffisant, et je regrette d'avoir à le compléter par un terme un peu barbare. L'art contemporain est adéquat. Il a rejeté de son sein tout ce qui jure avec le siècle et il s'est empli de toutes les énergies sociales. Il n'a fait défaut à aucune d'elles, et il s'y est donné tout entier. C'est dans cette audace qu'il a rencontré le dégagement révolutionnaire qui émancipe nos générations, et la figure hardie qui en est l'image. Les esprits méticuleux jugent mal la filiation de notre art et de notre société ; ils se troublent à la vue des pousses entremêlées et souvent déviées d'une éclosion ardente. Ils ne voient dans l'abondance des récoltes que des désordres maladifs. Mais quand on pénètre au fond, on découvre un sol résistant et des racines bien prises.

Notre art ne s'est pas contenté de naître. Il a fait germer à ses côtés et il traîne après lui une admirable critique, qui est elle-même un art, art de seconde main qui surveille les autres, les malmène, les pousse ou les retient. Il leur demande compte de leurs tondances et de leur légitimité dans le courant social. En face des œuvres, la critique place l'homme de notre temps. Elle l'observe dans ses sentiments, dans ses curiosités, dans ses

mœurs. Elle le poursuit au milieu de ses sciences et de ses industries, pour découvrir les énergies qui le grandissent ou les abandonnent qui l'abaissent. Elle le tient sous son œil vigilant, dans ses activités et dans ses repos, dans ses entraînements et dans ses écarts, dans ses élévations et dans ses chutes. Elle possède ainsi le tour de sa pensée, le pli de ses habitudes, la mesure de sa progression. La connaissance incessamment reprise des traits qui caractérisent l'homme dans notre société, est l'œuvre essentielle de la critique. Et c'est l'arme bienfaisante avec laquelle elle maintient ou ramène sans cesse le génie, haletant de nos arts dans leur rôle moderne.

I

Je n'ai pas nommé l'Architecture. Serait-ce qu'indifférente aux détentes de notre émancipation révolutionnaire, elle aurait échappé à l'entraînement général? Il serait inexact de le penser. Mais il ne serait pas plus juste de croire que sa condition soit aujourd'hui la même que celle des autres arts. Cette condition est très singulière et bien digne d'être signalée. Je voudrais tenter de le faire dans cette étude.

Il est très vrai que l'architecture n'a pas accompli l'évolution qui a transformé ses émules. On le reconnaît à deux traits faciles à distinguer.

D'abord, l'œuvre architecturale ne s'est pas implantée dans l'opinion; elle n'y a pas développé ce consensus général, qui a envahi l'esprit public et qui engendre les jugements spontanés aussitôt qu'un livre, un tableau, une figure ou un opéra surgissent. Quand un monument se découvre sur une place publique, on en parle, cela est vrai; mais on ne le comprend pas, et on ne le sent pas. On répète un applaudissement inconscient ou l'on propage une condamnation irréfléchie; mais on ne rebondit pas sous une impression reçue comme le ressort bandé sous le choc. L'attaque se fait sans rien fléchir en nous. Aucune surprise ne nous ébranle. L'œuvre arrête nos yeux; elle ne nous intéresse pas au fond. Ou plutôt, — et cela est concluant, — elle nous occupe par des qualités ou des défauts qui n'ont rien à faire avec les attributs de l'art; et c'est pour eux seulement que nous discu-

tons, que nous croyons nous passionner et que s'éditent les petits airs de nos fausses compétences. L'étendue, le luxe ou l'éclat d'une façade nous frappent : ce sont là les considérations qui nourrissent les jugements de notre amour-propre aux abois. Mais la portée d'une exécution monumentale, la mesure de ses moyens, l'harmonie de sa plastique, la justesse de son expression échappent à l'observation et à la curiosité. Nul ne s'occupe de les découvrir. En un mot, l'architecture se meut à part et comme en dehors du sentiment général. Elle n'a pas de public.

Le second trait particulier à l'architecture n'est que la conséquence du premier. Elle n'a pas constitué sa propre critique ainsi que l'ont si richement fait les autres arts. Il faut cependant s'entendre sur la lacune que je signale. Je ne veux pas dire que les revues spéciales de l'architecture n'aient pas produit de temps à autre des études guidées par l'esprit d'analyse et de méthode. Je ne veux pas dire que des tentatives isolées n'aient pas été faites pour coordonner les idées fondamentales de l'architecture et pour en découvrir les rapports avec les conditions particulières de notre temps. Je ne veux pas dire surtout que l'architecture ait manqué d'esprits assez solides pour envisager simultanément l'art dans ses généralités et dans ses actualités. Non, les bonnes volontés, les talents et les supériorités n'ont pas fait défaut aux circonstances. Je montrerai prochainement pourquoi ces efforts sont demeurés insuffisants et stériles ; pourquoi ils sont restés sans crédit auprès des maîtres de l'art, et par là, sans prise sur les écoles. Mais personne ne peut s'y tromper : le grand public, celui qui juge en dernier ressort et qui fournit les grandes et sonores assises sur lesquelles s'appuient les arts assurés de leurs fondements, ce public n'entend aucune voix lui parler des monuments. Personne n'écrit dans sa langue sur cette architecture, qui tient aujourd'hui tant de place dans nos villes. Il ne la pénètre pas. Cependant, il la rencontre au coin des rues, et il se découvre à l'occasion devant elle comme on salue l'inconnu qu'on heurte en passant. Au besoin même, il parle de ses rencontres ; car c'est un fait reconnu que nous bâtissons beaucoup. Et tout le monde sait ce que c'est que la bâtisse.

Les édifices servent, cela est bien évident, à nos besoins jour-

naliers, aux plus vulgaires et aux plus délicats. Nous sommes tributaires des qualités ou des vices de leurs distributions, de l'agrément ou de la gêne qu'ils causent à nos usages, du plaisir ou de la peine qu'ils font à nos yeux. Ce sont, d'ailleurs, des objets qui grèvent lourdement les bourses des particuliers et les caisses publiques. Il est plus que légitime que l'opinion juge les édifices sous le rapport des services qu'ils rendent et relativement à l'étendue des sacrifices qu'ils imposent. C'est pour elle un devoir impérieux. Mais ce n'est pas par là seulement, il s'en faut, qu'elle fournira à l'architecture le contrôle indispensable à sa mission.

Le public dont je signale l'absence, c'est justement celui qui aurait sympathie ou antipathie pour les qualités plastiques de nos édifices, qui les réclamerait quand elles feraient défaut et qui serait intraitable quand elles trahiraient la place qui leur était réservée. Je répète que ce public n'existe pas et j'en donne une preuve définitive. Si le sentiment général était fait aux choses de l'architecture ; s'il en avait le besoin et la capacité, on verrait se détacher de lui une élite d'amateurs curieux de voir de près le mouvement des idées au milieu desquelles se développent les efforts des artistes. Ils se presseraient à la section d'architecture des expositions annuelles des beaux-arts pour y observer les études qui y sont envoyées, et ils en rapporteraient des appréciations demi-mondaines, demi-savantes, qui feraient retour aux foules. Mais le salon d'architecture est désert. Quelles que soient les œuvres qui y figurent, quelles que soient les tendances qui s'y manifestent, cela passe inaperçu et l'art des monuments s'efface, progresse ou s'endort, sans que personne s'en soucie ou s'en doute. Il ne faut pas se faire d'illusion : cette constatation est un fait grave. Et les rares commentaires qui s'éditent sur quelques-uns de nos édifices et qui sont généralement dus à la plume de littérateurs éminents, prouvent seulement que, dans une société aussi éveillée que la nôtre, un grand art ne peut être totalement délaissé de l'opinion sans que de temps à autre le monde de l'intelligence proteste par une tentative plus ou moins directe de réveil. Mais on ne saurait voir là cette critique organisée et nourrie, alerte et permanente, qui sou-

tient et épand les arts dans les masses. L'architecture ne la possède pas. Critique et public lui font défaut. Elle vit silencieusement sur elle-même, et, par là, se distingue de la littérature, de la peinture, de la sculpture et de la musique, incessamment traversées par les courants des sentiments généraux.

II

Mais peut-être y a-t-il dans le monde des architectes un échange de vues, une réciprocité d'influences qui tient lieu de critique extérieure ? Peut-être ces artistes, dont les œuvres naissent et s'épanouissent librement à l'abri des agitations des foules, trouvent-ils au foyer même de leur art et dans les simples rencontres de leurs doctrines un contrôle de réciprocité, qui contient les efforts dans une voie commune ? On ne le voit pas. A suivre de près les œuvres, on découvre derrière la diversité des caractères qu'elles présentent une contradiction frappante entre les principes fondamentaux qui ont guidé les artistes. Je ne saurais le montrer sans nommer quelques édifices. Je désire toutefois ne mettre en scène que des matériaux et des formes. Je me suis ici placé à un point de vue supérieur aux personnes et j'entends n'en engager aucune dans mes dissertations. Cette étude perdrait toute sa portée, à supposer qu'elle doive en avoir une, si le lecteur excédait la pensée de celui qui écrit. Je voudrais passer au-dessus des talents ou des défaillances et noter simplement les différents plis qui se sont faits dans l'esprit des architectes, selon les courants qu'ils ont été appelés à suivre à notre époque. Nos édifices en gardent l'empreinte. Ils nous dévoilent ainsi les divers groupements qui se sont produits dans le domaine actif de l'architecture.

Pour un certain nombre d'artistes, l'architecture n'a qu'une fin supérieure : c'est l'art d'introduire à la face d'un monument un accord de reliefs qui rappelle par son rythme les plus admirables ordonnances plastiques que les hommes aient vues, celles de l'antique Grèce. Le corps d'un édifice n'est à leurs yeux qu'un fond sur lequel l'architecte travaille comme le peintre sur sa toile. La doctrine est simple et haute comme la tradition qu'elle

sert. Mais, en fait, elle rencontre dans les distributions, dans les hauteurs des étages, dans la grandeur et le nombre des baies de la construction, des gênes qui la commandent. Elle est condamnée à des sacrifices qui laissent souvent se perdre aux ronces du chemin le plus clair de son principe. La nécessité et l'habitude des difficiles transactions entre les exigences de la distribution et l'ordonnance de la robe architecturale, ont fait naître dans cette école d'extraordinaires habiletés, qui ont laissé leurs traces dans un grand nombre de nos meilleurs monuments. On peut s'en rendre compte dans la mairie de Vincennes, dans celle du VI^e arrondissement, dans celle du XVI^e arrondissement à Passy et dans bien d'autres établissements.

Il faut rapprocher de cette première famille d'artistes plusieurs autres groupes, dont les œuvres ne présentent aucune analogie avec celles qui viennent d'être nommées, dont les goûts sont opposés, mais dont les doctrines sont tout à fait de même essence philosophique. Si vous visitez certaines églises modernes, l'église de Belleville, Saint-Ambroise, Sainte-Clothilde ; si vous rencontrez maints hôtels bâtis depuis une vingtaine d'années à Paris, vous découvrirez la parenté de doctrine à laquelle je fais allusion. L'idéal a changé, mais c'est toujours une forme traditionnelle qu'on vise à introduire dans l'œuvre. Les premiers artistes se contentaient d'envelopper l'édifice d'un manteau qui le drapait à la manière antique, et qui marquait sa lointaine lignée dans l'art des arts. Ici, c'est l'architecture d'une époque qui renaît intégralement dans ses formes et dans ses moyens et qui y soumet l'édifice tout entier. Ainsi nous avons autour de nous des églises contemporaines du XII^e, du XIII^e, du XIV^e siècles ; et des hôtels Henri II, Louis XIII, Louis XV ou Louis XVI, construits sous nos yeux. Les uns et les autres nous montrent avec d'autant plus de netteté la solidité du parti pris, qu'une connaissance approfondie des architectures originales en a fixé les appropriations et les formes souvent très savantes.

En opposition à ces deux écoles, se placent les artistes qui subordonnent la robe et la tenue de l'œuvre à la destination même de l'édifice. Celui-ci rend un service défini, qui motive une

suite de capacités vides et de capacités pleines et qui détermine leurs rapports en conséquence immédiate de leurs utilités. L'édifice est composé aussitôt que l'étude a fixé ces rapports. Il ne reste plus dès lors à l'artiste qu'à exalter par d'habiles développements l'importance relative des parties. Celles-ci étant fondamentales et constitutives gardent le premier rôle dans l'expression architecturale. Rien ne doit en atténuer la prépotence. Aussi les divisions ou les répétitions, les oppositions ou les atténuations, les reliefs ou les valeurs plastiques quelconques, qui interviennent dans l'œuvre, ne doivent-elles jamais entrer en compétition avec elles. Ils ne doivent, surtout, jamais les contredire. On voit que toute robe préconçue et, à plus forte raison, toute combinaison architecturale prise de toutes pièces dans la tradition, sont répudiées par cette doctrine. L'*ultima ratio* de l'école, c'est la conception libre des formes architecturales et leur franche appropriation aux exigences des utilités de l'édifice. Il s'est dépensé beaucoup d'efforts et de talent au service de cette sévère doctrine. Les intéressantes productions qu'on lui doit sont sobres et nobles, quoique empreintes généralement de cette demi-froideur que laissent après elles les conceptions d'art enserrées dans l'absolu respect d'un principe unique. Elle se fait comprendre et apprécier dans quelques beaux monuments. La bibliothèque Sainte-Geneviève sur la place du Panthéon, l'église Saint-Pierre à Montrouge, le Crédit lyonnais sur le boulevard des Italiens en sont des exemples saisissants.

Il est sorti de ce vigoureux effort deux groupes qui peuvent être considérés comme deux déviations de l'école mère.

Le premier, tourmenté des rigueurs d'un rationalisme qui lui interdisait de modeler son œuvre sur un rythme consacré, et impatient d'animer une plastique menacée de sécheresse dans le cadre étroit où on l'enfermait, ouvrit une porte d'échappée à son imagination souffrante. Le rôle d'un édifice et les fonctions de ses différentes parties ont toujours des sens immédiats ou des interprétations traditionnelles, qui se peuvent commenter, caractériser et idéaliser dans une pensée ou dans un fait. Ceux-ci peuvent être fixés dans un signe, dans une figure, dans un mot, dans une touche modelée ou colorée sur la pierre. La face des

édifices devint entre les mains de ces artistes une page blanche acquise à ces commentaires imagés. Elle s'en couvrit jusqu'à y caresser l'esprit de l'observateur avant d'avoir charmé ses yeux. On y vit quelquefois la tenue générale de la forme se perdre dans l'éparpillement et la bijouterie des surprises. Les études qui ont frayé cette voie abondent. Elles sont remplies d'inventions touchantes, de trouvailles délicates, d'agencements ingénieux, de distractions exquises. Elles parvinrent à peine à s'écrire dans la pierre de quelques tombeaux.

La seconde déviation se montra au contraire dans un grand nombre d'édifices. Le groupe d'architectes qui s'y engagea s'est répandu partout. Il tient une place considérable dans les applications courantes de l'architecture. Au lieu de voiler l'idée fondamentale de la doctrine dans les imaginations d'une idéalité sans limites, il n'entrevoit dans la règle de l'école qu'un guide applicable à l'ordonnancement des choses de la construction. La forme présentée ou le spectacle de l'édifice n'est plus ici que la résultante de la mise en place méthodique des matériaux introduits dans l'œuvre. Une fois confinée dans ce champ d'action rétréci, l'imagination des architectes y découvrit un monde de petits incidents qui vinrent prendre position sur les façades et les meubler. On y vit paraître la marque ou la réalité de tous les agencements nécessités à l'intérieur des murs par une construction savante ou soignée. Tous les organes cachés y eurent leur signe et la robe de l'œuvre en fut comme émaillée. Ces procédés et le point de vue qui les enfante ne constituent pas à proprement parler une école d'art. Mais ils en tiennent réellement lieu par l'expansion qu'ils ont prise et par l'influence qu'ils ont exercée à des degrés divers sur un très nombreux personnel d'artistes. Rien ne peut mieux faire comprendre la tenue que prennent les œuvres de l'architecture quand elles sont exclusivement conçues dans cet esprit, que plusieurs établissements scolaires de la ville de Paris qui ont été construits avec un soin remarquable et parmi lesquels je citerai celui de la rue du Pont de Lodi et à certains égards le nouveau collège Chaptal.

Si je faisais la critique des œuvres, au lieu de me borner, comme je m'y suis astreint, à exposer les courants qui se sont

produits à notre époque dans le monde de l'architecture, l'étude des écoles me conduirait à l'étude des personnalités. Je rencontrerais les artistes qui ont échappé à la formule d'une doctrine. Le tempérament des uns les a garés des entraînements. La délicatesse de sentiment des autres les y a mêlés sans les y confondre. Leurs œuvres sont des enseignements qui s'imposent à la connaissance de notre architecture. Mais ce sont des points isolés et brillants, non des fonds. Leur étude ici serait aussi troublante que troublée.

Nous avons vu les doctrines et les familles qu'elles ont groupées. Quand on observe celles-ci, on constate qu'elles vivent pacifiquement entre elles. Elles se côtoient, mais elles ne se pénètrent pas. Socialement parlant, on est bon camarade : on s'estime, on se respecte ou on s'aime ; artistiquement, on éteint dans le silence les petits dédains réciproques qu'on entretient en soi. On ne se confie pas. Tout au plus échange-t-on quelque jugement sommaire quand l'occasion y force. Je pense involontairement à une féodalité pacifique. Les fiefs indépendants consomment isolément leur activité sur place. Je ne vois ici ni la lourde main d'une monarchie qui brasse les énergies dans un foyer central, ni les grandes flammes qui montent au-dessus des libres conflits d'une République. Les écoles s'avoisinent décemment. Mais il n'y a pas de frottements, pas de chocs, pas d'éclairs. On dirait que les idées se repoussent et, comme les électricités de même nom, refusent au contact l'étincelle bruyante qui éveillerait la foule. Des labeurs considérables, des talents variés, un grand amour de l'art restent ainsi des vertus sans échos. Le monde de l'architecture paraît antipathique et réfractaire à toute discussion. Nous avons déjà vu qu'il n'a ni critique mondaine pour le faire comprendre, ni public pour le suivre. Il n'a pas plus de critique savante pour l'éclairer. Faut-il s'étonner qu'en cet état la possession ou la conscience des principes généraux qui doivent rallier tous les artistes au-dessus des tempéraments individuels, lui fassent défaut ? Faut-il s'étonner même que ces graves sujets soient incompatibles avec la paix des esprits ? C'est pourtant la singulière condition faite à l'architecture au milieu des arts contemporains.

III

Ai-je su me faire comprendre ? Derrière une activité saisissante et qui frappe tous les yeux, l'architecture cache un prodigieux désarmement. Ses efforts morcelés et contradictoires occupent les esprits sans les conquérir. L'idée souveraine lui manque, et l'opinion, qui le sent bien, se réserve et laisse le froid se faire autour de ce grand art. Cette condition critique a des causes qu'il faudrait découvrir.

Il n'est pas possible d'en rendre responsables les artistes. Malgré leur éloignement du public et l'étroitesse de leur champ de renommée, notre temps garde en mémoire des noms qui ne laissent pas soupçonner l'architecture contemporaine d'avoir failli dans l'appauvrissement de son personnel. *Gilbert, Duban, Duc, Vaudojer, Labrouste, Constant Dufeux, Viollet-le-Duc* ont été de vigoureux artistes. Gilbert a résolument tenté un mariage de raison entre la grande plastique antique et l'édifice moderne. — Constant Dufeux a voulu rajeunir le relief et la couleur de la Grèce. — Duban a subi sans protester les distributions qui s'imposaient, pour les revêtir de fines et discrètes compositions inspirées des Grecs ou de la Renaissance. — Duc, plus hardi, a joué avec les styles traditionnels. Il en a brisé les formes et il a reconstitué avec leurs éléments des ensembles appropriés à nos besoins. — Vaudojer a rêvé de silhouetter dans l'air les coupes byzantines et d'y assouplir l'étroite rigidité de nos plans. — Labrouste s'est fait le serviteur passionné et l'artiste résolu de la distribution moderne. — Viollet-le-Duc a inondé de lumière l'architecture de notre ^{xiii}e siècle et il s'est efforcé d'en imposer la logique à nos édifices. Tous, ils ont regardé de haut leur art ; tous, ils ont vaillamment interrogé leur temps et ils se sont donnés tout entiers. Non, ce ne sont pas les hommes qui ont fait défaut à l'architecture.

Pour se rendre compte des causes qui ont dispersé ses forces et perdu son unité, il faut interroger les conditions dans lesquelles elle s'est développée.

Lorsque les luttes de plume et de pinceau sont nées dans ce

siècle, l'architecture avait inauguré depuis cinquante ans des édifices comme le Garde-Meuble (1), l'École de Médecine, le Collège de France, le Panthéon, les anciennes barrières de Paris, Saint-Philippe du Roule, l'Odéon, la Bourse. L'Arc-de-Triomphe de l'Étoile s'achevait et l'on posait les dernières pierres de la Madeleine. Une génération d'artistes tranquilles parachevait des œuvres que tout le monde comprenait, et s'éteignait dans la paix d'un art dont personne ne contestait les visées. On discutait les qualités des productions, on commentait les talents des artistes; on n'élevait pas un doute sur les principes. Les monuments de la vieille Rome systématiquement mesurés, plus quelques ruines de l'Attique et de la Grande Grèce récemment reconnues, les contenaient tout entiers. L'éducation de l'œil et de l'esprit y était faite. Un monument était une ordonnance, autrement dit une suite de reliefs coordonnés et proportionnés suivant des règles plus ou moins sûres, mais consenties par tous. L'édifice qui n'en était que le support, y sacrifiait la raison d'être, la place et l'étendue des vides ou des pleins, quelles que fussent leurs utilités directes. Les œuvres étaient solennelles. L'opposition des lumières et des ombres, qui est le nerf de la plastique, y prenait quelquefois une puissance singulière dans des répétitions ramassées au milieu d'un cadre très net, comme cela se voit au Garde-Meuble ou même à la Bourse. On aimait à rencontrer les amples surfaces lisses qui enveloppent les nefs du Panthéon et qui retiennent paresseusement les yeux en les menant aux violents conflits de lumière des portiques et du dôme. Toutes ces choses plaisaient parce qu'elles étaient claires. Et elles plaisaient à tout le monde parce qu'elles étaient communément senties. On ne se demandait certainement pas si l'édifice était approprié au service qu'il promettait; on s'inquiétait peu de son caractère, et l'on disputait à perte de vue sur des largeurs d'entre-colonnements ou sur des accouplements de colonnes. Mais on avait ce qu'on appelait des ordres, et, au demeurant, des monuments qui ne manquaient ni de lignes, ni de relief, ni de tournure. Les artistes et le public s'accordaient sur

(1) Le ministère de la marine actuel et l'immeuble qui lui fait pendant de l'autre côté de la rue Royale.

le fond. Les uns et les autres pensaient la même chose quand ils parlaient architecture, et les jugements qui surgissaient des discussions comportaient tous le même sous-entendu.

Mais l'architecture eut comme les autres arts ses hommes de 1830. L'émotion du nouveau milieu social, l'aiguillon des curiosités profondes, la souffrance des préceptes obscurs, l'impatience des règles fermées, la soif de comprendre, le besoin de sentir librement et de nourrir sa pensée pour l'action, tout ce qui entraîna la jeunesse d'alors dans cette explosion si vive et si chaleureuse qu'on appela le romantisme, emplissait l'âme de la génération qui prenait rang dans l'architecture. A Rome, les pensionnaires de l'École française se sentirent animés d'un esprit nouveau en face des vieux monuments. Au lieu de s'en tenir, conformément à l'usage, à de simples relevés de mesures et à des dessins reproduisant correctement la tenue et la facture qu'ils avaient jadis copiées chez leurs maîtres, ils se mirent à observer les effets et à en rechercher les causes, à comparer les édifices entre eux, à en relever de nouveaux, à discerner les valeurs, les tonalités, les éléments constitutifs de la forme, les jeux de leurs relations, les lois mécaniques de leurs réalisations. Leurs études prirent une étonnante animation ; leurs esprits, un tour inattendu. Ils étaient doucement partis sur un lit d'opinions toutes faites ; ils revinrent la tête pleine d'idées neuves et brûlant de les mettre au vent. Le romantisme de l'architecture naissait au sein même de notre École académique. Les Duban, les Duc, les Vaudoyer, les Labrousse surtout, allaient livrer bataille au classicisme officiel et le forcer à capituler.

Au dehors, le travail d'indépendance n'était pas moindre. Il s'était engagé sur un terrain tout différent. De Caumont avait fondé les Congrès scientifiques. Il écrivait l'*Histoire de l'art de l'Ouest de la France*. Il éditait le *Bulletin monumental*. Vitet et Mérimée publiaient de palpitantes études sur les restes des vieux édifices abandonnés ou défigurés par de barbares appropriations. La commission des Monuments Historiques, récemment instituée, centralisait les matériaux recueillis de toutes parts et chargeait de jeunes artistes de les coordonner et de procéder à des restaurations. Une architecture nationale surgissait tout

d'un coup et en quelques années produisait son histoire, ses preuves et sa logique incontestable. Viollet-le-Duc, préludant à l'œuvre colossale de son *Dictionnaire d'Architecture*, éditait déjà de lumineux commentaires et de concluantes restitutions.

Dans une autre voie, Danjoy et quelques autres, n'écoutant que leur imagination excitée par la chaleur du milieu général, rêvaient et s'efforçaient avec talent de faire parler la pierre comme parle le livre, d'emprunter au littérateur ses idées et ses images, et d'en revêtir nos monuments.

Nul doute qu'entre ces trois efforts généreux et dans les légitimes transactions qu'ils permettaient, l'architecture contemporaine n'eût rencontré la formule supérieure qui devait concentrer ses forces et lui conquérir l'opinion, si le champ de l'application fût resté libre. Les vigoureuses initiatives qui se trouvaient en présence servaient, avec plus ou moins d'ampleur il est vrai, les fins de l'art ; mais elles les poursuivaient toutes directement. L'architecture se trouvait ainsi dans la même condition que la littérature des romantiques, qui, à des degrés divers, élargissait ses horizons dans une méditation plus approfondie de l'antiquité, ranimait ses inspirations dans le commerce des vieilles sociétés nationales et rajeunissait ses formes aux crudités mêmes et aux audaces de nos premiers bégaiements littéraires. Ce qui s'est produit ici se serait produit là. Après la société, la place forte des dernières résistances s'est laissé pénétrer. L'Académie a vu un à un entrer dans son sein les représentants de toutes les nuances de l'évolution littéraire. Les rares talents qu'elle n'accueillit pas sont des individualités que des circonstances personnelles éloignèrent et qui soulignent la généralité du consentement évolutionnaire. En architecture, au contraire, l'œuvre d'émancipation se ralentit promptement. Aux préludes brillants des jeunes initiateurs, on vit succéder la division des efforts. La lutte s'ouvrit entre eux. Les diversions qu'elle opéra détournèrent les esprits des points de vue généraux. L'ardeur qu'elle suscita fixa les idées dans l'intransigeance. Les vues radicales et courtes, qui sont les conditions mêmes des combats à outrance, ne laissèrent plus de place aux doctrines supérieures qui ne dégagent leurs évidences que dans

l'apaisement des concessions. Duban, Vaudoyer, Labrousse, Duc entrèrent successivement à l'Académie, où ils portèrent leurs grands talents et leur belle tenue d'artistes. Mais ils laissaient derrière eux la passion et l'espoir de confesser leur temps. Entraîné dans d'autres voies, Viollet-le-Duc accumulait travaux sur travaux, s'isolait de plus en plus et dépensait à guerroyer contre l'Institut une vigueur incessamment rajeunie dans l'étude. Danjoy et Constant-Dufeux moururent dévoyés ou délaissés. Ces séparations furent désastreuses. Aucune des initiatives de la première heure ne pouvait faire défaut qu'au détriment de l'art. Il eût fallu qu'au sommet des positions incontestées elles se retrouvassent côte à côte et traînant après elles une nouvelle génération éclairée de leurs lumineuses transactions et éprise de leurs généreuses initiations. Il n'en fut rien. Les idées se sont heurtées, les efforts se sont brisés, les hommes se sont usés, et le silence s'est fait. Pourquoi tant de flamme et de talent furent-ils dépensés pour en arriver là ?

IV

Si on oublie un instant les artistes pour ne voir que le milieu dans lequel ils ont évolué depuis cinquante ans, on est frappé de l'extraordinaire quantité de choses qui traversèrent l'architecture et de l'encombrement qu'elles firent dans son domaine. Pendant qu'en toutes ses branches l'art trouvait des interprètes animés de cette intempérance de curiosité qui reprenait tout à neuf et qui faisait le romantisme ; pendant que nos architectes entraînés dans le même courant s'efforçaient à mieux voir, à mieux comprendre et à mieux coordonner les édifices, voici ce qui se passait autour d'eux.

La voie même dans laquelle ils s'étaient engagés faisait naître le besoin de compléter et d'accroître les documents assez courts que l'on possédait sur les monuments du passé. Les études locales, les reconnaissances lointaines, les explorations privées ou les missions officielles produisirent très vite des descriptions ou des relevés, des dissertations ou des restitutions qui étendirent singulièrement le champ des formes sur lesquelles l'œil de l'artiste était habitué à s'exercer. La Grèce, l'Égypte, l'Asie

Mineure, la Mésopotamie, l'Inde, l'Indo-Chine, la Chine, le Japon, le Mexique, notre France, tout fut mis à contribution et donna lieu à d'interminables publications. On eut sous les yeux tout un monde de formes inattendues, de rapports surprenants, et l'on se trouva pris dans ce servage involontaire que l'intelligence désarmée subit toujours en face de la nouveauté. Chez les uns, le sang-froid disparut; ils se passionnèrent pour l'Orient ou pour l'Occident, pour la vraie Grèce, — celle qui se dévoilait tous les jours, — ou pour notre moyen âge. En face de ce spectacle divers et papillonnant, de ces contrastes soudains, de ces imprévus inexpliqués, d'autres se sentirent dominés par l'étonnement; ils se prirent à méditer dans l'incertitude et le doute. Le plus grand nombre recula devant le lourd labeur de cette éducation nouvelle.

La société, qui fait son cadre à l'architecture, se transformait. Elle était sédentaire et monotone; elle devint mobile et variée. Il y avait de grandes villes; on vit s'étendre les formidables capitales qui éventrent leurs enceintes. On connaissait de rares demeures somptueuses et des taudis sans nombre; on eut le vulgaire besoin des habitations moyennes. On avait des goûts assis dans les traditions; on eut des fantaisies moutonnières écloses à tous les vents du jour. Les administrations publiques, qui ont pour rôle de refléter l'esprit général quand elles servent la liberté, et qui s'attachent à distraire les foules quand elles usurent, commandèrent tour à tour des édifices sans caractère ou des monuments sans mesure. L'instabilité des habitudes et l'incohérence des idées n'offrirent à l'art qu'un sol sans consistance. La graine, je veux dire le germe topique des œuvres, n'y put éclore. En l'absence des formules plastiques, concises et fortes, on eut des programmes allongés où le sens des formes se cachait dans l'encombrement des détails. On les vit croître sans cesse en nombre et en diversité. L'esprit des architectes s'y émiettait en mille petits soins secondaires qui ruinaient peu à peu les aptitudes artistiques.

Ajoutez à cela trois conséquences d'un gros fait. L'affluence des populations dans les grands centres nécessita la réfection des villes. Cela entraîna le morcellement des espaces, l'amoin-

ment des édifices, l'extension de leurs vides et la réduction de leurs pleins. Cela motiva une réglementation pointilleuse qui enferma les formes architecturales dans des lignes et des reliefs infranchissables. Enfin cela impliqua la précipitation dans des œuvres impatientement attendues.

Ainsi les obstacles surgissaient dans les applications de l'architecte aussi bien que dans les données de sa tâche. Il fallait maintenant se retourner dans un champ d'action rétréci par l'espace et diminué par des nécessités policières ; et il fallait le faire sans idées arrêtées, sans méditation et sans expérience.

Mais tout cela n'eût encore rien été sans une intervention bien autrement troublante. Le plus grand modificateur de la société moderne, celui qui a pris la plus large place dans notre vie, et qui la domine en toutes circonstances, c'est l'esprit économique. Il a éveillé les initiatives, ouvert le crédit, forcé les associations, ordonné le travail et consacré la liberté par ses succès indéniables dans le champ des applications les plus immédiatement sensibles à tout le monde. Devant ces titres, qui oserait nier sa puissance ou même se plaindre de ses dures tyrannies ? Il a fait ces choses à l'aide d'un énorme instrument, qu'on nomme l'Industrie. Et l'industrie n'a pu se développer qu'à l'aide d'un agent spécial qu'elle s'est préparé pour elle : c'est l'Ingénieur. L'ingénieur est l'homme des constructions économiques. La tâche qu'il sert est aussi simple que grande. Ses édifices ne contiennent jamais que la stricte quantité de matière nécessaire à leur solidité et à leur durée ; mais ils ne visent qu'à cela. Son œuvre est aussi savante qu'audacieuse, Il met à contribution toutes les connaissances positives du temps ; mais il construit, quelle que soit la forme, tout ce que l'intelligence peut imaginer de fournir à la production pour l'activer en économisant les forces humaines.

L'architecte vise un autre but que de faire tenir en place des murs, des planchers ou des combles, ou que de mettre à profit l'économie des résistances du fer sur celles du bois ou de la pierre. Il conçoit et réalise des édifices qui sont avant tout des formes harmonisées pour conquérir l'esprit ou le sentiment par les yeux. Il y a un monde entre l'Architecture qui est de la plastique, et l'art de l'ingénieur qui est de la mécanique. L'architecte est un

dépensier de condition, relativement à l'ingénieur. Il faut, en effet, donner beaucoup d'ampleur aux édifices pour en rendre les formes attrayantes, tandis qu'il faut relativement mettre en œuvre bien peu de matière pour leur fournir la consistance nécessaire à la durée.

L'architecte vit un jour l'ingénieur se présenter sur ses champs d'application et lui disputer ses constructions. L'esprit économique du temps donnait au second l'appui d'un public que n'avait pas le premier. L'architecte se sentit menacé ; et, dans sa détresse, il essaya de s'approprier les méthodes de construction de son adversaire. Il copia maladroitement des procédés qu'il ne connaissait pas et il faussa ses œuvres. Rien ne produisit dans l'architecture le trouble qui naquit chez elle du voisinage actif et de l'influence de l'ingénieur. On peut croire que l'architecte eût mis un frein au désarroi qui le menaçait s'il n'eût pas rencontré ce dernier échec, qui est son gros tourment.

Pour faire comprendre et sentir jusqu'en ses profondeurs la situation que je viens de décrire, pour donner la mesure des souffrances portées par le grand art qui m'occupe, je voudrais, malgré son étrangeté, placer ici une triple imagination. Je suppose qu'une documentation ignorée la veille et deux ou trois fois plus surprenante que celle qu'a déterrée notre littérature depuis cinquante ans, ait mis en tribulation ses idées et ses veilles. Je suppose qu'entre temps une soudaine nécessité, servie par de fantastiques décrets, ait fait défense aux auteurs d'écrire, à moins d'autorisation spéciale, des livres de plus de trois cents pages et des phrases de plus de trois mots. Je suppose enfin que, sous prétexte de soutenir la concurrence d'une littérature sans idées, ces mêmes auteurs se soient vus contraints de remplir leurs œuvres de descriptions méticuleuses, à les bourrer de minuties circonstanciées que la réalité reconnaît, mais que l'esprit et le cœur répudient quand elles usurpent et prétendent dépasser les bornes et la décence des arrière-plans. On doit penser qu'en pareille occurrence le génie de notre littérature eût été singulièrement empêtré et que ses maîtres eussent laissé le meilleur de leurs mérites aux obstacles de la route. Telle fut, pourtant, à la mesure près de l'image, la condition prompte-

ment faite à la brillante génération qui remua l'architecture à l'époque romantique. A sa passion succéda la réserve. Le trouble survint avec l'avalanche des travaux surmenés de l'Empire. Une jeunesse aussi nombreuse qu'inexpérimentée emplit les *agences*. Elle se grisa d'action et n'eut plus d'oreilles pour des maîtres égarés eux-mêmes devant un horizon encombré. L'architecture, la construction, la plastique, les mesures, la forme, les rapports, toutes les idées secondes qui servent et nourrissent l'idée architecturale, se confondirent et cessèrent d'avoir un sens ferme. Chacun les employa à sa convenance et au détriment de l'idée générale. Et c'est la marque extérieure du désarroi que j'ai essayé de peindre.

V

J'ai parlé franchement. Mais je n'ai pas tout dit. L'architecture est en état critique ; elle n'est pas en péril. D'abord, elle a traversé d'énormes dangers non seulement sans sombrer, mais en laissant sur son passage des édifices d'une valeur incontestée et incontestable. Les fautes qu'on y découvre se cachent dans les plis de qualités précieuses et toutes modernes. Ensuite, — et ceci confirme ce qui précède, — jamais un aussi grand nombre de talents, et aussi divers, n'ont servi l'architecture qu'à notre époque. Un art qui en est là n'est pas dangereusement malade. Le fait est que ce n'est pas d'une maladie que pâtit l'architecture : c'est d'une gestation. La souffrance est réelle, mais elle est nécessaire et saine.

Mais quelle gestation, dira-t-on ? Est-ce que nous sommes à la veille de voir éclore un nouvel ordre d'architecture, un nouveau style qui tiendra dans un petit barème géométrique édité *ad hoc* ? — Non ! Dieu merci, l'architecture a dépassé les temps où l'idée qu'on s'en faisait n'allait guère au delà de pareilles sornettes. Non. Mais la gestation dont je parle est la même que celle qui a abouti pour la littérature et pour les autres arts après la campagne romantique. C'est l'adaptation de l'art et de ses exigences pour rester art, aux besoins, à l'esprit et au goût de la société qui le met en œuvre. Cette adaptation, qui se fait jour à

jour dans une société normalement progressive, est un phénomène considérable et compliqué dans une société qui se retourne sur elle-même par voie de révolutions. Elle a duré douze ou quinze ans pour la littérature. Elle aura duré cinquante ou soixante ans pour l'architecture, parce que, comme je l'ai montré, les obstacles à l'évolution sont ici bien plus nombreux et plus résistants; et aussi parce que le tâtonnement architectural est plus lent, les monuments de pierre étant plus longs à faire et plus rares que les monuments qui s'impriment.

L'architecture est donc en gestation depuis cinquante ans. Mais le terme de cet état pénible est-il encore bien éloigné? Il est naturel de se poser la question, et il est possible d'y répondre dans une certaine mesure. Revenons aux causes qui ont désorienté les efforts des architectes à notre époque.

Notre documentation architecturale s'enrichit tous les jours, cela est vrai. Mais il est bien probable que le temps des étourdissements est passé et que, si des surprises nous sont encore ménagées, elles nous trouveront prêts à les regarder d'un œil expérimenté et capables d'en classer promptement les causes. Il y a trois bonnes raisons pour cela. On a déjà beaucoup fouillé la terre des vieux peuples, et les grandes nouveautés sont finies. Puis, nous avons travaillé et nos idées plastiques se sont ordonnées. Enfin nous avons épuisé les entraînements à la légère. De ce côté, on voit que les conditions se sont améliorées. L'esprit de l'architecte s'est libéré.

Si nous jetons les yeux sur les applications, nous voyons que les architectes y ont développé depuis vingt-cinq ans une habileté et une persistance qui, dans les limites du possible, les ont rendus maîtres des difficultés accumulées devant eux par les circonstances. Ils ne transforment pas, il est vrai, et ils ne transformeront jamais le site des villes denses, ingrat à l'architecture privée, en site propice au développement des formes puissantes. Mais l'ingéniosité de leurs distributions, les artifices de leurs arrangements, leur longue expérience, les mettent encore ici dans des conditions relativement très favorables à l'éclosion des œuvres.

En y regardant de très près, dans les conflits de l'architecte

avec l'ingénieur, je ne peux me figurer que le cours naturel des choses et l'éducation collective n'amènent pas la distinction consentie de ces deux compétences si différentes, j'allais dire opposées. Il ne me paraît pas qu'il doive se passer un long temps avant que chacun vive chez soi en juste quiétude. Le jour où les architectes auront renoncé à emprunter de toutes pièces et à tout propos les organes et les procédés des édifices des ingénieurs, on aura bien avancé les choses de ce côté.

Si le terrain se dégage ainsi autour de l'architecte, pourquoi ne gagnerait-il pas le temps des méditations tranquilles? Celui des combats pour la vie avait fait les écoles à vues partielles. Celui-ci posera les principes unitaires de l'art. Alors qu'une jeune société rompait avec le passé et, comme tant d'autres choses, répudiait les poncifs de l'architecture, les artistes se groupèrent au plus vite autour des idées capables d'engendrer la passion; car aucun renouvellement général ne s'opère sans passion. Ceux qui entrevirent qu'une architecture sans rivale sortirait d'une école qui prendrait pour appui la connaissance développée de la plastique architecturale de la Grèce, avaient une idée juste; car l'art grec est le seul art qui ait victorieusement manié tous les éléments de la forme. Mais cela était insuffisant chez nous, parce que la question qui s'y pose mêle à la solution plastique des conditions géométriques impossibles à éluder. — Ceux qui conçurent la forme de l'édifice comme subordonnée aux agencements matériels nécessités par les distributions, et qui prirent pour idéal la coordination des parties selon l'ordre de leurs utilités économiques, avaient une idée juste; car il n'est discutable pour personne que tout édifice doive montrer son autonomie d'utilité. Mais cela était insuffisant, parce que les harmonies de la forme ne sont pas les résultats de simples rencontres de matériaux agencés pour un service du corps ou de l'esprit, la forme parlant aux yeux, et rien qu'aux yeux. — Ceux qui admirèrent l'admirable logique des combinaisons *constructives* de notre vieille architecture nationale jusqu'à voir dans la logique de la construction un idéal de l'architecture, avaient une juste idée; car un édifice doit se bien tenir et avoir l'air de se bien tenir. Mais cela était insuffisant, parce qu'un simple équilibre de matériaux correcte-

ment assemblés est loin d'être *ipso facto* un objet pourvu de qualités plastiques.

Toutes ces écoles ont eu leur raison d'être et leurs utilités. C'est elles qui ont ruiné la vieille architecture des poncifs, et c'est par elles que la nouvelle s'est préparée malgré la difficulté des temps. Mais elles sont malfaisantes aujourd'hui parce qu'elles morcellent et accourent l'art. Et elles deviennent dangereuses parce qu'elles perdent les forces des artistes dans le fractionnement, et la confiance du public dans l'incompréhension. Il est temps qu'elles fusionnent dans une doctrine générale. Les cinquante années que nous venons de traverser sont riches en études, en talents, en tentatives hardies et persévérantes, en expériences de toutes sortes. Elles constituent un champ d'observation certaine et sollicitent une conclusion. Tirons-la.

L'œuvre d'architecture doit posséder trois propriétés que l'artiste réalise par nécessité dans l'ordre suivant : Être bien construite, — être bien distribuée, — être bien formée. L'observateur doit rencontrer en elle trois qualités qui, selon leurs importances relatives, le frapperont dans l'ordre suivant : la forme l'attaquera la première. C'est elle qui captivera ses regards et nourrira son attention. — La destination, le service, la distribution viendront gagner secondairement son esprit en l'associant au spectacle de la forme. — En notes basses et après être discrètement restée dans l'oubli, la construction prendra place au concert, si la curiosité la recherche ; et elle ne craindra pas alors de dévoiler ses vertus nécessaires.

L'architecture défaille quand ces trois facteurs se développent isolément ou sans mesure. Il faut qu'ils se réunissent et se subordonnent dans l'expression, pour que celle-ci soit une et pour que l'œuvre d'art se dégage. La formule qui vient d'être énoncée y pourvoit. Elle est élastique et large, comme le temps qui la fait. Elle laisse aux artistes toute la liberté nécessaire aux tempéraments. Mais elle ramasse les efforts épars de l'architecture et ramène les courants incertains et vagues dans une même direction générale.

Nous n'en sommes pas là. Mais il faut y arriver. Le jour où nous y serons, tout le monde comprendra l'architecture et en

parlera sainement. Critique et public existeront. Alors aussi notre architecture retrouvera les qualités *formelles* qu'elle a perdues. A quelques exceptions près, aussi louables que rares, la silhouette et surtout le relief ont disparu de nos façades. On ne les modèle plus. Les valeurs ou les échelles des modelés sont tellement réduites qu'on ne les juge souvent plus à leur mesure quand on se place au point de vue des ensembles. Aussi la tonalité ou la couleur manque-t-elle généralement dans les œuvres, quoiqu'on y mette des couleurs. L'expression s'atténue jusqu'à s'éteindre. Si nous n'étions pas divisés en artistes énamourés des petites règles secondaires et distraits des grandes; si nous avons tous la conscience et la foi que la silhouette, le relief et la couleur, qui sont les trois termes de la plastique, sont les ressources mêmes de l'architecture, nous réagirions déjà contre les défauts que je viens de signaler.

Pourquoi les architectes n'entreraient-ils pas déjà dans la voie de ces saines et nécessaires généralisations? J'ai dit les raisons qui le leur permettent désormais. J'ajoute que les circonstances les y invitent. Je n'ai pas insisté sur les obstacles que les conditions de vie des gouvernements personnels suscitent à l'évolution d'un art dans notre France du XIX^e siècle. Ces obstacles ont fortement troublé notre architecture malgré les apparences. Mais ils n'existent plus. Notre pays épand ses énergies dans le travail, et contrôle lui-même sa marche dans les courants d'une opinion libre. L'architecture ne trouvera jamais un milieu plus favorable au développement ordonné de ses forces et à la pondération de son œuvre.

Émile TRÉLAT.

LE FORESTIER

L'HOMME ET LA FORÊT

I

Il n'est pas de contrée plus sévère et plus saisissante que la chaîne forestière reliant le Maine à la Beauce, de Montmirail à Authon. C'est une immense étendue de bois rattachés entre eux par des *lignes* étroites que couvre l'herbe drue, vierge des mains de l'homme, ce qui a fait donner à toute cette région le nom pittoresque de Pays des Chemins Verts. La solitude y est absolue ; les villages sont jetés tout au loin, sur les crêtes. Le principal hameau est Grez-sur-Roc ; cette appellation indique à elle seule quelle est la nature sauvage et tourmentée de ce coin de province. Plus près, aux premières chutes des mamelons étagés, quelques chaumières éparses s'accroupissent parmi les ajoncs d'or, déroulant vers la forêt leurs sentiers obliques et plongeants, pareils à des couleuvres que lâche la main d'une sorcière.

Le massif boisé commence à mi-côte, reflue dans la vallée en s'élargissant, gravit le versant opposé et s'étend paresseusement sur le vaste plateau beauceron, vers Chapelle-Guillaume, où ses halliers extrêmes, — glissant avec une dernière ondulation du sol, — se mirent dans l'eau dormante des étangs.

Une rivière, surgissant des contreforts, descend dans le vallon raviné et décrit sous bois ses courbes capricieuses. Là des arbres renversés d'une rive à l'autre sous le feston flottant des viornes servent de passerelle aux forestiers.

Ces gens-là sont robustes, sauvages, taciturnes. A la tombée

du jour, l'un regagne sa cabane perdue au fond de la lande, sur les bordures; l'autre a dressé sa hutte sous la futaie et s'y enferme. Charbonniers campés près de leur *place*, avec les lueurs étouffées du fourneau se jouant sur les visages noirs; sabotiers accroupis sur un lit de copeaux, au seuil des loges; bûcheron voûté qui pend sa gibecière à l'érable et brise à coups de sabot les digitales du talus pour faire sa sieste à l'aise : tous existent et s'agitent là, sans bruit et sans expansion. La parole est au vent, qui gémit dans les grandes ramées; les rayons du soleil, qui percent par échappées la voûte pour iriser au-dessous la pâle verdure, parlent seuls de joie et d'épanouissement dans la crypte immense.

La chanson n'est pas dans les mœurs du bois. Il n'y a que l'oiseau qui élève la voix dans ce calme grave; et encore doit-on remarquer que tous les oiseaux du couvert ont le chant mélancolique.

La forêt ne ressemble qu'à elle-même; mais par ses aspects grandioses elle est comparable à la mer, dont elle a l'infini, les successions de vagues ondulées, les murmures profonds et les tempêtes. Voyez ces chênes aux branches séculaires; le plus robuste paysan est moins qu'une fourmi à leur pied. Or, qu'une trombe s'abatte sur les Chemins Verts : en quelques minutes elle aura marqué son passage par un effrayant sillon de ces arbres énormes, tordus et culbutés comme des brindilles. C'est ainsi que, dans sa placidité ou dans son courroux, la forêt domine l'homme, et que l'homme, — dans ce désert imposant, — se tait malgré lui et se recueille.

Les gens de ce pays vivent à travers leurs bois exactement ainsi que vivaient les aïeux. Ce n'est pas la misère, c'est le mépris du bien-être. La coupe doit tout fournir au monde de chez nous, telle est leur devise. Le maraudage est proclamé légitime; le sentiment du tien et du mien a disparu dès qu'il s'agit de la forêt. On n'y vole pas, on prend.

Ces étranges théories sur la propriété, dues aux traditions les plus lointaines, semblent justifiées par l'étonnante fécondité des zones boisées. Le père, un sac sur le dos, emporte les prunes sauvages pour sa boisson ou charge dans sa brouette les glands

dont il nourrira le porc, espoir de son hiver ; le fils rapporte un cœur de frêne, afin de creuser, à la veillée, l'écuelle et les tasses de la famille. La mère est revenue chargée d'un faix de bois mort ; il faut un lit de plus au logis : elle va, sa faucille à la main, couper les guinches dans la saulaie. La grande fille aux jambes nues fait la cueillette des champignons, pendant que la petite sœur remplit de sentines le panier tressé de la veille. Les jeunes garçons nettoient la mousse fine après le dîner de noisettes, et le vieillard va, d'un pas chancelant, couper au taillis sa béquille.

Les Chemins Verts sont si vastes que toute cette population s'y répand à l'aise sans en troubler la solitude. A peine de loin en loin un tintement de clochettes annonce une bande de petits chevaux de charbonnier, ensellés sous la poche, cagneux et trottant l'amble. Le bruit étouffé du sabot se perd dans le tapis de feuilles, et c'est tout. Quant aux ramasseurs, on n'en trouve pas. Ils se dérobent, silencieux, dans l'invisible.

Les habitants sont amoureux de leurs bois. C'est une passion inconsciente, mais incurable. Ils ne respirent bien que sous le gaulis. Sans doute, chaque année, l'homme consent à s'éloigner durant quelques semaines afin de faire la moisson en Beauce, ce qui lui permet d'amasser un petit pécule pour mener jusqu'à l'été suivant sa vie frugale à travers les sentes, avec son tabac assuré et une blouse neuve. Mais à peine les travaux de la plaine sont-ils achevés, qu'il cache hâtivement son argent dans un coin noué du mouchoir, pend sa pierre à aiguiser aux lanières de la ceinture, jette allègrement sur l'épaule sa faux démanchée et revient à grande erre vers sa forêt. Dès qu'il se trouve en vue de la futaie, il s'arrête. Sans savoir pourquoi, il est content.

— Tiens, véci le gars qui a fini *son aout*, dit la vieille voisine en l'apercevant.

— Oui, *ma Beauce* est faite, répond-il, regardant avec lenteur autour de lui. Me voilà, pas moins !

Pas moins, c'est le superlatif de : enfin ; c'est l'exclamation par excellence.

On ne saurait nier cet amour, qui partout accompagne le forestier et cause la nostalgie des bois. C'est un sentiment héréd-

ditaire qui se développe chez l'enfant avec l'instinct et grandit en même temps que lui.

La mythologie, qui contient le plus parfait symbolisme de la Nature, avait admirablement incarné la passion forestière dans ses Sylvains, dans ses Hamadryades. L'homme des bois a survécu au mythe, et les Chemins Verts l'ont connu de nos jours. L'histoire de Renaud-l'Affût est leur légende.

Un mince filet d'eau courait de sa cabane à la lisière du bois, formant une petite mare à mi-chemin. C'est là qu'il venait s'asseoir, enfant de cinq ans, tenant à la main son morceau de pain de seigle, avec un bout de fromage de bique étendu dans la mie creusée. Il avait sur ses genoux une baguette feuillue, parce qu'il gardait ses oies, mais au fond ne s'en inquiétait mie. Il contemplait, bouche béante, la lande rose coupée de genévriers sombres; puis, à ses pieds, les grenouilles qui se glissaient sous la canetée et fixaient sur lui leurs gros yeux bombés. Les coupes de la forêt s'étagaient à l'horizon, dans leur éternelle mobilité, et, au-dessus, de grandes buses planaient.

Le bambin examinait toutes ces choses, l'une après l'autre; c'était sa naissance intellectuelle. Il se roulait dans la terre sablonneuse, ainsi que font les poules, la tête ébouriffée, son pied nu sorti du sabot; n'ayant pour tout vêtement, outre sa chemise de drap rude, qu'un pantalon rapiécé, trop court par en bas, trop long par en haut, pendu à des bretelles de corde. Son ornement principal, son objet de luxe, sa joie, c'était son beau couteau jaune de trois sous, appelé dans le pays un eustache, attaché au-dessus de la poche par une ficelle. Avec cet ami-là on s'apprenait à découper les glands du chêne en forme de corbeille à jours, ou à tailler dans une écorce d'orme le mignon radeau mis ensuite à flot sur la mare avec un chargement de fourmis inquiètes.

Renaud, assis dans le sentier, avait la grâce du jeune chat qui s'amuse. Tout le monde eût dit: Voilà un bel enfant. Lorsqu'il se relevait pour partir, l'impression première se changeait en tristesse: le pauvre être était infirme, il boitait. Une de ses jambes, plus courte que l'autre et déviée, le forçait à se renverser le corps en marchant. Cette difformité lui donnait alors une apparence dolente et chétive.

La tristesse ne lui venait pas que de là ; on lui faisait la vie dure au logis. Sa mère, devenue veuve peu de temps après sa naissance, s'était remariée avec un bûcheron presque aussi rude qu'elle-même. Des petits leur étaient nés, et ces deux êtres, dans leur bestialité, ne considéraient Renaud que comme une bouche inutile. Jamais un mot d'amitié ; pas une caresse. Le Dreux et la Dreuse, ainsi qu'on les dénommait, suivant l'usage du pays, ne faisaient pas trop bon ménage. On se battait en rentrant du bois, le bruit était grand ; l'enfant avait peur et ne se trouvait heureux qu'en plein air, tout seul. Quand le bûcheron lui avait crié brutalement :

— Allons, vilain bancal, tu as mangé, tire-toi de là... Le pauvre petit, plaçant vivement son bras au-dessus de sa tête, plongeait sous le soufflet inévitable pour se réfugier au bout de sa lande. Ses pieds se glaçaient d'ailleurs sur l'aire de ce taudis où ne pénétrait jamais un rayon de soleil. Et comment s'y placer à l'abri des gourmades ? Tout l'espace était occupé par le lit, la couchette des quenailles et la huche. Les outils encombraient quasiment chaque coin ; le devant de la haute cheminée était pris par les langes séchant sur le dos des deux chaises ; le banc logé contre la table empêchait de passer. Parfois cependant, lorsqu'il rentrait avant les autres pour le repas de midi, le garçonnet admirait quelque chose dans ce logis sombre : un fusil, rouillé et hors d'usage, pendait à la paroi, entre le croisillon et la porte. Vite il s'emparait d'une des chaises et grimpait dessus pour mieux voir. D'un coup de bonnet il enlevait craintivement une toile d'araignée, sans cesse reconstruite, qui s'étendait du clou jusqu'à la poutre. Et alors il regardait avec délices l'objet bizarre qui saillait sur le fond terreux du colombage.

— Que ça doit être amusant de tenir cette chose-là ! murmurait-il ; mais comment qu'on fait avec ?

Il s'exerçait, comme près de la mare, à comprendre, à éclore. Un vague instinct l'avertissait que ce fusil, ainsi que le reste, avait un sens ; et cette petite bouche, qui ne savait pas sourire, balbutiait des mots indistincts pour donner un corps à la première pensée.

Tout à coup la voix brutale du bûcheron se faisait entendre

au dehors. L'enfant remettait précipitamment la chaise en place et s'abritait derrière la table.

— Encore toi, failli gars ! Faut donc toujours t'avoir dans les jambes ?

Renaud recevait les horions sans jamais pleurer. On ne pleure, peut-être, que lorsqu'on a l'espoir d'être consolé.

Mais il s'éloignait plus pensif, en boitant, et la Dreuse lui criait de loin :

— Tiens, ton pain. Crois-tu que je vas te le porter ? Oh ! les mioches, que ça coûte !

Quelquefois un vieil écorceur s'approchait du pauvre hère, lui demandant :

— C'est encore ton *pas père* qui t'a battu ?

Cet homme-là, le seul qui marquât un peu d'amitié à l'innocent, était le grand-père Renaud, un ancien soldat de la jeune garde au temps des débâcles. Ses soixante ans ne lui pesaient pas plus qu'autrefois son havresac ; n'eussent été ses rides et ses cheveux blancs, les filles auraient encore laissé tomber de son côté leurs branches d'épines, à la promenade de Pâques Fleuries. Il aimait le petiot et l'eût voulu plus heureux ; mais, mal venu chez son ancienne bru, il n'avait pas voix au chapitre. Il se contentait donc d'aider à l'entretien du fieu par quelques menus cadeaux, au Guillané et à la fête patronale.

Le bonhomme, qui était dévot, venait voir le fils de son fils chaque dimanche au sortir de la messe. On causait dans la sente. Mais le bambin se montrait réfractaire à toute explication d'ordre abstrait. Il voulait voir. L'idée devait passer par ses yeux pour arriver à son intelligence. Jamais l'aïeul ne put lui enseigner sa prière.

— Notre père qui êtes aux cieux ? disait-il ; nenni, j'aperçois ben le ciel, qui est tout bleu ; mais n'y a ren dedans.

Il détournait la tête, ennuyé. Les yeux fixés sur sa chère mare, il suivait une salamandre à ventre rose, s'élevant de la vase à la surface et marquant sa respiration par une bulle flottante. Cela, c'était la vie palpable, la nature ; il comprenait cette fois.

— Mon Jean, tu as bientôt sept ans et c'est une honte de te

voir la tête si mal garnie. La chose me taquine. J'irai, l'an qui vient, faire une Beauce afin de payer ton école.

A cette époque, ayant pris des forces, le gars s'aventura plus loin, jusqu'à l'orée des bois. Il s'attaquait aux grosses haies, disputant les mûres à la grive, revenant de là les mains en sang et la figure barbouillée de taches violettes. Enfin son courage s'accrut ; avec une émotion inexprimable il se risqua sous le couvert. Les révélations y furent pour lui multiples, intenses. Il découvrait un monde nouveau ; sa vie commença. Bientôt, rôdeur passionné, il devint un terrible dénicheur ; les oiseaux n'eurent pas de retraite sûre contre lui. Il allait pensivement, observait sans s'en rendre compte, percevait avec discernement les voix de la forêt, surprenait un à un ses mystères. L'acuité de ses sens prenait un développement singulier dans cette existence demi-sauvage ; l'éclosion inconsciente se produisait à ce contact incessant de la nature et de la solitude.

S'étant rompu de la sorte et bien vite aux plus longues courses, aux plus rudes escalades, il devenait vigoureux et sa claudication était modifiée. A son insu, sollicité par le besoin de la locomotion, il avait contracté l'habitude de bondir d'une façon particulière, prenant un élan rapide lorsqu'il s'appuyait sur la jambe plus courte pour allonger démesurément le parcours de l'autre. Et comme sa marche était d'autant plus sûre qu'il répétait plus vivement ces impulsions inégales, Renaud avait adopté une allure extraordinaire, tenant plus de la course que de la marche, dont chaque enjambée se résumait dans un bond. Ce garçon, à dix ans, ne ressemblait à personne ; déjà l'homme des bois vivait en lui. C'est à cette époque-là que son père-grand le fit entrer à l'école.

L'instituteur écrivit sur un petit registre : « Septembre 1852, Jean Renaud, âgé de dix ans » ; lui dit : « Va t'asseoir », et tourna le dos, pour tailler sa plume près de la fenêtre.

Ce fut une effrayante nouveauté. L'enfant, qui ne concevait au monde que le mouvement dans l'espace libre, se trouva cloué tout à coup sur un banc gluant, serré au milieu de gamins dont les chuchotements sournois l'assourdisaient. La salle était laide, enfumée, avec une âcre odeur de renfermé. Sur le mur s'étalait

un tableau des poids et mesures dont les lignes noires attristaient ; comme pendant, les deux hémisphères, avec des mouches écrasées sur l'Océan. Le sol était jonché çà et là de boulettes de pain sali et de pelures de pommes qui faisaient glisser. Tout sentait l'ennui et la vie captive. L'immobilité était ordonnée ; ceux qui avaient remué trop fort leurs sabots devaient s'agenouiller devant la chaire. On ne pouvait penser, puisque les moniteurs forçaient à chantonner en chœur des syllabes, tandis que l'instituteur, grand homme sec à redingote olive, brandissait sa règle en signe d'encouragement ou de menace et faisait claquer ses galoches sur les carreaux disjoints.

Jean Renaud endurait un supplice véritable, d'autant qu'il lui était impossible de rien comprendre. Lui qui devinait l'histoire d'un oiseau au seul déplacement d'une ramée, ne put jamais saisir les plus simples combinaisons de la lecture. Sa bonne volonté était évidente, en dépit de la nostalgie, mais son intelligence demeura rétive. Jamais il ne distingua un A d'un B. Le maître lui infligea d'abord des punitions ; il les subit avec docilité, sans même s'inquiéter des rires méchants. Puis le grand homme se lassa. Le gars alors tomba dans l'engourdissement. De temps à autre il jetait un regard furtif vers la fenêtre dont les vitres encrassées voilaient imparfaitement l'horizon vert. Il se répétait tout bas :

— Plus que trois jours et ça sera dimanche. J'irai dans le bois.

Ses camarades, l'estimant plus niais qu'eux puisqu'il était le dernier, n'éprouvaient aucune crainte avec lui. Ils en avaient fait leur souffre-douleur. Et comme tous les êtres, à l'état de réunion, deviennent plus cruels, ceux-ci s'acharnaient davantage contre Jean Renaud, le voyant infirme. Sa démarche était l'objet de leurs risées.

— Hue ! va donc, bancroche. Bonnet d'âne, tire ta patte.

Tout le long du chemin, en revenant le soir, ils lui jetaient des pierres.

Il en battit d'abord quelques-uns, mais les criailleries l'écœuraient. Cette promiscuité, d'ailleurs, lui était odieuse. Le souvenir de ses journées en forêt le harcelait, violent et impérieux :

il fit l'école buissonnière. Son *pas père* le ramena au bourg par les oreilles, bleu de coups. Mais enfin l'instituteur ayant déclaré que le garçon était trop borné pour apprendre, qu'avec lui on perdait son temps et son argent, le bonhomme Renaud renonça tristement à ses visées. Le bambin, alors âgé de douze ans, fut rendu à la liberté ; il rentra plein de joie dans la forêt, cette fois pour n'en plus sortir.

II

Sa jeunesse se passa de la sorte. Il devenait beau et robuste, s'épanouissait à l'aise dans les profondeurs de ses Chemins Verts. Qu'il aimait le grand désert d'arbres ! Le matin, au premier chant du merle, il s'avancait, les pieds dans la rosée, humant l'air frais comme un fauve. Chaque recoin était connu de lui. Ici la butte stérile où l'écorce blanche du bouleau se détache sur un fond de noirs mélèzes. Plus loin le val marécageux, tapissé de lichens rampants qui servent de collerette aux fougères élancées. C'est là que dans le mystère des roseaux tremblants dorment les sarcelles fatiguées quand Novembre a glacé les grands lacs du Nord.

Voici les hautes futaies. Le houx mûrit à leur ombre ses grains de corail. Les chênes avancent l'un vers l'autre des bras verdoyants qui s'enlacent, et lorsque le vent les agite, on entend au loin le choc sec et grêle, pareil au bruit d'un combat de morts dans les ténèbres.

Renaud sentait pour ce monde animé la tendresse qui s'ignore. Il allait, le cœur dilaté, les yeux avides. Sa main s'arrêtait sur tel hêtre et caressait le tronc lisse. Impuissant à l'envelopper d'une étreinte, il en faisait le tour, amoureuxment.

Au crépuscule, il revenait par les vieux semis, au sommet desquels les résineux gémissent en secouant leurs aiguilles. Et derrière la touffe d'herbes blanches une belette allongeait sa tête curieuse.

Plus loin le sentier a disparu. Qu'est-ce donc ? Un talus s'est éboulé sous l'effort des eaux et l'ormeau creux a perdu l'équilibre, enlevant la terre dans les mailles de ses racines surplom-

bantes. C'est un ami de moins... Et Jean s'accroupit auprès, pour écouter la plainte lugubre du chat-huant.

Lorsqu'il eut atteint ses dix-huit ans, la Dreuse, veuve pour la seconde fois et fort misérable, menaça de le mettre à la porte s'il ne s'embauchait pas comme ouvrier.

— N'est-il point temps que tu travailles, propre-à-rien ? As-tu peur que la cognée de ton père t'écorche les mains ? glapissait aigrement la forestière, le poing sur la hanche. Sa beauté sauvage effrayait ; ses cheveux incultes s'échappaient abondamment sous le serre-tête pointu. N'est-ce pas une honte, dis, de nous laisser pâtir pareillement pendant que tu traînes tes grègues ?

Le reproche n'était qu'en partie mérité, car le boiteux ne rentrait guère sans apporter quelque butin au logis, des fruits, des cèpes, du miel. Il fabriquait d'autre part des paniers d'osier et les vendait remplis de faînes ou de fraises. Son industrie ne s'arrêtait pas là : plus d'une fois la Dreuse était venue s'asseoir sur le placis, plumant des oiseaux de forêt ou dépouillant quelque bête sauvage.

Renaud braconnier ? Oui bien. Il l'avait toujours été. Cette passion-là lui était venue inconsciemment, comme le reste : conséquence rationnelle de sa vie rustique. Plus l'être se rapproche de l'état de nature, plus il demeure soumis aux instincts simples et primordiaux. Un besoin impérieux de lutte, d'embuscade, d'appréhension brutale le sollicite. Les animaux farouches se meuvent autour de lui à toute heure : une sorte de convoitise carnassière dirige irrésistiblement ses yeux sur eux. Ils se cachent ? Lui les découvre. Ils rusent ? Lui les devine. Prennent-ils la fuite ? Sans savoir pourquoi, lui court après. Jean Renaud connaissait l'histoire du couvert mieux que personne. C'était plus qu'un rôdeur, un voyant. Porté vers la contemplation, il eût vécu inoffensif au milieu d'êtres confiants et paisibles ; mais ses appétits s'éveillaient au spectacle de leurs rapines, de leurs finesses irritantes, des fuites soupçonneuses. C'était comme un duel : il fut agité de l'âpre désir de vaincre, s'y voua ardemment, et, devenant passionné, devint féroce.

Il possédait le génie du braconnage, mais les moyens lui manquaient. Pas d'arme. Il recourut aux engins les plus pri-

mitifs, qu'il perfectionna par intuition. Il débuta par la pierre jetée, confectionna ensuite une fronde grossière. Un peu plus tard il façonna des *logettes* à porte mobile pour prendre les petits oiseaux. Les filaments d'écorce, découpés en minces lanières, servirent à sa première tendue de collets. Mais l'ennemi brisait trop facilement le nœud coulant ; il en vint à songer au fil de laiton et guetta Sinet.

Sinet, c'était le petit mercier. Dans ces régions éloignées de tout village, le mercier, qu'on appelle aussi le messager ou le marchand, est un personnage nécessaire et important. Établi dans quelque bourg distant du bois, cet individu confie à sa femme la boutique, où tous les genres de commerce s'amalgament, et part en tournée avec la carriole recouverte d'une bâche, qui contient par un prodige de tassement tout ce dont on peut avoir besoin au fond des campagnes : du fil et des aiguilles, de la chandelle, des bas, des fromages, des almanachs, des souliers, du poisson salé. Il sillonne tous les chemins de traverse, passant partout où fume une cheminée ; poursuit sa course gyrovague, se battant aux barrières avec les chiens de ferme, hélant les femmes qui lavent au doué ; offrant ses articles, connaissant les besoins de chacun, se chargeant des commissions après sa vente faite. Il porte à la main une règle sur laquelle sont marqués : d'un côté un mètre, de l'autre une aune, et mesure en goguenard, au milieu de l'échalier, le ruban aux jeunes filles qui doivent danser dimanche à l'Assemblée. Cet homme-là fait aussi des achats de vieilleries recherchées à la ville, et aussi des échanges : contre une couple de poulets il livre la demi-douzaine d'assiettes en faïence à fleurs bleues. Volontiers encore il débite le tabac en cachette ou se fait le recéleur usuraire des braconniers. Ses tournées sont invariables, sa réussite vient de là. On se dit à la ferme ou chez le sabotier :

— C'est aujourd'hui jeudi, le mercier passe à la Croix Blanche ; j'aurai mon savon à la relevée.

Grâce à la carriole de l'ambulant, le monde est tranquille et le désert a sa manne.

Le messager des Chemins Verts s'appelait François. Dans ce pays-là, François se change en Sinet, sans qu'on sache comment,

et Sinet devient souvent, pour l'homme ainsi transmuté, un véritable nom de famille. On en a même fait un verbe et l'on dit couramment aux vieillards :

— Excusez-moi de vous sineter.

Renaud guetta Sinet qu'il connaissait de longue date, échangea avec lui un paquet de fil de laiton contre des paniers tressés et à dater de ce jour devint colporteur.

Le jeune forestier s'épanouit de la sorte dans son milieu, avec un développement extraordinaire de sa force physique et de ses instincts. Il était devenu infatigable ; le froid ni la pluie n'avaient prise sur lui. Il connaissait tous les arbres de la forêt, savait l'histoire de ses bruits et de ses silences. Dans les ténèbres, l'odeur d'une plante lui suffisait pour se diriger à coup sûr.

Il fuyait l'homme d'habitude.

— Pourquoi que tu t'en vas toujours dans le piquant ? lui demandait-on.

— C'est une idée comme ça. Je me plais ben mieux quand je sé tout seul.

Il passait outre, regardant les feuilles, observant les bêtes.

Lorsqu'il en fut arrivé à prendre des lièvres au collet traînant, sa passion, ainsi qu'il arrive toujours, recula ses désirs au delà de l'objet possédé ; il ne se contenta plus de ce qu'il avait, soupirant après ce qu'il n'avait pas. Ses yeux se fixaient avec une ardeur étrange sur les empreintes du gros gibier. Il avait aperçu plus d'une fois des animaux de grande taille au travers d'une ligne ou dans quelque bondissement subit sous la futaie. Son cœur avait tressauté.

— Oh ! les rudes bêtes ! Voilà qui doit être malin à happer...

Ses pierres et ses collets n'y pouvaient rien. Il en rêvait la nuit.

Cependant ses camarades d'école commençaient à chanter du gosier dans les tourne-ride, le chapeau sur l'oreille, et à embrasser les servantes de ferme, au retour du bureau de tabac. Lui ne changeait pas. Ils le méprisaient, lui les avait oubliés.

Au temps des Avents, par une matinée brumeuse, des étrangers vinrent à grand tapage chasser le sanglier dans les Chemins Verts. Renaud se glissa sous bois pour les voir. Il y avait

un beau monsieur à cheval, avec une trompe en sautoir, et par derrière un homme à pied, revêtu d'un costume semblable, qui tenait sous le fouet vingt grands chiens couplés. Plus loin, à la suite, arrivaient par groupes des gens mieux habillés que des marchands de bois. Ils causaient bruyamment, riaient à tout propos et portaient de jolis fusils qui reluisaient au soleil. Les chasseurs gagnèrent la Vallée d'Enfer et s'échelonnèrent en silence autour d'un fourré de genêts.

— Ne vous mettez pas là, cria Renaud à l'un d'eux ; quand le vent vient des Buttes-Blanches, les pourcs passent toujours dans le creux là loin, vingt enjambées après le chêne fourchu.

L'étranger y courut, arriva en même temps que le sanglier et le manqua de ses deux coups.

— C'est égal, tu m'avais bien renseigné, dit-il avec un rire forcé. Voilà pour ta peine.

Et il lui donna une pièce de vingt francs.

Le forestier n'avait jamais vu d'or. Il retourna dix fois la pièce en tous sens, puis l'enveloppa de feuilles et la coula sous son pain, dans la gibecière qui ne le quittait jamais. Après quoi il suivit le monsieur, silencieux et les yeux écarquillés, pour voir le fusil.

Et quand tout ce monde-là eut quitté la forêt, il se laissa tomber au pied d'un charme, encore ivre de l'odeur de poudre, pensant au fusil du chasseur...

C'est vers ce temps que Jean Renaud, obéissant à la Dreuse et au père-grand, se fit ouvrier de bois. Le goût d'un autre métier ne vient à personne en forêt. Du reste, il est cent métiers dans celui-là. Chacun choisit, suivant son instinct et ses forces. Quel travail, en effet, ne donne pas le vieux arbre ? Quand l'heure du géant a sonné, une première main se pose sur lui, celle du marqueur. La fourmilière humaine ondule à sa suite, prête à détruire. Impossible de faire tomber une telle masse, tout entière : les autres ne se dressent-ils pas autour, avec leurs bras amis qui l'enveloppent ? Il faut donc tout d'abord le « déshabiller ». Ce travail est le plus dangereux. On doit l'attaquer de bas en haut, élaguer les mères branches grosses elles-mêmes comme des arbres, gagner par cette voie le sommet aminci. C'est

la tête, qu'on dénude aussi elle, après quoi on la tranche. Au milieu de ses débris énormes qui recouvrent le sol, le chêne se dresse dans le vide, tel qu'une colonne parmi des ruines. Les fagoteurs se disputent les branchages avec le charbonnier, avec le fendeur de bûches. Quant à la tête, les scieurs de long l'emportent. Ils en feront des planches, l'un courbé sur le sommet de l'échafaudage, l'autre le corps rejeté en dessous, perdu dans le nuage de bran qui tombe sous la scie grinçante.

Maintenant les bûcheurs arrivent, qui s'alignent au pied et dont les soupirs gutturaux vont scander chaque coup de hache. L'entaille circulaire se creuse ; le tireur s'arc-boute et raidit sa corde. Un long craquement, suivi d'une courte oscillation. Encore quelques morsures de la cognée au bon endroit ; le déchirement se fait plus strident. Le tireur marche à reculons, le corps presque horizontal au bout de sa longe. Voici que le tronc puissant s'incline avec lenteur en battant l'air. Un sifflement profond ; il tombe. Les travailleurs sautent de côté, hors de la ligne d'écrasement. L'écho répète un grand bruit sourd. Ces gens n'ont crié qu'un mot : Gare ! Ils reviennent calmes, la sueur au front. L'un d'eux touche le tronc inerte du bout de son sabot et dit :

— Il avait le cœur franc, mais le voilà cheu.

Il est tombé. Mais rien ne finit. Quelque part alentour le vent secoue une chose imperceptible entre deux feuilles. C'est un gland. Il se détachera, vienne l'automne, et roulera sous un atome de terre, poussé par une goutte d'eau. Ce gland aura remplacé le chêne dans un siècle, agitant d'en haut ses mains vertes sur les éphémères générations des hommes.

L'arbre abattu, on le dépèce. Les charpentiers enlèvent la bille, le boisselier prend les déchets, l'écorce est mise en tas pour les tanneurs. Lorsqu'il ne reste plus rien sur le sol, on entend encore le bruit des pics : c'est le pied que les forestiers attaquent, l'arbre souterrain qu'il leur faut encore, avec sa lourde culée et son taillis de racines.

L'arbre est débité ; chacun a emporté son lambeau. Un autre travail commence, la fabrication. Les huttes sont changées en ateliers.

Au milieu de cette population qui vit du bois, Renaud n'avait

qu'à choisir sa place. D'abord il se fit bûcheur. C'était le travail en pleine forêt, le mouvement, les aromates emplissaient l'air ; son instinct l'y porta. Mais au bout d'un peu de temps quelque chose lui manqua ; il ne se trouvait pas assez seul. D'autres hommes cognaient près de lui, ses coups devaient alterner en cadence avec les leurs, tout comme jadis à l'école pour épeler. Et puis, ces pauvres vieux arbres, c'était pitié de frapper pareillement dans leur chair blanche, à plusieurs et par derrière... N'avaient-ils pas déjà la tête coupée quand il s'acharnait contre eux de la sorte ? Non, autant dire qu'ils n'étaient plus arbres, puisque pas une feuille ne tressautait. Et les compagnons, si la besogne devenait trop âpre, — car il y a des arbres qui se défendent mieux que d'autres, — en lâchaient-ils, de ces vilains jurons qui font peur aux oiseaux !

Renaud perdit le goût de cette tâche-là ; l'envie le prit de travailler à part, avec l'attrait du danger, en s'attaquant au fût du chêne. A la bonne heure, cela. C'est une lutte entre deux vivants ; il y a du risque. On ne trouve là-haut d'autre société que son bon courage ; les nuages sont tout près, le cœur peut battre.

Le boiteux délaissa donc sa cognée et se fit grimpeur.

Ce métier, à vrai dire, n'est pas envié, car beaucoup de grimpeurs finissent tragiquement. On n'y compte que les gens de caractère aventureux, mais ceux qui ont goûté de cette partie-là n'en veulent plus d'autre. L'amour du péril ne suffit pas, l'homme doit être adroit et agile.

Voilà le forestier au pied du gros arbre qu'on lui livre nettoyé comme un aiguillon de Touraine. En avant. Comment faire ? L'embrasser n'est pas permis, il a dix pieds de tour. Une échelle ? Point d'échelle assez haute. L'homme s'est inspiré de la nature. Il a vu les écureuils escalader plus d'un tronc en serpentant à l'aise sur l'écorce : il fera comme eux. Ces animaux, lorsqu'ils grimpent, n'ont besoin que d'un point d'appui, celui de leurs griffes ; le hardi paysan les imitera. C'est si bien là son idée, qu'il a pris jusqu'au mot de la chose. Si le marchand de bois s'exclame tout à coup :

— Où est le grimpeur ? Faut voir à déshabiller ce hêtre-là.

— Attendez, répond celui-ci en éteignant sa pipe ; je vas quérir mes griffes.

Il revient bientôt nu-tête, la blouse rentrée dans le pantalon, sa serpe accrochée derrière le dos, portant en sautoir une corde roulée, et dans sa main les jambières armées de crampons obliques.

Avec lenteur il lace la guêtre et assujétit la griffe, s'assure que ses mouvements sont libres, que la chaussure est solide ; puis se dresse, poitrine contre poitrine, le long de l'arbre. D'un geste vigoureux il lance la corde autour du tronc, son autre main en reçoit l'extrémité flottante ; il y demeure pendu, le corps infléchi. Dès que la tension s'est produite, il se hisse par saccades brusques et cadencées, l'éperon s'enfonce dans le bois. Il monte. Le grimpeur, à cet instant, est superbe d'audace et de grâce sauvage. La tête bizarrement éclairée sous le jeu des feuilles tremblantes, les muscles saillants et tordus, le buste rejeté dans une contorsion puissante, il rappelle ces cavaliers des vieux tableaux de batailles, accrochés à la bride et l'éperon au flanc sur de grands destriers qui se cabrent.

Lorsqu'il se balance ainsi tout en haut, retenu d'une seule main pour brandir sa serpe de l'autre, que le vent se met de la partie pour défendre son vieil ami, c'est là que la mort est proche. Mais l'homme n'y songe pas. Celui qui grimpé de la sorte dans les cimes, qui est tout seul, qui peut ainsi colleter les grands arbres pendant que la bise lui court dans les cheveux, celui-là se sent l'âme contente, le travail l'excite... pour lui le bois a meilleure odeur. Le grimpeur qui possède une paire de vraies griffes dans son bissac est comme l'oiseau qui porte des ailes sur son dos. Il est libre d'aller plus loin que les autres, de se réjouir sans faux orgueil à la vue de toutes sortes de choses que le bon Dieu a semées parmi les hautes branches, au-dessus des hommes qui parlent du cabaret et des Dreuses qui battent les petits enfants.

Quand Renaud fut devenu grimpeur, on ne manqua plus de rien à la maison.

— Voyez-vous ça, disait l'un en supputant ses salaires ; il a de la chance, le gars. Ses parents ont bien fait de taper dessus, il est devenu bon.

— Oui, pardi, il en a une fière chance. Boiteux comme il est, on l'exemptera.

— N'importe, concluait le malin de la bande, un gars qui ne boit que de l'eau, c'est pas grand'chose.

III

Le forestier avait le cœur à l'aise dans cette existence aérienne et solitaire. Tant qu'il étreignait l'arbre il se sentait vivre. Mais dès que la griffe avait quitté son pied, au soleil couchant, une profonde mélancolie s'emparait de lui. *Son idée* le hantait, toujours la même : depuis la grande chasse, ses collets étaient livrés à la rouille, les longues excursions du dimanche avaient pris fin ; c'est un fusil qu'il lui fallait pour être heureux. Hélas ! où le prendre ? La Dreuse avait vendu le *flingot* du pas père pour payer le service et un voile de deuil. Les vingt francs du monsieur avaient servi à l'acquisition de l'équipement du grimpeur. Quant à sa paye, la mère lui prenait tout...

Donc le pauvre Jean soupirait en vain. Pas d'argent pas de fusil ; et pas de fusil, pas de joie. Il allait s'allonger, tout dolent, sur les sapinettes, sans prendre goût à rien ; et quand la nuit le ramenait au logis, il laissait la moitié de sa soupe dans l'écuelle.

Il entendait quelquefois une détonation dans la campagne. C'était un métayer tirant des merles sur les tas de pommes, derrière le pressoir. Il se redressait au bruit.

— Que celui-là est heureux, pensait-il ; il a un fusil !

Renaud se mit à rôder hors des bois comme une âme errante, pour écouter ceux qui tiraient. Il allait, chaque dimanche, le long des haies, grignotant son pain frotté d'ail, à la recherche des hameaux où l'on tire à la cible après vêpres. Tout à coup, au détour de quelque pâture humide, un flot de jeunesse bruyante l'avertissait que l'assaut allait commencer.

Le charron, orné d'une boucle d'oreille, apportait triomphalement au pied de la sablonnière un pavois tricolore en bois tendre, divisé en cercles concentriques, avec la mouche noire au milieu. Il essuyait sur la peau tannée du tablier la couleur mal sèche qu'avaient léchée en route ses doigts sans ongles, et débitait

au hasard des plaisanteries grossières dont il riait d'avance pour avertir que ce serait drôle. Puis il fixait sa rondelle au sommet d'un pieu et les jeunes gens comptaient cent pas afin de marquer par une barre la ligne du tir.

Une femme au jupon court y dressait aussitôt sa table boiteuse et rinçait négligemment des verres gras qu'elle renversait ensuite, pour les égoutter, autour de la carafe de cidre. Une assiette ébréchée était auprès, dans laquelle chacun déposait deux sous, prix de chaque balle.

Le premier qui frappera dans le noir aura la moitié des mises avec le pavois qu'il clouera ce soir au-dessus de sa porte, entre les branches du rosier grimpant.

Voilà Jean Renaud qui se perd inaperçu au milieu des spectateurs rangés en demi-cercle. Il arrive au bon moment, alors qu'on charge les armes. C'est là ce qu'il veut voir. Le moindre détail frappe ses yeux, se grave dans sa pensée. Il aspire fortement la poudre, après chaque coup, et regarde encore. Il comprend, il sait. Les gars disent entre eux :

— Nous irons dimanche prochain à Saint-Agut, tirer contre les sabotiers.

Le boiteux s'en souviendra. Il ira. En voici un qui veut boire :

— Veux-tu, lui dit-il avec humilité, que je tienne ton fusil ?

Il allonge lentement sa main sur le canon, caresse la crosse, fait en sournois jouer la batterie, aide à mesurer la charge, s'en va tout troublé et rentre en forêt pour s'égarer sous le gaulis avec ses pensées.

Un soir qu'il dévalait de la sorte, nonchalant et soucieux, un gémissement poussé à quelques pas de lui frappa son oreille. Arraché brusquement à sa rêverie il s'élança... C'était la voix d'un chrétien.

A cet endroit, quelques roches tapissées de pervenches surgissaient à fleur de terre, sur le plan incliné d'une futaie. Leur croupe saillante formait escarpement, et cette rupture du niveau était masquée par l'enlacement des fougères.

Au pied du massif gisait un tas informe de bois sec et de loques. Jean s'approcha. Un rayon de lune lui permit de distinguer une vieille femme, inerte et pelotonnée sous un gros fagot

dont le lien s'était rompu. Elle gémissait d'une voix rauque, mêlant les malédictions à ses plaintes.

— Misère, c'est la mère Chauvin, la veuve au grimpeur ! Allons, ne vous tournez pas les sangs, je suis bon pour vous rebouter sur jambes.

— Aïe, pauvre gars, tu n'en auras le pouvoir, je me sens en miettes.

Renaud l'ayant débarrassée du faix de bois qui l'écrasait, elle put redresser la tête en s'accoudant.

— Comment le malheur vous est-il donc arrivé ?

— Je suivais la rote du haut. Quand je t'ai oui, j'ai cru que c'était le garde Marcel. Il est si dur au monde ! J'ai la lessive, ça fait que j'emportais un pauvre petit peu de bois vert avec le mort. Il m'a déjà pris, le mauvais homme, et me menace chaque fois. Alors j'ai eu peur qu'il me voie et j'ai biaisé sous bois. Mais voilà-t-il pas que je me suis fourrée dans ces maudites roches, rapport à la nuit. Et je suis tombée de mon fin haut.

— Mère, passez-moi le bras autour du cou ; je vas vous relever.

Elle essaya, mais poussa un grand cri et retomba.

— Marcel du diable ! me voilà démembrée...

— Patientez ; je ne vous laisserai pas dans la peine.

Il coupa un lien, refit le fagot et le chargea sur ses épaules. Il s'approcha ensuite de la blessée.

— Laisse le bois, mon fils ; l'embarras serait trop grand.

— Nenni. Vous avez pris la peine de le ramasser ; il est à vous. Je porterai ben tout, allez.

Il saisit la vieille femme dans ses bras et s'efforça de boiter moins, en marchant, afin de moins secouer la malade.

La Chauvin se plaignait tout bas, prise de la fièvre. Sa tête anguleuse battait l'épaule du jeune garçon ; par instants ses sabots résonnaient l'un contre l'autre.

— Que c'est loin, chez moi ! disait-elle.

— Encore un peu de courage ; nous sommes plus d'à moitié.

Ils s'arrêtèrent deux ou trois fois pour reprendre haleine. Renaud l'étendait sur la mousse, s'essuyait le front et la reprenait.

— Tu es vaillant comme mon défunt. Oh ! les grimpeurs, c'est des hommes ! Il n'y a qu'eux...

Elle fut secouée à ce moment par un rire nerveux, tellement sinistre dans ces ténèbres, qu'il donna le frisson au forestier.

— C'est des hommes, les grimpeurs ! Mais il faut qu'ils périssent de male mort, comme Chauvin. Tu ne trépasseras point dans un lit, Jean Renaud ; souviens-t'en. Le diable, vois-tu, est envieux de ceux qui portent des griffes ; quand ils sont en l'air, sa main les pousse. Il était plus rude que toi, mon Chauvin ; son pareil est à naître. Eh ben, un jour que je collationnais au pied de l'arbre, lui tout en haut qui griffait, il a lancé sa corde par-dessus une branche, et pendant qu'elle faisait le tour, il a baissé la tête pour me regarder. Moi je le regardais toujours. Alors nous avons ri ensemble par les yeux. C'était notre pain blanc à tous deux. Sa main en même temps courait à la corde ballante... Il a manqué son coup parce qu'il me regardait ! O Chauvin ! je sais bien, va, que le diable l'a tirée de l'autre côté, ta longe qui d'habitude venait d'elle-même dans ta main ! Oui, le malin l'a conduite, car elle a touché ses doigts et puis s'est éloignée en dansant. Quel saut il a fait pour la reprendre ! Mais l'autre main tirait tout à elle ; j'ai entendu sa griffe qui glissait. J'étais debout. Il a battu deux fois le tronc de ses bras ; ses pauvres bras râlaient la mousse. Il m'a encore regardée, du haut, avec des yeux tout ronds. J'ai crié : « Mon homme ! » Mais il allait si vite... C'est tombé comme une masse près de moi ; j'ai senti le vent. J'ai voulu le relever, mais comme je ne pouvais plus le reconnaître, mes bras sont devenus de coton !

« Oui, on a tiré sa corde de l'autre côté. Mais les grimpeurs, c'est comme ça. Grimpeur, tu finiras de même. Et ta tête sera fendue tout du long, avec de la cervelle blanche qui passera ! »

Un épouvantable tressaillement agita son corps ; elle devint raide. Une petite cascade murmurait auprès. On eût dit des sanglots d'enfant. Renaud avait peur ; il voulait hâter sa marche, et ne pouvait. Il se sentait à bout de forces, lorsque, arrivant enfin sur les bordures, il distingua la maisonnette découpée sur l'azur du ciel, au sommet de la lande.

On arriva. Entrer était facile, il ne s'agissait que de retirer

une cheville de bois plantée latéralement dans le mur, contre la porte. Il déposa sur la couchette cette malheureuse, toujours évanouie; jeta quelques gouttes d'eau sur le visage; lava l'une après l'autre les jambes osseuses que marbraient de larges meurtrissures. Rien n'était cassé. Le jeune homme cependant ne pouvait abandonner cette femme malade. Il résolut de la veiller. La lessive coulait. Le taudis était encombré à ce point que le billot massif qui sert de siège disparaissait sous les tas de guenilles. Il jeta ce qui se trouvait dessus, rangea le rouet de son mieux et s'assit devant le foyer.

Sur un large trépied placé entre le lit et l'âtre reposait le cuvier, chargé de cendre pâteuse. Ce cuvier communiquait par un long tube avec le chaudron pendu à la crémaillère. Dans l'intérieur de la cheminée, une mince chandelle de résine, appelée oribus, se dressait entre les pinces d'un bois fiché dans le mur. Tout en face, un pot de grès flottait, retenu par son anse au pied d'un gril accroché. Le grimpeur s'aperçut qu'il pouvait là encore se rendre utile. Il raviva le feu, et, dès que la buée se reprit à monter, transvasa l'eau du chaudron dans le cuvier à l'aide du pot. Après quoi, ne voyant rien de plus à faire, il se courba en double vers la flambée, les mains tendues, écoutant le susurrement mélancolique de l'eau chaude, et s'engourdit dans la contemplation des tisons rouges.

Son œil errait vaguement de l'âtre au cuvier, à demi fermé sous le voile des vapeurs opaques. Les formes des objets, devenues confuses, lui semblaient bizarres, particulièrement celle de la *couloire*, qui conduisait l'eau dans la chaudière. C'est d'habitude un long morceau de bois creusé à découvert, affectant la forme d'une rigole. Cette noue-là, au contraire, se composait d'un tube plein, pareil à une gouttière. La flamme, en se jouant dessus, produisait des reflets métalliques, et l'eau s'en échappait avec des jets inégaux d'un effet bizarre. Renaud examinait cette chose mystérieuse, d'abord distrait, puis attentif. L'extrémité de la couloire miroita tout à coup au-dessus de la flambée. Notre homme s'était penché avec une sorte de stupeur. Une exclamation sourde à la fin lui échappa.

— Mais, nom de nom; on dirait que c'est un canon de fusil!

Il décrocha l'oribus et le promena longuement au-dessus de l'ustensile extraordinaire. Oui, c'était bien un canon de fusil double, mais si rouillé, si dépaysé dans cette lessive, que le grimpeur seul était capable de l'avoir deviné.

Certain du fait, il se laissa retomber sur son billot, prit une pose admirative et ne bougea plus.

La vieille s'était retournée sur sa couche et demandait à boire. Il sortit de sa contemplation pour la servir.

— Êtes-vous un brin soulagée, la mère ?

— J'ai l'enflure aux jambes. Il me semble que mon sang tourne. C'est la faute au garde, il me le payera.

— Ne rentrez pas en fâcherie. Je vas vous faire une rôtie au cidre.

— Que non. Tu es las, va dormir.

— Plus souvent ! Quand on est malade, faut manger.

Il coupa un morceau de pain, le piqua à la pointe de son couteau, le fit griller avec lenteur en le tournant.

— Mère Chauvin, qué que vous avez donc là ?

— Là où ?

— Mais là, donc. La couloire ?

— Eh ben, c'est-il pas le fusil à moh défunt ?

— Ça le rouille rudement d'être mis à cette mode-là.

— Grand innocent, puisqu'il sert tout de même...

— Je ne dis pas. Mais il est cassé ?

— C'est une bonne couloire.

— Il n'a donc point de crosse ?

— Du temps de Chauvin, il était parfaitement bon. Mais je n'ai gardé que le canon, pour ma buée.

— Et le restant, oùsqu'il est ?

— En voilà un curieux ! Il m'a servi à caler la mangeoire de ma bique.

— Faut voir, faut voir, grommela Renaud avec une forte émotion.

Lorsque la vieille eut avalé sa soupe et laissé retomber sa tête en sueur sur le sac de mousse qui lui servait d'oreiller, le forestier s'empara du bout de résine, passa dans la soupente, écarta la chèvre d'un coup de sa blouse et s'agenouilla sur la litière.

La mangeoire était boîteuse. D'une part, elle était soutenue par un rondin fixe ; de l'autre, elle s'appuyait sur une pierre inégale, de taille moindre, dont le niveau se trouvait exhaussé par une interposition de bois et de ferraille. Renaud opéra le mouvement de levier avec son épaule, et, dès que la mangeoire n'adhéra plus, procéda avidement à l'examen des résidus épars sur la pierre.

La chèvre le contemplait d'un œil niais, avançant vers lui sa barbe pointue.

Mère Chauvin ne l'avait pas trompé ; le surplus du fusil était là. Mais tout était réduit à l'état de morceaux informes. Il en remplit son chapeau et revint près du feu, pour examiner plus à l'aise.

— Comme ça, il était bon, le flingot, du temps de votre homme ?

— Que t'es godiche, avec ton fusil ! Puisque je te dis que c'est une couloire...

— J'entends ; mais n'importe. Une supposition que je vous ferais une belle couloire en cœur d'aune, avec une corbeille toute neuve en osier, pour la mangeaille de c'te bête ? Savez-vous que ce serait de conséquence, ça ?

— Laisse-moi dormir ; j'aime mieux les vieilleries de Chauvin que tout.

— Voilà qui est ben parlé. Pourtant, quand il y a avantage...

— Ma pauvre noue est comme moi : elle s'ennuierait à ren faire.

— La noue... la couloire...

Il s'approcha, rougissant. Ses tempes battaient.

— La couloire ne s'ennuierait pas.

Il parlait d'une voix si altérée que la veuve se leva sur son séant.

— Mais qu'as-tu donc, gars ? Te voilà tout chose ?

— Eh ben, oui, j'ai une idée ! Ma feinte, autant que je m'en soulage. Mère Chauvin, je voudrais le fusil !

— Es-tu dans ta raison ?

— Oui ben. J'ai ça au fond du cœur, tant, que depuis des

semaines et des mois j'en languis ! Ah, ma voisine, prenez-moi en compassion et me baillez le flingot de votre homme pour que je tire sur les bêtes de la forêt...

La Chauvin exhala un petit rire saccadé ; la pensée d'une vengeance se présentait en première ligne à son esprit.

— C'est pas l'embarras, mais le garde Marcel serait un brin attrapé.

— J'aurais si grand contentement ! Et puis, voyez-vous, mère, votre Chauvin était un grimpeur aussi, et un chasseur... S'il nous ouït, pensez qu'il trouvera mieux que son fusil reprenne l'âme au lieu de courir la buée.

La vieille réfléchissait. Enfin :

— Si quelqu'un y a droit, c'est toi, Jean, parce que t'es un vrai enfant de forêt et que tu m'as fait du bien encore d ce soir. Prends-le, mon galant. Je dirai à Chauvin que tu portes des griffes comme lui ; il ne se fâchera point.

Au milieu de la nuit, le garçon filait sous bois avec son précieux butin. Un sourd cliquetis de ferraille s'échappait du fond de sa blouse retroussée. Il souriait aux spectres noirs de la futaie, son cœur chantait. Désormais, après le travail, il aurait l'espace peuplé, les émotions du clair de lune, les longs dimanches dans le hallier, avec la poudre qui parle et qui sent bon. Il s'arrêtait par instants dans sa joie sauvage, se parlant tout haut.

— J'ai un fusil, j'ai un fusil.

Quelle que fût l'ardeur de ses désirs, il ne mit aucune précipitation dans l'accomplissement de son entreprise. Le paysan est avide mais prudent, tenace mais plein de patience. Il suit son idée fixe dans une torpeur apparente, prépare son heure aussi longtemps qu'il le faut sans en avoir l'air. N'ayant, comme l'enfant, qu'une pensée en tête, il la retourne sans cesse, la solidifie en la concentrant et devient parfois d'une profondeur étonnante, à laquelle n'atteignent jamais ceux qui éparpillent sur mille objets leur volonté.

IV

Nul n'aurait pu se douter de l'obsession à laquelle Jean Renaud était en proie. Il avait caché ses matériaux dans le grenier,

sous des bourrées de sapin, et agissait exactement comme par le passé. Il fit du fagotin, le dimanche, pour un marchand de Paris, afin de se procurer des suppléments de salaires, qu'il cacha.

— Ma mère n'a pas un sou de moins, se dit-il; je suis dans mon droit.

Entre temps il avait fabriqué la couloire et la mangeoire promises à la Chauvin, — c'était la dette d'honneur, — et choisi le bois pour une crosse. Lorsqu'il fut riche de dix francs, il se rendit par la traverse à Nogent-le-Rotrou afin d'acheter secrètement un chien et une vis qui manquaient, ainsi que les outils indispensables. C'est la seule fois de sa vie qu'il soit entré dans une ville de son plein gré.

Alors il entama, à l'insu de tout le monde, son œuvre mystérieuse. Avec de pareils éléments, un armurier y eût renoncé. Lui, en quatre mois, confectionna un fusil surprenant. Le canon gauche était percé.

— C'est la lessive, soupira le grimpeur.

Et il mit une pièce. L'aspect de l'arme était grotesque, mais rien n'était oublié. Lorsque le dernier coup de papier de verre fut donné, il saisit le flingot dans ses bras et le couvrit d'un regard humide, de la crosse au point de mire :

— Ça, c'est à moi... Tu es mon fusil, je t'ai !

L'heure avait sonné. Il lui restait trois francs dix sous.

— Sinet doit passer ce soir au Saut-du-Loup. Faut que je lui achète *d'samounitions*.

Cette locution, invariablement employée dans les Chemins Verts, paraît extraordinaire; rien de plus naturel lorsqu'on la décompose. Tout ce qui sert à charger un fusil, poudre, plomb et capsules, s'appelle « la munition », car nos paysans prennent le mot au singulier. Mais ils ne se rendent pas compte de la valeur de l'article et prononcent : une amunition. De sorte qu'au pluriel, pour exprimer l'idée de quantité, ils disent : des amunitions, ou plutôt, par suite de l'altération des syllabes propre à leur langage : d'samounitions.

— Tiens, c'est le bancal. On ne te voit plus; je te croyais mort pour le moins.

— C'est que je suis grimpeux, à cette heure; je ne cours guère.

Le petit homme avait arrêté sa voiture et tressait la mèche de son fouet. Il portait une blouse luisante à lisérés blancs, sous laquelle passaient les basques d'un paletot; son chef s'enfonçait dans une grosse casquette à rames, dont les tranches étaient rabattues sur ses oreilles. L'œil était mobile, le rire sournois, le museau pointu comme celui d'une fouine. Un juif greffé sur un paysan.

— Dites, le marchand, vous n'avez point l'air échauffé?

— Pas trop. Et quoi de nouveau, par ici?

— Je n'en connais ni petit ni gros. Et allez-vous loin, de ce pas?

— Faut bien trimer pour gagner sa vie. Sais-tu quand sera la noce chez Jamin?

Ils firent de la sorte assaut de questions pendant un quart d'heure, pour se tâter et voir venir. C'est l'habitude à la campagne. Celui qui doit demander ne va jamais droit au but; son interlocuteur ne l'aide jamais, afin de conserver l'avantage.

Enfin Sinet, qui était un maître, se décida à faire causer l'autre.

— Bien le bonjour, garçon; me voilà déjà en retard.

Il prit son bidet par la bride, en homme pressé.

— A propos, marchand... Moi qui allais oublier ma commission! Combien vendez-vous l'samounitions pour les fusils?

L'ambulant rattacha sans hâte la gourmette.

— Ah! mon gaillard; ce n'est plus du laiton qu'il te faut, à présent... Tu as donc une arme à feu?

— Vous gaussez, fit Renaud d'un air niais. Où donc que j'en aurais pris des flingots, puisque j'ai pas d'argent pour en acheter? Voilà une affaire sûre, dam!

— Cela m'est bien égal. Je vends au monde, moi, sans m'occuper du reste. Que veux-tu?

— La personne, la personne, elle aurait envie d'une poudrière, et puis d'un sac à plomb, et puis d'samounitions.

Sinet fit le compte à demi-voix, comme pour une chose d'importance.

— Mettons vingt coups à tirer. Eh bien! va pour cinq francs.

Le pauvre Renaud mit la main à son sac, fit la grimace et offrit trois francs.

— Ah ! tu marchandes ? J'ai l'honneur de te saluer. Hue, Bijou !

Quel chagrin ! Lui qui avait tant travaillé, tant attendu, ne pourrait-il donc pas faire parler le cher flingot ? Voilà que l'homme s'éloignant, emportant la joie sous sa bêche...

— Arrêtez, sauf votre respect. J'ajoute dix sous, c'est tout ce que je possède sur la terre.

— Cent sous ou rien.

— Je vous colleterai un lièvre, outre l'argent.

— Mets un lapin avec, et trouve-toi jeudi à Saint-Agut. La marchandise y sera.

Renaud, tout consolé, reprit le sentier du bois. Mais une idée le saisit, il courut après la carriole.

— Sinet, faudra envelopper tout ça dans des papiers ; des grands papiers, dites.

Le jeune paysan voulait du moins avoir ses bourres par-dessus le marché.

Le jeudi il reçut ses munitions, et le mercier lui fit entendre qu'il se chargeait de l'acquisition du gibier, « mais dans les prix doux ».

Le dimanche, dès l'aube, il rôda autour des tirs au pavois, et de la pointe de son eustache retira quelques balles piquées dans les troncs d'arbres. Dans l'après-midi, s'étant assuré que le garde avait quitté la maison en voiture, il dressa une cible en forêt, essaya son fusil et se fit la main.

— Il ne me reste guère de poudre, pensa-t-il après ; mais à cette heure je sais la manière d'en gagner.

Le soleil baissait à l'horizon. Il se coucha sur la mousse, tenant près de lui son fusil embrassé comme un frère. Tous deux attendaient l'heure de l'affût.

Le spectacle du soir dans une forêt parle à l'âme. Voilà le déclin du jour. Les dégradations de la lumière changent les formes, rendent les troncs noirs et les cimes roses. Un dernier rayon plonge entre les branches, éclairant les dessous de lueurs dansantes. Ce n'est plus qu'un mince filet. Il s'éteint. Un disque rouge et terne paraît encore au fond, bizarrement découpé par les branches ; le ciel est blafard au-dessus. Un point brillant se dé-

tache plus haut ; c'est la première étoile. En face, le gaulis rigide découpe l'horizon. Ça et là, les trembles agitent leurs feuilles blanches, revêtant dans la brume les contours de grands bûcherons maigres. Le terrain fuyant sous l'œil, avec les végétations inégales, semble se refuser au pied de l'homme en se drapant dans son repos mystérieux.

Les voix du crépuscule ont aussi leur caractère propre. Le bruit lointain des travailleurs s'apaise peu à peu. La bande de grives décrit son dernier cercle avec un dernier cri et plonge sur le taillis qui lui sert de couchée. Puis le rouge-gorge jette son chant mélancolique, qu'interrompent les notes rapides du merle. Tous vont s'endormir. Dans les éclaircies passent d'un vol étouffé les bécasses, pendant que le hibou, de son ululement plaintif, annonce aux nocturnes qu'ils sont libres. C'est alors que d'étranges froissements de feuilles dans le hallier, que des ombres indécises sur la bruyère animent furtivement les ténèbres et révèlent un monde qui s'éveille à la place du monde engourdi.

Un fantôme s'agite là-bas. Est-ce le Roi des Bouleaux qui depuis mille années cherche sa couronne d'argent qu'une fée lui déroba pour se venger de ses dédains ? Non, au saut d'une clairière le fer a brillé. C'est Renaud, son fusil à la main, qui court au vallon chauve où poussent les bourdaines. Là se trouve la meilleure reposée des Chemins Verts, et la petite fontaine abritée sous ce bouquet de saules est le rendez-vous des fauves altérés.

Ses pieds sont enveloppés de fougères ; une tige de chèvre-feuille a servi de lien. Aussi ne laissera-t-il rien sur le sol de cette odeur humaine qui cause l'effroi. Ses genoux vigoureux étreignent le tronc voûté d'un vieil arbre. Le voilà perdu dans le croisement des branches tortues ; invisible, immobile, le fusil braqué.

Une heure se passe, puis deux ; il n'a pas bougé. Soudain un bruissement imperceptible court dans les herbes sèches. Les brins flottants d'un églantier oscillent. Un petit oiseau s'envole effaré. En arrière du rayon de lune [quel groupe charmant a surgi ! Ce sont deux chevrouils. Au premier plan s'allonge le brocard. L'oreille redressée et la tête haute, avec son bois gra-

cieux qui émerge, il [interroge la nuit et le silence. Ses jambes fines, promptes à fuir, ont de légers tressaillements. Son œil se promène, curieux et inquiet, sur le gagnage où un autre pied que le sien s'est appuyé dans la rosée. L'animal timide a pourtant quelque chose de fier dans sa pose; c'est que, s'il a peur, il protège. Près de lui, en effet, mais un peu derrière, sa chevrette attend le signal pour s'avancer. Celle-ci est sans défiance : celui qu'elle aime la conduit. Tranquille et caressante, elle sort à demi du buisson, le col appuyé sur la croupe fauve de son compagnon et tirant doucement une chevelure de ronce dont elle mordille l'écorce. Mais l'époux s'est rassuré; il s'avance pas à pas dans le découvert, puis s'arrête au milieu pour brouter. Un rayon de lune argente sa fourrure. Il penche la tête vers cette touffe de thym et demeure immobile, attendant sa chèvre.

Un coup de fusil éclate. Les branches, précipitamment écrasées, annoncent la fuite éperdue de sa compagne. Lui s'enlève sur place par un bond prodigieux et s'élance vers le fourré. Il galope par saccades, haletant. Les poils blancs de son flanc se teignent de rouge. Il va fléchir, fait un effort désespéré pour s'éloigner des saules perfides, glisse et tombe, la langue pendante et l'œil voilé.

Renaud, du haut de son arbre, a suivi cette agonie avec le sang-froid qu'il a mis à tirer. Il descend, accourt; ses narines se gonflent. Il ouvre son couteau, saisit le chevreuil au cou et lui tranche la veine. Pendant que le sang coule sur l'herbe verte, il se redresse, appuyé sur son grand fusil, et contemple avec orgueil sa première proie.

J. de GLOUVET.

(La deuxième partie à la prochaine livraison.)

UNE SCÈNE INÉDITE

DE

MARION DELORME

Victor Hugo achève en ce moment une édition définitive de ses œuvres. Cette publication, attendue depuis longtemps par les admirateurs du grand poète, doit très prochainement commencer aux librairies Hetzel et Quantin, et offrira un caractère tout particulier.

Par une rare exception, en effet, on pourrait dire par un rare privilège, les manuscrits originaux des œuvres de Victor Hugo existent tous, à l'exception de celui de *Han d'Islande*, entièrement écrits de sa main. L'édition définitive est faite sur ces manuscrits. Sauf les corrections de l'auteur lui-même, le texte, l'orthographe et la ponctuation en ont été scrupuleusement suivis.

Ce n'est pas tout. Les manuscrits contiennent des passages, des pages entières, que l'auteur avait cru devoir élaguer. On y retrouve, dans les pièces de théâtre surtout, ce que la préface de *Marion Delorme* appelle les « rognures sans lesquelles le drame ne pourrait s'encadrer solidement dans le théâtre ».

L'auteur rétablit pour la première fois plusieurs de ces passages retranchés. Mais ceux-là mêmes dont la suppression a été maintenue, variantes, changements de détail, développements de caractères, n'en ont pas moins, à tous les points de vue, un grand intérêt littéraire. Ces vers inédits, ces formes variées de la

pensée du poète, l'édition définitive les donnera dans les notes, laissant au public et à la critique le soin d'apprécier les raisons qui les ont fait écarter de l'œuvre.

Nous sommes heureux de pouvoir donner à nos lecteurs un de ces passages inédits, que nous devons à l'amitié du maître.

C'est une scène supprimée au commencement du troisième acte de *Marion Delorme*.

On se rappelle quelle est la situation à ce moment :

Saverny, poursuivi pour son duel avec Didier, s'est fait passer pour mort, et s'est réfugié, déguisé en officier du régiment d'Anjou, chez son oncle le vieux marquis de Nangis. M. de Laffemas, agent secret de Richelieu, vient au château pour suivre l'enquête commencée contre les deux jeunes gens, et interroge Saverny, qu'il ne connaît pas et ne saurait reconnaître sous son déguisement. C'est la fin de cette scène que nous publions. Bien qu'elle soit des plus intéressantes et présente un curieux développement du caractère de Laffemas, l'auteur avait dû la retrancher à la représentation, pour ne pas rendre invraisemblable, à la fin de l'acte, la scène où Saverny se démasque.

ACTE III

SCÈNE I

MM. DE LAFFEMAS ET SAVERNY

.....
LAFFEMAS.

Comment le vieux marquis de Nangis a-t-il pris
La mort de son neveu?

SAVERNY.

Sans bruit, sans pleurs, sans cris.

LAFFEMAS.

Il l'aimait fort pourtant?

SAVERNY.

Comme on aime sa vie.

Sans enfants, il n'avait qu'un amour, qu'une envie,
Qu'un espoir, — ce neveu, qu'il aimait d'un cœur chaud,
Quoiqu'il ne l'eût pas vu depuis cinq ans bientôt.

LAFFEMAS.

Je sais. Il m'en parlait sans cesse, en chasse, à table.
Car je l'aime de cœur, ce vieillard respectable,
Et je suis enchanté que son neveu soit mort.

SAVERNY.

Comment !

LAFFEMAS.

Vous comprenez. J'aurais eu du remord.
J'aime fort le marquis de Nangis. C'est mon hôte.
On est très bien chez lui. Mais devoir n'est pas faute...

SAVERNY.

Quoi ?

LAFFEMAS.

J'avais l'ordre ici d'arrêter son neveu.
Je trouve qu'il est mort. C'est charmant !

SAVERNY, à part.

Ventredieu !

Haut.

Monsieur, puis-je savoir ici qui j'accompagne ?

LAFFEMAS.

Monsieur de Laffemas, intendant de Champagne
Et lieutenant civil.

SAVERNY, à part.

Lieutenant infernal !

Celui qu'on a nommé bourreau du cardinal !
Moi qui, pour me cacher, courrier de ma mort fausse,
Venais ici moi-même y voir faire ma fosse !

Laffemas!... — Fuir serait imprudent. J'attendrai.
Car je ne puis partir avant d'être enterré.

LAFFEMAS.

Que dites-vous donc là dans vos dents?

SAVERNY.

Je calcule

Qu'il est faux que le sang passe par la jugule,
Et qu'on devrait punir Pecquet et les savants
Qui, pour voir leurs poumons, ouvrent les chiens vivants.

LAFFEMAS.

C'est affreux! Ces docteurs sont sans miséricorde!
Ce sont des cruautés à punir de la corde!

SAVERNY.

Vous les pendriez bien, n'est-ce pas?

LAFFEMAS.

A l'instant.

J'en ai fait pendre cent qui n'en faisaient pas tant!
Ces pauvres chiens! Vivants!

SAVERNY.

Vous avez dû connaître

Monsieur le maréchal de Marillac?

LAFFEMAS.

Mon maître!

• Je le porte en mon cœur. — Oui, c'est moi qui lui fis
Trancher la tête en Grève. Il avait quatre fils
Charmants!

SAVERNY.

Et Bassompierre?

LAFFEMAS.

Un vaillant de Castille!

Un Dieu! C'est moi qui l'ai conduit à la Bastille.

SAVERNY.

Et monsieur Henri deux, duc de Montmorency?

LAFFEMAS, la main sur son cœur.

Il est là. — Je l'ai fait décapiter aussi.
Avec Souvré, Lansac, Chamaillard, Boiscervoise. —
Ces bons amis! jamais ils ne m'ont cherché noise.
Il n'en est qu'un qui m'ait gardé rancune, un sot!
Jars, qui reçut sa grâce au pied de l'échafaud.
Nous ne nous voyons plus depuis.

SAVERNY.

Et Boutteville?

LAFFEMAS,

Celui-là m'a traité d'une façon civile!
J'en pleure d'y penser. Je l'ai fait décoller
Aux Halles. Non, en Grève. Ah! cela fait trembler!
Pour un duel! — Maintenant un duel vaut la potence.

SAVERNY.

C'est renchéri.

LAFFEMAS.

Hé bien, moi qui lus leur sentence,
J'aime tous ces gens-là. — Souvré m'a fait prévôt,
Lansac m'a fait baron. Le Marillac me vaut
La lieutenance, avec la maison de campagne.
Montmorency m'a fait intendant de Champagne.
Ma petite fortune enfin, je la leur dois.

SAVERNY, à part.

Il jouit à compter des têtes sur ses doigts!
Des morts de sa façon il fait sa litanie,
Les fait décapiter, pendre en cérémonie.
Puis il leur dit après son *ora pro nobis*!

.....

Victor HUGO.

LES ROUGON-MACQUART

HISTOIRE NATURELLE ET SOCIALE

D'UNE FAMILLE SOUS LE SECOND EMPIRE

Par Émile ZOLA

La Fortune des Rougon, 14^e édition. — *La Curée*, 21^e édition. — *Le Ventre de Paris*, 14^e édition. — *La Conquête de Plassans*, 11^e édition. — *La Faute de l'abbé Mouret*, 17^e édition. — *Son Excellence Eugène Rougon*, 14^e édition. — *L'Assommoir*, 77^e édition. — *Une Page d'amour*, 34^e édition. — *Nana*, 32^e édition. — G. Charpentier, éditeur. L'ouvrage complet doit se composer de vingt romans ; il en manque onze.

I

« Mes romans publiés depuis neuf ans, a dit M. Zola, dépendent d'un vaste ensemble, dont le plan a été arrêté d'un coup et à l'avance. Je le suis avec une rigueur extrême. C'est ce qui fait ma force. » Et il nous avertit que, si l'on ne tient pas compte de ce vaste plan, on ne peut porter sur son œuvre que « des jugements grotesques et odieux ».

Ne voulant être ni odieux ni grotesque, j'ai étudié de près la célèbre famille des Rougon-Macquart qui, née d'une folle, perpétue à travers plusieurs générations une lésion organique et qui, dispersée dans toutes les classes de la société, personnifie les appétits et les infamies du règne de Napoléon III.

Elle a pour souche une femme hystérique venue au monde en Provence quelque vingt ans avant la Révolution française. Veuve au bout de peu de mois de mariage avec Rougon, rustre des Basses-Alpes, Adélaïde prend pour amant un bandit nommé

Macquart, près duquel elle vit longtemps comme une louve près de son mâle et dont la mort la plonge dans une mélancolie coupée d'accès d'épilepsie. Elle a trois enfants : du fils légitime sortent les Rougon ; d'un bâtard, les Macquart ; d'une bâtarde qui se marie, les Mouret.

Antoine Macquart, le chef de sa branche, a pour filles la belle charcutière Lisa, du *Ventre de Paris*, et Gervaise, de l'*Assommoir*, mère de la trop fameuse Nana. Dans un des volumes à venir, nous retrouverons sans doute un frère aîné de Nana, Claude, évidemment destiné à fonder une grande école de peintres impressionnistes, car chez lui la folie de l'aïeule tournera au génie. En attendant, je n'aperçois encore parmi les Macquart que les femmes que j'ai nommées, l'une plongée dans la graisse de l'égoïsme, une autre dans le vitriol, une autre encore dans la haute et basse prostitution.

Les Mouret valent mieux. A la seconde génération, Silvère, l'enfant républicain, tombe sous la balle d'un gendarme en décembre, à l'heure où commence la fortune des Rougon ; sa sœur Hélène, calme et froide, ayant pourtant épelé jusqu'au bout une page d'amour, se hâte d'en perdre le souvenir ; leur frère François Mouret, gendre des Rougon, s'échappe d'un asile d'aliénés pour mettre fin à la conquête de Plassans, en brûlant dans sa propre demeure le prêtre qui lui a ravi sa femme, ses enfants, sa fortune, sa liberté et finalement sa raison. L'innocente Désirée, l'amie des bêtes, et Serge ou l'abbé Mouret, dont la faute et le repentir remplissent un volume, sont nés du mariage de François avec sa cousine Marthe.

Le chef de la branche légitime, Rougon, frère de Macquart, resterait un coquin de bas étage, s'il n'avait à ses côtés une femme de tête. En 1851, c'est elle, la vieille Félicité, qui, guidée par le fils aîné, fait la fortune de la famille en répétant à Plassans la fusillade du 4 décembre. Cet aîné, en qui la brutalité du père se combine avec l'astuce de la mère, sera bientôt Son Excellence Eugène Rougon. De peur de compromettre Eugène, le second fils change son nom en celui de Saccard, et il se montre un des limiers les plus après dans la curée de l'Empire : un jour, il constatera avec un grand sang-froid le lien incestueux qui fait de son fils

Maxime, aux grâces efféminées, l'esclave de sa seconde femme. Les vieux Rougon ont trois autres enfants : le docteur Pascal, que M. Zola chargera dans le vingtième volume d'exposer les lois physiologiques de tout l'immense cycle; une certaine Sidonie, marchande à la toilette, entremetteuse et par moments mystérieux agent diplomatique, et enfin la pauvre Marthe dont j'ai [déjà parlé : ayant cru aimer son mari et cousin jusqu'aux approches de la quarantaine, elle s'en détache pour se jeter à la tête d'un abbé aussi rapace que chaste et, à moitié folle, elle meurt de phthisie.

Je pense n'avoir oublié aucun personnage important de la famille Rougon-Macquart. Sur les vingt-six qui occupent un écusson dans l'arbre généalogique, publié en tête d'un des volumes, sept sont morts; mais comme sept autres n'ont pas encore reçu d'emploi tant soit peu sérieux, et que les douze restants, quoique déjà utilisés, peuvent fort bien reparaitre, on voit que l'auteur ne s'engage à rien d'impossible en nous promettant une suite d'une douzaine de volumes. En moyenne, il ne consomme guère plus d'un personnage en deux romans, un personnage, veux-je dire, appartenant par la naissance à la famille dont il raconte « l'histoire naturelle et sociale ». Il lui faut beaucoup d'autres acteurs venus du dehors, et ceux-ci il les charge parfois du premier rôle. Ainsi la belle incestueuse M^{me} Renée Saccard, en qui il y a une âme, après tout, nous intéresse infiniment plus que l'infâme mari et que le fils non moins infâme et en outre souverainement ridicule. Ainsi encore, dans le *Ventre de Paris*, Florent, qui ne tient par aucun lien à la famille, occupe le centre du récit, tandis que la belle Lisa Quenu, née Macquart, est une simple comparse, un des nombreux éléments du milieu hostile où apparaît soudain le proscrit revenu de Cayenne.

Claude Bernard, à qui il faut désormais comparer M. Zola, serrait mieux son sujet. Fixant toute son attention sur le muscle ou le nerf qu'il observait, il ne voulait voir momentanément dans le reste de la nature que des réactifs, des modificateurs, des milieux perturbants. M. Zola devrait, semble-t-il, procéder de même : partout et toujours il devrait diriger nos regards sur les Rougon-Macquart, objet de son étude de naturaliste et de

moraliste. Il n'a pas encore ces habitudes scientifiques de concentration extrême; il se laisse aller à des distractions.

Je les trouve très excusables. Il est bien difficile, en effet, de décider si un individu appartient à l'espèce des Rougon-Macquart, cette espèce n'ayant à peu près aucun caractère distinctif. Il y a sans doute la filiation, que nous garantit M. Zola et qu'il a consignée dans son arbre généalogique, mais la filiation ne me dit rien si elle ne produit pas un air de famille. Les Rougon-Macquart en ont si peu qu'on ne les reconnaît même pas pour des Provençaux. La blonde Gervaise, si molle et si flasque, passerait facilement pour une Flamande, et je ne vois pas pourquoi sa sœur Lisa, malgré une chevelure « bleue », ne nous viendrait pas des pâturages de Normandie « avec sa belle face tranquille de vache sacrée ». A une exception près, je ne me souviens pas qu'ils aient conservé la moindre trace de leur accent méridional. On ne sait d'où ils viennent. Quant à la lésion organique qu'ils tiennent de leur aïeule et qui devrait se montrer chez chacun d'eux sous une forme particulière, on ne l'aperçoit jusqu'ici chez aucun membre de la branche Macquart, et un seul membre de la famille Rougon en est affecté. Pour les Mouret, c'est autre chose : ils ne sont positivement pas comme tout le monde; mais est-ce bien de la vieille Adélaïde qu'ils tiennent cette disposition à la folie? Par une étrange fatalité, un Mouret, homme ou femme, ne peut se marier sans choisir un conjoint mal équilibré; l'un d'eux prend-il une maîtresse, elle a une fêlure au cerveau! C'est par cette méthode seulement, méthode infaillible, que M. Zola peut mettre en relief chez les Mouret « l'hérédité de la première lésion organique ». Ils ont donc un air de famille, mais les autres non. M. Francis Galton placerait les photographies des cinq enfants Rougon devant son objectif, l'image composite qu'il obtiendrait présenterait la plus étrange confusion; car il n'y a nulle trace de ressemblance entre Eugène, le ministre brutal; Pascal, le placide savant; Saccard, le boursicotier brouillon; Marthe, l'hystérique dévote; Sidonie, une M^{me} La Ressource « habile en tous métiers ». Trois ou quatre d'entre eux sont d'affreuses canailles; mais cela ne suffit pas pour établir une parenté. Les Rougon

n'ont de commun qu'une absence absolue de caractères communs.

Mais si je m'explique jusqu'à un certain point les distractions de M. Zola, elles me semblent pourtant aller quelquefois un peu loin.

La folle qu'on nous montre enfermée aux Tulettes, bien douce, mais aussi bien vivante, est-ce réellement, comme on nous l'affirme, l'aïeule Adélaïde, la mère de tous les Rougon, de tous les Mouret et de tous les Macquart? En ce cas, elle est âgée de quatre-vingt-seize ans. Il n'est certes pas défendu de vivre jusqu'à nonante-six ans, mais c'est un bel âge, surtout pour une personne épileptique toute dévastée depuis quarante-trois ans par l'horrible travail de ses nerfs. M. Zola aurait dû tout au moins nous prévenir qu'il nous mettait sous les yeux un cas de longévité très exceptionnel. Il n'y a pas pensé.

Voici qui est plus grave. Dans la *Conquête de Plassans*, tout est subordonné à une mystérieuse action politique dirigée de Paris par Eugène Rougon, qui emploie comme agents sa mère Félicité et un certain abbé Faujas. Or, nulle part vous n'apercevez la plus légère allusion aux péripéties de la fortune politique de Son Excellence Eugène, telles qu'elles sont retracées dans le volume portant son nom. Quand Faujas arrive à Plassans, Eugène Rougon est en complète disgrâce : qui le dirait? Trois mois plus tard il prend le portefeuille de l'intérieur, à la suite de l'attentat Orsini, devient de fait premier ministre et gouverne la France avec une verge de fer : à Plassans, personne n'en parle, ni le public ni ses deux agents. Il tombe la même année 1858, et ses agents continuent leur petit train. Il remonte au pouvoir en 1861, et ses agents n'ont pas l'air de s'en douter. Dans le volume *Son Excellence*, deux familles, l'une noble, l'autre bourgeoise, vont et viennent entre Plassans et Paris pour des affaires importantes dont Eugène est le pivot. Dans la *Conquête*, Félicité ni Faujas n'en savent rien, et les deux familles n'y sont même pas mentionnées, quoique M. Zola y fasse défiler à maintes reprises la bande bonapartiste et la bande légitimiste, celle du sous-préfet et celle du président. C'est à croire que le « grand homme », fils de la vieille Félicité, n'est point Son Excellence Eugène Rougon.

Cela se pourrait d'ailleurs.

La belle charcutière Lisa Quenu, née Macquart, sait fort bien qu'un de ses cousins, qui a changé son nom de Rougon en celui de Saccard, habite Paris, où il brasse des affaires véreuses ; mais elle ignore que l'autre cousin, celui qui a conservé le vrai nom de la famille, est devenu l'un des deux personnages les plus importants de l'Empire. Bonapartiste d'instinct, elle plaide la cause du pouvoir auprès de son imbécile de mari à moitié perversi par les discours des républicains, et dans ses remontrances elle ne fait pas valoir comme argument sans réplique leur très proche parenté avec le célèbre Rougon. Lantier aussi (soit dit en passant, parti de Provence tanneur, il arrive à Paris chapelier), Lantier, qui a l'honneur de redevenir l'amant attiré d'une autre cousine germaine de Son Excellence vers l'époque où celle-ci passe à l'état de vice-empereur, Lantier n'en est pas plus fier. Il dédaigne d'y faire allusion. Quand il parle du bon bouillon que boiront Badingue et ses roussins, il a l'étonnante délicatesse de n'y point associer Eugène. Sans dévoiler leur parenté de main gauche, il pourrait se permettre de raconter qu'il l'a bien connu à Plassans, où tout le monde se connaît. Mais Lantier se tait là-dessus également, en parfait gentilhomme. Gervaise elle-même jasant avec les commères de la Goutte-d'Or ne se prévaut jamais de cette illustration de sa famille, pas même devant les Lorilleux qui l'accablent de leurs dédains parce qu'on ne lui sait point de parents. Je comprends qu'elle ne cherche pas à voir sa sœur, la charcutière Lisa qui, élevée au rang honorable de bourgeoise, la recevrait sans doute d'un air méprisant ; mais j'ai peine à admettre qu'elle ne se vante pas une seule fois d'être issue du même sang que l'homme qui gouverne la France. Il y avait là de quoi bouleverser tout le faubourg ! Et Nana, vous êtes-vous jamais dit que le vice-empereur est son oncle à la mode de Bretagne ? Elle-même n'y songe pas. Aux courses, elle se fait bien montrer où est assis dans la tribune de l'empereur le chambellan Muffat et elle éclate de rire en lui trouvant l'air bête, mais l'idée ne lui vient pas de regarder la tête grisonnante et la forte encolure du grand homme qui lui tient de si près. Je ne lui aurais pas cru tant de discrétion. Ah ! quelle belle occasion

elle a manqué de faire enrager Rose Mignon et Blanche de Sivry, Tatan Néné et Gaga, sans oublier Simonne qui a connu Bismarck et Léa de Horn que fréquentent les anciens ministres de Louis-Philippe, et Lucy Stewart qui a joué au bézigue avec un prince Bonaparte, mais un Bonaparte qui était d'un rat!

Ajoutez que du côté des Mouret la discrétion n'est pas moindre. C'est décidément la vertu caractéristique, le seul trait distinctif de la famille dont nous étudions « l'histoire naturelle et sociale ». De peur de se gêner réciproquement, on y affecte de ne pas se connaître.

Il faut revenir à Nana. La pauvre fille m'inquiète. Je ne sais où la caser dans le vaste plan qui fait toute la force de M. Zola.

Elle meurt le jour où les blouses blanches parcourent les rues de Paris en poussant le cri : A Berlin ! A Berlin ! Donc en juillet 1870. Quel âge avait-elle ? Si je me fiais à l'arbre généalogique, je vous dirais qu'elle est née en 1852. Nana serait morte âgée de dix-huit ans à peine ! Cela paraît fabuleux à tous ceux qui ont suivi de loin ses innombrables cascades ; malgré toute l'activité désirable, il y faut du temps. Heureusement, l'auteur de l'arbre généalogique s'est trompé ici comme pour plusieurs autres dates. Il ne connaît pas son *Assommoir*. Je suis en mesure de donner un extrait tout à fait précis de l'état civil de cette séduisante personne. Lantier quitte Gervaise très peu de jours après l'élection d'Eugène Sue, qui eut lieu le 28 avril 1850. Trois semaines plus tard, Coupeau offre à Gervaise une consommation chez le Père Colombe : c'est fin mai. Pendant tout le mois suivant il lui fait une cour assidue et lui offre sa main. Le mariage se célèbre le 29 juillet, et en 1851, le 30 avril (les neuf mois y sont jour pour jour) Nana fait son entrée dans le monde. Ce sont là des dates au-dessus de toute discussion. Elle a par conséquent dix-neuf ans et deux mois et demi lorsqu'elle rend le dernier soupir au Grand-Hôtel, dans une chambre à 12 francs.

Nous avons gagné de la sorte une année sur M. Zola, mais à son profit : une année de plus, c'est bien quelque chose entre les mains de la blonde Vénus ! On va voir cependant que nous n'en sommes pas plus avancés. Nana déserte, pour la toute première fois, le sentier de la vertu quelque temps après avoir atteint l'âge

de quinze ans et demi, « en hiver », vers la fin par conséquent de 1866 ou au commencement de 1867. On a ensuite plusieurs fois de ses nouvelles : son « vieux », quelque petit bourgeois libertin, la traite fort bien, la choie, l'adore ; mais elle finit par s'ennuyer, elle le quitte pour devenir une célébrité des bastringues. Ses parents se mettent alors à sa recherche dans ces établissements. Un soir de novembre (nécessairement en 1867), ils reconnaissent son chignon, lui allongent un maître coup de soulier juste au bon endroit et la ramènent rue de la Goutte-d'Or. Elle demeure chez eux cet hiver, tout en se permettant de nombreuses fugues, dont l'une dure trois semaines. L'hiver d'après, aux premières gelées (fin de 1868), elle s'esbigne décidément, sous le prétexte d'aller voir si, chez la fruitière, il y a des pommes cuites. C'est en juillet (1869) qu'on apprend que son métier ne va pas mal. Elle a *fait* un vicomte. Elle est très lancée. Tout cela précède la première aux Variétés qui ouvre le roman portant son nom. Le lendemain de cette première, elle parle d'ailleurs de la mort de ses parents comme d'une chose ancienne. Or, son digne père meurt en janvier 1870 (et non 1869, comme le donne à entendre le très exact rédacteur de l'*Arbre généalogique*), et puis Gervaise « dure encore des mois ». Raccourcissons ces mois autant que possible ; supposons que le père Bazouge ait emporté Gervaise en mars et que Nana soit montée sur les planches immédiatement après, il en résultera que toute l'histoire racontée dans le dernier roman de M. Zola, y compris le séjour à la campagne en septembre, y compris l'année de séparation d'avec Georges, y compris les mois passés en Russie, s'écoule d'avril à juillet !

Et nous ne sommes pas au bout des difficultés. Dans *Nana*, M. Zola nous montre son héroïne mère et très bonne mère d'un enfant qu'elle a eu à seize ans, probablement d'un maçon qui la battait. A seize ans ? Elle venait à peine de s'installer chez son premier amour, le « vieux » !

Dans *Nana*, la représentation des Variétés a une date précise, puisqu'on y parle de la prochaine ouverture de l'Exposition universelle. C'est au commencement de 1867. La blonde Vénus n'a donc pas tout à fait quinze ans si nous en croyons

l'arbre généalogique, un an de plus si l'on accepte ma rectification ; comment peut-il être question, le lendemain, d'un enfant qu'elle a eu, il y a du temps de ça, à l'âge de seize ans ? Et puis, si la première des Variétés remonte à 1867, le roman *Nana* s'espace sur trois ans : tout à l'heure, l'*Assommoir* en main, nous lui trouvions à grand'peine trois mois !

La vérité, c'est qu'à l'ouverture du livre qui porte son nom, *Nana* n'est point une enfant, mais une femme de vingt ans tout au moins ; la vérité, c'est que ses aventures tiendraient à l'étroit même dans un cadre de trois ans ; la vérité, c'est qu'il y a une contradiction absolue entre l'*Assommoir* et *Nana* ; la vérité, c'est que le fameux plan qui fait la force de M. Zola est une fable inventée à l'usage des badauds.

Le lecteur pourra se plaindre de la puérilité de ces critiques, mais non M. Zola. Mes critiques, en effet, ne sont puériles que parce que j'ai essayé de le prendre au sérieux.

II

Ce que vaut la prétention de M. Zola d'écrire l'histoire naturelle et sociale d'une famille, nous le savons. Mais l'auteur de l'*Assommoir* a une autre prétention encore : il se dit le représentant de l'école réaliste, et il croit que jamais on n'a poussé aussi loin que lui la passion de la peinture exacte. Rien, probablement, ne l'enchanterait davantage que de s'entendre comparer à un excellent appareil photographique. C'est un éloge que je suis obligé de lui refuser après avoir lu soigneusement ses neuf volumes.

Le premier en date est, peut-être celui où il a mis le plus de travail et de scrupule. Il nous y décrit pourtant deux ou trois fois un soldat qui rentre en 1815 coiffé du « képi d'ordonnance ». Il n'a donc jamais jeté les yeux sur l'œuvre de Charlet, et l'apparence orientale qu'affecte le mot *képi* ne l'a pas averti de son origine africaine ? Il n'a pas senti que c'est de l'allemand arabisé, un produit de la légion étrangère ? En 1810, une jeune fille se promet de ne jamais épouser « quelque maigre bachelier qui l'écraserait de sa supériorité de collégien et la traînerait toute la

vie à la recherche de vanités creuses ». M. Zola peut avoir d'excellentes raisons pour mépriser les maigres bacheliers, et je ne dis pas que sa jeune fille ait tort non plus. Seulement cela paraît bizarre en 1810. « Pourquoi ? » dira M. Zola. « Parce que ! » lui répondrai-je. C'est à lui de s'informer après coup. Aucun homme tant soit peu instruit n'eût commis cette bévue, car on sait assez généralement dans le monde que les bacheliers n'encombraient pas le pavé en 1810. Il est vrai que, juste à la même date, M. Zola fait tuer l'amant d'Adélaïde par un douanier, « au moment où il entrait en France toute une cargaison de montres de Genève ». A cela, il n'y a qu'un inconvénient, c'est qu'en 1810, Genève, chef-lieu du Léman, faisait depuis longtemps partie intégrante du territoire français. Croiriez-vous, si M. Zola ne vous l'affirmait pas, que, vers 1848, un adolescent gagnait à Plassans de trois à quatre francs par jour au métier de menuisier ? A Paris, en 1880, un adulte, bon menuisier, en gagne six. Mais aussi à Plassans on est souvent bien en avance sur le siècle : avant 89, on y sait déjà mettre les malades au régime reconstituant « des viandes saignantes et du vin de quinquina ! »

Trois des romans Rougon-Macquart se passent à Plassans ou dans les environs, les autres à Paris. Plassans, vous ne le trouverez sur aucune carte de géographie, mais, si vous lisez le courageux livre de Ténot : *La Province en décembre 1851*, vous y reconnaissez tout le cadre où se joue la *Fortune des Rougon*. Plassans, c'est Lorgues ; la Viorne qui gronde d'une voix rauque, c'est l'Argens ; Orchères, où les insurgés républicains sont accueillis en frères, c'est Salernes ; Sainte-Roure, où les troupes bonapartistes les massacrent, c'est Aups. J'ignore si M. Zola reproduit fidèlement le paysage et les mœurs de cette partie du département du Var, et il n'importe, du reste, même au point de vue de l'esthétique réaliste. Dès qu'il changeait les noms, il acquérait le droit de tout modifier à sa guise.

Quant aux quartiers, rues, places, quais, ponts et monuments de Paris que M. Zola introduit dans ses volumes avec un luxe de millionnaire, il les désigne très correctement. C'est un mérite que je ne lui conteste pas. Je lui demanderai pourtant s'il est bien sûr qu'au printemps de 1853 on ait pu apercevoir des hauteurs de

Passy les verrières du Palais de l'Industrie, les lourds pavillons du nouveau Louvre, la masse énorme de l'Opéra de Garnier. Il l'affirme je ne sais combien de fois dans *Une Page d'amour*. Au delà du bois de Boulogne, du bois de Vincennes, de Saint-Cloud et peut-être aussi de Compiègne, la France n'existe plus pour lui, ou bien elle devient (Plassans excepté) un pays fantastique. Il ne s'y aventure qu'à contre-cœur. Il enverra Renée et Maxime jouir de leur inceste aux bains de mer, mais il se gardera de les y accompagner. Tout au plus vous dira-t-il que nos femmes en reviennent avec dix-sept colis et une débauche d'adultère. Une seule fois il se met en route à la suite de Son Excellence. C'est à Niort qu'ils se rendent. Mais la ville de Niort qu'il nous décrit n'a absolument rien de commun avec le joli chef-lieu des Deux-Sèvres, si j'en crois un de mes amis qui l'habite. M. Zola nous fait passer le long des remparts, et, le vrai Niort, me dit-on, n'a point de remparts. Il tire une scène émouvante du voisinage immédiat d'une auberge et de la préfecture, et l'on m'assure que la préfecture du vrai Niort a été construite dans un quartier éloigné de toute auberge. Le reste est de même force. Il décrit le vallon dominé de coteaux avec des carcasses de moulins à vent, où les ingénieurs creusent, près de Niort, un tunnel pour la ligne d'Angers ; et, près du vrai Niort, les ingénieurs n'ont point creusé, paraît-il, de tunnel sur la ligne d'Angers, pour la raison assez spécieuse que cette ligne traverse une région désignée sous le nom expressif de La Plaine. M. Zola fera bien de renoncer désormais aux voyages, féconds en mésaventures, et d'abandonner l'étude de la géographie aux « maigres bacheliers ».

Il n'aurait peut-être pas tort de leur laisser également l'histoire naturelle, ou bien même aux élèves de nos écoles primaires. Aucun d'eux ne s'aviserait de cueillir à la fois du muguet et des prunes mûres, parfaitement mûres, « ayant une délicate odeur de musc », comme il arrive à l'abbé Mouret se promenant avec Albine dans le Paradou. L'étonnante Nana peut seule entendre par une nuit de septembre le chant du rossignol. On le lisait du moins dans l'édition du *Voltaire*. Que M. Zola ait corrigé cette erreur après qu'elle lui a été signalée, je ne m'en soucie nullement. Il a

été capable de la commettre. Cela suffit pour démontrer combien il est peu réaliste, comme il connaît mal la campagne, qu'il habite pourtant. Et nous savons d'où il a tiré ce chant paradoxal. Il venait de rendre, et fort bien, l'émotion idyllique que ressentent les filles de Paris les plus échevelées lorsqu'elles respirent soudain l'air d'un vrai jardin, d'un vrai bois. Appuyée à la fenêtre avec Georges, « Nana s'attendrissait, se sentait redevenir petite. Pour sûr elle avait rêvé des nuits pareilles, à une époque de sa vie qu'elle ne se rappelait plus ». C'est la seule page de ce roman qui soit jolie. Un moment après, Nana se souvient. « Oui, c'était dans des romances qu'elle avait vu tout ça, la lune, des rossignols, un petit homme plein d'amour ».... Dame, vous comprenez, dès que les romances parlent de rossignols, il faut bien que M. Zola, qui ne sait pas au juste ce que c'est, en fournisse à sa Nana en cette heure de tendresse. Il étudie la campagne, la nature dans les romances. L'eussiez-vous cru ? Moi, je ne m'en étonne pas précisément (1).

Avant d'abandonner les champs, il faut encore que j'attire l'attention des éleveurs sur une découverte importante et très imprévue de l'illustre réaliste. Vous savez si Désirée, la sœur de l'abbé Mouret, aime les bêtes : les voir naître, mourir, se reproduire surtout, c'est sa vie, sa joie, son bonheur. Après le départ de son frère malade, l'oncle Pascal lui donne pour la consoler une vache. Désirée mène la vache au taureau du Béage, une fameuse bête, paraît-il, et elle assiste à l'entrevue, sans rien comprendre aux rires des gens. Puis, un jour que l'abbé, revenu à la raison, à la vertu et à son presbytère, est en train d'enterrer, avec toutes les cérémonies religieuses et avec toute la froideur d'un chaste prêtre, sa maîtresse, la pauvre Albine qui s'est tuée de désespoir ; au moment où la première pelletée de terre tombe lourdement sur le cercueil, on entend Désirée crier par-dessus le mur en tapant des mains : « Serge ! Serge ! la vache a fait un veau ! » C'est le dernier mot du livre, le comble du naturalisme. Mais il s'est écoulé moins de quatre mois entre

(1) Dans l'édition en volume, le rossignol fait place à un rouge-gorge. Correction malheureuse ! Le rouge-gorge chantait-il tard dans la nuit et en septembre, il ne chante certainement pas dans nos romances sentimentales.

la promenade de la vache au Béage, après le 21 mai, et le cri de Désirée, le 19 septembre : partout ailleurs que dans les romans de M. Zola, les vaches mettent neuf mois à s'acquitter de leurs fonctions de reproduction. Pour arriver à un prétendu effet de réalisme, M. Zola sacrifie la réalité. Qu'importe en pareil cas que la chose soit impossible, pourvu que le mot soit grossier ?

Ah ! les neuf mois ! Je préviens M. Zola qu'il fera bien de s'en défier. Vers la fin d'*Une Page d'amour*, il se livre là-dessus à des combinaisons burlesques. Si Hélène savait compter aussi bien qu'un écolier de sept ans, elle trouverait que son amant, le docteur Deberle, ne s'est pas consolé (comme elle le déduit de son calcul), après qu'elle l'a quitté, mais qu'il a témoigné une grande tendresse à sa femme juste à l'époque où sa maîtresse ne lui refusait rien.

Arrêtons-nous un instant, je vous prie, à l'abbé Mouret, homme extraordinaire que vous avez entrevu tout à l'heure. A une lieue des Artaud, paroisse dont il est le curé, se trouve le parc du Paradou, bien nommé puisque c'est le paradis terrestre où ce nouvel Adam cueillera le fruit de la science du bien et du mal et d'où il se fera chasser. En s'y rendant, on longe un mur de deux kilomètres. Ce mur a une brèche. Rapprochons-la le plus possible du village : elle en sera toujours distante d'une demi-lieue. De cette brèche, par un beau coucher du soleil, l'abbé — il est vrai que c'est tout de suite après sa faute, — l'abbé aperçoit « sous les tuiles de l'église les moineaux qui se battent ». Il voit les plus hardis entrer dans l'édifice par les carreaux cassés. Que dis-je ? Il voit, à une distance de deux kilomètres, le sourire de sa vieille gouvernante, la Teuse. Quelle vue perçante ! Et remarquez-le, il ne suffirait pas de chicaner sur le chiffre des kilomètres : si le Paradou avec sa brèche n'est pas éloigné du village au moins de cette distance, toute l'histoire déjà fort singulière devient complètement absurde.

Dans chacun des volumes de M. Zola, j'ai noté dix, vingt, trente de ces impossibilités matérielles, devant lesquelles reculerait tout romancier qui n'appartiendrait pas à l'école naturaliste.

Et pas plus que la nature ou l'histoire, M. Zola ne connaît la société et les mœurs contemporaines.

En France, on cause, même sous les gouvernements despotiques et corrompus. M. Zola n'a pas l'air de s'en douter. Vous vous souvenez du souper chez Nana après ses débuts au théâtre. Il y a là des actrices et des jeunes gens, un rédacteur du *Figaro* entre autres. Je n'affirme pas que ces dames et ces messieurs représentent l'esprit français dans ce qu'il a de plus élevé ou de plus délicat, mais généralement ils savent débiter des propos gais, trouver des réparties vives, inventer des drôleries ; ils ont cette verve des coulisses, de l'atelier ou de la petite presse qui amuse pendant une couple d'heures. Mais dès que ces jeunes gens passent sous l'objectif de M. Zola, ils perdent leur esprit jusqu'à la dernière trace. Ils ne sont plus que lourds, grossiers et positivement bêtes. C'est ainsi que l'on cause toujours dans les romans *Rougon-Macquart*.

Dans ces neuf volumes qui ont la prétention de nous peindre tels que nous étions hier, vous ne rencontrerez pas un seul de ces paradoxes qui font le sel des conversations littéraires, morales, politiques ou simplement mondaines. Je me trompe. Claude Lantier, un adolescent, qui sera un jour par le pinceau ce qu'est Émile Zola par la plume, expose que tout le drame humain se résume dans la lutte des Maigres et des Gras. « En principe, dit-il, un Gras a toujours horreur d'un Maigre, si bien qu'il éprouve le besoin de l'ôter de sa vue à coup de dents et à coups de pieds. » Est-ce assez profond ? Assez original ? Et lorsque Claude Lantier avoue que « le Gras, tant qu'il n'a pas vieilli, est un être charmant », peut-on ne point se pâmer d'aise ? Jamais l'esprit français n'a rien trouvé d'aussi piquant, du moins dans les écrits de M. Zola. Et comprenez bien, je ne fais pas un crime à l'auteur des *Rougon-Macquart* d'être lui-même peu spirituel ; je m'exaspère de ce qu'il n'aperçoive pas l'esprit des autres, celui de la foule, de l'ouvrier des faubourgs comme de l'artiste, de la mondaine comme de l'homme politique. Je m'indigne de l'entendre dire qu'il a peint la société parisienne quand il l'a dépouillée de ce trait caractéristique. Allez donc faire le portrait ressemblant d'une jolie femme lorsque vous enlevez à ses lèvres toute expression ou gaie, ou sensuelle, ou moqueuse, ou caressante !

Si je me mettais à citer la dixième partie des contre-sens commis par M. Zola lorsqu'il se fait l'historiographe de nos mœurs, je n'en finirais pas. A cet égard comme à bien d'autres, *Nana* est son chef-d'œuvre. Sans avoir fréquenté plus que l'auteur le monde très particulier qu'il s'est avisé de peindre, on peut relever dans son tableau maintes erreurs inexplicables. En voici une qui n'est pas un simple détail mais qui remplit bien des pages. Éprise d'un de ses camarades, Fontan le velu, Nana lâche son comte Muffat et se met à vivre d'amour et aussi de promenades du soir sur le trottoir du boulevard. Cela déjà est raide. Mais dans cet infâme métier qu'elle pratique en face du théâtre, où, il y a peu de semaines, elle mettait tout Paris en émoi, personne ne la reconnaît. Aucun des habitués de l'asphalte ne souffle à son ami le nom fameux de la fille qui vient les provoquer par ses agaceries. Elle passe et repasse incognito et souvent inutilement, elle qui n'a rien perdu de sa beauté capiteuse ; elle une célébrité des planches, ce qui, pour les Français, est le plus vif de tous les charmes ; elle, la blonde Vénus, que se disputaient hier les chambellans et les altesses royales et pour qui les fils de famille se poignarderont demain ou bien commettront des faux. Qu'en dites-vous ? Ah ! j'oubliais qu'ils voudront tous l'épouser afin de ne plus la partager avec personne. C'est ça qui doit donner à l'étranger une idée bien juste, soit de la bêtise de nos jeunes gens et de nos braves officiers, soit peut-être aussi de la toute-puissance du sacrement à Paris, puisque aux yeux de ces messieurs le sacrement suffirait pour transformer soudain une Nana en une épouse chaste et fidèle !

On n'a jamais entassé plus d'invéraisemblances énormes. Tous les romans de M. Zola en débordent, d'ailleurs. Sans parler de *la Faute de l'abbé Mouret* qui se passe dans un pays chimérique, au Monomotapa peut-être, mais non assurément en Provence ni en Europe, je demande en quelle contrée sauvage un jeune homme voulant préparer un nid d'amour où il puisse attirer la femme qu'il espère séduire, ira installer ce nid juste à deux pas de chez elle, dans un quartier dont les habitants clairsemés la connaissent tous de vue et de nom, dans une mesure que fréquente son mari, un médecin ? Cet imbécile de jeune homme

répondant au nom de Malignon doit le jour au réaliste Zola. Attendez. Hélène Mouret ayant appris l'heure et le lieu du premier rendez-vous, en prévient le mari par une lettre anonyme ; puis saisie d'horreur à la pensée de la lâcheté qu'elle a commise et qui est d'autant plus indigne que la jeune femme est son amie, elle accourt avant lui ; elle entre — sans aucune difficulté — dans la chambre où sont enfermés les amants, encore innocents, elle les avertit du danger, elle les fait partir. Ensuite, au lieu de les accompagner, elle reste là ; elle reste seule dans l'appartement du beau Malignon, elle y reste jusqu'à l'arrivée du mari, qu'elle aime mais dont elle n'est pas la maîtresse. Pourquoi l'attend-elle ? Comment pourra-t-elle lui expliquer et sa présence en ce lieu et l'envoi de la lettre anonyme ? Bagatelles que tout cela ! Elle reste, sans savoir elle-même pourquoi, mais enfin elle reste. Ainsi agissent les dames françaises honnêtes et chastes, quand elles sont douées d'un grand sang-froid et d'une raison très ferme, car ce sont là les traits distinctifs du caractère d'Hélène Mouret.

Elle est drôle, cette Hélène. Mais les dames japonaises qui, allant au bain, traversent les rues sans porter même la ceinture de Vénus, nous paraissent bien drôles aussi. Tout ici-bas est coutumes, mœurs et usages. Les femmes du Japon ont les leurs et les femmes de France en ont d'autres, et les femmes des Rougon-Macquart d'autres encore.

III

M. Zola ayant la prétention, justifiée ou non, d'écrire l'histoire naturelle et sociale d'une famille, il n'y a probablement aucune témérité de ma part à supposer que d'après lui, comme de l'avis de tous, un roman est une histoire, d'un genre particulier sans doute, mais enfin une histoire qui raconte par quelles péripéties, fatales peut-être, rationnelles en tout cas, un homme ou un groupe d'hommes se trouve à la fin dans une situation assez différente de celle du commencement.

On peut être un grand romancier sans suivre le vaste plan d'ensemble dont on juge à propos d'entretenir le public ; on peut l'être encore, par la puissance de l'imagination, sans connaître

bien exactement le monde dont on parle ; on ne peut l'être, en aucun cas, si l'on se montre incapable non seulement d'intéresser par un récit où se peignent vivement les hommes et les choses, mais aussi et surtout de dérouler les événements et les caractères suivant leur logique secrète. Il faut au romancier une certaine dose de talent dramatique. Ici Balzac est étonnant. M. Zola l'est-il aussi ? Une revue rapide de ses neuf romans nous permettra de répondre à cette question.

Je commence par les volumes qui se rattachent à l'histoire politique de l'Empire.

Le chapitre de M. Ténot que M. Zola a mis en coupe pour la *Fortune des Rougon*, lui a fourni une solide charpente bien capable de porter sa double fiction, la délicieuse idylle de Silvère et de Miette et le complot scélérat de Félicité. Si l'exécution répondait à la conception, ce volume serait un chef-d'œuvre. Mais alourdi par d'innombrables détails généalogiques, le récit est en outre haché comme à plaisir. On nous montre d'abord deux enfants inconnus se promenant amoureusement enlacés et rencontrant par hasard la troupe des insurgés. Puis, pendant plus de cent pages, on nous dit les origines et les destinées et les crimes et les appétits des Rougon-Macquart, depuis l'an 1787 jusqu'au moment où les insurgés, ayant en tête Miette avec son drapeau, pénètrent dans la ville endormie. Alors M. Zola revient aux deux enfants, remontant longuement aux premiers jours de leur affection. Ayant enfin, bien après le milieu du volume, achevé son exposition, il ramène Silvère et Miette auprès des insurgés, et l'histoire commence à marcher, il faut le dire, d'un pas vif et rapide. C'est très intéressant. C'est parfois saisissant, empoignant, par exemple lorsque Félicité entreprend d'amener les inoffensifs républicains de Plassans, sous la conduite de son beau-frère, le traître Macquart, devant la porte de l'Hôtel de Ville pour que son mari les puisse fusiller à bout portant. Sachant que le crime a réussi à Paris, elle comprend qu'on peut tout oser impunément et que celui qui osera le plus obtiendra aussi la récompense la plus éclatante. Cet épisode est une pure création de M. Zola et une création à la fois puissante et humainement vraie. Pourtant, à cette heure décisive, d'où dépend la fortune des

Rougon et celle aussi du roman, il y a dans le récit un vide, un trou à peine dissimulé. Il s'agit d'amener le rusé coquin Macquart à rendre ce service de Judas aux Rougon qu'il abhorre. De convictions politiques il n'en a certes point, mais sa haine est intense. Et puis, qui le garantit lui-même contre la mort à laquelle il doit conduire ses amis ? Il se jettera de côté lorsque Rougon fera ouvrir les portes de la mairie, répond M. Zola, comme si Macquart pouvait deviner d'où partiront les coups des assassins. On lui a promis, il est vrai, un billet de 1,000 francs : c'est fort alléchant. Mais qui sait mieux que lui ce que valent les promesses des Rougon ? Comment donc peut-il se fier à celle-ci ? Qu'on relise son entrevue avec sa belle-sœur et l'on verra que la difficulté est tout simplement escamotée. A vrai dire, je crois qu'elle était insoluble. Nous touchons ici à un trait particulier du talent de M. Zola. Lorsque, pour arriver au but qu'il se propose avec obstination, il a absolument besoin d'une rencontre impossible (c'est ici le concours de Macquart au triomphe des Rougon), il force cette rencontre en dépit du bon sens. A ces moments-là il interprète le document humain avec la désinvolture d'un vieux procureur. Il faut bien que le roman s'achève ! C'est que M. Zola conçoit le début et la fin de son œuvre sans avoir une notion quelconque du milieu. La fin chez lui n'est pas le dénouement naturel d'une situation ; c'est un but prescrit à l'avance que ses personnages doivent atteindre n'importe comment.

La *Conquête de Plassans*, le moins lu des romans de la série Rougon-Macquart, n'en est certes pas le plus mauvais. On y trouve une étude assez fouillée des mœurs du clergé et des luttes ardentes qui divisent une petite ville de province. Les lents et incessants progrès de l'abbé Faujas dans la prise de possession de Plassans, au profit de ses patrons occultes, et dans l'accaparement de la maison Mouret qui doit lui servir de base d'opérations, ces progrès presque invisibles sont marqués avec une grande habileté. Il me semble, toutefois, que la double intrigue, la double conquête amène M. Zola à fausser le caractère de l'abbé. Ce prêtre dur, impérieux, ambitieux, ne devrait pas être chaste seulement ; il devrait être parfaitement désintéressé,

car le désintéressement, comme la chasteté, sera pour ce frère de l'abbé Tigrane un moyen de parvenir et de gouverner. Je sais bien qu'il s'indigne de la cynique rapacité de sa sœur et qu'il défend avec fureur à sa mère d'emmagasiner ce qu'elle vole aux Mouret ; mais il vit sans scrupule aux dépens de Marthe, s'installant, lui et les siens, chez elle, dans son jardin, dans son salon, à sa table. C'est un vulgaire parasite. Eh bien, ce prêtre-là me paraît trop orgueilleux pour être aux crochets d'une femme. D'ailleurs, s'il agit ainsi, la ville entière, bien loin de se laisser subjuguier, s'ameutera contre lui, car en province on juge sévèrement les étrangers qui rongent l'héritage d'une famille. D'autre part, sans doute, si Faujas n'est pas le parasite de la femme, le mari, atteint de folie, ne viendra pas le brûler tout vif. La haute société de Plassans perdra un spectacle effrayant, nous n'aurons pas le tableau de l'incendie et le roman restera en l'air. M. Zola tient à cette catastrophe.

A propos de *Son Excellence Eugène Rougon*, je remarque de nouveau combien un fond historique est utile aux romans de M. Zola. Si je ne craignais d'exciter sa colère, je le rangerais parmi les écrivains « gras » qui ont une chair surabondante, fortement colorée, mais une chair molle, aux contours indécis et parfois monstrueux parce que l'ossature fait défaut. Il ne trouve guère dans son imagination les éléments solides, fermes et durs d'un squelette. Qui est Eugène Rougon ? D'après la date de son ministère à poigne, ce serait le général Espinasse ; d'après celle de son ministère d'État, ce serait l'avocat Billaut ; mais il est clair que M. Zola a fait poser devant lui un troisième personnage, un avocat de pays montagnard, dont il a copié la lourde encolure et reproduit l'étrange dialectique et la rhétorique pleine d'emphase. Quoi qu'il en soit, il vit, ce rude fils ou petit-fils de paysan. S'il sert l'Empire, c'est que tout ce qui est brutal lui plaît ; s'il sert le somnambule Napoléon III, c'est qu'il est, lui Rougon, « de la bande qui l'a fait ». Quand il succombe d'abord dans son duel avec l'aventurière Clorinde parce qu'il n'a que sa force et qu'elle « parbleu ! elle a autre chose », on sent bien qu'il prendra sa revanche. Il a sa force, mais il a aussi sa souplesse. L'Empire libéral ne pourra pas plus

se passer de lui que l'Empire proscripteur. Il y a donc beaucoup de talent dans ce livre. Malheureusement, au moment décisif, nous nous heurtons à une invraisemblance choquante.

La première disgrâce de Rougon dure depuis bien longtemps ; ni ses amis, ni lui-même, ni l'auteur ne découvrent le moyen de le faire rentrer au pouvoir, ce qui cependant est urgent pour les uns et les autres. Le hasard s'en mêle. Rougon est informé en termes précis du complot Orsini vingt-quatre heures avant l'attentat. Il devrait, semble-t-il, courir à l'empereur, lui montrer que seul, malgré sa disgrâce, il veille sur les jours sacrés de Sa Majesté, et puis attendre patiemment la récompense de son beau zèle. Non, ce n'est pas possible : l'empereur ne se rendrait pas le lendemain à l'Opéra et le roman se trouverait en contradiction flagrante avec des faits d'une notoriété universelle. Rougon, d'accord avec M. Zola, tiendra cette information très certaine comme non avenue. Il faut que Napoléon III ait peur pour tout de bon : quand il aura bien tremblé, il ne manquera point, paraît-il, d'appeler l'homme qu'il néglige depuis deux ans. Mais si le complot aboutissait ? Si l'empereur tombait avec l'impératrice sur les degrés de l'Opéra ? Si, au milieu de la stupeur générale, les républicains s'emparaient du pouvoir ? Ou si quelques généraux proclamaient soit le comte de Chambord, soit le comte de Paris ? Ou bien encore si Napoléon III, resté sain et sauf, finissait par apprendre l'abominable conduite de Rougon, connue d'un ou même de deux complices ? Bah ! s'est écrié le fils de la vieille Félicité, il y a une Providence ! Puis il a pris ses cartes et fait une patience qui lui réussit. Sa machiavélique combinaison lui réussit également, grâce à la Providence. Cela n'est pas fort étonnant, puisque dans un roman il n'y a d'autre providence que le bon plaisir de l'auteur, et qu'ici l'auteur a ses raisons de vouloir le succès de Rougon.

Comme les trois livres dont je viens de parler, le *Ventre de Paris* a la prétention d'être un roman politique. Mais ce titre si avenant cache plutôt un guide volumineux à travers les halles centrales, où se fait, paraît-il, la digestion de l'immense cité. C'est là une des principales découvertes de M. Zola. A côté de cette longue description il raconte l'histoire de Florent, pros crit de

décembre qui, échappé de Cayenne à travers mille périls, se met à conspirer, en véritable innocent, avec une demi-douzaine d'agents provocateurs. Pour que les aventures de Florent se rattachent aux halles, il est indispensable qu'il se fasse nommer inspecteur du poisson. Rien ne répugne à sa nature loyale et à ses haines légitimes comme d'accepter son pain des mains du gouvernement impérial. Il refuse énergiquement, mais on insiste, car il faut bien que M. Zola écrive le *Ventre de Paris* ; et un soir, chez son frère le charcutier, Florent, jusque-là indomptable, alangui soudain par les parfums du boudin et du saindoux, se sentant à fleur de peau mille chatouillements de graisse naissante, s'écriera : « Non ! c'est trop bête à la fin. J'accepte. » Désormais le livre marchera sans encombre. Passons.

IV

Passons aux romans d'amour, à ceux qui nous font assister aux faiblesses, aux chutes d'une jeune femme ou bien aussi d'un jeune prêtre.

M. Zola, vous ne l'ignorez point, a inventé le roman expérimental. Il le dit, et, si vous en doutez, vous n'avez qu'à lire la *Faute de l'abbé Mouret*. Étant donné un prêtre de vingt-cinq ans qui, au sortir d'une fièvre cérébrale, a si bien perdu la mémoire qu'il ne lui reste aucun souvenir de son caractère sacerdotal, qu'arrivera-t-il si pour sa convalescence on l'enferme au printemps dans un parc immense, le Paradou, sans aucune autre compagnie qu'une jeune fille de seize ans, fort jolie, dépourvue de tout préjugé et déjà amoureuse de lui ? Tel est le problème qu'a tâché de résoudre expérimentalement le docteur Pascal Rougon, qui représente en physiologie M. Zola, de même que Claude Lantier le représente dans les questions d'art. Sans être précisément un Claude Bernard II, on peut, je crois, prévoir à coup sûr le résultat d'une pareille convalescence. Il était même assez inutile de faire intervenir ici comme réactif « les pierres gonflées de passion », ni « l'air ayant un goût de fruit », ni même l'arbre mystérieux qui « avec sa langueur d'alcôve, avec son

balbutiement d'amour à peine distinct, tombant brusquement à un grand spasme muet, confie à l'oreille d'Albine ce que les mères murmurent aux épousées, le soir des noces ». Sans tous ces ingrédients-là, on aurait pu écrire à l'avance ces six mots pleins de majesté : « Albine se livra. Serge la posséda. »

Et après? Car, enfin, c'est ici que l'expérience devient vraiment intéressante et peut amener des résultats inattendus. Après? — S'étant écrié : « Je suis guéri, tu m'as donné toute ta santé », l'abbé recouvre la mémoire; il se rappelle subitement qu'il est prêtre, curé de la paroisse des Artaud, desservant de cette église qu'il voit à travers la brèche avec des moineaux sous les tuiles. Sans perdre une minute, il court s'enfermer dans son presbytère. Albine l'y relance bientôt : la pauvre enfant sera mère l'hiver prochain. Qui l'emportera de l'amant ou du prêtre? M. Zola n'en sait rien. Cela dépendra de la grâce, car M. Zola paraît croire à l'efficacité de la grâce quand la grâce peut le tirer d'embarras. Cela dépend aussi des odeurs. Celles de la campagne des Artaud sont enivrantes : l'abbé qui les respire retourne, le bréviaire sous le bras, joindre sa maîtresse au Paradou. Mais au Paradou l'automne règne avec ses fadeurs : l'encens dont il est imprégné lui monte au cerveau tout à coup et le ramène chaste à l'autel.

La *Faute de l'abbé Mouret* en est à la dix-septième édition. Si j'étais M. Zola j'en éprouverais un véritable désespoir. Il n'y a plus moyen de retirer de la circulation ce livre où se trouve entassé plus de ridicule qu'il n'en faudrait pour compromettre la réputation de vingt écrivains d'un talent bien supérieur à celui de l'auteur des *Rougon-Macquart*.

La *Curée*, fort ennuyeuse dans les parties consacrées aux spéculations de Saccard et aux fêtes débraillées de l'Empire, doit toute sa réputation aux amours de Renée avec l'insipide Maxime, le fils de son mari. Si l'auteur accumule ici des scènes d'une luxure presque bestiale, il sait peindre également d'un pinceau énergique ce que l'inceste communique à la passion d'excessif et d'effréné, et ensuite le vide morne et effrayant qu'il laisse après lui. C'est pour placer ces tableaux que le livre a été composé. Mais comment Maxime et Renée arrivent-ils à l'inceste?

L'évènement est, Dieu merci, assez rare pour qu'on se donne la peine de nous l'expliquer.

A trente ans, Renée qui « a mordu à toutes les pommes » s'ennuie prodigieusement et quête des jouissances inconnues. De son côté, Maxime, vieillard de vingt-deux ans environ, déclare « qu'il en a plein le dos » des amours ordinaires. Lui qui a séduit une domestique, lui qui soupe avec des filles, lui qui n'a jamais encore goûté au fruit de l'adultère, fruit d'une saveur toujours âpre même lorsqu'il se cueille aisément, il en est à rêver, dit-il de son air le plus fat, d'être aimé par une religieuse afin de ne pouvoir penser à sa maîtresse sans commettre un crime. Je veux bien prendre au sérieux les airs blasés de ce petit jeune homme et reconnaître que sa belle-mère et lui sont en bonne voie. Encore faudra-t-il quelque circonstance exceptionnelle qui les jette dans les bras l'un de l'autre presque à leur insu. Prendre un livre pour entremetteur, c'était bon au temps de la Francesca. Il faut autre chose, et c'est ici que le romancier doit faire ses preuves d'une connaissance profonde du « document humain ». M. Zola invente... le cabinet particulier, le salon blanc du café Riche ! Le cabinet particulier, c'est, paraît-il, le fruit défendu. Cette pensée déjà donne à Renée un délicieux frisson. L'odeur de poussière pénétrante et comme religieuse qui se dégage du tapis de l'escalier redouble son émotion. Le large divan lui cause une sorte de gêne, mais une gêne délicieuse. Sur la nappe damassée il passe un souffle d'adorable débauche... Dès qu'elle aura soupé, vous le comprenez, Maxime n'aura qu'à tendre les bras machinalement, sans songer à mal, comme il a l'habitude de le faire pour les jeunes personnes qu'il amène en ce lieu, et Renée s'y laissera glisser, et ils ne se relèveront qu'après avoir commis une infamie.

Si Renée, tout en étant corrompue autant qu'elle l'est, se trouvait être une petite provinciale entrant pour la première fois dans un de ces lieux « suspects et charmants », je ne dis pas que la chose n'eût pu se passer de la sorte. Mais Renée appartient au monde où l'on vit, où l'on soupe. Elle avoue, me semble-t-il, quatre amants de ce même monde qui se sont succédé dans ses faveurs. Elle a aussi le souvenir d'une amourette de trottoir

avec un employé dont elle n'a pas su le nom, et qui, l'ayant suivie, a été récompensé sur l'heure même. Très souvent elle ne rentre pas pour le dîner sans qu'on s'en inquiète. Et cette femme de trente ans, si expérimentée, n'a jamais mis les pieds dans un cabinet particulier ! Car c'est bien ainsi que l'entend M. Zola. Il ignore donc son Paris au point de ne pas se douter que des femmes n'ayant figuré dans aucune aventure galante connaissent ces lieux de perdition et qu'un de leurs premiers caprices pendant la lune de miel a été de s'y faire conduire par leur mari ? Malheureuse Renée ! si l'un de ses quatre ou cinq amants avait eu pour elle la même complaisance, ni l'odeur pénétrante et religieuse du tapis, ni le souffle d'adorable débauche qui passe sur la nappe n'auraient fait d'elle une Phèdre moderne. A quoi tiennent pourtant nos destinées ?

Quelque autre circonstance l'eût fait tomber tôt ou tard, dites-vous. Fort bien ! Mais c'est tout juste cette autre circonstance qu'il fallait nous raconter.

Une Page d'amour est l'idylle parisienne au même titre que *la Faute de l'abbé Mouret* est l'idylle provinciale. M. Zola veut décrire comment une honnête femme, après une violente secousse de la passion, retrouve la pleine possession d'elle-même. Il faut qu'elle succombe, mais que cette chute ne la trouble point assez pour l'entraîner plus loin. Elle se relèvera sur-le-champ, déjà presque calmée. Il s'agit d'Hélène Mouret. Vous vous rappelez que nous l'avons laissée dans l'appartement du beau Malignon, restant là, on ne saura jamais pourquoi, jusqu'à ce que survienne le docteur Deberle, qui s'attend à trouver sa femme en conversation criminelle. Hélène et le docteur se sont avoué depuis longtemps qu'ils s'aiment. Quand il la rencontre ici, il s'imaginer, avec la suffisance et la bêtise d'un amoureux, que c'est pour lui donner un premier rendez-vous qu'elle lui a écrit une lettre anonyme. Elle ne le détrompe pas et elle s'abandonne. Oui, ici, dans l'appartement du fat Malignon, qui d'un instant à l'autre peut rentrer et les surprendre, car les portes (Hélène le sait) ferment très mal. Ici, dans la pièce d'où vient à peine de sortir la femme du docteur, son amie, qui y était venue jouer avec le danger par curiosité perverse, et qui, sans son intervention souverainement

opportune, se trouverait, à cette heure même, là, où elle se trouve. L'odeur de verveine de l'une n'a pu encore chasser l'odeur de musc de l'autre. Et tout ce qu'il y a chez Hélène de pudeur ne proteste point? Et elle ne s'écrie pas : « Oui, à toi quand tu voudras, où tu voudras, mais pas ici ! pas ici ! » Cela est monstrueux. Ah ! si Hélène était une de ces femmes « saiges et avisées » dont les ruses remplissent les fabliaux du moyen âge et les contes de La Fontaine, nous comprendrions à merveille : elle aurait joué un tour impayable à l'autre couple en le chassant du nid pour s'y blottir elle-même avec son galant ; et ce qu'il y aurait de plus comique, c'est que son galant serait le mari de l'autre, de la jolie brune douillette qui s'en va toute penaude à côté du piteux Malignon. Hé ! du tout. Nous sommes en présence d'une honnête femme, droite, franche, chaste, car jamais rien ne l'a encore souillée. M. Zola me paraît impardonnable de n'avoir pas compris qu'une pareille scène, si elle ne tourne pas en gauchiserie, est tout simplement odieuse.

Mais voici qu'il nous jette dans un nouvel étonnement. Au bout de trois à quatre heures, « quand Hélène revient chercher ses souliers devant le feu, elle pense que jamais ils ne s'étaient moins aimés que ce jour-là ». Remarquez-le, ils s'aiment d'une passion profonde qu'ils contiennent et combattent depuis plusieurs mois. Bien loin de se livrer à l'empirement brutal qui effraye et révolte la femme, Deberle vient de se montrer doux, affectueux, très tendre, entourant d'abord de soins touchants son amie mouillée et transie par l'orage et ne se laissant aller que lentement et timidement à des caresses. Pendant ces longues heures, « pendant l'enivrement qui succède au plaisir », comme dit Musset, ils ont dû se confesser l'un à l'autre tous les secrets d'amour qui faisaient éclater leurs cœurs trop pleins et qui en débordent maintenant délicieusement. Et Hélène n'éprouve aucune joie ? Elle sort de là plus froide que les jours où ils échangeaient devant le monde un timide regard ? Il lui semble que cette fois ils se sont bien peu aimés ! C'est à n'y rien comprendre. Lorsqu'une femme se livre par caprice ou par curiosité, elle doit éprouver, je pense, ce désenchantement. Tout à l'heure, quand M^{me} Deberle, poussée chez Malignon par une

vague idée de débauche, s'apercevait qu'il faudrait bien qu'elle allât jusqu'au bout de cette stupide aventure, « ce fut, nous disait M. Zola, une des minutes les plus désagréables de son existence ». Très juste ! Mais entre le cas de M^{me} Deberle et celui d'Hélène il y a un abîme : pourquoi leur prêtez-vous des sensations analogues ? Vous qui parlez sans cesse de l'odeur de la femme, n'avez-vous donc aucune intelligence de son âme ? Au commencement de l'entrevue des amants, vous attribuez à Hélène, contre toute vraisemblance, une absence de pudeur, une indécatesse intolérables, et à présent, contre toute vraisemblance aussi, vous lui donnez une nature insensible, éthérée, dédaigneuse des voluptés de l'amour. Cette froideur ne se justifierait que si, par suite de scrupules religieux ou au nom d'un idéal moral, Hélène se reprochait sa faiblesse. Si elle croyait avoir irrité le Créateur, ou si elle pensait qu'en se donnant sans réserve à un homme qui ne peut lui appartenir tout entier, elle s'est avilie, puisque tout partage avilit la femme, elle pourrait et elle devrait, en effet, ressentir en ce moment une tristesse dont l'amertume empoisonnerait son bonheur. Mais Hélène n'est pas dévote, et, de même que tous les autres personnages de M. Zola, Hélène s'inquiète peu des raffinements de la morale. Veuve et par conséquent maîtresse de sa personne, elle ne se reproche point d'en avoir disposé à son gré. Il n'y a chez elle aucune trace de scrupule, « ni joie, ni remords », nous dit-on. Dès lors, sa froideur, son mécontentement, sa déception après les heures qu'elle a passées dans les bras de son amant, ne s'expliquent d'aucune manière au point de vue de la vérité psychologique, au point de vue de la nature humaine. Au point de vue du roman, c'est tout autre chose, j'en tombe d'accord. M. Zola ne pouvait absolument pas la laisser s'engager davantage dans sa passion, car il avait décidé qu'à la fin du volume, vingt-deux mois plus tard, elle pêcherait tranquillement à la ligne aux côtés d'un brave négociant retiré des affaires. Cela était écrit dans le livre des destinées de la famille Rougon-Macquart. Or, comme M. Zola a introduit dans la composition littéraire l'utile principe que la fin justifie les moyens, il s'est cru autorisé à rendre subitement anémique la passion d'Hélène Mouret.

V

Nous arrivons aux deux volumes par lesquels l'auteur des *Rougon-Macquart* s'est imposé violemment à l'attention du public, l'*Assommoir* et *Nana*.

Il y a dans l'*Assommoir*, nous dit-il, un essai « philologique » et une « étude sociale ». L'essai philologique consiste dans la tentative d'écrire un roman en une langue aussi populaire et parfois aussi canaille, aussi malpropre, que les personnages mis en scène : j'y reviendrai. L'étude sociale a pour objet « la déchéance fatale d'une famille ouvrière dans le milieu empesté de nos faubourgs ». Il m'est impossible de ne pas rappeler que, pour les deux éléments de l'*Assommoir*, l'auteur a puisé à pleines mains dans le livre de M. Denis Poulot : *Le Sublime, ou le Travailleur comme il est en 1870 et ce qu'il peut être*. La substance de la première partie de ce livre, avec ses croquis extrêmement vivants, avec sa liste de sobriquets, avec son vocabulaire, a passé dans le roman. On se contente en général de citer le fait que M. Zola a copié textuellement dans le *Sublime* la seule conversation politique de tout son faubourg et le catalogue de la petite bibliothèque de Lantier. Mais il a emprunté à son devancier les types, les caractères, le costume, le langage, le milieu. Sans le *Sublime*, bien certainement, l'*Assommoir* n'existerait pas. Il y a une grande différence, sans doute, entre les deux auteurs : M. Poulot connaît et décrit à côté des « sublimes », à côté d'un Coupeau et d'un Lantier, d'un Mes-Bottes et d'un Bibi-la-Grillade, une foule d'ouvriers sobres, rangés, travailleurs, très polis, très intelligents, cherchant à s'instruire, ne reculant devant aucune dépense pour donner de l'instruction à leurs enfants, tandis que l'œil de M. Zola n'aperçoit partout que vice, corruption, malpropreté physique et morale. Son seul brave homme, Goujet, est un grand nigaud. Si les ouvriers de Paris ressemblaient en majorité à ceux qui peuplent l'*Assommoir*, tous avilis et n'ayant même plus l'insolence mordante du pâle et maigre voyou, Paris ne serait plus Paris, mais je ne sais quelle morne cité, quelque chose comme une immense Croix-

Rousse, sans la passion politique des canuts et sans la sombre dévotion des affiliés à Saint-Joseph.

Il est arrivé, d'ailleurs, à M. Zola pour l'*Assommoir* ce qui lui arrive toujours lorsqu'il peut s'appuyer sur autrui. Son récit a pris de la fermeté et de la vigueur. L'imagination de l'auteur des *Rougon-Macquart* rappelle ces plantes à la végétation molle quoique exubérante, qui, abandonnées à elles-mêmes, s'affaissent en un épais amas feuillu et charnu, et qui, s'accrochant à un mur, peuvent s'élever, grandir et s'étendre au loin. Tandis que le *Ventre de Paris* ou l'*Abbé Mouret* nous offre un tableau d'une uniformité fatigante, qu'une sorte de mouvement d'horloge place en vain sous des jours différents pour lui donner une apparence de vie, l'*Assommoir* nous présente une histoire qui se déroule et progresse.

M. Zola ne l'eût pas dit à M. de Amicis (1) que je l'aurais deviné sans peine : ce sont les scènes de *delirium tremens* qu'il a conçues tout d'abord. Ayant été témoin d'accès de cette affreuse maladie et ayant pris ses notes, il a résolu que sa famille d'ouvriers y arriverait « fatalement ». La famille, c'est à l'origine Gervaise et Lantier. A Plassans, dans le tout premier volume, Gervaise est déjà portée furieusement aux liqueurs, vidant volontiers le soir avec sa mère un litre d'anisette. Si on la laissait continuer, le *delirium tremens* ne tarderait guère. Mais il faut la matière d'un volume. On supprime donc cette première période d'ivrognerie de Gervaise et on nous la montre, à Paris, très sobre, acceptant bien une prune chez le père Colombe, mais « laissant la sauce ». En même temps qu'il la débarrasse de son vice, M. Zola la sépare de Lantier, qu'il a connu, dit-on, en chair et en os et qui est en tout cas une des figures les mieux réussies de son album de photographies. Lantier a toutes les corruptions, mais il est trop fin pour se laisser jamais dominer par l'alcool ; ce n'est pas lui qui finira dans un cabanon de Sainte-Anne. Il faut donc l'écarter. Coupeau le remplace, le gentil ouvrier zingueur, et Gervaise et lui vivent très heureux pendant trois à quatre ans. Vous savez comment Coupeau se débauche : il tombe

(1) *Souvenirs de Paris et de Londres.*

d'un toit, se laisse dorloter, traiter en enfant gâté, et quand il est rétabli, il a la fibre molle, il craint l'ouvrage; le cabaret le réclame. Mais tant que Gervaise ne faiblira pas, la famille ne saurait déchoir profondément. Pour que Gervaise faiblisse à son tour, pour qu'elle suive son mari sur la pente qui conduit à Sainte-Anne et que même elle l'y pousse, il faut évidemment que chez elle la femme commence par s'avilir en se partageant entre Coupeau et un autre. Or, la situation étant telle que la décrit M. Zola, un seul amant est humainement possible, le brave Goujet, qui adore Gervaise et qui en est aimé. Seulement Goujet ne consentira jamais au partage, il ne la prendra que pour en faire sa femme, dût-il s'expatrier avec elle. Il ne semble pas qu'une autre issue soit possible. Acculé à cette impasse, M. Zola, nous le savons, a passé bien des jours dans l'agitation et le mécontentement : la famille d'ouvriers ne se laissait pas empester, elle tournait le dos au *delirium tremens* ! Un matin, tout à coup, un rayon d'en haut illumina son esprit. Il poussa un cri de joie, son roman était fait. Par un véritable coup d'état, il ramène Lantier, l'introduit dans le ménage, lui donne une chambre communiquant avec celle de Gervaise, et c'est Coupeau qui le veut, Coupeau qui pourtant sait tout ! Il serait difficile de découvrir dans un autre roman du XIX^e siècle une page aussi radicalement fausse que celle où a lieu ce revirement subit et absurde. Il n'y a qu'une page, en effet, et très courte. Le zingueur, apercevant le chapelier de l'autre côté de la rue, sort de la boutique pour se jeter sur lui. Les deux hommes se provoquent, se menacent, s'injurient, d'abord avec brutalité, puis « d'un ton où perçait une pointe de tendresse ». Cependant Coupeau empoigne brusquement Lantier — et l'emmène dîner chez lui, où l'on fait tout juste bombance avec des voisins. « Il dit simplement : C'est un ami. »

Soyons amis, Cinna, c'est moi qui t'en convie !

Désormais nous pouvons être sans inquiétude, Gervaise roulera jusqu'au fond. Ainsi le veut une très étrange « fatalité ».

Vous ne rencontrerez aucune page de ce genre dans *Nana*, parce que dans *Nana* il n'y a point d'histoire du tout. Sauf ses

débuts au théâtre, qui la lancent décidément dans la haute galanterie, et sauf son éclipse avec Fontan derrière les hauteurs de Montmartre, il n'y a dans la vie de l'héroïne d'autres événements que la succession monotone de ses amants et parfois leurs rencontres imprévues dans sa chambre à coucher, quand elle oublie de pousser le verrou. Elle en reçoit tant, que M. Zola lui-même ne s'y reconnaît pas toujours. Elle et lui en perdent en route. Le petit Georges, dit Zizi, est tellement oublié après son coup de ciseaux dans le cœur que lorsqu'on apprend ensuite sa mort, on est tout surpris non pas qu'il soit trépassé, mais qu'il ait encore vécu. Quant à son frère Philippe, élégant officier qui a volé et commis des faux pour acheter de petits cadeaux à la courtisane, il faudrait le faire comparaitre devant un conseil de guerre. Mais cela distrairait l'attention, amènerait une action dans un livre qui ne peut ni ne doit en avoir. Par un procédé de justice militaire dont il garde le secret, M. Zola lui ouvre les portes de la prison, — simplement, comme Coupeau ouvre à Lantier la porte de la chambre de sa femme, — et l'on n'en parlera plus. Une foule d'autres personnages qui s'installent largement au début disparaissent dans une sorte de brouillard. La comtesse Sabine est une ombre, pareille aux ombres que son mari voit se dessiner sur les rideaux de Fauchery, la nuit qu'elle passe en chemin de fer. Sa fille Estelle, si menaçante dans sa sécheresse virginale, n'apparaît que pour s'évanouir. Le marquis de Chouard, que tout semble désigner d'abord comme un des acteurs principaux du roman, pouvait fort bien être mort et enterré, quand tout à la fin il apporte quatre billets de mille francs sur le lit d'orfèvrerie sculptural que devrait payer son gendre. M. Venot, ce marguillier de la Madeleine, ce chargé d'affaires des sacristies, ce petit vieillard au visage terreux, aux yeux d'acier, devant lequel tout le monde s'incline avec crainte, — qui n'aurait cru que M. Théophile Venot serait appelé à jouer un rôle important et ténébreux ? Il se contente d'accompagner Muffat, la première fois, jusqu'à la porte du boudoir et, dans les derniers temps, de venir l'y chercher de temps à autre. Pourquoi faire ? Nul ne le sait. Rien ne se tient dans cet ouvrage, un des plus mal composés de la littérature moderne, qui est tout ce qu'on voudra excepté un roman, excepté

le récit du développement logique d'une situation ou d'un caractère. Les mêmes scènes s'y répètent indéfiniment, si bien que le livre pourrait être, avec une égale raison, dix fois plus long ou dix fois plus court.

Cela déjà irrite le lecteur ; mais en outre il se creuse en vain l'esprit pour découvrir la cause secrète de deux faits qui dominent tout et que M. Zola ne daigne point expliquer.

D'abord d'où vient le béguin (pardon du mot, mais il est approprié à la chose), le béguin de Nana pour le comte Muffat ? Il n'est ni beau, ni jeune, ni aimable, ni particulièrement riche. Son titre de chambellan de l'impératrice ne peut éblouir une fille qui connaît intimement l'héritier d'une monarchie puissante. Qu'est-ce donc qui l'attire ? Dès le premier jour elle ne veut entendre parler que de lui, elle le réclame impérieusement, et lorsqu'il s'approche elle s'émeut toute confuse et tout épanouie. Elle se défend durant six mois comme si elle avait peur de l'empire qu'il prendrait sur elle, puis elle lui accorde tout, quoique longtemps il ignore, dans sa naïveté de dévot, l'usage de témoigner sa gratitude en espèces sonnantes et trébuchantes. Elle lui fera certes des avanies plus tard, mais elle l'en consolera avec une sorte de tendresse maternelle, ne pouvant se résoudre à le « lâcher » définitivement. Et cependant auprès de lui elle n'éprouve point de plaisirs !

Autre mystère. Qu'est-ce donc qui attache à Nana, par des liens indissolubles, Muffat lui-même et Georges et Philippe et Steiner et Vandeuves et tous les autres, malgré ses infidélités de chaque jour, presque de chaque heure et, ce qui est bien pire, malgré ses mœurs immondes ? C'est une belle femme, une blonde grasse, ce qui sous la plume de M. Zola apparaît comme le comble de la perfection ; elle a de vives carnations, une chevelure d'un fauve splendide. Mais enfin il est par le monde d'autres belles femmes, non moins blondes et non moins grasses, aux carnations tout aussi vives et à la chevelure également fauve. Il me souvient d'avoir entendu parler quelque part de ses gros membres de faubourienne. J'ignore si c'est une perfection de plus ; mais en tout cas cette perfection-là n'est point introuvable en dehors de Nana. L'élégance lui fait défaut, et il ne semble pas qu'elle soit hors ligne

non plus dans les manières canailles qui enchantent les vieux débauchés. D'esprit elle n'en possède aucune trace, et d'ailleurs qu'en feraient les hommes de M. Zola ? Elle n'a que son corps avec ou sans les gros membres de faubourienne, et c'est dans son corps que le romancier devrait nous montrer le secret de sa magie, ce je ne sais quoi de capiteux qui enivre ses amants et qu'ils ne rencontrent pas ailleurs. Mignon paraît avoir eu ses idées là-dessus, si j'en juge par l'enthousiasme qu'il éprouve un jour à l'aspect des richesses accumulées dans l'hôtel de Nana et surtout à la pensée de l'art avec lequel elle les a acquises. Il s'exprime un peu autrement. Si ce passage a été écrit avec intention, et qui peut en douter ? j'estime M. Zola d'une timidité ridicule. Il tenait en main un sujet de pure physiologie pornographique, et, au lieu de s'y lancer en plein, il a composé un roman très dégoûtant, je n'en disconviens pas, mais qui est rempli d'obscurités et de réticences. M. Zola mérite le nom qu'on a donné à certains pauvres ; c'est un naturaliste honteux.

Si M. Zola recule devant la réalité, le talent dramatique dont il fait preuve dans ses volumes sur les *Rougon-Macquart* est bien incomplet. Dans les uns il n'y a pas d'action, et ce sont évidemment ses romans préférés ; dans les autres, à l'heure critique, le fil de l'action casse. Chez lui la création des caractères et le choix des scènes où ils doivent figurer ne sont pas dans une dépendance réciproque. Après qu'il a lancé ses personnages, ne sachant où les conduire, il les fait dérailler. C'est sa manière, à lui, de conduire un train.

T. COLANI.

(La fin à la prochaine livraison.)

PÉPISTRELLO ⁽¹⁾

DEUXIÈME PARTIE

Le lendemain, de bonne heure, je retournai au Lagherello qui n'est pas très loin de la ville d'Orte, cinq ou six milles seulement, et je jetai dans l'étang ma *girella*. Les poissons, là, sont petits, mais ils ne sont pas mauvais ; en peu de temps, ils entrèrent dans mes filets. Je les retirai, les mis dans un panier d'oseille, et je dirigeai mes pas tout droit vers la villa de Sant'Aloïsa.

Je la voyais, se détachant grise et nue du vert sombre du bosquet de chênes verts et de cyprès ; il n'y avait ni murs ni haies autour de la maison ; elle ressemblait à une prison ou à une caserne vide. Une petite porte, à côté, était à moitié ouverte. J'entrai brusquement. Une vieille femme, maigre et sombre, filait dans un coin. Elle m'interrogea, me toisa, et finit par appeler son maître. Je vis Taddeo Marchiani, petit, grêlé, laid, ayant cinquante ans au moins : le maître d'elle.

Il discuta aigrement le prix des poissons. Enfin je les jetai à terre, en disant :

— Comte, j'ai soif ; donnez-moi un peu de vin, ces poissons sont à vous.

Il sembla content. Il m'emmena dans une chambre plus petite, et me versa un verre de *mezzo vino*. C'était mauvais, mais je le bus.

(1) Tous droits de reproduction et de traduction réservés.

Je le regardai. Si j'avais voulu l'étrangler, d'une main seule j'aurais pu le faire.

La maison semblait vide.

Ordinairement, chez nous, ces grandes villas sont pleines de vie, si ce n'est que d'une vie campagnarde; le bourdonnement des paysans les remplit d'un grand bruit; on voit les hommes et les femmes allant et venant aux vers à soie, aux armoires de linge, aux chambres de fruits secs, aux caves de vin nouveau; mais ici il n'y avait rien de tout cela : un silence absolu régnait partout.

Il me congédia. Je sortis, étant venu en vain. Je me trouvai hors de la porte, avec mon cœur serré et mon sang tout enflammé.

Que faire?

A mon oreille, la vieille paysanne murmura :

— Tiens! reviens! Madama Flavia désire te voir.

Mon cœur bondit comme une chèvre des montagnes. Elle m'avait donc vu! — Elle m'avait peut-être reconnu!

Mes jambes tremblaient. Je suivis la paysanne, et je vis une chambre ornée de vieilles tapisseries, très obscure, très triste. Je la voyais, là, toute seule, ne faisant rien; elle souriait du même sourire qui avait donné la mort à Phœbus; elle me demanda :

— Et l'enfant? Est-ce qu'il en mourra?

Je balbutiai quelques mots : rien de raisonnable. Je la regardais.

Elle m'avait bien reconnu.

— Pourquoi avez-vous mal fait votre tour ce jour-là? me dit-elle. C'était stupide.

Je lui répondis :

— Je vous voyais.

Elle fronça les sourcils un moment, puis elle rit avec un peu de dédain.

— Vous n'êtes pas fait de fer et d'acier alors, comme on l'a prétendu, dit-elle tranquillement. Allez-vous-en, et demain rapportez des poissons pour mon mari.

Et la vieille paysanne me conduisit jusqu'à la porte.

J'étais hors de moi-même.

J'avais dit mon secret d'amour à brûle-pourpoint ; et, au lieu de me chasser, elle m'ordonnait d'y retourner le lendemain ! J'étais ivre de joie. Pauvre Hercule, imbécile que je faisais !

Elle m'avait ordonné d'y retourner le lendemain ! J'étais heureux.

Ce soir-là, ma mère mangea son souper toute seule, chez elle. La nuit me trouva aux bords du Lagherello. Je mis mes filets dans l'eau ; je me couchai dans la cabane abandonnée d'un pâtre absent. J'avais oublié Phœbus. Je ne voyais qu'elle !

Toute la nuit, je restai sur les herbes desséchées qui formaient une espèce de lit dans la hutte du berger ; j'entendais les grenouilles qui coassaient et les grillons qui chantaient dans la chaleur et dans l'obscurité. Je regardais les grandes planètes palpitantes dans le ciel ; entre lui et la lumière blanche de la lune s'élevait une masse noire et carrée : c'était la villa de Sant' Aloïsa.

Dieu de Dieu ! j'étais fou, ce soir-là. Dans ma vie courte et gaie, j'avais connu les passions de la jeunesse ; même des dames bien au-dessus de moi avaient jeté quelquefois leurs regards dans l'arène, comme les dames espagnoles, dit-on, cherchent leurs amants parmi les *toreros*. Mais j'étais resté toujours le cœur léger ; j'aimais, je riaais, je m'en allais, voilà tout, dans la belle liberté du vrai vagabond. Mais maintenant tout le monde me semblait mort ; mort le ciel, morte la terre. Une seule femme était vivante, dont les yeux remplissaient l'univers !

Savez-vous ce que je veux dire ? — Non ! — Alors vous ne connaissez pas l'amour.

Toute cette nuit je fus sans sommeil ; la nuit est courte et chaude en cette saison. Quand la lumière rouge du coucher du soleil disparaît, presque aussitôt s'élève la lumière rose de l'aurore.

C'est la belle aurore ! je ne la verrai plus demain matin ; je verrai un peu de sa beauté à travers les barreaux de fer, au-dessus du Tevere. Quand l'aube du jour paraîtra et fera rougir la plaine blanche et les eaux pâles, je serai mort : une chose sans tête, pliée rudement et jetée dans la chaux, et les mé-

decins, si sages, arriveront avec leurs bistouris et leurs couteaux et les plongeront dans ma cervelle, et verseront le plâtre mou sur mon crâne pour en prendre un moule ; et, un jour, on dira peut-être au musée : « Une belle tête ! et il fut cependant un assassin, rien qu'un assassin ! »

Eh bien ! n'importe. Même si je pouvais vivre cent ans, jamais l'aube du jour n'aurait de lumière pour moi.

Tout est noir, tout, tout !

C'est le moment de mourir !

Ce spir-là, dans la cabane du berger absent dans les montagnes avec ses troupeaux et ses chiens blancs, j'attendis avec une impatience sans bornes le lever du soleil. Je comptais les heures de la nuit. Nous sommes tellement bêtes, nous autres ; nous avons en tout si peu d'heures, et cependant nous leur souhaitons des ailes, et les jetons en arrière, goûtées à peine, comme un enfant jette derrière lui ses joujoux brisés et dédaignés.

Aussitôt qu'il fut vraiment jour, je retirai les poissons de ma grande girella et m'approchai de nouveau de Sant' Aloïsa. La brume fiévreuse se penchait au-dessus des marais ; le sol était aride et fendu ; la terre avait soif partout ; toute chose était pâle, poudreuse, poussiéreuse ; dans le mois d'août, c'est toujours ainsi en Italie.

Je m'approchai de la villa : la vieille paysanne me vit. Elle était sur le seuil de la petite porte avec sa quenouille.

— Entrez donc, me dit-elle. Marchiani est allé à Giovi pour rapporter des poissons à Madama Flavia !

Madama Flavia ! Combien de fois le Tevere a entendu un pareil nom soupiré par les lèvres d'un amant, au son d'une guitare ou crié en combat ou en duel, ou soufflé tout bas, tout bas, quand un esclave versait du poison dans la coupe.

Madama Flavia ! — Toute l'Italie est dans ces mots, tout l'amour !

Il y a une magie terrible dans les noms quelquefois. Madama Flavia ! Elle était la femme de son nom, avec des yeux qui brûlaient ce qu'ils regardaient, et une bouche comme les feuilles plissées au cœur de la rose ; une femme faite pour s'agenouiller

le matin à l'ombre de l'église et descendre le soir dans la foule des masques au bal et enivrer les hommes au premier sourire.

Je tremblais devant elle.

Toute la nuit j'avais veillé sur son pâle et sombre château s'élevant hors de la brume grise des oliviers contre l'obscurité empourprée des cieux, et elle savait cela si bien.

J'entrai dans cette chambre aux *arazzi* fanés, et je tremblais, je n'osais pas la regarder. Elle était Madama Flavia et moi j'étais Pépistrello le jongleur.

Que pouvais-je lui dire ?

J'aurais voulu tomber à ses pieds et l'étouffer dans mes bras, mais les mots, — les mots si faibles, si bêtes, quand on aime, — me manquaient. Sans doute à elle je paraissais un pauvre grand sot stupide.

Elle se leva debout, penchée sur un vase ancien en marbre blanc et jauni par les siècles. Elle portait dans son sein quelques œillets rouges. Leur parfum arrivait jusqu'à mes narines. La chambre était pauvre, fanée, vide, meublée à peine avec quelques vieux objets et des étoffes en lambeaux ; mais, elle, elle avait la beauté royale qu'avait eue Madama Lucrezia dans les jours où les Borgias furent sur la terre.

Elle me regardait en silence. Elle s'amusait de moi, sans doute.

Tout d'un coup elle dit :

— Vous êtes fort ?

C'était drôle de me dire ça ; c'était tout comme si elle eût dit que le bœuf était fort au joug de la charrue, que le Tevere était fort dans ses débordements insensés !

— Pourquoi avez-vous quitté l'arène ? demanda-t-elle dans le même moment. Je murmurai : — Depuis que l'enfant est tombé.

Elle sourit un peu.

— Ah ! le remords ? Mais la faute n'était point à vous. Je suis *jettatrice*, moi !

— Je le sais !

— Pourquoi restez-vous donc ici ?

Alors la paralysie de mon silence fut rompue ; les paroles

coururent sur mes lèvres ; j'étais fou et je parlais follement.

— Parce que mieux vaut un moment de votre regard que des siècles passés auprès de Dieu ! Je lui criai : — *Madama*, je suis un homme ignorant, inutile et sot ; ça, je le sais ; je n'ai rien fait que de lutter et sauter, et faire fête au gros peuple ; je n'ai jamais travaillé ; c'est une chienne de vie, — peut-être, — et j'ai tué *Phœbus*, et ma mère est une vieille femme avant l'âge à cause de moi ; je suis enfin un saltimbanque, un jongleur, bon à faire rire : voilà tout. Sans mes paillettes, je ne suis qu'un paysan. Mais tout de même, dans le monde entier, vous ne trouverez jamais un autre homme qui saurait vous aimer comme moi je vous aime ; — vous ayant vue deux fois. Voilà !

Je m'arrêtai ; le son de ma propre voix m'effrayait ; les tapisseries fanées tournaient autour de moi ; elle me regardait, penchée elle-même sur le vase de marbre.

Il me sembla qu'elle réfléchissait.

Elle n'était pas étonnée, non, ni en colère ; elle réfléchissait, ses yeux étaient pleins d'une méditation rêveuse.

Alors tout d'un coup elle dit :

— Si le comte *Taddeo* vous entendait ? Mais que pourrait-il faire ? Vous pourriez le briser entre le pouce et l'index, n'est-ce pas ? Il n'est pas fort, mon mari !

Et elle riait en disant cela.

Je ne savais pas pourquoi, mais je frissonnais en entendant ce rire-là ; belle musique d'une flûte d'argent, mais qui sonnait faux sortant de cette gorge blanche, de ces lèvres de rose.

— Vous l'avez vu, mon mari ? dit-elle et elle ne riait plus et son visage devint sombre et triste. Quel beau mari, n'est-ce pas, et tellement bon ! Je n'ai jamais un sou dans ma poche ; je ne vois personne, si ce n'est le prêtre plus avare que lui ! Nous mangeons du pain noir ; nous buvons le petit vin bleu, nous nous renfermons ici ; deux ou trois fois par an je vais à *Orte* ou à *Giovi*, comme c'est beau ! C'est mon père qui m'a donnée à lui.

Elle me regardait ; moi je baissais les yeux ; je sentais un vertige qui s'emparait de moi.

— Il est riche pourtant ! dit-elle bruyamment. Ah ! comme il est riche ! Il a de l'or dans la terre, sous l'eau, dans l'écorce

des arbres, sous les soliveaux du toit; il a de l'or partout, Taddeo.

Elle me regardait plus fixement. L'or! Qu'est-ce que me faisaient tout l'or et toutes les monnaies du monde?

Je ne voyais qu'elle.

— Et il vit comme cette araignée grise sous la poussière au coin! — Elle reprit avec un grand mépris, un mépris terrible et sans pitié : — C'est son choix à lui et moi je ne suis que sa femme.

Elle s'arrêta, elle attendait quelque réponse. Mais moi j'étais hébété; je ne comprenais pas, je n'osais pas; je n'étais que Pépistrello le jongleur.

Si j'avais été roi ou prince, je me serais jeté à ses pieds; mais je n'osais pas, je me sentais si petit devant elle, un rustre, un lourdaud, bon à rien.

Elle mordait de sa belle lèvre inférieure le pétale rouge d'un œillet.

Elle s'impatiait, mais je ne comprenais pas encore.

Je tremblais de tout mon corps.

— Pourquoi n'ai-je pas votre force? dit-elle impatientée. Vous n'en faites rien, vous pêchez dans l'étang? Bah! Taddeo peut en faire autant!

— Je ferai ce que vous voudrez que je fasse! — Je parlais dans une sorte de stupeur. Un espoir si immense, une lumière si éblouissante tombait sur moi que je perdais la tête, je ne trouvais pas un mot juste.

— Moi? je ne veux rien, dit-elle froidement; mais si j'étais à votre place, quelles belles choses je ferais! Ah! mais je ne suis pas vous, je ne suis qu'une femme, la femme d'un vieillard, d'un misérable, d'un taquin. Dans le vieux temps, voyez-vous, — et elle fit un geste vers les figures fanées sur les tapisseries des murs, — les femmes tristes trouvaient de beaux paladins qui les délivraient de leur cachot à la pointe de l'épée, — au moins on le dit, — mais ces jours-là sont passés. Maintenant les hommes sont petits, ils ont peur.

— Que voulez-vous de moi? dis-je d'une voix entrecoupée. Dites! je suis votre serviteur et je n'ai point peur.

Elle mordait les feuilles rouges de l'œillet; elle réfléchissait, elle n'était pas étonnée. Ses yeux avaient un éclat sombre.

— J'ai vingt-deux ans, dit-elle lentement, et je suis belle, et je suis la femme de Taddeo Marchiani, et la vie pour moi n'a point d'aurore, c'est un brouillard perpétuel gris et vague, qui m'étouffe, m'étouffe!

Elle porta la main à sa gorge comme si, en vérité, elle étouffait.

— Que voulez-vous de moi? dis-je bêtement, et je m'agenouillai, et je pris le bord de sa robe, et je le portai à mes lèvres, tout tremblant.

J'étais un imbécile.

Je ne savais pas qu'il faut toujours deviner ce que veut la femme, le demander jamais. Elle me repoussa un peu brusquement.

— Rien! Je ne vous connais pas. Allez-vous-en! allez pêcher dans l'étang! Marietta!

Elle appelait la vieille femme.

On me renvoyait. J'avais été sot.

Et cependant, corps et âme, j'étais prêt à me dévouer à elle. Pour échanger ma place avec cette fleur rouge mordue par ses lèvres, j'aurais souffert tous les tourments de l'enfer. Et à l'enfer je croyais alors, je n'y crois plus. Dieu a créé la femme, c'est assez de cruauté.

Dès cette heure-là j'étais fou.

Oui; c'était la folie qui s'emparait de moi, un délire obsédant qui ne me laissait qu'une seule pensée: — Elle!

Je dormais dans la cabane du berger; je passais des jours entiers à regarder Sant' Aloïsa et à rôder autour sous ses vieux bosquets d'oliviers, dans la chaleur écrasante qui pèse sur les derniers moments du mois d'août en Italie.

Je voyais passer Taddeo Marchiani, squelette vivant, figure hideuse, morne, vieux, maudit des paysans, fui des chiens, une tache sombre sur la lumière du matin.

Et il était son maître à elle!

C'était bien vrai ce qu'elle m'avait dit. Elle menait une vie exilée, désolée, pauvre, sans joie, sans compagnons, sans dis-

tractions ; renfermée dans ce vieux et vide palais, et n'ayant rien à faire que de voir son beau visage dans un ancien miroir fêlé et couvert de moisissure. Dans une telle vie, une femme devient une sainte, — ou un démon.

Ah ! ces jours brûlants d'une splendeur ensoleillée qui aveuglait les yeux, ces nuits étouffantes qui énervaient les sens et les membres et exhibaient les odeurs nauséabondes de la vase du lit découvert du Tevere, — ces jours, ces nuits, — je crois que même l'oubli du tombeau ne les effacera jamais de mon souvenir ; je crois même que quand ma cervelle tressaillera sous le couteau des médecins elle s'en souviendra encore.

J'étais fou de désespoir, j'étais enivré de bonheur tout ce temps-là ; jamais je n'ai été si heureux, jamais je n'ai été si malheureux que dans ce mois d'août aux bords du Lagherello quand, tout autour de moi, la terre avait soif, et tout au-dessus de moi, le ciel était d'airain, quand l'homme pâlisait et les bêtes souffraient, et qu'au lieu du fleuve il semblait voir un courant brûlant de métal fondu qui séchait le sable en coulant.

J'avais oublié ma mère. J'avais oublié Phœbus.

Dans ces jours-là je ne vivais que pour voir une ombre à la croisée, une main blanche ouvrant une fenêtre, une tête voilée passant au clair de la lune ; j'étais malheureux, certes, mais jamais je n'avais été aussi heureux. La foudre des dieux vous tue, mais elle vous illumine.

J'avais été si sot, si sot de ne pas savoir, de ne pas comprendre. Mes regrets me harcelaient sans cesse et me mordaient à l'âme. Si j'avais été plus courageux, moins imbécile ! — Mais je m'étais laissé chasser de sa chambre comme un lourdaud lâche et ingrat.

Comment réparer la faute ? Comment la revoir ? Comment trouver le moment pour lui dire : « Je suis à vous corps et âme ; tuez-moi si bon vous semble. » Comment ? Comment ?

Les jours et les nuits s'écoulaient ; je ne la voyais plus. Dans ma folie je me disais sans cesse : « Qu'elle soit jettatrice ou non, qu'elle me regarde, dussé-je en mourir ! »

Je me disais cela ; j'étais fou.

Les paysans ne me regardaient pas. Je vivais d'une poignée

de maïs, d'une croûte de pain noir ; je jetais mes filets à l'eau, j'approchais de la maison avec mes poissons quelquefois, mais la vieille me chassait brusquement.

Ainsi s'acheva le mois d'août. Le temps des vendanges approchait, la récolte se faisant de meilleure heure ici que dans les plaines de la Toscane et de la Lombardie.

C'était assez misérable à Sant' Aloïsa. On avait plus d'oliviers que de vignes. On ne riait jamais sur les terres du dernier des Marchiani ; on était trop pauvre, mais la fièvre qui s'exhalait du Tevere affaiblissait les paysans ; je les aidais à travailler un peu ; comme cela je pensais que peut-être je la reverrais.

Ces jours des vendanges il faisait très chaud ; le ciel était sans nuage et plutôt jaune que bleu ; les bœufs, sous le timon transversal, étaient affamés ; leurs langues gonflées se collaient à leurs bouches musplées, l'herbe partout se séchait et les bêtes souffraient ; c'était triste, étouffant, l'air enfantait l'orage.

Parmi les prés fanés et arides et les bois noirs et gris des chênes verts et des oliviers, se dressait devant nous la vieille maison blanche, solitaire, mystérieuse, un mausolée qui renfermait des vivants ; cela me faisait peur.

La nuit tombait quand la dernière charrette fut chargée des cuvées de raisins, et avec un grincement de roues s'avança lentement vers les caves de Sant' Aloïsa.

Avec cela il n'y avait que quelques hommes affaiblis par la fièvre, et quelques femmes grelottant des frissons de ce fléau ; moi, je marchais derrière les pauvres bœufs, poussant la charrette pour les aider.

Il faisait nuit ; il n'y avait pas de lune ; par-ci, par-là, quelque mèche flambait dans un vase plein d'huile ; la cour et les caves sont énormes ; dans le vieux temps quinze cents hommes eussent été abrités sous le toit de Sant' Aloïsa. Dans l'obscurité je voyais Taddeo Marchiani allant et venant, criant de sa voix aiguë, jurant quelquefois, toujours croyant au vol.

Il ne m'apercevait pas. Il était entièrement absorbé dans sa récolte et dans les reproches qu'il hurlait aux paysans. Je me retirai dans l'ombre, m'appuyant contre la porte cochère, grand arc de pierre noirci par le temps. Le clocher de la vieille cha-

pelle venait de sonner neuf heures du soir. Tout d'un coup la servante Marietta me souffla doucement à l'oreille : — Entre ! Elle veut te revoir, dans la chambre d'arazzi, de l'autre côté de la villa, tu sais.

Mon sang bondit dans mes veines ; je ne demandai rien autre ; je me glissai le long des murs, laissant la cour centrale et le maître absorbé dans ses travaux, et trouvai avec assez de peine la porte dérobée par laquelle on m'avait fait entrer auparavant. Je tremblais comme la première fois ; je me sentais tout d'un coup laid, lourd, une brute à faire peur, suant des besognes du jour, couvert de poussière, pauvre et affreux dans ma chemise de toile avec mes jambes nues, mes genoux empourprés du jus des raisins. Et j'osais aimer cette femme, — moi ! Et cependant elle avait tué Phœbus.

Mon esprit était bouleversé ; je n'étais plus maître de moi-même ; je respirais à peine, la tête me tournait. Je trébuchais en parcourant ces longues galeries comme j'avais trébuché le jour où ce pauvre Phœbus tomba sur le sable. Enfin j'arrivai, je ne sais comment, à la chambre des arazzi, à peine éclairée par une lampe de bronze, suspendue par une chaîne. Dans le crépuscule de la chambre, je la vis la femme aux regards fatals, aux lèvres roses, aux traits de Lucrèce, la femme qui, dans tous les siècles, a détruit l'homme.

Alors j'oubliai que j'étais un travailleur de la terre, un paysan, un jongleur, un lourdaud, que j'étais vêtu en toile de chanvre, que j'étais poudreux et bourru et sauvage ; je m'oubliai moi-même, je ne me souvins que de mon amour, mon amour qui me semblait immense comme le ciel, tout-puissant comme Dieu.

Je me jetai à genoux devant elle.

Je criai seulement d'une voix étouffée : « Je suis à vous : — Je suis à vous !

Je ne lui demandai pas d'être à moi ; j'étais son esclave, son outil, son serviteur, sa *chose* enfin, pour être aimé ou brisé, comme elle voudrait. Je frémissais, je sanglotais ; je n'avais jamais su avant ce que c'est qu'un grand amour, et j'en étais fou. Tout le temps elle me laissait faire, elle me laissait embrasser

sa robe, ses pieds, les dallées de pierre sur lesquelles elle marchait.

Tout d'un coup elle dit seulement : — Que vous êtes drôle. Vous m'aimez ?

Alors je parlai des paroles insensées : je ne me les rappelle pas : — elle m'écoutait ; elle se tenait toute tranquille, debout au-dessus de moi.

La lumière était très faible ; la lampe se balançait sur sa chaîne de bronze ; je ne voyais que les yeux de la femme qui brûlaient les miens : — elle baissa la tête un peu ; sa voix était très basse ; elle dit seulement : — Je le savais depuis longtemps : oui, — vous m'aimez, mais comment, comment ?

Comment ? Je ne savais pas les mots qui pouvaient le lui dire. Les langues humaines n'ont jamais de paroles pour cela. Un regard le dit : je la regardai : elle tressaillait un instant, comme si je lui avais fait mal. Subitement elle reprit son empire sur elle-même.

— Mais assez ? murmura-t-elle tout bas au-dessus de moi, sa belle tête penchée vers la mienne : Assez ?

— Assez, pourquoi ? Assez pour renier le ciel, pour combattre l'enfer, pour braver la mort ; pour faire tout ce que peut faire un homme : — Voilà, on ne peut dire plus.

— Et je vous aime, moi !

Elle le murmura si bas, si bas ; le vent du soir qui embrasse les roses n'a jamais été plus doux que sa voix ; elle se pencha encore plus vers moi, elle me touchait les cheveux avec ses lèvres. — Je vous aime, moi ! répéta-t-elle, car vous êtes fort, vous êtes fort !

Agenouillé là devant elle, je la pris dans mes bras, je l'attirais à moi, je buvais le vin de paradis, le vin qui rend fou ; mais elle m'arrêta, elle se rejeta en arrière, tout doucement pourtant.

— Non ! murmura-t-elle, pas encore.

Puis elle dit tout bas :

— Il faut me mériter.

La mériter ! Je ne comprenais pas. Je savais bien que je ne la méritais point, pauvre fou que j'étais, homme du peuple, et vagabond monté sur les tréteaux aux foires et aux fêtes : mais

si elle m'aimait? Une foule d'idées confuses tournait dans ma tête. Là-haut, sur les tourelles et les clochers, dans mes jours d'enfance, avec l'air bleu autour de moi, et la terre peuplée sous mes pieds, j'avais rêvé à tant de belles choses : choses héroïques, fantastiques, tirées des légendes des saints et des poèmes des chanteurs ambulants. Quand elle me parlait ainsi, ces belles vieilles choses me revenaient à l'esprit! Si elle voulait que je me fasse soldat, pensais-je.

Elle me regardait, me brûlant avec ses prunelles en feu, sombres comme les eaux du Tevere sous la clarté de la lune.

— Il faut me mériter, répétait-elle. Il faut me délivrer; vous êtes fort.

— Je suis prêt, répondis-je; j'étais encore agenouillé là devant elle; j'avais au cou une petite croix que ma mère y avait attachée quand j'étais bien jeune; je la touchai de ma main droite en signe de serment.

— Je suis prêt, dis-je. Que veux-tu?

Elle me tutoyait aussi; elle me répondit :

— Tu dois me rendre libre, tu es fort.

Même alors je ne comprenais pas.

— Libre? répétais-je. Tu fuirais avec moi?

Elle fit un geste superbe, impatientée. Elle se rejeta plus en arrière. Ses yeux avaient un éclat terrible. Elle était si belle, mais féroce comme la bête fauve que j'ai vue à une foire, qui s'échappa de sa cage et descendit parmi la foule et que j'étranglai à moi tout seul.

Puis elle murmura entre les dents :

— Il faut le tuer. Tu es fort.

D'un bond je fus sur mes pieds.

Dans la nuit brûlante un froid me glaçait le sang, les jambes, le cœur.

Tuer? Tuer? Qui? Le vieillard? moi jeune et fort qui n'avais jamais tué une souris ou un oiseau sans remords!

Je la regardai.

Qu'est-ce que sera l'échafaud pour moi? J'ai passé par ce moment-là.

Elle me regardait toujours avec ses yeux de sorcière.

— Il le faut, dit-elle. Pour toi ce sera si simple. Si tu m'aimes, tu le feras. Sinon, adieu.

Une terreur affreuse s'empara de moi. Je ne disais rien. J'étais stupéfié. L'ombre triste de la chambre obscure nous entourait comme une brume; les pâles figures de la tapisserie semblaient être des revenants du tombeau qui nous écoutaient; la chaleur accablante de la nuit pesait sur nos têtes comme une main de fer. Un fantôme pâle nous séparait.

Le spectre d'un crime était entré.

— Tu ne m'aimes pas, dit-elle après un moment d'attente.

Elle s'impatientait, une fureur muette commençait à s'emparer d'elle. Elle n'avait point peur, elle.

Je respirais avec effort; il me semblait que quelqu'un m'étouffait.

Le tuer! le tuer!

Ces mots horribles retentissaient dans mes oreilles. Tuer un vieillard? C'était une lâcheté.

— Tu ne m'aimes pas! dit-elle avec un grand mépris. Va-t'en!

Un cri partit de mon cœur.

— Toute autre chose! Toute autre chose! demande ma vie à moi!

— Je demande ce que je peux.

En me répondant, elle se dressa de toute sa hauteur sous la pâle lumière de la lampe; sa beauté magnifique resplendissait comme une grande blanche fleur de *datura* sous le soleil de l'automne; un dédain sans bornes, sans pitié, jaillissait de ses yeux : elle me méprisait, moi, un homme du peuple, un jongleur, un bravo, fait pour tuer aux ordres d'une maîtresse, bon seulement à tirer le stiletto à la volonté d'une femme.

J'étais Italien, et je n'osais pas tuer un faible vieillard dans l'ombre de la nuit d'été!

Un silence hideux tomba sur nous. Ses yeux dédaigneux me regardaient; toute sa beauté me criait à haute voix : — Tue! tue! et je suis à toi. — Puis ces yeux fondaient en larmes, cette beauté hautaine tremblait, elle me tendait les bras, elle me criait : — Ah! tu ne m'aimes pas! Je peux mourir ici; tu ne

veux pas me sauver. Tu es fort, si fort, et cependant tu as peur !

Je tressaillis. Oui, j'avais peur : peur d'elle, peur de moi. Je frémissais ; elle me regardait toujours, les yeux noyés de larmes.

— En duel, en combat, tant que vous voudrez ! lui dis-je lentement ; mais un vieux, en secret, être assassin !...

La voix me manquait ; je voyais la lumière dans la lampe de bronze se balançant toujours ; il me parut que la faible vie de Taddeo Marchiani se balançait entre nous.

Elle se redressa de nouveau ; ses larmes se séchèrent dans les feux d'une rage terrible ; elle me cria :

— Vous êtes lâche ! Sortez !...

Je tombai de nouveau devant elle ; je saisis sa robe, j'embrassai ses pieds. — Toute autre chose ! lui criais-je dans mon angoisse, toute autre chose, mais la vie d'un vieillard ! Ce serait horrible !... Je ne suis pas lâche ; je suis brave. C'est pourquoi les lâches tuent les faibles. Moi je ne peux pas. Non, non ! Tu ne le voudrais pas ? Dis-le donc ! Tu ne le voudrais pas ? C'est un rêve, un cauchemar. Ce n'est pas possible ! Je t'adore ! je t'adore ! Je suis fou. Je suis à toi. Je te donne ma vie, mon âme ; mais tuer un vieux, un faible que je peux écraser comme une mouche noyée dans le vin... Non, non, non ! Toute autre chose, toute autre chose, mais pas cela ! »

Elle me repoussa avec son pied.

— Cela ou rien, dit-elle froidement. La sueur coulait de mon front dans l'agonie de cette heure horrible. J'étais prêt à donner mon âme pour elle ; mais un vieillard, un meurtre secret, non, je ne le pouvais pas.

— Mais puisque tu m'aimes ! lui criai-je. Et un sanglot serrait ma gorge.

— Vous refusez ? me dit-elle.

— Oui.

Alors elle me rejeta loin d'elle avec une force de tigresse.

— Imbécile ! qui pense que je l'aimais ? J'aurais usé de vous. Voilà tout !

La lampe s'éteignait ; l'obscurité était complète ; je tendis vainement mes deux mains dans les ténèbres ; si j'étais seul, je

ne le savais pas; je ne touchais rien, je n'entendais rien, je ne voyais rien.

Un étourdissement étrange s'empara de moi; mes jambes faiblissaient sous le poids de mon corps; je perdis connaissance. C'était ce que nous appelons dans mon pays un coup de sang. Quand les sens me revinrent, je rouvris les yeux; il faisait encore nuit autour de moi; mais une pâle lumière éclairait la chambre, car la lune s'était levée, et ses rayons pénétraient à travers les barreaux de fer des hautes fenêtres. Je me souvins de tout.

Je me relevai avec peine, car la lourde chute de mon corps sur les dalles de pierre m'avait blessé. La chambre était vide; les visages blêmes des figures des arazzi semblaient me regarder avec des yeux vivants. Une grande stupeur, — la stupéfaction de l'horreur, — pesait sur moi. Je me sentais tout d'un coup vieux, tout à fait vieux.

La pensée de ma mère traversa mon esprit pour la première fois depuis bien des jours. Pauvre mère!

A la clarté de la lune, je tâchai de sortir de la chambre, cette chambre maudite! Je gagnai la galerie. Le silence régnait partout. Je ne savais pas quelle heure il était. La lune éclairait les sombres et vastes passages de la maison. Je trouvai la porte par laquelle j'étais entré et je sentis l'air chaud de la nuit sur mon front, aussi chaud qu'à midi.

Je passai dans la cour. Au-dessus de la cour brillait la lune tardive, grande, blanche, éblouissante. Je la regardai; cet objet familier me parut étrange et inconnu. Je marchais lentement, par une sorte d'instinct de brute, comme on voit marcher un chien qui porte la mort en lui.

Je traversai la cour. Mon cœur me semblait une pierre, mon sang de la glace. Tout autour de moi fuyaient les murailles de Sant' Aloïsa, noires et silencieuses.

Mon pied toucha quelque chose sur le sol. Je regardai. C'était une chose sans forme : une bûche de chêne ou un bloc de pierre. Cependant je la regardai. La lune jetait une lueur sinistre sur cette chose. Je la regardais toujours, m'arrêtant là, immobile.

Alors je vis bien ce que c'était : c'était le corps de Taddeo

Marchiani mort, horriblement mort, tombé sur le visage, étendu sur les pierres, un couteau plongé dans le cou et laissé là.

Il avait été tué par derrière.

Je le regardais. Je savais bien ; je comprenais tout : c'était elle.

Je me baissai ; je touchai le corps, je tournai le visage à la lumière ; je cherchais un signe de vie. Il n'y en avait aucun. Un seul coup avait été donné, et ce coup-là avait été sûr.

Une grimace horrible détendait les lèvres minces de cette bouche sans dents ; les yeux sortaient de leurs orbites ; les mains étaient crispées : c'était une mort vile, sûre, silencieuse, mais violente.

Je retirai le couteau profondément enfoncé dans l'os du cou, sous la tête.

C'était mon couteau : le même avec lequel j'avais tranché les branches de vigne, dans le jour passé aux champs.

Elle avait dû le prendre à ma ceinture, quand j'étais tombé à ses pieds.

Je comprenais ; je dis au vieux mort :

— C'est elle !

La bouche morte semblait rire.

Une fenêtre s'ouvrit sur la cour. Une voix cria : sa voix, à elle. De la maison muette venait un bruit de pas précipités ; la flamme d'un flambeau porté haut dans la main d'un vigneron.

On me trouva là, immobile, le couteau dans ma main, le cadavre à mes pieds.

Elle courait pieds nus, échevelée, sortie du lit, belle dans ce désordre, au clair de lune, et criant haut :

— L'assassin ! L'assassin !

Dieu de Dieu ! comme elle était belle !

Je compris tout.

Elle m'enverra à l'échafaud, à sa place.

C'était bien mon couteau ! — C'est assez pour les tribunaux.

— La justice est aveugle.

Elle criait ; on me saisit, et l'homme mort était entre nous deux, étendu sur les pierres et baigné dans son sang.

C'était une belle nuit d'été de l'Italie. C'était un beau tableau.

Je la regardai : elle ne tressaillit pas.

Mais elle avait oublié que je suis fort comme les taureaux. comme les lions, comme les aigles. Elle l'avait oublié. D'un bond je jetai loin de moi, contre les murs, les hommes qui m'avaient saisi ; d'un bond, je me jetai sur elle : elle, dans sa beauté nue, à peine voilée par ses linges de la nuit, ses cheveux épars, luisants sous la lueur des cieux.

Je l'étreignis dans mes bras ; je l'éembrassai sur les lèvres ; je serrai contre mon sein ses beaux seins blancs. Puis, entre ses deux seins, je plongeais mon couteau tout rouge du sang de son mari.

— Je venge Phœbus ! lui dis-je.

.
Maintenant, vous savez pourquoi, demain, on me fera mourir, pourquoi ma mère est folle.

Chut ! Je suis fatigué.

Laissez-moi dormir en paix.

.
Et, le lendemain, il dormait.

OUIDA.

25 novembre 1879.

REVUE DU THÉÂTRE

MUSIQUE

I

Les concerts de M^{me} Adelina Patti sur la scène de la Galté ont été inaugurés devant une salle absolument comble, qui semblait avoir repris les traditions d'élégance du Théâtre-Ventadour, où la diva fit ses débuts, il y a quelque quinze ans.

A cette époque déjà lointaine le talent de la cantatrice était supérieur à sa vogue et son nom sur l'affiche ne suffisait pas à obtenir ce maximum des recettes, qui paraît devoir être l'ordinaire des soirées de la Galté. Pourtant, elle était alors merveilleusement entourée ; aujourd'hui, au contraire, on a donné à cet astre si haut monté dans la faveur publique la plus modeste escorte de satellites que l'on puisse imaginer.

C'est précisément à cause de cette insouciance de tout ce qui n'est pas Elle, que j'ai parlé, en commençant, des « concerts » de M^{me} Adelina Patti, alors que c'est de représentations théâtrales qu'il s'agit réellement.

Mais comment conserver le nom de représentations théâtrales à des exhibitions où tout ce qui constitue l'harmonie des choses de la scène est volontairement mis en oubli ? — Il faut se contenter de cet unique point lumineux offert à notre admiration, comme si nous étions dans la salle du Trocadéro ou dans celle du Conservatoire ; le reste ne compte pas ou ne compte guère.

Après l'audition de *La Traviata*, où se révèle si vivement le côté dramatique du talent de la cantatrice et dont on sait déjà le succès, il nous tardait de la revoir et de la comparer à elle-même

dans ce rôle de Rosine du *Barbier de Séville*, que son charme enfantin avait marqué d'un trait spécial dans notre mémoire.

La Rosine d'aujourd'hui, sans avoir rien perdu de sa grâce première, est d'une malice plus savante et plus consciente ; elle dit avec un esprit peut-être plus cherché, mais d'un accent très vif, et dans le moindre détail se révèle le soin exquis de l'artiste de race ; c'est toujours d'ailleurs cette voix d'or, sonnante et pure, d'une superbe facilité d'émission, se lançant avec une imperturbable assurance dans les passages périlleux, cette justesse dans l'expression et cette netteté dans le trait qui, pendant les trop rares instants où la scène lui appartient tout entière, nous apportent une sensation délicieuse.

L'air du second acte, la valse de *Dinorah*, intercalée au troisième, dans la scène de la leçon, et que l'on a hissée, ont soulevé un réel enthousiasme.

Le reste de la soirée, il faut bien le dire, a été parfaitement froid, malgré les efforts réels de Bartholo, d'Almaviva et de Basile. Pour Figaro, il s'était fait excuser et n'a point chanté son *Largo* ! On ne lui a pas fait pour cela plus froide mine qu'à ses partenaires, ce qui eût été du reste difficile.

Cette attitude, dont on ne s'est départi franchement que pour les deux feux d'artifice vocaux tirés au courant de la représentation par l'incomparable Rosine, n'aurait-elle pas sa raison d'être dans le pauvre aspect de la scène, si sombre, si nue, si triste, en face de cette salle lumineuse, resplendissante de toilettes claires, de fleurs et de diamants, depuis l'orchestre jusqu'aux galeries supérieures ?

La théorie de l'art pour l'art a été en effet appliquée par l'entrepreneur italien dans un déplorable sens : il a donné à cette charmante et rayonnante incarnation des héroïnes de Verdi et de Rossini un cadre détestable. Les meubles du luxe le plus criard que le faubourg Saint-Antoine puisse fournir de nos jours aux boudoirs de la rue de Constantinople, garnissent l'appartement de la Traviata. Le lit surtout, — lit sans rideaux, afin qu'on en puisse mieux admirer le bois, — est une merveille, avec ses quatre vases en cuivre doré, son sommier, son matelas capitonné, son linge bien repassé et sa belle couverture de laine ; un

fauteuil vert, un autre bleu, des chaises volantes en palissandre représentent encore, en prodiguant les notes fausses, une débâche d'ébénisterie, dont on a l'explication quand on lit sur l'affiche, après les noms des artistes, l'adresse du fabricant.

Cette délicate réclame est faite, sans nul doute, pour apprendre à nos prodigues directeurs parisiens, que dans toute exploitation bien conduite, aucun petit profit n'est à dédaigner.

Il y a, dans les trois derniers actes du *Barbier*, pour garnir un antique petit salon gris, montrant la corde, certain meuble de salle à manger en chêne sculpté, tout battant neuf, qui ne le cède en rien à l'installation de la *Traviata*. Franchement, on aurait dû mieux faire, par respect pour le public et par considération pour la cantatrice.

Quand on nous présente une perle rare, il vaut mieux, pour son effet même, l'enchâsser dans l'or que dans le plomb.

Les soirées de la Gatté gagneraient très probablement en éclat si on les composait sans se préoccuper de l'unité du spectacle et si on leur donnait franchement un caractère tout musical. — Trois fragments d'opéras différents, exécutés dans un décor brillant, dût-il rester le même toute la séance, satisferaient certainement beaucoup plus qu'une soirée passée à écouter des interprètes auxquels on ne s'intéresse pas, pour attendre une cavatine ou un air favori,

Puisqu'il est bien convenu que c'est uniquement pour M^{lle} Adelina Patti que l'on est convié au théâtre, ne semble-t-il pas qu'un acte de *La Traviata*, un acte de *Faust* et un acte du *Barbier*, par exemple, montrant la grande artiste sous divers aspects de son talent, constitueraient un programme autrement attrayant qu'un ouvrage entier, donné dans les conditions actuelles?

L'orchestre de la troupe italienne est vaillamment mené par Vianesi, un autoritaire, très sûr de lui, conduisant de mémoire, avec une ardeur qui s'apaise seulement aux points d'orgue.

A ces temps de repos, pendant que la voix de la cantatrice rosignolise dans les hauteurs de l'espace et dans le silence absolu, il se campe, l'archet haut ou pointé sur la boîte du souffleur, attendant qu'il plaise à l'oiseau de redescendre vers la terre.

Une singularité fort remarquée à propos de cet orchestre, c'est qu'il s'installe et attaque l'introduction au milieu du bruit des conversations, sans que les trois coups traditionnels aient été frappés, si bien que, pour *La Traviata*, par exemple, les six premières mesures se perdent dans le brouhaha de la salle et que la toile se lève presque aussitôt trouvant le public à peine remis et installé.

Même procédé pour l'ouverture du *Barbier* et le bel entr'acte de l'orage ; c'est là une habitude italienne peu goûtée chez nous et dans laquelle on pourrait voir une manière de dire une fois de plus aux gens qu'ils peuvent se dispenser d'être attentifs et que lorsque la cantatrice n'est pas là, rien ne saurait les intéresser, pas même la musique de Rossini.

II

Le Concert populaire a donné, durant cette quinzaine, quelques nouveautés. — On a fait fête au violoniste Marsick dans deux concertos, le premier de Saint-Saëns, le second de Beethoven ; on a entendu un petit poème-symphonique : *Atala*, de M^{me} C. de Grandval que la *Ronde des Songes*, scène fantastique, exécutée dans la même semaine à la salle Érard, et son ouvrage : *la Fille de Jaire*, couronné par l'Institut, classent désormais en bon rang parmi nos musiciens ; — c'est à dessein que je laisse à ce dernier mot sa forme masculine.

Dimanche dernier, enfin, M. Benjamin Godard a dirigé la première exécution de sa *Kermesse*, composition très colorée, très vivante, où les cloches des jours de fête, les bruits de la foule, les danses, les sonneries de cuivres des baraques foraines et l'arrivée d'une belle musique militaire, dominant tout à coup l'ensemble, sont ingénieusement combinés, et qui a valu au jeune auteur du *Tasse* un très chaleureux succès.

J'ai le regret de ne pouvoir parler du concert de l'Association Colonne ; je ne manquerai pas de revenir, à l'occasion, sur ces séances très intéressantes du Cirque d'Hiver et du Châtelet, où le public commence à se familiariser avec les maîtres et où les musiciens de notre temps donnent la mesure

de leur valeur ; je le ferai du moins toutes les fois que la musique dramatique me laissera un peu de la place qui lui est ici réservée.

Si les théâtres lyriques ne nous offrent rien aujourd'hui de particulièrement marquant, en dehors des soirées italiennes, il est probable que notre prochaine revue sera mieux remplie.

Depuis quelques jours, les études d'*Aïda* ont reçu de la présence du maestro Verdi une nouvelle impulsion. On nous promet la première représentation pour le 12 mars. Je crois à une très bonne intention dans ce but ; quant au fait lui-même, j'en doute un peu, car on opère à l'Académie nationale de musique avec un soin patient, résultat de ce sentiment de l'immortalité, qui est, nul ne l'ignore, le privilège de toute Académie. Je souhaite sincèrement d'ailleurs que mon scepticisme soit ici en défaut ; il me sera alors permis de parler d'*Aïda*, en même temps que de *Jean de Nivelle*.

Ce dernier ouvrage, attendu depuis un mois, demandé à tous les échos et diversement contrarié par les circonstances, doit passer le 1^{er} mars. En prenant ses dispositions pour que cette représentation tant de fois annoncée ne soit pas remise, l'Opéra-Comique se mettra à l'abri des plaisanteries trop faciles dont pourrait être le prétexte ce *Jean de Nivelle*, justifiant déjà sa légende par son obstination à se dérober à tous les appels.

Louis GALLET.

DRAME ET COMÉDIE

À la fin du mois de novembre dernier, le *Daniel Rochat* de M. Sardou venait de poindre à l'horizon du Théâtre-Français ; des échos recueillis çà et là nous avaient permis d'en donner une analyse qui, taxée alors d'inexactitude, se trouve, après la représentation, irréprochablement conforme à la pièce ; à la suite de cette analyse, nous ajoutons :

« En dépit des preuves de savoir-faire données par M. Sardou et des heureux tours de force auxquels il a fait assister le public parisien, on se demandera quel intérêt scénique il espère faire jaillir de cette donnée fausse d'un bout à l'autre, de cette controverse conjugale sans conclusion et de cette pièce de Sor-

bonne sans dénouement. Si expert qu'il soit dans l'art de jongler avec des boules de verroterie sur des pointes d'épingle, nous doutons que, cette fois, il parvienne à passionner le public pour l'un ou l'autre de ses héros ergoteurs qui, après avoir tourné à satiété dans le cercle où ils s'enferment de gâté de cœur, finissent par où ils auraient dû commencer. Il a manié bien des situations insaisissables; mais toutes contenaient un élément comique ou dramatique qui s'en dégageait à un moment donné. Ici, les seuls mouvements qu'il semble s'être proposé d'éveiller dans son auditoire, sont les manifestations en sens contraire que pourront amener tour à tour les développements de sa double thèse. C'est assez pour faire du bruit peut-être. Cela suffit-il pour faire un succès de bon aloi? (1) »

Nous avons entendu dire que M. Sardou, plus habitué à se laisser louer qu'à se laisser discuter, avait voulu voir dans ces quelques lignes un acte d'hostilité préconçue; il a dû reconnaître, le soir du 16 février, que c'était la simple expression d'une critique toute désintéressée et un avertissement dont, moins épris de son œuvre, il aurait pu tirer profit. *Daniel Rochat* a naufragé, en effet, sur l'écueil que nous avons signalé; il a naufragé sans même rencontrer l'orage qu'il espérait peut-être; à mesure que s'épuisera le succès de première curiosité qui le soutient encore, il achèvera de sombrer peu à peu, en pleine eau dormante, entraîné par le seul poids de sa lourde cargaison d'ennui; à peine y a-t-il eu un semblant de bourrasque, juste assez pour donner à l'auteur la consolation de croire, ou le prétexte de dire que la cabale s'en est mêlée.

La cabale? pourquoi et à quoi bon? Les ennemis de M. Sardou, à supposer qu'il en ait, auraient joué son jeu et lui eussent rendu le plus grand des services en passionnant par une manifestation que rien n'appelait cette soirée somnolente et somnifère. On proteste contre une thèse hardiment posée, audacieusement développée et soutenue. Mais il n'y a pas plus de thèse qu'il n'y a de drame ou de comédie dans *Daniel Rochat*. L'affaire se réduit à une tentative d'exploitation de l'à-propos politique,

(1) *La Nouvelle Revue* du 1^{er} décembre 1879.

malencontreusement renouvelée de *Rabagas*. M. Sardou a perdu de vue le sage avertissement du vieux dicton : *Non bis in idem*. Il a cru pouvoir recommencer, sur la scène de la rue de Richelieu, l'incartade qui lui avait si fructueusement réussi il y a six ou sept ans sur la scène du Vaudeville. Il n'a pas tenu suffisamment compte des différences de temps et de milieu. Et pourtant on ne saurait dire qu'il n'en a pas eu conscience. A l'atténuation de certains traits, à l'adoucissement des allusions, aux précautions du langage, à l'absence de ces mots à l'emporte-pièce qui sont un des expédients favoris et l'une des forces caractéristiques de l'auteur, on sent que quelque chose le gêne, en 1880, qui ne le gênait pas en 1873. Est-ce son habit d'académicien ? Est-ce le chemin qu'ont fait, depuis *Rabagas*, les hommes et les idées ?

Toujours est-il qu'il ne va pas de l'avant avec sa hardiesse habituelle et qu'il n'a plus, vis-à-vis de la personne et des doctrines de Daniel Rochat, le sans-façon plein d'assurance dont il usait avec *Rabagas*. Le sujet qu'il a choisi est intrinsèquement mauvais ; il le rend plus mauvais encore par la timidité et l'indécision qu'il met à le manier. On croit voir un homme qui se serait promis de faire acte d'audace et à qui, dans l'exécution, l'audace aurait manqué.

C'est là, dans toute aventure, qu'on la tente au théâtre ou n'importe ailleurs, le pire des défauts et la pire des faiblesses. Dès que l'on est parti en guerre, hésiter en route devient le sûr moyen de s'en retourner battu, et plus l'entreprise est téméraire ou mal conçue, plus l'unique chance de s'en tirer consiste à s'y lancer tête baissée. Nous ne croyons pas que, dans aucune hypothèse, la nouvelle excursion de M. Sardou sur le terrain des données politico-philosophiques pût le conduire à rien de bon ; mais s'il y eût mis la même allure résolue, la même verve franchement agressive qu'il avait une première fois déployée, la chute, du moins, n'aurait été ni sans éclat, ni sans compensation. Pour tout dire, en un mot, quand on s'avise de faire du pamphlet ou du théâtre de circonstance, quand on veut s'en prendre à la République, au mariage civil, à la liberté de penser, il faut risquer ouvertement la bataille ou ne pas s'en mêler.

Daniel Rochat n'a pas même eu, pour sauver les apparences

de son fiasco, les procédés d'adresse, les surprises de dialogue, les imprévus de mise en scène, où M. Sardou excelle quand il s'agit de pallier la faiblesse ou d'esquiver la difficulté d'une situation. Cette défaillance d'une habileté d'ordinaire si féconde en ressources nous semble précisément devoir être mise sur le compte de l'attitude équivoque dont nous venons de parler. Dans la crainte sans doute d'aller trop loin, l'auteur n'a pas osé donner libre carrière à son-esprit d'attaque; il a mis une sourdine à ses saillies accoutumées qui auraient risqué de dépasser la mesure; pour ne pas tomber dans des vivacités dangereuses, il a versé dans l'ennuyeux. La pesante contexture et la marche laborieuse de la pièce auraient eu besoin, au contraire, de fréquentes diversions. Les *mots* qu'il aurait fallu y prodiguer, pour servir de points de relâche à l'esprit trop tendu du spectateur, y font presque totalement défaut; encore, dans le petit nombre qui s'y trouvent, la plupart sont-ils médiocrement heureux. Un seul, à bien dire, a porté franchement le premier soir : c'est la réponse d'un jeune inutile à une jeune fille qui lui demande successivement s'il ne suit pas telle ou telle carrière, s'il n'est pas médecin, ingénieur, etc. — Avocat? dit-elle enfin. — *Pas même*, réplique l'interlocuteur. Le trait est joli, mais n'a rien après tout de bien merveilleux; c'est pourtant, nous le répétons, l'unique auquel on ait ri avec un peu d'entrain.

D'autres, par contre, ont provoqué des « Oh! » légitimes, celui-ci par exemple du docteur Bidache à la tante de Léa, qui s'écrie qu'elle n'a jamais auparavant vu d'athée : « Eh bien, *régalez-vous* », répond Bidache en s'étalant sur sa chaise, comme pour mieux soumettre toute sa superficie à l'examen de la bonne dame. Cette locution et quelques autres du même acabit résonnent étrangement sur la scène que le monde entier s'est habitué à considérer comme le temple du bon langage et du bon goût français.

Ce manque de relief ou, pour parler franc, ce manque d'esprit dans le dialogue, laisse l'attention du spectateur exclusivement aux prises avec une action traînante, monotone, sans intérêt. Le premier acte a seul un peu de vie et de mouvement. L'attente du grand tribun français par la population genevoise,

son arrivée, sa réception, son triomphe oratoire, entretiennent en scène cette animation qu'affectionne M. Sardou et dont, mieux que nul autre, il possède le secret. A travers ce va-et-vient, l'exposition se déroule sans effort; elle est agréablement variée par un colloque très alerte entre Esther Henderson, la sœur de Léa, et le jeune inutile dont nous avons rappelé plus haut l'amusante réponse. Malgré tout, cet acte même laisse l'assistance sous une fâcheuse impression. Alors qu'il lui eût été si facile de ménager un tête-à-tête entre Daniel et Léa, c'est au milieu de la foule sortant de la réunion publique qu'il leur fait échanger leurs aveux, on pourrait presque dire leurs premières caresses. Cette faute contre la vraisemblance et le bon goût a choqué tout le monde; elle est aggravée encore par le mot final. Daniel offre son bras à Léa pour la conduire au banquet : « Mais vous m'affichez », murmure-t-elle en minaudant. Le mot, on l'a dit avec raison, serait d'une fille plus que d'une jeune fille, d'une jeune fille anglaise surtout.

Le mariage ainsi ébauché, *coram populo*, se conclut non moins publiquement au second acte. C'est plus qu'un mariage improvisé, c'est littéralement un mariage bâclé. La politique rappelle Daniel Rochat à Paris; il faut célébrer dare-dare l'union de cet homme et de cette femme qui ne se connaissaient pas, il y a huit jours encore; il n'y a ni explication, ni échange d'idées, ni éclaircissements mutuels, rien enfin de ce qui est nécessaire pour établir au moins un commencement d'intimité morale entre deux êtres prêts à se donner l'un à l'autre pour la vie. Notez que Daniel n'est plus depuis longtemps un enfant, que Léa n'est pas davantage une fillette, qu'ils sont entourés d'amis ou de parents, et que l'étourderie qu'ils vont commettre serait à peine admissible de la part de deux jouvenceaux ne sachant rien du monde et entièrement livrés à eux-mêmes. N'importe! Si le mariage ne se faisait pas ainsi, il n'y aurait plus de prétexte à pièce; il faut donc qu'il se fasse en dépit de toutes les invraisemblances. L'officier de l'état civil vient le célébrer sur le théâtre même; c'est un jeune homme et les jeunes filles présentes le connaissent pour un valseur émérite. Une d'elles, une Américaine excentrique, évaporée, toute de rouge habillée, tirée

pour la circonstance du vieux magasin des fantaisies de l'*Oncle Sam*, pousse même la familiarité jusqu'à prendre l'écharpe municipale pour s'en décorer. Est-ce à cela qu'a voulu aboutir M. Sardou en nous faisant assister à une scène qui pouvait et devait se passer à la cantonade ? A-t-il cru amoindrir ainsi le prestige du mariage civil et le tourner en ridicule ? Qu'il ait eu ou non cette pensée, on la lui a prêtée et c'est déjà trop qu'il ait donné occasion de la lui supposer. Dans tous les cas, il aura manqué son but et encouru sans profit le reproche d'avoir commis une inconvenance gratuite. Il n'est personne en France qui ne sente que la simplicité même du mariage civil en fait la grandeur. Cet homme, notre égal, parfois même notre inférieur avant d'entrer dans la salle de la mairie et devant lequel l'échange d'un simple « oui » suffit pour lier indissolublement et à jamais deux existences, cet homme ne sera jamais ridicule, au moment où il prononce la formule irrévocable, que ce soit un jeune homme ou un vieillard et quelles que puissent être les singularités de sa personne : c'est la loi, non pas l'individu qui parle, et lorsqu'on songe que cette loi, dans cette minute, consacre entre le mari et la femme un engagement perpétuel, sans appel, sans recours, nul de ceux qui connaissent la vie ne se préoccupe de la bouche qui peut en réciter ou en marmotter le texte. S'il nous convenait d'ailleurs de suivre M. Sardou sur le terrain où on l'accuse de s'être placé, peut-être lui prouverions-nous sans peine qu'il a évoqué là une comparaison dangereuse et que la célébration religieuse du mariage, au milieu de son appareil, peut offrir prise en plus d'une circonstance aux réflexions analogues de ceux qui n'envisagent la cérémonie que dans ses détails matériels.

Mais laissons le maire à la mairie et le prêtre à l'église ; leur place, pas plus à l'un qu'à l'autre, n'est sur le théâtre.

Voilà donc Daniel et Léa mariés devant la loi. Pour le premier, tout est dit ; la seconde ne l'entend pas ainsi : il lui faut la bénédiction du ministre de son culte. Elle la réclame, appuyée d'un côté par sa tante, mistress Powers, de l'autre par son cousin Charley Henderson ; Daniel se refuse à une exigence dont on ne l'a pas prévenu et le docteur Bidache étale sa résistance. Les deux camps ainsi dessinés, la lutte s'engage pour ne finir

qu'avec la pièce. Elle dure trois actes, trois mortels actes remplis de conférences, de consultations, de controverses, tournant autour du même dilemme sans issue. Chaque acte, naturellement, amène entre les deux époux une rencontre où la question, théoriquement discutée entre les personnages secondaires, s'agite sous une forme moins froide et plus passionnée. Au fond, ce n'en est pas moins toujours la même question posée dans les mêmes termes : ira-t-on au temple ou n'ira-t-on pas ? Quelle que soit l'opinion personnelle de chaque spectateur sur la matière, on comprendra sans peine que la salle reste de glace devant ces débats sans cesse repris et sans cesse à recommencer. La fatigue vient d'autant plus vite qu'en définitive l'émotion a été constamment absente depuis le commencement de la pièce. On n'a pas eu le temps de s'intéresser plus à Léa qu'à Daniel et ce qui adviendra de leur union à la vapeur est assez indifférent. Le sentiment de curiosité éveillé de prime abord par la nouveauté et la bizarrerie même de leur situation ne tarde pas à être lassé. On se dit qu'après tout deux doctrinaires aussi entêtés auraient dû s'expliquer avant la noce et que deux époux aussi épris devraient trouver moyen de s'embrasser. Puis, l'émotion continuant à ne pas venir et même s'éloignant de plus en plus, l'analyse s'en mêle. On admet à la rigueur l'obstination de Léa, dictée par un scrupule de conscience et par une délicatesse de femme ; mais on se demande pourquoi Daniel, qui ne croit à rien, pas plus au temple qu'à l'église, qui adore la femme qu'il vient d'épouser, repousse si opiniâtrément ce qui ne peut être à ses yeux qu'une formalité sans valeur. En suivant le dialogue, on arrive à démêler que le grand tribun est beaucoup moins retenu par la fermeté de ses principes que préoccupé du qu'en dira-t-on et surtout de ce qu'en diront ses électeurs. D'ennuyeuse qu'elle était seulement, la lutte alors devient niaise, presque odieuse, et l'on ne demande plus qu'une chose : que cela finisse pour pouvoir s'en aller.

Il y aurait eu pourtant, à un moment donné, un dénouement possible à côté duquel M. Sardou a passé sans le saisir. C'est à la fin du troisième acte. Dans une scène faite de main de maître, d'une réelle puissance et admirablement jouée d'ailleurs, Léa est presque parvenue à ébranler la résistance de Daniel ; à force de

tendresse, sa voix a trouvé le chemin du cœur qu'elle voudrait non pas convertir, mais amener à une simple concession ; le rideau tombe sur un nouveau refus de Daniel, mais dans ce refus il y a une nuance d'hésitation. Il était facile, à l'acte suivant, de transformer cette hésitation en consentement, par le moyen même que l'auteur va employer un peu plus tard. Daniel, amené à céder, moitié par raisonnement, moitié par amour, obéissait à la loi de la tolérance réciproque et donnait la vraie note de la liberté de conscience, tout en assurant son bonheur. Nous indiquons ce dénouement, non point qu'il eût satisfait les âmes sensibles, lesquelles, dans la circonstance, se souciaient fort peu du sort des personnages ; mais parce qu'il était le seul dans la logique des choses et des sentiments humains. M. Sardou a préféré forcer jusqu'au bout le thème qu'il s'était fait ; peut-être le regrette-t-il aujourd'hui.

La fin du quatrième acte ramène entre les deux époux une scène presque identique à celle qui a terminé le troisième. Daniel s'introduit la nuit chez Léa, dans l'espoir de couper court à la controverse par ce que le docteur Bidache appelle brutalement le mariage naturaliste. Ici encore, la scène est habilement faite, mais tout l'art de M^{lle} Bartet et de M. Delaunay ne peut empêcher qu'elle ne soit choquante au suprême degré. Ce ne sont plus les sentiments qui sont en jeu et que l'on met aux prises ; ce sont les ardeurs sensuelles dans ce qu'elles ont de plus vulgaire. Pour que rien ne manque à la bassesse de ce spectacle, vient un moment où Daniel consent à acheter la possession de sa femme en la conduisant au temple ; mais il met pour condition que nul ne le saura. Un mouvement de véritable répulsion s'est manifesté dans la salle à cette lâche proposition, que Léa du reste accueille par un refus indigné facile à prévoir.

Nous sommes enfin au cinquième acte. Charley Henderson, ce cousin de Léa qui n'a fait jusque-là que traverser la scène au troisième plan, s'avise tout à coup de prêcher Daniel. Il commence par lui avouer que lui-même a aimé sa cousine ; mais il a fait le sacrifice de son amour dès l'instant où Léa a cru trouver le bonheur auprès d'un autre que lui. L'abnégation est de rigueur quand on aime ; il a donné l'exemple, que Daniel l'imité, qu'il

abdique aux genoux de Léa les idées exclusives qui les séparent ; c'est son devoir. Et du coup voilà l'intraitable tribun dompté : il ira au temple. Mais à son tour Léa refuse, ou du moins, si elle consent à l'y suivre, ce sera en victime résignée, enchaînée à un homme qu'elle a cessé d'aimer. Sa foi en Daniel est morte et, avec sa foi, mort aussi son amour. Il faut convenir que le grand homme a bien mérité ce qui lui arrive et qu'il a fait tout ce qu'il fallait pour dégoûter de lui une femme tant soit peu soucieuse de sa dignité ; mais il faut bien avouer aussi, quand on se reporte au début de la pièce, que miss Léa Henderson a les sentiments terriblement impétueux et les résolutions invraisemblablement promptes. Nous aimons à supposer que, la prochaine fois, elle se mariera moins vite. Conclusion : au lieu d'aller au temple, on signe un acte de divorce ; n'oublions pas que nous sommes toujours en Suisse. — Le suffrage de ses électeurs consolera Daniel Rochat.

Avec l'expérience et la science du théâtre que possède M. Sardou, a-t-il pu croire qu'il faisait là une pièce intéressante par elle-même, une pièce purement théâtrale ? Quoique les plus habiles commettent à ce sujet d'étranges erreurs, nous avons peine à l'admettre. Nous sommes involontairement ramenés à la supposition d'une idée préconçue où l'auteur s'est flatté de trouver un élément de succès plus politique que littéraire. Mais encore quelle a été cette idée ? Où se cache-t-elle ? Nous apercevons bien une vague tendance à rabaisser le mariage civil ; nous ne discernons pas en quoi consiste le triomphe du mariage religieux. Une seule chose se dégage avec quelque netteté de ce tohu-bohu de volontés sans direction : c'est qu'un homme politique peut être en même temps un parfait écervelé et même un sot dans la vie privée. Mais M. Sardou ne nous apprend là rien de nouveau : les hommes de ce calibre ne se rencontrent pas seulement dans le parti républicain de 1880 ; ils ont été et seront à jamais de tous les temps et de tous les partis.

Quoi qu'il en soit de la pièce, de son sujet et de son but, l'interprétation a été digne d'un chef-d'œuvre. M^{lle} Bartet, en particulier, a joué non pas en excellente comédienne, mais en grande artiste, la triple scène dont elle supporte le poids dans les trois derniers actes. Le dialogue glacial qui amène le dénouement a

été conduit par elle avec une vérité, une sûreté de diction qui la fait, pour nous, l'égale des meilleurs maîtres de la scène. M. De-launay n'a pas fléchi sous le poids d'un rôle écrasant à la fois et comme étendue et comme tenue, et souvent comme invraisemblance. M^{lle} Baretta a été charmante dans un personnage, très réussi d'abord, mais à la longue un peu monotone, de jeune fille vouée à l'espièglerie dévotieuse. M^{lles} Jouassain, et Samary; MM. Febvre, Thiron, Laroche, Baillet, ont mis tout le dévouement imaginable au service de rôles plus ingrats les uns que les autres, car une des particularités de *Daniel Rochat* est encore de n'attirer ni l'intérêt, ni l'attention sur personne. Bref, chacun a fait son devoir, comme on sait le faire au Théâtre-Français, même quand on a le sentiment qu'on livre une bataille perdue.

Et maintenant, le plus curieux, c'est qu'il a surgi à M. Sardou un concurrent qui réclame la priorité de son sujet ou de son idée, comme on voudra. Ce concurrent est M. Théodore Vibert, auteur d'un poème intitulé *Martura ou un mariage civil*, publié le 8 août 1879 chez l'éditeur Ghio. *La Civilisation*, qui a reproduit dans un supplément littéraire du 30 novembre un extrait de *Martura*, le faisait précéder de ces quelques lignes :

« Les vers que nous offrons à nos lecteurs forment l'épilogue d'un petit poème tragique dans lequel M. Théodore Vibert, son auteur, a mis en scène une jeune fille mariée civilement, qui tue son mari plutôt que de subir ce qu'elle considère à bon droit comme un outrage à sa vertu. Traduite devant la cour d'assises, elle est condamnée à mort et exécutée. »

D'après cette note, *Martura* prendrait la question du mariage religieux infiniment plus au tragique que Léa et ajouterait un nouveau chapitre à la fameuse série des *Tue-le, Tue-la*. Mais ce qui nous intéresse surtout dans la réclamation de M. Vibert, c'est qu'il en résulterait décidément que la pièce de M. Sardou est considérée, parmi les gens qui s'y connaissent, comme susceptible de prendre place dans l'arsenal des engins de guerre destinés à battre en brèche le mariage civil. C'est toujours quelque chose que de savoir au juste ce qu'a voulu faire l'auteur de *Daniel Rochat*.

Georges DUPLESSIS.

POÉSIES

I

DÉCOURAGEMENT

J'avais en moi l'âme d'un fou
Qui s'envolait, sans savoir où,
Libre et sauvage,
Et pareille à ces fiers oiseaux
Qu'on entend chanter sur les eaux
Pendant l'orage.

Dans un éternel mouvement,
Bien loin, bien haut, étourdiment,
La vagabonde,
Oubliant la réalité,
A travers un prisme enchanté,
Voyait le monde.

Il est si bon de vivre ainsi,
Sans esclavage et sans souci,
Dans un doux rêve
Où l'on se plonge tous les jours,
Et qu'on recommence toujours
Sans qu'on l'achève!

Il est si charmant de songer
Même d'un bonheur mensonger
Dont l'apparence,
Dût-elle fuir devant nos yeux,
Nous a du moins rendus joyeux
En espérance !

O fugitive illusion,
Rêve, fantôme, vision
Enchanteresse,
O toi, qui montrais le chemin,
Une coupe d'or dans la main,
A ma jeunesse !

Où donc es-tu, spectre adoré,
Où donc est ton manteau doré,
Ma sœur chérie ?
Au souffle glacé des hivers,
Ta couronne de rameaux verts
S'est donc flétrie ?

Je n'entends plus, comme autrefois,
Soupirer doucement ta voix
Mélodieuse ;
Ta douce voix que j'aimais tant,
Dois-je la trouver maintenant
Silencieuse ?

Hélas ! tu ne me réponds pas,
Tu t'enfuis au bruit de mes pas,
Et, courroucée,
Tu m'abandonnes désormais,
Et tu te plains que pour jamais
Je t'ai chassée.

Et cependant tu le sais bien
Que ton amour était mon bien
Et ma richesse.
Que, soumis au joug de ta loi,
Je t'avais engagé ma foi
Avec ivresse.

As-tu donc oublié comment
Nous avons couru si souvent
A l'aventure,
En dehors de l'humanité,
Et perdus dans l'immensité
De la nature?

Comment tous les deux, en riant,
Emportés, couple insouciant,
Sur les nuages,
Tout en gardant le coin du feu,
Nous avons fait dans le ciel bleu
De grands voyages?

Nous ne sommes pas devenus
Si soudainement inconnus
Que l'un et l'autre
Déjà nous ayons effacé
Le souvenir de ce passé,
Qui fut le nôtre!

Mais les regrets sont superflus,
Et puisque tu ne m'aimes plus,
Chère infidèle,
Abrégeons nos derniers adieux :
Va-t'en, remonte dans les cieux
A tire-d'aile.

Va-t'en, va-t'en, je te suivrai
D'un long regard désespéré,
Puis, solitaire,
J'abaisserai mes tristes yeux,
Noyés de pleurs silencieux,
Sur cette terre.

Que ce bas monde, tel qu'il est,
Même aujourd'hui, me semble laid!
Eh bien, qu'importe?
Je rentre dans l'humanité,
Et voici la réalité
Devant ma porte.

Car, à présent que j'ai vécu,
Désabusé, meurtri, vaincu,
Mais rendu sage,
Je renonce au rêve incertain
Que fait la jeunesse au matin
De son voyage.

J'avais eu le tort d'oublier
Que chaque homme est un ouvrier
Qui, sans relâche,
Poursuit, courbé sur le sillon,
Entre le joug et l'aiguillon,
Sa lourde tâche!

Or le joug, c'est la pauvreté,
L'aiguillon, cette activité
Sans poésie,
Non plus celle qui seulement
Aime à suivre nonchalamment
Sa fantaisie;

Mais ce constant et rude effort
Qui doit durer jusqu'à la mort
Et recommence
Demain, encore, et puis toujours,
L'un après l'autre usant les jours
De l'existence;

C'est la vie et ses durs travaux,
La vie humaine, avec ses maux
Et ses alarmes,
Gémissant sous l'ordre inhumain
Qui nous fait manger notre pain
Trempe de larmes!

Dans la fougue de mes vingt ans,
J'avais injurié longtemps
La vile prose!
Elle se venge, et je la vois,
Avec son calice et sa croix,
Froide et morose.

Cette croix, je la planterai
Au champ funèbre, où je mettrai
Sous une pierre
Tous mes beaux songes d'autrefois,
Et j'y viendrai dire parfois
Une prière.

Là, dans le calme de la nuit,
Je murmurerai : « Viens, sans bruit,
Oh! viens encore,
Illusion des jours passés,
Comme l'âme des trépassés,
Jusqu'à l'aurore!

« Ressuscite mon pauvre cœur,
Rends-moi la vie et la chaleur,
Ma bien-aimée,
Et laisse-moi baiser ta main,
Pour que ma lèvre en soit demain
Tout embaumée !

« Puis, lorsque le coq chantera,
Et que l'aube reparaitra,
Douce chimère,
Tu t'envoleras de nouveau ;
Moi, je reprendrai mon fardeau
Et ma misère. »

II

SÉRÉNITÉ

Suivant d'un pas égal le chemin commencé,
Avec la volonté, ferme et silencieuse,
De me faire une vie utile et sérieuse,
J'irai dans le sillon que je me suis tracé.

Pourvu que l'avenir soit semblable au passé,
Que mes yeux réjouis dans la maison joyeuse
Voient grandir mes enfants, comme une plante heureuse,
Sans que leur front charmant soit jamais menacé ;

Que mon plus doux soutien et ma plus chère amie
Enchante mon travail en égayant ma vie
Avec sa bonne grâce et sa sérénité ;

Tout est bien : je suis homme et je veux, sans relâche,
Préparer la moisson et poursuivre ma tâche,
Sans être impatient et sans être irrité.

Henri CHANTAVOINE.

LETTRES

SUR

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

Avais-je tort quand je disais, à la fin du séjour de M. de Bismarck à Varzin : « Quelque chose de sombre s'amasse dans le ciel allemand ? » Étais-je plus coupable encore lorsqu'à la première nouvelle de l'augmentation de ses effectifs, j'accusais le prince-chancelier de poursuivre son œuvre de guerre, et que je le dénonçais comme l'unique obstacle à la paix européenne ?

Je troublais alors, à moi seule, paraît-il, en confiant à ma plume des craintes que courageusement elle répéta, je troublais la quiétude de l'Europe. Les gazettes allemandes, pour me punir, me vouèrent à l'isolement. Je souffris peu de la solitude par ordre prussien, mais ceux qui me blâmaient me répétèrent : Que l'augmentation de l'effectif allemand était une réforme prévue, n'ajoutant rien aux forces de nos amis, — les ennemis, et que le vote de la loi militaire par le Reichstag serait l'une de ces mesures qui passent de l'état de projet à l'état de réalisation, voilà tout.

Depuis, mon « quelque chose de sombre », mes prévisions de menaces de guerre en Europe se sont, hélas ! précisées. Mes images, mon inquiétude, ont conquis leur place dans le langage diplomatique : cela s'appelle des « points noirs ».

M. le député Bebel, à la Chambre basse de Berlin, M. le sénateur de Schmerling, à la Chambre haute de Vienne, ont pris, comme je le prévoyais, des airs d'agneaux vis-à-vis du loup de Varzin. L'un, désigné par la première syllabe de son nom ; l'autre, déclarant qu'avec « une conscience tranquille », on peut,

malgré la grosse voix du loup, se désaltérer sans crainte dans « une onde pure ».

Les gazettes allemandes que la naïveté, paraît-il, irrite autant que la malice, se sont irritées contre M. de Schmerling et contre M. Bebel. Ah ! les plaisantes utopies que celles d'un désarmement général ! Ah ! le bon billet que celui d'une conscience tranquille ! Non, en vérité, il faut être républicain pour rêver à la communauté des intérêts de tous les peuples de l'Europe, et il faut être Français pour s'imaginer que la force morale est une force ; mais un Autrichien, un homme d'État comme M. de Schmerling, comment a-t-il pu parler ainsi ?

Eh bien, voilà une jolie leçon allemande pour ceux qui croient, en France, aux vertus d'une conscience tranquille : « Les intentions pures ne dispensent point les nations tant soit peu prudentes d'entretenir de gros bataillons », dit la *Gazette de l'Allemagne du Nord*.

Malgré l'impérieuse volonté que j'ai de n'approuver rien de ce qui s'écrit à Berlin, je suis forcée de reconnaître qu'en Allemagne tous les journaux et tous les hommes qui ne sont pas inféodés à la politique de M. de Bismarck, s'élèvent d'une voix courageuse contre ses projets. On discute la loi militaire, on discute les motifs du prince-chancelier pour en exiger le vote à tout prix. Et ce vote, on le blâme à l'avance, prouvant qu'il contient une menace de guerre en réserve pour chaque État de l'Europe, ennemi ou allié de M. de Bismarck.

Il faut citer, parmi les plus vaillants articles publiés en Allemagne contre l'organisation des effectifs, celui de la *Volkszeitung*, organe progressiste de Berlin :

« Non seulement la période des préparatifs militaires dans laquelle nous nous trouvons est très dure ; mais, de plus, nous pouvons compter avec la plus grande certitude que l'augmentation actuelle de l'effectif de l'armée sera suivie d'autres mesures du même genre.

« On constatera bientôt que les vingt semaines d'exercice de la réserve complémentaire ne produisent pas le résultat désiré ; on transformera bientôt la réserve complémentaire en une seconde armée permanente, une sorte de réserve permanente de

l'armée, et l'on continuera de marcher dans cette voie jusqu'au jour où la guerre (si elle n'a pas été amenée auparavant par voie diplomatique) ne pourra plus être retardée, parce que le spectre de la ruine économique dont nous sommes menacés commencera à devenir palpable, même pour ceux qui ne veulent pas le voir aujourd'hui.

« Le nombre de ceux qui considèrent cette situation comme intolérable pour l'Europe augmente de jour en jour. »

Dans la presse officieuse allemande, la politique est faite d'une façon tout à fait singulière. M. de Bismarck veut préparer trop de solutions à la fois : ainsi, la campagne entreprise à propos de la Belgique est par trop brusque, c'est à recommencer.

Le *Preussische Jahrbucher* et sa correspondance belge sont une épreuve avant la lettre qui n'a pas le moindre succès : « l'infiltration allemande à laquelle la Belgique s'offre, comme elle s'offrait autrefois à l'infiltration française », est d'un mauvais style. La Belgique tient à sa neutralité, c'est-à-dire à la patrie belge, quoi qu'en dise le *Preussische* ; nul en France ne songe à recommencer la politique téméraire de Napoléon III, mais nul ne croit non plus que la Belgique constitutionnelle rêve l'incorporation à un pays dont le véritable souverain, M. de Bismarck, a l'horreur du régime parlementaire.

Cependant, au milieu de ses préoccupations économiques et de ses projets de guerre future, un désir louable a pénétré l'âme généreuse de M. de Bismarck. Un vague besoin d'extirper le mal travaille sa nature bienfaisante. Le prince-chancelier fait annoncer, par la voix de ses gazettes, qu'il est prêt à lutter contre le socialisme et à devenir « le gendarme des monarchies européennes ».

Vite, M. Canovas, à qui les gendarmes paraissent plus nécessaires qu'à tout autre homme d'État de l'Europe, répond le premier qu'il accepte le protectorat du gendarme.

Charité bien ordonnée commence par soi-même. Aussi M. de Bismarck se fait-il la main d'abord en combattant le socialisme à Berlin. Il a déposé, depuis peu, un projet de loi au Reichstag qui a pour but de poursuivre triomphalement le socialisme en Allemagne. Le projet constate que la France, comme

l'Allemagne, est infestée par le socialisme. Pour preuve, il en donne « le congrès de Marseille ».

Nous répondons au gendarme que, « si ce n'est que cela », qu'il viendrait combattre en France, ce n'est vraiment pas la peine qu'il se dérange, car le combat ne peut commencer faute de combattants.

Ainsi l'une des plus savantes machinations du prince-chancelier pour nous créer des embarras n'a point de raison d'être : le fameux congrès des puissances conservatrices pour l'écrasement du socialisme sera pour nous sans chausse-trappe. On ne peut convier la France à délibérer sur des mesures réactionnaires inutiles chez elle, où le socialisme n'est plus un danger.

N'ayant pas assez du nihilisme pour provoquer les terreurs et les haines allemandes contre la Russie, M. de Bismarck, depuis quelques jours, fait confondre par ses dévouées gazettes le nihilisme et le panslavisme, « lesquels n'ont qu'un but identique : détruire la civilisation occidentale dont l'Allemagne est le boulevard ».

Je suis, non sans humiliation, quelquefois forcée de me dire que M. de Bismarck, comme romancier, a plus d'imagination que moi.

I

Pour le renouvellement du bureau du Reichstag, le candidat des libéraux nationaux était M. de Bennigsen, celui des conservateurs libéraux M. d'Arnim-Boytzenburg. Le centre ultramontain portait M. de Franckenstein.

Les libéraux nationaux ayant proposé aux conservateurs libéraux les deux vice-présidences, se croyaient assurés de la nomination de M. de Bennigsen ; mais la manœuvre du centre ultramontain proposant aux conservateurs libéraux de nommer M. d'Arnim et de ne réclamer en échange que le siège de premier vice-président pour M. de Franckenstein, fut triomphante.

L'échec des libéraux les surprit à tel point qu'ils se débâtèrent, et que le deuxième vice-président, M. de Hølder, ancien démocrate wurtembergeois, lequel d'ailleurs avait abandonné les nationaux-libéraux, l'an dernier, pour voter avec les conserva-

teurs les réformes économiques, fut abandonné lui-même par ses anciens amis. Choqué le lendemain de cet abandon, M. de Hœlder, ne voulant pas devoir sa nomination à la charité de ses adversaires et de ses alliés d'un jour, refusa le siège de la seconde vice-présidence.

Le Reichstag, ayant procédé à une autre élection, M. Ackerman, Saxon, réactionnaire et particulariste, fut nommé.

C'est là un nouveau succès pour les groupes des conservateurs et du centre ultramontain coalisés, et une nouvelle défaite, quoi qu'en disent les nationaux, pour le parti libéral qui ne sera, durant la prochaine session, représenté par aucun de ses membres au bureau du Reichstag.

M. de Bismarck avait donné à entendre qu'il était réconcilié avec M. de Bennigsen, et que sa nomination lui serait agréable. Or, il a eu le double ennui de voir son protégé battu, et de retrouver dans le vainqueur un ennemi presque déclaré, le beau-frère du comte Harry d'Arnim, ancien ambassadeur en France.

Ce nom d'Arnim sonne mal aux oreilles du prince-chancelier. Lors du célèbre procès fait par M. de Bismarck au comte Harry, le comte Adolphe, son beau-frère, était président supérieur de la province de Silésie. Quand la cour d'État, sous l'inspiration acharnée de M. de Bismarck, condamna le comte Harry d'Arnim à cinq ans de détention, le comte Adolphe d'Arnim envoya sa démission motivée à l'Empereur, croyant devoir renoncer à une situation qu'il tenait d'un ennemi de sa famille.

Le président actuel du Reichstag est en outre le fils de l'ancien ministre prussien, conservateur orthodoxe, qui fut le premier protecteur de M. de Bismarck. Or, l'une des plaisanteries favorites de cet ingrat protégé, a été longtemps de ridiculiser, en le contrefaisant, le chef de la fière et puissante famille des d'Arnim. injure que pas un de ses membres ne lui a pardonnée.

Le chancelier aura donc des « nerfs », des « névralgies » ou des « rhumatismes » le jour de certaines séances du Reichstag qui réclameraient sa présence.

Parmi les projets à l'étude et qui seront soumis au Parlement, la loi contre l'usure et celle de l'impôt sur les opérations de bourse seront votées probablement par le nouveau et déjà célèbre parti

d'empire, composé de tous les conservateurs inféodés à la politique du prince-chancelier, et votées aussi par le centre ; mais celui-ci, en revanche, votera contre la loi militaire avec les progressistes, les Polonais et les Alsaciens-Lorrains.

Le parti d'empire, les conservateurs libéraux, l'aile droite des nationaux libéraux voteront la loi militaire, et ces derniers ont déjà une récompense promise. M. de Bennigsen, le candidat évincé au Reichstag, sera nommé ministre de l'intérieur, poste plus sérieux que celui de président de la Chambre si la session biennale du Parlement est votée. M. de Bismarck, comme tout grand chirurgien, sait guérir les blessures qu'il a faites.

La session biennale sera-t-elle votée ? Malgré leur soumission native et passive, les députés berlinois se résoudront difficilement à ne pouvoir siéger « tout le moins une fois l'an ». On dit que les conservateurs et le centre se décideront peut-être à subir la biennalité du budget, mais qu'ils refuseront la biennalité des convocations du Reichstag. Excellents chiens qui lâchent la proie, mais tiennent à l'ombre !

Le militarisme triomphera donc du parlementarisme. Les désastres financiers aideront à la réorganisation de l'armée ; qu'est-ce qu'un danger économique auprès du danger des invasions ? La sécurité ne devant pas faire craindre la ruine à la faible Allemagne si visiblement menacée, tout finira par l'augmentation de l'effectif.

Et par les augmentations d'impôts ? A la session dernière l'accroissement des charges n'avait été consentie que parce qu'elles devaient alléger l'exercice suivant. Les mêmes charges sont de nouveau imposées avec les mêmes arguments.

En Allemagne décidément on commence à raisonner les exigences de M. de Bismarck. Les journaux progressistes montrent un véritable courage à propos de l'augmentation de l'effectif. « Les mesures annoncées au peuple allemand, écrit l'un d'eux, comme devant faire son bonheur, se résument ainsi : « payer l'impôt, être soldat et se taire ».

M. Kardoff, au cours des discussions parlementaires, a daigné rassurer la France qui, paraît-il, pouvait être inquiète de l'accroissement des cadres et de l'armée : « Cette augmentation ne

visé que les affreux nihilistes qui veulent aller à Constantinople en passant par Berlin », a dit le bon M. Kardoff. Une *Gazette*, bonne aussi, celle de l'*Allemagne du Nord*, dévoile au Reichstag les plans du général Milioutine ; elle adjure la majorité de voter les lois militaires et lui signale avec une terreur feinte les fortifications *projetées* par la Russie à Kovno, à Bialytock, à Grodno.

Mais alors que signifient les douceurs échangées entre les empereurs Guillaume et Alexandre, il y a quelques semaines ? Et pourquoi le général de Kameke, ministre de la guerre, déclare-t-il qu'il n'y a dans le projet de loi militaire « rien qui donne l'avant-goût d'une guerre prochaine » ?

Et alors, encore, pourquoi cette brochure, si peu blâmée par les gazettes officieuses et ayant pour titre : « *La campagne contre la Russie et la France en 1880-1881* » ? Si l'un de nous s'était permis d'écrire une guerre fantaisiste de revanche, quels cris moulés eût imprimés la presse allemande ! Comme on eût prétendu que l'auteur compromettait son gouvernement. Ce que nous pouvons dire, c'est que les Allemands raisonnent même leurs soi-disant rêves. Cette brochure est donc l'indice des projets formés et des préoccupations de certains esprits en Allemagne. La précision de faits présumés dans cet écrit, les détails ressemblants, montrent que la brochure n'a pas été faite par un écervelé.

Elle semble d'ailleurs enfantée par cette parole de M. de Moltke : « Le désarmement n'est possible qu'après l'affaiblissement un à un de tous les ennemis de l'Allemagne. »

Donc le 20 juin 1881, les hostilités commenceront pour réaliser les prophéties d'une sorte de *Bataille de Dorking*. Guerre de la Russie, de la France, de l'Italie contre l'Autriche et l'Allemagne.

L'admirable Prusse renouvelle les combats des Horace. Elle bat ses ennemis séparés qui n'ont pas eu l'intelligence de s'unir, ou qu'elle a secrètement et traîtreusement désunis, car que voudriez-vous qu'elle fit contre trois ?

Au dénouement de la tragédie, la France paie douze milliards et signe la cession définitive de l'Alsace-Lorraine. Que dira M. de Manteuffel ? Cette cession, ce « retour à l'Empire » n'est donc pas un fait accompli ?

II

Notre dernière lettre se terminait au moment où les délégations autrichiennes terminaient elles-mêmes leurs travaux.

Le président de la Chambre des seigneurs, M. de Schmerling, ancien ministre d'État de 1861 à 1868, homme considérable, a fait un discours plus considérable encore et dont l'importance a été rehaussée en Europe par les emportements qu'il a provoqués dans la presse allemande.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* s'est oubliée à ce propos jusqu'à l'impertinence en disant : « Quiconque se rend compte de la gravité de la situation sera aussi étonné des paroles de M. de Schmerling que des applaudissements qu'elles ont provoqués. M. de Schmerling est un homme d'État trop expérimenté pour avoir pu prononcer ces paroles avec conviction. »

On n'est pas plus gazetier de M. de Bismarck.

M. de Schmerling a le tort impardonnable de ne pas croire à la coalition de la France et de la Russie contre l'Allemagne. Il a osé dire, en outre, au lieu de voir un gage de paix future et d'alliance paisible pour l'Autriche dans la constitution allemande :

« Il y a un point noir qui menace le bien-être des peuples, ce sont les efforts que plusieurs États font depuis quelque temps pour augmenter l'effectif des puissances.

« J'espère toutefois que le gouvernement austro-hongrois, reconnaissant que la nation est épuisée, ne suivra pas cet exemple.

« L'Autriche en est arrivée, par le vote de la dernière loi militaire, à l'extrême limite de ce que les contribuables autrichiens peuvent supporter.

« L'Autriche a la conscience tranquille, ce qui vaut bien quelques centaines de mille hommes. »

Bon Dieu, quelle hérésie, et qu'une nation qui tient un pareil langage par la bouche de l'un de ses hommes de gouvernement, est indigne de l'alliance allemande ! On n'en fera jamais rien, on ne peut en être sûr : voilà ce qu'on répète dans les feuilles officielles, tandis que dans le discours du trône on passe dédai-

gneusement sous silence les projets qu'on peut avoir à propos de l'Austro-Hongrie.

Mais, à la bonne heure, voilà que l'Autriche rentre en faveur quand elle prend feu pour le Trentin. Vite alors la conciliante presse allemande lui conseille « d'avertir l'Italie qu'elle se prépare (elle, l'Autriche) à repousser la violence par la force ».

La *Gazette d'Augsbourg* nous apprend que l'Autriche « vise en Italie le parti qui la gouverne et qui ne peut ou n'ose dompter l'*irredenta* ».

Et ainsi toujours, avec une indignation jouée, les porte-voix de M. de Bismarck, par « froid calcul », deviennent des agents provocateurs, excitant les nations à la haine les unes contre les autres. Si l'Europe, véritablement, voulait la paix, si elle tenait en main ferme le gouvernement d'elle-même, elle apprendrait bientôt à considérer M. de Bismarck comme un factieux.

Au Reichsrath, le comte Taaffe, mis en demeure, à propos de l'adresse des Tchèques et du mémorandum des Allemands de Bohême, de répondre s'il défendrait l'organisation scolaire qui fonctionne depuis douze ans et protégerait les droits de l'État, ou s'il rêvait un *Kulturkampf*, a répondu pour ne rien dire avec une habileté incontestable, s'efforçant de ne point rompre avec les groupes conservateurs avant qu'ils eussent rompu entre eux.

L'Empereur, révolté par les exigences des quatre évêques de Bohême, qui réclamaient la direction complète de l'enseignement primaire, a relevé le comte Taaffe de ses concessions ; d'accord avec le président du conseil pour renoncer à entretenir dans les droites l'espoir d'un cabinet Clam-Martinitz et de Hohenwart, le souverain a officiellement maintenu M. de Strey-mayer, qui était menacé, au ministère de l'instruction publique, et lui a témoigné sa « vive reconnaissance pour son irréprochable et patriotique dévouement ».

Le cabinet a été complété. M. de Kriegssau, qui devait être ministre de l'instruction publique, est devenu ministre des finances, et le conseiller Conrad, baron d'Eybelfeld, gouverneur de la Basse-Autriche, est devenu ministre de la justice et des cultes.

Les deux nouveaux ministres sont deux administrateurs du

cabinet « d'affaires ». Leur opinion est celle du comte Taaffe ; elle se résume par un mot : la conciliation ; elle n'est ni fédéraliste, comme celle du groupe du comte Clam et des Tchèques, ni centraliste, comme celle de M. de Schmerling.

Les Tchèques portent bonheur au comte Taaffe. Leur rentrée dans la vie parlementaire, qu'on lui doit, a contribué à faire reconnaître son influence. Par la conduite ferme que vient d'avoir vis-à-vis d'eux le président du conseil, dès qu'ils sont entrés dans la voie de l'illégalité, le comte Taaffe a prouvé que les droits de l'État lui étaient plus précieux que ses affections personnelles.

Aussi, la situation du cabinet Taaffe complétée paraît-elle pour longtemps consolidée.

III

Il paraît que le ministère Beaconsfield est aussi pour longtemps consolidé.

L'estaminet a joué un grand rôle dans cette consolidation. Les *publicans* à Southwark ont, par l'aide vigoureuse qu'ils ont apportée au candidat conservateur, à la fois décidé de l'élection de M. Clarke, préparé le succès futur de tous les candidats conservateurs pour les élections générales, et fortifié le ministère en approuvant sa conduite dans les questions de politique extérieure. Voilà ce qui eût fourni à Gavarni le sujet de l'une de ses légendes favorites au bas d'un dessin représentant un Anglais pâle, long, correct, qui serre la main d'un autre Anglais, gros, rouge, débraillé. Le *publican* dit au grand seigneur : « Voyez-vous, milord, quand l'estaminet va, tout va. »

Le chauvin M. Clarke a battu le libéral M. Dunn. La formule philanthropique des « peuples qui sont pour nous des frères », est démodée en Europe depuis M. de Bismarck, et l'idée humanitaire trop précoce est remplacée par les vieux sentiments patriotiques.

Entre M. Clarke, avocat, parlant de la vieille Angleterre, de sa voix dans les conseils de l'Europe, et M. Dunn, industriel, riche, ayant l'horreur de la guerre, le peuple de Southwark a choisi. Mais le chauvinisme de M. Clarke n'eût peut-être pas

triomphé, si un troisième candidat n'avait surgi. M. Shipton, radical, qui a combattu avec violence la candidature de M. Dunn et découragé les libéraux. La manœuvre a été aussi mauvaise à Southwark que celle de lord Ramsay l'avait été à Liverpool à propos des revendications irlandaises. Il y a, pour les partis, des campagnes prématurées.

Cette défaite éclairera-t-elle les radicaux et les fera-t-elle renoncer à entrer en ligne aux élections générales? Le moment n'est pas encore venu pour eux d'arriver aux affaires, et ce qu'ils gagneraient, ils le feraient perdre aux libéraux. Pour combattre l'ennemi commun, lord Beaconsfield, l'abnégation est nécessaire.

Il faut une transition entre M. Dunn et lord Beaconsfield, mais ce n'est pas celle que peut fournir le parti radical, encore plus philanthrope que l'industriel de Southwark. Si l'Angleterre préfère en ce moment la politique du trop-faire à celle du laisser-faire, il faut que radicaux et libéraux s'unissent pour répéter à la nation ce que répétait M. Gladstone en Écosse : Arrêter brusquement la politique d'aventure est impossible. Alors même que les libéraux seraient au pouvoir, ils ne pourraient reprendre sans risque la politique de la paix à tout prix. Un gouvernement qui succède à un autre essaie en vain de se soustraire aux engagements d'une entreprise qui lui est léguée par son prédécesseur. Avant de l'inscrire aux pertes, il doit essayer d'en tirer quelque profit pour le pays.

On dit qu'après les victoires de Liverpool et de Southwark, les élections générales ont été fixées au 1^{er} juillet. Il est temps que les Gladstone, les Bright, les Harcourt, les Hartington s'unissent pour diriger un parti qui doit songer maintenant non plus à organiser une opposition, mais un gouvernement.

Il semble résulter du débat dans les deux Chambres que le cabinet anglais renonce, à propos de l'occupation de Hérat, au sentiment que M. Lowe définissait à Croydon « la lâche crainte de ne pas être assez forts pour résister à la Russie ».

Le chancelier de l'Échiquier admet qu'une occupation de Hérat par la Perse « a été le sujet de pourparlers qui n'ont point abouti *jusqu'à présent* ».

Lord Beaconsfield, après avoir nié le désir d'une entente de son gouvernement avec la Perse pour l'occupation de Hérat, a été forcé de démentir les paroles qu'il avait prononcées la veille, et qui étaient en contradiction avec celles que l'indisciplinable chancelier de l'Échiquier avait prononcées de son côté à la Chambre des Communes.

Les journaux russes croient à une alliance anglo-persane. Dans le cas où l'Angleterre installerait la Perse à Merv et à Hérat, et la jetterait sur le chemin de la Russie, elle ne pourrait le faire qu'avec la résolution de soutenir une alliée trop faible au cas où elle serait attaquée. « La Russie, écrit-on de Saint-Pétersbourg, à titre officieux, n'hésiterait pas à détruire la Perse si elle la trouvait en travers de l'Inde. »

L'occupation de Hérat par la Perse serait donc un conflit cherché, puisque la première marche de la Russie deviendrait une rencontre avec l'Angleterre.

Une politique nouvelle, à propos de l'Inde, semble, depuis quelques semaines, sourdre dans les projets du Foreign Office. Lord Beaconsfield, qui avait déclaré à plusieurs reprises ne point vouloir annexer l'Afghanistan, déclare aujourd'hui que l'évacuation n'est plus possible et que l'offensive sera reprise partout. Le siège de Ghuzni est décidé. Le général Roberts et le général Hewart partent de Candahar pour cerner Mahomed-Jan.

Le duc d'Argyll a essayé d'obtenir du cabinet les lettres que lord Salisbury prétend avoir trouvées chez l'ancien émir Shere-Ali, à Caboul, et qui compromettent le gouvernement russe. Lord Cranbrook a refusé de communiquer la correspondance, trouvant cette concession inutile. Mais il a été prouvé par là même que, d'une part, c'est sur de simples soupçons que la rupture avec l'émir a eu lieu, puisque les lettres n'ont été trouvées qu'après l'occupation de Caboul, et que, d'autre part, les lettres refusées ne valent pas la peine qu'on les livre.

Une autre question grave a surgi aux Chambres par l'interpellation du comte Granville et de sir William Harcourt. Il s'agissait du traité de Paris — tripartite. — Les libéraux demandaient si ce traité a été abrogé par le Congrès de Berlin en ce qui con-

cerne l'intégrité du territoire ottoman, reconnue alors par la France, par l'Angleterre et par l'Autriche.

Cette interpellation était devenue nécessaire à la suite des indiscretions de lord Salisbury, qui allait répétant partout, du ton qu'on lui connaît, lorsqu'il parle de la question d'Orient : « que l'empire ottoman s'écroule, qu'il faut en ramasser les débris, qu'il n'en a pas pour un lustre », etc.

Officiellement, le cabinet a répondu que le traité de Paris n'a pas été abrogé. Qu'en dira le prince Gortschakoff, qui croyait l'avoir « déchiré » ? Mais, prince, le Foreign Office peut en avoir besoin un jour. « Les circonstances qui ont fait que des changements sont survenus dans l'empire ottoman décideront du sort des traités », a répondu lord Beaconsfield.

Phrase admirable et qui contient toutes les sources de conflit et toutes les ressources d'annexion.

IV

A Constantinople, M. Layard change brusquement de procédé. Lui qui menaçait, il reprend les choses en douceur. C'est que l'influence de la Porte sur la Perse, dans le cas d'une occupation de Hérat, peut devenir fort utile, et voilà pourquoi ceux qui étaient malmenés seront cajolés ! Quand ses revirements sont trop subits, M. Layard dit sentencieusement qu'il faut traiter les monarques orientaux comme on traite les femmes. Il semble pourtant qu'en fait de caprice et de bouderie, sir Austin Layard en peut remonter à Sa Hautesse.

Pourquoi M. Layard n'aurait-il pas aussi quelquefois « ses nerfs » ? Il est si souvent poussé à la hardiesse, et si aisément sacrifié au moindre échec ! Il paraît qu'« aucune instruction » ne lui avait été envoyée à propos des honneurs et des dignités conférés à Haffiz. C'est du moins ce que prétend M. Bourke, sous-secrétaire au ministère des affaires étrangères. Voilà de ces démentis qui ajoutent à l'influence et à la dignité d'un ambassadeur.

Mouktar-Pacha, qui avait dispersé les chefs de la ligue alba-

naise au moment de leur marche sur Pritzend, les a réunis le 16 janvier, croyant pouvoir tenir les promesses qu'il leur avait faites quelques semaines plus tôt. Il leur annonça que le Sultan avait proposé au Monténégro, en échange de Gussinje et de Plavna, le district de Dulcigno entre Antivari et la rivière Boyana, et les territoires au sud de Podgoritza. Il ajouta que Sa Hautesse, secondée par l'influence de l'Italie et des bons offices des puissances, croyait pouvoir compter sur l'acceptation du prince Nikita. Grande joie des fidèles arnautes qui, cependant, ne désarmèrent pas les 16,000 hommes qu'ils tiennent en réserve pour les conflits du printemps. Depuis, la combinaison a échoué, laissant Mouktar-Pacha et les Albanais également trompés, également résolus à ne pas livrer les districts qu'on n'a pas voulu échanger.

Le Foreign Office, avec sa bienveillance habituelle et son respect pour « l'empire qui s'écroule », a suggéré aux puissances signataires du traité de Berlin l'idée de nommer une commission internationale pour le règlement des difficultés turco-grecques, commission dans laquelle il ne serait entré ni un commissaire grec ni un commissaire turc.

J'imagine que ce procédé, renouvelé de 1830, est l'une des causes qui ont fait surgir l'iradé, si longtemps attendu par M. Braïla, lequel parviendra au commissaire grec à Athènes où il est retourné.

Ni la Grèce ni la Turquie n'ont intérêt à la réunion de la commission internationale, et nous espérons que par une entente commune elles la rendront inutile, car elles auraient certainement l'une et l'autre à se repentir de ne pas s'être entendues.

V

La Chambre, à Athènes, est véritablement honnête et véritablement politique. Tous ses votes, qui groupent de plus en plus les éléments de l'opposition dans les mains de M. Tricoupi, sont dictés par un amour sérieux des réformes, et par une connaissance intelligente des besoins les plus pressants du pays. La fondation d'écoles d'agriculture et de commerce et le dévelop-

pement de tous les modes d'instruction occupent le Parlement et l'arrachent aux curiosités malsaines de scandales administratifs dont on ne devrait étaler les détails que dans des commissions parlementaires ou devant des jurys d'honneur.

M. Coumoundouros, qui avait le droit d'user, vis-à-vis de la Turquie, des menaces d'envahissement de la Thessalie et de l'Épire par les troupes grecques, a chargé, paraît-il, un M. Xenos, romancier, ancien éditeur de l'*Étoile Britannique*, journal grec qui se publiait à Londres, d'acheter la presse turque et de se créer des influences dans le palais même du Sultan.

Le scandale qui résulte de l'examen des pièces n'entame pas l'honneur du président du conseil, mais atteint sa popularité.

Quant à M. Delyanis, il ne semble pas qu'il comprenne l'importance d'un arrangement immédiat avec la Turquie. Sur une interpellation de M. Messinezi, déclarant que la médiation des puissances lui paraissait insuffisante et que la Grèce devait trancher elle-même et toute seule le nœud gordien, M. Delyanis a répondu qu'il fallait plus que jamais laisser aux puissances le soin de s'entendre pour la solution des différends gréco-turcs.

Malgré toutes les entraves, toute l'insuffisance des pourparlers, le règlement du tracé des frontières est près de se faire, la Turquie comprenant enfin l'intérêt qu'elle peut avoir à donner de bonne grâce ce que les puissances lui arracheraient.

C'est le 16 février que la discussion du budget a commencé au Parlement d'Athènes. L'opposition se discipline et devient une force que M. Coumoundouros commande encore, mais qu'il ne dirige déjà plus. Comme un général menacé de ne pas gagner la bataille définitive, il épuise ses troupes dans le succès, tandis que ses adversaires forment les leurs dans la défaite.

VI

En Espagne, M. Canovas, à mesure qu'il triomphe, semble aussi se diminuer. La figure du maréchal Martinez Campos grandit à côté du pouvoir; les révélations de M. Albacete, ministre des colonies sous le maréchal, n'ont pas peu contribué à

noircir la physionomie de M. Canovas et à éclairer celle de son prédécesseur.

Il a été prouvé que le maréchal, qu'on disait d'un entêtement étroit dans la question de Cuba, proposait à ses collègues, lorsqu'il leur soumettait ses projets, d'inscrire dans toutes les lois de réformes la réserve de les suspendre si les résultats n'étaient pas ceux que prévoyaient les créoles et les Espagnols compétents que le maréchal consultait.

Au milieu de toutes ces révélations se dégagent l'histoire de la chute du cabinet Martinez Campos et celle de la constitution du cabinet Canovas. La loyauté, l'honnêteté, s'attachent aux actes du ministère renversé.

Interpellé par M. Carvajal dans la question du Maroc, M. Campos a fait un long discours, par-dessus le congrès, pour le pays entier où la question est très populaire ; mais il est facile d'en résumer l'esprit par une seule citation : « Le pays daigne s'imposer la nécessité de faire taire des aspirations qui, peut-être, s'affirmeront un jour. »

VII

Voilà des paroles qui seraient imprudentes, prononcées par un ministre italien ; on l'accuserait aussitôt de protéger l'*Irredenta*, et la *Gazette d'Augsbourg* se chargerait de répondre : « Que messieurs les Italiens y prennent garde ! en agitant trop le spectre du Trentin et de Trieste, ils pourraient bien perdre la Vénétie. »

Nous nous étions trompés. La fournée de sénateurs, à laquelle nous ne croyions pas, la trouvant insuffisante, a été faite ; mais déjà la nouvelle d'une autre fournée circule, le roi et le cabinet comprenant que le sénat ne peut être admis une troisième fois à jeter le poids de son hostilité dans la balance gouvernementale.

Si quelques voix seulement restent à acquérir, l'influence de la couronne, quelques remaniements du projet d'abolition de la taxe, et surtout les nominations du 14 mars, jour de l'anniver-

saire de la naissance du roi Humbert, auront raison des dernières résistances.

Ce grand effort fait par le gouvernement créera des devoirs sérieux et définitifs à la gauche de la Chambre et l'obligera, dans la session du 1^{er} mars au 15 juillet, à travailler une bonne fois sans jalousie, sans ambition, sans paresse, aux réformes qu'attend et qu'exige le pays, à celles que le roi, dans un très remarquable discours, a proposées et qui sont :

« La réforme des impôts pour soulager les classes pauvres et l'extension du droit électoral. »

De son côté, M. Crispi, désirant apporter une aide plutôt qu'une entrave aux projets de la couronne et du cabinet, travaille à la reconstitution de son groupe sur des bases qui visent les mêmes réformes que celles projetées par le discours du trône :

« Réforme des impôts ayant pour base l'impôt sur la mouture ;

« Réforme électorale avec adoption du scrutin de liste. »

VIII

Rien n'apaise l'acharnement des conspirateurs qui en veulent à la vie du czar. L'insuccès répété de leurs entreprises, la mort de victimes innocentes, rien ne les arrête, et rien, il semble, ne les arrêtera, les mesures répressives paraissant de plus en plus insuffisantes à enrayer la marche de la révolution.

L'Europe entière, la Russie dans toutes ses classes, croient que des réformes seules pourraient conjurer le péril qui menace. Pour nous, le côté dramatique de la situation de l'empereur Alexandre domine depuis quelques jours nos jugements politiques. Ce souverain, condamné à mort comme un soldat ou comme un coupable, et qui ne connaît ni ses juges ni ses bourreaux, ni la forme précise de la mort qu'on lui réserve, n'est-ce pas, véritablement, à rendre fou ?

Il faut un courage extraordinaire pour échapper à la terreur d'une existence toujours visée ; cette lutte d'un homme contre un pareil destin, contre une organisation de la haine, si mysté-

rieuse et si puissante, a la grandeur tragique des faits de l'histoire les plus sombres et les plus reculés.

Comment se peut-il que cette folie étrange, qui voit des dangers partout, ne trouble pas un cerveau qui rencontre partout des dangers ? Un héroïsme, défini avec le supplice en face, est relativement facile ; mais l'inconnu du supplice n'apporte aucune des formes du courage et ne peut provoquer que la crainte, si brave qu'on soit.

Un neveu d'Isnard, le conventionnel, me racontait ceci qui lui avait été redit par son oncle. Il était poursuivi et s'était caché dans une maison où il y avait un jardin. Le soir, à la nuit, un peu inquiet, Isnard se glissait dans une charmille au milieu de laquelle il y avait un arbre en fourche. Pour s'habituer à la mort, il y passait sa tête et se disait que son dernier moment était venu : « Il y avait des jours, racontait Isnard à son neveu, où je mourais héroïquement, d'autres où j'avais toutes les lâchetés. »

Du courage à chaque instant, toujours, est-ce possible, et n'est-ce pas à briser tous les ressorts de la force humaine ?

La nomination du comte Loris-Méliko à la présidence du comité de direction générale est une mesure de haute et intelligente politique. Nous disions du vainqueur de Kars, en octobre dernier : « Le comte Loris-Mélikof est un homme intègre, libéral, honoré. » Nous n'avons pas changé d'avis.

Δ

CHRONIQUE POLITIQUE

Quinze jours ont passé sur le vote par lequel la Chambre des députés a écarté la proposition nouvelle de M. Louis Blanc relative à l'amnistie. La représentation nationale d'une part, le gouvernement de l'autre, ont expressément dit le dernier mot de leurs intentions à cet égard. On pouvait, on devait espérer qu'après cette formelle décision, il y aurait accord dans tous les rangs du parti républicain pour cesser une agitation désormais stérile, autour d'une question irritante pour quelques-uns, alarmante pour d'autres, douloureuse pour tous. Nous n'avons malheureusement pas encore, en France, ce respect sincère de la loi des majorités qui fait qu'en Angleterre, en Belgique, aux États-Unis, les vaincus d'une bataille parlementaire acceptent franchement leur défaite et se résignent à attendre sans révolte l'occasion de tenter une revanche sur le même terrain. Les avocats de l'amnistie, du moins un certain nombre d'entre eux, ont répondu au vote de la Chambre par une véritable déclaration de guerre non pas seulement contre le ministère, mais contre le président de la République, on pourrait presque dire contre la République elle-même. Celle-ci, en effet, n'existe plus, n'est plus qu'une fiction mensongère à leurs yeux, par le seul fait qu'une mesure qu'ils avaient prise sous leur patronage n'a pas été adoptée. Quelques journaux, en tête desquels nous regrettons de voir celui que dirige M. Clémenceau, ont poussé la colère jusqu'à rééditer dans leurs colonnes l'histoire de cette terrible bataille des rues qui a fait, de l'avant-dernière semaine du mois de mai 1871, le plus funèbre souvenir de l'histoire de Paris.

Leur but déclaré est de raviver les haines populaires, par le souvenir des vengeances qui marquèrent la rentrée des troupes

du gouvernement dans la capitale. Ceux qui ont entrepris cette triste campagne n'ont pas réfléchi qu'ils allaient du même coup réveiller le souvenir des actes qui ont immédiatement précédé et en grande partie motivé ces vengeances. A quoi peut mener cet échange de réminiscences sanglantes et d'amères récriminations, sinon à rouvrir le fossé que le temps est en train de combler entre ceux à qui la guerre civile a légué un deuil, une ruine, un ressentiment ou une terreur?

C'est une mauvaise manière de plaider la cause des condamnés ou des exilés de la Commune, que de rappeler pourquoi ils sont à la Nouvelle-Calédonie ou à l'étranger. C'est une manière plus mauvaise encore de servir la cause de la République, que de fournir à ses adversaires un prétexte pour répéter leurs assertions favorites contre l'esprit de perpétuelle révolte, contre l'incapacité de se gouverner eux-mêmes, à plus forte raison de gouverner la France, qu'ils affectent de représenter comme inhérents au parti républicain.

La vérité sur cette pénible question de l'amnistie, M. de Freycinet l'a portée à la tribune, avec la sincérité, avec la fermeté d'un véritable chef de gouvernement, le jour où répondant à M. Louis Blanc et à M. Antonin Proust, il a dit à la Chambre : « Si l'amnistie devient possible, elle ne le sera qu'à deux conditions : la première, c'est que, préalablement, le calme et l'apaisement se seront faits sur cette question ; c'est que l'amnistie aura cessé, en dehors de cette assemblée, d'être un instrument d'agitation, c'est qu'on aura cessé de la présenter comme une revendication et surtout comme une réhabilitation... En dehors de cette assemblée, l'amnistie est réclamée avec des menaces, avec des paroles de haine, et on laisse entrevoir, à l'horizon, des perspectives de vengeance et de représailles. Tant que l'amnistie apparaîtra ainsi hors de cette assemblée, comme un instrument d'agitation, les gouvernements, quels que soient leurs sentiments intimes, leur désir d'apaisement et leur pensée d'humanité, les gouvernements seront obligés de vous répondre comme je le fais en ce moment et de repousser votre proposition. Et, en même temps que l'amnistie devra cesser d'être, en dehors de cette enceinte, un instrument d'agitation, elle devra perdre

ici même l'apparence d'un moyen d'opposition contre le gouvernement... Vous ne pouvez pas arriver à démontrer au pays la nécessité de l'oubli par ces ressouvenirs incessants. »

Il n'y avait pas seulement, dans ces paroles, la déclaration d'un chef de cabinet, il y avait aussi un conseil, le conseil d'un ami politique à l'adresse de l'extrême gauche. De toutes les questions actuellement pendantes ou qui pourront surgir, celle de l'amnistie est précisément la seule sur laquelle le gouvernement ne puisse céder à la pression. Le moyen d'arriver au résultat que l'on poursuit et que nous désirons plus vivement que personne, n'est donc pas de chercher à lui forcer la main, à l'aide d'une agitation qui devient elle-même un obstacle ; c'est de laisser l'apaisement se faire et la sécurité complète se rétablir par l'oubli. Ceux qui procèdent autrement vont à l'encontre de leur but et s'exposent au reproche d'ébranler la confiance que la République a besoin de répandre autour d'elle, soit dans un intérêt de popularité personnelle auprès d'une catégorie particulière d'électeurs, soit par manque d'esprit de conduite politique. La faute qu'ils ont commise a déjà commencé, du reste, à retomber sur eux, en les exposant à rester dans l'isolement.

Le vote sur la loi d'amnistie est devenu le point de départ de la constitution de cette majorité gouvernementale qui semblait hésiter à se former au sein de la Chambre. M. de Freycinet a recueilli immédiatement le bénéfice de l'attitude qu'il avait prise en son nom et au nom de ses collègues. Quoique rien, dans son langage, n'eût senti la mise en demeure, les gauches parlementaires ont compris qu'il venait de formuler implicitement la condition indispensable d'existence et de liberté d'action pour un ministère, et qu'il demandait de ne pas rester à la merci des oscillations d'une majorité flottante, des tiraillements d'une majorité émietlée. Les négociations qui avaient avorté, au mois de janvier, pour la formation d'un groupe unique n'ont pas été reprises ; mais le renouvellement presque simultané des bureaux de l'Union républicaine, de la gauche et du centre gauche, a fourni à ces trois réunions l'occasion de manifester leur unité de pensée avec un ensemble qui équivaut à une fusion morale. MM. Spuller, Devès et Philippoteaux, appelés respectivement à

la présidence de chacun des trois groupes, ont prononcé, en prenant possession de leurs fonctions nouvelles, trois discours conçus absolument dans le même esprit et se résumant en fait dans un programme unique, dont la résolution de faciliter en toute circonstance la tâche et la marche du gouvernement forme la base principale. M. Spuller, en particulier, a défini le rôle que les gauches doivent s'attacher à remplir, en termes qui empruntent une double importance à la personnalité de l'orateur et à la composition du groupe politique auquel il s'adressait. Jamais encore les côtés délicats et les contradictions, pour ainsi dire inconscientes, de la situation parlementaire, n'avaient été exposés avec autant de tact et de précision à la fois. Dans une série d'allusions où la finesse de la touche s'allie à la netteté de la pensée, le président de l'Union républicaine a signalé tour à tour les embarras que créent au gouvernement les exigences des uns, les réticences des autres, la parcimonie avec laquelle on lui marchandait à certains jours les moyens d'action, l'impétuosité avec laquelle on voudrait le pousser dans la voie de l'action à tel autre moment. « C'est à faire taire, pour ne pas dire à faire cesser ces contradictions politiques, — a ajouté M. Spuller, — que nous devons nous appliquer sans relâche; nous ne saurions y parvenir autrement qu'en accordant à notre gouvernement la plus large confiance..... Aider à gouverner, — et c'est là présentement notre tâche, — exige que l'on subordonne les doctrines et les théories à l'action immédiate et effective..... Différer d'opinion avec un ministre, ce n'est pas lui signifier avec défiance et hauteur qu'on est résolu à le renverser..... »

Je dois encore emprunter à ce discours le passage suivant, remarquable entre tous :

« Quand on dit que les lois non plus que les mœurs d'une République ne sauraient être les lois et les mœurs de la monarchie, même la plus libérale, on ne dit rien à quoi nous ne puissions et nous ne devons souscrire. Mais il n'est pas moins raisonnable ni moins nécessaire de penser et de dire que tous les gouvernements, quels qu'ils soient, ont des règles communes comme ils ont des besoins communs. »

Le nouveau président de l'Union républicaine n'a pas seule-

ment, on le voit, tracé à ses collègues la ligne de conduite que commande l'avenir de la République ; il a posé les principes mêmes auxquels doit obéir, les règles d'après lesquelles doit se guider, pour être à la hauteur de sa mission, une Assemblée appelée à consolider un gouvernement d'origine récente. Les applaudissements qui ont couvert ses paroles ont montré qu'il était compris et il ne l'aura pas été seulement par les collègues qui l'écoutaient. Son discours a le mérite essentiel de venir à l'heure opportune ; les circonstances en font plus qu'un programme, un mot de ralliement.

Nous avons dit que la gauche et le centre gauche y avaient déjà répondu, en se rencontrant dans la même pensée. Une majorité gouvernementale demeure donc ainsi constituée, non plus, comme cela se passait jusqu'ici, en vertu d'un pacte spécial toujours à renouveler ; mais sur le terrain d'une idée générale, à laquelle l'extrême gauche elle-même devra inévitablement apporter sinon son adhésion explicite, du moins le concours de la plupart de ses membres. Le ministère a ainsi désormais, avec l'appui d'une majorité compacte, la liberté de ses mouvements et l'avenir dégagé devant lui. Aucun des cabinets qui l'ont précédé n'avait eu pareil avantage ; il dépend de lui maintenant de le rendre durable. Le discours de M. Spuller, en même temps qu'il a tracé leur devoir aux groupes de la gauche, a suffisamment indiqué au gouvernement quelle est la part qu'il aura à remplir dans la tâche commune pour rendre l'accord permanent.

La marche des travaux parlementaires a déjà commencé à sentir l'heureuse influence des rapports plus réguliers, de l'entente plus soutenue entre les divers groupes républicains et le ministère.

Les questions à tout propos, les incidents de personnes qui trop souvent ont fait perdre tant de séances, sont devenus beaucoup plus rares. La discussion des nouveaux tarifs de douanes a pu se poursuivre presque sans interruption durant toute la quinzaine, au milieu d'une attention très sérieuse et très soutenue. Parmi les nouveaux discours prononcés, une incontestable supériorité continue à rester acquise aux avocats de la liberté commerciale. La doctrine qu'ils soutiennent est tellement indéniable, elle est tellement conforme et si nettement liée à nos intérêts nationaux

les plus essentiels, que la cause semble avoir prêté à ses défenseurs l'éloquence de la vérité même. M. le ministre de l'agriculture et du commerce, que les assertions de ses contradicteurs ont ramené à la tribune; M. Rouvier, qui a su transformer une démonstration mathématique en un réquisitoire écrasant contre l'égoïsme protectionniste; M. Rouher, qui est venu défendre, résultats en main, l'œuvre économique accomplie par les traités de 1860, ont eu les principaux honneurs de cette nouvelle phase du débat. Les répliques du parti de la protection ont été, par contre, d'une faiblesse qui a fini par frapper la Chambre et le pays lui-même. Au travers et en dépit des cris de détresse qu'il pousse sans cesse au nom de l'industrie française, on s'aperçoit de plus en plus que ce parti défend une thèse d'intérêt particulier dans laquelle lui-même apporte plus d'opiniâtreté que de conviction. La discussion générale a été, en somme, une première et encourageante victoire pour la liberté commerciale, et s'il ne s'était agi que de la consacrer immédiatement par un vote d'ensemble, on peut affirmer sans hésitation que ce vote eût été acquis à une immense majorité. Mais la bataille est à livrer de nouveau en détail sur chacun des articles, dont l'examen va commencer.

Ici, la lutte prend un autre aspect, qui va mettre à une rude épreuve la patience et l'attention de la Chambre. Durant des semaines, elle devra assister à un choc constant d'assertions contradictoires, de chiffres minutieux présentés et commentés de la manière la plus opposée; elle devra subir des explications techniques sans fin, plus arides les unes que les autres, et c'est au milieu de la fatigue forcément engendrée par ce combat de chiffres et d'assertions, qu'il lui faudra émettre une série de votes dont chacun peut avoir les conséquences les plus graves pour notre commerce et notre industrie. La tâche est ingrate et fastidieuse, je le reconnais; il est cependant nécessaire que les députés y apportent un entier dévouement et une constante vigilance. C'est sur les surprises de la lassitude que comptent principalement les protectionnistes, pour arracher à la distraction de la Chambre les modifications de droits qu'ils ont à cœur de faire inscrire au nouveau tarif général. Il importe que cette tactique

soit déjouée, sans quoi on s'exposerait à ratifier avec une sorte d'inconscience, par des votes incidents, le triomphe d'un système désastreux pour la prospérité du pays.

La Chambre ne doit pas perdre de vue un seul instant que chacune des décisions partielles qui vont lui être demandées est destinée, non pas seulement à régler l'avenir de la branche particulière d'industrie à laquelle cette décision s'appliquera directement, mais aussi à exercer une influence salubre ou funeste sur le mouvement général de la production et de la consommation de la France. Tout se tient, tout est solidaire dans le domaine économique. Se laisser aller à la croyance que tel ou tel point de détail peut être indifféremment abandonné, serait la plus fâcheuse des erreurs. M. le ministre de l'agriculture et du commerce aura, à cet égard, un rôle considérable à remplir et de fréquentes responsabilités à assumer. Son intervention sera nécessairement fréquente et son action souvent décisive. Nous croyons assez connaître ses idées et son caractère pour compter qu'il sera à la hauteur de sa lourde et délicate mission, sans se laisser troubler par les sollicitations et les plaintes dont l'obsèdent les intérêts particuliers.

La discussion des tarifs a été suspendue un moment pour laisser place au vote définitif de la loi portant réorganisation du conseil supérieur de l'instruction publique et des conseils académiques. A la suite des longs débats que connaissent nos lecteurs, cette loi avait finalement été adoptée par le Sénat, à la majorité de 150 voix contre 121. Mais le texte sorti de la discussion sénatoriale contenait, au sujet de la composition et des attributions des nouveaux conseils, diverses modifications qui rendaient nécessaire une seconde ratification de la Chambre. Celle-ci n'a point voulu rouvrir une controverse qui menaçait de devenir interminable ; elle a purement et simplement ratifié la loi dans la forme et les termes où elle lui revenait du Sénat.

La première des mesures présentées il y a un an par M. Jules Ferry n'attend donc plus que la formalité de la promulgation pour être inscrite dans notre code public. C'est un important résultat à l'actif de la présente session parlementaire ; c'est, de plus, un pas décisif vers la séparation de l'Église et de l'École,

but principal et réel des lois Ferry. Comme l'a dit, en effet, M. Lucien Brun, au cours de la dernière discussion dans le Sénat, la composition nouvelle du conseil supérieur de l'instruction publique, d'où l'élément ecclésiastique demeure définitivement exclu, met en réalité aux mains d'une autorité purement laïque la faculté de réglementer les établissements d'éducation et l'enseignement lui-même. Au conseil supérieur appartient le droit d'autoriser l'ouverture des écoles, d'en prononcer la fermeture, de rédiger les programmes d'examen, de permettre ou d'interdire l'emploi de tels et tels livres d'études. Tout ce qui peut intéresser la direction morale de la jeunesse se trouve virtuellement compris dans ces attributions, et l'on ne peut nier que le sénateur de la droite ait fait preuve de clairvoyance en signalant à ses collègues la portée réelle et les effets pratiques de la loi qu'ils étaient au moment de voter. Mais le fait que son cri d'alarme n'a point arrêté le Sénat, montre quel chemin a fait, au Luxembourg, comme dans l'opinion publique, la doctrine de la séparation de l'Église et de l'École. Il y a même ceci de frappant que la majorité de 19 voix qu'a donnée, en faveur de cette doctrine, le scrutin final, est notablement supérieure à celle des nombreux votes qui avaient antérieurement écarté les amendements présentés tour à tour par les membres de la droite. Pour un de ces amendements, la majorité de rejet avait été de deux voix seulement ; pour les autres, elle avait ordinairement varié entre 7 et 12 voix. Le vote final constate, comme on voit, une différence assez sensible pour mériter qu'on la remarque, car elle atteste l'acceptation du principe de la loi par un certain nombre des sénateurs mêmes qui auraient été favorables à quelques-unes des modifications de détail demandées par la droite.

Ce résultat acquis enlève une partie de son intérêt à la discussion nouvelle dans laquelle vient d'entrer le Sénat, sur le second des projets de M. Ferry, celui relatif à la liberté de l'enseignement supérieur, dans lequel se trouve le fameux article 7. Le sort de cet article, autour duquel il s'est fait tant de bruit et se sont agitées tant de passions, devient d'ailleurs assez indifférent après l'adoption de la loi sur le conseil supérieur. Fût-il mis de côté, par suite des scrupules d'un certain nombre de sénateurs

républicains qui y voient, non sans quelque raison peut-être, une dérogation au principe de la liberté, la situation n'en serait pas matériellement changée. Ce que l'article 7 a pour but d'interdire une fois pour toutes et par disposition générale, le conseil supérieur l'empêcherait dans la pratique, chaque fois qu'il y verrait avantage ou nécessité.

Le résultat serait atteint par un autre mode de procéder, voilà tout. On peut donc assister sans trop de préoccupation, quant à l'issue, au débat engagé devant le Sénat depuis lundi dernier, débat qui ne manque d'ailleurs ni d'intérêt ni d'élévation et qui, de même que celui qui l'a précédé, de même que la discussion économique à la Chambre, répond éloquemment aux détracteurs de notre tribune parlementaire. Si les orateurs ont été lents à se produire, grâce à la pénurie d'hommes habitués à la discussion où nous avait laissés le régime de mutisme imposé par l'Empire, on peut voir dès aujourd'hui que la race n'en est pas éteinte et que la République comptera bientôt des illustrations de la parole non moins nombreuses, non moins marquantes que celles de la Restauration ou du règne de Louis-Philippe.

Dans la séance même où il a commencé la discussion de la loi sur l'enseignement supérieur, le Sénat a procédé à l'élection d'un sénateur inamovible, en remplacement de M. Léonce de Lavergne. Le scrutin n'a eu, cette fois, ni le caractère passionné ni les vicissitudes de celui qui, quelques jours auparavant, avait abouti à la nomination de M. Broca. Soit que la droite eût renoncé à la lutte par crainte d'une seconde défaite, soit que le nom de M. John Lemoine, choisi par les gauches, ne soulevât plus les mêmes antagonismes, l'élection s'est faite le plus paisiblement du monde. Sur 255 votants, M. John Lemoine a réuni 142 suffrages ; 19 voix se sont éparpillées sur sept autres candidats ; les droites se sont contentées de mettre 95 bulletins blancs dans l'urne. Le Sénat compte sur ses bancs un homme d'esprit de plus et la majorité se trouve renforcée d'un auxiliaire qui n'a jamais cessé d'être un libéral au sens le plus large et le plus sincère du mot.

La quinzaine se termine au milieu d'une émotion assez vive, dans laquelle, toutefois, nos questions parlementaires ne sont

pour rien. L'écho de l'explosion du Palais d'Hiver à Saint-Petersbourg s'est prolongé en France, par une de ces polémiques qui viennent trop souvent attester à quel point l'esprit de parti étouffe le patriotisme, chez ceux qu'on a trop justement appelés « les émigrés à l'intérieur ».

Les journaux qui semblent avoir abdiqué tout autre sentiment que la haine des institutions républicaines, se sont emparés de la nouvelle tentative des nihilistes russes, pour insinuer que l'Europe monarchique ne pouvait manquer de rendre la République française responsable de ce qui se passe en Russie. Ces insinuations charitables sur les dangers que notre régime politique fait courir à l'ordre public européen, se reproduisent à chaque occasion ou, pour mieux dire, à chaque prétexte. On commence à s'y habituer et à n'y répondre que par le mépris qu'elles méritent. Il est impossible néanmoins de se défendre d'un mouvement d'indignation, en voyant des journalistes qui se disent Français signaler, dénoncer leur pays aux puissances étrangères comme un foyer d'incendie révolutionnaire et les inviter presque à venir faire la police chez nous à la tête de leurs armées.

Il me reste un dernier mot à dire :

Appelé à suppléer l'écrivain politique dont le talent et l'expérience avaient inauguré cette chronique, je ne saurais terminer sans lui exprimer ici le souvenir reconnaissant que laissent à la *Nouvelle Revue* ses cinq mois de collaboration si dévouée et surtout les regrets qu'y inspire sa retraite, déterminée par des circonstances imprévues.

L.

JOURNAL DE LA QUINZAINE

Conformément aux conclusions d'un long rapport que lui avait présenté récemment M. Buisson, directeur de l'enseignement primaire, M. Jules Ferry vient de porter à quatorze le nombre des inspecteurs généraux de cet enseignement, en déléguant d'une façon transitoire, pour l'année 1880, six fonctionnaires de son administration à l'inspection générale. Cette mesure, qui en tout autre temps n'aurait qu'une valeur relative, prend cette fois une importance toute particulière et qui mérite d'être signalée. C'est, à vrai dire, une enquête qu'ordonne M. Jules Ferry sur la situation de l'enseignement primaire dans notre pays; c'est aussi le point de départ d'une impulsion nouvelle qui va être donnée à l'instruction élémentaire.

En premier lieu, il faut compter que tous les départements seront visités cette année, toutes les écoles normales et les écoles primaires inspectées, ce qui, pour nombre d'entre elles, n'est pas arrivé depuis longtemps. Les progrès accomplis seront ainsi constatés, et les maîtres auront chance d'être appréciés à leur juste valeur par les représentants directs du ministre.

Mais il est deux ordres de questions qui ont principalement motivé la décision ministérielle et dont les inspecteurs auront à s'occuper spécialement. La loi du 1^{er} juin 1878 a mis à la disposition des communes, pour la construction des maisons d'école, une somme de 120 millions, qui doit être répartie en cinq années. Or, la deuxième année est presque achevée, et dans certains départements il n'a rien été fait. Certaines municipalités, les plus pauvres surtout, non seulement n'ont rien demandé et ne demandent rien, mais ignorent jusqu'à l'existence de la loi qui leur permet de solliciter et d'obtenir des subventions. Les inspecteurs généraux devront appeler l'attention des conseils municipaux sur l'aide mise à leur disposition en éclairant les uns, en secourant la torpeur des autres.

D'un autre côté, les instituteurs font depuis quelque temps de louables efforts pour se réunir périodiquement dans des conférences pédagogiques, afin d'étudier ensemble les méthodes d'enseignement et de relever le niveau de leurs études par le contact des idées. Ce sera la deuxième partie de la tâche des inspecteurs, qui jetteront partout sur leur passage les bases de cette nouvelle institution.

L'inspection générale de 1880 aura donc un caractère plus spécial que de coutume. Lorsqu'elle sera achevée, nous saurons exactement où en est l'instruction primaire en France, nous en connaissons les côtés défectueux et, serons fixés sur ce qu'il reste à faire.

Le 24 février a eu lieu, sans appareil et sans manifestation d'aucune sorte, l'inauguration de la première statue de la République française érigée à

Paris. C'est sur la place de l'Institut, à la tête du pont des Arts, qu'elle se trouve installée.

Cette statue, exécutée en 1848 par M. Soitoux, était restée reléguée, depuis lors, au dépôt des marbres de l'État. Elle est en marbre blanc et mesure 2^m,30; drapée à l'antique, elle porte, non le bonnet phrygien, mais un diadème surmonté d'une étoile, sur lequel est gravée en lettres d'or l'inscription : *République française*. La main droite tient un glaive dont la pointe est abaissée et semble protéger une urne, symbole du suffrage universel, une ruche et un triangle. Le bras gauche est un peu replié et la main s'appuie sur un faisceau écrasant une couronne.

Le piédestal, en pierre d'Euville, mesure 3^m,25 de hauteur; il n'est pas entouré de grilles : des bancs seront placés sur les quatre faces. Les initiales R. F. sont gravées sur le socle.

M. Soitoux (Jean-François) est né à Besançon en 1824; il fut un des plus brillants élèves de David d'Angers et de Feuchères. C'est, parmi nos sculpteurs contemporains, l'un des derniers représentants de la tradition académique.

Le même jour, un décret inséré au *Journal officiel* nommait M. Soitoux chevalier de la Légion d'honneur.

Les élections du 26 février, à l'Académie française, ont été particulièrement laborieuses. On sait qu'il s'agissait de la nomination de deux membres, en remplacement de MM. S. de Sacy et Saint-René Taillandier.

Huit candidats étaient sur les rangs, parmi lesquels trois se portaient concurremment pour les deux fauteuils. Trente-six académiciens ont pris part au vote et il n'a pas fallu moins de six tours de scrutin.

Pour le fauteuil de M. de Sacy, les voix se sont réparties de la manière suivante :

Au premier tour : M. E. Labiche a réuni 15 suffrages; M. Maxime du Camp, 11; M. Ed. Laboulaye, 3; MM. Monselet et Wallon chacun 1, et M. Jules Barbier, 2.

Au second tour : M. Labiche a obtenu 19 voix; M. Maxime du Camp, 14; M. Ed. Laboulaye, 1.

En conséquence, M. E. Labiche a été proclamé élu.

La succession de M. Saint-René Taillandier a été plus vivement disputée encore. Les voix se sont successivement réparties comme suit :

Au premier tour : MM. Laboulaye, 8; M. Wallon, 7; M. Paul de Saint-Victor, 5; M. Maxime du Camp, 9; M. Ratisbonne, 1; M. Ch. de Mazade, 6.

Au deuxième tour : M. Laboulaye, 8; M. Wallon, 7; M. Paul de Saint-Victor, 6; M. Maxime du Camp, 10; M. de Mazade, 3.

Au troisième tour : M. Laboulaye, 8; M. Wallon, 8; M. Paul de Saint-Victor, 3; M. Maxime du Camp, 14.

Au quatrième tour : M. Laboulaye, 6; M. Wallon, 5; M. Paul de Saint-Victor, 5; M. Maxime du Camp, 19.

M. Maxime du Camp est donc resté élu.

L'élection de M. Eugène Labiche est une élection purement littéraire dont on peut, en toute sincérité, féliciter l'Académie; elle a choisi un écrivain sur

lequel d'autres peuvent l'emporter; mais un écrivain d'un mérite incontestable.

Il n'en est pas de même pour M. Maxime du Camp. A côté de noms comme ceux de MM. Paul de Saint-Victor et Laboulaye, celui de M. Maxime du Camp n'aurait jamais dû l'emporter et ne serait certainement point parvenu à réunir une majorité, si la politique n'avait exercé en sa faveur l'influence qui, depuis quelque temps, semblait avoir à peu près disparu des élections académiques. Dans le bagage littéraire de M. Maxime du Camp, il est un livre qui aurait dû lui fermer les portes de l'Institut, parce que ce livre est une œuvre de passion rancunière destinée à perpétuer en les exaspérant les plus douloureux souvenirs de notre histoire contemporaine. Il y a malheureusement lieu de supposer, au contraire, que c'est précisément ce livre qui a fait son éléction, en lui conciliant les bonnes grâces de M. le duc de Broglie et les voix dont il dispose.

Il n'est peut-être pas sans à-propos de rappeler, à ce sujet, que la discussion des titres des candidats, qui précédait jusqu'ici les scrutins, a été supprimée par une décision de l'Académie, prise il y a un mois environ, sur la proposition de M. Caro.

Le 22 mai 1872, M. le duc d'Audiffret-Pasquier, président de la commission des marchés, prononçait son fameux discours en réponse à l'interpellation de M. Rouher.

Il y a de cela huit ans déjà, et cependant il semble qu'on entende encore les éclats vengeurs de cette verve indignée, de cette nerveuse et patriotique éloquence cinglant ses coups répétés au visage des auteurs de nos désastres.

Le lendemain, M. d'Audiffret-Pasquier, dont l'honorable notoriété n'avait pas encore dépassé le cercle étroit des salons orléanistes, était célèbre, mieux que cela, populaire. Pendant de longs mois il fut l'homme du jour, dans toute la France comme à Paris, à l'étranger même comme en France.

Mais ce n'est pas tout. Assurément nous ne voulons pas soutenir que l'orateur inspiré qui sut si bien se faire, en une mémorable circonstance, l'interprète de la conscience publique, soit dépourvu des principales qualités de l'homme d'État ou de l'homme d'affaires. On nous accordera toutefois que, s'il fut nommé successivement président de la Chambre des députés et président du Sénat, il ne le fut qu'à cause de son célèbre et magnifique discours de 1872. C'est également, c'est même uniquement, personne non plus n'y contredira, parce qu'il a prononcé ce discours que, le 19 février 1880, il avait l'honneur d'être reçu membre de l'Académie française.

Donc l'autre jour, par une assez triste après-midi de février, il nous a été donné de voir, sous la coupole vénérable du palais Mazarin, M. le duc d'Audiffret-Pasquier, revêtu de l'habit légendaire à palmes vertes et flanqué des illustres immortels qui signent en ce monde Doucet, Caro, Viel-Castel et d'Aumale, lisant son discours de réception. Certes, nous ne poussions pas précisément la naïveté jusqu'à demander au récipiendaire une deuxième édition de sa fameuse philippique, mais nous avouons que notre surprise a été grande en voyant le noble duc saisir bravement, généreusement, cette occasion pour célébrer deux heures durant, dans le style qu'on appelle aca-

démique, peut-être parce qu'on serait embarrassé de lui donner un autre nom, l'esprit de tolérance, l'aménité, la douceur du plus fougueusement intolérant, du plus intraitable prélat qui porta jamais la soutane à boutons violets. Chemin faisant, l'orateur dit son fait à Jean-Jacques Rousseau, raille agréablement l'illustre M. Thiers et couvre de fleurs M. de Falloux, cette fuyante figure, devenue pour la circonstance « en France et dans l'histoire contemporaine, synonyme de la droiture, de l'éloquence et du courage ».

Et pendant que le récipiendaire débitait sa harangue d'une voix plus forte qu'agréable, malgré nous notre pensée se reportait à la glorieuse séance du 22 mai 1872. Quoi ! C'était le même homme qui, ce jour-là, faisait vibrer dans le cœur de milliers de Français les fibres les plus délicates de l'enthousiasme, de l'honneur, de l'amour du pays ! C'est à lui que nous avons dû, nous tous, les vaincus, les victimes de l'Empire, ces heures de fièvre généreuse qui font oublier des années de colère stérile et d'humiliation !

Quand le récipiendaire eut terminé, une voix dit : « Allons ! il était écrit que M. le duc d'Audiffret-Pasquier ne ferait qu'un discours dans sa vie ! »

M. de Viel-Castel, directeur de l'Académie française, a ensuite pris la parole pour la réponse d'usage. Ce second discours, lu sans grand éclat, a été accueilli sans grand enthousiasme. La voix de l'orateur, peu intelligible, n'était pas faite d'ailleurs pour ranimer l'attention de l'auditoire. Peut-être aussi, la chose est possible, le sujet n'avait-il point suffi à inspirer le savant académicien. Après avoir entendu pour la deuxième fois le portrait de l'évêque d'Orléans, — un portrait plus ressemblant que le premier, il est vrai, — arriva le moment d'écouter l'éloge du récipiendaire, et l'énumération de ses titres littéraires !

Dans ce discours de M. de Viel-Castel on ne trouvera peut-être pas grand relief, ni de bien vives couleurs ; mais on y trouve une grâce facile, élégante, et, chose curieuse ! on y chercherait en vain ces traits malicieusement aiguisés, ces jolies perfidies qui sont, à l'Académie, le comble de l'art et le régal des belles dames, des aimables vieillards et des jeunes gens naïfs, public habituel de ces « fêtes de l'intelligence ».

La curieuse et savante étude de M. Pauliat, publiée dans la *Nouvelle Revue* du 15 janvier, sur la *Société au temps d'Homère*, a valu à son auteur le témoignage le plus flatteur qu'il pût ambitionner. M. Gladstone, dont on sait la compétence et l'autorité en tout ce qui touche au chantre de l'*Iliade* et de l'*Odyssée*, et qui, même au milieu des luttes de la politique, garde le culte de son poète favori, vient d'adresser à notre collaborateur la lettre suivante, que nous trouvons reproduite dans le *Daily News* :

Hawarden, 11 février 1880.

« Monsieur,

« Lorsque vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, j'étais absent de chez moi, à Cologne, auprès du lit de maladie et même du lit de mort d'une sœur. Cela vous expliquera, je l'espère, le retard de ma réponse.

« En général, je me sens fort embarrassé par les requêtes qui me sont

adressées par des auteurs et surtout par les requêtes de mes confrères des études homériques, de donner mon opinion, tout humble qu'elle soit, sur leurs productions.

« Mais dans votre cas, monsieur, je ne me sens aucun embarras semblable. Sans circonlocution, je pense que votre travail dans son ensemble est admirable ; vaste et lumineux dans sa conception, éminemment clair dans son expression. Cette dernière qualité ne doit pas être moins estimée, parce que vous la possédez, à ce qu'il me semble, avec tous ou presque tous les écrivains qui appartiennent à votre grand pays. Je salue avec plaisir cet échantillon de vos travaux homériques, et je me réjouis de savoir de vous-même que ce n'est qu'un échantillon.

« J'écris étant encore à la campagne. Mais, la semaine prochaine, il faudra me rendre à Londres pour remplir mes devoirs au Parlement. En attendant, je prends la liberté de vous envoyer deux brochures qui pourront vous offrir quelque intérêt à cause du sujet seul.

« J'ai l'honneur, etc.

« W. GLADSTONE. »

Ce n'est pas seulement à Paris que le mouvement artistique se prononce d'une façon de plus en plus marquée. De l'Ouest à l'Est, à Bordeaux et à Lyon comme à Lille et à Mulhouse, partout nous voyons se produire des tentatives de décentralisation en matière de peinture et de sculpture, que les gens les moins prévenus ne sauraient trop encourager.

L'exposition qui vient de s'ouvrir à Nice est intéressante entre toutes, aussi bien par la composition exceptionnelle du public auquel elle s'adresse que par le nombre considérable d'artistes éminents qui ont répondu à l'appel de la jeune *Société des Beaux-Arts de Nice*. C'est ainsi que nous relevons sur le catalogue (lequel ne comprend pas moins de 920 numéros) les noms de MM. Meissouier, Gérôme, Henner, J. Dupré, J.-J. Bellel, Chabal-Dussurgey, Fichel, Feyen, Berne-Bellecour, Vollon, Veyrassat, Herpin, B. Constant, Defaux, Vetter, Leleu, Toudouze, etc., pour la peinture ; Louis Lefèvre, Barrias, Gautherin, Chatrousse, de la Vingtrie, Cordier, Mathieu-Meusnier, Etex, G. Doré, etc., pour la sculpture ; Parvillée, Deck, Haviland, Uman, Richard, etc., pour la céramique.

Un débat qui touche aux intérêts les plus vifs de l'art français est engagé entre le ministère des travaux-publics, pour le compte du Sénat, et le ministère des beaux-arts, défendant les droits des artistes contemporains. Le Sénat, trop à l'étroit dans les locaux qui lui sont affectés au Luxembourg, demande, pour y installer ses différents services, l'entière possession du palais avec toutes ses dépendances, ce qui entraînerait l'expulsion immédiate des musées de peinture et de sculpture modernes. La Direction des beaux-arts résiste à cette prétention, soutenue par les artistes qui, émus à juste titre, signent une pétition en faveur du maintien de leurs œuvres ou de celles de leurs maîtres dans ces galeries qui sont l'honneur de l'école française. Le Sénat fonde sa réclamation sur la loi du 3 nivôse an VII (24 dé-

cembre 1799), qui lui attribue le palais du Luxembourg. La Direction des Beaux-Arts à son tour oppose le sénatus-consulte du 14 nivôse an XI, qui charge le chancelier, logé au Petit-Luxembourg, de la surveillance de la bibliothèque, de la *galerie des tableaux* et du cabinet des médailles. Des deux côtés les droits paraissent rigoureusement établis; de part et d'autre la situation semble également nette. Si le Sénat n'a point assez de place pour ses bureaux, le ministère des beaux-arts n'en a pas davantage pour loger les toiles et les marbres qu'on l'obligera à faire enlever du Luxembourg. Le Louvre n'a plus une seule salle disponible; dans ses greniers, les œuvres des maîtres anciens gisent enroulées pêle-mêle; l'installation de l'école moderne dans ses galeries fût-elle d'ailleurs possible, ce mélange des écoles ne serait pas sans inconvénient. L'esprit qui anime les artistes d'aujourd'hui diffère essentiellement de celui qui animait ceux d'autrefois. Les uns et les autres ont besoin d'être étudiés et jugés à part, sans comparaison, dans un cadre isolé. La séparation des musées est donc nécessaire. Nous aimons à croire cependant que, faute d'un local, l'administration n'en sera pas réduite à empiler les tableaux et les statues du Luxembourg dans un magasin de l'État jusqu'à ce qu'on leur trouve un asile. Il nous semble que le débat administratif, engagé à coups de rapports entre les deux ministères compétents, pourrait facilement se terminer à la satisfaction de tous les intérêts. L'extension demandée par le Sénat pour s'agrandir pourrait lui être donnée sous forme d'annexes, provisoires si l'on veut. On remettrait alors à l'étude la question, déjà abordée, d'affecter l'hôtel des affaires étrangères à notre Chambre haute, et d'installer ce ministère lui-même dans les bâtiments de l'ancienne Cour des Comptes reconstruits; ou bien l'on attendrait la réinstallation de la préfecture de la Seine à l'Hôtel de Ville pour transporter le musée du Luxembourg dans le pavillon de Flore et la salle des États. Mais quelle que soit la solution adoptée, nous estimons qu'il est nécessaire de porter la question sur le terrain d'une transaction, si l'on ne veut pas la compliquer outre mesure, en se heurtant à des partis-pris ou à des froissements d'amour-propre.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Jean Aicard : *Miette et Noré*. (Charpentier.) — Il faut, certes, un courage peu ordinaire pour publier bravement, à la face du public de 1880, un poème qui ne comprend guère moins de huit mille vers. Un autre courage, dont nous ne louerons pas moins M. Jean Aicard, c'est celui qu'il a montré en réagissant, comme il le fait, contre la tendance des poètes méridionaux à s'enfermer de parti pris dans leur langue régionale. Non que nous contestions la valeur tout à fait hors ligne de ces poètes, ou que nous méconnaissions le charme étrange et capiteux, la grâce particulière de leurs productions ; loin de là. Nous regrettons seulement de voir tant de talent, une poésie si franche et si fraîche condamnées, de parti pris, sinon à l'obscurité, du moins à un retentissement restreint. Volontiers nous dirions avec M. Jean Aicard :

Nos patois provençaux me charment ; je les
[sais.
Mais je voudrais — et nul encore ne m'y
[devance —
Fondre les pailions d'or du parler de Pro-
[vence
Pour les mettre au trésor du langage fran-
[çais.

Lui-même, d'ailleurs, il s'est chargé de montrer par son exemple combien on aurait tort de croire que, pour ne pas être écrit en langage provençal, tout ce qui fait le charme de la Provence s'évanouirait en fumée. C'est, bien au contraire, la véritable vulgarisation de la Provence que nous donne *Miette et Noré*. Nous y retrouvons dans toute sa saveur ce beau pays du soleil et du ciel bleu ; le poète nous le montre sous ses divers aspects, grandiose avec ses hautes montagnes et sa vaste mer, gracieux et intime avec ses coins de ferme perdus sous les grands arbres.

Miette, la jolie fille amoureuse, c'est la grâce de ce roman : et, si vous le voulez, la grâce de la Provence, comme

Noré en est la force, Noré le gars vigoureux et beau, tel un taureau de la Camargue : tandis que maître Jacques André, — le véritable héros du poème, — personnifie cette forte race du paysan méridional qui n'a l'épaule courbée que parce qu'il « a gardé le pli du travail ».

Et, de tableaux en tableaux, le poème se déroule, tantôt d'une ampleur magistrale qui rappelle certaines toiles du Poussin, tantôt d'une tendresse pénétrante qui fait monter d'irrésistibles larmes aux yeux les plus desséchés. Le *Battoir*, la *Sainte-Éloy*, la *Moisson*, la *Farandole*, le *Pressoir*, le *Semeur*, la *Récolte du Châtagnier*, autant de tableaux tout faits, qu'un peintre pourrait transporter sur la toile en copiant simplement les indications du poète. Mais M. Jean Aicard n'a pas seulement le don de peindre avec un relief merveilleux ; il a le coup d'œil aussi, qui emporte le lecteur avec lui à des hauteurs où nous respirons à pleins poumons l'air pur de l'idéal.

Reprocherons-nous à son vers de ne pas avoir la correction impeccable et implacable de l'école parnassienne ? En vérité, nous serions plutôt tenté de lui en faire un mérite, tant il y met surtout de couleur et de vie !

Ici, nous voudrions citer quelques fragments à l'appui de nos éloges. Mais la place nous manque. D'ailleurs, nos lecteurs ont déjà pu s'en faire une idée par les extraits publiés dans notre dernier numéro.

Nous renverrons donc simplement au volume, en remerciant le jeune poète de n'avoir pas désespéré du goût public, en le félicitant surtout d'arriver juste au moment opportun pour nous consoler de l'éclatant et lamentable succès d'une œuvre d'un tout autre genre, laquelle, par une rencontre singulière, vient éclore au grand jour de la publicité côte à côte avec *Miette et Noré*, comme si le hasard des choses avait voulu mettre le

vin généreux et franc à côté du gros bleu frelaté!

Saint-Simon : Mémoires. (Hachette et C^{ie}.) — Il ne s'agit pas d'une simple réédition, mais d'une publication entièrement nouvelle. Pour la première fois, le manuscrit autographe de l'illustre mémorialiste va fournir le texte complet de son œuvre, reproduite jusqu'ici d'après des copies partielles et imparfaites. Un travail de méticuleuse annotation, par M. A. de Boislisle, un lexique des termes et locutions remarquables, en un mot la réunion de tous les éclaircissements propres à guider le lecteur, à lui faciliter l'intelligence des faits et la connaissance des personnages, ajoutent encore à l'intérêt et à l'importance de cette publication. C'est, on le comprend, besogne de longue haleine; mais deux volumes ont déjà paru et les autres se suivront de près, avec la régularité sur laquelle la maison Hachette nous a appris à compter dans ses plus vastes entreprises.

G. de Molinari : L'Évolution économique du XIX^e siècle. (C. Reinwald.) Par une de ces rencontres moins rares qu'on ne le croirait dans le domaine de la pensée, l'apparition de ce livre coïncide avec la publication du travail de notre collaborateur M. Denayrouse sur la *Richesse*, qui prend identiquement la même théorie pour point de départ. C'est dire à quel degré l'ouvrage de M. de Molinari rentre dans nos propres idées et quelle approbation sans réserve nous donnons à l'ensemble de ses vues. Mais nous devons, de plus, signaler l'excellence du plan qu'il a suivi dans le développement de sa thèse. Il y apporte la méthode précise et la lucidité de style qui caractérisent son talent.

La première partie du volume est consacrée à constater l'essor et les effets immédiats de la grande industrie et de la concurrence. Reprenant ensuite l'histoire même de la société humaine, au point de vue de la production, l'auteur montre par quelles étapes elle est arrivée à son état actuel et vers quel avenir elle s'achemine. Vient enfin le tableau à grands traits de cet avenir même, envi-

sagé sous le double aspect de la production et de la consommation. La conclusion, en quelque sorte spontanée, est que la voie du progrès constant dans laquelle nous font irrésistiblement avancer les conquêtes de la science pratique, nous rapproche chaque jour davantage de l'idéal d'égalité et de bien-être général vers lequel les sociétés anciennes ne pouvaient avoir que des aspirations platoniques. C'est bien véritablement l'évolution économique dont notre siècle a donné le signal, exposée dans ses effets présents et futurs par une plume convaincue et habile à éviter les côtés arides de son sujet.

M^{me} de Rémusat : Mémoires, 3^e volume. (Calmann Lévy.) — La sensation produite et l'intérêt éveillé par les deux premiers volumes de cet ouvrage — qui, soit dit en passant, en sont à leur quatorzième édition, — seront encore accrus par le volume complémentaire qui paraît aujourd'hui. En tête figure une préface de feu M. Ch. de Rémusat, le premier dépositaire des confidences de sa mère.

Jules Simon : Le livre du Petit Citoyen. (Hachette et C^{ie}.) Il s'agit encore, on le devine sans peine, d'un de ces volumes de saine et forte vulgarisation, destinés à porter dans tous les rangs de la jeune génération les notions essentielles sur les devoirs et les droits d'un citoyen français. M. Jules Simon n'a point dédaigné l'humble tâche d'instituteur politique; descendant des hauteurs de la spéculation philosophique, laissant de côté les luttes parlementaires, oubliant la chaire et la tribune, il a entrepris de mettre à la portée de tout le monde l'organisation sociale, administrative, judiciaire, militaire et gouvernementale de la France. Le livre est admirablement réussi et comme plan et comme exécution. En moins de 200 pages, tout s'y trouve : la Mairie, l'École, l'Armée, l'Impôt, la Caisse d'épargne, la Justice, les Elections, les Pouvoirs publics. C'est un cours familier de droit national au grand complet, très ingénieusement encadré et présenté sous la forme la plus propre à le rendre facile-

ment assimilable pour de jeunes esprits.

Jules Clère : *Les Tarifs de douane*. (A Quantin.) M. Jules Clère est secrétaire de la commission parlementaire des tarifs : il était donc mieux que personne en situation de donner, sur cette matière si complexe, un travail complet, exact et sûr. L'étude qu'il met sous les yeux du public contient :

1° Le Tarif général actuel;

2° Le Tarif conventionnel actuel;

3° Le projet de Tarif général proposé par le Gouvernement;

4° Le projet de Tarif général proposé par la commission.

Le lecteur a ainsi, sous la forme d'un tableau synoptique, tous les éléments de comparaison entre les droits existants et les droits nouveaux proposés soit par le gouvernement, soit par la commission, sur lesquels la Chambre est appelée à statuer.

Le volume de M. Clère est, comme on voit, tout ce qu'il y a de plus actuel. Auxiliaire indispensable pour suivre la discussion engagée, il est en même temps un guide précieux pour tous ceux qui ont des intérêts à défendre ou des droits à faire valoir dans le remaniement des tarifs.

Charles Sagnier : *la Tour de Constance et ses prisonnières*. (Sandoz et Fischbacher.) — Tous ceux qui ont visité Aigues-Mortes, la vaillante et poétique cité de saint Louis et des Croisades, connaissent la sombre Tour de Constance, où, de 1708 à 1767, des centaines de malheureuses femmes de conditions diverses furent jetées par les intendants du Languedoc et les cours du Présidial, pour crime d'assemblée religieuse, c'est-à-dire pour avoir écouté le sermon d'un pasteur ou chanté de pieux cantiques. Quelques fragments de lettres retrouvés dans les décombres d'une des salles de la Tour ont permis à M. Sagnier de reconstituer, à grand renfort d'érudition et de patientes recherches, l'état civil et l'histoire lamentable d'un grand nombre de ces infortunées. En dehors de l'intérêt bien légitime qui s'attache à ces humbles et touchantes victimes de leur croyance, il

faut savoir gré à M. Sagnier du jour nouveau qu'il a jeté sur un coin trop peu connu des annales du siècle qui a précédé le nôtre, et de l'important document qu'il vient d'ajouter à l'histoire, déjà si longue, des persécutions religieuses sous la Régence et sous Louis XV.

Théodore Reinach : *Hamlet, prince de Danemark*. (Hachette et Co.) — M. Théodore Reinach a une prédilection marquée pour la mystérieuse figure d'Hamlet; il l'a étudiée, interrogée, fouillée avec une persévérance et un amour dont nos lecteurs ont déjà pu se faire une idée, d'après le travail du jeune écrivain publié il y a quelques semaines dans la *Nouvelle Revue*. Ce même travail sert en partie de préface à la traduction que nous donne aujourd'hui M. Théodore Reinach du chef-d'œuvre de Shakespeare; mais l'auteur a considérablement élargi, dans le volume, le cadre de son étude. Quant à la traduction, elle ne pouvait être que très remarquable, venant d'une plume aussi intimement familiarisée avec la langue et avec la pensée du tragique anglais. Les vers y alternent avec la prose et, sous l'une comme sous l'autre forme, on retrouve la couleur changeante de l'original avec ses nuances infinies. La partie poétique est même parvenue à concilier avec un rare bonheur les gênantes exigences de notre prosodie et la fidélité au texte anglais. Nous eussions préféré cependant que M. T. Reinach ne se fût pas laissé aller à l'attrait de ce tour de force et nous eût donné une traduction toute en prose, dans laquelle il aurait pu serrer son auteur de plus près encore.

Louis Ulbach : *le Château des Épinès*. (Calmann Lévy.) — C'est évidemment une nature peu commune que celle d'une jeune fille du monde qui, dans un moment d'aberration, par bravade, se livre à un homme qu'elle ne veut plus voir et méprise le lendemain; puis, qui, devenue mère, abandonne son enfant sans souci de ce qu'il deviendra. Elle est pourtant vraie. L'égoïsme, la révolte contre la discipline de la famille, l'absence de tout sentiment de maternité sont autant dans

la logique du caractère tracé et analysé par l'auteur, que dans la réalité des passions qui agitent l'âme humaine. Nous ne serons pas surpris toutefois si cette histoire choque certains lecteurs. Le type que nous présente M. Ulbach est trop exceptionnel pour ne pas heurter des habitudes d'esprit ou des préjugés, d'autant plus que l'action se passe dans un milieu social où l'éducation et les allures, si elles n'effacent pas les imperfections, les atténuent ou les masquent tout au moins. A la question de la fille-mère dans le monde, M. Ulbach en a mêlé une autre non moins considérable : celle de l'épouse sans dot que la mort de son mari, si riche qu'il puisse être, laisse sans ressources, à moins qu'un testament ou la tutelle d'un enfant n'assure son avenir. L'œuvre entière est traitée avec cette vigueur d'observation qui caractérise le talent de M. Ulbach, talent aujourd'hui en pleine possession de ses moyens et que le travail et l'expérience ont longuement mûri.

C. Coquelin : *L'Art et le Comédien*. (Paul Ollendorff.) Plaidoyer très fin, très vif et très concluant en réponse aux méticuleux qui prétendent aujourd'hui encore reléguer le comédien dans un coin spécial de notre société. M. Coquelin réclame à juste titre, pour les artistes de théâtre qui honorent leur carrière comme lui-même l'a honorée, le droit d'égalité avec ceux qui se vouent à n'importe quelle autre branche de l'Art. Il démontre, en appelant à son aide le témoignage de quelques-uns de nos premiers écrivains, que le comédien est, lui aussi, un créateur, souvent le collaborateur indispensable de l'auteur dont il se trouve appelé à interpréter l'œuvre. Avant d'être imprimé, ce plaidoyer avait été prononcé et applaudi à la salle du boulevard des Capucines; la brochure n'aura pas moins de succès que la

conférence et exercera une influence indubitable en faveur de la cause que M. Coquelin a entrepris de mettre dans son vrai jour.

A. Pellissier : *les Grandes Leçons de l'antiquité classique*. (Hachette.) — Si ce livre n'était pas destiné à l'éducation de la jeunesse, nous ne manquerions pas de chicaner son auteur sur la façon dont il étudie et comprend la civilisation. Car nous ne nous laisserons pas de le répéter : rien n'a été spontané sur notre globe, tout a obéi aux lois de l'évolution, ce qui se traduit par cette formule : rien ne se crée, tout se transforme. Et l'histoire ne sera vraiment productive que lorsqu'on l'envisagera à ce point de vue. Mais, puisqu'il est téméraire, paraît-il, de chercher à faire pénétrer ces idées dans notre enseignement, prenons simplement l'ouvrage de M. Pellissier pour ce qu'il est. Il a, d'ailleurs, un grand mérite. Professeur de l'Université, admirateur passionné de la Grèce et de Rome, l'auteur aurait pu, comme tant de ses collègues, nous donner sur le monde ancien ses idées personnelles, et nous aurions eu une dissertation de plus. Écrivant pour l'instruction de la jeunesse, il a préféré céder la parole aux orateurs, aux poètes, aux écrivains qui ont fait la gloire de Rome et d'Athènes; il a borné sa tâche à encadrer habilement les citations de réflexions judicieuses, à les relier discrètement en commentateur sagace et érudit. L'antiquité revit ainsi devant nous, peinte par elle-même. Conçu de la sorte, l'ouvrage n'en aura que plus de force, et ne s'en imposera que mieux à l'attention des lecteurs, que ce soient les élèves de nos lycées dont il facilitera les recherches dans les œuvres des écrivains grecs et romains, ou le grand public qui y puisera une connaissance exacte de la vie dans l'antiquité.

L'Administrateur-Gérant : RENAUD.

Paris. — Typographie Georges Chamérot, 19, rue des Saints-Pères. — 9238.

M. THIERS ⁽¹⁾

XXX

Le cabinet du 11 octobre 1832 avait adopté pour programme la politique de résistance.

Inaugurée par Casimir Perier, pour tenir tête aux partis hostiles à la monarchie de 1830 et pour assurer la prédominance des intérêts conservateurs; continuée après la mort si prompt du grand ministre par ses collègues du 13 mars 1831, dans le même esprit mais avec plus de bonne volonté que de succès; recommandée par le prince de Talleyrand comme le seul moyen de gouvernement capable de fonder et d'asseoir la jeune dynastie orléaniste au milieu des monarchies de la vieille Europe, cette politique de résistance avait toutes les prédilections du roi Louis-Philippe, qui aimait à se vanter, après coup, de l'avoir imaginée. de toutes pièces et de pouvoir l'imposer successivement aux divers ministres que les majorités parlementaires introduiraient de gré ou de force dans les conseils de la couronne.

M. Thiers, ministre de l'intérieur, se considéra comme l'homme d'action du cabinet du 11 octobre, et se présenta tout de suite au pays et aux Chambres avec ce caractère.

Il ne se regardait comme engagé envers aucun autre parti que celui du gouvernement qu'il avait contribué à établir, avec l'espoir et l'ambition de le diriger à son tour, quand son heure serait venue. Dès le lendemain de la révolution de Juillet, il avait

(1) Voir la *Nouvelle Revue* du 15 décembre 1879, du 1^{er} et du 15 janvier 1880.

soutenu de sa plume et de sa parole, comme publiciste et comme député, les ministres du roi Louis-Philippe, dans toutes les épreuves que la monarchie nouvelle avait traversées. Il avait même été au delà de Casimir Perier, le jour où il avait défendu l'hérédité de la pairie. Ses opinions étaient connues. Il était impatient d'agir.

Il n'était pas, comme les plus illustres doctrinaires, conservateur par naissance ou par principes. Il s'était fait conservateur par libre choix, croyant obéir à ses instincts d'homme de gouvernement, mais en réalité pour suivre la voie rapide et sûre qui l'avait conduit au pouvoir. Il avait commencé son éducation politique à une école bien différente de celle des Broglie ou des Guizot, dont il était devenu le collègue, et dont il devait maintenant balancer l'influence, dans les conseils du roi et sur les délibérations des Chambres, par l'éclat de son talent et l'importance de ses services. Non moins que les hommes de la doctrine, il se montrait attaché à la monarchie parlementaire, et, comme eux, il avait à cœur de fonder le régime de liberté légale qui leur semblait à tous la fin et le couronnement de la Révolution française. Mais il voulait avant tout que la monarchie dont il était le ministre fût un gouvernement fort et respecté, avec tous les attributs et toutes les prérogatives du pouvoir. M. Thiers a de tout temps aimé le pouvoir et cru aux avantages que le pouvoir assure aux hommes d'État capables de le bien exercer. Dès son entrée aux affaires, il tint à marquer nettement qu'entre ses mains l'autorité ne faiblirait pas, mais saurait au contraire se montrer active et vigoureuse.

Le ministère avait devant lui une tâche à la fois très lourde et fort délicate. Au dehors, il avait la question diplomatique soulevée par la révolte d'une partie des Pays-Bas, à résoudre de concert avec l'Angleterre par la fondation du royaume de Belgique. A l'intérieur, il devait mettre fin à l'insurrection de la Vendée légitimiste insurgée à la voix de la duchesse de Berry, dont la résidence était encore inconnue, mais dont la présence était certaine. La prise d'armes des républicains, le jour des funérailles du général Lamarque, avait amené, après une bataille héroïque de deux jours dans le cloître Saint-Merry, la défaite de

ce parti, de beaucoup le plus menaçant pour le gouvernement de 1830. Cette défaite n'était pas définitive. De graves mesures étaient à prendre, comme au temps de Casimir Perier ; on se résolut donc à continuer sa politique, mais « sans dédaigner la haute expérience et sans décliner la présidence morale du roi ». M. Thiers souscrivit à ce programme. Il pensait alors que la royauté nouvelle, si elle voulait vivre, se faire accepter et même se faire préférer à la République par la France toujours avide d'un gouvernement doué d'une véritable initiative, aurait commis la plus lourde des fautes en se résignant au rôle d'une royauté fainéante. Il admettait, sinon en théorie, au moins dans la pratique, et même dans une mesure assez large, l'action incessante du roi. C'était sa manière de faire sa cour à Louis-Philippe, dont l'appui lui était nécessaire dans le conseil et dont il était prêt à servir la politique dynastique et personnelle, afin de devenir un ministre indispensable. Après avoir accepté, dans toute son étendue, la tâche qu'il s'agissait de remplir, après l'avoir envisagée dans ses difficultés comme dans ses conséquences, M. Thiers se mit à l'œuvre.

XXXI

Il commença le 13 octobre, quarante-huit heures après son installation au ministère de l'intérieur, par adresser une circulaire à tous les préfets du royaume. Cette circulaire trace leurs devoirs à ces fonctionnaires, en des termes qui méritent d'être rappelés :

« La France, disait le nouveau ministre, a fait une révolution glorieuse pour venger la violation des lois ; ce serait une funeste inconséquence, une déplorable faiblesse que de n'en pas assurer le respect au lendemain de cette révolution ; ce serait manquer le noble but pour lequel elle a été faite. Hors du règne des lois, il n'y a que le règne des partis, c'est-à-dire la violence, l'inquisition et la guerre civile.

« C'est à imposer le joug à tous les partis que nous devons apporter tous nos soins. Tandis que la masse de la nation se montre paisible, éclairée et satisfaite des institutions qu'elle a

conquises, il est des hommes qui, sortis des rangs des amis de la liberté, la comprennent mal et la feraient dégénérer en anarchie, si l'on ne résistait à leur égarement; il en est d'autres qui, dès longtemps conjurés contre elle, l'attaquent par des intrigues, par des complots, par la guerre civile, par les plus coupables et les plus odieux moyens. Il faut éclairer les premiers, les contenir, leur opposer la force des lois, s'ils s'en écartent; surveiller les seconds, suivre leurs menées, les frapper enfin, quand ils se soulèvent contre l'ordre établi. Nos efforts doivent tendre à prévenir les erreurs des uns, à déjouer les trames des autres, mais nous devons finir par les réprimer tous, quels qu'ils soient, avec une ferme énergie, quand ils osent troubler le repos public. Le gouvernement du roi doit être exempt de tout esprit de haine et de vengeance; mais il ne peut, ne doit souffrir d'aucune part la violation des lois; il doit à la France l'ordre public qu'il lui a promis en même temps que la liberté.

« Faites en sorte, monsieur le préfet, que, par votre esprit modéré et conciliateur mais aussi par votre impartiale justice, le gouvernement du roi apparaisse tel qu'il doit, tel qu'il veut être, c'est-à-dire animé de bienveillance et de force. »

On remarquera la différence du langage tenu par le ministre, suivant qu'il parle du parti républicain ou du parti légitimiste. Le premier de ces partis venait de subir un grave échec; le second était en pleine révolte. L'insurrection de la Vendée était fort mal accueillie dans les régions de la France acquises dès longtemps aux principes de la Révolution. Cette partie du pays n'était pas loin d'accuser le gouvernement de Juillet d'insigne faiblesse et de complaisance coupable à l'égard des écervelés qui osaient relever le drapeau blanc et recommencer la chouannerie dans les provinces de l'Ouest. L'opinion libérale était donc à ménager, surtout à la veille du grand coup que M. Thiers méditait de frapper: c'est pourquoi le ministre de l'intérieur du 11 octobre traite le parti républicain comme un parti d'hommes exaltés et égarés par leur exaltation même, mais non pas comme un parti irréconciliable. Mais le tour des républicains viendra. Ce qui importe, c'est d'abord d'en finir avec la Vendée.

La présence de la duchesse de Berry sur le théâtre de l'insur-

rection n'était plus douteuse. On savait qu'elle ne devait pas être éloignée de Nantes, dans la Loire-Inférieure. M. Thiers comprit toute l'importance, en des conjonctures semblables, d'une action rapide et énergique. Il se montrait surtout résolu à ne reculer devant aucun obstacle. Il lui fallait un homme de confiance, un agent prêt à tout. Il le trouva dans M. Maurice Duval, qui était alors préfet de l'Isère et qu'il nomma préfet de la Loire-Inférieure. Ce fonctionnaire s'était fait connaître six mois auparavant, dans une échauffourée à Grenoble, comme un homme rude, sans ménagements, élevé à l'école du premier Empire, plus enclin à imposer son autorité par la compression que propre à la faire respecter par son tact et son habileté dans le maniement du pouvoir. L'impopularité de M. Maurice Duval n'arrêta point M. Thiers ; et l'on peut remarquer, dès ce moment de sa vie, le peu d'hésitation qu'il montra toujours dans le choix des instruments de sa politique. A Grenoble, dans des troubles qui avaient éclaté à la suite d'une mascarade où la personne du roi Louis-Philippe avait été grossièrement caricaturée, M. Maurice Duval, emporté par son zèle, au lieu de recourir à l'intervention de l'autorité municipale pour mettre un terme à des plaisanteries d'ailleurs inconvenantes, avait préféré faire sortir la garnison et ordonner le feu contre la foule. Il y avait eu de nombreuses victimes de ce véritable abus de la force, que Casimir Perier, emporté à son tour par sa passion conservatrice, s'était donné le tort de couvrir, au lieu de le réprimer. M. Thiers, ayant besoin d'un homme d'action à Nantes, s'empressa d'appeler M. Maurice Duval, qui était à cette époque un véritable préfet « à poigne », comme nous en avons revu depuis, à toutes les époques de crise.

Au reste, le ministre de l'intérieur n'avait pas hésité à faire appel au concours des préfets de l'Ouest, dans une circulaire spéciale où il s'attachait à les préparer au rôle que les événements pourraient à l'improviste leur imposer :

« La tâche de l'administration est sans doute difficile dans toute l'étendue du royaume, disait M. Thiers aux préfets de l'Ouest ; elle l'est surtout dans les départements confiés à vos soins. C'est particulièrement avec vous que mes rapports seront plus fréquents, plus actifs, jusqu'à ce que l'ordre soit complète-

ment rétabli. Je dois donc vous annoncer quelles sont les intentions formelles du gouvernement, relativement au pays soumis à votre surveillance.

« Il faut que l'ordre, la sécurité, renaissent dans l'ouest de la France. Sans doute, il ne dépend pas de l'autorité publique de calmer en un jour des passions invétérées, de mettre sur-le-champ un terme à de vieilles intrigues ; mais il faut apporter la plus prompte et la plus constante activité à persuader aux populations que vous administrez et aux ennemis que vous avez à combattre la ferme et irrévocable volonté du gouvernement à leur égard.

« Les habitants de la Vendée sont disposés à la paix, au travail. De coupables suggestions ont seules pu leur persuader qu'on voulait persécuter leurs familles, gêner l'exercice de leur culte, troubler leurs croyances et leur bien-être. Les détromper doit être votre premier soin. Loin de persécuter des populations paisibles, le gouvernement a usé de modération même envers des ennemis déclarés. Loin de gêner leur culte, il a mis le plus grand soin à les protéger tous.

« Il sait que tout gouvernement doit porter le plus grand respect à la religion.

« A côté de ces populations aveuglées, se trouve cette autre population éclairée, généreuse qui, pendant nos troubles, a tant souffert pour la cause de la liberté : on a cherché aussi à la tromper, à lui persuader que le gouvernement trahissait son dévouement par une coupable indulgence pour les rebelles de la Vendée. Ce sont encore là d'injustes calomnies ; il n'entre dans les dispositions du gouvernement aucune intention de ménager les partisans de la dynastie déchue.

« Il ne veut pas poursuivre aveuglément tous ceux auxquels s'attachera une qualification bien ou mal méritée ; mais il n'est pas une intrigue qu'il ne cherche à déjouer, pas un complot qu'il ne veuille confondre, pas un attentat qu'il ne soit prêt à punir. Un abîme immense, celui d'une révolution, sépare le roi et ses conseillers de ces ennemis irréconciliables, qui voudraient remplacer sur le trône une dynastie déchue à jamais. Pour mon compte, j'ai mission, et je n'en aurais jamais accepté d'autre, de les poursuivre activement et de ne m'arrêter envers eux qu'à

la limite des lois. Vous retrouverez, monsieur le préfet, ce langage dans toutes mes communications confidentielles aussi bien que politiques. Il faut protéger l'Ouest contre tous les chefs qui voudraient y ramener les désastres d'une autre époque ; il faut les rechercher, les saisir ; il faut que, quels que soient leur nom et leur rang, ils tombent tous dans la main de la puissance publique.

« Pour arriver au but de nos efforts, je vous demande activité, intelligence et courage. Je signalerai au conseil la moindre hésitation, la moindre faiblesse chez tous les agents de l'administration ; je provoquerais leur révocation immédiate si j'apercevais quelque mollesse dans l'accomplissement de leurs devoirs, la punition la plus sévère si j'apercevais la moindre infidélité.

« Le roi, monsieur le préfet, ses conseillers, la France tout entière, se sont dévoués à une tâche pénible en entreprenant de fonder un gouvernement régulier à la suite d'une révolution : il faut que tout le monde partage ce dévouement, il faut que tout le monde ait de la constance, du courage à remplir des devoirs difficiles. Ceux qui se défont de leur propre énergie ne doivent garder ni accepter des fonctions qui seraient au-dessus de leurs forces. Ne soyons pas persécuteurs, monsieur le préfet, mais soyons fermes et dévoués à la cause que nous avons embrassée.

« Le gouvernement ne vous refusera aucun moyen d'action. Proposez-lui tous ceux qui vous paraîtront nécessaires ; il en est encore d'assez puissants, tout en se renfermant dans la limite de la justice et des lois. »

Ces circulaires, si nous ne nous trompons, valent par leur précision et leur vigueur les meilleurs discours de M. Thiers. Elles mériteraient de figurer dans le recueil si complet et si bien ordonné, dont la publication se poursuit pour la plus grande gloire de l'illustre homme d'État. Ce sont de grands actes de gouvernement. L'habileté n'y manque point. On la reconnaît aux précautions infinies que M. Thiers prend, pour ne s'aliéner personne dans ces masses indifférentes qui assistent passivement aux événements politiques sans s'y mêler et quelquefois même sans les comprendre. Mais l'habileté n'est rien ici : ce qui est tout, c'est

la force, la clarté, l'esprit de décision. Il y a là tout un plan de campagne. C'est un chef qui parle, qui explique ses vues et qui donne ses ordres. Tout est ramené à une idée simple et saisissante : nous avons fondé un gouvernement, soutenons-le ; défendons-le contre ses ennemis par tous les moyens d'action conciliables avec le respect de la justice et des lois. On saisit aussi dans ce document la parfaite intelligence de l'autorité unie au don précieux du commandement. Le ministre avertit avant de frapper, mais on sent que la punition ne se fera pas attendre, si elle est encourue, pas plus que la récompense, si elle est méritée. Il y a de grands enseignements politiques à recueillir dans ces deux ou trois pages, que l'on ne retrancherait pas sans injustice ni sans dommage de la vie publique de M. Thiers.

XXXII

Mais il ne devait pas se contenter de donner des instructions à ses subordonnés et de dresser pour eux des plans de campagne : il était décidé à agir personnellement, d'une manière directe, sans intermédiaire, en courant tous les risques, y compris le risque de sa vie.

Pendant que le ministère du 11 octobre prenait toutes ses dispositions pour frapper un coup décisif, la duchesse de Berry venait de se réfugier à Nantes même, dans une maison de la rue Haute du Château, chez des amies dévouées, les demoiselles Duguigny. Le lieu de sa retraite était encore ignoré. Il fallait une trahison pour livrer un pareil secret. M. Thiers négocia lui-même cette trahison.

La princesse, depuis qu'elle s'était mis en tête de relever sa cause et celle de son fils, le duc de Bordeaux, avait donné sa confiance à plusieurs agents dont elle se servait comme d'intermédiaires auprès des cours européennes, en qui elle espérait trouver un appui pour restaurer le trône légitime. Parmi ces agents se trouvait un juif converti au catholicisme, nommé Simon Deutz, qui avait rempli, pour le compte de la duchesse, diverses missions en Espagne et en Portugal. Dans le cours de ses

pérégrinations, l'appât d'un gros lucre le tenta : il résolut de livrer sa bienfaitrice à prix d'argent, et il entra en négociations avec M. le comte de Montalivet, successeur de M. Casimir Perier dans les fonctions de ministre de l'intérieur. Sans repousser les offres de Deutz, M. de Montalivet, ami personnel du roi Louis-Philippe et de la reine Marie-Amélie, qui était la propre tante de la duchesse de Berry, parut embarrassé de ces propositions infâmes. Survint la crise ministérielle, qui se dénoua le 11 octobre et qui délivra M. de Montalivet de ses scrupules, en lui enlevant son portefeuille. M. Thiers, averti, ne balança point à entrer en pourparlers immédiats avec Simon Deutz. Un soir de novembre, par un brouillard épais, un rendez-vous fut assigné au ministre de l'intérieur, allée des Veuves, aux Champs-Élysées. Il devait y apprendre la vérité sur la duchesse de Berry et sur le lieu de sa retraite. M. Thiers, seul, sans aucune escorte de police, se trouva au rendez-vous avec « l'homme qui allait livrer une femme », le vit, l'entretint, lui acheta son secret et combina avec ce traître toutes les dispositions qu'il y avait à prendre pour opérer l'arrestation de la duchesse de Berry, conformément à ce qui avait été décidé dans les conseils du gouvernement. Ainsi, dans ces graves conjonctures, M. Thiers fut à lui-même son propre agent et ne voulut se confier à personne. On ne saurait nier qu'à cette heure décisive de sa vie politique, il n'ait fait preuve d'un rare sang-froid personnel, ni, que pour servir la dynastie à la fortune de laquelle il avait rattaché ses propres destinées d'homme d'État, il n'ait fait, avec la plus exemplaire abnégation, bon marché non seulement de la dignité des fonctions qu'il exerçait, mais de son importance et même jusqu'à un certain point de sa sûreté et de sa vie. C'était un coup de partie. M. Thiers l'a joué et gagné, mais à quel prix ? Au point de vue de la stricte raison d'État, le ministre a fait son devoir ; mais, entre les diverses manières qui peuvent se rencontrer de faire son devoir, un homme a toujours le droit de choisir, et c'est dans ce choix même que se révèle une certaine noblesse de nature, rebelle à se plier aux exigences trop souvent pénibles de la politique. La trahison de Deutz excita dans toute la France un profond sentiment de dégoût et d'horreur. L'illustre poète, qui

était dès cette époque la voix puissante et admirée de la conscience nationale, Victor Hugo, écrivit des vers indignés pour stigmatiser, non pas le marché, mais l'homme qui en avait tiré le bénéfice matériel.

Dentz resta flétri dans cette strophe immortelle :

Ce n'est pas même un Juif ! c'est un palen immonde,
Un renégat, l'opprobre et le rebut du monde,
Un fétide apostat, un oblique étranger,
Qui nous donne du moins le bonheur de songer
Qu'après tant de revers et de guerres civiles,
Il n'est pas un bandit écumé dans nos villes,
Pas un forçat hideux blanchi dans les prisons,
Qui veuille mordre en France au pain des trahisons !
Rien ne te disait donc dans l'âme, ô misérable !
Que la proscription est toujours vénérable... ?

Sentiment de générosité vraiment admirable, honneur de notre race, qui se réveille dans les cœurs français avec une force irrésistible, dès que les droits de l'humanité sont en question, et dont l'explosion refoulée entraînerait d'irréparables malheurs !

Les circonstances véritablement odieuses de l'arrestation de la duchesse de Berry, opérée sous les yeux de M. Maurice Duval, préfet de M. Thiers, dans la maison où elle s'était réfugiée, ajoutèrent à l'impopularité du gouvernement. Chateaubriand, le dernier chevalier du droit monarchique, composa un *Mémoire* sur la captivité de M^{me} la duchesse de Berry, qui se terminait par un cri d'amour et de fidélité, destiné à retentir au cœur de la France royaliste. Dans ce *Mémoire*, le grand écrivain mettait en scène le défenseur de la princesse arrêtée ; puis, après avoir fait parler le défenseur, il s'adressait à l'accusateur public :

« Avocat, levez-vous.

« Établissez doctement que Caroline-Ferdinande de Sicile, veuve de Berry, nièce de feu Marie-Antoinette d'Autriche, veuve Capet, est coupable de réclamation envers un homme réputé oncle et tuteur d'un orphelin nommé Henri, lequel oncle et tuteur serait, selon le dire calomnieux de l'accusée, détenteur de la couronne d'un pupille, lequel pupille prétend impudemment avoir été roi depuis le jour de l'abdication du ci-devant roi Charles X

et de l'ex-dauphin, jusqu'au jour de l'élection du roi des Français.

« A l'appui de votre plaidoirie, que les juges fassent comparaître d'abord Louis-Philippe comme témoin à charge ou à décharge, si mieux n'aime se récusar comme parent. Ensuite que les juges confrontent avec l'accusée le descendant du grand traître ; que l'Isariote, en qui Satan est entré, *intravit Satanas in Judam*, dise combien il a reçu de deniers pour le marché.

« Puis, d'après l'expertise des lieux, il sera prouvé que l'accusée a été six heures à la géhenne de feu dans un espace trop étroit où quatre personnes pouvaient à peine respirer, ce qui a fait dire contumélieusement à la torturée qu'on lui faisait la guerre à la Saint-Laurent ; or, Caroline-Ferdinande étant pressée par ses complices contre la plaque ardente, le feu aurait pris deux fois à ses vêtements, et à chaque coup que les gendarmes portaient en dehors à l'âtre embrasé, la commotion se serait étendue au cœur de la délinquante et lui aurait fait vomir des bouillons de sang.

« Puis, en présence de l'image du Christ, on déposera comme pièces de conviction, sur le bureau, la robe brûlée, car il faut qu'il y ait toujours robe jetée au sort dans ces marchés de Judas ! »

Les traits amers de cette éloquente ironie, si terrible dans son emphase même, atteignaient directement la royauté nouvelle. Chateaubriand fut traîné sur les bancs de la cour d'assises pour avoir crié tout haut, à la face de la France rouge de honte et de l'Europe monarchique indignée : « Madame, votre fils est mon roi ! » Il fut acquitté. A sa sortie du prétoire, quand il parut accompagné du républicain Armand Carrel, qui avait tenu à assister à ces pénibles débats, la jeunesse fit une ovation splendide au grand écrivain royaliste, et les partis hostiles à la dynastie de 1830 semblèrent un moment faire cause commune dans leur haine et se coaliser pour abattre ce gouvernement, que M. Thiers défendait *per fas et nefas*, avec une vigueur exempte de scrupules, depuis longtemps inconnue dans la politique. Mais l'homme d'action du ministère avait porté le coup mortel aux ennemis du gouvernement qu'il servait : c'était tout ce qu'il s'était proposé.

XXXIII

La capture de la duchesse de Berry mettait le gouvernement de Juillet dans un cruel embarras. Il semblait qu'il n'y eût que deux partis à prendre, ou rendre la princesse à sa famille, les Bourbons de Naples, maintenant qu'elle n'était plus dange-reuse, ou la faire juger soit par la Chambre des pairs, soit par le jury, suivant les formes ordinaires, et ensuite la gracier pour sauvegarder les droits de la famille et de l'humanité. C'était ce dernier parti que conseillait l'opposition. Le ministère, le roi Louis-Philippe et M. Thiers qui, dans toute cette affaire, paraît avoir été son confident et son agent, avaient de tout autres vues.

Le ministère ne pouvait supporter l'idée d'un procès dans les formes ordinaires. Bien que l'autorité judiciaire eût été saisie dès l'abord et que la chambre des mises en accusation de la cour royale de Rennes eût rendu un arrêt de renvoi devant la cour d'assises, bien que la prisonnière s'attendît à être jugée et se préparât à se faire défendre, le cabinet lui refusa des juges, en invoquant la raison d'État. Les conseillers du roi Louis-Philippe affectaient d'avoir peur de ce procès éclatant et des dangers que, suivant eux, il ferait courir à la paix publique. M. le duc de Broglie et M. Thiers parlaient d'une armée de 80,000 hommes pour assurer le maintien de l'ordre et le respect de la loi. Dans ces exagérations manifestes, il faut reconnaître non pas seulement un stratagème de tactique parlementaire, mais la tendance propre à M. Thiers de pousser tout aux extrêmes pour se donner raison et réduire au silence ses contradicteurs. Au fond, ce que le ministère voulait, c'était faire partager aux Chambres la responsabilité qu'il venait d'encourir devant l'opinion et devant l'histoire. A cet égard, il n'avait jamais manifesté la moindre hésitation. Dès le lendemain de l'arrestation de la duchesse de Berry, le cabinet avait annoncé, par une note insérée dans le *Moniteur*, qu'il demanderait aux Chambres une loi qui suspendît le droit commun en faveur de la prisonnière. « Madame la duchesse de Berry, disait le *Moniteur*, ne peut pas être jugée ; elle ne peut qu'être l'objet d'une mesure politique, et cette mesure ne peut être demandée qu'aux Chambres. »

Sur quoi, Armand Carrel, dans le *National*, faisait observer : « Qu'entend-on par ces mots, une mesure politique ? Est-ce une mesure de gouvernement ? Le pouvoir législatif fait des lois, mais ne gouverne pas ; et les lois qu'on lui propose, qu'il discute ou qui partent de son initiative, ne peuvent pas avoir d'effet rétroactif. » Mais M. Thiers, à la tribune de la Chambre des députés, s'offrit à démontrer qu'il n'était fait, dans la circonstance, aucune dérogation aux principes et aux règles du gouvernement représentatif :

« Dans ce gouvernement, dit-il, aucun acte important dans la politique ne peut avoir lieu sans que l'on s'en explique devant les Chambres. Le droit de guerre et de paix appartient au gouvernement, lui seul peut l'exercer ; et cependant le gouvernement oserait-il faire la paix ou la guerre, sans que des discussions, soit à propos de subsides ou d'interpellations qu'il accepte, aient eu lieu devant les Chambres ? C'est donc un hommage que nous avons voulu rendre au gouvernement représentatif, et ce n'est pas la responsabilité d'un acte que nous avons voulu lâchement rejeter sur vous. A d'autres titres et à plus forte raison encore, si un acte sort du droit commun, de la forme ordinaire des lois, il faut se présenter devant vous et vous dire que cette infraction, nous l'avons commise dans l'intérêt et pour le salut du pays. Nous avons fait arrêter la duchesse de Berry, nous la détenons. Dès que cette résolution a été prise, nous avons formé le projet non pas de jeter la responsabilité sur la Chambre, mais de nous expliquer devant elle. Je le répète, ce n'est pas que nous craignissions la responsabilité de cet acte. Non, les hommes qui ont donné et signé l'ordre d'arrestation de la duchesse de Berry, qui l'ont fait exécuter, ne craignent aucune responsabilité. J'ai foi, une foi absolue, dans la durée du gouvernement, et d'ailleurs, si jamais un gouvernement ennemi devait, pour le malheur de mon pays, remplacer le nôtre, croyez-le, nos dangers personnels, les nôtres à tous, n'en seraient pas moindres, parce que nous vous aurions arraché un vote sur cette question. Le partage de cette responsabilité ne les diminuerait pas. Cet acte n'a fait que nous rattacher à jamais à la Révolution de Juillet et à son sort. »

Dans cette affectation que M. Thiers mettait à conserver tout entière pour le gouvernement une responsabilité qui devait lui peser d'un poids si lourd, il n'est pas malaisé de trouver la preuve du désir intime du ministère et du roi d'engager la Chambre. En cette occasion, M. Thiers consacra le principe que les Chambres, dans un gouvernement parlementaire, ont deux sortes de pouvoirs : un pouvoir législatif, qu'elles exercent dans la plénitude de leur prérogative et de leur indépendance, et un pouvoir de contrôle, d'examen, d'approbation ou de blâme qui les associe de la manière la plus expresse à l'action du pouvoir exécutif et qui engage nécessairement leur responsabilité devant le pays.

La question de la responsabilité n'était donc que déplacée, mais non pas supprimée, et les objections de la presse opposante subsistaient dans toute leur force.

Pour son compte, M. Thiers, à aucune époque de sa vie, n'a dérogé au principe qu'il avait posé dès ses premiers pas dans la carrière. On se souvient de l'insistance avec laquelle, devenu, après les élections du 8 février 1871 et le vote de l'Assemblée de Bordeaux, chef du pouvoir exécutif de la République française, il réclama dans l'Assemblée la nomination d'une commission de quinze membres destinée à l'assister dans les négociations si douloureuses qu'il allait entreprendre pour la conclusion de la paix, alléguant que chacun devait assumer sa part de responsabilité dans les mesures qui restaient à prendre pour conjurer les conséquences des catastrophes qui venaient de fondre sur nous.

M. Thiers voulait donc l'approbation de la Chambre de 1833 pour soustraire la duchesse de Berry à l'application du droit commun.

« Je dis que la duchesse de Berry échappe au droit commun, faisait-il remarquer avec instance ; je dis que la cause elle-même par sa nature, parce qu'elle est toute politique, échappe aussi aux formes judiciaires ; que le procès n'amènerait que ce que nous redouterions tous, un acquittement après jugement. Eh bien ! l'acquittement de M^{me} la duchesse de Berry, à la face du pays, serait une condamnation du gouvernement même. Je sais bien qu'il est au-dessus des erreurs mêmes de la justice ; mais puisqu'il s'agit de politique ici, puisque c'est de politique que nous

parlons, je vous le demande, voudriez-vous un évènement comme celui-là? Un gouvernement qui se respecte n'expose pas un pays à de telles expériences. »

C'est à l'aide de ces raisonnements captieux que M. Thiers s'emparait des esprits dans les assemblées. Ce n'est pas là de la politique de principes, à hautes et larges vues. C'est une sorte d'empirisme terre à terre, et qui spéculé sur les faiblesses des hommes. Tout l'art en consiste à mettre les hommes face à face avec la brutalité des faits et aux prises avec leurs intérêts immédiats, en calculant que ces intérêts excités viendront facilement à bout des résistances que serait tentée de leur opposer la conscience tout d'abord alarmée d'une entorse donnée au droit et à la justice. Le bon sens de M. Thiers, si justement célébré, est tout entier dans ce procédé, d'un ordre peu relevé, mais infailible, et dont il usait sans cesse et sans craindre d'en abuser. Répondait-il à ses adversaires? Il les défiait nettement de faire autrement qu'il n'avait fait lui-même, guidé par la nécessité et selon les circonstances. Sous ce rapport, il n'est pas inutile de citer une page qui est restée, on peut le dire, comme un véritable modèle de polémique à la tribune, car ce genre d'argumentation, quelque défectueux qu'il soit, a souvent servi depuis aux ministres qui avaient à se défendre contre les attaques d'une opposition plus ardente qu'habile :

« Nos adversaires du côté gauche, disait-il dans la discussion de l'adresse de 1832, ne sont encore qu'opposition ; ils ne sont pas gouvernement (qu'on me pardonne ces expressions), et déjà parmi eux il y a des différences, il y a diversité sur le principe même de gouvernement qu'ils demandent ; il y a des divergences dans leurs opinions. Je le leur demande en conscience, ne seraient-ils pas débordés par des amis impatients, qui leur demanderaient ce qu'ils ne pourraient accorder? Ils sont monarchiques, je le sais ; mais que feraient-ils quand ils seraient attaqués par les républicains ou par les carlistes? Feraient-ils des procès à la presse quand ils verraient outrager cette famille que nous avons mise sur le trône et que nous devrions entourer de respect, ne fût-ce que pour prouver qu'une royauté élue a autant de dignité qu'une royauté qui se disait légitime? Resteraient-ils muets, impassibles,

en présence des insultes que l'on prodigue à la majesté royale ? Croyez-vous qu'ils ne feraient pas des procès de presse ?

« Qu'ils viennent nous dire, à l'égard de l'étranger, s'ils respecteront ou non les traités existants ; ceux de 1815. S'ils s'enferment comme nous dans ces traités, ils ne devront plus nous accuser de laisser à la France des limites trop étroites, de n'avoir pas repris Landau, de n'avoir pas reculé nos frontières jusqu'au Rhin. Ils vous diront aussi comment ils auraient fait pour porter des secours à la Pologne.

« Ils auront à s'expliquer clairement, nettement, sur tous ces points. »

Il n'est aucun ministre attaqué qui n'ait tenu langage semblable, en l'appropriant à sa propre situation comme à celle de ses adversaires. Encore une fois, cette argumentation tout agressive n'est d'aucune valeur au point de vue de la défense des actes et de la politique d'un ministère attaqué, et pourtant elle manque rarement son effet, elle réduit au silence les opposants, qui ne répliquent le plus souvent que pour la forme. C'est que le pouvoir et les hommes du pouvoir ont pour eux l'avantage d'être ce qui est, ce qui subsiste et ce que l'on n'ébranle qu'à la dernière extrémité alors qu'il n'y a plus moyen de faire autrement, tant il est vrai que la stabilité, la durée sont des besoins de premier ordre dans le régime parlementaire et que donner satisfaction à ces besoins devient le principal souci des majorités comme des gouvernements.

XXXIV

Dans l'affaire de l'arrestation de la duchesse de Berry, la Chambre, docile aux suggestions des ministres du 11 octobre, encouragea la dérogation aux lois ordinaires, et Louis-Philippe se considéra comme affranchi de l'observation des règles communes. Le roi et ses conseillers ne surent adopter ni la politique de générosité ni la politique de stricte justice. Il fut décidé que la princesse serait enfermée provisoirement dans la citadelle de Blaye sous la garde du général Bugeaud, dont les utiles services et l'illustration militaire qu'il acquit plus tard ne firent pas oublier le triste rôle qu'il joua dans cette circonstance.

M. Thiers, qui a aimé toute sa vie à faire des mots à effet, disait à ses agents de tous ordres avant l'arrestation de la duchesse : « Nous voulons bien arrêter le duc d'Enghien ; mais nous ne voulons pas le fusiller. » On ne pouvait guère songer à fusiller une femme, du sang royal de Bourbon et la propre nièce de la reine des Français. Comment se fait-il que l'on ne recula point devant l'idée de la déshonorer publiquement, comme on se donna la peine de le faire, avec une sorte de raffinement dans l'outrage, sans doute pour le plus grand profit de la dynastie nouvelle, mais au grand scandale de toutes les familles couronnées et de l'Europe monarchique ? Qui a médité ce plan si froidement mis à exécution ? M. Thiers n'était plus ministre de l'intérieur. Ses démêlés avec M. le comte d'Argout au sujet des attributions de leurs ministères respectifs avaient dégénéré en une mésintelligence profonde. M. d'Argout, ministre du commerce, ambitieux du pouvoir, était parvenu à se faire donner, avec l'administration départementale et communale, tout le personnel des préfets. Il ne restait à son collègue de l'intérieur que la police. M. Thiers déclara qu'il ne lui convenait point d'être le Fouché de la monarchie orléaniste, et affecta de dire qu'il voulait se retirer. Mais comme le cabinet ne pouvait se passer de l'appui de son grand talent de parole et qu'il avait réussi à plaire au roi, on arrêta que, M. d'Argout étant devenu en fait ministre de l'intérieur, M. Thiers échangerait son titre et prendrait le portefeuille du commerce avec les travaux publics ; c'est même en qualité de ministre du commerce que, d'accord avec M. le duc de Broglie, il défendit devant la Chambre la grande mesure de l'arrestation qu'il avait préparée et fait exécuter. Quant aux affaires de Blaye, il y demeura personnellement étranger. Quoi qu'il en soit de ce chassé-croisé dans le sein du cabinet, « la haute expérience et la présidence morale du roi » n'en imposèrent pas moins aux ministres du 11 octobre la responsabilité de la conduite odieuse que le gouvernement crut devoir tenir à l'égard de la royale prisonnière. De cette responsabilité, M. Thiers a eu sa part, qu'il n'a pas repoussée, qu'il a portée au contraire jusqu'à la fin de sa vie, sans jamais faire amende honorable au parti légitimiste, alors que tant d'autres parmi ses collègues cherchaient à faire oublier le passé, en

imaginant des projets de fusion que l'aventure de Blaye a toujours fait échouer.

La duchesse était enfermée depuis six semaines, quand des rumeurs étranges commencèrent à circuler. Donnant une certaine consistance à de vagues accusations de légèreté et d'imprudence, on disait au Château, dans les Chambres et sur les boulevards, que la veuve du duc de Berry se trouvait enceinte et ne devait pas tarder à mettre au monde un enfant dont la naissance consternerait ses amis les plus fidèles et dérouterait ses partisans les plus dévoués. Les légitimistes se récrièrent aussitôt, et, dans leur zèle à défendre l'honneur de leur princesse, insultèrent non seulement la royauté orléaniste, mais la France de la révolution de Juillet. Les républicains, qui avaient pris la plus grande part à cette révolution sans en profiter, relevèrent ces insultes avec la hauteur et la noblesse naturelles à leur parti. Il devenait nécessaire de rabaisser le ton insolent de la presse royaliste, et les deux journaux républicains d'alors, le *National* et la *Tribune*, adressèrent aux écrivains légitimistes un cartel plein de fierté et de dédain. « Il paraît que voilà le moment venu, disait le *National*, de prouver la fameuse alliance carlo-républicaine. Qu'à cela ne tienne ! Quo messieurs les cavaliers servants de la duchesse de Berry disent combien ils sont, qu'on se voie une fois, et qu'il n'en soit plus question ; nous n'irons pas chercher les gens du juste milieu pour nous aider ! » Ce défi d'Armand Carrel l'amena sur le terrain dans une rencontre avec M. Roux-Laborie. Le noble journaliste républicain fut grièvement blessé, et, dans Paris, l'émotion fut immense. M. Thiers envoya son secrétaire prendre des nouvelles de son ancien collaborateur au *National*. Les amis du blessé refusaient d'introduire cet envoyé inattendu, mais Carrel : « Qu'il entre, dit-il ; j'ai une grâce à demander à M. Thiers ; je désire que M. Roux-Laborie ne soit pas inquiété », se montrant ainsi généreux et sans rancune dans la guerre acharnée que se faisaient alors les partis. Ce témoignage d'intérêt donné par M. Thiers à Armand Carrel fut le dernier : pourquoi faudra-t-il que nous ayons à rappeler qu'après l'attentat de Fieschi, M. Thiers ne sut pas rendre à la vaillante opposition de son ancien ami l'hommage de respect qui lui était dû, et s'abaissa jusqu'à ordonner une vi-

site domiciliaire, une perquisition et une saisie chez un homme qu'il avait connu dans les jours obscurs, et qu'il devait regarder comme incapable de s'associer de près ou de loin à aucune entreprise, à aucun complot de ce genre ?

La duchesse de Berry, surveillée de près, soumise à des investigations blessantes pour sa dignité, se départit de la réserve silencieuse qu'elle avait d'abord observée ; elle fit une déclaration dans laquelle elle avouait son mariage secret avec le comte Lucchesi-Palli. Sous prétexte d'honorer le rang royal de la princesse, la déclaration qu'elle avait remise au général Bugeaud signée de sa main, et qui avait été déposée à la chancellerie de France, fut insérée au *Moniteur*. On voulait signifier au pays qu'aux termes du droit monarchique, la mère du duc de Bordeaux, s'étant mariée à un étranger, avait perdu sa qualité de Française et cessait de pouvoir réclamer le nom et le titre de régente, à l'aide desquels elle avait fomenté et entretenu la guerre civile dans le royaume. La grossesse fut déclarée bientôt après, et l'accouchement eut lieu devant une commission de médecins désignés à cet effet, afin de bien démentir aux yeux de la France et de l'Europe les soupçons auxquels la haine légitimiste avait exposé la dynastie nouvelle. Mais tout cet appareil ne servit qu'à mettre plus complètement en lumière la conduite du roi Louis-Philippe à l'égard de sa nièce. Ce prince avait poursuivi et accompli ses desseins. Quand il rendit la duchesse de Berry à la liberté et à ses parents de Sicile, ce n'était plus une princesse royale, ce n'était plus la mère dévouée du roi de France, qui avait voulu relever les droits de son fils et reconquérir sa couronne au péril de sa vie ; ce n'était qu'une pauvre infortunée, victime de ses faiblesses de cœur et qui, avant de courir les aventures guerrières, en avait connu d'autres d'un caractère moins héroïque : le rôle politique de la duchesse de Berry était fini à jamais, et la cause qu'elle avait voulu servir était irrévocablement perdue.

XXXV

C'est en effet de l'année 1832 que date la défaite définitive du parti légitimiste dans notre pays. A la vérité, ce parti avait vu la

France de 1830 se lever tout entière contre lui par un élan irrésistible, au moment où il avait paru menacer les conquêtes de la révolution de 1789 d'une confiscation illégale et violente. Mais la branche aînée des Bourbons ne laissait pas d'avoir conservé sur bien des points de la France des partisans dévoués qui auraient pu fournir à des chefs politiques plus avisés, plus actifs que ceux que la cause royaliste sut se donner alors, les moyens de reconstituer un parti puissant et en état de tenir en échec la monarchie nouvelle. La Vendée et la Bretagne, encore sous l'influence dominante des nobles et des prêtres, tenaient ouvertement pour les fleurs de lis et le drapeau blanc. Dans les départements du Nord, toute l'action politique était aux mains des grands propriétaires, qui étaient loin d'avoir désiré une révolution en Juillet 1830. Dans le midi de la France, les populations ardentes et encore peu éclairées de la Provence et du Languedoc confondaient la cause de la Révolution française avec les guerres si longues et si cruelles qui l'avaient fait triompher au dedans comme au dehors, et, par horreur de ces temps glorieux mais terribles où l'impôt du sang leur avait semblé si dur à payer, préféreraient hautement la pacifique Restauration qui ne demandait au pays aucun sacrifice du même genre. Enfin, dans les classes élevées, il y avait partout des hommes de mérite, d'une grande dignité et d'une parfaite correction, qui inclinaient à considérer la réconciliation de la France avec son antique maison royale comme la voie la plus sûre pour établir les libertés constitutionnelles. Si vous ajoutez à tous ces éléments les fonctionnaires de la Restauration qui, après la révolution de Juillet, s'étaient retirés volontairement ou avaient été révoqués, et les officiers de la garde royale au nombre de plus de mille qui avaient été mis à la demi-solde, vous aurez le tableau de toutes les forces politiques que les amis des Bourbons de la branche aînée avaient à leur disposition et dont ils ne surent tirer aucun parti.

Un parti politique ne peut se constituer, vivre, grandir et triompher qu'à la condition d'avoir un point d'appui sérieux dans l'opinion, une juste cause à défendre, de fortes passions contenues et commandées par une discipline sévère, des chefs obéis et respectés.

La faveur de l'opinion devait fatalement faire défaut au parti légitimiste. En dépit des causes nombreuses qui pouvaient émouvoir la sensibilité de ce pays toujours généreux, telles que l'antiquité de la race royale, la jeunesse et l'innocence du prétendant, l'usurpation astucieuse dont ses droits à la couronne avaient été l'objet, les allures bourgeoisement mesquines de la monarchie nouvelle, les incertitudes et les hésitations du pouvoir, le mécontentement croissant des classes ouvrières, les fidèles de la branche aînée ne parvinrent pas à faire oublier au pays qu'il y a désormais un abîme entre l'ancien royalisme et la France, telle que l'a faite la révolution.

Les écrivains et les orateurs légitimistes auraient cru manquer à leur cause s'ils n'avaient pas calomnié, injurié l'histoire de la patrie depuis quarante ans. A leurs yeux, la Révolution française, qui avait fait l'étonnement et l'admiration du monde, n'avait été ni nécessaire ni légitime; nos grands hommes, tribuns, légistes, orateurs, savants, guerriers, n'étaient que des factieux en révolte contre l'autorité de source divine de la monarchie paternelle des Bourbons; notre gloire était une usurpation, notre émancipation une folie criminelle; à partir de 1789, la France avait été dans le délire; ce qu'il y avait à faire, c'était de remonter au delà et de s'en remettre au bon plaisir de la royauté restaurée dans tous ses droits. Jamais le parti légitimiste n'a su faire à la France d'autre proposition que l'abdication de sa propre souveraineté. En 1873, à la veille de la restauration projetée dans les conciliabules de la droite monarchique de l'Assemblée de Versailles, cette éternelle proposition nous a été faite par le prétendant lui-même, quand il s'est réservé de dire à la France quelles concessions il pourrait lui faire sur le choix du drapeau, emblème de la souveraineté nationale. L'opinion se révolta. Tout le monde s'attendait à ce soulèvement, seuls en France les légitimistes ne s'y attendaient pas. De tous les partis politiques, ce parti est, en effet, celui qui voit le peuple de moins près, qui ignore le plus complètement son caractère, son esprit et ses passions, et qui se trompe davantage sur les dispositions de l'opinion publique. Pour un parti qui veut agir, c'est une cause de profonde faiblesse.

La cause légitimiste n'est plus, depuis la révolution de 1789, une cause nationale. Dès 1830, cette vérité ne faisait plus de doute pour la France. Les royalistes ne réclamaient le retour de la branche aînée que pour soutenir la restauration de l'ancienne société. Déjà profondément éloignés du pays, ils n'ont jamais pu se retrouver avec lui sur un terrain commun. A cette époque, les légitimistes, qui venaient d'occuper le pouvoir pendant seize ans et qui avaient employé tous les moyens politiques à pallier les effets de la révolution, en accordant aux émigrés le milliard de l'indemnité, en rétablissant le droit de substitution, en réintégrant l'Église dans toute son ancienne influence par des lois comme les lois sur le divorce, le sacrilège et les congrégations religieuses de femmes, et qui avaient médité de détruire les institutions parlementaires en retirant les concessions de la Charte, les légitimistes prirent le parti de boudier. Par un scrupule de conscience qu'il faut savoir honorer, un certain nombre de magistrats et de fonctionnaires avaient abandonné leurs sièges et résigné leurs fonctions, pour échapper à l'obligation du serment que la nouvelle monarchie avait exigé qu'on lui prêtât. Mais ces démissions mêmes annonçaient que le parti séparait sa cause de celle de la nation. Les royalistes imaginèrent de faire le vide autour du nouveau pouvoir. Ils émigraient à l'intérieur, comme leurs pères avaient émigré au dehors, dans les temps où la nation avait voulu prendre possession de ses droits, et où, pour la contenir et la réfréner, les royalistes avaient eu le malheur de faire appel à l'étranger et de combattre contre le drapeau de la France. Cette émigration d'un genre nouveau montrait assez au pays que le parti légitimiste, dans ses regrets et ses rancunes, ne prenait en main que les intérêts de la noblesse et du clergé en opposition avec ceux du reste du peuple. De là, cette accusation persistante et si fondée, à l'adresse de ce parti, qu'il poursuit obstinément et malgré toutes ses dénégations la restauration des privilèges qui ont engendré et qui engendreraient encore les abus et les iniquités de l'ancien régime ; de là l'irrémissible impopularité qui l'accable et qui l'a toujours empêché de reprendre un rôle actif dans l'histoire de notre pays depuis cinquante ans.

En se tenant ainsi à l'écart, loin du théâtre de l'action politique, les royalistes ne virent pas qu'ils tarissaient en eux la source des passions élevées et fécondes. Ils haïssaient profondément la monarchie de Juillet ; mais la haine ne sert à rien, dans les luttes politiques, pour s'élever et pour grandir. La plupart des royalistes n'avaient éprouvé, après la commotion de 1830, d'autre dommage que la perte de la dynastie qu'ils aimaient : ni leurs personnes, ni leurs intérêts n'avaient été inquiétés ni troublés. Leur situation sociale n'était pas diminuée. Ils n'avaient à espérer d'une troisième restauration que des satisfactions d'amour-propre, toujours insuffisantes pour entraîner longtemps des hommes déjà comblés des faveurs de la fortune, dans la mêlée ardente et périlleuse des partis. Le scepticisme politique les gagna peu à peu, et bientôt, à cause de leur inaction, ils tombèrent dans l'indifférence. Au moment des événements de 1832, leur colère parut assez violente pour les porter à une prise d'armes que la capture de la duchesse de Berry rendit impossible : ils se contentèrent de la guerre des salons, des escarmouches de la presse et de quelques démonstrations toutes platoniques à la tribune. Ainsi s'affaissa et tomba insensiblement en dissolution le parti royaliste purement politique. Sa destinée était inévitable. Dans le monde officiel d'alors, parmi les amis de la dynastie nouvelle, on croyait, on espérait que le parti politique de la légitimité ne résisterait pas longtemps aux attrait du régime parlementaire et qu'il chercherait, comme autrefois le parti des Stuarts définitivement vaincus, à se faire une place à part dans les Chambres et dans le mécanisme du régime constitutionnel. Mais, par une contradiction que lui imposait la force des événements, ce parti soi-disant monarchique se trouva engagé, vis-à-vis du pouvoir, dans une sorte de compromission avec l'autre parti hostile à la monarchie de Juillet, avec le parti qui poursuivait l'abolition de toute royauté en France.

On trouve, dans un discours prononcé par M. Thiers, à la fin de l'année 1834, une critique aussi saisissante que juste de cette contradiction qui a frappé de stérilité toute l'action politique du parti légitimiste sous la royauté de Juillet :

« Voyez, dites-moi, s'écriait M. Thiers en parlant à l'extrême

droite de la Chambre, y a-t-il justice, y a-t-il même amour sincère du principe monarchique à venir tous les jours étaler avec complaisance devant nous les difficultés de notre tâche? Vous êtes les partisans de la monarchie! Croyez-vous que vous la servirez beaucoup en venant ici exagérer les difficultés de son établissement? Si la France est difficile à gouverner, c'est parce qu'elle est toute remplie encore des courroux que vous lui avez inspirés; c'est que les idées les plus saines, les plus justes, vous les lui avez rendues suspectes. Si l'ordre lui paraît despotisme, si la modération envers l'étranger lui est suspecte de servilisme, c'est votre faute et non la nôtre. Si nous avons des difficultés, elles viennent de vous, de la Restauration, parce qu'entre votre modération envers l'étranger, monarchie elle-même, elle a tout, je n'ose pas dire avili, car je ne veux pas outrager un gouvernement qui n'est plus, elle a tout détérioré, tout rendu suspect. Et ne voyez-vous pas, insensés que vous êtes, ne voyez-vous pas ce que vous prépareriez, pour vous comme pour nous, en ne voulant plus aujourd'hui ni ordre, ni repos, ni garanties? Quand nous voulons établir l'ordre, le repos, c'est pour vous comme pour nous, c'est pour vous faire jouir à cette tribune de cette liberté que vous méconnaissiez, et nous vous trouvons au nombre de ceux qui rendent notre tâche plus difficile! Tandis que, si vous étiez capables de comprendre un véritable sentiment, vous devriez vous trouver au nombre de ceux qui nous soutiennent dans notre tâche, noble, mais pénible. Quand on a compromis le pays, qu'on a failli le jeter dans l'abîme des révolutions, la manière la plus convenable d'expier la faute commise ce serait de dire : Eh bien, oui! nous avons contribué à lancer le char de l'État au milieu des périls; nous en avons un regret mortel; nous nous sommes trompés; mais nous venons nous unir aux hommes qui cherchent à rétablir l'ordre que nous avons compromis. Voilà la manière digne, convenable, suivant laquelle les partisans du dernier gouvernement devraient se conduire pour expier le tort d'avoir jeté la France dans une révolution. »

Ces paroles enflammées faisaient bondir M. Berryer sur son banc. Il demandait la parole, il se précipitait à la tribune pour répliquer. C'était pourtant une invitation bienveillante, mais d'une

politique un peu naïve à l'adresse du parti légitimiste. On lui demandait de se fondre, au nom des intérêts conservateurs, avec tous les partis parlementaires, comme avaient fait les Jacobites dans le Parlement de la Grande-Bretagne. Cet appel ne devait pas être entendu, car c'était demander à ce parti sa propre abdication, et les partis, comme l'a dit un jour M. Rouher, n'abdiquent jamais. Mais s'ils n'abdiquent pas, il se réduisent eux-mêmes à l'impuissance, surtout quand ils n'ont point de plan ni de méthode, et que, livrés à l'indiscipline, ils ne savent pas se donner des chefs dont l'autorité s'impose au respect des soldats.

M. de Chateaubriand, en proie à la maladie morale de la désespérance par orgueil qu'il a si bien décrite et dont il a été la plus illustre victime, semait le découragement autour de lui par ses prophéties éloquentes sur l'avenir de la démocratie, qu'il voyait grandir à l'horizon politique et dont les progrès en perspective réjouissaient cette intelligence hautaine, qui ne comprenait plus que le dédain de l'aristocratie et de la royauté, également impuissantes à se rajeunir, à se transformer pour revivre. Le souffle âpre et violent du scepticisme politique desséchait son âme fatiguée. Il ne se sentait plus la force de renouveler des avertissements et des conseils qui avaient été tant de fois jugés suspects. Sa fidélité monarchique, comme sa foi chrétienne, tenait en lui par un effet de cette opiniâtreté bretonne, apannage de cette noble race, « rude compagne des vents et des flots ». Abandonnée à elle-même, cette nature vibrante et pathétique inclinait du côté des faibles qui allaient bientôt avoir l'autorité par le nombre, comme ils avaient déjà le droit par la proclamation des principes de justice et d'égalité qui sont l'honneur et la vie des sociétés nouvelles.

M. Berryer, si grand par la parole, avait l'éloquence d'un tribun et non pas d'un conservateur. Son indépendance naturelle, son amour de la liberté, ses goûts d'artiste, ses habitudes professionnelles le rendaient impatient du joug que la direction d'un grand parti impose tout d'abord à l'homme qui l'exerce. Pour ce grandiose avocat, la cause de la monarchie était la plus belle et la plus éclatante des causes. C'était un procès perdu qu'il portait sans cesse en appel. La royauté était à ses yeux une au-

guste cliente qu'il couvrait de sa protection, au service de laquelle il mettait toutes les ressources de la plus riche organisation. Il aimait à se dépenser, ne demandant en retour que de la reconnaissance et de la popularité. Il n'avait pas épousé les passions rétrogrades de son parti, tout en le servant; et il s'épuisait à réparer les fautes qu'il ne pouvait empêcher de commettre. Sa foi monarchique, quoique sincère, était assez tolérante pour lui permettre de faire des avances à l'opposition et pour vivre en bons termes avec un autre parti dont le succès eût retardé plus que jamais l'avènement de ses espérances. Il se livrait à des entraînements de parole qui semblaient à ses amis comme autant d'imprudences. Indiscipliné lui-même, comment aurait-il réussi à discipliner les autres? Il possédait cependant les qualités les plus rares et les plus précieuses. A la connaissance des affaires même ardues et rebutantes, il joignait une grande activité, une pénétration supérieure, le goût et l'aptitude aux questions les plus hautes de la politique. Il a jeté le plus vif éclat sur son parti pendant plus d'un demi-siècle. A quoi lui a-t-il servi? On a prétendu après 1871 que, si M. Berryer eût vécu, il se fût montré à la France comme le seul homme d'État capable de ramener le roi. Qui pourrait en répondre? N'eût-il pas été désavoué comme l'ont été tous les royalistes libéraux, qui croyaient à la réconciliation de l'antique race de nos rois avec la France moderne, et qui ont vu leurs illusions détruites sans pitié par un prince qui a mis son honneur à ne pas transiger sur son droit divin?

Les destinées du parti légitimiste ont ainsi flotté au hasard des événements et sans direction. Au lieu de rentrer dans la nation, ce parti s'est jeté dans la faction cosmopolite et violente qui mène aujourd'hui l'Église romaine. Si, dans les crises que nous avons traversées, les royalistes ont paru retrouver des chefs, c'est qu'ils ont accepté ceux qui leur ont été donnés par la secte ultramontaine. Dans le parti clérical, les légitimistes n'ont qu'une place qui n'est pas toujours la première. Ils obéissent souvent, au lieu de commander; et quelque honneur, quelque prix qu'ils attachent à confondre leur cause avec celle de l'Église, il n'est pas bien sûr qu'ils n'aient pas porté le dernier

coup à la monarchie traditionnelle, en abjurant les anciennes maximes du droit public et les principes de conduite politique qui avaient émancipé la royauté française de la domination de la théocratie.

Pour tout dire, d'ailleurs, la cause légitimiste en France est affectée d'un vice sans remède. Elle est liée par un lien indissoluble aux souvenirs si cruels de l'invasion de la patrie par les étrangers. Ce sanglant reproche a souvent été jeté à la face des royalistes français, toujours impuissants, malgré leurs réclamations, à s'en laver aux yeux de l'histoire, et victimes à jamais de cette alliance fatale qui, en dépit de leur nom, de leurs services et de leur gloire historique, les a, pour ainsi dire, exclus de la France moderne.

Il est arrivé un jour à M. Thiers de se faire l'accusateur à la tribune nationale du parti légitimiste; il remplit ce devoir avec une émotion que partagèrent la Chambre et la nation, quand il dit, répliquant à M. Berryer, dans la séance du 31 décembre 1834.

« On dit que la Restauration n'est pas revenue avec l'étranger. Messieurs, je ne rappellerai qu'un souvenir :

« Je n'avais presque jamais entendu parler des Bourbons, leur nom était à peine venu à mes oreilles, je ne connaissais que la gloire de l'Empire. Un jour, jour de fatale mémoire, on me dit dans mon pays (j'habitais alors le midi de la France, et je puis employer cette expression); un jour on me dit que des escadres anglaises avaient débarqué des régiments en habits rouges et que, d'un autre côté, des Autrichiens en habits blancs avaient touché le sol de la patrie, et le même jour j'appris que les Bourbons étaient rentrés à Paris. Depuis ce jour-là, il y a eu dans ma tête une involontaire association d'idées; je me suis dit que, si le même jour où j'avais vu en France l'uniforme rouge et l'uniforme blanc, moi qui jusque-là n'avais connu que le glorieux uniforme de nos soldats qui allaient en Espagne ou en Italie, on m'avait appris que les Bourbons étaient à Paris, c'est qu'il y avait liaison dans les deux événements, et jamais il n'a pu sortir de mon cœur ni de ma tête que le gouvernement de la Restauration était le gouvernement de l'étranger. »

Telle a toujours été l'opinion de la France libérale et démo-

cratique depuis 1815 : M. Thiers a été son interprète, modéré mais sincère, dans ces quelques paroles. De telles paroles restent et ne se pardonnent pas. Plus tard, sous l'Empire, après la défaite commune de tous les hommes du régime parlementaire, M. Thiers a pu se promener familièrement, en compagnie de M. de Falloux, de M. Dupanloup, évêque d'Orléans, sous les beaux ombrages du parc d'Angerville, résidence hospitalière de M. Berryer. Rien n'a pu effacer du cœur des légitimistes le souvenir de l'arrestation de la duchesse de Berry, cause de la chute irrévocable de leur parti, et encore moins le souvenir de la longue guerre de tribune que M. Thiers a faite à la royauté traditionnelle. L'histoire a le droit de considérer le « petit bourgeois » de Marseille, l'historien de la Révolution, le ministre de l'intérieur du 13 mars 1832, comme le plus constant et le plus redoutable adversaire qu'une troisième restauration a trouvé devant elle depuis cinquante ans en ce pays. C'est un grand acte dans la carrière publique d'un homme d'État que la mise hors de combat, que la défaite définitive d'un grand parti. De toutes les pages de la vie de M. Thiers, celle que nous venons de raconter n'a été ni la moins importante, ni la moins féconde.

E. SPULLER.

(A suivre.)

SOUVENIRS

DE LA

NOUVELLE-CALÉDONIE

I

Peut-être, avant tout, est-il à propos de dire rapidement ce qu'est la Nouvelle-Calédonie comme géographie et comme histoire. Le lecteur, après avoir pris connaissance de cette terre lointaine, s'y dirigera plus à l'aise et y suivra mieux les divers incidents de l'insurrection canaque.

La Nouvelle-Calédonie s'étend du sud-est au nord-ouest, entre les 20° 10' et 22° 26' de latitude méridionale et entre les méridiens de 161° et 164° 25' à l'est du méridien de Paris. C'est, après la Nouvelle-Zélande, l'île la plus considérable de ce « monde maritime » ou de cette Océanie qui comprend toutes les îles éparses baignées par l'océan Pacifique. Le sol est montagneux et de formation très ancienne. La nature y a éprouvé de violentes convulsions dont on retrouve les traces à chaque pas. La partie la plus bouleversée est le centre même de l'île. Les massifs des montagnes y semblent jetés dans le plus grand désordre. Sans se relier les uns aux autres, ils se composent le plus souvent de deux ou trois sommets très élevés, projetant d'énormes contreforts dans toutes les directions et dont les pentes à peu près inaccessibles encaissent tantôt de simples filets d'eau, tantôt des torrents considérables. La côte Est, à l'exception de quelques baies, est bordée de falaises escarpées et de pentes abruptes; la côte sud, où le sol est rouge et ferrugineux, est moins accidentée. Les contreforts des mon-

tagnes ne viennent plus que rarement jusqu'à la mer et sont remplacés par des collines d'une inclinaison douce. Les plaines y sont vastes et fertiles. Au sud comme à l'ouest, ces plaines alternent avec de grandes forêts que forme une végétation serrée et où dominent les grands arbres du chêne gomme, du kaori, du pin colonnaire et du tamanou. Dans les plaines, l'herbe haute, la ronce vivace, l'arbuste nain, le laurier-rose, le cactus épineux, le bananier, le palmier grêle et svelte avec son parasol de verdure, et le cocotier rugueux à larges feuilles. La plaine est souvent aussi peuplée de grands arbres dont l'espèce la plus connue est le niaouli. La feuille mâchée a la saveur du thym et calme la soif du voyageur. Elle assainit l'air et les marais où elle tombe et est une des causes de la salubrité du pays. L'écorce s'en détache toute blanche avec de longs filaments, s'émiette sous le doigt ; elle sert à la toiture et aux cloisons des cases canaques et la nuit, entre leurs mains, s'allume comme une torche. Le niaouli ressemble au bouleau par son écorce, ses rameaux peu serrés et la petitesse de ses feuilles. Il est l'habitant ordinaire des étendues du sol que les forêts n'envahissent pas ; son parfum est pénétrant et se dissémine dans l'air, par intermittences toutefois. C'est le génie de la santé, bienfaisant, un peu mystérieux. Le nord de l'île où se trouvent, ainsi que dans le nord-est, les mines de cuivre, du nickel et de l'or, a des roches basaltiques de formes bizarres et des falaises toutes percées de grottes. Sur toute l'île, qui a environ quarante lieues de large et cent vingt de long, il n'y a qu'un seul animal, un oiseau, le kagou. Encore est-il rare. Il habite les forêts, a quelque chose du hibou et est d'un aspect triste, avec un gloussement monotone. Il n'y a ni fauves dans les forêts, ni oiseaux dans l'air, ni bêtes courantes dans la plaine. Aussi cette nature volcanique et puissante, cette flore luxuriante des tropiques n'ont-elles point de bruits vivants. Elles ne tressaillent qu'au souffle du vent. La Nouvelle-Calédonie est silencieuse.

L'île entière, à une distance plus ou moins rapprochée de ses bords, est entourée d'une ceinture de corail. Du côté de la haute mer, ce récif est une muraille à pic de plusieurs centaines de mètres de profondeur. A sa face intérieure, il se relie en

s'évasant par un arc concave à la croûte sous-marine de l'île et à l'île elle-même dont le sous-sol est partout de corail. Là le fond est moyen et l'ancre peut y descendre. Ainsi, tandis que la mer déferle du large sur le récif, avec un bruit lourd, en un ruban d'écume, il y a entre le récif et la côte une navigation intérieure en eau bleue et tranquille. Toutefois, des aiguilles y percent çà et là en écueils au ras de l'onde, ou des îles y surgissent, pareilles à des corbeilles de verdure et frangées de sable fin. D'ailleurs, par intervalles, la ceinture de corail s'interrompt, a ses coupures, ses passes accessibles, par lesquelles la vie de l'Océan pénètre dans ces lagunes et les anime de son flot rapide. Elles sont la mer avec ses caprices soudains et perfides, moins ses tempêtes.

C'est le 4 septembre 1774 que la Nouvelle-Calédonie fut découverte par Cook. Il l'aborda par l'Est et reconnut vers le cap Colnett, du nom du volontaire qui le signala, l'île d'un seul arbre (île Pin), île plate, remarquable par un sapin gigantesque qui existe encore aujourd'hui. De là les deux bâtiments de l'expédition traversèrent la chaîne du grand récif et vinrent mouiller au nord de Balade. Cook y vit pour la première fois les indigènes. Ils vinrent, dans de nombreuses pirogues, faire des échanges le long du bord et les Anglais, à leur tour, descendirent à terre. Les livres de voyages représentent naïvement la scène. Le canot est accosté au rivage. Les officiers débarquent. Ils ont la culotte blanche, les bas de soie, les souliers à boucle, le frac bleu galonné d'or, les cheveux poudrés et le tricorne. C'est le costume du bord. L'élégant navire de guerre, c'est un salon armé qui se déplace pour les parages lointains ou pour les combats. On y est en toilette de bal. Les sauvages sortent nus d'un bouquet de cocotiers, s'avancent à la rencontre des étrangers. Ils sont tout à la fois curieux, avides et caressants. D'ailleurs tels ils étaient aux temps de Cook, de Bougainville et de La Pérouse, tels ils sont encore aujourd'hui. Ils vous demandent votre mouchoir qu'on leur donne, puis votre montre qu'on leur refuse. Ils la volent alors et s'enfuient. On la leur reprend et ils vous tuent. Ils ne sont encore nés qu'à la sensation. Ce sont les appétits d'instinct qui les gouvernent.

Les relations de Cook avec les Canaques furent amicales. C'est par d'autres sauvages qu'il devait être tué. Sa fin n'est pas seulement triste, elle est sombre. Frappé de haches, percé de sagaies, il reste sur le sable tandis que ses embarcations rejoignent leur bord. On ne vient chercher son corps que le lendemain, et, les sauvages s'étant dérobés, on ne peut tirer vengeance de sa mort. Il expire ainsi, tout seul, avec une agonie de quelques heures peut-être, non loin de son navire et dans d'amères pensées. Les hommes de génie ne voudraient mourir que dans la plénitude du triomphe ou quand leur œuvre est achevée.

En appareillant de Balade le 13 septembre, Cook était sorti du récif et avait d'abord voulu tourner l'île par le nord. La chaîne du grand récif extérieur, qui s'étendait toujours à perte de vue dans le nord-nord-ouest, le détourna de ce projet. Il vira de bord et prolongea la côte dans le sud-est. C'est ainsi qu'il arriva à l'île Kunié. Il la reconnut le 23 septembre et la nomma île des Pins à cause de la grande quantité d'arbres de cette espèce qu'il y aperçut. C'est à l'île des Pins que se termina son exploration de la Nouvelle-Calédonie.

Après Cook, ce fut La Pérouse. Les relations des voyages de Cook et de ses importantes découvertes avaient éveillé l'attention de la France, et La Pérouse partit en 1788 avec deux bâtiments, la *Boussole* et l'*Astrolabe*, pour l'océan Pacifique. Ses instructions lui prescrivaient une reconnaissance complète de la Nouvelle-Calédonie et des ressources qu'elle pouvait offrir. L'amiral partait pour des terres inconnues, il y disparut. Les dernières nouvelles qu'on reçut de lui datent de Botany Bay, en Australie. On y voit aujourd'hui, parmi les promeneurs et le bruit de la civilisation, une colonne élevée à sa mémoire. A deux pas du monument, on envoie des dépêches télégraphiques en Europe et dans le monde entier. On a su bien longtemps après que l'expédition se termina à Vanikoro par un naufrage. D'ailleurs La Pérouse n'alla sans doute pas en Nouvelle-Calédonie, il n'y existe aucune trace, aucun souvenir de son passage.

Ce fut le contre-amiral Bruny d'Entrecasteaux qu'on envoya à la fin de 1791 à la recherche de La Pérouse. Il arriva en vue de

l'île des Pins le 16 juin 1792, explora la côte ouest de la Nouvelle-Calédonie et le grand récif du nord, puis chercha La Pérouse dans les archipels voisins. Ne l'y ayant pas trouvé, il revint en Nouvelle-Calédonie et mouilla, le 18 avril 1793, à Balade, au premier mouillage de Cook, où il passa trois semaines. A cette relâche, on s'aperçoit des instincts hostiles et des goûts anthropophages des naturels. Aussi, le capitaine d'un des bâtiments, M. Huon de Kermadec, venant à mourir, on l'enterre sur un îlot, nuitamment et sans bruit, de crainte que son corps ne soit enlevé. Le capitaine Huon repose encore sur cet îlot. Les bâtiments qui passent auprès voient sa tombe et la saluent.

Il n'y a plus de marins français à la Nouvelle-Calédonie qu'en 1827. C'est alors le commandant Dumont d'Urville qui détermine le premier la position de l'extrémité septentrionale des grands récifs. Toutefois il ne fait que passer. Enfin, au mois de janvier 1854, quatre mois après la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie par le gouvernement français, le capitaine de vaisseau de Montravel, commandant la *Constantine*, en visitant les divers points de l'île, découvre la bonne et sûre rade de Nouméa, qui fut choisie pour l'établissement du chef-lieu de la colonie. Bientôt après, la colonie elle-même allait être affectée à la transportation.

Quand une colonie se forme, c'est d'abord divers points du littoral, les plus favorables, qu'elle occupe. Ainsi fut-il de Nouméa, qui se trouve au sud-est de l'île, non loin de son extrémité, puis de Canala, sur la côte est en diagonale avec Nouméa, puis de Uarai et de Bourail sur la côte ouest, tous deux à l'ouest de Nouméa, à environ vingt et trente lieues de distance, enfin de Pam à l'extrémité nord de la Nouvelle-Calédonie. On communique facilement, par la navigation intérieure, de l'un de ces points à l'autre. Les rades de Nouméa, de Canala, de Pam sont excellentes; celle de Uarai ou de Teremba, très grande et très sûre, n'a que peu de profondeur; celle de Bourail est exposée au ressac de la mer de l'ouest. Par la suite, ces cinq points devinrent les chefs-lieux des cinq arrondissements de Nouméa, de Canala, d'Uarai, de Bourail et du Diahot. La destination de chacun d'eux s'accusa également. Nouméa fut le centre du gouvernement, de

l'administration. du commerce et de la transportation. Canala eut un établissement pénitentiaire, et, par ses colons libres, s'occupa de culture et de mines. Il en fut de même de Pam ou du Diahot. Uarai eut le pénitencier agricole de la Fonwari, et un village agricole de colons, Moindou. Bourail devint une grande exploitation de cultures par les transportés, un lieu qu'ils occupèrent presque exclusivement, destiné à prospérer et à grandir par eux et pour eux. Dans la rade même de Nouméa, il faut mentionner l'île Noù et la presqu'île Ducos. L'île Noù, c'est le bagne proprement dit; c'est là que débarquent les convois de France, que se retiennent les indociles et les inutiles, que se font les vrais travaux forcés. La presqu'île Ducos, séparée de l'île Noù par un bras de mer, était réservée à la déportation dans une enceinte fortifiée. En dehors de la Nouvelle-Calédonie, mais si près d'elle qu'elle en est une dépendance, l'île des Pins, qui était le siège de la déportation simple, et, à l'est, à quelques heures de mer, les îles Loyalty où il y a des Canaques, des missionnaires anglais et français, et un résident avec quelques employés. Peu à peu, depuis vingt ans, tout cela s'est créé. En beaucoup d'endroits, il y a des camps de transportés, notamment à Bouloupari, à 18 kilomètres dans les terres, à mi-chemin de Nouméa à Teremba. Aux différents chefs-lieux, aux différents camps, il y a un poste militaire, un télégraphe, un bureau de poste. La civilisation, par degrés, sort de ses langes. Les communications s'ébauchent. Il y a, par tronçons, de belles routes de plusieurs kilomètres, des routes muletières de deux ou trois mètres de large aux flancs des montagnes, au-dessus des précipices, et, par les forêts et les plaines de niaoulis ou de marais, d'innombrables sentiers canaques, le passage d'un homme, que les Européens, ainsi que les sauvages, suivent à la file indienne.

En dehors des centres de population, il y a la *Brousse*. De même que les Australiens disent constamment *bush life, life in the bush*, on dit la vie dans la brousse. La brousse, c'est la broussaille, c'est le niaouli, la forêt, la montagne, la vallée ou la plaine. Là, au hasard d'un beau site, d'une exploitation propice, d'un cours d'eau, sont des habitations de colons libres. Ils sont venus de tout pays, fuyant peut-être les malheurs qui les ont

atteints dans la mère patrie, en cherchant une nouvelle. Ils sont ardents, aventureux, infatigables, travailleurs. C'est la solitude qu'ils ont convoitée, une renaissance de leurs forces, l'absence des hommes, une terre qui leur appartienne, une petite famille qui soit uniquement à eux, qui grandisse à leurs côtés. C'est par un individualisme presque farouche qu'ils débutent. Leur effort se tend, devient fécond. L'aisance arrive. Alors aussi le cœur s'amollit, se fait meilleur. Il y a la légitime fierté des résultats obtenus. L'individualisme, c'est le commencement des sociétés neuves, le renouveau des sociétés vieilles. L'homme s'y ressaisit, oublie, s'y retrempe, converge de nouveau à la vie sociale. Le fils plante sa tente à côté de celle du père, prend femme, fait souche à son tour. Ainsi naît la station, puis le village, puis le bourg. Je crois que ces habitations éparses dans la brousse sont l'avenir des libérés d'une colonie pénitentiaire. Les coupables ne se plaisent point entre eux, leur compagnie leur pèse, ils s'y revoient dans le visage les uns des autres, y secouent mal la honte ancienne, y sont rappelés à leur infamie. Tout au contraire, la grande nature ne leur fait point de reproche, elle est silencieuse et discrète, leur sourit en ses magnificences, les recueille en son bien-être. Ils sont confiants avec elle comme ils le sont avec la femme qui a épousé leur sort, avec les enfants qui sont nés d'eux et dont le regard limpide ne reflète, pour eux, rien du passé. C'est l'isolement libre et le travail libre qui font ces métamorphoses de la bête en homme, et du paria en colon.

Aujourd'hui toutefois, à fort peu d'exceptions près, ces habitations de la brousse n'appartiennent qu'à des colons libres. Elles s'élèvent généralement sur les bords d'un ruisseau ou d'une rivière, ou dominant une petite colline. Les plus riches sont en bois ou en remplissage de pierres, les plus pauvres en torchis et même en peaux de niaoulis. Le toit est en paillotte. Tout à l'entour, elles sont munies d'une véranda, appentis extérieur ombragé par des lianes, où l'on vit en plein air. A côté, un potager. Non loin de là, un *paddock* ou enclos pour les chevaux et les vaches laitières. La plupart de ces colons se livrent à l'élève du bétail. De grands troupeaux paissent dans la brousse, élisent un espace, ne le quittent guère. Pour les garder, pour faire le

recensement annuel, les colons entretiennent des hommes à cheval, armés de longs fouets à court manche. Je parlerai de ces *stockmen*. Les chevaux sont intelligents et doux, avec la sûreté de pas d'une mule et des jarrets de chèvre. Ils errent en liberté près de la maison ou dans le paddock. On va vers eux en secouant du maïs dans un tamis, ils viennent aussitôt et se laissent prendre. Le plus souvent il y a quelques indigènes çà et là, et à quelque distance, dans un bois, sous un bouquet de cocotiers, apparaissent les toits pointus de leurs cases. Les colons ont à se déplacer soit pour se rendre à Nouméa ou aux chefs-lieux, soit pour traiter des affaires entre eux. Quelquefois ils voyagent dans leur *buggy*, léger véhicule fait pour la brousse, de forme américaine, haut sur roues, résistant à tous les chocs, facile à réparer. Mais, presque toujours, c'est à cheval. On emporte un rechange dans un paquet ficelé sur la selle, et on fait 100 kilomètres par jour. On ne va qu'au pas ou au petit galop, le trot est fatigant.

Quelquefois, auprès des chefs-lieux ou des établissements, on trouve des hôtelleries, mais ordinairement, on s'arrête à l'habitation qu'on rencontre à la fin du jour, qu'on la connaisse ou non. L'hospitalité est large et cordiale. Il y a un lit pour le voyageur, et il s'assied à la table de ses hôtes. Ces soirs-là, sous la véranda, on s'attarde. Les nouvelles s'échangent. Celui qui arrive, raconte; l'autre écoute. Cette colonie naissante n'est-elle pas un petit monde où les intérêts se mêlent, où les personnalités s'accusent? Puis la conversation s'épuise, on se tait. La nuit est douce et tiède, le ciel d'un bleu profond semé d'étoiles, la lune raie la mer de sa lumière argentée, ou l'on entend au loin le sourd grondement des flots sur le récif. La fumée des cigares s'envole, et les regrets et les souvenirs l'accompagnent. On se souhaite enfin le bonsoir, en se serrant la main, avec un soupir peut-être. C'est la patrie absente qui a passé dans l'air.

Le reste de la Nouvelle-Calédonie, c'est-à-dire le territoire presque en entier, est occupé par des tribus disséminées d'indigènes. Ces tribus, sauf des agglomérations de quelques-unes d'entre elles, qui forment ainsi des sortes d'États, sont indépendantes les unes des autres. Plusieurs villages composent d'ailleurs une tribu. Le langage est différent, mais ce sont les mêmes

mœurs. Les chefs des villages relèvent du chef de leur tribu. C'est la féodalité organisée, mais avec un maître absolu au sommet. Autant de territoires cependant, autant de petites sociétés. Le grand chef est le chef à l'oiseau. Il a une étoile en bois placée horizontalement au faite d'une grande case, qui est celle du gouvernement, et une main au-dessus de sa propre case. La chéferie est héréditaire, et la loi salique est en vigueur. Chez les peuplades primitives, l'homme est au-dessus de la femme, et un homme commande à la foule. Toute la famille du chef est environnée de grandes marques de respect. Le chef est le soleil de la tribu. Quand un grand chef vient de rendre le dernier soupir, son successeur envoie des messagers à chaque village : « Allez dire que le soleil est couché. » Les hommes ne passent près du chef qu'en se courbant ; à son approche, les femmes s'écartent de son chemin, n'osant le regarder. Si elles sont obligées de poursuivre leur route près du lieu où il est, elles n'y passent qu'en rampant.

Le chef a auprès de lui quelques hommes de confiance et conseillers intimes. Mais, pour les grandes entreprises, il consulte les vieillards de la tribu. C'est l'ordre des vieux. Il y a de grandes réunions, les pilous-pilous, où se célèbrent les fêtes, où se préparent la guerre ou la paix. Dans les temps ordinaires, la tribu cultive ses champs, récolte ses provisions. Les plaisirs sont rares ; la paresse, doublée d'une sorte de méditation rêveuse, est un des plus vifs : le tabac y aide. Ce sont aussi de poétiques légendes qui se redisent le soir, à la veillée, parmi ces êtres naïfs et subtils tout à la fois, avec des frissons de désir ou des effrois superstitieux. On croit aux génies : génies de l'air, de l'eau et des forêts. Ceux-là, favorables ou funestes selon l'occurrence, on peut se les rendre propices. C'est affaire au *takata*, ou sorcier, et à ses sortilèges. Ce sorcier est l'interprète des génies, le bouffon du chef, qu'il amuse et qu'il conseille selon ses passions, et le médecin de la tribu. On n'a que l'idée vague d'un Dieu bon et tout-puissant, mais on l'a très précise d'un diable redoutable et très méchant. Peut-être est-ce là, de par les missionnaires, une importation catholique. Le dieu des Canaques, c'est le diable.

Les villages se composent de cabanes ayant la forme de ruches d'abeilles, avec une porte très étroite et très basse. Il n'y

a ni cheminée, ni fenêtre. Les Canaques s'y enferment la nuit pour se préserver des moustiques. On couche sur de la paille étendue autour du feu qui brûle au milieu de la case. Le jour, s'ils reviennent de la pêche ou de la culture, les sauvages y réparent leurs filets, taillent leurs sagaies, façonnent leur casse-têtes, aiguisent leurs haches. Ils y polissent aussi, en les terminant en pointes, leurs pierres de fronde ou, d'un burin informe, gravent sur le bambou des figures d'hommes ou d'animaux.

Les Calédoniens sont moins noirs que les nègres. Hommes et femmes ont les cheveux crépus et courts, sauf pour les hommes qui portent le deuil. Leur front est évasé, leurs lèvres grosses et saillantes, les dents admirables, le lobe de l'oreille agrandi et déchiré par des rouleaux qu'ils y introduisent. Le visage, selon qu'il lui plaît, est immobile ou pétillant de sagacité. La ruse et la prudence y sont aux aguets jusqu'à ce que la passion y éclate en des traits d'une animation extraordinaire ou d'une férocity froide. Le corps est souple et nerveux, d'une dangereuse harmonie de formes. Il sert bien les desseins de ces âmes frustes, cauteleuses ou sans frein. Il peut bondir comme le tigre et ramper comme le serpent. Il est en outre d'une vitalité telle qu'il résiste aux blessures. Il faut le tuer deux fois.

L'originalité du costume canaque, c'est qu'il n'existe pas ou si peu qu'il n'y a pas lieu de s'étendre à son sujet. Les hommes enveloppent leur chevelure dans un mouchoir noué en turban avec leur fronde et souvent orné de verdure et de plumes. Ils portent un collier en poil de roussette, des bracelets de coquillages aux bras et aux jambes, se mettent dans le lobe de l'oreille un rond de bois gros comme un bouchon, se serrent le ventre avec une ceinture de cuir ou de corde, et se frottent la poitrine avec de l'huile et de la suie. Or, ce ne sont là que des coquetteries de toilette. Quant au costume réel, de même qu'Achille n'était vulnérable qu'en un seul point, il ne s'adapte qu'à une seule partie du corps. Ce n'est pas le talon. L'accoutrement est une étoffe de couleur voyante. Il arrive parfois que deux grands chefs se rencontrent : alors, dans un but de courtoisie ou de haute diplomatie, ils échangent entre eux ce vête-

ment succinct, et, l'ayant échangé, s'en parent aussitôt. C'est signe de courtoisie et de bons procédés.

Les femmes ont la chevelure courte et crépue, comme la chenille d'un casque. Elles ont la poitrine nue et les reins ceints d'une ceinture de fibres de pandanus. Elles fument la pipe et s'ornent le cou de colliers faits de graines ou de poil de roussette. Physiquement, elles sont loin de valoir les hommes. Très jeunes, elles ont une grêle et indécise beauté. Ce sont plutôt des adolescents que des jeunes filles. Elles se montrent gaies et familières comme des enfants que l'on gâte. Les Canaques aiment leurs petits. Plus tard elles deviennent la proie d'un mari, puis sa bête de somme. Elles font toutes les corvées du ménage, de la culture et de la guerre. Elles se flétrissent vite, avec un air morne et résigné, restent néanmoins des animaux lents et vigoureux. On les voit marcher indéfiniment, ployées sous le faix. Si elles faiblissent, un coup du bois de la hache les ranime, et parfois si elles s'épuisent de courage et de forces, le fer de la hache les achève. Absence de galanterie et despotisme sommaire. A la hâte, elles déposent leur fardeau, s'accroupissent à terre, fument leur pipe. Les jeunes, pour se délasser, vont au ruisseau d'eau claire, s'y baignent, folâtrant ensemble, rien encore. Les vieilles ne bougent pas, ne rient plus. La vie, pour les femmes canaques, n'est qu'une dure et longue servitude.

II

Je ne suis pas arrivé tout d'un coup à la Nouvelle-Calédonie. Le 1^{er} janvier 1876, je m'embarquais au Havre sur un paquebot transatlantique, le *Labrador*, et je quittais la France. Cruelle heure que celle-là. La France, les affections, les habitudes, les plaisirs sont tout près encore, et cependant disparus. Hier n'aura pas de lendemain. On est isolé et triste, on se met en marche pour des années d'inconnu. Le navire lui-même, par ces grises et froides journées d'hiver, est mélancolique. Il sortait des jetées parmi de rares spectateurs. Des frères des écoles chrétiennes, avec une grâce gauche, adressaient des saluts d'adieu à quatorze petites sœurs des pauvres qui étaient à bord. Les grands cha-

peaux à la Basile s'agitaient de bas en haut, de haut en bas, en signe de condoléance et de bons souhaits. Les petites sœurs répondaient de leurs mouchoirs et de leurs coiffes. Ces genres neutres avaient, en leurs manifestations, quelque chose de grotesque et de touchant. Ils ont renoncé à la vie et, par un espoir plus haut, n'en ont accepté que le dévouement et l'obscurité. Admirables ou condamnables en cela, ils passent sur cette terre sans chaleur et sans émoi. Les quatorze petites sœurs eurent à la fois le mal de mer ; on les mit en tas dans une cabine. Elles ne reparurent sur le pont que quelques jours plus tard, en troupeau, récitant des prières.

La traversée fut farouche, sur des lames vertes que fouettait le vent, avec un gros roulis et les craquements de la membrure. Nous n'étions que neuf passagers. Nous n'occupions qu'un petit point dans la belle salle à manger faite pour deux cents convives. Les fauteuils vissés au plancher nous enserraient de leurs deux bras, résistaient victorieusement au roulis et au tangage. Cette table à trois services, aux vins glacés, était bizarre. On n'y avait pas faim. En hiver, il n'y a que les exilés qui partent, les exilés de leur fortune ou de leur carrière.

Le 14 janvier, le *Labrador* arrivait à New-York. Je n'ai vu que pendant vingt-quatre heures cette grande ville affairée et brutale. C'était assez. Le lendemain soir, je prenais pour San Francisco le chemin de fer transcontinental du Pacifique. Dans ce voyage, qui dure sept jours et sept nuits, il y a trois contrées diverses, trois paysages d'aspect différent. De New-York à Chicago, c'est notre campagne du Nord, avec des plaines et des arbres, des villages et des routes. C'est en civilisation que se font les relais. Trois fois par jour, pour un repas d'une demi-heure, le train s'arrête. Ce sont des hôtels, avec des garçons en veste noire, en tablier blanc. A la mode américaine, six mets sur une même assiette, du thé ou de l'eau glacée. Le *palace car*, dans la journée, ressemble à une galiote. Cloisons droites percées de fenêtres carrées, puis obliques et se rejoignant à une solive longue qui forme le plafond. En bas, des banquettes se faisant face. Un couloir au milieu, et à chaque extrémité de ce salon, de trente à trente-cinq mètres de longueur sur quatre à cinq de largeur, des

portes sur le wagon voisin, avec lequel on communique par une passerelle. La liberté est entière, avec des renseignements utiles. « Ne mettez point la tête à la croisée, vous pourriez être blessé ou tué. — N'acceptez point de jouer avec les personnes qui vous le proposeront, ce sont des voleurs. » Néanmoins vous faites ce que vous voulez. Vous vous penchez en dehors de la portière si cela vous convient, ou vous jouez avec un gentleman qui a son revolver dans une petite poche de son pantalon, un peu en arrière de la hanche. On ne fume que dans le compartiment des émigrants. Il est tout à l'avant, à courir les premiers risques, naturellement. Les poêles de fonte y sont chauffées à blanc; des bancs en bois, et, le soir, quelques quinquets. C'est une assemblée singulière d'hommes et de femmes : des chapeaux de toutes formes, des vêtements de toute date, gros, usés, point sordides, le revolver à chaque ceinture, les souliers ferrés, les bottes fortes. Sur les visages des hommes, à barbes incultes, rouges ou fauves, sur les traits amaigris des femmes, une volonté âpre, concentrée, tranquille, un esprit d'insouciance et d'audace, né de l'habitude de la lutte. Avec cela de la bonhomie rude. Ils vous acceptent pour un des leurs. Peu de paroles, c'est du temps perdu, mais l'offre d'un coup de gin ou de brandy à même la bouteille, ou d'un cigare ou de leur pipe. C'est de nos jours encore — entre gens qui ne se nuisent pas — la vieille fraternité du *Far west*.

C'est que le *Far west* est l'histoire de l'Amérique et qu'il a abouti, comme résultat des temps, à cette œuvre gigantesque du *Pacific railway* qui relie New-York à San Francisco. Le *Far west*, c'est-à-dire ces contrées qui s'étendent à l'ouest du territoire des provinces unies, a, dès la première heure de l'indépendance, tenté les Américains. Ce n'était pas l'ouest seulement, mais le *Far west*, c'est-à-dire le lointain de ces terres, de ces prairies, de ces forêts, de ces lacs, au delà desquels on arriverait à l'océan Pacifique, si toutefois il était jamais possible d'y arriver.

Les Américains, en ce qu'ils ont de policé, ne sont que les enfants ingrats de l'Angleterre, et ce qu'il y a de vertus en eux leur vient de cette mère patrie. La guerre de l'Indépendance, qui ne saurait se rattacher aux seules aspirations nobles d'un

peuple vers la liberté ou à un incontestable besoin de bien-être et d'activité, n'a résulté que d'un malentendu commercial ou plutôt les Américains ont compris qu'ils étaient sur une terre jeune, aux sources mêmes d'une incalculable richesse qu'ils n'ont voulu partager avec personne, surtout avec ceux qui, les ayant faits ce qu'ils étaient, y auraient eu droit autant qu'eux-mêmes.

Quoi qu'il en soit, dès qu'ils eurent secoué la tutelle de l'Angleterre, l'expansion des Américains au delà des limites où les nécessités de leur croissance comme peuple les avaient maintenus jusqu'alors, fut subite et irrésistible. Trop nombreux, déjà très riches, avides de ce nouveau monde qui était à la portée de leur audace et de leur esprit d'aventure, ils s'y avancèrent, la hache d'une main, le fusil de l'autre, en infatigables pionniers. Ce mouvement se fit partout à la fois, du sud au nord des provinces unies, par routes parallèles qui toutes allaient à l'ouest. La Caroline du Nord, le Tennessee, le Kentucky, le Missouri, le Mississipi, l'Arkansas et le Texas cherchèrent leur voie vers le soleil couchant.

Cela ne se fit pas par des émigrations en masse. Il faut une idée haute ou un sentiment pour ébranler les multitudes. Les appétits matériels ne remuent que les individus. Il est vrai qu'ils les remuent tous, quoique isolément. Ce fut chez chaque Américain qui n'était pas retenu au premier sol, une pensée tenace d'aller à l'ouest.

L'individualisme était d'ailleurs et est resté la qualité dominante de la nation. L'homme a foi en lui-même, dans sa force musculaire, dans son intelligence pratique, dans sa brutalité morale. Il s'est baptisé d'un nom fruste comme lui, qui n'a pas d'étymologie précise, mais qui le peint. Il est le Yankee. Ses besoins matériels le maîtrisent et le précipitent. Il est grand mangeur et grand buveur, d'autant plus qu'il sait, à l'occasion, être sobre et subir les plus rudes privations. Cela résulte de son obstination qui se change en patience parce qu'elle est certaine du succès. Il est sans gêne parce qu'il se dépense en continuels efforts et qu'il a besoin de se reposer à fond, sans entraves. Mais, après un repos strict, il reprend sa tâche. C'est en cela

qu'il est infatigable. Il est indifférent plus qu'égoïste. L'égoïsme lui supposerait une recherche raffinée de jouissances qu'il n'a pas. Toutefois il est d'une indifférence ou, pour mieux dire, d'un dédain suprême pour quiconque ne réussit pas. C'est qu'à son sens, celui-là qui succombe, ne méritait pas de vaincre. Son mépris de la vie, très réel, est plus aventureux que stoïque. Il admet la mort comme une chance au jeu des événements, mais comme une chance qui ne sortira pas. Il n'a nul sentiment des arts, nul goût pour eux. Ce n'est pas qu'il soit un jeune peuple, comme on l'a dit. Il n'est pas jeune, puisqu'il est le rejeton direct de la vieille Angleterre. Mais son nouveau monde lui a donné sa sève, sa jeunesse, sa fécondité terrestres et a fait de lui, puisqu'il vivait de cette nature tout exubérante de forces, moins un homme avec son développement divin, qu'un animal puissant et tout neuf, apte aux énergies d'instinct.

Aussi ses passions, dans les solitudes où il s'épand et où il n'a pas de contrôle, s'aiguisent-elles aisément de férocité. Elles ont un rut sauvage, puis s'affaissent pour se retremper dans la ruse et dans l'appétit. Il a inventé le *Go ahead*. En avant quand même, en avant toujours. Ce sera peut-être un peuple grand et généreux dans plusieurs siècles, quand, à l'inverse de Saturne qui mangeait ses enfants, il aura dévoré de son activité et réduit à l'état d'esclave et de simple mère nourricière cette terre turbulente qui l'enivre de sa redoutable et toute matérielle vitalité.

Cependant, au delà d'un certain espace franchi, l'émigration vers l'ouest, si généralement individuelle qu'elle fût, rencontra de nombreux obstacles. Ce furent d'abord les sauvages, c'est-à-dire les possesseurs de ce pays qu'on voulait conquérir et défricher, mais qu'ils parcouraient, eux, dans tous les sens, en chasseurs ou en guerriers nomades. Quoiqu'ils ne s'y établissent nulle part, ils le revendiquaient comme leur bien et n'y voulaient pas laisser pénétrer d'étrangers. Ils avaient la crainte et la haine des visages pâles. Ceux-ci n'avaient-ils donc point assez de la terre qu'ils occupaient déjà, qu'ils vinssent prendre celle-là? Ils avaient, ces indigènes traqués, le sentiment vague et fier de la patrie. Elle était pour eux ces forêts et ces plaines où, de générations en générations, ils avaient fait leurs grandes chasses ou

s'étaient combattus. Aussi, avec une férocité mêlée d'astuce, et sans relâche, harcelaient-ils les pionniers. Ils les massacraient s'ils parvenaient à les surprendre, ou ne traitaient passagèrement avec eux que pour mieux ourdir de nouvelles trames. Néanmoins, avec de la prudence et de l'énergie on pouvait se défendre contre eux, les écarter, sinon les refouler. Il y avait un autre obstacle, et celui-là insurmontable : la distance. Le plus généralement, le pionnier partait avec un ou deux grands chariots, attelés de bœufs, qui portaient les femmes et les approvisionnements de tout genre. C'était sa famille déjà grande qu'il emmenait ainsi. Les fils, le fusil sur l'épaule, escortaient le convoi. Si ce n'était point une famille qui se déplaçât, c'étaient quelques hardis compagnons qui s'associaient pour tenter l'aventure. A la fin du jour, on campait, assez tôt pour tuer quelque venaison et pour préparer le repas du soir. Au matin, on repartait.

Tout allait bien pendant quelques marches, mais bientôt les chariots, cahotés sans routes tracées, se brisaient ou s'avarieraient, les sauvages quelquefois volaient les attelages, puis la poudre et le plomb diminuaient. Il fallait s'arrêter. Le pionnier, se résignant, choisissait un site fertile arrosé par un cours d'eau et s'y établissait avec les siens. Bientôt une famille qu'il avait précédée le rejoignait. On mettait ses ressources en commun et la culture ou le défrichement commençait. Le bruit se répandant qu'un établissement était formé à trente ou quarante lieues dans l'ouest, d'autres émigrants, de petits traitants, de nouvelles familles y affluaient. Le campement devenait un bourg, puis une ville s'improvisait.

De là, de ce point d'appui, des émigrations partielles s'élançaient de nouveau vers l'ouest, et, à une distance à peu près égale, une agglomération pareille se formait et prospérait. C'étaient les étapes de la civilisation qui se reliaient les unes aux autres par des masses d'hommes de plus en plus compactes si l'on revenait sur ses pas, par des avant-gardes, par de simples sentinelles perdues, de l'autre côté, à l'extrême limite. Cette vaste société, disséminée par groupes abondants ou faibles, civilisée à la considérer par les souvenirs et l'expérience qu'elle avait, mais redevenant à demi sauvage par son esprit d'aventure,

par les fatigues qu'elle supportait, par les périls incessamment bravés, avait, pour continuelle excitation au travail et à la lutte, l'accroissement de sa richesse, la beauté toujours renaissante et féconde du terrain qu'elle découvrait. Là où elle vivait, les grands fleuves, les inépuisables forêts, les montagnes sillonnées de métaux, les vallées prodigues de moissons et de fruits, lui faisaient de son territoire un inconcevable Éden de productions et de ressources. Il n'y avait pas de lois. Les mœurs créaient seules des droits, des devoirs et des coutumes. Ces mœurs étaient simples. Il y avait en elles du patriarcat, maintenu par un protestantisme rigide, comme il l'était autrefois par la loi juive. Les familles, qui appartenaient à l'autorité du père, s'accroissaient et se disciplinaient comme des troupeaux, se fractionnaient ensuite pour aller, plus avant dans la conquête, plus à l'aise, plus libres de leurs mouvements, en un site qui leur agréât, recommencer la tribu qui s'éparpillerait à son tour. Les multitudes s'avançaient désormais vers l'ouest dans l'exacte proportion du temps qu'il fallait à la hache pour s'ouvrir la profondeur des forêts et au soc de la charrue pour creuser le sol.

À côté de cette société rude et simple qui ne s'occupait que de produire des enfants, des troupeaux et des richesses ou de marcher en avant, il y en avait une autre bien moins nombreuse mais absolument différente. Les vagabonds des grandes villes des Provinces-Unies, les bandits de toute espèce que le meurtre et le vol ne nourrissaient pas suffisamment dans les vieux centres, les déclassés qui ne se faisaient ni à l'obscurité ni à la misère, les désespérés de la vie qui cherchaient une espérance dans l'inconnu, les mendiants effrontés, les paresseux et les lâches qui se font les parasites du hasard et du crime partout où ils peuvent en glaner les miettes, tout ce ramassis grouillant, entêté, insolent, prêt à tout dans l'audace comme dans la bassesse, s'était abattu sur les établissements de l'ouest. Tous ces gens-là, faméliques et redoutables, y avaient des impunités diverses. Si par hasard on les déférait aux tribunaux de l'État le plus proche, qui était souvent à cent lieues, les tribunaux, avec leur vieil arsenal de procédure et qui ne siégeaient que deux fois par an, exigeaient des formalités qu'on ne pouvait remplir et, faute de témoins qui

ne pouvaient se déranger, de preuves qu'on ne pouvait fournir, acquittaient les accusés. D'autres fois, s'ils étaient de la part des habitants l'objet d'une poursuite momentanée, ils se réfugiaient sur le territoire indien où les sauvages, sachant le mal qu'ils faisaient aux colons, leur donnaient volontiers asile. De toute façon ces malfaiteurs revenaient la tête haute, dangereux pour ceux qui avaient eu le courage de les traduire en justice, glorifiés de leurs camarades de rapine et d'orgie. Tous ces Désespérés — on les appela bientôt ainsi du nom de ceux d'entre eux qui ne reculaient devant rien — se reconnaissant aux traits, qui leur étaient communs, de la fainéantise et de la révolte, s'organisaient en bandes, se choisissaient des chefs, s'associaient pour un coup à faire. Ils pillaient une maison isolée, assassinaient des voyageurs. Devenus très forts, ils introduisaient une sorte de régularité dans leur manière de procéder. Ils se contentaient de rançonner les gens qu'ils avaient surpris ou qu'ils assaillaient ouvertement. Pendant quelque temps on n'entendait plus parler d'eux. Ils ne bougeaient plus des *doggeries*, sortes d'auberges ou de bougès qui étaient leur repaire habituel. Ils s'y livraient à la débauche, au vin et au jeu. Il n'était pas rare, lorsqu'ils étaient ivres ou simplement surexcités les uns contre les autres par des querelles de jeu ou par des manies d'orgueil et de préséance, qu'ils s'attaquassent à l'improviste et même en combat singulier à coups de pistolet ou de couteau. Quelques-uns de ces truands, aux heures où ils étaient désœuvrés, se provoquaient et se battaient dans un coin du cabaret jusqu'à ce que mort s'ensuivit, en présence de leurs acolytes devenus leurs témoins. Il y avait en eux la passion du sang et des assouvissements de la brute. Quand le vin et le sang étaient cuvés, qu'ils n'avaient plus d'argent pour le plaisir ou pour le jeu, ils reparaissaient au grand jour, armés de nouveau pour leurs expéditions de rançon ou de pillage.

Cet état de choses était général sur tous les territoires d'émigration. Il ne cessa qu'en arrivant à son paroxysme. Tout à coup, presque partout, à de derniers excès des bandits, et à des époques qui se suivirent de près, on cerna les *doggeries* et l'on fit main basse sur les Désespérés. Les habitants honnêtes s'étaient sentis

pris d'une colère et d'un désir de vengeance irrésistibles. C'est de là que naquit la loi de Lynch. L'accusation n'eut qu'à produire deux témoins, la défense dut se réduire à établir un alibi. Faute de cet alibi, l'accusé, convaincu de crime, était reconnu coupable. La seule peine était la mort. Les condamnés étaient pendus. On avait passé des cordes aux branches horizontales des grands arbres qui ombrageaient en pleine campagne le lieu des séances du comité des Lynchers et les corps, l'un après l'autre, se balançaient dans l'espace, aux regards et aux trépignements de joie de la multitude. C'était la revanche pour tous ceux qui avaient souffert, pour ceux-là surtout qui avaient eu peur. Et, pour que le hideux spectacle prît fin, il fallait que la nuit en dissipât l'attrait en le couvrant de ses ombres. C'est ainsi que, grâce à la loi de Lynch, l'émigration vers le *Far west* fut purgée des brigands qui l'entravaient et put s'étendre librement des bords de l'Atlantique à ceux du Pacifique. Le *Transcontinental railway* devait être et fut en effet quelques années plus tard le couronnement de son œuvre et la consécration de ses conquêtes.

A partir de Chicago, ville de bois tumultueuse qui s'incendie de temps à autre et, comme le phénix, renaît plus brillante de ses cendres, on aborde la Prairie des romans de Cooper. Pendant deux jours et deux nuits on traverse, à perte de vue, une solitude de plaines. L'été, c'est, sous la brise, une houle de verdure des hautes herbes. En cette saison, c'est une herbe rase, drue, immobile, saupoudrée de neige. Pas un arbre. De loin en loin une troupe de chevaux ou de buffles qui s'enfuit au galop et disparaît comme un point noir à l'horizon. Ce grand silence, cette nappe de terre, plate et déserte, ont la mélancolie de l'infini. Et les Sioux? Pour la dernière fois ils vinrent au nombre de six cents, montés sur leurs poneys, se ruer à toute vitesse, par la nuit sombre, contre la locomotive, cette bête de feu qui soufflait la flamme par ses naseaux. De ses tampons la bête les jeta au large, de ses roues les écrasa. Elle ne les revit plus, à peine se douta de ce qu'elle avait fait. Maintenant on en retrouve quelques-uns aux stations, par groupes de mendiants. Ils sont là, les cheveux relevés au sommet de la tête, noués par un ruban, ornés de quelque plume qui fut celle d'un chef. Ils ont sur leurs épaules d'un

rouge jaune une couverture bariolée et trouée, et, sur le dos des femmes, il y a un bissac où sont les provisions et les enfants. Ils se font des rentes de la civilisation qu'ils n'ont pu tuer.

La Prairie, c'est le second paysage de ce continent qu'on traverse. Aux haltes, il n'y a plus que des villages. Le mouvement a cessé : Au lieu des garçons de restaurant empressés et remuants, ce sont de jeunes servantes, en vêtement bleu et rose, actives et discrètes. Elles vont bien à cette contrée calme et perdue, ne la troublent pas, l'égaient un peu. Toujours les six plats sur la même assiette, l'eau glacée et le thé. Le soir, le spectacle du *palace car* est original. Les canapés se transforment en lits, les cloisons obliques s'abaissent et forment une seconde couchette au-dessus de la première. De longs rideaux se tirent de bout en bout. Il n'y a plus de libre, au milieu du wagon, qu'un étroit couloir. C'est là que les voyageurs procèdent à leur toilette de nuit. Pour les hommes, c'est vite fait. Ils ôtent leur redingote et leur gilet et c'est dans leur lit qu'ils achèvent de se déshabiller. Pour les femmes, c'est moins commode. En se dissimulant sous le rideau, elles défont leur robe. On aperçoit un bras nu, un rond d'épaule. Puis le rideau retombe. Très naturellement, le mari et la femme occupent la même couchette. Honni soit qui mal y pense. Ne dorment-ils pas sous l'égide du mariage ?

Le chemin de fer passe, dans la nuit, sur les bords du lac Salé, au pays des Mormons. Le mormonisme est peut-être une loi naturelle méconnue ou du moins négligée jusqu'ici. Il convient, en effet, à l'orgueil de l'homme, à ses fantaisies qui se déplacent, à son despotisme débonnaire, un peu naïf. Tel est le coq en ses allures. Les poules, après avoir été honorées de la faveur du maître, se secouent les ailes, vont picorer un grain de mil. Ainsi des femmes mormones. Leur métier ne leur déplaît point. ne déplairait peut-être pas à d'autres. Admises au rang d'épouses, elles n'ont plus la jalousie farouche. Le devoir se simplifie et s'espace. En ses circonstances moins fréquentes il leur apporte honneur et profit. Elles ne sont plus vis-à-vis les unes des autres que des collaboratrices aimables, un peu moqueuses, du grand œuvre. Et si la déesse Lucine se montre, ne fût-ce qu'en perspective, favorable à quelqu'une des épouses, celle-ci aussitôt.

joyeuse et fière, s'écarte ostensiblement du mari, qui ne la retient pas, pour aller à l'enfant qui l'appelle. Ses plaisirs, grâce à la déesse, ne sont que suspendus, sans qu'elle s'en plaigne, elle n'y prendra plus goût qu'à son heure et, de la sorte, nul ennui ne la distraira de l'attente maternelle. L'association a cet effet que, pour chacune de ces femmes, la dignité, la tranquillité et l'indépendance s'associent au foyer domestique. Elles peuvent y être les *Aspasies* d'une nuit et les *matrones* d'une année.

Brigham Young, ce *Briarée* pour lequel il n'y eut point de chômage, fût le grand-prêtre de ce gynécée industriel et modeste. Il aura des continuateurs, sinon des égaux. Tout est relatif. Le seul inconvénient est que quelques hommes auraient le monopole d'un trop grand nombre de femmes. Le remède serait d'introduire la pluralité des hommes pour les épouses dédaignées ou disponibles. Le mormonisme, exclusif aujourd'hui, deviendrait ce qu'a été de tout temps une société policée. Rien ne serait changé. Il n'y aurait qu'un mot de plus pour une situation déjà connue.

Par une pente insensible depuis deux cents lieues, le chemin de fer s'est élevé aux sommets des montagnes Rocheuses et de la *sierra Nevada*. Tous les pics ont disparu sous la neige. Ce n'est plus qu'une succession de mamelons d'une blancheur éblouissante et pourtant douce à la vue. Par une illusion d'optique, il semble qu'on suive les sinuosités et les inclinaisons de ces collines et de ces vallées et qu'on navigue, tout près du ciel qui le rejoint, sur cet océan de ouate. Ce qu'il y a de singulier, c'est que d'épaisses rafales de neige passent, sans tempête perceptible, dans cette immensité. Peut-être les grandes hauteurs étouffent-elles le bruit, ne veulent-elles que le silence. La rumeur se fait en bas, loin d'elles. Elles sont au-dessus des ouragans qu'elles déchaînent.

De distance en distance, il y a de longs hangars en bois, des *fences*, destinés à servir d'abri au train en détresse que surprendrait la neige. Depuis la Prairie il n'y a plus que des stations, une auberge en bois, toute seule. Quelquefois, auprès d'elle, un poste télégraphique ou de quelques soldats. On surveille encore l'imprévu.

Puis, comme on a monté, on redescend, sans s'en apercevoir, par une contrée nouvelle, d'un aspect changeant et printanier. C'est le troisième paysage, celui de la Californie, qui commence. Il y a des chutes d'eau, en cascades superposées, aux flancs des montagnes couvertes de sapins. Des sources thermales jaillissent du sol, s'élèvent en gerbes bouillonnantes, retombent en une pluie d'argent qui fume. La campagne est riante, avec des arbres, des troupeaux, des maisons et des usines. Ce n'est plus seulement l'Américain qu'on rencontre, c'est le Mexicain à cheval, au poncho rayé de couleurs, au large chapeau sur la résille, aux longs éperons. L'Amérique espagnole se fait sentir, en son influence aimable et pittoresque, jusqu'en Californie.

Les buffets ont, pour le service, des Chinois en pantalons bouffants, en souquenille bleue. Cette race astucieuse, intelligente et souple, dont le flot inquiétant déborde déjà dans l'Amérique de l'Ouest, fait les serviteurs modèles et les marchands habiles; mais les uns sans dévouement et les autres d'une habileté froide et dangereuse. Enfin, le matin du deuxième jour, on est tout à fait dans la plaine et, vers cinq heures du soir, dans une brume légère et sous un soleil rouge qui se couche, on aperçoit l'immense amas des maisons et des palais en briques et en bois de San Francisco. Il y avait juste une semaine que le train franchissait les espaces. Il était parti le samedi 15 janvier de New-York et arrivait le samedi 22 à San Francisco.

III

On ne ressent point grande fatigue de cette longue route. Il en reste cependant un bourdonnement dans les oreilles, le bruit des roues sur les rails. Durant quelques heures encore on se croit en wagon. La fourmilière des grands hôtels dissipe cette illusion. On n'y est point comme en Europe dans une halte de plaisirs ou d'affaires. C'est la vie elle-même des lointains voyages que mènent les aventures et d'où dépend la carrière ou la fortune, qui s'agite en ces caravansérails. On y parle toutes les langues, on s'y meut dans la fièvre de l'impatience, on ne s'y repose qu'à la hâte, bruyamment ou en quelque sorte pour

s'étourdir. L'or y semble la monnaie du temps trop lent à s'écouler. La ville elle-même, si énorme qu'elle soit, toute compliquée de civilisation et de vices émigrés, est jeune et fébrile. Elle ne s'assied pas, marche et grandit. Bien moins brutale que New-York, plus colorée, souriante, elle est pour les États de l'Ouest et du Nord-Ouest la cité de l'avenir.

J'étais arrivé le 22 janvier et je savais que la goëlette à voiles sur laquelle je devais m'embarquer pour Taïti partait le 23 de chaque mois. Je n'avais donc pas de temps à perdre. Mais le 23 janvier était un dimanche. Le consul était à la campagne, je ne le trouvai pas. J'ignorais d'ailleurs le nom de la goëlette qui, d'un moment à l'autre, allait partir, si elle n'était partie déjà. Je vis qu'il fallait me résigner à passer un mois à San Francisco. J'en étais contrarié, mais point très fâché. *Russ-House*, où j'étais descendu, me plaisait; la ville aussi. J'avais une belle chambre avec un balcon sur la rue Montgomery. Pendant un mois j'étudierais San Francisco et j'y vivrais doucement en attendant les fatigues futures. Le marin s'improvise ces existences éphémères qui vont bien à l'incertitude de ses destinées. Je m'occupai de l'installation de ma chambre pour ce long séjour. Cependant, vers quatre heures du soir, je sortis. Le temps avait complètement changé; la pluie tombait fouettée par le vent et, au débouché de la rue, à l'entrée du port, ce vent soufflait par rafales de sud-ouest. Les navires, pressés les uns contre les autres, s'entre-choquaient et tendaient leurs amarres. La goëlette n'avait pas dû partir par ce temps-là. En effet, lorsque je rentrai à l'hôtel, j'y trouvai le chancelier du Consulat. Il m'apprit que la *Paloma* n'avait pu appareiller et que son départ était remis au surlendemain. Il ajouta que tout était ainsi pour le mieux, puisque j'y prenais passage. Je ne le contredis pas. Cette tempête subite, à la place du demi-printemps de la veille, m'avait gâté San Francisco.

Le 25 janvier, à dix heures du matin, la *Paloma* levait son ancre et appareillait. C'est une jolie petite goëlette qui s'incline gracieusement sur l'eau, se redresse, s'incline encore. Elle va courir ainsi pendant de longs jours, d'horizon en horizon, sur les solitudes de l'océan Pacifique. Elle a peut-être 35 mètres

de long sur 5 de large, comme le *palace car*, mais ce n'est pas le *palace car* qui s'est mis en route sur la mer, c'est le navire en bois, très simple, goudronné, sans autre ornement que de la cotonnade jaune en rideaux des cabines. Il y a un *roof* à l'arrière, percé de petites fenêtres ouvrant au ras du pont, et qui donne sa hauteur à la grande cabine de deux mètres carrés où l'on mange. Tout à l'entour de ce salon des passagers, quatre cellules avec deux couchettes superposées. On peut se tenir debout devant les couchettes, le nez ou le dos contre le rideau jaune. A tribord, en avant des cellules, la chambre du capitaine; à bâbord, l'office. Tout à l'arrière, sur le pont, la roue du gouvernail. En avant du *roof*, la cale et le pont, chargés de bois. On m'a fait la gracieuseté d'une planche étroite et longue qui me sert de promenade. Près du mât de misaine, à la proue, la cuisine et le logement de l'équipage. Un petit monde en raccourci que la *Paloma*. Le capitaine et sa femme sont d'aimables gens, très simples; des Suédois qui aiment la France et parlent un peu le français. Le capitaine Nyssen est un excellent marin, doux et calme, qui, depuis dix ans, fait cette traversée de San Francisco à Taïti. M^{me} Nyssen a été jolie, est encore accorte, et s'est faite, en vraie femme de marin, la compagne de son mari. Le second du bord est un Danois, le lieutenant un Anglais. Sous une rude écorce, ils sont polis, réservés et respectueux. La hiérarchie maritime a passé par là. La mer est une grande aristocrate, bienveillante et qui, de degrés en degrés, façonne ses serviteurs à son image. Il y a deux passagers, un vieux médecin allemand qui va s'établir à Taïti, et un jeune Irlandais d'une maison de commerce à Papeïti. Le cuisinier est Chilien; c'est un grand homme sec et maigre, brandissant toujours un coutelas, avec un feutre pointu et à larges bords sur la tête. Les six matelots sont des Canaques de Taïti. Il y a *Tom*, un terre-neuve; *Red*, un roquet, puis une chèvre, *Mirza*, et un cochon familial si rempli de gentillesse qu'il ne sera sans doute pas tué, des poules et enfin des pigeons qui ont leur pigeonnier dans le grand mât.

Pendant les premiers jours, il fait froid. Les Canaques grelottent, les bêtes dorment. A l'arrière, on fait connaissance et l'on s'essaye à causer, par une pantomime expressive et dans une

langue surprenante où tous les idiomes se mêlent. Je comprends le désarroi de la tour de Babel. D'ailleurs, on mange beaucoup, on mange même trop à bord de la *Paloma*. Du café, un déjeuner, un lunch à une heure, un dîner, le thé. J'en arrive très vite à supprimer le *lunch*.

Le 31 janvier, après six jours de route au sud, les premières chaleurs arrivent. C'est un printemps délicieux dans l'azur du ciel et des eaux. Les nuages sont bleus avec des flocons blancs. La mer bleue se ride sous une brise tiède et légère. Le soleil a de chauds et purs rayons. La *Paloma* s'anime et s'égaie. Et cela va durer longtemps. Il n'y a pas une corde à toucher. La goëlette, aux mêmes amures, s'incline aux vents alizés, laisse derrière elle un sillage argenté. Les pigeons décrivent autour des mâts de grands cercles concentriques, s'absentent parfois jusqu'au soir, reviennent au gîte. *Red* et *Tom* aboient aux poules qui se réfugient effarouchées dans leurs cages. *Mirza* hèle et allaite ses chevreaux. Le cochon gambade et folâtre avec les Canaques qui se réchauffent à leur soleil et rient de n'avoir rien à faire. Le capitaine a fait son point et dort dans sa cabine. M^{me} Nyssen coud. Le second ou le lieutenant tient nonchalamment la barre. Le docteur allemand boit de la bière sans relâche. Il en a sa provision particulière qu'il a emportée avec lui. Il arrive, sa bouteille à la main, fait sauter le bouchon. — « Push, monsieur, beer, champagn, très bon, voulez-vous? » Il en boit trop, ne se décourage, ni ne le regrette. Il a le procédé de Vitellius pour recommencer. Le jeune Irlandais fend du bois éternellement. Il aime à dépenser ses forces. Sa manière est originale et pleine d'imprévu. D'un coup vigoureux il plante sa hache dans le morceau, puis il la renverse attachée au bois, et à tour de bras, de volées successives, c'est le morceau de bois qu'il frappe contre un billot de chêne. La bûche, à chaque fois, s'entaille plus profondément au contact du coin de fer qui la pénètre, et se sépare en deux parties qui, violemment, au hasard, se projettent au loin. Le cochon en est atteint, en grogne de douleur, et, sur mon promenoir, j'en ai la tête effleurée. Le cuisinier Chilien contemple l'Irlandais avec admiration et, de son coutelas, égorge un poulet. J'ai réglé ma vie comme un moine. En dehors des heures où je me

promène, je lis des romans anglais indéfiniment. Ils sont de circonstance après avoir traversé l'Amérique, tous de Cooper. Le *Dernier des Mohicans*, les *Pionniers*, la *Prairie*. La prairie, j'en ai encore devant les yeux la mélancolique étendue. C'est aussi *Pendennis* de Thackeray, une admirable et curieuse étude des mœurs et de la littérature anglaises, et le *Mari et femme*, de Wilkie Collins, la mordante critique de ces exercices si vantés du sport qui, poussés à outrance, tuent le corps et l'âme des jeunes hommes. Puis la nuit tombe, subite, comme un rideau de théâtre, sombre d'abord, où s'allument ensuite les étoiles. Après le dîner, M. et M^{me} Nyssen se promènent, en quatre pas, affectueusement enlacés, sur le roof. Le jeune Irlandais et l'Allemand jouent au piquet. L'officier de quart veille, les Canaques dorment. Je me promène encore, un peu tristement ; car je pense, malgré moi, à ceux que j'ai quittés, à ce Paris qui est si loin et dont je m'éloigne de plus en plus. C'est donc vrai, je suis parti. A minuit je me couche. Dans la vie active, le sommeil est la halte. Dans l'existence contemplative, il est l'oubli. Au début, Tom venait partager mon lit. Mais il a trop de puces, je me suis séparé de mon compagnon.

Après dix-neuf jours de traversée, la *Paloma* mouille à Nouka-Hiva, aux îles Marquises. La flore équatoriale y apparaît dans tout son éclat. Les bords mêmes de la rade, au delà d'un sable jaune en coquillages, sont couverts d'une végétation puissante. Des massifs d'arbres, qui semblent détachés d'une forêt, s'y recourbent en dômes de verdure impénétrables aux rayons du soleil. Sur le sol, dans un merveilleux enchevêtrement, le fouillis des arbustes bas et des plantes grasses. Et partout, aux clairières tapissées de mousse, le svelte élan des palmiers et des cocotiers. A peine la *Paloma* est-elle en rade que la légende commence. En même temps que des pirogues chargées de fruits, des femmes nues se dirigent en nageant vers le bord. Leurs mouvements sont d'une grâce hardie. Leurs épaules, d'un noir jaune, luisantes et perlées, émergent de l'onde. Le buste parfois en sort à demi. La tête a une couronne de feuillage ou de fleurs. Elles se rapprochent, les voici tout près. Ces syrènes sont des négresses. Les lèvres sont grosses, le nez écrasé, le front bas. Les cheveux,

toutefois, sont fins et lisses. Le visage, d'une expression morne, ne s'anime qu'aux mobilités de l'instinct. Aux rebords des pirogues ou à l'échelle de la goëlette, elles se sont accroupies sur les talons. Elles ont les mains croches et les pieds prenants. Avec des gestes simiesques, elles sollicitent les morceaux de biscuit qu'on leur montre, les attrapent au vol, les gardent en leurs bajoues ou les croquent en un cliquetis rapide de leurs dents blanches. Puis elles plongent sous le flot, et, en riant, regagnent le rivage.

Vers quatre heures de l'après-midi nous faisons une excursion dans l'île. Sous ces ombreuses retraites, la chaleur est humide et lourde. Elle tombe du ciel et le sol l'exhale. De distance en distance une case canaque. Une toiture longue en paille sur de petits troncs d'arbres. Là-dessous, du feu et de la fumée pour chasser les moustiques. Ceux-ci sont les bêtes redoutables des Marquises. La plaie qu'ils font s'envenime, ne guérit que lentement. Ils sonnent leur fanfare et peuplent l'air. Des Canaques viennent à nous et nous offrent des cocos. Ils se hissent au haut de l'arbre, des pieds et des mains, le corps écarté, en s'aidant des aspérités de l'écorce. L'œil du coco se perce à la pointe d'un couteau, et le lait ou plutôt l'eau qu'il contient est d'une fraîcheur délicieuse. Ces Canaques de Nouka-Hiva, peuplades guerrières encore, sont nus et tatoués. Ils montrent ces dessins avec fierté, mais quelquefois, tout à côté, sur la poitrine ou sur les reins, il y a des écailles blanchâtres et squameuses. C'est la lèpre. Ils ne s'en affligent que peu, la montrent également, en la touchant du doigt, avec un rire inquiet, dans l'inconscience pourtant de ce qu'elle a d'horrible et de funeste. Les animaux sont ainsi, insouciant du mal hideux qu'ils traînent ou qu'ils voient traîner à leurs congénères. Ils ne s'en alarment que par l'odorat ou par une secrète corrélation physique quand la décomposition arrive. Alors ils fuient le malade ou, s'il s'agit d'eux-mêmes, s'en vont mourir, hébétés, dans un coin.

Cinq jours après, le 22 février, la *Paloma* jetait l'ancre à Taïti. J'étais arrivé à ma destination, j'y trouvais la *Vire* et j'en prenais le commandement. La *Vire*, avec quatre canons de 14 sur son pont, une machine de 150 chevaux, une vaste cale

à chargement de 400 tonneaux, ses trois mâts et ses doubles huniers, est ce qu'on appelle un aviso transport. « Je suis souris, voyez mon corps, je suis oiseau, voyez mes ailes. » Et, de fait, quand, sous le poids qu'elle porte, elle noie sa ligne de flottaison, que la mer l'a couverte de sa mousse et de sa rouille, elle a les apparences d'un obscur transport. Mais, en rade, ou dans de rapides tournées d'un service militaire, quand sa ligne d'eau se relève, quand elle s'est peinte et fourbie, que ses vergues sont dressées, que ses cuivres reluisent, elle prend, presque coquettement, les allures d'un aviso. D'ailleurs, l'air et la lumière y circulent à flots et le bien-être y est partout. C'est un aimable et bon navire. Les officiers sont mes camarades de la marine. L'équipage est de cette vaillante et forte race des marins de nos côtes, simple et dévouée jusqu'à la mort. Enfin, je ne suis plus un exilé qui court le monde. J'ai mon navire, mes officiers, mes matelots. Et si j'emploie ce pronom possessif, ce n'est point par une pensée de propriété ou d'autorité, mais par suite de ce large courant d'affection qui, pendant trois ans, va s'établir d'eux à moi, de moi à eux. Là est le secret de la force armée, des services qu'elle peut rendre et des succès qu'elle remporte. La discipline, c'est l'affection.

A Taïti, non moins qu'à Nouka-Hiva, je me sens réfractaire à la légende. Et cependant, ici, elle fait foi. Les poètes ont chanté la fille d'Otaïti, — qu'ils n'ont pas connue. Les navigateurs l'ont célébrée. Après une longue traversée, c'est excusable. Toutefois, à Taïti, la légende change de forme. Les jeunes femmes ne viennent plus en ondines se jouer autour du navire. Sous la verdure des grands arbres, vêtues de tuniques flottantes, elles apparaissent, en une perspective bleuâtre, comme les nymphes de l'île de Calypso. Leur taille est élégante, leur démarche est envolée. C'est à peine si l'herbe du chemin se courbe sous leurs pas. Mais, de près, l'illusion s'enfuit, la guenon reste. Du moins pour moi. Peut-être faut-il pour complices à la légende l'amoureuse folie et les juvéniles audaces de la vingtième année.

Taïti est, d'ailleurs, le plus charmant paysage qui se puisse voir. Les bois mythologiques dont l'ombre est profonde, les ber-

ceaux de verdure, les corbeilles de fleurs, la moire des cascades aux flancs des coteaux, s'y fondent à l'œil en une harmonie douce et souriante. Une brise embaumée imprègne l'air, court sous les feuillages. L'eau des ruisseaux, d'une transparence argentée, bondit sur ses cailloux et s'éloigne en chantant. La mer n'est plus qu'Amphitrite dont le sein se gonfle et respire. Aux feux du jour succède la splendeur des nuits. Les senteurs agrestes se mêlent aux parfums attiédies. Toutes les molles langueurs de la nature ensèrent l'île, l'embrasent et l'apaisent. Aussi les mœurs des habitants étaient et sont encore douces et enfantines. La pensée vague dans le repos du corps, les chants et la danse sont leurs plaisirs. On se rassemble le soir au bord de la mer pour chanter les Hyménées. Ce sont des mélodies indécises et tendres. La danse, abandonnée et lascive, n'est pourtant pas, comme chez la plupart des peuplades sauvages, la trop brutale mimique du plaisir. Il semble qu'elle ait la pudeur de ces belles nuits où Diane la regarde de ses yeux clairs. Papeïti a aussi ses distractions pour les Canaques. Le jeudi soir, un orchestre d'amateurs ou la musique de la frégate amirale, si elle se trouve en rade, joue sur la place du Gouvernement. Les indigènes, qui adorent la musique, accourent à Papeïti de très loin à la ronde. Tout autour de l'estrade, on se promène, et plus loin, aux quatre côtés de la place, on s'assoit sur l'herbe épaisse ou sur des bancs. La colonie est là en miniature, les officiers des navires, ceux de l'armée employés dans l'île, les colons en vêtement blanc et en chapeau de paille. Les jeunes femmes Canaques, habillées de gaules de couleur, des fleurs gracieusement posées dans leurs cheveux, ce à quoi elles excellent, courent en riant parmi les groupes. De proche en proche, éclairés par des lanternes en papier, il y a des étalages de fleurs et de gâteaux. La reine Pomaré et sa famille viennent là parfois, les soirs de la musique amirale. Je crois que je ne suis pas très curieux. Pendant les trois mois que j'ai passés à Taïti, je n'ai jamais vu la reine. Je l'ai aperçue une seule fois, de dos, comme elle revenait d'une promenade en voiture. Mais j'ai sa photographie.

: Au fond, à moins qu'il ne tourne à la vie canaque, ce qui arrive quelquefois, et alors il a sa case et sa famille canaques, vit à

peu près nu, se baigne une partie du jour et fume indéfiniment des cigarettes, l'Européen s'ennuie à Taïti, s'y épaissit, s'y affaisse. Il s'engourdit, à ce pays de soleil et de fleurs. A la longue et se laissant glisser sur la pente de la paresse et de la sensation, toujours facile et prête à ses désirs, il y deviendrait, comme les indigènes, un frugivore. Or, quoique cela soit bizarre à dire, le progrès dans la civilisation est aux carnivores, comme la domination, dans la nature, est aux carnassiers. Il faut à l'homme physique la chair et le sang de l'animal, de même qu'il faut à son être intelligent la chair des passions. Il lui faut la femme, tirée de sa propre côte et à laquelle il a donné une âme. Taïti est un Éden, mais un Éden sans Ève et qui n'a point, pour révélateur des destinées humaines, l'arbre de la science du bien et du mal. Ces îles délicieuses, perdues dans les solitudes de l'océan Pacifique, sont les oasis du néant.

C'est le 10 juin 1876 que la *Vire* part de Taïti pour se rendre à la Nouvelle-Calédonie où elle fera partie de la division navale. Mais auparavant elle passera par les îles Samoa, Wallis et Fidji et fera la tournée des Missions. Dans toutes ces îles, d'ailleurs à peu près semblables à Taïti comme végétation et comme indigènes, il y a des missionnaires français et anglais. Le but et le prétexte sont les mêmes. Le but, c'est le commerce ; le prétexte, c'est la conversion des indigènes. Toutefois le catholicisme et le protestantisme ont leurs moyens différents et sont en guerre continuelle l'un avec l'autre. Cela crée parfois des difficultés internationales. Cela trouble aussi les sauvages qui ne comprennent rien à ces combats de leurs pasteurs d'âmes, mais qui n'en travaillent pas moins à récolter l'huile de copra au profit de l'une et de l'autre des deux communions en présence.

L'œuvre des Missions françaises a eu son heure de retentissement romantique, puis le silence s'est fait par degrés autour d'elle. Aujourd'hui elle se continue dans le banal et l'inutile. Je ne parle que de l'œuvre, car elle a encore ses obscurs grands hommes, ses martyrs parfois, ses enthousiastes et ses résignés. Tous ont un trait commun : le désir gai d'en finir avec la vie. C'est en riant qu'ils montrent au voyageur la tombe d'un père : « Il est bien là, mon tour viendra ». L'éléphantiasis n'est pas

rare. Le missionnaire regarde sa jambe grosse et malade et se met à sourire : « C'est un mal très lent qui ne me donnera que quelques années de moins à vivre. » Ils poursuivent un but plus élevé que la vie, une patrie idéale au-dessus de celle-ci. C'est vers elle qu'ils s'acheminent, par le renoncement et la charité, à travers les ronces de la propagande et du trafic. Je n'oserais dire qu'ils prennent en un certain mépris le métier qu'ils font, mais ceux-là seuls le pratiquent avec ardeur, qui sont ambitieux et veulent en sortir. Quant à l'œuvre, elle a depuis longtemps et hardiment affiché sa devise : « Propagation de la foi par le commerce. » Elle a encore quelques petits navires, elle en a eu un grand qui est légendaire dans les îles, l'*Arche d'Alliance*, que commandait un ancien lieutenant de vaisseau. Celui-là était un mystique et un illuminé. Un jour, l'*Arche d'Alliance* va se voir devancée au port par un bâtiment anglais. Le capitaine s'adresse à la vierge Marie. Il lui représente quel inconvénient commercial il y aurait là pour les Missions, et la supplie d'intercéder auprès de Dieu le Père pour que l'*Arche d'Alliance* arrive la première. La requête du capitaine est prise en considération, il entre au port avant l'Anglais. L'œuvre tranquillement a mis Dieu à son service. Une autre fois, le navire échoue. Les efforts pour le retirer de la côte sont vains. Les bras sont las, les esprits découragés. Le capitaine fait cesser le travail. « Chantons un cantique », dit-il. Les voix s'unissent, s'élèvent et s'exaltent. La foi revient aux âmes, les forces au corps. Le navire est déséchoué. Cette fois, inconsciemment, le capitaine, au profit de sa cause, a invoqué le fluide nerveux, établi le circuit magnétique. La religion qui le sait bien, sans le dire toujours à ses adeptes, a, comme tout grand sentiment, de ces magies physiques qui soulèvent l'homme.

Les trois types de serviteurs que possède l'œuvre s'offrent à nous aux Samoa, aux Wallis et aux Fidji. Aux Samoa, c'est M^r Éloi. Il est dans la force de l'âge, très intelligent, très fin, et sans petitesse d'esprit comme sans routine, très soucieux des intérêts de l'œuvre. Les Samoans, auxquels il a affaire, sont une race polynésienne très pure, ouverte et franche, le seul peuple sauvage qui sortira peut-être de ses langes d'instincts. Il

l'a compris, guide leur raison naissante, les caresse et les sert. Il leur permet les chants et la coquetterie. Le vendredi, tous ces sauvages se trempant les cheveux de chaux, ont l'air d'être poudrés à frimas. Le dimanche, à la messe, ils ont, évidée aux tempes, une chevelure rouge, toute rutilante, dont ils sont fiers. Là aussi le protestantisme est en face de M^{re} Éloi. Il lui tient spirituellement tête et le désarçonne. Parmi les sept péchés capitaux, la luxure a toujours été la pierre d'achoppement de l'œuvre. Les sauvages n'entendent rien à la continence. Quelques-uns qu'on avait tenté d'ordonner prêtres ont pris femme aussitôt. La propagande par eux devenait impossible et les missionnaires protestants se moquaient. M^{re} Éloi n'a plus ordonné de prêtres, n'a plus eu que des catéchumènes... mariés. Ceux-là vont, par les tribus, répandant la semence divine. C'est de la fausse monnaie protestante et de la meilleure, car elle passe mieux qu'elle. Les sauvages, qu'on ne tourmente pas de devoirs ou d'austérités antipathiques à leur nature, préfèrent les pompes de l'église à la nudité du temple. La mission prospère aux Samoa.

Aux Wallis, M^{re} Bataillon est un évêque du xii^e siècle égaré dans le nôtre. Ce grand vieillard de soixante-dix ans, à la longue barbe blanche, au nez d'aigle, aux yeux d'un bleu pâle, d'un ascétisme d'anachorète, inflexible, intrépide et autoritaire, a fait l'île catholique d'un bout à l'autre. Il s'est imposé à elle, la captivant par son dévouement et par sa charité, la bravant par son audace, frappant les dissidents par la guerre et par l'exil. Il avait, en effet, pour lui la reine Amélie, ainsi nommée de la reine des Français. Il l'avait élevée, instruite, adoptée pour fille spirituelle et la domine encore. Il est, de par elle, le maître des Wallis. Il n'a jamais permis aux missionnaires anglais de s'y établir. Il n'avait point de mandat pour cela. Il ne l'a point voulu, c'était assez. Il inspire à la fois à ses missionnaires et aux sauvages la terreur et l'admiration. Il a fait porter à ce peuple des pierres sur le dos, lui a fait bâtir une cathédrale. Lourde et massive avec ses deux tours, elle s'élève vers le ciel au milieu de ces cases minuscules au ras du sol, monument bizarre d'un autre âge et d'un autre monde. Cependant la vieillesse du grand évêque s'inquiète et s'attriste. Il a courbé ces innocents sous le

joug et sous la règle, à ce point qu'ils n'aient plus les vices ni les vertus qui leur étaient propres. Mais, des vices, il est resté l'hypocrisie, et avec les vertus s'en sont allées la gaieté, la naïveté et la cordialité des mœurs. Quant aux vertus nouvelles qui leur sont prêchées, ils en balbutient le nom, ne les comprennent pas, ne les pratiquent que par une obéissance morne et abâtue. Est-ce donc là le résultat de quarante années d'efforts et de foi ? M^{re} Bataillon sent que son œuvre n'est pas bonne et pourtant ne veut pas douter d'elle. Il mourra debout dans ces sentiers où il a fait fausse voie et qu'il a crus les véritables. Il demeure une grande figure parmi ces semeurs de religion qui ne récoltent que la stérilité.

La *Vire*, de la part du gouvernement français, apportait un orgue de Barbarie à la reine des Wallis. Celle-ci n'accueillit ce cadeau qu'avec une joie timide. L'évêque avait vu d'un mauvais œil l'instrument de perdition. Il eût, me dit-il, préféré de beaucoup une baleinière. La reine Amélie, qui s'habille d'une longue robe fermée au cou, a une physionomie douce et aimable. Elle a deux ou trois phalanges de moins à chaque main. Il lui en manquerait davantage encore si M^{re} Bataillon ne s'y fût opposé. C'était en effet une coutume des Wallis que de se couper une phalange à la mort d'un parent. Cette coutume que l'évêque a abolie dans son île devrait s'introduire dans nos mœurs. Les gens réellement affligés se laisseraient couper une phalange sans même y songer. Que leur importe ? Ceux qui le seraient modérément, mais qui respecteraient les convenances, ne s'opposeraient pas à l'ablation. Ce serait signe de bonne compagnie. Viendraient enfin ceux qui n'auraient point de chagrin, tout au contraire, ou qui, très lâches, se refuseraient au sacrifice. A ceux-là il serait permis de se présenter devant le magistrat qui, en raison de leur sécheresse de cœur ou de leur peu de courage, cyniquement avoués par eux, les dispenserait de se conformer à l'usage. Quelle simplicité dès lors dans les deuils et dans les cérémonies funèbres ! Que de bonne humeur dans les regrets et dans les compliments de condoléance ! Comme on serait à l'aise de part et d'autre ! Je me suis toujours étonné qu'on se lamentât autant aujourd'hui pour se consoler demain. Avec la phalange en moins

en perspective on se consoleraït dès la veille. Comme cela serait sincère et naturel !

Aux Fidji, les Missions ont leur troisième aspect. Les Anglais ont accepté le protectorat des îles. Le roi a abdiqué. Il est désormais renté à la façon des rajahs de l'Inde, moins qu'eux. Il s'habille à l'européenne, en habit noir et en gilet blanc, et habite, à Levuka, une maison bourgeoise. Le « home » anglais s'installe dans l'île, qui s'éclaire au gaz et qui a ses tramways. Les sauvages étonnés regardent la civilisation. On les laisse en paix jusqu'à ce qu'on les refoule sans pitié dans l'intérieur. Le vicaire apostolique, le Père Breheret, vit désormais paisible sous les lois anglaises. Il est le pasteur catholique et l'instituteur de ses sauvages. Il a une cure et une école. Il représente avec bonhomie, mais sans profit commercial possible, une religion indulgente et morale. Il est le prêtre, dans l'acception digne du mot. On supprimera bientôt la mission des îles Fidji.

Le 13 juillet 1876, la *Vire* arrivait en Nouvelle-Calédonie et mouillait à Nouméa.

IV

On arrive à Nouméa par une passe très étroite et facile à défendre. La rade est sûre et bien fermée, d'un aspect tranquille, mais toute chauve de végétation. C'est un cercle de collines dénudées, rouges par endroits, qui l'enserme. A gauche en entrant est l'île Noû avec de grandes constructions plates, le bagne, l'hôpital, la caserne. Plus loin, au delà d'une grande rade intérieure, la presque île Ducos. Là sont les déportés dans une enceinte fortifiée. Il n'y a d'enceinte fortifiée que la mer avec ses requins très nombreux et ses chaloupes de surveillance. Le camp de ces déportés est formé de cases basses ou de paillottes. A droite, toujours en entrant, l'île aux Lapins où sont un lazaret et de hauts fourneaux, et la fausse passe qui sépare l'île aux Lapins de la terre ferme et donne accès dans la baie de la Moselle. A partir de la fausse passe et sur les bords de la baie, quelques habitations éparses, puis le pays Latin, qui est un des faubourgs de Nouméa. C'est une agglomération de baraques, d'échoppes et de petites maisons en bois qui se louent pour la plupart aux fonctionnaires

et aux officiers. Quelques-unes ont un petit jardin et des lauriers-roses. Une longue et belle chaussée conduit du pays Latin à Nouméa. D'un côté de cette chaussée est la baie ; de l'autre, des marais à palétuviers qui seront comblés. Nouméa s'offre presque de face au navire qui pénètre dans la rade. Vue du pont, c'est un échiquier à rues en équerre, à maisons de bois à toits de zinc, n'ayant qu'un rez-de-chaussée et qui semblent aplaties sur le sol. Pas d'arbres, ils pousseront peut-être. Le premier soir de notre arrivée, les matelots de la *Vire* ont été accusés d'avoir coupé les arbres des boulevards pour s'en faire des cannes. Je demandai avec étonnement qu'on me montrât les pièces à conviction. C'étaient en effet de jeunes plants, gros comme des bâtons, fichés en terre. Cette ville plate est toutefois dominée par la maison et les jardins du gouverneur, par la maison de l'évêque qui a quelques palmiers autour d'elle, et par le grand hôtel, peint en vert, du colonel commandant militaire. L'aspect général n'en est point triste. Il est inondé d'un soleil qui se brise en flèches d'or sur les toits de zinc. De dix heures du matin à cinq heures du soir, une brise presque constante du sud-est souffle sur Nouméa. Elle en est la santé. Puis le calme se fait et les nuits d'un azur profond et toujours illuminé d'étoiles sont d'une beauté claire et sereine.

Le gouverneur, en 1876, est le contre-amiral de Pritzbuër. C'est un officier général d'un grand air, de manières affables et courtoises. Il est de haute taille, avec des yeux d'un bleu pâle qui ont des éclairs aux heures critiques ou violentes, et une physionomie à tons blancs et froids qui s'empreint tour à tour d'énergie et de bonté. Sa vie entière s'est passée aux stations et aux voyages lointains. En ses moments de causerie douce ou de rêverie, il en a comme le reflet, dans la parole et dans les traits. Ces passagères patries que s'improvise le marin, se relient pour lui les unes aux autres par les souvenirs qu'il en évoque, par les compagnons qu'il y a rencontrés, qu'il retrouve plus tard. C'est ainsi qu'à de longs intervalles, j'ai connu l'amiral de Pritzbuër. Nous sommes revenus de Crimée sur le même vaisseau, le *Duperré*. J'ai déjeuné avec lui au Mexique, à la Vera-Cruz, sur le bâtiment qu'il commandait. Je

le retrouve aujourd'hui dans son gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Il y a, pour nous, une grande famille maritime dont les attaches sont latentes, très fortes. C'est une camaraderie bienveillante d'une part, respectueuse de l'autre, affectueuse presque toujours. On se perd de vue, on ne s'oublie pas. Officiers et matelots sont de même race. Qui touche à l'un, touche à l'autre. La mer fluide est le lien secret de ces âmes errantes.

Le commandant militaire est M. Galli-Passebosc, de l'infanterie de marine. C'est un colonel de quarante ans à peine, resté sous-lieutenant par la gaieté de l'esprit et la vivacité des allures. Il est très grand, avec un front bombé aux sourcils fuyant légèrement en arrière, ce qui est l'indice d'une ironie prompte et facile, l'œil clair, une moustache noire qu'il tortille par la pointe en ses instants de réflexion, le menton résolu, asseyant bien le visage. Cette verve primesautière et légère se concentre à ses heures. Le colonel est un érudit et un studieux. Sa lampe veille souvent la nuit. Il a refait ses humanités pendant ses loisirs de campagne et, en soldat aventureux qu'il est, il annote Montluc. Ce caractère gai et hardi a naturellement l'insouciance du danger. Il ne croit pas à celui qui se cache perfidement dans l'ombre, et, tout à ses instincts de bravoure téméraire, va droit à celui qu'il recherche et qui l'attire en plein soleil.

Nouméa ressemble beaucoup à une petite ville de province où l'on s'amuserait, ou mieux encore à une toute petite préfecture maritime. Il y a les mêmes éléments, un embryon d'arsenal, des navires en rade, des officiers de l'armée et des fonctionnaires qui souvent ont emmené leurs familles avec eux. Chaque semaine, à une soirée dansante, le gouverneur reçoit cette société aimable et polie. Il y a de jolies femmes, à la mode. Les toilettes arrivent de France, en six semaines ont traversé l'Océan. On se pare volontiers de coquetterie et d'atours. Le plaisir est le dieu fêté de ces exilées.

On ne sort guère de chez soi pendant la grande chaleur du jour. Le soir, vers cinq heures, on monte à cheval ou en voiture et l'on va se promener aux environs de Nouméa. Le plus joli est à 6 kilomètres de distance, par une route hardiment pratiquée aux flancs d'un contrefort et en surplomb des vallées où s'accuse

déjà la végétation de l'île. C'est l'anse Vata. Une petite baie de sable, de grands arbres, de hauts palmiers, un cottage qui appartient au gouverneur, la mer bleue et même des requins, c'est un petit coin de Taïti. Pour les équipages et les cavaliers, c'est une halte et un lieu de rendez-vous. On revient ensemble, on dîne le plus souvent les uns chez les autres et la soirée se passe en causeries ou au jeu.

Il y a peu de Canaques, ceux de la police indigène, armés de bâtons et qui adorent leurs fonctions, et quelques-uns en service de louage chez des particuliers. Quelques femmes aussi. La domesticité les rend lourdes et grosses. Avec leur gaule fermée au cou, leur énorme chevelure coupée en boule rase à dix centimètres de la tête, la pipe à la bouche, elles ont l'air de pots à tabac. Des Néo-Hébridais sont également, par contrat de louage pour trois ans, employés comme domestiques. Ils émigrent ainsi volontairement des Nouvelles-Hébrides, y retournent. Ils sont assez actifs, assez fidèles, et plus noirs de peau que les Canaques, qu'ils détestent. Mais les serviteurs par excellence, ce sont les transportés que l'administration pénitentiaire prête aux habitants. On les surnommait en plaisantant les « anges gardiens » de la famille. Et, de fait, on les désigne, dans cet emploi, sous le nom de garçons de famille. On les choisit, à dire vrai, parmi ceux d'entre les transportés qui ont la meilleure conduite. Ils viennent le matin, du pénitencier, y rentrent le soir. On ne les paye que dix francs par mois. Ce n'est pas cher et c'est une grande ressource pour les petits ménages d'officiers et d'employés qui sont nombreux. Alors, dans la maison, ils sont tout. Ils font la cuisine et la lessive, cultivent le jardin, repassent le linge, empèsent les jupons. Ils promènent les enfants ou plutôt les enfants les promènent, car il n'est pas permis aux condamnés de sortir seuls par les rues. Assemblage bizarre et cependant, en son étrangeté même, il y a quelque chose de moral, je n'oserais dire, de touchant. L'enfant ignore, il sourit à cet homme comme il le ferait à sa nourrice ou à sa bonne. L'homme, de son côté, lui sourit, joue avec lui, quelquefois le porte dans ses bras. Qui saura jamais les inconscientes profondeurs de l'âme ? Peut-être le condamné se revoit-il alors en son enfance, quand il était un inno-

cent et qu'il faisait un beau soleil. D'ailleurs ce que fait l'enfant qui ne s'en doute pas, presque tout le monde le fait ici avec le transporté. La faute s'oublie, l'expiation la paye. La Nouvelle-Calédonie, avec son éloignement et son climat, et le nouveau régime pénitentiaire ont dissipé l'horreur du bagne. L'homme y vit sain, hors de la brume et du froid qui accentuaient sa misère. Il n'y est plus marqué d'infamie par la chaîne, par le pantalon jaune, par la casaque rouge, par le bonnet rouge ou vert : il est habillé d'un pantalon et d'une vareuse de toile grise, coiffé d'un chapeau de paille. C'est presque un journalier qui passe. Dans la maison on le gronde, on le brusque, on le rudoie même ; on ne l'humilie jamais. Il y est devenu, par les services qu'il rend, une sorte de commensal, d'un genre hybride, auquel on s'est habitué.

Il n'en faut pas moins un certain discernement dans le choix de ses garçons de famille. Un sanguin, aux colères violentes, ne doit pas prendre un transporté qui voyait rouge et jouait du couteau. Mieux lui vaut un simple voleur. Un père de famille qui a des jeunes filles fera bien de ne pas introduire chez lui un homme que ses passions brutales ont mené à l'île Noù. Un assassin sera plutôt son affaire. Le banquier évitera le faussaire. Les simples attentats à la pudeur le serviront avec désintéressement et ne violeront pas sa caisse. Un chimiste ou même un pharmacien s'abstiendront de l'empoisonneur. La tentation se double de science, et, le cas échéant, serait trop grande. Le faussaire sera sans danger pour eux. C'est la physiologie prudente et sagace appliquée à cette domesticité nouvelle.

Le gouverneur avait à s'occuper de la transportation. Il y a fait établir par le directeur de l'administration pénitentiaire un très grand ordre, une discipline ferme et humaine. Des travaux considérables se sont entrepris et achevés. C'est ainsi que la butte Conneau, qui se tenait comme un morne avancé au-devant de la ville, dans l'espace déjà si restreint qu'elle occupe, a pu être rasée et a fait place pour une extension nouvelle à un vaste terrain. C'est ainsi que s'est faite, sur un parcours de plusieurs kilomètres, une conduite d'eau qui amène à Nouméa en toute saison une eau abondante et salubre au lieu de ces barils échauffés et

saumâtres, obtenus à prix d'argent et d'efforts, et qui étaient pendant la sécheresse l'unique et insuffisante ressource des habitants. Cette conduite d'eau perpétuera en Nouvelle-Calédonie le souvenir du contre-amiral de Pritzbuer, comme le canal Gueydon a consacré à la Martinique le nom de l'amiral qui l'a créé.

Certes cela s'est fait à coups d'hommes et de temps, a usé le nombre et les années. Mais on ne peut demander aux travaux forcés que la lenteur qui ne se rebute pas, que la résignation qui se prolonge. Elles gardent à celui qui sera libre sur cette terre où il doit résider, l'âpre habitude du travail et aussi l'idée d'une œuvre personnelle et féconde à poursuivre sur ce sol que ses sueurs de servitude lui ont déjà rendu moins ingrat et plus propice. Au cours de sa peine ou après avoir fini son temps, c'est pour elle-même, et elle le sait, que travaille une colonie pénitentiaire.

Quant à la déportation, le gouverneur de cette époque a fait mieux que de la réfréner : il l'a apaisée. A la presque île Ducos où se trouvaient peut-être les désespoirs les plus ulcérés, les obstinations les plus farouches, l'évasion n'étant plus possible, on n'a plus tenté de s'évader. Sous un régime rigoureux mais juste, où n'entrait que le parti pris de la répression, non de la colère, l'attente et de lointaines espérances ont remplacé la révolte et la hâte. Sur les monticules de la presque île, au creux de ses petites vallées, sous les larges brises de la mer qui n'agitent que le milieu du jour comme la destinée n'agite d'ordinaire que le milieu de la vie, les cases des déportés se sont engourdies silencieuses. On ne leur fournissait pas d'occasions aux témérités ou de prétextes à la plainte.

A l'île des Pins, la déportation libre, moins resserrée, est plus active et moins silencieuse. L'île, à plages de sable, est couverte de pins, de banians et de niaoulis. Des champignons de corail, évasés en bas par l'éternelle morsure ou l'éternelle caresse de la lame, émergent de l'eau en corbeilles d'arbustes et de fleurs. A quelque distance de la plage, la suivant d'abord, puis pénétrant au milieu de l'île, est une belle route d'une quinzaine de kilomètres. C'est aux bords de cette route qu'à des intervalles de

deux kilomètres les unes des autres s'échelonnent les cinq communes de la déportation libre.

La dernière, la plus éloignée, est particulièrement réservée aux Arabes de l'insurrection de l'Algérie en 1871. On les voit, errant çà et là, résignés ou stoïques, sous leur long burnous blanc que serre à la tête la corde en poils de chameau. Leur œil garde une flamme douce à demi éteinte ; ils s'inclinent, au passage d'un chef français, avec l'humilité digne qui leur est propre, et, le soir, se prosternant au soleil couchant, baisent cette terre qui leur est ennemie mais qui n'en est pas moins celle de Dieu. Aux autres communes, c'est le village français, une quantité de cases basses, en paillotte ou en torchis, moins que rien. La pluie ou la clarté de la lune tombent au travers du toit. Nul ne prend racine en ce lointain pays. Ce n'est pas le fait du déporté seul, c'est aux colonies, aux Indes ou aux îles, comme on disait autrefois, celui de tout Français. Nous ne songeons que trop, exilés volontaires ou non, au retour dans la patrie. Plusieurs ouvriers travaillent cependant, et se sont construit des ateliers. Ceux-là aiment leur métier comme un art, et le travail comme un plaisir. Ce sont des forgerons, des ébénistes, des tourneurs en bois, deux ou trois peintres, deux ou trois sculpteurs. Ils ont envoyé leurs œuvres à l'exposition de Nouméa en 1877. Mais la grande masse ne fait rien, tourne sur elle-même, s'ennuie. Le jardinet seul, auprès de la case, a quelques fleurs et des légumes. C'est la distraction de la femme, des enfants, du père quelquefois. En somme, tous ces gens-là, en leur flânerie monotone, me représentent assez exactement des ouvriers de Paris — ils le sont — qui se promèneraient, pendant un dimanche sans fin, dans la banlieue, sans argent. Ils ne sont d'ailleurs ni arrogants, ni farouches, ni très tristes. Ils saluent d'eux-mêmes le gouverneur quand il vient dans l'île, le commandant territorial ou ses officiers quand ils passent. Ce sont des saluts échangés d'une façon courtoise et conciliante. Il n'y a plus qu'une consigne que les uns exécutent, à laquelle les autres se soumettent en la respectant.

C'est ainsi que deux années s'écoulent pour la *Vire*. Elle est tantôt en station à Nouméa, tantôt en excursion à quelque point de l'île. Elle va deux fois à Sydney, en Australie. L'Australie,

c'est, dans l'origine, Botany Bay, cette colonie pénitentiaire de laquelle est sorti un continent florissant et fécond. Sydney est une grande ville anglaise hospitalière et aimable. Sa rade est un bras de mer, de plusieurs lieues de long. Avec ses sinuosités riantes, ses criques nombreuses, ses collines chargées de végétation et de villas, elle est moins imagée, moins théâtrale, mais plus sûre de l'avenir et, dans une activité sereine, le Bosphore de cette Constantinople des tropiques qui n'a point encore un siècle d'existence.

Au mois d'avril, le nouveau gouverneur arrive. C'est le capitaine de vaisseau Olry. Il a la même autorité ferme et bienveillante que l'amiral de Pritzbuer. S'il se réserve, il a des façons froides, un peu hautaines. Quand il se livre, c'est avec un grand charme d'abandon et de camaraderie. Sa taille est moyenne et bien prise, ses épaules larges sont celles de l'homme d'action et du travailleur qui porte aisément sa double charge. Tout blanc de cheveux et de barbe, il a les sourcils noirs. La barbe, en collier, encadre un visage bistré où l'œil, avec de subites caresses, a une expression d'énergie contenue. Les cheveux blancs, venus avant l'âge, donnent une plus grande jeunesse à la physionomie. Le contraste a son originalité singulière. La vie en apparaît mieux dans sa sève et dans sa puissance. A quarante-six ans, le commandant Olry est en pleine possession de lui-même. Quelques jours plus tard, il donne pour mission à la *Vire* de faire le tour de la Calédonie en passant par les îles Loyalty. Les renseignements que je lui fournirais à mon retour lui serviraient pour la tournée d'inspection générale qu'il doit faire lui-même.

Le 27 mai, la *Vire* partit. Le gouverneur m'avait recommandé de m'occuper des Canaques, de m'informer de ce qu'ils devenaient. Cette recommandation m'avait surpris. Depuis deux ans que j'étais en Nouvelle-Calédonie, il avait été si peu question des Canaques, que je pouvais croire qu'ils n'existaient pas, ou qu'ils n'existaient plus.

Henri RIVIÈRE.

(La deuxième partie à la prochaine livraison.)

LA VIE

ET

LA SUBSTANCE VIVANTE

La nature de la vie a été l'objet de bien des controverses. Quelques-uns considèrent encore ce mystérieux phénomène comme inexplicable dans son essence ; ils voient en lui un continuuel effort de la volonté divine ; les êtres vivants sont comme des miracles perpétuels ; la main seule de Dieu tient unies les molécules matérielles qui les composent ; qu'elle se retire, l'édifice s'écroule, la mort survient. Dans tout cela, rien qui soit du ressort de la science humaine. La vie cesse d'être un sujet d'observation et d'expériences pour devenir exclusivement un motif d'adoration.

Le plus grand nombre partage, heureusement pour la science, d'autres idées, sans qu'il y ait accord pour cela entre tous les savants. Une école célèbre a voulu voir dans la vie une force spéciale antagoniste des forces ordinaires de la nature, capable de soustraire pour un temps les éléments chimiques aux conséquences de leurs affinités, agissant en dehors des lois du monde physique, créant des substances et déterminant des phénomènes que nulle autre force ne saurait créer ou produire. Parfois même les adeptes de cette école, les *vitalistes*, comme on les appelle, se sont plu à faire ressortir tout ce qu'il y avait d'irrégulier, de *capricieux*, en quelque sorte, dans les effets de leur force vitale, comme si le mot force n'entraînait dans leurs définitions que pour masquer l'intervention constante d'une volonté supérieure dans les phénomènes vitaux. Beaucoup de biologistes pensent au

contraire, aujourd'hui, que la vie n'est qu'une résultante particulière des forces physico-chimiques, qu'elle n'existe pas en tant que force distincte, ne produit aucun phénomène, aucune substance que le physicien ou le chimiste ne soit capable de reproduire un jour. Oken le premier, Haeckel après lui, ont été jusqu'à dire que la vie n'était qu'une conséquence des propriétés chimiques du carbone.

Comment des affirmations aussi contradictoires ont-elles pu se produire? Devons-nous choisir entre elles, ou chacune contient-elle une part de vérité que nous devons prendre pour nous faire une opinion nouvelle?

C'est ce que nous nous proposons d'examiner ici. Les efforts combinés du physicien, du chimiste, du biologiste et du philosophe ont enrichi la science de conquêtes suffisamment nombreuses et suffisamment certaines pour que nous puissions espérer nous avancer avec quelque confiance sur le terrain où ils ont planté avec une si heureuse hardiesse leur drapeau respectif.

I

L'une des conceptions les plus fécondes de la biologie moderne a été celle d'une substance particulière, commune à tous les êtres vivants, jouissant chez tous d'un certain nombre de propriétés générales, accomplissant à elle seule les phénomènes vitaux les plus variés, nécessaire à la production du plus humble d'entre eux.

A cette unité abstraite, la *Vie*, acceptée par toutes les écoles philosophiques, s'est trouvée correspondre dès lors une unité concrète : la *substance vivante* primitive, qu'on a successivement désignée des noms de *sarcodé*, de *protoplasme*, de *plasma*. Le protoplasme est-il une réalité, ou ne doit-on voir en lui qu'une simple fiction? Est-ce une substance que l'on puisse isoler, ou quelque chose de correspondant à ces prétendus fluides auxquels les physiciens attribuaient naguère encore les phénomènes électriques, calorifiques et lumineux?

L'idée d'une substance simple possédant la vie, comme les éléments de la chimie possèdent leurs propriétés particulières,

est déjà ancienne dans la science. Au commencement de ce siècle, Oken affirmait déjà l'existence d'une substance vivante fondamentale, d'une *gelée primitive* devenue célèbre sous son nom allemand de *Urschleim*.

C'est par elle qu'avait, selon lui, commencé le monde vivant; c'est d'elle qu'étaient sortis tous les organismes, c'est elle encore qui constituait la partie la plus importante du système nerveux, et formait toute seule le corps entier des êtres les plus infimes, des infusoires, qu'Oken supposait dépourvus d'organes. La gelée primitive, le *Urschleim*, se formant spontanément au sein des eaux, les infusoires n'étant que des grumeaux de cette gelée, naissaient comme elle, sans parents.

Le rôle attribué par Oken à la gelée primitive était tout hypothétique; il résultait d'une conception *à priori* ou d'observations erronées contre lesquelles s'éleva, avec une ardeur qui ne s'est jamais démentie dans le cours de sa longue carrière, l'illustre micrographe Ehrenberg. Le *Urschleim* était sur le point de s'évanouir devant le nombre et la précision apparente de ses observations; il fut sauvé par un de nos compatriotes, Dujardin, naturaliste infatigable, mort professeur à la Faculté des sciences de Rennes. Ehrenberg attribuait aux infusoires une organisation tout aussi complexe à certains égards que celle des animaux supérieurs; Dujardin démontra que le corps de certains êtres microscopiques est en réalité formé d'une substance molle, sans forme déterminée, incapable de se constituer en éléments définis et, *à fortiori*, en organes ou appareils, parfois absolument homogène, plus souvent granuleuse, douée de la faculté de se mouvoir, sans cesse parcourue par des courants qui entraînent dans un sens ou dans un autre les granules qu'elle contient. C'était bien là la gelée de Oken, mais cette fois la curieuse substance était rigoureusement observée, nettement définie; ses propriétés étaient scientifiquement déterminées, aucune part n'était faite à l'hypothèse dans leur description. La substance vivante primitive qu'Oken avait inventée sans l'avoir jamais vue, Dujardin la découvrait réellement: il lui donnait le nom de sarcode, parfaitement choisi, car c'est la substance de la chair, sans être cependant la chair elle-même. Depuis cette époque, qui remonte déjà à une

quarantaine d'années, tous les naturalistes ont confirmé les observations de Dujardin. On a fait plus : on a montré que le contenu de toutes les cellules animales était une substance jouissant des mêmes propriétés fondamentales que le sarcode. Les botanistes ont en même temps reconnu l'existence d'une substance semblable dans toutes les cellules végétales, pendant la période où elles s'accroissent et se reproduisent. Hugo von Mohl lui a donné le nom de *protoplasme*, alors que son identité avec le sarcode de Dujardin n'était pas encore soupçonnée ; l'anatomiste allemand Max Schultze a montré à son tour qu'entre le protoplasme végétal et le sarcode animal il n'y avait aucune différence essentielle ; l'un et l'autre possèdent les mêmes propriétés, jouent le même rôle, il est donc inutile de leur attribuer deux noms distincts. Le nom de protoplasme a prévalu dans la science, sans doute parce qu'il exprime plus clairement cette idée théorique que la substance qu'il désigne est, comme l'a dit Huxley, *la base physique de la vie*.

Le protoplasme n'est donc pas une hypothèse ; il est bien vrai que les tissus, les organes, les appareils, les systèmes compliqués que l'anatomie fait découvrir dans les organismes élevés ne sont nullement nécessaires à la production de la vie. Leur arrangement réciproque, qui constitue l'*organisation*, peut sans doute donner une direction particulière aux phénomènes vitaux, mais ne modifie en rien leur essence. De là on a conclu que la vie n'est ni une force particulière, ni une combinaison de forces résultant du concours d'un nombre variable d'activités. Ce serait une propriété d'une substance ou d'un groupe de substances, d'un ou plusieurs protoplasmes, propriété indépendante de toute forme et de toute structure déterminées. Étudier le protoplasme et ses propriétés, c'est donc étudier les conditions dans lesquelles la vie peut se produire, et la vie elle-même. L'intérêt qui s'attache à l'étude de la vie se concentre tout entier sur cette merveilleuse substance, seule apte à la produire, dont elle est inséparable, et qui ferait de l'homme presque un dieu s'il parvenait jamais à la faire naître à son gré.

S'il est impossible d'attribuer au protoplasme une forme ou une structure déterminée, c'est également en vain que l'on cher-

cherait à le rattacher à l'une des catégories dans lesquelles la physique répartit les corps. Ce n'est ni un solide, ni un liquide; sa consistance est intermédiaire entre celles qu'on désigne habituellement par ces mots; elle est variable, mais ne saurait atteindre à une fluidité absolue ni à la rigidité qui caractérise les corps vitreux ou cristallisés : fluide, le protoplasme se fusionnerait avec les liquides au sein desquels il vit; solide, il ne se prêterait pas aux échanges nécessaires à sa nutrition. Sa consistance particulière est donc une condition indispensable à son existence. Dans sa masse nagent ordinairement d'innombrables granulations qui semblent en faire partie intégrante, mais qui ne sont le plus souvent que des corpuscules étrangers en voie d'incorporation. Le protoplasme pur, le protoplasme typique, est en définitive une substance molle, douée d'une cohésion plus ou moins voisine de celle du blanc d'œuf, limpide et homogène, rappelant par tous ces caractères les substances dites *albumineuses*.

Sa composition chimique moyenne, autant qu'elle a pu être établie, est aussi celle de ces substances, c'est-à-dire qu'il est formé de carbone, d'hydrogène, d'azote, d'oxygène, associés à une petite quantité de soufre et d'autres matières minérales.

C'est là un fait de haute importance : la substance douée de vie n'est pas simple, elle est composée d'éléments chimiques parfaitement connus, dont les proportions sont déterminables; de plus, cette substance elle-même se rapproche beaucoup d'un certain groupe de substances, les substances albuminoïdes, que rien n'autorise à considérer comme d'une autre nature que les composés chimiques ordinaires. Par cela même, une question se présente à l'esprit : est-il possible de reproduire le protoplasme, de créer par conséquent la vie, par les procédés ordinaires de la chimie, c'est-à-dire en faisant agir d'une certaine façon les agents physiques sur les éléments chimiques qui le composent?

II

Il importe de bien distinguer la question de la production chimique du protoplasme, de la question fameuse de la *génération spontanée* telle qu'on l'entend d'habitude; il ne s'agit plus ici de

créer des organismes complexes, fussent-ils microscopiques, de fabriquer même un élément histologique, doué de personnalité, si simple qu'on le suppose. Tout démontre que la vie, dans ce qu'elle a de plus général, réside dans une substance sans forme ni structure particulière, qu'on a même supposée sans dimension et sans personnalité, semblable sous ce rapport à toutes les substances chimiques, homogène comme elles; c'est cette substance que l'on demande à l'art du chimiste de reconstituer.

A priori; le problème n'a rien d'absurde; les belles expériences de M. Pasteur ne s'appliquent pas au protoplasme libre et impersonnel, si l'on peut parler ainsi, au protoplasme vierge de toute influence héréditaire, vierge de toute modification imposée par le milieu, tel qu'on se plaît à concevoir la substance qui a manifesté les premières activités vitales; les ferments, les moisissures, les infusoires, étudiés par le savant chimiste sont des organismes ayant forme, structure, dimension, résultant de l'action prolongée d'influences extérieures; leur évolution est dominée par les lois d'une longue hérédité; ce sont en un mot des êtres vivants et non pas la substance vivante elle-même.

Quant à cette substance, on peut seulement conclure des expériences faites jusqu'à ce jour que les composés chimiques dans lesquels elle se résout, lorsqu'elle cesse d'être active, ne peuvent la régénérer quand ils sont abandonnés à eux-mêmes. Or, ce n'est pas là un fait particulier au protoplasme.

Quand un composé chimique a été détruit, il est bien rare que ses éléments laissés en présence les uns des autres se combinent spontanément, sans qu'aucune cause extérieure les force à se rapprocher de nouveau. Après l'électrolyse de l'eau, l'oxygène et l'hydrogène peuvent demeurer indéfiniment mélangés sans reformer de l'eau, si quelque flamme ou une étincelle électrique ne vient pas déterminer leur union.

La question de l'origine chimique du protoplasme, de sa formation spontanée dans la nature actuelle, demeure donc entière.

Le fait même qu'on n'a pas encore réussi à le reproduire ne prouve pas grand'chose contre cette origine; car le protoplasme, s'il est un véritable composé chimique, appartient certainement

par sa composition au groupe des substances albuminoïdes, et jusqu'à ce jour tous les efforts des chimistes ont été impuissants à reproduire celles-ci, bien que l'on ne puisse conserver beaucoup de doutes sur un succès plus ou moins prochain.

Malheureusement, une étude plus attentive démontre que les raisons propres à entretenir cette espérance, en ce qui concerne les substances albuminoïdes, ne s'appliquent nullement au protoplasme. Si les éléments qui s'unissent pour former ce dernier sont identiques à ceux qui forment les composés chimiques, il n'y en a pas moins, entre ces composés et la substance vivante, des différences d'ordre fondamental. Tout d'abord, un composé chimique déterminé contient toujours les mêmes corps simples, dans les mêmes proportions; il est défini par sa composition même; tout changement dans la nature, les proportions ou l'arrangement moléculaire de ses éléments en fait un autre composé doué de propriétés nouvelles et que l'on peut caractériser, comme lui, à la fois par sa composition et par ses propriétés.

De plus, même dans les composés organiques où les différences de composition sont moins grandes que partout ailleurs, grâce au nombre d'équivalents des corps simples qui entrent en jeu dans les combinaisons, le passage d'un composé à un autre ne s'effectue pas d'une manière continue. C'est par sauts brusques, par *proportions définies*, que les éléments chimiques se combinent entre eux. Pour me servir d'un exemple simple, 14 grammes d'azote ne se combinent pas indifféremment avec toutes les quantités d'oxygène possibles, mais bien avec 8, 16, 24, 32, 40 grammes de ce gaz, de manière qu'entre un composé et le suivant il y ait toujours une différence de 8 grammes d'oxygène, ni plus ni moins. C'est même là ce qui distingue les véritables composés chimiques des simples mélanges; c'est aussi l'un des caractères qui les distinguent du protoplasme.

La composition du protoplasme change, en effet, dans des proportions absolument quelconques, non seulement quand on passe d'un animal à un autre, mais dans un même animal, quand on passe d'un organe à un autre, dans un même organe, d'un tissu à un autre. Il y a plus : dans une même cellule, le protoplasme est en voie perpétuelle de changement de composition;

il ne cesse de faire des emprunts au milieu extérieur et de lui céder quelque chose de sa propre substance. Généralement il lui emprunte plus qu'il ne lui donne; son poids, son volume augmentent donc sans cesse et c'est en cela que consiste la nutrition.

Même quand le protoplasme n'est pas en voie d'accroissement, alors qu'il demeure stationnaire ou s'amointrit, ce double échange, entraînant avec lui une modification continuelle de composition, ne s'arrête pas. Toujours des substances de natures diverses entrent dans la gelée vivante, tandis que d'autres en sortent; il semble qu'un perpétuel courant la traverse, chaque molécule ne faisant que passer pour céder sa place à une autre.

Ainsi, non seulement le protoplasme diffère de tous les composés chimiques par de continuels changements de composition qui n'influent cependant en rien sur ses propriétés, mais encore par ce fait qu'aucun des atomes de matière se trouvant en lui au moment où peut le saisir l'analyse chimique, n'est destiné à y demeurer. Un composé chimique cesse d'être lui-même, dès qu'on modifie si peu que ce soit l'édifice de ses molécules : pour le protoplasme cet édifice n'est rien; il s'écroule perpétuellement, pour se reconstruire aussitôt, et c'est précisément la façon dont il s'écroule et se réédifie qui caractérise chaque sorte de protoplasme. On pourrait dire que le composé chimique est caractérisé par des substances, le protoplasme par des mouvements. Dès que ces mouvements s'arrêtent en lui, il cesse d'être protoplasme; il se transforme en un mélange de substances albuminoïdes et rentre alors dans le domaine de la chimie.

A vrai dire, la vie ne réside donc pas dans les substances chimiques du protoplasme, mais dans les mouvements dont les particules de ces substances sont animées; le protoplasme est vivant, mais il n'est pas *la vie* : la vie est essentiellement une combinaison de mouvements, ou si l'on veut une *forme du mouvement*.

Étant un mouvement, la vie peut à son tour devenir cause de mouvements; elle en détermine de plus ou moins complexes. A ce point de vue, il est réellement permis de la considérer comme une force et de dire qu'il existe une *force vitale*.

Toutefois, cette force vitale prend un caractère tout différent de ceux que lui attribuait l'école dite *vitaliste*. Ce n'est plus un agent capricieux et inconstant, une sorte d'intelligence libre d'agir à sa guise, défiant toutes les ressources de l'expérience, toute la sagacité des physiologistes. Elle nous apparaît soumise comme tous les mouvements à toutes les lois de la mécanique; elle est au protoplasme ce que l'affinité est aux atomes et les phénomènes qui s'accomplissent sous son impulsion présentent une fatalité semblable à celle des phénomènes dont l'affinité est la cause. Ils sont aussi rigoureusement déterminés par les circonstances qui interviennent dans leur production. La science du physiologiste présente donc le même degré de certitude rigoureuse que la science du chimiste, que celle du physicien.

La vie s'ajoute, se superpose à l'affinité et aux agents physiques pour produire, à côté des phénomènes physico-chimiques, les phénomènes qui lui sont propres et qui sont essentiellement des phénomènes de mouvement soumis à des lois que recherche le biologiste. Ces mouvements vitaux n'empêchent en rien le jeu des affinités : dès qu'ils s'arrêtent, les mouvements dus aux affinités se montrent seuls, les composés chimiques prennent la place de la substance vivante et c'est pourquoi il n'est pas un composé chimique duquel on puisse dire qu'il ne se forme que sous l'action de la vie, pas un composé chimique extrait d'un végétal et d'un animal que la chimie ne puisse avoir la prétention de reproduire.

La vie mettant les molécules de carbone, d'hydrogène, d'oxygène, d'azote et de soufre qu'elle associe temporairement dans un état de tressaillement qui lui est propre, favorise seulement la formation de combinaisons d'une instabilité et d'une complexité plus grandes que celles des combinaisons inorganiques; c'est pourquoi ces combinaisons ne peuvent être reproduites par le chimiste qu'au prix de longs et ingénieux efforts.

Vainement on prétendrait, comme l'a fait Oken, comme le fait encore Haeckel, que l'histoire de la vie n'est qu'un chapitre particulier de la chimie du carbone. Cela peut être vrai de la chimie organique; mais eût-on rassemblé et combiné toutes les substances chimiques que l'on croit entrer dans un protoplasme

donné, de manière à former un produit chimiquement identique, encore faudrait-il imprimer aux molécules de ce composé les mouvements complexes qui caractérisent la vie, qui aboutissent à une assimilation et à une désassimilation constante que la chimie ne connaît pas. Or, nous ne savons qu'un moyen de communiquer à un tel composé les mouvements qui lui manquent : c'est de le mettre en contact avec un protoplasme vivant. Il y a chance alors qu'il pénètre dans la masse de ce dernier, qu'il s'identifie avec sa substance et arrive ainsi à vivre à son tour. Mais c'est précisément dans ce phénomène de communication ou de transformation de la vie que consiste ce que les physiologistes appellent la *nutrition*.

Ce phénomène de la nutrition est encore un des caractères qui distinguent la substance vivante de la substance minérale. Il ne consiste pas seulement, en effet, dans un accroissement pur et simple de la masse qui se nourrit ; sans cela la différence entre les deux catégories de substance ne serait pas grande. Placé dans une solution saturée du corps dont il est formé, un cristal s'accroît aussi et présente par là une ressemblance superficielle avec un grumeau de protoplasme ; mais dans ces deux cas l'accroissement se fait de deux façons bien différentes. Dans le premier, le cristal ne fait qu'attirer à lui des molécules possédant sa propre composition chimique et ces molécules s'attachent à sa surface ; dans le second, le protoplasme englobe dans sa masse des substances dont la composition est souvent très variable, les décompose, s'assimile certaines de leurs parties, en rejette d'autres, maintenant constamment sa composition chimique entre certaines limites de variation. A la manière de ces ferments solubles que seul il sait produire, qui ne sont peut-être qu'une partie de lui-même, il peut faire et défaire à son profit certaines combinaisons chimiques, et s'accroît ainsi à l'aide de substances qui n'ont avec lui que de lointaines analogies de composition. Les substances organiques les plus résistantes finissent par céder à l'action corrosive de certains protoplasmes. La cellulose, substance fondamentale du bois et du coton, est dissoute par les *Amylobacter* et même par quelques organismes microscopiques tout à fait gélatineux, comme les *Vampyrella*.

Une bactérie, observée par M. Miquel au laboratoire de la station météorologique de Montsouris, décompose le caoutchouc et s'assimile une partie de sa substance en dégageant de l'acide sulfhydrique. Souvent la nutrition du protoplasme est facilitée par l'exercice d'une faculté particulière que seul encore il possède, parmi toutes les substances connues. Non seulement la gelée vivante est constamment en proie à un mouvement intérieur qui ne s'arrête pas, mais elle peut aussi exécuter spontanément des mouvements d'ensemble qui modifient profondément son apparence et ses contours. Aussi bien chez les végétaux que chez les animaux, lorsqu'elle n'est pas captive dans quelque vésicule rigide, on la voit se découper en lobes sans cesse changeants, s'étaler, se ramasser sur elle-même, s'allonger en minces filaments et, grâce à ces diverses manœuvres, se déplacer, ramper sur les corps solides, aller au-devant des substances qui sont propres à la nourrir et les englober pour les décomposer ensuite et s'assimiler leurs débris.

Les conditions extérieures, la chaleur, la lumière, l'électricité, la composition chimique du milieu ne sont pas sans influence sur ces mouvements et agissent de même sur la mystérieuse circulation dont le protoplasme est le siège ; mais on ne saurait voir dans les forces physiques ou chimiques leur cause première. Même quand toutes les conditions demeurent rigoureusement constantes autour de lui, le protoplasme continue à se mouvoir ; c'est donc une cause intérieure, résidant dans sa propre substance, qui détermine ses mouvements, et cette cause nous ne pouvons guère la concevoir que comme une volonté obscure, se déterminant sous l'action de stimulations extérieures ou de vagues besoins qui supposent un premier rudiment de conscience. Nous nous éloignons déjà considérablement de la notion vulgaire du composé chimique. Mais que penser de cette autre faculté dont aucun protoplasme actuel n'est totalement dépourvu et qu'on peut appeler la *faculté d'évolution* ?

Il n'y a presque pas de corps vivants, même parmi les plus simples, dont l'existence ne présente plusieurs phases successives parfaitement distinctes. Abstraction faite des réserves nutritives qui viennent parfois s'ajouter à la substance vivante

proprement dite, les œufs de tous les animaux ont non seulement la même composition anatomique, non seulement ils sont essentiellement formés de protoplasme, mais encore l'analyse chimique ne saurait révéler entre eux que des différences de composition d'ordre infinitésimal, et cependant l'un de ces œufs devient une éponge, un autre une méduse, un troisième un ver, cet autre un poisson, cet autre enfin un homme ! N'est-ce pas la meilleure preuve qu'en dehors des substances chimiques et des forces qui en émanent, il y a dans les divers protoplasmes quelques ressorts cachés dont ne tiennent pas compte les partisans de l'origine chimique de la vie ? De leur essence, les atomes de carbone, d'oxygène, d'hydrogène et d'azote, comme ceux de tous les autres corps simples, sont immuables, et nous ne pouvons leur imposer aucune modification d'aucune sorte : ce ne sont pas ces atomes qui peuvent posséder la faculté d'évoluer. Peut-on davantage l'attribuer à une de leurs combinaisons, de quelques facons que nous les supposions groupés ? Si ces atomes sont dans cet état de repos relatif, d'équilibre plus ou moins stable qui caractérise tout composé chimique, rien ne pourra faire que leur ensemble se modifie de lui-même et présente une trace quelconque de cette faculté évolutive, faite en grande partie de modifications héréditaires, transmises de génération en génération par chaque protoplasme à sa progéniture.

Nous ne connaissons que les mouvements qui, sans perdre leurs qualités initiales, conservent ainsi la trace de toutes les perturbations qu'ils ont subies, et nous sommes encore ramenés, par conséquent, à concevoir la *vie* comme une forme variable, mais rigoureusement déterminée dans chaque cas du mouvement.

Enfin, une autre qualité non moins importante du protoplasme le distingue encore des composés chimiques : rien ne limite les dimensions de ces composés, on peut les obtenir en aussi grande masse que l'on veut. Quelle que soit la taille d'un cristal, on peut l'augmenter encore. Il n'en est pas de même de la matière vivante : toute masse protoplasmique qui a atteint quelques dixièmes de millimètre au maximum se divise spontanément en deux ou plusieurs masses distinctes équivalentes entre elles,

équivalentes à la masse d'où elles dérivent qui se reproduit en elles. Le protoplasme n'existe donc qu'à l'état d'*individus* ayant une taille limitée, et c'est pourquoi tous les êtres vivants sont nécessairement composés de ces corpuscules microscopiques que les anatomistes désignent sous le nom de *cellules*.

Que signifie cette limitation de la taille des protoplasmes, sinon qu'ils sont le résultat d'une action qui ne s'exerce pas à leur surface comme à leur centre, que leurs molécules centrales ne sont pas dans les mêmes conditions que leurs molécules périphériques? Est-ce ainsi qu'agissent l'affinité et la cohésion qui déterminent la formation des corps simples ou composés? Ne les voyons-nous pas au contraire produire des masses, telles que toutes leurs parties se ressemblent exactement, quelle que soit leur situation respective?

Ainsi, par les changements incessants qui s'accomplissent dans leur composition, par les mouvements dont ils sont le siège, par leur faculté de se nourrir, de se diviser en individualités distinctes et de se reproduire, les protoplasmes se distinguent nettement de toutes les substances chimiques. Ils constituent une classe de substances tout à fait à part auxquelles on ne saurait étendre, sans un étrange abus de langage, les conséquences des découvertes qui attestent d'une façon si magnifique, du reste, la puissance de la chimie. Eût-on réalisé artificiellement la plus complexe des substances albuminoïdes, eût-on réalisé la synthèse de tous les composés que l'on peut extraire des êtres vivants, on n'aurait pas pour cela le droit d'espérer la création prochaine de la vie. Tous ces composés existent dans le cadavre et cependant la mort s'en est emparée pour jamais.

Entre les substances vivantes et les composés chimiques, il y a un hiatus manifeste, la biologie n'est pas la suite de la chimie organique.

Il n'est pas indifférent toutefois d'avoir montré que la vie n'est pas, comme on l'a cru longtemps, la conséquence de l'organisation, qu'elle existe avec tous ses caractères dans une classe de substances tout aussi simples au point de vue de la structure que les composés chimiques. Ainsi dégagée de toute complication accessoire, réduite à son essence, elle se prête plus facile-

ment à notre analyse. Il est donc important de bien établir dans quelles limites nous avons le droit d'affirmer que les protoplasmes sont homogènes, c'est-à-dire dépourvus de toute structure régulière.

III

L'homogénéité de la substance vivante est-elle bien réelle? Est-on bien sûr que ce ne soit pas une simple apparence résultant de l'imperfection de nos instruments d'optique, incapables de nous révéler les détails d'une organisation aussi délicate que pourrait l'être celle du protoplasme? La semi-fluidité du protoplasme ne serait-elle pas due précisément, comme celle de certaines humeurs de l'économie, à ce que les liquides qu'il contient sont emprisonnés dans quelque réseau flexible, et ne serait-elle pas une preuve que ce que nous croyons une substance homogène est en réalité un organisme?

La réponse est facile.

Nos microscopes peuvent donner des grossissements de 2,000 fois en diamètre; l'œil aperçoit d'autre part des objets qui n'ont guère plus d'un centième de millimètre d'épaisseur, tels sont les poils follets de notre peau, les fils de certaines araignées.

Le plus fort grossissement du microscope peut donc rendre perceptibles des objets 2,000 fois plus petits, c'est-à-dire n'ayant guère que un deux cent millième de millimètre. Or, il a été possible d'acquérir des données exactes, positives, sur les distances qui séparent les molécules. La lumière étant un mouvement vibratoire qui se transmet à travers l'éther, produirait dans ce fluide, si l'on pouvait y découper une surface, des rides analogues aux rides circulaires que l'on observe à la surface de l'eau quand on y laisse tomber un corps.

La distance constante qui sépare les points correspondants — le plus haut et le plus bas, par exemple — de deux rides consécutives, est ce qu'on appelle une longueur d'onde.

Les longueurs d'onde ont été déterminées avec une admirable précision pour les vibrations lumineuses; elles augmentent

graduellement du rouge au violet et mesurent, pour la première de ces couleurs, 620 millionnièmes de millimètres, pour la seconde 423. Les longueurs d'onde sont donc supérieures aux dix millièmes de millimètre. Or, Cauchy ayant démontré que les phénomènes lumineux, tels que nous les observons, ne pourraient avoir lieu dans des corps composés de molécules dont les distances seraient extrêmement petites par rapport aux longueurs d'onde, les distances des molécules, dans les composés chimiques, sont nécessairement du même ordre de grandeur que les plus petits objets visibles, au plus fort grossissement du microscope. En raison de leur complexité, les molécules des substances albuminoïdes les plus voisines du protoplasme comptent parmi les plus volumineuses. Tout groupement de ces molécules, en nombre suffisant pour constituer quelque chose de comparable à un élément anatomique, serait donc bien près d'être visible.

Et l'on peut affirmer en conséquence que si, dans le protoplasme, les molécules ont un mode particulier de groupement, elles n'y constituent pas des unités d'une autre nature que celles dont sont formés les composés chimiques. Le jour où l'on verrait la structure du protoplasme, on serait bien près de voir aussi celle des composés chimiques, et cela indique nettement dans quelle mesure nous pouvons affirmer que le protoplasme est dépourvu d'organisation ou, ce qui revient au même, qu'il est homogène. Il y a plus; si l'on entend par organisation une disposition spéciale et déterminée de parties semblables ou dissemblables, on est conduit à présumer que ce genre d'organisation se trouverait bien plutôt dans les composés chimiques que dans le protoplasme. Les molécules de ces composés sont en effet liées entre elles d'une façon plus ou moins étroite; elles sont dans un état de repos relatif, grâce auquel le composé peut se maintenir et résister dans une certaine mesure aux actions qui tendent à le détruire; celles du protoplasme sont au contraire, nous l'avons vu, constamment en voie de destruction et de reconstitution, en sorte que c'est précisément par l'absence de toute fixité dans sa structure, par les mouvements dont ses particules élémentaires sont constam-

ment animées, que le protoplasme différerait de tous les composés chimiques connus. Si, dans la série des composés organiques, on considère que les moins stables sont précisément ceux dont la composition se rapproche le plus du protoplasme, on pourrait être tenté de voir dans ce dernier corps une sorte de composé limité dans lequel toute stabilité aurait disparu; mais quand, par un artifice quelconque, de tels composés se forment dans la main du chimiste, ils ne se reconstituent pas une fois détruits. Nous voyons au contraire l'instabilité chimique du protoplasme coexister avec une stabilité remarquable de toutes ses propriétés biologiques.

Tels les tourbillons qui se forment dans les cours d'eau et dans les mers persistent avec tous leurs caractères, pendant une longue durée, conservant leur personnalité, alors que les molécules qu'ils entraînent sont sans cesse renouvelées.

Ces ressemblances entre les êtres vivants et les tourbillons n'ont pas manqué de frapper les physiologistes les plus sagaces. C'est à un tourbillon que Cuvier comparait la vie; c'est encore un tourbillon que Huxley compare l'être vivant, voulant faire saisir l'un et l'autre cette permanence de la forme et des fonctions au milieu du renouvellement perpétuel de la matière qui caractérise les corps vivants; mais la comparaison revêt un caractère plus précis quand, au lieu de prendre pour l'un de ses termes un être de raison, comme la vie ou un organisme complexe formé d'une multitude d'organes ou de tissus, elle s'empare d'un corps tel que le protoplasme, qui n'admet d'autre substratum que les atomes mêmes de la chimie. Il faut bien reconnaître alors que l'analogie est plus profonde qu'on ne voudrait le croire, que le protoplasme est vraiment le siège d'un mouvement particulier qui va saisir au dehors certaines molécules pour les rejeter ensuite, après les avoir associées quelque temps à d'autres molécules qu'il avait de même entraînées et qui tôt ou tard subissent le même sort. Quelle peut être la nature de ce mouvement? Le problème est exactement du même ordre que celui qu'ont résolument abordé les physiciens et les chimistes contemporains, lorsqu'ils ont essayé de déterminer ce que sont les forces dont ils étudient les effets; les conclusions auxquelles

ils sont parvenus ne sont pas sans jeter quelque lumière dans l'esprit du biologiste.

IV

Les forces, nous disent les physiciens, ne sont pas des unités distinctes ; ce ne sont que des transformations du mouvement ; le monde est composé d'une matière unique dont toutes les parties sont animées de mouvements plus ou moins complexes, et que nous classons dans diverses catégories suivant la façon dont nos sens les perçoivent, suivant les effets qu'ils produisent.

La lumière et l'électricité sont, pour le plus grand nombre des savants, des mouvements de ce fluide impondérable, l'*Éther*, qui remplit l'espace, au sein duquel vibrent toutes les molécules, être mystérieux, présent partout, confident des moindres tressaillements de la matière, messenger fidèle, grâce auquel tous les mondes se donnent la main et entretiennent d'incessantes relations, gardien inconscient de toutes les activités de l'univers.

La lumière et l'électricité statique semblent n'être que des mouvements vibratoires, de formes particulières, des molécules de cette substance. L'électricité dynamique est un mouvement d'ensemble de l'éther circulant entre les molécules matérielles qui le retiennent prisonnier. Dans les phénomènes dus à la chaleur et au magnétisme, les molécules matérielles interviennent directement, mais c'est encore à des mouvements vibratoires de formes spéciales que sont dues les manifestations diverses de l'activité que l'on rapporte à ces causes. Toutes les molécules matérielles sont également aptes à présenter des phénomènes calorifiques ; les phénomènes magnétiques capables de modifier la lumière, d'engendrer l'électricité, et par elle tous les autres agents physiques, semblent cependant l'apanage naturel d'un petit nombre de substances voisines du fer.

Les atomes matériels ne seraient, à leur tour, suivant les curieuses recherches de William Thomson et de Helmholtz, que des tourbillons de l'éther, semblables à ces couronnes de fumée qui s'élèvent dans l'air après l'explosion d'une bouche à feu et que savent reproduire en petit les habiles fumeurs en lançant d'une

certaine façon la fumée de leur cigare. S'il en est ainsi, il faut bien attribuer tous les phénomènes qui ressortissent à la pesanteur, à l'attraction moléculaire et à l'affinité, aux impulsions diverses que reçoit l'éther de ces tourbillons, et aux actions que, par son intermédiaire, ces tourbillons exercent les uns sur les autres; actions auxquelles viennent se mêler, pour les favoriser ou les contrarier, celles des mouvements que produisent les agents physiques.

Ainsi, nous voyons les diverses formes du mouvement des particules matérielles, qu'il s'agisse de l'éther ou des atomes, engendrer, en se propageant dans l'éther, les phénomènes variés qu'on attribuait jadis aux fluides ou agents physiques.

Chaque forme du mouvement a une tendance marquée à se reproduire sous la forme qui lui est propre : un corps choqué prend un mouvement d'ensemble comme celui qui est venu le frapper; un corps chaud chauffe les corps placés dans son voisinage; un corps lumineux en fait des sources de lumière; un corps électrisé en fait jaillir des étincelles; un aimant transforme en aimant tous les morceaux de fer ou d'acier qui subissent son action. Grâce à des artifices spéciaux, nous savons, à la vérité aujourd'hui, transformer les uns dans les autres la plupart de ces mouvements, mais à mesure qu'ils deviennent plus complexes, cette transformation devient de plus en plus difficile : nous voyons déjà les tourbillons simples, qui se produisent dans les cours d'eau et dans l'atmosphère, persister longtemps, malgré toutes les actions qui sembleraient devoir les détruire. Les calculs de Helmholtz, vérifiés par les expériences de William Thomson, montrent que, dans un milieu homogène, les couronnes de fumée, les tourbillons auxquels on est conduit à comparer les atomes seraient éternels, indivisibles. « Ces tourbillons, dit M. Würtz, sont doués d'élasticité et peuvent changer de forme : le cercle est leur position d'équilibre et, lorsqu'ils sont déformés, ils oscillent autour de cette position, qu'ils finissent par reprendre. Mais qu'on essaye de les couper, ils fuiront devant la lame ou iront s'infléchir autour d'elle sans se laisser entamer; ils offrent donc la représentation matérielle de quelque chose qui serait indivisible et insécable; lorsque deux anneaux se rencontrent, ils se com-

portent comme deux corps solides, élastiques; après le choc, ils vibrent énergiquement. Un cas singulier est celui où deux anneaux se meuvent dans la même direction, de telle sorte que leurs centres soient situés sur la même ligne droite et que leurs plans soient perpendiculaires à cette ligne; alors l'anneau qui est en arrière se contracte continuellement tandis que sa vitesse augmente; celui qui avait pris l'avance se dilate au contraire, sa vitesse diminuant jusqu'à ce que l'autre l'ait dépassé, et alors le même jeu recommence, de telle sorte que les anneaux se pénètrent alternativement. Mais, à travers tous ces changements de forme et de vitesse, chacun conserve son individualité propre, et ces deux masses circulaires de fumée se meuvent dans l'air comme quelque chose de distinct et d'indépendant..... »

Pour sir William Thomson, ce milieu parfait et ces tourbillons qui le parcourent représentent l'univers. Le milieu, c'est l'éther des physiciens; les tourbillons, ce sont les atomes éternellement vibrants, agissant les uns sur les autres comme nos tourbillons de fumée, pouvant se pénétrer, se mélanger, s'associer de mille façons sans rien perdre de leur individualité, sans changer de caractère, sans disparaître jamais, soustraits à toutes les actions des forces physiques, incapables elles-mêmes de les faire naître et de les détruire. Leur nombre est constant; il ne saurait s'en former de nouveaux que par un acte de création; aucun de ceux qui existent ne saurait s'évanouir. C'est une démonstration du vieil axiome des chimistes : *Rien ne se perd, rien ne se crée*. Ce qui est caractéristique dans les atomes, comme dans les tourbillons ordinaires se propageant dans le fluide même où ils sont nés, ce ne sont pas les particules qui les composent, ce sont les mouvements de ces particules; c'est de la nature même de ces mouvements que résulte la personnalité des atomes; nous ignorons si les particules d'éther qui les composent ne sont pas sans cesse renouvelées, ces particules ne pouvant apparaître pour nous qu'au moment où elles entrent dans le tourbillon; s'il en était ainsi, les corps n'existeraient que par une sorte de nutrition analogue à celle dont les protoplasmes sont le siège.

Quoi qu'il en soit, nous voyons, par cet exemple, le mouvement créer à l'aide de la matière des personnalités réelles, du-

rables, capables d'agir les unes sur les autres, se laissant influencer par tous les mouvements qui se produisent en dehors d'elles, sans perdre pour cela leur essence, manifestant par la durée de leurs tressaillements qu'elles conservent une sorte de souvenir des actions exercées sur elles.

Sans doute, ce n'est pas encore *la vie*, telle que nous la concevons ; mais n'est-il pas instructif de voir les formes du mouvement, à mesure qu'elles deviennent plus complexes, donner naissance à des êtres dont les propriétés se rapprochent de plus en plus de celles des êtres vivants ?

Supposons que des mouvements semblables ou plus complexes, au lieu de s'emparer de l'éther, s'emparent de certains des tourbillons nés dans son sein, entraînent et associent certains atomes, les conditions ne seront plus aussi simples ; dans le milieu divers où ils se produisent, portant sur des êtres animés eux-mêmes de mouvements, les mouvements nouveaux ne pourront plus se perpétuer de la même façon ; mais ils produiront eux aussi des êtres personnels, indépendants des molécules qui les constituent, de dimensions déterminées, capables de se modifier sans cesse sans perdre leur essence, conservant le souvenir conscient ou non des actions exercées sur eux, en un mot des protoplasmes.

S'il en est ainsi, on est en droit d'appliquer à ces derniers une grande partie de ce que les autres nous ont appris.

Les atomes des diverses sortes de substances chimiques, modifications d'un même élément, ont apparu pendant une certaine période d'évolution de notre globe ou du système astronomique dont il fait partie ; rien ne peut laisser supposer qu'il s'en soit formé de nouveaux en dehors de cette période, et nous savons que les forces physico-chimiques sont incapables d'un tel acte créateur. Ces atomes se sont montrés avec tout un cortège de propriétés qui leur ont fait les destinées les plus diverses. Quelle différence entre le petit nombre de composés formés par les métaux précieux et la multitude infinie des composés du carbone !

De même, dans une période postérieure de l'évolution de notre planète, alors que les éléments futurs des substances

vivantes flottaient mélangés dans une lourde atmosphère, tout frémissants de leur condensation récente, certaines formes du mouvement, comparables à celles qui ont été employées à constituer les atomes, ont pu produire les premières combinaisons vivantes, les premiers protoplasmes.

Rien ne permet de supposer que ces protoplasmes fussent alors tous identiques entre eux; ils devaient au contraire différer non seulement par la nature des particules matérielles qui entraient dans leur constitution, mais encore par les conditions du mouvement qui les animait; il y avait donc en eux deux éléments différents de variété. Sans doute, si les substances employées à former les protoplasmes n'ont pas été plus nombreuses, c'est qu'au moment où ils ont pu se produire, nombre d'éléments chimiques avaient déjà pris l'état solide; l'azote, l'oxygène, l'hydrogène, le carbone et leurs diverses combinaisons, la silice, qui a dû se présenter longtemps sous l'état gélatineux, les sels de chaux peu solubles mais répandus partout et quelques autres corps ont fait tous les frais de ces substances vivantes; celles-ci, comme les corps simples, sont nées avec des propriétés différentes, des aptitudes diverses et la lutte pour la vie s'est trouvée par conséquent établie d'emblée sur la terre. Tandis que les éléments matériels évoluaient en formant, en vertu de leurs propriétés initiales, la multitude des composés chimiques, produisant des composés de plus en plus stables comme s'ils cherchaient les combinaisons les plus propres à leur assurer un éternel repos, les protoplasmes évoluaient à leur tour, sollicitant au contraire la matière au mouvement, cherchant à l'entraîner chacun dans sa sphère, y réussissant plus ou moins, sans cesse en présence les uns des autres, forcés par les conditions mêmes de leur existence d'engager la rude bataille d'où devait sortir le progrès pour les uns, la mort pour les autres.

L'évolution ultérieure de chacun de ces protoplasmes a été sans doute déterminée par les conditions d'existence qui se sont succédé à la surface du globe; sans doute elle a été guidée par la concurrence vitale, mais elle a été dominée avant tout par les propriétés premières, ce qu'on pourrait appeler les propriétés natives des substances vivantes, tout comme cela s'est

produit pour les corps simples; là aussi les circonstances ont déterminé la succession des phénomènes auxquels les éléments chimiques ont pris part, mais dans ces phénomènes, chaque élément a joué un rôle assigné d'avance par les propriétés qu'il tenait de son origine; les propriétés chimiques que manifestaient les corps simples ont été pour eux ce que les propriétés vitales ont été pour les protoplasmes; ce que nous appelons *les affinités* pour les premiers correspond à ce que nous nommons la *vie* pour les seconds.

De même que nous ne pouvons reproduire les corps simples, de même nous sommes sans moyens de produire la vie, par la raison que toutes les combinaisons de mouvement aptes à la produire ont été d'emblée employées à cette féconde création. Dès le début, la somme des mouvements vitaux a atteint sur le globe son maximum; les uns se sont graduellement éteints, vaincus dans la lutte par les mouvements qui ne pouvaient s'harmoniser avec eux; d'autres se sont perpétués, produisant des organismes de mieux en mieux armés pour se protéger, seuls aptes à vaincre l'inertie de la matière que nous ne savons plus ranimer.

Sans doute ces assimilations ne doivent pas être prises d'une façon trop absolue; sans doute nous ne voudrions pas affirmer l'identité des mouvements vitaux dans les protoplasmes avec les mouvements qui produisent les atomes et qui, réagissant les uns sur les autres à travers l'éther, déterminent les phénomènes attribués par les anciens chimistes à une force spéciale : l'*affinité*. La lumière est un mouvement vibratoire qui agite les molécules d'éther; la chaleur agite au contraire bien réellement les atomes matériels et les molécules; n'y aurait-il, entre la *vie* et l'*affinité*, qu'une différence du même ordre? Cela est possible, mais qui pourrait dire si cette différence est la seule? Il faudrait, pour l'affirmer, pouvoir comparer les trajectoires des molécules d'éther dans les atomes et celles des atomes dans les protoplasmes, comparaison destinée sans doute à demeurer éternellement hors de nos moyens d'investigation; mais c'est déjà quelque chose que d'avoir pu constater de telles ressemblances quelques conséquences vont en donner la preuve.

On considère habituellement comme deux parties d'un même

tout la doctrine de l'évolution et celle des générations spontanées ; un illustre philosophe, M. Littré, nous a même attribué cette opinion. Si l'on entend par là que la théorie de l'évolution suppose des êtres primitifs dénués de parents et formés par le concours nécessaire de la matière et des mouvements existant dans la nature, cela nous paraît en effet bien difficile à contester ; mais si l'on prétend, comme le font la plupart des partisans de la génération spontanée, que les phénomènes de la création de la vie se reproduisent encore de nos jours, nous répondrons que ce peut être une opinion soutenable, mais qu'elle n'a rien de commun avec le transformisme. Nous venons de voir, en effet, qu'une première création de protoplasme ne suppose pas plus des créations subséquentes que la création première des atomes ne suppose qu'il puisse s'en former encore. Cuvier, partisan de la fixité des espèces, et Huxley, partisan de leur mutabilité indéfinie, peuvent donc se rencontrer sur cette proposition qu'ils ont l'un et l'autre formulée presque dans les mêmes termes : La vie seule engendre la vie.

On a considéré et la plupart des biologistes considèrent encore comme incompatibles la théorie d'une *force vitale* particulière et celle du *déterminisme physiologique*, qui nous montre les organismes soumis à toutes les lois de la physique et de la chimie ; c'est là encore le résultat d'une confusion. Le déterminisme, c'est-à-dire le fait que, dans le monde vivant comme dans le monde minéral, les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets, n'a rien à faire avec la théorie qui ne veut voir dans les êtres vivants que le résultat de la libre action sur la matière des forces ordinaires de la physique et de la chimie : l'affinité produit des phénomènes d'un autre ordre que la pesanteur, la chaleur, l'électricité, le magnétisme et la lumière, son action peut être modifiée par l'intervention de ces agents ; cela n'empêche pas qu'elle ne soit une force distincte. De même la vie est une force qui se superpose à toutes les autres, y compris l'affinité, combine ses effets propres avec les leurs, reçoit leur influence, sans cesser de demeurer distincte et de produire tout un ordre nouveau de phénomènes particuliers. Il ne faudrait pas toutefois vouloir cacher sous ce mot *force* un être particulier,

capricieux et volontaire. Les forces ne sont que des modes de mouvement particulier dont l'origine nous est inconnue, que l'on peut considérer comme primitifs et dont les transformations diverses sont les causes de tous les phénomènes. Quelques-uns de ces modes de mouvement ont une permanence particulière; ce sont ceux qui ont donné naissance aux atomes et aux premiers protoplasmes, d'où émanent l'*affinité* et la *vie* ou force vitale. Cette dernière ne saurait se comporter autrement que l'affinité avec laquelle elle présente tant de ressemblance; ses effets sont aussi certains, aussi réguliers que ceux des autres forces de la nature, issues comme elle du mouvement; mais confondre la vie avec les forces physico-chimiques, c'est faire une erreur plus considérable que celle qui consisterait à confondre l'homme avec le gorille ou le gorille avec l'homme, quoique l'un et l'autre puissent bien avoir quelque ancêtre commun.

Le déterminisme n'exclut donc pas plus la force vitale que le transformisme n'implique les générations spontanées dans l'état présent de notre globe. D'autre part, si nos idées actuelles nous conduisent à rattacher tous les phénomènes à deux unités primordiales, l'Éther et la Force, nous demeurons complètement ignorants sur l'origine de ces deux grands facteurs du monde. Libre à chacun de placer leur cause première dans une volonté toute-puissante ou de ne voir dans la nature que l'éternel tréssalement d'une substance inconsciente. Il y a là pour la métaphysique tout un vaste domaine que la science ne tente pas de lui disputer. La doctrine de l'évolution n'a, quant à elle, aucune prétention à décider entre de telles opinions; elle se présente avec tous les caractères d'une doctrine scientifique, qu'on aurait tort de vouloir confondre avec les conceptions plus ou moins philosophiques, mais souvent intéressantes, qui ont cherché à établir sur sa base puissante leur croulant édifice.

Il importe de la dégager de ces relations compromettantes, de revendiquer pour elle une large place au soleil, et de réclamer pour ceux qui recherchent loyalement nos origines une liberté d'allures qu'on ne refuse ni aux chimistes ni aux physiciens.

Edmond PERRIER.

LE FORESTIER

DEUXIÈME PARTIE

DANS LES CHEMINS VERTS

I

Jean Renaud ne marchait jamais que sous bois. Il ne rentrait d'habitude qu'en décrivant un énorme circuit par les bordures, un œil sur la ligne et l'oreille aux aguets. Impossible de le suivre ou de le surprendre. Lui, à l'inverse, voyait tout.

En côtoyant le carrefour des Étilleux, un mouvement de colère lui échappa.

— Les trainiers sont encore là, grommela-t-il. Qué qu'ils viennent faire comme ça, *chez nous* ?

Le jour commençait à poindre. Les coqs chantaient dans les fermes, perchés sur une roue de charrette ; des chiens de garde se répondaient, tout au loin.

C'était un campement de nomades. Deux voitures s'alignaient sur la berge. L'une, la plus grande, portait à l'avant une galerie peinte, tribune de carrefour à laquelle un tambour pendait. Au-dessus était écrit en caractères illustrés : « Théâtre des Variétés, à l'instar de Paris. » Des piquets, des toiles de tente reposaient sur les côtés du véhicule. A quelques pas de là, des chevaux étiques tondaient un reste de gazon, autour du fossé.

Plus près du bois, la voiture-cabane, moitié planches vermoulues et moitié guenilles, surmontée d'un tuyau de poêle.

Une sorte de hamac flottait par dessous, rempli de foin, de maillets à paillettes et d'ustensiles de cuisine.

Une grande fille déhanchée, pieds nus dans de vieux souliers de satin blanc, le buste enveloppé d'un tartan troué, allumait un feu de sapin sur le sol, à l'abri de la maison roulante. Elle était à genoux, couchée sur ses coudes; les joues gonflées elle soufflait. Le vent rejetait par intervalles l'épaisse fumée vers elle en l'aveuglant. Elle toussait alors entre deux jurons.

Un pas rapide sonna sur les cailloux du chemin, vers la plaine.

— Est-ce toi, l'Efflanqué? interrogea la fille en se redressant.

L'individu qui s'approchait, au lieu de répondre, siffla un lambeau de la chanson des rues : « Un sous-lieutenant accablé de besogne... »

— Ce n'est pas malheureux que tu arrives; je te croyais en fourrière.

— Musette, va t'asseoir; tu m'embêtes.

Et un gaillard d'une vingtaine d'années, se dandinant avec des poses prétentieuses, apparut devant le feu. Il portait sous les bras des légumes fraîchement arrachés et tenait au bout de chaque main une poule dont la tête flottait inerte, avec une goutte de sang figé à la pointe du bec.

— Pourquoi n'as-tu pas plumé ces bêtes-là dans les champs, puisqu'on te le dit chaque fois? Penses-tu que j'aie envie de me faire pincer?

— Ne te fâche pas, ange d'amour. On fera un trou en terre et les indiscrets n'y verront que du bleu. Les poulaillers ne sont guère agréables par ici : pas de chiens à la chaîne. Tas d'arriérés, va! J'en ai eu de ces émosses... fais-moi le café.

Le maraudeur s'assit à la chinoise, secoua négligemment ses longs cheveux que serrait un ruban fané, et roula une cigarette.

— Le patron dort encore? C'est celui-là qui devient sybarite.

— Ah ouiche, il a déguerpi depuis longtemps.

— Monsieur est dans le monde?

— Ne sais-tu pas? Puisqu'il veut remonter sa troupe, cet homme. D'une manière il aura raison, car j'en ai plein le dos, moi, de faire la cuisine.

— Moi aussi j'en ai plein le dos, car tu la fais diablement mauvaise. Mais ce n'est pas ce qui chiffonne le bourgeois ; ce sont les enfants.

— Il sera bien calé, avec des gosses pareils qui ne savent rien de rien.

— Tu ignores les premiers éléments de l'art, ma houri. Apprends que les fistons des forêts sont tous lestes, et qu'en les travaillant un peu jeunes, on en fait des acrobates à tout casser.

L'autre reprit avec aigreur :

— Comme ce sera amusant de vivre avec des gens aussi distingués...

— Toi, tu es une emballeuse, c'est connu. Parce que tu as des rallonges à mollets articulés pour faire la géante, tu te montes le coup comme une marquise. Mais nous aimons les paysans, nous ; ce sont des êtres candides, qui conviennent à nos riches natures.

Ce disant, le voleur de poules s'allongea sur le dos, les bras repliés derrière la tête, et dressa verticalement une de ses jambes, comme lorsqu'il soulevait à la foire un poids de carton.

Renaud n'avait rien compris. Il s'en alla.

— Je n'entends point toutes ces manigances-là. Mais ça m'ennuie de voir ce monde-là si près du bois.

Il gagna la maisonnette en suivant la haie de cytises et advint sans bruit au pied de l'échelle qui conduisait à son grenier. Un murmure de voix frappa son oreille. On parlait du côté opposé, vers la porte. Frappé de surprise, il monta à pas de loup, traversa le taudis et se pencha à la lucarne. Sa mère se tenait sur le seuil, en jupon court ; un grand homme gesticulait devant elle.

Le forestier demeura bouche bée et écouta.

— Raisonillons un peu, disait l'inconnu avec un accent étranger. Nous sommes une paire d'amis, à présent ; c'est dans votre intérêt que je parle. Vous devez crever d'ennui dans une pareille turne, madame Dreux ?

— Ah ! pour ça, oui, je m'ennuie... à ne savoir que faire de mes dix doigts ! Et du monde si maussade, qu'on ne trouve pas seulement avec qui causer.

— Et puis vous n'êtes pas riche et il n'y a rien à gagner par ici.

— A qui le dites-vous ! Je dépériss de misère. Et je n'en verrai pas la fin. Vrai, je suis bien lasse.

— Et n'est-ce pas une honte de vous voir attifée de la sorte... Vous, la plus belle femme du carré. Vous n'avez pas même de boucles d'oreilles.

— Pardi, et pas toujours de pain à ma faim.

Renaud ne perdait pas un mot de ce singulier débat. Il trouvait sa mère bien dure et un peu ingrate.

— Eh bien, répliqua l'étranger, il faut faire ce que je vous propose.

La veuve garda le silence, balayant la terre du bout de son pied.

L'autre s'approcha, le corps penché sur le portillon entr'ouvert et parla tout bas.

Ce ne fut, durant quelques minutes, qu'un murmure de chuchotements indistincts. Puis peu à peu les voix s'élevèrent.

— Non, disait-elle ; ça me coûte.

— Il n'y a pas de quoi.

— J'ai toujours vécu ici, après tout. L'odeur des bourgeons est bonne à sentir, allez !

— Bah ! vous verrez du pays. Ce n'est rien, votre bois mal peigné. Je vous mènerai dans les villes. Voilà le chic, et l'on n'a pas le temps de s'ennuyer.

— Ma foi, misère pour misère...

Le baladin se redressa avec fierté.

— Allons donc ! des habits superbes, et nous sommes nourris comme des princes.

— Je ne peux pas !

— Pourquoi, mille diables ?

Elle répondit plus bas, d'une voix émue :

— Il y a les deux petits.

— Eh ! ne vous ai-je pas dit cent fois qu'on les emmènerait ?

— Mais... mais j'ai peur que vous leur fassiez du mal.

Renaud souffrait, bien que sa mère ne pensât même pas à lui; à ce dernier mot il se pencha, les poings crispés.

L'inconnu, lui, riait avec bonhomie.

— En voilà d'une sévère! Pauvres marmots, je ne veux que leur bonheur. La fille sera-t-elle bien à plaindre, d'apprendre à danser? Et votre moutard? Mais c'est une position sérieuse, le trapèze!

— Et qu'est-ce que je ferais, moi?

— Le ménage, madame Dreux; des paniers, un tas de choses. Et les rôles d'Océanie, donc! Allons, je vous emmène. La Dreuse regarda autour d'elle, hésita... Enfin :

— Non, non; je ne peux pas me décider!

L'homme réprima avec peine un geste violent.

— Écoutez, à votre âge on sait se conduire. Moi je file demain. C'est à prendre ou à laisser.

La femme se reculait, il la suivit dans l'intérieur du logis.

Peu de minutes après il dévalait d'un pas assuré vers le bois.

Renaud, la tête en feu, se jeta sur sa couchette, mais ne put dormir. Quand plus tard il entra dans le logis pour manger, il trouva sa mère affaissée sur le banc, toute pâle et les yeux fixes. N'osant lui parler, il prit ses griffes et gagna le chantier.

Il réfléchissait. Ces gens-là étaient pour le sûr des coureurs, de ces faiseurs de tours qui — par leur don de captiver la curiosité et d'exhiber des phénomènes étonnants — ont conquis dans les campagnes le titre expressif de « Montreurs de faire voir ».

Or, comment ce bateleur connaissait-il la Dreuse? Pourquoi parlait-il d'apprendre à danser à la petite? Il avait quasiment l'air de tirer des plans pour les emmener. Et il leur ferait peut-être du mal.

La pensée du forestier errait dans un brouillard confus; mais instinctivement il avait peur. La superstition s'en mêlait.

— Quand ce monde-là s'approche des maisons, disait-il, c'est signe de malheur. La chose est connue.

Hors d'état de travailler, il descendit des arbres à plusieurs reprises pour accourir à toutes jambes jusqu'à la lande. Une fois il aperçut de loin son demi-frère qui faisait gravement un pâté de sable et s'éloigna calmé. Deux heures après, rien. Il entra

comme un fou dans le logis. Il les trouva assis côte à côte devant la chaudronnée de pommes de terre. La respiration lui revint. Il feignit d'avoir oublié sa pierre à aiguiser et s'en fut.

A la veillée, il voulut demander à sa mère pourquoi le monstre de faire voir rôdait autour de chez eux. Il n'osa. Un vague sentiment de respect arrêta le mot sur ses lèvres. Il fit des efforts inouïs pour parler.

— Quand cette branche-là sera brûlée jusqu'au nœud, se promet-il fermement, je questionnerai la mère.

La branche brûla jusqu'au bout ; il garda le silence. Et comme il avait passé la nuit précédente sans dormir, un sommeil écrasant l'envahissait. Son dernier mot fut, en fermant la porte du grenier :

— Demain sans faute je lui demanderai ça.

Il ne s'éveilla qu'au grand jour, encore brisé. Le souvenir lui revint, il se glissa jusqu'à la lucarne : le placis était désert, la porte fermée.

Renaud sourit :

— Je suis extravagué. Ce n'était rien ; ils dorment.

Le gars descendit tranquillement, s'arrêta près de la seille d'eau et se lava, puis frappa à la porte pour avoir sa miche. La porte céda. La clanche, au lieu d'être placée à l'intérieur, saillait au dehors. Il fallait que sa mère fût sortie. Sortie ? Où ? Il s'esuya le front avant d'entrer.

Personne dans la chambre. Non, personne ; car dans la couchette du coin pas de petite sœur ; pas de petit frère sur la pailasse au pied de la table. Il courut à l'angle de l'armoire où la Dreuse accrochait son parapluie. Voilà qui ne trompe pas. Tant que le parapluie est là, la paysanne n'est pas loin ; mais jamais elle ne part sans l'emporter, revêtu du fourreau bleu de voyage. La place était vide ; Renaud ne vit plus que les deux clous, qui le regardaient avec leurs yeux ronds.

— Malheur, s'écria-t-il, tombant anéanti sur une chaise ; la maison est délaissée !

Il n'avait pas cru les aimer autant. Jamais sa mère ne lui souriait, les petits ne l'embrassaient guère. Mais cette femme, elle l'avait élevé ; mais ces marmots lui mettaient la joie au

cœur par leurs folies innocentes. Ils couchaient tous sous le même chaume, mangeaient ensemble le même pain... C'était bon, allez, de voir au coin du feu, après l'ouvrage, cette Dreuse qui changeait de figure pour déshabiller la gamine sur ses genoux, et cette mignonne qui agitait ses petons en pleurant de rire, parce que le petit frère en chemise la chatouillait de son gros doigt rose !

Et il ne reverrait jamais tout cela... Et quand il tomberait de son arbre, comme Chauvin, personne ne se trouverait là, pour venir à la messe basse !

— Oh ! non, non... Je ne veux pas être tout seul ; je ne veux pas qu'ils s'en aillent !

A ce moment le boiteux recouvra son énergie sauvage ; c'est par l'action qu'il vivait. Son corps rebondissait au milieu des cépées comme la pierre que l'écolier lance à fleur d'eau sur l'étang et qui ricoche. La gelée blanche craquait sourdement à chaque foulée de son pied crispé. Il se jeta tête baissée dans le hallier, piqua en ligne droite, arriva en vue du campement. Le feu était éteint. La grande fille enlevait des hardes étendues sur la haie voisine pour les entasser dans le véhicule. L'Efflanqué, son fouet entre les dents, poussait les haridelles contre la flèche et fixait les traits. C'était bien le départ ; mais les autres n'étaient pas là. Jean remonta la ligne, certain d'aller ainsi au-devant d'eux.

A un détour, il les aperçut de loin qui s'approchaient ; ses jambes devinrent trop lourdes pour le porter outre.

Ils venaient. La Dreuse marchait à l'écart, chargée d'un paquet. Elle avait sa robe des dimanches et par moments se retournait.

Le montreur de faire voir, avec sa vaste carrure, s'avancait au milieu du chemin. Il s'était emparé des enfants, soit pour les empêcher de pleurer, soit pour les posséder plus vite et en tenait un sur chaque épaule. On voyait bien, à leurs allures, qu'ils ne se parlaient pas.

Tout à coup la femme découvrit le grimpeur qui leur barrait la route. Elle se tourna vers son compagnon et tous deux s'arrêtèrent, hésitants. Leurs gestes révélaient une discussion. Enfin

l'homme prit un sentier de bûcheron et disparût avec les enfants, tandis que la Dreusé descendait en ligne droite.

Renaud eut d'abord l'idée de poursuivre le bateleur. Mais non, sa mère venait, tout dépendait d'elle; mieux valait l'attendre.

Il se dressa tout tremblant devant cette femme au visage morne.

— Ma mère, où allez-vous?

— Range-toi, Jean, que je passe.

— Vous tournez le dos au pays dans votre habit de fête, ma mère?...

— Eh bien! oui. J'étais lasse de pâtir et d'être privée... Je me suis mise *en condition*.

— Et les enfants?

— J'emmène les petits avec moi. Adieu, Jean.

— Hélas! connaissez-vous cette engeance? Vous serez ahontie...

— Je suis d'âge à savoir me conduire.

— Oui, oui, mais revenez à la mesure où nous avons tous été bercés; vous y serez plus heureuse.

— Merci! Pour y misérer le restant de ma vie? Je m'ennuie trop; faut que je décampe!

— Je ne vous laissais pas chômer, pourtant. Du temps de mon pas-père, aviez-vous donc plus?

— On est plus facile à contenter quand on est ensemble. Ça me tourmente depuis longtemps, je veux du nouveau à ma guise.

— Et moi, ma mère? Vous ne pensez donc pas une miette à moi? Je suis pourtant votre enfant, pauvre gars de forêt qui ne vous ai jamais fait de peine... Et vous m'abandonnez sans une bonne parole!

La Dreusé, fatiguée, avait déposé son paquet sur une pierre. Son visage se contracta.

— Tu fais un bon métier. Tu n'as pas besoin de moi.

— C'est donc vrai, que vous ne m'avez jamais aimé?... Oui, mais moi je tiens à vous. Vous m'avez allaité et jamais je n'ai vécu un jour sans vous voir. Croyez-vous que je me consolerais

parce qu'il y aura du pain dans ma huche? Faut de l'amitié aussi pour vivre; le cœur a faim comme la bouche. Oh! restez avec moi dans nos Chemins Verts!

— Garçon, je t'ai soigné de mon mieux. Mais Dreux te haïssait, il m'a déshabituée de toi... Ne te chagrine pas, va!

— Vous ne reviendrez jamais, n'est-ce pas?

— Je n'en sais rien. Le mieux est de ne pas m'attendre.

— Les petits... Oh! les petits, pourquoi ne m'ont-ils seulement pas embrassé avant de partir?

— C'est bon. Tu leur aurais fait du chagrin, Jean, et je ne veux pas qu'ils pleurent, eux!

— Et moi je pleure, regardez, et ça ne vous fait rien? Si vous saviez combien j'ai de la peine...

Il s'approcha d'elle en boitant; essuya ses yeux, tout craintif; n'osa la serrer dans ses bras, parce qu'il n'avait jamais appris comment se font les caresses, mais releva les hardes gisantes pour les emporter du côté de la lande.

Les traits de la Dreuse reprirent leur dureté. Elle écarta le forestier.

— Laisse mon paquet.

— Ma mère, ma mère, vous êtes sourde pour moi. C'est donc fini de nous voir, dites?

— Je ne peux plus me dédire.

Elle replaça le paquet au bout de son parapluie, prête à partir.

Il se mit à genoux devant elle et tendit ses bras en croix pour l'empêcher de passer.

Un vigoureux appel retentit tout au loin, à l'orée du bois.

— Adieu, Renaud. Tu paieras ce que je dois au boulanger; il y a une coche. La clef de l'armoire est sous la seille.

Elle obliqua par la berge et s'éloigna vite.

Le grimpeur ne vit plus sa mère devant lui et se laissa tomber la face contre terre. Longtemps ses larmes dirent à l'herbe des Chemins Verts qu'il était orphelin.

II

Ce fut un grand changement dans sa vie ; ses habitudes s'en ressentirent. Irrégulier dans son travail, inquiet, farouche, le jeune homme demandait en vain à ses chères futaies l'apaisement et le repos. Il cherchait malgré lui *son monde* perdu. Longtemps assis près de la table destinée jadis aux repas de famille, le gars prêtait l'oreille, comme guettant le rire des enfçons pour s'en repaître. Mais rien ne rompait le silence dans la maison abandonnée ; sur la poussière dont nulle main ne délivrait le dressoir, les souris trottaient librement. La rouille gravait ses plaques rougeâtres sur les ferrures de l'armoire ; personne n'essuyait la croûte moisie du pain avant le souper.

Il y avait dans la cour une charrette d'enfant que Renaud avait faite pour amuser le frère et la sœur. La roue était cassée, et le dernier chargement — une belle couronne de viornes fleuries — pendait, sec et flétri, près d'un petit sabot fendu. Plus loin, à ce doué où sa mère lavait chaque jour, à l'abri de la haie de troène, même silence lugubre. La planche s'était affaissée et le battoir verdissait sur la paille visqueuse. Renaud, le cœur serré, interrogeait une à une toutes ces choses. Il s'en allait et revenait ; partout l'image de la mort. Il avait compris, en *les* perdant, qu'il les aimait. Et parfois on aurait pu le voir, courant au carrefour où avait campé le saltimbanque, regardant devant lui, songeant que peut-être ils allaient revenir.

Peu à peu l'épouvante de la solitude s'empara de lui.

Le père-grand était bien affaîssé, geignant et ne causant guère. Plus dévotieux que jamais depuis que sa fin approchait, il sortait à grand'peine du recueillement morbide propre aux vieux croyants pour l'exhorter par de sages maximes que le grimpeur n'entendait mie, car la résignation n'est pas une vertu de jeunesse. Le silence se faisait bien vite ; l'Ancien regardait les lions ; ses lèvres s'agitaient faiblement, dans une vision intérieure du passé ou dans la prière. Jean Renaud sortait de là attendri, mais solitaire. Plein de respect pour l'aïeul, il ne ces-

sait de le visiter, lui apportait la majeure partie de ses salaires ; mais son cœur cherchait au delà pour se consoler.

Il prit en vive amitié la mère Chauvin. La vieille maraudeuse était bizarre, exaltée, déraisonnable ; mais, dans son effrayant isolement, elle comprit par instinct les tristesses du délaissé et lui témoigna par soubresauts une chaude tendresse. Il allait la voir chaque soir, sûr d'être écouté, répandait devant elle ce qui l'étouffait, pensait tout haut. La veuve le prenait par le cou, l'appelait : Pauvre gars, mon mignon. Il sortait de là tout réconforté. Leur passion pour la forêt était égale. Elle lui demandait dans quelle vente il avait grimpé, ce que devenait le semis des Buttes-Blanches. Lui l'interrogeait sur ce qui se faisait au temps du défunt, sur les fées qui hantaient les Chemins Verts alors qu'elle était pastoure. La veuve raccommmodait les nippes du gars ; celui-ci épargnait à la vieille les besognes fatigantes. Le dimanche il s'invitait chez elle, apportant un lièvre sous sa blouse ; une brassée de bois mort dans le foyer, et la fête était complète. Plus tard elle prenait sa quenouille, lui sa pipe courte, et tous deux débitaient gravement leurs histoires naïves, bercés par le bruit majestueux du vent dans les ramées.

Lorsque la veuve, qu'on disait être lunatique, tombait dans ses humeurs noires, le forestier posait des provisions sur la huche, laissait son amie seule et courait décrocher son fusil.

C'est à cette époque de sa vie que les Chemins Verts connurent leur plus redoutable braconnier. Renaud perfectionna lui-même son outillage et acquit une adresse extraordinaire. Les gardes s'aperçurent bientôt qu'un rôdeur nocturne abattait leurs plus belles pièces, mais ils avaient affaire à un être insaisissable qui connaissait le fourré mieux qu'eux ; leurs embuscades furent vaines. Marcel, le garde en chef, dont la déconvenue comblait de joie mère Chauvin, se vanta de découvrir le chasseur, coûte que coûte. Les goûts sauvages du grimpeur inspiraient le soupçon ; il l'épia.

Ce n'était pas une mince entreprise. Tantôt serré de trop près, le gars montait d'un bond dans un arbre et laissait passer ; tantôt, par une course interminable il mettait le garde sur les dents. Un jour, Marcel entend un coup de feu, tiré à une faible distance, en

plein midi. Il accourt : le grimpeur est accroupi dans la ligne, sur un tas de copeaux, en train d'aiguiser ses griffes. Sa blouse pend à un arbre, à côté de la panetière.

— C'est lui. Où a-t-il caché son arme ?

Et de fouiller dans un tas de bourrées, et de chercher dans les houx, de sonder du pied les copeaux.

Renaud, à ce dernier mouvement, jette les yeux sur lui avec une surprise innocente, salue, puis reprend son travail.

— Voyons, ce n'est pas la peine de faire la bête. Tu es pris. Où est ton fusil ?

— Mon fusil ? Puisque j'ai pas d'argent pour en acheter ! Y en avait un chez mon pas-père ; on l'a vendu pour payer le service ; savez-vous pas ?

— Encore une fois, dis où ton fusil est caché ?

— Cherchez-le, mon bon monsieur. Je connais point ça.

— Imbécile, tu as de la boue blanche à tes sabots, avec un brin de jonc pris dans la ferrure, preuve que tu viens du Val aux Étangs, où l'on a tiré. Je te tiens.

Notre homme ricane d'un air stupide, sans répondre.

— Ah, ah ; te voilà à court ? Tu avoues, n'est-ce pas ?

— Faites excuse, j'avoue ren. Sauf votre respect, monsieur Marcel, mes sabots sont censément mouillés pasque vos lignes sont toutes défoncées. C'est bientôt comme une mare. Faudrait curer plus souvent vos fossés, m'est avis que ça serait mieux.

Le lendemain Renaud acheta des souliers en cachette pour tromper ceux qui le suivraient au pied, et prit l'habitude de marcher à reculons dans les parties molles afin de lancer l'ennemi dans une fausse direction.

Marcel interrogea tout le monde : nul ne connaissait de fusil à Jean Renaud. Ses soupçons s'affaiblirent à la longue ; il ne savait plus à quel saint se vouer, lorsqu'un soir, au coucher du soleil, comme il suivait un sentier couvert, il aperçut de loin un homme armé qui vivement franchissait un layon.

— Voilà mon gaillard, se dit-il. Je n'ai pas la berlue ; l'individu boîte. C'est le grimpeur.

Le chasseur se dirigeait du côté des bordures, pour se poster sans doute à quelque carrefour. Marcel fila sans bruit le long du

fossé. Après une demi-heure d'attente il vit le feu de l'amorce. On avait tiré à deux cents pas devant lui.

Le tireur se démasqua, fit quelques enjambées dans le découvert et se baissa. Marcel courait sans bruit sur l'herbe drue. Il entendit distinctement ce cri nasal particulier au lièvre blessé qu'on enlève par les oreilles, redoubla de vitesse : sa botte tout à coup heurta une pierre roulante. C'en fut assez. Le braconnier, d'un saut énorme, plongea dans la coupe et disparut.

Le garde étouffa un juron.

— Mille noms de noms ! Je parierais que c'est lui. Mais il fait trop noir, je ne suis pas sûr. Et celui-là est chaussé de souliers... J'ai encore une chance : courir à sa cambuse en ligne droite et m'embusquer. J'ai le raccourci pour moi, je le prendrai avec fusil et gibier devant sa porte.

Il arriva, perdant haleine, au pignon de la maison Dreux. Le silence y régnait. Marcel se frottait les mains en se collant contre le mur, près du seuil.

Tout à coup il lui sembla qu'un filet de lumière passait par-dessous la porte. Saisi d'étonnement, il frappa.

— Entrez, cria une voix de l'intérieur.

Il pénétra dans le logis. Renaud, avec de gros sabots aux pieds, soupait devant l'âtre.

— Tiens, c'est monsieur Marcel. Ben le bonsoir. Et quoi qu'il y a de neuf ? Prenez donc la chaise qui est point cassée. Vous avez l'air tout échaubouillé ; je vas vous quérir un pichet de mon cidre doux.

— Parlons franchement, que diable ! C'était toi ?

— Moi, quoi ?

— Cent paroles n'en valent qu'une : as-tu un fusil ?

Le grimpeur jeta sur son visiteur un regard prodigieusement niais.

— Un fusil ? Où donc que j'en aurais acheté un ?

Et il lui recommença l'histoire de celui de son pas-père, qui avait été vendu pour payer le service.

Marcel passa plusieurs jours à l'improviste dans la vente où travaillait Renaud, tantôt le matin, tantôt le soir.

— Ne se dérange-t-il pas de son ouvrage? demanda-t-il au chef du chantier.

— Voyez, dit celui-ci.

Le grimpeur était suspendu au sommet d'un charme qu'il décapitait. Ses griffes puissamment enfoncées dans l'écorce, il se balançait avec une audacieuse ardeur au bout de sa corde enroulée, mordant le bois, de sa serpe, avec de rauques soupirs. De temps en temps, la sueur ruisselant sur son visage, il essuyait son front d'un bras aux veines gonflées.

Marcel chercha ailleurs le braconnier.

Jean Renaud braconnaît par passion. Devant le gibier mort il recouvrait son sang-froid; peu lui importait cette bête inerte. Sans doute Sinet le marchand avait emmené plus d'une pièce de venaison dans sa carriole, mais toujours à titre d'échange contre la provision de poudre. Quant à l'argent, comment le forestier y eût-il pensé? L'argent n'avait pour lui aucun sens. Son entretien matériel, ce que les paysans appellent la vivature, lui coûtait si peu! Il prélevait pour lui à peine un quart de sa paie et donnait tout le surplus à son grand-père.

Plus tard, lorsqu'il devint l'ami de la Chauvin, ce fut autre chose. La misère de sa chère veuve le chagrina, elle n'avait pas de quoi s'acheter une jupe chaude! Comment faire? car lui n'avait rien non plus: la part de l'aïeul était sacrée. Il se mit alors à vendre du gibier à l'ambulant « pour la mère ».

Il savait bien que le père Dreux, l'homme pieux et austère, ne lui pardonnerait pas d'être braconnier. A celui-là on ne pouvait parler du flingot; c'est l'argent gagné au grand soleil avec les griffes qu'il lui fallait. Mais avec la Chauvin, pas de mystère et pas de crainte.

— Tenez, voilà les sous de mon mois d'affût. C'est le fusil de votre défunt qui a travaillé. Achetez avec ça un pot-au-feu, c'est lui qui paie.

— Et, concluait la vieille en ricanant, ce mauvais gars de Marcel a mouillé sa chemise pour ren... Oh! les grimpeurs, c'est des hommes!

Le gars soupirait souvent, en ces occasions.

— Hélas! si la Dreuse était encore là, avec les petits...

— Tais-toi. Ne te tourne pas les sangs, mon mignon. Avec ta bonne femme et tes bois, y a moyen de vivre.

III

Malgré la rapacité cynique avec laquelle Sinet l'exploitait, Renaud reçut, à la fin d'un mois d'automne, une somme énorme pour lui, 30 francs, dus à la livraison d'un sanglier et d'un chevreuil. Il fit sauter les pièces d'argent dans sa main, tout joyeux.

— Voilà un flingot qui sait parler, dit-il ; mère Chauvin pourra se donner ses aises.

Ayant d'un pas rapide traversé la forêt, il arriva devant la cabane de sa vieille amie. Celle-ci était accroupie sur le seuil, les genoux hauts, la tête enfoncée dans ses bras. Près d'elle, une grande femme armée de sa faucille et un petit garçon étonné. Tous gardaient le silence.

— Y a du nouveau, donc, par ici ? demanda le forestier avec inquiétude ? Bonjour, la Mélanie ; bonjour, le Petit Parisien. La mère, qu'avez-vous comme ça ?

La Chauvin, d'un mouvement automatique, releva la tête et Renaud fut épouvanté. Ce visage parcheminé avait pris une teinte terreuse plus effrayante que la pâleur. Les yeux caves, que l'âge avait desséchés, se mouillaient de petites larmes qui glissaient dans le pli sinueux des rides. Le menton racorni trépidait ; quelques sons confus, moitié paroles moitié sanglots, s'échappaient par saccades de la bouche contractée. De faibles soubresauts agitaient les épaules.

Elle le regarda vaguement et se cacha de nouveau la face.

— Pour le sûr il est arrivé un malheur... Et personne ne veut rien me dire, à ce que je vois ?

— Ne la tourmente point, mon gars, lui dit Mélanie ; elle a grand deuil.

— Et qui donc lui a fait de la peine de cette manière-là ?

— Le garde Marcel.

Renaud serra les poings avec colère.

— J'allais à l'herbe au Bois-Brûlé avec mon fieux, quand j'ai entendu crier par ici. Nous sommes accourus dare dare ; elle

avait son accès. A cette heure c'est passé quasiment ; patiente un peu.

Le grimpeur, hébété, considérait curieusement cette femme, pour tâcher de comprendre.

Mélanie était l'unique voisine de la Chauvin. Elle demeurait sur l'autre versant de la lande. Renaud l'avait rencontrée plus d'une fois chez la veuve. Elle plumait les oies dans les fermes, a l'époque de la tonte ; le reste du temps ramassait de la mousse et faisait du filet. C'était une grande fille de trente ans, bâtie comme un homme, plutôt équarrie que formée. Elle avait eu un enfant, dans les courses hasardeuses de sa vie rustique, et pour subvenir aux dépenses nouvelles avait utilisé son lait en s'adressant au meneur de nourrices. On lui procura — c'est toujours facile à trouver. — un enfant sans père ni mère dans un bureau de placement à Paris. C'était un garçon, il s'appelait Jacques. Un gros inconnu, tout habillé de noir, l'avait apporté. Il demandait une nourrice robuste et consignait une somme de 500 francs pour le paiement des salaires. La chose fut vite conclue. Mélanie reçut cinq francs pour le berceau et quinze francs pour le premier mois.

— Tiens, dit-on aux Chemins Verts, la Mélanie a un biau poupon de Paris.

— Ça peut lui rapporter gros, s'exclamaient les femmes, envieuses de la fille mère. C'est-il un enfant de bourgeois ?

— Comme je tousse ! A Paris, vous savez ben, c'est tout du même tonneau.

Suivant l'usage du pays, le nouveau venu fut appelé le Petit Parisien.

L'enfant de la Mélanie mourut au bout de quelques mois. Elle resta avec son nourrisson et s'y attacha. Deux ans et demi se passèrent de la sorte ; puis on lui fit savoir du bureau que la somme disponible était épuisée, que le monsieur n'avait jamais reparu et qu'il ne restait plus qu'à renvoyer le petit garçon.

— Où ira-t-il, comme ça ?

— A l'asile.

— Ma finte, non : Les parents sont des voleux, mais je gar-

derai le petit pour ren. J'aime mieux travailler plus dur et l'avoir.

Pendant qu'elle embrassait le bambin, avec cette simplicité sublime des pauvres qui font deux parts de leur pain, quelques femmes de la forêt haussaient les épaules.

— C'est ça. Après le tien, celui des autres... T'es donc enragée !

— Es-tu bête de t'exterminer pareillement pour nourri du populo, toi qui n'es si guère riche !

Elle laissa dire et éleva le Petit Parisien.

Le garçon approchait de ses huit ans. Rien qu'à le voir, on jugeait le dévouement de sa *Lanie* bien justifié. Il était frais et gracieux au possible, ce qui devient souvent le lot des enfants de l'amour, comme si la nature voulait les dédommager par quelque avantage de leur malheur d'origine. Sa carnation, d'un blanc mat, ses traits fins, ses membres délicats, indiquaient une naissance citadine, une conception produite dans quelque milieu oisif et raffiné. L'aristocratie d'autrefois, vivant pour les exercices du corps, produisait des types étoffés ; les aristocraties du temps actuel, vouées à l'existence molle, engendrent des sujets féminisés. Cet enfant était donc une production frêle. Mais, amené dès le premier âge au milieu des bois, aspirant un air imprégné d'émanations résineuses, soumis dès le maillot aux rudes brises, il était resté petit mais devenu vivace. Une intelligence précoce rayonnait hors de lui ; on sentait la pensée active dans cette jeune tête. Il y avait chez l'être grêle une éclosion mystérieuse, qui, toujours, se produit en raison inverse de l'intensité de la vie physique. Le phénomène est si certain, que les jardiniers arrêtent la pousse des arbres pour en obtenir plus de fruits.

Le Petit Parisien, en face de la vieille femme affaissée, regardait et comprenait.

Il avait de beaux cheveux blonds, courts et frisés. Renaud les caressa de sa lourde main devenue douce. Il ne rencontrait pas cet enfant sans l'admirer, sans être ému.

— Ça me fait penser à mon petit frère, murmurait-il. Celui-là est un brin plus chétif, mais ses yeux en disent plus long. Ils ont les mêmes manières mignonnes... J'ai envie de pleurer, et de rire aussi, dès que j'aperçois ce petit gars-là.

— Jean, lui dit tout bas la Mélanie, vois-tu, par terre ? Eh bien, voilà la chose.

Le braconnier abaissa son regard et n'aperçut qu'un papier froissé. Un papier, pour lui, était une bourre de fusil ou n'était rien. Il secoua la tête dédaigneusement.

— Je ne vois qu'un bout de papier, fit-il ; je ne vous entends point.

— Ah ! tu n'entends point ? s'écria la Chauvin en se redressant tout à coup. Tu ignores donc, failli gars, que ce papier-là c'est une cédule, une cédule de l'huissier, pour me faire aller en prison ?

Elle lui secoua le bras avec fureur.

— Y lairras-tu aller ta vieille, en prison ?

Et elle retomba, dans un spasme.

— Mais, mille diables, expliquez-vous donc ! Faut au moins que je sache ce qui est advenu.

La vieille revenait à elle. Passant d'un extrême à l'autre, elle se mit à parler, avec une volubilité surprenante.

— C'est toujours ce maudit Marcel. Je vas couper des genêts verts pour mon apprentis. Bon, qu'il fait, je vous avais défendu d'y revenir ; tant pis, tant mieux. Je confisque le fagot, et votre procès ira tout du long.

Tu penses si une pareille chose me courrouce. De père en fils, qu'on a toujours pris pour son besoin, sans réprimande ! N'y a donc pus de forêt, à cette heure ? Ma foi, j'ai voulu me revancher, la tête me partait : j'ai écorcé des pommiers fraîchement greffés, dans sa pépinière. Le mauvais gars, pourquoi aussi qu'il m'avait cherché noise ?

Il ne m'a pas vue, mais le guignon, c'est qu'en me tirant de là, j'ai perdu une de mes mitaines. Le vaurien ! Il est arrivé une heure après.

— Tenez, la vieille, quand on mutile mes arbres, faut mieux cacher ses mouffles. Voilà ce que j'ai trouvé.

Il m'a fouillée, quoique je l'aie griffé, a pris l'autre mouffle dans ma poche et m'a dit :

— Avec cette paire de mitaines-là, mère Chauvin, j'irons devant le juge.

Ça, c'était lundi. Aujourd'hui l'huissier est venu, apportant le papier marqué. Je suis assinée ! Autant dire que je suis en terre !

Elle pensa de nouveau à Marcel, et s'écria avec rage :

— Eh ben, ils n'en reviendront pas non plus, tes pommiers !

— Vous avez tout de même eu tort, la mère. Des arbres francs, c'est sacré.

— Crois-tu qu'il y ait du risque ? demanda Mélanie.

— Ça peut tourner tout à fait mal.

— Oh ! Renaud, mon Renaud, ne m'abandonne pas !

— Y a peut-être un moyen d'en réchapper. J'ai ouï dire que d'aucunes fois les gardes tiraient la cédule quand on payait le dommage.

— Il est de perdition, ton moyen : je n'ai pas vingt sous dans toute la maison.

— Faites excuse, je vous apporte trois pistoles, qui sont ben à vous.

Il défit le nœud de son mouchoir et en tira les trente francs du messager. La veuve déposa les pièces sur la table et promena ses doigts dessus, comme un enfant. Elle grommela :

— Ce serait péché de donner de si bel argent à ce garnement de Marcel.

— Vous devez pourtant y aller tout de suite, et faire soumission.

— Nenni, fit-elle, retombant dans son entêtement. Je ne demanderai pas grâce au maudit ; les mots s'arrêteraient dans ma gorge.

En vain Mélanie se joignit au grimpeur pour la supplier. Ce dernier, inspiré par son amitié, prit un grand parti.

— Baillez-moi l'argent. J'arrangerai moi-même votre affaire chez le garde.

Il s'éloignait tout courant ; elle le rappela.

— Tâche au moins de ne pas lui donner tout. C'est assez de vingt francs. N'en offre pas plus de dix pour commencer.

Renaud avait tellement peur de ne pas réussir, qu'il prépara laborieusement son discours pendant la route. Oui, il dirait ceci, et puis cela ; Marcel trouverait ces raisons justes et transigerait.

La pauvre femme était sauvée, on trinquait... Ah! vrai, monsieur Marcel, vous êtes un brave homme...

Arrivé devant le logis du garde, la peur le prit, et il fut obligé de faire halte pour arrêter le désordre de ses phrases frappées de panique.

IV

Les bois des Chemins Verts n'appartiennent pas à l'État. C'est une vaste forêt, relevant autrefois du domaine royal (Henri II y possédait un pavillon de chasse), mais morcelée à l'époque de la Révolution et possédée depuis lors par différents propriétaires. Ceux-ci, habitant d'autres contrées, la surveillance était confiée à plusieurs riverains assermentés, placés sous la direction de Marcel, garde général et régisseur.

Personnage important, ce Marcel ; factotum des maîtres, plus autoritaire qu'eux, faisant les marchés, vendant les bois, arbitre du sort des braconniers et des maraudeurs ; fils enrichi de bûcheron pauvre, que pas un bûcheron n'eût abordé sans ôter sa casquette et sans dire : Monsieur. On le craignait, vu sa toute-puissance ; on ne l'aimait pas. Les forestiers s'expliquaient d'un mot sur son compte :

— Il est trop fier.

En disant ce mot, qui pour eux contient tout un monde, nos paysans prononcent *fiar*, comme pour ajouter ainsi une nuance à l'amertume de leur critique.

C'était vrai. Parti d'une hutte ; ayant appris, au milieu de gens qui ne savaient pas lire, à cuber, arpenter, calculer les *marques* d'un arbre et le bénéfice précis d'une exploitation ; vivant dans le bien-être et devenu bourgeois, le régisseur avait laissé croître en lui un culte profond de la pièce de cent sous ; de là un dédain prononcé pour ceux qui étaient restés à son point de départ, la poche vide. Il s'épanouissait lorsqu'un vieux sabotier, soigneusement guéri du tutoiement d'autrefois, lui disait avec une secrète envie :

— Ah! monsieur Marcel, vous avez de quoi, vous... Vous pouvez vous la couler douce!

Et sa majestueuse indulgence était acquise au scieur de long, qui ajoutait d'un ton équivoque :

— Oui dam, il est plus malin que nous autres. Avec ça qu'il en ramasse, du quibus !

Son cœur s'était aurifié ; la vanité avait envahi son sang et ses moelles. Il se classait d'un mot devant sa femme :

— On aura beau dire, je suis un homme conséquent.

Pourvu qu'on ne touchât pas à ses intérêts ou à sa gloire, on trouvait en lui un personnage parfois jovial, toujours sociable.

Gourmand et voué au culte du cassis, le garde possédait un visage couperosé, dont une paire de favoris symétriquement jadinés rehaussait l'opulence. L'œil était fin, la bouche narquoise. La ruse perçait sous la bonhomie. Ses épaules carrées décelaient la race forestière.

Sa montre pendait au bout d'une grosse chaîne dansant, le dimanche, sur un gilet de velours piqué. Un doigt dans l'entourure, il semblait dire :

— Voilà qui est cossu ; mes moyens me le permettent.

Sa maison du Plantis, construite à l'intersection de deux lignes, assez près de la plaine, était coquette et d'aspect riant, couverte en ardoises comme celle du notaire. Le parterre contenait une tonnelle peinte, flanquée d'ifs taillés en cônes ; au rond-point des allées rectilignes, un cadran solaire et, plus haut, une boule en verre bleu qui miroitait au soleil et reflétait les promeneurs en raccourci, sujet de gaieté admirative pour les indigènes. Dans l'angle le plus en vue, une volière en forme de pagode apocryphe, qui contenait le faisan doré des bourgeois, imprudemment abrité sous le perchoir des tourterelles.

En retour d'équerre, les écuries et la remise. Par derrière, le potager, clos du côté sud par un mur à cause des espaliers. Souvent les poules y pénétraient afin de se rouler au milieu des pois ramés. Les maîtres alors accouraient, criant : A la poule ! et frappaient dans leurs mains pour mettre en fuite les gaspilleuses.

Sur le fronton du logis était gravée la date de sa construction. Le sommet d'une des cheminées portait, encastrée dans sa pierre

supérieure, avec des rubans au goulot, la bouteille que le maçon avait vidée en l'honneur du dernier coup de truelle. La girouette grinçante représentait un carabinier au grand galop, brandissant son sabre sur un ennemi dont l'exiguïté du fer-blanc n'avait pas permis la découpure.

On entrait par un perron de trois marches, où des vases renversés s'égouttaient. Près de la porte, un écureuil tournait, piétinant le treillage de sa cage cylindrique, et cette rotation faisait mouvoir un turc en zinc, rattaché au sommet par un ressort à boudin. A droite, se trouvait *le logis*, pièce qui sert à la fois de cuisine, de réfectoire et de dortoir. De l'autre côté du corridor, *la chambre*, symbole de la transmutation du paysan en bourgeois. Là, le mobilier reluisait, en beau noyer verni. Le lit avait des rideaux blancs et une courte-pointe au crochet tunisien. Nul n'y couchait : c'est le salon. Au milieu, une table, recouverte d'une toile cirée qui figurait la carte de France avec nos rois rangés par ordre tout autour dans des médaillons. C'est là que Marcel recevait les gens huppés et leur offrait de son vin bouché, dans des verres à bordeaux. Sur le bureau qui garnissait une embrasure, les clés étiquetées, le marteau à marquer, un almanach comique. Le mur, lavé à la colle, supportait quelques tableaux. Sur une des faces, dans son cadre oblong, un modèle d'écriture avec des élancements prodigieux de majuscules. Au sommet, les fusées concentriques de lignes en guirlandes servaient de support à l'en-tête : « Pensionnat de la Retraite, prix d'honneur. » Vis-à-vis, pour pendant, une tête de guerrier romain au crayon noir, affligé d'un œil où manquait la prune. C'était peut-être Horatius Coclès. Mais l'incertitude du dessin disparaissait sous l'énergie des hachures. En bas, ces mots en belle ronde : « A mon père chéri, Henriette Marcel. »

Le régisseur, doté du prénom d'Alphonse, avait jadis reçu pour sa fête, à l'heure illusionnante de la lune de miel, le tableau accroché au-dessus du bureau : un jeune monsieur, en habit et en chemise à jabot, avec des cheveux bouclés, souriant, enveloppé d'une peinture aimable où dominait la nuance chocolat, qui présentait une fleur à la galerie. Sur la marge inférieure, divisée par un cœur, on lisait : d'un côté « Alphonse » ;

et de l'autre, pour ceux qui ont souci des langues étrangères :
« Alfonso. »

Les attributs de l'hyménée constituaient, sous leur globe, l'ornement central de la cheminée, flanqués d'un vase de fleurs artificielles et d'une Jeanne d'Arc en plâtre bronzé. A la maîtresse poutre pendaient les bottes de chasse, graissées de suif.

Marcel avait alors cinquante ans. Il menait bruyamment son monde, cherchant plus encore les marques de soumission que la véritable obéissance. Mais sa confiance en lui-même était contagieuse ; il était pris au sérieux et imposait dans la sphère de son action. Il avait épousé, vingt-cinq ans plus tôt, une servante de ferme laide et pauvre, parce qu'il avait découvert en elle une créature plus travailleuse que les bêtes de somme, économe jusqu'à l'avarice, douée de la nature la plus passive. En peu de temps, moitié servante, moitié souffre-douleur, elle fut complètement éteinte, amassa sou à sou comme un chien rapporte, et fit de son homme un fétiche. Elle aurait nié la lumière du jour avec ce seul mot :

— Marcel dit que non.

Un seul enfant était né de cette union, la petite Henriette. Ils s'entendirent pour la gâter, l'un prodigue d'orgueilleuses caresses, l'autre attentive aux besoins matériels. La fillette avait des joues roses qui appelaient le baiser : le père lui faisait avec ses doigts des ombres chinoises sur la muraille, tandis que la mère apprêtait la bouillie dans le petit poëlon.

L'aisance augmentant dans le ménage à mesure qu'Henriette grandissait, Marcel se dit :

— J'en ferai une demoiselle.

Il la plaça dans un couvent de la ville voisine où les messieurs du gros commerce et du barreau faisaient élever leurs filles. Elle apprit par cœur la dynastie des Mérovingiens, un peu de littérature expurgée, commença l'anglais par la méthode Robertson, s'exerça aux différents genres d'écriture qui ne servent pas. On lui enseigna ses notes et elle sut fabriquer des bobèches en perles soufflées. Lorsqu'elle arrivait en vacances, chacun de fêter le petit phénomène. Le papa lisait dans les plis de l'uniforme étriqué son droit de bourgeoisie ; maman s'attachait à ré-

parer le trousseau. Tant qu'elle fut dans les petites, Marcel lui fit débiter des fables de Florian, montée sur une chaise. Plus tard il la contraignit à chanter chaque soir sa grande romance, un bras arrondi sur la taille, l'autre ébauchant un geste de caractère. Elle allait au bourg sur l'âne Grimaud ; la Marcel marchait à côté, le corps fléchissant sous le poids du panier à provisions. Le soir on lui faisait manger des fraises dans du vin sucré.

Henriette sortit de pension à seize ans et demi avec un troisième prix d'honneur, n'ayant de notions exactes sur rien, mais possédant une belle main.

Devenue habitante des Chemins Verts, elle fut hybride, aussi elle, paysanne par sa mère, bourgeoise par son semblant d'éducation. Ses toilettes, partant, étaient mixtes : une robe de campagnarde, relevée d'aspect par un tablier mignon ; un bonnet de linge sur la tête, mais, par-dessous, la natte triomphante. Ses occupations présentaient le même mélange : elle prenait le côté élégant des besognes rustiques. Levée avec le soleil, l'échappée de pension donnait à manger à ses lapins, aidait à la confection du beurre, époussetait *la chambre*. Le dimanche, par exemple, elle arborait le chapeau à fleurs, chaussait les bottines claquées et chantait les soli à vêpres, placée au premier rang près du pupitre, sous la direction du vicaire.

Ne fréquentant personne de son âge, elle menait une vie toute personnelle, confinée avec des parents qui l'admiraient, en forestière perfectionnée.

Henriette avait les bois autour d'elle, avec les émanations balsamiques et les oiseaux ; l'influence du milieu se faisait sentir. Son âme percevait vaguement le grand langage de la futaie. La jeune fille était non en admiration, mais attentive. Les sons n'arrivaient qu'indistinctement à son oreille, le sens lui échappait. Des enseignements mesquins, des lectures niaises, les mièvreries d'un monde factice, avaient fait d'elle une ébauche incomplète, entre la plante sauvage et la femme du monde. Revenue telle au bois d'où elle était partie, elle éprouvait parfois des réminiscences, parfois des aspirations.

— Père, n'est-ce pas qu'il n'y a rien de plus beau qu'une forêt?

— Beau ? Je n'en sais fichtre rien ; mais je me trouve à mon aise là dedans. Et puis, ajoutait-il avec un gros rire, c'est au pied de ces chênes-là que je ramasse ta dot, ma poulette.

Il était bien là tout entier : l'amour héréditaire du bois mêlé à l'amour personnel du lucre. La fille subissait par instants l'influence de cette passion complexe. Alors elle s'enfermait dans sa demi-civilisation, rêvait une maison meublée d'acajou, dans quelque ville, avec des marchands de nouveautés sur la place. Au fond, sur la côte, une forêt, but des promenades en char à bancs. Il y avait une garnison, et elle se voyait à la revue au bras d'un bel homme en redingote, agitant une badine, semblable à l'Alphonse du dessin colorié. Puis elle rougissait, se trouvait sotté, essayait d'inventer quelque chose de mieux ; et, accoudée à sa petite fenêtre, contemplait machinalement les sapinières qu'un vent tiède faisait frissonner.

Ce n'était pas une jolie fille, mais elle était grande et fraîche ; possédait une chevelure incomparable ; son regard, un peu dur, portait l'éclat de la franchise.

Un grand défaut la déparait. Non qu'elle fût méchante, loin de là ; mais elle ressentait une indifférence dédaigneuse pour les pauvres gens de la forêt et le laissait voir. Son père lui avait répété trop de fois :

— Celui qui a de l'argent est au-dessus de celui qui n'en a pas.

Elle imaginait des distinctions sociales basées sur la différence du vêtement. Elle ne discernait pas, dans cette population indigente de son entourage, les rudesses dont l'ignorance seule était coupable, les préjugés excusables, non plus que les dévouements obscurs et les résignations stoïques. Ces gens-là portaient des habits sales ou rapiécés : dès lors, elle disait bonjour bien vite et passait.

Marcel, en gravissant l'échelle sociale, entendait être l'égal des hommes placés au sommet, mais n'admettait pas que les êtres placés à la base fussent ses égaux. Sa fille, dont l'horizon était plus restreint, ne regarda qu'à l'échelon au-dessous, où ses cousins en blouse mangeaient du pain noir, et ne vit là que des inférieurs. La vanité de l'un avait enfanté l'orgueil de l'autre.

V

Jean Renaud arrivait à la barrière, dont les battants étaient retenus au centre par un anneau carré. Il tâta sa poche afin de s'assurer que le mouchoir noué s'y trouvait toujours avec les trente francs, rassembla une dernière fois ses idées et d'une main timide leva le coulant. Un basset à poil rude sortit de sa niche en lançant ses notes prolongées et le suivit à distance, moitié aboyant moitié flairant.

— Vas-tu te taire, Ramonaut ! cria la mère Marcel qui apparut sur le seuil. Elle attendit, soupçonneuse comme toutes les vieilles paysannes, que le survenant parlât le premier.

— Monsieur Marcel il est-y pas à la maison ?

— Pourquoi donc qu'il n'y serait pas ? Entrez si ça vous fait plaisir.

La famille achevait le repas sur la longue table. En haut les trois maîtres, avec une serviette servant de nappe ; plus loin le petit pâtour près d'une femme de journée.

— Ben le bonjour, messieurs et dames et la compagnie, je vous souhaite bon appétit, récita d'un trait le grimpeur, suivant l'usage.

— Tiens, c'est le bancroche. Et qu'est-ce que tu me veux ?

Renaud, au lieu de répondre directement, émit quelques doutes sur la continuation du beau temps, car le vent soufflait de galerie. Ce disant, il traversa la chambre en boitant beaucoup, et Marcel rit intérieurement d'avoir soupçonné de braconnage un pareil lourdaud.

Henriette le régarda à peine et ferma lentement son couteau en personne ennuyée. Elle rentrait du bourg et n'avait pas encore quitté sa robe à manches pagodes.

— En voilà une qui a l'air mal commode, songea le forestier.

Ce coup d'œil méprisant l'avait déconcerté ; le fil de son discours lui échappa tout à coup. Il se gratta l'oreille, niais et dérouté ; impossible de retrouver son commencement.

Marcel, sans plus faire attention à lui, donnait des ordres aux domestiques qui s'étaient levés de table.

L'embarras du gars se changeait en angoisse. Alors, comme tous les gens craintifs qui passent d'un extrême à l'autre, il sauta par-dessus les circonlocutions traditionnelles et fut droit au fait.

— Monsieur Marcel, je viens comme ça pour une chose soucieuse; j'ai à vous demander une affaire...

Le garde prit aussitôt une physionomie froide et réservée; il régarda l'autre du coin de l'œil.

— Parle toujours, garçon, nous allons voir.

— La chose ne me regarde pas, d'une manière, s'entend; mais ça me regarde censément tout de même, vu que les amis... Enfin voilà.

— Ah! ah! tu viens de la part de quelqu'un!

— Vantiers.

Ce mot, qui joue un rôle dominant dans le langage des paysans, signifie : peut-être, mais avec une nuance indéfinissable d'affirmation. Son origine, d'ailleurs, le veut ainsi : c'est un fils naturel de « voulantiers », dont l'enfant reconnu est « volontiers ». Le campagnard l'accentue de façons diverses et met souvent dans ces deux syllabes toute sa finesse narquoise.

Renaud n'en était pas là. Fort ennuyé d'avoir toute la famille Marcel sur les bras, il tournait son bonnet bleu dans ses mains. Si seulement il avait été dans le bois!

— Parlant par respect, y a une femme d'âge qui a été prise devers la pépinière, sur ce que j'ai ouï conter.

— Tu veux donc parler de la Chauvin?

— La vieille n'est point malicieuse en tout, hormis qu'elle a la tête un brin folle. Faut l'excuser, monsieur Marcel.

— Ta, ta ta! Une sorcière qui passe sa vie à marauder! Elle ira s'excuser chez le juge.

— Chez le juge! s'exclama le grimpeur, jouant la surprise. Ça ne serait pas à faire, un malheur pareil!

— Ouida! C'est tout fait. Voilà le procès-verbal.

Il tira magistralement de sa poche un large portefeuille, en sortit le papier timbré qu'il déplia : « L'an 1866, le 13 septembre, revêtu de nos insignes... » La phrase sacramentelle servait de conclusion : « La délinquante, qui est veuve et même mendicante, jouit d'une mauvaise réputation. »

Le forestier, pensif, avait écouté la lecture.

— N'importe, vous ne l'avez point vue. Une mitaine trouvée ! Mais *alles* se ressemblent toutes, les mitaines. C'est pas des preuves, ça.

— Tu commences à m'échauffer les oreilles. Vas-tu dire que mon procès est fait à faux ?

— Non, mais je dis, moi, — le gars prit une attitude suppliante, — que la bonne mère va mourir si vous l'envoyez en prison.

Sa voix trembla, ses yeux devinrent humides. Henriette s'en aperçut et le considéra attentivement. Mais le pauvre diable portait une blouse bleue raccommodée à l'aide de pièces grises ; le pantalon, limé par les écorces, tombait en ruines ; les gros sabots sonnaient le fêlé : elle détourna la tête pour mettre en ordre les petites images de son paroissien.

Le régisseur s'était contenté de hausser les épaules.

Renaud se sentit glacé. On n'avait pas pitié des humbles, là dedans. Il reprit, d'une voix presque rude :

— Eh ben, voulez-vous croire à sa repentance si elle paie le dégât ?

— Payer, elle ? repartit Marcel en riant. Tu veux donc mettre sa bique en vente ?

— N'importe. Combien qu'il vous appartiendrait ?

— Je t'ai lu le procès. Vingt pommiers à cinquante sous.

— Ça fait-il bien des sous ? Je ne sais pas compter.

La jeune fille regarda cet homme des bois avec la surprise qu'on éprouve à la foire devant une bête curieuse.

— C'est cinquante francs.

— Cinq pistoles ! s'exclama le boiteux devenant tout pâle. Il ne possédait que trente francs ! Sa vieille amie était donc perdue ? Ses mains tremblaient en dénouant le mouchoir ; l'argent de la Chauvin s'éparpilla sur la table.

— Monsieur Marcel, ayez égard à nous, je n'ai pas davantage. Faites grâce à l'ancienne, qui remplace ma mère. Elle a tant de peine et je l'aime si fort ! C'est ben assez, allez, que mes trois pistoles. Faut pas que les riches soient trop durs pour les gens de misère !

Celle que dans les Chemins Verts on appelait la demoiselle fut émue et s'approcha.

— Fais-lui grâce, elle ne recommencera pas, fit cette jeune fille devenue câline en passant son bras rose autour du cou de Marcel.

Mais celui-ci se dégagea brusquement.

— Bas les pattes, l'enjôleuse. On ne marchande pas avec nous.

Son amour-propre irritable avait été heurté par un mot. Il n'en fallait pas davantage.

— Ah! les riches sont durs? Je suis dur? Et les va-nu-pieds viennent me donner des leçons chez moi? Paye ou va-t'en.

— La fille est à demi bonne, pensa Renaud en jetant sur celle-ci un regard de gratitude; mais le père ne vaut rien, rien.

Il se dressa devant Marcel avec une sourde colère.

— Prenez ce qui est là et donnez-moi du temps pour le reste. Vous toucherez mes semaines pour m'acquitter.

— Allons donc! pas de crédit.

— Vous pouvez vous vanter d'être rude au monde! Mes bras sont pourtant bons pour répondre, et ses cheveux sont assez blancs pour faire pitié.

Le fils de la Dreuse s'emportait, malgré lui. Ah! maudite demoiselle, qui lui avait fait perdre, dès l'abord, le fil de ses idées! Il aurait pris la chose de biais, tout doucement; tandis que, la tête perdue, il irritait le garde à chaque mot... Comment donc faire à présent?

Henriette, muette et curieuse, un coude sur la table et le menton dans sa main, étudiait cette physionomie singulière.

— Fiche-moi le camp, ordonna Marcel.

— Voyons, dit Renaud tout à coup, vous voulez qu'on aille en prison pour vos bouts d'arbres? C'est votre agrément? Eh ben, dites que c'est moi qui les ai écorcés. J'avouerai et j'irai. Du moins ma pauvre vieille ne mourra pas de chagrin.

— Les innocents ne payent pas pour les coupables, ici. Ton tour viendra, sois tranquille. Mais pour le quart d'heure je vais te donner de l'air.

Et Marcel, que le ton du grimpeur avait exaspéré, posa une lourde main sur l'épaule de celui-ci en criant à sa fille :

— Ouvrez la porte toute grande.

Les oreilles du gars bourdonnèrent; il devint pourpre. Le poing fermé, sans rien dire, il regarda Marcel en face et fit un pas vers lui. Le garde retira sa main.

Henriette lisait sur cette figure que bouleversait une émotion terrible; elle eut peur pour son père et se jeta entre les deux hommes.

— Allez-vous-en, allez-vous-en, répéta-t-elle d'une voix haletante.

Le forestier comprit qu'elle le menaçait, aussi elle.

— Je la croyais à demi bonne; mais elle non plus ne vaut rien.

Il reprit machinalement son argent, et se retira, la mort dans l'âme.

VI

Lorsque l'air frais du bois caressa ses tempes, Jean Renaud reprit possession de lui-même et s'assit sur le revers du fossé afin de rassembler ses idées.

Retourner chez la Chauvin était impossible. Pauvre vieille, elle l'attendait sur le pas de la porte, confiante en lui, espérant...

Plutôt se jeter dans l'étang que de lui dire : Je n'ai rien pu; allez en prison.

Il éprouvait une rage extrême contre lui-même.

— Propre à rien que je suis ! J'ai vingt-trois ans et je ne sais pas trouver vingt francs pour sauver ma vieille !

Cette pensée en fit jaillir une autre de sa cervelle. Le dimanche précédent il avait remis sa quinzaine au grand-père.

— Oh ! s'il consentait à me prêter vingt francs ! La Mélanie porterait les cinquante au maudit garde et tout serait dit. C'est dur de reprendre au bonhomme ce qui lui appartient, mais je lui rendrai plus tard ; oui, quand je devrais faire une *Beauce*.

Il se mit à courir du côté de la maison de l'aïeul, répétant pour se donner du courage :

— Il faut sauver ma Chauvin.

Près du carrefour, comme il allait s'enfoncer sous bois, la carriole de Sinet le marchand déboucha devant lui. Il ne s'arrêta pas.

— Bonjour, gars ; tu es bien affairé, à-nuit ?

— Oui dam, je vas loin et ne suis guère en avance.

Le petit brocanteur sourit malicieusement.

— Tu tournes le dos au bon côté. C'est par en bas, d'où je viens, qu'il y aurait gras pour toi.

Notre homme s'arrêta.

— Qu'y a-t-il, par là ?

Sinet mit un doigt sur sa bouche et s'approcha. Dès qu'ils furent côte à côte :

— Dis-moi, ton flingot est-il loin d'ici ?

Le braconnier tressaillit. L'ambulant baissa la voix.

— Il y a un cerf de passage en forêt.

Renaud garda un instant le silence ; la joie l'étouffait. Un cerf, quelle aubaine ! Le père-grand conserverait sa monnaie ; M. Marcel, avec son gibier, paierait lui-même la rançon de la veuve... C'était un coup du sort.

— C'est rare par ici, les cerfs ; je n'en ai jamais tué ni même vu. Combien en donneriez-vous, mercier ?

— Ma foi, celui-là est beau. Il vient de sauter la ligne devant moi, à mi-côte ; j'en donnerais bien... il a de fameuses cornes... douze ou quinze francs.

— Allez-y franchement pour une fois ; j'ai besoin de deux pistoles.

— Eh bien, pasque c'est toi, je me laisse faire. Mais les cornes avec, par exemple ?

— Demain, au soleil levant, à la sortie des bouleaux. Apportez les vingt francs, l'animal sera sous les bourrées à main gauche.

Le marchand poursuivit sa route et Jean remonta la ligne. Il allait lentement, le corps penché, les mains appuyées contre ses genoux, cherchant l'empreinte du fauve sur la terre sèche. Tout à coup il s'arrêta devant quelques brins d'herbe légèrement foulés, s'agenouilla, examina avec recueillement... Son vendeur de poudre ne s'était pas gaussé de lui : un cerf avait marché là.

Les contours du pied se dessinaient à fleur de sol, presque ronds, usés des côtés ; le pied de derrière, moins large, s'appuyait à quelques lignes en retrait du premier. Le braconnier courut au fossé : l'animal avait sauté paisiblement ; la surface du talus, plus humide, en conservait la marque toute fraîche. Notre homme explora la ligne et l'entrée du bois : nulle part l'os du talon n'avait porté ; pas un piqué de chien.

Renaud respira largement.

— Mère Chauvin, vous êtes sauvée. Ce bestial-là se promène en quête des biches ; ren ne le chasse ; il est à nous.

Jean Renaud, toujours attentif aux récits des vieux forestiers, connaissait à fond les mœurs du cerf, bien que cet animal ne fréquente plus les Chemins Verts qu'accidentellement. Le cerf a jeté ses bois au mois de mars, a refait sa tête en juillet ; alors, ayant recouvré ses forces et mangé le vert, il songe à rechercher la main des biches. Souvent il rencontre des rivaux sur sa route, c'est la loi de l'humanité, mais n'hésite pas à affronter la lutte, se fiant à sa bonne ramure. Après ce duel décisif le vaincu s'éloigne ; les coups d'andouiller n'ont pas mis fin à sa rêverie ; affamé de consolations, il gagne pays à la découverte d'une beauté nouvelle. Souvent les déceptions l'obligent plus d'une fois à changer de forêt ; il parcourt d'énormes distances, soupirant partout, comme nos anciens troubadours, et s'égare. Advenu dans une contrée inconnue, il la traverse en tous sens, interroge les émanations de l'air, jette l'offre de son cœur aux échos. A ce moment la passion l'enivre au point de lui faire oublier sa timidité naturelle. Il charge les chiens qui l'ont déposé, n'a pas même peur de l'homme lorsque l'heure des ténèbres a sonné. Souvent même les rôles sont intervertis : c'est le cerf qui fait peur à l'homme. Son cri, en effet, qu'on appelle le raire, offre quelque analogie avec les mugissements du taureau. Dans les bois où ces bêtes sont nombreuses, c'est un concert diabolique pour le voyageur attardé qui l'entend la première fois. Les jeunes cerfs possèdent une voix aiguë, le dix-cors a des notes de basse-taille. Enfin, dans ces nuits fiévreuses l'animal est sans cesse en mouvement, toujours sous le couvert et piquant dans le vent, la narine amoureusement dilatée.

— Inutile de le suivre, pensa Renaud. Je ferai mieux de me poster en haut du vent et d'attendre le lever de la lune.

Il fila en ligne droite vers sa maison. Le fusil fut décroché, des balles mariées furent coulées dans chaque canon, les capsules vérifiées. Une demi-heure après il s'enfonçait entre deux cépées, à un passage renommé.

Bientôt le cerf brama dans le lointain.

— Je vas tuer mon premier cerf, se dit le braconnier, et son cœur battit délicieusement. Puis ses mains serrèrent violemment la crosse ; il songeait à sa vieille Chauvin.

Un nouveau raire éclata à une faible distance, plus près, plus près encore ; il y eut un froissement de branches feuillues. Un nouveau raire, la bête s'éloignait.

— Le maudit m'a éventé, s'écria le grimpeur avec inquiétude. Faut le suivre, il m'échapperait.

Ce disant, notre homme se glissa rapidement sous bois, parallèlement à l'animal pour lui couper la retraite.

Une chose cependant le troublait : l'animal l'entraînait tout droit dans la direction du Plantis. Marcel pouvait fort bien entendre ces cris inaccoutumés et rester sur le pas de sa porte, aux écoutes... Renaud avait très peur, mais plutôt tout risquer que de renoncer à l'entreprise : il suivit le cerf.

Après mille contre-marches au cours desquelles il avait entrevu le fauve sans pouvoir tirer, il arriva aux bouleaux, derrière le jardin du garde. Le braconnier retint son souffle, plus mort que vif : rien. L'espoir l'abandonnait lorsqu'un bruit sec le ramena. L'animal aiguissait son bois contre un tronc d'arbre. Le frottement était rapide, irrégulier ; de petites branches se brisaient. Dans les intervalles, un sourd piétinement. Les maigres bouleaux aux feuilles mobiles laissaient filtrer jusqu'au sol quelques pâles rayons. Renaud, à force de fouiller l'ombre du regard, découvrit enfin la tête du cerf, confondue avec les ramées. L'extrémité des andouillers lui parut blanche.

Il ne fit pas un faux mouvement. La crosse arriva à son épaule sans que les fougères qui le masquaient eussent remué. Le point de mire cherchait l'avant-main, tandis que l'animal soufflait, rejeté sur ses jarrets, et gonflait la crinière de sa gorge,

prêt à bramer. Le coup partit, le dix-cors s'affaissa. Mais il n'était pas mort. Jean le vit se relever, rouler de nouveau, rebondir, se traîner d'un arbre à l'autre, lançant des ruades dans le vide; gagner le bord de la ligne, et dans ces puissants efforts d'agonie mêler au fracas des branches cassées le bruit profond de ses étouffements.

Le braconnier, que ce tapage extraordinaire glaçait d'épouvante, s'élança pour achever le blessé; mais son fusil n'était plus chargé que du mauvais canon : il rata.

Jetant alors son arme inutile au bord du fossé :

— Te tairas-tu, maudit bestial, murmura-t-il, une main sur le bois du dix-cors.

Il brandissait en vain son couteau grand ouvert. Incapable de contenir cette masse frémissante, il roulait avec elle pour la sentir bientôt lui échapper. Ce fut un long combat sur la bordure. Enfin le cerf, les épaules serrées entre deux bouleaux, resta un instant immobile. Renaud leva rapidement le bras...

Il n'eut pas le temps de porter le coup. Deux mains le saisirent avec violence et le renversèrent sur le dos.

— Misérable affûteur! hurlait Marcel. Enfin je te tiens. Tu ne m'échapperas pas, cette fois... A moi, Besnardeau.

J. de GLOUVET.

(La troisième partie à la prochaine livraison.)

POÈTES GRECS CONTEMPORAINS

ÉCOLE IONIENNE

La domination de Venise, le voisinage de l'Italie, le joug de la dépendance politique, la fréquence des rapports de la Péninsule et des îles Ioniennes par la voie du commerce, exercèrent sur les mœurs, sur les coutumes et sur la langue de ces îles grecques une influence considérable.

Dans les villes, surtout à Corfou, la capitale, les modes, les arts et les lettres de l'Italie firent loi, et la Grèce, autrefois initiatrice, subit le goût italien des initiés.

L'aristocratie Ioniennne, au xvi^e siècle, ne convoita bientôt plus d'autre noblesse que celle inscrite à Venise au livre d'or. Tous les jeunes hommes riches ou ambitieux s'instruisirent en Italie ; les universités célèbres de Padoue et de Bologne regorgèrent d'étudiants grecs.

La plupart d'entre eux gémissaient de voir la patrie esclave. Ils maudissaient la conquête musulmane qui ruinait les territoires et stérilisait les esprits, tandis qu'ils acceptaient comme un mal moins grand la domination de Venise, prouvant par là cet esprit de justice que n'ont pas toujours les peuples réduits à la servitude.

Or, les actes de justice, quels qu'ils soient, emportent leur récompense, et il est à remarquer que, durant les cinq siècles de domination ottomane, les pays grecs qui ont produit le plus d'écrivains, de poètes, ce sont la Crète et les îles Ioniennes, sauvées par Venise de la barbarie musulmane.

L'exemple en est frappant à Candie jusqu'à sa conquête par les Turcs au ^{xvii}^e siècle. La poésie grecque y florissait, et elle est restée aujourd'hui même l'inspiratrice, à travers le temps, de la poésie populaire. Le poème d'Erotocritos est encore la lecture préférée des matelots et des montagnards dans toute la Grèce.

Les comédies et les tragédies crétoises publiées récemment par M. Sathas, les poésies populaires recueillies par M. Jeannarakis, prouvent qu'il y eut au ^{xvi}^e et au ^{xvii}^e siècle un grand mouvement littéraire crétois.

La Crète envahie, domptée, il ne resta plus en dehors du pouvoir des Turcs que sept îles, chiffre sacré, il semble : chiffre d'Apollon Hebdomagètes, celui auquel on sacrifie le septième jour du mois, qui semblait imposer aux Ioniens restés libres de chanter pour leurs frères asservis.

La langue des aïeux fut étudiée avec amour par quelques érudits, et, au ^{xviii}^e siècle, deux moines de Corfou révélèrent la beauté d'une littérature renaissante. Théotoky écrivit alors ses sermons, connus encore aujourd'hui dans toute la Grèce. La pureté, l'harmonie de cette langue ressuscitée, devance, pour l'inspirer peut-être plus tard, l'œuvre de Coray. Eugène Bulgaris, occupé de théologie, d'instruction, rêve tout à coup d'entreprendre une œuvre impossible, qu'il accomplit cependant : il traduit Virgile dans la langue et avec le vers homérique.

Pendant l'Italie continuait d'absorber la jeunesse studieuse des sept îles. Ce n'était pas impunément qu'elle y apprenait à penser et à sentir, qu'elle s'abreuvait aux sources de l'inspiration des grands poètes italiens. Plusieurs d'entre les jeunes Grecs y perdirent le goût et la connaissance de la langue maternelle.

Des savants, Grecs d'origine, revenus en Grèce ou restés en Italie, écrivirent alors en italien, tels que Mario Piéri, Mustoxidi et Emcile Tipaldo. Des poètes Ioniens rimèrent en vers étrangers l'exaltation de leur esprit, l'héroïsme ou la tendresse de leurs sentiments, mais ceux-là qui parlaient la langue des dieux anciens ne purent échapper à l'inspiration grecque. Ainsi chanta Foscolo, le poète de Zante, dont l'Italie s'enorgueillit, mais qui ne cessa point d'être Grec, et qui, au milieu de ses concitoyens d'adoption,

rayonnant d'une auréole de gloire italienne, adressait des sonnets pleins d'un feu mal éteint à ses premières amours, à Zante, son île natale.

Les particularités de son existence et de son éducation eussent engagé Solomos dans les mêmes voies que Foscolo, dont la célébrité paraissait enviable à tous les poètes de sa patrie ; mais la glorieuse fanfare de la révolution, ayant sonné, éveilla dans l'âme de Solomos l'ardeur des combats, la passion de l'affranchissement, la haine du vainqueur, l'indomptable amour de la patrie, et la Grèce soulevée trouva en lui son poète national.

Denis, comte Solomos, naquit à Zante en 1798. Son premier précepteur fut un abbé italien, réfugié de Crémone. Dès l'âge de treize ans, le père de Solomos envoya son fils en Italie : d'abord à Venise, puis à Crémone, et de Crémone à Pavie. De ville en ville, au hasard des leçons, Solomos étudia le droit. Ainsi qu'il le disait lui-même, la trop grande indulgence de ses maîtres lui octroya le diplôme de docteur, et il s'en revint à Zante, non point légiste, ni juriste, pas encore poète grec, mais déjà poète italien.

A cette époque, l'Hétairie préparait la révolution. La langue vulgaire balbutiait, par la voix de ses poètes, la légende du passé. Dans l'écho des temples écroulés, dans les massés populaires endormies, un souffle mystérieux répétait le nom des héros et des dieux de la Grèce antique.

Bientôt les vers de Rhigas éclatèrent, acclamés partout. Christopoulos, le « nouvel Anacréon », chanta dans un langage plein de grâce la poésie de Bacchus et de l'Amour. Une puissance nouvelle venant du peuple circulait à travers les vieilles traditions. Elle brisait la forme surannée des modes de la poésie ancienne ; elle en conservait l'esprit seul et les images, dégageant d'un vocabulaire de convention, et des règles de grammaire d'une langue morte, un idiome vivant. Pour délivrer la nation, fallait-il délivrer d'abord la langue nationale.

Vis-à-vis de Corfou, dans l'Épire, à Janina, qui gémit en ce moment, séparée de la mère patrie, un poète, Vilaras, émule de Christopoulos, écrivait en langue vulgaire des poésies pleines de charme et d'esprit.

La langue nationale, trouvant ses premières expressions dans la haine de l'envahisseur et dans le culte de la Grèce ancienne, héroïque et poétique à la fois, devait frapper l'imagination d'un Solomos, fût-il jusque-là exclusivement nourri de littérature étrangère.

Aux premiers chants qu'il entendit à son retour, aux premiers tressaillements de la patrie, le poète de Zante crut entrevoir dans la langue populaire l'arme de la libération de son pays et de sa propre pensée.

Il étudia dès lors l'idiome natal avec passion, rejetant l'inspiration italienne, et tout entier à l'inspiration grecque ; mais le soulèvement de 1821 le surprit, non préparé encore, n'osant combattre avec une arme insuffisamment forgée.

En 1822, Spiridion Tricoupis, le futur historien de la révolution grecque, tout jeune encore, mais déjà homme d'État, et poète aimable à ses heures, passant à Zante, se lia d'amitié avec le jeune Solomos. Celui-ci n'osa lire à son compatriote que ses poésies italiennes, mais Spiridion Tricoupis, répondant au vœu secret de Solomos, fit honte à un Grec de chanter en une langue étrangère.

M. Polyas (député de Corfou au parlement d'Athènes, auteur d'une traduction en vers de l'*Odyssée*) raconte dans sa biographie de Solomos que Tricoupis, confident des essais du poète Zantiote, l'encouragea par des conseils patriotiques, et, allant jusqu'à lui donner des leçons, persuada pour jamais à Solomos de se consacrer à la Grèce et de la chanter en langue grecque.

De l'amitié des deux jeunes patriotes naquit l'inspiration de l'*Hymne à la Liberté*. Spiridion Tricoupis, parmi les nombreux bienfaits dont il dota son pays, n'en compte pas un plus grand que celui-là.

L'hymne de Solomos (158 quatrains) retentit tout à coup d'une rive à l'autre de la Grèce. De nombreuses traductions le portèrent en Occident. Le génie de l'auteur fut, du jour au lendemain, consacré par sa popularité.

Aujourd'hui même, ce poème est l'hymne national de la Grèce. Mis en musique par un célèbre compositeur de Corfou, M. Manzaro, l'*Hymne à la Liberté* accompagne toutes les manifestations patriotiques des Grecs. Depuis l'avènement du roi Georges, le

chant de Solomos est devenu le chant national officiel, et les fanfares militaires le répètent; de la place de la Constitution à Athènes, à l'esplanade de Corfou.

Une traduction en prose donne une bien pâle idée de cet hymne admirable; nous devons cependant essayer d'en citer quelques strophes. Nous l'empruntons au deuxième volume des Chants populaires de la Grèce moderne de Fauriel, traduits par M. Stanislas Julien. Une plume amie nous a mise à même de suivre le texte plus fidèlement que le premier traducteur :

Je te reconnais au tranchant — terrible de ton glaive, — je te reconnais à ton regard — qui, rapide, mesure la terre.

Sortie des ossements — sacrés des Hellènes — et forte comme autrefois, — salut, salut, ô Liberté!

(Dans leurs tombeaux) tu restais — abreuvée d'amertume, couverte de honte, — et tu attendais une voix — qui te dirait : *Reviens!*

Il tardait ce jour à venir, — et tout était silencieux, — car la menace jetait partout son ombre — et l'esclavage oppressait tout de son poids.

Malheureuse! Une consolation — seule te restait, de redire — les grandeurs passées, — et de pleurer en les redisant.

Tu attendais, tu attendais — un cri de délivrance; — tu tordais une main dans l'autre — dans ton désespoir;

Tu te disais : « Ah! quand pourrai-je relever — ma tête sous le poids du malheur? » — En haut répondait le bruit — des pleurs, des chaînes et des gémissements.

Alors tu relevais ton regard — obscurci par les larmes, — et sur ta robe décollait le sang, — le sang abondant des Grecs.

Avec tes vêtements ensanglantés — je sais que tu sortais furtivement — pour chercher en pays étranger — des mains secourables.

Seule tu te mis en marche, — seule tu es revenue; — les portes se ferment — quand la misère frappe.

L'un pleura sur ton sein — pour toute consolation; — l'autre te promit du secours, — mais te trompa horriblement.

D'autres, hélas! dans ton désespoir — qui les réjouissait, — « va-t'en trouver tes enfants, — va-t'en », disaient les cruels.

Tu retournes en arrière, et ton pied — rapide foule — ou la pierre ou l'herbe, — qui te rappellent ta gloire.

Toute humiliée se penche — ta tête, chargée d'infortune, — comme le mendiant qui frappe de porte en porte — et auquel la vie est un lourd fardeau.

Oui, mais maintenant combat — chacun de tes enfants avec ardeur, — en recherchant sans trêve — la victoire ou la mort!

Et toi, tu ne songes — qu'à choisir où tu dirigeras tes premiers pas; — tu ne parles point, tu ne t'émeus pas — aux injures que l'on t'adresse,

Semblable au rocher qui laisse — toute eau impure — jeter à ses pieds
— une écume disparaissant aussitôt ; —

Qui laisse la tempête — et la grêle et la pluie — battre son grand, — son
éternel sommet.

Malheur, malheur à celui — qui se trouverait — sous ton glaive — et qui
osera le braver.

La bête fauve qui se lamente — d'avoir perdu ses petits, — rôde, s'élance,
— altérée de sang humain.

Elle court, elle court à travers les forêts, — les vallons, les montagnes, —
et partout où elle passe, — horreur, mort, désolation.

Désolation, mort, horreur — partout où toi aussi tu as passé. — L'épée
sortie hors du fourreau — ne fait qu'enflammer ton courage.

Voici que devant toi s'élèvent — les murs de la malheureuse Tripolitza.
— Déjà tu veux lancer sur elle — les foudres de la terreur.

J'entends le bruit sourd des fusils, — j'entends le choc des épées, —
j'entends des massues, j'entends des haches, — j'entends le grincement des
dents.

Ah ! quelle nuit était celle-là ! — Le souvenir en fait frissonner. — Il
n'y eut d'autre sommeil — que celui d'une mort horrible.

L'heure, le lieu de la scène, — les cris, le tumulte, — la fureur impi-
toyable — du combat, et la fumée,

Et les éclats (des canons) et l'obscurité — sillonnée par le feu — (tout)
représentait l'enfer — qui attendait les infidèles.

Ils étaient si nombreux ! Maintenant la balle — ne parlera plus à leur
oreille ; — tous sont étendus sur le sol, tous.

Le sang devint comme une rivière — roulant dans le vallon, — et l'herbe
pure — s'abreuva de sang au lieu de rosée.

Fraîche brise de l'aurore, — tu ne souffles plus — sur l'étoile des mé-
créants ; souffle, — ô souffle sur la croix.

Voici (maintenant) les plaines de Corinthe. — Le soleil n'est pas seul à
briller — sur les platanes, — sur les vignes, sur les eaux ;

Dans l'air calme — maintenant ne résonnent point — les sons de la flûte
pastorale — ni les bêlements de l'agneau ;

Des armes par milliers l'envahissent — comme la vague (envahit) le ri-
vage. — Mais les braves — ne comptent pas !

O trois cents (des Thermopyles), levez-vous, — revenez à vous ! — Vous
verrez vos enfants — comme ils vous ressemblent !

La mort de lord Byron a inspiré à Solomos un autre grand
hymne (166 quatrains) contenant des strophes d'une réelle beauté
poétique. Mais on n'y retrouve pas cet enchaînement magistral
des images, cette large inspiration, cette grandeur et cette sim-

plicité de l'expression qui font de l'*Hymne à la Liberté* un chef-d'œuvre. Très peu de Grecs, même parmi les plus passionnés admirateurs de Solomos, pourraient dire de mémoire quelques strophes de l'*Hymne à lord Byron*, tandis que tous les Grecs savent *par cœur* leur grand, leur immortel *Hymne à la Liberté*.

L'une des plus belles chansons de Solomos est celle de l'*Empoisonnée*, inspirée par une aventure réelle, le suicide d'une jeune fille victime d'un amour qu'on avait cru coupable. Le poète s'est fait le défenseur de la malheureuse jeune fille. Il évoque son souvenir :

L'EMPOISONNÉE

Mes chants, tu me les chantaient tous ; — celui-ci tu ne le chanteras point ; — celui-ci tu ne l'entendras pas. — Car tu reposes sous la dalle du tombeau.

Hélas ! je me souviens, tu étais assise — à côté de moi, la figure pâle. — « Qu'as-tu ? te dis-je », et toi tu répondis : — « Je mourrai, — je prendrai du poison ! »

Tu l'as pris de ta main trop cruelle, — oh belle fille ! et ce corps — qui devait porter la robe de noces — porte maintenant le froid linceul.

L'ornement de ton corps dans la tombe, c'est ta chaste virginité. — En vain le monde t'accusait — avec des paroles cruelles.

Taisez-vous, taisez-vous (tous). Rappelez-vous que vous avez — une femme, une fille, une sœur. — Taisez-vous, la malheureuse dort dans sa tombe, — mais elle y dort chaste et pure...

Citons une petite pièce, touchante et naïve. Le poète annonce à un fils absent la mort de son père.

Pour en comprendre tout le charme, il faut savoir que le premier mai, en Grèce, est encore fêté comme au temps du paganisme. C'est la fête du printemps. On se lève de bonne heure, on va aux champs ; quelquefois on part dès la veille si la nuit est belle. Les jeunes gens cueillent des fleurs, les tressent en guirlandes, puis les suspendent au-dessus des portes où elles restent jusqu'à ce qu'elles s'effeuillent ou se fanent. De là le contraste entre les fleurs de mai et le mort étendu dans son cercueil :

De ton père, lorsque tu reviendras, — tu ne verras que la tombe. — Je suis devant lui et je t'écris le premier jour de mai.

Nous répandrons les fleurs de mai — sur sa poitrine froide, car cette nuit il s'est endormi — du dernier sommeil.

Il fut tranquille et paisible — jusqu'au dernier moment, — tel que le voici maintenant — que son âme l'a quitté.

Un instant seulement avant de s'envoler, — vers le ciel, il leva lentement la main, — peut-être pour te bénir.

En France, dans nos campagnes du Nord, on fête aussi le premier mai. Les jeunes gens vont la nuit couper les bouleaux blancs, symbole de virginité ; ils les enguirlandent, les attachent avec des chaînes de fleurs à la porte des maisons de leur fiancée, sachant le plaisir, un peu prévu, qu'elle aura le lendemain à son réveil en voyant ce grand bouquet, porté par un arbre à la hauteur de sa fenêtre, et toute fière, durant bien des jours, jusqu'à ce qu'une bourrasque le renverse, d'avoir un *Mai*.

La mélancolie douce est une note favorite de Solomos. En voici un autre exemple dans cette idylle, toute grecque d'inspiration :

LA MORT DE L'ORPHELINE

Te rappelles-tu, dis-moi, mon amour, la jeune fillette — qui, dans ses blonds cheveux, portait (toujours) du myrte nouvellement cueilli ? — Dont la bouche ressemblait à la rose virginale, — dont les yeux étaient bleus comme la couleur du ciel ; — qui, vers le soir, seule toujours se promenait, — et près d'elle avait un agneau qui l'accompagnait ? — Nous la rencontrions assise sur le rivage désert, — et triste elle chantait les beautés du printemps. — Hélas ! elle chantait et regardait la mer — avec tant de tristesse, qu'on eût dit qu'elle y regardait une tombe. — L'infortunée ! Je l'ai rencontrée, à l'aube, sur la route, — mais la pauvre fillette, quatre hommes la portaient sur leurs épaules. — Sur son cercueil odorant étaient parsemées — violettes, ambrettes, roses blanches et roses. — Ses yeux qui brillaient comme les étoiles étaient éteints ; — des rubans rouges liaient ses mains entrelacées. — Hélas ! les quatre hommes la descendaient du haut de la colline, — et nul ne l'accompagnait, si ce n'est son seul agneau. — Sa parure de fleurs s'était fanée — que chaque matin elle recueillait elle-même et tressait en couronne. — L'agneau seul la suivait ; bée, bée, bée, bée, faisait-il, — toujours bée bée, et il appelait la jeune fille. — Avec sa clochette au cou il allait et la suivait. — Din, din, sonnait la clochette auprès du cercueil. — C'était celle-là, ma belle, qui, dans ses blonds cheveux, — portait le myrte nouvellement cueilli.

Il nous reste à parler d'un poème étrange, resté inachevé, poème inspiré par le romantisme, à l'époque où l'extraordinaire, le surnaturel, le tourmenté, le monstrueux, alimentaient seuls l'inspiration poétique. Nous n'en parlerions pas si l'œuvre n'était

considérable, et, malgré le sujet choisi, qui révolte, digne des maîtres de l'art ennemi du classique, et merveilleusement écrit.

Lambros, le héros du poème, est un homme corrompu, mais brave. Il quitte ses trois fils et sa fille unique, enfants illégitimes dont il n'a pas voulu épouser la mère, pour aller avec les Souliotes combattre Ali, pacha de Janina. Une jeune fille déguisée en Turc sauve Lambros et les Souliotes d'une embûche de l'ennemi. Amoureux de l'héroïne, il en est aimé, lorsqu'à une croix gravée sur le bras de celle qu'il a séduite, Lambros reconnaît sa fille ! C'est par son père lui-même qu'elle apprend l'horrible vérité. Ils sont seuls, sur un lac ; il parle et rame, la tête baissée. Tout à coup le père entend un bruit sourd. La jeune fille s'est jetée dans le lac profond. Il retourne à la maison, c'est la veille de Pâques.

L'aurore humide de rosée — annonce un soleil brillant. — Ni nuage, ni brouillard ne voile — aucun point du firmament ; — Venant du ciel, souffle lent et doux, l'air sur le visage. — Tout semble murmurer : La vie est un bienfait, la mort est un malheur.

Le Christ est ressuscité ! — Jeunes gens, vieillards, vierges, — tous, grands et petits, préparez-vous. — Dans les églises ornées de branches de lauriers, — rassemblez-vous aux premières lueurs de ce jour de joie. — Ouvrez les bras et donnez-vous le baiser de paix, — amis et ennemis.

Mais dans cette église où Lambros apporte un cœur dépravé, une vision horrible lui apparaît. Ce sont ses enfants morts qui le poursuivent et veulent, de leur bouche blême, lui donner le baiser de paix. Cette ronde de cadavres dans l'église déserte est horrible, mais elle n'a rien de repoussant.

Un effet très étrange est celui de la scène où Lambros s'adresse à la mère de sa fille qu'il vient de retrouver. Plusieurs fois il essaie de lui dire « la chose affreuse qu'il n'a contée à personne ». Il hésite, il va la confesser ; il s'arrête, il recommence. La mère enfin devine « l'horreur que l'âme d'un homme ne peut supporter ».

Le criminel s'enfuit et cherche l'éternel oubli dans les eaux où sa fille a trouvé la mort. La mère, devenue folle, emplît la solitude de ses chants.

Tout cela est bizarre, mais très dramatique ; les tableaux, les

scènes d'amour, les imprécations ont un caractère original et saisissant. Éclairé par le soleil de la Grèce, ce qui est épouvantable n'est jamais hideux.

Solomos a passé les dernières années de sa vie à Corfou, entouré du respect et de l'admiration de ses compatriotes. Il est mort en 1857, sans avoir vu les îles Ioniennes, qu'il aimait tant, réunies à la mère patrie qu'il aimait plus encore. Dans les premières années qui suivirent sa mort, on espéra que ses héritiers livreraient à la publicité ses poèmes inédits. Ce fut en vain. L'édition complète des œuvres de Solomos publiées par M. Polylas, en 1859, ne contient, à peu d'exceptions près, que ce que la Grèce avait recueilli de la bouche même de son poète national. L'héritage, quoique diminué, n'en est pas moins précieux. Les anciens Grecs disaient : « Le grand est dans le peu, plus que dans le beau-coup ».

Juliette LAMBER.

LES ROUGON-MACQUART

HISTOIRE NATURELLE ET SOCIALE

D'UNE FAMILLE SOUS LE SECOND EMPIRE

Par Émile ZOLA ⁽¹⁾

VI

Au fond, les personnages de M. Zola et les incidents de leur existence sont de purs prétextes pour accrocher des tableaux, pour placer des descriptions. S'il était poète, il faudrait le ranger sans hésitation non loin de Delille. Il n'y a guère entre eux qu'une question de style, le chantre des *Jardins* croyant que rien ne fait voir les choses comme une habile périphrase, tandis que le chantre du *Ventre de Paris* tient pour le mot propre, et plus encore pour celui qui ne l'est pas du tout.

Nana est un recueil de morceaux choisis sur une première représentation, sur les coulisses un jour de pièces à femmes, sur une soirée dans le grand monde, sur un souper chez une petite dame, sur son hôtel et le mobilier de cet hôtel, sur les promenades nocturnes des filles qui n'ont point de carte. Dans l'*Assommoir*, vous trouvez une noce d'ouvriers, un enterrement, une forge, un lavoir, un atelier de blanchisseuse. La *Curée* permet à l'auteur de construire une serre telle qu'il la rêve et de dérouler une interminable série de tableaux vivants. *Une Page d'amour* a été écrite tout exprès pour utiliser une

(1) Voir la *Nouvelle Revue* du 4^{er} mars.

dizaine de ciels; le *Ventre de Paris*, pour exposer des natures mortes; la *Faute de l'abbé Mouret*, pour suspendre un vallon de Provence à l'aquarelle, un parc gravé à l'eau-forte, une messe dans une église de village, une basse-cour, un jeune prêtre en extase devant l'Immaculée-Conception, etc. M. de Amicis, à qui M. Zola a permis de jeter un coup d'œil sur ses notes de travail, en a trouvé d'ainsi conçues : « Ici vingt pages de description de telle chose; là douze pages de description de telle scène à diviser en trois parties. » Un triptyque, évidemment. Le peintre travaille aux décors de l'église avant que l'architecte en ait dressé le plan.

Quel que soit d'ailleurs le sujet, des monceaux de légumes ou le public du théâtre des Variétés, la basse-cour de Désirée ou les salons de la comtesse Sabine, la triperie des Halles ou la cohue des boulevards, un verger abandonné ou Paris vu du Trocadéro, la boutique de la charcutière Lisa ou la chambre à coucher de sa cousine Nana, M. Zola ne connaît qu'un seul procédé, l'énumération, le catalogue. Avec la précision d'un commissaire-priseur, il enregistre chaque objet, petit ou grand, en notant la couleur et l'odeur de chacun, et arrivé à la fin de la liste, il est convaincu qu'il a composé un tableau.

Voici le parterre du Paradou, planté sous Louis XV et peint par le grand paysagiste Zola : des jasmins, des glycines, des lierres, des chèvrefeuilles, des clématites, des capucines, des haricots d'Espagne, des volubilis, des pois de senteur; puis des silènes, des mignardises, des myosotis, des résédas, des muguets, des violettes, des lobélías, des sélaginoides, des némophilas, des saponaires, des juliennes de Mahon; puis des agératum, des asperules, des mimulus, des phlox, des lins, des chrysanthèmes, des fraxinelles, des centranthus, des cynoglosses, des ancolies, des pieds-d'alouette, des muflers, des schizanthus, des campanules, des asphodèles, des fenouils; puis des acanthes, des benoîtes, des rhodantes, des clarkia, des viscarias, des leptosiphons, des colinsia, des lagurus, des digitales, des lupins, des ricins; puis encore des pensées, des amarantes, des balsamines, des œillets, des verveines, des belles-de-jour; ensuite (car nous n'avons pas traversé la moitié du parterre, comme le dit orgueil-

leusement Albine), des iris, des giroflées, des chardons, des sédum, des scabieuses, des pavots, des anémones, des daturas, des soucis, des renoncules, des jacinthes, des tubéreuses, des cinéraires; puis des pivoines, des fuchsias, des véroniques, des géraniums, des glaïeuls, des tournesols, des rhododendrons; puis des primevères, des pervenches, des tulipes, des calcéolaires, des zinnia, des pétunias, des héliotropes, et enfin des lis et des roses!

M. Zola s'est procuré, ce qui n'est pas très difficile, un catalogue de la maison Vilmorin, puis sans aucun souci de l'époque où les diverses espèces ont été introduites dans l'horticulture et moins encore des saisons où elles fleurissent, il en a copié les noms et il en a noté le port ainsi que les nuances de leurs fleurs. Chacune de ces quatre-vingt-deux plantes est accompagnée d'une ou de plusieurs épithètes. Les viscaria sont roses, les leptosiphons jaunes, les colinsia blancs; les chrysanthèmes sont pareils à des lunes pleines, des lunes d'or; les campanules lancent leurs cloches bleues à toute volée; les lierres sont découpés comme de la tôle vernie; les tournesols ont des troncs aussi gros que la taille d'Albine; les plantes grimpantes font songer à quelque fille géante, pâmée au loin sur les reins, renversant la tête dans un spasme de passion, dans un ruissellement de crins superbes, étalés comme une mer de parfums. Ceci, par exemple, n'est point tiré du catalogue Vilmorin.

Il y a vraisemblablement dans ce procédé un héritage de famille. L'auteur de l'*Assommoir*, fils, dit-on, d'un ingénieur lombard, ignore peut-être qu'il n'est pas le premier à illustrer dans la littérature le nom de Zola. J'en ai découvert un autre, professeur à Novare vers la fin du XVIII^e siècle. Dans une très longue préface à un très petit manuel écrit en latin, Joseph Zola fait remarquer avec un vif sentiment de son mérite qu'il n'a pas rédigé une nomenclature aride, exsangue, *nomenclaturam exsanguem et siccam*; puis il raconte que de peine il s'est donnée pour entourer de chair le squelette et transvaser du sang dans le cadavre de sa nomenclature. « On ne peut dire, s'écrie-t-il, ce qu'il en coûte, que de difficultés il y a à vaincre, combien il y faut de génie, de labeur, d'habileté et de temps! » Joseph, on le

voit, travaillait déjà comme Émile. Mais revenons à celui-ci, au vrai Zola, à celui d'*Une Page d'amour*.

Hélène habite avec sa fille, au-dessus du Trocadéro, une maison d'où l'on découvre tout Paris. Dès que l'une d'elles éprouve une sensation de plaisir ou de peine, elle se met à sa fenêtre, et M. Zola nous décrit tout ce qu'elle aperçoit. Il ne nous fait grâce d'aucun détail. Il lui faut chaque fois le carré nu du Champ de Mars, la Seine, les quais avec la caisse jaune d'un omnibus ou un séminaire « qui y met une queue de soutanes » ; puis les toits de la Manutention et ses cheminées ; puis le pont des Invalides, le pont de la Concorde, le pont Royal ; ensuite les tours de Notre-Dame, les futaies des Champs-Élysées, les verrières du palais de l'Industrie, la toiture écrasée de la Madeleine, la masse énorme du nouvel Opéra, la colonne Vendôme, Saint-Vincent de Paul, la tour Saint-Jacques, les lourds pavillons du nouveau Louvre, les Tuileries, le dôme des Invalides ruisselant de dorures, les tours inégales de Saint-Sulpice, les aiguilles de Sainte-Clotilde, le Panthéon et, dans le lointain, les Buttes de Montmartre et les hauteurs du Père-Lachaise. Suivant les changements d'humeur d'Hélène et de sa fille, le temps se modifie, la lumière produit des effets différents, et M. Zola, qui s'empresse de faire défiler toute la procession des monuments, transforme habilement les épithètes et les comparaisons. Un matin, c'est un Paris tout blond d'enfance : l'amour s'éveille comme un frisson dans le cœur d'Hélène. Un soir, une lueur de veilleuse brûle à la pointe des flèches, le dôme des Invalides se couche comme une lune, une nuée saignante, pareille à celles qui couronnent les volcans, monte sur Paris : Hélène a perdu la sérénité qui faisait sa force, et le souffle de la passion va dévaster son âme. Un autre soir, par un orage, il y a un flamboiement, une tombée d'or sur une ville de cristal, mais soudain la colonnade du Panthéon lâche des nappes qui menacent d'inonder les quartiers bas : c'est l'heure où, pieds nus, Hélène va reprendre ses souliers, trouvant qu'elle et lui se sont bien peu aimés. Puis, un jour d'hiver, Saint-Augustin, l'Opéra, la tour Saint-Jacques semblent des monts où règnent les neiges éternelles, et le Louvre avec les Tuileries dessine l'arête d'une chaîne aux sommets immaculés :

définitivement apaisée, Hélène court acheter les cannes à pêche pour elle et son excellent second mari. On ne saurait qu'être touché de la délicate attention de M. Zola qui met l'atmosphère en harmonie constante avec les sentiments d'Hélène; cela part d'un bon naturel. Je crains seulement que la continuelle intervention des monuments ne fatigue la jeune femme. Par un hasard assez singulier, mais très fâcheux, au bout de dix-huit mois de séjour à Passy, elle n'a mis les pieds que trois fois dans l'intérieur de Paris, si bien qu'elle n'en connaît pas une pierre et qu'elle prend, par exemple, le palais de l'Industrie pour une gare de chemin de fer. Elle peut trouver quelque importunité à ce zèle de cicerone : « Bien complaisant M. Zola ! doit-elle se dire, mais trop de Paris-diamant, de Guide-Conti, de Joanne ou de Baedeker ! »

Si les descriptions de M. Zola sont des énumérations, elles ne ressemblent pourtant pas tout à fait, ainsi que je l'ai insinué méchamment, aux procès-verbaux d'un commissaire-priseur. Il y comprend un ordre d'articles que les officiers ministériels négligent et auquel il attache lui-même une importance capitale, les odeurs.

Un de mes amis a découvert, en lisant les *Rois en exil*, que M. Alphonse Daudet est nécessairement daltonien, ne sachant pas distinguer le rouge du vert : à Fontainebleau, lorsque Séphora voit s'éloigner le train qui emporte le roi d'Illyrie, c'est un fanal vert qu'elle aperçoit se perdant dans la nuit et non un fanal rouge. De l'ensemble des romans de M. Zola, je conclus avec bien plus de certitude encore qu'il a l'organe olfactif prodigieusement développé. J'appelle l'attention de M. Broca sur ce phénomène très intéressant. D'après le savant physiologiste, le centre cérébral qui correspond aux nerfs olfactifs présente chez l'homme une si grande perfection, qu'à première vue on devrait nous ranger parmi les animaux les plus capables de percevoir et de distinguer les odeurs; une étude approfondie démontre toutefois que ce magnifique organe est en partie atrophié. Cela signifie que nos ancêtres primitifs le disputaient aux félins et aux chiens en fait d'acuité olfactive, mais que notre cerveau ayant contracté l'habitude d'élaborer surtout les sensations de la vue

et de l'ouïe, nous avons négligé peu à peu cette faculté d'un ordre inférieur, qu'elle s'est engourdie par manque d'exercice. L'auteur de *l'Assommoir* présente, si je ne me trompe, un cas d'atavisme ou de « retour en arrière » des plus prononcés. Chez lui, l'olfactif a conservé ou plutôt a repris son antique vertu, son activité d'il y a des milliers de siècles. M. Zola a tout au moins le flair des anthropoïdes de l'époque tertiaire. J'en juge, bien entendu, uniquement d'après ses livres, mais ses livres sont un document humain qui ne peut tromper.

Que de jouissances exquisées lui procure cette sensibilité qui nous semble malade à nous autres pauvres dégénérés ! Et surtout que de fines observations il lui doit, de vraies découvertes !

Avant d'avoir lu ses romans *osmatiques*, comme dirait le docteur Broca, vous doutiez-vous de la propriété excitante, « allumante », des émanations ammoniacales ? Il n'y a guère d'autre étincelle pour les sens. C'est pour avoir respiré la tiédeur fétide des lapins et de la volaille, l'odeur lubrique de la chèvre, l'air tout chargé de fécondation dans la basse-cour de Désirée, que l'abbé Mouret est atteint d'une fièvre cérébrale dont il ne guérira qu'en sacrifiant sa virginité. C'est l'air nauséabond de la resserre aux poulets dans les Halles, avec sa « rudesse alcaline de guano », qui grise Marjolin et lui fait commettre une tentative de viol sur la belle Lisa.

Nos habitudes et nos actes nous imprègnent avec tout notre entourage d'émanations particulières. Lorsque Florent pénètre dans la chambre qu'on lui destine et qui a servi à la demoiselle de boutique, il remarque avec joie que du lit, des chaises de paille, du papier peint il ne monte qu'une odeur de bêtise naïve, une odeur de grosse fille puérile. L'ordination a pour effet sur les prêtres de les « laver de leur odeur d'homme », et probablement aussi de les dégoûter de l'odeur de la femme, car l'abbé Faujas refuse de se servir des mouchoirs qui lui viennent d'une dévote, parce que, dit-il, les mouchoirs de femme ont une odeur insupportable. Dans la *Curée*, ces messieurs revenant du demi-monde apportent une senteur d'alcôve suspecte qui trouble étrangement les vraies mondaines en leur faisant « respirer des caprices et des anxiétés sensuelles ». D'autre part, la chambre

de Renée, théâtre de ses voluptés incestueuses, garde, paraît-il, dans son air alourdi « une odeur d'amour » qui fait tressaillir la chair brutale de son mari. Dans la serre, on respirait des odeurs qui « suffisaient à jeter les deux amants dans un éréthisme nerveux extraordinaire. La vanille, entre autres plantes, y chantait avec des roucoulements de ramier. L'odeur dominante, toutefois, c'était une odeur humaine, une odeur d'amour... Et ils restaient ivres de cette odeur de femme amoureuse qui traînait dans la serre. » J'ai dû abrégér considérablement la citation.

Nulle part M. Zola ne s'est laissé aller à sa passion des odeurs comme dans le *Ventre de Paris*, et je conçois fort bien que ce soit là son livre préféré. Cet hymne à toutes les émanations possibles, surtout aux puanteurs, est bien son chef-d'œuvre. Oh ! je ne méconnaissais pas le mérite de la description, dans *Nana*, des loges de figurantes avec les pots de pommade et les seaux d'eau sale à moitié vidés sur le plancher : elle est vraiment écœurante. Je n'ai garde d'oublier non plus deux airs de bravoure de l'*Assommoir*, l'un sur un accident arrivé à Coupeau dans la chambre de Gervaise et l'autre sur l'inspection du linge de M^{me} Gaudron : ce sont des ordures de premier ordre. Mais je n'en décerne pas moins la palme au *Ventre de Paris*. Entre les pages que je viens de rappeler et ce livre, il y a la même différence qu'entre des sonnets et une Iliade. Ici tout est odeur, et les odeurs y sont si vivement perçues, qu'elles en deviennent visibles : « Par les soirées d'été, les puanteurs traversent d'un frisson les grands rayons jaunes comme des fumées chaudes. » Dans cette Iliade où, plein du génie qui l'obsède, M. Zola arrive à créer ainsi une mythologie olfactive, on doit distinguer et mettre à part quelques feuillets d'une beauté souveraine. Je veux parler de la symphonie des fromages. Quoiqu'elle soit célèbre, il faut bien que je l'analyse ici, car elle a sa place marquée dans toute étude sérieuse sur les Rougon-Macquart, une place d'honneur.

Fidèle à un artifice que je ne puis assez admirer, tant il me paraît neuf et ingénieux, l'auteur l'a divisée en quatre parties coupées par les affreuses médisances de quelques dames de la Halle. Ces dames forment le chœur et les fromages l'orchestre.

« Il vient du baigne », disent-elles d'une voix sourde.

Jusque-là les fromages s'étaient tenus tranquilles, les bries avec leurs mélancolies de lunes éteintes, les roqueforts avec leur maladie honteuse de gens riches qui ont mangé trop de truffes, les fromages de chèvre gros comme les cailloux que les boucs font rouler aux coudes des sentiers pierreux... Soudain les puanteurs commencent, chacun des fromages mettant sa note aiguë dans la phrase rude jusqu'à la nausée; mais l'infection anisée du géromé l'emporte.

« Quel gredin ! » balbutient-elles d'un ton de menace.

Les fromages puent plus fort : le marolle d'abord jette une senteur de vieille litière; puis des râles de limbourg arrivent aigres et amers comme soufflés par des gorges de mourants.

« Gavard en est ! » ajoutent-elles avec une pointe de convoitise et d'espérance, car elles sont ses héritières.

Le camembert étouffe les autres senteurs. Mais au milieu de sa phrase vigoureuse, le parmesan jette un filet mince de flûte champêtre, tandis que les bries y mettent des douceurs fades de tambourins humides et que le géromé prolonge sa note aiguë en point d'orgue.

« Si un accident lui arrivait, ce serait notre bien ! » continuent-elles en étouffant d'envie.

Tous les fromages donnent à la fois. Les odeurs s'effarent, roulent les unes sur les autres, s'épaississent. Cela s'épand, se soutient, n'ayant plus de parfums distincts, d'un vertige continu de nausées et d'une force terrible d'asphyxie.

Cependant il semblait que c'étaient les mauvaises paroles de M^{me} Lecœur et de M^{lle} Saget qui puaient si fort.

Ce dernier trait compte parmi les plus belles trouvailles de M. Zola en fait d'esprit; jamais il ne s'élève plus haut ni ne devient plus léger. Quant à la symphonie elle-même, je l'ai indignement mutilée. J'en ai supprimé les quatre cinquièmes avec tous les mots expressifs, toutes les beautés vraiment hors ligne, toutes les infections décidément sublimes. Mon analyse suffit néanmoins pour faire comprendre le système de transposition des sensations olfactives en sensations musicales. Cela me paraît aussi fort que les contorsions de l'homme-caoutchouc.

Peut-être fais-je tort à M. Zola en cherchant de l'esprit dans

le trait final du concert des fromages ; peut-être ai-je été injuste en traitant d'attention délicate pour son héroïne, le soin extrême avec lequel il a réglé le baromètre d'après qu'il faisait gris ou clair dans l'âme d'Hélène. Réflexion faite, il y a là, je crois, toute une théorie littéraire, ou, mieux encore, un système complet de philosophie. M. Zola n'est pas seulement réaliste, il se dit adepte du naturalisme. Ce mot a l'air de signifier simplement qu'il copie la nature, mais, prenez-y garde, la nature n'est point pour lui ce qu'un vain peuple pense. A ses yeux, tout ce qui nous entoure et qui vous paraît mort est vivant comme nous, humain comme nous, traversé des mêmes frémissements, animé des mêmes passions. Cette nature palpitante nous écrase et nous relève, fait nos vertus et nos vices, par les odeurs principalement. D'autre part, nos émotions se répercutent au loin dans la nature, lui donnent joie ou tristesse, la jettent dans des convulsions ou la bercent d'un sommeil de paix, et surtout elles lui communiquent nos odeurs, d'homme ou de femme.

Quelques-unes des citations que je faisais tout à l'heure et qui semblaient bizarres, baroques même, prennent maintenant un caractère tout nouveau et singulièrement profond. M. Zola est le pontife inspiré d'un mysticisme matérialiste qui manquait jusqu'ici à l'histoire des religions.

En dehors de ce mysticisme, vous expliqueriez-vous qu'un ancien cimetière fût l'endroit du monde où il est le plus exquis d'aimer ? On y sent courir, paraît-il, les souffles chauds et vagues des voluptés de la mort qui sortent de la terre sous les rayons du grand soleil, car les morts étant pris du furieux désir de recommencer l'amour, leurs ossements sont pleins de tendresse pour les amants. Ils les grisent de désirs, en leur envoyant dans les plantes poussées sur leurs tombes des odeurs âcres et pénétrantes, suc puissant de vie qu'élaborent lentement les cercueils. Quand les amants s'éloignent, le cimetière pleure...

Ou bien c'est là du marivaudage insensé, ou bien c'est l'expression d'une doctrine religieuse venue probablement des bords du Brahmapoutra.

Voyons maintenant le revers de cette doctrine, voyons comment l'humanité prend sa revanche sur la nature morte ou vi-

vante, et, par une sorte de sympathie magnétique, lui impose son empreinte. C'est ainsi, nous le savons déjà, qu'au printemps de 1854, la météorologie du bassin parisien fut réglée, non par les courants équatoriaux ou polaires, mais par les émotions d'une jeune veuve qui habitait sur les hauteurs du Trocadéro. Choisissons toutefois des exemples plus familiers, moins poétiques et prenons-les dans le roman type, le *Ventre de Paris*.

La belle Lisa témoigne à Florent une certaine froideur ; comment cet innocent s'en apercevra-t-il ? En regardant les meubles. Car les meubles expriment les sentiments de Lisa bien plus clairement que sa physionomie ou même ses discours. La netteté de la salle à manger, nous dit-on, prenait un caractère aigu et cassant. Florent sentait un reproche, une sorte de condamnation dans le chêne clair, la lampe, les assiettes, la natte. Plus tard, Lisa ayant des soucis, sa charcuterie devint sombre : les glaces pâlissaient, les marbres avaient des blancheurs glacées. Claude, le grand artiste, entra même un jour pour dire à sa tante que l'étalage avait l'air tout embêté. « C'était vrai. » Sur le lit de fines rognures bleues, les langues fourrées de Strasbourg prenaient des mélancolies blanchâtres de langues malades. Mais dès que les soucis n'embrunissent plus le front de la grasse Lisa, l'étalage retrouve sa félicité. « Il était guéri ! Les langues fourrées s'allongeaient plus rouges et plus saines, les jambonneaux reprenaient leurs bonnes figures jaunes, les guirlandes de saucisses n'avaient plus cet air désespéré. »

Il n'y a pas rien que les saucisses et les jambonneaux pour se conformer aux pensées de leur possesseur. Les cerises et les pêches aussi ont cette sensibilité délicate. La Sarriette, belle fille débraillée qui vend des fruits aux Halles, vit comme dans un verger avec des griseries d'odeurs. « C'était elle, c'étaient ses bras, c'était son cou qui donnaient à ses fruits cette vie amoureuse, cette tiédeur satinée de femme. Sur le banc de vente à côté, une vieille marchande, une ivrognesse affreuse, n'étalait que des pommes ridées, des poires pendantes comme des seins vides, des abricots cadavéreux, d'un jaune infâme de sorcière. Mais elle, faisait de son étalage une grande volupté. Ses ardeurs de belle fille mettaient en rut ces fruits de la terre, toutes ces se-

mences, dont les amours s'achevaient au fond des alcôves tendues de mousse des petits paniers. Derrière sa boutique, l'allée aux fleurs avait une odeur fade auprès de l'arome de vie qui sortait de ses corbeilles entamées et de ses vêtements défaits. »

C'est tout particulièrement par le « rut » que, selon le système philosophique de M. Zola, la nature et l'humanité arrivent à cette communication intime où l'une prend les propriétés de l'autre, *communicatio idiomatum*, aurait dit le Zola de Novare qui savait le latin. Aussi « le rut » joue-t-il dans les descriptions de notre auteur un rôle absolument prédominant.

On me pardonnera d'avoir prononcé le mot ; on me permettra de ne pas insister.

Du reste, lourd marivaudage ou épais mysticisme, tout cela est bien peu français.

VII

M. Zola puise la matière de ses romans, non pas certes dans son imagination qui n'a presque rien créé, mais en partie dans ses observations, en partie dans ses lectures.

Ses observations ne portent que sur des détails ; il constate que tel objet se trouve là et que cet objet pourrait attirer l'attention par telle couleur, telle forme, telle odeur. Jamais, quand il regarde, il ne s'élève à une vue d'ensemble, il n'aperçoit un tableau. Il voit comme voient les myopes. Pour lui un parterre est un herbier, un parc un jardin botanique, une ville un amas de maisons numérotées, une existence humaine une simple succession de jours et de mois, et ni cette existence humaine, ni cette ville, ni ce parc, ni ce parterre ne paraissent lui laisser une impression générale où viennent se perdre tous les petits accidents qui la produisent. Il me rappelle le proverbe allemand d'après lequel certaines gens distinguent trop bien les arbres pour apercevoir la forêt.

Il semble apporter dans ses lectures les mêmes habitudes de myope. Les connaissances générales lui font évidemment défaut à un point qui se rencontre souvent en Italie, mais rarement en France. Il en est même à ne pas se sentir gêné par cette ignorance

presque universelle. Quand il a besoin de connaître d'un peu près une question, de savoir quels combats se livrent dans l'âme d'un jeune prêtre, ou comment on forge un boulon, ou par quel procédé on confectionne un parfait boudin, il prend le Manuel de la charcuterie dans la collection Roret, un dictionnaire des arts et métiers, un livre de dévotion séraphique ; il en extrait, avec une terminologie toute spéciale, des détails d'une exactitude absolue, à la condition pourtant qu'il les ait compris, et cela ne lui arrive pas toujours ! Mais cette science précise, qui ferait merveille si elle se détachait sur un fond un peu solide et un peu net, produit l'effet le plus bizarre, parce qu'alentour tout est indécis, grisâtre et confus.

M. Zola ne sait et ne voit que des détails. Il ne peut avoir dès lors qu'un seul genre de composition, la mosaïque ou le placage. En roman, il est ce qu'est M. Taine en histoire. A l'aide des renseignements sur des affaires locales qu'il a découverts dans dix-sept paquets des Archives, M. Taine prétend refaire une histoire de la Révolution où l'on voit défiler des centaines et des milliers de tout petits événements tragiques et odieux, comiques et burlesques, mais d'où la Révolution est complètement absente avec ses grandes Assemblées, et ses immenses mouvements populaires, et sa foi ardente en une rénovation sociale, parce que rien de tout cela ne se lit dans les dix-sept paquets et que M. Taine ne lit que les dix-sept paquets. De même, M. Zola compose un tableau de la société française, sans la connaître, en juxtaposant les innombrables petits faits qu'il a recueillis à droite, à gauche, dans ses lectures, dans ses conversations, dans ses promenades, et qu'il conserve, dit-on, précieusement dans des casiers. MM. Taine et Zola sont des collectionneurs de notes que leurs monceaux de notes accablent et écrasent. Quand ils croient composer, ce sont leurs notes qui travaillent dans leurs cerveaux, et qui s'y pressent et s'y poussent, parce que chacune veut trouver sa place sur la page de copie. Leur tâche consiste tout au plus à tracer le cadre où elles se rangeront. Là-dessus, M. Zola, qui, avec bien moins de goût et infiniment moins de connaissances, a bien plus de poigne que M. Taine, se montre fort raide. Quand il a de la matière en excès, racontent ses amis, il la rogne ; quand

elle commence à lui manquer, il l'étend. Il travaille au compas.

Je ne blâme pas le moins du monde MM. Taine et Zola d'appartenir au groupe fort honorable des hommes à registres et à répertoires. Je constate simplement le fait et j'affirme que chez eux il n'y a jamais rien de spontané, de jeune, de naïf. Ce qu'on nomme le souffle ou l'inspiration, leur manque absolument. On reconnaît en général que les livres de M. Taine ne s'achèvent pas sans une certaine fatigue ; serais-je le seul à qui ceux de M. Zola, bien plus courts et traitant des sujets bien moins graves, causent également une vraie lassitude lorsque je les lis d'un trait sans me permettre d'enjamber les pages ? Écrits très péniblement, ils ne se lisent pas facilement.

Je me hâte de l'ajouter : il y a chez M. Zola (comme, bien entendu, chez M. Taine aussi) une force très grande ; aucune souplesse, mais une puissance de concentration qui étonne. M. Zola est une volonté d'une rare énergie, marchant droit à son but, ne s'en laissant détourner par aucune considération. C'est un entêté et un entêté qui a des muscles. Lorsqu'il observe, il sait fixer un regard immobile et pénétrant sur le détail qu'il a choisi, et il ne le quitte pas avant d'en avoir une image vivement colorée et découpée à l'emporte-pièce. Peut-être a-t-il vu gros parce que les muscles de l'œil se sont raidis, mais il a vu net. Dans ses lectures aussi, j'en suis bien sûr, il s'attache avec ténacité au détail ; il lui donne dans sa mémoire un relief énorme, excessif, et il sait, quand il veut, le galvaniser et lui faire reprendre vie. Si l'imagination créatrice lui a été refusée, il possède à un très haut degré le don de revoir ce qu'il a vu.

Ce don remarquable, joint à la myopie intellectuelle qui ne lui permet pas de dominer un champ d'action un peu étendu, doit lui faire rechercher tout naturellement les sujets qui tirent l'œil, comme on dit, des sujets peu complexes, parce qu'une de leurs propriétés poussée à l'extrême a supprimé les autres, des sujets très voyants, sans nuances délicates, ayant des traits trop accentués et par conséquent quelque chose de brutal. Je suppose qu'il veuille peindre une scène de jalousie entre deux femmes. Ira-t-il les prendre dans les rangs de la société où l'éducation, ayant arrondi tous les angles, ne permet aux émotions violentes qu'une

expression adoucie ? Se complaira-t-il à un dialogue rempli d'allusions voilées et de sous-entendus perfides ? Décrira-t-il le conflit intérieur entre leur haine et leur politesse ou même leur délicatesse de sentiments, leurs scrupules de femmes du monde ? Non certes, mais il vous conduira au lavoir de la rue Neuve-de-la-Goutte-d'Or, où vous entendrez Gervaise et la grande Virginie se traiter de chameau et de salope, où vous les verrez se jeter à la tête des haquets d'eau bouillante, s'empoigner, s'arracher le chignon, se mettre les vêtements en lambeaux, et, finalement, l'une tenant les reins de l'autre en l'air, les frapper vigoureusement comme un paquet de linge sale : « Pan ! pan ! Margot est au lavoir ! Pan ! pan ! à coups de battoir ! » Que voulez-vous ? il n'y a là rien de complexe, rien qui exige une analyse subtile, rien que l'on ait beaucoup de peine à revoir dans son imagination une fois qu'on en a été le témoin, ou qu'on l'a lu dans un livre ou dans la *Gazette des Tribunaux*.

Quelques femmes du monde traversent bien les romans de M. Zola, mais il a soin de leur donner ce caractère de simplicité exceptionnelle et anormale qui répond à son talent. Clorinde est une aventurière qui a commencé par un cocher et qui finit par un empereur. Si Renée connaît les joies et les douleurs de l'amour, c'est un amour incestueux, peut-être pire encore, quelque chose de monstrueux, qui absorbe une âme et la réduit à l'état de simple formule d'un vice. Il arrive d'ailleurs à M. Zola ce qui est arrivé à Coupeau : celui-ci a passé du vin aux liqueurs, des liqueurs au vitriol, car le palais se blase. Il faut maintenant à M. Zola des sujets doublement grossiers, poussant la brutalité à la seconde puissance. Nana n'est pas rien qu'une courtisane ayant chevaux et hôtel ; cela n'aurait pas suffi, paraît-il, pour donner de l'intérêt au roman. Nana est aussi, par périodes, une coureuse du trottoir. De deux sujets de mœurs bien différents, l'auteur n'en a fait qu'un pour en renforcer le haut goût. Pendant qu'il y était, pourquoi n'avoir pas fait encore de Nana, durant quelques mois, une femme de la catégorie de la fille Élixa ? Nous aurions eu du coup les trois formes modernes de la prostitution.

En recherchant les sujets assaisonnés au poivre de Cayenne, M. Zola obéit tout d'abord à un besoin de sa nature intellectuelle

qui, étant très vigoureuse et peu étendue, ne saurait se plaire qu'à l'excessif. Mais il y a autre chose encore, une idiosyncrasie qui est peut-être en rapport avec le prodigieux développement du système olfactif. M. Zola dit de Claude Lantier, l'artiste selon son cœur, auquel il prête toutes ses théories sur le beau et le laid : « Il aimait le fumier. » M. Zola aussi aime le fumier, au sens moral surtout. Et qu'on ne vienne pas m'objecter qu'il est tenu de représenter la réalité telle qu'elle est, la réalité, toute la réalité, rien que la réalité; sans examiner cette théorie esthétique, que je crois d'ailleurs d'une fausseté complète, je réponds que j'ai en vue certains endroits de ses livres où le goût des immondices l'a entraîné tout à fait en dehors du monde réel. Saccard est une ignoble canaille, mais il a reçu quelque éducation, et jamais il n'a pu, n'étant pas ivre, vanter sa femme comme il la vante lorsqu'il la place bien au-dessus de Blanche Muller. Mes Bottes à peine serait capable d'une pareille grossièreté. A aucun prix, toutefois, Mes Bottes n'irait faire cette confidence à son fils; et c'est bien à son propre fils que Saccard parle en ces termes de sa propre femme ! Où M. Zola a-t-il ramassé cette révoltante saleté ? Voici qui est plus repoussant encore. Lorsque Hélène rentre chez elle après ces heures qui ne lui laissent ni remords ni joie, sa fille, une enfant de onze ans ! ne s'aperçoit pas seulement que la ceinture de sa mère est lâche, mais elle fuit devant ses caresses parce que ce n'était plus la même odeur de verveine, et que les doigts s'étaient allongés, et que la paume gardait une mollesse et que la peau était changée ! C'est abominable. Qui donc oserait dire que c'est vrai ? M. Zola, qui invente si rarement, a fait preuve ici d'imagination, et ailleurs aussi ! La nature elle-même devient infâme. Après Phèdre, on nous laisse entrevoir Pasiphaé !

L'œuvre de M. Zola est-elle immorale ? On a beaucoup discuté là-dessus, à propos de l'*Assommoir*, le plus chaste assurément, comme il le dit lui-même, de tous ses romans. L'*Assommoir* me paraît, à moi, comme les célèbres gravures de Hogarth, bien plus propre que tous les prônes à inspirer l'horreur de l'ivrognerie. Je ne viens donc pas, au nom de la société, accuser M. Zola de travailler à nous corrompre. En général, la moralité ou l'immo-

ralité d'un roman est une question des moins faciles à résoudre, et, par suite, des plus inutiles à débattre. Peignez impudemment la volupté, mais laissez voir par derrière le diable et l'enfer, vous satisferez, a-t-on dit, à la fois les débauchés et les dévots. La recette, pour être bien simple, n'en est pas moins infailible. M. Zola en a-t-il usé? La mélancolie finale et la méningite de Renée sont-elles une expiation suffisante de ses débordements? La petite vérole, qui ne laisse de Nana qu'un amas de pustules, venge-t-elle autant qu'il serait à souhaiter les familles qu'elle a ruinées, les hommes mûrs qu'elle a avilis, les jeunes gens qu'elle a conduits au déshonneur et au suicide? Que d'autres l'examinent! Je me place à un point de vue différent. Certains métiers, qui n'ont sûrement rien de contraire aux bonnes mœurs, me remplissent de dégoût. Les romans de M. Zola peuvent bien ne pas être immoraux, ils peuvent bien peindre le vice sous des couleurs qui sont loin de le rendre aimable et séduisant, ils peuvent même en exagérer l'infection et la puanteur; la vraie question, nullement morale, mais littéraire, ou peut-être physiologique, est de savoir si on peut les lire sans répugnance. Après la *Curée*, on était pris de migraine; à certaines scènes de l'*Assommoir*, de nausées; pendant et après *Nana*, c'est un mal de mer complet.

Je voudrais bien demander à M. Zola pourquoi en lisant Claude Bernard et les autres physiologistes, on n'éprouve jamais ce genre de malaise. Les physiologistes cependant expliquent tout au long des choses qu'il ose à peine indiquer. Le réalisme n'entre donc pour rien dans le haut-le-corps que nous causent quelques-uns de ses romans; c'est la plume de l'auteur qui leur communique cette « rudesse alcaline du guano » et ces « fades odeurs de fécondation », ou plutôt de putréfaction.

VIII

Le style de M. Zola répond exactement à ce que nous savons de ses procédés de composition.

Le fond en est lâché, incorrect. A toutes les pages, on se heurte à des négligences qu'un journaliste un peu lettré ne se

permet pas dans des articles improvisés au milieu du bruit des conversations. Dès le début de son premier roman *Rougon-Macquart*, il croit nous donner une idée exacte de l'aire Saint-Mittre, en nous disant que c'est un carré « d'une certaine étendue ». Un ministre, se plaignant qu'on ait dépassé ses ordres, trouve que « les faits vont trop loin ». Je ne sais quel personnage est « pris entre deux alternatives ». L'épithète « adorable », dont il faut avouer qu'elle décrit avec précision, revient à satiété. La petite figure de Renée est adorable ; se tenant à quatre pattes, Renée est une adorable bête amoureuse. L'enfant maladive d'Hélène a un pauvre et adorable visage, ou bien une nudité adorable et souffrante, ou bien un ovale adorable d'une finesse de chèvre ; costumée en Japonaise, elle est plus adorable encore, ce qui n'empêche pas M^{me} Deberle d'être adorable à son tour, particulièrement au mois d'avril qui, cette année-là, se montre d'une adorable douceur. Il me semble avoir aperçu un sourire adorable sur les lèvres de Nana elle-même, lorsque Muffat lui posa brutalement un premier baiser sur la nuque.

Ce fond terne et vulgaire, M. Zola le recouvre, par plaques, des couleurs les plus chatoyantes et les plus tapageuses. On en a vu bien des exemples. Il y a là des échantillons de tous les styles possibles et impossibles, des phrases en contorsion, des épithètes disloquées, des recherches puériles, des préciosités à faire bondir de joie Cathos et Madelon, des vulgarités voulues, des obscénités préméditées. On y trouve du Chateaubriand (il n'est pas nécessaire de l'avoir lu pour l'imiter), du Baudelaire, du Musset, du Michelet, du Gautier, du Flaubert, du Goncourt, du Goncourt en masse. Cet abbé, dont la démarche discrète *met* un silence de plus le long des maisons de Plassans ; ces carrés de guipure qui *mettent* une sorte de probité sur les chaises de la belle Lisa ; ce brigadier immobile qui *met* sur je ne sais quel plafond l'ombre énorme de son tricorne, vous pouvez les réclamer en toute justice, frères de Goncourt, et je ne vous en fais pas mon compliment ! Qu'il est désagréable de voir ses tics reproduits gauchement par un imitateur !

On sait comment M. Zola a composé « le moule très travaillé », où il a coulé la langue de l'*Assommoir*. Il s'est entouré

de tous les dictionnaires de l'argot et du parler populaire ; il y a joint le *Sublime* de M. Denis Poulot, les *Scènes* d'Henry Monnier, et d'autres livres encore. Ayant bien étudié ces volumes, il s'est fait, à son propre usage, un vocabulaire divisé par matières et sujets, où il a enregistré consciencieusement les mots et les phrases dont il pouvait avoir besoin. Puis, il s'est mis à écrire. Arrivé par exemple à la scène que vous savez, il a ouvert le vocabulaire à l'article *Lavoir*, et y a puisé. Dès qu'il employait une locution, il la marquait au crayon rouge dans le vocabulaire, de peur de la répéter. Ce fut donc absolument un travail de compilation, de placage. Eh ! les « maigres bacheliers » connaissent fort bien ce procédé de composition ; ils l'emploient notamment pour faire des vers latins, avec cette seule différence que le vocabulaire existe pour eux tout préparé, tout imprimé, grâce à M. Quicherat. C'est un *Gradus ad Parnassum* que s'est fabriqué M. Zola, ou plutôt, vu le sujet, un *Gradus ad Montem Martis*, quartier de la Goutte-d'Or. La langue de l'*Assommoir* est une langue morte. Quand on écrit dans une langue morte, surtout à coups de dictionnaire, on emploie inévitablement des termes excessifs, et l'on brouille tous les genres de diction, toutes les époques aussi. Je ne citerai qu'un exemple de ce dernier défaut. Dans l'*Assommoir* déjà, mais surtout dans *Nana*, l'auteur se sert du mot de « grelu-chon » pour désigner le personnage connu depuis peu sous le nom d'Alphonse. Greluchon est un mot de l'argot du XVIII^e siècle, que Voltaire s'est amusé plusieurs fois à reproduire dans ses lettres, mais que très certainement Lucy Stewart ni ces autres dames n'ont point entendu prononcer. Ces érudits, avec leurs notes et leurs paperasses, n'en font jamais d'autres !

On se tromperait si l'on croyait que M. Zola n'a écrit que l'*Assommoir* d'après le procédé des « maigres bacheliers » composant en vers latins. Tous ses romans récents sont rédigés au moyen de vocabulaires et de recueils d'élégances, comme disaient les Jésuites, inventeurs de cette brillante méthode. Dans tous, le français est traité en langue morte. Ces fortes couleurs dont je parlais, ces prétendues finesses, ces tournures précieuses, M. Zola les tire de ses casiers. Quand il écrit ainsi que nous écrivons, vous et moi, à la bonne franquette, en nous laissant aller à des fami-

liarités avec la langue maternelle, notre vieille nourrice, il n'a plus ni tournures précieuses, ni finesses, ni couleurs ; il écrit de ce style épais, lourd, pâteux, terne et incorrect, qui est bien de lui et non pas des Goncourt, ni de Gautier, ni de Flaubert, ni de qui que ce soit, et dont vous trouvez un incroyable spécimen dans ses articles du *Voltaire* sur le roman expérimental.

Je ne prétends pas que, dans ce travail de marqueterie, M. Zola n'arrive jamais à des effets heureux et même surprenants. S'il m'est impossible de citer une seule demi-page vraiment belle où tout soit harmonieux, lignes et couleurs, je reconnais très volontiers qu'il fait preuve assez fréquemment d'une grande habileté, et, pour parler le langage des ateliers, d'un rendu puissant. De même qu'il voit en relief, il sait peindre avec un relief qui souvent étonne. Mais ce n'est pas de l'art français, c'est de l'art italien.

Je m'explique. A chaque salon vous remarquez, dans le jardin, des statues de marbre que les visiteurs du dimanche regardent avec un sourire de satisfaction : le sujet en est insignifiant, un pâtre, un petit enfant, une jeune fille ; le visage n'exprime ni pensées ni sensations, mais les carreaux écossais du pantalon, mais la soie du fichu, mais le cuir des souliers, mais les yeux dans le morceau de pain, sont reproduits avec une vérité qui tient du prodige. Comme c'est bien cela ! Si ce n'était tout blanc, on croirait que c'est de vrai pain, de vrai cuir, de vraie soie, de vrais carreaux ! Vous cherchez le nom de l'artiste : le catalogue vous indique toujours quelque praticien de Carrare. Tel est l'art de M. Zola dans ses bons endroits. Ne soyons donc pas surpris s'il trouve des admirateurs, surtout dans le public des dimanches.

Mais supposez qu'un de ces praticiens de Carrare, au lieu de choisir un sujet insignifiant, une petite tricoteuse, par exemple, ait l'idée de représenter quelque scène dans le genre de celles qui abondent chez M. Zola, le dernier tableau de la bataille du lavoir, Clorinde se défendant à coups de cravache contre les galanteries de Rougon, ou Renée sur sa peau d'ours, ou Nana devant sa cheminée. Qui sait ? Les praticiens de Carrare exécutent peut-être bien de ces sujets-là avec leur dextérité merveilleuse, mais

ils ne les envoient pas à notre Salon ! Cela doit se montrer à huis clos, cela doit exciter un vrai délire, non pas dans le public des dimanches, d'une pudeur grossière, mais parmi les raffinés pour qui il n'est point de mets trop pimenté. Leur enthousiasme déborde bientôt au dehors. A les en croire, qui n'a pas vu cela n'a rien vu. Et les curieux d'accourir, et les discussions de succéder aux discussions, les uns criant à l'immoralité, les autres s'extasiant devant la vérité, et le praticien de vendre sa statue au poids de l'or.

M. Zola n'a pas été condamné au huis clos. Ses amis assurent que, voyant le public indifférent à ses premiers volumes, il s'écria : « Ici on n'arrive à rien si l'on ne fait pas de bruit. » Et il résolut de faire du bruit, beaucoup de bruit. En pareil cas, Alcibiade coupait la queue de son chien : c'est le vieux jeu classique. M. Zola attachait à la queue du sien une casserole plus sonore qu'appétissante, et le chien court encore. On ne peut plus se mettre à la fenêtre sans entendre retentir la casserole sur le pavé et sans être incommodé de ses émanations. Le moyen de ne pas s'en occuper ?

M. Zola, qui redoute d'être pris pour un buveur de sang et non pour un digne bourgeois, mérite très certainement et au plus haut degré le titre de bourgeois, de commerçant notable même, s'il y tient. Il a su attirer l'attention du public sur sa marchandise par des procédés insolites, sans négliger toutefois les moyens ordinaires, prospectus, réclames, boniments. Ayant eu la bonne fortune de mettre la main sur un article demandé avec fureur, il a redoublé d'activité pour contenter toujours davantage les nombreuses personnes qui l'honorent de leur confiance ; il a servi au public des condiments de plus en plus forts, si bien que, habitué aux produits de sa fabrique, on trouve horriblement fades ceux des maisons rivales. Mais si le goût du public venait à se modifier, qu'arriverait-il ? Après l'*Assommoir*, M. Zola, voulant donner une preuve de la souplesse de son talent, a annoncé qu'il allait faire pleurer tout Paris, et il a écrit *Une Page d'amour*, et la grande ville n'a point pleuré. Il est à croire que M. Zola ne réussit qu'en un seul genre d'articles, et qu'un changement de mode lui serait fatal. Et, d'autre part, si

les goûts du public ne se modifient pas? Si les papilles desséchées de son palais réclament seulement, comme celles de Becsalé, un degré toujours plus fort de la même liqueur ardente, M. Zola pourra-t-il se surpasser lui-même, faire quelque chose de plus poivré que *Nana*?

Il travaille, paraît-il, à un livre dont les magasins du Louvre et du Bon Marché lui fourniront la matière à descriptions. S'il essaie de cataloguer, en notant les nuances, tous les objets qui s'y vendent; s'il veut énumérer toutes les dames de comptoir, dont quelques-unes ont probablement le sourire adorable, et sténographier leurs débats avec les clientes, les unes de grandes blondes grasses, les autres de petites brunes potelées, il pourra faire un roman de photographie que bien des gens ne liront pas sans que leurs cœurs palpitent, tant ils y reconnaîtront ce qu'ils voient tous les jours. Si, plus tard, il passe à son roman des chemins de fer et des gares, il pourra numérotter tous les trains, décrire soigneusement les manteaux, les *waterproofs*, les parapluies, les paniers et les valises des voyageurs des trois classes, définir les fumets, les parfums, les infections accumulées dans le buffet, détailler, d'après un bon manuel, comment se tourne un disque et comment un mécanicien renverse la vapeur; si, consacrant un chapitre à l'accident de Clichy-Levallois, il reproduit l'aspect lugubre des fanaux dans le brouillard, s'il trace la silhouette des filous se glissant parmi les sauveteurs à travers les entassements de wagons brisés, ce seront là de très bonnes pages. Mais il faut autre chose. Le public réclame les produits spéciaux de la fabrique d'Émile Zola, les odeurs d'homme et de femme, les fadeurs qui suppriment la volonté, les émanations alcalines qui la surexcitent. Certes, les galeries de nos grands magasins, vers cinq heures de l'après-midi, sont asphyxiantes; saura-t-il en tirer des effets supérieurs à ceux qu'il a trouvés dans les coulisses des Variétés? Il mettra une scène d'amour dans un coupé de chemin de fer; ce n'est guère plus neuf que le cabinet particulier, mais cela vaudra-t-il le large divan du café Riche et la peau d'ours de Renée? Peut-on aller plus loin? N'y a-t-il pas des bornes à la puissance humaine, ici comme en toutes choses?

Franchement, je ne vois pas comment M. Zola pourrait progresser encore. Et il est indispensable qu'il progresse s'il ne veut déchoir promptement. Il faut qu'il attache une deuxième casserole à la queue de son chien. Ah ! cette deuxième casserole, je l'entrevois bien dans un coin de son magasin à décors. Il prépare (toujours dans le cycle des Rougon-Macquart) un roman intitulé : *le Soldat*, où il racontera nos désastres, et « où il décrira la vie militaire française telle qu'elle est », c'est-à-dire telle qu'il la voit avec ce regard qui, dans tout le peuple de nos faubourgs, n'a su découvrir que des êtres ou dégradés, ou vils, ou bêtes. « Il décrira la vie militaire française telle qu'elle est. Cela soulèvera une tempête ; on l'appellera l'ennemi de la France, il compte là-dessus. » C'est un Italien de ses amis qui nous l'apprend. M. Zola a raison de compter là-dessus. Quand il touchera à notre armée, le bruit sera aussi épouvantable qu'il peut le souhaiter. Mais en tirera-t-il gloire et profit ? Quoiqu'il fasse profession d'être affronteur, se tiendra-t-il debout devant l'indignation nationale ? Emporté par un courant irrésistible, ne sera-t-il pas, ce jour-là, rejeté dans le néant ?

Il a profité d'un moment unique pour lancer ses premiers *Rougon-Macquart*. Au sortir de l'année terrible, la France avait encore le goût dépravé par vingt années d'une littérature de courtisans et de courtisanes, et cependant elle était déjà éprise d'une noble et virile passion pour la République. Les *Rougon-Macquart* flattaient cette passion, puisqu'ils nous dévoilaient les abominations de l'Empire, et ils flattaient aussi ce goût dépravé puisqu'ils répandaient à pleines bouffées une odeur de corruption. Au commencement, ce fut la note républicaine qui l'emporta chez M. Zola, et dans la *Fortune des Rougon*, dans la *Conquête de Plassans*, dans *Son Excellence Eugène*, il y avait assez de vérité historique pour nous faire supporter le reste patiemment. Mais déjà la *Curée* soulevait en nous presque autant de dégoût pour certains détails inventés par l'auteur que d'indignation pour les mœurs qu'il décrivait fidèlement. L'*Assommoir*, représentant les ouvriers de Paris comme indifférents à la politique et perdus dans l'alcoolisme, fut accueilli avec applaudissements par la presse réactionnaire. Quant à *Nana*, cette œuvre de fermentation

putride qui n'est d'aucun parti et d'aucun régime, nous avons eu la surprise de la voir se rattacher dans ses toutes dernières pages, écrites évidemment longtemps après les autres, à l'idée républicaine ! Ces dames nous font l'honneur de se déclarer bonapartistes à outrance, et il paraît que le cadavre de prostituée qui se décompose sur ce lit d'auberge, c'est l'Empire s'en allant en pourriture après avoir empoisonné la France ! Que veut donc M. Zola ? Voyant tous les cœurs se soulever devant son roman-feuilleton, il a cherché des alliés, il a essayé de glisser sa main dans notre main, il a arboré le drapeau de la République pour couvrir sa marchandise immonde. Mon Dieu ! c'est peut-être encore une tradition. Ce Joseph Zola, dont je vous ai dit qu'il fut professeur à Novare, termine un opuscule, pas malpropre du tout, mais encore moins libéral, par des vœux absolument inattendus in *Gallorum inclytam Rempublicam*. C'était en 1797. En 1880, la *Gallorum inclyta Respublica* ne s'y laisse pas prendre : elle ne veut être ni complice ni héritière de Nana.

Le moment approche où M. Zola, n'ayant plus la moindre accointance avec la République, se livrera exclusivement à la confection de romans ayant l'odeur de l'homme et l'odeur de la femme. Il travaillera, dès lors, surtout pour l'exportation. La Russie, paraît-il, raffole de ses produits faisandés, et l'Italie se pâme d'aise en reconnaissant en lui un frère de ses praticiens de Carrare. Et ce qui double son succès là-bas, c'est que la Russie et l'Italie s'imaginent qu'il leur débite des articles de Paris ! Il y a dans ce monde des gens bien innocents.

T. COLANI.

MADemoiselle PRINTEMPS

Ce n'était pas son nom ; elle s'appelait en réalité Lucy Morand. C'était un brin de fille, pas plus haut que ça, et mignonne... mignonne ! Ses mains étaient de petites merveilles, d'une blancheur de cire, finement modelées, et menues comme des mains d'enfant. Quand elle montait à sa grande échelle, — car elle copiait au Louvre, s'attaquant de préférence aux toiles énormes, — et qu'on apercevait ses pieds, ça donnait envie de rire, tant c'était petit. Elle était toujours vêtue de noir, très proprement, et elle portait un grand chapeau anglais qui lui jetait une ombre sur la figure ; elle avait des cheveux dorés, où il y avait un peu de rouge, des yeux bleus d'une candeur adorable, et un de ces teints du bord de la Tamise, changeant à chaque instant, où l'on voyait le sang courir sous la peau transparente ; un de ces teints à rendre fou un coloriste et qu'un médecin ne voit qu'en secouant la tête. Puis, gaie, gentille, bonne enfant, le sourire aux lèvres et dans les yeux ; tout cela, avec sa jeunesse, sa fraîcheur, sa taille enfantine, lui avait fait donner son joli surnom.

Elle racontait son histoire très volontiers ; une histoire où il n'y avait pas beaucoup de chapitres, par exemple. Elle n'était Anglaise que du côté de sa mère ; son père, un proscrit du 2 décembre, après avoir été journaliste militant à Paris, était devenu professeur de français à Londres, heureux de pouvoir ainsi gagner une vie assez précaire. Parmi ses élèves se trouvaient les

filles d'un certain Sir Peter Ross; l'une d'elles s'amouracha du professeur, qui était beau garçon, fort gai et d'humeur assez aventureuse. Il y eut enlèvement, puis mariage; Sir Peter jura qu'il ne pardonnerait jamais à sa fille, et tint si bien son serment que le jeune couple faillit mourir de faim; après quelques années de lutttes, la pauvre femme mourut en effet, sinon littéralement de faim, au moins de fatigues et de privations. Elle laissait une fillette, la mignonne Lucy, qui était son portrait en miniature. La petite n'avait pas quinze ans qu'elle protégeait déjà son père, qui trouvait des leçons fort difficilement. Lucy avait un joli talent pour le dessin, et une ambition démesurée de devenir, comme elle disait, « un grand peintre ». Un ami lui donna des conseils et, au bout d'un certain temps, lui procura quelques leçons de dessin par-ci par-là; elle gagnait ainsi sa vie et celle de son père. Mais quand celui-ci mourut, elle résolut de mettre à exécution un grand projet qui la tentait depuis longtemps; elle voulait aller étudier la peinture à Paris; c'était son rêve, elle n'imaginait aucune félicité plus grande. Elle travailla très fort pendant plus d'une année, et quand elle se vit à la tête d'une somme qui lui parut énorme, elle tourna le dos à la Tamise et s'en alla bravement au pays de son père. Un marchand de tableaux lui commanda des copies à vil prix, et elle se trouva heureuse comme une petite reine. Elle était seule au monde; son père devait avoir de la famille quelque part en France, mais elle ne savait trop où; quant à ses cousins et cousines, tous plus ou moins titrés, du côté de sa mère, elle ne songeait pas à eux, en quoi elle n'avait pas tort.

Elle espérait trouver à Paris autre chose que l'indépendance par son travail; on lui avait dit qu'une fois hors des brouillards de Londres elle se débarrasserait d'une petite toux qui, depuis quelques années, ne la quittait guère. Elle n'avait jamais été réellement malade, mais elle était toujours assez délicate, ayant la poitrine faible, comme sa mère.

C'était chose étrange de voir cette jeune fille, seule au monde, pauvre, sans avenir, se trouver heureuse et rire à tout propos, montrant ses dents blanches. Rien qu'à la regarder, grimpée sur son échelle, attaquer de bon appétit, sur le coup de midi, son

petit pain de deux sous et sa tablette de chocolat, on éprouvait une envie de sourire, comme l'on sourit à un rayon de soleil qui perce les nuages.

Tous les rapins la connaissaient, et c'était plaisir de voir le respect cordial avec lequel ils lui envoyaient leur : « Bonjour, mademoiselle Printemps ! »

Cela n'avait pas toujours été ainsi. L'École des beaux-arts n'est pas précisément une école de respect pour les femmes. Quand cette jeune étrangère était venue s'installer tout en haut de la rue Notre-Dame-des-Champs, dans une maison où il y avait une quantité d'ateliers de peintres, les jeunes gens se la montraient de l'œil comme un petit gibier bien appétissant et qui ne demanderait évidemment qu'à se laisser prendre. Cependant, comme on la voyait toujours occupée de ses affaires, répondant très gentiment quand on lui parlait, mais ne cherchant nullement à lier connaissance ; comme on ne voyait personne entrer chez elle, on commença à se dire qu'après tout c'était peut-être une très honnête jeune fille, cherchant tout bonnement à gagner sa vie.

Cependant un soir qu'on avait pendu la crémaillère chez un camarade qui venait de louer l'atelier faisant face à celui de Lucy, les jeunes gens, très échauffés par le punch énorme qu'ils avaient allumé, résolurent d'inviter la petite voisine à se joindre à eux et, selon l'expression de l'un d'eux, de la déniaiser un peu. Un grand garçon chevelu, qui passait pour le don Juan de la bande, fut élu à l'unanimité comme ambassadeur. Clignant de l'œil, et cherchant à regagner l'équilibre qu'il avait un peu perdu, il se dirigea vers la porte et frappa doucement.

Lucy, sans défiance, ouvrit.

Aussitôt notre don Juan de fermer la porte et de se placer devant.

— Pourquoi faites-vous cela, monsieur ? demanda-t-elle avec un léger accent britannique, qui, chez cette fille d'un Français, n'était qu'une nuance. Je suis ici chez moi. Que désirez-vous ?

Elle ne semblait pas avoir peur le moins du monde ; seulement, sous la peau transparente, le sang montait aux joues. Le jeune homme, un peu dégrisé, regardait ce pauvre atelier presque

dénué de meubles ; la lampe avec son abat-jour éclairait un dessin auquel la jeune artiste venait de travailler, et laissait le reste de la pièce dans une demi-obscurité. .

— Ce que je désire, mademoiselle Printemps, je vais vous expliquer ça... Nous avons pensé que vous deviez passablement vous ennuyer ici, toute seule : aussi nous vous invitons à venir vous distraire un peu avec nous ; ça peut bien se faire entre camarades !

Et il fit un pas vers elle. Lucy s'éloigna vivement.

— Savez-vous, fit-elle d'une voix très calme, que ce n'est guère brave ce que vous faites là, monsieur ; je suis une femme et seule au monde ; je travaille pour gagner mon pain, et ne demande rien, sinon la tranquillité et le respect qui m'est dû.

Et, s'approchant de la fenêtre, elle ajouta :

— Je pourrais appeler au secours, mais j'aime mieux vous prier simplement de sortir, car au fond je suis sûre que vous avez déjà honte de votre vilaine action.

Le grand garçon la regardait d'un air un peu hébété ; il rougit légèrement et reprit :

— Vous avez raison, mademoiselle, et je vous demande pardon. Voulez-vous bien me donner la main en signe de réconciliation ? Merci de la leçon que vous m'avez donnée ; je vous jure que, si vous avez jamais besoin d'un bras solide, vous pourrez toujours disposer du mien... et si quelque autre s'avisait jamais d'agir en brute, comme je viens de le faire, gare à lui !

Alors, saluant, du plus respectueux salut dont il était capable, le jeune homme sortit et revint assez penaud conter très naïvement à ses camarades tout ce qui s'était passé. De ce jour il fut admis que M^{lle} Printemps était décidément une honnête fille.

Peu de temps après, le jeune peintre chez qui on avait pendu la crémaillère tomba gravement malade ; il était pauvre et on ne lui connaissait pas de famille. Lucy, à qui la concierge avait parlé du malheureux garçon, entra bravement chez lui et le soigna comme une sœur. A partir de ce moment, tous les rapins de la rive gauche se seraient fait couper en quatre pour la mignonne M^{lle} Printemps.

Le jeune peintre, qui s'appelait Pierre Landrol, pendant sa

longue convalescence, guettait les visites de la petite voisine, comme les seuls moments heureux de ses longues journées; durant tout le temps du danger, elle avait abandonné sa chère peinture, le soignant jour et nuit, de concert avec un interne des hôpitaux, camarade et ami d'enfance du peintre. Mais, une fois le danger passé, elle s'était remise au travail, et Pierre ne la voyait que pendant quelques minutes le matin, puis vers la fin de la journée quand elle rentrait un peu lasse; malgré sa fatigue, elle était toujours gaie, gazouillante comme un oiseau, allant et venant dans l'atelier avec de petits mouvements vifs et légers.

— Vous m'apportez un peu de soleil chaque fois que vous entrez; nous vous avons bien nommée...

Elle se mettait à rire et s'enfuyait bientôt en lui faisant quelque recommandation maternelle.

Peu à peu, la vie ordinaire reprit son train. Pierre se remit au travail; il avait à regagner le temps perdu, car il vivait de sa peinture, c'est-à-dire qu'il en vivait très mal. Les visites cessèrent; mais quand, par hasard, les deux voisins se rencontraient sur le palier, chacun souriait, et la main restait dans la main pendant qu'ils échangeaient quelques mots. Pierre aurait bien voulu entrer chez la jeune fille, ne fût-ce que pendant dix minutes, mais Lucy ne l'y engageait pas; elle n'était pas prude le moins du monde, et elle l'avait prouvé, mais elle comprenait fort bien ce que sa position isolée avait de difficile, et elle se gardait jalousement.

Tout l'hiver se passa ainsi; les artistes, qu'on accuse si facilement de ne pas prendre la vie au sérieux, sont parmi les plus grands travailleurs de notre temps. Pour sa part, Pierre peignait avec une sorte de rage; il avait à lutter contre bien des difficultés; il n'avait pas été, comme la plupart de ses camarades, rompu de bonne heure à la partie « métier » qu'il y a en tout art; il n'avait commencé sa vie de peintre qu'après la vingtième année; sa famille l'avait destiné au commerce, et il s'était brouillé avec les siens quand, poussé par ce qu'il considérait comme une vocation irrésistible, il avait jeté les bonnets de coton de son oncle par-dessus tous les moulins des environs, au lieu de les vendre, comme il eût été son devoir de faire. Depuis ce temps,

il avait mangé beaucoup de vache enragée; il avait fait tout ce qui concernait son art, depuis la peinture d'enseignes de boutique jusqu'aux couvertures de boîtes à bonbons; mais il avait persévéré, il n'était plus retourné auprès de son oncle le bonnetier, et voyait enfin arriver le jour où les marchands de tableaux consentiraient à le faire travailler à des prix presque raisonnables.

Il se persuadait assez souvent que son travail même exigeait une visite au Louvre; il s'attardait consciencieusement devant quelque chef-d'œuvre, puis, sans même s'être rendu compte de ses mouvements, il se trouvait bientôt auprès de l'échelle monstra sur laquelle était perchée la petite M^{lle} Printemps; elle lui souriait d'en haut, puis descendait vite, vite; alors, pour se faire une contenance, il lui parlait de sa copie, lui donnait quelques bons avis, et souvent même, s'emparant des pinceaux, il lui corrigeait une ligne boiteuse ou lui trouvait le ton juste qu'elle cherchait depuis une heure; elle lui était très reconnaissante de ses conseils et cherchait à en profiter. La pauvre enfant manquait terriblement de science; ses copies étaient faibles, mais comme elle avait le feu sacré et qu'elle était persuadée « qu'un de ces jours » elle était destinée à être « un grand peintre », elle n'en travaillait pas moins avec une ardeur qui l'épuisait.

Un jour que, poussé, comme d'ordinaire, par l'amour des maîtres, Pierre parcourait la longue galerie, il chercha des yeux la grande échelle et ne la vit pas. M^{lle} Printemps, pensa-t-il, se sera offert un congé. Mais il ne regarda le Titien qu'il était venu étudier que très vaguement et revint chez lui presque en courant.

— Mademoiselle Morand n'est pas allée au Louvre aujourd'hui? dit-il en entrant chez la concierge comme pour voir s'il n'y avait pas de lettres pour lui.

— Non, la pauvre mignonne..., répondit la concierge, une bonne grosse femme, bien maternelle, qui se considérait un peu comme ayant charge d'âmes à l'endroit de ses nombreux locataires; voilà deux jours qu'elle ne sort pas; elle a été trempée jusqu'aux os en rentrant jeudi, et elle toussait..., toussait!— Ah! madame Chenu, qu'elle me dit, j'ai bien peur de ne pas travailler

beaucoup demain ! — Voulez-vous bien rentrer tout de suite, que je lui fais, et m'ôter tous ces chiffons mouillés, tandis que je vas vous préparer un bon lait de poule ? — Merci, ma bonne madame Chenu, et ça gentiment, avec son bon petit sourire ! Mais le lait de poule ne l'a pas empêchée de tousser toute la nuit comme une malheureuse. Je crains bien qu'elle n'ait son affaire, celle-là ; ces couleurs rouges et blanches sont trompeuses, c'est pas bon teint. — Ah ! que je me disais en la quittant tout à l'heure, voilà encore un petit printemps qui n'aura pas son été !

Et la bonne femme secoua la tête.

Pierre, sans répondre, monta l'escalier quatre à quatre. Puis il s'arrêta brusquement ; les mots de la concierge se répétaient machinalement en lui : « Voilà encore un petit printemps qui n'aura pas son été. » Son cœur battait avec violence ; sa jeune voisine allait-elle donc mourir ? A cette pensée, il se raidit comme pour combattre un ennemi terrible ; alors seulement il comprit que depuis des mois il aimait la pauvre enfant. Il ne voulait pas qu'elle meure... il ne le voulait pas ; il la soignerait comme elle-même l'avait soigné à l'automne, comme on a le droit de soigner celle qui sera sa femme... Tout cela tourbillonnait dans sa tête. « Sa femme... » Il s'arrêta à ce mot, lui trouvant une grande douceur ; ils ne seraient pas bien riches, ils travailleraient tous les deux, mais ils s'aimeraient tant ! Le son d'une toux creuse lui arriva en ce moment, à travers la muraille, car il se trouvait tout contre la porte de sa voisine. Il frappa doucement et entra.

Lucy était étendue sur le canapé, la tête sur un oreiller, très blanche, avec deux taches rouges aux joues ; on eût dit qu'elle était malade depuis longtemps déjà. Pierre s'arrêta au seuil, saisi, ne sachant que dire, n'osant avancer.

— Entrez, monsieur Pierre ; on vous a dit que j'étais un peu malade, mais ça ne sera rien ; dans quelques jours, vous me retrouverez sur mon échelle, et vous viendrez me donner des conseils. J'en ai terriblement besoin, n'est-ce pas ?

Et elle lui tendit en souriant sa petite main, qui était plus que jamais une merveille de blanche délicatesse.

Il avança et prit cette main ; il cherchait à parler, et les mots

s'arrêtaient dans son gosier et l'étouffaient. Il aurait voulu prendre Lucy dans ses bras, lui dire et lui répéter qu'il l'aimait, qu'il la soignerait si bien qu'avant longtemps ils pourraient se marier : mais tout cela, il n'osait le dire ; il s'assit auprès d'elle, ne lui laissant pas retirer la petite main blanche, et répéta sans savoir ce qu'il disait :

— Je suis si fâché... Ça me fait tant de peine!...

Lucy non plus n'entendait pas les mots qu'il prononçait. Il y a d'adorable musique d'opéra sur de banales paroles de libretto. La musique qui chantait en tous deux était de ces musiques-là. Ils se regardaient et se comprenaient ; la maladie de Lucy les rapprochait, elle leur avait fait faire en quelques minutes un chemin dans l'intimité qu'ils auraient mis peut-être des années à parcourir dans des conditions ordinaires. Elle se reposait en lui, très satisfaite, très heureuse ; sa faiblesse extrême était sa meilleure protection ; elle n'avait pas besoin des marques extérieures de respect dont Pierre l'entourait pour être très sûre de lui. Cela lui faisait grand plaisir de le voir, de lire dans ses yeux toute son affection ; il lui semblait même très naturel d'être aimée ainsi, comme si depuis longtemps cela avait dû être ; c'était une espèce de douce fatalité à laquelle elle s'abandonnait avec délices.

Il resta longtemps auprès d'elle, lui prodiguant des petits soins, lui faisant boire la tisane que M^{me} Chenu considérait comme le remède à tous les maux possibles, écoutant avec angoisse la toux qui revenait constamment. Ils ne parlaient pas beaucoup ; il avait peur de fatiguer sa malade, mais elle lui semblait si courageuse, si certaine d'aller bien sous fort peu de jours, qu'il finit par sentir ses craintes se calmer ; M^{me} Chenu, avec ses prophéties, n'avait pas le sens commun ! Est-ce que lorsqu'on doit mourir, on reste gaie, pleine de courage, comme la petite M^{lle} Printemps ?

Cependant les journées s'écoulèrent sans apporter de changement chez la jeune malade, sinon que ses forces diminuaient terriblement. Elle ne souffrait pas beaucoup, excepté pendant les quintes de toux, et elle restait toujours très courageuse, heureuse d'un rayon de soleil qui venait lui dire que ce mois d'avril était

beau et doux, heureuse surtout des violettes que Pierre lui apportait chaque jour.

Il ne se cachait plus du tout des soins qu'il donnait à sa voisine; il faisait pour elle ce qu'elle avait fait pour lui, et ses amis, quand ils lui en demandaient des nouvelles, semblaient trouver cela tout naturel; le respect qu'avait su inspirer la jeune fille ne se démentait pas; seulement on devinait, rien qu'à voir la figure navrée de Pierre, qu'il l'aimait, et cela aussi semblait tout naturel. Un jour, à un de ses amis, il laissa échapper ces mots : « Quand nous nous marierons... » et l'ami lui saisit la main, et se détourna bien vite; il savait bien, lui, que ce mariage n'aurait jamais lieu.

— Ma petite Lucy..., dit Pierre après quelques jours... — Ils n'avaient presque pas eu besoin de se faire des aveux; ils savaient tous deux qu'ils devaient se marier un jour, quand elle serait tout à fait forte, et ils se laissaient aller à la douce habitude de s'aimer et de se le dire. — Ma petite Lucy, un de mes amis va venir vous voir tantôt. Vous le connaissez, du reste, c'est Germain, qui m'a soigné; un bon garçon quoiqu'un peu rude de manières.

— Mais je ne suis pas assez malade pour voir un médecin, Pierre, dit la petite Printemps avec un regard d'effroi qui disparut aussitôt. J'ai été souvent ainsi dans le temps, en Angleterre : ça fait un peu souffrir, puis ça passe, et l'on n'y pense plus.

— C'est pour que ça passe plus vite, Lucy, qu'il faut voir un bon médecin, pour que nous puissions faire de belles promenades ensemble, dans les bois, et parler à voix basse du jour où je vous appellerai ma femme... Ce n'est pas que je vous croie malade; au contraire, vous allez déjà beaucoup mieux; n'avez-vous pas mangé une côtelette tout entière, tantôt?

— Oui, et je me sens capable d'en manger une autre ce soir, vous verrez! Mais M. Germain peut venir, ne fût-ce que pour vous tranquilliser tout à fait.

M. Germain avait contracté à l'hôpital un peu de rudesse extérieure; il traitait volontiers les malades comme des sujets plus ou moins intéressants, mais cela ne l'empêchait pas d'être un

ami très dévoué et très sûr; il l'avait prouvé bien des fois.

Il avait vu Lucy souvent au chevet de Pierre, et il en avait tiré certaines conclusions intérieures, sans en être du reste le moins du monde scandalisé. Il l'examina, sans avoir l'air d'attacher une grande importance à la chose, la faisant causer et même rire, de sorte que Lucy fut plus convaincue que jamais qu'elle n'avait rien de grave. Elle lui demanda s'il ne croyait pas que dans quelques jours elle pourrait reprendre son travail :

— Certainement, cela va sans dire; cependant il faudrait quelques fortifiants; je m'en vais causer de cela avec Pierre.

Et il entraîna son ami.

— Eh bien? dit celui-ci.

— C'est ta maîtresse? demanda Germain brutalement.

— Grand Dieu! non! s'écria Pierre indigné.

— Dame! tu sais, ça en a l'air. Enfin, tant mieux puisqu'il n'en est rien; on peut te parler franchement : La pauvre fille n'a pas deux mois à vivre.

Pierre se laissa tomber sur une chaise.

— Tu en es sûr? balbutia-t-il, bien sûr?... Même avec des soins, beaucoup de soins!... Tiens, je donnerais ma vie pour la sienne.

— Ah ça! mais qu'est-ce que tu me disais donc? fit l'interne tout à fait dérouté. Tu vois bien que tu l'aimes.

— Je ne t'ai pas dit que je ne l'aimais pas. Mais, mon ami, Lucy est l'innocence, la pureté mêmes... Nous devons nous marier quand... Et tout d'un coup ce grand garçon, que la vie avait pourtant endurci, se cacha la figure pour ne pas laisser voir ses larmes.

— Mon pauvre ami, tu aurais dû me prévenir, je t'aurais parlé comme on parle toujours en pareil cas. Après tout, ni la médecine ni les médecins ne sont infaillibles... Heureusement, mademoiselle Lucy est jeune, et avec la jeunesse il y a toujours de l'espoir. Si vous étiez riches tous deux... A-t-elle un peu de fortune?

— Ce matin, la concierge est sortie de chez la pauvre enfant, emportant quelque chose sous son tablier, et j'ai vu que la petite pendule manquait à la cheminée; elle gagnait de quoi vivre

en travaillant toute la journée, et maintenant elle ne peut plus travailler..., et tout ce qu'elle veut accepter de moi, c'est un bouquet de violettes à deux sous...

— Diable ! comment veux-tu alors que je te dise : allez dans le Midi, fais-lui boire du bon bordeaux, et promène-là en voiture ?

— Mais si nous allions à la campagne, dans une ferme ? Cette année justement le printemps est si doux ! Elle se promènerait dans les bois, sans se fatiguer, elle boirait du bon lait. Dis, Germain, cela pourrait-il la sauver ?

— Et pourquoi pas, mon ami ? surtout avec l'aide de ce grand docteur qui s'appelle l'amour : ce qui est mortel, vois-tu, c'est cet atelier avec sa grande diablesse de fenêtre au nord. Mais toi-même, mon pauvre vieux, tu n'es pas riche.

— Je trouverai, n'aie pas peur, je trouverai. Qu'est-ce qu'il faut ? Avec cinq cents francs, on peut vivre des mois dans une ferme. Nous la guérirons, dis, mon bon Germain, avec l'air de la campagne, et beaucoup de tendresse... Si tu savais combien je l'aime !

— Peut-être. On a vu des miracles plus grands. Surtout, qu'elle soit heureuse d'une façon douce et tranquille ; pas d'émotions trop fortes, par ordonnance du médecin ; tu me comprends ?

Et là-dessus, le jeune médecin s'en alla, ruminant sur l'étrangeté des choses humaines, et se disant qu'il comptait bien que celle qui donnerait des enfants à son ami Pierre aurait des poumons en meilleur état que ne se trouvaient ceux de mademoiselle Printemps.

Pierre avait parlé très bravement de cinq cents francs à trouver comme d'une bagatelle, mais la vérité, c'est qu'il ne savait pas plus où les trouver qu'il ne les avait. Il venait de payer son terme, et le tableau sur lequel il avait compté pour le Salon n'était pas même terminé ; son travail allait mal depuis quelque temps. Malgré toutes ces réflexions, qui manquaient un peu de gaieté, il fit si bonne figure en rentrant chez sa fiancée que celle-ci fut absolument rassurée sur son état. Il la laissa heureuse et tranquille.

Alors il se mit à arpenter fiévreusement les rues avoisinantes. C'était l'heure du dîner, et il ne rencontra pas beaucoup de monde. Il marchait vite, comme si le mouvement physique eût dû aider le travail de la tête. Où trouver les cinq cents francs ? Telle était la pensée qu'il ne cessait de retourner en lui. Tout d'un coup il s'arrêta net ; puis, de son pas le plus rapide, se dirigea vers le quartier qu'habitait son oncle ; il ne lui avait rien demandé pour lui-même ; il avait été malade, il avait souvent eu faim sans même songer à s'adresser à lui ; mais Lucy avait besoin de l'air de la campagne ; la chose était toute différente.

Sans se donner le temps de réfléchir, il monta l'escalier tout essoufflé ; et encore étourdi de sa résolution, il se trouva dans le petit salon, raide et mesquin, qu'il se rappelait si bien, en présence de la famille, très étonnée de cette visite. L'oncle lisait le journal, — un journal réactionnaire, — le tenant à distance, car il ne voulait pas se servir de lunettes malgré le très grand besoin qu'il en avait ; il digérait son dîner avec béatitude ; sa femme et sa fille cousaient à la lumière de la lampe, couverte d'un grand abat-jour vert.

— Mon oncle, dit Pierre à brûle-pourpoint, j'ai besoin de cinq cents francs... C'était sa façon d'entendre la diplomatie.

— Eh bien ! mon garçon, gagne-les, dit l'oncle se croyant très spirituel, et regardant Pierre d'un air goguenard.

— Ce n'est pas pour moi ; quand je ne savais où trouver les quelques sous de mon déjeuner, je ne vous les ai pas demandés ; vous m'avez défendu votre porte, et c'est une consigne que je n'aurais jamais bravée, s'il ne s'agissait d'une vie à sauver. Une personne...

Il s'arrêta songeant à l'effet que produirait le nom d'une femme prononcé par lui, et reprit vite :

— Un camarade, un peintre comme moi, se meurt dans son atelier, faute d'air et de soins ; je voudrais l'emmener à la campagne, dans quelque ferme. Puis, tout en le soignant, je ne perdrais pas mon temps : je trouverai là-bas des motifs... je travaillerai ; enfin, mon oncle, je vous rembourserai en six mois, je vous le jure ! Il y a un marchand de tableaux qui m'a promis de m'acheter des toiles ; puis au Salon, j'ai déjà obtenu une men-

tion : mes camarades m'assurent qu'une médaille ne peut se faire attendre... Vous voyez, mon oncle, que je ne suis plus tout à fait le meurt-de-faim que vous aviez raison de redouter autrefois...

Il s'embrouillait, embarrassé, glacé par le regard ironique de son oncle, par la persistance de sa tante à plier son ourlet ; la petite cousine, qui avait tellement grandi pendant ces quatre années qu'il ne la reconnaissait presque plus, se leva sans lui dire un mot, et quitta le salon ; il se sentit délaissé, battu, sans espoir.

— Et tu crois bonnement que je vais te les donner, ces cinq cents francs ? car je sais ce que c'est que de prêter aux artistes. Tu es jeune encore, mon garçon. Cinq cents francs ! Tu ne sais donc pas ce que ça représente de travail, je veux dire d'un travail honnête et profitable à la société ?

Et le bonnetier appuya à dessein sur les derniers mots.

— Mon oncle, reprit Pierre, je vous assure qu'il s'agit de sauver la vie à une personne.

— A un peintre, n'est-ce pas ? Et après ? Qu'est-ce que ça peut bien me faire, à moi, qu'il y ait un barbouilleur de plus ou de moins dans le monde ? Eh ! qu'il crève, ton peintre, je m'en moque comme de l'an quarante !

— Ma tante, vous qui êtes femme et bonne...

— Ta tante est comme moi, elle aime les gens utiles ; elle sait d'ailleurs que ce que j'ai dit est dit. Veux-tu un bon avis ? — Quand on peut avoir à recourir aux gens, on tient compte de leurs conseils, et on ne se souvient pas qu'ils existent seulement après quatre ans, le jour où on a besoin de cinq cents francs. Maintenant si ta visite, comme je le suppose, n'a pas d'autre but, — je ne te retiens plus, — bonsoir ! et il se remit à lire son journal.

Pierre sortit sans ajouter un mot ; il était tellement étourdi de sa réception qu'il ne trouvait plus, dans la petite antichambre à peine éclairée par une lampe fumeuse appliquée contre le mur, le chapeau qu'il y avait laissé.

— Mon cousin,... dit une voix très douce, — voici ton chapeau ; tu l'avais accroché là-bas.

— Ah ! c'est toi, Françoise, bonsoir. Eh bien ! ton père vient

de me renvoyer d'une jolie façon ! Par exemple, je te jure bien qu'il n'aura plus jamais l'occasion de le faire !

— Il est un peu dur quand il est en colère ; c'est qu'il avait si bien compté sur toi comme successeur dans son commerce, — lui qui n'a pas de fils... il n'est pourtant pas méchant au fond : il ne faut pas trop lui en vouloir... — Elle était un peu émue, la petite cousine, et elle cachait quelque chose derrière elle ; c'était une gentille fille d'une vingtaine d'années, agréable à voir, sans être jolie. Pierre prit son chapeau, et se prépara à partir, se contentant d'un signe d'adieu ; il en voulait à sa cousine tout bonnement parce qu'elle était la fille de son oncle.

— Tiens, mon cousin, dit Françoise, cherchant à parler tout naturellement, comme s'il s'agissait d'une bagatelle. — Tu pourras mener ton ami à la campagne ; prends ma tirelire, je ne sais pas ce qu'il y a dedans, mais j'y mets toutes mes économies depuis ma première communion ; il doit bien y avoir assez.

— Tu veux...

— Mais oui, je veux, puisque c'est pour une bonne action qu'il te faut cinq cents francs : d'ailleurs, que ferais-je, moi, de cet argent ? J'ai tout ce qu'il me faut. Je devais casser ma tirelire — c'était une grosse tirelire d'enfant — le jour de mon mariage...

Puis, sans raison aucune, voilà que la petite cousine devint rouge comme une pivoine.

— Mais je ne peux pas, ma bonne Françoise, on te gronderait...

— Oh ! que non, on ne me gronde jamais, on n'oserait pas ; puis, je mentirai bravement, je dirai qu'on me l'a volée il y a longtemps, longtemps... des années. Tu conçois bien d'ailleurs que, dans ce moment-là, on ne me cherchera pas querelle.

— Mais tu es bonne comme un ange, petite cousine. Ah ! tu ne sais pas le bien que tu me fais. Mais pourquoi ne te dirais-je pas la vérité, à toi ? Te voilà grande maintenant, tu comprendras. Mon camarade, mon ami, c'est une jeune fille comme toi, seulement elle n'a pas de parents, elle fait de la peinture pour vivre, et, quand elle ira bien, nous nous marierons... et c'est toi, ma chère Françoise, qui auras fait cela. Ah ! que je t'aime, laisse-moi t'embrasser : sais-tu que tu es devenue très gentille ? Marie-toi

vite de ton côté, et nos deux ménages deviendront les meilleurs amis du monde. Tu verras que ma Lucy est bien gentille, elle, aussi, et quand elle saura ce qu'elle te doit...!

— Ce qu'elle me doit !... Elle se laissait embrasser, et elle cherchait à sourire.

— On dit qu'elle est mourante parce qu'elle tousse, mais nous la guérirons, toi et moi...

Et Pierre se sauva, ne voyant rien, ne soupçonnant rien. L'amour est féroce.

La petite cousine resta un instant immobile ; le son de la porte fermée retentit dans ses oreilles comme un coup de tonnerre formidable ; puis elle s'aperçut que tout tournait autour d'elle, la petite lampe fumeuse tourbillonnait avec les patères et les parapluies. Elle parvint cependant à gagner sa chambre où il n'y avait pas de lumière ; elle se demandait comment on faisait pour mourir quand on avait vingt ans, de larges épaules, et pas l'ombre d'une toux ; et, comme si elle eût voulu se prouver à elle-même que ce n'était pas aussi difficile qu'on le croyait, elle tomba raide sur le parquet, en renversant une chaise.

Quand elle revint à la vie, elle était sur son lit, et on la soignait ; elle ferma vite les yeux, elle aurait voulu dormir toujours ; elle entendit quelqu'un dire :

— Quand les jeunes filles se trouvent mal sans cause, c'est qu'il est temps de les marier ; il faut trouver pour Françoise un parti convenable, c'est là le remède qu'il lui faut.

C'était une vraie ferme normande, en pleine campagne ; une vieille maison basse, très large, avec une large cour devant, et, tout alentour, de beaux arbres ; les poules venaient becqueter tout contre le seuil, où des marmots, brûlés du soleil, aux cheveux couleur de paille, la chemise bouffante à travers les fentes des petites culottes, leur jetaient des miettes ; on entendait le beuglement des vaches dans l'étable à côté, et une odeur saine et forte de basse-cour montait dans l'air tiède du printemps. Il y avait un joli bois tout près, et le murmure d'une toute petite rivière arrivait jusqu'à Lucy, quand elle écoutait bien attentivement.

La jeune malade se croyait au paradis ; il avait fallu la raisonner, la gronder même, pour qu'elle se laissât emmener ainsi à la campagne ; on n'avait apaisé sa fierté qu'en faisant semblant de vendre les quelques petits bijoux qu'elle possédait encore. Mais maintenant que Paris était loin, elle se laissait aller au bonheur de vivre ; elle s'appuyait, pleine de confiance, au bras de Pierre ; ne devait-il pas être son mari ? Ici tout lui était sujet d'émerveillement ; elle n'avait jamais habité la campagne, et elle était saisie d'une espèce d'admiration pleine de recueillement au milieu de tout ce travail de la nature. De sa fenêtre, elle voyait chaque matin les arbres un peu plus verts, les fleurs des gazons et des haies qui commençaient timidement à se montrer ; elle suivait des yeux les oiseaux se poursuivant, ivres de vie, de soleil et d'amour. Le silence des nuits la charmait ; les senteurs du printemps l'enivraient ; elle était prise d'attendrissements subits devant un nid découvert dans la charmillle, devant un insecte courant dans l'herbe, devant un beau coucher de soleil. Elle s'épanouissait à la vie, s'étonnant de la médiocrité des années déjà écoulées ; et, toutes ces nouvelles joies, toute cette sensibilité exquise, elle rapportait tout à celui qu'elle aimait.

Pierre guettait de jour en jour la santé revenir ; il était maintenant bien sûr que son ami Germain s'était trompé ; Lucy n'avait pas encore été une semaine à la ferme, que déjà elle faisait de petites promenades, appuyée à son bras ; les couleurs reparaissaient, elle faisait rire la fermière elle-même, avec son empressement à boire de grandes jattes de lait encore chaud, et à manger de belles tranches de pain bis. Elle aspirait l'air avec volupté, et si la toux n'avait pas cessé complètement, tout au moins elle n'était plus comme naguère, sèche et déchirante. Est-ce que, quand on doit mourir, on rit ainsi à tout propos ? Est-ce que l'on peut s'amuser de tout, babiller comme un oiseau ? Jamais on n'avait vu une petite créature aussi heureuse, s'abandonnant mieux au bonheur de vivre et de vivre aimée. Et puis, quel printemps ! cette saison, si maussade d'ordinaire dans le nord de la France, était une fête continuelle ; le soleil même avait trop d'ardeur ; on en était déjà à rechercher l'ombre fraîche du bois vers le milieu du jour.

Ainsi, peu à peu, les amoureux se sentirent doucement rassurés. Dans les premiers jours, Pierre n'avait même pas songé au travail, mais bientôt il sentit en lui une énergie toute nouvelle; ne fallait-il pas maintenant travailler pour deux? Lucy restait auprès de lui pendant qu'il faisait des études en plein air, à moitié couchée sur les coussins et les châles qu'il lui arrangeait avec soin; puis, elle lisait un peu, tout haut, pas trop, pour ne pas se fatiguer la poitrine, ou elle causait à demi-voix; alors, c'étaient des propos à n'en plus finir, où la petite phrase « quand nous serons mariés » revenait sans cesse. Son grand bonheur, c'était de « faire la palette » de son ami; il ne voulait pas lui permettre de travailler de son côté; elle était là pour se reposer, pour être traitée comme une petite reine; mais, voyant le plaisir qu'elle avait à faire quelque chose pour lui, il la laissait se débrouiller parmi les tubes de couleurs diverses, admirant cette petite main de fée, adroite et rapide de mouvements, qui jamais ne se salissait au contact de la boîte à couleurs. On aurait dit une félicité parfaite, — et pourtant...

Pierre, voyant sa jeune amie revenir ainsi à la vie, embellir chaque jour, guettait en elle le réveil de la femme, et guettait en vain. Chaque matin, il la retrouvait fraîche, gaie, affectueuse, et il plongeait son regard dans ses yeux limpides sans jamais y voir même un soupçon de trouble; elle changeait de couleur à chaque instant, mais ce n'était pas sa présence seule qui en était cause; un oiseau qui passait, un bonjour d'un paysan, une pensée qui l'effleurait, tout cela lui faisait monter le sang au visage, et c'était lui qui baissait les yeux devant cette pureté sans nuage, et c'était lui qui tremblait quand par hasard, dans leurs longs tête-à-tête, sa main rencontrait la blanche main de la jeune fille. Alors il se mettait à travailler avec rage, et s'interrompait pour dire d'une voix basse et vibrante :

— Quand nous marierons-nous, ma mignonne?

— Mais bientôt, Pierre, quand vous voudrez; quand je serai un peu plus forte.

Alors il était pris d'une terreur folle; le jour où elle serait « un peu plus forte » viendrait-il jamais?

Et cependant tout le monde s'émerveillait des progrès rapides

que faisait Lucy vers la santé ; la mère Laffin, la grosse fermière, l'avait prise en affection, considérant que c'était elle, aidée de sa vache, de ses poules et du bon air de son pays, qui avait sauvé la petite malade : on aime toujours ce que l'on protège. Au début, il était bien entré dans le cerveau un peu brumeux de la bonne femme que ses locataires semblaient être dans une position un peu équivoque ; mais après tout, est-ce que ça la regardait ? D'abord ils payaient d'avance en bon argent comptant ; puis Lucy, qui n'était pas cachottière le moins du monde, lui avait parlé très naturellement du prochain mariage, et, une semaine après l'installation, la mère Laffin aurait parié au besoin tous ses écus, — auxquels pourtant elle tenait fort, — que l'enfant qu'elle portait dans ses bras n'était pas plus innocent que la jeune étrangère. Elle rudoyait son mari d'une belle façon quand il ricanait lourdement à ce sujet.

Pierre travaillait avec acharnement ; le tableau promis à son marchand se trouva terminé et envoyé au bout de quinze jours ; chaque matin, dès le petit jour, il sortait, il allait battre la campagne pour chercher des motifs ; quelquefois il restait absent de longues heures et rentrait exténué et souvent morne ; sa belle gaieté s'en allait, ou plutôt ne revenait qu'en accès fiévreux qui ne duraient pas. Lucy n'y comprenait rien ; elle qui se sentait si heureuse, si satisfaite, aurait voulu voir son ami content et calme comme elle-même. Un jour qu'il travaillait non loin de la ferme et qu'elle était auprès de lui, heureuse du joli soleil de mai qui se jouait à ses pieds et, perçant à travers le feuillage léger du printemps, venait faire de petites taches de lumière mouvante sur toute sa mignonne personne, elle surprit le regard de Pierre attaché sur elle ; elle tressaillit sans savoir pourquoi et se leva à demi sur ses coussins.

— Pierre !

Il jeta ses pinceaux et accourut.

— Ma petite Lucy...

— Vous n'êtes pas heureux, mon ami ; cela me tourmente, j'y pense tout le temps, et la nuit je me réveille pour me demander la cause de votre chagrin. Je crois comprendre enfin ; voyez-vous, cette vie qui m'est si douce vous paraît monotone ;

les hommes sont faits autrement que nous autres ; la campagne est trop silencieuse, trop endormie pour vous ; le bruit et le mouvement de la grande ville vous manquent, et vous n'osez me l'avouer, vous n'osez peut-être pas vous l'avouer à vous-même.

— Vous faites là une belle découverte, vraiment !

Et Pierre laissa tomber les deux mains de la jeune fille et se leva brusquement. Lucy sentit ses yeux se remplir de larmes, elle n'osait plus parler. Il y eut un moment de silence ; Pierre, qui la regardait à la dérobée, se repentait de son mouvement d'humeur, et, revenant auprès d'elle, lui parla d'un ton à moitié craintif.

— Pardonnez-moi, Lucy, je suis bien rude de ma nature, je vous blesse, vous que je voudrais préserver du vent du ciel, vous qui remplissez toutes mes pensées, toute ma vie ! M'ennuyer près de vous ? Mais quel être serais-je donc ? Songez donc, ma mignonne, que c'est vous qui avez fait entrer le soleil dans ma pauvre existence, que vous êtes ma poésie, que vous êtes tout, tout... et vous voulez que je vous quitte pour aller trouver quoi ? les rues de Paris, les ateliers de camarades ? Mais ce que j'aime, c'est cette douce et fraîche campagne faite exprès pour vous, ce sont ces arbres qui vous protègent, qui font un cadre merveilleux à votre beauté, — car vous êtes belle, ma fiancée, — tous les jours un peu plus belle, et je vous aime, je vous adore... et vous n'y comprenez rien !

— Mais si, Pierre, je le comprends, parce que je vous aime aussi de tout mon cœur, plus que je n'ai jamais aimé qui que ce soit, pas même papa, ajouta-t-elle après une petite hésitation comme si, dans son amour scrupuleux de la vérité, elle ne voulait avancer qu'un fait dont elle fût absolument certaine.

Et elle croyait réellement comprendre !

Il se mordit la lèvre et puis continua, cherchant à prendre un air enjoué :

— Eh bien, mignonne, si vous m'aimez, qu'attendons-nous ? Vous êtes forte maintenant, n'est-ce pas, très forte ? Vous faites de grandes promenades ; nous avons été hier jusqu'au village... Pourquoi retarder plus longtemps notre mariage ?

Il disait cela timidement et le cœur lui battait bien fort ; mais elle répondit de suite :

— Mais oui, Pierre, quand vous voudrez, tout de suite, demain. Il y a le prêtre de la petite église là-bas au village.

— On ne va pas si vite que cela en France malheureusement, reprit-il en riant d'un rire un peu nerveux, il y a des formalités à remplir ; il faudra que j'aille en ville pour les papiers ; j'irai demain, vous y consentez, n'est-ce pas ? Vous n'aurez pas peur de rester ici un jour sans moi ?

— Mais non, je ne suis pas une enfant !

Puis, comme il restait auprès d'elle, silencieux, lui tenant les deux mains, elle laissa tomber sa tête sur son épaule d'un geste câlin et plein de confiance, en disant très bas :

— Je serai si heureuse d'être votre femme, Pierre, de vous montrer toujours, et en toute occasion, que je comprends très bien tout ce que vous faites pour moi, que je vous en suis profondément reconnaissante...

— Non, pas cela ! fit-il.

— Et, ajouta-t-elle en levant ses yeux limpides, que je vous aime de tout mon cœur et de toutes mes forces...

Pendant l'absence de Pierre, il se prépara à la ferme de grandes choses ; la mère Laffin et Lucy furent occupées du matin au soir. Les marmots regardaient faire, les yeux écarquillés et les mains derrière le dos. Pierre ne revint que fort tard ; la maisonnée dormait déjà depuis des heures.

Jamais on n'avait vu un jour de mai plus radieux que le jour qui suivit : il faisait chaud comme en plein été ; dans tous les arbres, les oiseaux chantaient à tue-tête ; toute la nature semblait pleine de vie et de joie. Il venait du jardin une odeur de renouveau et de sève ; la pelouse était toute émaillée de boutons d'or ; le jeune blé lui-même avait des frémissements de bonheur dans le champ voisin, quand la brise légère le caressait au passage.

Pierre trouva Lucy au seuil de la porte, jetant des poignées de miettes de pain aux poules hardies qui venaient becqueter à ses pieds ; elle était tout en blanc, avec un ruban bleu clair passé dans ses cheveux dorés ; il resta un instant sans parler, étonné et ravi.

— C'est aujourd'hui ma fête, Pierre, j'ai vingt et un ans ce matin, et vous allez prendre un congé en l'honneur de cette solennité...

— Que vous êtes jolie comme cela !

— Ah ! c'est la robe, dit-elle, regardant avec un plaisir naïf sa toilette en piqué blanc, assez démodée du reste, et qu'une belle dame eût depuis longtemps déjà donnée à sa femme de chambre. Nous avons bien travaillé hier, M^{me} Lafin et moi, à l'arranger et à la repasser. Songez donc, il y a juste trois ans que je ne l'ai mise, c'était pour faire plaisir à mon pauvre père, qui ne me trouvait jamais assez coquette ; comme j'avais ce jour-là mes dix-huit ans, il me donna dix-huit baisers à la mode anglaise...

— Il y a des modes anglaises auxquelles on aurait tort de ne pas faire passer l'eau...

Et il s'avança hardiment.

— Un par dizaine, monsieur, il faut savoir être raisonnable !

Et, toute rougissante, elle lui offrit ses deux petites mains blanches.

— C'est une façon de vous rajeunir, mademoiselle, fi donc ! Et que faites-vous, s'il vous plaît, de cette dernière année ; celle qui à elle seule devrait compter au moins double, celle où j'ai appris à vous connaître, Lucy, et à vous adorer ?...

— C'est juste ! — Et elle lui tendit son front.

— Ah ! que n'avez-vous dix ans de plus !

— Merci bien ! fit la jeune fille se dégageant doucement des bras de son fiancé ; elle était devenue très rouge sous ce baiser prolongé.

Puis ils s'en allèrent vers le bois, la main dans la main. Pierre laissa ses pinceaux et ses toiles à la ferme ; ce jour-là il était un amoureux, rien de plus. Ce n'était que douces causeries, haltes délicieuses au pied de quelque vieux chêne, silences pleins de charme ; jamais Lucy ne s'était montrée si aimante, si heureuse, et le bonheur lui donnait l'apparence de la santé ; Pierre la regardait tout attendri, songeant en lui-même que bientôt elle serait sa femme, et que son ami Germain resterait confondu du miracle opéré par l'amour.

Vers midi, Lucy, sans en avoir l'air, dirigea la promenade du côté d'une petite clairière bien gaie et bien ensoleillée qu'elle avait souvent choisie comme endroit de repos ; là, au pied d'un grand arbre, ils trouvèrent, disposé sur l'herbe, un petit repas rustique dont Lucy avait soigneusement fait le menu dès la veille. Il y avait du bon beurre, des petits radis roses, quelques tranches fines de langue fumée et de jambon, du fromage et du pain bien frais ; puis reposant, auprès d'un petit réchaud à l'esprit de vin, des œufs pondus le matin même. Il fallait voir la joie de la petite ménagère mettant le couvert, allumant son feu pour faire bouillir l'eau, soulevant le couvercle à chaque instant pour voir si les gros bouillons n'allaient pas enfin faire leur apparition, allant et venant, faisant un joli bouquet de fleurs des champs et d'herbes folles, et enfin, invitant en grande cérémonie son compagnon à se mettre à table ! Ils mangèrent de bon appétit, riant comme des enfants en vacances ; Pierre n'était plus sombre, il était heureux tout bonnement. Au dessert, pendant que Lucy se faisait une tasse de thé, — pour elle, sa tasse de thé répondait à tous les états d'esprit possibles ; quand elle était heureuse, c'était une libation ; quand elle était triste, — ce qui était rare, — cela la consolait ; quand elle souffrait, cela la réconfortait ; quand elle allait bien, cela la réjouissait : — tout le monde a ses petites faiblesses ! — Donc, pendant qu'elle préparait son breuvage favori, elle s'assit auprès de son ami, lasse de rire, et se laissant aller à un babil doux et murmurant, où, comme toujours, les mots « quand nous serons mariés » revenaient à chaque instant.

— Vous verrez, Pierre, ce sera très gentil chez nous. Nous aurons un grand atelier, vraiment grand par exemple, avec un petit logement à côté. Nous serons bien seuls, tous les deux ; nous travaillerons ; pour nous reposer, nous nous dirons que nous nous aimons bien... Vous ne savez pas, mais j'ai une ambition secrète, moi, une ambition très grande, bien plus grande que moi-même.

— Laquelle, mignonne ?

— Je voudrais, — n'allez pas vous moquer de moi, s'il vous plait ! — je voudrais peindre des fleurs... je les aime tant !

je les comprends, je leur parle, je passe des heures à étudier leurs jolies formes, à me mettre leurs couleurs fines bien dans les yeux. Voyez-vous, je n'ai jamais pu satisfaire cette ambition-là, il a toujours fallu travailler pour vivre ; d'abord des leçons, puis ces copies qui prenaient tout mon temps, et que je faisais si mal : ne secouez pas la tête, Pierre, vous ne vous faites pas d'illusions sur ce chapitre, et vous avez bien raison ! Je crois, — je me trompe peut-être, — mais je crois que, si je peignais des fleurs, je réussirais un peu mieux. — Et enfin cela, je pourrais le faire chez nous, — près de vous, sans grimper sur une vilaine échelle qui est si haute qu'elle donne le vertige.

— Vous avez bien raison, Lucy : comme cela je vous aurais toujours près de moi, toujours !

— Cependant il faudra être raisonnable, — les fleurs coûtent si cher ! je faisais souvent un détour, après mon travail, pour aller regarder les beaux étalages si gentiment arrangés dans les grands magasins ; des azalées, des roses de toutes nuances, des fuchsias aux jolies grappes, des camélias, — que sais-je ! et tout cela dans un entourage frais de mousses, de gazon, de cheveux de Vénus, de fougères, de palmiers nains... oh ! j'en rêvais la nuit. Une fois même, un jour que j'avais économisé un peu d'argent, je suis entrée en tremblant demander le prix de quelques roses détachées... et je suis sortie épouvantée. — Non, vraiment, je crois que mon ambition est démesurée, je ne voudrais pourtant pas nous ruiner !...

La chaleur du jour commençait à baisser ; cependant, depuis midi, quelques nuages couraient dans le ciel, et il faisait un peu lourd.

— Si nous allions voir la petite église où nous devons nous marier ? dit Pierre.

— Oui, allons-y.

Lucy se leva et ils se mirent à marcher doucement vers le village. La jeune fille ne parlait plus beaucoup, elle s'appuyait volontiers au bras de son fiancé, et plus d'une fois laissa tomber sa tête contre son épaule, confiante et heureuse.

L'église se trouvait à quelques pas du village, sur une petite élévation ; tout, alentour, faisait silence. La jeune fille poussa la

porte et s'agenouilla un instant ; puis, avec un petit frisson, elle murmura : « Il fait froid ici » ; elle avait besoin de soleil.

Alors, se trouvant un peu fatiguée, elle voulut s'asseoir. A côté de l'église se trouvait le cimetière, un petit endroit bien au soleil, avec quelques saules pleureurs qui jetaient une ombre légère, découpée comme une dentelle, sur les croix en bois noir. Lucy entra dans l'enclos, qui n'avait rien de lugubre, et avisant un joli coin, s'assit, sans plus de façons, sur le bord d'une tombe ; Pierre sentit son cœur se serrer, mais elle avait un petit air de contentement calme qui le rassura.

— Vous êtes lasse, ma bien-aimée ?

— Un peu, — mais c'est une bonne fatigue, je n'en dormirai que mieux. — Tenez, il y a place ici pour nous deux. — Quelques instants plus tard elle ajouta : — Quelle bonne journée, Pierre ! que je suis donc heureuse, et qu'il est bon d'être aimée ! Voyez-vous, mon ami, dans le temps, je semblais toujours gaie, à vous et à vos amis, — c'est pour cela que vous m'avez donné mon surnom, — mais il y avait bien aussi des moments durs à passer. Être toute seule au monde, quand on n'est presque qu'une enfant, — absolument seule, — comme un petit bateau perdu sur un grand océan, cela me faisait pleurer souvent, allez, quand on ne me voyait pas. Eh bien, maintenant je suis toute contente qu'il en ait été ainsi ; je n'appartiens qu'à vous, je vous dois tout, vous êtes mon monde, ma famille, mon ami, mon mari, mon tout... j'étais perdue dans l'immensité et vous m'avez trouvée...

— Et je vous garderai, ma douce Lucy, je vous garderai si bien que la maladie n'osera plus vous toucher ; l'amour sera le plus fort, et je vous aime tant, ma fiancée, je t'aime si follement, ma femme !

Il la tenait dans ses bras, il la dévorait de baisers ; elle jeta un petit cri, et il vit alors qu'elle était pâle comme une morte ; en un instant il était à ses pieds, la suppliant de revenir à elle, de le regarder, de lui pardonner. Peu à peu les couleurs lui revinrent, mais elle tremblait encore et ne levait plus les yeux. Pierre s'en voulait de l'avoir effarouchée et n'osait plus parler. Enfin, ramenant le petit châle blanc sur ses épaules, il lui dit :

— Il commence à se faire tard, Lucy ; je crains que vous ne sentiez la fraîcheur.

Ils se levèrent tous deux, mais Lucy resta encore un instant auprès de la tombe ; comme pour se donner une contenance, elle écarta un peu le lierre qui couvrait la pierre tombale et lut à haute voix ces mots :

MARIE-LOUISE CARTIER,

Morte à l'âge de vingt et un ans et quinze jours.

Une seconde fois un petit frisson la secoua.

— C'est bien jeune...

Elle regarda longuement le coin du cimetière où cette tombe se trouvait, encore seule.

— Venez, Lucy, venez, je vous en supplie.

Et lentement ils reprirent le chemin de la ferme.

Lucy, très lasse, se retira de fort bonne heure dans sa chambre. C'était presque une mansarde, car le plafond s'abaissait vers la fenêtre, et c'était tout petit ; mais le soleil y entraît dès le matin et donnait un air de fête aux rideaux blancs du lit et de la fenêtre ; puis il y avait toujours un gros bouquet de fleurs des champs dans un pot cassé, que Lucy renouvelait tous les jours.

Lucy se réveilla au beau milieu de la nuit, prise d'un violent accès de toux.

Quand Pierre descendit le lendemain matin, il trouva tout le monde en émoi ; Lucy avait voulu se lever comme à l'ordinaire et s'était évanouie ; elle était très malade.

— Voyez-vous, monsieur, c'est le changement de temps : ça ne vit que de soleil, ce petit être-là ! et nous voici entrés dans un mauvais bout de froid et de pluie, ou je ne m'y connais pas !.

Alors le jeune homme s'aperçut qu'en effet une pluie battante attristait la campagne, et qu'il faisait presque froid.

Quand il vit le changement qu'un peu de souffrance avait pro-

duit chez Lucy, il ne put trouver un mot à dire ; il ne put que se mettre à genoux auprès du lit et poser sa joue sur la petite main qui reposait sur la couverture. Lucy fit de son mieux pour lui sourire, et murmura : « Mon ami... »

Pierre, tout le jour, erra comme une âme en peine ; il se disait que sa passion avait fait peur à Lucy ; qu'en cherchant à réveiller la nature de sa douce fiancée, la veille, il lui avait fait mal.

Il se rappelait alors ce que son ami Germain lui avait dit : il fallait que Lucy fût doucement heureuse, une émotion trop forte lui serait fatale. Chaque fois qu'il entrait dans la chambre de la malade, le désespoir le prenait ; il n'y avait pas à s'y tromper, Lucy était mourante ; elle ne trouvait de force que pour lui donner un regard plein de tendresse, entre les accès de la cruelle toux qui la brisait.

Le lendemain, Pierre, n'y tenant plus, envoya cette dépêche à l'ami Germain :

« Si tu as quelque affection pour moi, viens de suite. »

Germain arriva le soir même, et chercha à ranimer Lucy par sa cordialité un peu brusque. Il l'examina avec soin, et tomba d'accord avec la fermière qu'avec un peu de soleil, tout irait bien. Seulement le soleil ne venait pas.

— Eh bien ? lui dit Pierre quand ils sortirent ensemble.

— Eh bien, mon ami, du courage ! Le moment est venu d'en avoir. Tu as donné un peu de bonheur à la pauvre enfant, et ta tâche est presque finie ; rien n'aurait pu la sauver, elle était condamnée d'avance. Tout ce que nous pouvons faire désormais, c'est d'adoucir sa fin.

Les jours suivants furent moins durs ; les calmants ordonnés par le médecin produisaient leur effet. La mère Laffin chantait les louanges du médecin de Paris, et semblait si persuadée de voir Lucy bientôt debout, que Pierre se laissa presque convaincre. La jeune fille n'avait qu'un désir : quitter son lit et s'installer auprès de la fenêtre, afin de regarder les arbres et le gazon. On lui arrangea une espèce de chaise longue avec un vieux fauteuil que possédait la ferme, une chaise et plusieurs oreillers. Là elle passait tout son temps ; elle toussait beaucoup moins, mais elle

était bien faible ; elle ne pouvait pas parler longtemps à la fois, mais elle restait volontiers des heures sa main dans la main de Pierre.

Lui, ne sachant plus travailler, ne la quittait pas ; il se sentait bien gauche dans son rôle de garde-malade, mais il faisait de son mieux, et il n'oubliait jamais d'aller tous les matins cueillir un bouquet qu'il rapportait, encore trempé par la pluie, car le soleil qu'attendait avec tant d'impatience la mère Laflin ne semblait plus vouloir réjouir la terre.

On s'accoutume à tout, et au bout de quelques jours il semblait tout naturel de voir Lucy étendue sur ses oreillers, blanche et faible, mais très paisible, et souriant même de temps en temps. Il y avait un mieux sensible, et bientôt les deux fiancés reprirent leurs longues causeries, et bientôt aussi la petite phrase : « Quand nous serons mariés » reparut sans que cela semblât une moquerie.

Cependant chacun au fond savait que la fin était proche ; Pierre espérait encore que Lucy, comme beaucoup de personnes atteintes de son mal, se faisait des illusions sur son état ; mais un jour qu'ils causaient doucement de leur dernière promenade ensemble, elle le détrompa.

— Quelle bonne journée c'était pourtant, mon ami ! que le soleil était joyeux et chaud ! J'aime tant le soleil. Vous rappelez-vous quel joli coin de cimetière nous avons choisi pour nous y reposer ? Vous savez, sur la tombe de la jeune fille morte à l'âge de vingt et un ans et quinze jours... Il y avait là un joli saule qui nous faisait une petite ombre délicieuse — il y a encore de la place dans ce coin là — c'est là que je voudrais reposer, quand tout sera fini.

— Lucy, je vous en supplie, — je vous en supplie, ma bien-aimée, ne parlez pas ainsi, — nous devons nous marier, nous devons être heureux, tout à fait heureux...

— Mon pauvre Pierre, nous disons encore « quand nous serons mariés » parce que nous en avons pris l'habitude ; mais nous savons bien tous les deux que cela ne peut être. Ne vous désolez pas, cher ami ; dites-vous ceci : que j'étais une pauvre petite abandonnée à qui vous avez donné un peu de bonheur

parfait, et ce souvenir vous sera cher pendant votre vie entière. Quelquefois je me suis repentie de m'être laissé aimer par vous, quand cela ne pouvait aboutir, mais je ne le regrette plus. Celle que vous épouserez plus tard ne sera pas jalouse de moi, si vous lui expliquez bien ce que j'étais, combien je tirais peu à conséquence...

— Tais-toi, Lucy, tu me fais mourir.

Il ne put en dire plus : il avait beau presser son mouchoir sur sa bouche, les sanglots passaient quand même.

— Non, Pierre. Ce que je veux, c'est que tu vives, murmura Lucy se laissant aller, elle aussi, au tutoiement. Elle lui faisait de petites caresses, essayant de le calmer, cherchant à sourire afin de ne pas pleurer aussi...

— Il te faudrait un petit chagrin bien discret qui ne laisserait qu'un souvenir attendri, qui te reviendrait de temps en temps comme un air triste et doux qu'on a entendu dans sa jeunesse. Hélas ! Dieu ne permet pas que je sois davantage. Regarde-moi donc, je ne suis qu'un si petit bout de femme !... Il faut un peu plus de proportion entre les choses, monsieur le peintre...

Puis, voyant qu'il ne pouvait se maîtriser, elle ajouta plus bas, en appuyant sa tête sur la tête de son fiancé :

— Ne vois-tu pas que j'ai besoin de tout mon courage... Ne me l'ôte pas...

Un peu plus tard, elle demanda à Pierre de lui chercher le prêtre du village, celui qui aurait dû les marier ; elle ajouta en souriant que son éducation religieuse avait été bien négligée, mais qu'elle aimerait à causer un peu avec ce prêtre, qui devait être bon, car il ne voyait autour de lui que la belle campagne de Dieu. Pierre y alla de suite et en voulut mortellement au prêtre de la demi-heure qu'il lui volait ; il lui pardonna cependant en le voyant sortir de la chambre les larmes aux yeux.

Ce fut le lendemain, au petit jour, que Lucy mourut ; les grandes souffrances étaient passées, elle s'éteignit succombant surtout à son extrême faiblesse. Ce matin-là le soleil se leva radieux, et un rayon vint toucher la mourante. Son dernier effort fut un sourire adressé à Pierre et ces mots murmurés très bas :

— Je t'aime...

... Dans le coin du cimetière se trouve maintenant une autre petite tombe ; on y lit ces mots :

LUCY MORAND

Morte à l'âge de vingt et un ans

Elle ne connut de la vie que son printemps.

Deux ans plus tard, Pierre Landrol se trouva parmi les médaillés du Salon. Le jour même où son nom figura à l'*Officiel*, sa cousine Françoise reçut ce petit mot :

« Ma chère cousine,

« Il y a deux ans, tu me rendis un de ces services qu'on n'accepte que de ceux qu'on aime ; j'ai attendu longtemps avant de t'en témoigner toute ma reconnaissance. Je voulais t'offrir quelque chose qui fût digne de toi, et j'ai bien travaillé, je t'assure, pour y arriver ; en faisant le tableau qui vient de me valoir ma première médaille, je pensais souvent à acquitter une dette sacrée. Reçois-le comme je te l'offre. Ta grosse tire-lire d'enfant, ma bonne Françoise, s'est vite changée en un cercueil : un jour je te raconterai tout cela ; je te décrirai une petite tombe sous un saule, où je vais souvent déposer des fleurs des champs : elle aimait tant les fleurs !

« Ne m'oublie pas tout à fait, chère petite cousine, je suis bien seul au monde et souvent très triste ; je n'ai pas de sœur aimante et douce, et je n'ose pas aller auprès de toi, pour me faire l'illusion d'en avoir une.

« PIERRE. »

On ne gronda pas la jeune fille quand il lui fallut avouer ce qu'elle avait fait, parce qu'elle était l'idole de la maison ; on ne la grondait presque pas, même quand elle refusait, sans raison aucune, les « bons partis » qu'on lui présentait. L'ancien bonnetier se gratta la tête, réfléchit longuement en faisant semblant de

lire son journal, puis, sans rien dire, s'en alla chez un marchand de tableaux.

— Connaissez-vous un certain Pierre Landrol, dit-il en faisant semblant de regarder les toiles exposées.

— Parbleu, si je le connais ! J'ai voulu lui acheter son tableau du Salon, — je lui en ai même offert 5,000 francs, lui à qui, dans le temps, je faisais faire des machines à 200 francs, — et il m'a refusé net... Il est comme tous les autres ; un peu de succès le grise tout de suite ; il s'attend peut-être à ce que je lui en offre le double, mais il attendra !

— Bigre !... C'est donc un bon métier après tout que la peinture !...

A son retour, d'un petit ton dégagé, le bonnetier dit que les brouilles de famille étaient stupides, et que Françoise, en écrivant son billet de remerciement, pourrait bien inviter ce garçon à venir manger sa soupe du dimanche à leur table.

Françoise ne se le fit pas dire deux fois.

Pierre étant venu reprendre sa place à la table de son oncle s'y trouva bien, et s'accoutuma sans peine à se laisser choyer par toute la famille ; les préventions contre les artistes avaient complètement disparu...

Les pluies du printemps sèchent vite au soleil...

Jeanne MAIRET.

UN REGARD EN ARRIÈRE

Mes plus chers souvenirs dorment dans un tiroir
De cèdre et de poirier sauvage : —
Sur de pieux trésors qu'en secret j'aime à voir,
Tout en débris mon cœur surnage.

Meuble sacré! — Je l'ouvre avec recueillement
A certains jours marqués par un douloureux signe;
Lorsque mes doigts sont purs, quand l'homme est assez digne
Pour ne rien profaner dans le passé dormant.

J'y reconnais, malgré le nombre des années,
Un pauvre bouquet d'autrefois,
Qui, de toutes ses fleurs depuis longtemps fanées,
Me rappelle un étang des bois;

Des branches d'éventail et des perles anciennes
Qui s'égrènent dans l'ombre au fil de leur collier,
Un mouchoir de batiste, à bords de valenciennes,
Et le nœud de ruban d'un tout petit soulier;

Confusément épars sur des lettres froissées,
Dont le papier mince a jauni,
Mouillé par l'eau de mer des longues traversées,
Ou que des larmes ont terni.

Une miniature ovale sur ivoire,
Me souriant du fond de son lointain passé,
Évoque, toute fraîche encor dans ma mémoire,
La merveilleuse image où rien n'est effacé.

Je baise un galon d'or de casquette marine : —
Un jeune officier de vingt ans,
Imberbe, à cheveux blonds, d'antique et fière mine,
M'apparaît, un jour de printemps,

Dans sa grande toilette à bord de son navire
(Pour épouser la Mort, qui lui visa le cœur),
Saluant d'un rapide et stoïque sourire
Sa lointaine patrie en expirant vainqueur. —

Où sont-ils tant de chers et vaillants camarades
Partis au vol de leurs vaisseaux,
Tout gonflés d'espérance aux brises de nos rades?... —
Les tombes sont loin des berceaux.

Ils sommeillent épars à tous les points du globe,
Sous la neige des pins, le sable des palmiers,
Ceux que la Mort aveugle et sourde nous dérobe,
Et ce sont les meilleurs qui s'en vont les premiers.

Est-ce que pour jamais elle nous les emporte?
N'est-il aucun rayon d'espoir?
Rien ne surgira-t-il de leur dépouille morte?
Ne devons-nous plus les revoir?

Ne sont-ils pas ailleurs destinés à revivre,
Par un souffle divin tôt ou tard ranimés?
Dans l'éternelle nuit, ah! j'aspire à les suivre,
S'ils ne peuvent rouvrir leurs pauvres yeux fermés.

Mais si le fil brisé plus loin se continue,
S'ils reviennent d'un froid sommeil,
Comme des naufragés dans une île inconnue,
Je veux renaître à leur soleil.

J'ai passé dans la vie ainsi qu'un somnambule,
Ignorant d'où je viens, ne sachant où je vais,
Déjà loin de l'aurore, et près du crépuscule,
Et marchant éveillé comme si je rêvais...

André LEMOYNE.

REVUE DU THÉÂTRE

MUSIQUE

I

Après bien des remises justifiées ou tout au moins expliquées par des indispositions successives, *Jean de Nivelle*, opéra comique en trois actes de MM. Gondinet et Philippe Gille, musique de M. Léo Delibes, a été représenté le 8 mars. — Annoncé pour le courant de janvier, cet ouvrage a donc tenu pendant deux mois en éveil l'attention d'un public qui, s'il a quelque critique à formuler en cette circonstance, n'accusera pas du moins l'Opéra-Comique d'une folle précipitation.

A part un « Jean de Nivelle », vaudeville en un acte, de G. Duval et Dumersan, il n'existe dans le passé de notre théâtre aucune autre pièce portant le même titre que l'ouvrage de M. Delibes, opéra comique, dit l'affiche, opéra, dit simplement la partition, mieux d'accord avec la vérité.

Le poème auquel nous avons affaire met en scène un personnage historique; le moment serait propice pour exposer le tableau de l'état politique de la France en 1465, l'antagonisme de Louis XI et des seigneurs féodaux, si cette besogne d'érudition facile n'avait été déjà faite et refaite, un peu partout, pour charmer les loisirs de l'attente, pendant que Jean de Nivelle se dérobait à notre curiosité, et s'il n'était d'ailleurs infiniment préférable de raconter tout uniment les aventures lyriques de ce légendaire personnage.

On est en Bourgogne, au temps des vendanges. Les belles filles du pays écoutent les paroles de la sorcière Simone : elle leur conte les vertus de la mandragore, qui fait aimer, et leur vend la précieuse racine.

Cette Simone est une bonne mère, mais une mauvaise tante. — Elle voudrait faire épouser à son fils Thibaut, pour l'instant prisonnier, accusé de vol, sa nièce Arlette, laquelle repousse cette union, ayant donné son cœur à Jean, le berger, personnage mystérieux et charmant, dont une autre jolie fille, Diane de Beaureillis, est également éprise.

Diane a un père ambitieux : il voudrait faire d'elle la femme de ce comte de Charolais, qui fut Charles le Téméraire. — Opposée aux projets paternels, Diane vient demander aussi à la sorcière un peu de la mandragore qui, piquée d'une épingle portant le nom du bien-aimé, doit faire toute tendresse triomphante.

Elle rencontre Arlette ; les deux enfants se lient d'une belle et rapide amitié, sans se douter qu'elles sont rivales. — Jean, le berger, Jean de Nivelles, affirme nettement dans cet acte son amour pour Arlette.

Ce Jean n'est pas aussi berger qu'il le veut paraître. En réalité, c'est Jean de Montmorency, fils de Jean II, chef de la noble maison des Bouchard ; il a, suivant une chronique peut-être calomnieuse, souffleté son père et, plus sûrement, déserté la bannière du roi Louis XI. — Le poème nous le montre poursuivi, à travers la Bourgogne, par un sire de Malicorne qui doit lui faire épouser, de par le roi, sa fille Isabeau, une bossue, et le faire exécuter ensuite, double mission à la fois agréable au père en quête d'un époux pour une fille disgraciée de la nature et au sujet jaloux de débarrasser son roi d'un vassal réfractaire au service de la couronne.

Simone a pénétré le secret de la haute origine de Jean ; elle le livrerait volontiers à son persécuteur ; une menace d'Arlette la rend muette :

Un mot, et je dirai que nous sommes allées
Sous les chênes maudits, et nous serons brûlées.

Le premier acte peut donc finir sans encombre ; le comte de

Charolais fait de la popularité au milieu des vigneron et goûte le vin nouveau, Jean retourne à ses moutons, et Diane, de plus en plus affectueuse pour Arlette, obtient de l'emmener à la cour de Bourgogne, en qualité de dame du palais, la dérochant ainsi brusquement aux mauvais procédés de la tante Simone.

Au second acte, tout est en fête à Dijon, dans le palais des ducs. — Arlette y a, en peu de temps, opéré des miracles. — Le comte de Charolais et le duc Philippe étaient brouillés. Comme jadis Odette calmait la folie de Charles VI par ses chants et le charme de sa personne, Arlette a apaisé la colère du vieux duc en vocalisant un fabliau.

La paix ainsi faite entre le père et le fils, on se prépare donc à recevoir brillamment le sire de Malicorne, ambassadeur du roi Louis, avec lequel on n'est pourtant qu'à moitié bien. — On touche, en effet, au moment où vont se soulever les grands vassaux contre ce roi qui, favorable aux franchises des villes, mena si rude besogne à l'encontre des seigneurs.

Un favori du comte de Charolais, Saladin d'Anglure, trouve Arlette fort à son gré, et lui fait donner un rendez-vous par le page Isolín, de la part de Jean de Nivelles. Il compte sur cette ruse pour la prendre au piège. — Or, voici que Jean, ayant eu maille à partir déjà avec Saladin, vient le trouver à la cour après avoir échangé sa houlette contre une épée ; Saladin est peu disposé à faire raison à cet adversaire de hasard, selon lui. — Il lui rit au nez :

Prenez mieux vos moments. Je vais parler d'amour
Avec la favorite Arlette.

Mauvaise excuse, — qui transporte Jean d'une fureur aveugle. Il renouvelle la provocation, entraîne Saladin et le tue. Pendant que les deux rivaux sont sur le pré, Arlette et Diane tout entières à un amour au sujet duquel leurs confidences se sont arrêtées au nom de l'amoureux, veulent faire l'épreuve de la mandragore, suivant le cérémonial indiqué par Simone :

Dressez un petit autel,
Placez-y la mandragore.

.

Entourez-là de quatre cierges
Achetés bien dévotement

.
Puis au cœur de la racine
Piquez une épingle fine
Portant le nom bien aimé,
Celui que votre cœur appelle,
Tout aussitôt vous le verrez.

Ainsi font Diane et Arlette. Et le nom inscrit sur la petite feuille, c'est celui de Jean, cruelle souffrance pour Arlette, — trop modeste pour oser croire qu'elle l'emportera dans le cœur du duc de Montmorency. — Ce dernier paraît à ce moment même. — Il a tué Saladin, mais il n'a pas tué la calomnie terrible : il croit à l'infamie d'Arlette, et il la repousse. Cette scène coïncide avec la rupture politique entre la cour de France et la cour de Bourgogne. — Le comte de Charolais annonce, au nom de son père, que la guerre est déclarée ; le sire de Malicorne reçoit lestement ses passeports ; toutefois, avant de prendre les armes, le comte de Charolais a un acte de justice à accomplir : il doit venger la mort de Saladin d'Anglure. Le meurtrier, quel qu'il soit, sera pendu sans miséricorde. . .

Jean se nomme. Il est le meurtrier, mais il est duc de Montmorency, il ne veut pas mourir de la mort d'un vilain.

Le prestige du nom de ce Montmorency, de ce rebelle recherché par le roi de France, bonne recrue pour l'armée de Bourgogne, fait oublier au comte de Charolais le serment de vengeance qu'il aurait impitoyablement tenu sans doute contre un croquant ou un mince gentilhomme.

Il offre à Jean le titre de connétable. Jean accepte seulement une compagnie ; son unique but désormais est de se faire tuer, ne pouvant plus croire à l'amour d'Arlette.

Un chant de guerre sert de péroration à cet acte et de prologue à la bataille de Monlhéry, à laquelle la troisième partie du drame est consacrée.

Plein d'épisodes dont l'abondance est facilitée par les données de l'histoire même, nous montrant le parti bourguignon et le parti français tour à tour maîtres du terrain, ce dernier acte s'analyse vite au seul point de vue dramatique.

On y voit Arlette rattachée à une vague espérance, Jean de Nivelle bataillant pour le Bourguignon, puis pris de remords à la vue de la bannière de France qui lui rappelle ses devoirs méconnus, son père dédaigné, sa patrie outragée. Il va suivre cette bannière, tomber dans les griffes de Tristan, le ministre-bourreau de Louis XI, lorsque la voix d'Arlette l'arrête, le charme, le ramène à l'espérance et à l'amour.

Une nouvelle se répand tout à coup : la paix se signe sur le terrain tout chaud de la bataille ; le comte de Charolais garantit la sécurité de Jean s'il veut retourner à la cour de France, mais Jean se soucie moins que jamais des faveurs du terrible roi Louis. — Comme l'a dit depuis la chanson, il préfère « ne pas quitter l'amour de sa mie ». — Il épousera donc Arlette ; le sire de Malicorne s'en retournera, tout déconfit, vers son Isabeau ; Simone en sera pour ses frais d'ambition maternelle et Diane de Beaulieu piquera la mandragore en vue d'un autre galant.

Telle est la pièce dont quelques détails ont pu nous échapper, mais non le sens général, qui doit permettre d'en définir le caractère.

C'est un opéra de sang mêlé ; le drame lyrique s'y combine avec l'opéra comique proprement dit, dont il relève, par l'importance du dialogue, la multiplicité et la nature des incidents.

Suivant le procédé classique, tout opéra comique qui se respecte doit prendre deux amoureux éperdument épris, les promener à travers diverses difficultés et les conduire sagement à l'autel, au dénouement, si bien que l'on a pu résumer ainsi les aventures de tout héros pétri d'après la recette courante : au premier acte, il se marie, au second acte, il ne se marie pas ; au troisième acte il se marie — C'est fatal ; il y a des exceptions, mais comme partout elles confirment la règle.

Autrefois, quand les chanteurs savaient aussi être des comédiens, deux parts bien tranchées pouvaient être faites dans un ouvrage destiné à la salle Favart : l'action développée tout à l'aise pour le plaisir de l'esprit et l'intelligence du sujet, la musique destinée à exprimer, à accentuer les sentiments nés de l'action. — Aujourd'hui, il faut compter avec l'éducation imparfaite, les résistances, les défauts naturels de certains artistes pour qui le

dialogue est une gêne et souvent un obstacle insurmontable.

Il faut compter bien davantage encore avec le goût du public dont les tendances, conformes à celles de l'art contemporain, s'accommodent assez mal de ce mélange de prose et de vers, de dialogue et de musique, de chair et de poisson, qui constitue en somme un genre parfaitement faux, quand il ne s'agit pas d'une de ces pures comédies musicales, badinages d'artiste en belle humeur, dans lesquelles on ne doit rien prendre au sérieux.

On veut être respectueux des œuvres anciennes du répertoire et on aurait tort de ne pas l'être, car elles sont un enseignement, mais il est permis de poursuivre un autre idéal.

Des idées assez étendues exprimées dans un article sur les « Musiciens et le Théâtre-Lyrique », qu'on lira à cette place, me dispensent d'insister sur ce sujet, très actuel, en ce moment où l'existence d'un nouveau théâtre de musique est si fréquemment mise en cause.

Je veux dire seulement que *Jean de Nivelle*, né drame dans la pensée de ses auteurs, aurait pu rester drame en passant dans le domaine musical, mais drame lyrique dans la nette acception du mot.

Les ouvrages de cette catégorie doivent être à la fois plus et moins qu'un drame purement littéraire. — Ils veulent plus de clarté, plus d'élan, plus d'essor, plus de cette qualité maîtresse qui est le lyrisme ; ils veulent moins de complications, moins de combinaisons et, je dirai le mot, moins d'habileté, moins de finesse dans le jeu des événements, car une intrigue si ingénieuse qu'elle puisse être ne se formule pas musicalement.

Scribe, — en citant ce nom, je ne crains pas de passer pour un farouche, — Scribe a formulé en matière de haute composition dramatique deux principes excellents : l'un est qu'il faut toujours donner la situation au musicien, l'autre qu'un opéra est d'autant meilleur qu'on en pourrait plus facilement faire un ballet, c'est-à-dire un ouvrage dans lequel les faits parlent assez clairement aux yeux pour rendre toute expression verbale inutile.

Jean de Nivelle aurait gagné à l'application de cette théorie ; l'ouvrage, abondant en menus faits souvent précipités, a laissé beaucoup d'indécision dans l'esprit des spectateurs et leur a

causé quelque fatigue ; dégagé du dialogue, il se serait présenté sous une forme plus concrète, plus nette, plus claire ; les grandes lignes se seraient tout naturellement accentuées, les détails parasites auraient disparu et la musique y aurait ainsi trouvé beaucoup plus de raisons que de prétextes.

Mais le cahier des charges de l'Opéra-Comique est inflexible ; c'est lui qui a induit en excès de prose deux auteurs expérimentés dont l'un a prouvé sa maîtrise en l'art du théâtre ; c'est à ce Codex des préparations locales qu'il en faut faire remonter la faute.

Heureusement, un cahier des charges est perfectible comme une constitution. Celui qui condamne les auteurs à un amalgame préjudiciable à leurs intérêts est fatalement voué à une révision prochaine.

II

L'auteur de la partition de *Jean de Nivelle* est un vaillant et il est un jeune, bien que son nom ait été pour la première fois jeté à la foule, du haut de la petite scène des Folies-Nouvelles, il y a tout juste vingt-cinq ans ; mais alors M. Léo Delibes n'était même pas encore un jeune, il était un adolescent. L'enfancement des renommées se fait communément avec une si laborieuse lenteur dans cette dure carrière des arts, que la jeunesse s'y prolonge, par grâce spéciale, bien au delà des limites vulgaires.

Avant d'arriver à l'Opéra où il a donné d'abord trois compositions chorégraphiques : *la Source*, le ballet du *Corsaire*, *Coppélia*, à la suite desquelles il a été aussitôt classé parmi les musiciens les plus ingénieux et les plus délicats de l'école contemporaine ; avant de donner à l'Opéra-Comique *Le Roi l'a dit*, œuvre d'une spirituelle fantaisie, et encore à l'Opéra, plus récemment, *Sylvia*, ballet en trois actes, M. Delibes a écrit pour divers théâtres de genre et pour le Théâtre-Lyrique beaucoup de petits ouvrages dans lesquels se sont successivement affirmées et développées des qualités exquisées et très françaises. Je n'en rappellerai pas les titres, je dirai seulement que ces ou-

vrages ne s'élèvent pas à moins de dix-sept, nombre très concluant en faveur de l'activité du jeune maître.

Dans *Le Roi l'a dit*, le compositeur n'avait eu à faire montre que de l'ingéniosité de son esprit, des ressources d'un talent particulièrement gracieux et léger, enfin d'une connaissance parfaite de l'instrumentation.

Chanté par Ismaël, Lhérie, MM^{mes} Priola et Chapuis, toutes deux disparues, l'une morte, l'autre ayant renoncé au théâtre à l'heure même où elle s'y annonçait comme une charmante cantatrice doublée d'une très fine comédienne, cet ouvrage, donné tout justement le 24 mai 1873, une date politique inoubliée, reçut le contre-coup des préoccupations du moment. Joué à Vienne, en 1874, il y a obtenu un vif succès et, malgré sa destinée trop brève en France, il n'a cessé de compter largement à l'actif de M. Léo Delibes.

Tout en le retenant encore sur le terrain de l'opéra comique, *Jean de Nivelle* a laissé entrevoir au musicien un horizon plus vaste. Il s'y est montré, suivant sa nature déjà bien définie, franc, clair, élégant, expert en l'art d'associer les timbres de la façon la plus piquante; il y a poursuivi et rencontré des terminaisons heureuses, inattendues, des notes finales parfois envolées dans un grand souffle. Ennemi de la banalité même jusqu'à la recherche, son talent très divers s'est déployé avec toutes ses ressources dans vingt-deux morceaux, dont six comportent deux, trois et même quatre divisions. Plus de sobriété n'aurait pas nui à l'ouvrage : l'auteur lui-même en aurait bénéficié en accordant plus d'importance à certains passages de choix, où l'on voit que l'Esprit du grand opéra l'a hanté.

Cette émulation dont il se montre animé en cherchant à élargir sa manière, en manifestant son désir de chanter des épopées après avoir murmuré des idylles, n'a pas été un stérile effort. Dominé peut-être par le souvenir d'œuvres récentes, il a voulu faire à son tour ses preuves de force, et ces preuves, il a eu le bon esprit de chercher à les faire sans rien vouloir perdre de sa grâce native.

On ne manquera pas, — on l'a déjà fait, — de reprocher à M. Léo Delibes cette évolution vers une forme plus lyrique, cette

espèce d'infidélité au genre léger dans lequel il a trouvé jusqu'ici le succès. Sa conviction n'en sera probablement pas ébranlée, ni son désir amoindri. Il n'y a pas à s'étonner de ces reproches ; ils sont bien dans l'esprit de spécialisme particulier à notre époque. Dès qu'un homme s'est fait chez nous une certaine renommée en un genre, on ne lui permet guère de sortir des limites étroites où il l'a acquise, et s'il essaye quelque autre conquête on regarde assez volontiers sa tentative comme une présomptueuse atteinte à la propriété du voisin.

Mais la musique de M. Léo Delibes est riche d'ardeur et de santé ; elle peut, malgré les augures, aller respirer l'air des sommets.

Jean de Nivelle a été accueilli avec une faveur très démonstrative. On a fait bisser la dernière partie du finale du second acte, les couplets de la « Fleur » au troisième et un entr'acte-marche, très original, très curieusement ouvragé.

On a beaucoup loué cet intermède instrumental ; je n'aime pas en général ce vif engouement prenant tout justement pour objectif, dans un ouvrage dramatique, un morceau qui est à proprement parler un hors-d'œuvre ; rien de pire pour un opéra si l'on peut dire que le plus clair de son succès est dans les entr'actes.

Ce n'est heureusement pas le cas de M. Léo Delibes ; il a été payé de ses peines en monnaie de franc aloi.

Je cite en courant, parmi les passages en relief de cette partition, en dehors des trois morceaux dont je viens de parler, le chœur des vendangeuses, la ballade de la Mandragore, le duo de Simone et d'Arlette, les couplets de Jean : « Je vais où le hasard m'attire », la ronde populaire, l'air brillant d'Arlette, son duo avec Diane, le final du second acte, un trio bouffe, les stances de Jean, enfin, à peu près tout ce qui est du rôle du comte de Charolais, notamment au troisième acte.

Dans le final du second acte, morceau de force très voulu, il y a quelque abus de ce bruit qu'il ne faut pas confondre avec la sonorité. L'éclat strident des cymbales, indice de ce goût pour les instruments de percussion qui est le péché mignon de nos jeunes maîtres, emprunte et communique une valeur réelle

à la masse orchestrale, à la condition pourtant de nous arriver non pas brutalement, mais enveloppé d'harmonies. L'effet y gagne cette plénitude qui est le caractère de la véritable sonorité.

La sèche et imparfaite nomenclature que je viens de donner ne saurait être considérée comme définitive. J'aurai l'occasion de revenir sur *Jean de Nivelles* lorsqu'il aura subi une contre-épreuve devant le public de tous les jours. Une unique audition ne permet guère qu'une vue d'ensemble sur un aussi important ouvrage, certainement trop chargé d'incidents musicaux, mais dont les points saillants doivent se dégager plus nettement après quelques soirées.

L'interprétation a été fort bonne; elle aura sa part dans le succès. M^{lle} Bilbaut-Vauchelet, délicieuse virtuose, arrivant à donner au son une ténuité prodigieuse sans lui rien faire perdre de sa pureté, exprimant avec un charme et un éclat extraordinaires les nuances très variées de son rôle, a été applaudie et rappelée avec frénésie; M^{me} Engalli, avec ses belles notes graves, son expression pénétrante, son jeu énergique, M. Talazac, dont la voix tantôt s'attendrit, tantôt sonne comme une claire fanfare, M. Taskin, dont l'organe souple et l'excellent style ont été un des charmes de la soirée, enfin M^{me} Mirane (Diane) et Dalbret (le page) ont formé autour de la blonde Arlette une association de talents qui devrait bien donner à réfléchir à l'organisateur des soirées italiennes de la Gaîté, où, quand la céleste étoile Adelina s'éclipse, la nuit n'est peuplée que de douteuses lanternes.

M. Maris n'a qu'un rôle de troisième plan; il le chante et le compose avec conscience. Les deux personnages confiés à MM. Grivot et Gourdon, très bien tenus dans un genre tout particulier, ont pris cependant une allure d'opérette et n'ont pas semblé à leur place sur cette scène et dans ce milieu.

Les décors et la mise en scène sont parfaits. Les costumes viennent en droite ligne des miniatures du manuscrit des *Chroniques de Froissart*, qui est à la Bibliothèque nationale. M. Thomas les a arrangés à merveille en vue du théâtre, en leur conservant leur caractère. Il y a peut-être beaucoup de fourrures dans les surtouts pour une pièce qui se passe dans la

saison des vendanges, mais il ne faut pas chicaner sur ces riens. Il vaut mieux constater, une fois de plus, que M. Carvalho est toujours animé, pour les mille détails de la mise en scène, du plus pur esprit artistique et que, directeur de l'Opéra-Comique, il n'a pas oublié les bonnes traditions du Théâtre-Lyrique, dont il fut le fondateur. Le souvenir de ce qu'il a pu faire pour la musique et pour les musiciens, dans ce théâtre, pendant les beaux jours du boulevard du Temple et de la place du Châtelet, reste l'un des meilleurs arguments en faveur de sa reconstitution prochaine.

III

La première audition du *Faust* de Schumann vient d'avoir lieu au concert populaire du Cirque d'Hiver. C'est un événement important dans la série des exécutions musicales dirigées par M. Padeloup.

On compte quelque chose comme seize ou dix-huit partitions écrites d'après le poème de Goethe, sans parler de celles de Gounod et de Berlioz; presque toutes se bornent à une mise en œuvre de la partie philosophique et sentimentale de ce poème : l'amour de Marguerite et du vieux docteur rajeuni par le philtre de Méphistophélès.

Schumann n'a donné qu'une importance secondaire à la version humaine; il est entré en plein dans le *Faust* mystique, lequel, après une suite de scènes difficiles à commenter, aboutit à l'intervention de l'Éternel Féminin qui sauve l'amant de Marguerite et où l'on voit les Anges novices, les Anges accomplis, la grande pécheresse Magdeleine, la Samaritaine, Marie l'Égyptienne et celle « qui fut nommée autrefois Gretchen » passer dans le nuage en compagnie des Enfants bienheureux paraissant en « légers tourbillons » pour faire au docteur béatifié à son tour les compliments les plus gracieux et les plus inattendus.

Commencé en 1844, terminé en 1849, peut-être même en 1850 seulement, le *Faust* de Schumann appartient à la seconde période de la vie militante du compositeur saxon; la maladie

nerveuse dont il souffrait alors, la fréquence de ces conceptions délirantes qui le faisaient se jeter hors du lit pour écrire des mélodies dictées par les spectres de Schubert et de Mendelssohn, expliquent et sa prédilection pour les scènes étranges du second Faust et le caractère souvent obscur et vague de sa musique.

Cette maladie datait de sa vingtième année : elle fut une lutte presque constante contre la folie. Par une nuit d'hiver de l'année 1884, Schumann voulut échapper à ses obsessions, à ses visions : il se jeta dans le Rhin ; on l'en retira complètement fou. Deux ans après mourait à Bonn, dans un asile d'aliénés et sans avoir retrouvé une lueur de raison, l'homme qui a écrit comme premiers essais les *Nouvelettes*, les *Arabesques*, toutes ces petites pièces caractéristiques pleines de sentiment et de charme dont les *Scènes d'Enfants* sont le type le plus connu.

Les musiciens qui lisent et étudient attentivement sur la partition les œuvres de la seconde époque de la vie de Schumann rendent hommage au génie de ce maître et le tiennent en haute estime ; le public le goûte moins, faute de l'avoir aussi intimement pénétré.

L'interprétation de son *Faust* au Cirque d'Hiver n'aura que très insuffisamment contribué à donner aux simples auditeurs, incapables de rectifier leur impression, la musique en main, une notion exacte de cet ouvrage.

Il leur est donc apparu sous un aspect monotone. Des harmonies flottantes et lâches enveloppent l'ensemble dont les traits ont peine à se dégager.

Après une ouverture accentuée vers la fin en un mouvement de marche, l'œuvre débute par la scène du Jardin. C'est un morceau d'une poésie discrète, voilée, une rêverie, où ne se mêlent point les expansions de l'amour physique ; l'expression devait en être particulièrement délicate ; on l'a trouvée exécutée trop durement, sans les nuances qu'elle comporte.

Dans la scène de l'Église, si belle dans le *Faust* de Gounod, alors qu'au chant des orgues, aux éclats terrifiants du *Dies Iræ*, l'Esprit fait crier le remords et souffle l'épouvante dans l'âme de Marguerite, Schumann semble s'être épuisé en efforts vains pour arriver à la puissance dramatique et lyrique.

Le début de la seconde partie contient une jolie page descriptive et un chœur d'un mouvement bien défini. Plus loin, dans l'épisode du Souci, la musique coule lente, sans incidents, accusant presque ce mépris de la forme si souvent reproché à Schumann.

Le fragment intitulé *La Mort de Faust* offrait une des situations les mieux faites pour frapper sa nature impressionnable.

En plein drame philosophique, la scène est d'une intensité puissante. Faust, devenu soudainement aveugle, n'a point abandonné ses projets créateurs. Il veut opposer une barrière de terre à la mer envahissante. « Debout, mes serviteurs ! debout l'un après l'autre ! Que ma pensée hardie se réalise glorieusement ! »

Dans l'ombre vient Méphistophélès avec des ouvriers-fantômes, des Lémures. Il rit : « Il ne s'agit pas ici d'efforts ingénieux. Que le plus grand de vous autres s'étende là ; vous, arrachez le gazon tout autour de lui ; comme on fit pour nos pères, creusez un carré long. Pour ceux de la chaumière ou pour ceux du palais, voilà, voyez-vous, la sotte fin des choses. »

Et les Lémures, avec des gestes bizarres, creusent une fosse, en chantant leur chanson.

Et Faust, les yeux sans lueur, sort de son palais en tâtonnant contre les piliers de la porte. Il écoute avec ravissement le bruit des bèches des fossoyeurs ; enthousiasmé, croyant à son œuvre, il s'écrie : « C'est la multitude qui travaille pour moi ! La terre assigne aux flots une limite. Je conquiers de l'espace pour qu'on y vienne habiter dans la libre activité de l'existence. »

Méphistophélès ricane toujours devant ce rêveur dont l'heure est venue. Faust tombe au milieu de son enthousiasme et on le couche, mort, dans cette terre ouverte pour lui et où il croyait entendre le bruit de la vie.

Cette scène n'a pas revêtu, dans l'ouvrage de Schumann, un caractère bien accentué. On y devait attendre l'expression mordante et ironique de Méphistophélès, l'originalité de la forme dans la chanson des fossoyeurs, l'exaltation grandiose de Faust, bientôt frappé au sommet de son rêve ; rien de tout cela n'en est clairement sorti et, quoi qu'on ait pu mettre à la charge d'une exécution peu conforme aux mouvements indiqués par le compo-

siteur, la critique trouve encore un fondement sérieux dans l'essence même de ce fragment.

La troisième partie, où l'on rencontre tout d'abord le joli chœur des anachorètes, est celle qui répond le mieux au tempérament de Schumann et celle aussi qu'il a le mieux réussie. Il n'en a été donné que des extraits parfois malheureusement arrêtés au meilleur endroit.

Le solo final du soprano accompagnant le chœur des anges est d'un tour heureux et très frappant; aussi le succès, à ce moment, a-t-il été fort vif.

En somme, séance curieuse et instructive. On a applaudi et on a protesté; le public des Concerts populaires est coutumier de ces conflits d'opinion, il se plaît à ces témoignages bruyants, toujours intéressants, comme tout ce qui sent la bataille, comme tout ce qui affirme la vie intellectuelle, le sentiment et la passion artistiques des foules.

Louis GALLET.

LETTRES

SUR

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

Le Reichstag donne le spectacle qu'il devait donner. Ni révolution ni évolution ne peuvent se faire dans un corps dont le mouvement, et surtout la pesanteur, ont été déterminés par les combinaisons mathématiques de M. de Bismarck.

La Chambre allemande me rappelle une définition du pendule à pirouette. Je ne l'invente pas. Tout Français peut la lire dans le Dictionnaire de notre grand Littré. J'espère que la malice de ma comparaison sautera aux yeux de mon lecteur.

Reichstag ou pendule. « Corps pesant suspendu à l'extrémité inférieure d'une tige métallique, dont l'autre bout est attaché à un point fixe, — la volonté de M. de Bismarck, — autour duquel le système peut osciller. »

De gauche à droite, de droite à gauche, ainsi va le Parlement de Berlin.

C'est M. de Benningsen qui aura le prix de l'oscillation. D'abord dévoué à M. de Bismarck, devenu son ennemi ensuite, rentré en grâce aujourd'hui, l'ancien président du Reichstag, comme nous l'annoncions dans notre dernière lettre, est de plus en plus désigné pour recevoir l'honnête récompense d'un ministère.

Le discours de M. de Benningsen à propos de la loi militaire oscille manifestement sous l'impulsion de la tige métallique de M. de Bismarck. Comme il est plus précis que celui de M. de Moltke, lequel, il nous semble, parle sans enthousiasme « d'une

nécessité de fer qui force le gouvernement à imposer de nouveaux sacrifices à la nation allemande » ! Et le feld-maréchal ajoute : « Pour introduire un allègement au service militaire, on ne saurait choisir un moment plus défavorable que le moment actuel. » Combien ce mouvement oratoire est faible à côté de celui de M. de Benningsen ! Qu'on en juge :

« La France arme et oblige l'Allemagne aux armements. » Ici une phrase un peu lourde : « Les sentiments pacifiques du gouvernement et du peuple allemand sont bien établis ; par conséquent, si la France entretient son armée sur le pied de guerre, c'est qu'elle veut la guerre à l'Allemagne. » Et M. de Benningsen s'écrie : « Je ne peux m'imaginer d'illusion plus folle que celle de croire que la France et l'Allemagne auraient les meilleurs rapports si l'Allemagne n'avait pas, en 1870, réclamé les anciennes provinces allemandes. Si, après Sedan et Paris, la France eût pu faire la guerre avec les forces de l'Alsace-Lorraine, le cri de revanche eût été plus fort et plus grand. » A ce compte, pour qu'une nation n'ait jamais la pensée de « réclamer ses anciennes provinces », il faudrait l'annexer tout entière.

Le discours-ministre de M. de Benningsen a donc eu son plein succès, puisqu'il a provoqué le renvoi à une commission parlementaire de vingt et un membres du projet de la loi militaire.

En vain M. Richter, progressiste, avait-il supplié le Parlement d'examiner avec clairvoyance « la situation financière du pays qui exige la plus stricte économie ». En vain M. Reichensperger, du centre, avait-il déclaré que les armées seules ne sont point une garantie de puissance, et qu'« une nation, économiquement forte, est capable de se défendre ». En vain M. Windthorst, ultramontain, s'était-il écrié que « la nécessité de l'augmentation des effectifs ne lui paraissait pas suffisamment prouvée ». En vain le général de Kameke, ministre de la guerre, acculé dans ses retranchements, avait-il confessé que le gouvernement, à propos de la réorganisation de l'armée, n'était pas « poussé par des raisons d'un caractère aigu ».

Qu'importent les résistances et les hésitations ! M. de Bismarck le veut, et il y aura sept années de dictature militaire, un

budget biennal, un service triennal, pas un balancement de pendule de plus, pas un balancement de moins. La pesanteur marche à la baguette métallique. Alors pourquoi M. de Bismarck, qui redresse tout à son gré, prend-il des airs penchés? Lui qui marque les vibrations et les arrête, qui décide des repos ou des vitesses acquises, qui décrète l'action, qui gouverne les mouvements, qui règle le temps, pourquoi fait-il des façons lorsqu'il triomphe?

Serait-il aussi : *commediante* que *tragediante*?

Bien portant, beau mangeur, bon buveur des « crus de Hongrie, cadeaux de son ami Andrassy », il occupe l'Europe et attendrit l'Allemagne sur les épreuves de sa pauvre santé.

Plus avide que jamais de gouverner, en possession d'une autorité absolue, qu'il confirme en mettant au pouvoir, en y maintenant ou en y préparant des hommes qui lui appartiennent, comme le prince de Hohenlohe, le comte de Stolberg, le comte de Hatzfeld, M. de Benningsen, il fait répandre le bruit de sa retraite. Si le vieil empereur, toujours mal dompté, se révolte encore, le prince impérial, autrefois insoumis, accepte la domination « de fer ». Il y a certainement avantage pour la somme de puissance à recueillir. Lorsqu'on est le maître, pourquoi sans cesse menacer ses serviteurs de quitter la maison?

Le prince chancelier se plat et s'est toujours plu aux grandes et aux petites roueries. La manière dont il use des hommes ou dont il use les hommes est curieuse. Quand l'un d'eux ne subit pas sa domination absolue, et qu'il s'est permis d'avoir une idée personnelle ou une velléité de résistance, il l'emploie aux besognes sacrifiées.

Ainsi de M. de Puttkamer, qui a dépassé un jour la mesure des concessions à faire aux ultramontains, M. de Bismarck le brise ridiculement à coups de *h*. Le doux ministre de l'instruction publique ne s'était-il pas permis de faire supprimer cette lettre dans la féroce orthographe allemande! Le chancelier « de fer » s'est montré, et l'*h* a été réintégrée dans tous ses droits.

Ainsi de M. Radowitz, faisant autrefois fonction de sous-secrétaire d'État, pendant l'été. Un jour M. de Bulow est appelé à son poste par M. de Bismarck; il rentre à l'improviste et trouve

M. de Radowitz récalcitrant, lequel ne voulait rien céder de sa part des canicules. M. de Bismarck dut se fâcher. Encore un homme d'État destiné aux besognes sacrifiées; sans doute on l'enverra en France.

On a discuté longuement au Reichstag la loi contre les socialistes. Le comte Eulembourg, ministre de l'intérieur, a demandé que la loi fût prorogée jusqu'en 1886 et qu'elle passât de l'état transitoire à l'état définitif. Le régime exceptionnel créé par la loi d'octobre 1878 avait trouvé des résistances dans le parti ultramontain qui vote maintenant sa prorogation. Les débats ont été curieux. Une dernière élection à la Chambre ayant constaté le progrès que fait le socialisme dans la masse du peuple allemand, la loi réunit les conservateurs de toute nuance.

La presse socialiste allemande à l'étranger, à Zurich et en Angleterre, avait provoqué une polémique peu favorable au retrait de la loi.

« L'organe officiel des socialistes, dit le ministre à la tribune, prêche l'agitation illégale et la guerre contre les lois, il faut donc que le gouvernement se protège. » M. Bebel, socialiste, répond « qu'un parti auquel une législation exceptionnelle enlève ses moyens légaux de propagande, songe, sans qu'on doive s'en étonner, à sortir du domaine de la légalité et à user des moyens violents ». M. Vahlteich, socialiste, termine son discours par ces paroles presque menaçantes : « Je ne crois pas à la possibilité d'une révolution vieux style avec des barricades, vu le militarisme et l'armement modernes; d'ailleurs, savons-nous ce qui se passera dans une période de six ans, si nous ferons une révolution, si vous nous excitez à en faire une? Vous en êtes les maîtres; nous vous prions donc, au nom de la patrie et de la justice, de ne pas consentir à la prorogation de la loi contre les socialistes. »

Le Reichstag a renvoyé le projet à une commission de quatorze membres, dont trois orateurs ont soutenu la prorogation de la loi, trois l'ont attaquée et deux ont demandé le renvoi à la commission. Huit voix étant acquises, la loi est votée.

I

En Russie, la presse a essayé de prouver durant tout une semaine que le nihilisme est le fruit de ce socialisme allemand avec lequel commence à compter M. de Bismarck. Nous savons que le prince-chancelier a entretenu chez les nations voisines des éléments désorganisateurs, qu'il s'en est servi, mais nous ne croyons pas qu'il les ait créés. La *Saint-Petersburger Zeitung* répond à une série d'articles publiés à ce sujet en disant : « Le nihilisme est malheureusement un produit de notre sol », et le *Nouveau Temps* déclare que « en haut lieu, ce n'est pas aux étrangers qu'on impute le crime d'avoir favorisé la propagande nihiliste ».

Donc, le nihilisme est bien russe, de l'aveu des Russes eux-mêmes, et c'est à la Russie qu'incombent les responsabilités de sa situation. Par conséquent, c'est aux Russes de sauver la patrie russe et de l'arracher à ces périls dont ses propres enfants la menacent.

La nomination de Mickael Tarielowich, comte Loris Mélikoff, ne paraît avoir ni intimidé, ni désarmé les ennemis de l'état de choses actuel en Russie. Le général Loris Mélikoff est un soldat. Il n'y avait pas de courage qu'on ne lui connût. Le héros d'Aladja-Dag, le vainqueur de Kars, le gouverneur du district du Volga luttant contre la peste et traitant le fléau en ennemi jusqu'à ce qu'il en ait triomphé, ayant été désigné pour prendre la tête de la colonne qui combat le nihilisme a, naturellement, essuyé le premier feu.

L'extrême vaillance suffit-elle pour lutter à la fois contre le fanatisme aveugle et contre le clairvoyant désir des réformes?

Le nihilisme aujourd'hui n'est plus la secte étroite des premiers jours de sa fondation. Il s'alimente de tous les partisans du régime constitutionnel, partisans des libertés nécessaires et des réformes administratives. Si le tzar, du jour au lendemain, écoutait les prières de son peuple et la voix de l'Europe, le nihilisme, réduit à ses utopies, ne serait pas plus un danger que ne l'est en France le socialisme sous la République.

Le général Loris Mélikoff a un grand rôle à jouer, si, en

même temps qu'il assure l'ordre, il obtient de l'empereur la réalisation de cette grande parole qu'on ne saurait trop répéter et rappeler à celui qui l'a dite : « Il faut que les réformes viennent d'en haut, non d'en bas. »

Par le fait d'un pouvoir dictatorial, le comte Loris Mélikoff possède en Russie un élément de gouvernement qui manquait : l'élément centralisateur. Mais lui sera-t-il possible de donner une direction unique, fût-elle tout d'abord arbitraire, aux forces hostiles qui luttent les unes contre les autres dans les pouvoirs de l'État et créent l'anarchie sous un gouvernement monarchique?

Il ne faut pas se dissimuler plus que le président de la commission suprême, « les difficultés » d'une pareille entreprise. Des appétits que le gaspillage, que le vol organisé ne pouvaient assouvir, ont consacré, pour ainsi dire, des habitudes de corruption que le fonctionnarisme se prépare à défendre par tous les moyens contre ce qu'il appelle l'usurpation du contrôle.

Est-ce avec de tels éléments de désordre qu'on peut lutter contre la révolution? D'une part, une organisation puissante du péril vise les fonctionnaires, ennemis du réformateur; d'autre part, une organisation puissante de la résistance à la réforme entrave l'action du dictateur. Le comte Loris Mélikoff a donc pour adversaires implacables à la fois ceux qu'il veut protéger contre l'administration, et les fonctionnaires qu'il défend contre ceux qui les attaquent.

Cette œuvre ne dépasse-t-elle pas la mesure de toutes les bravoures et celle de la force humaine?

Il semble que le général ait été un instant pris de vertige au bord de cet abîme. Épouvanté de son isolement, il a fait appel au concours de « tous les bons citoyens ». Mais les « bons citoyens » croient que, pour échapper à la révolution, il faut que l'empereur consente aux réformes. Entre les périls qui planent en haut et les périls qui montent d'en bas, le tzar est forcé de choisir. Les traditions de sa politique le convient à se rappeler aujourd'hui l'un de ses propres axiomes : « Les nations ne peuvent résister au courant qui les emporte dans la voie de l'affranchissement. »

L'accord conclu entre la Russie et l'Angleterre en 1844, et qui reconnaissait la neutralité de la Perse et de l'Asie centrale, rompu par la guerre de Crimée, s'était depuis tacitement rétabli, le cabinet de Saint-Petersbourg n'ayant pas plus intérêt que n'en avait celui de Saint-James à exciter le fanatisme asiatique et à lancer les populations indiennes musulmanes dans une lutte suprême contre les puissances européennes.

Avec un cœur moins léger que celui de lord Beaconsfield, il fallait tout prévoir et craindre même de jeter sur la Russie la race jaune qui se soulève à certaines époques, que les remous font déborder. Comme en 1789, la Chine prépare en ce moment une de ses formidables invasions.

En admettant pour la Perse le droit d'occuper Hérat, le Foreign Office a fourni un aliment au fanatisme asiatique, car si les Afghans exècrent l'Angleterre et sont résolus vis-à-vis d'elle à « la guerre sans fin », les populations de Hérat et de Seistan, qui sont Sunnites, abhorrent les Persans.

Le comte Beaconsfield a donc préparé, par sa politique extérieure de romancier, des situations dramatiques au monde entier.

II

Et c'est pourquoi, dans la crainte que son action, mal conduite, n'ait tout à coup quelque dénouement fatal, le noble lord s'est décidé avec tant de brusquerie à dissoudre le Parlement.

Mesure imprévue annoncée par le chancelier de l'Échiquier, sir Stafford Northcote à la Chambre des Communes et qui permettra au nouveau Parlement de se réunir dans les premiers jours de mai.

Lord Beaconsfield, dans sa lettre au vice-roi d'Irlande, déclare à l'Angleterre qu'elle a « rarement eu dans ce siècle une occasion plus solennelle d'exprimer ses vœux », et l'imprudent homme d'État livre son secret en ajoutant : « Consolider l'union entre l'Angleterre et ses possessions éloignées, tel est le caractère impérieux que doit avoir la politique anglaise. »

C'est donc bien à cause des difficultés menaçantes de la politique indienne que le Parlement est dissous. La fameuse paix avec Mohamed-Jan, les fameuses négociations avec la Perse pour Hérat, les non moins fameuses futures expéditions destinées à la conquête des territoires qui devaient former plusieurs Afghanistans, tout cela est enrayé, ou doit servir pour les grandes manœuvres électorales.

La politique anglaise est devenue purement indienne, persane ou même chinoise, ou encore asiatique mineure.

Quant à la politique européenne de lord Beaconsfield, elle est sensiblement bismarckienne. Le prince-chancelier pense pour l'Allemagne et pour l'Angleterre à la fois. M. de Bismarck saura prouver sa sollicitude pour le Foreign Office durant les élections et récompenser en lord Beaconsfield un fidèle serviteur qui sait se soumettre, ou s'emporter au gré de celui qui le dirige. Je ne doute pas que « l'ami de Berlin » ne fournisse quelque précieux concours à son protégé de Londres contre les libéraux.

Ainsi donc l'Angleterre gardera ce que lord Beaconsfield appelle : « la suprématie de l'Angleterre dans les conseils de l'Europe » et qui n'est que la soumission à l'Allemagne, ou bien elle reviendra « au principe passif de la non-intervention ».

A l'Angleterre de décider selon l'ultimatum du cabinet tory.

Les whigs n'ont pas le droit de commettre une faute, parce qu'à leur succès est attaché la cause du libéralisme anglais et celle de la paix européenne.

Il est certain qu'une entente désintéressée entre un cabinet libéral et la Russie triompherait bien vite de l'agitation indienne et rétablirait les garanties de la zone neutre. La question grecque réglée en faveur de la Grèce, du consentement même de la Turquie, que des procédés moins impertinents pourraient convaincre, calmerait le réveil de la question d'Orient ; de créature qu'elle est, l'Angleterre, redevenant une puissance vis-à-vis de M. de Bismarck, tels sont les avantages inappréciables que les élections libérales anglaises peuvent apporter à la politique européenne et asiatique.

Nos vœux sont donc très ardents pour le parti des Gladstone des Harcourt, des John Bright, des Hamilton, des Derby, des

Chamberlain, des Forster, pour les rénovateurs des traditions libérales de la vieille Angleterre. Le parti radical, dans lequel nous comptons des amis, quoique composé d'un petit nombre d'hommes, peut exercer une grande influence sur l'opinion par le désintéressement dont il fera preuve, nous n'en doutons point, et par l'aide qu'il apportera aux adversaires de lord Beaconsfield.

III

La Grèce, confiante une fois encore dans les promesses du Foreign Office, renonce à poursuivre ses négociations directes avec la Turquie, et se livre pieds et poings liés à son pire ennemi. M. Coundouriotis, ministre de Grèce à Constantinople, a remis à la Porte une note de son gouvernement, déclarant inacceptables les dernières propositions de Savas-Pacha. La rupture des négociations est donc complète, et le Foreign Office, par sir Austin Layard, a déjà notifié à la Porte le projet de nomination d'une commission internationale, prenant pour base le treizième protocole, à la formation de laquelle il présidera.

Eh bien ! les mensonges de lord Salisbury à M. Waddington, les ruses du cabinet anglais triomphent-ils assez visiblement ? Ce qu'on appelle le différend turco-grec est-il remis assez imprudemment aux mains cypriotes de lord Beaconsfield ?

Et voilà cette question grecque, pour laquelle nous avons tant de fois confessé notre sollicitude, livrée aux hasards et aux fluctuations de la politique du Foreign Office et de ses manœuvres électorales.

La Chambre grecque paraît en ce moment plus occupée d'elle-même que des intérêts de l'État. L'institution d'une caisse de retraite pour les députés est un projet bien étrange et bien antipathique à nos idées occidentales de dignité parlementaire.

Les candidats verseraient une sorte de cautionnement de candidature ; les élus abandonneraient une partie de leur traitement ; l'État, déjà si appauvri, fournirait la différence, et les « honorables » du parlement d'Athènes auraient leur pension

de retraite. Nous ne pouvons que faire toutes nos réserves sur un pareil projet.

Une indisposition de M. Coumoundouros ayant retardé la discussion du budget, chacun des partis a eu le temps de faire des pétitions de principe, et les tournois oratoires ont recommencé à propos des réductions budgétaires.

MM. Zaimis et Tricoupi n'acceptent pas « le système financier développé par la commission du budget », et voilà un prétexte de plus pour recommencer les débats irritants, les agressions, — le mot n'est point exagéré, — des partis les uns contre les autres, qui donnent aux discussions de la Chambre à Athènes un ton que nous définirons par le terme poli d'extra-parlementaire.

IV

La Turquie n'a pas à gagner plus que la Grèce à la remise de ses intérêts entre les doigts israélites de lord Beaconsfield. Nous espérons que la Porte comprendrait à temps que ses dernières propositions étaient illusoires, et qu'elle en formulerait de nouvelles. Se soumettre aux clauses du congrès de Berlin avait encore un certain air de grande politique. L'obéissance à une commission dirigée par le Foreign Office, et qui reconnaîtra les droits reconnus par le congrès à la Grèce, sera une grande humiliation pour le Sultan. S'exécuter de bonne grâce et avoir le bénéfice d'offrir ce qu'on peut être obligé de livrer, voilà de la politique habile, et nous conseillerions à la Turquie de la faire... s'il n'était pas trop tard.

Le rapport et les plans envoyés au comte Corti par M. Durando, chargé d'affaire italien à Cettinje, la démarche du comte Corti auprès de la Porte en faveur du Monténégro, nous avaient paru pour deux raisons une intervention heureuse : parce qu'elle remettait à l'étude un projet conçu à la légère par le congrès de Berlin, et parce qu'elle faisait prendre à l'Italie, tout près de l'Autriche, dans un différend oriental, une attitude conciliatrice.

L'échange de Gusinje-Plava contre le district de Kutchka Craïna paraissait une base de négociation favorable à une solution pacifique, lorsque la malheureuse idée de Savas-Pacha de

soumettre le tracé à une commission de généraux a tout gâté. Trois collines situées dans la plaine de Zéta ont été réclamées tour à tour par la Turquie et par le Monténégro comme frontière. Le prince Nicolas voulait s'étendre jusqu'à l'Adriatique, la Porte voulait arrêter le Monténégro au lac de Scutari. Sur aucune ligne, on n'a pu s'entendre.

Le Monténégro a informé l'Italie, et l'Italie a informé la Porte que le prince Nicolas refusait la compensation insuffisante des territoires qu'on lui offrait. Le Monténégro a fait, en même temps que ce refus, une dernière proposition qui, si elle est refusée, amènera la rupture définitive de toute négociation.

La Porte croit toujours à des complications de la politique européenne qui lui permettraient de reprendre ce qu'elle n'aurait pas donné encore, et c'est pourquoi elle remet sans cesse au lendemain les engagements à prendre.

Les lois de réformes, par les mêmes raisons, s'étudient mollement. La Porte est blessée du ton que les puissances, depuis les ultimatums de sir Austin Layard, prennent avec elle. La note collective qui concerne la révision des nouvelles lois judiciaires était conçue de telle sorte, qu'elle a soulevé des résistances immédiates, et que Savas-Pacha a déclaré que la non-exécution des lois en vigueur serait un acte d'abdication de la part du Sultan. Savas-Pacha convient qu'on peut adoucir les mesures, céder à la commission des drogmans dans leurs réclamations légitimes, soumettre les concessions, par articles, au ministre de la justice; mais que réviser les lois entières serait, dans les rapports internationaux, faire subir à la Porte une tutelle défavorable à ses intérêts et inacceptable pour sa dignité.

Quant aux réformes administratives, elles se font véritablement. On a créé trente-cinq vilayets nouveaux, réduisant les territoires, donnant au gouverneur une puissance moindre et une facilité plus grande pour administrer. Il faut le reconnaître, depuis un demi-siècle, les modifications de coutumes, de mœurs en Turquie, ont été plus profondes que partout ailleurs, et, si le résultat obtenu est minime, l'effort fait a été considérable.

L'enlèvement du colonel Synge, colonel de la gendarmerie turque, et non officier anglais en mission comme on l'avait an-

noncé, a provoqué de nouveau l'intervention brouillonne de sir Austin Layard, lequel a envoyé immédiatement l'*Invincible* et la *Coquette* dans le golfe de Volo.

Si les canonnières anglaises sont là pour faire la chasse aux brigands réfugiés dans les montagnes, il est à craindre qu'elles aient quelque peine à les rencontrer.

L'arrivée des canonnières anglaises en vue des plaines de Salonique a irrité la Turquie, ce qui est facile à comprendre. Les réformateurs créent à la Porte des embarras et surexcitent le fanatisme des populations musulmanes, et, quand ces mêmes réformateurs courent des dangers, c'est la Porte qu'on en rend responsable.

V

Les Italiens comme les Turcs, inquiets de l'influence de l'Autriche, croient à des complications dans la politique européenne. Il est à remarquer qu'en Europe chaque pays a eu, nous ne dirons pas sa panique, mais son souci de la guerre à propos d'un incident d'une importance toujours relative, mais qui fournissait aux inquiétudes le prétexte de s'exprimer.

L'Italie est venue la dernière, à propos du toast pacifique de M. Cairoli au banquet du Saint-Gothard et de sa confiance peut-être excessive dans la politique de paix de l'Allemagne. M. Crispi, dans la *Riforma* et à la Chambre, a déclaré qu'il fallait discuter immédiatement le budget de la guerre, hâter les armements pour être en mesure de défendre au besoin sa neutralité.

« La paix armée, dit la *Riforma*, ne peut aboutir en Europe qu'à une guerre. Quelle que soit la forme que prendra le conflit européen, l'Italie doit armer pour une guerre, si elle veut la paix. »

M. Cairoli a désiré qu'on ne votât point, « toutes affaires cessantes », le budget de la guerre, comme le demandait M. Crispi, pour ne pas donner un aliment aux inquiétudes du pays et aux malveillances de la presse étrangère ennemie de l'Italie. La proposition de M. Crispi, quoique pleine de réserve et de mesure, a montré cependant que des craintes de guerre peuvent assaillir les hommes politiques les mieux informés des intentions de

l'Allemagne. Ce n'est pas nous que cette prévision surprendra.

La Chambre italienne, par une cote mal taillée, a décidé avec le président du conseil qu'on terminerait le budget des travaux publics; avec MM. Cavaletto et Marselli qu'on discuterait le budget des affaires étrangères avant celui de la guerre, et avec M. Crispi qu'on voterait ensuite immédiatement les projets relatifs aux nouvelles réformes militaires et le budget de la guerre.

Le ministère eût voulu en arriver au plus tôt à l'examen des projets financiers et à la loi sur la mouture. Mais la question militaire va d'abord primer toutes les autres, et rejeter au second plan les questions d'économie ou de réforme.

On abandonne pour le moment le projet d'épuration de la magistrature qui avait passionné les esprits de l'autre côté des Alpes. M. Villa, ministre de la justice, fait étudier une réforme de la procédure pénale, que les juges légués par les anciens gouvernements rendent extrêmement dangereuse. Dans certains cas, les tribunaux correctionnels se permettent des injustices telles, que le scandale ne peut durer plus longtemps.

VI

Si la presse italienne dément tardivement des menaces de guerre, la presse allemande n'a pas compris pourquoi « la presse viennoise s'agitait si peu sur les débats de la loi militaire. Ne semblait-il pas, ajoutait la *Gazette nationale*, qu'il fût question seulement des dangers que court l'Allemagne et non pas, au même degré, des dangers que court l'Autriche »?

Bien pis, un journal de Buda-Pesth, qui professait jusqu'aujourd'hui de sérieuses sympathies pour le nouvel Empire d'Allemagne, a parlé « des éternels rabâchages des organes officieux de Berlin contre les armements français et russes, armements qui sont loin d'atteindre les formidables préparatifs de guerre de l'Allemagne ».

« Le chancelier de fer, ajoute le *Neue Pester Journal*, veut répéter contre la France et la Russie le jeu qui ne lui a pas réussi en 1875 contre la France seule, c'est-à-dire les entraîner toutes deux dans une guerre avant que leurs préparatifs soient achevés.

Or, c'est une voie dans laquelle l'Autriche *ne doit pas suivre M. de Bismarck*. Jusqu'ici notre alliance avec l'Allemagne ne nous a valu que deux choses : des empêchements à l'exportation de nos grains et l'inimitié de tous les ennemis de la Prusse. De jour en jour, nous perdons davantage les sympathies de la République française et l'on commence à nous regarder avec malveillance. *Par l'alliance de l'Europe centrale*, nous avons cherché à obtenir une garantie de paix, pas autre chose ; du moment où cette alliance prendrait un caractère provocateur, *il faudrait que nous y renoncions*. Il est du devoir des hommes d'État de Vienne de modérer l'ardeur belliqueuse de Berlin ; non pas à cause de la Russie, mais pour l'amour de nous et de la paix universelle. »

L'article nous a paru assez curieux pour le citer.

Le gouvernement de Belgrade feint toujours de ne pas comprendre ce que lui veut l'Autriche à propos des lignes nouvelles de ses chemins de fer. La Serbie n'accepte pas « comme naturelles » les exigences de la cour de Vienne. Le plénipotentiaire serbe part de temps en temps pour aller chercher des instructions qu'il ne rapporte pas, et la question, au milieu de ces allées et venues, ne fait pas le moindre chemin.

Les députés de Bohême ne se tiennent pas pour battus et recommencent leur campagne en faveur de la langue et de la nationalité tchèques. La Bohême, un jour ou l'autre, obtiendra son autonomie, mais il faudra qu'elle se soumette aux conditions législatives ou administratives qui régissent toutes les provinces de l'Empire.

A la Chambre, le nouveau ministre des finances a débuté, comme avait débuté le cabinet lui-même, en suppliant les députés de « laisser de côté la politique pour discuter les affaires ».

VII

En Espagne, c'est surtout de la politique qu'on discute. La situation financière, les affaires, intéressent fort peu le cabinet Canovas, qui voit d'un œil indifférent le brigandage à l'intérieur et le déficit dans les colonies.

M. Sagasta a fait, à propos de l'éternelle question des Antilles,

un discours très sérieux, très nourri, fort peu radical quant aux réformes, puisqu'il côtoie, sans les dépasser, tous les projets du maréchal Martinez Campos. Ce discours avait-il pour but un pacte d'alliance ? C'est la seule inquiétude de M. Canovas.

Malgré les démarches faites auprès du maréchal Martinez Campos il a prononcé un discours sur sa politique coloniale, discours agressif contre M. Canovas, lequel dans sa réplique a réglé « la sévérité de sa réponse sur l'attitude du maréchal ». Le maréchal Martinez Campos s'étant déclaré l'adversaire de M. Canovas, et ayant ajouté que l'union de tous les libéraux peut seule sauver la cause nationale, M. Canovas, malgré ses persiflages sur « l'adhésion du maréchal au libéralisme dynastique des amis de M. Sagasta » et ses défis « à la tradition du militarisme et à certaines traditions nationales », n'en est pas moins sérieusement inquiet.

VIII

En Belgique, M. Frère-Orban, ministre des affaires étrangères, maintient avec une habileté consommée et un talent remarquable la situation politique la plus difficile du monde. Libéral, il lutte contre son propre parti qui veut une rupture diplomatique avec le Vatican, et contre les ultramontains qui l'accusent de tiédeur, de malveillance même dans ses rapports avec le Saint-Siège.

Le maintien de la légation belge auprès du Vatican n'intéresse donc que les ennemis du ministère, mécontents de le voter parce qu'ils en blâment les conditions.

La nouvelle de l'alliance de la maison de Hapsbourg et de la maison libérale de Belgique, par les fiançailles de l'archiduc Rodolphe et de la princesse Stéphanie-Clotilde, duchesse de Saxe, a causé un véritable plaisir aux amis du libéralisme en Europe. Ils ont vu là un honneur pour un souverain si résolument constitutionnel, et une promesse de paix venant de l'Autriche.

CHRONIQUE POLITIQUE

La discussion ouverte au Sénat le 23 février, sur la loi relative à la liberté de l'enseignement, s'est terminée le 9 mars. La bataille livrée autour de l'article 7 a duré cinq jours. Au scrutin, l'article s'est trouvé rejeté par 148 voix contre 129.

L'émotion causée par ce dénouement peut aisément se mesurer à l'attente passionnée qu'il excitait par avance. Elle est encore dans toute sa vivacité au moment où je prends la plume et il faut quelque effort pour s'en dégager, afin d'apprécier sans entraînement fiévreux l'évènement, ses causes immédiates, sa portée réelle et ses conséquences probables ou possibles.

La grande surprise du scrutin du 9 mars a été dans les chiffres plus peut-être que dans le résultat lui-même. Malgré l'avantage que la marche des débats semblait accentuer à la fin de chaque séance au profit des partisans de l'article 7, malgré les pointages minutieux des stratégestes parlementaires qui promettaient une majorité certaine de trois à six voix en faveur de l'adoption, le problème n'avait pas cessé d'avoir, pour les spectateurs attentifs et de sang-froid, une inconnue qui ne devait se dégager qu'au dernier moment. La disposition si ardemment discutée touchait par plus d'un côté au domaine de la conscience, non pas de la conscience religieuse seulement, mais aussi de la conscience politique. Des sénateurs républicains y répugnaient en raison de leurs sentiments catholiques; d'autres, fort peu catholiques, la trouvaient en contradiction avec le principe de liberté qui doit rester en toute circonstance la règle de conduite

immuable d'un gouvernement républicain ; à d'autres, enfin, elle semblait inutile et inefficace. Lorsque de tels sentiments sont en jeu, il faut faire la part d'hésitations qui ne disparaissent qu'à l'instant même du vote, sous l'influence de la dernière impression reçue. Le rejet de l'article 7 était donc toujours une éventualité possible, et je le rappelais ici même, il y a quinze jours. Mais ce que personne ne prévoyait, c'est la majorité de 19 voix à laquelle a été prononcé ce rejet. Elle atteste que les hésitations dont je viens de parler allaient beaucoup plus loin encore qu'on ne l'aurait supposé et, du même coup, elle écarte toute supposition que le Sénat puisse revenir sur sa décision, à la seconde lecture.

J'ai déjà dit que le développement de la discussion ne donnait point à pressentir un tel résultat. Elle avait débuté par un discours plus que malencontreux de M. Lucien Brun, à propos de l'article premier du projet de loi, qui restitue à l'État le droit exclusif de conférer les grades universitaires et de délivrer des diplômes. En cherchant à plaider la cause des jurys mixtes d'examen institués par la loi de 1875, l'orateur de la droite avait laissé échapper des aveux assez compromettants pour embarrasser ses propres amis, sur les rêves de revanche que le parti clérical entretient à l'encontre de la loi civile. Le Sénat lui avait répondu en repoussant par 166 voix contre 102 le système dont il s'était fait l'avocat. Plus tard, lorsqu'on fut arrivé sur le terrain même de l'article 7, M. Buffet n'avait pas été beaucoup plus heureux, en recourant à la tactique usée qui consiste à abriter le cléricalisme sous le manteau de la religion. M. Jules Simon n'avait su, lui non plus, malgré tout son talent, mettre que des dissertations assez banales au service des nouveaux alliés dont il est devenu si inopinément le portedrapeau. Par contre, M. Bertauld avait battu en brèche, avec cette ardeur mêlée de causticité qui le rend si redoutable, l'échafaudage de sophismes péniblement élevé par les adversaires des droits de l'État en matière d'enseignement. M. Jules Ferry, sans parvenir à dépouiller la raideur cassante et la sécheresse qui sont au fond de sa nature et de son débit oratoire, avait eu de victorieuses répliques. Enfin, au début de la dernière séance,

M. de Freycinet était monté à la tribune pour développer, au nom du gouvernement, les considérations politiques qui rendaient désirable l'adoption de l'article 7. Il avait présenté avec une sincérité très habile cette adoption comme une mesure moyenne en quelque sorte, qui permettrait de combattre les empiètements du cléricalisme, sans recourir aux moyens plus violents qu'on presse chaque jour le gouvernement d'employer. Il l'avait montrée comme un expédient d'apaisement, destiné à mettre fin au conflit engagé depuis 1870 entre la République et la contre-révolution. Il avait rappelé enfin que le cabinet actuel a recueilli l'article 7 dans l'héritage du ministère précédent, que cet article a été voté à une immense majorité par la Chambre des députés, et que son rejet créerait une situation également délicate et pour le gouvernement et pour le Sénat lui-même.

Ces arguments d'ordre supérieur, qui élevaient la question au-dessus des controverses secondaires et s'adressaient non plus aux passions ou aux préjugés du Sénat, mais à son esprit politique, avaient produit un effet visible. On pouvait croire qu'ils allaient faire pencher définitivement la balance du vote dans le sens indiqué par le ministre des affaires étrangères. Mais à ce moment, semblable à ces corps de réserve dont l'intervention soudaine décide du sort des batailles, M. Dufaure est venu apporter aux adversaires [de l'article 7 l'appui de son éloquente parole et plus encore celui de son autorité. Il a déclaré que le vote demandé au Sénat, loin d'être un symbole de transaction, serait un [signal de guerre; qu'au lieu de conjurer un danger imaginaire, il ferait surgir mille dangers réels; qu'il fallait le refuser au nom des principes les plus sacrés de la justice, comme au nom des droits les plus essentiels de la liberté.

Cette voix, qui a tant de fois retenti à l'heure décisive dans les plus graves événements des dix dernières années, s'élevant dans une pareille circonstance après de longs mois de silence. ne pouvait manquer d'impressionner profondément un auditoire en partie livré à l'indécision. Elle apportait, aux esprits incertains, un mot de ralliement et un conseil presque impératif. Il n'y a pas à s'étonner qu'elle les ait entraînés et que le scrutin, ouvert

sous le coup immédiat du discours de l'ancien garde des sceaux, ait déjoué les prévisions antérieures.

L'examen de la liste des votes permet d'apprécier le rôle qu'ont joué en cette occasion les sentiments étrangers à la politique. Sur les 148 voix qui se sont prononcées contre l'article 7, on ne compte pas moins de 29 voix républicaines, dont 13 appartiennent à des sénateurs inamovibles et 16 à des sénateurs élus. Sept noms républicains figurent, en outre, parmi les abstentions qu'on est en droit de considérer comme volontaires. C'est un total de 36 votes qui, sur une question d'un autre ordre, seraient allées renforcer la minorité tout accidentelle du 9 mars et la changer en majorité.

Il est malheureusement incontestable que le point de vue d'analyse auquel je viens de me placer et qui donne aux faits leur véritable valeur, ne sera pas et ne saurait être le point de vue général. Le parti cléricale va célébrer le rejet de l'article 7 comme une victoire complète et, qui plus est, comme une victoire qui lui appartient en entier. Son personnel, surtout en province, ne se contentera même pas d'entonner le chant du triomphe, il fera sentir le plus durement qu'il lui sera possible aux populations l'apparente suprématie qu'il prétendra avoir reconquise. Les républicains verront ainsi s'ajouter, à la mortification de l'échec subi, l'irritation causée par la morgue de ces vainqueurs d'un jour. Il en résultera inévitablement ce qu'indiquait avec tant de raison M. de Freycinet : une recrudescence d'impatiences et de rancunes, un redoublement d'exigences, de la part de ceux qui voient dans une guerre ouverte l'unique moyen d'avoir raison du cléricanisme.

Le signal en éclate déjà de toutes parts. La presse républicaine, d'un accord à peu près unanime, revendique l'application des lois existantes contre les congrégations non autorisées, c'est-à-dire leur dissolution et l'expulsion éventuelle de leurs membres. A la Chambre des députés, tous les groupes de la gauche sont d'accord pour adresser au ministère une sommation dans le même sens ; la mise en demeure eût même été formulée dès le lendemain du vote sénatorial, si le hasard n'avait fait que ce jour fût un de ceux où la Chambre ne tient pas séance. La réflexion a

eu le temps de se mêler aux discussions irritées de la première heure ; elle a fait reconnaître qu'il serait plus régulier, au point de vue parlementaire, de différer toute manifestation jusqu'à l'issue du nouveau débat, qui va s'engager la semaine prochaine, au Sénat, sur la seconde lecture du projet de loi. Mais il n'est guère à présumer que ce délai de quelques jours modifie en rien les dispositions au Palais-Bourbon ; pas plus qu'il n'y a lieu d'attendre qu'on se déjoue au Luxembourg, par un vote contraire à celui qui vient d'être émis.

On a bien parlé d'un compromis que M. Dufaure semble avoir voulu préparer dans les dernières phrases de son discours. Il s'agirait de restreindre aux seuls jésuites l'interdiction d'enseigner que l'article 7 édictait contre toutes les corporations non reconnues par l'État. Mais cette transaction bâtarde ne me semble pas avoir plus de chance que de raison d'être acceptée ; elle établirait une exception particulière dans une disposition légale à laquelle on a précisément reproché d'être elle-même exceptionnelle. Malgré le retentissement produit par les révélations de M. Paul Bert sur la morale et la casuistique de la Société de Jésus (1), on parviendrait difficilement à réunir une majorité pour voter une mesure unique d'ostracisme contre les disciples de Loyola. On peut donc raisonner dès à présent dans l'hypothèse que la situation créée par le scrutin du 9 mars se retrouvera exactement la même, après le vote du projet de loi en seconde lecture au Sénat, et que, sous une forme ou sous une autre, une sorte d'ultimatum sera posé au gouvernement.

Je suis, pour ma part, du nombre des partisans de la liberté entière, qui l'accordent à leurs adversaires comme ils la veulent pour eux-mêmes et pour leurs amis. Dans ma conviction, la société civile n'a rien à craindre du libre exercice laissé à l'enseignement ecclésiastique, sous la seule condition qu'elle apportera dans la lutte de concurrence le même esprit de vigilance et d'initiative que les associations dont elle veut combattre les empiètements. L'article 7 m'a toujours paru une conception hybride, donnant à l'État une ingérence à la fois excessive et insuffisante

(1) *La Morale des Jésuites*, par M. Paul BERT. (1 vol., chez Charpentier.)

dans une question qui touche par tant de côtés à l'indépendance privée. Je ne crois point, par conséquent, que son adoption ait été une solution, pas plus que son rejet n'en est une. Elle eût forcément conduit, dans la pratique, à un système tracassier, presque inquisitorial, que ceux qui en auraient été l'objet auraient constamment retourné contre la République, en criant à la persécution et au martyre. Tôt ou tard, on se fût retrouvé en face du dilemme qui se dresse aujourd'hui : ou supprimer les congrégations non autorisées, ou tolérer leur immixtion dans l'enseignement, faute de moyens pour l'empêcher. Les déguisements auxquels elles auraient infailliblement recouru pour éluder l'interdiction, eussent laissé subsister le fond de la question et il aurait fallu y revenir. Mieux vaut l'aborder de suite et la trancher une fois pour toutes. Malgré le trouble passager qui pourra résulter de la décision que les gauches de la Chambre sont résolues à provoquer, cette décision aura l'avantage de couper court à la guerre d'embuscades qu'eût éternisée la réglementation imaginée par M. Jules Ferry. Le cléricalisme est un ennemi avec lequel les mesures équivoques n'ont jamais réussi. Il faut, avec lui, accepter la lutte ouverte sur le terrain de la liberté absolue ou l'enfermer dans la loi, de telle manière qu'il n'en puisse sortir par aucune échappatoire.

Les anciennes dispositions légales dont on invoque la résurrection contre les corporations non autorisées sont-elles suffisantes pour assurer ce résultat ? Voilà la question essentielle à examiner. M. Allain-Targé a soulevé sur ce point des doutes qu'il importe d'éclaircir, avant de se jeter dans une solution violente en apparence, qui n'en serait pas une en réalité. Il n'y aurait rien d'extraordinaire à ce que la vieille législation, que l'on a invoquée jusqu'ici sur parole, fût devenue, avec le temps, inapplicable ou inefficace. Dans ce cas, le plus simple ne serait-il pas de préparer sans délai une loi nouvelle et expresse, déterminant les conditions dans lesquelles peut s'exercer le droit d'association pour les corporations religieuses, enseignantes ou non ? Il n'y aurait plus, dès lors, qu'à faire rentrer les congrégations existantes dans le droit commun ainsi établi. Celles qui resteraient en dehors seraient dissoutes par ce seul fait, sans qu'il

fût besoin de prendre contre elles aucune mesure d'exception. Il s'agit, en tout cas, de sortir des conflits, non d'y retomber sans cesse.

A côté du débat passionné qui s'agitait au Sénat, les séances de la Chambre n'ont obtenu qu'une attention distraite. Elles ont été, du reste, entièrement consacrées à ces questions d'affaires que l'on reproche constamment aux députés de négliger, et dont on se détourne avec une indifférence ennuyée lorsqu'ils les abordent. Ce sont toujours les tarifs de douane qui figurent en tête de l'ordre du jour. On s'est mis d'accord pour les partager en quatre sections, afin de rendre plus facile l'examen comparatif des droits proposés sur chaque catégorie de produits. L'agriculture, inscrite en première ligne, est devenue l'objet d'une discussion générale fort intéressante, qui aurait mérité d'être suivie de plus près qu'elle ne l'a été. La discussion des articles commence à l'heure où s'arrête cette chronique; elle s'annonce comme devant être accidentée de nombreuses propositions d'amendements; mais s'il y en a beaucoup de présentés, il y en aura fort peu d'adoptés.

Les élections ont tenu une assez large place dans la quinzaine et offrent un sérieux intérêt politique.

Le Sénat a pourvu au remplacement de M. Crémieux dont la mort laissait vacant un siège de sénateur inamovible. L'élection s'est passée aussi paisiblement que celle de M. John Lemoine, La droite s'est encore une fois contentée de mettre des bulletins blancs dans l'urne, et M. Albert Grévy, gouverneur général de l'Algérie, frère du président de la République, a été élu par 152 voix. Ce paraît, maintenant, devoir être l'histoire de tous les scrutins analogues auxquels il y aura occasion de procéder. Deux élections ont eu lieu, d'autre part, dans la Dordogne, où la mort de MM. Magne et Paul Dupont avait réduit la représentation sénatoriale au-dessous du minimum légal. La victoire est restée à MM. de Fourtou et de Bosredon, l'un et l'autre bonapartistes comme leurs prédécesseurs. Le premier a réuni 362 voix, et le second 367; mais, pour ce dernier, un second tour

de scrutin a été nécessaire. La situation électorale, dans le département, reste sous ce rapport exactement la même qu'en 1876; il y a toutefois à noter une différence importante en ce qui concerne le groupement de la minorité. Alors qu'il y a quatre ans les candidats républicains n'arrivaient pas à 200 voix, ils en ont réuni, cette fois, plus de 300. C'est un progrès considérable qui donne la mesure du terrain gagné par l'idée républicaine, dans un milieu resté longtemps réfractaire.

La même observation s'applique à la Charente, où l'arrondissement de Ruffec a été appelé à élire un député. M. René Gautier, bonapartiste, l'a emporté juste de 400 voix sur son concurrent républicain, M. Barillier. Or, la différence avait été de plus de 3,000 voix au scrutin du 14 octobre 1877.

Dans l'Aude (arrondissement de Narbonne), il n'est plus question de bonapartisme; la lutte se livre entre républicains de nuance plus ou moins avancée. Les candidats étaient au nombre de trois : M. Labadié se présentait sous les auspices de l'extrême gauche, M. Coural au nom de l'Union républicaine, M. Digeon à titre de socialiste et d'amnistié. Le scrutin n'a pas donné de résultat, aucun des concurrents n'ayant obtenu la majorité absolue, mais il est intéressant de constater comment se sont partagés les suffrages. M. Labadié a réuni 7,503 voix; M. Coural, 2,480 seulement; 5,597 sont allées à M. Digeon. Ce dernier reste en conséquence le véritable concurrent de M. Labadié dans le scrutin de ballottage qui a lieu aujourd'hui même; la lutte est tout entière entre les deux candidats les plus avancés.

J'arrive à un incident auquel diverses circonstances ont un moment prêté les proportions d'un événement, et presque d'un événement international.

Dans les derniers jours de février, le gouvernement de Saint-Petersbourg demandait à la police française l'arrestation d'un nommé Mayer, qu'il signalait comme étant un sujet russe s'appelant en réalité Hartmann et coupable d'avoir trempé, non pas dans le récent attentat du palais d'Hiver, mais dans le complot analogue tramé il y a quelques mois pour faire sauter le train impérial qui ramenait le czar de Crimée. L'individu signalé fut

effectivement arrêté. Mais, en supposant son identité prouvée et les faits qui le concernaient établis, y avait-il lieu de le livrer, par voie d'extradition, à la justice de son pays, qui le réclamait comme un criminel de droit commun? Devait-on, au contraire, le considérer comme couvert par l'immunité du droit d'asile que la coutume internationale moderne a consacrée en faveur des réfugiés politiques? Cette question, sûre d'éveiller l'émotion chaque fois qu'elle se représente, s'est trouvée entourée, dans le premier moment, de circonstances qui paraissaient faites pour lui donner une portée de la plus haute gravité.

La demande de la Russie se trouvait coïncider avec la détermination de l'empereur Guillaume, qui rappelait à Berlin le prince de Hohenlohe, pour en faire le coadjuteur de M. de Bismarck. Commenté par une correspondance à sensation du *Times* de Londres, ce rapprochement donna naissance au bruit d'une entente menaçante pour la France, entre Berlin et Saint-Pétersbourg. L'Allemagne, disait-on, commençait par rappeler son ambassadeur à Paris, afin de faire comprendre qu'elle ne resterait pas en relations avec une République capable d'abriter sur son territoire un conspirateur étranger. Le prince Orloff se préparait, de son côté, à prendre ses passeports si Mayer-Hartmann ne lui était pas livré sans examen ni débat. Un peu plus, et certains novellistes auraient fixé l'heure et le plan de campagne de la croisade monarchique projetée contre la France républicaine. Je suis heureux de pouvoir le dire à l'honneur du bon sens public : les fauteurs d'alarmes en ont été à peu près pour leurs frais. Sauf une heure de baisse à la Bourse, l'attitude de la population a montré qu'elle n'est plus au temps des effarements irréfléchis où la jetait naguère le moindre écho comminatoire venu d'outre-Rhin. On a pu voir en cette circonstance que la France, toujours résolue à la paix et plus que jamais éloignée de la forfanterie, saurait pourtant répondre sans faiblesse à une tentative d'agression injuste ou immotivée. C'est le sentiment qui convient à une nation libre, soucieuse de sa dignité.

L'incident a encore eu pour résultat de prouver une fois de plus combien la liberté est plus efficace que la compression pour neutraliser les agitations factices. L'opinion publique ne s'est

pas plus laissé émouvoir par les excitations du dedans que par les prétendus dangers du dehors. Les efforts tentés par un petit nombre d'impatients ou d'exaltés, pour mettre en jeu le point d'honneur national, n'ont rencontré qu'une calme indifférence. Une manifestation intempestive, à laquelle on a voulu associer la jeunesse des écoles, convoquée dans la salle de la rue d'Arras, a totalement avorté. M. Blanqui, amené par les organisateurs du mouvement dans l'espoir que sa présence passionnerait et entraînerait la réunion, a dû repartir comme il était venu, sans même avoir été admis à siéger. Les vieux procédés d'opposition turbulente vont ainsi tombant d'eux-mêmes, pièce à pièce, devant le sentiment chaque jour plus net et mieux affermi qu'ils n'ont plus raison d'être vis-à-vis d'un gouvernement soumis au contrôle permanent du suffrage universel.

La question soulevée par la demande du gouvernement russe est donc restée ce qu'elle devait être : une question d'examen juridique et de discussion diplomatique, à résoudre en dehors de toute pression soit extérieure soit intérieure, avec un égal bon vouloir et une égale bonne foi de part et d'autre. Elle a suivi la marche régulière qu'a tracée, pour les affaires de cette nature, une circulaire rédigée par M. Dufaure, en 1873. Le dossier remis par le prince Orloff à M. de Freycinet et communiqué par ce dernier au ministère de la justice, a été soumis au parquet. Il s'agissait d'abord de prononcer sur la valeur des preuves recueillies contre Hartmann par la magistrature russe et de les contrôler au besoin par une instruction nouvelle. Si un doute quant à l'identité ou quant à la culpabilité résulte en pareil cas de l'investigation, il est de règle incontestée que le bénéfice en demeure acquis à l'individu réclamé. Si, par contre, la justice française reconnaissait la certitude des faits allégués, le moment serait alors venu d'examiner si l'extradition devait ou non être accordée. Quoique, par une exception devenue assez rare, il n'existe pas de traité spécial à cet égard entre la France et la Russie, il est passé en usage que les deux pays se livrent mutuellement les criminels de droit commun qui essayent de chercher une retraite sur leurs territoires respectifs. Mais on se retrouvait ici en présence du problème tant débattu qui consiste à déterminer, en

matière de complots, d'insurrection, de rébellion, de révolte, le point exact où finit la part de la politique et où commencent les actes tombant sous le coup de la loi ordinaire.

Il n'y a pas eu lieu d'aborder cet ordre d'idées. Le procureur de la République près le tribunal de première instance de la Seine et le procureur général près la cour d'appel de Paris, sont tombés d'accord pour émettre l'avis que les pièces produites contre Mayer-Hartmann n'établissent d'une manière probante ni sa participation aux faits qui lui sont reprochés, ni même son identité. Ces conclusions, reproduites et adoptées dans un rapport du garde des sceaux au président de la République, puis communiquées au conseil des ministres, constituent une décision judiciaire qui clôt la procédure. L'éventualité de l'extradition demeurant écartée en quelque sorte par la question préalable, elle n'a même plus à être discutée. Cette solution, strictement conforme non pas à notre jurisprudence seulement, mais à celle de tous les pays, termine de la façon la plus naturelle, et avec l'approbation de l'Europe entière, un incident qui n'a jamais eu le caractère qu'on a voulu lui attribuer, mais auquel les circonstances accessoires ont donné assez d'importance, pour qu'il m'ait semblé utile d'en parler avec quelque détail, même après son dénouement.

L.

JOURNAL DE LA QUINZAINE

La cour de cassation vient de faire un exemple qui portera certainement ses fruits et qui, nous l'espérons, deviendra pour elle-même la règle de sa conduite dans tous les cas analogues. Elle a frappé de déchéance un magistrat pour avoir oublié la déférence et le respect que, plus que personne, les représentants de la justice doivent au gouvernement de la République.

Le cas, il est vrai, était d'une gravité et, l'on peut ajouter, d'une audace toutes particulières. M. Nourry, juge suppléant au tribunal civil de Niort et maire de la commune de Sainte-Pezenne, avait prêté son concours actif à l'organisation d'une conférence de M. Chesnelong contre les lois sur l'enseignement ; il avait également figuré parmi les promoteurs d'un banquet donné à la suite de cette conférence. Révoqué pour ce double fait de ses fonctions de maire, il avait adressé au préfet des Deux-Sèvres une lettre dont chaque ligne était un insultant défi jeté à l'administration et aux institutions du pays. Et pour que rien ne manquât à cet acte de révolte déclarée, il avait ajouté à côté de sa signature sa qualité de juge suppléant. Il faut citer un passage de cette lettre pour bien faire apprécier jusqu'où peut aller l'aberration de la passion politique chez un homme qui ne devrait être que le ministre de la loi. Après s'être vanté de la part qu'il avait prise au pétitionnement contre les projets de loi Ferry et à la conférence de M. Chesnelong, M. Nourry ajoutait : « ... Enfin, citoyen, j'ai pris part au dîner offert à celui qui vous a tant effrayé, et après son toast « à l'Eglise, à la France », je me suis promis d'être un de ces soldats devant lutter jusqu'à la conquête de la liberté pour l'Eglise, du souverain légitime pour la France. Croyez, monsieur le préfet, que, même une préfecture, ne me rendrait pas républicain. »

Il était impossible de ne pas frapper d'une éclatante condamnation un pareil langage, aggravé encore par cette circonstance que M. Nourry avait lui-même livré sa lettre à la publicité dans les colonnes d'un journal réactionnaire. Aussi, l'arrêt qui l'a expulsé des rangs de la magistrature française a-t-il rencontré une approbation unanime, non pas seulement dans le parti républicain, mais parmi tous ceux qui ont à cœur l'honneur de cette magistrature et le respect de la justice. La cour de cassation s'est honorée et a rendu un grand service public en remettant en vigueur cet axiome pro-

clamé en 1832 par M. Dupin : « Les magistrats sont inamovibles ; mais l'inamovibilité ne veut pas dire l'impunité. »

Il était temps que cette leçon fût donnée.

Après le canal de Suez et le tunnel du Mont Cenis, le génie humain vient encore de mener à bonne fin une des plus grandes entreprises de ce siècle, le percement du massif granitique du Saint-Gothard. Depuis le 1^{er} mars, les galeries de direction, commencées presque en même temps sur les deux versants, à Airolo d'une part, à Göschenen de l'autre, sont en communication ; leur rencontre s'est effectuée avec une précision mathématique, à quelques heures près du moment fixé à l'avance par les calculs de prévision. C'est aux acclamations des ouvriers, aux sons des cloches, aux détonations de l'artillerie que ce grand événement a été célébré.

En attendant que se fasse le percement de la Cordillère sur l'isthme de Panama, le tunnel du Saint-Gothard reste l'ouvrage le plus grandiose que l'art de l'ingénieur ait jamais exécuté. Sa longueur totale, qui est de 14,920 mètres, est supérieure de 2,696 mètres à celle du tunnel du Mont Cenis. Mais alors que celui-ci a demandé treize ans et quatre mois de travaux, le Saint-Gothard a été traversé en sept ans et cinq mois. Cet immense progrès dans l'exécution est dû au perfectionnement des procédés de perforation, grâce auxquels la trouée des montagnes les plus dures et les plus compactes ne sera plus désormais qu'une question de temps et d'argent.

Dans ces galeries longues de plusieurs kilomètres, il ne fallait pas seulement trouver un moyen mécanique de perforation approprié au milieu ; il fallait aussi procurer aux nombreux ouvriers, qui devaient presque y vivre, de l'air respirable. Sans cette double condition, la percée du tunnel était impossible. Mais dans cette lutte contre la nature, que l'homme a entreprise de nos jours, quelques résistances qu'il rencontre, son génie est toujours à la hauteur des difficultés à vaincre. Un savant genevois, M. Daniel Colladon, a su admirablement résoudre le problème en se servant de l'air comprimé, et pour mettre en mouvement les appareils, et pour fournir l'oxygène nécessaire à la vie des hommes. Aussi son nom et celui de l'entrepreneur des travaux, notre compatriote Louis Favre, sont-ils indissolublement liés à l'exécution de cette œuvre gigantesque, comme celui de Sommeillier reste attaché au tunnel du Mont Cenis.

Mais si nous devons toute notre admiration à un si beau travail, nous ne devons pas perdre de vue en France que le tunnel du Saint-Gothard va à l'encontre de nos intérêts les plus importants. Par lui, la route de Brindisi à Anvers se trouvera considérablement raccourcie ; une partie du transit que nos chemins de fer du Nord à la Méditerranée gardent encore va donc être détournée au profit de la Suisse allemande et de l'Allemagne. Le trafic anglo-indien, celui de la Belgique, d'une partie du nord de l'Europe, — peut-être même du nord de la France, — sont également destinés à suivre la voie nouvelle qui s'ouvre à eux. Et il faut reconnaître que les complications de nos tarifs de transport et nos formalités administratives ne sont pas faites pour parer à ce danger. Contre l'éventualité qui nous menace ainsi, il est un

remède, c'est de faire au Simplon ce que les Allemands ont su faire au Saint-Gothard. Si nous ne nous trompons, une commission extra-parlementaire a été nommée par le gouvernement pour préparer l'exécution d'un tunnel dans cette partie de la Suisse française. Nous souhaitons de la voir le plus tôt possible proposer une solution favorable et surtout pratique.

La Société des aquarellistes français, qui s'est fondée l'année dernière, vient d'ouvrir sa seconde exposition, rue Laffitte. Le succès qu'elle obtient prouve combien cette tentative de la renaissance en France de l'aquarelle, qui forme le but de la Société, est une œuvre louable et qui correspond au sentiment public dans le monde des artistes et des amateurs. Jusqu'ici l'aquarelle, cet art si pittoresque, si primesautier d'allures, si délicat de caractère, était tenu non en dédain, mais en une certaine indifférence qui n'épargnait guère que quelques personnalités en vue. Aux Salons annuels, les organisateurs la reléguaient sans remords dans les couloirs déserts, et c'est à peine si les quelques passants égarés dans ces parages daignaient jeter sur les œuvres de cette classe un regard furtif et distrait. L'exposition des aquarellistes anglais au Champ de Mars, en 1878, a ramené sur l'aquarelle l'attention et l'intérêt du public. Nos lecteurs se rappellent sans doute la vive et profonde impression que produisit dans le monde artistique cette espèce de révélation d'un art chez nous méconnu ou tenu en médiocre estime. Quels chefs-d'œuvre il y avait là ! quelles merveilles de coloris, de grâce et de sentiment ! On ne pouvait se défendre d'avouer que Herkomer, Walker, Allingham, Green, Miss Nottingham, etc., étaient de grands artistes, dont les productions méritaient et justifiaient l'admiration générale ; l'indifférence publique à l'égard des aquarellistes fit ainsi place à une espèce de mode qu'il est à souhaiter de voir durer longtemps. L'année suivante, au Salon du Palais de l'Industrie, il était accordé à cette catégorie d'œuvres une place convenable, élégante même, et la Société française pour la renaissance de l'aquarelle était fondée par MM. Baron, de Beaumont, Detaille, Doré, Français, Heilbuth, Isabey, Jacquemart, Jacquet, Jourdain, Lambert, Lami, Louis et Maurice Leblond, Vibert, Worms, et M^{mes} Lemaire et Nathaniel de Rothschild. Cette fondation fut accueillie avec faveur par le public qui s'intéresse aux choses de l'art, et la première exposition obtint beaucoup de succès.

L'exposition de cette année contient à peu de chiffres près le même nombre d'œuvres que celle de l'année dernière et présente la même variété de manières et de mérite. MM. Isabey et Eugène Lami continuent les traditions de l'ancienne école des aquarellistes de la période romantique et de celle qui l'a suivie immédiatement : école qui a ses défauts, mais dont les qualités de coloris et la science d'arrangement ne sont point à dédaigner. M. Français sert d'intermédiaire entre ceux-là et les nouveaux venus, en restant toujours jeune, vigoureux et poète exquis. La fantaisie, c'est assurément une chose délicate, savoureuse, dont le pittoresque et l'imprévu conviennent admirablement au caractère particulier du genre de l'aquarelle ; mais pour qu'elle ait tout son charme, pour qu'elle devienne une véritable œuvre d'art, il convient qu'elle soit appuyée sur l'étude de la nature et interprétée avec

une certaine liberté d'allures, dans un grand sentiment de délicatesse et de grâce. C'est là ce qui constitue la supériorité des aquarellistes anglais sur les aquarellistes français. Qu'on se rappelle leurs œuvres dans l'exposition de la section anglaise, et qu'on les compare avec celles exposées rue Laffitte ; on reconnaîtra que notre observation et notre appréciation ne sont point sans fondement. Nos aquarellistes ont incontestablement beaucoup d'esprit et une grande habileté de facture au point de vue spécial qu'ils recherchent : les *Couvreurs*, de M. Vibert ; la *Partie de bateau*, l'*Éventail*, de M. Maurice Leloir ; un *Assiégé*, le *Porte drapeau*, le *Cuisinier*, de M. L. Leloir ; les *Scotch guards*, la *Parade à l'intérieur de la Tour de Londres*, le *Piper du 42^e highlander*, le *Fifre du Régiment de Grenadiers guards*, de M. Detaille ; la série du *Menuet* de M. Jacquet ; les *Feuilles*, de M. Heilbuth ; les *Fleurs*, de M^{me} Lemaire, en sont la preuve évidente ; mais nous ne trouvons guère la réunion complète de toutes les qualités qui nous semblent requises pour la perfection de l'aquarelle que dans les œuvres de M. Jacquemart, une série de paysages de Menton, de Monte-Carlo, et des vues des ports de Gênes et de Marseille, qui sont de véritables chefs-d'œuvre. La couleur en est d'une délicatesse de tons exquise, l'impression pittoresque d'une vérité puissante, et l'on sent que la nature, et non point seulement la fantaisie, a été véritablement l'inspiratrice de l'artiste. Les aquarelles de M. Jourdain présentent, à un degré inférieur, il est vrai, les mêmes qualités d'exécution. Les paysages espagnols de M. Worms, ses vues de vieilles églises et maisons à Grenade, à Salamanque, obtiendront, pour les mêmes raisons, un succès bien plus vif que ses scènes de genre, ses intérieurs de posadas, ses vues de marchés.

Nous ferons également quelques observations sur certaines hérésies d'exécution qui paraissent se manifester dans un certain nombre d'œuvres exposées. L'aquarelle ne souffre pas d'ahâtardissement ; quand, par certaines pratiques que les Anglais évitent avec le plus grand soin, on lui enlève cette transparence lumineuse, cette légèreté de coloris, ce duvet des tons qui lui donnent un si grand charme et son caractère particulier, on commet ces hérésies. Il y a là une tendance déplorable, funeste, contre laquelle il faut réagir et dont nos aquarellistes n'auront pas beaucoup de peine, sans doute, à se débarrasser.

En résumé, la deuxième exposition des aquarellistes présente un grand intérêt et justifie la vogue qui s'y attache.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

J.-B. Paquier : *Histoire de l'Unité politique et territoriale de la France.* (Hachette et Cie.) — Le sujet n'est pas nouveau et les ouvrages abondent où on peut l'étudier; mais, dans ces ouvrages, à peu près sans exception, nos vicissitudes territoriales et la conquête graduelle de notre unité française se trouvent confondues dans le tableau général des événements de chaque siècle; il faut, pour les y démêler, une attention très soutenue, on pourrait même dire un travail spécial. Le plan que s'est tracé M. Paquier consiste au contraire à détacher de l'ensemble de notre histoire, dans chacune de ses phases, la partie qui se rapporte directement à notre formation nationale, pour nous en faire suivre les alternatives et les progrès, pas à pas, d'étape en étape, en dehors de toute autre préoccupation. L'idée était heureuse; le livre qui en est sorti est du plus vivant intérêt. Rapprochés, enchaînés étroitement les uns aux autres, les faits qui ont amené la France à être la France s'éclairent d'une lumière nouvelle. On est surtout frappé de cette particularité que la constitution de notre unité a été bien moins l'œuvre de la royauté que d'une pléiade d'hommes éminents qui se sont succédé à côté du trône. Deux souverains seulement ont, en fait, exercé une action et une influence personnelles sur notre marche nationale : Louis XI et Louis XIV. Sous les autres règnes, l'honneur de la tâche accomplie appartient aux ministres bien plus qu'aux monarques. Jacques Cœur, Sully, Richelieu, Mazarin, Colbert, Turgot, sont les vrais artisans de l'œuvre de fusion, à laquelle la Révolution de 89 est venue mettre la dernière main. A eux, bien plus qu'aux rois qu'ils ont tour

à tour servis, revient l'honneur d'avoir déblayé le terrain, renversé les barrières, frayé les voies et préparé l'avenir devenu aujourd'hui le présent.

Il y a le plus sérieux profit à tirer de la lecture de ce livre, lecture d'ailleurs des plus attachantes par elle-même. Des cartes de format très réduit, faciles par conséquent à embrasser d'un seul regard et imprimées dans le texte, permettent en outre de suivre de l'œil les transformations comparatives de notre territoire.

Nous n'adresserons à M. Paquier qu'une critique. Son excellent ouvrage a trop gardé le caractère des conférences qui lui ont servi de préparation. Il gagnerait à être allégé de certains développements, dégagé de certaines formes qui lui impriment trop le cachet d'un cours d'histoire. Une refonte partielle qui, en l'abrégeant, lui donnerait davantage le ton politique, en ferait un livre de premier ordre, comme il est déjà un livre de première utilité.

Hermann Ligier : *la Politique de Rabelais.* (G. Fischbacher.) — Il y a quelques mois, M. Jouaust réimprimait le curieux ouvrage publié en 1791 par Ginguené sous ce titre un peu prolixe : « De l'autorité de Rabelais dans la révolution présente et dans la constitution civile du clergé. » M. Hermann Ligier s'est inspiré d'une idée analogue à celle de Ginguené, mais plus générale et visant moins l'actualité. Il entreprend de dégager des « symboles pythagoriques » de l'auteur de *Gargantua* ce que leur forme humoristique recouvre de satires contre les abus et d'enseignements politiques. Seulement, c'est moins dans leurs rapports avec l'État moderne que dans leur signification au point de vue de la société au milieu

de laquelle écrivait Rabelais, qu'il s'attache à pénétrer et à mettre en lumière la pensée intime de « l'Homère bouffon ». Il compte les coups portés tour à tour par la plaisanterie rabelaisienne à la royauté, au clergé, à la noblesse, à la magistrature, au système d'éducation suivi de son temps; il nous montre enfin la notion très claire des droits et des devoirs du peuple sous les incartades et les folies de Panurge. L'étude est piquante, ingénieuse et juste en beaucoup de points, bien que parfois légèrement forcée, comme il arrive presque toujours dans les interprétations où le commentateur, en se passionnant, finit par prêter involontairement à son auteur un peu de sa propre pensée.

Édouard Zévort : le Marquis d'Argenson. (Germer Baillière.) — M. Zévort n'a pris, à proprement parler, dans la vie du marquis d'Argenson, qu'une période : celle de son passage au ministère des affaires étrangères, du 18 novembre 1744 au 10 janvier 1747. Cet intervalle de deux années à peine est, en revanche, étudié avec un soin minutieux; aucun détail n'en échappe et l'abondance des documents à l'appui donne aux moindres choses une précision presque anecdotique. Il en résulte que la figure de l'homme se détache en plein relief dans le cadre de l'histoire du temps et que, malgré la brièveté de l'époque pendant lequel on le suit, on arrive à le connaître tout entier. M. Zévort a d'ailleurs apporté à son livre autre chose que la patience du chercheur; il a le jugement net et le ferme style de l'historien; il a de plus le récit vif et la phrase variée qui rendent attrayante la lecture la plus sérieuse.

Laurent-Pichat : les Réveils, poésies. (A. Lemerre.) — Parmi les maîtres de la poésie contemporaine, M. Laurent-Pichat occupe un rang à part, et qui n'est pas des moins enviables. Ils sont rares, en effet, les poètes qui, sans descendre un instant des régions sereines de l'art pur, laissent courageusement de côté tout ce qui trop longtemps est demeuré la base de toute poétique, — nous

voulons dire les mythes empruntés soit à l'antiquité, soit à la religion, — et qui, se plaçant nettement sur le terrain de la réalité, soutiennent et prouvent, par leur exemple, que, pour nous emporter avec elle aux sommets les plus ardues de l'idéal, la poésie n'a plus besoin des béquilles du mysticisme historique ou religieux.

Dans une des pièces les plus considérables, à tous les points de vue, des *Réveils*, dans celle intitulée *Saint-Marc*, le poète passe en revue les vieilles légendes dont on a tant abusé, et s'écrie :

Assez ! j'ai dissipé toutes ces chevauchées
Et mon esprit est plein de légendes jon-
chées.
J'ai renversé les vieux effrois, les faux lions,
Et ma muse a pleuré de mes rébellions.

Ainsi, c'en est fait, plus de « hussards de Lénore », plus de « mystère effaré », plus de « d'effroi religieux ».

Aujourd'hui j'ai vidé toutes les vanités.
Je préfère la vie à ces éternités.
Et notre humble devoir, dans nos tristes
affaires,
Est bien supérieur au paradis des sphères.

Il l'avoue, du reste, sa muse en a pleuré, et ce n'est pas sa faute; il est *dégrisé* aujourd'hui de ce qui l'avait tout d'abord attiré et séduit comme tant d'autres, et si toutes ces chimères ont glissé entre ses mains sans lui laisser autre chose qu'un peu de poussière ou de cendre,

Je suis comme un enfant à qui l'on a menti.

Et maintenant il ne sent plus d'autres muses que la liberté et le devoir. Est-ce à dire, [d'ailleurs, qu'il en sera moins inspiré? En aucune façon, car depuis longtemps nous n'avions vu de poésies animées d'un souffle plus pur et plus élevé.

Si, à Venise, Saint-Marc lui paraît bien vieilli, bien abandonné, depuis trente ans qu'il ne l'a point vu, il s'en console en voyant l'allure vivante de la ville, délivrée de l'Autrichien.

La basilique était morte et la cité libre !

Mais c'est surtout dans les belles pages dédiées à la grande figure de Charras qu'il faut voir avec quelles hautes inspirations le poète a su puiser aux sources du patriotisme le plus pur et de l'honneur le plus inflexible. Cette pièce est admirable d'un bout à l'autre. Rien n'égale le fier dédain avec lequel M. Laurent-Pichat fustige les piteux auteurs du 24 mai, ces minces coquins qui ne méritent pas d'avoir

... pour aller les chercher au bourbier
Ni le croc de Hugo, ni celui de Barbier.

Citons encore les *Ménages d'Ivrognes*, d'une si franche et si belle allure, où, en regard de ces gens bien pensants qui *ont la foi*, et qui, par cette belle raison, se croient, et par le fait sont réellement aux yeux de l'Eglise, moyennant dispense bien entendu, libres de ne rien se refuser, le poète nous montre ce que, lui, il appelle véritablement *une âme*.

L'âme, c'est le devoir amer sans espérance.

Cette âme-là, ce n'est pas dans les boudoirs ni dans les sacristies qu'il faut la chercher. C'est surtout chez la pauvre ouvrière dont le mari s'enivre et qui, sans se plaindre, travaille du matin au soir pour nourrir ses enfants,

Car il pousse toujours de l'herbe entre les
[pierres.

N'allez pas croire, cependant, que cette note indiquée soit la seule que le poète fasse vibrer. Sa muse virile s'adoucît volontiers et parle admirablement le langage de la grâce et de la tendresse. Les pages qui portent pour titres : *Sur des cheveux, Pour un enfant, le Ramier, Aux Eaux-Bonnes*, sont d'une fantaisie et d'une délicatesse exquises.

Un autre côté du talent élevé de l'auteur des *Réveils*, c'est le côté artistique. Si l'on ne savait point que M. Laurent-Pichat est un de nos critiques d'art les plus autorisés, on le devinerait aisément à la façon dont il touche en passant aux questions artistiques, chaque fois que l'occasion s'en présente. Lisez

surtout la peinture magistrale qu'il fait de la vieille cathédrale de Venise et qu'il termine par ces vers spirituellement justes :

Ces dômes de Saint-Marc, frères et précieux,
Ressemblent au foyer d'un opéra des cieux ;
C'est une foire immense, une fête publique,
Pour les joyeux élus un bal masqué biblique.

On le voit, non seulement l'auteur des *Réveils* a le nombre et la couleur qui charment et qui séduisent, mais, ce qui vaut mieux encore, il a la profondeur qui fait penser. Ses mâles inspirations n'empruntent au vers sa grâce, ou sa force, que pour arriver plus sûrement à l'esprit et au cœur de ses lecteurs ; et c'est là précisément ce qui en rehausse singulièrement la portée aux yeux de ceux qui cherchent, avant tout, dans une œuvre d'art, l'enseignement moral et philosophique.

Alfred Croiset : *la Poésie de Pindare et les Lois du Lyrisme grec*. (Hachette.)

— Parmi les poètes fameux de l'antique Grèce, Pindare est peut-être le moins connu. Les uns l'admirent de confiance et les autres le dénigrent de parti pris. On sait qu'Horace le déclarait inimitable, tandis que notre Malherbe y trouvait du galimatias. M. Alfred Croiset vient de publier sur le grand lyrique une étude — nouvelle et neuve — à la fois nourrie et attrayante, qui nous permettra désormais de juger Pindare en connaissance de cause, avec la pleine intelligence de son temps, de son génie et de son œuvre. On reconnaît et on goûte dans le volume du jeune professeur les qualités les plus distinguées de la science française, à savoir une érudition sûre et légère, ennemie de l'à-peu-près et du pédantisme, une netteté toujours limpide d'exposition, même dans les sujets les plus ingrats et dans les discussions les plus techniques et, par surcroît, le charme d'un style aimable, non seulement clair et précis, mais vivant et coloré, qui rend, d'un bout à l'autre, la lecture de ce gros volume aussi intéressante que profitable. L'auteur, avec une rigueur sans sécheresse et une pré-

cision sans aridité, nous fait connaître tour à tour, de la manière la plus saisissante, les *Lois du lyrisme grec*, sa *constitution* et sa *poétique*, puis, arrivant à Pindare lui-même, l'*esprit général de la poésie pindarique*, c'est-à-dire les *Dieux* et les *Héros* du poète, ses *sentiments sur la destinée humaine*, ses notions ou ses idées sur la *politique spéculative et pratique*, ses *relations personnelles avec des contemporains illustres*, poètes ou princes; enfin l'*Art du poète*, ou, en d'autres termes, et en suivant toujours la division même de M. Alfred Croiset, l'*invention des idées*, la *disposition des parties*, les *procédés* et les *mérites du style* dans le lyrique Thébain. Une *conclusion* rapide sur l'*étude et l'imitation de Pindare*, achève et couronne ce beau volume, destiné, croyons-nous, à un succès brillant et solide non seulement auprès des érudits, mais auprès de tous les « honnêtes gens » et qui fait grand honneur à M. Alfred Croiset, à l'École normale dont il a été l'un des meilleurs élèves et à la Faculté des lettres de Paris dont il est déjà l'un des maîtres les plus éminents.

Victor Cherbuliez : *Amours fragiles*. (Hachette.) — M. Cherbuliez nous a toujours rappelé ces brillants causeurs qui se soucient infiniment plus d'étonner la galerie que de la convaincre ou de la toucher. Certes, il y a du talent, de l'esprit surtout, dans le *Roi Apépi*, la première et la plus importante des trois nouvelles qui composent son dernier volume; mais, de bonne foi, comment prendre un intérêt bien vif à cet égyptologue par trop naïf, qui se laisserait jouer comme un niais par une jeune veuve intrigante, doublée d'une mère plus intrigante encore, sans l'intervention d'un oncle, vieux viveur sceptique et spirituel, qui le tire d'affaire en jouant au plus fin avec les deux commères? De ces divers

personnages, il n'en est pas un qui soit sympathique, et leurs faits et gestes sont présentés sous une forme tellement ironique que l'on est tenté par moments de se demander si l'auteur ne se moque pas un peu de ses héros et du lecteur. Dans le *Bel Edwards* et dans les *Inconséquences de M. Drommel*, nous retrouvons, avec les incontestables qualités de composition et de style ordinaires à l'auteur, les mêmes défauts qui nous ont choqué dans le *Roi Apépi*. En matière de roman surtout, nous donnerions volontiers tout l'esprit du monde pour un grain d'émotion sincère.

Henry Gréville : *Lucie Rodey*; *Croquis*. (Plon et C^{ie}.) — Nos lecteurs connaissent l'étude si profonde dans sa simplicité que l'auteur a mise sous le premier de ces titres. C'est dans les pages de la *Nouvelle Revue* que *Lucie Rodey* a paru pour la première fois, avec un succès que la publication en volume n'a fait qu'étendre et confirmer. Ce roman, ou, pour mieux dire, cette histoire, prise dans le vif de notre société, racontée sans apparat ni prétention, arrivant au plus puissant effet par le seul développement des sentiments et de l'action, sans sortir un seul instant de la vérité, mérite, à notre sens, d'être rangée parmi les œuvres les plus remarquables que le roman de mœurs ait produites dans ces dernières années.

Les *Croquis* se composent d'une douzaine de récits détachés. Pour la plupart, la scène est en Russie, dans ce pays que l'auteur excelle à nous révéler; quelques-uns, cependant, se passent en France. Nous rencontrons, çà et là, à travers le récit presque toujours ému, une note humoristique, une pointe de fine gaieté que nous ne connaissions pas encore à M^{me} Henry Gréville et qui laisse entrevoir une face nouvelle de son talent.

L'Administrateur-Gérant : **RENAUD.**

Paris. — Typographie Georges Chamerot, 19, rue des Saints-Pères. — 9296.

SOUVENIRS

DE LA

NOUVELLE - CALÉDONIE

DEUXIÈME PARTIE

V

Le 27 mai 1878, la *Vire* appareillait. En s'éloignant de Nouméa par le sud-est, elle allait d'abord aux îles Loyalty, puis remontait la côte Est, devait visiter le nord de la Nouvelle-Calédonie, explorer les îles Huon et redescendre par la côte Ouest à son point de départ. A vrai dire, et pour la première fois, nous allions faire connaissance avec la Nouvelle-Calédonie.

Notre première étape fut la baie du Sud ou du Prony. C'est une rade merveilleuse ou plutôt ce sont trois grandes rades séparées par des îlots et s'enfonçant par des bras de mer dans l'intérieur des terres. La baie, ses îles, ses collines montueuses, sont toutes bordées ou couvertes de forêts. Cette immense verdure a des profondeurs d'ombre, sombres et bleuâtres. Des sources d'eau ferrugineuse et bouillante s'épandent çà et là des hauteurs et les ravinent en s'y creusant un lit d'argent qui fume. Le grand soleil et la pluie se succèdent sur la baie. Le ciel s'obscurcit de larges ondées qui passent, puis reprend tout son éclat. Il y a dans ce paysage de chênes-gomme, de kaoris, d'ormes et de frênes, les belles journées d'été de la Bretagne. La brise s'y imprègne de senteurs, y est fraîche et fortifiante. Un tout petit coin, au fond de la baie du Sud, est habité. Il y a là les chantiers d'exploitation de bois. Il y a des fosses, une scierie à vapeur, des magasins, un camp de transportés chargés du travail. Ils sont soixante, et, soit

à dessein par suite de la salubrité du climat, soit par hasard, ce sont des valétudinaires ou des gens de la société polie tombés au bain, des notaires, des banquiers, des médecins. On les voit dans l'eau jusqu'à mi-corps ou jusqu'au cou, traînant des pièces de bois, avec des membres chétifs, les épaules déjetées, de maigres biceps sous l'effort qu'ils font, quelques-uns avec des lunettes. Ils n'ont pas froid, car l'eau est tiède, et néanmoins ils grelottent souvent de la fièvre que détermine le contact permanent de l'eau de mer. A ce contact aussi, la peau des jambes surtout se tuméfie, s'écaille, devient malade. Les transportés alors ne travaillent plus, se reposent de longs jours, et, d'un œil mélancolique et vague, contemplent autour d'eux les magnificences de la nature.

La *Vire* cingle vers les Loyalty. Elle est sortie par le canal de la Havannah que roulent sur lui-même de violents remous de courants, où s'élèvent du fond jusqu'à fleur d'eau de longues et fines aiguilles de corail. Ce qui frappe, en ces navigations lointaines, c'est l'inconnu. On l'a devant soi, latent et pourtant saisissable. Il semble que le flot s'étonne du navire qui le sillonne, que les terres nouvelles tressaillent à sa vue. La civilisation vieillit le monde, étend sur lui un voile d'habitude et de réalité. Là-bas, rien de pareil. L'air est d'une transparence fluide, l'eau a sa clarté lumineuse, les îles, au matin, émergent d'une brume légère et diaphane. Tout cela vit d'un souffle vierge auquel l'homme n'a pas mêlé le sien. Les indigènes, en petit nombre, y sont encore des créatures d'instinct et de sensation en qui la raison sommeille, chez qui le sentiment ne point pas. C'est ainsi que nous apparaissent les îles de Maré et de Lifou. Sur toutes deux cependant, quelques Européens ont pris pied. Ce sont, comme partout, ces éternels prisonniers d'une religion entêtée et d'un commerce profitable, les missionnaires catholiques et protestants. La religion demeure incompréhensible aux sauvages, et le commerce ne va guère. Toutefois les protestants ont l'avantage. Il y a six indigènes protestants pour un catholique. C'est que les missionnaires anglais ne surmènent pas leurs ouailles d'enfantillages religieux, d'homélies sentimentales, ni du travail commandé par Dieu. Ils vont droit au but, aux intérêts matériels, les leurs et ceux de leurs

convertis. Ils se sont faits les maîtres enseignants, les hommes d'affaires des indigènes. Ils les conduisent, par les conseils pratiques et par l'exemple, à la bonne culture, aux récoltes fructueuses, à l'hygiène et au bien-être. Ils ne vivent point d'eux par l'aumône rebelle, mais par des honoraires en apparence facultatifs. A de certains jours qu'ils désignent à l'avance, ils sont prêts à recevoir des redevances en nature et en argent. Si les redevances n'arrivent point, ils ne se plaignent pas, mais ils mettent en interdit d'aide et de conseils celui qui s'est abstenu. Ils cessent de lui être propices, et celui-là qu'ils délaissent, moins heureux désormais, vient vite à résipiscence. Aussi les cases canaques, groupées autour du temple, sont-elles propres et biens tenues, les hommes, les femmes et les enfants décentement habillés de cotonnade bleue, avec un air d'aisance et de santé. Quant au pasteur, dans son presbytère, aux murs blancs tapissés de plantes grimpantes, il a sa femme qui est sa compagne, ses meubles en noyer cirés et frottés, un keepsake sur la table ronde, et le thé tout préparé avec des biscuits. Le *home* anglais en son strict confortable. C'est là qu'en commerçant d'ordre spirituel il mène son existence, étroite d'esprit, correcte de forme. A un autre bout de l'île, le missionnaire français vit, sous une hutte, d'un peu de pain, quand il sait en faire, et des fruits qu'il prend à l'arbre. Sa robe est usée, son tricorne chauve, sa barbe inculte et longue. Tout déguenillé, son troupeau d'indigènes, qu'il essaie de vêtir, psalmodie des cantiques ou court les bois, malpropre, hypocrite et paillard. Le père cependant n'est pas triste. Il a fait son deuil des prospérités de ce monde non seulement pour lui, mais pour sa mission dont il est, en ces îles d'un mauvais rapport, l'enfant perdu et oublié. A pied, avec un bâton ferré, ou à cheval, sur un bidet étique, venu de Nouméa on ne sait comment, il va de paroisse en paroisse. L'église, en bambous, a sur le sol des jonchées de feuillage, l'autel a des fleurs. C'est plus beau que le temple qui est nu. Son amour pour son église, et sa haine pour le protestant, suffisent au père. Ses jours sont pleins.

A Lifou, l'eau est si claire, qu'à une profondeur de trente brasses on aperçoit l'ancre mordue dans le sable et la chaîne élongée sur le fond. A terre, il n'y a qu'un résident. Avec

quelques agents sous ses ordres, il représente l'administration coloniale qui, à vrai dire, n'administre rien. L'île est en effet improductive. La résidence ne consacre guère que notre droit d'occupation. Pour la première fois, à Lifou, je vois un pilou-pilou. Le résident a convoqué près de sa maison, dans une petite prairie ombragée d'arbres, les guerriers et les femmes de la tribu la plus voisine. Il est huit heures du soir, et l'on allume de grands feux. A la lueur des flammes qu'ils traversent parfois, les Canaques, en tenue de guerre, peints en noir çà et là sur le visage et sur le corps, la hache ou la sagaie à la main, le coquillage au genou et une plume sur la tête, font le simulacre d'un combat. Avec des grognements rauques et répétés, ils piétinent sur place, agitant leur sagaie, brandissant leur hache, grinçant les dents, grimaçant des traits. Ils se séparent en deux bandes ennemies. Chaque bande tourne longtemps en cercle avec des rauquements plus gutturaux, des piétinements plus précipités, plus furieux. Enfin elles se retrouvent en présence et s'élancent avec un cri l'une sur l'autre, frappant devant elles de la hache, et ne l'arrêtant qu'à la limite précise où le coup va porter. Toute la façon de combattre des sauvages est là. La patience et la ruse s'exaspèrent par le fluide nerveux en mouvement, et s'exaltent jusqu'au courage sûr de son coup.

La danse des femmes vient ensuite. Comme celle de tous les peuples primitifs, elle est la mimique de la sensation. Sur un rythme lent et cadencé, les bras ballants, les pieds fixés au sol, la danseuse n'a qu'un mouvement des hanches qui ondulent et roulent sur elles-mêmes avec une flexibilité extrême, et, par moments, quelques soubresauts des reins souples et puissants. Puis, le rythme et la danse s'accélèrent, s'arrêtent net, et la femme, avec un rire bestial et une sorte de confusion de sa personne, s'enfuit et disparaît parmi ses compagnes. La luxure animale a de ces explosions brutales et de ces hontes d'instinct.

Le 2 juin, la *Vire* arrive à Canala, sur la côte Est. C'est le chef-lieu de l'arrondissement de ce nom, Le chef d'arrondissement est un officier d'infanterie de marine, comme à Bourail et à Uuaraï. L'hôtel qu'il occupe est un beau bâtiment à étage, avec véranda et balcon sur les quatre faces. Il y a une grande église et

une école pour les enfants européens et indigènes, un médecin, un aumônier, un officier de troupes, un aide-commissaire de marine remplissant les fonctions d'officier de l'état civil, un garde-mines, un maître de port, un bureau de télégraphe et de poste, et une brigade de gendarmerie à cheval. C'est une ville ou ce qu'on peut appeler ainsi, avec un peu de pompe, en Nouvelle-Calédonie, avec des auberges où les voyageurs affluent. Cela vient de ce que tout le territoire de Canala et de ses environs n'est qu'une vaste mine de nickel. Le nickel, qui sera une des prospérités vraies de la Nouvelle-Calédonie, a eu malheureusement tous les mirages d'une richesse sans limites, et a bouleversé d'argent et de déceptions la colonie entière. Ce n'aura été toutefois, sans doute, qu'une crise à traverser.

Dans l'ouest de Canala, tout auprès, il y a les tribus canaques du chef Caké et du chef Gélîma. Le chef de guerre de Caké est Nondo. Nous retrouverons ces noms-là. C'est une population indigène de 2,000 habitants, d'un esprit alerte, d'une intelligence ouverte, d'une grande force physique. Elle voit notre civilisation, ne s'en étonne pas, sans la désirer, en prend volontiers les vices, garde toutefois sa ruse et sa férocité natives. Elle nous observe, nous subit, ne nous aime pas, nous hait plutôt.

Les Canaques ne nous demanderaient qu'une seule chose, c'est qu'on les laissât, tranquilles, vivre de leurs taros et de leurs ignames. On les force à travailler aux routes, ce qui leur est insupportable. L'appât même du gain ne les excite pas, si ce n'est pour acheter de l'eau-de-vie. Encore aiment-ils mieux l'obtenir par des supplications de mendiants ou la voler. Ils sont paresseux absolument et de tempérament. Ils ne seront que très difficilement, pour les Européens, des travailleurs auxiliaires de quelque valeur.

L'arrondissement a trois missions : Thio, Nakety, Wagap. Elles continuent leur œuvre, assez inutile. Les missionnaires, dans l'arrondissement surtout, n'ont que peu d'influence sur les Canaques. Comme ils se croient forcés de les violenter dans ce qui les touche le plus, les libertés amoureuses, ils ne leur apprennent guère, y compris le mariage catholique, que les formes extérieures et l'hypocrisie de la religion. Il est remarquable que le catholicisme, tel qu'on le pratique à leur égard, destitue les

sauvages de leurs qualités viriles, les incline à l'obséquiosité servile. Les Canaques convertis saluent en Basiles, et ont des allures de bedeaux et de sacristains. Les Canaques demeurés païens, — selon le terme des missions, — ont en mépris les Canaques catholiques. Ils les prétendent déchus de leur caractère et de leurs vertus de guerriers.

Ce qui est assez étrange, c'est que les missionnaires n'enseignent que peu ou point le français aux Canaques. En quelques endroits, ils ne paraissent point désirer qu'ils le sachent. En revanche, ils leur apprennent les prières et la messe en canaque et en latin. Cette aberration est logique. A Canala, ce sont des frères, assez mal d'ailleurs avec les missions, qui instruisent les enfants canaques. Les chefs sont contraints d'en envoyer à l'école, et ils en envoient un petit nombre toujours inférieur à celui qu'on leur demande, — pour avoir la paix.

En dehors de Canala, il y a dans l'arrondissement deux cents colons environ ou cent quatorze feux éparpillés dans la brousse. Chaque feu est une famille. Là encore, c'est l'individualisme qui s'affirme. Du côté de Houailou, plusieurs colons vivent avec des femmes canaques qu'ils ont obtenues ou qu'ils ont même enlevées. Beaucoup de femmes indiennes, courbées dans leurs tribus aux plus durs travaux, préfèrent quitter les indigènes et vivre avec des Français. Il naît de ce commerce une bonne race de métis, très intelligente, et parlant également bien le français et le canaque. Cette race, qui inclinera toujours à la civilisation, doit, ce me semble, être bien accueillie, et peut devenir un élément excellent de colonisation. Elle constituera une population mixte et utilisable, en même temps qu'elle nous permettra de laisser s'éteindre, sans la tourmenter, la population canaque pure que nous ne poussons qu'à la révolte, en exigeant d'elle un travail qu'elle ne peut nous donner.

Tous ces efforts individuels commencent à prospérer. La canne à sucre, périodiquement dévorée par les sauterelles, a été abandonnée, mais la culture du tabac réussit parfaitement. Les caféiers ne sont détruits ni par les insectes, ni par les sauterelles. Le manioc est également d'un bon rendement, et, quoique les pâturages soient maigres, les bœufs sont d'une belle venue. Le

débouché des troupeaux est assuré à Nouméa. On ne travaille plus aux mines de nickel, mais cela ne provient que de sa dépréciation passagère.

Canala offre, dans un de ses habitants, M. Hanckar, le type de ces colons aventureux, dont les fortunes se font et se défont, mais qui restent alors debout sur la brèche pour reconstruire l'édifice qui tombe. Et, en effet, ils le relèvent. Le nickel l'a enrichi, puis ruiné. Il attend l'heure de l'exploiter de nouveau, et découvre des filons d'antimoine. Il tient une grande place dans l'arrondissement, moins encore par sa valeur intelligente que par son faste, sa dépense et son désir de popularité. Sa maison est une villa de Saint-Cloud transportée en Nouvelle-Calédonie. Sa terrasse à balustres de pierre domine la mer, de merveilleux jardins s'étendent au-dessous. Les appartements sont meublés avec un luxe élégant, la table est somptueusement servie; les serviteurs canaques ont, à la mode de l'Inde, une tunique blanche serrée à la taille par une cordelière, des anneaux aux oreilles, des cercles d'or aux poignets et aux chevilles. Tout cela, dit-on, en ce coin perdu de l'Océanie, est d'une grande vanité, au sens philosophique du mot, ou d'un grand vaniteux. Mais ce vaniteux a ses audaces qui réussissent, et il se répand alors autour de lui autant en bienfaits qu'en prodigalités folles. Ce n'est pas un mal pour un pays, c'est une pluie d'or.

Nous continuons à remonter la côte. Les rencontres les plus étranges se font en Calédonie. A Wagap, il y a des trappistes. Ils sont venus là, dix, pour observer la règle de leur ordre et cultiver la terre. Le Père est à Nouméa où il rend visite au gouverneur. Les trappistes occupent les terrains et les bâtiments de l'ancienne mission qui leur ont été cédés par elle. Le regard s'étonne de ce laboureur en robe brune et en capuchon qui pèse sur le manche de la charrue. On n'en est encore qu'aux essais de culture. Dix hectares environ sont défrichés et semés de n'importe quoi. Les frères voudraient une étable. Il y a un bâtiment à côté d'eux, servant autrefois à loger les troupes du poste, qui tombe en ruines et qui leur conviendrait. Ils ont des bœufs qu'ils ont façonnés au joug, des vaches laitières et un taureau. Ils songeraient au café, au houblon pour une brasserie, ils ne savent pas encore à quoi ils se

décideront. En attendant, ils se plaignent de n'avoir ni assez de bras, ni assez d'heures de travail. Il est vrai qu'ils s'obstinent à suivre la règle de leur ordre, qu'ils se lèvent à deux heures du matin et qu'ils psalmodient à genoux dans la chapelle jusqu'à six. C'est là ce qui les fatigue, m'a dit naïvement le frère qui remplace le supérieur absent. Aussi voudraient-ils obtenir du gouverneur une vingtaine de condamnés — des bons. Ces bons condamnés, tout le monde en veut. Je lui ai insinué que le mieux serait peut-être de ne pas psalmodier autant, et qu'on ne saurait être à la fois trappiste de France et pionnier en Nouvelle-Calédonie, que d'ailleurs qui travaille prie et que déjà, en ce qui concernait certains détails de leur alimentation, ils avaient modifié leur règle inflexible. Cela ne les a pas convaincus du tout. Ils préféreraient de beaucoup les condamnés. Leur règle demeure immuable autant qu'elle le peut, mais se prête au travail des autres.

Après Wagap, c'est Yenghène. Une église catholique dans un bouquet de cocotiers au fond d'une petite rade, toute souriante, aux eaux bleues. A l'entrée de la rade, il y a deux sentinelles de granit. Celle de gauche s'appelle les tours Notre-Dame. C'est Notre-Dame de Paris en formes indécises et massives. A droite, sur un entablement de roches c'est un sphinx énorme accroupi. L'éruption volcanique qui l'a projeté du sol, le hasard, les morsures du soleil, du vent et de la lame lui ont donné la face de Louis XVI. La Pérouse a dû le reconnaître et le saluer à son passage.

Plus loin à Pouebo, à Tchambouène, à Oubatche, il semble que les souvenirs du passé doivent être un avertissement pour l'avenir. C'est à Pouebo, en 1867, que des gendarmes et une famille française furent massacrés par des Canaques de la tribu de Mouelébé. Le 6 novembre 1868, jour pour jour, heure pour heure, il y eut un nouveau massacre de six soldats qui furent mangés. Un calvaire commémoratif domine le pays du haut d'un sommet. Dans l'ouest d'Oubatche, au pic Malézieux, seize soldats d'infanterie de marine résistèrent pendant quarante heures sans vivres et sans eau à douze cents Canaques qui les entouraient en brûlant les herbes jusqu'à eux. Aujourd'hui il n'y a plus de sol-

dat, quelques colons seulement. On rencontre de loin en loin leurs habitations entourées de rizières peu étendues, mais bien irriguées et pouvant donner trois récoltes par an. Un de ces colons a trouvé dans un tronc d'arbre une huile qui brûle très bien. La noix de l'arbre, écrasée, donnerait une huile comestible ou médicinale. Il y a de beaux troupeaux. Là, comme partout ailleurs, prospère ce travail individuel et libre.

La *Vire* continue à suivre la côte, qui n'a pas les méplats rouges et nus des autres abords de l'île. Les sources descendent des montagnes en cascades qui mugissent et qui forment, dans les amoncellements de roches détachées, de limpides bassins couronnés d'arbres toujours verts. Sur un long parcours, ces cascades d'écume blanche sillonnent les flancs abrupts des montagnes boisées et les égalaient.

Le 9 juin, la *Vire* mouille à Pam. La rade de Pam est une des meilleures de la Nouvelle-Calédonie et le port du Diahot est appelé à un bel avenir. Les rives du Diahot sont bordées de palétuviers mais infectées de moustiques. On y trouve des huîtres excellentes que les matelots détachent à la hâte. Après six heures de nage, la baleinière arrive au Caillou, qui est le port de Ouégoa. Ouégoa est le centre des mines de cuivre. C'est un bourg aux flancs ou sur les crêtes d'un ravin, très vivant et animé. La grande industrie fait là ce qu'elle veut. L'aspect de la région des mines, tout à l'entour de Ouégoa, est d'une originalité particulière. Tout y brille, au choc de la lumière, des feux pailletés du métal, les rochers dans la verdure, la terre du chemin, la limpidité des ruisseaux sur leur lit de cailloux. La pluie forme une boue argentée. Ainsi se révèle la richesse des métaux, à demi trompeuse, à demi réelle. L'exploitation la plus productive est celle des mines de cuivre. Ces galeries souterraines, ces puits profonds, ces masses éventrées, qui s'illuminent à la lueur des lampes de reflets d'un vert clair ou d'un rouge vif, se prolongent et se creusent des sept à huit cents tonneaux qui s'en extraient par mois. Le possesseur, l'agitateur, je dirais presque le génie de ces mines est M. Higginson. Je puis l'esquisser comme j'ai fait de M. Hauckar. On l'a vu, d'ailleurs, et on le connaît à Paris. C'est un petit homme, d'une pétulance extrême, avec du vif

argent dans les veines. D'un esprit prompt, d'une intelligence rapide qui excelle aux entreprises commerciales et aux découvertes de l'industrie, qui peut-être en sa recherche primesautière de l'aventureux et de l'inconnu va trop vite de l'un à l'autre, impétueux à commencer sans avoir fini, il a sur les bras toutes les affaires, tous les procès de la Nouvelle-Calédonie. Mais il se meut ou plutôt se démène à l'aise en ces soucis, en ce mirage de conceptions et d'argent. Il ne hait personne, indemnise parfois ceux dont il triomphe, renoue avec eux, les lance et s'élance à des buts nouveaux. C'est là du reste un des traits du haut commerce et de la haute industrie dans la colonie. Parmi ces gens hardis qui traversent sans se décourager la fortune et la ruine, il y a une camaraderie qui, par un retour d'âme sur eux-mêmes, s'impose à tous. Ils ne piétinent pas l'adversaire à terre, ils le relèvent. Ils pratiquent, sans qu'ils le sachent, le vers du poète — *haud ignara mali*. — Higginson qui était un Anglais a reçu, en 1876, ses lettres de grande naturalisation. Il a voulu être Français dans sa colonie française d'adoption, qui, elle aussi, l'a adopté. Tout le monde l'y connaît. Il est à la fois agressif et débonnaire, loyal et retors. Il a ses détracteurs hésitants et ses enthousiastes passionnés. On le voit de loin et partout. Il est le seul qui ait ces allures saccadées, ce regard tout en dehors, ce sourire malicieux, cette redingote serrée à la taille, ce chapeau gris, cette badine à la main. C'est Mirès, le Mirès de ses beaux jours — à Nouméa.

Quand la *Vire* quitte Pam, c'est pour son exploration dans le nord de l'île. La sensation de l'inconnu recommence. C'est d'abord le courant rapide et fluide dans les chenaux de Balabio et de Devarenne, entre des murs de corail à pic. Dans la brume du matin ou par les calmes morts du grand soleil, on ne peut suivre que de l'œil, à courte distance, le léger ruban du flot sur les bords. Ce n'est plus qu'une nappe d'eau perfide, vaporeuse ou miroitante. Les balises elles-mêmes, placées sur l'une et l'autre rive, se chevauchent et s'entre-croisent. Elles deviennent de dangereux amers. Je les voudrais d'un seul côté, comme une ligne de jalons qu'on suivrait, sans erreur possible. Après avoir dépassé les îles Belep, la ligne de corail quienserre la Nouvelle-

Calédonie étend parallèlement l'un à l'autre ses deux bras vers le nord. C'est entre ces bras, dans un espace inexploré, que l'on navigue. Du haut de la mâture, Leleizour surveille les taches grises. Ce sont les bancs de corail qui montent à fleur d'eau. Leleizour et Fabre sont les deux premiers pilotes de la colonie, de grands marins obscurs. On arrive enfin à la première des îles de guano, à Surprise. Il y a en tout sept hommes sur l'île. Quatre Canaques des Nouvelles-Hébrides, un Malabar et deux blancs. Il y a trois cases en bois avec le pavillon français au-dessus. L'exploitation a commencé il y a deux mois (avril 1878). Le terrain se défriche et le guano a une épaisseur de trois et quatre pieds. A quatre pieds, c'est le roc. Un grand navire attend son chargement au mouillage Leleizour, par quarante mètres de fond. La houle le balance et les courants de foudre des hautes marées le font courir et le tendent sur sa chaîne. A l'île Leleizour, plus au nord, l'exploitation s'accroît. Il y a cinq cases, un wharf, trente Canaques et six Européens. On a déjà enlevé de l'île 850 tonnes.

A l'île Huon, la plus au nord, rien. La violence du vent n'y permet pas l'agglomération et par suite l'exploitation du guano. Cette île, que l'homme, pour ainsi dire, n'a jamais visitée, car la *Vire* n'est encore que le troisième bâtiment qui l'aborde, cette île est l'étrangeté de ces solitudes. Un lagon de deux milles de diamètre s'élève du fond et n'a d'accès que par une passe étroite. Au dehors de sa muraille sont l'immensité et les hasards de l'Océan, au dedans les eaux calmes d'un lac. L'île Huon, d'un demi-mille à peine de diamètre, tangente par un point à la bande intérieure du lagon, y est soudée. Elle est elle-même un lagon plein, une couronne de corail émergeant de la mer. La brise lui a porté, des îles voisines à son centre, une végétation d'arbustes bas, maigres, rabougris et verts, brûlés du soleil mais retrempés des rosées du matin et des émanations salines. Puis vient en bordure à cette végétation un sable fin, très doux et, au delà du sable, sur quelques mètres de large, le corail à pic, nu, déchiré d'arêtes. Or, sur les arbustes bas, sont en grand nombre de grands oiseaux couvant leurs nids. Ce sont les frégates à la tête fine, au plumage d'un noir bleu, au tablier blanc sur la poitrine. Et d'autres aussi.

hauts de deux pieds, tout blancs de corps, avec un collier bleu et un long bec rose ; et ceux-là alternent avec d'autres encore qui ont également le corps blanc mais un collier rose ou noir et le bec bleu. Ils ont l'œil rond et sur la tête de petites plumes qui se dressent. Ils participent d'un perroquet géant et de l'albatros. Je me suis bien gardé de demander leurs noms. La vue de l'homme les étonne, ne les effarouche point. Ils se penchent en avant, le regardent. Si du bout de la canne, irrévérencieusement, on leur touche le bec, ils poussent un cri rauque en seconant la tête, hérissent leur aigrette, soulèvent leurs ailes. Si on insiste, ils s'indignent et s'enlèvent, jusqu'au buisson voisin, de la large et pesante envergure de leurs ailes à laquelle il faut pour planer les premiers battements et l'espace libre. Sur le sable, ce sont d'autres oiseaux, mais par myriades, pareils à des hirondelles de mer. Ils s'envolent, obscurcissent l'air. Mais ils ont laissé leurs petits, tout de duvet, pelotonnés dans le sable. Ils reviennent à grands cris, en troupes, sur l'homme. De larges plaques d'écaille qui marchent. Ce sont des tortues. Elles ont trois pieds de long sur deux de large. Puis, dans les anfractuosités du corail, des langoustes sans nombre. En cinq minutes les matelots en prennent quatorze. Ce sera le plat de haut goût, à l'américaine. Quant à une tortue qu'on emporte elle fera trois repas de soupe et de bœuf.

Cependant il est six heures. D'autres bandes ailées reviennent de la pêche, regagnent le gîte. La nuit tombe tout d'un coup sur l'île des oiseaux. Le silence se fait, qu'interrompt seulement le bruit de la mer sur le récif. La sensation de l'inconnu grandit, trouble de mélancolie et d'un effroi secret l'âme du visiteur. Il se sent isolé dans cette tristesse impassible des choses. Cette terre où il s'est hasardé, ne l'accueille pas, le rudoie, lui serait hostile et sans aide. Il se reconnaît petit parmi ces êtres endormis. Qu'il trébuche et tombe meurtri à une fissure du corail, et les oiseaux se réveillant accourront et le déchiqueteront de leur bec, les tortues, de leur langue pointue et râpeuse, suceront son sang, et les crabes, le tenaillant de leurs pinces, fouilleront sa chair. En quelques jours il ne sera plus, à ce bout du monde, qu'un squelette nettoyé et blanchi.

Le surlendemain, 18 juin, la *Vire* redescend la côte Ouest

et, le 20, s'arrête à Gomen. La compagnie foncière de la Calédonie y a tenté une colonie agricole pour l'immigration. Cela n'a pas réussi. Les difficultés et les illusions ont amené l'insuccès. Là où l'activité individuelle de l'homme s'exerce seule avec plaisir, on ne fait rien par une direction et par des plans préconçus. En naviguant toujours entre le récif et la terre, on passe auprès du plateau des Massacres. En ces courants qui tournoient, sur ces écueils qui se dérobent à la vue, deux bâtiments, la *Reine des îles* et le *Secret*, se sont perdus en 1865. On n'a pu venger les équipages massacrés qu'en incendiant des villages. Les sauvages s'étaient enfuis. Le dimanche, 23 juin, nous mouillons au Gouaro, qui est la rade de Bourail. On remonte à Bourail par la rivière la Néra, quand le flot a grossi ses eaux. On peut prendre aussi la route de terre qui, sur un parcours de treize kilomètres, suit la rivière. A mi-chemin est le village canaque de Néra. Des cases en paille et des pirogues. Les enfants nus, les femmes, avec des ceintures de longues herbes vertes, se baignent sous de grands ombrages. Le soir, par les nuits de lune, on redescend la Néra en baleinière. L'embarcation glisse sur une eau d'une limpidité de miroir où se reflètent les rives et les îles. Il semble que les épais massifs de verdure, rapprochés par l'ombre, se posent soudain devant la proue, lui ferment le chemin. Ils sont loin encore. La lune argente leurs cimes et leur feuillage, y fait par endroits des trouées lumineuses et vagues. Le paysage, en ces nuits d'une clarté lactée, a sa poésie rêveuse, est d'un grand charme de sérénité douce. Toutefois, à l'entrée en rade, est la barre de la Néra. Quand elle est mauvaise, on voit se dresser dans la nuit, hautes et blanches, et se succéder en grondant, ses trois lames en volutes. Il faut que, de son avant, l'embarcation les prenne très droit. Elle s'arrête au choc de chacune d'elles, la divise, descend dans le creux qui la suit, marche à celle d'après. Au bout de la troisième, elle entre en eau profonde. Si le canot vient du large, les trois lames l'enlèvent sur leur dos et le transportent, aussi rapides que des flèches dans l'eau tranquille de la Néra. Le lendemain de notre arrivée, le youyou du bord a chaviré sur la barre, sans perte d'hommes.

Bourail est chef-lieu d'arrondissement et grand établissement pénitentiaire. On y compte 500 condamnés et 200 libérés. C'est la résidence d'un chef d'arrondissement officier d'infanterie de marine, d'un commandant de troupes, d'un médecin, d'un commissaire de la marine faisant les fonctions d'officier de l'état civil. Il y a une école, une bibliothèque, un bureau de télégraphe et de poste, des casernes, une église, une prison cellulaire, un hôtel, des ateliers de construction, de nombreuses rues bordées de maisons couvertes en paille. Bourail est la preuve de ce que peut faire avec de grandes ressources la volonté administrative. C'est sous la main de fer de l'administration pénitentiaire, disons plus équitablement sous sa main de force et de justice, que tout s'est créé à Bourail. Tout, même la famille. Il y a en effet, — et c'est le plus bel édifice, — un couvent qu'habitent, au nombre de quarante, des femmes condamnées venues de France et que dirigent les religieuses de Saint-Joseph de Cluny. C'est là que sont autorisés à frapper, pour y prendre femme, les condamnés et les libérés auxquels on donne des concessions de terre. Le futur mari voit les femmes à la messe. Il en désigne une qui lui plait. Celle-ci est prévenue, l'entrevue a lieu. « Qu'avez-vous fait ? dit l'un. — Et vous ? répond l'autre. » Les deux fautes, les deux crimes sont en présence, s'interrogent, s'évaluent, s'arrangent à l'amiable pour une vie commune meilleure et d'espérance. Infamie pour infamie, pardon pour pardon. Si le couvent fournit les femmes, une ferme pénitentiaire a fourni les maris. Cette ferme est alimentée, comme main-d'œuvre, par des condamnés aspirants concessionnaires destinés à aider les concessionnaires établis dans leurs cultures. Dès qu'ils sont suffisamment instruits et qu'ils ont pris femme, ils deviennent concessionnaires eux-mêmes. La vallée de Bourail est magnifique et la plus fertile de tout le pays. C'est là que les concessions se découpent, bien tenues, que les maisons s'espacent à intervalles égaux, uniformément construites, en bonne apparence. Le sol se défriche et se creuse à la charrue. Au soleil du matin on voit les laboureurs à la besogne et les ménagères au seuil ou à l'entour du logis, dans la basse-cour ou le jardin. La canne à sucre, le maïs, les haricots, le café, le tabac offrent à

l'œil les cases diversement colorées d'un échiquier de verdure. Les troupeaux paissent dans les terrains vagues. Cela est animé, plein de rumeurs et prospère. Et cependant, à descendre dans la vérité, cette prospérité n'est qu'artificielle, tout cela ne vit qu'à la surface. Ces paysans improvisés ne se suffisent point à eux-mêmes, subsistent pour la plupart, et longtemps après les délais fixés, des rations que l'administration leur donne. Ils ne sont à l'aise ni dans leurs cultures ni dans leur existence. Le travail ne s'épanouit pas pour eux dans sa liberté, dans sa plaisance. Il faut qu'ils sèment et cultivent ceci et non cela. La canne leur a été imposée, bien qu'inévitablement dévorée par les sauterelles, parce qu'il fallait un aliment à l'usine à sucre. On y a renoncé. Tous ces gens-là se hâtent et se heurtent, en des espérances précaires, à un labeur demi ingrat, demi forcé, n'ont point le libre arbitre du bien-faire. Ils sont encore trop près de l'administration qui les réglemente en tout. Le surveillant les surveille, le directeur les dirige, l'agent des cultures les régent de ses conseils qui sont des ordres. Ils sont aussi trop près les uns des autres. Ces 212 ménages, ces 230 enfants habitent une ferme modèle qui, sous son prisme trompeur et riant, sent encore son bagne. Les criminels, en cours sincère de réhabilitation, aiment à se fuir, non à voisiner. Ils ne se reconstituent en société qu'après s'être retrempés dans une solitude libre et dans l'oubli d'eux-mêmes et des autres. Je crois que la ferme pénitentiaire est une excellente école pour les aspirants concessionnaires, mais je voudrais que ceux-ci, quand on leur donne une concession et une femme, pussent s'établir, pour ainsi dire, hors de la vue les uns des autres, non point sans surveillance puisqu'ils ont encore un temps de peine à subir, mais dans un isolement relatif et avec une initiative propre qui leur fissent leur famille et leur travail tout personnels. Il en résulterait peut-être une production plus active et une moralisation plus prompte.

VI

Le mardi, 25 juin 1878, vers midi, la *Vire* entraît par un calme blanc dans la passe d'Uarai. La mer avait la lourdeur

immobile de l'huile. Les récifs ne s'y voyaient pas, s'y devinaient à peine. Le soleil était éblouissant. A midi nous mouillons à l'îlot Teremba. Il est à gauche de la rade en entrant. A droite est la presqu'île le Bris. Au fond, devant soi, à trois milles environ, car l'eau peu profonde ne permet pas aux grands navires de l'approcher, on aperçoit l'établissement d'Uaraï, la belle maison en bois du chef d'arrondissement, l'église et divers magasins et baraquements. Ce groupe s'appelle aussi Teremba. Sur sa droite, quand on lui fait face, est l'embouchure de la rivière de la Foa. Le poste des gendarmes de la Foa est à huit milles environ de l'entrée de la rivière, en la remontant. La plus grande partie de la rade est de terre rouge et dénudée, mais l'île le Bris est boisée et les perspectives de la Foa sont d'une végétation touffue et luxuriante. Dans le lointain, au nord ou s'étendant vers l'est, sont des montagnes ou de hautes collines chauves.

Dès notre arrivée, un surveillant qui se trouvait là avec un chaland me remettait un billet du chef d'arrondissement. Les gendarmes de la Foa avaient été assassinés le matin même par des Canaques, et M. le lieutenant d'infanterie de marine, Vanauld, après avoir envoyé à la Foa son sous-lieutenant Le Vaillant de Vaux-Martin et quelques soldats, partait lui-même avec un détachement pour se rendre compte de ce qui se passait. M. Vanauld me demandait de faire descendre, comme mesure de précaution, quelques matelots à Teremba. J'appelai mon second, le lieutenant de vaisseau Daniel, et je lui montrai le billet. — Les gendarmes de la Foa, assassinés par les Canaques, me dit-il, c'est bizarre. — Oui, lui répondis-je, mais faites armer une dizaine d'hommes et, dès qu'ils auront dîné, je les emmènerai avec moi à terre.

L'équipage en effet, à midi, venait de commencer son repas. Je déjeunais moi-même, quand l'agent des vivres de Teremba, Maillet, vint à son tour dans une baleinière armée, comme à l'habitude, du caporal canaque François et de cinq Canaques. Il accourut vers moi tout agité, me prévenant que Teremba était attaqué par plusieurs centaines de Canaques et qu'il y avait urgence à lui porter secours. Teremba n'avait que trente hommes de garnison et vingt étaient dehors. Je fis armer aussitôt la com-

pagnie de débarquement de la *Vire*. Elle était de trente-deux marins et l'enseigne de vaisseau Le Golleur la commandait. En même temps on tira un coup de canon. Il annonçait notre présence et pouvait effrayer les Canaques. Dix minutes après nous étions en route avec le grand canot et la baleinière. La baleinière de Teremba se conservait entre les deux. Il me semblait que les rameurs canaques et François surtout avaient une attitude mauvaise et embarrassée. En revanche, le distributeur Maillet répondait d'eux. D'ailleurs, chose assez étrange, les Français qui avaient des Canaques à leur service n'ont jamais douté d'eux, jusqu'à ce qu'ils en aient reçu un coup de hache. -

Quoique nous approchassions de terre, nous n'entendions aucun bruit. En débarquant au môle, nous ne trouvâmes à se promener là qu'un soldat qui fumait une cigarette. — Hé bien, lui dis-je, et les Canaques ?

— Ah ! ils sont partis. On leur a tiré quelques coups de fusil.

— C'était bien la peine de nous déranger.

Mais, un peu plus loin, je rencontrai le lieutenant Vanauld qui précisément venait à ma rencontre. Il avait avec lui ses seize soldats. Ainsi qu'il m'en avait prévenu, il s'était mis en marche pour aller aux nouvelles, avait appris qu'on attaquait Teremba et avait aussitôt rebroussé chemin. Il n'avait plus trouvé les Canaques. Toutefois, dans sa pointe vers la Fonwari, il avait su de gens qui s'enfuyaient, affolés de terreur ou blessés, que les assassinats sur les colons se pratiquaient et se multipliaient par tout l'arrondissement. Huit de ses soldats étaient très fatigués. Il me demanda, pour les remplacer, huit de mes marins que je lui donnai, et il repartit aussitôt pour la Foa où la situation de M. de Vaux-Martin pouvait être critique.

L'insurrection était commencée.

Nous montâmes du débarcadère à Teremba. C'est sur un plateau qu'il se trouve. Tout y était calme et à peu près désert. La briqueterie, en contre-bas et au delà du plateau, brûlait. Les Canaques l'avaient incendiée. De la maison d'arrondissement on découvre une vaste étendue de terrain. Cette maison en bois, à laquelle on arrive par un perron de dix marches, est grande et très bien distribuée. C'est un rectangle long qui n'a qu'un rez-

de-chaussée. Dès la porte d'entrée, au-dessus du perron, le hall à la mode anglaise. Du hall on passe dans la salle à manger qui ouvre par une porte-fenêtre sur l'autre face. Il y a là un perron semblable au premier. Cette seconde face donne sur la campagne, l'autre sur la mer. A la droite du hall sont des appartements réservés au gouverneur. A gauche du hall une chambre pour le directeur de l'administration pénitentiaire. Au delà, mitoyennement, le bureau du chef d'arrondissement et sa chambre. De plain-pied avec les deux faces longues une véranda de deux mètres de large avec une balustrade à hauteur d'appui. Les deux faces courtes n'ont point de véranda : l'une a, en équerre avec elle, une citerne plate en maçonnerie ; l'autre, un mur droit. Au-dessous du rez-de-chaussée, des caves avec des ouvertures rondes, grillagées, au ras du sol. En somme, c'est une élégante et jolie maison de campagne que son exhaussement rend facile à défendre.

De la maison, en la prenant pour point central, on voit à gauche, à huit cents mètres, les baraquements du bagne, qui sont des murs en torchis avec des toits de paille, la prison qui est en pierre et massive, la caserne, à trois cents mètres environ, en briques et à grandes fenêtres vitrées, à châssis. En obliquant un peu vers la droite, le village, son église et ses quelques maisons. Devant le village et s'enfonçant dans le paysage à travers les niaoulis, la route empierrée qui mène au pénitencier agricole de la Fonwari et à la Foa. En embranchement sur cette route, à deux kilomètres de Teremba et sur la gauche, on aperçoit la route de Moindou. Moindou est un village agricole à six kilomètres dans les terres, non loin de la mer, où se jette la rivière qui l'arrose. Il a été concédé à des colons libres et à des déportés. Au delà de Moindou les villages canaques du grand et du petit Moindou, des Moméa et des Scindié. A partir de Moindou, la route se continue pendant trente-quatre kilomètres, demi-chemin, demi-sentier, jusqu'à Bourail. De la véranda extérieure on a la rade devant soi et, sur la gauche, des marais à niaoulis et à palétuviers qui se prolongent à droite de la route jusqu'à la Fonwari.

Tout ce vaste horizon que j'ai reculé en imagination au delà de ses limites est en ce moment-ci calme et désert. Les Canaques

ont dû se porter ailleurs. Il n'y a ni un bruit, ni un homme. Cela change bientôt. Une longue colonne d'hommes en chapeau de paille et en toile grise avec des instruments de travail qui sont devenus des armes improvisées, des faux, des pioches, des limes et des couteaux disposés au bout de bâtons et simulant des piques, des sabres d'abatis, puis deux chariots attelés de bœufs, un break, des surveillants en uniforme bleu à galons d'argent, à pied ou à cheval, apparaissent sur la route de la Fonwari. Ils vont lentement, sans doute retardés par les bœufs, dans la poussière qu'ils soulèvent. Tout cela gravit la pente qui, de la route, monte au plateau. C'est le pénitencier agricole qui, sur l'ordre du lieutenant Vanauld, vient d'évacuer la Fonwari. Le directeur, M. Hayes, me l'apprend et m'apprend aussi que les assassinats et les incendies, par les Canaques, continuent dans la brousse. Les chariots en font preuve. L'un est chargé de blessés, l'autre de seize morts. La plupart des blessés sont évanouis, les autres gémissent ou délirent. Les blessures, presque toutes au crâne ou à la nuque, sont de profondes entailles de coups de hache ou de becs d'oiseau. Tous ces gens-là ont été frappés par derrière, au moment où ils ne s'y attendaient pas, par des Canaques qu'ils connaissaient. Avec les morts, les sauvages se sont exaltés et divertis à des raffinements de cruauté ou de luxure. Des membres manquent, séparés du tronc par la hache. Ailleurs il y a des ablations par le couteau ou même par les dents, ou des obstructions monstrueuses et dérisoires par des tampons de bois. Je confie les blessés au médecin du poste, M. Duliscouet, et à M. Guezennec, le médecin de la *Vire*, qui est venu avec moi. Les condamnés de la Fonwari vont se loger aux baraques de leurs camarades de Teremba. Restent les morts. Ils sont embarrassants. Bien que les cadavres soient récents, ils sentent déjà mauvais. Il n'y a sur le sol qu'une faible couche d'humus. Il faudrait creuser dans le roc, pour une fosse commune, sur plusieurs mètres d'étendue et à deux mètres de profondeur. Ce serait trop long et, à l'heure qu'il est, par l'épouvante qui plane déjà dans l'air, une besogne inopportune et dangereuse. Je fais seulement constater l'identité. Puis les corps sont descendus sur le quai et embarqués dans un chaland. Le chaland les mène en rade et les

jette à la mer avec une pierre aux pieds. Les requins feront le reste. Un seul de ces corps, dont la pierre s'était détachée, a reparu sur l'eau et est venu s'échouer au bord. C'est celui d'une jeune fille. On l'a enterré là, parmi le corail et les algues, et il y a une croix de bois sur son tombeau.

Vers quatre heures il y a un incident. On me prévient que le caporal canaque François s'est sauvé dans la brousse, du côté des marais. Il est allé à la petite darse où sont les embarcations, a mis en ordre quelques objets de sa baleinière, a fait ensuite quelques pas avec tranquillité et tout d'un coup s'est lancé à toute vitesse vers les palétuviers. Ses cinq camarades sont demeurés, soit qu'ils n'aient osé l'imiter, soit qu'en restant ils aient quelque dessein. D'ailleurs, s'ils ne sont pas des ennemis, ils n'ont déjà plus l'air de serviteurs. Ils se tiennent sur le plateau, en rond, accroupis sur leurs talons. Je vais leur parler et je leur demande pourquoi François est parti. Ils simulent l'ignorance, une ignorance voulue, sans répondre un mot, avec un visage qui s'est fait naïf et stupide. On les met en prison.

A cinq heures, une autre colonne apparaît sur la route à l'embranchement de Moindou. Mais elle est plus épaisse et plus mouvementée que la première, avec des femmes et des enfants. Elle a aussi une multitude d'objets avec elle, des lits, des matelas et des malles. Il s'y mêle des attelages de bœufs et des chevaux avec des bâts. Des chiens l'accompagnent sur les flancs. C'est le cercle agricole. Entouré de villages canaques, et sans armes, il se réfugie à Teremba. M. de Laubarède, son directeur, ayant auprès de lui sa femme et ses enfants, marche en tête. Il me dit les raisons qui l'amènent. Pendant qu'il parle, tout ce monde s'arrête, fait halte, dépose ses fardeaux et attend. Quelques hommes cependant ont des fusils, mais vieux, à piston et même à silex, avec de minces canons, à peu près hors de service. Ces armes de chasse appartenaient aux colons libres. On les a toutefois mises aux mains des déportés plus valides en général que les colons. « Je les leur ai données, me dit M. de Laubarède. — Et vous avez bien fait. — Et si on nous les laissait, dit un déporté, nous en ferions un bon usage. » Ses camarades s'étaient rapprochés avec une attente inquiète et généreuse de ce que j'al-

lais répondre. — « Je ne demande pas mieux. Vous allez vous réunir et nommer tout de suite à l'élection un capitaine, un lieutenant et un distributeur de vivres. Combien êtes-vous ? »

Ils se comptèrent. « Trente-six. — Et combien avez-vous de femmes et d'enfants ? — Neuf en tout. — Hé bien ! étant armés, vous avez droit à la ration de campagne, vin compris. Seulement, comme vos femmes et vos enfants n'ont que les vivres de colon sans vin et qu'il est bon de les allaiter, au lieu de trente-six rations de vin, vous, hommes armés, vous en aurez quarante-cinq. Allez et faites vite. »

Au bout d'un quart d'heure, ce corps de francs-tireurs avec son capitaine, son lieutenant et son distributeur était organisé. Il était alors près de cinq heures et demie et la nuit venait. Il fallait, tant bien que mal, organiser un plan de défense. A la guerre, au début surtout, on suppose toujours à l'ennemi les intentions d'audace ou de ruse qu'on aurait soi-même. Cette révolte soudaine, si secrètement ourdie que personne ne s'en était douté, ce large assassinat prompt et simultané de cent personnes, — c'est à ce nombre qu'on évaluait déjà les victimes, — ces bandes qui couraient la brousse et qui s'étaient présentées, à plusieurs centaines d'hommes, devant Teremba, pouvaient faire croire, pour la nuit ou pour l'aube, à une redoutable entreprise. Tout l'eût favorisée : les approches du poste et ses moindres sentiers connus des Canaques, le petit nombre des défenseurs sur un vaste espace, l'affolement de cette population qui avait fui devant le meurtre et que l'épouvante du meurtre poursuivait, la nuit elle-même qui s'annonçait pleine d'obscurité et d'orage. Il tombait de grosses gouttes de pluie, le ciel était gris et bas et de rapides éclairs entr'ouvraient la nue. Voici ce qu'on fit. En dehors des factionnaires aux abords du camp, on mit ce qui restait de soldats, une dizaine en tout et dix marins, dans la caserne. Elle abritait la presque totalité des réfugiés de Moindou et se défendait aisément en tirant par ses fenêtres. Beaucoup de femmes, mais seules, avaient été renfermées dans la prison, cette construction massive étant à l'abri de tout péril. Les trente-six déportés occupaient le front de bandière du plateau du côté de Fonwari. Ils avaient une maison qui leur servait de corps de

garde. Les vingt derniers marins disponibles se répartissaient entre les deux vérandas de l'arrondissement. Les baraques des transportés, les plus éloignés, étaient aussi les plus exposés. Leurs toits de chaume pouvaient prendre feu aux lances incendiaires des Canaques. Mais les condamnés s'étaient armés de piques et de sabres d'abatis et veillaient. De plus, assez ingénieusement, au delà des baraques, on avait semé de verres coupés et de culs de bouteilles des plates-bandes de plusieurs mètres. Même en les soupçonnant, les sauvages n'eussent pu prendre leur élan par-dessus, s'y fussent planté les pieds, auraient poussé des hurlements de douleur. En principe, chacun devait se défendre sur ses positions. Si on y était forcé, on se repliait sur l'arrondissement qui devenait le point central de la résistance.

A sept heures on dîna, car on dîne toujours quand on le peut. Le repas était servi, dans la salle à manger, pour de nombreux convives. Il y avait les directeurs de la Fonwari et de Moindou et leurs familles, les médecins du poste et de la *Vire*, Le Golleur et ses deux seconds maîtres, l'aumônier, le télégraphiste, le commissaire de Teremba, les surveillants chefs, d'autres encore. On fit main basse sur les volailles, les conserves et les vins de Vanauld, le chef d'arrondissement. On parla des choses épouvantables du jour, on mangeait aussi avec appétit. L'émotion, qui a ses répit, a faim. Au dessert, vers neuf heures, l'orage se déchaîna. La pluie tomba par torrents. Les éclairs trouèrent de bandes de feu l'obscurité de la nuit, la faisant ensuite, en leurs intervalles, plus profondément noire. Je sortis à ce moment-là pour faire ma ronde.

Tout le monde était à son poste. A la caserne, mal éclairée, la foule des femmes et des enfants se taisait, plongée dans la stupeur. Les soldats et les marins se tenaient aux fenêtres, le fusil à la main. A la prison, par la porte à barreaux de fer, je hélai les femmes. Cette prison est assurément le plus beau monument de Teremba. Sur un couloir dallé, de trois mètres de large et de vingt de long, s'ouvrent les cellules. Les portes de ces cellules, d'un bois épais, reluisent sous le vernis. Les serrures énormes, astiquées à l'émeri, sont coquettes. Les compartiments étaient ouverts, et sur leurs lits de camp avaient des

matelas. Mais les femmes avaient peur et, timidement, me demandèrent leurs maris. Pourquoi pas? Le difficile était de les trouver, car on avait surtout réuni là des femmes de condamnés concessionnaires, absents ou disparus. Cependant, lorsque le surveillant qui m'accompagnait alla, de ma part, chercher ces maris à la caserne, vingt se présentèrent. Ils étaient sans doute revenus.

Je passai aux francs-tireurs. Ils s'étaient abrités sous un auvent et se chauffaient à un petit feu de bivouac. A la lueur du feu, on voyait leurs deux sentinelles se promener. Jamais les déportés n'ont fait de grands frais de costume à la Nouvelle-Calédonie. Tels ils y sont arrivés, tels, à peu près, ils en sont partis. Des deux sentinelles, l'une avait un bonnet rouge, l'autre un képi. Ces deux hommes avaient l'œil vif, la barbe longue qui obliquait au vent, la poitrine nue sous la chemise entr'ouverte. Ils s'arrêtaient, prêtaient l'oreille au moindre bruit, sondaient du regard les ténèbres, se remettaient en marche. Ils avaient dû être ainsi aux journées néfastes. Peut-être, en cette inquiète et lente faction, se souvenaient-ils des horreurs de la guerre civile. Mais aujourd'hui, sans tristes haines au cœur, ils n'avaient un fusil dans les mains que pour défendre cette terre lointaine où leur destinée les avait jetés. Bien qu'elle leur fût un sol d'exil, pour eux, à cette heure, elle était la France.

A l'arrondissement, le *pass wine*, à la mode anglaise, avait succédé au repas. Les femmes s'étaient retirées, les hommes buvaient et causaient. Cependant les colloques languissaient. La fatigue du jour se faisait sentir. On sommeillait sur ses chaises. On y était bercé par le bruit continu du dehors, par les bourrasques du vent, par le sifflement de la pluie, par les coups de fusil que les sentinelles tiraient de temps à autre, en guise de garde à vous, car leurs voix, en cette tempête, n'eussent point eu d'écho de l'une à l'autre.

Cette nuit se passa sans encombre. L'orage se dissipa; un soleil éclatant, le soleil ordinaire, revint avec le jour. A huit heures du matin, le 26 juin, le lieutenant Vanauld, avec sa petite troupe de seize hommes, rentrait à Teremba. Mes huit matelots étaient écrasés de fatigue, mais tout joyeux de cette bonne aubaine. Je les revis avec plaisir, j'avais eu quelque inquiétude

pour eux. Vanauld avait rallié le sous-lieutenant de Vaux-Martin. Tous deux avaient passé la nuit à la Fonwari. La veille, Vaux-Martin s'était admirablement conduit. Il n'avait que six soldats. Il en laissait deux avec quelques colons capables de se défendre, à la maison de M^{me} F....., au delà de Fonwari, et poussait avec les quatre autres jusqu'à la Foa, en plein pays d'insurrection. Là il recueillait des colons épars, en fuite déjà, ou qui ne savaient rien de la révolte, et, le soir venu, après des courses incessantes, en réunissait et par cela même en sauvait quatre-vingts. Vaux-Martin, à 27 ans, avec sa moustache blonde, est un de ces jeunes officiers impétueux, ardents, presque indisciplinés, tant ils sont amoureux fous de l'initiative et de l'action. On doit les surveiller dans les circonstances ordinaires, car ils les compromettent. Il ne faut les envoyer, en les livrant à eux-mêmes, qu'aux périls extrêmes. Ils en sortent.

Vanauld est un officier instruit et circonspect, prudent et résolu. Il est le strict observateur du règlement et des ordres qu'il reçoit. Nul mieux que lui ne serait à sa place dans ce poste de Teremba, où il faut établir, parmi des contingents divers, la discipline et la régularité. Il est le représentant sévère, absolu, mais toujours juste, de l'autorité à laquelle on doit obéir. Cela le fait un peu raide, lui a nui peut-être. J'esquisse volontiers les compagnons de ma campagne. J'avais intérêt à les connaître, à les juger tout de suite par leurs bonscôtés. Vanauld m'a proposé d'entourer tout le camp d'une palissade et j'accepte. On jette immédiatement à l'œuvre les soldats, les marins, les déportés, les colons et les condamnés. Les niaoulis et les bancouliers tombent de toutes parts sous la hache. Les fossés qui les recevront se creusent. En quelques heures la palissade est déjà debout sur un certain espace.

A trois heures de l'après-midi, le colonel Galli arrive sur la *Seudre*. Il amène avec lui la 5^e compagnie d'infanterie de marine que commande le capitaine Boule. Nous allons le recevoir au débarcadère. Le colonel a sa vivacité habituelle, mais un peu nerveuse, surexcitée, presque brusque. Il marche vite, ne croit pas à cette insurrection. En tout cas, il en aura raison promptement. Elle l'ennuie et l'irrite et le dérange. C'est le mois pro-

chain qu'il devait retourner en France, elle va peut-être le retenir ici. Il voit la palissade commencée, hausse les épaules. — « Est-ce que vous avez peur des Canaques ? » me dit-il. Je lui réponds tranquillement : « Mais oui, mon colonel. » Ma réponse l'étonne un peu. Il est trop bienveillant pour s'en fâcher. Il me demande où l'on en est ici. Je le lui dis. A Nouméa il y a un grand émoi. On a organisé des gardes nationales, on fait des rondes, et la ville se garde comme une forteresse. Cependant, d'après les nouvelles qu'on a reçues, par le télégraphe, de tous les points de l'île, l'insurrection n'a encore éclaté que dans l'arrondissement d'Uarai. Les tribus du nord ne semblent se douter de rien. Bourail ne bouge pas. A Bouloupari l'attitude est mauvaise. A Canala, les tribus, très intelligentes, se tiennent sur une grande réserve. Elles savent ce qui se passe, sont hésitantes. En somme, il en est partout, de ces tribus encore neutres, comme ici où les Moindous, les Moméas et les Scinguiés ne paraissent point avoir pris part aux massacres, mais ne se montrent pas hors de leurs villages. « C'est pour cela qu'il faut aller vite en besogne », dit le colonel. Il regarde le soleil, puis sa montre avec impatience. « Il est trop tard pour marcher aujourd'hui. Cependant on peut faire quelque chose. »

Il est d'avis qu'on réoccupe sur-le-champ les territoires qu'on a évacués. On peut le faire. La *Seudre* a apporté des soldats et des armes. Il appelle M. Hayes, le directeur de la Fonwari. « Je vous donne un officier et un détachement, réunissez tout votre monde et partez aussitôt. » Le directeur s'incline et, une demi-heure plus tard, le pénitencier, escorté des soldats, se met en route pour la ferme.

C'est au tour de M. de Laubarède et de ses colons de Moindou. En dehors des francs-tireurs que le colonel consent à me laisser, il y a quatre-vingts hommes qu'on peut armer. On leur distribue quatre-vingts fusils à piston. M. de Laubarède devient leur chef militaire. Le colonel les réunit et leur recommande de ne point maltraiter les sauvages qui les entourent. Il y a tout intérêt à ce que ces tribus restent inoffensives. Les colons promettent par acclamation et, suivis de leurs familles et de leurs bagages, s'acheminent vers Moindou.

Après ces deux départs, Teremba est à peu près rendu à son aspect accoutumé. Tout au plus a-t-il une physionomie plus vivante, mais toute militaire. Il a cent vingt soldats, trente-deux marins, trente-six déportés armés de fusils à piston. Le colonel est content. « Voilà Teremba déblayé, me dit-il, l'arrondissement remis dans son assiette. Je vous laisse ici commandant militaire de terre et de mer. Dès demain matin je pourrai marcher en avant. Allons dîner. »

VII

A la fin du dîner, il nous arriva une grave nouvelle. La circonscription de Bouloupari était en pleine insurrection. Les tribus de la Ouameni, des Owi, des Koa, couraient la brousse, incendiant et pillant les habitations, massacrant les colons. Vers midi, à l'improviste, une bande s'était jetée sur le poste, y avait assassiné les gendarmes, haché un surveillant et tué l'employé du télégraphe, M. Riou, sur son appareil même, au moment où il prévenait Nouméa de la révolte des Canaques. Les dépêches se succédant, la *Seudre*, qui avait amené le colonel, devait partir dès le lendemain matin pour porter à Bouraké et à Bouloupari cent matelots du *Tage*. Le *Tage* était le vaisseau transport récemment arrivé de France et dont on allait retarder le départ. La colonie avait à tirer parti de toutes ses ressources.

Le 27 juin, à six heures du matin, le colonel Galli partit de Teremba avec la compagnie du capitaine Boule. Il emmenait avec lui de Vaux-Martin et le lieutenant Maréchal. Celui-ci, venu de Nouméa, avait été chef d'arrondissement d'Uaraï et connaissait le pays. A Teremba, on continua très activement la palissade, et Vanauld envoya chercher les chefs des Moindous, des Moméas et des Scinguiés. Il avait vécu avec eux dans de bons termes et il espérait de bons résultats de cette démarche amicale. Ils arrivèrent au nombre de vingt, en armes. Toutefois, avant d'entrer dans le hall, en signe de paix et avec cette courtoisie de formes à laquelle les sauvages attachent du prix, ils déposèrent leurs haches et leurs sagaies sous la véranda. Nous leur dîmes ce que nous attendions de leur sagesse et de leur prudence, une conduite qui ne donnât lieu à aucun reproche et la continuation

de leurs bonnes relations tant avec nous qu'avec les colons de Moindou. Ils nous écoutèrent en silence, avec quelques airs de tête approbatifs, mais ne nous répondirent que par monosyllabes. Ils ne se montraient pas hostiles, mais préoccupés, à demi inquiets. Il nous sembla que, l'entrevue terminée, ils reprenaient leurs armes avec plaisir. Le camp les regarda passer, sans manifestation d'aucune sorte, mais avec un mauvais vouloir qui se cachait. L'opinion publique, sans preuves, était que leurs tribus avaient participé aux massacres. En tout cas, Moindou avait au besoin quatre-vingts hommes armés pour se défendre et, en attendant, il valait mieux que ces sauvages ne se jetassent pas dans la révolte ouverte.

Le colonel revint le soir, après avoir poussé diverses pointes au delà de la Fonwari et brûlé des villages. Il revenait fatigué, soucieux, surpris et attristé des atrocités commises qu'il avait vues sur son passage. C'était plus sérieux qu'il ne l'avait pensé. Aussi s' alarma-t-il quand il sut par une dépêche que le lieutenant de vaisseau Servan, commandant à Canala, avait demandé au gouverneur de le laisser partir seul avec les tribus de son arrondissement pour venir au secours d'Uaraï. C'était, selon Servan, le seul moyen d'empêcher ces tribus dangereusement hésitantes d'entrer dans la révolte. Le gouverneur, qui aime les initiatives généreuses, le lui avait permis. Le colonel pria le gouverneur de retirer cette autorisation. Il y avait, à son avis, pour Servan un péril de mort presque certain. Cette dépêche du colonel, si le gouverneur s'y rendait, était inutile. Quand un officier prend la résolution que prenait Servan, il ne se laisse pas ramener sur ses pas.

Servan a trente ans, est Lorrain. C'est une tête carrée, aux cheveux coupés ras sur un corps qui a ses proportions exactes de résistance et de vigueur. L'âme obstinée a là ses auxiliaires complets. Il est, lui, de ces ambitieux froids qui calculent leurs chances, ou plutôt qui les méditent. Mais cette méditation est souvent semblable à un rêve. C'est par une illumination intérieure, qui a eu sa gestation lente, qui éclate soudain, qu'ils prennent un parti. Ce parti pris, ils sont parfois les premiers à s'en étonner, l'exécutent pourtant. Il y a du joueur en eux. Ils

se livrent à la veine et bientôt exigent trop d'elle et la violentent. Elle les quitte. Peut-être faut-il, pour que les ambitieux trouvent leur compte à l'ambition, qu'ils se laissent porter par leur fortune quand elle arrive, qu'ils sachent surtout la porter quand elle est venue.

Voici ce fait vraiment remarquable d'audace et de calme. Les tribus de Canala se demandaient ce qu'elles allaient faire. On a su plus tard que le mouvement général de la révolte devait avoir lieu le 26 juin. Il avait commencé prématurément à Uarā le 25. Il y avait donc, suivant le succès, à s'y associer, à s'en abstenir provisoirement ou à se déclarer ouvertement contre lui. Les sauvages sont lents à se résoudre à quoi que ce soit. Le grand chef Gelima, autrefois caressé par le gouverneur Guillain et qui, avec ses moustaches grises et tombantes, a l'air d'un vieux troupière débonnaire et fatigué, ne se disposait à rien. Le chef politique, Caké, astucieux et retors, supputait ce qu'il était opportun de tenter. Nondo, le chef de guerre, se fût abandonné à ses passions de haine et d'ambition. Celui-là, aux sensations soudaines, violentes, irrésistibles, est un vrai sauvage. Il l'est aussi d'aspect. Nu, agile et grand, il a les membres velus, le poil rouge, la chevelure fauve, en boule, hérissée et touffue, le visage sillonné, couturé de rides profondes. La peau en est flasque, sans que le masque cesse d'être expressif. Ce sauvage, qui a tous ses vices et qui a pris les nôtres, jeune encore, a, tour à tour, sur les traits, l'audace et la prudence du guerrier. l'impassibilité qui ignore, la férocité implacable. Étant perfide et cauteleux, il sait être habile et caressant. En ces moments-là il a une sorte de bonhomie ; sa figure s'éclaire à une flamme douce du regard, à un large sourire. On serait tenté de se fier à lui. Mais l'ivresse en fait une brute indomptée et redoutable. Les moindres convoitises, naïves, et sans frein si elles peuvent se satisfaire, abolissent dans cette âme obscure toute reconnaissance et toute générosité. Il s'y glisse ou s'y rue. A côté, au-dessous de lui, sont ses deux frères, Salomon, pire que lui, hypocrite et cruel, et Maurice, qui contraste avec les autres. D'une physionomie ouverte et franche, très intelligent, parlant couramment le français, se plaisant à vivre parmi nous, Maurice

rêve des exploits guerriers et de l'amour. J'emploie ce mot-là, parce qu'il indique, par exception, une nuance de civilisation. Il y a d'autres chefs aussi, ceux qu'on appelle les petits chefs, Grepa, Badimoin. Mais tous inclineraient à la révolte. Ils nous haïssent et nous craignent, et nous les gênons. Quelle renommée pour eux s'ils décident la victoire au profit des révoltes, s'ils nous chassent et nous tuent ! Et quelles richesses ! Plus rien des blancs que leurs dépouilles.

Tandis qu'ils songent à cela, Servan, tout d'un coup, fait appeler les chefs. Il les accueille bien, leur fait les politesses habituelles à ces entrevues et qui ne se hâtent jamais. Puis tranquillement, mais d'un ton ferme et résolu, il leur dit que les tribus d'Ataï ont surpris trahissement des colons d'Uaraï et les ont assassinés. C'est sur les tribus de Canala qu'il compte pour châtier les coupables. Et afin que l'honneur leur en revienne tout entier, il ne leur adjoint pas de soldats ; il ira, lui seul, combattre avec elles. Ce langage étonne les chefs, leur impose et les domine. Ils se taisent cependant. Mais Servan n'a pas besoin qu'ils lui répondent : — Allez, leur dit-il en les congédiant, le rendez-vous est pour ce soir, huit heures, à Ciu ; c'est de là que nous partirons ensemble.

A six heures il se met en route. Il monte *Coquette*, une jolie jument qu'il contraint à marcher au pas et qui blanchit son mors. Il a avec lui ses cigares, ces éternels compagnons du voyage et du rêve, et un Néo-Hébridais qui lui sert de domestique. A Ciu, il ne trouve que les chefs avec un petit nombre de Canaques. On lui dit qu'il a fallu du temps pour prévenir les tribus, qu'elles prendront des sentiers de traverse et que le grand rendez-vous est à Coindé.

On se dirige sur Coindé en silence. Les chefs sont taciturnes et préoccupés. Servan fume et ne leur parle pas. Les tribus sont en effet à Coindé. Il y a là plus de quatre cents Canaques en tenue de guerre, la hache, la sagaie ou le casse-tête à la main, la poitrine et le visage barbouillés de suie. Il règne parmi les sauvages une agitation extraordinaire, non qu'elle se traduise par des cris ou par de grands mouvements, mais par des allées et venues rapides et discrètes et par des rumeurs inquiètes et

vagues. Les chefs délibèrent. Ils tiennent entre leurs mains un officier français, comme victime et comme gage à l'insurrection s'ils le veulent, comme otage s'ils le préfèrent. Ce qu'ils voudraient savoir, ce qui cause leurs tergiversations, c'est si la révolte a des chances ou non de triompher. Pour cela ils n'ont qu'à marcher en avant. Le commandant de Canala, en les emmenant avec lui, sans qu'ils aient eu à se déclarer encore, a peut-être pris le parti qui leur convient le mieux. Ils aviseront. Servan s'est tenu à l'écart. Il a la vertu des **sauvages**, la patience. Au bout d'une heure il tire sa montre et va vers les chefs. — Il est temps de partir, leur dit-il. On le suit.

Ils traversent ainsi pendant la nuit la chaîne centrale par une route muletière parfois dégradée et le plus souvent en surplomb de précipices. Les Canaques, qui ont peur du diable, ont allumé beaucoup de torches. Toutefois la présence d'un blanc au milieu d'eux les rassure. Le diable ne pourra rien contre eux. S'ils tuent Servan, ce ne sera qu'au matin. Ils vont à leur allure sautillante, comme des singes au pas gymnastique. De temps à autre, dans les endroits difficiles, Servan met pied à terre, mène son cheval par la bride. Il y a des haltes assez fréquentes. Cependant elles sont courtes. Les chefs paraissent se décider de plus en plus à marcher jusqu'au jour. Il n'y aura de solution qu'au soleil levant.

Le moment est arrivé, l'aube naît. Du haut d'une colline et grandissant sous la lumière, on aperçoit le pays insurgé. Ce sont les vallées de la Foa et de la Fonimolo, les plaines de la Fonwari et tout au loin la mer. Tout cela est sombre encore, indistinct. C'est une grande verdure et un grand silence. On s'arrête et l'arrêt se prolonge. Les chefs se sont remis à délibérer. Cependant quelques Canaques se sont répandus dans les alentours. Ils découvrent une maison de colon récemment incendiée et qui fume encore. Il n'en reste que les décombres. Des cadavres de blancs, mutilés, sanglants, à demi brûlés, gisent sur le sol, dans les cendres. Ces Canaques aussitôt accourent, préviennent les chefs. Ceux-ci vont voir. Il se manifeste, parmi les sauvages, une émotion extrême. Ils ont senti le sang, la bête féroce s'éveille en eux. Les chefs reviennent très agités. Ils ne déli-

bèrent plus dans le calme, parlent tous à la fois. Il est clair que l'insurrection est la plus forte, il y a lieu d'y prendre rang et de s'y affirmer en tuant l'officier. Gelima seul ne dit rien, Maurice intercède peut-être. Mais le farouche Nondo s'exalte, entraîne les autres. Il a les yeux rouges, le geste menaçant. Il va marcher vers Servan.

C'est Servan qui marche à lui. — Nondo, lui dit-il en souriant, je te donne ma carabine.

Ces paroles, dans un tel moment, paraissent singulières. Nondo demeure interdit. — A moi? dit-il.

— Oui, à toi, Si nous devons combattre ensemble avec le colonel et les soldats que nous allons trouver là-bas, c'est un cadeau que je t'aurai fait. Si, au contraire, tu me tues comme tu sembles en avoir l'intention, tu ne pourras pas te vanter de me l'avoir prise.

Un murmure de surprise et d'admiration court parmi les sauvages. Nondo reçoit la carabine et rougit de plaisir. Il serre la main de Servan et lui dit : — Nous sommes avec toi, conduis-nous au colonel.

Dès lors il n'y eut plus d'hésitation et quelques heures plus tard, à la Foa, Servan se rencontrait avec le colonel Galli.

Ce que je viens d'écrire, c'est le colonel qui me le raconta le soir même. Il en était tout joyeux, il l'était aussi d'un incident qui s'était produit dans la journée. A peine avait-il eu les Canaques de Canala qu'il s'en était servi. Il leur avait adjoint quelques soldats et les avait lancés dans la brousse. On avait eu affaire à quelques révoltés et il y avait eu une sorte d'engagement. Dès le début, Nondo avait été blessé à la tête d'un coup de sagaie. Malgré l'épaisse chevelure du chef, la baguette avait pénétré de trois centimètres dans le crâne et s'était brisée. Nondo avait dédaigneusement arraché ce qui restait de la sagaie, mais sa blessure l'avait rendu furieux et ses guerriers partageaient sa colère et son désir de vengeance. C'est là ce qui faisait rire le colonel. Ces Canaques étaient désormais nos alliés, ou tout au moins, par l'intrépide conduite de Servan, ils avaient cessé d'être un danger pour Canala.

Le colonel revenait d'ailleurs à Teremba presque tous les

soirs. Il arrivait dans le break de la ferme, trainé par de vigoureux chevaux et avec quelques soldats d'escorte sur les banquettes de l'arrière. On appelait le break, la voiture du colonel. Dans la journée, commencée de grand matin, il avait brûlé des villages dont il abandonnait le butin aux Canalas. Du reste, on ne voyait pas l'ennemi. Le véritable ennemi pour le colonel, c'étaient les puces de la Fonwari. A l'arrondissement, au bord de la mer, il dormait bien, reprenait des forces. En effet, il était fatigué et tantôt gai, tantôt soucieux. Cela n'allait pas assez vite à son gré.

Cependant, après s'être entendu avec le gouverneur, il devait, le 3 juillet, partir de la Fonwari avec le gros de ses forces et se transporter à Bouloupari en traversant tout le pays insurgé. On saurait alors à quoi s'en tenir sur les massacres et l'on aurait peut-être la chance de trouver les révoltés devant soi. Ils avaient coupé le télégraphe de Teremba à Bouloupari, à la hauteur de la Foa, dans la brousse, et le colonel l'avait réparé le 2 juillet dans la journée. Le 3, dans sa marche sur Bouloupari, il se proposait de repasser par le même endroit. Il me fit ses adieux le 1^{er} juillet au matin, car il comptait passer et passa en effet la nuit à la Fonwari.

Le 3 juillet, vers onze heures du matin, je reçus une dépêche du colonel. Elle portait : « Au delà de la Foa, en route. » Il me la transmettait donc par l'appareil de campagne. Le colonel me disait de voir M^{me} F... et de l'inviter, si elle trouvait quelques hommes de bonne volonté, qu'on armerait, à retourner sur son habitation. Cette habitation était une belle maison en planches, sur une éminence, à deux kilomètres environ du poste de la Foa. Elle avait autour d'elle des bois de niaoulis et de belles cultures et, par des circonstances toutes particulières, avait été respectée des sauvages et était encore intacte.

M^{me} F... est la veuve d'un capitaine d'artillerie de marine qui avait obtenu cette concession. Elle a continué à l'exploiter. C'est une de ces femmes de colons intelligentes, actives, très courageuses, qui ne reculent devant aucun effort, devant aucune fatigue. Elle a près de cinquante ans et l'on voit qu'elle a dû être jolie. Aujourd'hui elle a encore un charme de grâce, de réserve

discrète, un peu dévote, et de grande honnêteté. Elle est très soignée de sa personne, d'une élégance tout à fait simple, fort correcte. Soit qu'elle vienne le dimanche entendre la messe à Teremba, soit qu'elle aille à de longues distances, qu'elle fasse le trajet à pied, en voiture et quelquefois à cheval, la placidité de son visage reste la même et aucun pli de sa toilette n'est dérangé. M^{me} F... plut à Ataï, qui est le grand promoteur de la révolte. Il était son voisin et venait souvent la voir. Il lui apportait des fruits et elle lui offrait du café, du pain et du vin. Il fumait sa pipe sous la véranda, tandis qu'elle s'occupait à quelque ouvrage de femme, et ils causaient. Dans ses jours de cérémonie il avait une tunique d'officier d'infanterie avec des galons d'or et un képi comme la plupart des chefs, mais le plus ordinairement il était nu. D'ailleurs cette nudité d'un rouge noir un peu cuivré, à laquelle elles sont très habituées dans la brousse, ne choque plus les femmes. Ataï était grand et fortement constitué, très intelligent, mais il avait quarante-cinq ans, ce qui n'est plus la jeunesse pour un Canaque, la tête grosse, le sommet du crâne chauve et les oreilles pendantes et largement percées à la mode de son pays. Il s'éprit de M^{me} F... et, un beau jour, il lui proposa tout à coup et très tranquillement de l'épouser. On ne saurait nier qu'en de telles occurrences et avec leur costume, les Canaques n'aient une grande franchise de formes. M^{me} F... demeura stupéfaite et refusa. Ataï, à plusieurs reprises, revint à sa proposition et ne fut pas plus heureux. Son dépit fut peut-être pour quelque chose dans sa révolte. Il y a presque toujours une raison féminine qui détermine les grands projets. J'ai dit plusieurs fois à M^{me} F... qu'elle aurait dû se dévouer et qu'elle aurait empêché l'insurrection. Elle n'y a pas contredit, mais elle a ajouté qu'elle n'aurait pu s'y résoudre, à ce point qu'elle préférerait à ce mariage tous les hasards que pourrait courir la colonie. Cela est égoïste. Quoi qu'il en soit, Ataï, par une galanterie et une espérance qui se prolongeaient pour lui, avait épargné l'habitation de M^{me} F... Quant à la réoccuper, ainsi que l'y invitait le colonel, M^{me} F... y était toute prête. Il y avait à cela du courage et une sorte de coquetterie. Elle se croyait sûre de la générosité d'Ataï. Elle eût volontiers secondé les intentions du

colonel qui mesurait les autres à sa propre audace, et qui eût désiré que, chacun se réinstallant hardiment chez soi, on traitât l'insurrection par le dédain. Toutefois la vaillante femme ne trouva personne pour l'accompagner, et il fallut renoncer à ce projet.

Ce jour-là, vers quatre heures, on vit, par la route de la Fonwari, un cavalier accourir à toute bride. C'était un condamné, un des écrivains du directeur. Il était armé d'un revolver qu'il tenait à la main, comme prêt à s'en servir. Il se jeta à bas de son cheval, qui était couvert d'écume, et courut à moi. « Commandant, me dit-il, on demande à la ferme, et tout de suite, la voiture du colonel. — Pourquoi faire? — Je ne sais pas, on ne me l'a pas dit; on m'a fait partir en toute hâte. Je crois, cependant, qu'il y a quelqu'un de blessé, un Anglais. — Quel Anglais? — Il est venu des cavaliers volontaires de Nouméa, qui ont rejoint le colonel. »

Je fis atteler le break qui partit aussitôt pour la Fonwari, et ne m'occupai pas autrement de l'incident. Les hostilités avaient commencé, voilà tout. Cependant, une heure après, comme je me promenais sur le plateau avec Le Golleur, nous devîmes inquiets. Nous commentions cette hâte à envoyer chercher la voiture du colonel. Nous vîmes alors, et toujours par la route de la Fonwari, une troupe de cavaliers qui s'avancait vers Teremba. Elle allait lentement, fatiguée. Je reconnus Boutan, un intrépide éleveur de la Nouvelle-Calédonie, et quelques-uns des colons notables de Nouméa, français et étrangers. Je savais que ces messieurs, sous la conduite de Boutan, devaient venir, en volontaires, au secours de l'arrondissement. Je me dirigeai à leur rencontre avec Le Golleur. Quand nous fûmes plus près, nous aperçûmes Servan parmi eux. Il avait un mouchoir serré autour du front. J'allai à lui : « Est-ce que vous êtes blessé? — Non, c'est à cause de la chaleur. J'ai trempé mon mouchoir dans l'eau et l'ai mis ainsi pour me rafraîchir. » J'avais salué les autres cavaliers. Ils avaient une attitude sérieuse et triste. Ils venaient de s'arrêter, tandis que Boutan et Servan faisaient quelques pas avec moi, me prenaient à l'écart. « Commandant, me dit Boutan, le colonel Galli est mortellement blessé. Il a reçu ce matin deux coups de feu. L'un a percé la cuisse, l'autre a traversé le

ventre de part en part. Servan et moi nous avons poussé jusqu'à Teremba pour vous prévenir.

— Et comment cela est-il arrivé ?

— Nous allons vous le dire.

« Le colonel, dès le matin, s'était mis en route. Il laissait quelques soldats à la Fonwari, et emmenait avec lui la compagnie Boule et les Canaques de Servan. On avait marché jusqu'à la Foa. Là, on s'était arrêté pour brûler tout à fait les corps des gendarmes imparfaitement consumés. Puis, on avait suivi la ligne télégraphique, dont les poteaux sont plantés en pleine brousse. Le colonel voulait voir si le télégraphe n'avait pas été coupé de nouveau à l'endroit où il l'avait réparé la veille. Le sentier (qu'on appela depuis le chemin du Colonel) entre de hautes herbes et une végétation touffue d'arbustes et de lianes, est si étroit, que *Gladiateur*, le cheval du colonel, en tenait la largeur. Les soldats et les Canaques le suivaient à la file indienne. Il est de plus sur un terrain à dos d'âne, avec des déclivités de chaque bord. Le télégraphe avait été coupé. Le télégraphiste Gueitte se mit à l'œuvre pour le réparer. L'opération devant durer un certain temps, les hommes eurent la permission de s'asseoir et de se reposer. Le colonel, resté à cheval, entendit alors le capitaine Boule qui faisait charger les armes. Il se retourna de mauvaise humeur. — Pourquoi faire ? demanda-t-il. — Me le défendez-vous, mon colonel ? — Non. — Les armes chargées, les soldats s'établirent çà et là. Gueitte avait réparé le télégraphe, et me faisait passer la dépêche pour M^{me} F... Cependant, jusqu'à un certain point, le sentier était surveillé. Le colonel avait armé comme éclaireurs quelques libérés concessionnaires qui montaient bien à cheval et connaissaient la brousse. Ces hommes étaient en avant. Tout à coup l'un d'eux, très intelligent et très hardi, Châtenet, accourut et annonça les Canaques. Les soldats se levèrent précipitamment. Le colonel cria : — En avant ! — Mais à peine avait-il crié et fait un pas que deux coups de feu retentirent. Ils étaient tirés de si près, qu'on vit la fumée sortir du buisson. Quelques-uns prétendent même avoir aperçu le fusil. — Bien touché ! fit alors, d'une voix forte, le colonel. — C'était, quand même, la parole du soldat pour le succès. Gueitte, qui était tout près, s'y

méprît, ainsi qu'à l'accent. — Ah! dit-il, mon colonel, vous les avez bien touchés. — Non! mon pauvre Gueitte, c'est moi qui suis bien touché. — La voix subitement s'était affaiblie. Cependant le colonel descendit seul de cheval. Il resta un instant debout, portant les mains à ses flancs, et s'affaissa sur le sol. Le capitaine Boule, en ce moment, faisait tirer, au juger, dans la brousse. Plusieurs décharges se succédèrent. Les Canalas s'en étaient accroupis de crainte. On en lança quelques-uns dans les buissons, on tenta d'y pénétrer soi-même. Ce fut inutile, on ne découvrit aucun Canaque. Alors, avec des branches d'arbre et du feuillage, on fit un brancard, et on y plaça le blessé. Il souffrait tant, qu'il dit à Boule : — Laissez-moi mourir là, mon ami, je souffre trop. Et vous, marchez sur Bouloupari. — Le capitaine feignit de ne pas entendre. Le colonel, c'est le drapeau, c'est l'âme, c'est le père du régiment. On ne l'abandonne pas, pour que les sauvages le mutilent et se fassent des trophées de son cadavre. On l'emporta donc, on le porta plutôt, doucement, à petits pas. De cinq minutes en cinq minutes on s'arrêtait. Il ne se plaignait plus que par l'expression de souffrance de son visage. On refit ainsi dix kilomètres. Les cavaliers Boutan qui venaient de Nouméa pour joindre le colonel et qui, au lieu de suivre le télégraphe, avaient pris un autre chemin, rencontrèrent la cinquième compagnie sur la route de la Foa à la Fonwari. L'un d'eux courut à la ferme, qui expédia un cavalier à Teremba. Le colonel cependant était arrivé à la ferme. On l'y avait couché, et le docteur Duliscouet lui prodiguait, mais sans espérance de le sauver, ses soins les meilleurs et les plus dévoués. »

Tel fut ce récit. Je ne pouvais communiquer avec le gouverneur par le télégraphe, mais j'avais la *Vire* en rade de Teremba. J'avertis Daniel qu'il eût à appareiller le lendemain, dès qu'il le pourrait, pour Nouméa, afin de prévenir le commandant Oly. Puis je dis à Boutan et à Servan : — En attendant que j'aie reçu les ordres du gouverneur, je vais aller prendre la place du colonel. Nous partirons demain matin pour la Fonwari.

Henri RIVIÈRE.

(La troisième partie à la prochaine livraison.)

M. THIERS⁽¹⁾

XXXVI

Dans le combat terrible que les républicains avaient livré à la royauté de Juillet, trois semaines après la mort de Casimir Perier, l'homme d'État qu'ils tenaient pour le plus ardent et le plus redoutable de leurs ennemis, le parti démocratique avait été vaincu. Engagée le soir des funérailles du général Lamarque, la lutte avait duré pendant deux jours, les 5 et 6 juin 1832, couvrant de barricades les quartiers populaires, jetant Paris dans un trouble inexprimable et la France dans une profonde inquiétude, mettant la monarchie nouvelle à deux doigts de sa perte, agitant la société tout entière d'émotions inconnues et redoutables. La bataille avait été sanglante et héroïque. Nul ne pouvait refuser aux combattants de la cause républicaine cette intrépidité, ce mépris de la mort qui agissent toujours si puissamment sur les hommes. Ces soldats obscurs d'une idée qui paraissait être l'apanage de quelques intelligences d'élite, avaient conquis aux yeux du peuple une sorte de grandeur farouche dont les imaginations étaient vivement frappées. La résistance acharnée des insurgés du cloître Saint-Merry était déjà devenue légendaire dans les classes laborieuses quand, par surcroît, ceux qui avaient échappé à la mort furent repris et jetés, à la suite de procès retentissants, dans l'exil ou dans les prisons de la monarchie. La sympathie se changea bientôt en enthousiasme.

(1) Voir la *Nouvelle Revue* des 15 décembre 1879, 1^{er} et 15 janvier, 15 mars 1880.

siasme. Le parti n'avait perdu aucun de ses chefs. Son organisation n'était pas entamée. La lutte était donc à recommencer. Le pouvoir, renforcé par ses premiers succès, était exaspéré par la lutte ; le parti républicain, qui sentait tous les jours ses forces s'accroître, était enfiévré par l'espoir d'une victoire prochaine : on allait ainsi à un conflit inévitable et décisif ; les hostilités n'étaient pour ainsi dire que suspendues jusqu'au jour où l'un des deux adversaires se jugerait assez puissant pour écraser l'autre et s'en délivrer à jamais.

Mais les hommes de la monarchie de 1830 ne connaissaient pas le parti républicain comme ils connaissaient le parti légitimiste. Ils connaissaient peut-être les défauts et les faiblesses, mais ils ne possédaient pas le secret de la force de ce parti, qui pouvait impunément commettre des fautes, verser son sang, risquer la vie des siens, sans rien perdre de son ascendant sur le peuple, sans diminuer ses chances de succès dans l'avenir. Il avait été facile de mettre définitivement hors de combat les derniers défenseurs de la cause royaliste. L'affaire de la duchesse de Berry était venue à propos : on en avait tiré le parti le plus habile comme le profit le plus heureux. Mais tout porte à croire que, dans les péripéties de la guerre civile allumée par les légitimistes, à défaut de cet incident, il s'en fût présenté d'autres, qui auraient permis aux ministres de la royauté de Juillet de soulever contre les royalistes, insurgés au nom de la Contre-Révolution, le sentiment national irrité de cette pitoyable contrefaçon de l'ancienne chouannerie, et de les ramener sous le joug de l'obéissance aux lois. Au contraire, il était infiniment plus malaisé aux hommes d'État de 1830 d'arrêter les progrès du parti républicain, dont ils ignoraient les moyens d'action et dont ils rabaissaient, systématiquement et sans les connaître, les tendances et le caractère.

Après l'établissement de la monarchie orléaniste, M. Thiers s'était persuadé que le gouvernement nouveau avait réussi à se composer dans la nation un parti très puissant et formé d'éléments empruntés à tous les autres. Il se faisait cette illusion que la constitution de ce parti du gouvernement avait réduit les forces actives de tous les partis contraires. C'est ainsi qu'il croyait ou

affectait de croire que le parti libéral, si influent et si populaire sous la Restauration, n'était et ne pouvait être que le parti de la monarchie nouvelle, le parti arrivé au pouvoir et en possession de la puissance publique.

« Il n'est resté en dehors, écrivait M. Thiers dans son livre de la *Monarchie de 1830*, que des hommes pour qui l'habitude de l'opposition est une habitude de la vie, à laquelle on ne renonce pas à leur âge ; des jeunes gens impatients, inexpérimentés, qui reviendront avec le temps à des opinions plus mesurées, mais qui, en attendant, font de leurs facultés l'usage qu'on en fait toujours au début de la vie, celui de dépasser le but en toutes choses, d'exagérer les opinions et les sentiments ; enfin, au dehors et au delà de ces jeunes gens, la classe des anarchistes qui est de tous les temps, dans laquelle, pour un homme supérieur, quand il s'en trouve un, se concentrent tous les hommes auxquels rien n'a réussi, classe redoutable que le calme dissout, mais que l'agitation grossit et réveille, et qui, de tous les thèmes qu'on peut lui offrir à exploiter, n'en trouve pas de meilleur, de plus fécond en bouleversements que celui de liberté et d'égalité. »

M. Thiers tenait ce langage avant d'entrer aux affaires ; mais on peut en toute sûreté croire qu'il ne changea point d'opinion sur le parti républicain en devenant ministre. Il considéra toujours ce parti comme une petite faction composée d'hommes ambitieux et ardents, qui ne faisaient de l'opposition et même ne s'occupaient de politique que par désœuvrement, dépit, rancune, envie et ressentiment. Certes il était un parvenu, lui, mais un parvenu du travail et du talent. Les autres, ceux qu'il laissait en arrière, ne pouvaient prétendre à lui ressembler. Il était l'homme supérieur, vraiment unique, « quand il s'en trouve un », qui a le droit de sortir de la classe des anarchistes et qui en a le devoir ; mais les autres lui semblaient faits pour y rester avec leurs impatiences et leur inexpérience des hommes et des affaires. M. Thiers, à ses propres yeux, était un homme d'État élu et choisi en vertu des dons supérieurs qu'il avait reçus de la nature et qui faisaient de lui une exception rare à toutes les époques de l'histoire. Parmi ces dons supérieurs, il faut mettre au premier rang une maturité d'esprit qui ne lui semblait pas le lot des

hommes ordinaires, et qui lui inspira un jour une apologie de sa personne dont il importe de citer quelques traits, parce que ce sont de véritables traits de caractère.

On se figure aisément que M. Thiers, ministre à trente-cinq ans, après avoir écrit l'histoire passionnée de la Révolution que toute la France avait lue, après avoir été le publiciste fougueux, le journaliste véhément qui avait précipité la chute de la royauté de droit divin, ne laissait pas d'exciter dans la Chambre, comme dans la presse, les plus vives récriminations par l'ardeur avec laquelle il se portait à la défense de la monarchie nouvelle et des intérêts conservateurs. On lui rappelait ses origines, ses anciennes opinions, ses premiers travaux; on lui demandait compte de l'étrange revirement que l'on croyait observer dans ses idées et dans sa conduite. C'était au commencement de la session de 1834, dans la séance du 4 janvier. M. Odilon Barrot et, après lui, M. Mauguin, avaient reproché au ministère du 11 octobre de manquer d'homogénéité. Comment croire, en effet, que M. Thiers fût un ministre homogène à M. le duc de Broglie, à M. Guizot? Comment croire que M. Thiers eût complètement épousé le Système et adopté la politique du juste milieu?

M. Thiers répondit :

« Quant à notre origine, il est vrai qu'elle n'est pas la même. Moi, simple homme de lettres, que des travaux assidus, consciencieux, ont amené quelquefois à parler devant vous à cette tribune, j'ai eu l'honneur d'être appelé aux conseils du roi à côté d'hommes qui avaient des titres éclatants, qui avaient un grand nom, une haute position sociale, qui avaient gagné des victoires. Eh bien! dans ce gouvernement qu'on accuse d'avoir un esprit aristocratique, n'est-ce rien que de voir un homme qui, simple homme de lettres, a quelquefois porté la parole devant vous? Je le demande, est-ce l'esprit aristocratique qui nous caractérise aujourd'hui? »

Ce n'était pas trop mal répondu, et M. Mauguin, avocat de talent, mais de portée d'esprit médiocre et de caractère équivoque, ne trouva rien à répliquer.

Mais M. Thiers alla plus loin :

« On a dit, reprit-il, que sous la Restauration j'ai été par-

tisan de la démocratie, que j'avais écrit des pages qu'on a qualifiées d'éloquentes, sur les efforts de la démocratie, sur sa gloire, et sa grandeur, et qu'aujourd'hui je viens tristement m'asseoir à côté d'hommes qui ont soutenu des doctrines contraires... On a l'injustice de se servir contre moi d'un titre dont je devrais peut-être m'honorer. J'ai publié mon ouvrage sous la Restauration, à une époque où tout le monde, l'opposition même, ne montait à cette tribune que pour être ingrat envers la Révolution, où un homme dont je ne veux pas citer le nom, et qu'on a voulu porter au Panthéon, qualifiait d'exécrables des hommes exilés, malheureux, dont quelques-uns étaient pleins de loyauté. J'étais indigné de voir l'opposition même de cette époque n'employer que des termes de réprobation envers des hommes qui avaient pris part à la Révolution. »

L'homme dont M. Thiers ne voulait pas citer le nom, c'était Benjamin Constant, mort quelques mois après la révolution de Juillet. Le peuple de Paris, dans sa reconnaissance, avait voulu décerner les honneurs du Panthéon à Benjamin Constant, et les hommes du nouveau gouvernement avaient dû, bon gré mal gré, s'associer à ce vœu du peuple, en dépit de leur dédain affecté de l'illustre publiciste. M. Thiers, à son ordinaire, ne put se défendre d'une épigramme à l'adresse d'un homme qu'il n'avait jamais aimé. Le trait était perfide, mais lancé d'une main adroite. Rappeler que Benjamin Constant avait outragé les conventionnels régicides à l'époque même où M. Thiers glorifiait leurs actes, c'était fermer la bouche à l'opposition ; toutefois, l'orateur ne s'en tint pas là ; il en vint à la Révolution elle-même.

« Je consacrai quelques-unes des années de ma vie, dit-il, les plus laborieuses à relever ces événements. Je n'ai cessé, tout en déplorant ce que la liberté avait commis de crimes, de dire que l'événement en soi était grand, bon, heureux pour l'humanité ; qu'il fallait, comme en toutes choses, faire la part du bien et du mal ; que les hommes exilés, vieillissant dans le malheur, avaient pour la plupart été entraînés. Je voulais ainsi apprendre à quelques hommes que des caractères honnêtes, dans l'entraînement des révolutions, peuvent quelquefois produire

des résultats épouvantables, qu'ils n'ont pas prévus. Je voulais que chacun comprît que tel qui aujourd'hui aime l'ordre et ne veut pas le détruire, malgré lui peut-être, dans l'entraînement des factions, ferait ce qu'il ne croit pas, ce qu'il flétrit aujourd'hui. C'est la leçon que j'ai voulu donner à mon temps, et non pas la leçon infâme que l'on m'accuse d'avoir donnée à mes contemporains.

« Je demande pardon de me citer, mais ce serait un scandale qu'un homme chargé de veiller à l'ordre public eût donné des leçons si coupables, eût fait l'apologie des crimes de la Révolution. »

Le bruit avait cependant couru dans le public que M. Thiers, devenu ministre, avait jugé nécessaire d'adoucir, quand il ne les supprimait pas, les divers passages de son *Histoire de la Révolution* où il s'était laissé emporter par son ardente admiration des grandes figures révolutionnaires. Entre les diverses éditions de ce livre célèbre et dont le succès ne s'était point ralenti, les amis de la Révolution préféraient les premières qui, disait-on, n'avaient pas été expurgées par l'auteur intéressé à corriger les *juvenilia* de sa première œuvre. Mais M. Thiers tint à se défendre publiquement de ce reproche et dit à la tribune :

« Je suis peut-être le seul écrivain arrivé au gouvernement qui ait consenti à laisser imprimer quatre fois un livre qu'il avait écrit lorsqu'il était dans l'opposition, et qui n'a pas voulu qu'une seule ligne fût changée. Il est publié tel qu'il a été écrit, et je demande à être jugé sur ce texte inaltérable, que je ne changerai jamais, parce qu'il est l'expression de ma conviction la plus profonde. »

Et pourquoi M. Thiers aurait-il modifié ses opinions et corrigé son livre ? Est-ce qu'il n'avait pas été favorisé par le sort du jugement le plus droit et le plus infaillible ? Telle était sa conviction intime, et c'est lui-même qui va la proclamer :

« A l'âge de vingt-trois ans, dit-il, à un âge où l'on aime la liberté la plus absolue, vous verrez que, parlant de la Constituante, j'ai parlé de la Constitution de 91 avec le dédain que tout esprit qui a réfléchi sur l'organisation de la société doit

avoir pour des hommes qui ont constitué une monarchie qui n'a duré que deux ans. »

M. Thiers seul pouvait parler de lui-même et de son œuvre en ces termes qui provoqueront à jamais le sourire sur les lèvres de ceux qui les liront avec un peu de cette expérience dont l'illustre homme d'État, à toutes les époques de sa vie, s'est cru pourvu plus abondamment que personne. Un tel langage, si singulier, dévoile l'infirmité de cette intelligence si heureuse sous tant d'autres rapports. M. Thiers, persuadé qu'il ne pouvait se tromper, ne variait pas ses opinions. Jamais il n'a éprouvé le besoin de se corriger, parce que jamais il n'a erré. Écoutons-le encore :

« Je me suis associé, dit-il, à des hommes voués comme moi à l'étude sérieuse, attentive des faits de l'histoire. Je les ai trouvés dans l'opposition, je me suis lié avec eux. J'ai connu alors une classe de gens que nous appellerons les esprits prudents, les esprits pratiques, ceux qui voient sérieusement, qui réfléchissent sur le gouvernement, sur ce qu'il faut adopter de la liberté, ce qu'il est possible d'en adopter dans notre pays. C'est à ces hommes-là que je regarde comme un honneur d'être uni, et avec lesquels je crois avoir une entière homogénéité, malgré l'opinion manifestée par les orateurs auxquels je réponds. »

Ainsi M. Thiers, sans être doctrinaire, aspirait à être confondu avec les hommes de cette école impeccable et infaillible, elle aussi, qui avait adopté pour dogme la souveraineté de la raison. A tout prendre, quelle différence pouvait-il y avoir, aux yeux de la démocratie, entre la hauteur méprisante d'un Guizot et l'impertinence étourdie d'un Thiers? En quoi l'une aurait-elle mieux valu que l'autre, pour racheter ce qu'il y avait de profonde ignorance des divers éléments constitutifs de la société française, sous ces dehors si différents, mais dont la démocratie avait le droit de se trouver également blessée? La vérité est que, parmi les hommes d'État de la monarchie de Juillet, aucun ne se doutait de ce que valait le parti républicain. Tous affectaient de dédaigner les chefs, tout en se complaisant à exagérer les craintes que leur inspiraient les soldats de ce parti. Mais quant à son histoire et à ses doctrines, quant à ses causes d'insuccès dans le passé et à ses

chances de fortune dans l'avenir, ils les ignoraient; et dès lors, ils pouvaient se flatter de le contenir, mais non pas espérer de le vaincre.

XXXVII

Ce n'est pas à dire que le parti républicain eût survécu en France au coup d'État du général Bonaparte et aux proscriptions qui suivirent le Dix-Huit Brumaire. La République avait pourtant duré plus de sept ans, depuis le 22 septembre 1792, date de sa fondation par la Convention nationale! Et, pendant ces sept années, qui peuvent compter parmi les plus agitées et les plus fécondes de l'histoire, quelles grandes choses n'avait-elle pas faites? Son nom magnifique et terrible avait été maintenu dans les actes officiels, même après l'établissement de la monarchie impériale en 1804 et sur les monnaies françaises jusqu'en 1807; mais de parti républicain, il n'était plus trace depuis longtemps. Le maître tout-puissant que la France s'était donné n'eût pas toléré l'existence d'un tel parti dans son empire, et c'est à peine s'il pouvait contenir la haine que lui inspirait l'esprit républicain, persistant en certains hommes d'une trempe extraordinaire et dont sa tyrannie n'avait pu courber le civisme inflexible.

Cet esprit républicain subsistait en effet dans un petit nombre de Français ayant appartenu aux divers partis qui, pendant la période révolutionnaire, s'étaient portés des coups si furieux et que leur infériorité relative déroba aux humiliants honneurs de l'Empire. Sous le règne glorieux et détesté de Napoléon, il y eut des républicains irréconciliables. Même parmi les Jacobins qui acceptèrent des fonctions publiques et que l'empereur affubla de titres de noblesse et chamarra de cordons, on en eût facilement trouvé qui obéissaient sans cesser de regretter la République. Ceux-là, selon le jugement du conventionnel Baudot, ne peuvent plus être mis au nombre des partisans et des serviteurs de la République; mais d'autres vivaient dans le silence et dans la pauvreté, qui n'obéissaient pas et qui haïssaient : c'est d'eux que l'on peut dire qu'ils ont gardé la flamme sacrée des

anciens jours, souvent même sans espérer qu'elle serait jamais ranimée par les générations nouvelles.

N'est-il pas remarquable que la grande et terrible génération révolutionnaire de 1789 à 1795 ait presque entièrement disparu, sans montrer le souci de laisser après elle une tradition et des successeurs capables de la recueillir et de la soutenir? Il faut croire que les survivants de cette prodigieuse époque, tout entiers à leurs souvenirs, encore partagés entre la juste fierté d'avoir conquis à la France tous les bienfaits d'une immense révolution politique et sociale et la crainte incessante de voir leurs conquêtes disputées, effacées et abolies, se sont surtout appliqués à finir paisiblement leur vie commencée au milieu d'une tempête si violente, et volontairement ont renoncé à se donner des héritiers et des continuateurs. Non pas que l'espérance dans le triomphe définitif de leur cause leur ait jamais fait défaut. Tous étaient convaincus qu'en jetant comme un défi la tête sanglante de Louis XVI à l'Europe monarchique, la France de la Révolution avait porté le coup mortel à la royauté. Mais les républicains de la première génération avaient un orgueil démesuré. Ils avaient été mêlés à des événements si extraordinaires, qu'ils croyaient, non sans raison, que jamais rien de pareil ne se reverrait; et leur ambition politique avait été si haute et si grande, qu'ils doutaient souvent que d'autres pussent réussir là où ils avaient échoué. Les changements considérables introduits dans l'état économique et social de la France par la Révolution leur importaient d'ailleurs, sur le déclin de leur carrière si agitée, infiniment plus que les questions de forme de gouvernement; et tout bien examiné, pour la plupart d'entre eux, Napoléon Bonaparte, cet officier de fortune couronné par la victoire, n'était que la Révolution sauvagée et triomphante non seulement de ses ennemis à l'intérieur, mais de la coalition des rois au dehors. C'est par là qu'il faut expliquer les adhésions apportées à l'Empire par les anciens conventionnels. Ces adhésions, qui ont entamé leur caractère, ne pouvaient rien ajouter à leur gloire. Aussi la postérité politique de ces grands hommes doit-elle exprimer le profond regret qu'elle en éprouve, car cet empressement des premiers républicains à sacri-

fier leur idéal politique à des considérations d'ordre relativement inférieur, a été du plus funeste exemple, sans rapporter aucun profit à leur cause. Dès le premier Empire, la ruine de l'ancien régime était consommée. Il n'était au pouvoir de personne de le restaurer, et Napoléon lui-même, avec la mise en scène pompeuse de son empire quasi-féodal, n'y a jamais songé. Ce n'était donc pas en se faisant les serviteurs du despotisme que les républicains pouvaient se flatter de maintenir les conquêtes de la Révolution. Ce qui pouvait être compromis de ces conquêtes le fut par le premier consul et par l'empereur avec le consentement tacite ou formel des hommes qui avaient le devoir de s'opposer à cette usurpation des droits recouverts par la France. La soumission des républicains de la Révolution causa un mal dont nous souffrons encore aujourd'hui : elle fut une faute que nous devons réparer, une rétrogradation sur laquelle nous avons à revenir, pour rentrer dans les voies ouvertes en 1789. Toutefois, nous ne saurions méconnaître qu'en rattachant leur cœur et leurs personnes à la cause et même à la personne de Napoléon, surtout dans les années malheureuses où la France fut vaincue avec lui, les anciens révolutionnaires n'aient puissamment contribué à imprimer au parti républicain le caractère de parti vraiment national, qui a été de tout temps son caractère distinctif et qui l'a si singulièrement grandi dans l'estime et dans la sympathie de la nation. Ni de près ni de loin, le parti républicain ne pouvait se rapprocher de ceux qui pactisaient avec l'étranger et faire alliance avec le parti des émigrés. C'est là ce que comprirent instinctivement les hommes qui, pendant toute la durée de l'Empire, malgré l'éclat de sa puissance, se tinrent à l'écart et qui, lors de la première et surtout de la deuxième invasion, comme Félix le Peletier, comme Carnot et d'autres encore, vinrent apporter leur concours à Napoléon pour défendre la France contre la coalition qui ramenait les Bourbons et la monarchie. C'était le spectre de l'ancien régime qui réapparaissait avec le drapeau blanc. Le devoir des républicains était de se lever : ils n'y manquèrent point, inaugurant ainsi la politique qui a toujours été suivie par leur parti et qui consiste à ne jamais séparer le devoir de la défense du pays, à la fois contre l'étranger au

dehors et la contre-révolution au dedans, dont la République a toujours eu l'honneur et la charge.

Pendant les premières années de la Restauration, toutes ces vues ne pouvaient être le partage que d'un petit nombre d'hommes. L'ensemble de la nation y était à peu près étranger. D'abord, on était encore trop près des événements pour s'en dégager avec quelque liberté d'esprit et porter des jugements équitables sur la conduite des hommes et des partis. En outre, on ne souhaitait, après tant d'agitations et d'orages, que le travail dans la paix. On ne se rappelait des temps révolutionnaires que les excès et les fureurs. Ceux qui en avaient été les témoins et les victimes détournaient leurs regards des transformations heureuses et fécondes qui s'étaient opérées dans cette époque de troubles sans pareils, pour n'en voir que les erreurs et les violences. La masse de la nation, encore peu éclairée, commençait à peine à prendre paisible possession du sol qu'elle allait cultiver de ses mains laborieuses, sous la garantie d'une législation civile favorable à l'égalité et qui devait bientôt porter ses fruits. La démocratie française, à dire la vérité, n'était pas née. Il n'y avait d'esprit politique, de culture et d'aptitude au gouvernement que dans les hautes classes, à tel point qu'Armand Carrel fit un jour à l'extrême droite des Chambres royalistes de la Restauration le reproche, étrange sous sa plume, de chercher dans la nation « une autre nation que celle qui lit les journaux, qui s'anime aux débats des Chambres, qui dispose des capitaux, commande l'industrie et possède le sol; de descendre dans ces couches inférieures de la population, où l'on ne rencontre plus d'opinions, où se trouve à peine quelque discernement politique, et où fourmillent par milliers des êtres bons, étroits, simples, mais faciles à tromper et à exaspérer, qui, vivant au jour le jour et luttant à toutes les heures de leur vie contre le besoin, n'ont ni le temps ni le repos du corps et de l'esprit nécessaires pour songer quelquefois à la manière dont se gouvernent les affaires du pays ». Ce tableau tracé il y a cinquante ans était d'une profonde vérité. Il convient de l'avoir sous les yeux quand on veut se rendre compte du chemin parcouru par la société française sous l'influence irrésistible des idées de la

Révolution. Mais ces idées mêmes ont été longtemps combattues et refoulées, et les pouvoirs publics semblaient n'avoir d'autre mission que de les étouffer.

Après le retour des Bourbons, il fallut reprendre la Révolution à son aurore et dans ses généreuses origines. L'honneur immortel de cette tâche échut à une illustre femme, aussi grande par l'esprit que par le cœur, M^{me} de Staël, dont le livre des *Considérations sur la Révolution française*, paru au printemps de 1818, six mois après sa mort, renoua le lien et la tradition des âmes libres et répandit sur la France à peine remise des douleurs de l'invasion, un doux et bienfaisant rayon de bonheur et d'espérance. Cet ouvrage admirable, l'un des plus étonnants qui soient sortis de la main d'une femme, reportait les Français vers les commencements de l'ère vraiment nouvelle de la domination des idées sur le monde. Il montrait que la Révolution n'avait pas seulement créé des intérêts matériels, mais proclamé des libertés et des droits, et qu'elle avait changé toute la politique en assignant pour devoir aux gouvernements la tendance vers la justice et la vérité. « Les principales crises de l'histoire, disait M^{me} de Staël, ont toutes été inévitables, quand elles se rattachaient au développement des idées. » Il suivait de là que la Révolution française n'avait pas été un accident, mais la conséquence des événements du passé, et la conclusion nécessaire était en outre que, les idées de la Révolution étant tenues en échec, la société resterait dans une crise sourde ou déclarée, mais permanente, aussi longtemps que les pouvoirs qui prétendaient y faire obstacle n'auraient pas été réduits ou brisés.

Telle était alors l'opinion de tous ceux qui, au sortir des carrières où la tyrannie impériale avait retenu les esprits, recommençaient à penser. Telle était surtout l'opinion de la jeunesse. « La jeunesse est née de la Révolution, écrivait M. Ch. de Rémusat, à l'apparition du livre de M^{me} de Staël. Son origine et son éducation lui donnent tous les sentiments, toutes les croyances que la Révolution a eu pour but d'installer dans le monde. La jeunesse s'est identifiée avec la Révolution; elle ne comprend, elle ne croit, elle ne veut, elle ne sait qu'elle : je veux dire ses principes et ses résultats, car les actes n'appartiennent qu'à ceux

qui les ont faits. Nous sommes pétris et façonnés pour le temps et le pays où nous sommes nés. Les nouveautés qui se sont accomplies dans les mœurs, dans les relations, dans la famille, dans la vie privée, sont pour nous déjà des traditions. On essaierait en vain de nous faire regretter ce qui fut autre et ce que nous n'avons pas connu. Il y a un intérêt général, une certaine nature de principes et d'idées qui a définitivement triomphé parmi nous. C'est un fond que rien ne pouvait détruire, que les événements n'ont fait que manifester, que des événements différents auraient manifesté de même. L'avenir, quel qu'il soit, l'avenir calme ou orageux, montrera et confirmera de plus en plus cette constitution des choses que la Révolution a transportée de l'ordre intellectuel dans l'ordre social, et qui produit aujourd'hui ou produira infailliblement l'ordre politique qui convient à cet ordre social. »

Cet ordre politique, quel était-il? Pour M^{me} de Staël, pour son jeune et profond commentateur, M. de Rémusat, pour toutes les classes éclairées, c'était la monarchie libérale et constitutionnelle, établie sur le modèle de la monarchie anglaise. M^{me} de Staël, dans sa passion pour les institutions de la Grande-Bretagne, ne reculait même pas devant la tâche impossible de concilier dans son livre ce qui était inconciliable dans les faits et dans les lois. Elle prétendait joindre et associer les intérêts de la Révolution, qui sont les intérêts de la nation française, avec les intérêts de l'ancien régime, qui n'étaient que les intérêts d'une oligarchie composée des débris de l'ancienne noblesse et de la haute bourgeoisie déjà ingrate et infidèle à la Révolution. C'était là l'erreur de l'école libérale des doctrinaires. Ils ne s'apercevaient pas que, pour donner satisfaction à leurs théories, ils faisaient violence à la nation, à ses sentiments comme à ses préjugés, à ses droits comme à ses tendances. Ils n'embrassaient pas dans toute leur étendue ni dans toute leur portée les conséquences des idées et des lois révolutionnaires qui, sur les ruines de l'ancien régime encore tout féodal, avaient établi une société démocratique, dont la force d'expansion devait rapidement devenir incompressible. L'ordre social créé par la Révolution, dont parlait M. de Rémusat, c'était la démocratie, et cette démocratie

était forcément appelée à rechercher, à conquérir, à installer son propre gouvernement. Un demi-siècle de lutttes, d'efforts, d'alternatives de victoires et de défaites, aura été nécessaire à la démocratie française pour accomplir son œuvre.

XXXVIII

Si la monarchie restaurée n'avait pas traité les doctrinaires en ennemis, peut-être eût-elle réussi à augmenter ses chances de durée. Cette école reconnaissait en effet le principe même de la légitimité; elle en faisait la base et le point d'appui de son système politique. M. Royer-Collard et ses amis ne considéraient pas seulement la monarchie constitutionnelle comme le gouvernement nécessaire de la France nouvelle; ils ne regardaient la monarchie constitutionnelle comme possible qu'avec l'ancienne race de nos rois, qu'avec la dynastie dite légitime, celle dont le droit était antérieur à la Charte et *qui ne rendait pas son épée*, c'est-à-dire qui restait souveraine par le droit de naissance et le droit de l'épée, à qui enfin devait appartenir le dernier mot, quand une contestation viendrait à s'établir entre elle et l'une des branches du pouvoir législatif. Il semble que la royauté ne dût pas dans son intérêt bien entendu exiger plus de gages, et l'on s'étonne à bon droit que la Restauration ait si complètement méconnu les hommes qui étaient à la fois les plus capables et les plus qualifiés pour la bien servir. Le roi Louis XVIII ne commit pas cette faute volontairement. On sait que l'aveuglement et la fureur de la droite royaliste l'eurent longtemps pour habile et heureux adversaire. Après l'assassinat du duc de Berry par Louvel, la réaction l'emporta. Sous Charles X, l'émigration et la congrégation coalisées se donnèrent libre carrière, et les doctrinaires furent rejetés dans l'opposition. La Restauration se perdit ainsi par ses propres fautes; l'école doctrinaire seule aurait pu la sauver.

Si Pergama dextra

Defendi possent, etiam hac defensa fuissent.

Mais les doctrinaires avaient ruiné eux-mêmes leur propre

crédit, en sacrifiant le principe de la souveraineté nationale au prétendu dogme de la légitimité. Derrière l'opposition de M. Royer-Collard, s'était formée une autre opposition, celle de Lafayette, de Benjamin Constant, du général Foy, de Dupont (de l'Eure), du marquis de Chauvelin, de Manuel et des autres députés que la France libérale, prenant peu à peu possession d'elle-même, envoyait à la Chambre pour y défendre ses droits contre le retour offensif de l'ancien régime. Ceux-ci n'acceptaient plus la monarchie comme un dogme, mais comme un fait. Ils plaçaient la souveraineté nationale au-dessus de tout, même de la royauté. Ils invoquaient les principes de 1789. Ils réclamaient le gouvernement du pays par le pays. Ils parlaient un autre langage, moins majestueux que celui de M. Royer-Collard, mais qui allait droit au cœur de la France. Les tendances de cette opposition nouvelle étaient manifestes. Personne ne se méprenait sur les sentiments de Lafayette et de Dupont (de l'Eure), encore moins sur ceux des jeunes gens qui les reconnaissaient pour chefs avoués et publics, qui se couvraient de leur nom et de leur autorité pour travailler dans l'ombre des sociétés secrètes et des conspirations au renversement d'une dynastie ramenée par l'étranger, et dont le rétablissement sur le trône n'avait pu être opéré qu'à la faveur des défaites et de l'invasion de la France.

C'est par là en effet, plus encore que par sa guerre aux principes de la Révolution, que la royauté de la branche aînée des Bourbons était surtout odieuse à la nation française. C'était son vice originel, son germe de mort. La jeunesse d'alors brûlait du désir et de l'impatience de venger les humiliations subies par la France et dont les Bourbons avaient profité. Les conventionnels, qui vivaient en exil ou dans l'obscurité de la retraite, ne cessaient, dans la colère de leurs imprécations, de maudire à la fois et la race détestée qui avait imposé à la grande nation, victorieuse des peuples et des rois, la cruelle avanie de son pouvoir humilié, et la génération de jeunes hommes assez dépourvus de fierté pour supporter un tel joug. Les esprits se reportaient vers les jours grandioses de la Révolution. La gloire resplendissante des armées révolutionnaires éblouissait toutes les imaginations passionnées. La République avait autrefois défendu et vengé la

patrie. Non seulement elle l'avait faite libre et glorieuse, mais elle l'avait mise à la tête de l'Europe et de l'humanité. Ces souvenirs incomparables excitaient les esprits, exaltaient les cœurs.

A ce moment précis, le parti républicain se retrouva, dans le mystère et au milieu des périls des conjurations politiques, avec un grand idéal à poursuivre, un noble but à atteindre, une tâche difficile et longue à remplir, et, pour tous moyens d'action, l'espérance, qui est le privilège charmant de la jeunesse et les résolutions souvent extrêmes que la passion seule peut dicter. Généreux et chevaleresque parti, plein de courage et d'illusions, n'ayant d'autre arme que ses principes, toujours prêt à donner sa vie pour sa cause, sans calculer, sans prévoir, fait exprès, en quelque sorte, pour commettre toutes les fautes, mais qui comptait avec raison sur l'admiration et l'amour qu'il devait un jour, après bien des épreuves et des traverses, inspirer à la France dont il se préparait à relever le drapeau, et à la démocratie dont il allait épouser la cause, étendre la puissance et conquérir le gouvernement !

Dans l'hiver de 1821, quand la Charbonnerie française fut fondée dans une humble chambre d'étudiant de la rue Copeau, à l'imitation des sociétés secrètes italiennes, l'association ne pouvait pas se déclarer ouvertement républicaine. Ce n'était certes point que le courage manquât aux jeunes gens des écoles et du commerce qui méditaient ensemble de renverser les Bourbons par des conspirations et des complots ; mais ils craignaient de dévoiler leur petit nombre et encore plus d'entraver la formation des groupes sur l'action desquels ils comptaient et d'où devait sortir le parti républicain militant. L'arme d'opposition la plus sûre que l'on eût contre la royauté, c'était son rétablissement qui avait été l'œuvre des armées étrangères. La fibre nationale était violemment froissée par un tel affront. Il importait de la ménager, surtout si l'on voulait recruter des adhérents parmi les officiers en demi-solde, débris de nos légions vaincues et dispersées, dont l'action pouvait être décisive. Les nouveaux républicains durent se résigner, dans le pacte qu'ils conclurent, à cacher leur drapeau et à taire leurs espérances : « Attendu, disent les statuts de la Charbonnerie, que force n'est pas droit, et que les Bourbons ont été ramenés par l'étranger, les Charbonniers s'associent pour

rendre à la nation française le libre exercice du droit qu'elle a de choisir le gouvernement qui lui convient. » C'était l'affirmation du principe de la souveraineté nationale, c'est-à-dire de la République. Nul ne pouvait s'y tromper ; et ne s'y trompèrent en effet que ceux qui jugèrent la tâche à remplir trop périlleuse pour leur courage et qui désertèrent la cause républicaine, quand la perspective de l'installation d'une monarchie nouvelle sur les ruines de l'ancienne leur fit penser que les avantages à recueillir n'étaient pas du côté d'un parti naissant, qui avait sa fortune politique à faire.

Cette période des complots et des sociétés secrètes fut dure au parti républicain. Il se peut que l'arme des conspirations ait été longtemps la seule que ce parti eût à son service, mais il est sûr qu'en usant de cette arme dangereuse et d'un maniement si difficile, les républicains n'ont ni atteint leur but ni remporté les avantages qu'ils s'étaient promis. La société secrète sera toujours la pire des écoles politiques pour des hommes appelés à défendre les intérêts et la cause du plus grand nombre : elle rétrécit leur horizon, restreint leur influence ; elle les parque et les étrangle dans le circuit borné de considérations d'une portée toujours médiocre et d'un avantage souvent contestable. Les grands côtés de la cause qu'ils servent leur échappent bientôt ; ils n'ont plus que la passion mesquine et jalouse de la secte. L'esprit de coterie remplace les aspirations larges et généreuses qui sont la vie d'un parti nombreux et puissant. Avec le fanatisme, apparaît la défiance. Le soupçon mutuel ne tarde pas à engendrer la délation, c'est-à-dire la désorganisation et la mort. Armand Carrel, qui avait conspiré, comme tous les hommes de son temps, disait noblement après la Révolution de Juillet : « Qu'on soit tout à fait de bonne foi, et l'on conviendra que ce ne sont point les échauffourées de Béfort, de Colmar, de Saumur qui ont fructifié pour notre cause et préparé de loin les merveilles de Juillet ; que ces merveilles, au contraire, sont dues à un ordre d'efforts tout à fait opposé ; qu'il a fallu qu'il n'y eût plus de conspiration dans le pays pour que le gouvernement cessât d'être appuyé par les intérêts et le besoin d'ordre de l'immense majorité nationale ; qu'il a fallu, pour que cette majorité devint ce qu'elle est aujourd'hui, que les rôles entre les ardents amis de la

liberté et la dynastie de Louis-Philippe changeassent tout à fait, que nous devinssions, nous, les imperturbables défenseurs de la loi, et que la dynastie, au contraire, se fît usurpatrice »

« Cela n'ôte rien, ajoutait Carrel avec autant de bon sens que de noblesse, au dévouement de ceux qui, à leurs risques et périls, ont voulu la liberté en impatients et l'ont cherchée par tous les moyens, depuis les vaines cachoteries et les explosions impuissantes du carbonarisme, jusqu'aux levées de boucliers non moins vaines de la Bidassoa et de la Catalogne; mais cela ne fait pas non plus que ces hommes soient les héros de notre dernière victoire. Cette victoire est celle de la nation entière, qui n'a jamais conspiré, qui croit ne s'être pas insurgée, mais avoir réprimé et puni l'insurrection du pouvoir. » A plus forte raison, à cinquante ans de distance, en présence des transformations profondes que le parti démocratique a opérées sur lui-même et des résultats si heureux qui en ont découlé, les hommes du temps présent ont-ils le droit de répéter ce que disait le grand journaliste républicain. La période héroïque des conspirations où l'on jouait sa liberté, et des luttes à main armée où l'on risquait sa vie, est aujourd'hui close, sans que les hommes de cœur et de dévouement qui ont pris part à ces complots et à ces combats soient moins dignes de reconnaissance et d'honneur; mais la nation, qui a fondé la troisième république par des actes réitérés de sa volonté souveraine, légalement manifestée, n'éprouve pas le besoin de revenir à une tradition épuisée aujourd'hui, ni de reprendre une méthode politique qui, bien loin de nous servir, compromettrait les avantages que la démocratie a su conquérir par sa patience et sa fermeté.

Toute l'action politique des républicains, sous la Restauration, restait inconnue du grand monde libéral, qui ne pensait qu'à fortifier les institutions parlementaires, qu'à consolider la Charte constitutionnelle, instrument de règne de l'oligarchie bourgeoise. Parmi les libéraux d'alors, M. Thiers et ses amis étaient ceux qui se rapprochaient le plus de l'opposition anti-dynastique et illégale par certains côtés : ainsi, l'auteur de *l'Histoire de la Révolution française* avait contribué pour une large part à réveiller les sentiments d'enthousiaste admiration que cette grande époque excitait

dans la jeunesse, en racontant avec entrain, éclat et passion, les campagnes immortelles des armées du Rhin et de l'Italie; ainsi encore, M. Thiers, brillant et chaleureux écrivain, répétant à la fin d'une prosopopée éloquente le mot de l'antiquité : « Il faut que la patrie soit non seulement heureuse, mais suffisamment glorieuse », avait enflammé le patriotisme des générations nouvelles en les appelant à la gloire. Mais c'était tout. Ni M. Thiers ni ceux qui l'entouraient n'avaient la fibre démocratique et n'étaient des hommes d'action. On a vu que, lors des élections de 1827, ils s'étaient prononcés pour la lutte légale à l'exclusion de toute autre : les sociétés secrètes, les combats de la rue leur répugnaient profondément. Ils ne comprenaient pas que la passion politique pût entraîner jusque-là les serviteurs d'une noble cause, ou s'ils le comprenaient, ils ne se souciaient pas de compromettre dans ces mêlées leur fortune et leur renommée politiques naissantes, mais déjà précieuses. Ils ne savaient pas tout ce que recélaient de courage, d'intelligence, de générosité, d'esprit de sacrifice et d'amour pour la France, ces réunions clandestines où peu à peu se formait et se constituait tout un grand parti avec lequel la monarchie, quelle qu'elle fût, aurait bientôt à compter. Ils ne connaissaient pas cette démocratie qui était en train de se donner des chefs; et ces chefs mêmes, jeunes gens aventureux, de peu de retenue dans leurs paroles comme de peu d'autorité dans leurs écrits, ils les tenaient pour des naïfs ou des écervelés, que la France ignorerait toujours et dont elle ne subirait jamais l'ascendant.

XXXIX

Un changement profond s'opérait, d'ailleurs, dans les idées des hommes qui s'intéressaient aux destinées politiques du pays, et ce changement ne fut pas aperçu par les hommes qui recueillirent le pouvoir après la révolution de 1830, au moment même où le parti républicain en profitait pour grossir le nombre de ses adhérents.

Les amis de la royauté de Juillet crurent volontiers que le changement de la dynastie, l'abolition de la pairie héréditaire,

la prédominance accordée à la Chambre élective, la responsabilité ministérielle, l'abaissement du cens, l'extension et le respect des libertés politiques, constituaient toute la révolution, et que l'opinion allait borner là ses revendications comme ses désirs. Assurément c'était beaucoup que tout cela, et, dans l'histoire générale de notre Révolution, bientôt séculaire, l'étape de 1830 demeure une des plus glorieuses ; mais ce n'était pas tout. Peu à peu, cependant, et d'une manière vague, les esprits clairvoyants et les cœurs généreux reconnurent que les réformes politiques, quelque profondes et avantageuses qu'elles soient, ne sont pas le terme de cet ébranlement général dans les idées et dans les opinions qui a commencé en France à la fin du XVIII^e siècle et qui a si manifestement favorisé le développement de la civilisation dans toute l'Europe occidentale.

Le gouvernement parlementaire et la monarchie orléaniste n'étaient et ne pouvaient pas être la fin, le couronnement de la Révolution française. Le journal *le National*, fondé par M. Thiers pour réduire la royauté de droit divin, était passé aux mains d'Armand Carrel qui le conserva comme un organe « toujours voué à la liberté du pays, toujours empressé à lui révéler les conditions sous lesquelles une nation se montre digne de l'acquérir et de la conserver ». M. Thiers, en montant au pouvoir, avait peut-être oublié le prospectus du *National*. Armand Carrel, en 1835, le lui rappela, un jour qu'il plaidait comme défenseur du gérant du *National* devant la cour d'assises. « Il était dit dans ce prospectus, fit remarquer Carrel aux jurés, que si nous ne parvenions pas à discipliner un pouvoir héréditaire aux lois du gouvernement du pays par le pays, nous chercherions au delà de l'Atlantique le modèle d'un pouvoir électif et responsable, parfaitement soumis et enchaîné à la volonté nationale. » C'était dire clairement que la monarchie de 1830, n'ayant pas offert les conditions nécessaires au développement des idées et des intérêts de la France, la République devait en prendre naturellement la place. Toute l'action du parti républicain se trouvait ainsi justifiée. Ce parti ne fit de sérieux progrès qu'à partir du jour où s'empara des esprits ardents et novateurs cette idée, maintenant acceptée de tout le monde, qu'une nouvelle forme

de société se dégage par degrés successifs. Un nouvel état social se créait peu à peu ; un idéal de gouvernement devait nécessairement lui correspondre. Encore une fois, ce nouvel état social, c'était la démocratie avec son principe fondamental qui est l'égalité. Les opposants de la Restauration avaient combattu pour la liberté politique ; les opposants de la monarchie de Juillet combattirent pour l'égalité. Il n'est pas surprenant que les hommes d'État du système orléaniste se soient défendus contre des assaillants qui leur semblaient menacer leur pouvoir ; mais on se rend plus difficilement compte de l'espèce de surprise qu'ils éprouvèrent à se voir combattus au nom d'un principe que tout leur système politique et social tenait en échec. Leur aveuglement ne fut dépassé que par la violence avec laquelle ils cherchèrent à refouler des réclamations qu'il n'était pas en leur pouvoir d'étouffer.

Il n'était pas douteux que la victoire de Juillet n'eût été remportée par le peuple des petits bourgeois et des ouvriers parisiens que les lois électorales tenaient précisément en dehors de toute la politique légale. Les combattants des trois journées avaient eu pour chefs les chefs militants du parti républicain. Le bénéfice de cette révolution se trouva enlevé à ceux qui l'avaient fait triompher. Moins de deux ans après Juillet, le peuple reprenait les armes pour renverser la royauté sortie des barricades. Cette fois, c'était la République qu'il voulait établir, dans la conviction où il était que cette forme de gouvernement était seule capable d'assurer les conséquences politiques et sociales d'une révolution nouvelle. La vertu de la monarchie semblait d'ailleurs épuisée à toute une génération d'hommes nés depuis peu à la vie publique, amoureux de justice et d'égalité, et qui se refusaient à admettre que le peuple fit des révolutions sans jamais en profiter. Il s'opéra ainsi un rapprochement entre les bourgeois attachés aux principes de la Révolution et les classes laborieuses, entre les jeunes gens des écoles et les employés de commerce, entre les artistes et les artisans. C'est cette union nécessaire et féconde qui a fait vivre longtemps le parti républicain, avant que ce grand parti arrivât à se confondre avec la nation par l'accession lente et successive des petits propriétaires et des travail-

leurs des campagnes. A ce parti nouveau, un simple renversement de dynastie ne pouvait suffire; une pure et simple substitution de personnes, comme au 7 août 1830, n'aurait été qu'une déception de plus.

C'est ce que Godefroy Cavaignac, dans le procès intenté à la *Société des amis du peuple*, fit comprendre à merveille au jury de la Seine, en quelques paroles :

« On ajoute, dit-il, que nous sommes non seulement les ennemis de l'ordre politique, tel qu'il existe actuellement en France, mais encore les ennemis de l'ordre social.

« Avant de répondre, je dirai nettement que ne pas borner la pensée républicaine au seul ordre politique, c'est du moins la bien comprendre.

« Quelque importantes que soient les questions de forme, elles ne sont qu'une partie de la tâche, et si la République ne devait rien faire de plus que d'appliquer de nouvelles théories administratives, seconder de nouvelles ambitions, nous, hommes de la chose, hommes du peuple, nous ne compliquerions pas notre vie de la lutte acharnée que nous soutenons contre le pouvoir, nous laisserions le débat aux prétendants et aux systèmes.

« La République nous paraît l'amélioration de l'état social : c'est pour cela que nous sommes pour elle.

« C'est d'elle seule que nous attendons cette organisation perfectible et souple qui se prêterait aux améliorations utiles à mesure qu'elles se produiront, protégeant les intérêts légitimes existants, accueillant les intérêts légitimes qui demanderont à exister, empêchant les révolutions parce qu'elles ne seront plus nécessaires, accroissant incessamment le bien, et ne laissant plus à ce mauvais génie qui persécute l'humanité que les maux dont elle ne peut se préserver par la raison. »

C'était là un programme politique qui valait bien le programme des doctrinaires et des 221, de l'école libérale et de l'opposition purement dynastique. Ce programme était incompris, non pas de ceux dont il exprimait les vœux et les tendances, c'est-à-dire du peuple, mais des hommes à qui la possession du pouvoir troublait tellement la vue, qu'ils n'apercevaient rien de ce qui se passait en dehors et au-dessous d'eux, et qui semblaient

courir de gaieté de cœur au-devant de tous les conflits. Ceux qui tenaient le noble langage d'un Godefroy Cavaignac, d'un Armand Carrel, étaient traités publiquement, à la tribune nationale, d'empoisonneurs publics.

« Oui, s'écriait M. Guizot avec une passion qui touchait à la démence, il y a un parti qui semble avoir pris le rôle d'empoisonneur public, qui semble avoir pris à tâche de venir souiller les plus beaux sentiments, les plus beaux noms, les meilleures institutions. C'est ce parti qui, pendant plusieurs années, a décrié en France les mots de liberté, d'égalité, de patriotisme ; c'est ce parti qui a amené tous les échecs de la liberté, toutes les réactions despotiques que nous avons eu à subir ; chaque fois que la liberté est tombée entre ses mains, chaque fois qu'il s'est emparé de nos institutions, de la presse, de la parole, du gouvernement représentatif, du droit d'association, il en a fait un tel usage, il en a tiré un tel danger pour le pays, un tel sujet d'épouvante, et permettez-moi d'ajouter, de dégoût, qu'au bout de très peu de temps le pays s'est indigné, alarmé, soulevé, et que la liberté a péri dans les embrassements de ses honteux amants. Qu'on ne parle donc plus, comme on le fait depuis quelque temps, qu'on ne parle plus de mécomptes depuis 1830 ! Qu'on ne parle plus d'espérances déçues ! Oui, il y a eu des mécomptes ; oui, il y a eu des espérances déçues. C'est de vous que sont venus nos mécomptes, qu'est venue la déception de nos espérances ! »

Ces violences oratoires ne sont à l'honneur ni de l'homme d'État qui s'y est abandonné, ni du système politique qui les rendait peut-être nécessaires pour sa défense. Il y a du factice dans ces plaintes amères. M. Guizot essayait de donner le change à l'opinion. La majorité ministérielle applaudissait à tout rompre le ministre qui flattait sa passion. Mais l'abîme se creusait entre les diverses classes du pays. La bourgeoisie censitaire s'enfermait dans la monarchie constitutionnelle comme dans une forteresse, tandis que les classes populaires se sentaient prosrites de la politique, exclues du gouvernement. C'est par là que la royauté de Juillet devait fatalement périr. Mais, ce qui est plus grave, à la monarchie bourgeoisie ont survécu des sentiments funestes que notre pays aurait tout gagné de voir périr avec elle : la défiance et la

haine, la colère et l'envie sociales. Ces passions redoutables, nées dans des temps d'agitation et de luttes où, de part et d'autre, des adversaires ardemment excités s'appréciaient sans justice et se combattaient sans pitié, couvent toujours dans le sein profond de la société française, prêtes à se rallumer à toutes les époques de crise. S'il est vrai que ce soit l'égoïsme d'une étroite et intelligente oligarchie qui les ait fomentées parmi nous, il appartient à notre large et puissante démocratie de les éteindre dans le rayonnement paisible et doux du principe de fraternité politique et sociale sur lequel repose la République.

Les séditions, les émeutes qui éclataient à Paris, à Lyon, dans les grands centres industriels, alarmaient au plus haut point la bourgeoisie, et ses orateurs, ses écrivains, au lieu de calmer ses passions déjà trop vives, commettaient l'imprudence de les attiser. Après la première insurrection de Lyon en 1861, un journaliste de talent, mais un politique à courte vue, M. Saint-Marc Girardin, écrivait dans le *Journal des Débats* : « Une lutte intestine a lieu dans la société entre la classe qui possède et celle qui ne possède pas. Notre société commerciale et industrielle a sa plaie comme toutes les autres : cette plaie, ce sont ses ouvriers. Point de fabriques sans ouvriers, et avec une population d'ouvriers toujours croissante et toujours nécessaire, point de repos pour la société... Et ce qu'il y a de plus triste, c'est qu'on ne peut pas se mettre à l'abri du danger avec de bons sentiments et de bons procédés... Les concurrences commerciales font aujourd'hui l'effet que faisaient autrefois les émigrations des peuples. La société antique a péri parce que les peuples se sont remués dans les déserts du Nord, et qu'ils se sont heurtés les uns contre les autres jusqu'à ce que, de proche en proche, ils vinssent tomber sur l'empire romain. Les barbares qui menacent la société ne sont point au Caucase ni dans les steppes de la Tartarie ; ils sont dans les faubourgs de nos villes manufacturières. Ces barbares, il ne faut point les injurier ; ils sont, hélas ! plus à plaindre qu'à blâmer. Ils souffrent, la misère les écrase : comment ne chercheraient-ils pas une meilleure condition ? Comment ne se pousseraient-ils pas tumultueusement, non plus vers de meilleurs climats, comme leurs devanciers, mais vers

une meilleure fortune? Et ces hommes à qui il faudrait tant de modération, la société les a laissés pendant longtemps sans instruction! Elle ne leur a pas donné la lecture qui pouvait les éclairer, les civiliser, et elle leur donne des armes! Elle les enrôle dans la garde nationale! Dans cet état de choses, il est nécessaire que la classe moyenne comprenne bien ses intérêts et le devoir qu'elle a à remplir; il faut qu'elle évite avec un égal soin d'être dupe ou d'être cruelle ou tyrannique.

« D'être dupe, disons-nous, et elle le serait si, éprise de je ne sais quels principes démagogiques, elle donnait follement des armes et des droits à ses ennemis, si elle laissait entrer le flot des prolétaires dans la garde nationale, dans les institutions municipales, dans les lois électorales, dans tout ce qui est l'État. Il serait vraiment bien temps de vouloir repousser l'ennemi après l'avoir reçu dans la place! Il ne s'agit ici ni de république ni de monarchie : il s'agit du salut de la société. On peut fort bien aimer mieux un président électif qu'un roi, mais ne pas vouloir cependant que la société soit mise sens dessus dessous et que la queue prenne la place de la tête. Or, c'est aller contre le maintien de la société que de donner des droits politiques et des armes nationales à qui n'a rien à défendre et tout à prendre. Là, en effet, est la grande différence entre nous et nos adversaires : ils veulent faire arriver à la propriété par les droits politiques; nous voulons, nous, qu'on arrive aux droits politiques par la propriété. Nous ne voulons pas donner des droits politiques, c'est-à-dire du pouvoir, de la force à qui, n'ayant rien, sera infailliblement tenté de se servir de la force pour avoir quelque chose. Nous ne donnons des droits politiques qu'à celui qui a quelque chose à défendre. Les droits politiques, tels que nous les concevons, sont tous pour la défensive et aucun pour l'offensive. »

Cette page jette la plus vive lumière sur la politique de résistance à laquelle M. Thiers s'était rattaché. En publiant de nouveau cet article, vingt-cinq ans après le jour où il avait paru pour la première fois dans le journal par excellence des intérêts de la bourgeoisie, M. Saint-Marc Girardin raconta qu'il avait dû se défendre d'avoir été dur, inhumain, et nul ne fera difficulté de croire à la parole qu'il en donne. Les barbares, sous sa plume,

sont une expression historique et figurée qui n'avait rien de méprisant ni d'odieux dans sa pensée. Cette expression malheureuse n'en a pas moins défrayé les polémiques les plus ardentes du temps, et soulevé les plus terribles récriminations. Aujourd'hui encore, cet article du *Journal des Débats* ressemble à ces manifestes que les partis irrités se lancent à la veille d'en venir aux mains. Cette terrible phraséologie reparait parmi nous à des intervalles périodiques, comme pour annoncer la guerre civile. En 1832, nous n'avions pas encore passé par les épreuves que 1848 et 1871 nous réservaient. Était-il possible de parler avec plus de légèreté?

Tel était l'état d'esprit des hommes du pouvoir, de leurs auxiliaires et de leurs confidents. Les politiques de la bourgeoisie crurent habile de lui faire prendre cette attitude défensive, qui devait un jour la mettre en opposition avec le reste de la nation. Tout ce qui n'était pas dans le programme du gouvernement était dangereux, coupable, entaché de démagogie. La souveraineté du peuple, c'était la tyrannie de la multitude; le suffrage universel ne devait produire que le mensonge électoral; toutes les réformes étaient des rêves anti-sociaux. Jamais caste politique ne montra plus d'insolente confiance en elle-même. Cet excès d'orgueil et de complaisance dans son propre génie tenait la haute bourgeoisie française en haleine pour se défendre contre des adversaires qui ne faisaient qu'essayer leurs forces; et, longtemps, en effet, la monarchie de Juillet resta victorieuse. Mais la résistance devait s'épuiser en même temps que les forces politiques de cette oligarchie sans entrailles. Notre bourgeoisie, à qui sa destinée historique, après tant de luttes glorieuses, avait remis le gouvernement du pays, aurait pu, avec plus de modération, de prudence et de lumières, le garder au moins pendant tout le xix^e siècle. En 1848, son pouvoir s'écroula en moins de trois jours. Les petits groupes républicains de 1832 et de 1834 avaient été vaincus, et après leur défaite, ils durent se disperser; mais leurs idées, leur programme étaient devenus le programme et les idées, non plus d'un parti, mais de la démocratie française.

(A suivre.)

E. SPULLER.

UN ROMAN CHRÉTIEN

A LA FIN
DU SECOND SIÈCLE

I

Cette étude a pour objet, comme son titre l'indique, un roman chrétien, qui a paru à Rome vers la fin du second siècle de notre ère, ou au commencement du troisième. La première mention que nous en ayons eue a été faite vers 230 par Origène, qui avait vraisemblablement apporté le livre de Rome à Alexandrie. L'ouvrage, d'autre part, n'aurait pas eu de raison d'être avant les environs de 160, comme nous le verrons plus tard. Aussi tout le monde aujourd'hui est-il d'accord pour le placer entre cette dernière date et les alentours de 215, sauf à le rapprocher plus ou moins d'un de ces extrêmes ou de l'autre.

Connu plus particulièrement sous le titre d'*Homélies Clémentines*, ce livre fait partie de l'énorme masse d'œuvres qui, depuis le second siècle jusqu'au premier quart du quatrième, se sont produites dans le monde chrétien sous le nom et avec la signature du pape Clément, le premier successeur de saint Pierre sur le siège de Rome, suivant certains Pères de l'Église, son troisième seulement, suivant les autres. Ces œuvres, telles que nous les avons aujourd'hui encore, remplissent à elles seules deux gros volumes de la Patrologie ; et il est certain que nous ne les avons pas toutes, car dans l'énumération partielle que nous en a

faite l'historien de l'Église, Eusèbe, vers 330, en déclarant que la production de ces livres se continuait encore de son temps, figurent un certain nombre d'écrits, que le patriarche Photius a eus entre les mains vers l'an 900, et que nous ne possédons plus à cette heure. Il est inutile de dire que la plus grande partie de ceux que nous avons sont très certainement apocryphes. Nos scrupules modernes, à l'endroit de la paternité littéraire, n'ont jamais existé dans l'antiquité : ni païen, ni juif, ni chrétien n'hésitait à mettre ses élucubrations personnelles sous un nom en crédit pour leur donner plus d'autorité, ou à corriger dans le sens de ses idées les livres qu'il publiait de ses prédécesseurs : le fait est aujourd'hui trop universellement reconnu, et nous en rencontrerons tout à l'heure même de trop notables exemples, pour que nous ayons à y insister. Dans les œuvres particulièrement qui portent la suscription de Clément Romain, à peine en est-il aujourd'hui deux et demie que les plus confiants persistent à lui attribuer ; et sur ces deux et demie la Patrologie elle-même, dans un moment de clairvoyance ou de franchise, a fini par en écarter une entière, l'*Épître aux Vierges*, pour ne garder que la première épître aux Romains et la moitié que nous avons de la seconde. Encore faut-il ajouter que la critique indépendante rejette cette seconde, comme le faisaient Eusèbe et saint Jérôme, et qu'il est bien difficile d'accepter l'intégrité de la première sans s'exposer aux plus singulières conséquences. L'œuvre que nous étudions, en tout cas, ne fait point partie de celles sur lesquelles on hésite aujourd'hui : personne ne songe plus à l'attribuer à Clément.

Cela ne s'est pas fait en un jour, il est vrai. Origène, qui en a parlé le premier, l'a donnée comme de Clément, ce qui prouve qu'elle était tenue alors pour telle dans l'Église de Rome, d'où il l'avait rapportée ; et, quand les Pères subséquents ont été obligés bien malgré eux de suspecter l'authenticité du livre, ils n'ont pu se résigner pour la plupart à lui en retirer la paternité entière : ils lui en ont maintenu le fond, en se contentant de dire que les hérétiques y avaient ajouté un nombre indéterminé de coupables interpolations. La même opinion a été reprise dans les temps modernes par quelques-uns des grands exégètes qui ont honoré

l'Église de France jusqu'à la révocation de l'édit de Nantes; mais les plus savants déjà refusaient le livre tout entier à Clément; et, à l'heure qu'il est, il n'est plus personne, y compris l'abbé Freppel, qui n'attribue l'œuvre complète à des hérétiques, à ces *Seconds Ébionites*, connus sous le nom de *Nazaréens*, qui, dans le deuxième siècle et au commencement du troisième, semblent avoir été si nombreux à Rome, où ils s'étaient rendus par l'Asie et par Cypre.

Nous ne la possédons pas d'ailleurs sous une forme unique, et ceci n'est pas le point le moins curieux de son histoire. Nous avons d'elle jusqu'à trois rédactions très différentes les unes des autres : ce sont les *Reconnaissances*, les *Homélies Clémentines* et l'*Épitomé des actes de Pierre*. Ces deux dernières seules nous sont parvenues en grec. L'*Épitomé* est le résumé des *Homélies*, mais avec des coupures, des additions, des altérations de toute sorte, dues à des plumes orthodoxes, qui ont recommencé leur besogne jusqu'à trois fois, uniquement préoccupées de l'édification de leurs lecteurs, et, en vue de ce but respecté, accomplissant sans scrupules ce qu'elles reprochaient précisément aux hérétiques d'avoir fait. Rien de tout cela n'est plus contesté depuis longtemps. Les *Reconnaissances*, à leur tour, sont la traduction latine d'un texte grec, qui était le plus souvent au moins l'amplification de celui des *Homélies*. Nous connaissons la date et l'auteur de cette traduction, car elle est signée de Rufin, le peu aimable mais très orthodoxe rival de saint Jérôme; et Rufin, qui avait rapporté l'ouvrage d'Alexandrie, où l'avait importé Origène, nous atteste à la fois dans sa préface et qu'il en existait deux textes grecs très différents entre eux, et que dans celui même qu'il a choisi, il a laissé volontairement de côté bon nombre de passages qui effrayaient son orthodoxie. Ce sera donc le texte des *Homélies* que nous suivrons; parce qu'entre les trois évidemment c'est lui qui a le plus de chances d'être le texte original.

Le livre a deux préfaces, qui sont deux lettres adressées à Jacques, frère de Jésus, seigneur et évêque des évêques, qui dirige à Jérusalem la sainte église des Hébreux et toutes celles que la Providence divine a établies en quelque lieu que ce soit.

La première de ces lettres est censée de saint Pierre, qui y

annonce à Jacques, son supérieur, que, conformément à l'ordre qu'il a reçu de lui adresser chaque année le résumé de ses prédications et de ses actes, il lui adresse ce premier récit de ses enseignements à travers le monde, en le priant de ne le faire lire qu'à ceux dont il sera sûr, car il y a une foule de gens qui, de son vivant même, travestissent sa pensée, et interprètent autrement que lui les *Écritures*, au grand détriment de la *Loi*, qu'il faut absolument conserver.

M. Renan, pour le dire en passant, pense que c'est là un premier trait contre saint Paul, et nous sommes de son avis.

Le texte ajoute que Jacques, après avoir reçu cette lettre, réunit les *anciens* de son Église, et leur fit jurer de ne confier ce livre à qui que ce fût qu'ils n'eussent éprouvé pendant six ans, de peur que l'ouvrage ne fût altéré ou mal interprété par des hommes audacieux, comme cela était arrivé plus d'une fois.

Tout le monde aujourd'hui est d'accord pour reconnaître que cette lettre de Pierre était la préface d'un autre livre que les *Homélies*; mais sa présence en tête de celles-ci n'en est pas moins réelle, et peut servir d'exemple de l'état dans lequel nous sont arrivés la plupart des ouvrages de ce temps.

La seconde lettre, donnée comme postérieure à la première, porte la suscription de Clément lui-même, écrivant à Jacques pour lui apprendre la mort de Simon, l'apôtre dont Jésus-Christ avait changé le nom en celui de Pierre, afin de faire de lui le fondement futur de son Église; et elle nous montre ainsi, dans un assemblage étrange pour nous, la parole si célèbre du Christ à Pierre, unie à une reconnaissance nouvelle de la supériorité de Jacques (1). Pierre, pressentant sa mort prochaine, a, d'après cette lettre, réuni les *frères* de Rome, et leur a désigné pour son successeur dans les fonctions d'évêque ce Clément, qui l'avait accompagné dans tous ses voyages et avait assisté à toutes ses prédications. Ceci fait, il a repris de vive voix, une dernière fois, devant tous ses auditeurs, l'exposé de sa doctrine morale (dont la

(1) Le texte y ajoute sur Pierre une phrase où il est bien difficile de ne pas voir l'intention formelle de l'opposer à Paul : *Celui qui a reçu l'ordre d'aller éclairer à l'Occident la partie du monde plongée dans les ténèbres, comme le plus capable de le faire et le plus en état de la corriger.*

lettre nous donne un long résumé), puis il a terminé en ordonnant d'envoyer à son supérieur Jacques le récit succinct de tout ce que Clément avait vu et entendu de lui.

C'est ce récit que Clément adresse à Jacques, sans préjudice de tout ce que Pierre avait déjà pu envoyer personnellement ; et c'est lui aussi qui constitue les *Homélies*, ainsi nommées dès le quatrième siècle au moins, parce qu'elles sont divisées en vingt livres, dont chacun porte en titre *Ομλία*, avec un numéro d'ordre.

Les voici en tout cas telles que nous les possédons.

II

Elles se composent de deux parties absolument distinctes, quoique enchevêtrées l'une dans l'autre : un roman et une exposition de doctrines intercalée dans les incidents du roman.

Ce roman n'est autre chose que l'histoire supposée de la famille même de Clément ; et c'est à cause de lui que la seconde édition du livre avait été intitulée les *Reconnaisances*, car c'est précisément de reconnaissances qu'il s'y agit entre les différents membres de cette famille.

Racontons tout de suite le roman, afin d'être plus libre après pour exposer les doctrines, qui sont le véritable intérêt de l'ouvrage.

Ce roman commence par une confession intime, à la façon de tant de romans de nos jours ; et le malaise moral, par la description duquel il débute ainsi, est précisément celui qu'ont décrit tant de fois nos romanciers ou nos philosophes mêmes.

Sous le règne de Tibère, un jeune homme appelé Clément, qui sera le héros même du livre, appartenant à la famille de l'empereur, mais de mœurs honnêtes et d'esprit sérieux, se trouve pris à vingt ans de cette inquiétude que soulèvent dans les âmes d'élite les problèmes de la cause première et de la destinée humaine. Il y a longtemps que la religion officielle ne dit plus rien à sa pensée ni à son cœur ; il s'adresse alors aux philosophes pour apprendre d'eux la vérité dont il a besoin. Ceux-ci lui répondent de leur mieux, en gens convaincus et sincères ; mais la

diversité de leurs doctrines le jette dans un inextricable embarras ; et derrière leurs raisonnements les plus spécieux , il lui semble souvent entrevoir bien du vide.

Fatigué de ces recherches sans résultats, il songe un instant à aller consulter en Égypte les prêtres des mystères, dépositaires, disait-on, de merveilleux secrets. Mais son bon sens, non moins que les conseils d'un ami éclairé, l'en détourne ; et le voici retombé dans sa nuit et dans ses perplexités, sans espérance cette fois d'en sortir. A ce moment, un bruit étrange se répand dans Rome, où il réside : en Judée, disait-on, il y avait un homme qui annonçait la venue du règne de Dieu pour ceux qui voudraient réformer leurs mœurs ; et cet homme confirmait la vérité de son annonce par un grand nombre de miracles. A cette simple rumeur succéda bientôt un témoin oculaire, parlant avec un inépuisable enthousiasme de ce fils de Dieu, qui promettait la vie éternelle à quiconque voudrait vivre suivant la volonté de son père qui l'avait envoyé.

Le jeune homme n'y tint plus. Il était libre ; son père, sa mère, ses frères plus âgés que lui , avaient tous disparu ; il n'avait autour de lui personne à qui il dût rendre compte de sa conduite, ni affection qui pût le retenir ; il s'embarqua résolument, et fit voile vers la Judée afin de s'instruire par ses propres yeux. Les vents malheureusement lui furent contraires ; et, après un voyage long et pénible, il fut poussé par eux en Égypte. Quand il y arriva, il apprit que l'envoyé de Dieu était mort. Les gens qu'il interrogea sur lui ne l'avaient jamais vu, mais ils en avaient abondamment entendu parler ; ils savaient même que dans ce moment se trouvait en Égypte un de ses disciples, qui rendait un éclatant témoignage à sa doctrine comme à sa vie ; et ils conduisirent Clément près de cet homme.

Celui-ci n'était autre que Barnabé. Quand Clément lui fut amené, Barnabé était occupé à communiquer la parole de Dieu à un cercle nombreux d'auditeurs, qui l'entendaient avec des sentiments bien divers. Clément écouta avec ravissement cet enseignement à la fois si élevé et si simple ; il s'enivra à longs traits de cette parole si sincère ; il lui sembla y reconnaître à des signes certains la vérité dont il avait soif. Tous les auditeurs cependant

n'étaient pas de cet avis ; les plus lettrés parmi eux se moquaient de l'orateur, et plus d'un même voulait lui faire un mauvais parti. Clément prit hautement sa défense, et, pour le mieux protéger, finit par l'emmener chez lui, où sa qualité de neveu de l'empereur garantissait la sûreté de son hôte. Là il se fit initier plus largement par lui à la religion nouvelle ; puis, comme Barnabé avait hâte de retourner à Jérusalem pour une certaine fête, il le laissa partir, en lui promettant d'aller le rejoindre, aussitôt que certaines affaires qu'il avait en Égypte le lui permettraient ; ce qui ne fut pas long, grâce à l'impatience où il était de les terminer. Il se mit donc en route pour Jérusalem ; et quelques jours après il arrivait à Césarée, première ville du littoral de la Phénicie en partant de l'Égypte. Là il rejoignit Barnabé ; mais avec lui cette fois il trouva bien mieux encore, car il trouva Pierre lui-même, le plus illustre des disciples du maître, qui avait entrepris de prêcher la nouvelle religion à travers le monde, et qui le lendemain précisément avait rendez-vous pour une discussion solennelle avec le plus redoutable de ses contradicteurs, un Samaritain nommé Simon de Gitton. Barnabé présenta Clément à Pierre comme son sauveur ; Pierre embrassa tendrement le jeune homme, le félicita de son zèle, lui promit pour récompense la félicité éternelle, et l'engagea, non pas seulement à assister à la discussion du lendemain avec Simon, mais encore à l'accompagner dans son voyage entier jusqu'à Rome, pour profiter des prédications qu'il se proposait de faire tout le long de la route (1).

(1) Dans les *Reconnaisances*, plus courtes ici que les *Homélies*, le voyage de Clément en Égypte est supprimé : c'est Barnabé lui-même qui est le *témoin oculaire* prêchant Jésus-Christ à Rome (ch. vi-xii) pendant la vie même de son maître ; c'est à Rome aussi que Clément l'entend et prend sa défense ; c'est de Rome enfin que Clément, peu de jours après le départ de Barnabé, se rend directement à Césarée, sans être poussé par les vents en Égypte. Les *Reconnaisances* sont d'ailleurs ici en plein désordre, car Clément, arrivé à Césarée après quinze jours seulement de navigation, y trouve saint Pierre, à un moment qui peut à peine dépasser de quelques jours la mort du Christ, et cependant quelques chapitres plus loin (ch. xli-xliv), Pierre dira à Clément que le Christ est mort depuis sept ans, et il le dira au milieu de longues amplifications doctrinales des *Homélies*. Il est impossible d'admettre qu'un pareil récit soit le récit original.

L'*Épitomé des actes de Pierre* suit ici le récit des *Homélies* et non l'autre ; ce qui suffirait à prouver que c'est sur les *Homélies* que ce livre a été fait, et non sur les *Reconnaisances*.

Clément accepta avec bonheur ; et, dès ce moment, il ne fut plus le disciple de Barnabé, mais celui de Pierre.

Dès ce moment aussi commence dans le roman, entre Pierre et Simon de Gitton, une sorte de course au clocher, qui n'est pas sans un certain piquant.

Ce Simon, au témoignage de Pierre, n'est pas un adversaire à dédaigner. Ancien disciple de saint Jean-Baptiste, il s'est, peu après la mort du maître, fait reconnaître pour son successeur ; et depuis lors, menant partout avec lui un autre disciple de saint Jean, une femme du nom d'Hélène, qu'il présente à la fois comme l'essence génératrice de toutes choses et comme l'Hélène d'Homère, il se fait passer tantôt pour le Dieu suprême, tantôt pour Jésus-Christ, en confirmant son dire par une foule de prodiges dus à la magie, comme de faire marcher des statues et des meubles, de faire apparaître et parler les ombres des morts, de se rouler impunément dans le feu, de voler dans les airs, de changer les pierres en pains, de se transformer lui-même en serpent, en chèvre, etc. Tel qu'il est pourtant, il a peur de l'apôtre ; et il va mettre tout en œuvre pour éviter la solennelle discussion à laquelle il a dû s'engager. Les remises d'abord succèdent de sa part aux remises ; puis, vaincu dans une première escarmouche, à laquelle il n'a pu se dérober, il s'enfuit de Césarée à Tyr, de Tyr à Sidon, de Sidon à Béryte, de Béryte à Byblos, de Byblos à Tripoli en Phénicie, de Tripoli à Antaradus, d'Antaradus à Balana, à Paltus, à Gabala, à Laodicée (1), toujours suivi par Pierre qui s'attache à ses pas, pour détruire partout par ses prédications et ses miracles utiles, le déplorable effet des enseignements de l'imposteur et de ses stériles prestiges. A Laodicée enfin le grand tournoi a lieu ; et Simon, vaincu cette fois de la façon la plus complète, s'enfuit à Antioche, où Pierre se propose de le rejoindre, mais aux portes de laquelle le livre s'arrête, tel au moins que nous le possédons aujourd'hui. Sur toute la route, en attendant, et dans les intervalles des prédications de Pierre, le roman a marché, comme son héros lui-même,

(1) Tout cet itinéraire est complètement d'accord avec nos cartes de la Phénicie et de la Syrie anciennes.

à la suite de l'apôtre. Dès Césarée, d'abord, Clément, que Pierre a baptisé, se lie intimement avec deux jeunes gens, Aquilas et Nicétas, disciples de son maître à cette heure, après l'avoir été de Simon, et vers lesquels son cœur l'attire sans qu'il sache pourquoi. Les trois amis, devenus inséparables, sont alors envoyés par Pierre en avant de lui dans chaque ville, pour lui préparer le terrain et le tenir au courant des dits et gestes de Simon. A Tyr, à Sidon, à Byblos, à Béryte, à Tripoli, les voici ainsi voyageant ensemble, bataillant vaillamment ensemble contre les amis que Simon laisse derrière lui, et resserrant par là de plus en plus les liens d'affection qui les unissent. A Antaradus pourtant Clément se trouve momentanément séparé de ses deux compagnons, que Pierre a envoyés sans lui à Laodicée ; resté seul avec ce maître vénéré qu'il voudrait servir comme un esclave, il est amené, par la confiance qu'il a en lui et par une sorte de pressentiment, à lui faire connaître son histoire complète. Son père Faustus, parent de l'empereur, avait été marié par lui à une femme de noble origine, nommée Mattidie ; et, plusieurs années avant la naissance de Clément, il en avait eu deux fils jumeaux, Faustinus et Faustinianus, si semblables l'un à l'autre que leurs parents mêmes avaient de la peine à les distinguer entre eux. Lorsque Clément avait eu six ou sept ans, Mattidie un jour était venue raconter à Faustus qu'elle avait eu un songe effrayant, qui lui avait ordonné de quitter Rome pour douze ans avec ses deux aînés, si elle ne voulait périr avec eux. Faustus s'était soumis à ce qu'il avait pris, lui aussi, pour un avis des dieux ; et, quoi qu'il en coûtât à son cœur, il avait fait partir sa femme et ses deux fils aînés pour Athènes, ne gardant près de lui que Clément comme sa consolation. Un an s'était écoulé sans qu'il reçût aucune nouvelle des êtres chéris dont il s'était séparé ; inquiet alors, il avait envoyé vers eux des gens sûrs ; mais les gens envoyés n'étaient pas revenus. Après deux ans d'attente, il en avait fait partir d'autres ; et ceux-là enfin étaient revenus, mais pour lui rapporter qu'à Athènes on n'avait jamais entendu parler ni de sa femme, ni de ses fils, ni d'aucun de ceux qui les accompagnaient. Le malheureux père alors s'était rendu au port de Rome, et il s'était mis à interroger tous les étrangers qui y débarquaient,

demandant à tous s'ils n'avaient pas entendu parler de quelques naufragés, dans lesquels il pût à quelque indice reconnaître les siens. N'y tenant plus à la fin, et se perdant entre tous les renseignements contradictoires qu'il recevait, il avait pris le parti désespéré de s'embarquer à son tour pour chercher lui-même ; il avait alors laissé à Rome son dernier fils âgé de douze ans ; et depuis huit années Clément n'avait pas entendu parler de son père, qui évidemment avait dû périr lui aussi.

C'est ainsi qu'à vingt ans le jeune homme, se trouvant seul, avait pu, sans que nul y mît obstacle, venir chercher la vérité jusqu'en Palestine. Et le bon Pierre a pleuré plus d'une fois en écoutant raconter ces malheurs, dont les victimes n'avaient pas eu au moins pour compensation de leurs épreuves les espérances d'une autre vie.

Le lendemain, l'apôtre, à la prière de quelques-uns des siens, se rend avec eux dans une île, en face d'Antaradus, où tous les voyageurs allaient admirer quelques statues de Phidias et deux troncs de vigne d'une grosseur prodigieuse. Là, pendant que Clément et les autres vont satisfaire leur innocente curiosité, Pierre, resté seul sur le rivage, s'arrête devant une femme qui, assise en dehors des portes de la ville, y tendait la main aux passants. « Pourquoi ne travaillez-vous pas, au lieu de mendier ? » lui dit-il. Et elle lui montre ses mains, qu'elle a mutilées à force de les mordre de désespoir, le courage lui ayant manqué pour se tuer. — « Mais, si vous vous étiez tuée, dit l'apôtre, vous en auriez été punie aux enfers. » — « Ah ! plutôt aux Dieux, lui répond-elle, qu'il y eût des enfers où les âmes vivent ! comme je m'y serais précipitée pour y revoir, ne fût-ce qu'une heure, tous les êtres chéris que j'ai perdus ! » Ce discours éveille la curiosité de Pierre ; et par de douces paroles il amène peu à peu la femme à lui raconter son histoire. Elle était, lui dit-elle alors, d'une noble famille, avait été mariée au parent d'un très grand personnage, et en avait eu trois fils. Mais le frère de son mari s'était épris d'elle, et pour se soustraire à ses obsessions, comme pour en épargner la découverte à son époux, elle s'était résolue à fuir. Elle avait, pour cela, raconté à son mari un prétendu songe qui lui ordonnait de s'éloigner pour longtemps avec ses

deux fils aînés, tandis que le dernier resterait près du père pour sa consolation. Son mari avait cédé, et l'avait fait partir avec ses deux aînés pour Athènes, accompagnée d'une suite nombreuse. Mais les vents les avaient écartés de la Grèce; et une dernière tempête, après avoir brisé son navire et englouti tous les siens, l'avait jetée seule pendant la nuit sur les rochers de cette île. Le lendemain, comme elle cherchait sur la plage les cadavres de ses malheureux enfants, elle avait été découverte par les habitants de l'île, qui avaient pris pitié d'elle, lui avaient donné des habits, et, après l'avoir aidée vainement à chercher les corps de ses fils, s'étaient disputés à qui lui offrirait un asile. Parmi ceux qui insistaient le plus se trouvait une vieille femme, qui était veuve d'un marin, et qui, depuis bien des années, avait refusé de se remarier, pour demeurer fidèle à la mémoire de son époux. La similitude de cette situation et de la sienne avait attiré la pauvre naufragée; elle avait accepté de partager la cabane de cette femme, et, comme celle-ci, elle y avait d'abord vécu de son travail; mais peu à peu ses mains, qu'elle rongeaient de désespoir, étaient devenues impropres à tout service; et sa vieille hôtesse en même temps était tombée paralytique, quand déjà la pitié générale avait eu le temps de se refroidir autour d'elle. Force lui avait été alors de se mettre à mendier, pour soutenir leur double existence.

Tel fut le récit de la pauvre femme. Pierre l'avait écoutée en silence, émerveillé et ravi de ce qu'il croyait entrevoir au fond de son histoire; et, après avoir envoyé à la barque Clément que le hasard venait de lui ramener, il la conjura de lui nommer sa patrie, son mari et ses enfants. La femme, ainsi pressée, se défia et lui mentit; elle se dit Éphésienne, fit son mari Sicilien et donna de faux noms à ses fils. Le bon Pierre, déçu dans ses espérances, ne put s'empêcher de lui avouer qu'il l'avait un instant prise pour une autre, dont les malheurs avaient d'étonnants rapports avec les siens; et elle aussitôt de lui multiplier ses questions sur cette autre femme. Pierre lui raconta simplement alors ce qu'il tenait de son jeune ami; et, en l'entendant, elle tomba évanouie. Quand elle revint à elle, sous les soins de l'apôtre, qui s'était repris à espérer de nouveau : « Où est ce

jeune homme ? s'écria-t-elle ; je suis sa mère ! » — « Quel est son nom ? » dit le prudent Pierre. — « Clément », fit-elle. Et Pierre, convaincu, lui dit que c'était bien là, en effet, le nom du jeune homme qu'elle venait de voir, et qu'il avait renvoyé les attendre à la barque ; mais il exigea d'elle qu'elle se contentât à sa vue, jusqu'à ce qu'ils eussent quitté l'île. La pauvre mère promit tout ; mais, sitôt qu'ils eurent rejoint Clément sur le rivage, sitôt qu'elle eut senti le bras que le jeune homme lui présentait pour appui à la place de Pierre, elle poussa un grand cri, et, se jetant sur lui, le serra convulsivement sur sa poitrine, en le couvrant de baisers et en l'appelant son fils. Clément la repoussa d'abord, ne sachant ce que cela voulait dire ; mais Pierre lui confirma les paroles de la femme, et ce fut à lui, à son tour, de la couvrir de ses baisers et de ses larmes, en même temps que dans ses souvenirs lointains il retrouvait peu à peu les traits de celle qu'il avait sous les yeux. La multitude accourut naturellement, émerveillée de voir la pauvre mendiante reconnue pour mère par un personnage aussi marquant ; et Pierre, que la foule gênait, voulut hâter le départ ; mais Mattidie s'y opposa ; elle avait ses adieux à faire à la vieille paralytique qui lui avait donné asile. Pierre alors envoya des gens qui lui amenèrent cette femme sur un lit, et il la guérit, ainsi que Mattidie elle-même. Clément y ajouta le don d'une forte somme d'argent, qui assura à jamais la vie de l'heureuse vieille ; puis, après de semblables générosités aux autres femmes qui avaient jadis secouru sa mère, il s'embarqua avec elle et Pierre pour retourner à Antaradus.

Ainsi eut lieu la première *reconnaissance*. Une seconde ne devait pas tarder à la suivre.

Pierre, quittant Antaradus, se dirigea vers Laodicée, où l'attendaient Aquilas et Nicétas. Mattidie, inséparable de son fils, fit la route sur le chariot qui portait la femme de Pierre ; et tous ainsi atteignirent bientôt le but de leur voyage. En route, cependant, Mattidie avait interrogé Clément sur le sort de son père ; Clément lui avait raconté tout ce qu'il savait ; et l'épouse, en l'entendant, avait versé des larmes amères, adoucies pourtant par le bonheur que ressentait la mère d'avoir retrouvé un de ses fils. Quand on arriva à Laodicée, grande fut la surprise d'Aqui-

las et de Nicétas à la vue de l'étrangère qui dormait alors ; et Clément, pour leur expliquer comment il avait pu reconnaître sa mère, se mit à leur répéter tout ce qu'il avait confié à Pierre, et tout ce qu'avait rapporté Mattidie. Pendant qu'il parlait, les deux jeunes gens se regardaient en silence ; le cœur leur bondissait dans la poitrine ; à peine chacun d'eux osait-il s'avouer à lui-même les pensées qu'y faisait naître ce qu'il entendait. A la fin, n'y tenant plus : « C'est nous qui sommes Faustinus et Faustinianus ! » s'écrièrent-ils ensemble ; et tous deux de se précipiter d'un même élan vers leur mère endormie, afin de la serrer dans leurs bras. Pierre seulement les arrêta, de peur qu'un bonheur si complet, arrivant trop brusquement, ne portât un coup funeste à l'esprit de la pauvre femme ; et il exigea d'eux d'attendre son réveil. Puis, quand elle fut éveillée, au lieu de lui présenter ses enfants, comme ceux-ci l'espéraient, il se mit, à leur grande surprise, à lui exposer tranquillement les dogmes et les prescriptions de la religion nouvelle. Il avait son but en faisant cela. Dans cette religion bien simple encore, puisque la foi en un Dieu unique, créateur du ciel et de la terre, en composait tout le *Credo*, se trouvait, à côté des observances de la loi juive, la défense de jamais prendre ses repas avec des gens non baptisés, fussent-ils vos père et mère, vos frères ou vos enfants. « Eh ! baptisez-moi tout de suite, lui cria la pauvre femme, pour que je puisse manger avec mon fils ! Partager sa vie sera ma consolation pour l'époux et les deux enfants que j'ai perdus ! »

C'était bien là-dessus que Pierre avait compté. Mais Faustinus et Faustinianus, en entendant leur mère parler ainsi, ne purent plus se contenir, et ils se jetèrent sur elle, la serrant dans leurs bras, la couvrant de leurs baisers, l'inondant de leurs larmes, pendant que Pierre les lui nommait par leurs vrais noms. Mattidie, sans force contre tant de joie, s'évanouit dans les bras de ses enfants ; puis, quand leurs caresses l'eurent rappelée à elle, elle voulut savoir leur histoire. Cette histoire était courte. Dans la nuit du commun naufrage, tous deux, flottant sur l'abîme, avaient été recueillis par des pirates, qui les avaient emmenés à Césarée et mis en vente sous des noms d'emprunt. Là ils avaient été achetés par une Juive, nommée Justa, veuve

vertueuse, qui les avait traités comme ses fils, et les avait fait instruire à fond dans les lettres et la philosophie grecques, pour qu'ils pussent à leur tour convertir les païens. Dans le premier feu de leur jeune enthousiasme, ils s'étaient laissé séduire par le Samaritain Simon de Gitton, qu'ils prenaient pour le Sauveur annoncé; mais ils avaient été détrompés à temps par Pierre, et depuis ne l'avaient plus quitté. Leur plus vif désir en ce moment était que leur mère se fit baptiser, elle aussi, pour pouvoir vivre de la même vie qu'eux. Mattidie, qui ne rêve plus que cela, se jette aux genoux de Pierre, en le conjurant de la baptiser, tandis que ses trois fils joignent leurs prières aux siennes. Le bon Pierre ne demanderait pas mieux. Qui peut être plus digne du baptême que Mattidie? Elle affirme, et l'on peut l'en croire, qu'il y a bien longtemps qu'elle ne croit plus à ses dieux, qui ne lui ont servi de rien; et quant à être chaste et pure, qui l'a été plus qu'elle, dans la prospérité comme dans le malheur, alors que sa beauté pouvait lui servir encore? Mais il faudrait au moins, suivant la règle établie, qu'elle eût jeûné vingt-quatre heures, avant de recevoir le baptême. En fait, elle en avait jeûné davantage, car, de joie et de bonheur, la mère de Clément n'avait pas mangé depuis deux jours. Mais ce jeûne, qui n'avait pas été à l'intention du baptême, pouvait-il être accepté comme y étant une préparation suffisante? *Oui*, disaient tous les intéressés. *Je n'en suis pas sûr*, répondait Pierre. Et finalement, pour lever la difficulté, on tomba d'accord que tous jeûneraient ce jour-là de concert, afin que la mère ne fût pas séparée de ses fils, et que le lendemain Mattidie serait baptisée.

Ce qui fut dit fut fait; et ainsi se termina la seconde *reconnaissance*.

Une troisième cependant restait à faire; et l'on devine bien qu'elle ne se fit pas attendre.

Pierre avait baptisé Mattidie dans la mer, loin des regards de ses enfants, entre des rochers qui devaient la dérober à la vue de tout le monde. Un vieillard pourtant avait suivi Mattidie et Pierre, sous les habits d'un manœuvre, en se dérobant avec soin à leurs yeux, afin d'épier ce qu'ils allaient faire. Quand le baptême fut terminé, il s'approcha de Pierre, qui avait envoyé

en avant Mattidie et ses fils, et le pria de l'entendre. Il ne se cachait pas de l'avoir épié; il l'avait vu prier, et, ayant pris en pitié ses illusions, il voulait lui prouver qu'il n'y avait ni Dieu ni Providence, que la fatalité seule réglait tout, cachée sous la constellation qui avait présidé à notre naissance, et qu'ainsi ni les prières, ni les bonnes œuvres, ni la pureté de la vie ne servaient de rien pour nous faire arriver au bonheur. Pierre essaya de le réfuter; mais le vieillard lui répondit que, outre ses connaissances en astrologie, il avait eu dans sa vie trop de preuves de l'infailibilité de cette science, pour n'y pas attacher une foi pleine et entière. Il avait eu, par exemple, pour amis à Rome, un grand seigneur et sa femme, dont la constellation, à l'heure de sa naissance, pronostiquait qu'elle serait adultère avec un de ses esclaves, qu'elle fuirait avec lui, puis finirait par se noyer dans la mer; et c'était précisément ce qui était arrivé. — « Comment l'as-tu su? dit Pierre. — Je n'en ai pas eu la preuve directe, reprit le vieillard; mais tout me force à le croire. Après le départ de cette femme, en effet, j'ai reçu du frère même de mon ami la confidence que, éprise pour lui aussi d'un amour adultère, elle avait voulu l'entraîner au crime; et que c'était de honte de n'avoir pas réussi qu'elle s'était enfuie avec cet esclave, après avoir feint à son mari un songe qui lui ordonnait de s'éloigner pour douze ans avec ses deux fils aînés, ce à quoi le mari avait consenti, sans se douter de rien. Après avoir ainsi fait partir sa femme et deux de ses enfants pour Athènes avec une suite nombreuse, en ne gardant près de lui que son troisième fils, mon ami est resté trois ans sans pouvoir se procurer de leurs nouvelles. Au bout de ce temps enfin il a acquis la certitude qu'ils n'avaient jamais paru à Athènes. Il s'est embarqué alors pour les chercher lui-même, en m'emmenant avec lui, tandis qu'il laissait son dernier fils à Rome; et après plusieurs années de vaines tentatives, quand il a été bien convaincu de la mort des trois êtres chéris qu'il cherchait, je l'ai vu mourir à son tour de désespoir sur cette terre de Syrie. Comment douter après cela de la toute-puissance des astres?

— Quel était le nom du mari? demanda Pierre. — Faustus.
— Et celui des deux fils aînés? — Faustinus et Faustinianus. —

Et celui du troisième fils? — Clément. — Et celui de la femme? — Mattidie. »

Pierre ne voulut pas en apprendre davantage ; persuadé que Faustus était mort, il s'en fut lentement rejoindre Mattidie et ses enfants, qui commençaient à s'inquiéter de son retard.

Il laissa les fils et la mère terminer leur repas en commun, sans les informer de rien, pour ne pas troubler par une aussi triste nouvelle un bonheur si vivement désiré. Le repas fini pourtant, il se décida à tout raconter ; et les larmes de couler alors, en même temps qu'éclataient les exclamations de douleur. A ce moment le vieillard apparaissait sur le seuil et s'y arrêtait, contemplant la scène, tandis que ses oreilles recueillaient avidement les paroles qui s'échappaient de toutes ces lèvres. Bientôt il s'approcha davantage, et, se posant devant Mattidie, il la fixa anxieusement, comme quelqu'un d'inespéré qu'on n'ose reconnaître ; puis un cri s'échappa de leurs deux poitrines : — « C'est toi ! » ... Et les deux époux tombaient dans les bras l'un de l'autre ; et le père un instant après serrait, à leur tour, ses enfants sur son cœur.

Le vieillard était bien en effet Faustus, qui s'était déguisé pour qu'on ne lui rendît pas les honneurs dus à son rang, et qui avait raconté sa propre histoire sous le nom d'un autre.

Voilà nos gens rejoints, et je laisse à penser
De combien de plaisirs ils payèrent leurs peines!

Le roman finit là, ou à peu près. Faustus, sûr maintenant de la vertu de Mattidie, et sans impatience de retourner à Rome, ne demande pas mieux que de rester avec ses enfants et sa femme dans la société de Pierre, qui voudrait bien le convertir comme il a converti les quatre autres. La chose seulement est plus difficile. Faustus n'a ni les entraînements de cœur de Mattidie, ni le juvénile enthousiasme de ses fils ; il a beaucoup réfléchi, beaucoup lu et vu ; ses convictions sont arrêtées depuis longtemps ; il faudra un siège en règle de la part de Pierre avant qu'il se rende. Ce siège aura lieu en effet, et les discussions subséquentes de Pierre avec Simon de Gitton en seront

les phases diverses, aboutissant toutes à montrer à Faustus la vérité de la religion chrétienne sous quelque jour nouveau; mais la conversion définitive du vieux penseur n'aura pas eu lieu encore, quand arrivera pour nous la fin du livre, qu'on sait que nous n'avons pas entier. Ce livre seulement se termine par une aventure de Faustus même, qu'il nous faut bien rapporter, quelque étrange qu'elle puisse paraître, si nous voulons donner une idée exacte de l'esprit du temps. Un grand astrologue du nom d'Annubion, ami de Faustus, étant descendu à Laodicée dans la maison même qu'occupe Simon de Gitton, Faustus demande à Pierre la permission d'aller l'y saluer, avec l'espoir de l'amener à faire devant eux une triomphante exposition de sa science. Pierre l'y autorise; mais, entraîné par le plaisir d'écouter son ami, auquel s'est joint Simon lui-même, Faustus, au lieu de revenir le soir, comme il aurait dû le faire, se laisse aller à passer la nuit sous le même toit que le magicien. Le lendemain, quand il revient près de ses enfants et de sa femme, ceux-ci reculent effrayés : ils ont sous leurs yeux en effet le visage de Simon de Gitton, tandis que la voix qu'ils entendent est celle de leur mari et de leur père. Faustus ne comprend rien à leur accueil. Il faut que Pierre, dont les yeux sont supérieurs aux prestiges du magicien, leur révèle à tous la vérité, qu'Annubion d'ailleurs vient confirmer bientôt : Simon, persuadé que l'empereur le faisait chercher pour le punir comme magicien, et heureux d'autre part de se venger de Faustinus et de Faustianus qui l'ont quitté pour Pierre, a, par ses sortilèges, imposé à leur père ses propres traits. De la sorte, si Faustus est rencontré par les agents de l'empereur, ce sera lui qui sera puni à la place de Simon. Cette révélation ne convainc qu'à moitié les enfants et la femme de Faustus. Malgré leur confiance en Pierre, leurs yeux leur paraissent encore plus croyables là-dessus que leurs oreilles; et Mattidie, la plus intéressée dans l'affaire, déclare qu'elle croirait commettre un adultère, si elle partageait désormais la couche de celui qu'elle a devant elle. Le malheureux Faustus reconnaît là le juste châtement de la faute qu'il a commise, en passant la nuit chez Simon sans la permission de Pierre. Heureusement celui-ci est là pour arranger les choses.

Seulement, au lieu de rendre sur-le-champ à Faustus sa première forme, il va d'abord faire tourner contre Simon le mal qu'il a commis. Faustus, sous les traits de l'imposteur, devra se rendre à Antioche, où Simon précédemment a excité tous les esprits contre Pierre, qu'il a présenté comme un magicien et un fourbe; là, profitant de sa nouvelle forme, Faustus déclarera bien haut que lui, Simon, est venu à résipiscence et confesse ouvertement avoir calomnié Pierre. Les cœurs reviennent alors à celui-ci; et, quand ce changement sera opéré, Faustus l'en enverra prévenir. Pierre alors se rendra à Antioche, où son premier soin sera de rendre à Faustus ses véritables traits.

Faustus se rend effectivement à Antioche, et y joue avec tant de succès le rôle convenu, qu'il est sur le point d'être lapidé par les nouveaux partisans qu'il a faits à Pierre. Celui-ci, heureusement, part à temps pour Antioche; mais là s'arrêtent nos manuscrits, et nous ne savons rien de ce qui suivait.

Tel est le roman des *Homélies*. Au point de vue littéraire, il ne vaut ni plus ni moins que tous ceux que nous a laissés l'antiquité : des naufrages, des raptés par les pirates, des ventes de personnes libres, des rencontres inespérées faisant retrouver les gens perdus, des ensorcellements, des prestiges, voilà l'éternel canevas, conforme à la réalité trop fréquente d'alors et aux idées générales du temps (1). Tout cela peut nous paraître aujourd'hui bien enfantin; mais ne soyons pas trop sévères. Un ou deux des romans profanes composés sur ce thème ont conservé de la saveur pour nous, grâce au naturel et au charme des sentiments qu'ils expriment; celui-ci joint à ces deux qualités un mérite de plus : la chasteté du but et l'élévation constante de la pensée. Non seulement les élans de cœur de tous ces gens-là sont vrais et touchants, si puérile qu'y puisse être la combinaison des événements, mais il s'en dégage un parfum de pureté et de droiture, qui fait de l'œuvre quelque chose de complètement à part entre les créations romanesques d'alors.

Le roman ici, d'ailleurs, n'est qu'un cadre à une exposition

(1) Voir le remarquable livre de M. Chassang sur le roman dans l'antiquité.

de doctrines, ne l'oublions pas; et ce sont elles qui font le véritable intérêt du livre.

III

Nous devons malheureusement dans cet article nous borner sur ce point à indiquer les choses, et nous sommes forcé d'être aussi bref que possible sur ce qui aurait précisément mérité le plus de développements.

Pour comprendre la doctrine des *Homélies*, il faut connaître quels adversaires elles avaient en vue de combattre.

Ces adversaires étaient de deux sortes : les païens, les novateurs chrétiens.

Contre les païens, les arguments des *Homélies* ne se distinguent en rien de ceux de tous les écrivains chrétiens d'alors : ils se réduisent à faire ressortir l'immoralité des dieux païens et les absurdités de leurs légendes. Il n'y a rien là qui mérite de nous arrêter. C'est dans leur lutte contre les novateurs chrétiens qu'est tout l'intérêt des théories Clémentines.

Or ces novateurs, eux aussi, sont de deux sortes :

Ceux qui se donnaient à eux-mêmes et auxquels la postérité a laissé le nom de Gnostiques;

Ceux dont elle a fait les chrétiens orthodoxes, mais que les Ébionites confondaient avec les premiers.

Le Gnosticisme, appelé aussi la Gnôse (les deux mots signifient *la vraie science*), est cette doctrine qui, en face des étrangetés prêtées par la Bible à son Dieu, refusait de voir dans Jéhovah le Dieu vrai, le Dieu répondant à cette idée de perfection absolue que la philosophie grecque avait rendue inséparable de l'idée même de la divinité. Devant ce Dieu qui se promène et qui prend le frais, devant ce maître capricieux, jaloux et violent, comme les Dieux d'Homère, se trompant et se reprenant comme eux, la pensée réfléchie avait reculé; et de ce recul, dans des esprits imbus d'idées juives ou chrétiennes, était sortie la Gnôse. Arrivée au grand jour, vers 140 ou 150, à Rome, avec Cerdon et Valentin, elle remontait, selon la tradition, jusqu'à ce Simon le magicien, que nous a montré le roman; et ce n'est que

justice d'en attribuer l'idée première au juif alexandrin Philon, contemporain de Jésus. Sous la main de Cerdon et de Valentin, la Gnôse s'était jetée dans des subtilités ridicules, en donnant une sorte de personnalité divine à des séries indéfinies d'abstractions, pour essayer de combler l'espace entre le Dieu premier qu'elle plaçait si haut et ce Jéhovah qu'elle repoussait si bas. Assez vite, cependant, ces subtilités avaient perdu leur crédit; et, dès la seconde partie du second siècle, Marcion, à Rome, avait réduit le Gnosticisme à trois ou quatre points : à rompre complètement avec le judaïsme, en exagérant les tendances de saint Paul, tout en n'acceptant que dix des épîtres qui portent son nom; à repousser la Bible et son Dieu secondaire, pur justicier cruel, bien inférieur au Dieu de bonté, qui seul est le vrai Dieu; à supprimer l'homme en Jésus-Christ, pour ne plus voir en lui qu'une bienfaisante émanation du Dieu premier; à ravalier la chair par suite au niveau du mal, presque même au niveau du néant, dût la morale se trouver ainsi lancée sur la pente dangereuse de l'indifférence des actes extérieurs.

Il y avait loin de là, certes, aux folies de Cerdon et de Valentin; mais en face de la Gnôse ainsi réduite, placez des Judéo-chrétiens, comme nos Ébionites, de braves et simples cœurs. croyant que Jésus-Christ avait été le Messie annoncé, mais profondément attachés à la loi juive qui avait été la loi de leurs ancêtres, et tout pleins encore des souvenirs de l'humanité du Sauveur, que leurs grands-pères avaient vu de leurs yeux et touché de leurs mains, et demandez-vous quelle impression ces doctrines devaient encore faire sur eux.

Là est la clé des *Homélies Clémentines*. C'est contre le gnosticisme de Marcion qu'elles ont été écrites; elles ont été contre lui, à leur façon, les auxiliaires de saint Irénée, avec cette réserve toutefois qu'elles se séparent complètement du saint sur plus d'un point capital, notamment sur la divinité du Christ, absolument démentie pour elles par le témoignage de tous ceux qui avaient entendu Jésus parler de lui-même.

Le *Credo* qu'elles opposaient à toutes ces nouveautés était bien simple.

Il n'y a qu'un seul Dieu, absolument un, dont ce monde est

l'œuvre, le Jéhovah de la Bible, qui, souverainement juste autant que bon, traitera finalement chacun de nous selon qu'il l'aura mérité; ce qui, en face de la réalité de la vie présente, exige forcément une autre vie pour l'âme, mais pour elle seule. C'est là ce que Dieu lui-même nous a fait enseigner dans tous les temps par son prophète, toujours le même sous des transformations diverses, depuis Adam, qui n'a rien fait des sottises que la Bible lui prête, jusqu'à ce Jésus-Christ, qui a été sa forme la plus haute, mais qui ne s'est jamais donné pour un Dieu.

S'il y a des gens qui pensent autrement, c'est qu'ils préfèrent leurs visions au témoignage formel des témoins oculaires, ou qu'ils s'appuient exclusivement sur la Bible, avec laquelle on peut tout soutenir. La Bible, en effet, n'est pas d'inspiration divine dans son entier; le Pentateuque particulièrement n'est pas de Moïse : Dieu a permis que partout, à côté des portions inspirées par lui, se glissent dans ce livre des additions tout humaines, véritables pierres d'achoppement, placées là pour éprouver la foi de ses fidèles. Les guides dans ce labyrinthe, c'est une inébranlable foi en la perfection absolue de Dieu, qui ne peut jamais s'être démentie, et l'enseignement de Jésus si simple et si clair tout ensemble. Qui les suivra vivra chastement, respectant la loi juive (sans obligation pourtant de la circoncision); ne mangeant pas de viande, et échappant ainsi tout à la fois aux plus graves tentations des démons et à toutes les maladies qui torturent ou abrègent la vie; aimant et secourant tous les hommes comme ses frères; résigné à la pauvreté comme au lot naturel des élus; n'accusant que lui de ce qu'il peut avoir à souffrir, parce que ses fautes personnelles lui sont une suffisante explication de tous ses maux; et justifiant Dieu de lui avoir donné la faillibilité, parce qu'elle est la condition forcée du mérite, sans lequel il n'y aurait pas lieu pour son âme à une autre vie après la dissolution de son corps.

Telle est, à très grands traits du moins, toute la doctrine des *Homélies*. Elle n'est déjà plus, cela est certain, la doctrine des premiers Ébionites, qui regardaient simplement Jésus comme un homme ordinaire, quoique inspiré. Ces *vieux catholiques* du second siècle, pour leur chercher des analogues dans nos partis

religieux d'aujourd'hui, ont déjà été entraînés eux-mêmes par le mouvement auquel ils essayent de résister. Mais à quelle distance ne sommes-nous pas avec eux de l'orthodoxie d'aujourd'hui ! Saint Pierre subordonné à saint Jacques, et opposé à saint Paul, dont Simon de Gitton, dans les *Homélies*, n'est maintes fois que l'évident prête-nom ; l'Ancien Testament mis en suspicion pour les interpolations dont il est rempli ; le péché originel écarté, et les démons eux-mêmes déclarés être tels qu'ils sont sortis des mains de Dieu ; les peines et les récompenses de l'autre vie réservées à l'âme seule ; Jésus enfin résolument privé du titre de Dieu : voilà les points principaux de cette divergence.

A quoi il faut ajouter que ces gens, qui ne nomment jamais ni un évangile, ni un évangéliste, ont certainement entre les mains un recueil des paroles du Seigneur, qui n'est aucun de nos recueils actuels. Cela est conforme aux déclarations réitérées d'Eusèbe sur l'évangile dont se servaient les Ébionites, et cela ressort avec une pleine évidence de la masse des citations anonymes que les *Homélies* font des paroles du Christ. Sur les soixante-huit citations de ce genre qui ont leurs analogues dans nos évangiles actuels, et surtout dans saint Mathieu, six au plus se retrouvent littéralement dans ce dernier. Toutes les autres sont plus longues ou plus courtes, différant de termes et altérant d'autant les idées du maître, ou les plaçant dans des situations complètement autres. Joignez-y toute une masse de paroles du Christ, qui ne se retrouvent dans aucun de nos évangiles d'aujourd'hui, sans que l'auteur les rapporte avec moins de confiance.

Et ce n'est pas tout encore. Le récit des voyages de Pierre, d'après les *Homélies*, est en contradiction complète avec les *Actes des Apôtres* ; et, chose étrange, cette contradiction s'accroît dans les *Reconnaisances*, toutes remplies que sont celles-ci d'interpolations orthodoxes.

L'Église croit se tirer d'affaire avec les *Homélies* en accablant les Ébionites de ses dédains. « Petites intelligences ! s'écrie-t-elle. Pauvres esprits, qui n'ont jamais su s'élever jusqu'à la vraie conception du Christ ! » Et de fait, à un point de vue purement philosophique, ce sont de faibles esprits que ces

gens qui croient à tant de choses étranges : au démon auteur de toutes les maladies, aux possessions des âmes et des corps par le diable, à la guérison des infirmes par la seule imposition des mains, à la nature déchaînant ses fléaux pour la punition de l'infidélité à Dieu, à l'innocuité des animaux féroces et des poisons avant que les hommes eussent péché. Mais combien y a-t-il de ces croyances qui n'aient pas été ou qui ne soient encore partagées par l'Église? Et ne serait-ce pas, au contraire, la preuve d'un singulier bon sens chez les Ébionites, que leur fermeté à écarter la damnation des corps et à repousser l'existence d'un dieu second, ne faisant qu'un avec le dieu premier, dont on veut pourtant qu'il se distingue!

Ce qui est certain, d'autre part, c'est que l'Église n'a pu leur reprocher le relâchement de leurs mœurs, comme à certains gnostiques; c'est qu'elle n'a pu pour eux, comme elle l'a fait pour tant d'autres, essayer de mettre leurs dissidences avec elle sur le compte commode de la perversité de leur cœur. Ce sont des gens des mœurs les plus pures, comme de la conviction la plus sincère, que ces honnêtes Judéo-chrétiens qui persistent à s'appeler Juifs, et qui ne croient ni à l'autorité de l'Ancien Testament, ni au péché originel, ni à la divinité de Jésus-Christ. Il n'y a pas une page des *Homélies* d'où cette pureté morale ne ressorte; et, quoique pas une n'arrive à la folie de la virginité obligatoire pour telle ou telle fonction, il n'est pas un livre orthodoxe qui ait fait de la chasteté dans toutes les conditions sociales un éloge plus complet et mieux senti.

L'Église aujourd'hui peut traiter les Ébionites d'hérétiques, comme le faisait déjà Eusèbe, et comme l'avait fait saint Irénée avant lui; mais ce qu'elle ne peut nier, puisque les textes sont là, c'est que l'ouvrage où sont exposées leurs opinions a été, jusqu'au milieu du troisième siècle, regardé à Rome comme l'œuvre intégrale du premier pape qui ait eu de l'importance; c'est que leur parti y était considérable à ce moment-là encore; c'est que les plus grands parmi les premiers Pères les ont comptés dans le sein de l'Église, et ont manifesté pour eux la plus large et la plus sincère estime. Saint Justin, vers 150, acceptait franchement pour chrétiens, tout en ne partageant pas

leurs opinions, ceux qui, comme l'auteur des *Homélies*, croyaient que Jésus n'avait été qu'un homme; et, cent ans après, Origène, qui attribuait les *Homélies* au pape Clément, appelait hautement les Ébionites des chrétiens, ne voyant en eux qu'un des mille exemples de cette constante diversité d'opinions qui était contemporaine, selon lui, des premiers jours du christianisme, et qu'il présentait à Celse comme une des plus fortes preuves de sa haute valeur.

Ce qui ne se peut nier davantage, c'est que, sur un des points les plus délicats du *Credo* chrétien, sur l'autorité qu'on doit accorder à maint passage embarrassant de la Bible, les *Homélies* se trouvent faire cause commune avec deux des plus grands Pères de l'Église, Clément d'Alexandrie et Origène, quoique leur façon de résoudre la question ne soit pas la même que celle de ces Pères; c'est que sur ce point, enfin, les difficultés sont toujours pendantes, et que l'Église ne les a jamais résolues. Quand Proudhon s'autorisait de la Bible pour dire aux catholiques : *Votre Dieu c'est le mal*, il ne faisait que reprendre à sa façon ce qui avait été dit dix-sept cents ans plus tôt par les Gnostiques; ce à quoi les Pères alexandrins avaient essayé d'échapper en traitant ces passages d'allégories, et les Ébionites en les repoussant comme des interpolations. L'Église a renié ceux-ci comme ceux-là; mais, au lieu de donner nettement sa solution à son tour, elle s'est bornée à ouvrir la porte à toutes les explications particulières, pourvu qu'elles ne touchassent pas trop évidemment à ses dogmes. Tout en condamnant Origène, elle n'a jamais nié qu'il y eût des allégories dans la Bible; elle a eu recours à l'allégorie quand la lettre l'a gênée, à la lettre quand l'allégorie l'a inquiétée, passant ainsi d'un système à un autre, suivant les besoins capricieux de son *Credo*; et, sauf deux ou trois endroits où l'allégorie lui est indispensable pour y trouver des prophéties sur le Christ, elle a laissé chacun libre de dissertar à sa guise sur chaque cas particulier, pourvu qu'il eût commencé par protester de son respect pour le dogme. C'est là passer l'éponge sur les questions; ce n'est pas les résoudre. Après dix-huit cents ans, le problème des excentricités du Dieu de la Bible reste intact, comme au jour où les Ébionites en essayaient une solution à

leur manière; et, à côté de cette solution, leurs théories sur Jésus, sur l'origine du mal, sur bien d'autres points encore, demeurent là, elles aussi, comme autant de preuves non moins irrécusables de tous les tâtonnements et de toutes les variations par lesquels a passé le dogme chrétien, avant d'en arriver à la forme qu'a fini par lui donner l'Église. Dans les deux premiers siècles de l'ère chrétienne et plus loin encore, il n'y a pas un seul écrivain qui soit orthodoxe à la façon du catholicisme d'aujourd'hui; et les *Homélies* ne sont qu'une variété plus ou moins accentuée de ce qui était la règle alors.

V. COURDAVEAUX.

Professeur à la faculté des lettres de Douai.

LE FORESTIER

TROISIÈME PARTIE

RENAUD L'AFFÛT

I

Le garde Marcel et son ami Besnardeau le marchand de bois maintenaient avec peine l'affûteur. Celui-ci pensait à sa vieille Chauvin, le désespoir centuplait ses forces. Trois fois il se redressa, enlevant les hommes avec lui... mais enfin une corde, enroulée autour des poignets terribles, les étreignit brutalement et le forestier retomba hors d'haleine sur la mousse.

— Voilà donc, vociférait Marcel ivre de colère, le va-nu-pieds qui me fait aller depuis si longtemps ! Ah ! ton compte est bon. Où est le fusil ?

— Je n'ai point de fusil.

— Gueux, mais tu viens de tirer, ici même ?

— C'est un homme que je ne connais point qui a tiré. Il s'est ensauvé par le bois comme je passais dans la ligne ; j'ai ouï le tapage et suis venu jusqu'au gibier blessé. C'est pas de la chasse, ça, dites ?

Il marqua une pause et ajouta :

— Vous feriez mieux de courir après *l'autre*, qui grimpe les Buttes-Blanches.

— Besnardeau, fit le régisseur, allez chercher le gros falot ; faut trouver son fusil.

Ce fut un vrai remue-ménage au Plantis : Le grimpeur a tué un cerf, il a voulu tirer sur nous ; vite la lanterne ; le brigadier

déjeunera ici demain. Et la mère Marcel bousculait tout dans l'armoire, jetant du linge sur les grosses chandelles pour les chercher mieux.

Lorsqu'enfin tout fut prêt, le marchand de bois s'achemina d'un pas vainqueur, les doigts luisants de suif.

— Allons-nous voir, maman? Ce n'est pas loin d'ici.

— Oui, mais prends tes sabots, à cause de la rosée. Tiens, voilà ta capeline.

Elles suivirent. Le pâtre effaré formait l'arrière-garde.

Un feu promené sous bois produit des effets bizarres. La moindre lueur s'étend, se brise aux angles, s'élargit avec la distance, se disperse en glissades fugitives. L'ombre est plus opaque, en raison du contraste; les visions intermittentes revêtent un caractère fantastique.

Le dix-cors venait d'expirer. Sa longue ramure aux rugosités brunâtres se profilait sous la lumière mobile. Le corps semblait énorme, avec ses reflets fauves entrevus. Aux pointes du houx brillaient des touffes de poil argenté.

Par derrière, un autre corps inerte : le braconnier, livide, la chevelure hérissée, les vêtements lacérés et boueux, les mains tuméfiées et violettes sous la pression du chanvre. La demoiselle eut peur.

Alors commença une minutieuse exploration du terrain. Tous ces gens cherchant un fusil dans les ténèbres, derrière la lanterne qui se traînait sur les herbes, composaient un de ces spectacles étonnants qui, de loin aperçus, donnent naissance aux légendes. Renaud suivait, toujours privé de l'usage de ses bras; il tomba plusieurs fois lourdement. Lorsqu'il eut constaté que ses chutes n'éveillaient plus l'attention, il se laissa glisser au point précis où gisait son arme, l'enfonça doucement avec ses pieds dans la terre légère du talus, rabattit par-dessus des feuilles mortes; ses dents lui fournirent des tiges de fougère qu'il amoncela sur le centre de la cachette improvisée. Puis il se tint immobile, exhalant des plaintes :

— Oh! mes bons messieurs, desserrez la corde, mes poignets enflent... Je vous jure ben que c'est l'*autre* qui a tiré. Moi j'ai point de fusil.

Marcel revint furieux. Il n'avait rien pu trouver.

— Ce n'est pas fini, répétait-il en essayant de rire. On reviendra demain, au soleil. Besnardeau, nous allons enfermer ce vaurien-là dans la petite écurie ; vous le garderez. Moi, j'attelle la grise et je file à la caserne.

Jean Renaud se releva, tout tremblant, et s'approcha de la demoiselle.

— Me voilà pris, dit-il ; la mère Chauvin n'a plus d'ami. Si on la mène devant le juge, elle mourra. Ayez-en pitié, sauvez-la, puisque je n'ai pas pu, moi !

— Vous voulez sans doute que je vous sauve en même temps, vous qui venez de lever la main sur mon père ?

— Non, non. Est-ce que je songe à moi ? N'y aura personne à consoler si je m'en vas. Mais la pauvre vieille, elle a une tête faible, voyez-vous, et sa peine me fend l'âme. Prenez-la en compassion.

Henriette trouvait extraordinaire que ce sauvage fût si stoïque pour lui-même et si tendre pour la mendicante. Il avait le regard doux et suppliant ; mais ce visage souillé, ces vêtements en loques, ces mains croisées sous la corde inspiraient l'épouvante. Le sentiment a besoin d'une autre toilette pour être admis.

— Éloignez-vous de moi, conclut la demoiselle ; j'ai trop peur de vous.

Besnardeau accourut, doux et paternel. D'un geste équivoque il prit Henriette par la taille.

— Rentrez, ma petite amie ; ce garnement-là est à craindre.

Jean Renaud ferma les yeux, comme pour essayer d'oublier dans le noir. Plus d'espérance, plus rien. Il se laissa emmener docilement.

La veuve Chauvin fut condamnée à quinze jours d'emprisonnement, lui à un mois. Il eut une conduite irréprochable à la maison d'arrêt, où il réclama pour toute faveur de casser le bois des gardiens.

II

Le boîteux rentre en forêt par une froide journée de novembre triste comme lui. Plus de feuilles aux arbres. Le morne

brouillard enveloppe les cimes et descend glacé vers la terre, semant au passage ses cristallisations rigides. Partout, en bas, les blancheurs mates se détachant sur un fond de buée gris. Latoile d'araignée, tendue entre les brindilles, secoue ses anneaux cotonneux. A la pointe inclinée de ce genévrier une goutte d'eau s'est congelée avant de tomber et forme diamant. Les buissons se hérissent sous la pointe ciselée du givre. Dans la ligne d'éloignement tout se confond peu à peu en un mystérieux crépuscule. Le sol infécond disparaît sous les ruines de la saison riante. Le rouge-gorge ébouriffe ses plumes et demeure en boule sans chanter. Hélas ! mon Jean, rien ne te sourit, rien ne te parle ; le bois ne te reconnaît plus, dans son engourdissement sombre ; et voilà que tu grelottes sous tes vieux arbres, ainsi que l'oiseau frileux.

Le pauvre hère va devant lui, de fourré en fourré ; craignant l'approche des hommes, car il a honte ; craignant la solitude, car il a envie de pleurer. Il sort de la prison, tout le fait tressaillir ; on dirait que les branches inflexibles lui donnent des soufflets quand il passe. Et jusqu'au soir son pied incertain le porte du ravin à la colline, sans que le chagrin l'ait quitté. Il se met à courir pour égarer le fantôme... mais le fantôme l'enlace et soupire toujours à ses côtés.

Il va se coucher, anéanti, dans cette sapinière... Mais non, un bon instinct l'a guidé : voici là, tout près, le sentier qui mène chez l'aïeul.

— Ah oui, j'irai voir le père-grand ; par lui je serai consolé.

Son cœur se dilate lorsqu'il pousse la porte. Il est tout pâle ; tend ses deux mains, ayant faim d'une bonne parole. Le vieillard est assis devant son feu, les pieds sur la marche de l'âtre, les coudes plantés sur ses genoux.

— C'est donc toi ? Et d'où viens-tu ?

— Un malheur m'est arrivé. Ne le saviez-vous pas ?

— Moi, ne pas le savoir ? Mais tu es en renommée, à présent, dans les Chemins-Verts ! On n'y connaît plus Jean Renaud, c'est par ton sobriquet qu'on t'appelle. Je suis devenu le grand-père de Renaud l'Affût.

— Les méchantes gens !

— Ne dis pas de mal des autres. On a eu raison de te marquer, car le braconnage, mon gars, est le commencement du bagne. Il n'y a point d'escabeau chez le vieux bûcheron pour un Renaud qui sort des geôles. Adieu, je ne te connais plus.

— O mon père, s'écria l'infortuné fondant en larmes, je n'ai que vous. Ne me repoussez pas comme un chien enragé ! Oui, j'aime trop la chasse, mais c'est plus fort que moi. J'ai apporté ce goût-là dans la moelle de mes os en venant au monde. Ça me réjouit tant de marcher devant moi par les bois ! Celui qui ne sent pas les feuilles croisées au-dessus de sa tête ne sait point ce que c'est que de vivre. Et mon cœur tressaute dès que je vois les bêtes sauvages. Si je suis sûr d'un bon affût pour le dimanche, j'ai beau être las de grimper, le samedi soir, je ne peux dormir. Est-ce ma faute, voyons ? Mais ça ne m'empêche pas d'être un gars de bonne vie, allez, mon grand-père ; je n'ai jamais fauté ni fait de peine au monde.

— Ah ! tu ne penses pas que voler des chevreuils, ce soit fauter ?

— Nenni ; je ne peux entendre une telle chose. Ces bêtes-là, elles sortent du bois comme elles y entrent, il n'y a pas d'homme qui puisse mettre la main dessus ni les reconnaître. Le bon Dieu les fait courir pour tout le monde. Lui seul en est le maître. Je n'ai volé personne, père Renaud.

— Si tu avais de la religion, tu parlerais d'une autre manière. Mais je n'ai pu faire de toi ni un bon chrétien ni un bon ouvrier. Aussi vrai que je suis innocent de ta perdition, Jean, la mort passera céans avant que je te pardonne.

— Hélas ! hélas ! j'avais donc bien raison de pleurer en rentrant sous la futaie !

— En rentrant ? Et d'où venais-tu donc ? s'écria le vieillard d'une voix terrible. Quand je suis revenu aux Chemins-Verts, moi, j'arrivais de Lutzen ! Depuis que le clocher de Saint-Agut est dressé, il existe des Renaud à Saint-Agut ; et jamais aucun d'eux, avant toi, n'a passé sur la place avec les poucettes !

Ses dents claquaient ; il suffoquait à chaque lambeau de phrase.

Le braconnier s'avança le front haut vers lui, prêt à lui dire :

— J'ai été pris parce que je voulais sauver une pauvre femme.

Mais la pensée lui vint qu'il n'avait fait que son devoir. Il garda donc le silence.

L'aïeul avait pris ce geste réprimé pour un mouvement d'orgueil. Sa colère implacable s'en accrut.

— Écoute. Je suis bien vieux et tout perclus. Je n'ai plus de pain, car je ne prendrai jamais de ton argent, entends-tu ça ; je me demanderais à chaque bouchée comment tu l'as gagné ! Tous mes gens sont en terre, et par toi je finis sans honneur. Je n'ai plus d'enfant ; la prison a été le tombeau du dernier. Renaud l'Affût, sois maudit ! Passe cette porte et ne reviens jamais y frapper.

L'aïeul retomba épuisé sur son escabelle, se cacha la tête et ne bougea plus.

Le forestier s'éloigne d'un pas chancelant. Les ténèbres l'environnent. Un cercle froid comprime son front, ses pensées lui échappent ; le miaulement des chouettes l'épouvante. Une branche accroche-t-elle sa blouse au passage ? Il s'arrête et machinalement murmure : Emmenez-moi. Toute la nuit il rôde, inconscient. À l'aube, il marche toujours. L'air glacial du matin le ranime ; il se souvient enfin qu'il a encore une amitié sur terre.

— Ma Chauvin ! Elle est revenue, aussi elle... Pourvu que celle-là me pardonne !

Il la verra au lever du soleil. Elle l'attend peut-être.

Jean se plonge la tête dans un ruisseau, près de l'endroit où ses bras l'étreignirent un soir, toute blessée. Elle a bon cœur, celle-là.

— Nous nous consolerons ensemble.

Le voici sur la petite lande. Des corbeaux s'envolent du fossé qu'il va franchir. La curiosité l'attire, il s'avance.

Sa poitrine se serre, ses yeux se détournent avec tristesse : La chèvre de mère Chauvin est étendue dans la combe, morte, à demi déchiquetée.

Tout en s'approchant de la mesure, le boiteux écoute, puis s'arrête stupéfait. Un bruit de voix. Qui peut être là ? Mélanie, sans doute ? Enfin il entre.

La veuve est seule ; elle se parle à elle-même dans le vide, avec de grands gestes. Tête nue, elle décrit des cercles en l'air, du bout de sa quenouille. Ses yeux sont plus larges qu'avant et plus fixes. Jean, saisi d'un superstitieux effroi, recule...

— Salut, monsieur l'huissier. Je vous reconnais, entrez céans. Le garde du Plantis m'a fendu la tête avec sa pelle et mes idées s'échappent par la fêlure ; mais je ne suis tout de même pas folle. Ce qui me tourne, c'est que les enfants me pourchassent en me jetant des mottes de terre. Par bonheur dès que j'ai couru, je mange des pommes de la pépinière et ça me reconforte. C'est bon, des pommes !

Elle riait doucement, en allongeant ses mains crochues.

— Oh ! s'exclama le braconnier saisi d'horreur, voilà qui est de ma faute.

Il se précipita sur elle, et, la serrant contre lui avec violence :

— Mère, mère Chauvin, c'est moi, Renaud. Ne me reconnaissez-vous pas ?

— Prends garde, dit-elle à voix basse, ne montre pas ma mitaine ; je reverrais les hommes à bonnet carré.

— Pauvre vieille amie, regardez-moi donc, je vas vous faire pitié. J'ai travaillé de mon mieux, mère, pour garder vos cheveux blancs de l'affront. Le guignon a été le plus fort, mais je ne vous ai pas trahie. Pourtant je vous demande pardon et je vous aimerai tant, que vous oublierez toutes vos peines.

La veuve l'avait écouté. Elle lui posa une main sur la tête pendant qu'il baisait pieusement ses joues ridées.

— Tu es Jean Renaud. J'ai parlé de toi à mon homme, grimpeur ; il m'a dit que le meilleur des Chemins-Verts, c'est l'enfant de la Dreuse. Hélas !...

Un sanglot souleva sa poitrine ; l'éclair d'intelligence fut complet.

— Nous sommes dorénavant deux restants de prison, pauvres gars.

Elle n'en put dire davantage. Ils pleuraient l'un et l'autre, se tenant embrassés. Entre le souvenir des angoisses passées et le sentiment profond de la honte présente, un coin de leur esprit obscur s'éclairait. Une vision informe surgissait devant leurs

larmes ; oui, le fantôme de ces amitiés sublimes qui rendent moins lourdes les douleurs portées à deux. Dans le vague de cette conception, la femme brisée comprit mieux, l'homme énergique ressentit une sensation **plus intense** ; **aussi, comme elle** pleurait encore, **il se redressa** farouche, brûlant de laver la tache sur le **front de sa** vieille amie.

— Oh ! Marcel, s'écria-t-il ; malheur à Marcel !

Ce nom prononcé bouleversa la veuve ; ses idées lui échappèrent tout à coup. Elle brandit sa quenouille et courut par la chambre, avec un long rire hébété.

— Le garde ? Le garde ? O mon beau petit couteau, qui coupe ses greffes !

Le grimpeur effaré la saisit par le bras ; il rencontra des yeux hagards qui ne parlaient plus.

— Ah ben oui, je t'ai attendu longues heures, l'autre soir ; mais tu étais à la chasse. Renaud l'Affût, Renaud l'Affût !

Désespéré, il tenta de réveiller une lueur de raison par ses appels, ses prières, ses caresses. Vains efforts. La folie avait repris sa proie pour ne plus la rendre. Ce fut une scène effrayante. Elle essaya de le frapper. Jean lui enleva rudement son bâton et feignit d'être en colère pour l'apaiser, ainsi qu'on fait avec les enfants. Comme elle se rapprochait, humble et soumise, il reprit quelque espoir ; mais bientôt, l'attirant d'un bras et tendant avec gravité l'autre main à un être imaginaire, la vieille se mit à marcher en cadence, essayant de tourner comme dans une ronde. Elle chantait de sa voix chevrotante :

Mon doux ami m'a demandé
Le ruban blanc de mon corsage.
Entrez en danse, vous aurez
Le cœur content de la plus sage.
Devers Paris s'en est allé.
Entrez en danse et revenez
Me rendre, avec un beau baiser,
Le ruban blanc de mon corsage.

Cette parodie sinistre de la gaieté, due à l'excès de la douleur, produisait une impression horrible. Renaud se dégagea comme il put et prit la fuite.

III

Plus tard, au saut d'une ligne, il rencontra Sinet le marchand. Celui-ci prit un air pincé et le regarda à peine.

— Tiens, te voilà revenu de voyage ? Bonjour, Renaud l'Affût.

Il fallait pourtant bien manger. Le grimpeur s'approcha d'une hutte de sabotiers afin d'acheter un morceau de pain. On l'accueillit par des huées.

— Le diable me brûle, voilà Renaud l'Affût ! Eh bien, garçon, tu as donc fait un congé ?

— La mèche est éventée, dit un autre. Il paraît que depuis la Saint-Jean tu as vendu plus de quinze sangliers à un marchand de Chartres, sans compter le reste.

— Et monsieur, ajouta un troisième, partait le gousset garni pour faire la noce avec une bonne amie, du côté de Vibraye.

— Oh ! là là ; en v'là un fameux commerce.

Renaud leur imposa silence d'un mot :

— Que ceux qui ont envie de me molester ôtent leur blouse comme j'ôte la mienne ; j'allons régler le compte.

Il oublia son pain au pied d'un arbre et s'alla coucher sans souper.

Le lendemain notre gars retourna chez la mère Chauvin. Elle ne le reconnut pas. L'innocente se croyait encore en prison et ne cessait d'examiner la serrure de sa porte. Jean laissa quelques menues provisions sur la table et s'éloigna, la mort dans l'âme.

Au bout de la lande il vit venir le Petit Parisien, qui emportait une brassée de copeaux chez sa Lanie. Le forestier baissa la tête et hâta le pas. L'enfant fixait sur lui ses grands yeux caressants.

— Bonjour, mon Jean, lui dit-il.

L'homme s'arrêta soudain, saisi d'une émotion inexprimable. Quoi ! ce petit garçon ne l'insultait pas, comme tout le monde ? Cet enfant dont la seule vue le réjouissait, au souvenir du frère

perdu, le consolait au passage en lui adressant le salut d'ami? Renaud trouva tout à coup la bise moins glaciale et le ciel moins triste.

— O cher mignon, murmura-t-il en s'agenouillant pour mettre son regard à la hauteur du gracieux visage; j'avais perdu tout courage, c'est toi qui me réchauffes le cœur.

Peu après il fallut songer à reprendre l'état de grimpeur, car les ressources étaient épuisées. Jean se présenta au chantier. Les chefs d'exploitation connaissaient son habileté, ils l'embauchèrent. Peu leur importait que l'ouvrier eût subi une condamnation. Marcel les avait même engagés à le reprendre, afin qu'on pût, l'ayant sous la main, exercer sur lui une plus étroite surveillance.

Il fut d'abord l'objet de railleries. Ses camarades l'appelaient invariablement Renaud l'Affût. On ne le traita toutefois pas en paria. Il se faisait craindre suffisamment. D'ailleurs beaucoup éprouvaient pour lui une secrète admiration : les ouvriers de bois ont tous, plus ou moins, du sang de braconnier dans les veines.

Pour d'autres, la chose n'avait pas été de conséquence.

— Tant qu'on n'a ni tué ni volé, disaient ceux-là, il n'y a que demi-mal.

Décidé à tout subir, il affecta de ne rien entendre et peu à peu reconquit sa place dans la vente. Arrivé le premier à l'ouvrage, partant le dernier, sombre et taciturne, il vécut à l'écart. Nul n'avait de reproches à lui adresser, on cessa bientôt de s'occuper de lui.

Jean, rentré dans l'existence régulière, reprit en partie possession de lui-même. Il parcourut son bois, retrouva les sentiers familiers, sentit de nouveau s'allonger sur sa tête les grands rameaux des arbres amis. Il demeura triste, mais reconnut enfin qu'il vivait. Quand vint le dimanche, des ramasseurs de bois mort l'aperçurent de loin et se dirent l'un à l'autre :

— C'est Renaud l'Affût; il a fini son mois.

Sorti de sa torpeur, le forestier avait les nerfs plus sensibles. Une colère énorme bouillonna en lui.

— Ah! ils sont tretous contre moi? On m'appelle l'Affût?

Eh ben, je gagnerai mon nom et rien ne m'empêchera d'y aller, à l'affût.

Cette pensée en éveilla une autre. Il demeura cloué sur place, frissonnant.

Son fusil? Avait-on trouvé son fusil?

Entre la malédiction de l'aïeul et la folie de la vieille compagne il ne s'était pas encore demandé cela. La crainte, une fois née, l'absorba tout entier. Il y avait de la curiosité dans cette terreur, impression aiguë, lancinante, despotique. Il attendait la nuit pour savoir, comptait tout haut les arbres afin de s'empêcher de penser. Et une voix assourdissante grondait en lui à chaque pied compté :

— Ont-ils emporté ton fusil?

Au crépuscule, il se déroba par un immense arc de cercle, s'approcha un peu, plaça une oreille contre le sol pour écouter. La terre, durcie par le froid, était sonore; personne. Alors il traversa l'enceinte des bouleaux en rampant.

Arrivé au pli de terrain formé par la jetée du fossé, le braconnier fouilla sous la feuille avec ses ongles. Pas de fusil. Il suait à grosses gouttes. Alors de rentrer dans le bois pour chercher l'ancienne place du cerf. Voilà bien le houx derrière lequel j'étais posté. Et de tâter les baliveaux, l'un après l'autre, jusqu'au bord. Malheur, la nuit est si noire! Il s'était trompé de trois enjambées.

Cette fois il gratte au bon endroit. Les feuilles gelées craquent, la terre s'émiette; quelque chose, plus dur, grince immobile sous les doigts. C'est lui.

— Mon vieux flingot, te voilà, pas moins! Ont-ils dû te chercher! Mais tu étais trop mal caché pour qu'ils te trouvent.

Ce mot peignait tout entier le paysan, qui est profond dans les ruses simples.

Le fusil, rempli de terre et plus rouillé que jadis au temps où il servait de couloire, n'aurait pu attirer même l'attention d'un garde ombrageux. Il fallait être Renaud pour ramasser à terre un tel objet. Lui l'emporta dans ses bras, ivre de joie orgueilleuse.

Il passa trois nuits à le démonter, à le fourbir, à l'huiler.

Un trou nouveau dans le canon gauche nécessita une seconde pièce. Lorsque l'arme fut remise en état, le grimpeur devint soucieux. Maintenant il avait peur de tout. Si on allait faire la fouille chez lui ? Marcel était trop rusé, le fusil devait rester invisible dans une cachette. Il creusa donc une poutre du cellier, y glissa le fusil comme dans une gaine, plaça auprès ce qui lui restait de poudre et de plomb, ferma l'orifice avec une bonde qu'il recouvrit de poussière, lança un regard hostile du côté du Plantis, et revint au logis, pour serrer son huile.

Un combat se livrait en lui. Irait-il à la chasse le matin même ? La tentation était forte. Mais il réfléchit encore.

— Non, vaut mieux que je visite ma Chauvin avant l'ouvrage.

IV

Depuis quelques jours, la veuve du grimpeur ne parlait plus à Renaud l'Affût. Parfois, à son approche, elle accusait par de vagues tressaillements la perception confuse d'un souvenir. Mais sa pensée lui échappait, à peine éclore. Elle fixait le gars avec curiosité, touchait sa blouse, le suivait en riant par la chambre, parce qu'il apportait de quoi manger ; c'était tout. Elle le nommait sans doute, mais en même temps que Marcel et les juges, croyant parler d'un absent. Ses phrases incohérentes, débitées avec une étrange volubilité, avaient toutes trait aux pommiers écorchés, à la prison, à la tête fendue de son Chauvin. Puis, par instants, la fureur s'emparait d'elle, Jean n'avait pas toujours la force de la coucher. Chaque matin et chaque soir il venait la soigner, apportait du pain ; Mélanie arrivait à midi et trempait la soupe.

Quand le boiteux entra, dans la matinée du mercredi, l'état de la folle s'était aggravé. Elle traversait le logis sur la pointe du pied, en grommelant d'une voix menaçante. Sa main portait une bûche enflammée qu'elle jeta sur le lit. Une âcre odeur de guenilles brûlées se répandit, un flot de fumée noire s'éleva.

— Malheureuse ! s'écria Renaud en se jetant à corps perdu sur la couchette, vous avez dans l'idée de mettre le feu !

— Laissez donc, dit-elle en battant des mains. Mon père Sinet, faut ben que la maison du maudit flambe.

Saisi d'horreur, le jeune garçon avait rejeté la bûche dans le foyer et sortait les couvertures où des lignes roses couraient en rond. Elle se jeta sur lui et le mordit au bras.

Jean vida le foyer, fit disparaître les allumettes, . poussa comme il put la vieille femme sur une chaise, mit une écuelle de lait sur ses genoux et l'enferma.

Une fois dehors, il s'arrêta pour écouter.

— La faim va lui venir, pensa-t-il ; ça apaisera ses imaginations.

L'écuelle au même instant fut brisée violemment sur l'aire et le bruit sourd de la béquille annonça que la veuve rôdait de nouveau par la chambre.

Le forestier ne savait plus où donner de la tête. Impossible de laisser cette infortunée livrée à elle-même. D'autre part le soleil était déjà haut, et Besnardeau l'attendait à dix heures pour ébrancher un frêne. Or, avec Besnardeau, l'espion de Marcel, on ne devait pas se mettre en retard.

— Ma foi, allons chercher la Mélanie. Je reviendrai à la relevée.

Il court, appelle la voisine.

— Mère Chauvin est toute tournée, à ce matin. C'est van-tiers la nouvelle lune, mais pourrait se faire aussi qu'elle soit folle pour de bon. Ça vous gêne-t-y point de la garder jusqu'au repas de midi ?

— Pourquoi pas ? Le temps de donner le grain à mes poules et je monte la lande.

La grande fille se hâte, place son tricot dans une poche et se met en marche. Le Petit Parisien la suit. L'espace est tôt franchi, tous deux arrivent. Le bambin, pour s'amuser, monte sur une pierre, tire lui-même la clanche de la porte et passe le premier. La vieille les a entendus, car ils causaient en s'approchant. Elle est debout, en face du seuil, appuyée sur sa grande béquille. Les poils blancs de son menton sont hérissés, ses yeux démesurément ouverts. Son buste oscille par mouvements réguliers ; on dirait d'une mère agitant un berceau.

Au premier pas que fait le Petit Parisien, elle lui saisit le bras et l'attire. L'enfant, pâle d'épouvante et de douleur, jette un cri perçant.

— Te voilà donc, mon petit Marcel, dit-elle d'une voix câline. N'est-ce pas que tes fruitiers sont en fleurs ?

Elle ajoute, en frappant son bâton contre la huche :

— Eh ben, alors, tu ne montreras point ma mitaine aux hommes de loi. Tu vas me la rendre.

Le Petit Parisien se débat, éperdu, sous l'horrible étreinte. La folle hurle avec emportement :

— Veux-tu ben me la rendre?...

Mélanie cependant s'est emparée du petit, par derrière, et veut le ramener à elle. Mais les doigts crochus de la Chauvin sont solidement cramponnés, tels que des serres d'oiseau de proie.

L'enfant jette des appels désespérés.

— Ma Lanie, ma Lanie...

La robuste fille se précipite et, masquant son fils adoptif par un élan brusque, enveloppe de ses bras la vieille femme.

— Lâchez-le, ou malheur à vous !

L'insensée oublie l'enfant à la vue de ce visage collé contre le sien. Elle éprouve une sensation de surprise qui n'éveille aucun souvenir, aucune pensée...

— Je ne te connais point, toi. Pourquoi ne veux-tu pas que Marcel me rende mon bien ?

— Mère Chauvin, entendez-moi. Je suis Mélanie, faut vous coucher.

Mais la vieille femme tremble de fureur.

— Oh ! je devine ; c'est toi qui m'as fait enfermer. Tu dois être une fée, et tu as jeté un sort sur moi. Chauvin, arrive, mon homme ; voilà le rossignol qui chante pour notre messe de mariage. Nous allons danser avec le garde !

Elle se promène à grands pas, les bras dressés au-dessus de sa tête. Mélanie est prise de peur, à son tour, et gagne la porte à reculons, poussant le Petit Parisien derrière ses jupes.

Dès qu'ils ont touché le seuil, ils commencent à fuir. La Chauvin les revoit en ce moment l'un et l'autre et court après eux.

— La Sorcière emmène Marcel... Gare la cédule!

— Viens, viens, Jacques, répète Mélanie en tirant son petit compagnon par la main.

Mais celui-ci est anéanti par l'épouvante. Ses jambes se dérobent sous lui. Il fait d'incroyables efforts et n'avance pas, ainsi qu'il arrive dans les cauchemars.

Au bout de la cour, la Chauvin les rejoint, avec un cri de triomphe. Mélanie se place encore une fois devant elle.

— Ne touchez pas à mon petit, mère Chauvin!

— Fille de male chance, c'est toi qui as éloigné la corde, au temps jadis, pour que mon défunt tombe! Je te reconnais à cette heure... Je veux que tu me rendes cette mitaine-là.

— Mon Dieu, mon Dieu, qu'allons-nous devenir?

La vieille n'a plus rien d'humain. Elle couche sa béquille dans ses deux mains, sa béquille pointue, faite d'une épine durcie au feu, et la balance lentement.

— Me rendras-tu?...

Elle pousse un grand éclat de rire, et comme Mélanie, reculant toujours, jette avec angoisse ses regards de tous côtés sans répondre, la Chauvin lui décharge un épouvantable coup dans la poitrine.

La fille exhale un rauque soupir et tombe comme une masse.

Puis la folle, ne pensant plus au Petit Parisien, s'accroupit sur la bruyère et se met à chanter :

Mon doux ami m'a demandé
Le ruban blanc de mon corsage...

V

Jean Renaud ne put descendre de son arbre qu'après trois heures, Besnardeau l'exigea ainsi. Le gars était fort soucieux, ayant laissé son amie en mauvais point. Il détacha ses griffes à la hâte et fut prendre sa limousine dans une loge, parce que la neige commençait à tomber. Quelques ouvriers d'un autre chantier se chauffaient là, en passant.

— C'est-y-çà, un malheur, s'exclamait l'un d'eux. Elle l'a quasiment défoncée du coup.

Un autre ajoutait :

— Elle a beau être vieille, elle a le bras solide. Et puis, les fous, c'est plus fort que du monde comme nous.

Le grimpeur, sans comprendre ces paroles, éprouva un petit frisson. Lui qui ne causait jamais, questionna malgré lui.

— De qui parlez-vous donc ?

— Tu ne sais pas ? La mère Chauvin a affolé ; elle a comme qui dirait tué la Mélanie. Les gendarmes sont arrivés, le brigadier avec le nouveau qui est grêlé ; on va l'enfermer à l'asile, sur ce que dit not' maire.

— C'est mal tombé. La grande fille était vaillante et point vicieuse. Massiquet le veuf avait envie d'elle.

Renaud courait déjà, espérant qu'on s'était trompé. Un seul mot lui montait aux lèvres :

— Non, non, il n'est pas possible qu'une pareille chose soit arrivée.

Il allait, la tête en feu ; par instants il entendait son cœur battre.

La neige l'aveuglait en tombant des branches par paquets ; contre son habitude il suivit la ligne.

Un spectacle lamentable l'attendait dans le chemin du bas. La veuve Chauvin était assise dans une carriole découverte, entre deux gendarmes. Chacun tenait un de ses poignets. Enveloppée du manteau noir à capuchon nommé capot que portent toutes les vieilles paysannes, elle oscillait sur son banc mouvant ; et sa bouche, contractée par un rictus effrayant, demeurait grande ouverte.

Un villageois à grosses bottes ferrées conduisait le bidet par la bride.

Le fils de la Dreuse poussa un cri déchirant en voyant dans cet état cruel la vieille compagne qui l'avait aimé orphelin. Oh ! à sa façon de regarder les arbres il semblait bien qu'elle ne fût pas folle, car elle disait adieu à la forêt ! Et la maisonnette, là-haut, qui disparaîtrait bientôt sous les ronces, vide à jamais de la pauvre bonne femme !

— Arrêtez, je veux l'appeler. Elle reconnaîtra ma voix, pour le sûr, et je lui demanderai pardon, car il y a de ma faute dans son malheur... Ma Chauvin, ma mère Chauvin !

Elle le regarda d'un œil vitreux, pas un de ses muscles ne tressaillit. Elle dit d'une voix grave :

— Y paraît qu'on jette des sorts, par ici.

Puis sa tête s'affaissa inerte sur sa poitrine ; la prostration commença.

— Marche, fit le brigadier.

Le conducteur écarte Renaud du manche de son fouet et la carriole s'éloigne sans bruit sur la neige qui se colle aux roues.

Le grimpeur s'est laissé tomber sur le revers du fossé. Il voit noir au dedans de lui-même ; tout est fini. Plus personne au logis natal ; plus de père grand, plus de mère Chauvin. Le voici tout seul au monde. Nul ne lui sourira, ne dira son nom. Quand il aura travaillé, personne à qui donner son argent. Durant les longues veillées, il n'entendra jamais la respiration de quelqu'un à l'autre coin de l'âtre. Les chats-huants seront plus heureux que lui, car ils ont des nids, et quand un d'eux crie dans les ténèbres, il s'en trouve un autre pour lui répondre. Sans doute il lui restera son cher bois aux brises caressantes, son chèvrefeuille qui sent bon et ses épicéas toujours verts ; mais un forestier qui rentre dans les maisons sans voir figure humaine devant lui se trouve bien à plaindre en son délaissement...

En proie à la désespérance, Renaud songea longuement à ses amitiés perdues et voulut mourir. Le jour baissait.

— Demain je lâcherai la corde, comme a fait le vieux Chauvin, pensa-t-il.

A ce moment une petite sonnette se fit entendre, jetant sous les voûtes ses notes grêles et espacées. Un jeune garçon, revêtu du surplis, l'agitait dans la sente, marchant à pas pressés devant un vieux prêtre. Celui-ci, recouvert de ses ornements, tenait dans ses deux mains, contre sa poitrine, le calice surmonté d'un carré d'étoffe à frange. L'enfant et le vieillard cheminaient silencieux dans la futaie déserte ; leurs pieds muets labouraient la couche molle. Leur silhouette se perdait, incertaine, dans le tourbillon des flocons dansants. Tous les dix pas, un tintement.

Ils se heurtaient çà et là contre des pierres ensevelies ; mais le prêtre avançait toujours, les coudes écartés.

L'enfant de chœur s'engagea sur la planche qui relie le bois au chemin. Renaud ôta son bonnet.

— Où donc que vous portez le Bon Dieu ?

Le garçon agita la sonnette et répondit à voix basse :

— Chez la grande Mélanie.

— Ah ! soupira le braconnier, c'est moi qui l'ai envoyée à la mort, pauvre fille ! Faut au moins que j'aie lui dire adieu.

Il s'enfonça dans la brume à la suite de celui qui portait à la mourante son *pain de voyage*.

Le Petit Parisien pleurait au chevet de sa nourrice. Le père, appuyé contre la muraille, regardait sans rien dire ; la mère posait sur une chaise, auprès de l'oreiller, un brin de buis et le bénitier. Il y avait par terre une serviette mouchetée de sang. Mélanie respirait à de longs intervalles, avec un sifflement saccadé. Son front avait des reflets grisâtres, ses narines étaient pincées ; elle cherchait, d'une main alourdie, à serrer son drap.

— V'la le sacrement qui arrive, dit la mère à l'homme immobile. Renvoie le bâtard dans la cour ; il embarrasserait.

La malade ouvrit les yeux faiblement. Certainement elle avait entendu quelque chose. Elle fit un effort prodigieux pour parler. Ses lèvres s'agitèrent un peu.

— La vois-tu qui revient, s'écria la vieille paysanne en courant au lit. Elle veut causer.

Mélanie ne put émettre aucun son distinct, mais les muscles de sa face tressaillirent ; elle promena de sa mère au Petit Parisien un regard effrayant d'angoisse.

— Elle va passer, fit le prêtre à peine entré ; hâtons-nous.

Renaud repoussa le père de Mélanie, s'opposant à ce que l'enfant sortît. Il saisit doucement le petit malheureux par les épaules.

— Mets-toi à genoux dans un coin, mon gars, et dis une prière pour ta nourrice.

Il ne savait point de prière, lui ; mais il voulut du moins témoigner à sa manière de la piété respectueuse que lui inspirait l'agonisante. Il s'empara d'un seau, courut au puits, le net-

toya dévotement avec des brins de lavande qu'il venait de couper sous la fenêtre, le remplit d'eau fraîche et vint le déposer devant le seuil. Après quoi il s'effaça le long du mur, sa coiffure à la main.

Telle est, en effet, la tradition superstitieuse du pays. Quand l'âme d'un mort va quitter la maison, elle veut se laver du péché. Aussi doit-on lui présenter un vase d'eau claire à sa sortie, afin qu'elle se baigne avant de monter au ciel. Il faut que cette chose se fasse. On a vu des morts qui revenaient, au milieu de la nuitée, et tournaient eux-mêmes la roue plaintive du puits, parce que leurs proches les avaient fait par oubli descendre au purgatoire.

Mais Renaud l'Affût se souvint, et Mélanie eut son bain d'âme à l'heure de partir.

Plusieurs personnes étaient accourues et se tenaient en groupe dans la cour. C'est ainsi dans les forêts. Que la plus faible rumeur éclate, même au point le plus désert, aussitôt des gens apparaissent, venant on ne sait d'où, avertis on ne sait comment. Phénomène dû sans doute à la sonorité des échos, à la sagacité des solitaires.

Ceux-ci causaient, regardant le prêtre qui s'éloignait dans la neige.

— Voilà un enterrement qui ne rapportera pas gros au curé.

— Elle avait un frère qui fait son tour. C'est-y lui qui hérite?

— Ah pardi, elle était comme moi, n'ayant que ses hardes.

C'est pas la peine de payer le centième.

Dans l'intérieur du logis, la mère s'était emparée du corps, avec l'empressement lugubre qu'y mettent les paysannes, pour fermer les yeux et faire la toilette.

— C'est une grande perte. Pauvre garce! soupira l'homme.

Le Petit Parisien sanglotait.

— Va-t-il bientôt nous laisser la paix, celui-là!

Le père dit, après un silence :

— Faut seulement s'en occuper à cette heure, du bâtard.

— Tiens, ça va être tout de suite prêt. As-tu envie de le nourri, toi?

Le forestier les contemplait avec une extrême surprise.

— Le nourri? Faudrait le pouvoir. Notre malheureuse fille en avait soin avec son gain, elle arrangeait l'affaire à sa guise. Mais, moi, je commence à être vieux, l'état de boisselier ne va ni peu ni guère. C'est une trop fameuse charge, de fournir le pain à l'enfant des autres.

La mère parlait un peu plus bas que d'habitude, mais d'un ton aigre.

— Eh ben, cent paroles n'en valent qu'une : en allant déclarer le trépas, tu vas reconduire ce mioche-là au maire. Il fera écrire à Paris par son greffier, donc.

Le boiteux se récria :

— C'est-y possible que vous délaissiez pareillement l'adopté de votre fille?

— De quoi te mêles-tu, toi?

Et la femme grommela entre ses dents :

— Restant de prison !

Renaud prit le Petit Parisien par un pan de sa blouse et l'attira dehors.

Pendant un instant il marcha au hasard, sans parler ; l'enfant, écrasé de douleur, s'était assis sur une pierre.

La nuit était venue. On ne voyait plus rien que le suaire blanc de la neige. Au-dessus, coupé par les flocons obliques, un ciel de plomb.

Le grimpeur songeait. Ce petit être grelottant était seul au monde comme lui, bâtard sans asile en face du braconnier maudit. La Mélanie l'avait aimé ; à présent on allait le chasser du bois ; le trainer, comme une marchandise perdue, chez un tas d'écrivains qui ont la plume derrière l'oreille. Lui si gentil, mignon comme un petit frère, aurait-il seulement de la soupe, le lendemain matin? Pauvre garçon, dolent et délaissé, tu souffres de la même peine que Renaud, et Renaud l'abandonné est ton unique ami !

— N'est-ce pas que tu t'appelles Jacques? lui demanda-t-il enfin.

— Oui, Jean. Mais on dit toujours : le Petit Parisien.

— Eh ben, Jacques, puisqu'on te renvoie de par ici, veux-tu venir quant-et-moi dans ma maison?

L'enfant ouvrit de grands yeux.

— Pourquoi ?

— Pour être mon frère. Je te soignerai de mon mieux, on parlera ensemble de ta Lanie. Je te ferai du bon feu, et l'été on ira ben loin dans le bois pour ramasser des framboises.

Le jeune gars répondit :

— Je veux bien, mais je reviendrai tout de même là si ma Lanie se réveille.

Jean Renaud, d'un seul bond, fut à la porte.

— Bonnes gens, ne vous occupez pas du Petit Parisien, c'est moi qui l'emmène.

La neige endormait l'enfant. Il l'emporta dans ses bras.

Ils arrivèrent au logis désert. En franchissant le seuil, l'orphelin, à demi sorti de son engourdissement, balbutia une question. Renaud ne comprit pas ; la joie le troublait. Il n'était plus seul. Cette petite voix chanterait devant son foyer ce soir, demain, tous les jours. Il entendrait rire le matin, en décrochant ses griffes. Au retour de la coupe, il aurait deux assiettes à mettre devant le plat de pommes de terre.

Ses yeux s'arrêtèrent longtemps sur cet être frêle dont la candeur gracieuse l'émerveillait. Il le déposa sur la meilleure chaise, avec crainte, tremblant que la vision ne disparût.

— J'ai faim, soupira le petit.

Le forestier possédait encore deux morceaux de sucre dans un papier gris, du temps de la Dreuse. Il les lui donna après le souper frugal. L'enfant se remit à pleurer et laissa tomber sa tête entre ses bras arrondis, au bord de la table. Jean le mit sur ses genoux, présenta à la flamme les petits chaussons, qui fumaient ; le déshabilla avec lenteur, surveillant ses moindres mouvements. Le lit du jeune frère fut roulé dans l'angle voisin de la cheminée ; Renaud pendit au-dessus sa couverture, en forme de rideaux, et fit chauffer son gilet de tricot pour en envelopper les pieds glacés du bambin.

L'ayant déposé dans sa couchette sans l'arracher au sommeil, il se pencha et l'écouta respirer. Ce Petit Parisien était beau, vraiment. Son bras, dont une manche trop courte laissait voir la blancheur, se repliait mollement sous la tête. Les cheveux,

légèrement bouclés, allongeaient leurs mèches soyeuses sur la toile grossière. Le visage conservait cette adorable sérénité de l'innocence que ne visitent pas les songes troublés. Un faiseur de livres des villes eût dit qu'un ange gardien, veillant sur cette jeune infortunée, avait emporté le bâtard loin des réalités cruelles pour l'endormir dans un baiser.

Renaud l'Affût, les bras croisés, contempla longtemps ce petit enfant. Il pensait à son père mort, à sa mère en fuite, à son aïeul implacable, à son fusil que la prison avait rendu muet. Il songea aussi à la Chauvin folle. Rien que des ruines autour de l'asseulé. Il ne lui était resté que sa forêt, et voilà que sa forêt lui envoyait un autre lui-même, né comme lui pour pâtir... Celui-là, il pourrait l'aimer sans craindre de le perdre; en faire sa joie, lui voir manger de bon appétit le pain gagné!

Il se baissa tout doucement pour embrasser Jacques, et n'osa pas.

— Je n'aurais qu'à le réveiller! murmura-t-il.

Mais il laissa tomber une larme de consolé sur le front rose de l'orphelin.

VI

Le vendredi matin, la grande Mélanie fut enterrée dans le cimetière de Saint-Agut, à l'orée des bois. Marcel, en sa qualité de représentant des propriétaires, avait parlé d'y venir; mais on vendait ce jour-là des parcelles à sa convenance chez un notaire de la Ferté; il se fit en conséquence remplacer par sa demoiselle. Il y avait plus de vingt personnes, d'autant que la neige empêchait le monde de travailler. Jean Renaud, donnant la main au Petit Parisien, marchait derrière les parents. Quatre frères de la Charité portaient le cercueil avec des paquets de chanvre non tressé pour poignées. Ils se disaient, en gravissant la côte de Monte-Couplets :

— Je n'aurions pas cru, à la voir, qu'elle était si lourde que ça.

Ils ouvraient leur couteau et raclaient la neige sous leurs sabots pendant les pauses. Un d'eux mangeait du pain frotté d'ail.

Là-haut le fossoyeur se dépêcha. Il fallait finir avant midi, car il était loué à la demi-journée pour battre en grange. Aussi fit-il tomber dans la fosse de gros cailloux avec la terre ; et la bière, au fond, gémit sourdement.

Le menuisier ne fournit qu'une croix de bois tendre, mais il la peignit en noir, et, pour plaire à M^{lle} Henriette, ajouta une larme blanche sans augmenter le prix.

Massiquet le veuf entra au *Soleil d'Or* pour se chauffer, en se disant avec un hochement de tête :

— La pauvre créature ! J'ai tout de même eu une bonne idée de ne pas la demander.

— Nous viendrons là le dimanche, mon Jacques, murmura tout bas Renaud à son jeune compagnon. Faut pas que t'oublies ta Lanie. Ta vraie mère est là.

... Et là, là aussi, ajouta-t-il avec une sorte d'empoiement passionné, en ouvrant ses longs bras dans lesquels le Petit Parisien se cacha la tête pour mieux pleurer.

Le surlendemain il revint avec deux pelles. Les amis bachelèrent un petit jardin autour de la tombe. Ils plantèrent un genévrier à chaque coin, et, tout à l'entour, une bordure de pervenches des bois. Ils avaient brûlé les herbes jusqu'à la racine, avant de battre la terre, parce que l'herbe sur un tombeau c'est la fleur de l'oubli.

Comme ils s'en allaient, ils aperçurent la demoiselle qui venait au bourg sur son âne ; elle s'était arrêtée et les regardait par-dessus le mur.

— Jean Renaud, je vous croyais méchant et vous me faisiez peur. Je sais que vous êtes bon de cœur, à présent. Vous avez adopté l'orphelin. C'est d'un brave garçon, et je vous estime. grimpeur.

— Faites excuse, répondit le forestier d'un ton farouche, vous vous trompez : je ne m'appelle pas Jean Renaud ; je suis Renaud l'Affût.

— Ne dites pas cela, Jean. Je ne suis pas de vos ennemis, moi. maintenant que j'ai pu voir ce que vous valez.

Elle était sincère. L'imagination chez elle parlait et l'attendrissait. Cet homme lui paraissait alors d'autant plus digne d'at-

tention qu'il lui causait plus de surprise. Par quel miracle en effet trouver un bon sentiment chez ce boiteux malpropre qui poussait si loin les mœurs brutales et l'abandon sordide de sa personne? En y songeant, depuis la mort de Mélanie, elle l'admirait presque; en le voyant là, inculte sous sa mauvaise blouse, elle craignait d'instinct qu'il ne s'approchât. C'était, tout compte fait, comme une aversion compatissante. Peut-être même, si son père n'en eût pas dit tant de mal, n'en fût-elle pas venue à penser de lui tant de bien. Mais, restée elle-même, Henriette le traita encore du haut de son préjugé.

— Jean, voulez-vous bien que le petit garçon vienne m'embrasser?

— Je n'ai point d'avis à donner; c'est comme le cœur lui en dira.

— Eh bien, venez, Jacques; venez, que je vous donne une belle pièce blanche.

Le braconnier, à ce mot, retint l'enfant.

— Nous n'avons pas besoin qu'on nous fasse l'aumône. Quand le même voudra de l'argent, j'ai mes griffes. Vous avez laissé condamner la Chauvin, vous êtes la fille de Marcel : je n'ai que faire à vous.

Il posa le Petit Parisien sur une borne, s'agenouilla, le fit monter sur ses épaules, et, ramenant les deux bras mignons autour de son col, se mit en marche sans ôter son bonnet.

.....
 Cette adoption transforma le fils de la Dreuse. Chaque matin et chaque soir, au lieu de manger avec la lenteur méthodique des paysans, il précipitait son repas pour avoir le temps de travailler au nettoyage du logis. Il enlevait la poussière, faisait reluire les ferrures, mettait en ordre le petit ménage. Il était devenu femme dans la maison pour que le marmot eût ses aises.

Une fois au chantier, comme il travaillait de bon cœur! La semaine finie, il guettait maintenant la paye, tel qu'un avare. Le samedi soir, notre homme revenait par le bourg, afin de rapporter du pain frais au petit, et, presque chaque fois, y joignait un beau nougat étendu sur une carte à jouer ou même un cheval rouge en sucre d'orge. Et de se frotter les mains joyeusement,

en ouvrant la porte ! Le gamin tournait autour de lui, avec un plaisir mêlé d'inquiétude.

— Y a-t-il quelque chose pour petit Jacques ?

— Vantiers. Cherche.

Le Petit Parisien tâtait les poches, la gibecière ; découvrait à la fin la menue friandise, et sautait en riant devant son grand ami.

Par les belles journées, on allait ensemble à la *vente*. Le garçonnet portait la gourde, avec ce sérieux comique des enfants auxquels une chose utile est confiée. Renaud, chargé de ses outils, s'apprenait à causer tout haut, pour égayer son *fleux*. Il s'étudiait aussi à boiter moins. L'amitié n'a-t-elle pas ses coquetteries comme l'amour ? Mais Jacques n'y prenait plus garde, grâce à l'habitude qui d'une cause d'étonnement fait une chose-type ; et le petit paysan aurait plutôt été disposé à dire des autres :

— Comment se fait-il donc que ces hommes-là ne boitent pas comme le gars Jean ?

On faisait la collation dans un abri de planches gazonnées, et, pendant que le grimpeur bûchait dans son arbre, le Petit Parisien rôdait aux environs, enfonçant des baguettes dans les fourmilières, pour voir. Le dimanche, en sortant du cimetière, tous deux allaient à travers bois. Le forestier enseignait à son élève comment on avance les bras pour faire sa trouée dans le fourré. Le petit s'initiait, avec un bonheur étrange, aux goûts et aux allures de son guide. La forêt lui souriait ; les bruits de la solitude, loin de l'effrayer, semblaient doux à son oreille comme des voies amies. Quand vint le printemps, c'était merveille de le voir ébahi à la vue d'une fleur nouvelle.

— Ça te plaît aussi, à toi, le couvert ? demandait le braconnier avec attendrissement.

— Oh ! oui. C'est amusant, va, de courir là-dessous. Y a toutes sortes de choses. J'y venais quelquefois avec ma Lanie, mais pas si loin.

— Plus on s'enfonce loin, plus ça paraît beau.

— Mais, mon Jean, puisque tu aimes tant les arbres, pour quoi donc que tu leur fais du mal avec ta serpe ? Tu as l'air tout fâché quand tu tapes dessus ?

— Pardi non, je ne suis point fâché. Je connais ces anciens-là depuis que je suis au monde, je les aime itou, et lorsque le vent souffle dedans, je démêle quasiment le parler des feuilles. Mais s'il faut en déshabiller un, je l'aperçois qui se dresse en face, les branches étendues, d'un air de dire que je suis trop chétif. Alors, moi, ça m'excite et les oreilles me bourdonnent. D'aucunes fois, si je suis à la pointe avec ma corde, l'arbre me secoue en colère, ainsi que les chevaux qui veulent renvoyer un taon. Du coup, je bûche si fort, que le cœur m'en bat. La branche, en tombant, me vise la tête, je cogne encore plus dur, je ne me connais pas. Mais, dès que la tête est cheue, ça me fait pitié. Le pied tremble d'une si drôle de manière... on dirait que ça vit.

Jacques se prend à rire, avec cette hésitation curieuse de l'enfant qu'une idée nouvelle a surpris.

— Ne ris pas : y a ben sûr quéque chose dans le cœur des arbres. Regarde ma blouse ; les taches que le bois fait dessus n'ont-elles pas l'air de sang ? Et quand je mets ma bûche verte au feu, on l'entend geindre, n'est-il pas vrai ? Elle pleure.

— Eh bien, alors, il ne faut plus couper les arbres.

— Que si ! C'est charité de les ôter quand ils se couronnent, ils pourriraient. Et puis y a les jeunes qui étouffent dessous et veulent monter. Chacun son tour.

Ils vont. L'enfant questionne Renaud sur tout ce qui s'agite autour d'eux. Celui-ci sait l'histoire de son bois, du premier hêtre au dernier insecte, et la raconte.

— Qu'est-ce qu'on entend là, dans ce trou d'arbre ?

— C'est un nid de mouches qui se préparent à essaimer. Nous les enfumerons dimanche soir, t'auras le miel.

— Et cet oiseau-là, qui passe avec un gland dans son bec ?

— C'est un geai. Il fait ses provisions pour l'hiver ; mais, comme il est sot, le bestial oubliera où se trouve sa cachette et jeûnera avec les camarades.

— Y a donc des bêtes qui ont plus d'esprit que les autres ?

— Oui, c'est comme chez le monde. Y a les malicieux et les bégards. Celui qui a remarqué leurs manigances sait ben-qu'ils ont une *comprenoire*.

— Pourtant ils ne savent pas causer, comme nous ?

— Sois tranquille, ils s'entendent tout de même, à leur mode. Et p'têtr'aussi qu'ils ne sont pas si malfaisants que nous autres, puisqu'ils n'ont pas besoin de gendarmes.

Ce dernier mot éveille chez le jeune garçon le souvenir de la capture de Renaud l'Affût. Le père de Lanie en a si souvent parlé devant lui ! Il brûle d'interroger son ami, hésite, puis enfin :

— Dis donc, Jean, c'est-y vrai ?

— Quoi ?

— C'est-y vrai que tu avais une bonne amie à Vibraye ?

Le grimpeur devient rouge comme une guigne.

— Des bêtises ! Je n'ai seulement pas mis le pied dans ce pays-là.

— Je te crois, mais je l'avais ouï dire. D'ailleurs, quoi donc que c'est, ça, une bonne amie ?

— Je n'en ai jamais connu. Mais d'après ce qui se raconte au chantier, c'est une manière de grande pâture avec qui qu'on danse aux assemblées et qu'on reconduit à la brune par les sentes en l'embrassant.

— En as-tu quelquefois trouvé dans la forêt, de ces bergères-là ?

— Guère, pasque je me tire d'un autre côté, quand y en a. Ça fait trop de bruit en jargonnant, les filles, et je me sens tout empêtré quand elles virent les yeux sur moi. Et puis, c'est du temps perdu, car ça ne peut servir à ren, d'embrasser les pâtureuses !

— Mais tu avais d'autre société dans le bois, Renaud. On m'a dit que tu y allais avec...

— Petit innocent, va ! Et avec qui donc ?

— Dame, avec un fusil.

Le gars Jean baisse la tête sans répondre.

— Est-ce vrai ? Oh ! que j'aurais voulu le voir ! Tu ne l'as donc plus ?

Le braconnier balbutie :

— Ne me parle plus jamais de cette chose-là. Je n'ai point de fusil.

— Quel malheur ! Ça m'aurait tant plu de t'entendre faire :

pan! Nous aurions été à la chasse tous les deux, et tu m'aurais tué de belles petites bêtes.

Jean Renaud tremble de tous ses membres. Il a renoncé au braconnage pour se donner tout entier au petit. La peur du danger l'a pris en devenant père, et les araignées tissent en paix, depuis l'an dernier, leurs toiles sur la poutre creuse. Il n'y pensait plus. Sa passion s'était assoupie sous les caresses de l'enfant, et voici l'enfant qui l'appelle, qui la fait bondir! Ce fusil, c'est vrai, il est au logis, sous sa main... Oh! sortir la bonne arme de sa cachette, coucher en joue un fauve bondissant, respirer l'odeur de la poudre! Il se souvient, ses âpres désirs se rallument... Mais non, le délaissé a besoin de lui; il ne faut pas qu'on l'enferme.

L'effort l'a fait pâlir, mais il demeure vainqueur de lui-même.

— Allons-nous-en, murmure-t-il d'une voix triste. Tout ça c'est des menteries. Y a belle heure que le flingot est cassé.

Le Petit Parisien demandait chaque dimanche à pénétrer plus avant dans la forêt, mais il était trop faible pour supporter de telles fatigues. Renaud construisit alors une charrette à bras, aussi basse qu'une brouette, mais conduite au moyen d'une flèche, telle que les paysannes en possèdent pour porter leur lait depuis que le coussinet de Perrette est passé de mode. Il garnit l'intérieur d'un épais lit d'herbe et exigea que son Jacques y prit place pour s'épargner les marches excessives. Il le voiturait tout le long des lignes, en évitant soigneusement les cahots.

— Tu verras tout aussi ben et tu ne te lasserás point.

Parfois le bambin, sous l'influence du grand air, était pris de sommeil, dans ses courses pédestres au milieu du bois. Renaud, que sa tendresse avait rendu ingénieux, s'arrêtait bien vite sous le premier prétexte venu, car il ne faut jamais dire à un enfant qu'il a envie de dormir. C'était lui, l'infatigable, qui se plaignait de la fatigue. Il s'étirait, demandait à rentrer.

— Oh! moi, je ne suis pas las du tout, lui disait Jacques d'un air mutin.

Et ses petits yeux se fermaient, quoi qu'il fit. Jean posait délicatement sur son épaule la blonde tête vacillante, enlevait le corps sans secousse et portait le dormeur à sa charrette pour le ramener à pas lents au gîte.

C'est vers cette époque-là que le forestier apprit à coudre, afin de tenir lui-même en bon état les vêtements de l'orphelin. A peine la petite blouse avait-elle subi les outrages du hallier, que, gravement assis sur une chaise basse, devant sa porte, cet homme, que la tendresse rendait femme, conduisait l'aiguille d'une main inhabile et patiente. Le fil blanc grimaçait sur la plaie fermée. Il retenait sa respiration, tant il s'appliquait, pour que ce fût plus beau et plus solide. Et souvent, le dimanche matin, les fagoteurs l'entendirent au doué, faisant claquer son battoir sur une chemise d'enfant.

VII

Nos deux compagnons vivaient de la sorte depuis tantôt dix mois. Septembre faisait rougir déjà les premières feuilles d'érable. Ils rencontrèrent près de la carrière aux moellons le père de Mélanie. Son abord n'était pas plaisant d'ordinaire; cette fois il ne répondit bonjour que tout juste.

— Vous vous promenez, comme ça?

— Nenni, je cherche ma pioche neuve, qui est adirée (égarrée).

— Voulez-vous qu'on vous donne un coup de main?

— Je ne tiens pas tant que ça à ta compagnie.

— Et le même, vous n'y dites rien?

— Qué que je lui dirais? Je n'en veux ouïr parler, à la mode que tu l'éduques.

— Ah oui ben? Voudriez-vous qu'il soit scieur de long, à neuf ans?

— Pas de feintise : j'voudrions qu'il aille à la messe. On te l'a baillé en garde et tu en mésuses. Mais ton père-grand l'a dit avant moi : t'es pus un loup qu'un homme.

Renaud n'avait jamais songé à cela. A la longue, les voix de la forêt et aussi une autre voix qui parlait au fond de lui-même l'avaient averti qu'il existe quelque chose au-dessus des huchérons et des futaies, du côté où brillent les étoiles. Mais sa croyance, trop abstraite pour ne pas rester vague, ne le rattachait par aucun lien aux pratiques religieuses qu'il n'avait pu

comprendre. Il était religieux par ses aspirations, naïvement impie quand son esprit rudimentaire enfantait un raisonnement.

— M'est avis que je m'ennuierais dans le paradis, disait-il, puisqu'on n'y fait rien du tout que d'être assis pour chanter des cantiques. J'aime mieux courir dans les gaulis, moi, dame.

— Lanie aurait mené le gars aux offices, elle; et, quand l'âge serait venu, au catéchisme. Toi, t'es un arquelier.

Et le boisselier lui tourna le dos.

Arquelier signifie coureur de routes, rôdeur malfaisant. C'est évidemment le diminutif méprisant du mot archer, que nos paysans tiennent sans altération de leurs aïeux du moyen âge, contemporains des pillages des Grandes Compagnies.

— Ah! je ne me gausse pas des gens dévotieux, répliqua Renaud; chacun est-il pas libre de besogner suivant son idée? Où Mélanie aurait mené le mioche, je le mènerai.

A dater de ce jour, il conduisit chaque dimanche le Petit Parisien à la grand'messe. On les voyait tous deux debout à l'entrée, près des fonts baptismaux, silencieux et immobiles. Au moment où le prêtre montait en chaire pour le prône, Jean toussait et crachait afin de faire comme les autres; le reste du temps il se tenait coi. Lorsqu'on avait distribué le pain bénit, il serrait précieusement son morceau dans sa casquette, afin d'en régaler le petit à la sortie.

Jacques le plus souvent se haussait sur la pointe des pieds, les yeux fixés du côté du chœur. Jean s'en aperçut, suivit la direction du regard et ne remarqua rien de notable, car on ne voyait là que les gamins de l'école rangés sur deux bancs parallèles, avec le vieux maître en serre-file. Après l'*Ite missa est*, la petite bande s'acheminait en colonne, avec un formidable clapotement de sabots. Quelques-uns poussaient le camarade qui marchait devant ou renversaient une chaise comme par mégarde, puis ramenaient un bras sur leur bouche afin de rire sans bruit.

— Que regardais-tu donc, tout à l'heure, Jacquot? Tu étais fièrement attentionné.

— Les garçons de l'école, et aussi le Monsieur à lunettes...

— Ce n'est pourtant guère curieux. J'y ai été, moi, dans le temps passé, à la classe; j'en étais ben énervé.

— Je ne m'ennuierais pas là, moi. Sais-tu lire, Jean ?

— Ma foi non. A quoi que ça sert ?

— Ça sert à savoir. Les livres expliquent toutes sortes de belles affaires, à ce qu'on dit.

Le grimpeur haussait les épaules. Mais chaque fois l'orphelin regardait les écoliers avec envie et parlait des livres en soupirant.

— T'as donc grande envie de t'assavancer ?

— Oui, va, mon Jean ; ça me plairait rudement d'apprendre.

Renaud calcula que la dépense n'était pas forte et que l'enfant serait mieux au bourg avec les autres que tout seul sous bois par les mauvais temps.

— Allons, on te mettra à l'école, conclut-il.

Il le conduisit, joyeux et empressé, chez ce même magister qui avait été le croquemitaine de sa jeunesse.

— Sans t'offenser, Jean Renaud, dit celui-ci, il faut espérer que ce petit bonhomme-là ne sera pas si borné que toi.

— Que voulez-vous, not'maitre, tous les gars ne sont pas faits de même. Ce petiot-là a de l'esprit, moi je n'ai de ma vie eu d'entendement. Et puis, c'est pas pour vous offenser non plus, monsieur l'Instituteur, mais jamais je ne me suis tant abêti que dans votre compagnie.

— C'est bon, c'est bon. Et le gaillard que voici, est-ce ton frère ?

Renaud répondit avec une tristesse mêlée d'embarras :

— Jacques était le nourrisson de la grande Mélanie.

L'excellent homme n'en demanda pas davantage, et dès le lendemain le Petit Parisien fut en classe.

La tendresse de Renaud veilla sur l'écolier. Il ne s'acheta pas de gilet d'hiver, cette année-là, afin que son Jacques eût un habillement neuf. Tous les matins il lui lavait soigneusement les mains et la figure. Le petit sac de toile attendait, bourré de provisions pour la journée. Jean faisait un énorme détour à l'effet de conduire l'enfant à moitié chemin avant de se rendre au chantier. Le bambin, une fois seul, marchait bien sagement, dans la crainte de déchirer sa blouse neuve, et gagnait la maison d'école où il étonnait le professeur par son esprit éveillé. Le soir, quel

plaisir de descendre en suivant les sentiers ombreux et de rejoindre le grand frère en pleine futaie ; puis de rentrer tous deux par la traverse ! Une fois là-bas, l'un allumera le feu, l'autre taillera la soupe ; on piquera deux belles pommes avec la pointe du couteau, et durant la cuisson on les regardera baver sur la cendre chaude.

L'année suivante, lorsque le Petit Parisien sut un peu lire, Jean Renaud fut saisi d'une forte inquiétude.

— Voilà un gars qui a trop d'esprit pour moi ; j'ai idée qu'il pourrait bien s'ennuyer dans ma société.

Alors il se mit à chercher, dans les au-delà de sa vie toute physique, des amusements dont il pût régaler le petit compagnon. Il poussa l'abnégation jusqu'à sortir des bois ; le conduisit dans les bourgs voisins, aux Assemblées ; lui montra les femmes endimanchées de la plaine traînant leurs pieds larges aux abords des auberges pavoisées. Il le hissa sur les chevaux de bois, dont un orgue de Barbarie réglait la course monotone ; lui fit lancer la bille de ces loteries où l'on gagne des macarons et des verres à patte. Ils eurent le spectacle bruyant des jeunes métayers qui boivent d'autant plus qu'ils ont moins soif, et font glapir les promeneuses en leur pinçant la taille par derrière, sans les connaître. Cependant les tilburys arrivaient sur la place, bondés de familles entières, et soulevaient parmi la foule une poussière pénétrante. Le violon miaulait dans le bal circulaire entouré de cordes. Le dentiste « de Paris », magistralement dressé sur sa voiture dételée dont une grosse caisse occupait l'impériale, maintenait d'une main ferme sur la banquette un paysan orné d'une fluxion, et racontait au public qu'il allait extraire la dent de l'indigène avec le même sabre qui lui servait d'habitude pour les têtes couronnées. Plus loin, de longues tables étaient abritées sous un auvent, avec un chargement de cidre et de rilles aux odeurs épaisses. L'adjoint courait, en jouant des coudes, vers le billard anglais, afin de séparer des sabotiers qui réglaient à coups de poings une partie douteuse.

— Ça te plaît-y ben, la fête, mon p'ti gars ? demanda le braconnier en affectant un air charmé.

— Au contraire, ça m'ennuie tout plein. J'ai la tête cassée et

aussi un brin mal au cœur. Je me plais mieux dans la forêt.

Mais il y avait également des fêtes sous bois. Là, c'était chez eux ; Renaud ne manqua pas de les montrer à son ami.

D'abord la *cueille* du muguet, vers l'Ascension. De Greez à Saint-Agut la côte est renommée. Grands et petits, tous s'éprennent de ces grappes odorantes dont la blancheur laiteuse surgit à l'ombre dans la verte enveloppe des feuilles élancées. Le muguet est une fleur populaire. Aussi tous les oisifs des bourgades riveraines tombent en forêt dans la saison charmante de cette floraison. En ce moment le fourré change de mœurs. Les jeunes citadins portent leur redingote pliée sur le bras ; les demoiselles chantent du gosier les romances de Loïsa Puget ; d'aucuns roucoulent, d'autres se poursuivent. Le soir venu, chacun a son bouquet. On fait des échanges. Les mères suivent, majestueuses et rebondies, abandonnant au zéphir les brides dénouées du bonnet à fleurs. Des papiers graisseux rampent de toutes parts sur l'herbe écrasée des clairières. On entend le bruit sec des goulots qui s'entre-choquent sur le bord des paniers portés à deux, une canne en jonc verni passée dans l'anse.

A la Saint-Louis, c'est la *nouzillée*. On appelle nouzille la noisette. Les étrangers ramènent alors au bois leur joie tapageuse. Le fruit pend à toutes les branches dans ses enveloppes frisées. La mercière en a bourré ses poches, l'huissier en gonfle son cabas. Un neveu du curé, caporal en semestre, les abat à coups de badine avec des moulinets de maître d'armes. La dame du buraliste se sert de son ombrelle hanneton doré pour courber les branches. Les ardents déposent à terre leur chapeau et se défient pour un assaut de gymnastique. Ailleurs on organise une ronde. Seul entre tous le barbier, qui a été garçon à Courbevoie, refuse d'y prendre part et répond avec dédain :

— Moi, je n'aime que les danses de caractère.

Le Petit Parisien tire son ami par le bras, du côté du silence.

— Ça ne m'amuse encore pas, cette affaire-là, frère ; allons-nous-en.

— Oh ! cher mignon... Tu aimes donc la *vraie* forêt autant que moi ?

— Oui, je l'aime ! Mais tu ne sais pas ? Je voudrais que le monde ait dit vrai... Si mon Jean avait un fusil, on courrait ensemble après les bêtes du bois.

Renaud l'Affût chancelle. Quoi ! Encore cette pensée ? Il l'a si souvent caressée, lui, depuis la vie à deux dans les taillis déserts ! Son cœur déborde.

— Que dis-tu, fou ? Mon fusil ? Oh ! je te jure qu'il est cassé ! Mais pourquoi, pourquoi penser à la chasse ?

Le Petit Parisien, les narines dilatées, promène vaguement ses regards sous les voûtes profondes. Il aspire les émanations du bois ; sa pensée se noie au milieu des visions sauvages. Le mystère des halliers l'attire ; l'amour des Chemins Verts lui apparaît avec des formes précises ; c'est l'heure de la révélation.

— Je ne sais pas si je pense à la chasse. Mais j'ai faim de m'enfoncer là-dessous, toujours plus loin ; de guetter ce qui s'y passe, d'ouvrir les mains, de prendre les oiseaux qui s'envolent...

Des jonchées de feuilles se dressent devant lui, retroussées par le vent en sillons onduleux. Il les franchit d'un pied orgueilleux et, sous le flot de sa jeunesse montante, redresse la tête en frissonnant.

— La forêt est à nous, dis ? Oh ! le bon air qui est à nous !

Renaud s'est reconnu dans cet enfant transformé. Il est fasciné, il tressaille, brûle ; mais cette fois encore la pensée de sa paternité l'apaise, le rappelle à lui-même.

— Non, non, je ne toucherai pas à mon fusil. Il dort, ma main ne le réveillera point. Si je t'écoutais, j'irais encore en prison ; et si j'y allais, tu serais perdu pour Jean. Le garde a l'œil sur moi, va, et j'ai peur de lui, à cause de toi... Que l'homme du Plantis soit maudit !

Le braconnier ne se doutait guère, en proférant son cri de haine, qu'il serait bientôt à même de se venger du garde Marcel.

Jules de GLOUVET.

(La quatrième partie à la prochaine livraison.)

ERNEST BERSOT

Quand la France a perdu Ernest Bersot, il y a deux mois, elle s'est aperçue de la place qu'il tenait par le vide qu'il a laissé. Plus préoccupé d'être utile que d'être remarqué, il abandonnait à d'autres les moyens vulgaires de forcer l'attention ; il ne cherchait, lui, ni à écraser ses voisins, ni à hausser sa taille, ni à enfler sa voix. Mais y avait-il un acte de dévouement à accomplir avec simplicité, un conseil opportun à donner avec courage, une parole sage à dire avec esprit, Bersot était là : il ne manquait jamais une occasion de faire le bien et de le bien faire ; c'était sa vocation et c'était son bonheur. Après tout, ne pas poursuivre la gloire est peut-être le secret de la rencontrer ; elle lui est venue, tardive et discrète, mais pure. Étudions les titres qu'il y avait ; c'est nous rendre service à nous-mêmes.

I

Peu de semaines avant sa mort, Bersot, répondant aux vœux de nouvelle année que lui apportait l'École normale, disait : « Je ne suis pas mécontent de mon lot. S'il était permis à chaque homme, expérience faite, de choisir de nouveau une vie, avec le mélange inévitable des biens et des maux, je choisirais encore celle que j'ai eue. »

Cette vie, qu'il envisageait, au moment de la quitter, avec la sérénité d'un philosophe, avait été, dès ses débuts, une vie de

travail et de devoir. Né à Surgères, dans la Charente-Inférieure, en 1816, il était Suisse par son père, Français par sa mère. Un biographe physiologiste trouverait peut-être dans cette double origine l'explication du talent de Bersot, mélange particulier de vivacité et de raison, d'enjouement parisien et de sérieux genevois. Épargnons-lui ces formules de confection, dont il avait l'horreur.

Il était sans fortune, et les bonnes études qu'il fit au collège de Bordeaux le dirigèrent vers la carrière de l'enseignement. Il s'y prépara par un apprentissage de deux ans, comme maître d'études dans le collège où il venait d'achever ses classes. Est-il besoin de dire toute la dure austérité de ce stage, presque obligatoire pour les jeunes gens de province qui aspirent à l'École normale? Bersot se consola de ses ennuis, par les bonnes lectures, dont il avait dès lors la passion.

« Je me reporte avec émotion, écrivait-il trente ans plus tard, aux premières années où je commençai à aimer les livres ; je vois encore, dans la sombre étude où je commandais à des jeunes gens de mon âge, les *Odes* d'Horace, les *Églogues* de Virgile, le *Phèdre* de Platon, le *Prométhée* d'Eschyle, qui m'enivraient si bien que j'étais transporté hors de ces murs et de ces bancs dans les champs italiens, aux bords de l'Ilissus et sur les rochers de la Thrace. J'étais déjà pour Prométhée contre Jupiter. J'épelais *Manfred*, *Child-Harold* de Byron et l'*Enfer* de Dante, et j'étais fasciné par ces beautés étranges. Je sortis de là non pas artiste, mais amoureux de l'art ; un peu de poésie pénétra même dans une pièce de vers latins, qui donna de grandes espérances, hélas ! bien trompées (1). »

En 1836, Bersot fut admis à l'École normale. L'École, placée sous la direction très dirigeante de Victor Cousin, traversait alors une période de prospérité et d'éclat. L'enseignement y était très élevé, les opinions très libres : deux conditions qui convenaient à merveille au jeune Bersot. Parmi les maîtres dont il suivit les conférences, je trouve Gibon, le *père* Gibon, excellent humaniste sous une apparence peu humaine ; le sage et timide Damiron ;

(1) *Études et Discours*, p. 148.

M. Vacherot, âme naïve ; Garnier, auquel Cousin reprochait d'ouvrir sur la philosophie des lucarnes au lieu de fenêtres ; M. Jules Simon, tout jeune encore et déjà célèbre par cette éloquence caressante qui berce toujours et n'endort jamais ; enfin, M. Désiré Nisard.

M. Nisard s'était fait, à l'École, l'apôtre chaleureux et convaincu des grandes traditions littéraires du *xvii^e* siècle ; il lui avait voué une admiration un peu exclusive, mais qu'on respectait pour sa sincérité jusque dans ses excès. Bossuet était *son homme*, et qui pouvait à la rigueur tenir lieu de tous les autres. Plaçant devant lui les œuvres complètes de son auteur favori, il invitait quelqu'un de ses élèves à ouvrir n'importe quel volume à n'importe quelle page. « Vous trouverez partout, disait-il, la raison parfaite, l'écrivain incomparable, l'idéal français (1). » Cette religion littéraire, — c'est Bersot lui-même qui nous l'apprend, — n'était pas sans quelques inconvénients. « On voyait les grands écrivains si haut, si loin, qu'on n'osait pas écrire, de peur d'écrire quelque chose qui ne fût pas digne d'eux ; on était éperdu devant Bossuet, paralysé par cet effroi. Plusieurs ne s'en sont pas remis (2). » Pareil accident n'arriva pas à Bersot, heureusement pour nous. Il conserva toujours le culte du *grand siècle*, il n'en eut jamais la superstition ; son esprit profita au contact de ces modèles admirables, mais son originalité ne s'absorba pas dans la leur.

Au-dessus de tous ces professeurs éminents, Bersot subit encore l'ascendant irrésistible de ce grand allumeur d'âmes qui s'appelait Victor Cousin. Cousin l'avait distingué pendant son séjour à l'École et à l'agrégation de philosophie, où il brilla ; il avait apprécié en lui ce travail assidu, cette érudition sobre, cette sagesse ingénieuse, qui lui faisaient déjà une originalité de si bon aloi. L'occasion se présenta bientôt de mettre à l'épreuve toutes ces qualités. Bersot venait d'être nommé professeur au collège de Rennes, quand Cousin joignit à tous les titres qu'il cumulait le poste de ministre de l'instruction publique dans le cabinet du 1^{er} mars 1840. Aussitôt il rappela son ancien élève.

(1) Voir *Pierre Olivaint*, par le P. Charles CLAIR, jésuite, p. 64.

(2) *Études et Discours*, p. 338.

auprès de lui, et se l'attacha comme secrétaire particulier.

Bersot n'a jamais oublié que les services qu'il rendait. Les hommes de mérite qui encouragèrent ses débuts lui ont inspiré une reconnaissance qui sembla croître avec les années. Tout récemment encore, il consacrait à Victor Cousin, dans le *Journal des Débats*, une étude remarquable où l'homme et le philosophe, tant attaqués depuis quelque temps, — non sans cause, mais sans mesure, — étaient replacés dans leur véritable jour. Je n'y cherche, pour l'instant, qu'un témoignage du profit que le jeune professeur dut retirer du commerce intime de cette riche nature, à laquelle on a pu tout contester, sauf la puissance.

« La génération qui n'a pas connu Cousin, dit-il, ne peut se faire une idée de la séduction qu'il exerçait. Il mettait en scène tout ce qu'il disait par le pittoresque de l'expression, l'intonation, l'attitude, la physionomie, le geste, des yeux prodigieux qui vous transperçaient : on était au spectacle, et ce spectacle était ce qu'on peut imaginer de plus curieux : on ne s'en lassait jamais. Et tout le temps on se demandait : voyons jusqu'où va la vérité et où commence l'illusion ? Est-il dupe ? ne l'est-il pas ? car ces artistes qui nous prennent si bien se prennent eux-mêmes à leur art ; et tout le temps aussi on admirait ce qu'il y avait de bon sens, de pénétration des hommes et des choses, dans ces saillies d'un intarissable esprit. On s'éloignait quelquefois de lui, on lui revenait toujours :

Un je ne sais quel charme encor vers vous m'emporte. »

Avec un pareil homme, le métier de secrétaire n'était pas une sinécure. « Il dictait en se promenant ; peu à peu il s'échauffait, et alors c'était une merveilleuse improvisation qui durait plusieurs heures, souvent assez avant dans la nuit. Il allait au hasard de sa verve, osant tout, ne voulant rien reprendre, puis il laissait reposer et revoyait le lendemain. Quelle école c'était que cette révision, retranchant, resserrant, rajustant, impitoyable, avec des scrupules d'artiste consommé qui ne veut rien laisser d'indigne du public et de lui (1) ! »

(1) *Conseils*, p. 66.

Cette école ne fut pas perdue pour le jeune Bersot. Il n'emprunta à Cousin ni son éloquence pompeuse, ni ses idées philosophiques, qu'il partageait déjà, mais bien ces scrupules infinis qui font l'honneur et le tourment du lettré, ce respect constant du public, que le public finit par rendre à ceux qui le lui témoignent.

Après la chance d'être secrétaire de Cousin, Bersot eut celle de ne pas le rester trop longtemps. Une année ne s'était pas encore écoulée, que le ministère était démissionnaire, et tandis que Cousin s'occupait à rédiger l'apologie de sa propre administration, Bersot, emportant les instructions du maître, était envoyé comme professeur de philosophie au collège de Bordeaux qu'il avait quitté quatre ans auparavant.

Je ne suivrai pas Bersot dans les vicissitudes, d'ailleurs peu nombreuses, de sa carrière universitaire, qui dura onze ans, depuis 1841 jusqu'au coup d'État. Dans toutes les positions où il fut appelé successivement, à Bordeaux, à la Faculté de Dijon, où il exerça la suppléance de la chaire de philosophie, au collège de Versailles, il montra les qualités que ses supérieurs avaient devinées en lui dès les premiers jours et auxquelles il avait dû son rapide avancement. Spiritualiste libéral, c'est-à-dire avec liberté, il apportait à la défense de la doctrine officielle une grande largeur d'interprétation, une tolérance parfaite, une constante élévation de pensée. L'enseignement des Facultés, qu'il ne fit du reste que traverser, n'était pas fait pour lui. Cet enseignement, en province, s'adressait surtout alors à un public flottant d'amateurs désœuvrés, qui venaient y chercher une distraction plutôt qu'une leçon. Or, ce que Bersot goûtait dans le professorat, c'était l'action directe de l'âme sur l'âme, le plaisir d'éveiller dans de jeunes intelligences, avec l'amour du travail, la curiosité des grands problèmes. Il ne visait point aux succès frivoles de vanité, que la facile élégance de sa parole lui eût valus sans peine, mais à la satisfaction plus noble que donne un devoir rempli, un progrès réalisé.

Aussi c'était dans le milieu plus borné et plus intime d'une classe de collège qu'il se sentait à l'aise et qu'il déployait toutes les ressources d'un esprit fécond qui n'était jamais loin du cœur.

Le premier principe de l'enseignement était, selon lui (1), de rendre les élèves actifs : c'est à cela qu'il s'attachait. Pédagogue excellent, parce qu'il l'était le moins possible, maintenant l'ordre sans faire de discipline, intéressant les élèves à force de s'intéresser à eux, il travaillait surtout, ainsi qu'il le disait finement, à démailloter la jeunesse, comme Rousseau voulait qu'on démaillotât l'enfance.

M. Renan, qui le suppléa pendant quelques mois à Versailles, en 1849, nous a raconté que Bersot avait su faire de sa classe une classe modèle où, chose extraordinaire, on ne regardait pas comme but suprême de la philosophie le baccalauréat ou le concours général. L'affection et le respect qu'il inspirait étaient sans bornes. Puis, quelque chose de cette tolérance éclairée, qui n'est pas du scepticisme, avait passé de l'âme du maître dans celle des élèves. En veut-on la preuve ? Au moment où M. Renan prit sa suppléance, Bersot était arrivé dans son cours à la partie du programme où l'on démontre les attributs de Dieu. Le nouveau professeur, évitant ces hautes cimes où il eût craint de s'égarer, laissa la théodicée et fit un cours d'esthétique : les élèves comprirent et ne portèrent pas plainte.

Plein de déférence pour la conscience religieuse, dont il respectait les croyances sans les partager, Bersot, à une époque où la philosophie et l'Université étaient battues en brèche par les chefs éloquents du parti catholique, ne montra pas devant eux cette humilité qu'il a eu le courage de reprocher à son maître Cousin. Pendant qu'il était à Bordeaux, Lacordaire, alors dans tout l'éclat de sa réputation, vint y prêcher le Carême. Le jeune professeur écouta et admira cette parole enflammée, subtile, agressive, mais il ne se laissa pas convaincre et osa le déclarer publiquement. Les Bordelais, si l'on en croit Bersot, permettent de dire bien des choses pourvu qu'on ait de l'esprit. Ce n'est pas de cela assurément que manquait notre philosophe ; mais il avait compté sans ses supérieurs hiérarchiques... et sans les dévots. Soutenir que la raison peut avoir raison ! être pour Lacordaire, rédacteur de l'*Avenir*, contre Lacordaire, restaura-

(1) *Études et Discours*, p. 152.

teur de l'ordre de Saint-Dominique! « Quel crime abominable! » Le recteur et le proviseur, gens téméraires par peur, comme beaucoup de maladroits, crurent devoir infliger au coupable un blâme sévère; il protesta, réclama une enquête, le ministre Villemain lui donna gain de cause, et les deux fonctionnaires payèrent leur excès de zèle par une mise à la retraite prématurée. De son côté, Bersot demanda et obtint un congé de deux ans. Il l'employa à préparer ses thèses de doctorat. Sa thèse française, sur *la Liberté et la Providence d'après saint Augustin*, pensée avec sagesse, écrite avec chaleur et soutenue avec éclat, recommanda son nom aux amis de la philosophie, comme sa ferme attitude à Bordeaux l'avait recommandé aux amis de la liberté (1843).

1848 arriva : alors tout le monde était journaliste et candidat, comme en 1870 tout le monde fut soldat ou ambulancier. Bersot ne fit pas exception à la règle générale, mais il eut l'honneur, dans un moment où tant de bons esprits étaient affolés par la marche précipitée des événements, de conserver intacts tout son sang-froid et toute sa modération. Ce fut cette modération même qui le jeta dans la mêlée ardente des partis ; il y intervint pour prêcher la concorde avant juin, pour soutenir la candidature de Cavaignac en décembre. Libéral et même républicain d'ancienne date, il avait salué l'avènement du régime qu'il préférerait avec une joie mêlée d'appréhension ; il en redoutait les ennemis, et plus encore les amis imprudents. « Pour beaucoup de gens, disait-il à ses élèves, un républicain est un Spartiate de Lycurgue ou un Romain du bon temps. On se le représente volontiers, comme le stoïcien antique, debout sur un roc, la barbe hérissée et le poing tendu.

De là des imitations très amusantes de ce type original : d'honnêtes gens qui se font républicains d'après l'antique, et d'autres honnêtes gens qui les prennent au mot. J'ai le malheur de n'en pas être ; je ne prends pas précisément l'incivilité pour du civisme ; le brouet noir me tente peu après l'exemple de cet érudit qui en essaya la recette et s'empoisonna ; j'admire Lycurgue, mais j'aime mieux vivre avec Périclès ; et, s'il fallait, pour être digne de la République, lui sacrifier la poésie et les arts,

je choisirais d'être un peu moins républicain et un peu plus homme (1). »

Quelles douleurs, quelles amères déceptions réservait à cette âme loyale le régime dont elle suivait avec une sympathie éclairée l'orageuse expérience ! Après la révolution, l'émeute sanglante ; après juin, l'élection du 10 décembre ; puis, l'expédition de Rome à l'extérieur et à l'intérieur ; enfin, couronnant tout, le coup d'État. Bersot vit alors fouler aux pieds tous les principes auxquels il était attaché comme Français, comme libéral, comme honnête homme. Sa vigilance patriotique redoutait dès longtemps ce dénouement trop facile à prévoir, ce viol d'une nation où la victime fut complice. Il n'en fut pas moins frappé au cœur, et longtemps après il ne pouvait, en causant avec ses amis, revenir sur ce triste sujet sans une émotion profonde.

Pour le moment, ce n'est pas seulement l'âme du citoyen qui était déchirée ; c'est l'avenir du professeur qui était brisé. L'Empire exigea le serment des fonctionnaires de l'Université ; Bersot, qui ne parvenait pas à comprendre qu'on prêtât un serment pour l'enfreindre, le refusa, simplement et fièrement, comme les Jules Simon, les Vacherot, les Barni, et tant d'autres que l'Université honore. Considéré comme démissionnaire, il quitta sans hésitation, mais non sans regret, une carrière qu'il aimait. Désormais ce fut à des leçons particulières et au journalisme qu'il demanda le soutien de sa vie : il savait supporter la pauvreté, il n'eût pu supporter la dépendance, ni su servir, lui, moraliste, un gouvernement dont il disait : « Le pire enseignement moral est l'existence d'un mauvais régime et qui dure (2). »

Il resta établi à Versailles. Ce séjour calme, favorable à la méditation, au travail, à la promenade, lui plaisait ; il lui a inspiré des pages charmantes. Il y aimait tout, le reste de vie et l'ombre de mort, le château et les bois, — les bois surtout, — les printemps embaumés, les ombrages des étés, les couleurs changeantes des automnes, les neiges majestueuses de l'hiver,

(1) *Essais de Philosophie et de Morale*, t. II, p. 130.

(2) *Morale et politique*, p. 109.

les ressources discrètes d'une société restreinte, les modestes soirées défrayées par la conversation, le whist et la bonne musique. « Paris est si grand, disait-il, et l'existence y est si occupée, qu'on y a le temps d'être malade et de mourir avant que vos amis le sachent; non point ici, et il y a quelque chose de singulièrement bon dans cette idée; on ne se sent point perdu dans la vide. D'ailleurs, si Versailles a ses provinces, du moins, par le commerce perpétuel avec la capitale, l'esprit reçoit un aliment meilleur que les commérages. Paris est partout où, au lieu de s'acharner sur la vie intime de ses voisins, on s'intéresse aux choses de l'esprit et de l'âme, à la vie générale, j'entends la science, l'art, la morale et la politique, où l'on en parle sans prétention et où l'on en dispute avec politesse... On dira de Versailles tout ce qu'on voudra, il donne un bien inestimable : la solitude sans l'isolement; on y a l'indépendance et en même temps, à portée de la main, les douces intimités. J'en parle pour le savoir depuis de longues années, et ce n'est pas moi qui dirai jamais comme cet ancien philosophe : « O mes amis, il n'y a plus d'amis (1). »

Pendant toute la durée de l'Empire, l'histoire de Bersot est celle de ses écrits, ou peu s'en faut. Il s'essaya d'abord la main dans divers recueils : le *Dictionnaire des sciences philosophiques*, la *Liberté de penser*, la *Revue de l'instruction publique*, la *Revue de Paris*, la *Revue nationale*. Enfin, en 1859, Saint-Marc Girardin, qui l'estimait depuis longtemps et l'aimait depuis peu, porta, d'accord avec Charles de Rémusat, son premier article à Édouard Bertin, qui le mit immédiatement de la famille (2). Il avait trouvé sa maison; il ne devait plus la quitter. Il goûtait dans le *Journal des Débats* et le journal goûtait en lui une parfaite indépendance de pensée jointe à une parfaite courtoisie dans la forme, qualités aussi rares dans notre siècle de polémique qu'elles seraient précieuses. Critique philosophique et littéraire, Bersot ne se refusait pas les excursions dans le domaine de la politique et surtout dans celui de la pédagogie. Ses articles,

(1) *Essais de Philosophie et de Morale*, t. II, p. 531-5, *passim*.

(2) Voir *Études et Discours*, p. 209.

assez longs pour la plupart, ont été réunis par lui dans des volumes successifs qu'il intitulait : *Essais de philosophie et de morale, Morale et Politique, Libre philosophie, Études et Discours, Conseils*. C'est la partie capitale de son œuvre littéraire, et qu'il est temps d'embrasser d'un coup d'œil d'ensemble.

II

Avide de bon sens en philosophie, de liberté en politique, de bon français en toute matière, voilà tout Bersot. Abrégeons : il fut voltairien, à part la haine du christianisme. Il nous a laissé quelque part une vive peinture du voltairien selon son cœur : elle s'applique admirablement à lui-même. « Qu'est-ce qu'un voltairien ? Ce que serait Voltaire dans notre siècle de tolérance générale ? Un voltairien est un homme qui aime assez à voir clair en toutes choses ; en religion et en philosophie, il ne croit volontiers que ce qu'il comprend, et il consent à ignorer ; il estime plus la pratique que la spéculation, simplifie la morale comme la doctrine, et la veut tourner aux vertus utiles ; il aime une politique tempérée, qui préserve la liberté naturelle, la liberté de la conscience, de la parole et de la personne, retranche le plus possible de mal, procure le plus possible de bien, et met au premier rang des biens la justice ; dans les arts, il goûte par-dessus tout la mesure et la vérité ; il déteste mortellement l'hypocrisie, le fanatisme et le mauvais goût ; il ne se borne pas à les détester, il les combat à outrance (1). »

A présent que nous tenons l'homme, voyons dans quelle mesure précise il fut philosophe, libéral, attique.

Si le philosophe est celui qui, à l'aide des lumières naturelles, recherche les principes premiers des choses, et, pour cela, combine les abstractions de la logique, sonde les mystères de la conscience, approfondit les lois du monde matériel, pénètre dans les dédales de la liberté morale, Bersot ne fut pas philosophe : il n'a pas proposé de solutions nouvelles pour ces graves

(1) *Essais de Philosophie et de Morale*, t. II, p. 152.

questions, ni de raisons bien fortes à l'appui des solutions anciennes.

Mais voici une autre manière d'être philosophe : apporter dans tout sujet d'études la préoccupation du général, analyser les ressorts de l'âme humaine, chercher partout et toujours l'homme et le trouver, entrer dans la pensée des grands spéculatifs, sans se laisser éblouir par la majesté de leurs synthèses, éclairer et développer d'une façon originale les données du sens commun, — c'est-à-dire de l'opinion moyenne des hommes cultivés, — avoir foi dans deux grands principes : la légitimité de l'univers et l'existence d'une loi pour la volonté. Philosophier ainsi n'est pas une petite chose : c'est philosopher à la manière de Socrate, de Cicéron, de Sénèque, de Voltaire ; c'est ainsi que philosopha Bersot par ses écrits, par sa vie, par sa mort. En deux mots, s'il ne fut pas un métaphysicien, il fut un moraliste et un vulgarisateur de premier ordre.

Métaphysiciens et moralistes ont leur place marquée côte à côte dans le vaste domaine de la philosophie. Le mineur, qui, environné de ténèbres, se fraye, le pic à la main, un chemin dans la galerie souterraine, et à force de persévérance y découvre des filons nouveaux du précieux minerai, enrichit, mais virtuellement seulement, le patrimoine matériel de l'humanité. Il faut que d'autres mains recueillent ce minerai qu'il a dégagé de la roche, l'élèvent au grand jour, le purifient, le travaillent et le rendent propre à servir aux besoins des hommes. Telles sont aussi les tâches respectives des spéculatifs et des vulgarisateurs : les uns découvrent les filons nouveaux de la pensée, les autres en apprêtent les produits ; ceux-là font avancer la science, ceux-ci la répandent ; sans le métaphysicien le moraliste travaillerait à vide, sans le moraliste le métaphysicien travaillerait en vain. Ils sont voisins, ils se coudoient, ils s'entraident, et ils ne se connaissent pas : c'est sans doute pour cela qu'ils ne s'aiment guère.

Vue à distance, — car son règne est fini, — l'école de Victor Cousin apparaît tout entière, à commencer par son chef, comme une école de vulgarisateurs. Le fond de la doctrine n'avait rien d'original : c'était un mélange de cartésianisme, revu par Leib-

niz, et de platonisme, revu par Hegel. Mais qui donc en France, aux environs de l'an 1828, lisait Descartes, Leibniz, Platon, Hegel? Personne, ou peu de monde. Il fallait, Bersot l'a bien dit, mettre le feu à la philosophie; il fallait y amener ou y ramener le public, l'initier, en un mot. Or, une pareille initiation ne pouvait être l'œuvre que d'une école qui s'éloignât le moins possible par ses opinions des idées communes, par son style des ouvrages en vogue : la rhétorique philosophante était ici à sa place. Bref, entre l'indifférence générale du commencement de ce siècle et les hardies constructions métaphysiques de ces dernières années, l'éclectisme a joué le même rôle de transition que la monarchie constitutionnelle de Juillet entre la royauté légitime et la République.

Les ouvrages de Bersot où il y a le plus de philosophie ne sont pas ceux qui traitent d'un sujet proprement philosophique. C'est que sa philosophie était dans la manière de penser plutôt que dans le système. Quelque question qu'il étudiât, le baccalauréat ou la loi sur la presse, les voyages en Afrique ou la *Vie de Jésus*, M. de Rochefort ou M. de Montalembert, partout apparaissait chez lui cette préoccupation du général, cette chasse à l'homme dont nous avons fait la marque même du moraliste.

Spiritualiste, il l'était de toute la force de son âme, mais il n'est pas indifférent de voir avec quelles nuances. Deux de ses livres nous éclairent sur ce point : l'*Essai sur la Providence* et *Libre philosophie*. On sait que le *Crédo* du spiritualisme se résume en peu de mots : une âme distincte du corps, un Dieu auteur ou principe du monde, une morale fondée sur la liberté et la raison et trouvant sa sanction dans les récompenses de l'autre vie (des peines il est rarement question). Bersot admettait tout cela, et les preuves les plus simples étaient pour lui les meilleures. L'âme? Est-ce que je ne suis pas *un* et quel corps peut l'être? Dieu? Ne le vois-je pas partout? *Cæli narrant gloriam Dei*. La liberté? Est-ce que je ne me sens pas maître de mes actes? L'immortalité? Est-ce que tout mon être n'y aspire pas? Qu'on lui accorde ces quelques points, il se déclare satisfait. Après cela, attribuez au corps un peu plus ou un peu moins d'influence sur l'esprit; soyez pour la doctrine de l'émanation

ou pour celle de la création, — peu lui importe. Ce n'est pas lui qui craindrait les hérésies en philosophie! Il les appelle au contraire de tous ses vœux, il veut qu'on pense, qu'on discute librement, et poliment, s'il est possible. Il s'indigne qu'on jette les noms d'athée et de matérialiste à la face de très honnêtes gens, qui ont le seul tort de ne pas partager votre opinion sur un détail quelconque. A ce compte, qui ne risque de se trouver athée ou matérialiste par quelque endroit? « Pour moi, l'athée est celui qui nie l'infini; quiconque cherche Dieu n'est pas athée; le matérialiste est celui qui raille les idées et les sentiments élevés, et le matérialisme est la doctrine philosophique qui lui donne raison (1). »

Sent-on bien toute la force de ce spiritualisme qui est tout entier dans sa morale; où, même dans la métaphysique, la spéculation s'efface derrière la pratique? N'est-il pas vrai que pour Bersot la croyance à Dieu, à l'âme, à la liberté, se ramène en définitive à la croyance au bien? On le voit, c'est un kantien sans le savoir, et vous ne l'écoutez pas quand il écrit dans un moment d'humeur : « Kant, après avoir égaré la philosophie allemande, a égaré la philosophie française (2). »

Sens moral et sens commun, c'est toute la philosophie de Bersot. Chaque fois qu'il rencontre sur son chemin un homme ou une doctrine qui les offusquent, il se défie. Le spiritisme prétend demander la solution des grands problèmes à des facultés mystérieuses de l'âme, à des puissances invisibles de la nature. Baquet magique, esprits frappeurs, somnambules, tables tournantes, qu'est-ce que cela? se demande Bersot. Mysticisme ou mystification? Et il écrit son amusant volume sur *Mesmer et le magnétisme animal*. C'est, comme il le dit, le récit d'un témoin qui a tâché de voir clair, et qui raconte ce qu'il a vu d'une plume légère, malicieuse, qui enfonce le trait sans avoir l'air d'y penser. A quoi bon partir en guerre contre M. Home ou les frères Davenport? Ne suffit-il pas pour les démasquer de porter un peu de lumière dans ces ténèbres dont ils s'enveloppent avec

(1) *Libre philosophie*, p. VIII.

(2) *Conseils*, p. 85.

tant de soin? Oui, s'il s'agit seulement de confirmer les sceptiques dans leurs doutes; non, s'il s'agit de guérir les dupes de leurs illusions. Les quatre éditions de ce livre, constamment augmenté et tenu à jour, ne sont-elles pas la preuve qu'il y a de certaines maladies dont on ne doit pas espérer guérir la pauvre espèce humaine, parce qu'elle s'y complait? L'Argien dont parle Horace se croyait roi, et il était heureux; on le détrompa, et il mourut de chagrin.

Par cela seul qu'il repose sur le sens commun, le spiritualisme se rattache à de nombreux ancêtres. Il n'y a rien qui change plus lentement que le sens commun et le sens moral : leurs changements s'appellent les révolutions religieuses. Cousin et ses premiers disciples aimaient à se réclamer du xvii^e siècle; Bersot étudia de préférence le xviii^e. Il avait pour cela plusieurs raisons : d'abord le xviii^e siècle, moins puissant peut-être par la pensée que celui qui l'a précédé, l'emporte par son indépendance à l'égard de la religion et par sa passion pour la liberté politique; puis les auteurs de ce temps attiraient Bersot par des qualités de style qu'il avait en commun avec eux : la recherche de l'esprit, la vivacité du tour, l'imprévu des saillies. Bersot en fut d'abord comme ébloui. Son *Étude générale sur le xviii^e siècle* en est la preuve. C'est une galerie interminable de figures nobles ou grimaçantes qui défilent devant le lecteur, un crépitement de citations piquantes qui partent comme des fusées de tous les coins. Tous ces hommes-là ont trop d'esprit, ils parlent trop bien : où trouvent-ils le temps de penser? On est en peine pour eux, on ne peut les suivre, on sue, on souffle, on demande grâce.

Il y a plus de calme, l'attention se disperse moins dans les trois études particulières sur les hommes dirigeants du siècle : Voltaire, Rousseau, Diderot. Chose remarquable! Bersot, en approfondissant une époque, en s'y absorbant pour un moment, ne se laisse pas, comme la plupart, gagner à la contagion des passions d'alors. Tel sera pour Voltaire contre Rousseau, ou pour Rousseau contre Voltaire, ou pour Diderot contre l'un et l'autre. Bersot ne tombe pas dans cet excès; il sait tout comprendre et mettre chacun à sa place. Il ne sacrifiera pas un philosophe à

son rival, parce qu'ils se sont haïs de leur vivant ou parce qu'il trouve en eux des qualités opposées; il se contente de dire : Ils furent différents, ils sont admirables l'un et l'autre, voici pourquoi. Pour lui, Voltaire est l'homme de la raison, Rousseau l'homme du sentiment, Diderot l'homme de la nature. Raison, sentiment, nature, il goûtait également ces trois choses, chacune en son temps et en son lieu. Ainsi disposé, il ne pouvait manquer d'être un juge équitable, car il faut dans la critique une certaine chaleur de sympathie pour ne pas céder au plaisir facile de montrer son esprit en découvrant les défauts de celui d'autrui. De là le mérite durable de ces trois études, pleines de jugements définitifs exprimés sans pédantisme, et dont on ne saurait trop recommander la lecture dans un siècle où, pour parler comme Bersot, on ne lit plus Voltaire et Rousseau, on subit leur influence.

La large impartialité de Bersot n'empêchait pas qu'il n'eût ses préférences. On l'a vu, Voltaire le fascinait surtout, comme le vrai représentant de l'esprit français par sa haine implacable de l'intolérance, « la seule chose que la France ne tolérera jamais », par sa grâce moqueuse, par son style qui est la lumière même, si pure qu'on ne la voit pas, par sa philosophie qui n'est que du bon sens aiguisé. Il aimait tant Voltaire qu'il ne lut jamais ses tragédies. Jeune, il avait tiré de l'œuvre immense du grand railleur un petit volume où, sous le titre de *Philosophie de Voltaire*, sont réunies ses meilleures pages sur Dieu, la liberté, la morale : agréable compilation où Voltaire paraît seulement un peu trop bon Cousinien. Depuis, tout lui était un prétexte pour revenir à son auteur de prédilection : une nouvelle édition, la publication de lettres inédites, un volume de critique ou de biographie. Il l'étudiait sans cesse, s'efforçant de se faire une idée de plus en plus précise de ce fécond génie, confirmant, rectifiant, complétant ses appréciations antérieures, et cela avec une grande indépendance d'admiration à une époque où le nom de Voltaire était proscrit et ses amis suspects dans mainte sphère.

Selon Bersot, Voltaire est un libéral, ce n'est pas un démocrate; lui, il était à la fois libéral et démocrate, ou plutôt, il

aimait le libéralisme, c'est-à-dire la doctrine qui veut la liberté individuelle et le gouvernement de la nation par la nation, et, quant à la démocratie, il n'y voyait ni un bien ni un mal, mais un fait qu'il acceptait, la forme nécessaire de la société moderne (1). Reste à préserver le gouvernement démocratique des deux excès où il menace toujours de tomber : l'anarchie et la servilité ; il ne voulait pas plus de l'une que de l'autre. Pour que la démocratie ne fût pas une vaine duperie, il la désirait entourée d'institutions libérales : d'abord, la liberté de la tribune et de la presse. « Quand on n'a pas le pouvoir, c'est quelque chose d'avoir la parole, de se plaindre, de se défendre, d'attaquer, d'en appeler à la justice de tous et à l'avenir » ; puis, des élections libres et non un suffrage universel gagné, séquestré, effaré ou dépaycé ; ensuite, toute la décentralisation compatible avec l'unité nationale ; enfin, la liberté de la science et de la conscience, qui aboutissait, d'après lui, à la séparation complète de l'Église et de l'État.

Ces idées étaient à l'index sous l'Empire : Bersot les soutint avec la fermeté polie qu'il mettait en toute chose. Mais voici qui est plus rare : après leur triomphe, il leur resta aussi fidèle qu'avant ; il ne cessa pas d'être libéral parce que ses amis parvinrent au pouvoir, ni d'affirmer les droits de l'État que tant de gens voudraient avilir sous un faux prétexte de liberté. Il n'était, lui, fanatique de rien, pas même de libéralisme, et il écrivait encore dans ces derniers temps : « L'État ne tue pas la liberté, il l'excite et la dirige ; il est l'effort qu'un peuple fait sur lui-même pour arriver à exceller... Un gouvernement doit s'exécuter sur certains points de bonne grâce, ne pas chercher à retenir ni à ressaisir un certain nombre d'attributions accasatoires que le temps et le progrès de la raison publique lui ont enlevées ; mais, en revanche, il doit s'attacher fortement à ce qui est l'essence même de l'État, ne jamais céder la juste autorité qui lui a été remise : elle n'est pas à lui, il n'en a pas le droit (2). »

Aux démocrates c'étaient d'autres conseils : lire moins le *Con-*

(1) *Études et Discours*, p. 41.

(2) *Conseils*, p. 27.

trat social pour s'inspirer davantage de la réalité; se garder des illusions du gouvernement direct du peuple et du mandat impératif, sûr moyen de faire des assemblées dépendantes, c'est-à-dire médiocres; répudier le fantôme du fédéralisme; modérer leur amour pour les formules qui emprisonnent la vérité; se délivrer des agités, « nos derviches tourneurs »; enfin, ne pas prétendre refaire tout d'un coup la nation à neuf, lui laisser ses mœurs et son génie. « La France sera volontiers républicaine, à condition que la république soit française. »

Le libre essor des intelligences et des activités, voilà ce que n'avait cessé de réclamer Bersot, alors que l'initiative était suspecte et l'inertie en honneur. Telle était sa politique, telle fut sa pédagogie. La pédagogie n'est-elle pas une partie de la politique? ne prépare-t-elle pas les citoyens de l'avenir?

Bersot aimait à traiter des questions d'enseignement : il pouvait le faire avec compétence, puisqu'il avait été dans l'Université, et avec liberté, puisqu'il n'y était plus. Il était resté, d'ailleurs, attaché à l'*alma mater*, et lorsqu'un ministre imprévoyant vint mutiler les programmes, supprimer ou réduire les études qui profitent le plus directement à l'esprit, — la philosophie et l'histoire, — imposer la bifurcation, c'est-à-dire le choix entre les lettres et les sciences, à des enfants qui ne savaient encore ce qu'étaient ni les sciences ni les lettres, ce petit coup d'État l'indigna presque autant que le grand. Il écrivit alors ses *Lettres sur l'enseignement*, œuvre de haute sagesse et, ce qui ne gâterien, d'infiniment d'esprit. Elles émurent l'opinion et ne contribuèrent pas peu, on aime à le croire, à la chute d'un déplorable système « qui s'était promis d'être immortel ».

Au reste, là comme en tout, sa pensée était aussi éloignée de l'utopie que de la routine. Il ne demandait pas la suppression de l'internat, mal nécessaire; mais il voulait qu'on fit de l'air dans les collèges et qu'on observât, pour le régime des internes, un moyen terme entre les gâteries de la famille et les duretés de la caserne. Il ne demandait pas la suppression complète des concours, mais il protestait contre l'abus ridicule qui s'en est introduit à tous les degrés de l'échelle scolaire, et il s'écriait avec Cousin : « A quand le concours des enfants en nourrice, à qui

bavera le mieux? » Il ne demandait pas une refonte intégrale des programmes, mais, dix ans avant le ministère de M. Jules Simon, il voulait qu'on élaguât les exercices auxquels ne peut s'intéresser qu'une infime minorité de la classe, — discours latin et vers latins, — et qu'on y substituât des explications, fréquentes, complètes, et la lecture, longtemps proscrite des collèges, j'entends celle des bons livres.

Un de ses plus chers ennemis fut et resta le baccalauréat. Il faisait provision contre lui des flèches les plus acérées, et chaque fois que son carquois était plein il les lui décochait. « C'était le signe des bonnes études, disait-il, on a abandonné la chose pour le signe... En France on prend le baccalauréat pour en finir avec ses études, on fait sa première communion pour en finir avec la religion, on se marie pour en finir avec l'amour (1). » Il disait encore : « Pour moi, si je m'honore d'autres grades, je me félicite toujours d'être bachelier. » Et puis c'étaient des détails piquants et trop vrais sur ce vénérable bréviaire, le manuel ; sur ce programme mirifique où l'on a tout introduit en tout aplatisant, comme le Satan de Milton fait entrer ses anges dans le Pandémonium ; sur ces rhétoriciens qui ne s'intéressent point au français, lequel ne touche à l'examen que par l'orthographe ; sur toute cette préparation artificielle qui fait des bacheliers, après quoi il reste à se remettre du baccalauréat ; enfin, sur les malheureux professeurs de Faculté, astreints à l'ingrate besogne des examens, comme des rasoirs qu'on emploierait à couper du bois (2). Toutefois, ici encore il proposait d'améliorer, non de supprimer. Il voulait qu'on allégeât l'examen, qu'on simplifiât les épreuves écrites : « Il faut qu'un élève, en suivant honnêtement les classes, ait l'esprit tranquille, qu'il soit persuadé qu'il se fait bachelier tous les jours, et qu'il le devienne sans s'en apercevoir. » Dirai-je tout? Je crois que ce n'était là qu'un compromis ; au fond, il jugeait le baccalauréat incurable et il aurait cherché à le tuer s'il l'avait cru mortel. Je n'essayerai pas de prouver qu'il le soit.

Telles sont quelques-unes des idées développées par Bersot,

(1) *Études et Discours*, p. 138 ; *Conseils*, p. 14.

(2) Le mot est d'un professeur suédois.

en philosophie, en politique, en pédagogie. On le voit : il rencontrait l'originalité en fuyant le paradoxe, et le bon sens, vieux comme le monde, sortait neuf de sa plume. Tel on le retrouvera dans tous les sujets qu'il a traités, et qui sont aussi variés que l'activité intellectuelle de notre époque. Je n'ai pu citer que quelques pages; l'analyse est impossible; à ceux qui sont curieux je ne puis dire qu'une chose : « Lisez! ». La tâche leur sera rendue plus facile, — je ne dis pas plus agréable, — par le critique éminent que Bersot a prié, la veille de sa mort, d'extraire de ses écrits deux volumes d'œuvres choisies. « Tout le monde, disait-il après Voltaire, ne peut pas arriver à la postérité avec un lourd bagage », et, les yeux fixés sur un Vapereau et sur un Bouillet, il se demandait mélancoliquement combien, de noms et d'ouvrages étaient destinés à passer du premier dans le second. J'envie et je plains sincèrement M. Scherer : je l'envie de ce qu'il aura à relire, je le plains de ce qu'il lui faudra sacrifier.

Dirai-je maintenant de quel style était habillée cette pensée lucide? Mais le lecteur m'a prévenu. Il a reconnu la vraie phrase française, telle que l'ont définitivement constituée les maîtres du XVIII^e siècle, alerte, pressante, spirituelle, toujours correcte, jamais gourmée, l'ironie délicate qui mord sans empoisonner, l'art de dire finement la moitié des choses pour laisser deviner l'autre, le *rien de trop* qui n'est pas l'excuse de la sécheresse, mais la règle de la fécondité, par-dessus tout l'horreur du banal, l'expression heureuse et variée, et enfin ce qu'un collaborateur de Bersot (1) a si bien appelé cette gaieté d'imagination qui ne l'a jamais quitté.

Bersot était un attique; il ne l'avait pas toujours été. Ses premiers écrits se ressentent de l'influence de Victor Cousin, qui, même après avoir délaissé Rousseau pour Pascal, garda toujours je ne sais quoi d'asiatique dans son éloquence. L'allure est un peu lente, un peu empesée; la rhétorique n'est pas tout à fait absente. Il se corrigea bien vite et c'est au journalisme qu'il le dut. La presse a gâté tant de bons écrivains qu'il lui faut savoir gré d'en avoir amélioré quelques-uns! Bersot fut assurément du

(1) M. Francis Charmes, dans les *Débats*.

nombre. Le lecteur d'un journal, même celui des *Débats*, n'a pas le temps de se laisser bercer aux amples douceurs d'une période harmonieusement équilibrée : il veut qu'on aille droit au fait, — comme les fauconniers de France, dit Shakespeare, — il demande le trait qui frappe, l'étincelle qui illumine ; donnez-lui en même temps la flamme qui chauffe, et il est content. Bersot avait tout cela, et chaque année il l'avait mieux ; chaque année sa main gagnait en souplesse sans perdre en fermeté. C'est la récompense du travail assidu : plus on s'y adonne, plus on peut s'en passer, et la facilité un peu molle des premiers temps se transforme à la fin en l'heureuse aisance d'un talent fort, sûr de lui-même. Ajouterai-je un mot de critique à ces éloges ? Bersot était simple, il ne l'était pas toujours simplement. Il marchait droit, mais il lui arrivait parfois de cueillir des fleurs en route ; l'art était consommé : on le sentait encore. Enfin, ses idées auraient gagné parfois à être développées avec plus d'abondance ; le souffle ne lui manquait pas, mais il n'aimait pas courir longtemps.

III

Les écrits de Bersot lui valurent de bonne heure la vive sympathie du cercle restreint, mais raffiné, de lecteurs auxquels ils s'adressaient. En 1866 il fut élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques, honneur qu'il attribuait modestement « à quelques excellentes amitiés ». C'était le couronnement de son activité littéraire, mais il lui restait encore une belle carrière à fournir et qui le révéla au vrai public.

Un grand malheur national l'avait éloigné de l'Université, un autre grand malheur l'y fit rentrer : la guerre de 1870. Sans doute, le néfaste régime qu'il avait combattu pendant vingt ans réservait à ses adversaires la suprême déconvenue de ne pouvoir se réjouir de sa chute ! Comme ses confrères du *Journal des Débats*, Bersot n'avait rien négligé pour détourner le gouvernement impérial de la folle entreprise où il lançait la France. Il écrivait, le 12 juillet 1870 : « Dieu veuille que l'incident espagnol tombe, car il n'est pas facile de faire la guerre pour cela... On

aime ici la politique à coups de tonnerre; on tonne et on écoute son tonnerre rouler; mais les pauvres mortels songent à leurs champs, à leur maison, à leur vie; on pourrait avoir quelque pitié d'eux et ne leur demander de sacrifier tout cela que si la nécessité le veut (1). »

« Les roucoulements de Tityre-Bersot », comme disait le *Figaro*, qu'il ne lisait point, ne devaient pas être écoutés. La lutte éclata. Il en suivit avec une anxiété poignante les cruelles péripéties; il vit en peu de semaines notre sol envahi, nos armées vaincues, dispersées, prisonnières, le gouvernement s'effondrant dans la tempête qu'il avait déchaînée. Son cœur de patriote saigna de nouveau; mais il ne désespéra jamais de la France. Il vit tout de suite où était son devoir : à Paris il n'eût été qu'une bouche inutile, à Versailles il pouvait rendre des services. Là les tristesses de l'occupation prussienne, loin d'abattre le courage du vaillant écrivain, semblèrent l'aviver. Chargé par M. Delaroche, président de la Société internationale d'assistance aux victimes de la guerre, de la correspondance avec les familles des blessés et des prisonniers, on le vit, accompagné du jeune Arnold Scherer, dont il a fait un si touchant éloge (2), quêter, de maison en maison, de l'argent, de la charpie, des secours de toute nature, et porter aux malades des ambulances les soulagements et les consolations dont ils avaient besoin. Rédacteur de l'*Union libérale*, — dont il avait été l'un des fondateurs, — il prodiguait en même temps à ses concitoyens consternés les encouragements et les sages avis; membre du conseil municipal, il les aidait à faire face aux exigences sans cesse renaissantes d'un vainqueur insatiable, mais impoli, qui allait jusqu'à lui proposer, à lui et à M. Scherer, de mettre leur plume à son service, moyennant un honorable salaire!

L'heure de la délivrance sonna; elle fut aussi celle de la récompense. Au moment où la France sanglante et mutilée reprenait haleine et cherchait à panser ses plaies profondes, ce n'était pas trop du concours de toutes les intelligences, de tous les dé-

(1) *Études et Discours*, p. 261.

(2) *Études et Discours*, p. 328-49.

vouements, pour relever l'énergie de la génération si durement éprouvée et préparer à leur tâche sévère les générations grandissantes. La place de directeur de l'École normale était vacante : M. Jules Simon, heureusement inspiré, l'offrit à son ancien élève ; Bersot accepta.

L'École avait traversé bien des régimes différents depuis le jour où il l'avait quittée comme agrégé, trente ans auparavant. Très en faveur aux environs de 1848, sous l'excellente direction de Dubois, elle avait ensuite souffert, comme toutes les autres institutions, de ce système de compression par lequel on se flatta quelque temps d'étouffer la pensée en France. Rien d'incohérent, d'ailleurs, comme les maximes qui avaient successivement prévalu dans la conduite de ce grand établissement, dont on voulait faire tour à tour un cloître et une caserne, au lieu d'en faire bonnement une école chargée, suivant l'expression de Lakanal, de former non seulement des hommes instruits, mais des hommes capables d'instruire. Tantôt c'était la philosophie qu'on proscrivait, et les éditions de Voltaire qu'on s'amusait à mutiler puérilement ; tantôt on sacrifiait l'histoire et la philologie au beau parler, et tel directeur, trouvant entre les mains d'un élève le *Recueil des inscriptions grecques* de Bœckh, lui adressait cette réprimande devenue légendaire : « Monsieur, vous êtes ici pour vous occuper de choses sérieuses ! » Puis, la manie des réformes s'exerçait librement sur l'ordre des études. Un jour, c'est la licence qu'on ne pourra passer qu'après deux ans de séjour à l'École ; un autre jour, c'est l'agrégation qui exigera un stage de trois ans après la sortie. Que dire de la discipline intérieure ? L'un cherche à régner par la contrainte et la tyrannie des règlements : il aboutit à faire le vide et à réduire de moitié les promotions. L'autre, absorbé dans la contemplation des grands modèles, abandonne les soins administratifs à des subalternes : il amène la petite révolte de juillet 1867, suivie du licenciement provisoire de l'École.

Le ministère de M. Duruy, qui jeta la plupart des excellentes semences que nous voyons germer aujourd'hui dans l'instruction publique, répara, dans une certaine mesure, les fautes des administrations précédentes. Néanmoins, au moment où M. Fran-

cisque Bouillier remettait ses pouvoirs aux mains de Bersot, il y avait encore fort à faire. Après l'ordre matériel, restait à rétablir l'harmonie morale. « L'École, disait Bersot, a toujours formé un grand corps ; j'ai essayé d'y mettre une âme (1). » Il fallait pour cela un principe et une méthode : Bersot trouva l'un et l'autre. Le principe, c'était de faire des professeurs qui fussent en même temps des lettrés ; la méthode, c'était la liberté. Voyons d'abord comment il entendait le principe.

Les administrations antérieures avaient dans la direction des études sacrifié trop souvent le fond à la forme ou la forme au fond. Le résultat, facile à prévoir, avait été celui-ci : les unes avaient élevé des générations de pédants, les autres des générations de journalistes. Averti par ces exemples, Bersot comprit immédiatement que le problème était de concilier, dans une mesure exacte, l'esprit scientifique avec les traditions littéraires qui faisaient l'honneur de l'école. Le vent, en 1871, était décidément tourné à l'érudition, voire la plus indigeste. Défaite par l'Allemagne et désireuse de la défaire un jour par ses propres armes, la France, par une singulière contradiction, détestait ses vainqueurs et trouvait tout admirable chez eux. On ne se contentait pas de dire : « Nous étions inférieurs par l'organisation militaire, nous avons un mauvais gouvernement que nous eûmes tort de supporter si longtemps, nous donnions trop de temps aux jeux d'esprit frivoles et trop peu à la sévère investigation scientifique. » On allait plus loin : ébloui par le système d'instruction allemand, par la science allemande, par les universités allemandes, on croyait pouvoir transplanter tout cela chez nous, comme un arbre entier avec ses racines, ses branches et son feuillage.

Dans cet entraînement général, il y avait une idée juste, mais aussi une tendance irréfléchie. Bersot démêla l'une et l'autre et sut faire aux besoins nouveaux une place ni trop envahissante ni trop mesquine. Il eût dit volontiers de la science ce qu'il disait de la République : « La France sera scientifique si la science est française. »

(1) Discours du 30 décembre 1879, recueilli par les élèves.

C'est pour fortifier les études savantes que, à diverses époques, il ouvrit la porte de l'École à l'économie politique avec M. Levasseur, à la paléographie avec M. Thurot et M. Molinier, à la grammaire comparée avec M. Bréal; qu'il laissait pleine liberté au zélé bibliothécaire de l'École pour en augmenter les précieuses collections; qu'il envoyait les élèves de seconde et de troisième année à la Bibliothèque nationale, aux archives, dans les musées, tâter des manuscrits, étudier des monuments, compiler des pièces historiques; qu'il rétablissait l'obligation d'étudier l'anglais et l'allemand, et facilitait aux élèves de bonne volonté l'étude de l'italien; qu'il entrevoyait dans un avenir peu éloigné l'introduction à l'École d'un cours substantiel de droit romain et grec, qui serait d'un secours inappréciable pour les littérateurs et les historiens; enfin, qu'il relevait singulièrement la dignité de la section de grammaire, longtemps connue sous la méprisante dénomination de *cuvette*.

Mais il savait contenir l'esprit d'innovation dans de sages limites. Ne lui avait-on pas proposé en une seule année d'introduire cinq cours nouveaux à l'École? Il résistait de toute sa force à ces exagérations. Il ne voulait point faire des normaliens des étudiants allemands ayant pour seule occupation intellectuelle de suivre des leçons et de prendre des notes. Il estimait à leur valeur l'érudition et la philologie, mais il ne songeait pas à mettre l'esprit français à un régime exclusif, où il risquerait de perdre ses précieuses qualités sans prendre celles de ses rivaux. La conférence de l'École devait, selon lui, conserver sa forme primitive, celle d'une causerie intime où les élèves entrent pour moitié; aussi se refusait-il, non sans regret, à y admettre des auditeurs étrangers qui en eussent altéré le caractère. Par-dessus tout, il tenait aux féconds loisirs de la seconde année, pendant laquelle les élèves de lettres, débarrassés de la licence et trop éloignés de l'agrégation pour s'en occuper outre mesure, s'adonnaient en toute liberté à des lectures, à des travaux qui ne sont plus tout à fait des devoirs de collégiens et ne sont pas encore des mémoires pour l'Institut, mais qui forment leur style et leur goût et leur apprennent à chercher, à penser par eux-mêmes. Cette seconde année était pour lui l'année normalienne par ex-

cellence ; il redoutait qu'une fois lui parti, on n'y touchât, et il se comparait à Charlemagne pressant les ravages des Normands. Espérons que cette crainte n'était pas fondée.

Tels étaient ses principes ; mais les meilleurs principes du monde ont besoin, pour agir, d'être communiqués : c'est à cela qu'excellait Bersot. On a dit, avec une nuance de reproche, que son gouvernement, comme celui de M. Thiers, reposait surtout sur son influence personnelle. Je ne connais pas de plus bel éloge, car qu'est-ce qu'un système sans un homme pour l'appliquer ?

Son premier souci était le choix de ses collaborateurs. L'un d'eux va nous apprendre comment il s'y prenait : « Lorsqu'un maître de conférences venait à manquer, il lui cherchait un successeur dans toute l'Université avec le soin le plus scrupuleux et le plus attentif. Il n'écoutait pas ses préférences et se mettait en garde contre ses préventions : il ne se croyait pas obligé de tenir compte des opinions politiques ou des convictions religieuses pour des fonctions où la politique et la religion n'ont rien à faire, et, au risque d'étonner les esprits étroits et de scandaliser les sectaires, il allait prendre dans les rangs qui n'étaient pas les siens celui qui lui semblait le plus digne. Pour tous les maîtres de l'École, c'était un ami plutôt qu'un chef ; il ne les trouvait jamais assez payés de leur zèle ; il prenait plus de souci de leur santé qu'eux-mêmes... Il n'était pas de ceux qui refusent aux autres la tolérance qu'ils demandent pour eux. Il ne les a jamais inquiétés pour leur opinion, il leur laissait à tous cette liberté sans laquelle il n'y a pas d'enseignement fécond (1). »

Ce sage libéralisme l'inspirait aussi dans ses rapports avec les élèves. C'est son honneur d'avoir, une fois chargé d'une grande administration, appliqué à la lettre les idées qu'il avait toujours professées dans ses écrits. Il avait reconnu de bonne heure toute la folie qu'il y a à vouloir asservir des jeunes gens, dont la moitié sont électeurs, à un régime de discipline militaire qui, selon lui, ne convenait même pas à des collégiens. « Si je

(1) M. BOISSIER, discours prononcé sur la tombe de Bersot ; le *Temps*, 6 février 1880.

vis encore quelques années, disait-il, on ne saura plus à l'École ce que c'est qu'une consigne. » C'est qu'il avait l'art de régner par la douceur, de maintenir l'ordre par la liberté : avait-il fait autre chose à Versailles ? Et pourtant il savait montrer à l'occasion que son indulgence n'était pas de la faiblesse ; il avait le *non* sec et le regard sévère qui arrêtaient court et qui révèlent l'esprit de commandement : mais il n'en usait qu'à propos.

A l'estime qu'il avait conquise dès le début, il joignit bientôt l'affection et la confiance des élèves. Il a écrit quelque part : « J'ai beaucoup aimé les jeunes gens, c'est peut-être pour cela qu'ils m'ont aimé. » Il ne se trompait pas. Puis, son amitié montrait sa sincérité en agissant. D'abord il ne négligeait aucune occasion d'introduire à l'École quelque amélioration matérielle ou morale : tantôt, c'était un dessert qu'il ajoutait à l'un des repas, tantôt, une sortie de théâtre qu'il accordait aux élèves ; un jour, il leur procurait une invitation à un concert, à une soirée officielle ; un autre jour, il décidait que les livres d'études dont ils se seraient servis pendant trois ans leur appartiendraient au sortir de l'École.

Ceci est peu de chose ; mais qui dira les trésors de sollicitude éclairée qu'il témoignait à chaque élève en particulier ? Qui dira les innombrables démarches qu'il faisait pour faciliter la préparation de l'École aux jeunes gens pauvres et méritants, pour leur procurer des leçons, pour placer les agrégés dans les collèges de province suivant leurs préférences ou les exigences de leur santé, pour obtenir un congé pour celui-ci, une bourse à l'étranger pour celui-là, une conférence de Faculté pour un troisième ? C'était un dévouement de tous les jours et de toutes les heures, qui se cachait et qu'on ne connaissait que par ses effets.

Enfin, sans intervenir dans l'enseignement des maîtres, il s'en informait et le complétait par ses conversations avec les élèves. Il lisait tous leurs travaux français, devinait les aptitudes et les lacunes de chaque esprit, aidait à développer les unes et à combler les autres. Dans cette critique orale, comme dans la critique écrite, il voyait le bien plutôt que le mal ; il ne pouvait admettre qu'il y eût des intelligences tout à fait disgraciées par la nature, et un jour que dans l'assemblée des professeurs on

traitait un élève d'absolument incapable; il s'écria : « C'est impossible ! il m'a dit l'autre jour une absurdité originale ! »

D'autres ont pu mettre dans la causerie plus d'éclat, d'action ou d'abandon ; nul n'y mettait plus d'esprit et une bienveillance plus ingénieuse à découvrir et à guérir les petits chagrins, les petites faiblesses. C'est là qu'il se livrait, et ceux qui ne l'ont connu que par ses écrits ne l'ont connu qu'à moitié. Il stimulait le zèle des indolents, s'efforçait de calmer chez le laborieux cette fièvre de travail que M. Nisard appelle la débauche des jeunes gens rangés. Son savoir, servi par le bon sens, lui permettait de donner à tous d'utiles conseils pour la direction de leurs études.

Aux philosophes il disait : « Philosophiez librement ; n'ayez pas peur des nouveautés, mais ne vous laissez pas séduire par elles. Croyez qu'il ne fait pas bon se mettre en opposition avec le bon sens ; les triomphes de ses ennemis sont éphémères ; on peut le dépasser, non le contredire. N' imaginez pas qu'une doctrine soit excellente par cela seul qu'elle vous vient d'Allemagne, d'Angleterre ou d'Italie ; osez la juger vous-même et en elle-même. Quand on vous annonce la mort de la vieille philosophie, pensez à Molière :

Qui tôt ensevelit, bien souvent assassine.

Vérifiez si la science nouvelle qu'on vous apporte ne serait pas un cadre vide ou, mieux encore, la vieille philosophie dorée à neuf et parée d'un nom retentissant. Surtout, défiez-vous du galimatias, du nébuleux, des cantiques. L'esprit français est amoureux de la lumière, même en métaphysique. Elle touche des questions qui doivent intéresser tout le monde ; pourquoi ne parlerait-elle pas une langue que tout le monde puisse comprendre ? »

Il disait aux amis de l'histoire : « Ce siècle a commencé en historien ; prenons garde qu'il ne finisse en notaire. Étudiez les textes, rien de mieux, mais ne vous y absorbez pas. N'offrez pas au public des minuties qui n'ont d'intérêt que pour celui qui les a découvertes ; ne lui apportez pas non plus de simples matériaux. Mettez en œuvre, enlevez l'échafaudage afin que l'édifice gra-

cieux et solide apparaisse libre aux regards. Cherchez à dégager l'âme des époques que vous étudiez, et pour cela vivez-y complètement ; n'y apportez pas les préoccupations, les passions, les idées du temps présent, pas plus qu'il ne faut apporter dans la politique actuelle des souvenirs de l'antiquité : point d'archéologie politique ni de politique archéologique, l'histoire ne se répète pas. »

Aux littérateurs : « L'École est un des derniers points littéraires de France ; ne l'oubliez jamais. Persuadez-vous que le style est l'art de bien penser autant que l'art de bien dire : une mauvaise expression couvre souvent une idée fausse. Ayez horreur du lieu commun et du paradoxe. Le paradoxe n'est pas l'originalité, il en est la contrefaçon ; et il y a un prud'hommisme du paradoxe. Fuyez la déclamation jusqu'au bout du monde : Pascal est le maître de céans. Fuyez aussi le bel esprit et prenez garde qu'à la phrase guindée ne succède la phrase pimpante. Enfin, respectez vos lecteurs, quand même ils ne se respectent pas. Dans le *Malade imaginaire*, Angélique refuse d'aller pour son agrément voir disséquer une femme ; aujourd'hui elle accepterait peut-être, mais Thomas Diafoirus serait toujours un sot de le lui proposer. »

Aux philologues : « Vous gagnerez beaucoup à ne pas l'être exclusivement. S'il ne s'agit que de collationner des manuscrits, de recueillir des variantes, c'est une affaire d'yeux et de santé ; mais s'il s'agit aussi de comparer les diverses leçons, de juger l'authenticité des textes, et souvent des textes des plus grands maîtres, est-il possible de se passer de goût, et le goût n'est-il pas toute une éducation délicate qui demande d'autres moyens ? C'est faire tort à la philologie que de la traiter en ouvrage de manœuvre ; c'est aussi un ouvrage d'artiste. »

Enfin à tous il répétait : « Ceci est une grande maison. L'École n'est pas toute l'Université, mais elle en est le ferment. Vous êtes chargés de maintenir, d'élever le niveau de l'enseignement : restez-y donc. L'âme de l'École doit être l'amour de notre profession. Je ne vous dirai pas de mal de la grande presse, mais tenez-vous loin du petit journalisme ; j'entends par là non pas les journaux dont le format est petit, mais les journaux qui rape-

tissent ceux qui les lisent. Soyez littérateurs, soyez savants, mais soyez avant tout professeurs (1). »

C'est par de telles paroles que Bersot, comme il se l'était promis, mettait dans l'École une âme : la sienne. Jamais l'École n'avait été plus libre et jamais on n'y avait mieux travaillé. Au dehors elle était estimée, choyée par les pouvoirs publics ; deux ministres la visitèrent ; les Chambres augmentaient libéralement son budget. Bersot était infatigable. A la lourde tâche de gouverner plus de cent jeunes gens d'élite, il joignait les fonctions de membre du Conseil de l'instruction publique, où son expérience et sa sagesse ne tardèrent pas à lui donner une place considérable. Le moment n'est pas encore venu de dire la part prépondérante qu'il prit à l'élaboration de plusieurs grandes réformes ; mais l'hommage qu'un ministre a rendu à sa tombe suffit pour la faire deviner. En même temps il était assidu aux séances de l'Institut, dont il fut même le président pendant l'année 1876 ; il ne cessait de collaborer à son journal ; il revoyait et rééditait ses ouvrages. Il ne se donnait un peu de repos que vers la fin de l'été, dans sa petite maison d'Arcachon ; mais ses congés commençaient les derniers et finissaient les premiers de tous. Il semblait que l'homme se multipliât avec les devoirs.

Voilà ce que voyait le monde, et il admirait le sage ; il ne connaissait pas le héros. Héros, il l'était ; qui le niera de ceux qui ont connu les cruelles souffrances où il se débattait depuis si longtemps ? Bersot était atteint depuis 1865 d'un mal implacable, un cancer à la joue, dont les progrès, d'abord très lents, se précipitèrent de plus en plus depuis la guerre. En 1873 il consentit à se faire opérer. « Si j'étais seul comme autrefois à Versailles, disait-il, je me laisserais mourir ; mais j'ai charge d'âmes : il faut vivre. » La même raison devait lui faire repousser plus tard l'idée d'une seconde opération. Il disait en souriant : « Il faut à un directeur de l'École normale plus d'une moitié de tête et d'une demi-figure. »

La première opération avait réussi et pendant quelque temps

(1) *Études et Discours. Rapports sur l'École normale, passim.*

on avait pu le croire sauvé ; mais le mal ne tarda pas à reparaitre, plus menaçant que jamais. Ceux qui l'ont approché alors rapportent qu'une sorte de combat intérieur se livrait en lui. Souvent, le soir, la tête enveloppée, le chapeau enfoncé sur ses yeux, il parcourait d'un pas rapide les rues voisines de l'École, le regard fixé à terre, ne reconnaissant personne et se demandant sans doute : « Dois-je vivre ? Dois-je partir ? » Le devoir l'emporta : il vécut et dès ce jour la lutte cruelle fit place à une résignation inaltérable.

Mais à quels sacrifices cette résignation ne le condamnait-elle pas ! Lui dont la promenade avait été une des passions, lui qui à Versailles passait la journée dans les bois, être réduit à s'enfermer chez lui, sauf, le soir, à prendre l'air un moment, à la dérobée, en se cachant ! Lui qui goûtait tant les charmes d'une société honnête, se voir obligé de refuser d'abord les invitations des familles où il y avait des enfants, puis, peu à peu, toutes les autres ! Ajoutez à cela des souffrances toujours croissantes, souvent aiguës, qui finirent par lui enlever le sommeil. Il n'avait plus que deux ressources : le travail où il s'obstinait, et les visites de ses amis. Qui en eut autant et de meilleurs ? Il avait perdu Cousin, et Saint-Marc Girardin, et Rémusat, et Thiers ; il lui restait Mignet, Legouvé, Scherer, d'autres encore ; la petite phalange allait s'éclaircissant, se resserrant ; hélas ! que la voilà réduite !... Quant à ses écrits il n'y avait jamais apporté une raison plus haute ni un style plus exquis ; rien ne vieillissait en lui et ses derniers volumes sont les meilleurs. Il continuait à s'intéresser à tout : littérature, philosophie, politique. Gaie ou sérieuse, toute œuvre de talent piquait sa curiosité, mettait son esprit en mouvement. Ce fut dans ses derniers mois qu'il découvrit Labiche et Alexandre Dumas fils, et qu'il y prit tant de plaisir.

J'ai eu le triste bonheur de voir souvent Bersot dans ce temps-là ; jamais je n'oublierai le grand spectacle qu'il donnait. Sa résignation n'était pas celle du stoïcien qui nie la douleur, ni celle de l'épicurien qui s'en console, ni celle du janséniste qui s'y complait : lui, il n'en parlait pas. Jamais il ne lui échappait une plainte, rarement une allusion même discrète. Il semblait heu-

reux, il l'était (1). Il causait librement, gaiement, de toute chose, de lui aussi, mais de ses travaux seulement, évitant toute question sur son mal, s'arrangeant même toujours de sorte que la lumière n'éclairât que la partie intacte de son visage. On ne pouvait pas ne pas être ému et l'on n'osait le faire voir : on montait son courage à la hauteur du sien.

Cependant le dénouement fatal approchait. Contenue quelque temps par un traitement habile, la maladie avait fini par triompher de toutes les adresses de l'art. Au mois de septembre, Bersot disait à ses deux médecins : « Je n'ai pas peur de la mort et je m'y prépare. Aux progrès que fait le mal, j'ai peut-être trois mois à vivre ; je verrai les débuts de la promotion nouvelle, j'écirai un article sur Cousin que l'on calomnie, et ma tâche sera terminée. » Il ne se trompait que de quelques semaines et il remplit fidèlement son programme. Avec une merveilleuse sérénité, il rédigea ses dernières volontés dans le plus minutieux détail, écrivit des lettres d'adieu à ses amis, publia le petit volume qu'il appelait son *Manifeste*, et, cela fait, attendit. Au mois de décembre il faillit être emporté par une attaque soudaine ; il se remit pourtant et put recevoir, le dernier jour de l'année, les chefs de section de l'École. Il leur parla avec calme, presque avec gaieté. « L'École est bien vue, disait-il ; on nous donne des compliments et de l'argent et nous ne refusons ni l'un ni l'autre. Je ne dis pas qu'on nous aime pour nous ; on nous aime contre quelqu'un. C'est une façon fort ordinaire d'être aimé en ce monde. D'ailleurs ceux contre qui on nous aime savent durer : cela nous assure d'être aimés longtemps. »

La dernière soirée de Bersot mérite d'être racontée ; on en a su le détail par le jeune médecin qui l'a assisté avec tant de dévouement, M. Paul Reclus. C'était le 31 janvier. Vers six heures le docteur vint faire sa visite accoutumée. Le visage de Bersot était plus serein ce jour-là qu'il ne l'avait été de longtemps. « Mon ami, dit-il, c'est bien fini cette fois. J'éprouve les mêmes symptômes qu'au mois de décembre et je sens que je resterai

(1) Voir le beau discours prononcé par M. Fustel de Coulanges lors de l'inhumation définitive de Bersot.

dans la crise. J'ai assez travaillé. Ma vie n'a pas été facile ; j'ai droit au repos qui approche... A quelle heure vous levez-vous ? » — « A six heures. » — « Eh bien, vous viendrez demain matin dès que vous serez levé. Vous ne sonnerez pas ; il ne faut réveiller personne. Je glisserai ce soir la clef sous mon paillason et vous entrerez droit dans ma chambre. Je veux que vous soyez seul témoin de mon agonie. C'est bien assez de vous imposer cette douleur ; je désire l'éviter à ma famille et à mes amis. »

Il fallut se soumettre. La famille de Bersot vint passer le reste de la soirée avec lui. Il se montra plein d'entrain, de bonne humeur ; quand on se sépara vers dix heures, il ne donna, dit-on, ni un serrement de mains, ni un baiser de plus que les autres soirs.

A sept heures du matin le docteur Reclus arriva à l'École : Bersot avait tenu parole. Il trouva la clef devant la porte, ouvrit et gagna la chambre à coucher. Il appela : personne ne répondit. La crise avait éclaté dans la nuit et le malade étouffait, sans connaissance. Il ne revint pas à lui de toute la matinée ; à une heure il n'était plus.

Telle fut la fin de ce vrai philosophe. Il a donné de bien excellentes leçons dans sa vie : je ne pense pas qu'il en ait donné une plus noble que la dernière.

Théodore REINACH.

PREMIER AMOUR

...Pressé par nos questions, le chef de la maison d'exportation Alfred Joubert et C^{ie} frotta son crâne chauve de sa main gauche, et nous raconta ce qui suit.

I

Ce n'est pas seulement Paris que les entrepreneurs de bâtisse transforment ; les villes de province, elles aussi, se ressentent de l'amour immodéré de notre époque pour le plâtre nouvellement gâché. Une à une, les vieilles demeures construites par nos aïeux tombent en poussière sous le marteau du démolisseur, et avec elles s'écroule un monde de souvenirs, une part du commencement de notre vie, à nous autres hommes de soixante ans. Le progrès, dont j'ai toujours été un fervent apôtre, le veut ainsi. A peine sorti du sol, le flot d'une source est poussé par celui qui lui succède vers la mer où il doit se perdre. C'est logique, j'en conviens. Pourtant, il y a quelques jours, je me suis surpris à maudire le progrès ; il venait de m'apparaître comme un vandale, de faire saigner un côté de mon cœur. Voici comment.

Ma ville natale est presque un faubourg de Paris. C'est une cité magnifique, majestueuse, solennelle, frappée à l'effigie du grand siècle qui la vit se fonder. Ma famille n'avait aucune attache dans cette ville, et le hasard seul me la donna pour berceau. Nul des miens ne repose dans son cimetière ; toutefois,

depuis quarante ans que je l'ai quittée, j'ai cent fois formé le projet de retourner voir, non son palais, non le musée qu'il renferme, mais la demeure où j'ai poussé ce premier cri d'angoisse dont chacun de nous salue la vie. Phénomène singulier, j'ai trouvé le temps d'aller en Amérique, en Asie, voire en Océanie ; mais les douze heures de loisir nécessaires pour ce pèlerinage m'ont toujours fait défaut.

Ce n'est donc pas mû par le désir de revoir les lieux où j'ai grandi qu'un matin je me mis en route pour ma ville natale ; ce fut pour cause d'affaires. Je débarquai dans le quartier Saint-Louis, que je connaissais peu et qui ne disait pas grand'chose à mon esprit. La tristesse, la solitude des rues de Versailles frappent surtout le voyageur qui vient de quitter les bruyantes rues de Paris. Néanmoins je me sentis prêt à donner raison à ses détracteurs, tant je trouvais ce matin-là ma ville morne. En outre, malgré moi, je songeais que depuis mon départ ses annales s'étaient augmentées d'une page douloureuse : n'est-ce pas dans ses murs, hélas ! qu'un soldat barbare, de la race de ceux qui firent pleurer Charlemagne vieilli, qu'un descendant de ce Witikind cent fois vaincu, a ceint son front d'une couronne impériale ramassée dans notre sang ?

Vers deux heures de l'après-midi, mes « affaires » étaient terminées, et je me dirigeais avec lenteur vers la gare. Si je marchais à pas comptés, bien que l'heure des départs me prescrivit de me hâter, c'est que je discutais avec cette voix intérieure qui parle en nous, avec ma conscience, qui blâmait ma fuite précipitée.

— Sur les bords fangeux du fleuve des Amazones, sur les flots dorés de la mer Vermeille, sur les rives glacées du Saint-Laurent, au sein des ténébreuses forêts du Goatzacoalco, dans les brumes du cap de Bonne-Espérance, disait la voix, je t'ai entendu évoquer le passé et appeler de tes vœux l'heure trois fois heureuse où, de retour en France, tu foulerais le sol de ta ville natale. Tu priais alors le ciel de te protéger, de te laisser vivre les jours nécessaires pour revoir la vieille demeure où tu es né. Te voilà enfin, un peu contre ta volonté il est vrai, dans cette ville tant désirée ; tu es à trois pas des lieux que depuis

quarante ans tu souhaites revoir, et tu vas partir sans les avoir visités.

— C'est qu'il est tard, répondais-je à la voix importune, et j'ai « affaire » à Paris. Puis tu te trompes ; les lieux que je veux revoir ne sont pas à trois pas, mais à mille du point où nous nous trouvons. Je reviendrai.

— Tu ne reviendras pas.

— Je reviendrai, répliquai-je avec vivacité, ne fût ce que pour te prouver...

La voix m'interrompit pour répéter, inflexible :

— Tu ne reviendras pas.

Il faut bien en convenir, elle a toujours raison cette voix qui parle en nous, et nous sommes de grands sots de lui opposer des sophismes dont elle n'est jamais dupe, de nous préparer des regrets en refusant de lui obéir. Comme elle répétait une fois de plus son : tu ne reviendras pas, je fis volte-face avec humeur, et je me dirigeai rapidement vers la place d'Armes. La voix intérieure n'abusa pas de son triomphe ; elle se tut, — c'est sa manière d'approuver.

Mon parti une fois pris, je suivis le chemin le plus long pour me rendre au carrefour de Montreuil ; je voulais revoir au moins la façade de l'ancien rendez-vous de chasse de Louis XIII, devenu, grâce à Mansard, le splendide palais que chacun sait. Je gagnai l'avenue de Saint-Cloud. L'air était doux ; le ciel, bien que nuageux, montrait çà et là de grands pans d'azur. Soudain je ralentis le pas ; ma mauvaise humeur s'évanouit. J'oubliai l'affaire importante qui m'avait amené à Versailles et celle non moins importante qui, à mon dire, me rappelait si vite à Paris. Je venais, dès mon entrée dans l'avenue de Saint-Cloud, de voir un enfant courir après une balle lancée par un dragon, guerrier au repos assis près d'une jolie bonne. Un rideau me parut s'entr'ouvrir ; mon regard plongea dans le passé ; mille choses oubliées se pressèrent dans ma mémoire. Quels délicieux réveils ont parfois les souvenirs !

Moi aussi, étant petit garçon, j'avais cœuru en ce même endroit après une balle que lançait à ravir un jeune dragon, pays de ma bonne. Un jour, — jour néfaste, — je racontai à ma mère

combien nous nous amusions dans les avenues, dans le parc, dans le bois de Satory, ma bonne, le dragon et moi. Ma mère m'interrogea minutieusement, et, avec la candeur de l'âge d'or, je lui révélai, paraît-il, un « tas d'horreurs ». Il s'ensuivit une longue conférence avec mon père. Le lendemain, Rose vint tout en larmes me dire adieu dans mon lit, renvoyée. Je pleurai ma bonne que j'aimais beaucoup, puis je pleurai de voir mes promenades quotidiennes supprimées. Ce ne fut qu'au bout de quinze jours que Rose fut remplacée par une fille « sûre » que, pour plus de garantie, ma mère avait demandée en Normandie. Un mois plus tard, je courais après la même balle, lancée cette fois par un carabinier. Je ne songeais plus à Rose ; mais, ne voulant pas perdre Thérèse, qui se montrait très douce avec moi, je me gardai instinctivement de toute indiscretion. Cet épisode, je n'y avais plus jamais songé. Et voilà qu'il me revenait vivant à l'esprit, avec des conclusions qui me faisaient sourire.

Je regardai un instant la bonne, le dragon et l'enfant ; puis, sur le banc voisin, je cherchai machinalement un invalide dont la jambe de bois avait été longtemps pour moi une cause d'admiration et d'envie. Cette jambe de bois, au bout effilé en guise de pied, ne m'apparaissait pas alors comme un appendice fabriqué par les hommes, je croyais son propriétaire « né avec ». Près de ce vieux soldat venait souvent s'asseoir un vieillard en culottes courtes, aux bas chinés, au chapeau tricorne, aux cheveux ramassés en queue sur la nuque, avec lequel je ne m'étais que lentement apprivoisé, car je le prenais pour le fameux Cadet-Rouselle, héros d'une chanson que je connaissais. Ses breloques, qu'il me laissa un jour examiner et toucher, firent de ce vieillard un de mes meilleurs amis. Le soleil brillait : comment ne se trouvait-il pas sur son banc, offrant une prise à l'homme dont la jambe droite était en bois ? Je revins au présent. Cinquante années me séparaient de l'époque à laquelle Rose avait été renvoyée de mon service. Mes vieux amis n'étaient plus que poussière, et leur ombre, un instant évoquée, allait s'évanouir à jamais.

Retombé en pleine réalité, je marchai un peu plus vite, étudiant les maisons qui bordent l'avenue. Je reconnus une vaste porte que j'avais souvent franchie en compagnie de ma mère,

pour rendre visite à une de ses amies. Dans une de ces visites, j'avais commis un de ces mots que les parents retiennent, qu'ils citent comme un signe de la précoce intelligence de leur enfant. Après m'avoir laissé assis pendant une heure sur un tabouret, suçant pensif deux maigres dragées, ma mère se leva enfin et me dit de remercier la maîtresse du logis du plaisir que je venais de prendre chez elle.

— Ah ! mais non ! m'écriai-je avec conviction, trouvant sans doute que deux bonbons ne valaient pas une heure d'immobilité. Ce serait mentir, je ne me suis pas amusé du tout.

J'avais été aussitôt grondé pour mon ingratitude. Le soir, lorsque ma mère raconta à mon père mon embarrassante sortie, je regardai avec inquiétude le martinet qui, pendu à un clou, m'a toujours fait plus de peur que de mal. Mon père se mit à rire, déclara que j'avais un esprit du diable, erreur dont ma pauvre mère est morte convaincue.

Je chemine en plein passé, me souvenant à chaque pas. La devanture qui là-bas fait saillie, me disais-je, c'est celle du vitrier chez lequel j'ai acheté tant d'images sur les navrantes aventures du petit Chaperon-Rouge et de M^{me} Barbe-Bleue. Plus loin se trouve la boutique de l'épicier dont le réglisse, je ne sais pourquoi, me semblait plus sucré que celui de son rival de la rue de la Pompe. Déception ! un marchand de nouveautés a remplacé le vitrier, et l'épicier a pour successeur un quincaillier. Cette transformation me semble étrange, irrationnelle. Rien n'est donc stable, ici-bas ? Il n'y a donc d'immuable que le souvenir, ce reflet ?

Me voilà maintenant en pleine réalité, un peu attristé. Les changements survenus dans ce petit coin du monde déroutent ma mémoire, m'agacent, et me voilà philosophant. Tout à coup, mes regards s'arrêtent sur un vieil orme au tronc tourmenté, semé de gibbosités. Cet arbre, je le reconnais ; il passait, aux yeux de mes amis d'enfance et aux miens, pour fournir le meilleur « pain de hanneton » de l'avenue. O le bon vieil arbre, il est resté orme, lui ; il n'a pas bougé. Il était vieux lorsque j'étais petit ; il paraît avoir le même âge qu'il avait alors, et chaque jour, à mesure que le soleil nous semble se rapprocher de l'ho-

rizon, il étend son ombre dans le même sens qu'autrefois. Cette ombre, étalée sur le sol, est toujours émaillée de points lumineux. Que de fois j'ai tenté de saisir ces fleurs de feu, produites par les rayons glissants entre les feuilles. Hélas ! c'est de très bonne heure que nous voulons nous emparer des choses qui brillent, ne sachant pas que leur éclat n'est qu'un reflet.

Me voici devant la vieille demeure si souvent évoquée. Mon cœur bat, une larme monte à mes yeux ; je regarde silencieux, atterré. Des hommes armés de pioches travaillent à son faite et font écrouler ses murs ; elle a déjà perdu un étage sur trois. Une douleur profonde m'opprime. Je suis comme un homme qui, venu pour rendre visite à un ami longtemps négligé, trouve la maison tendue de noir et l'ami cloué dans un cercueil. Je voudrais fuir, et je reste.

Je reste, et l'embrasure béante qui a été celle de ma chambre me semble lugubre. Mon père, ma mère, je les revois. La porte cochère n'a plus de battants, et mon regard plonge dans l'immense jardin, divisé autrefois en autant de compartiments que la maison comptait de locataires. Il y avait un berceau de chèvre-feuille dans le compartiment qui nous appartenait, un berceau qui me servait l'été de salle d'étude et qu'abritait un jeune sycomore. Le sycomore est devenu un grand et bel arbre, mais il a un air désolé sous la poussière grise qui couvre ses branches et ses feuilles. Les pioches détruisent la maison, la hache coupera bientôt le sycomore qui reste jeune, lui, bien qu'il soit mon aîné. L'envie de m'enfuir me reprend.

Je ne m'enfuis pas. Je profite d'un instant où les maçons se reposent pour franchir la porte cochère, et je marche droit à mon ancienne salle d'étude. Elle possédait un banc de pierre qui est encore là ; je m'assieds. J'examine chacune des fenêtres béantes et je revois, dans leur encadrement, les visages jeunes et vieux que j'y voyais dans ma jeunesse. A ma droite, la porte-fenêtre de l'arrière-boutique de l'horloger ; au-dessus, une fenêtre plus petite qui, l'été, s'encadrerait d'une guirlande de capucines. Oh ! cette petite fenêtre, je m'attarde à la contempler, je n'en puis détacher mes regards. C'est là qu'elle se tenait, elle, la première femme qui troubla mon âme, qui m'apprit que la vie a

de terribles amertumes, qui fit battre mon cœur plus vite, qui me fit pleurer mes premières larmes d'homme. Les maçons frappent, les murs s'écroulent ; mais je ne vois et n'entends plus rien, je voyage dans le passé.

II

Je voyage dans le passé. L'immense jardin, encombré de gravois, de ferraille, de charpentes, vient de reprendre son ancienne régularité. La petite fenêtre, encadrée de feuilles d'un vert tendre semées de fleurs jaunes, est grande ouverte pour mieux accueillir les rayons du soleil. Moi, je marche sur ma quinzième année et, assis sur le banc de pierre, accoudé sur une table rustique, entouré de dictionnaires, j'analyse une tragédie d'Eschyle dont le héros lutte contre la fatalité. Dans une cage accrochée près de la fenêtre, deux oiseaux, — victimes eux aussi de la fatalité, — chantent néanmoins. Un fin profil, penché sur une broderie, se redresse pour les écouter, et mon cœur de battre. Quelle perfection de lignes, dans ce profil ! Avec quelle anxiété j'épie chacun de ses mouvements, dans l'espoir de le voir se retourner de mon côté, d'être ébloui d'un regard des grands yeux noirs dont il est orné. Que d'alternatives douloureuses ! Avec quelle fière résolution de ne plus regarder je me plonge tout à coup dans le texte d'Eschyle, pour relever la tête au bout de quelques minutes. Hélas ! ce n'est pas le foie de Prométhée que déchire le bec des vautours, c'est le mien. Quant à Léonie.... Mais ne dois-je pas revenir un peu en arrière ?

Je l'avais vue pour la première fois sept ans auparavant, lorsque son père avait loué une des boutiques de la maison pour y établir un commerce d'horlogerie. Bien qu'elle fût mon aînée de deux ans, nous étions vite devenus de bons amis. Nous avions couru ensemble à travers les jardinets, joué au volant, à cache-cache et, doux par nature, je m'accommodai promptement de ce camarade, moins brusque que Dugué, — le fils de l'huissier du premier, — moins despote que Damilon, — le fils du propriétaire de la maison, — eux aussi un peu plus âgés que moi. Dans les jeux, Dugué poussait trop fort. Quant à Damilon, il voulait toujours être le chef des brigands et me condamnait au rôle

sacrifié de gendarme. Léonie, au contraire, poussait doucement et se soumettait à ma volonté. Elle acceptait sans discussion le rôle de gendarme et se laissait arrêter par moi, le brigand, sans même essayer de défendre, comme Dugué, l'honneur du corps auquel elle était censée appartenir. Dans tous ses amusements, Léonie ne se préoccupait pas plus de ma qualité de garçon que je ne m'inquiétais de sa qualité de fille. Nous étions camarades, bons camarades. Je gagnais à sa fréquentation de n'avoir jamais mes habits déchirés, et, par conséquent, d'être moins grondé que lorsque je jouais avec Dugué, qui tirait encore plus fort qu'il ne poussait.

A cette époque, qui sur ce point ressemble terriblement à la nôtre, le commerce allait très mal, surtout le commerce d'horlogerie, et, de même qu'aujourd'hui encore, le gouvernement en était cause. Le père de Léonie gagnait assez péniblement sa vie, si péniblement que la petite fille n'allait pas à l'école, qui coûtait six francs par mois. Elle disparut un matin, emmenée par une de ses tantes qui habitait Paris et voulait se charger de son éducation. Les années passèrent; ma camarade ne fut bientôt plus pour moi qu'un vague souvenir.

J'allais donc atteindre ma quinzième année et, durant l'été, je préparais sous le berceau du jardin les devoirs que je devais présenter au collège. Dugué, devenu un jeune homme, travaillait avec son père, tandis que Damilon, qui devait hériter de la maison, apprenait à en manger les revenus. Mes deux anciens amis ne voyaient plus en moi qu'un enfant. Ils fréquentaient les cafés, jouaient au billard, fumaient; moi, je traduisais Eschyle, avec nombre de contre-sens.

Une après-midi, ayant levé le nez pour suivre les péripéties d'un aérien combat de mouches, je vis la petite fenêtre s'ouvrir. Mais, au lieu de M^{me} Lecerf et du tapis qu'elle secouait à cette heure, apparut, dans le cadre vert des capucines, un fin visage ovale orné de deux grands yeux noirs et d'une toute petite bouche rose. Les grands yeux examinèrent le jardin, un sourire entr'ouvrit la petite bouche comme pour montrer les jolies dents qu'elle renfermait. La jeune dame semblait chez elle dans cette chambre. Elle m'aperçut, échangea quelques mots avec M^{me} Le-

cerf, qui venait de se montrer, et me salua aussitôt d'un geste amical, auquel je répondis cérémonieusement.

Je consultais mon dictionnaire quand la porte de l'arrière-boutique de l'horloger s'ouvrit, et la jeune dame franchit le seuil. Elle était grande, svelte, le corsage de sa robe dessinait sa poitrine, et elle marchait avec une grâce, une majesté qui lui donnaient un air de ressemblance avec les déesses qui peuplaient mes livres d'étude. Je me sentis troublé jusqu'au fond de l'âme en la voyant se diriger vers le berceau, et je m'absorbai dans les feuillets de mon dictionnaire. Je ne levai les yeux que lorsqu'elle fut à deux pas de moi, et je devins d'un rouge cramoisi lorsqu'elle me tendit une petite main blanche en me disant :

— Bonjour, monsieur Alfred.

Je touchai craintivement la main qui m'était offerte, et je sentis au visage de si brûlantes bouffées de chaleur qu'il me sembla être face à face avec le soleil.

— Est-il possible, me dit la visiteuse, que vous ne reconnaissez pas votre ancienne camarade Léonie ?

Je venais de la reconnaître, éclairé par un joli signe noir qu'elle portait sur la lèvre supérieure, et qu'elle m'avait bravement demandé de couper avec mon canif, un jour que je lui affirmais que c'était laid. J'avais aussitôt aiguisé l'instrument fatal sur un pavé, afin de procéder à l'opération sollicitée. Par bonheur, on nous avait appelés ; le petit signe, mis ainsi à l'abri de ma main sacrilège, avait été sauvé. Léonie me parla du passé ; je l'écoutai debout, troublé, aveuglé, ne lui répondant de loin en loin que par des oui ou des non qui ne tombaient pas toujours très à propos. Avec sa robe de couleur mauve, sa collerette plissée, sa bouche rose, ses belles dents, ses cheveux épais, sa taille dépassant la mienne, Léonie me semblait devenue la plus imposante personne de la terre, et ses yeux, bien qu'ils me regardassent avec douceur, m'apparaissaient comme deux flambeaux dont l'éclat éblouissait les miens. Son buste long, arrondi, saillant, m'embarrassait aussi par ses formes accusées. Comme ces jours sont loin !

En somme, c'était la première fois que je me sentais intimidé

devant une jeune fille, et je ne devinais pas pourquoi. Léonie fut rejointe par sa mère, lui parla en riant de mon trouble, constata que j'avais grandi et que j'allais bientôt devenir un homme, ce qui me donna envie de pleurer. J'aurais voulu lui paraître un monsieur comme elle me paraissait une dame, c'est-à-dire une femme.

Il y avait plus d'une heure que Léonie s'était retirée, et ma traduction d'Eschyle n'avait pas avancé d'un mot. Aussitôt après son départ, je m'étais posté de façon à surveiller sa fenêtre, espérant la voir s'y montrer. D'où me venait ce désir, cette préoccupation, cette inquiétude de la revoir, qui allaient me poursuivre durant de longs jours? Pourquoi, sur les pages de mon dictionnaire, sur celles de mon cahier, voyais-je flamboyer les yeux noirs de la belle jeune fille? Je ne le savais pas encore très bien.

A l'heure du dîner, mon père et ma mère s'entretenaient de la petite horlogère, devenue, disaient-ils, une merveille de beauté. Lorsque ma mère me demanda si j'avais revu mon ancienne amie, je rougis et je balbutiai si bien que mon père se mit à rire.

On avait grand'peine, chaque soir, à me faire abandonner le salon pour gagner ma chambre; il était toujours trop tôt. Ce soir-là, vers neuf heures, je pris de moi-même ma bougie. Mes parents me crurent malade et m'accablèrent de questions. Je les rassurai, sans toutefois leur parler des yeux noirs de Léonie, et du besoin que j'éprouvais d'être seul pour y songer. Je fus couché en un instant; ma lumière éteinte, je vis se dessiner sur la muraille le portrait de Léonie.

Ainsi que tous les enfants élevés dans la maison paternelle, je ne possédais pas grande malice. Néanmoins, je devais à la fréquentation des auteurs grecs et latins quelques aperçus sur bien des choses analysées en maître par le poète Lucrèce, poète que je ne connus que plus tard. La mythologie — dont l'étude est abandonnée aujourd'hui — m'avait aussi mis sur la voie d'une série de phénomènes qui ne restaient obscurs pour mon esprit que parce qu'aucun intérêt ne me poussait à les comprendre. Achille et Briséis, Énée et Didon, Diane et Actéon, me

trottèrent cette nuit-là dans l'esprit. Léonie valait à elle seule Briséis, Didon et Diane, et j'aurais bien voulu, faute de mieux, être un instant Actéon.

En résumé, un monde d'idées nouvelles, étranges, troublantes, folles se livra bataille dans ma tête, et je ne dormis guère. Je préparai avec soin les réponses que je comptais faire à Léonie le lendemain, à l'heure où elle viendrait me rendre visite sous le berceau. Oh ! les belles phrases qu'elle devait entendre et qu'elle n'entendit pas, car, le moment venu de les articuler, elles ne réussirent pas à sortir de mon gosier. En amour, ce n'est pas du premier coup que l'on devient un Achille.

Toujours est-il qu'à dater de ce lendemain, je passai mes heures disponibles sous le berceau, épiant la petite fenêtre. J'y gagnai, les jours de soleil, de voir Léonie, les manches de sa robe relevées, peigner ses longs cheveux rendus plus noirs par le contraste de ses bras blancs, spectacle dont l'étude du texte d'Eschyle eut beaucoup à souffrir. Dans l'après-midi, la belle fille se tenait penchée sur un ouvrage d'aiguille, et ne relevait la tête que de loin en loin pour regarder distraite le jardin ou le ciel. Chaque jour, vers six heures, elle venait causer avec moi. Toutes les jolies choses que j'avais médité de lui dire s'évanouissaient alors de mon esprit. Je tremblais, je n'osais la regarder en face, moi qui trouvais ses yeux si beaux. Décidément, je n'avais pas l'esprit que ma mère croyait.

Qui donc, au fond de son cœur, ne cache de pareils souvenirs ? Qui ne comprend que, me retrouvant après cinquante années devant cette petite fenêtre, le gracieux visage que j'y avais si souvent contemplé me soit aussitôt apparu, et que pour une heure j'aie oublié le présent ?

III

Est-ce aux Grecs, est-ce aux Latins que j'en fus redevable ? Je ne saurais le dire aujourd'hui. Le fait certain, c'est que huit jours après ma première entrevue avec Léonie, et après une suite de douloureuses méditations, je vis enfin clair dans mon

cœur. J'étais une victime de cette Vénus qui, dans ma mythologie, soumettait tous les mortels et tous les dieux à son empire. Cette découverte ne m'affligea pas ; elle me rendit même fier. Ce n'était pas simplement une femme que j'aimais, mais la plus belle des femmes. Cet amour, il devait être brûlant, éternel, comme celui de Pyrame pour Thisbé. Il fallait maintenant que Léonie m'aimât à son tour, comme Thisbé avait aimé Pyrame. Il fallait qu'elle fût prête à mourir pour moi comme j'étais prêt à mourir pour elle, ce qui — sublime enfantillage — me paraissait plus naturel que de vivre.

Ainsi que la plupart des garçons de mon âge, dont la taille est en voie de développement, ma toilette journalière se composait d'un pantalon toujours trop court et d'une veste dont les manches me laissaient les poignets à découvert, ce dont je ne m'étais jamais préoccupé. Mes cheveux entremêlaient à la diable leurs boucles blondes, et mes souliers avaient des clous. Le sixième jour après le retour de Léonie, j'apparus sous le berceau avec une raie irréprochable, des brodequins admirablement lacés et cirés, très à l'aise dans un pantalon à dessous de pieds et dans une redingote à brandebourgs, la grande mode d'alors. C'étaient mes habits des dimanches que je portais et que je devais porter désormais tous les jours, victoire obtenue sur l'esprit d'économie de ma pauvre mère, esprit que j'avais astucieusement fait combattre et vaincre par son orgueil maternel.

Léonie remarqua ma mise et me complimenta sur le bon air que me donnait ma cravate de soie bleue. Je rougis plus fort que de coutume, c'était ma manière la plus habituelle de lui répondre. Cette manière, paraît-il, ne manquait pas tout à fait d'éloquence, car mon ancienne camarade la remarqua. Elle m'interrogea sur la cause du trouble que sa présence me causait, et son doux regard posé sur le mien, elle me demanda si par malheur je la trouvais laide. Je répondis par un : *Oh ! non* si bien accentué, qu'elle rougit un peu à son tour, tandis que ses yeux rayonnaient. Je vis que cela lui était agréable de savoir que je ne la trouvais pas laide, et je m'enhardis jusqu'à lui répéter ce que disaient mon père et ma mère de sa beauté. Elle me demanda si j'étais de leur avis, et je répondis par un : *Oh ! oui* aussi expressif que mon : *oh ! non*.

Elle se retira toute souriante, en me serrant la main, et je restai stupéfait de la hardiesse des propos que je lui avais tenus.

Léonie savait enfin que je la trouvais belle; il ne me restait plus qu'à lui avouer que je l'aimais. Cela peut se dire si vite : je vous aime ! que rien ne me semblait plus facile. Mais de terribles réflexions m'assaillirent. Si elle allait se fâcher, ne plus venir, me dénoncer ? Quoi de plus doux, de plus flatteur pour elle que de confier à une femme qu'on l'aime ; néanmoins, qui ne s'est senti cent fois trembler à l'heure de prononcer ces trois petits mots ? Qui n'a reculé devant cet aveu ? Ce fut ce qui m'arriva. Bientôt l'action de Prométhée, ravissant le feu du ciel — je continuais à expliquer Eschyle — me sembla moins audacieuse que je ne l'avais cru jusqu'alors. J'aurai voulu le voir déclarer à Léonie qu'il l'aimait ! Jamais il ne l'eût osé. Je résolus de me montrer plus hardi que lui ; mais pendant une semaine je remis mon aveu au lendemain.

Ce fut encore mon ancienne camarade qui, par un hasard providentiel, me fournit l'occasion que je cherchais. Elle me demanda si, parmi les jeunes personnes qui visitaient la maison, j'en connaissais qui fussent plus jolies qu'elle. Je répondis si vite et si énergiquement que non, qu'elle se mit à rire. Elle me demanda laquelle de ces demoiselles j'aimais le plus. Je cachai mon visage de mes mains, et je murmurai : vous.

Je l'avais prononcé bien bas, ce vous audacieux, et cependant Léonie le comprit. Mes mains restaient clouées sur mon visage, j'entendais les mouches bourdonner, les feuilles s'agiter, Léonie respirer. Des larmes coulaient entre mes doigts, je me considérais comme un homme perdu, lorsqu'une petite main se posa sur mon épaule :

— Ne pleurez pas, M. Alfred, me dit Léonie de sa voix caressante, moi aussi je vous aime bien.

Je ne savais pas qu'après un tel aveu je devais tomber à ses pieds, baiser ses mains, lui raconter mes souffrances, la remercier. Non, foudroyé par le bonheur après l'avoir été par la crainte, je continuais à pleurer.

— Allons, allons, me dit-elle, calmez-vous. Il faut que personne ne se doute que nous nous aimons. — A demain !

J'entendis le sable crier sous ses pieds, je la regardai s'éloigner. O la belle soirée ! et que j'étais heureux ! Je l'aimais et elle m'aimait ! Pour être au comble de la félicité, il ne nous restait plus qu'à mourir comme Pyrame, comme Virginie, comme Thisbé, comme Paul, à la première bonne occasion.

La vie de Léonie était laborieuse ; elle travaillait tout le jour près de sa fenêtre, et ne paraissait au jardin que vers six heures du soir. Depuis son retour, Dugué et Damilon — surtout ce dernier qui avait son temps libre — venaient à tour de rôle me rendre visite sous mon berceau. Mes deux anciens amis semblaient avoir soudain oublié la distance d'âge qui les avait éloignés de moi. Ils me parlaient de Léonie, m'offraient avec empressement leurs lumières pour mes thèmes et mes versions, et je constatai que leurs regards, comme les miens, ne perdaient pas de vue la petite fenêtre. Ils remarquèrent sans doute que j'aimais à parler de Léonie, car ils m'interrogèrent sans relâche sur ce qu'elle disait. Une ou deux fois, ils arrivèrent sous le berceau à l'heure où elle s'y trouvait ; la voix de M^{me} Lecerf rappela aussitôt sa fille, qui ne revint plus lorsqu'ils étaient là. J'en conclus que Léonie voulait me rendre visite à moi seul ; j'y vis une preuve de la sincérité de son amour, et je lui en sus gré.

Les jours de bonheur ont une telle uniformité qu'ils ne peuvent ni ne doivent se raconter, ils sont insipides pour tout autre que pour l'heureux. Pendant près d'un mois, je causai chaque soir avec Léonie du beau ou du mauvais temps qu'il faisait, n'ayant d'autre désir que de toucher sa main et de trouver une occasion de mourir pour elle. La voir, lui parler, l'entendre, suffisait aux besoins de mon cœur, je ne croyais pas qu'on pût désirer d'autre félicité, ni qu'il en existât de plus complète. Quant à Damilon, j'avais en lui le plus obligeant des amis, et c'était grâce à son aide que mes devoirs se trouvaient à peu près bâclés. Un jour, il déclara reconnaître en moi quelque chose de singulier ; j'avais, disait-il, les apparences d'un homme aimé. Cette déclaration me troubla, m'inquiéta. Quoi, cela se voyait ! Si mon père.... Damilon me pressa ; il me prouva, les tragédies de Racine en main, qu'un amoureux ne saurait se passer de confident. Il devint le mien, me suggéra des questions et des réponses pour Léonie, et se

montra ainsi mon véritable ami. Hélas ! encore une fois, je n'avais pas tout l'esprit que ma mère croyait.

Damilon me demanda un soir à lire les lettres que j'écrivais à Léonie ; il pouvait, à ce sujet, me donner d'aussi bons conseils que pour mes devoirs. Je lui avouai, avec un terrible embarras, que je n'avais jamais écrit. Il en parut consterné et m'engagea à réparer au plus vite le temps perdu. Le lendemain, je lui soumis le brouillon d'une épître qu'il trouva détestable ; il m'offrit aussitôt de me fabriquer un modèle ; c'était devancer mon désir.

O la magnifique lettre que j'eus à copier ! Le mot flamme y occupait le premier rang. J'y comparais les yeux de Léonie à des diamants, ses cheveux à du jais, sa bouche à une rose, ses dents à de l'ivoire. Ce Damilon était poète, et je trouvais sa prose digne de la plume de Chateaubriand. Le soir même, je glissai la galante épître dans la main de Léonie, qui ne parut pas surprise de mon action. Le lendemain, elle me glissa à son tour un billet dont je pris connaissance avec mon confident. Nous ripostâmes, et un commerce de billets s'établit. Il y avait nombre de choses que je ne comprenais pas très bien dans les modèles que me dictait mon ami, mais il m'assurait que c'étaient là des « formules » que j'apprendrais avec le temps. Dans ces modèles, je querellais Léonie ; je l'accablais de reproches que sa conduite avec moi ne méritait en aucune façon. Elle répondait néanmoins en se justifiant, et cela me paraissait drôle. Au fond, mon confident avait raison ; je ne connaissais pas les formules.

La beauté de Léonie, il importe de le dire, faisait grand bruit dans le quartier Notre-Dame et même dans le quartier Saint-Louis. Par une singulière coïncidence, une semaine après le retour de la jeune fille, le magasin de M. Lecerf prit soudain une importance extraordinaire, le commerce allait enfin. Il y eut une constante affluence d'officiers et d'hommes de tout âge dans l'horlogerie. Un vent malsain semblait avoir soufflé sur les montres versaillaises et détraqué leurs ressorts. Le soir, alors que Léonie s'établissait dans la boutique, près de sa mère, une véritable procession de gens défilait dans la rue. Peu à peu, la jeune fille s'installa au comptoir dès l'après-midi, et la petite fenêtre me parut en deuil.

Je remarquai bientôt que les personnes qui visitaient ma mère s'entretenaient volontiers de Léonie, et je saisisais des lambeaux de phrase qui m'indignaient. On parlait de la coquetterie de la jeune fille, rouée comme une Parisienne, disait-on, et l'on blâmait la conduite de M. Lecerf, qui se servait d'elle comme d'un appât, ce qui pourrait lui coûter cher. J'aurais pu imposer silence d'un seul mot à ces calomnies; mais ce mot, je n'osais le prononcer.

Un soir, Damilon me remit une lettre si longue, que je jugeai à propos de me lever matin, afin de pouvoir la copier tout entière pour l'heure voulue. Dès l'aurore, je m'établis donc sous le berceau. Je contemplai d'abord la fenêtre de ma bien-aimée, avec son cadre de capucines, autour desquelles voltigeaient de matineux papillons, les ailes encore humides de rosée. Tout dormait dans la maison; nul autre bruit que des gazouillements d'oiseaux. Je commençais à peine à copier le mot « perfide », lorsqu'un tic-tac me fit lever les yeux, puis les ouvrir démesurément. Dugué, dissimulé derrière un arbre, lançait de petits cailloux contre les vitres de Léonie, que je vis soudain paraître. Elle échangea un regard d'intelligence avec le fils de l'huissier, ouvrit la fenêtre avec des précautions infinies, et une ficelle, tenue par sa main, descendit bientôt jusqu'aux pavés. Dugué attacha une lettre à la ficelle, qui remonta. Avant de fermer la fenêtre, Léonie, posant ses doigts sur sa bouche, envoya une série de baisers qui n'arrivèrent pas jusqu'au sycomore contre lequel je m'appuyais, car Dugué les recueillit au passage. Je me montrai, Léonie disparut, et Dugué s'avança vers moi les poings fermés, menaçant.

— Si tu as le malheur de raconter à qui que ce soit ce que tu viens de voir, me dit-il d'un ton tragique, je t'assomme.

Dugué était grand, robuste, et je savais de longue date combien il poussait fort. Néanmoins, en proie à la douleur, à la jalousie, considérant l'heure de mourir venue, j'allais me précipiter sur lui lorsque mon père se montra.

— Je t'assomme ! répéta Dugué d'une voix sourde en s'éloignant.

Je reçus les félicitations de mon père, heureux de me

voir de si bonne heure au travail, éloge qui me rendit honteux. A peine seul sous le berceau, je pleurai avec amertume. Je n'en voulais pas à Léonie de la lettre qu'elle venait de recevoir, je lui en voulais des baisers prodigués. Elle arriva soudain, un peu troublée. Elle me raconta rapidement que Dugué avait deviné notre secret, qu'elle feignait de l'aimer pour l'empêcher de nous dénoncer; je devais comprendre qu'elle le détestait, puisque c'était moi qu'elle aimait. Elle appuya son dire d'un baiser, et je la crus. Elle me promit de m'embrasser encore si je lui jurais de ne pas raconter à Damilon l'histoire de la ficelle. Sa mère l'appela; elle dut s'éloigner avant d'avoir reçu mon serment et je m'en réjouis.

J'aurais cru manquer à mes devoirs envers mon confident attitré en lui cachant la vérité; aussi, ce jour-là, trouvai-je qu'il tardait bien à venir.

Il arriva enfin, et j'eus un moment de perplexité. Je craignais qu'il ne traitât mon récit et mes plaintes d'enfantillage, ce qu'il faisait souvent. Je me trompais; dès les premiers mots de ma confidence il se leva, s'agita, menaça la petite fenêtre du poing, traita Léonie de parjure, d'ingrate, et déclara qu'il se chargeait de régler cette affaire avec Dugué. Effrayé de la façon tragique dont mon ami épousait ma cause — il parlait de se battre au sabre, au pistolet ou à l'épée avec le fils de l'huissier — je tentai de le calmer. Il ne voulut rien entendre, répétant à satiété que cette affaire ne regardait que lui, ce qui me parut un peu excessif.

A l'heure à laquelle je rentrais du collège, je trouvai la maison en émoi. Dugué et Damilon, tenus l'un par mon père, l'autre par l'horloger, se débattaient, se menaçaient, s'injuriaient, le visage en sang. Épouvanté, je me précipitai vers mon confident, cherchant du regard l'épée, le pistolet, le sabre dont il avait dû se servir, touché jusqu'aux larmes de son courage, de son dévouement, de son amitié.

Les parents des deux antagonistes arrivèrent; on les emmena.

— Pour moi, c'est pour moi que tu saignes, dis-je à voix basse à Damilon en me pressant contre lui.

Il me repoussa et m'appela imbécile, tant la colère l'aveu-

glait. Je me retirai sous mon berceau, en proie à mille réflexions. Je songeais à me mesurer à mon tour avec Dugué, car l'honneur m'obligeait à venger Damilon. A l'heure où je m'attendais à voir Léonie me rejoindre éplorée, pour me conjurer de mourir avec elle plutôt que de me battre, je fus indigné de ne la voir se montrer ni à la petite fenêtre ni à celle du rez-de-chaussée.

Le soir, j'entendis avec douleur mon père déclarer que cette « coquette précoce » irait loin : il parlait de Léonie. Aux propos tenus par Damilon et Dugué, il avait compris, disait-il, que non seulement ces deux « gamins », mais nombre de jeunes gens de la ville, avaient la tête troublée par les œillades de ma bien-aimée, qui se moquait d'eux. Je n'osai protester, et ce dernier trait me consola un peu. Je n'étais qu'à demi fâché que Léonie se moquât de Dugué et de tout le monde, pour moi et à cause de moi.

Cependant la nuit qui suivit cette terrible journée fut pour moi sans sommeil. Je sentais le besoin de revoir Damilon et Léonie. D'autre part, ma future rencontre avec Dugué — qui poussait encore plus fort qu'autrefois, ainsi que me l'avait prouvé l'état du nez de mon confident — ne laissait pas de me préoccuper. Dans l'après-midi, j'appris que Damilon voyageait vers Rambouillet, et que Dugué venait de partir pour Paris. Quant à Léonie, cause du scandale qui avait troublé la maison, elle devait vivre consignée dans l'arrière-boutique de l'horlogerie.

Je fus atterré. Dugué, Damilon exilés à cause de moi, et Léonie condamnée à la réclusion, toujours à cause de moi ! Je me fis l'effet d'un profond criminel, et je compris que je devais à tout prix délivrer Léonie. Comment agir ? Je songeai à me jeter aux pieds de M^{me} Lecerf, à lui avouer mon amour pour son innocente enfant, à lui déclarer que j'étais prêt à réparer mes torts, à l'épouser. Si ma demande ne produisait aucun résultat, j'aviserais au moyen d'enlever Léonie. Je possédais, dans la petite bourse que me gardait ma mère, une somme d'au moins cent vingt francs en or ; il n'en fallait pas tant pour gagner les déserts de l'Amérique, où Léonie serait si heureuse de vivre, moi étant là.

Mais comment me rapprocher de Léonie, comment me con-

certes avec elle ? Je perdis des jours précieux à chercher un moyen de l'entretenir. On cessa tout à coup de la voir, et, dans le quartier, le bruit courut qu'un officier venait de l'enlever. Un fait palpable, c'est que M. et M^{me} Lecerf se tinrent renfermés chez eux, se montrant à peine. La boutique, un instant si bien achalandée, retomba dans son ancienne solitude. Pour moi, ces changements cachaient un horrible mystère, et je ne doutais pas que l'infortunée Léonie, ensevelie dans un cachot, n'expiât dans les ténèbres l'invincible amour qu'elle ressentait pour ma personne. Cette conviction s'implanta si bien dans mon esprit, que je descendais souvent dans les caves pour appeler Léonie, pour écouter si ses gémissements ne parviendraient pas à mon oreille. Je tombai malade d'inquiétude, de remords, de douleur ; je l'aimais tant !

La vérité vraie, nue, cruelle, je ne la sus pertinemment que trois mois plus tard, quand Damilon, réconcilié avec Dugué, me raconta que, sauf un capitaine d'artillerie, tous les soupirants de Léonie, nous compris, n'avaient été que des dupes.

Ainsi une femme, une de ces créatures célestes, un de ces anges pour lesquels j'avais une admiration si profonde que j'osais à peine les regarder autrement qu'à la dérobée, s'était jouée de ma candeur, de ma loyauté, de mon amour si sincère, si profond, si respectueux. En dépit de l'évidence, je ne pouvais croire à tant de perfidie. Hélas ! Célimène est immortelle, et nous débutons tous par l'aimer. Trois fois heureux ceux que l'expérience éclaire de bonne heure, et qui sont assez forts pour ne l'aimer qu'une fois !

... M. Joubert se tut. Nous avions écouté avec intérêt sa simple histoire, moi surtout que Célimène a fait souffrir. Et vous, lecteur ?

Lucien BIART.

LES ÉTOILES ÉTEINTES

I

A l'heure où sur la mer le soir silencieux
Efface les lointaines voiles,
Où, lente, se déploie, en marche dans les cieux,
L'armée immense des étoiles,

Ne songes-tu jamais que ce clair firmament,
Comme la mer, a ses désastres?
Ainsi que des vaisseaux sombrent, à tout moment
S'éteignent et meurent des astres.

Vois-tu, vers le zénith, cette étoile nageant
Dans les flots de l'éther sans borne?
L'astronome m'a dit que sa sphère d'argent
N'était plus rien qu'un cercueil morne.

Jadis, dans un superbe épanouissement,
D'un troupeau de mondes suivie,
Féconde, elle enfantait majestueusement
L'amour, la pensée et la vie.

Tous ses bruits, un par un, se sont tus sous le ciel;
L'espace autour d'elle est livide;
Dans le funèbre ennui d'un silence éternel
Elle erre à jamais par le vide.

Pourtant, elle est si loin que depuis des mille ans
Qu'elle va, froide et solitaire,
Le suprême rayon échappé de ses flancs
N'a pas encor touché la Terre.

Aussi, rien n'est changé pour nous : chaque matin
La clarté de l'aube l'emporte,
Et chaque soir lui rend son éclat incertain ;
Personne ne sait qu'elle est morte.

Le pilote anxieux la voit qui brille au loin,
Et, là-bas, errant sur la grève,
Des couples enlacés la prennent à témoin
De l'éternité de leur rêve !

C'est la dernière fois, et demain nos amants
N'y lèveront plus leurs prunelles ;
Elle aura disparu, — comme font les serments
Qui parlent d'amours éternelles.

II

Lorsque la nuit, qu'étoile une poussière d'or,
Couvre la ville aux sombres rues,
Sur ce triste pavé songes-tu pas encor
A d'autres clartés disparues ?

Un enivrant parfum, comme d'un encensoir,
S'exhale des roses pâlies,
Et le mystérieux apaisement du soir
Te verse ses mélancolies.

Alors, épris d'un rêve impossible à saisir,
En ton âme troublée et lasse,
Ne suis-tu pas d'un chaste et douloureux désir
Chaque jeune femme qui passe ?

Il semble que leurs yeux aient gardé les douceurs
Des illusions éphémères ;
Souvent tu les dirais pures comme nos sœurs
Et tendres ainsi que nos mères...

Parmi celles, pourtant, qui ce soir ont passé
Et que tu crois encor vivantes,
Hélas ! combien déjà dont le cœur est glacé,
Dont les lèvres sont décevantes !

Ami qui comme moi, quand revient le printemps,
Rêves d'immuables maîtresses,
Et portes en ton cœur inquiet de vingt ans
L'indicible soif des caresses,

Si tu ne veux toujours et vainement souffrir,
Choisis vite une blanche épouse
Dont la fleur pour toi seul commence de s'ouvrir,
De son vierge parfum jalouse.

Celle-là peut aimer, celle-là seulement
Peut être constante et fidèle,
Et sans craindre l'oubli de son premier serment,
Tu vivras heureux auprès d'elle.

Mais n'abandonne pas aux autres, un seul jour,
Ton âme tendre de poète,
O rêveur qui pourrais prendre pour de l'amour
Leur étreinte froide et muette.

Parfois, dans leurs regards clairs ou mystérieux
Tu croiras voir luire une flamme...
Garde-toi ! le reflet est encor dans les yeux,
Mais le foyer n'est plus dans l'âme.

O bien fou qui prendrait pour éclairer ses pas
Ces lueurs trompeuses ou feintes !
Ne te retourne pas ! ne les regarde pas !
— Ce sont des étoiles éteintes.

Auguste DORCHAIN.

REVUE DU THÉÂTRE

MUSIQUE

I

Une légende rapporte que lorsqu'il fut question, il y a peu d'années, de soutenir la tentative de reconstitution du Théâtre-Lyrique, faite par M. Escudier, éditeur et tout naturellement ami fort zélé du maestro Verdi, le commissaire du gouvernement près les théâtres subventionnés, justement acquis à la cause des compositeurs français, ne se montra pas bien favorable à cette nouvelle entreprise, estimant, non sans motif, que le premier soin de l'éditeur, de l'ami et du directeur serait de monter *Aïda*.

Devenu directeur de l'Opéra, le commissaire du gouvernement a fait précisément aujourd'hui ce que naguères il redoutait de voir faire à un autre : il a monté *Aïda*, confirmant une fois de plus la vérité de cette loi d'optique en vertu de laquelle les changements de situation déplacent toujours le point de vue.

On n'en pourra vouloir à l'administrateur d'avoir oublié les résolutions du commissaire, si on ne considère que la faveur dont jouit l'ouvrage, l'opportunité de lui fournir un cadre digne de sa haute valeur, et volontiers on passera sur la légende, pour s'associer à l'hommage rendu au maître aimé et admiré en France comme en Italie.

Giuseppe Verdi, un des compositeurs les plus féconds de ce siècle, est, depuis quarante et un ans, au nombre des mili-

tants. Avant d'examiner l'œuvre, voyons l'homme; il est de ceux qui, par l'éclat de la renommée, par l'importance de la tâche accomplie, appartiennent déjà au biographe, bien que la robustesse de leur tempérament les montre encore loin du déclin.

C'est en pleine Italie, dans le duché de Parme, à Roncole, que Verdi est né, en octobre 1814. Enfant libre, rêveur, un peu sauvage, il y grandit parmi les laboureurs, dans l'air pur de la campagne, ouvrant à la fois son âme et ses yeux aux grandes impressions et aux grands tableaux de la nature; l'activité de la vie dans l'auberge paternelle où se mêlaient les voyageurs et les villageois, le séduisait moins que son isolement, et il se dérobaient souvent à l'animation, au bruit des réunions, pour aller écouter dans la vieille église de Roncole les accords de l'orgue touché par un modeste maître de chapelle du nom de Provesi.

Entre l'enfant et le vieillard, solitaire comme lui, comme lui peut-être jeune de toute la possession de ses rêves inaccomplis, un commerce d'amitié s'établit promptement. L'organiste parlait, heureux d'un auditeur attentif; l'enfant écoutait, apprenait, posait ses petits doigts sur le clavier et peu à peu envahi, possédé par l'esprit de la musique, prenait tout à coup un essor qui charmait et épouvantait le maître, désormais impuissant à le diriger.

Cette période est l'âge critique du génie. Si, au moment où il s'envole ainsi, la nécessité lui casse les ailes, si les exigences de la vie matérielle le saisissent, elles peuvent le terrasser, le rejeter brutalement dans le sillon du meneur de bœufs, dans la poussière de l'atelier, le vouer pour jamais à la tâche lourde de ceux qui peinent obscurément pour le pain du jour. Giuseppe Verdi se trouvait dans cette passe difficile, vers dix-neuf ans; mais ses aspirations étaient connues et ses efforts appréciés; dans ce petit monde de la province et du village, où chacun à bien vite son histoire faite, le jeune ami du vieil organiste de Roncole ne pouvait demeurer inaperçu: il trouva dans un compatriote riche, intelligent et bienfaisant, Antonio Barezzi, un protecteur qui voulut le soutenir jusqu'au moment où il pourrait se passer d'aide.

Verdi put donc pousser activement ses études et, se croyant armé de toutes pièces, il se présenta au Conservatoire de Milan; il y fut refusé tout net. Il a aujourd'hui son buste en marbre, en belle place, dans la cour d'honneur de ce même Conservatoire.

Mais il y a loin de nos jours à 1833, date de cet échec infligé au futur auteur d'*Aïda* par Francesco Basili, directeur de l'institut musical milanais. Ce Basili, deuxième du nom et compositeur de race, car son père était musicien et son fils devait l'être, avait été élevé dans le respect des idées du XVIII^e siècle; il a laissé un grand nombre de compositions portant la marque de cette éducation contre laquelle devait réagir le tempérament déjà fougueux de Verdi.

Ce ne furent point cependant les tendances du postulant qui motivèrent son rejet. Non! Basili trouva seulement, paraît-il, qu'il n'avait pas la figure d'un compositeur. C'était le *Displicuit nasus tuus*, — « Votre nez me déplaît! » appliqué comme critérium à la constatation des aptitudes musicales.

Verdi avait très probablement déjà « ce regard impénétrable » qui est le caractère spécial de sa physionomie, et déjà aussi sans doute la volonté et la force, qui se lisent toujours dans ses traits. Après le refus de Basili, il passa outre sans réclamer, prit un maître, Lavigna, directeur de la Scala, fit bravement, après trois ans d'études, son premier opéra : *Oberto*, et le donna sur la scène même que dirigeait son professeur.

Il partit de là pour arriver à pas rapides à la réputation et à la fortune. Sa popularité alla jusqu'au domaine de la politique. Un instant, quand l'Italie s'agitait, en travail de son indépendance aujourd'hui conquise, le nom du compositeur fut un monogramme séditieux, et le « Viva Verdi! » poussé par le peuple dans les villes lombardes et vénitiennes sonna bien souvent à l'oreille des Impériaux comme un appel aux armes pour l'unité de la patrie.

Membre des assemblées italiennes, associé de l'Institut de France pour les Beaux-Arts, en remplacement de Meyerbeer, entouré d'hommages, de sympathies et de respect, l'illustre compositeur a depuis longtemps arrangé sa vie pour le travail et pour la famille.

L'hiver, c'est dans le palais Doria, à Gênes, dans la vaste salle de travail ouverte sur les eaux bleues du golfe, qu'il poursuit et qu'il réalise ses rêves; l'été, sa vie est plus matériellement active. Laboureur comme ses pères, dans la grande liberté des champs, il dirige tout un peuple de fermiers qui mènent la charrue ou se groupent le soir sur les aires en chantant les chœurs populaires du maître.

On sait les merveilles de l'installation de Verdi à Bussetto, ses fermes nombreuses baptisées chacune du nom d'un de ses opéras, ce qui donne un joli chiffre de propriétés si tout le répertoire a passé à ce patronage; enfin on connaît son amour pour l'indépendance, pour la tranquillité de son foyer, son goût pour les longues excursions, les chasses rudes, exercice quotidien dans lequel se retrempe ce tempérament d'acier.

Depuis qu'il est venu à Paris diriger les auditions de sa messe de *Requiem* et les représentations d'*Aïda* au théâtre Ventadour, le maître italien a peu changé. C'est toujours cette tête couronnée d'une chevelure abondante, assez rebelle, et encadrée d'une barbe grise taillée à la diable, ce masque aux plans accusés, ces yeux de pierre sous un front surplombant, et cette attitude anguleuse du corps accusant, plutôt que la sauvagerie native, un certain embarras né de la curiosité de la foule, un évident désir de se dérober le plus tôt possible aux exigences du cérémonial.

Les chroniques, qui ont vécu pendant plusieurs semaines aux dépens de cette importante personnalité, nous représentent parfois l'auteur d'*Aïda* comme très nerveux, très autoritaire aux répétitions, très absolu dans ses volontés. En dépit de ces renseignements, il paraît que les relations du maître avec le personnel de l'Opéra ont été des plus douces. L'âge n'ayant pas eu de prise apparente sur lui, il en faut conclure que les foyers de l'Opéra représentent une zone tempérée très propre à calmer les ardeurs du sang méridional, de même que la salle a une influence réfrigérante sur le caractère des ouvrages.

II

Le répertoire de Verdi est considérable : depuis cet *Oberto*, dont j'ai parlé, jusqu'à *Aïda*, ses opéras donnés en Italie ou en France ne s'élèvent pas à moins de vingt-cinq. Des écrivains spéciaux ont attribué au compositeur quatre manières : c'est pousser bien loin l'esprit d'analyse. Le style musical du maître n'a pas été aussi changeant : il a employé en réalité deux procédés, l'un purement italien, dérivant de Donizetti et de Bellini, avec un accent pourtant très personnel, l'autre accusant une évolution vers la musique dramatico-symphonique.

Ce n'est pas la pureté des lignes qui frappe dans sa construction musicale, mais bien la recherche du relief. Pour *Aïda*, comme pour les œuvres précédentes, les effets sont obtenus par des oppositions parfois violentes, des intervalles ménagés afin de faire mieux ressortir un de ces coups de force qui agissent sur l'auditeur d'une façon un peu galvanique.

On a reproché à Verdi de ne s'adresser qu'aux sens, de ne rien faire pour l'élévation de la pensée et, sans être un inventeur, d'avoir cherché une originalité dans le seul excès des moyens. L'audition d'*Aïda* est faite pour anéantir une partie de ces critiques : elles remontent d'ailleurs à cette époque où le musicien de *Rigoletto* et du *Trouvère*, deux ouvrages qui firent retentir son nom avec éclat hors de son pays, était encore un jeune homme et devait payer de quelques déboires sa brillante entrée dans le monde.

Quand il adopta sa deuxième formule, on ne manqua pas de le blâmer de vouloir faire de la musique savante. Or, chacun sait quelle dure acception le mot de « savant » prend dans la pensée de certaines gens, surtout quand il s'agit de musique.

Il n'est pas, en ce cas, de plus commode synonyme du mot ennuyeux.

Simone Boccanegra, représenté en Italie en 1856, peut passer pour la première tentative de Verdi dans le sens de sa pratique actuelle. Ce procédé nouveau, mieux accentué dans *Don Carlos*, ouvrage plus récent, se développe complètement dans *Aïda*.

Verdi a très bien compris que l'instrumentation avait à jouer un rôle désormais très important dans les ouvrages lyriques, et que la symphonie devenait à certains moments une puissante auxiliaire du drame, en mettant le public sous une impression que la voix humaine seule ne peut toujours déterminer.

Le reproche ridicule qu'on a fait aux symphonistes de vouloir annihiler le chanteur, de placer, suivant une expression rebattue, « la statue dans l'orchestre », ne pouvait toucher le compositeur ; mais, en se jetant dans ce grand courant qui emporte la génération actuelle, il n'a pas renié ses origines et troublé la source de ses inspirations.

La mélodie italienne apparaît donc toujours très abondante et très pure au milieu des combinaisons orchestrales d'*Aïda* ; elle y est comme un torrent qui tombe dans un large fleuve roulant à pleines rives, mais dont la coulée lumineuse demeure longtemps visible au milieu des flots qui l'enveloppent.

Dès l'apparition de cette partition, et aujourd'hui encore, des critiques ont pu discuter la science du symphoniste, l'imperfection de quelques formes instrumentales ; c'est affaire aux grammairiens de la musique de soutenir ce procès contre l'auteur d'*Aïda*.

Je ne puis apporter dans le jugement de ces choses que le résultat d'une impression reçue et aussi de l'habitude prise professionnellement d'établir une relation aussi exacte que possible entre la donnée dramatique et son expression musicale, et il ne me déplaît pas d'évaluer, sans préoccupation de la syntaxe, le mérite d'une production destinée au public, suivant l'action qu'elle exerce sur moi, simple unité de ce public, généralement ignorant des règles pédagogiques.

Ce qui ressort sans discussion de l'audition d'*Aïda*, ce que ne contestent pas même les délicats qui font des réserves sur la pureté du style musical de cet ouvrage, c'est l'énergie des sentiments, le caractère passionné et dramatique des inspirations, qualités de premier ordre bien faites pour séduire des spectateurs subissant, sans le raisonner, le charme des belles formes de ces engageantes mélodies italiennes, qui se laissent volontiers retenir par le premier venu et que Wagner appelle trop dédaigneusement les « filles de joie » de la musique.

Le sujet d'*Aïda* a passé jadis pour une création personnelle du khédive, qui voulait inaugurer son théâtre du Caire par un ouvrage de la main de Verdi, inspiré d'une fable locale. En réalité, le drame, arrangé d'après certains éléments fournis par Mariette-Bey, est l'œuvre de M. Camille du Locle, un poète lyrique très épris de pittoresque et connaissant bien l'Égypte, associé, pour la version française, à M. Charles Nuitter, un auteur dramatique qui est aussi un érudit.

Dialogué en prose par M. du Locle, versifié en italien par Ghislanzoni, le poème a été restitué de l'italien en français par les deux collaborateurs.

La fable tragique d'*Aïda*, d'ailleurs très connue, a le mérite indispensable, pour toute œuvre de ce genre, de pouvoir se raconter en quelques lignes :

Aïda, esclave éthiopienne, prisonnière en Égypte, aime Radamès, chef des gardes du Pharaon ; elle a pour rivale Amneris, princesse royale. Or, Radamès, choisi pour aller combattre de nouveau les Éthiopiens, revient victorieux et ramène enchaîné à son char de triomphe Amonasro, leur roi, le père d'Aïda, laquelle jusqu'à ce moment avait pu garder le secret de sa naissance.

Amonasro, découvrant l'amour de Radamès pour sa fille, oblige cette dernière à user de son influence sur le vainqueur pour lui faire trahir ses projets, dont la connaissance permettra aux Éthiopiens de prendre la revanche d'une première défaite.

Amonasro, épiant Aïda et Radamès, surprend l'aveu du jeune homme ; soudainement, Amneris intervient escortée de soldats ; Amonasro et Aïda peuvent s'enfuir, grâce à la générosité de Radamès, qui se laisse arrêter comme coupable de trahison.

Condamné par les prêtres d'Isis à mourir dans l'hypogée du temple, Radamès serait pourtant sauvé, s'il voulait écouter la parole d'Amneris et devenir son époux. Mais il adore Aïda. Il préfère la mort au renoncement. L'Éthiopienne, sacrifiant aussi à son amour son père et sa patrie, rejoint Radamès dans le souterrain et y meurt avec lui, tandis qu'au-dessus d'eux, entre les colonnades du temple, Amneris pleure son amour perdu et que les prêtres chantent leurs prières.

Cette sèche analyse donne une idée suffisante du livret d'après lequel Verdi a écrit une partition dont il faut relever les points saillants, le caractère général en ayant été précédemment défini.

Le prélude de l'ouvrage est comme une affirmation de la foi nouvelle du maître. C'est une courte page symphonique dans laquelle se dessine, sur un fond mystérieux, la phrase typique du rôle d'Aïda.

L'air de Radamès, le duo-trio qui termine le premier tableau, mettent au début de l'opéra deux effets importants; la rêverie amoureuse d'Aïda donne la note plaintive et passionnée qui sera le caractère prédominant du rôle.

Au second tableau, quand les prêtresses chantent dans le temple leur invocation à Phtâh, préparant la scène dans laquelle Radamès est choisi pour chef, au nom des dieux consultés, il y a dans le chœur comme un écho de la musique hébraïque, de ces mélopées parfois entendues dans les synagogues.

Les mouvements d'orchestre accompagnant ensuite l'invocation de Radamès aux dieux vont jusqu'au mugissement, mais sont marqués du signe d'une véritable puissance.

Je passe sur les tendres aspirations d'Amneris au deuxième acte : « Ah ! viens, toi que j'adore ! » sur le duo des deux femmes qui accuse bien la pitié hypocrite de la fille du Pharaon pour l'esclave Aïda, afin de parler du superbe final qui suit et surtout de ce troisième acte qui restera comme un chef-d'œuvre de musique dramatique.

Ce final, qui rassemble tous les personnages, tous les éléments vocaux de l'ouvrage, est disposé en deux périodes, sur lesquelles le compositeur a concentré toutes ses forces. La sonorité en est belle, l'aspect varié et l'ordonnance très imposante. La situation dramatique lui donne, d'ailleurs, par la rencontre inattendue d'Aïda et de son père, le roi captif, par les sentiments que cette rencontre développe tout à coup chez les divers personnages de l'action, un intérêt et un relief particuliers.

C'est dans le troisième acte que se révèle le mieux le constant effort de Verdi vers une formule plus indépendante de la méthode italienne pure. Les regrets d'Aïda songeant à sa patrie

qu'elle ne doit plus revoir, la violente scène entre elle et Amnasro, reniant, maudissant la fille dont le cœur se révolte à la pensée de faire de son amour un instrument de trahison, enfin le duo avec Radamès, sont conçus et écrits avec une poésie, une puissance, une ardeur, instrumentés avec une variété et une richesse qui fondent, dans une harmonie très heureuse, le génie latin du maître et celui de l'école des symphonistes dramatiques.

La scène du jugement, au premier tableau du quatrième acte, offre le même caractère. La douleur, l'amour dédaigné d'Amneris s'y expriment en pathétiques accents, tandis que la voix des juges rassemblés dans la crypte du temple ordonne la mort de Radamès.

Enfin, c'est par une mélodie à la fois passionnée et aérienne que se termine l'ouvrage, dans un duo dit par les amants expirant ensemble dans les ténèbres de l'hypogée, tandis que dans le temple, au-dessus d'eux, monte dans la lumière l'invocation à Phtâh, déjà entendue au premier acte.

Ce dénouement musical est d'un effet saisissant et termine, avec une simplicité grandiose, cet ouvrage qui a la bonne fortune de réunir dans une commune sympathie le plus grand nombre des adeptes de deux écoles autrefois rivales.

III

J'ai dit sur l'homme et sur l'œuvre ce que j'en sais et ce que j'en pense, en me dégageant de tout ce qui touche à la première représentation d'*Aïda* à l'Académie nationale de musique; en examinant le poème et la partition au seul point de vue de leur histoire, de leur caractère et de leur valeur intrinsèque. — Je dois raconter maintenant cette soirée du lundi 22 mars, qui nous a livré le compositeur présentant lui-même son ouvrage au public parisien.

L'arrivée de Verdi au pupitre du chef d'orchestre a été saluée par une longue salve d'applaudissements; nous avons retrouvé le maestro tel qu'il nous est apparu naguères à l'Opéra-Comique et à la salle Ventadour, en proie pourtant à une émotion plus apparente.

Le geste est étroit, mais net, ferme et en quelque sorte plutôt encourageant qu'entraînant pour les instrumentistes. On sent que le compositeur a le désir d'avoir, comme en Italie, son orchestre tout entier sous les yeux : le corps présenté de trois quarts se partage entre la scène et les musiciens ; de la main gauche, seule gantée, il modère les masses ; de la droite armée de l'archet il détermine le mouvement général de l'exécution.

L'auteur d'*Aïda*, assis, d'un consentement unanime, sur la sellette de M. Altès, chef d'orchestre titulaire, tranche une question depuis longtemps soulevée par les compositeurs français, désireux de conduire eux-mêmes leurs ouvrages et auxquels on ne pourra plus désormais contester ce droit.

On se rappelle, peut-être, l'échec éprouvé par M. Gounod lorsqu'il manifesta l'intention de diriger l'exécution de son *Polyeucte*. Les musiciens de l'orchestre écrivirent alors une lettre, pour protester contre la dépossession de leur chef ordinaire, et on céda. Cette fois, ils ont été moins sévères, moins attachés à leurs privilèges, et l'auteur d'*Aïda* a obtenu ce que l'on avait nettement refusé à l'auteur de *Faust*.

Voilà un précédent établi. — Il sera donc désormais loisible à nos compatriotes de prendre à leur tour le bâton de commandement, s'ils ne redoutent pas d'affronter, un soir de première représentation, les manifestations du public.

En me souvenant des intéressantes séances dirigées par M. Massenet, à l'Hippodrome et à Lyon, au théâtre Bellecour, j'ai exprimé dernièrement le vœu de voir nos compositeurs conduire l'orchestre pendant les trois premières représentations de leurs ouvrages.

Il m'est venu depuis, à ce sujet, diverses objections que je dois enregistrer. Suivant certains esprits délicats, un compositeur français ne doit pas se produire en public, dans ce rôle de chef d'orchestre, surtout quand il s'agit d'une œuvre dramatique. — Par sa présence, il gêne ses auditeurs, ordinairement très courtois, il les empêche de manifester librement leur opinion ; — il exerce donc sur eux une sorte de pression morale dont ils peuvent lui savoir mauvais gré. — Et, si par hasard, le public est en veine de franchise, s'il dit nettement ce qu'il pense, quelle

situation déplorable sera celle du compositeur assis au pupitre, dans le cas où il rencontrera un juge sévère, où il devra assister, d'acte en acte, à l'écroulement de ses espérances et demeurer, victime de la tâche voulue, immobile sur ce siège devenu un instrument de torture ?

En pareille occasion, Rossini se retournait placidement et saluait la foule ; tout le monde ne saurait avoir cette philosophie narquoise.

La situation d'un maestro en Italie a longtemps gardé quelque chose de servile ; rivé à la spinetta ou assis dans l'orchestre, il devait se lever, s'incliner à chaque bravo, répondre à toutes les injonctions du public ; se dérober à ces exigences, c'eût été vouloir déchaîner une tempête de sifflets. Sous ce rapport, les races méridionales ont gardé quelque souvenir des jeux du cirque ; il leur faut une victime à accabler ou un triomphateur à saluer de leurs cris ; elles ne se contentent pas de l'âme de l'auteur qui est dans son œuvre, elles veulent sa présence matérielle pour la sentir palpiter, jouir ou souffrir, au gré de leurs propres impressions.

Voilà ce qu'on redoute pour nos musiciens, depuis quelque temps très disposés à payer de leur personne, comme l'a fait l'auteur d'*Aïda*.

Les objections que je viens de citer ont leur force. Et pourtant quand un compositeur a vu, devant lui, pendant quatre-vingts répétitions, comme cela se rencontre parfois, un homme dénaturant sa pensée, interprétant ses mouvements de la manière la plus fausse, on comprend que l'envie lui prenne de mener lui-même son œuvre au combat.

Cette digression m'a détourné d'*Aïda*. J'y reviens.

Comme il était facile de le prévoir, l'ouvrage encadré dans la vaste scène de l'Opéra a subi le rapetissement que j'ai naguères signalé. Les reliefs, nettement apparus à la salle Ventadour, s'y sont sensiblement atténués ; l'aspect général y a perdu de sa couleur.

Peut-être est-ce, — en dehors de l'influence des milieux, — que la langue française moins sonore ne s'adapte pas aussi bien que l'idiome italien, très plein, très redondant, aux formes musicales

de l'œuvre. Peut-être encore est-ce que l'exécution, plus soucieuse de la correction que de l'accent, est moins libre, moins vivante ; c'est ce que je ne saurais décider.

Quelques pages nouvelles ont été introduites dans la partition d'*Aïda*, au bénéfice du ballet, lequel, malgré cette addition, restera trop court, trop morcelé pour satisfaire complètement les abonnés, dont les lorgnettes dévorantes vont manquer de leur aliment habituel.

Dans le deuxième acte, où se trouve intercalé l'intermède chorégraphique, le gros succès qui devait être pour le final a été pour la marche thébaine sonnée par les trompettes claires, en *la* bémol et en *si* naturel, divisées en deux groupes. On prétend que Verdi a fourni lui-même le modèle de ces trompettes longues et étroites, comme les trompettes antiques. Elles paraissent cependant du même type que celles dont on se sert dans *La Reine de Chypre*.

On a hissé cette marche, qui tire son effet de sa tonalité plutôt que de sa contexture musicale, fantaisie assez puérile qui a mis en désordre tout le cortège. Mais il paraît que ce bis est de tradition en Italie et le public parisien, toujours condescendant, s'est prêté de bonne grâce au maintien de la tradition.

Les scènes du troisième acte ont valu aux interprètes un succès des plus chauds. Ils en ont profité pour apporter au compositeur une couronne, une lyre, une harpe enguirlandée de roses. Verdi avait déjà quitté le pupitre ; on l'y a ramené pour l'accabler de ces attributs, et la chose a pris un instant un air de distribution de prix que l'on n'a pas fort goûté et dont le maître a dû certainement souffrir tout le premier. Un hommage rendu avec une pompe moins théâtrale lui aurait été certainement plus précieux ; dans les conditions où cet hommage s'est produit, il paraissait vouloir forcer les applaudissements que l'on n'a, du reste, pas ménagés.

Pour finir à l'italienne comme on avait commencé, on a tenu à revoir le compositeur, de face, sur la scène, après l'avoir vu de dos, au pupitre, pendant toute la soirée. Après une longue attente, il a paru, seul d'abord, touché, mais évidemment contraint, avec l'air d'un homme pressé d'en finir ; ses interprètes ne l'en-

tendaient pas ainsi; ils l'ont tout à coup saisi et, bon gré, mal gré, il lui a fallu, par deux fois, entre Amnérís et Aïda, exécuter devant le public cette figure de la pastourelle, amusante dans un quadrille, mais très désobligeante en pareil cas pour une personnalité aussi haute. La gloire a de ces mesquines exigences.

IV

L'interprétation d'*Aïda* avait à lutter contre le souvenir que nous a laissé la représentation de cet ouvrage au théâtre Ventadour. M^{mes} Stolz et Wadmann, Pandolfini et les trois Radamès : Fancelli, Masini et Nicolini constituaient un ensemble difficile à égaler. L'Opéra a donné plus qu'on n'attendait de lui, cependant.

Le ténor Sellier, dont on avait pu redouter l'inexpérience, a débuté par un coup d'éclat dans son air du premier acte; la suite de la soirée ne l'a pas montré sous un jour aussi favorable; mais s'il n'a pas eu toute la flamme dont le rôle peut s'animer, il a fait preuve d'une bonne volonté parfois heureuse. La voix est belle, bien égale, d'un métal très malléable. M. Sellier, affermi par les encouragements du public, rendra de réels services à l'Opéra en s'y faisant une très honorable situation.

Grande tragédienne, cantatrice hors ligne, M^{lle} Krauss a exprimé tous les traits de son rôle avec une perfection, avec un art qui ne surprennent plus personne, mais qu'on ne saurait trop constater. Elle s'est incarnée dans Aïda avec une autorité dont profitera certainement le personnage.

Amonasro, c'est-à-dire M. Maurel, a partagé avec M^{lle} Krauss les honneurs de la soirée. Ce baryton, maniant à merveille une voix moins puissante que celle de Pandolfini, en obtient pourtant des effets très intenses. Il a la rare qualité de s'identifier à son personnage, de le composer dans le sens de la vérité au lieu de le soumettre à sa propre nature; sa mimique est un peu exagérée; j'aime mieux ce défaut, excès d'une qualité, que le jeu méthodique, mais machinal, enseigné communément aux chanteurs. M. Maurel fait vivre son homme, il se dépense, il se livre tout entier; on lui sait gré même de ses violences: elles viennent de sa généreuse ardeur; il est vraiment un artiste.

La jalouse Amneris paye avec sa voix, avec sa beauté, mieux qu'avec son âme ce qu'elle doit à son rôle. Elle a été fort applaudie au quatrième acte.

Bien caractérisé par M. Boudouresque, le prêtre Ramphis a droit à une part de nos éloges, comme M^{lle} Jenny Howe, qu'on ne voit pas, mais dont la voix nous apporte du fond du temple le charmant solo du chœur des prêtresses.

M. Menu, qui était dieu dans l'opéra de M. Massenet, n'est plus que roi dans celui de Verdi ; sa voix est restée la même.

Pour l'orchestre, est-il nécessaire de le dire ? il a parfaitement exécuté toute cette partition d'*Aïda* sous la direction de son auteur qui, après trois soirées, a dû céder la place à M. Altès, en lui laissant une tradition excellente.

La mise en scène a été réglée avec soin. M. Vaucorbeil est bien entouré à l'Opéra, ce qui est une force. Il a notamment en M. Mayer, son régisseur général, un auxiliaire précieux. Homme d'un esprit très fin, très lettré, ayant une connaissance parfaite des choses du théâtre, M. Mayer rend depuis longtemps à l'Académie nationale de musique de sérieux services ; en bien des cas, si sa liberté d'action eût été complète, il aurait communiqué à l'interprétation de l'Opéra cette chaleur, cette activité dramatique dont on a pu signaler le défaut.

M. Régnier, de la Comédie-Française, est intervenu avec sa haute expérience pour rectifier le jeu de certains artistes.

Les décors sont bien peints ; il y a quelque monotonie dans l'ensemble. Deux décors seulement donnent des effets de plein air. Les autres nous restituent avec talent, mais, je le répète, avec monotonie, l'Égypte monumentale. On y remarque en outre une singulière abondance de figures décoratives ; cet excès est nuisible à l'harmonie ; il sollicite trop l'œil du spectateur ; je signalerai notamment les faces colossales, peintes au naturel et encadrées dans les chapiteaux du temple ; ces masques en pleine lumière, s'offrant sous tous les angles possibles, ont donné de véritables distractions à certains spectateurs. Encore bien qu'on puisse m'opposer un véritable souci de l'exactitude, cette ornementation étant tout à fait dans les traditions de l'architecture hiéroglyphique, j'avoue que je préfère de beaucoup les belles co-

lonnes dont le chapiteau rechampi de cinabre vert et rouge s'épanouit comme la tête des palmiers, à la forme desquels ce type décoratif est certainement emprunté.

Le décor du dernier acte, qui nous montre deux rangées de colonnes de ce modèle, leur doit un aspect particulièrement élégant et lumineux, frappant contraste avec la mystérieuse horreur des voûtes ouvertes au-dessous du temple.

L'Entrée de Thèbes et les Bords du Nil ont de la grandeur et de la poésie.

Les costumes des premiers sujets et du cortège sont d'un bon style, pittoresques et sans abus de clinquant; j'aime moins ceux du ballet dont les tons manquent de franchise et d'harmonie, et je trouve absolument affreux une partie de ceux de la figuration, notamment parmi les femmes drapées d'étoffes unies bordées de franges disparates, qui font ressembler ces ajustements à de vulgaires tapis de table.

Les sonneurs de trompettes sont parfaits, avec leur abaïl blanc brodé d'azur et d'or. C'est également d'un abaïl, gris et noir, vêtement encore porté en Syrie et en Égypte, que M. Lacoste, le dessinateur des costumes, a vêtu Radamès au dernier acte, en en modifiant pourtant la forme, qu'il semble avoir voulu combiner avec celle de la colobe ou de la dalmatique de l'époque romaine du Bas-Empire.

Il est difficile de prévoir quelle destinée sera celle d'*Aïda* à l'Opéra, les expansions ou les froideurs de la première heure ne déterminant rien d'absolu en vue de l'avenir d'un ouvrage.

— Je l'aimais mieux en Italie ! disais en sortant de la représentation un compositeur français.

Je resterai sur ce mot, qui résume le sentiment intime d'une notable fraction du public, sans diminuer en rien son admiration, sa sympathie et son respect pour l'illustre compositeur italien.

V

La quinzaine écoulée a été remplie par divers autres événements musicaux que je passe rapidement en revue au hasard de notes éparpillées sur des feuilles volantes.

C'est d'abord une nouvelle exécution du *Tasse* de M. Benjamin Godard, symphonie dramatique couronnée il y a deux ans au concours musical institué par la Ville de Paris. Cette exécution a eu lieu au concert du Châtelet avec un succès très grand et très spontané. Quatre morceaux ont été bissés. J'ai pour ma part fort remarqué la troisième partie; elle ne m'avait pas autant frappé lors des premières auditions. C'est la scène de la Folie du Tasse dans sa prison. Les seigneurs et le peuple viennent pour le délivrer; mais il ne les comprend plus : il les repousse. Après un chœur, en forme de marche triomphale, les incohérences du poète s'accusent dans une courte scène. Il y a là un très attachant travail d'orchestre, plein de phrases chantantes, ressouvenirs de la jeunesse amoureuse, attristés par les accords du *Dies iræ*, entendu dans un extrême lointain. L'âme du Tasse y suit son rêve tendre et funèbre et semble s'y exhaler, au milieu d'une prière, dans un decrescendo véritablement émouvant.

A l'Opéra-Comique, où le public fait le meilleur accueil à *Jean de Nivelle*, a débuté dans *Mignon* une toute frêle et toute charmante jeune fille, M^{lle} Marie Vanzandt, dont la voix ténue mais brillante, pleine de promesses, rappelle par instants l'organe aérien de Christine Nilsson, de même que ses traits délicats, un peu étranges, évoquent vaguement l'image de la cantatrice suédoise, au temps où elle chantait dans la *Flûte enchantée*, au Théâtre-Lyrique de la place du Châtelet.

Le théâtre italien de la Gaîté s'est relevé dans l'estime du public avec *Lucia* et le *Trouvère*; il a fallu l'intervention du ténor Nicolini pour assurer ce résultat.

Le troisième acte de *Dalila* de Saint-Saëns et le troisième acte du *Roi de Lahore*, ont été chantés vendredi soir sous la direction de leurs auteurs, au théâtre du Châtelet. Le fragment de l'opéra de Massenet a obtenu son habituel et brillant succès. Saint-Saëns a fait applaudir les scènes de sa *Dalila*, dont une interprétation assez faible n'a pas empêché d'apprécier les magistrales beautés et le puissant caractère.

Je ne parle des auditions de l'œuvre de Richard Wagner, dans les salons Nadar, que pour mémoire. Ce sont des conférences

musicales très peu démonstratives à mon sens, et dont je puis me passer d'entretenir nos lecteurs.

Une nouvelle pour terminer : *La Vierge*, important oratorio de M. Massenet, sera chantée à l'Opéra, dans le courant d'avril, par M^{lle} Krauss. Ce sera l'évènement musical probablement unique de ce mois, à moins que le même Opéra, chose très improbable, ne se décide à nous donner aussi le ballet de M. Widor, aujourd'hui complètement achevé.

Louis GALLET.

DRAME ET COMÉDIE

I

« J'ai l'habitude, — l'habitude paraîtra mauvaise à ceux qui veulent produire vite et souvent, — j'ai l'habitude de choisir l'idée philosophique avant de chercher le fait dramatique qui doit la mettre en lumière. L'idée des *Noces d'Attila* est fort simple : tout vainqueur se détruit lui-même par l'abus de la victoire, voilà l'idée philosophique ; un tigre veut manger une gazelle, mais la gazelle se fâche, voilà le fait dramatique.

« L'idée est certainement juste ; le fait est-il suffisamment dramatique ? Le public en jugera dans sa bienveillance ou dans sa rigueur.

« Mais ce fait dramatique, la lutte du tigre et de la gazelle, étant encore à l'état abstrait, il restait à trouver l'époque, le pays, les hommes, l'heure de l'histoire où cette lutte paraîtrait le plus vraisemblable et intéressante. Après bien des hésitations, j'ai choisi le temps et le personnage d'Attila, précisément parce que le temps est obscur et le personnage peu connu. »

C'est en ces termes que, dans une étude littéraire publiée quelques jours avant la première représentation des *Noces d'Attila*, M. Henri de Bornier a lui-même résumé et sa méthode dramatique et la pensée de sa nouvelle œuvre. A la fin de ce même travail, après avoir passé rapidement en revue ce qu'on pourrait appeler les antécédents littéraires de son personnage, il ajoute :

« ... Victor Hugo, Werner, Ozanam, semblent absoudre, non point les Attila, mais la divinité qui, à de certaines heures, lâche de pareils monstres sur le monde ; ils ne songent pas à absoudre le monstre lui-même.

« On me pardonnera, je l'espère, d'avoir été plus absolu encore. J'ai considéré le monstre seul, et j'ai cherché à inspirer pour lui toute la haine que je ressens pour l'oppression, le despotisme, les triomphes injustes, pour ce que Victor Hugo appelle si bien *les crimes de la gloire*. »

Il y a un vif intérêt dans toute confiance par laquelle un écrivain nous initie au secret de son esprit et de son cœur ; mais ici la confiance était presque superflue, et c'est le plus bel éloge que, tout d'abord, nous puissions faire du drame de M. de Bornier. Dès les premières scènes, l'idée qui a présidé au choix de son sujet, l'inspiration qui lui en a dicté le développement, le sentiment généreux et profond qui a guidé sa plume de poète, apparaissent avec ce rayonnement que possèdent seules les choses venant de l'âme. Non, certes, personne ne s'y serait trompé, alors même que l'auteur n'eût pas pris le soin de nous en prévenir : ce n'est point là une pièce sortie des laboratoires où « l'on veut faire vite et souvent ». A peine le rideau levé a-t-il laissé apercevoir, sur les bords du Danube, les femmes des Huns se ruant à la rencontre des captifs francs et burgondes que ramènent en esclavage les hordes victorieuses d'Attila, qu'on sent passer dans l'air le souffle ardent qui va animer le drame d'un bout à l'autre. Quelques vers suffisent pour faire deviner au spectateur le combat qui le transportera tout à l'heure loin des passions étriquées et des conventions mesquines du théâtre contemporain, dans la grande et perpétuelle mêlée des destinées humaines, — combat entre la barbarie et la civilisation, entre la force et le droit, entre l'oppresser et l'opprimé. M. de Bornier a bien dit : il a pris une heure de l'histoire pour évoquer devant nous un tableau de tous les temps.

Le sujet partage de lui-même les personnages en deux groupes, on pourrait dire en deux camps. D'un côté, Attila, le fléau de Dieu, son fils Hernock, son devin Mundo, sa prophétesse Herklé ; de l'autre, Heric, roi vaincu des Burgondes, sa fille

Hildiga, Walter le général franc, Maximin l'ambassadeur de Rome, Gérontia la Parisienne captive. Entre ces deux groupes, Hellack, le second fils d'Attila, mais son fils à moitié seulement, car il est né d'une mère germaine et il a reçu d'elle une sorte d'initiation instinctive aux idées du monde nouveau en voie de formation. Hellack est comme le trait d'union, ou mieux le trait de transition, entre les éléments irréconciliables que le drame met aux prises. Il symbolise le barbare que l'idée civilisatrice a déjà touché de son aile, et ce rôle, esquissé avec une rare délicatesse de touche, sans avoir le relief des autres, n'est pas le moins intéressant à étudier quand on pénètre au fond de la donnée morale adoptée par l'auteur.

On aperçoit, à ce simple énoncé des personnages, les puissants effets qu'un poète animé de la passion du droit, de la patrie et de la liberté a pu faire jaillir de l'opposition des caractères et du choc des situations. Chaque acte a son éclair. L'action, je l'ai déjà indiqué, s'ouvre au moment où l'armée d'Attila rentre dans ses forêts danubiennes, traînant à sa suite les vaincus de sa longue campagne à travers les Gaules et l'Italie. On procède au partage des prisonniers condamnés à devenir esclaves. Heric demande à bénir son peuple que la servitude va disperser, et Attila lui en accorde la permission, comme marque d'estime pour le courage qu'il lui a vu déployer sur le champ de bataille. Le vieux roi recommande aux siens de demeurer fidèles à eux-mêmes, de ne point désespérer, de conserver par-dessus tout le souvenir de la patrie :

... La patrie est en nous!

On ne la perd jamais quand on garde son culte,
Quand on prévoit sa gloire après la longue insulte.
Oui, pour sauver enfin ce grand peuple éperdu,
Surgira dans la nuit quelqu'un d'inattendu.
Le monde, frissonnant sous le fléau qui marche,
Ne voit que le déluge aujourd'hui... Je vois l'arche!
— Entrez donc dans ce deuil sans amers repentirs,
Car vous fûtes héros et vous êtes martyrs!
Je vous bénis, vaincus de la bataille sombre
Où la victoire infâme a courtisé le nombre...

Au second acte, Maximin, propréteur de Rome, envoyé de Valentinien, vient déclarer au roi des Huns qu'il ne doit pas at-

tendre la princesse Honoria, dont la main lui avait été promise ; non seulement elle ne viendra pas, mais elle a déjà un autre époux. « Qu'elle divorce et m'épouse, s'écrie impérieusement Attila ; sinon la guerre recommence. » Maximin répond fièrement :

Attila, crois-tu donc
Que notre chute soit si complète et si prompte,
Que Rome à tout péril préfère toute honte ?
Oui, tu nous a vaincus, tu peux nous vaincre encor ;
Nous pourrons te livrer nos richesses, notre or ;
Nos colonnes de bronze et d'airain revêtues,
Une ville de marbre, un peuple de statues,
Nos temples, nos palais, nos vaisseaux, nos soldats,
Nos empereurs, nos dieux, mais nos femmes, non pas !
La matrone romaine esclave ou prisonnière,
C'est l'affront éternel et la honte dernière !
Honoria, parmi tes femmes, ne serait
Qu'une esclave de plus, et le monde dirait :
La fille des Césars, oui du grand Théodose,
Se mêle au vil troupeau dont Attila dispose !
Si nous y consentions, — à défaut de nos dieux
Lucrèce et Cornélie, orgueil de nos aïeux,
Souvenir qui sur nous en opprobre retombe,
Pour souffleter nos fils sortiraient de leur tombe !

Plus tard, Attila offre à Walter de le laisser partir librement.
« Prends garde si j'accepte, s'écrie le général franc ; j'irai soulever le monde contre toi. »

J'irai trouver là-bas les soldats de Lutèce,
Je leur dirai : Je viens, si je n'ai trop d'orgueil,
Dans vos murs consacrés par la gloire et le deuil,
Créer le point d'appui du monde qui chancelle !
Soyons les artisans de l'œuvre universelle ;
Qu'ils s'appellent Gaulois, Franc, Burgonde ou Germain,
Aux peuples éperdus montrons le vrai chemin,
N'attendons pas le choc des Huns, comme naguère,
Dans l'ancre de ces loups allons porter la guerre,
Et les vieux étendards, dont nos temples sont fiers,
Jointes aux jeunes drapeaux sauveront l'univers !

Enfin, au dénouement, Gérontia salue par ces stances d'un magnifique élan le drapeau de Lutèce qui vient de reparaitre victorieux au fond de la scène :

On disait : « Dans la tempête noire,
 « Sur le rocher perfide et sous le flot grondant,
 « Le vaisseau de Lutèce, avec sa vieille gloire,
 « A péri pour jamais. — Regardez cependant !

Ce vaisseau que berce le fleuve
 Après la sombre et rude épreuve
 Il va vers les jours radieux,
 Vers la paix qui semblait un rêve,
 Vers la liberté qui se lève,
 Vers le Dieu vainqueur des faux dieux !
 Si le vent redouble de rage,
 O vaisseau, fatigue l'orage,
 Dis à l'écueil : Que fais-tu là ?
 Et ne crains plus, car Dieu te garde,
 Sous la vague obscure et hagarde,
 La rencontre des Atila !

J'ai voulu rapprocher ces citations parce qu'elles m'aident à mettre de suite dans tout son relief le sentiment dominant de l'œuvre de M. de Bornier : l'indépendance de l'âme survivant aux revers, demeurant entière jusque dans la servitude, s'affirmant sans sortir de la résignation, subissant la loi du vainqueur sans abdiquer jamais la confiance en l'avenir. Cette note virile est le fond même du drame. Elle n'éclate pas toujours au diapason où on vient de la voir, mais on ne cesse pas de l'entendre. Elle se retrouve même dans l'unique scène attendrie qui suspend pendant quelques instants la marche véhémement de la pièce : celle où Walter et Hildiga, croyant toucher à la délivrance, échangent l'aveu de leur amour. « Mon âme aime ton âme », a dit Walter ; et Hildiga reprend :

Ton âme aime mon âme ! — Oui, Walter, tu dis bien
 Ce que je sens aussi : mon cœur aime le tien !
 Reine, je t'aimerais, comme je t'aime esclave ;
 Mais, comme notre sort, que notre amour soit grave !
 Que cet amour, profond dans la crainte ou l'espoir,
 Étant né dans le deuil, vive pour le devoir !
 Nous allons échapper à nos longues misères,
 Mais d'autres resteront ici, qui sont nos frères ;
 Si nous les laissions seuls dans l'exil éternel,
 Notre bonheur serait injuste et criminel !
 Délivrés avant eux, n'ayons qu'une espérance,
 N'ayons qu'une pensée au cœur : leur délivrance !

Nous y travaillerons par l'or et par le fer ;
Il faut que pas un d'eux ne reste en cet enfer !
Il le faut ! Et plus tard, quand je serai ta femme,
Si Dieu me rend le trône après ce joug infâme,
N'imitons pas ces rois qui cherchent à bannir
Des leçons de l'exil l'importun souvenir !

Si les sentiments planent constamment à la même hauteur, la vigueur du langage par lequel le poète a su les traduire ne se dément pas davantage. Dans l'étude littéraire dont j'ai parlé en commençant, M. de Bornier nous apprend qu'il a passé quatre années à lutter avec son sujet, à le sonder sous toutes les faces, à se l'approprier en un mot. Il cite notamment le beau livre de M. Amédée Thierry, *Attila et ses successeurs*, comme une des sources où il a le plus longuement et le plus utilement puisé, et nulle part ailleurs en effet il n'aurait pu recueillir d'aussi précieuses notions sur l'homme et sur l'époque qu'il voulait transporter à la scène. Eh bien, on dirait que, de ce long travail préparatoire, il a rapporté quelque chose de la sombre grandeur des temps qu'il interrogeait. Le drame tout entier est comme imprégné d'une âpreté sauvage ; les mouvements de l'âme, bons ou mauvais, s'y manifestent avec l'intensité sourde qu'ils devaient avoir dans ces jours de guerre perpétuelle et sans merci. Les personnages parlent la langue de nos jours, mais sur un ton qui est bien celui d'un autre âge, et ce ton, soutenu sans effort, produit par degrés une impression d'autant plus profonde qu'il n'a rien d'artificiel ni de cherché. On sent qu'il n'y a point là, de la part de l'auteur, un procédé de facture, mais un accent naturel qui lui est resté de la longue familiarité où il a vécu avec ces ombres du passé. Ce second caractère de l'œuvre, qui achève de lui imprimer un cachet particulier, n'est pas moins remarquable que le premier.

C'est une grande rareté, presque un phénomène, qu'une pièce obtenant un succès d'enthousiasme par la seule force du style et par la seule élévation de la pensée. Tel est ici le cas, cependant, soit dit à la louange de ce public parisien qu'on accuse de ne savoir plus apprécier les belles choses. M. de Bornier, en effet, a laissé à peu près de côté les combinaisons aux-

quelles les écrivains de théâtre demandent d'ordinaire l'émotion d'un drame. Attila, dans son dépit de voir manquer l'alliance qu'il avait rêvée avec la sœur de Valentinien, se résout brusquement à épouser Hildiga et lui impose ce mariage ; Hildiga le tue dans la chambre nuptiale. Voilà en deux mots toute l'action proprement dite. L'amour de la fille d'Herric et de Walter ne tient guère que la place du dialogue où il se révèle ; dès le troisième acte, la mort de Walter y coupe court, avant qu'on ait eu le temps de s'y intéresser. Aucun des personnages, pris isolément, n'appelle et ne concentre l'attention du spectateur ; aucun n'éveille cette sollicitude fiévreuse pour son sort, dont le *crescendo* est le plus grand secret du métier dramatique. La pièce pourrait même prêter à certaines critiques au point de vue de la contexture. Elle pèche par quelques longueurs ; elle a le défaut de reproduire, au troisième acte, une situation et un mouvement de scène qu'on avait déjà vus au second ; le dénouement enfin se prolonge sans nécessité dans un développement qui devient une sorte d'épilogue. Mais aucune de ces taches, d'ailleurs faciles à faire disparaître, ne frappe sur le moment l'auditoire, captivé par l'ampleur de la forme, entraîné par le courant de l'idée. Il s'arrête à peine à l'œuvre du dramaturge ; il ne voit que celle du penseur et du poète ; la victoire remportée par celui-ci n'en est que plus belle.

II

L'interprétation a droit à sa large part d'éloges. M^{lle} Rousseil porte sans faiblir le poids du rôle d'Hildiga, d'autant plus difficile pour sa nature ardente qu'il lui impose de longs jeux de scène muets, à côté de situations où la véhémence est poussée à son paroxysme. M^{me} Méa rend avec une chaleur communicative et avec beaucoup d'ampleur le personnage de Gerontia, « la fille de Lutèce ». M^{lle} Mahy Roussel manque un peu de force pour donner à la farouche prêtresse d'Odin toute son autorité sauvage ; mais ce n'est point la faute de l'artiste. Par contre, M. François donne une physionomie assez originale au sombre barde Mundo, qui jette tour à tour, à travers la pièce, la note stridente du gardien des vieilles traditions et du prophète de

malheur. M. Pujol est un roi Herrie portant dignement son infortune ; M. Marais, un Walter très remarquable et d'une ardeur de bon aloi. MM. Waldy et Rebel (Ellak et Hernock) et M. Brémont (Maximin) complètent un ensemble qui laisse en somme peu de chose à désirer. Quant à M. Dumaine, il a déployé dans *Attila* des qualités de tragédien, qui semblent lui ouvrir une nouvelle carrière.

La direction, de son côté, n'a rien épargné pour donner à l'œuvre de M. de Bornier un cadre digne d'elle. Costumes et décors ont dû coûter, non pas seulement beaucoup d'argent dépensé sans marchander, mais beaucoup d'études et de recherches pour arriver à une exactitude historique aussi approximative que possible. M. du Quesnel a mis une coquetterie de bon goût à couronner par un coup d'éclat son règne de directeur de l'Odéon, règne souvent critiqué, attaqué parfois avec acharnement et qui pourtant n'a été, au fond, qu'une lutte de tous les instants, vaillamment soutenue à travers des difficultés de tout genre. Le public n'oubliera pas qu'il lui a offert pour cadeau d'adieu les *Noces d'Attila*, malgré la parcimonie avec laquelle le budget lui a mesuré sa subvention jusqu'au dernier moment.

M. de La Rounat, appelé à lui succéder, entre en fonctions avec un premier avantage, puisque la subvention paraît devoir être portée, en sa faveur, de soixante à cent mille francs. Ce renfort de subside lui permettra d'aborder plus résolument la réalisation du véritable programme de l'Odéon, qui consiste à fournir aux jeunes écrivains dramatiques l'occasion de se produire. M. du Quesnel a clos sa gestion en montant le drame de M. Henri de Bornier ; M. de La Rounat pourrait inaugurer la sienne en montant le *Henri VIII* de M. Gilbert-Augustin Thierry, que la question d'argent a seule retenu dans les cartons depuis trois ans. D'après ce qu'on a dit de l'œuvre et ce qu'on connaît de l'auteur, il y aurait là pour la nouvelle direction un coup d'essai qui peut-être deviendrait un coup de maître.

Georges DUPLESSIS.

LETTRES

SUR

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

Les accusations portées par M. Gladstone contre le ministre Beaconsfield, dans une lettre qui ouvre la période de l'agitation électorale en Angleterre, ne sont pas d'un homme auquel on s'est cru le droit de reprocher son caractère neutre.

M. Gladstone aujourd'hui n'a plus, ni dans le fond ni dans la forme, les façons d'un chef orthodoxe de l'école de Manchester. Il a résolument posé le pied sur le terrain où ses provocateurs l'ont appelé. L'amour de la bataille et le mépris de la neutralité éclatent dans les défis successifs qu'il jette à son tour aux adversaires du vieux libéralisme anglais. Le souffle d'un combat suprême passe à travers ses attaques; des coups pressés visent l'ennemi en face pour le frapper tôt ou tard en pleine poitrine.

« Les ministres, dit M. Gladstone, ont aggravé la détresse publique. Ils ont plongé les finances, qui leur avaient été remises dans un état de prospérité singulière, au plus profond de l'abîme des déficits. Ils ont affaibli l'empire par des guerres inutiles, par des extensions de territoire sans profit; ils l'ont déshonoré aux yeux de l'Europe en extorquant l'île de Chypre à la Porte au moyen d'un traité clandestinement conclu, en violation du traité de Paris qui faisait partie de la loi internationale de la chrétienté. »

Au milieu des derniers orages parlementaires, les voiles se sont déchirés, les nuages se sont entr'ouverts, et le faux Jéhovah, le vrai Beaconsfield, a dicté les tables de sa loi. Ses serviteurs l'écouteront; ses ennemis l'entendront! Lui et son peuple ré-

guerront sur les autres peuples; sa voix dominera la voix des nations. Ceux qui combattent la puissance du faux roi des Juifs, au nom de l'intérêt des États, par souci de leurs richesses, ne sont que de vulgaires et coupables adorateurs du veau d'or. Ceux-là seront écrasés.

M. Gladstone, se voyant face à face avec cet orgueilleux qui se croit descendu du Sinai, a pris la lutte de haut. Il s'est interrogé, examiné, confessé, pour être digne de soutenir la cause de la liberté universelle.

Devenu tout à coup l'accusateur résolu du Congrès de Berlin et le défenseur du traité de Paris, M. Gladstone n'a étonné que ses ennemis. Ses amis l'avaient vu entrer dans cette voie et s'acheminer vers ce but. Moi-même, adversaire de la première heure du traité de Berlin, j'avais compris, en écoutant M. Gladstone lors de son dernier voyage à Paris, que le traducteur d'Homère était assez grand pour faire de la critique historique vis-à-vis de ses propres actions.

Il semble que le fameux programme de politique des whigs commence à se dégager. On les accusait de trop de prudence, on les accuse de trop d'audace.

Le pays, convié par lord Beaconsfield à prononcer entre M. Gladstone et le ministère tory, jugera en connaissance de cause. Toutes les questions se posent avec hardiesse, de part et d'autre. Nul sous-entendu. Le gouvernement exige des électeurs qu'ils se prononcent sur sa conduite au dehors, la croyant meilleure que sa conduite au dedans : M. Gladstone porte le débat sur la politique extérieure.

I

Le candidat de Midherton ne recule devant aucune des conséquences de son opposition.

Lord Salisbury est pour la « bonne nouvelle » de l'alliance autrichienne; M. Gladstone jette l'anathème à l'Autriche; lord Beaconsfield admire la politique de M. de Bismarck; M. Gladstone parle de façon à se faire conspuer par tous les journaux allemands, et la *Gazette de l'Allemagne du Nord* s'emporte au point de déclarer avec son mépris du sens commun : « Qu'un

ministère libéral en Angleterre serait la guerre; que l'affermissement de lord Beaconsfield, c'est la paix. »

Le programme des whigs est donc, puisque lord Beaconsfield l'a imprudemment voulu, un contre-programme. Ce qui donne à ce dernier un caractère exagéré, il est facile de s'en rendre compte, c'est l'extravagance de l'infatuation ministérielle.

Le passage de la lettre de lord Beaconsfield au duc de Malborough n'est-il pas fait pour pousser des adversaires hors d'eux-mêmes? « La suprématie de l'Angleterre dans les conseils de l'Europe, » est l'une de ces phrases qui excitent à l'injure et à l'exagération des adversaires politiques les uns contre les autres. John Bull, lui-même, qu'on prétend si chauvin, a trouvé le mot outreucidant.

A ce trait, lord Derby, qui se sent humilié par tant d'orgueil, s'indigne et se réfugie dans le libéralisme : « La politique avouée du chef des conservateurs, en ce qui concerne les relations extérieures, ne me laisse pas de choix », écrit le noble lord à un ami. Les libéraux ont le droit d'être fiers d'une telle conversion.

Le marquis de Hartington, si calme, si modéré, dit à Blackburn : « Il n'est ni sage, ni prudent, ni même décent de parler de la prépondérance de l'Angleterre. »

Lord Beaconsfield, averti par une sorte d'explosion du sentiment public, a fait à propos « de la suprématie de l'Angleterre dans les conseils de l'Europe » l'amende honorable la plus bizarre qui se puisse imaginer. Répondant à lord Granville qui l'interpellait à ce sujet, il a laissé entendre que cet « ascendant » par lequel il remplaçait volontiers le mot « suprématie » ne s'était exercé en Europe que pour parer aux dangers d'une situation alarmante, l'intervention de l'Angleterre étant seule assez puissante pour empêcher des complications graves, etc.

Il semble qu'une pareille explication ne soit fournie que pour donner une dernière preuve, inquiétante par surcroît, de cette « suprématie » qu'on paraissait prêt à renier.

C'est le moment de noter à quelle hauteur d'impertinence le langage officiel et officieux est parvenu sous le règne de lord Beaconsfield.

Sans guerre européenne, dit le *Standard*, et à un prix insi-

gnifiant, le ministère a su élever l'influence internationale de l'Angleterre à un degré inconnu jusqu'ici, et qui ferait pardonner au gouvernement beaucoup plus de fautes encore qu'il n'en a commis.

L'Angleterre est-elle véritablement devenue si chauvine, si aveugle sur les résultats de son outrecuidance, si oublieuse d'une politique qu'elle n'avait faite durant près d'un siècle que pour réparer les malheurs causés par ce même chauvinisme? Et les séductions d'un romancier, d'un faiseur et d'un chercheur d'aventures ont-elles suffi pour lui faire perdre l'expérience du passé?

Un homme aurait donc tant d'influence sur le caractère d'un peuple? Dans ce cas, sir William Harcourt, à Oxford, et M. Chamberlain, à Birmingham, ont été bien mal inspirés en raillant avec trop d'esprit ce qu'ils ont appelé le « soi-disant chauvinisme. »

Il semble que l'Angleterre soit, sinon prête encore, déjà préparée aux examens de conscience. Le *Times*, en affirmant que « le ministère serait désavoué par ses amis mêmes, s'il avait l'imprudence de se lier d'avance par telle ou telle alliance » exprime mieux l'opinion anglaise que les feuilles tories, lorsqu'elles affirment qu'on voit volontiers dans les Trois-Royaumes « derrière l'Autriche, l'Allemagne, et derrière l'Allemagne, l'Angleterre ».

Cette triple alliance qui a fait crier lord Salisbury à « la bonne nouvelle », n'est plus un cas niable aujourd'hui, quand on lit les gazettes allemandes, si insolemment compromettantes pour le parti conservateur anglais et si certaines de n'être pas démenties. Les lourds voiles que consent à draper sur ses allusions la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, laissent cependant à des yeux clairvoyants découvrir quelque transparence lorsqu'elle dit : « La première conséquence de la victoire des conservateurs serait d'engager l'Angleterre à entrer résolument dans l'alliance allemande. »

Lord Beaconsfield venant, après son maintien au pouvoir, parler de cette alliance faite de longue date, me rappellerait ce mot de ma fille, à trois ans : « Veux-tu me permettre d'avoir mangé les raisins? » Le prétexte serait bien vite trouvé pour avoir

contracté l'alliance, dans ce que lord Beaconsfield appelle « les dangers de la situation européenne ».

La *Gazette nationale* d'Allemagne déclare *urbi et orbi* que la question posée aux électeurs anglais se décompose ainsi : « Ou l'avènement de M. Gladstone et d'une politique russe hostile à l'Autriche, et par conséquent à l'Allemagne, ou l'affermissement au pouvoir de lord Beaconsfield et d'une politique sympathique à l'Autriche et à l'Allemagne ».

Tout ceci n'explique-t-il pas suffisamment la campagne de M. Gladstone contre l'Autriche ? Cette alliance contradictoire de la Russie, de l'Italie, de l'Angleterre, de la France, n'est-elle pas logiquement espérée et convoitée par un grand homme d'État, qu'elle soit réalisable ou non ? De même que le contre-programme du parti whig, elle est la conséquence du mouvement d'une âme passionnée en face de certaines menaces et de certains périls déterminés. Choisit-on toujours ses moyens de défense et ses armes de combat ?

Je m'étonne moi-même de défendre avec une telle ardeur le chef du cabinet Granville-Gladstone, que j'ai tant accusé en 1870. Lorsque je m'interroge, je vois qu'un esprit sincère juge des faits différemment lorsque les faits sont différents.

Ai-je à rechercher qui fut coupable en 1870, ou de Napoléon III, s'aliénant l'Angleterre, après tant de complaisances, par sa convoitise de la Belgique, ou de M. de Bismarck, livrant au ministère Granville-Gladstone, *le projet* d'un traité secret entre la France et lui, traité qu'il avait dicté lui-même à un ambassadeur forcé peut-être par la hiérarchie de *tenir la plume*.

En cherchant des excuses au ministère Granville-Gladstone sur son inaction à l'époque de nos désastres, je trouve au fond de mon cœur des élans de gratitude pour l'action bienfaisante de l'Autriche à cette époque. L'empereur François-Joseph, que M. Gladstone met en cause, n'a pas cessé de nous défendre vis-à-vis de l'Allemagne, et il n'a rencontré, dans l'œuvre diplomatique qu'il avait alors entreprise pour que la Prusse nous ménageât, que la froideur et l'indifférence de l'Angleterre.

Il se peut que, pour accabler lord Granville et M. Gladstone, M. de Bismarck conseille à l'Autriche de publier des dépê-

ches qui réveilleraient malgré nous nos inimitiés contre le parti libéral anglais.

Ces dépêches, je sais ce qu'elles peuvent contenir, et je dis :

L'Autriche, alors victime de M. de Bismarck, défendait la France, priant qu'on l'épargnât. L'Angleterre, confidente de M. de Bismarck, séduite ou trompée par lui, demeurait insensible.

Aujourd'hui l'Autriche est l'alliée de M. de Bismarck ; l'Angleterre ou l'est déjà ou s'apprête à le devenir. Derrière l'Autriche, l'Allemagne, derrière l'Allemagne, lord Beaconsfield, rêvant une nouvelle alliance de trois empereurs, dont une impératrice.

Les libéraux anglais rêvent, eux, l'alliance des nations libérales, et croient la Russie même entrée dans la voie des réformes. Éclairés par l'expérience, ils déclarent renoncer à la neutralité. Aux bons entendeurs, M. Gladstone dit : « Voyant une nation heureuse envahie, je n'hésiterais pas, quoique détestant la guerre, à faire appel à mon pays pour la secourir. »

Et, puisqu'il s'agit de la Belgique, il est certain qu'elle ne veut pas la guerre, et qu'elle ne peut être menacée que par l'envahissement. La Belgique libérale a donc raison de faire des vœux pour le triomphe des libéraux anglais.

Et moi, comme Française, me sachant aussi patriote et peut-être plus libérale qu'une autre, oubliant ma rancune et pardonnant au passé, qui ne peut, en Angleterre, être recommencé que par les tories, je désire la défaite complète, ou, si j'y suis forcée, relative, des conservateurs anglais.

A quoi servent donc les mensonges ? Pas même à gagner du temps. Les journaux ministériels nous dépeignent l'Afghanistan comme pacifié. Or voilà que les armées d'Abdurrahman-Khan et de Mehemed-Djan se préparent à attaquer les Anglais. Il y a loin de cela aux dépêches du général Roberts déclarant que « tous les chefs Afghans sont prêts à se soumettre à Maïlan, situé à vingt-cinq milles de Caboul ». Ce n'est pas pour se soumettre qu'ils sont réunis, mais pour combattre, comme le dit Abdurrahman-Khan dans sa proclamation aux habitants de Hérat, « et pour vaincre les envahisseurs ».

Les chefs afghans marchent sur deux lignes à la rencontre des troupes anglaises dispersées. En cas de défaite ou de victoire, Abdurrahman et Mehemed-Djan concentreront ou ramasseront leurs forces. Lord Beaconsfield a bien fait de douter de l'avenir et de hâter les élections.

II

En Allemagne, l'effectif de paix — jugez un peu si c'était celui de la guerre! — est fixé par la commission du Reichstag, pour la période de 1881 à 1888, à 427,274 hommes.

Mais qu'on ne croie pas au servilisme de la commission. Si elle a voté le projet de loi de M. de Bismarck, c'est qu'elle l'a bien voulu, et la preuve la voici : elle a rejeté « la proposition adoptée en première lecture de l'appel des deux classes les plus jeunes de la première partie de la réserve, dans les cas extraordinaires, par ordonnance impériale. » La phrase est allemande.

Quel caractère d'indépendance il y a dans ce Reichstag ! C'est admirable ! Cependant, qui sait si le fier Reichstag ne supplierait pas son souverain, après le lui avoir refusé, de faire « l'appel des deux classes les plus jeunes de la première partie de la réserve, dans les *cas extraordinaires*, par ordonnance impériale ».

Il n'y avait qu'à souligner pour que le Reichstag ne rejetât point la proposition ; mais le général de Kameke, ministre de la guerre, pour mettre une phrase en italique, n'a peut-être pas le courage de M. de Puttkamer avec son H. Le ministre de l'instruction publique a l'empereur avec lui. M. de Bismarck ordonne qu'on garde l'H. « Il faut réprimer par des punitions progressives toute modification arbitraire apportée à l'orthographe. » — Signé : de Bismarck. L'Empereur et M. de Puttkamer envoient au dictionnaire des antiques cette pauvre lettre usée. A quoi songeait donc le prince-chancelier pour s'emporter à ce point parce qu'on lui prenait cette H ? Songeait-il à la hache d'Attila ? — Pardon.

Si M. de Puttkamer tombe sous l'H, M. Bitter, de son côté, tombera sous son « arbre vénéneux ». Ainsi que nous l'avions annoncé depuis longtemps, M. de Bennigsen entre aux affaires. Il apportera au prince-chancelier l'appoint du parti national libéral-bismarckien.

La loi militaire sera votée par le centre. La proposition portant que les ecclésiastiques seront exemptés des manœuvres fera voter l'extrême droite.

Ainsi le ministre de la guerre pourra réunir en huit jours à la frontière vingt corps d'armée. L'augmentation votée ajoutera en trois ans 150,000 hommes ; la landwehr accrue formera douze nouveaux corps. Cela, joint aux 600,000 hommes de landsturm et de réserve.

Si « le nombre des combattants présents sous les drapeaux doit être égal au centième de la population », il faudra tôt ou tard diminuer l'effectif, car à mesure que les dépenses augmentent et que l'armée se multiplie, l'émigration croît. Trente mille nationaux ont émigré en 1879. En trois ans, sur le nouvel effectif, il y aura quelques hommes à retrancher.

L'Amérique du Nord et ses terres fertiles attirent ceux que les craintes de la guerre et la charge des impôts découragent de leur amour patriotique. Le vagabondage et la mendicité prennent les proportions d'une plaie sociale.

Aussi les commissions travaillent-elles aux moyens de combattre le socialisme. La commission chargée d'examiner la loi contre les socialistes en a voté le maintien jusqu'au 3 septembre 1884.

Après le vote du budget, adopté en troisième lecture, le Reichstag s'est ajourné au 6 avril. On prête à M. de Bismarck l'intention de convoquer à nouveau le Reichstag en automne pour lui soumettre le fameux projet du monopole des tabacs.

L'idéal du fonctionnarisme à la prussienne ne peut se réaliser dans tout l'empire, croit le prince, que par le monopole des tabacs. L'Empire sera fondé par la pipe. La légende de « l'union fait la force », sera détrônée par « l'union fait la fumée ».

La dernière séance du Reichstag a eu quelques jolis incidents. M. Ludwig, du centre, a été rappelé à l'ordre pour avoir dit que « le nouveau code pénal allemand sera la joie des coquins et le chagrin des honnêtes gens ». M. Liebknecht s'est écrié que la poste allemande est « l'école de l'espionnage et de la dénonciation ».

Nous disions, il y a trois mois : « Quand la paix sera signée

entre M. de Bismarck et le Vatican, c'est que le Vatican se soumettra. » Or, le Vatican s'est soumis et la paix ne se signe pas davantage. Quand il s'agit de M. de Bismarck, on se surprend toujours en flagrant délit de naïveté.

Trop tôt la *Germania* s'était réjouie. Le prince-chancelier n'aime que sa gâté à lui, laquelle s'alimente de la mauvaise humeur des autres.

La *Germania* maintenant, gémit. « Prions Dieu, s'écrie-t-elle, en parlant de la lettre du pape à M^{sr} Merchen, archevêque de Cologne, qu'il nous préserve du byzantinisme des évêques libéraux. »

Ne servirait-il de rien que le pape ait fait des avances publiques ? Quoi ! le Saint-Père consent à la ratification par l'État de la nomination des curés, et M. de Bismarck prétend qu'il attendra les propositions des évêques !

La *Gazette nationale* déclare que le Landtag, au cours de cette session, ne sera pas appelé à voter de modifications aux lois de mai. Alors l'angoisse est grande au camp sacré. Le pape seul aurait-il fait la moitié du chemin ? Si tous mènent à Rome, tous ne mènent pas à Berlin.

III

Le cabinet Taaffe gouverne à travers des difficultés qui paraissent, au moment de son entrée au pouvoir, insurmontables. Il les escamote ou les résout l'une après l'autre, sans toutefois parvenir à modifier l'élément primitif d'où naissent ces difficultés.

Le président du Conseil, à mon avis, n'est pas un politique ordinaire. Quoique la majorité dont il use, — on ne peut dire dont il dispose, — soit plus ondoyante et plus diverse que l'homme de Montaigne, il la porte, au hasard des luttes parlementaires qu'il provoque, tantôt à droite, tantôt à gauche, avec une véritable habileté.

Son « système Bismarck » de désagrégation des groupes du Reichsrath, jeu parlementaire fort dangereux lorsqu'il s'agit de consolider l'unité menacée d'un grand État, réussit comme à Berlin par la déconsidération du Parlement. Les partis, mécontents d'eux-mêmes, s'irritent les uns contre les autres, perdent

tout sang-froid, tandis que le gouvernement attentif bénéficie de leurs troubles, les exploite, et fonde ce qu'on appelle aujourd'hui la politique d'Empire.

Le comte Taaffe résumait dernièrement, avec le mépris que les ministres d'Empire affectent vis-à-vis des Chambres hautes et basses, depuis l'inauguration du « système Bismarck », il résumait, dis-je, le genre d'estime que provoque sa politique en disant : « Nous avons la chance d'être également calomniés par ceux qui nous blâment et par ceux qui nous louent. » Toute fierté serait bannie de telles paroles si elles n'avaient point été prononcées avec amertume.

Cette politique de bascule est suivie aussi à l'extérieur par le cabinet Taaffe. L'Italie ne peut se croire menacée, la Russie ne peut se prétendre visée, la France n'est point dédaignée; l'Angleterre est encouragée, mais l'Allemagne ne peut non plus être assurée de l'alliance autrichienne.

M. le docteur Busch, qui excelle, comme son illustre maître, à dépeindre les situations d'un mot, dit de l'Autriche : Sous le ministère Taaffe-Haymerle « l'Autriche inspire plus de confiance, ou plutôt moins de défiance que la Russie ».

Combien la politique du ministère Andrassy était plus agréable à définir pour le docteur, lequel cabinet « approuvait complètement les idées de M. de Bismarck ».

Le traité de commerce avec l'Allemagne rencontre toujours les mêmes obstacles dans des intérêts contradictoires, à propos desquels l'Allemagne n'entend faire aucune concession. De là l'unanimité du vote au Reichsrath au sujet du chemin de fer de l'Arlberg.

Ce chemin ira d'Innsbruck à Bludenz et rattachera directement l'Autriche à la Suisse, à la France, à l'Espagne, pays dont les communications n'existent aujourd'hui qu'à travers l'Allemagne.

La plupart des marchandises qui seront transportées par l'Arlberg prennent la direction de Salzbourg et de Munich. Les matières premières de la Russie, de la Roumanie, le bétail de provenance hongroise, sont soumis, de par les traités douaniers de M. de Bismarck, à des tarifs qui rendent les profits de l'exportation insuffisants.

L'ouverture du Saint-Gothard menaçant de créer une concurrence encore plus onéreuse aux produits de l'Autriche, le gouvernement devait parer à ce danger en proposant la construction immédiate de l'Arlberg.

Tous les clubs s'étant trouvés d'accord à l'avance pour voter le projet du gouvernement, aucune opposition ne s'est manifestée dans le Reichsrath. Un député, appartenant au groupe polonais, M. Hausner, a prononcé un discours très applaudi, qui n'était pas précisément une cantate chantée en l'honneur de l'alliance allemande.

« L'Arlberg, a-t-il dit, est un premier pas fait vers notre émancipation non seulement économique, mais politique, vis-à-vis d'un allié prétendu, qui, avec une désinvolture incroyable, nous fait blessure sur blessure, qui, sans vouloir rien nous accorder au point de vue commercial et politique, élève à notre égard des prétentions excessives sous le rapport commercial et militaire, qui s'applique à tarir nos grandes sources de revenus, à élargir nos sources de dépense. J'accepte donc le devis de 36 millions, fût-il dépassé, ne trouvant pas trop coûteuse une dépense qui nous apporte vis-à-vis de l'Allemagne une indépendance précieuse, en nous créant un lien direct avec l'Occident. »

D'autre part, le chemin de fer qui reliera Belgrade à Pesth est résolu. La grande route de l'Orient à l'Autriche est un fait réalisable dans les trois années. Le gouvernement serbe accepte les règlements des chemins de fer autrichiens, et toutes les lignes serbes seront reliées au réseau international. M. Ristitch et la Skouptchina de Belgrade avaient donc eu tort d'accentuer à ce point la résistance. La soumission n'en paraît que plus complète.

On parle toujours de l'entrée de M. de Slavy, en remplacement du baron de Hoffman, dans le ministère Taaffe. Le ministre des finances étant un ministre commun, et le cabinet actuel n'ayant pas de membre hongrois, la politique dualiste semble exiger la participation d'un magyar aux affaires de l'Empire.

La politique autrichienne, en même temps qu'elle domine en Serbie, séduit en Roumanie, malgré les anciens boyards et le

parti Stourdza qui rêvent une ligue des principautés danubiennes. Le gouvernement du prince Charles se rapproche de l'Autriche et de l'Allemagne ; le voyage de M. Bratiano, qui inquiète à bon droit la Russie, en a été une preuve qu'il est difficile de nier.

Avant de quitter l'Autriche, je veux parler d'un article très remarquable de la *Morgen-Post* de Vienne : le *Magnétiseur européen*, qu'il faudrait citer tout entier :

« Cet état d'hypnotisme a été imposé aux grandes puissances par la force de M. de Bismarck, pour la première fois lorsque les armées françaises furent écrasées en 1870, comme par la foudre. Le comte de Beust fut le premier qui prit acte de l'hypnotisation de l'Europe lorsqu'il émit sa fameuse formule : « L'Europe n'existe plus ! » Depuis lors, le prince de Bismarck a exécuté encore devant ses contemporains une autre série « d'expériences ». Aucun médium ne peut opposer de résistance à sa volonté, monarques et ministres, amis et ennemis, doivent se soumettre à ses cercles gigantesques.

« Le prince de Bismarck n'a qu'une seule appréhension, c'est que l'Europe ne se réveille de son engourdissement... qu'elle fasse la chaîne pour secouer tout ce magnétisme. Mais la Prusse et la France ont été réduites à l'état cataleptique par des passes magiques et par des articles menaçants qui laissaient entrevoir la guerre. L'Autriche est incertaine aujourd'hui dans la crainte de l'isolement. Le prince de Bismarck nous a brouillés avec la Russie et éloignés de la France. Au sud-ouest, le Panslavisme, et au sud-est l'*irredenta*, préparent un coup contre l'Autriche. Le prince de Bismarck, après avoir tant magnétisé, nous laissera peut être seuls en face des hypnotisés. Au moment du réveil, de la grande crise, l'épuisement le prendra, ses *nerfs* le retiendront à Varzin, et l'Autriche regrettera amèrement de n'avoir pas fait assez attention à tous ces *jeux de nerfs*.

« Nous avons déjà répété avec insistance il y a des années, que l'Autriche ne pouvait mettre une fin à sa situation périlleuse que par une alliance avec les grandes puissances occidentales, que c'était dans cette coalition qu'elle trouverait le terrain du « vrai boulevard de la paix » dont parle tant, et que construit si peu M. de Bismarck. C'est en entrant dans la chaîne, que l'Au-

triche mettra fin à l'état d'hypnotisme de notre partie du monde, et à la dictature de Berlin, et que l'*Europe existera de nouveau*. »

La *Morgen-Post* sait que je pense comme elle, et j'aime à répéter combien sont vifs les sentiments que son courage m'inspire.

IV

Je n'en dirais pas autant de la Sublime-Porte, vis-à-vis de laquelle la France et l'Italie épuisent en vain depuis quelques mois toutes les formes de l'avis désintéressé et de l'éloquence persuasive.

Mais, comme celle du comte Corti, la patience des conseillers a ses bornes.

La Turquie n'a point voulu comprendre qu'elle avait un quadruple intérêt à régler directement la question de l'échange des districts monténégrins, et la délimitation des frontières grecques.

Puisque la Porte refuse les compensations demandées par le Monténégro, puisqu'elle s'entête à fixer pour limites aux frontières grecques Thèbes et Anino, elle verra la Grèce et le Monténégro, qui pouvaient lui être des alliés utiles, quoique petits, car :

On a souvent besoin d'un plus petit que soi,

devenir ses ennemis implacables. Elle perdra en même temps la voix de deux nations, l'Italie et la France, voix ardentes, désintéressées, quoi qu'en dise le *Vakit*, journal officieux de Stamboul. Il est vrai que la Sublime-Porte convoite en échange cette « protection inspirée par l'amour seul de la civilisation, que la Turquie préfère chercher plutôt en Allemagne qu'en France ». Chercher est facile, trouver est autre chose.

Le rapprochement de la Turquie avec l'Allemagne est une victoire diplomatique de sir Layard. Toujours les bons offices prussiens du ministère Beaconsfield. Aussi, l'agitation propice aux combinaisons anglaises recommence-t-elle à Smyrne et sur plusieurs points de l'Asie Mineure. Il faudrait croire Baker-Pacha un saint pour supposer qu'il résistera à l'honnête désir de

troubler ce qu'il veut posséder. Avoir recouvert ce loup d'une toison de brebis, c'est bien imprudent, mais c'est malin, comme tout ce que fait d'ailleurs sir Austin Layard, ambassadeur de lord Beaconsfield, lequel est, d'autre part, tout fier d'avoir empêché l'entreprise française des « quais de Constantinople ». Grâce à lui, — et combien son amour pour « le Temple » doit s'en réjouir ! — les mosquées ne subiront pas l'injure d'être démolies et reconstruites par des giaours fils des croisés. Les quais resteront petits, mais Allah sera plus grand ! Le dieu de lord Beaconsfield et celui de M. Layard seront contents.

V

J'avais quelques raisons pour être moins surprise qu'une autre, à la nouvelle de la victoire, remportée par le cabinet italien à la Chambre, dans la discussion du budget des affaires étrangères ; mais, tenant sur ce point à n'être en reste avec personne, j'ai bien vite comblé la différence par la somme de joie que ce triomphe m'a causée.

C'est à propos de sa politique extérieure que le cabinet Cairoli-Depretis avait essuyé les plus rudes attaques de ses ennemis ; à propos de l'affaire d'Égypte, qu'un diplomate, accusé de n'être qu'un grand soldat, le général Cialdini, avait donné sa démission d'ambassadeur d'Italie en France ; enfin, c'est à propos de l'Autriche que la droite de la Chambre italienne avait aigrement averti le cabinet des dangers qu'il faisait courir à la paix de l'Italie par sa faiblesse pour l'*irredenta*.

Le président du conseil a choisi ces mêmes sujets, répondu à ces mêmes griefs, relevé ces mêmes accusations, et, victorieusement, de l'avis de tous, a dégagé son gouvernement de tous les soupçons.

Tout d'abord, en repoussant la discussion immédiate sur le budget de la guerre, que proposait M. Crispi, le président du conseil rassurait l'opinion publique, réduisait à l'impuissance les manœuvres de la droite, se rendait favorables les modérés du centre, et faisait acte de haute raison gouvernementale en montrant quelle était la situation de la politique extérieure de

l'Italie, avant de débattre dans quelle mesure elle devait garantir, par l'augmentation de ses forces, ce que M. Crispi appelait « la paix armée ».

Le mouvement d'opinion provoqué par les explications sincères de M. Cairoli a été tel, à la Chambre et dans le pays, que de graves événements parlementaires se sont produits. Le plus important est la démission de M. Sella comme chef de la droite, et son rapprochement probable des centres à la prochaine session.

M. Visconti-Venosta, avec sa grande autorité de parole; M. Minghetti, avec sa noble franchise et la hauteur de ses sentiments qui ont une si grande influence sur l'opinion de la Chambre, n'ont pu, dans leurs discours, enlever à M. Cairoli la moindre part de son succès. Leurs arguments se réduisaient d'ailleurs à prouver qu'ils eussent agi comme le cabinet, dans les mêmes circonstances, mais plus habilement; faible démonstration.

Si M. Cairoli a montré la haute intelligence d'un homme d'État, la gauche du parlement italien a revêtu le caractère nouveau, tant souhaité par ses amis, d'un parti, non plus d'opposition, mais de gouvernement.

Le ministère pourra donc se présenter au Sénat avec l'irrésistible puissance que donne un succès conquis et mérité. Je le crois maintenant assez fort pour vaincre des résistances devenues inutiles, et pour obtenir enfin l'abolition de la taxe sur la mouture et les lois de réforme électorale.

Au cours des débats, l'imprudence de M. Mancini a provoqué un incident fâcheux : la démission de M. Farini. L'honorable président de la Chambre me permettra de regretter que, sur l'insistance et les démonstrations amicales du parlement, sur la bonne grâce de M. Mancini lui-même à s'excuser, il n'ait pas repris cette démission. Il sait que, malgré ma réserve sur sa neutralité, personne ne professe pour son caractère une plus profonde estime que moi. Si c'est par une raison de santé, ou par une susceptibilité excessive que M. Farini refuse de remonter au fauteuil présidentiel, les amis français de M. Farini le regretteront également.

VI

L'engouement et la prompte injustice sont les points extrêmes d'un même caractère. Je crains que les Russes n'aient tour à tour ces défauts qui sont engendrés l'un par l'autre. Le général Loris-Melikoff est en ce moment, aux yeux de ses compatriotes amis des réformes, un libéral à outrance. Jamais il ne pourra rendre tout ce qu'on lui prête, et alors bien vite l'opinion se trouvera lésée de tout ce sur quoi elle avait compté.

Le président de la commission suprême est l'homme politique le mieux fait pour amener en ce moment, sous la plume de ceux qui écrivent, le plus de points d'interrogation. Le grand-duc héritier, qui professe pour le caractère du délégué de l'Empereur une affectueuse estime, aura-t-il l'influence qu'il faut pour l'aider à poursuivre son œuvre ? Le réformateur sera-t-il livré, un jour ou l'autre, à de nouvelles hésitations de l'Empereur, ou renouera-t-il, dans l'esprit d'un souverain lassé, la chaîne des projets libéraux interrompue ? Le parti allemand de la cour, les fonctionnaires, qui luttent contre le comte Loris-Melikoff, triompheront-ils de son activité à la fois par l'inertie du fonctionnarisme et par l'agitation des Nihilistes ? L'apaisement se fera-t-il un instant pour encourager l'Empereur dans ses concessions, moment psychologique permettant à la réforme de s'imposer mieux et de s'obtenir plus facilement ?

Le président de la commission suprême travaille, s'informe, fait personnellement tout ce qu'il peut faire. On l'avait cru un bourreau, c'est un homme ; on le croyait un soldat, c'est un organisateur.

Il s'est mis en rapport avec le conseil municipal de Saint-Pétersbourg, et il a prouvé, dans des entretiens redits, qu'il ne perd point son temps à échanger des phrases banales. La presse, par lui, est autorisée à user de plus de franchise. Bonne soupape. On discute, on juge, et les difficultés des réformes apparaissent à ceux-là mêmes qui n'admettaient pas qu'elles fussent mises à l'étude.

Au palais Anitchkoff, où l'on s'intéresse à l'œuvre du géné-

ral, on le conseille, on l'éclaire sur le personnel administratif, sur les résistances, sur les dévouements qu'il peut rencontrer. Le grand-duc héritier désire hautement que les faits ne découragent pas la confiance que l'Empereur témoigne à son délégué.

Déjà les honnêtes gens osent protester contre la corruption. Le général Skobelev déclare qu'il ne prendra le commandement contre les Takkés Turcomans que si on lui accorde l'institution d'administrations indépendantes dans le Caucase et dans le Turkestan, la dernière expédition ayant prouvé que les défaites étaient dues au gaspillage des ressources de l'armée.

Cette expédition devient de plus en plus nécessaire, et les cercles militaires sont d'avis qu'il ne faut laisser nulle part en ce moment des hostilités ouvertes. La Chine a refusé de ratifier le traité de Kouldja et a dégradé son ambassadeur qui l'avait signé. Quarante mille Chinois sont massés sur la frontière, commandés, dit-on, par des officiers anglais. La Chine est résolue à courir les risques d'une guerre plutôt que d'accepter les conditions du traité de Kouldja.

Les Russes encouragent de nouveau l'inimitié des populations qui refusaient d'être livrées à la Chine. Les Dungates musulmans et les Tarantchis de Kouldja sont en armes. Le général Kauffmann appelle à Tachkend le fils du dernier sultan de Kachgar. Il veut faire une diversion en réunissant toutes les forces indigènes pour repousser les forces chinoises.

VII

Le maréchal Martinez Campos, avec sa sincérité, son énergie, a tenté au Sénat un suprême effort pour éclairer le pays et ses mandataires sur le rôle que joue et qu'a joué M. Canovas. L'orateur a dépeint avec rudesse sa propre naïveté, victime durant neuf mois des fourberies d'un ambitieux.

Le caractère du maréchal donnait à ces attaques une importance telle que les conservateurs eux-mêmes en croient le cabinet Canovas ébranlé. L'ex-président d'un ministère outrageusement dupé déclare à la tribune qu'il rompt avec ses amis jusqu'à ce que son parti ait renié M. Canovas pour chef.

Il adjure, dans le Sénat, la politique réformiste de ne pas laisser se réaliser pour Cuba les pressentiments douloureux du signataire de Sanjon, c'est-à-dire la perte de la dernière colonie de la couronne en Amérique.

Les révoltes d'une âme loyale obtiennent des effets aussi puissants que l'art oratoire, car le maréchal descend de la tribune au milieu des plus chaleureux applaudissements.

Mais si le maréchal a le courage de se séparer des conservateurs, il n'a pas celui de se réunir aux constitutionnels et de s'allier avec les gauches. Il sait que la politique de conciliation, de libéralisme, ne peut se faire qu'avec les démocrates, mais il est royaliste et résiste à la pensée de devenir anti-dynastique.

M. Canovas, qui lance les choses à toute vapeur, prononce un discours, ajourne les Cortes, modifie son ministère, remplace M. Orovio, ministre des finances qu'on aurait pu conserver, puisqu'on prend son sous-secrétaire, inquiète inutilement par là les petits rentiers, les rassure en déclarant que pour continuer les amortissements il fera des emprunts, provoque une baisse à la bourse, décide l'emprunt cubain que tout le monde refuse, donne pour ministre aux colonies M. Sanchez, fait de la grande politique extérieure en plaçant M. El Duayen aux affaires étrangères, et convoque pour la fin de mai la conférence relative au protectorat du Maroc qu'il doit présider. M. Canovas est un homme à beaucoup faire.

VIII

En Grèce, les débats sur le vote du budget ont de nouveau contraint le ministère Coumoundouros à donner sa démission. La Chambre a rejeté le vote du budget et jusqu'aux modifications apportées par la commission.

M. Tricoupis, dans un discours très étudié, a combattu le système financier du gouvernement; il a prouvé que le ministère Coumoundouros-Delyanis se trompait sur les ressources des impôts, sur la réduction des dépenses, sur le chiffre des déficits, et il a terminé son discours en avertissant la Chambre que, si

elle adoptait le budget présenté, elle conduisait le pays droit à la banqueroute.

M. Zaïmis, abandonnant le ministère, a voté avec M. Tricoupis, faisant toutefois ses réserves sur les conséquences de son vote.

Il était difficile à l'opposition, par crainte d'une crise ministérielle, d'accepter l'explication qu'on lui donnait de l'emploi des fonds du dernier emprunt de soixante millions. Le ministère, qu'on en juge ! déclarait que si la destination, à la fois première et définitive des fonds, avait été cachée à la Chambre, c'était pour obtenir le vote du projet d'emprunt !

Pour porter un jugement sur les événements futurs — lesquels, si M. Tricoupis, qui vient de former un ministère, se maintient au pouvoir, ne peuvent aboutir qu'à une dissolution, — peut-être est-il nécessaire de jeter un rapide regard en arrière.

A la veille de l'expiration des pouvoirs du dernier parlement, M. Coumoundouros ayant perdu la majorité, la dissolution n'avait pas été accordée à M. Tricoupis, mais à M. Coumoundouros. Si alors M. Tricoupis avait pu former un cabinet, et si la nouvelle chambre avait été élue sous un ministère Tricoupis, il est probable que les électeurs lui eussent donné une majorité suffisante, puisque dans les élections faites par un ministère Coumoundouros, le nombre des adhérents à la politique Tricoupis a encore augmenté.

Il est évident qu'un parti politique, sans même avoir recours à des manœuvres électorales, s'il ne s'est pas rendu odieux ou simplement impopulaire, par le fait seul qu'il est au pouvoir, attire un plus grand nombre de votes qu'un parti resté à côté du pouvoir. C'est ce qui explique pourquoi M. Coumoundouros a commencé par avoir une majorité qu'il n'a pas su conserver, mais qui est encore une minorité suffisante pour entraver le fonctionnement de tout autre ministère.

L'opposition se décompose, à la vérité, en bien des groupes. D'abord, le plus considérable, celui qui avait hier pour chef M. Tricoupis, appelé au ministère ; puis celui de M. Zaïmis, déjà détaché de M. Tricoupis ; plusieurs groupes tout à fait indépendants, et, parmi les sous-groupes, celui du jeune Bulgari,

reste du parti de son père, que le nouveau ministre de la marine rattache à M. Tricoupis.

En Grèce, ces divisions s'expliquent dans la forme parce qu'elles n'existent pas au fond ; il n'y a que des libéraux. Point de parti clérical, point de partis dynastiques ; tout le monde accepte la royauté constitutionnelle. Les républicains sont en petit nombre, et d'un caractère si élevé, qu'ils sentent l'inutilité d'introduire leur opinion dans la politique intérieure. Quant à la politique extérieure, pas un Grec qui ne pense comme un autre Grec, et ne soit prêt à donner son sang et sa fortune pour le prouver.

Si la Porte laisse les Albanais s'organiser pour faire une démonstration menaçante contre la fameuse commission européenne, les Hellènes pourraient à bon droit se croire autorisés à la protéger.

Δ

CHRONIQUE POLITIQUE

La question des congrégations est tranchée par deux décrets du Président de la République, rendus sur un rapport signé par le ministre de l'intérieur et le garde des sceaux et insérés au *Journal officiel* du 30 mars.

Le premier de ces décrets concerne spécialement la Société de Jésus, qui est mise en demeure de se dissoudre dans un délai de trois mois. Une exception est faite cependant en faveur des établissements d'éducation, pour lesquels le délai est prolongé jusqu'au 31 août, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'année scolaire, afin de ne pas jeter de perturbation dans les études.

Pour les autres congrégations non autorisées, le second décret fixe également un terme de trois mois, dans lequel elles auront à se mettre en mesure d'obtenir la reconnaissance légale de chacun de leurs établissements existants. Toute congrégation qui, dans le délai assigné, n'aura pas satisfait à cette prescription, encourra l'application des lois en vigueur.

La distinction établie par cette double décision entre les jésuites et les autres corporations, provient de la législation même dont les nouveaux décrets ne sont que l'application. La Société de Jésus, en effet, n'a pas cessé d'être sous le coup des arrêts et édits du 6 août 1762, de novembre 1764, du 9 mai 1767, et de mai 1777, qui en ont itérativement prononcé la suppression en France. Un arrêt de la cour de cassation, rendu le 18 août 1826, en pleine Restauration, a confirmé au contraire ces anciennes prescriptions, en déclarant que « l'état actuel de la législation

s'oppose formellement au rétablissement de la Société de Jésus, sous quelque dénomination qu'elle se présente ». Il y a là, par conséquent, le cas particulier d'une association qui s'est reformée à l'encontre d'un interdit formel édicté à son égard, pour laquelle il n'y a pas d'existence légale possible en France. Du moment où les lois existantes étaient remises en vigueur, la Société de Jésus se trouvait inévitablement frappée de dissolution par ce seul fait.

Avec les autres congrégations, la situation n'est plus la même. Aucune disposition légale ne porte, en ce qui les concerne, prohibition expresse d'exister. La loi du 11 germinal an X et le décret du 3 messidor an XII se bornent à exiger qu'aucune agrégation ou association d'hommes ne se forme dans un but religieux, sans une autorisation spéciale et préalable. Il n'y a pas interdiction, mais simplement condition imposée. Se prévaloir du fait que cette condition n'a pas été remplie, pour prononcer la dissolution immédiate, aurait pu être qualifié de rigueur excessive, après la longue tolérance qui l'a fait perdre de vue. Le gouvernement commence par la rappeler, en assignant un délai dans lequel ceux qui l'ont omise devront s'y conformer.

C'est, dans l'un et l'autre cas, l'application exacte des lois existantes, à laquelle il s'est trouvé ramené par les événements et par la volonté catégoriquement exprimée de la Chambre.

Le Sénat, en effet, ne s'est point déjugé ; l'article 7 a retrouvé contre lui, à la seconde lecture, les 149 voix qui l'avaient repoussé le 9 mars. Il n'y a eu ni amendement proposé, ni tentative de compromis ; il n'y a pas eu non plus de discussion. Seul M. de Freycinet a pris la parole, au moment du scrutin, pour préciser la pensée et l'attitude du gouvernement. Il a rappelé que la demi-mesure contenue dans l'article 7 était en elle-même une transaction avec les lois existantes, dont elle aurait permis d'éviter l'exécution rigoureuse à l'endroit des congrégations non autorisées ; la transaction repoussée, le gouvernement n'avait pas d'autre parti à prendre que d'en revenir à l'application pure et simple de la législation en vigueur. Ce langage, qu'on a reproché au chef du cabinet comme étant en contradiction avec celui qu'il avait tenu le 9 mars à la même tribune, en était au contraire le corol-

laire logique. La première fois, M. de Freycinet, s'efforçant d'amener les adversaires de l'article 7 sur le terrain de la conciliation, avait pris à tâche d'élargir ce terrain le plus possible ; en présence du résultat négatif de sa tentative, il devait nécessairement rentrer dans les termes de la stricte légalité.

Malgré sa netteté, d'ailleurs, cette déclaration n'a point encore paru suffisante aux gauches de la Chambre, qui ont persisté dans leur projet d'interpellation. Dès le lendemain du vote sénatorial, M. Devès a été chargé de provoquer en leur nom une affirmation formelle de la ligne de conduite que le ministère comptait adopter. M. de Freycinet ne pouvait que répéter ce qu'il avait dit la veille au Sénat ; il s'est contenté d'ajouter que le gouvernement appliquerait les lois existantes sous sa responsabilité ; qu'il demandait à conserver sa complète liberté d'action et qu'il priait la Chambre de le fortifier par l'expression de sa confiance.

Quelques membres de l'extrême gauche eussent voulu davantage, et nous avons eu occasion de constater combien difficilement on s'habitue, sur certains bancs de la Chambre, aux distinctions nécessaires entre les attributions respectives du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif. M. Madier de Montjau s'est fait l'interprète de ceux de ses collègues qui partagent avec lui cette tendance anti-politique à confisquer au profit de l'absolutisme parlementaire le libre arbitre du gouvernement. Il a prononcé un discours de défiance et d'opposition presque aussi véhément que s'il eût été en face d'un ministère suspect, auquel il se serait agi de demander non pas seulement un engagement, mais des gages. La majorité a refusé de s'associer à cette faute et accordé au cabinet, par 324 voix contre 135, le vote de confiance qu'il demandait. L'ordre du jour adopté était ainsi conçu : « La Chambre, confiante dans le gouvernement et comptant sur sa fermeté pour appliquer les lois relatives aux congrégations non autorisées, passe à l'ordre du jour. » M. Madier de Montjau et ses amis voulaient qu'on « invitât » le gouvernement à appliquer « immédiatement toutes les lois existantes contre les congrégations non autorisées ». C'était le mandat impératif, l'ordre exécutoire sans délai. Une troisième rédaction avait été proposée par le groupe

bonapartiste qui, depuis quelque temps, déploie une habileté de tactique qu'on ne remarque pas assez dans le parti républicain. Louvoyant entre les apparences libérales et les formules conservatrices, ce dernier ordre du jour admettait implicitement qu'il y avait lieu d'aviser à la situation des congrégations religieuses, mais alléguait que les lois existantes, n'ayant jamais été appliquées que d'une façon intermittente, susciteraient de nombreuses difficultés au gouvernement qui voudrait les faire revivre. et invitait en conséquence le ministère à proposer, dans le plus bref délai possible, une loi sur la liberté d'association. La suggestion d'une législation nouvelle, qui aurait emprunté à l'ancienne ce qu'elle a d'efficace, tout en l'adaptant mieux aux circonstances actuelles, n'eût pas été sans valeur si, venant d'où elle venait, elle n'eût pas certainement caché un piège. Du reste, ni l'état de la question ni l'état des esprits ne permettait plus de s'y arrêter. Il fallait en finir avec un démêlé dont la prolongation était encore le plus mauvais côté ; il fallait en finir sans délai, comme sans faiblesse et sans violence inutile. C'est ce que disait clairement l'ordre du jour adopté par la Chambre et qu'elle a eu, sous tous les rapports, raison de préférer aux deux autres.

La majorité qui s'est formée autour du vote de confiance apportait au ministère toute la force dont il a besoin pour mener à bien sa tâche, si difficile et si délicate qu'elle soit. Les trois groupes de la gauche, de l'Union républicaine et du centre gauche s'y sont complètement fondus, à quelques abstentions individuelles près. Il y a eu plus de réticence à l'extrême gauche, où le nombre des abstentionnistes s'est élevé à 24 ; mais c'est là une petite protestation platonique et passagère, dont on a pu voir l'explication plus haut. Le gouvernement a donc, au point de vue parlementaire, l'appui réel de toutes les fractions du parti républicain, depuis la plus modérée jusqu'à la plus avancée, et l'on peut affirmer sans crainte qu'il en est de même dans le pays. Le trouble des consciences est loin, en effet, d'être aussi grand que voudraient le faire croire ceux qui s'appliquent à évoquer la fantasmagorie d'une croisade terroriste contre la religion. Le cléricalisme tout le premier a contribué, par ses exagérations de langage, par ses défis à la société civile, par l'abus qu'il a fait de son

pouvoir et de son influence, à faire comprendre que sa cause est entièrement distincte non pas seulement de celle de la religion, mais de celle de la liberté du culte et de l'indépendance du clergé. On discerne très bien la différence qui existe entre une persécution contre la foi catholique et de simples mesures de légalité appliquées à des associations qui s'étaient accoutumées à vivre en dehors de la loi et à se croire au-dessus d'elle. Les décisions du gouvernement achèveront d'éclairer et de circonscrire la question, en montrant, par les faits mêmes, de quoi il s'agit et jusqu'où il s'agit d'aller.

Il ne nous paraît pas qu'il y eût plus ni mieux à faire, à moins d'entrer dans une voie d'arbitraire qu'un gouvernement républicain doit tenir à honneur d'éviter, sous peine de mentir à son principe même. Les jésuites n'ont jamais cessé d'être sous le coup des arrêts promulgués contre eux; on leur en applique les dispositions. Les congrégations étaient dans une situation irrégulière, consacrée jusqu'à certain point par une longue tolérance; on les rappelle à l'observance de la loi, en leur notifiant d'avoir à se dissoudre si elles ne veulent ou ne peuvent s'y conformer. C'est, comme nous le disions tout à l'heure, un acte de stricte légalité auquel il n'y a rien à opposer et qui sera, au point de vue de l'effet pratique, tout aussi efficace, plus efficace même que ne l'eût été un procédé plus violent, avec l'avantage de ne fournir aucun prétexte plausible aux déclamations et aux récriminations.

L'approbation que nous donnons ici aux décisions ministérielles n'est, bien entendu, que relative. Nous constatons que le gouvernement fait ce qu'il avait de mieux à faire, étant donné les circonstances, rien de plus. Quant au fond de la question, nous avons déjà exprimé la conviction qu'il y aurait eu profit moral pour la République à le résoudre par le principe de la liberté entière. Cette conviction reste la même, ou plutôt elle s'affermi chaque jour davantage. Plus nous allons, plus nous sommes frappés des complications que soulève invariablement l'immixtion de l'État dans ce qui touche à la vie quotidienne des citoyens, et des proportions insignifiantes auxquelles se réduisent au contraire les incidents, parfois les plus gros en apparence, quand les choses sont livrées à elles-mêmes. Les preuves à cet égard sont

de tous les instants. On se rappelle, par exemple, à quels embarras et à quelle agitation aboutirent, l'année dernière, les poursuites intentées contre M. Humbert pour quelques phrases prononcées sur une tombe. L'anniversaire de la Commune de 1871 vient d'être célébré par un banquet qui a réuni huit cents assistants, et par une conférence qui en a rassemblé trois ou quatre cents; l'autorité a eu la bonne inspiration de laisser faire et de laisser dire; qu'en résulte-t-il? C'est que le dernier écho de la manifestation est éteint depuis longtemps déjà; l'unique souvenir qui en reste est qu'un des orateurs a traité M. Louis Blanc, M. Clémenceau « et autres » de « saltimbanques ». Quelques jours après, les bonapartistes à leur tour ont voulu montrer au monde que la cause impériale a de profondes racines dans les régions de Belleville. M. Robert Mitchell a proclamé le règne du prince Jérôme devant un auditoire habilement recruté qui lui a répondu par des cris enthousiastes. L'autorité a continué de s'abstenir, et il arrive que la presse légitimiste se charge de vouer au ridicule l'empereur en expectative, son précurseur et ceux qui l'ont acclamé, en répudiant toute cette « mascarade » au nom du vrai « parti conservateur ». Supposons la moindre poursuite, la moindre tracasserie de police, quelle importance n'auraient pas prise ces effusions inoffensives de politique entre amis?

La lutte engagée contre la société civile par l'esprit clérical est chose plus sérieuse, nous le savons; il s'agit là d'adversaires possédant une puissante organisation et des moyens d'action plus puissants encore. Nous n'en persistons pas moins à croire et à dire que la société civile dispose, elle aussi, d'éléments suffisants pour accepter le combat sur le terrain de la liberté réciproque, le soutenir à armes égales et en sortir finalement victorieuse sans appeler à son aide une législation restrictive. Les progrès accomplis par les congrégations sont dus à l'activité qu'elles n'ont pas cessé de déployer, tandis que nous assistions à leurs conquêtes dans une apathique indifférence. L'avantage déjà regagné sur elles, depuis que nous avons compris la nécessité d'opposer l'effort à l'effort, montre que nous aurions pu nous dispenser de recourir à une politique d'exclusion tou-

jours fâcheuse, fâcheuse surtout sous un régime républicain. Le temps est venu d'apprendre à supporter la liberté chez les autres, après l'avoir si longtemps revendiquée pour nous.

Le temps est venu aussi d'apprendre à supporter la contradiction et les différences de manière de voir, sans crier aussitôt à la trahison et à l'hostilité irréconciliable. Le rejet de l'article 7 par le Sénat a été, pour quelques députés et quelques journaux de l'extrême gauche, l'occasion d'une explosion de récriminations et de colères, aussi violente qu'injuste, d'abord contre les sénateurs républicains qui ont porté leur vote à la majorité, ensuite contre le Sénat lui-même comme institution politique. Les premiers ont été frappés d'excommunication majeure et mineure, le second catégoriquement menacé de suppression à bref délai. Comme il est inévitable que des dissidences se produisent, tantôt sur une question, tantôt sur une autre, même entre les hommes les plus sincèrement unis dans un commun dévouement à la République, on pourrait, avec ce système de répudiation et d'ostracisme, arriver graduellement à faire, du droit de voter les lois et de gouverner, le monopole d'un petit groupe ayant seul le don de penser juste. Ceux qui, dans leurs accès de mauvaise humeur, procèdent de la sorte, ne s'aperçoivent pas qu'ils deviendraient à la longue — et bien entendu à leur profit — des infaillibilistes d'une nouvelle espèce. C'est une prétention qu'il faut laisser aux impeccables de la droite.

L'accusation de tendances ou de faiblesses réactionnaires trop légèrement fulminée contre le Sénat, tombe d'ailleurs d'elle-même devant le scrutin final sur la loi relative à la liberté de l'enseignement supérieur. Allégé de l'article qui en avait si longtemps entravé l'adoption, l'ensemble de cette loi a réuni, au Luxembourg, 483 voix contre 98. Or, il convient de rappeler ce qu'on a perdu de vue à travers tant de controverses, c'est qu'il s'agissait d'une loi essentiellement républicaine. Non seulement elle supprime les jurys mixtes d'examen pour rendre à l'Université le droit exclusif de conférer des grades et de délivrer des diplômes; elle lui restitue aussi sans partage ce titre d'Université, que la loi de 1875 lui faisait partager avec les

groupes de facultés catholiques. Celles-ci, enfin, perdent le privilège auquel elles attachaient un si grand prix, de donner par leurs certificats d'études le baccalauréat, la licence ou le doctorat, et notamment de faire des docteurs en théologie recevant directement leur investiture de Rome. Autant de dispositions qui affermissent la direction de l'enseignement entre les mains de l'État laïque. La majorité qui s'est reformée au Sénat pour les sanctionner, est une preuve décisive que l'article 7 formait une question absolument à part et que, dans le vote qui l'a repoussé, entraient des considérations tout à fait en dehors des convictions politiques. La Chambre, de son côté, a ratifié la loi revenue du Sénat par 376 voix contre 98. Ce double scrutin est le véritable critérium d'après lequel doit être calculé l'effectif acquis à l'opinion républicaine dans les deux branches du parlement. On peut être certain de retrouver cet effectif chaque fois qu'il s'agira d'une mesure ne se heurtant pas à des scrupules particuliers, d'une résolution intéressant l'existence, la marche ou l'avenir de la République. Voilà ce dont il faut se pénétrer, en évitant toute complication inutile de nature à troubler ou à diviser cette précieuse majorité, mais en se gardant aussi de jeter l'anathème à ceux que leur conscience porterait à s'en séparer momentanément. La solidarité des idées politiques ne doit pas être interprétée comme une tyrannie de parti entraînant l'abdication du libre arbitre de chacun en toutes choses; mais comme un accord général sur les principes qui comporte une entière latitude d'appréciations personnelles dans les points de détail. Comprise autrement, ce qu'on appelle la discipline de parti serait non plus une discipline, mais un despotisme intolérable à tout esprit tant soit peu indépendant et pénétré du sentiment de sa dignité. Loin de favoriser et de maintenir l'organisation d'une majorité de gouvernement, elle la rendrait impossible. Elle serait, enfin, un contre-sens parmi les républicains, car elle équivaldrait à leur imposer le régime d'obéissance passive sous lequel nous reprochons, à bon droit, au cléricanisme de courber toute volonté qui se livre à lui.

Outre la loi sur la liberté de l'enseignement supérieur, les deux Chambres ont encore fait œuvre commune en vo-

tant la loi sur la réorganisation de l'état-major de l'armée. Celle-ci a été adoptée au pas de course, tant au Luxembourg qu'au Palais-Bourbon. Ballottée, depuis plusieurs années, de projets en amendements et d'amendements en contre-projets, elle avait fini par lasser et dérouter tout le monde. On a voulu sortir une bonne fois de ce labyrinthe, se disant que les lois parfaites ne sont pas d'ici-bas et qu'on poursuivait une chimère en cherchant un système qui ne soulevât pas d'objections et ne fit pas de mécontents. Celui auquel on s'est arrêté était-il le meilleur qu'on pût choisir? C'est un point sur lequel nous ne sommes pas en position de prononcer, alors que les hommes les plus compétents demeurent en désaccord. La seule chose à dire c'est que, de tous les changements apportés depuis la guerre de 1870 dans l'organisation de l'armée française, celui-ci apparaît comme le plus considérable et le plus grave. L'expérience décidera s'il a été bien ou mal inspiré, et il n'y a qu'elle qui puisse réellement en décider au milieu des jugements contradictoires portés de tous les côtés.

Les deux votes que nous venons d'enregistrer ont seuls distrait un moment l'attention de la Chambre du tarif des douanes. Poursuivant leur tâche avec une louable persévérance, les députés ont achevé l'examen de la première section, celle qui embrasse l'ensemble des produits agricoles et des matières premières provenant de l'agriculture. Sur toute la ligne, nous sommes heureux d'avoir à l'annoncer, la victoire est restée, non pas au libre échange dont nous sommes terriblement loin encore, mais du moins au principe du libéralisme commercial. A l'exception d'une surtaxe sans importance sur les moutons, ce sont les droits les moins élevés qui ont été invariablement adoptés, et la franchise complète demeure acquise à tous les produits essentiels pour nos industries.

Les laines, le coton, le lin, la soie, les bois conservent l'exemption dont ils jouissaient. Le blé continuera à supporter simplement le droit de 60 centimes par hectolitre. Nous n'aurions qu'à applaudir sans réserve, si deux articles de consommation générale et devenus indispensables ne restaient taxés à un chiffre plus qu'onéreux : le thé à 208 francs, le café à 156 francs

les 100 kilogrammes. Ici, la protection n'a eu rien à voir, puisqu'il s'agit d'objets que le sol français ne produit pas et ne peut prétendre à produire; ce sont les considérations fiscales qui ont prévalu. Il est certain qu'avec le droit maintenu, le café et le thé représentent un revenu auquel nous comprenons que le Trésor doive tenir; mais n'aurait-il pas été possible d'accorder leur part de dégrèvement à deux objets déjà coûteux par eux-mêmes, et qui tiennent une si large place dans l'alimentation de toutes les classes de la population?

L'importance de cette première victoire ne réside pas seulement dans les résultats acquis, tout considérables qu'ils sont; elle dissipe les inquiétudes qui obscurcissaient depuis deux ou trois ans l'horizon de notre avenir économique. Les tendances de la majorité parlementaire n'étaient pas douteuses; nous savions ses intentions excellentes; mais on l'avait tellement assourdie de lamentations protectionnistes, qu'il était à craindre qu'au moment décisif elle ne se laissât troubler et entraîner à des résolutions qu'elle-même eût regrettées plus tard. Cette crainte était d'autant plus permise que nous avions déjà vu la commission des tarifs partir du principe de la liberté, osciller à trois ou quatre reprises différentes, et aboutir en dernière analyse à des conclusions diamétralement opposées aux idées qu'elle semblait professer au début de son travail. On peut être rassuré aujourd'hui. La Chambre a voté avec une persistance et une décision qui sont une garantie pour la suite et attestent que le règne du protectionnisme est bien fini cette fois. Elle ne s'est pas arrêtée à la solidarité factice qu'un petit nombre d'industriels, plus particulièrement inféodés au système protecteur, s'efforçaient d'établir entre leurs propres intérêts et ceux de l'agriculture nationale. Elle ne se montrera pas moins clairvoyante et moins ferme, quand viendra le moment de réduire à leurs justes proportions les prétentions exagérées de ces mêmes industriels. Le grand principe économique qui fait passer en première ligne l'intérêt des consommateurs, c'est-à-dire de tout le monde, a détrôné sans retour le sophisme de la protection établie au profit personnel de quelques-uns.

L.

JOURNAL DE LA QUINZAINE

Voici le texte du décret portant dissolution de la Société de Jésus en France, qui a paru au *Journal officiel* du 30 mars :

« Un délai de trois mois, à dater du présent décret, est accordé à l'agrégation ou association non autorisée, dite de Jésus, pour se dissoudre, en exécution des lois ci-dessus visées, et évacuer les établissements qu'elle occupe sur la surface du territoire de la République.

« Ce délai sera prolongé jusqu'au 31 août 1880, pour les établissements dans lesquels l'enseignement littéraire ou scientifique est donné, par les soins de l'association, à la jeunesse. »

Pour les autres congrégations non autorisées, la situation est réglée par les dispositions suivantes :

« Art. 1^{er}. — Toute congrégation ou communauté non autorisée est tenue, dans le délai de trois mois à dater du jour de la promulgation du présent décret, de faire les diligences ci-dessous spécifiées, à l'effet d'obtenir la vérification et l'approbation de ses statuts et règlements et la reconnaissance légale pour chacun de ses établissements actuellement existants de fait.

Art. 2. — La demande d'autorisation devra, dans le délai ci-dessus imparti, être déposée au secrétariat général de la préfecture de chacun des départements où l'association possède un ou plusieurs établissements.

« Il en sera donné récépissé.

« Elle sera transmise au ministre de l'intérieur et des cultes, qui instruira l'affaire.

« Art. 3. — A l'égard des congrégations d'hommes, il sera statué par une loi :

« A l'égard des congrégations de femmes, suivant les cas et les distinctions établies par la loi du 24 mai 1825 et par le décret du 31 janvier 1852, il sera statué par une loi ou par un décret rendu en conseil d'État.

Art. 4. — Pour les congrégations qui, aux termes de l'article 2 de la loi du 24 mai 1825 et du décret du 31 janvier 1852, peuvent être autorisées par décret rendu en conseil d'État, les formalités à suivre pour l'instruction de la demande seront celles prescrites par l'article 3 de la loi précitée de 1825, auquel il n'est rien innové.

« Art. 5. — Pour toutes les autres congrégations, les justifications à pro-

duire à l'appui de la demande d'autorisation seront celles énoncées ci-dessous.

« Art. 6. — La demande d'autorisation devra contenir la désignation du supérieur ou des supérieurs, la détermination du lieu de leur résidence et la justification que cette résidence est et restera fixée en France. Elle devra indiquer si l'association s'étend à l'étranger ou si elle est renfermée dans le territoire de la République.

« Art. 7. — A la demande d'autorisation devront être annexées : 1^{re} la liste nominative de tous les membres de l'association ; cette liste devra spécifier, pour chaque membre, quel est le lieu de son origine et s'il est Français ou étranger ; 2^o l'état de l'actif et du passif, ainsi que des revenus et charges de l'association et de chacun de ses établissements ; 3^o un exemplaire des statuts et règlements.

« Art. 8. — L'exemplaire des statuts dont la production est requise devra porter l'approbation des évêques des diocèses dans lesquels l'association a des établissements, et contenir la clause que la congrégation ou communauté est soumise, dans les choses spirituelles, à la juridiction de l'ordinaire.

« Art. 9. — Toute congrégation ou communauté qui, dans le délai ci-dessus imparti, n'aura pas fait la demande d'autorisation avec les justifications prescrites à l'appui, encourra l'application des lois en vigueur. »

Le Sénat et la Chambre des députés sont entrés en vacances le mardi 22 mars ; la reprise des séances a été fixée au mardi 20 avril.

La session des conseils généraux commençant le second lundi après Pâques, par conséquent le 5 avril cette année, les membres de l'une ou l'autre Chambre qui font partie des assemblées départementales auront largement le temps de prendre part à leurs travaux.

Un grave incident vient d'appeler de nouveau l'attention publique sur les affaires algériennes, dont elle s'était détournée dans ces derniers temps. M. Journault, qui occupait auprès de M. Albert Grévy le poste de secrétaire général du gouvernement civil de l'Algérie, a donné sa démission. La lettre par laquelle il annonce et motive cette détermination, communiquée aux journaux d'Alger et reproduite par toute la presse, articule des faits dont l'opinion s'est vivement émue. Des éclaircissements sont indispensables, et une demande d'interpellation a été portée à la tribune de la Chambre des députés pour fournir au gouvernement l'occasion de les donner. Renvoyée à un mois, la question reviendra dès l'une des premières séances qui suivront la reprise de la session.

Des passions très ardentes paraissent se mêler à cet incident. En Algérie, une partie de la population semblerait épouser la cause de M. Journault, à qui l'on offre le siège de député d'Oran, près de devenir vacant par suite de l'élection prévue de M. Jacques aux fonctions de sénateur. Malgré cette manifestation, il est nécessaire d'attendre le débat officiel pour se prononcer.

En 1868, notre attaché militaire à Berlin, le colonel Stoffel, terminait par ces mots un rapport adressé au ministre de la guerre : « Méfiez-vous de l'état-major prussien. »

Deux ans après, nous éprouvions toute la sagesse de ce conseil.

Aussi, après la guerre, la pensée des législateurs chargés de la réorganisation de l'armée se porta-t-elle spécialement vers l'état-major.

Sur la question de principe, on tomba assez facilement d'accord. La différence entre les deux systèmes français et allemands était facile à saisir.

Dans le système français, l'état-major formait un *corps* absolument fermé. Pour y entrer, il fallait subir des examens et il y avait là incontestablement une garantie de travail et de capacité. Mais une fois cette épreuve subie, l'officier faisait pour toute sa vie partie de l'état-major.

De là, deux inconvénients évidents : 1° on ne permettait pas l'entrée aux officiers qui, dans les divers grades et dans les diverses armes, faisaient preuve de capacités exceptionnelles ; 2° on n'obligeait pas à sortir les officiers admis dans l'état-major au début, dont le zèle se ralentissait.

Le système allemand était tout autre.

Il n'admettait pas un *corps*, mais un *service* d'état-major ouvert à tous les officiers de l'armée sortis de l'Académie de guerre de Berlin. Ces officiers ne restaient dans l'état-major qu'un certain temps, et rentraient dans les différentes armes, pour reprendre ensuite leur service.

De là, la nécessité d'une assiduité constante, d'un travail permanent, car il était toujours permis de ne rappeler que ceux-là seuls qui, par leur travail et leur assiduité, se maintenaient à la hauteur des fonctions qu'ils étaient appelés à remplir.

La supériorité de ce système était si évidente, que l'organisation prussienne fut dès le premier jour, on peut le dire, adoptée par la grande majorité.

Mais, le principe admis, toutes les difficultés n'étaient pas résolues : il s'agissait d'arriver à la pratique, et ici les divergences s'accroissaient.

Depuis la guerre jusqu'à ce jour, plus de vingt projets différents ont successivement été présentés.

Il fallait mettre un terme aux discussions qui n'étaient sans doute pas inutiles, mais qui avaient le tort grave de retarder une solution jugée indispensable par tout le monde et de placer les officiers du corps d'état-major dans une situation vraiment intolérable.

Le ministre de la guerre, usant d'un droit que lui donnaient les règlements des deux Chambres, fit procéder à la nomination d'une commission mixte composée de membres du Sénat et de la Chambre des députés, et il soumit à cette commission un projet nouveau qui pouvait être considéré comme une transaction entre les deux textes successivement adoptés par les deux Chambres.

Cette nouvelle rédaction a été votée d'abord par le Sénat et ensuite par la Chambre des députés, de telle sorte que l'on a obtenu en quelques heures le résultat vainement poursuivi depuis neuf années : nous avons aujourd'hui une loi d'état-major.

Peut-on dire que cette loi soit parfaite, et ne soulève aucune critique ?

Ce serait là, évidemment, une exagération.

Mais, du moins, si l'œuvre est incomplète, elle existe; elle met fin à cette incertitude regrettable qui pesait si lourdement sur notre organisation tout entière.

Enfin, les règles essentielles sont observées.

Il faut se contenter de ce résultat. Si l'œuvre n'est pas parfaite, nous le répétons, du moins elle est perfectible et l'expérience indiquera les modifications à introduire.

La loi votée, le ministre de la guerre a agi avec une résolution qu'il faut d'autant plus remarquer qu'elle est assurément moins commune.

Le lendemain même de la promulgation de la loi, il a adressé au président de la République son rapport suivi d'un décret, aux termes duquel une commission était instituée pour procéder, conformément aux stipulations de la loi, à la répartition des officiers dans les différentes armes.

Le jour même où ce décret était publié, la répartition était opérée par voie de tirage au sort.

Aujourd'hui donc, le corps d'état-major a cessé d'exister.

Il reste à organiser le service nouveau, et tout indique que l'organisation adoptée par le Parlement sera effectuée avec la même résolution que le ministre a apportée dans l'accomplissement de la première partie de sa tâche.

Le département du Rhône avait à nommer deux sénateurs en remplacement de MM. Valentin et Jules Favre. MM. Vallier et Édouard Millaud ont été élus sans tentative d'opposition sérieuse. La date de l'élection s'est fortuitement rencontrée de manière à permettre aux nouveaux sénateurs de voter dans le scrutin final sur l'article 7. M. Édouard Millaud, toutefois, a voulu profiter du délai d'option que lui laissait la loi, pour garder jusqu'au dernier moment le droit de prendre la parole à la Chambre et plaider la cause de l'industrie lyonnaise dans la discussion sur le tarif des soies. Il a effectivement clos sa carrière de député par un remarquable discours, qui n'a pas été sans influence sur le dénouement du débat.

Nous devons enregistrer en outre quatre élections de députés.

Dans l'Aude (arrondissement de Narbonne), M. Labadié, resté sans concurrent au second tour de scrutin, a réuni 11,342 voix.

Dans Seine-et-Oise (arrondissement de Rambouillet), M. Ferdinand Dreyfus, le jeune et déjà éminent avocat républicain, a obtenu 8,289 voix contre 5,637 données à la candidature bonapartiste de M. Maurice Richard, ancien membre du cabinet Ollivier en 1869.

Enfin, les électeurs de l'arrondissement de Mirande (Gers) avaient à pourvoir au siège demeuré vacant par suite de la mort de M. Granier de Cassagnac. M. Paul de Cassagnac a posé la candidature de son frère Georges, et celui-ci a été élu par 11,372 suffrages; M. Alfred Sansot, candidat républicain, en a obtenu 7,993. C'est ce qu'on peut appeler une élection de famille.

Après avoir étudié à Panama le côté technique du percement de l'isthme et s'être convaincu de la possibilité de relier les deux Océans par un canal à

niveau et sans écluses, M. de Lesseps a passé aux États-Unis pour accomplir la seconde partie de sa mission, celle qu'on pourrait appeler la partie diplomatique. Mais, au lieu d'aller d'abord à San Francisco, suivant son intention première, pour de là traverser le territoire de l'Union et revenir à New-York, l'illustre voyageur a modifié son itinéraire et s'est rendu par mer dans cette dernière ville.

Cette affaire du canal interocéanique qui n'a pour nous, Européens, qu'une valeur purement spéculative et commerciale, paraît avoir pris, aux États-Unis, le caractère d'un événement politique international. L'opposition qui s'est manifestée au lendemain du congrès de Paris, en 1879, contre l'entreprise de M. de Lesseps, n'a point persisté à contester l'importance et l'utilité de l'œuvre; devant le résultat des études faites par nos ingénieurs et par M. de Lesseps en personne, elle a abandonné les objections topographiques qu'elle avait faites tout d'abord au percement de l'isthme à Panama de préférence au Darien ou au Nicaragua; mais elle a soulevé contre l'exécution du canal par M. de Lesseps et ses adhérents la doctrine Monroe, qui se résume dans la fameuse maxime: « L'Amérique aux Américains. » Elle a élevé la prétention de faire construire le canal sous la direction des États-Unis et de le maintenir ensuite sous leur contrôle. On a peine à comprendre comment les Américains ont pu voir en M. de Lesseps le représentant d'un gouvernement quelconque qui chercherait, sous les auspices d'une affaire commerciale, à s'implanter sur un point de l'Amérique, pour étendre son action aux territoires voisins. Personne ne s'est mépris un instant sur les véritables sentiments qui ont guidé, cette fois encore, l'illustre promoteur du canal de Suez.

M. de Lesseps s'est rendu aux États-Unis avec la pensée que des explications loyales et logiques désarmeraient les préventions et qu'une entente serait possible lorsqu'il aurait démontré la droiture de ses intentions. Soit dans les réunions publiques, soit dans ses conversations avec les hommes les plus considérables de l'Union, il n'a cessé d'affirmer l'indépendance de son action. Pour calmer toutes les susceptibilités, il a même proposé, dans une entrevue qu'il a eue avec le président Hayes, d'établir l'administration à New-York et de demander les fonds aux capitaux américains.

Il est difficile de dire d'une façon précise où il en est à l'heure actuelle et quels progrès il a pu accomplir dans son œuvre de persuasion morale. La situation est plus complexe qu'elle ne le paraît. Une commission de la Chambre des représentants a bien recommandé d'appliquer strictement au canal de Panama la doctrine de Monroe; le président de la République a bien adressé au Sénat un message où il affirme le même principe; mais l'opinion du peuple américain est visiblement indécise. Peut-être, malgré les apparences contraires, notre illustre compatriote, qui parcourt en ce moment les États-Unis recommençant la croisade qu'il avait entreprise il y a vingt ans en faveur du canal de Suez, réussira-t-il à rallier à son œuvre la masse des citoyens de l'Union. La foi renverse les montagnes.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

H. Depasse : le Cléricalisme. (Maurice Dreyfous.) — Ce n'est pas un traité de théologie, un livre de combat contre les dogmes de l'Église, qu'a voulu écrire M. Depasse. C'est le parti politique luttant pour l'asservissement de l'esprit humain et la destruction de la liberté, qu'il a seul voulu mettre en cause. Il dédaigne de disputer sur les manifestations superstitieuses dont le clergé donne de plus en plus le spectacle ; il ne s'attarde pas à examiner de quelle manière la religion peut se concilier avec les idées modernes. Plus homme politique que philosophe, il s'inquiète de pénétrer l'organisation du cléricalisme et de connaître les ressources dont il dispose dans sa campagne contre la société civile. L'Église, pour lui, n'est qu'un adversaire temporel, placé à la tête des partis hostiles à la forme républicaine de gouvernement, mais uniquement parce que, seule, elle est forte et bien organisée, en possession de puissants moyens de lutte que lui fournit la religion. Sur cette donnée, la solution qu'il adopte résolument s'indique d'elle-même. Pour atteindre sûrement le cléricalisme, il faut s'attaquer à l'Église. Celle-ci tirant une grande force de l'appui matériel et moral que lui prête l'État, il est de la plus élémentaire justice que l'État, pour se défendre, lui retire sa protection. C'est donc à la séparation de l'Église et de l'État qu'aboutit M. Depasse. Il n'ignore pas qu'à ce point extrême il diffère d'opinion avec la majorité de ceux qui guident aujourd'hui les destinées de la République et qui jugent préférable et plus pratique de retirer l'École à l'Église. Sa conviction résiste à toutes les démonstrations contraires. C'est qu'elle est basée sur un raisonnement d'une solidité et d'une rigueur que reconnaîtront même ceux qui ne partagent pas sa manière de voir. On pourra penser que la séparation des deux puissances en antagonisme ne saurait trancher les diffi-

cultés existantes, ne sauverait pas la société laïque de l'étreinte du cléricalisme ; on aura de la peine à nier que la solution indiquée par M. Depasse, dans les termes où il la pose, rendrait un grand service à la cause de la liberté et de l'apaisement.

Le livre de notre collaborateur mérite d'être loué sans réserve. La fermeté du style, la hauteur des idées et des sentiments en font un ouvrage qui survivra à la lutte qui l'a inspiré.

Pierre Frédé : la Russie et le Nihilisme. (A. Quantin.) — Ce que M. Frédé tient à nous faire connaître de la Russie, c'est la vénalité de ses fonctionnaires, à quelque degré de la hiérarchie qu'ils soient parvenus. C'est le but du livre et même le seul sujet qui y soit traité avec détail. Du nihilisme proprement dit, il en est à peine question. Aucune explication ne nous est fournie sur les causes qui lui ont donné naissance, sur son organisation, sur son action. A peine la question est-elle effleurée dans quelques pages, et nul ne prendra au sérieux l'anecdote dans laquelle l'auteur a la prétention de raconter l'origine du mouvement révolutionnaire qui agite la Russie. Nous craignons fort, par contre, que le lecteur impartial et de sang-froid ne soit choqué du ton passionné de l'ouvrage, qui lui donne presque les allures d'un pamphlet. La haine du tsarisme a aveuglé M. Frédé. Quels que soient les vices du gouvernement russe et les plaies qui rongent la société, il est difficile d'admettre qu'il n'existe du haut en bas aucun élément sain, et par suite aucun moyen de régénérer le pays.

Sous cette réserve de ne pas accepter les partis pris de l'auteur, on trouvera dans son livre des données intéressantes et instructives sur les mœurs gouvernementales de la Russie. L'armée et l'administration, la noblesse, le clergé et les paysans y sont étudiés avec une compétence indiscutable, sous une forme parfois étrange, mais toujours saisissante.

Jules Leclercq : le Tyrol et le pays des Dolomites. (A. Quantin.) — Si M. Leclercq n'avait pas mis le nom du Tyrol en tête de son livre, pour indiquer à l'avance la situation géographique de la contrée qu'il se propose de faire connaître, plus d'un pourrait se demander de quelle région nouvelle ou de quelle peuplade sauvage il peut bien être question. Ce n'est certes pas à soixante heures de Paris que l'on serait tenté de placer ce pays, aussi inconnu, aussi inexploré, du reste, que s'il était situé par-delà les mers, au centre d'un continent encore mystérieux. C'est donc en plein Tyrol que se trouvent les Dolomites, lesquelles ne sont pas des tribus cannibales, mais de simples montagnes calcaires, ainsi appelées du géologue français Dolomieu, qui, le premier, les observa et en détermina la composition. Très abruptes, s'élevant à pic à une altitude moyenne de 3,000 mètres, coupées de vallées étroites et profondes, elles constituent par leur physiologie spéciale, au dire des rares touristes qui les ont parcourues, la région la plus pittoresque et la plus grandiose de l'Europe entière, sans en excepter les paysages de la Suisse, moins tourmentés et d'une allure générale plus régulière.

M. Leclercq est le premier qui ait donné, en France, une description de ce beau pays. Le récit qu'il nous fait de ses excursions dans cette partie des Alpes, loin des sentiers battus et des hôtels encombrés, sans autre guide que les renseignements recueillis de la bouche des habitants, a une vivacité, une sincérité d'enthousiasme et d'impression dont nous avaient déshabitués depuis longtemps les voyageurs uniquement préoccupés de peindre des sites trop connus. Tout en charmant les loisirs de ceux qui ne peuvent se déplacer, le livre du jeune écrivain inspirera à plus d'un le désir de l'imiter.

Louis Figuier Histoire des Plantes. (Hachette.) — C'est une nouvelle édition de son beau livre que nous offre aujourd'hui M. Louis Figuier, édition si bien remaniée et augmentée qu'elle peut être

considérée comme une œuvre nouvelle. M. Figuier a le mérite d'avoir été le premier à mettre les sciences naturelles à la portée des gens du monde, et pour la clarté du style, le choix des matières et leur ordonnance, aucun de ses nombreux imitateurs ne l'a dépassé.

L'*Histoire des Plantes* est non seulement un recueil de toutes les curiosités que présente le règne végétal, c'est en même temps un traité de botanique complet. Voici le printemps, l'heure de gagner les champs va bientôt sonner, et nous pouvons présenter comme un guide sûr le livre de notre savant confrère.

L'*Histoire des Plantes* en main, chacun, dans ses promenades champêtres, sera à même d'étudier, de reconnaître, de classer les nombreux végétaux qui attireront son attention, et d'apprendre sans effort les admirables mystères de leur germination, de leur floraison et de leur fructification.

Ajoutons que l'ouvrage est orné de 451 figures dessinées d'après nature par M. Faguet, préparateur du cours de botanique à la Faculté des sciences de Paris; on ne pouvait demander mieux.

René Valléry-Radot : l'Étudiant d'aujourd'hui. (Hetzel.) — On n'a pas encore publié un volume aimable et vraiment jeune qui parut il y a cinq ans sous ce titre : *le Volontaire d'un an*, et qui fut le début, en littérature, de M. René Valléry-Radot. Cette fois, le volontaire a accroché son sac au mur de sa chambre, à la place d'honneur, et libre, les épaules dégagées, il a repris le chemin de l'École de droit dont il va nous raconter les petits mystères honnêtes et laborieux.

« C'est ainsi, nous dit-il, que, pas à pas, livre à livre, confondu dans le rang, je suivrai ma génération, heureux de montrer que, si elle est parfois hésitante et troublée, elle n'en promet pas moins le jour où l'on aura besoin d'elle, un vaillant renfort de vie et d'espérance. »

Qu'on ne s'attende donc pas à trouver ici des aventures bien romanesques. C'est autre chose, c'est mieux qu'un roman que l'auteur a voulu faire; il a

voulu donner un reflet de la vie d'étudiant, prise par son côté sérieux, telle qu'il l'a vécue lui-même, « non pas cette vie factice que des romanciers ont rendue populaire en faisant passer avec habileté des exceptions pour des types, mais cette vie réelle que le travail n'assombrit pas, parce que la jeunesse y met toujours sa gaieté ».

Voici d'abord Flairac, l'étudiant de première année arrivant du fond de sa province, l'esprit allumé par ses lectures et le cœur impatient de goûter aux voluptés de la vie indépendante ; bien doué d'ailleurs et honnêtement dirigé, il ne s'attardera pas longtemps aux chemins de traverse et rejoindra d'un pas alerte la grande route du travail et du devoir. Avec lui, l'auteur nous mène aux cours de l'École de droit, à la conférence Molé-Tocqueville, voire même à Montmorency, où, paraît-il, il n'y aurait plus ni grisettes, ni cerises, ni ânes. (Ici nous protestons énergiquement, au nom de ces derniers tout au moins.)

Après le jeune Flairac, voici Saint-Géran, l'étudiant riche et flâneur, qui vient tous les trois mois prendre ses inscriptions dans son *dog-cart* qu'il conduit lui-même. A celui-là, M. Valléry-Radot n'est pas tendre, parce que c'est lui, dit-il, qui trop souvent sert de modèle aux romanciers qui veulent parler des étudiants, et que c'est sur lui qu'on les juge.

Puis, en regard de Saint-Géran, les deux pigeons, Jacques et Pierre, deux étudiants appartenant à des familles peu aisées, et qui, pour ménager leurs maigres ressources, font ménage ensemble *et vivent de privations*.

Voici encore Lefaure, l'étudiant de dixième ou de vingtième année, grand discoureur et grand écrivain, directeur du journal le *Travail*, avec ses deux compères, Ouellard et Courbalay, deux « vaillants frères d'armes de la nouvelle littérature » qui terminent une laborieuse séance de collaboration en disant : « On n'a jamais rien écrit de plus repoussant, cela nous fera le plus grand honneur. »

Enfin, dominant tout, Aubertin, le héros du livre, « le vrai type d'une nou-

velle génération d'étudiants », qui, « par l'élévation de son caractère, l'honnêteté de son cœur et la sérénité de son intelligence, représente tout ce qu'il y a dans la jeunesse d'aujourd'hui d'opinions à la fois hardies et sages, d'idées tolérantes et de sentiments hospitaliers ».

On pourrait faire observer à M. Valléry-Radot qu'il ne justifie pas complètement son titre, car il ne nous a donné qu'une face de l'*Étudiant d'aujourd'hui* ; mais peut-être se réserve-t-il de compléter quelque jour le tableau.

Quoi qu'il en soit, ce livre, écrit avec soin et dans une langue excellente, fait grand honneur sous tous les rapports au jeune écrivain.

Arsène Houssaye : les Destinées de l'Ame. (Calmann Lévy.) — Le titre surprendra plus d'un lecteur habitué à voir M. Arsène Houssaye signer des ouvrages d'un genre moins sévère et plus aimable. Mais les questions philosophiques préoccupent si vivement les esprits à l'heure actuelle, les progrès des sciences ont fait surgir des solutions si contraires aux idées généralement admises jusqu'à ce jour, qu'il n'est pas étonnant que tous ceux qui ont l'habitude de parler au public se détournent un moment de leurs travaux habituels pour dire à leur tour ce qu'ils pensent de tel ou tel problème en discussion. La tentative n'est pas toujours exempte de périls. L'étude de ces grandes questions comporte des connaissances variées et spéciales, sans lesquelles on risque tout au moins de ne pas faire prévaloir son opinion. M. Arsène Houssaye ne s'est pas rendu toujours un compte exact de la nature et de la valeur des éléments qu'il fallait faire entrer en jeu. Il a mis dans son livre trop d'esprit et d'imagination, voire même trop de cœur, et pas assez de raisonnement ni de faits. Il pourra plaire à ceux qui continuent à penser comme lui, il ne ramènera pas ceux qui ont abandonné ses idées.

Th. Bentzon : Georgette. (Calmann Lévy.) — « Agir contrairement à des principes, à des aspirations qui renaissent sans cesse comme les têtes dévo-

rantes, bien qu'on en fasse litière, adorer avec désespoir ce qui vous dégrade, mettre un dernier orgueil à lui être fidèle, lutter contre l'ordre immortel des choses avec la certitude secrète et désespérée de succomber à la fin, violenter sa conscience sans réussir à l'étouffer, se tordre entre deux amours inconciliables, avec la nécessité terrible d'apporter la souffrance tantôt à celui-ci, tantôt à celui-là, selon que l'on ménage l'un ou l'autre, n'est-ce pas un supplice de damné? » Ce supplice, c'est celui dans lequel se débat M^{me} de Villard, ou plutôt M^{me} Danemasse, la mère de Georgette. Jetée par des circonstances exceptionnelles, malgré des instincts profondément honnêtes, dans les hasards d'une situation irrégulière, la pauvre femme en subit toutes les amertumes, et quant aux compensations qu'elle y trouve, elle les paie si cruellement par le sacrifice de sa tranquillité d'abord, puis par celui de sa vie, qu'on n'a pas le cœur de les lui reprocher. Il y a bien du talent dans ce roman délicat et élevé; et jamais l'excellent écrivain qui signe du nom de Th. Bentzon n'a rien écrit de plus amplement dramatique, de plus touchant et de plus vrai tout à la fois.

Louis Régis : Constantine. (Calmann Lévy.) — Malgré tout ce que l'on a déjà écrit sur l'Algérie, le prestige de ce pays du soleil est tel que chaque description nouvelle est assurée d'intéresser le lecteur, à la seule condition qu'elle soit écrite avec sincérité et avec une véritable fraîcheur d'émotion. C'est le cas précisément du livre de M. Louis Régis qui d'ailleurs a choisi, pour nous la décrire, la partie demeurée la plus africaine de l'Algérie, celle que jusqu'ici nos chemins de fer, nos tramways et nos télégraphes ont le moins dépouillée de son caractère pittoresque et de sa poésie. Les tableaux de mœurs tiennent une place importante dans le volume; ils sont tracés évidemment d'après des observations personnelles et avec une recherche de détails qui lui donne un intérêt très vif. A peine trouverons-nous à signaler à l'auteur quelques légères

inexactitudes qui auront échappé à son attention, celle-ci entre autres : il est d'habitude en Algérie, d'après M. Louis Régis, de garder le corps assez longtemps à la maison, après la mort. C'est le contraire qui est vrai; les Musulmans en Algérie comme ailleurs, considèrent comme un signe de mépris et de déshonneur le retard apporté à l'inhumation d'un croyant. La religion, du reste, recommande expressément l'inhumation immédiate et nous lisons en toute lettre dans Sidi Khelil : « Hâtez-vous d'inhumer vos morts, afin qu'ils jouissent promptement de la félicité éternelle s'ils sont mort vertueux, et afin d'éloigner de vous des créatures condamnées au feu, si leur vie a fini dans le mal et le péché. » Cependant, le prophète mourut un lundi matin et il ne fut enterré que le mercredi soir. Il est vrai que c'était le prophète!

Le Mariage de Loti. Rarahu, par l'auteur d'*Aziyadé*. (Calmann Lévy.) — Le *Mariage de Loti* ayant paru tout récemment dans la *Nouvelle Revue*, nous n'avons pas besoin de rappeler quel parfum pénétrant se dégage de cette œuvre originale, semblable à ces liqueurs exotiques qui déroutent tout d'abord le palais par leur étrangeté capiteuse, mais auxquelles on revient malgré soi, jusqu'à ne plus pouvoir s'en passer. Rien de plus simple, au fond, que ce récit des amours d'une jeune Tahitienne et d'un officier de marine, fort jeune lui aussi, de cœur tout autant que d'années. Mais l'auteur a su rendre avec une extrême délicatesse tout ce qui peut jaillir d'inattendu de ce rapprochement de deux natures également sincères, pensant et sentant d'une façon absolument différente sur une foule de choses, diversité qui les attire peut-être d'ailleurs autant qu'elle les sépare. Quant à nous, ce qui nous a le plus frappé dans le *Mariage de Loti*, ce n'est pas seulement le cachet si personnel que lui a imprimé l'écrivain et la peinture si vivante de ces splendides pays aux végétations luxuriantes, c'est surtout une sorte d'émotion discrète et voilée que l'on sent courir sous le développement du récit. Tant il est vrai que

ce qui nous touche le plus, ce que nous cherchons dans les aventures les plus en dehors de notre vie ordinaire, c'est nous-même.

Turgan : les Grandes Usines de France. (Calmann Lévy.) — Cet ouvrage considérable, dont la librairie Calmann Lévy poursuit la publication, est, ainsi que l'indique suffisamment le titre, une réunion de monographies d'usines françaises ou étrangères. Le rédacteur, M. Turgan, s'est proposé de passer successivement en revue les nombreuses industries qui élaborent les produits nécessaires au bien-être et au luxe de notre époque. Vulgarisateur hors pair, M. Turgan a su, sans causer la moindre fatigue à ses lecteurs et en piquant toujours la curiosité, les initier aux mille secrets de fabrication des objets les plus divers.

Les dix premières livraisons de la treizième série décrivent entre autres sujets intéressants : *la fabrication de la fonte dure et des tourelles blindées de Gruson de Magdebourg*; — *la confection des équipements militaires*; — *la fabrication de l'absinthe et autres liqueurs*; — *la fabrication de l'encre d'imprimerie*; — *les appareils distillatoires*; — *la fabrication mécanique des papiers peints*; — *la fabrication mécanique des dragées*; — *l'orfèvrerie galvanique*; — *la distribution des eaux dans les grandes villes*, etc.

Théâtre de campagne, 6^e série. (Paul Ollendorff.) — Les dix-sept petites pièces, saynètes ou monologues que renferme ce volume ne sont pas tous des chefs-d'œuvre; mais, sur le nombre, il en est cinq ou six dont la lecture fera passer d'agréables instants aux esprits les plus moroses. Citons en première ligne *Un crâne sous une tempête*, par M. Abraham Dreyfus, petite scène à deux personnages d'une fantaisie assez neuve et tout à fait piquante; *Une femme bien pleurée* et *la Vision de Claude*, par M. Paul Delair, deux récits en vers bien frappés, dont le premier rappelle avec un accent plus moderne la bonhomie narquoise des *Scènes populaires* d'Henry Monnier, et dont l'autre

présente sous une forme saisissante une haute leçon de morale populaire; puis deux monologues de M. Charles Cros, d'une extravagance achevée, mais d'une gaieté irrésistible : *l'Homme aux pieds retournés* et *l'Homme perdu*; enfin le *Sergent* de M. Paul Déroulède, d'une chaude inspiration, comme tout ce qui sort de la plume du poète patriote.

Guillaume Régamey : Atlas de l'anatomie des formes du cheval. (Germer Baillière.) — Grâce aux ressources que renferment nos musées d'histoire naturelle et nos écoles d'art, l'étude du squelette est devenue facile aujourd'hui, mais il n'en est pas précisément de même de l'anatomie des formes. Guillaume Régamey, le jeune maître que nous avons perdu si prématurément il y a quelques années, avait fait une étude toute particulière du cheval. Il nous a laissé une série de belles planches rehaussées de rouge, où sont figurées les couches musculaires superficielles, dont la connaissance permet de discerner sur le cheval les saillies et les méplats des os, les reliefs musculaires et les soulèvements des tendons. Exécutées avec une science anatomique minutieuse, une sûreté de main parfaite, ces planches rendront de grands services aux peintres et aux sculpteurs, en les familiarisant avec les formes exactes et les proportions du corps du cheval, ce fidèle compagnon des luttes et des travaux de l'homme.

Rodolphe Lindau : Peines perdues. (Calmann Lévy.) — Les cinq nouvelles que renferme ce volume sont toutes fort originales, aussi bien comme conception que comme composition générale; elles ont en outre le mérite de plus en plus rare d'être écrites dans une langue très pure et très colorée à la fois. La première et la plus importante de ces nouvelles, celle qui donne son titre au volume, est remarquable surtout par une étude très fine du cœur féminin. Par exemple, M. Lindau est un observateur implacable; ce n'est pas lui qui, pour ménager les nerfs de ses lectrices, se préoccupera d'adoucir les angles de ses caractères ou de préparer un dénou-

ment heureux à ses vigoureuses études. Sa seule crainte semblerait être plutôt de tomber dans le banal et le convenu. Aussi, ses personnages sont-ils pour la plupart empruntés à des mondes plus ou moins excentriques et placés dans des situations inextricables. Presque tous également, et nous serions tentés d'en faire un reproche à l'auteur, ou bien meurent de mort violente, comme dans *Peines perdues*, dans *Une Liquidation*, dans *Fred*; ou bien, comme dans le *Pendule philosophique*, et dans le *Visionnaire*, se débattent sous des obsessions intellectuelles ou morales des plus extraordinaires. Cela tend même à jeter une certaine tristesse et une sorte de monotonie sur ces nouvelles si fortement conçues, si réellement, si puissamment intéressantes.

Saint-Maxent : la Caleuse. (Dentu.)

— *La Caleuse* (en bas-normand *la paresseuse*), c'est l'histoire — une triste et lamentable histoire — de la femme pauvre jetée sans protection au milieu des difficultés, des dangers et des appétits de la société moderne. Nous avons dit histoire, et non point roman, parce que l'auteur ne s'est pas contenté de nous raconter la vie de son héroïne; il s'est proposé surtout de chercher à pallier, tout au moins, le mal qu'entraîne la situation précaire faite à la femme pauvre par nos lois et par nos mœurs. Ne pouvant vivre de son travail, conclut-il, la femme a recours à la débauche; la débauche (et l'immoralité qui en résulte) est la cause des délits et des crimes; c'est donc l'insuffisance des salaires de la femme qui remplit les prisons et les bagnes. Quant au remède, M. Saint-Maxent le tire du mal lui-même. Supprimez les prisons qui coûtent si cher, dit-il, envoyez aux colonies tous les con-

damnés de droit commun, et employez les ressources rendues ainsi disponibles à élever autour des villes des maisons ouvrières bien comprises pour les femmes pauvres qui consacrent leur vie au travail. Assurément, l'auteur de la *Caleuse* ne saurait s'illusionner sur les difficultés que rencontrerait à l'exécution la solution qu'il recommande; son initiative n'en mérite pas moins d'être encouragée, comme tout ce qui peut éclairer cette question capitale de la protection que la société doit à l'honnêteté sans défense.

André Bertera : l'Amoureuse de maître Wilhem. (Ollendorff.) — Encore une œuvre de début, et une œuvre de début qui promet un écrivain. Ce n'est pas qu'il n'y ait des réserves à faire aussi bien sur la forme que sur le fond de ce roman. Certes, il serait permis de critiquer l'inexpérience de la composition, de relever le retour trop fréquent des descriptions minutieuses et parfois inutiles. Nous pourrions également reprocher au jeune auteur sa prédilection trop visible pour les néologismes, voire même pour certaines expressions point françaises du tout. Enfin, il y a des longueurs fâcheuses qui ralentissent l'action au grand détriment de l'intérêt. Mais ce sont là les défauts ordinaires aux débutants, et dont un débutant aussi bien doué que M. Bertera ne tarde point à se corriger. Nous aimons mieux insister sur la simplicité et la délicatesse de son œuvre et surtout le féliciter d'écrire dans une langue très personnelle, très alerte et pleine de saveur. Cette qualité maitresse fera passer sur les imperfections, et si l'on estime que le roman eût gagné considérablement à être resserré, on ne l'en trouvera pas moins curieux et intéressant, pour ce qu'il promet autant que pour ce qu'il donne.

L'Administrateur-Gérant : RENAUD.

SOUVENIRS

DE LA

NOUVELLE-CALÉDONIE

TROISIÈME PARTIE

VIII

Le lendemain matin, 4 juillet, à six heures, je partis à cheval avec les cavaliers Boutan. L'émotion causée par la blessure du colonel Galli, très vive à Teremba, avait dû être profonde parmi les troupes qui l'accompagnaient. Je m'en aperçus à mon escorte. Un peu plus d'à mi-chemin, entre Teremba et la Fonwari, la route passe entre un champ de cannes à droite et des ajoncs dans un marais à gauche. Boutan fut d'avis de franchir ce passage au galop. Quelques-uns de ses cavaliers et lui se rapprochèrent même amicalement de moi pour me couvrir. On s'attendait à beaucoup d'audace de la part des Canaques, et l'opinion générale était qu'ils feraient leur possible pour tuer les chefs de guerre des blancs. C'est ce qu'ils pratiquent parmi eux, et il faut reconnaître qu'on en use ainsi partout quand on le peut. Il est bien recommandé, dans les combats maritimes, aux gabiers qui sont dans les hunes, de viser de préférence sur le pont ennemi l'amiral ou le commandant. La perte du chef porte toujours, parmi les siens, un trouble momentané plus ou moins grave dont l'adversaire peut profiter. Le plus souvent chez les sauvages, c'est la fin de la guerre. Aussi disait-on que les Canaques n'avaient tiré que sur le colonel. Et en effet il n'y avait eu que deux coups de feu, tous les deux dirigés contre lui. Un peu au delà du passage des cannes à sucre et

quand nous avions repris le pas, nous rencontrâmes un messager que m'envoyait le directeur de la ferme : — le colonel était mort.

L'après-midi et la soirée de la veille s'étaient écoulées pour lui dans d'horribles souffrances, et, quand il avait quelque répit, c'était la tristesse qui le prenait. C'est qu'il se sentait mourir, tout vivant, en pleine possession de son passé et de l'avenir, si cet avenir n'eût dû lui échapper. Ce colonel de quarante ans avait derrière lui une belle carrière, et tant de jours heureux d'activité et de gloire eussent été devant lui, qu'il entrevoyait encore dans sa pensée ! La mort violente qui n'est pas immédiate a cette amertume. Il est trop tôt pour ceux qui partent, jusqu'à ce que les prenne une sérénité haute ou qu'ils se résignent. Ce moment vint pour le colonel. Il fit part à Duliscouet de ses dernières volontés, serra la main de ceux qui l'entouraient. L'agonie commença ensuite, très douce. Le cerveau ne percevait plus la souffrance, n'avait plus qu'une vie automatique. Des souvenirs incohérents, des images anciennes le sollicitaient, s'en détachaient par la parole ou flottaient devant ses yeux qui s'animaient. Mais le tout était souriant, presque gai. Le colonel prononça le nom d'un officier qui était souvent son commensal, dont il s'amusait, lui fit bon accueil. Deux fois aussi il dit : « En avant ! » comme il avait fait dans la journée. A deux heures du matin, il rendait le dernier soupir.

Nous entrâmes dans la ferme par la porte à deux battants, à barreaux de bois et peinte en vert, qui donne sur la route. De chaque côté, il y a des massifs de cactus, de bananiers et d'eucalyptus, où des volières habitées de cagous et de poules cochinchinoises s'abritent des rayons du soleil. Au delà d'un troisième massif en triangle avec les premiers, qui force le chemin d'entrée à se bifurquer pour se reprendre en une allée sablée jusqu'à l'habitation, il y a une jolie fontaine dont l'eau tombe dans une vasque de pierre. Le capitaine Boule avait fait mettre les troupes sous les armes en face de la maison du directeur. Cette maison, très simple, est un rectangle long, à murs en torchis et blanchis à la chaux, à toit de chaume, avec une véranda ou plutôt un auvent, également en chaume, qui en fait le tour, soutenu par de légers poteaux qui s'ap-

puient au sol. Elle a trois portes à deux battants, à panneaux pleins, peintes en vert, qui s'ouvrent sur la véranda. C'est la façade. Au fond des pièces, à l'opposé, sont les fenêtres. Dans l'appartement du milieu, était le corps du colonel. On l'avait placé sur le lit où il était mort, étroitement cousu dans un drap. Le visage à angles aigus, les membres rigides, se dessinaient sous la toile. Ainsi étendu, les bras au corps, les jambes réunies, il me parut très grand. On le mit dans sa bière en présence des officiers, puis le cercueil fut déposé dans le break qui partit avec un détachement pour Teremba. Le colonel, à son départ, fut salué par les troupes. Le lendemain, il était enterré à Teremba, au pied du mât de pavillon. Le drapeau qu'il avait servi et aimé flottait sur lui.

Nous pouvions craindre que les Canaques, exaltés par ce succès, ne tentassent une entreprise contre la Fonwari. La ferme se trouvait tout à fait sans défense. Elle est dans un bas-fond, entourée d'abord de bois, puis de collines d'où l'on peut voir tout ce qui s'y passe. Le terrain qu'elle occupe par elle-même est découvert, mais ses diverses constructions se masquent les unes les autres. Ce sont les cases des transportés, les bâtiments d'exploitation et aussi les ateliers, car la Fonwari, en même temps qu'un établissement agricole, est un petit centre industriel. Seule, la maison du directeur est relativement sur une éminence. Devant la maison, cette éminence descend dans un creux où il y a l'église et la boulangerie, puis remonte et forme un second plateau où s'élève une vaste écurie à toit de zinc. Tout cet ensemble a de loin l'aspect d'un village. La boulangerie qui est en pierre, à porte de bois couverte de tôle, et l'écurie facile à fermer, pouvaient servir aux troupes pour la nuit. Les jeunes soldats ont besoin de dormir et, comme ils sont difficiles à réveiller, il faut qu'ils dorment en sûreté. Ils durent se loger là avec deux de leurs officiers. Quant à la maison du directeur, qu'on désobstrua quelque peu de ses massifs, autour de laquelle on donna de l'air, je la réservai pour les autres officiers, pour Boutan, pour M. Hayes, pour Servan et pour moi. On y pratiqua des meurtrières à rainures fermées de tôle dans les portes et les volets. La défense s'y trouvait organisée par nous-mêmes et aussi par un détachement que je faisais

venir de Teremba et que j'avais désigné le matin. C'étaient douze matelots et six déportés. Ils logeraient tout près de la maison, dans deux kiosques. L'un de ces kiosques est à trente mètres devant la façade, l'autre en prolongement de la maison, à quinze mètres à peine de sa face étroite, sur sa gauche. Les condamnés, armés de piques et de sabres d'abatis, occupaient leurs cases. Les cavaliers Boutan, non loin d'eux, avaient une étable. Les Canalas avaient fait leurs feux et leur campement de feuillage tout auprès. En principe, comme à Teremba, il était convenu que chacun se défendrait chez soi. Il eût été dangereux de s'aventurer dans les embûches de la nuit, parmi ces bâtiments épars sur un sol inégal et ces massifs de verdure. Les agiles Canaques s'y fussent tenus à l'affût à coup sûr, y eussent bondi plus vite que nous. Notre confiance dans nos alliés était encore médiocre. Il eût pu se faire qu'ils tournassent contre nous. Toutefois, en cas de péril extrême, le clairon de l'infanterie de marine ou celui des marins devait sonner « la casquette au père Bugéaud ». On se viendrait alors en aide. Les cavaliers Boutan avaient un cornet à bouquin.

Ces dispositions prises, nous attendîmes. Dans l'après-midi, le détachement de Teremba arriva. Les douze marins avaient été pris parmi les meilleurs de la compagnie de débarquement. Il y avait quatre gabiers, quatre canonniers, trois fusiliers brevetés et un timonier. J'y avais le patron de ma baleinière. Tous ces braves gens étaient dans la joie. Les six déportés étaient de hardis compagnons, à figure franche et martiale. Leur lieutenant élu de Teremba les commandait. C'était Malherbe, âgé de quarante-neuf ans, grand, sec, à barbiche rouge, tout en nerfs. A Moindou, il vivait dans la brousse. Il avait un bon regard. Je passai la petite troupe en revue. On l'avait armée de chassepots. Puis je dis aux marins en leur montrant les déportés : « Je vous les confie. »

Le soir, à dîner, nous étions neuf à table, le capitaine Boule et son sous-lieutenant Anoual, de Vaux-Martin et Duliscouet, le directeur Hayes, le lieutenant Maréchal, Boutan, Servan et moi. Bien qu'étouffé sous ses collines et, à cause de cela un peu triste, ce site de la Fonwari est joli. On peut dire qu'il est dans un cercle

de monticules chauves et de verdure sombre. Sous la chaleur du jour et aux approches de la nuit, il s'y fait un grand silence. Mais les arbres y ont de frais ombrages et les parfums de l'eucalyptus et du niaouli s'y mêlent à ceux des fleurs.

Le lendemain, 5 juillet, fut encore un jour d'attente. La *Vire*, partie le 4 au matin, ne pouvait être de retour que le 5 dans l'après-midi. On s'occupa de la palissade qui devait entourer la ferme. Les niaoulis abondaient, ainsi que les outils et les moyens de transport. Le travail marchait vite et distrayait les hommes. Il était bon d'ailleurs qu'ils ne restassent pas inactifs et que la fatigue prit la place de la pensée. Pour ma part, après avoir surveillé la palissade, je demandai au directeur s'il n'avait pas quelque livre à me prêter. Les bibliothèques des pénitenciers ont Walter Scott et Cooper. On me donna *Satanstoe*. C'était en situation. Je pus lire pendant deux heures les ruses des sauvages, leur patience infinie à préparer un coup, leur foudroyante rapidité à le frapper, quand il est sûr, leurs raffinements de cruauté dans le succès ou dans la vengeance. Des voyageurs, traversant une forêt, ont donné un rendez-vous à quatre de leurs amis. Ils les aperçoivent de loin à l'endroit indiqué. Les quatre hommes, assis sur l'herbe et les jambes croisées, sont à déjeuner. L'un pique sa fourchette dans le plat. Un autre se verse à boire, il se penche en avant et appuie le goulot de la bouteille sur le bord du gobelet qu'il n'a point pris de sa main gauche. Le troisième, adossé à un tronc d'arbre et les mains sur ses genoux, écoute ce qui se dit. Le dernier fait un geste qui ne change pas, il parle. Les voyageurs s'approchent, s'étonnent de l'aspect persistant des convives, puis les hélent. Nul ne bouge, nul ne répond. Les quatre hommes ont été assassinés par les Indiens et les meurtriers se sont plu à disposer les cadavres dans ces attitudes diverses qui simulent la vie. — J'en reste là du livre pour savoir ce que deviennent nos Canaques. Il m'a semblé en effet que, depuis la veille, leur nombre diminuait. Je le dis à Servan. « Mais non, me répond-il, c'est qu'ils se tiennent souvent dans la maison qui est là-bas, en dehors de la ferme et qu'on leur a donnée pour garder leur butin. — Ce n'est là qu'une explication, mon cher ami. » Alors Servan se met à sourire : « C'est vrai, ils ont diminué, je m'en suis

aperçu et j'en ai fait part à Nondo. Il paraît qu'une cinquantaine d'entre eux ont voulu retourner à Canala pour s'y reposer et y montrer leur butin. J'ai demandé à Nondo pourquoi il ne m'avait pas prévenu. Il m'a répondu que cela m'aurait fait de la peine. Voilà, commandant, comment sont les Canaques et je crois qu'il faut les prendre tels qu'ils sont. — Je le veux bien, mais je ne suis pas fâché de savoir où sont allés ceux qui ont disparu. »

Ce soir-là, la *Vire* est de retour à Teremba. Elle m'amène le commandant Pasquier, chef d'escadron de gendarmerie, un excellent homme que je connais et que j'aime, et le capitaine Lafond avec quatre-vingts hommes de la 7^e compagnie. Le capitaine, sorti des rangs, a quarante ans. C'est un officier solide. J'ai aussi une lettre du gouverneur. Il m'invite à aller à Bouloupari, comme le colonel devait le faire. Il s'agit de prouver aux Canaques, en traversant le pays qu'ils occupent, que la mort du colonel ne nous a ni intimidés ni découragés.

Le départ est fixé au 7 juillet, au matin. Je n'ai aucune inquiétude pour la Fonwari, où je laisse le commandant Pasquier avec quarante hommes de la 7^e et le sous-lieutenant de Lafond, Becker. Vanauld a ce qu'il lui faut pour garder Teremba. Je lui écris de ne point s'occuper de Moindou. Il y a là quatre-vingts fusils qui doivent être capables de se défendre. Je recommande à M. de Laubarède de veiller sur ses colons et de ne point effrayer ou molester les sauvages des villages de Moindou, de Moméa et de Scinguié, dont la neutralité, si précaire et si douteuse qu'elle soit, nous est cependant utile.

Le 7 juillet, un dimanche, à six heures du matin, nous nous mettons en route. Tout d'abord l'attitude des soldats est morne. C'est que les hommes de la 5^e refont, de la Fonwari à la Foa, le trajet pendant lequel ils ont porté leur colonel mourant. Les buissons et les pierres du chemin leur sont témoins de cette marche funèbre. Nous passons auprès de la maison de M^{me} F.... Elle est encore intacte, tandis que l'habitation des Lauzanne, qui se trouvait en face, est détruite. Est-ce donc qu'Ataï conserve quelque espoir de toucher le cœur de la veuve ? A la hauteur de Foa, nous ne prenons pas le chemin du colonel, que nous laissons sur la droite. Nous contournons ce qui reste de la gen-

darmerie par le chemin des bœufs. Après avoir passé à gué la rivière de la Foa, ce sont des solitudes de niaoulis. Les arbres s'y disséminent en nombre infini sur un terrain qui n'a point trop de broussailles. Il y a du jour à travers les arbres, on y voit clair. Toutefois il n'y a pas de sentier et il faut là, pour se reconnaître, toute l'habitude qu'ont du pays les stockmen de Boutan. A la sortie des niaoulis, nous cheminons de collines en collines. Elles sont dénudées et de pentes raides. Les chevaux y grimpent comme des chèvres, avec une infatigable ardeur et, de loin en loin, s'il y a quelque brindille, y mordent à belles dents. Ils les descendent par saccades sûres, ou sur leur derrière, les jambes de devant obliquement allongées. A l'une de ces collines, au sommet, nous nous arrêtons pour déjeuner. Il est onze heures. De cette hauteur, à perte de vue, la Calédonie se découvre, verte et boisée. A notre droite, nous avons la mer bleue qui scintille au soleil et qui déferle doucement en ruban d'argent sur les récifs. La brise est fraîche et légère. Les troupes s'installent pour le repas. Bientôt l'on cause et l'on s'anime. Les émotions des soldats ne sont pas de longue durée. Exposés eux-mêmes à la mort, ils oublient volontiers et de parti pris celle des autres. Les officiers et moi, nous déjeunons des provisions que le directeur de la ferme nous a fait emporter. Au dessert, Boule tire d'une sacoche mystérieuse deux bouteilles de Malvoisie. On boit au souvenir du colonel et à de plus heureux destins. La colline reçoit le nom de Pic Malvoisie.

On repart. L'allure de la colonne est tout autre qu'au matin. Le soldat est allègre et dispos. Sur le flanc des collines, en ces sinuosités où elle se déroule et s'allonge, la petite armée a plaisir à se voir. C'est qu'en effet elle est d'un aspect curieux et pittoresque.

En avant sont les dix éclaireurs à cheval que le colonel Galli a armés. Vaux-Martin les commande. Il a l'œil brillant et la moustache en croc. Ses hommes ont les vêtements de hasard que le pillage ou l'incendie de leurs cases leur a laissés. Les uns sont trapus et se ramassent sur leur selle; les autres, dégingandés, se haussent sur les étriers. Ils reconnaissent ces chemins pour les avoir courus.

Les éclaireurs précèdent les cavaliers Bontan. Ceux-ci forment un contraste avec eux. Ce sont douze gentlemen dans la même tenue élégante et correcte, les housseaux de cuir jaune montant jusqu'au genou, la vareuse bleue serrée à la taille par une ceinture de cuir, le casque de feutre gris, la carabine Snydell en bandoulière, la gourde au côté. Les chevaux de prix s'impatientent au pas, font des courbettes, blanchissent leur mors. Bontan, ferme en selle, marche au flanc de son petit escadron, le regarde avec complaisance.

Puis viennent les francs-tireurs. Ils sont dix-huit, douze marins et six déportés. Les marins ont le grand col bleu à liserés blancs rabattu sur les épaules, la vareuse de laine bleue, le pantalon de toile dans la guêtre, le chapeau de paille. Les déportés n'avaient guère que la chemise et le pantalon de toile. Les matelots leur ont donné leur seconde vareuse, qui les préservera de la fraîcheur des nuits. Ils sont coiffés de chapeaux mous, de casquettes ou de képis. Les francs-tireurs, au passage des embuscades vertes, sondent de l'œil les fourrés, ont le fusil à la main et le doigt sur la gâchette.

Voici le général. Il est en casque gris, en redingote d'uniforme, un foulard lâche autour du cou, un revolver à la ceinture et avec une canne plombée en guise de cravache. Il monte une jument grise de vingt-quatre ans et de 1^m60 de haut. Cependant *Quimperlé* a le pied sûr et, d'un pas allongé, fait ses dix kilomètres à l'heure. Cette bête intelligente connaît la brousse; elle y a, de souvenir et d'habitude, des malices et des gaietés séniles.

J'ai à côté de moi Duliscouet. Il est coiffé d'un chapeau mexicain à larges bords; il a une vareuse d'un bleu vert à parements de velours grenat et à galon d'or, une vaste ceinture rouge et des guêtres de cuir fauve bouclées jusqu'à mi-jambes. Son tout petit cheval, *Centaure*, endiablé de pétulance et jaune de pelage, rappelle le premier cheval de d'Artagnan à ses débuts.

Les Boulle nous suivent. Ce sont des soldats d'infanterie de marine, jeunes pour la plupart, insouciantes et gais. Dans la liberté de cette marche militaire, ils fument ou mordillent des feuilles de niaouli qui rafraîchissent le palais et trompent la

soif. Beaucoup ont des baguettes à la main. Les jeunes soldats, quand ils traversent un bois, coupent toujours une baguette. Ils n'ont jamais su pourquoi. C'est de l'instinct.

Derrière les Boule sont les vivriers et les ambulanciers. Il y a là deux chevaux de bât avec des civières et deux ânes merveilleux, *Lucifer* et *Lucifine*, qui portent nos provisions. Les hommes sont des condamnés. Ils étaient aptes à tout dans la vie, trop aptes même, ce qui les a menés à mal. Ce sont des « larbins » qui puisaient dans la bourse de leurs maîtres, des cuisiniers trop experts dans leur art, des clercs indéclicats. Ces Frontins sont venus un siècle ou deux trop tard, ou ils ont eu le tort de croire que les valets de comédie sont admis dans la vie réelle. Ils n'en excellent pas moins, — bien au contraire, — à tout ce qui est la prestesse des mains, la justesse du coup d'œil, l'ingéniosité de l'esprit. Ce sont des serviteurs dont le zèle est toujours à point, attentifs et parfaits. Grâce à eux, nos provisions s'accroissent, chemin faisant, de fruits, de légumes et des poules vagabondes en détresse autour des habitations ruinées.

Ce sont ensuite les quarante Lafond, moins jeunes que les Boule, d'une belle tenue. Leur capitaine, sur un cheval noir, marche à leur tête.

Enfin, à l'arrière-garde, les Trinon, un détachement de vingt hommes de la 15^e compagnie pris à Teremba. On les a nommés du nom de leur sergent-major. Celui-ci est un garçon jeune, vif et réfléchi tout à la fois, d'un grand sang-froid, un admirable sous-officier.

Quant aux Canalas, ils sont partout. en tête, en queue, sur les flancs. C'est à coups de sifflet, un sifflet de bord, que Servan les manœuvre et les dirige, qu'il appelle les tribus ou les chefs auprès de lui.

Le plus souvent encore nous cheminons par des crêtes. De temps en temps on aperçoit, au creux d'un vallon, dans un bouquet de palmiers et de cocotiers, les toits de chaume pointus d'un village. Tour à tour Vaux-Martin ou Boutan me demande la permission d'aller le brûler. Les cavaliers descendent alors au galop les inclinaisons du terrain et disparaissent sous bois. Bientôt s'élève du fourré une épaisse fumée noire qui, bril-

lamment, se change en vastes flammes. C'est le village qui brûle. La paille pétille, les grands cocotiers se tordent et noircissent, les bambous qui éclatent simulent des coups de fusil. Les cavaliers reparaissent, font un détour dans la vallée, brûlent un autre village, remontent les pentes au galop, rejoignent la colonne et, tranquilles comme s'ils n'avaient point fait sept à huit kilomètres en une demi-heure, ils reprennent leur place.

D'ailleurs, point de Canaques dans ces villages. Ils ont dû les abandonner à notre vue.

Vers six heures, nous arrivons à Popidery pour y camper et y passer la nuit. C'est là qu'était l'habitation de M. de Coutouly. Nous occupons un peu au-dessus un plateau en langue de chat qui domine la mer. Il ne reste de l'habitation que des pans de mur calcinés et des débris de toutes sortes, jonchant le sol. Sur l'emplacement de la cuisine, il y a deux cadavres, des chairs cuites que le feu n'a pas complètement consumées. Dans le puits, une chèvre morte. Un chien, retenu par sa chaîne qu'il n'a pu briser, s'est étranglé dans son collier. C'est un chien jaune; il gît en avant, comme par un dernier effort, sa langue violacée pendant hors de sa gueule. Mais déjà ces horreurs n'émeuvent plus personne. On a faim et l'on va à la maraude. L'habitation sur laquelle M. de Coutouly et ses serviteurs ont été massacrés était en pleine exploitation. Il y a de nombreux légumes, des volailles et des pigeons. Servan tue des pintades. M^{me} de Coutouly qui, étant à Nouméa, a été sauvée, lui en a donné l'autorisation. On va prendre de l'eau fraîche au bas du plateau. Les chevaux sont mis au paddock. On fait la soupe, une soupe excellente, et l'on dîne. La nuit descend du ciel, une nuit d'étoiles. Les fronts de bandière se sont formés. Les sentinelles veillent. Je me couche, au milieu des francs-tireurs, sur un lit de feuilles et d'herbes qu'ils m'ont préparé. En contre-bas du plateau, les Canalas, qui en ont demandé la permission, font un pilou pilou de guerre. On entend leurs piétinements sourds et leurs cris, on les voit grimaçants, avec leurs gestes de menace et de combat, passer et repasser devant les feux qu'ils ont allumés.

A six heures du matin, la diane. On va se remettre en route, mais il y a un retard. C'est *Quimperlé* qui en est cause. Il n'est

pas facile de sauter par-dessus les barrières, elles sont trop hautes. Mais *Quimperlé* connaît les paddocks. Il ne s'agit, aux fermetures, que de faire glisser les barres dans leurs tenons et l'on est libre. C'est ce qu'elle a fait en les soulevant délicatement avec ses dents. Les autres chevaux l'ont suivie. On en prend quelques-uns, des innocents. Les stockmen les montent à poil, poursuivent les autres. *Quimperlé* promène longtemps les stockmen, a l'air de se laisser prendre, fait volte-face au galop, en décochant des ruades, entraîne avec elle ce qui lui reste de compagnons. Il faut que Boutan, ce centaure, s'en mêle avec son grand fouet. Tout rentre dans l'ordre.

A peine avons-nous fait un kilomètre que, sous de grands arbres, on me signale un cadavre. Nous perdrons du temps à le brûler. Je dis de passer outre. Boutan s'approche de moi. C'est le frère d'un de ses cavaliers, un Anglais. Nous faisons halte. M. M... est devant le cadavre de son frère, un associé de M. de Coutouly. Il est debout, la tête découverte, silencieux, recueilli, les yeux humides. Le corps est là, tout raide, dans une vareuse bleue, lui aussi, la tête fendue. On amoncelle sur lui de légers branchages d'abord, puis du gros bois, et on le brûle.

A midi, nous nous arrêtons pour déjeuner à la maison Daroux. C'est à peu près à mi-chemin de Popidery à Bouloupari. Là aussi il y a des cadavres et des débris. En me promenant avec Duliscouet, nous trouvons à quelque distance de l'habitation détruite, derrière des buissons, une barrique d'eau-de-vie, debout et pleine. L'eau-de-vie déborde même par la bonde qui n'est pas en place. Notre crainte est que les Canalas ne la trouvent, et je dis à un caporal d'aller chercher quelques hommes pour la tirer de là et la monter à l'endroit où sont les troupes. En attendant que les hommes arrivent, nous gardons la barrique, le docteur et moi. Quelques Canalas rôdeurs surviennent, puis d'autres. Ils sont émus à la vue de la barrique, trempent un doigt dans l'eau-de-vie, le sucent, l'y trempent encore. Ils nous sourient, nous sollicitent du regard et à demi du geste pour que nous les laissions boire. Les voilà quinze, ils se voient en nombre, ils deviennent d'une mimique pressante, aimables encore, farouches déjà. Il ne saurait y avoir rien ni personne entre un sauvage et son

désir. Heureusement les soldats arrivent, roulent la barrique. A la fin du déjeuner on distribue un petit verre d'eau-de-vie à chaque homme de la colonne et à chaque Canala. La barrique n'est que bien peu entamée. Je la fais renverser, elle se répand à pleins flots sur le sol. Les Canaques poussent un cri de surprise et de regret presque indigné. Comment est-il possible qu'on fasse une chose pareille? Je fais se déchausser les hommes qui ont les pieds fatigués ou malades, et longuement ils les trempent et les lavent dans les flaques d'eau-de-vie. Les Canaques regardent cela en hochant la tête.

On se met en marche et, sans autre incident que de brûler des villages et de passer à côté d'habitations de colons incendiées et pillées, la colonne expéditionnaire arrive vers cinq heures du soir à Bouloupari.

IX

A peine étions-nous arrivés à Bouloupari que nous eûmes une alerte. Un cavalier accourait à toute bride de la brousse. C'était un cavalier Moriceau. M. Moriceau, ancien officier de marine, avait amené en effet à Bouloupari, comme Boutan à Uarai, un certain nombre de volontaires à cheval qui l'avaient pris pour chef. Ce cavalier apportait la nouvelle qu'à trois kilomètres du poste et dans les bois qui l'entourent, le capitaine d'infanterie de marine de Joux était entouré par les Canaques. Le capitaine était parti le matin en reconnaissance avec une vingtaine de ses hommes et quelques cavaliers Moriceau. Il revenait à la fin de la journée quand les Canaques, au nombre de deux à trois cents, surgirent de toutes parts. Il les écartait à coups de fusil, mais les sauvages, se baissant et se relevant avec une prestesse étonnante ou s'effaçant derrière les niaoulis, n'étaient pas atteints. Ils avaient quelques fusils et quelques revolvers et venaient, en tuant un cheval, de démonter un cavalier. Ce succès les enflammait d'ardeur; s'enivrant, selon leur habitude, de leurs cris et de leurs piétinements et brandissant leurs armes, ils rétrécissaient leur cercle autour de la petite troupe. C'est le moment redoutable, car ils s'élancent alors tous à la fois avec une impétuosité qui ne

recule plus. De Joux, serré de près, faisait bonne contenance. Mais, dans ces bois déjà obscurs, les approches de la nuit l'inquiétaient. Voilà ce que me dit le cavalier. J'avais sous la main mes dix-huit francs tireurs. Je dis à Maréchal, qui les commandait, de partir avec eux et tout aussitôt ces braves gens, oubliant la fatigue de leur longue marche, s'élancèrent au pas de course. Une heure plus tard, ils revenaient avec de Joux, qu'ils avaient rencontré à la sortie du bois et qui s'était dégagé tout seul.

Bouloupari est sur un plateau ou plutôt sur deux plateaux qui se rejoignent, au même niveau, par un chemin étroit bordé d'arbres. Sur le premier plateau, du côté de Nouméa, est le poste proprement dit, la gendarmerie, le télégraphe, les magasins de vivres; sur l'autre, d'où l'on domine la route que nous avons suivie, est le camp des transportés. A la gendarmerie, je trouvai le capitaine de frégate Caillet avec cent matelots du *Tage* et dix artilleurs sapeurs. Le capitaine de Joux, avec quarante soldats et les cavaliers Moriceau occupait le pénitencier. C'est ce terrain, alors dégarni de troupes, que les Canaques avaient traversé en courant, le 26 juin, pour y porter le meurtre et l'incendie. Il était désormais préservé de semblables hasards.

Dès l'arrivée, le premier souci des soldats déjà industriels avait été de se faire des abris. C'étaient des branches d'arbres coupées droites et qu'on enfonçait en terre, celles de devant d'un mètre de hauteur, celles de derrière presque au ras du sol, et sur lesquelles on disposait un toit de feuillage. La face ouverte se présentait au dehors du camp. C'est là que les hommes passeront la nuit. En campagne et dans les circonstances où nous sommes, un soldat doit dormir avec son fusil dans les bras comme une maîtresse. On a bien fait de se hâter pour les abris, car la pluie tombe à torrents pendant toute la soirée.

Ma première préoccupation fut celle des vivres. Bouloupari a son port dans la baie de Saint-Vincent, c'est Bouraké. Il y a là un poste de quelques hommes, un môle et un magasin. Les navires mouillent devant l'établissement. Une route de dix-huit kilomètres, praticable aux voitures, va de Bouloupari à Bouraké. Tous les matins, six charrettes, attelées chacune de seize con-

damnés, allaient à vide à Bouraké et, par un soleil brûlant, en revenaient chargées de vivres. En arrivant, après avoir fait ces trente-six kilomètres, les attelages n'en pouvaient plus. La sueur ruisselait de leurs membres. Les hommes les plus vigoureux étaient mornes, épuisés. D'autres avaient la poitrine haletante et qui sifflait. Il y en avait de blessés par les cordes de trait aux épaules, ou avec des plaies aux jambes que la fatigue avait creusées et la poussière du chemin envenimées. Le docteur pensait les plus malades. C'était un triste spectacle et alarmant, car il fallait recommencer le lendemain. Toutefois, depuis que cette corvée se faisait, la nourriture avait été plus abondante. Or, par un malentendu de l'administration, l'ordre arrivait, dès le 9 juillet, d'en revenir à l'état ordinaire, c'est-à-dire de ne donner que cinq repas de viande par semaine au personnel libre et trois aux condamnés. C'était insuffisant pour tous, car à la guerre il faut que la ration soutienne bien le courage, mais surtout pour les derniers. J'écrivis aussitôt au gouverneur qu'avec ce que j'exigeais des transportés, j'avais besoin pour eux de deux repas de viande par jour, de trois cents grammes chacun. Si ce n'étaient les hommes, c'étaient les muscles de ces bêtes de somme humaines qu'il fallait nourrir. J'ajoutais que les Canaques s'agayaient les bœufs dans la brousse. Nous en avons trouvé deux percés de sagaies. La réponse du gouverneur ne se fit pas attendre. Il m'autorisait à agir comme je le voudrais. Il y avait aussi un débarcadère, par une route praticable, à deux kilomètres seulement de Bouloupari. De la baie de Saint-Vincent, on remontait avec la marée à ce débarcadère par la petite rivière de Voga. Je fis marché avec un fournisseur pour qu'il amenât par là trois jours de vivres par semaine. Cela diminuait d'autant les écrasants voyages de Bouraké. La Voga avait, il est vrai, des rives de palétuviers d'où les embuscades et les coups de fusil étaient faciles, mais nous commençons à moins croire à l'audace des sauvages.

Ils se livraient cependant à des bravades. Vers le soir, à deux ou trois kilomètres du poste, ils incendiaient des maisons ou même des paillottes qu'ils avaient négligées jusque-là. On les voyait confusément à la lueur des flammes et ils poussaient des

cris. Peut-être était-ce une ruse pour nous attirer à leur poursuite. On désigna de bons tireurs et les balles des chassepots produisirent sans doute leur effet. Les incendies cessèrent. Il y eut mieux. La maison Chardat était à quatre kilomètres de distance dans la brousse. Servan me demanda d'aller s'y embusquer avec quinze soldats. Pendant la nuit, il ne se passa rien. Au petit jour, Servan, sauf à revenir sur ses pas, sortit ostensiblement de la maison avec douze de ses hommes. Il y avait laissé le sergent Crinon et deux soldats. C'est alors que des Canaques s'approchèrent. Le chef était en tête, une torche à la main. Crinon, qui s'était posté à une fenêtre entre-bâillée, attendit qu'il fût à trois pas, et de la balle de son fusil lui cassa le crâne.

D'ailleurs, presque tous les jours, de grand matin, Servan partait avec ses Canalas, des cavaliers Boutan ou Moriceau et un détachement de marins ou de soldats. Nous pouvions suivre sa marche aux villages qu'il brûlait. Il opérait contre les tribus de la Ouameni, contre les Owi et les Koa du côté de Thio. Parfois il surprenait et tuait quelques Canaques, rarement. Les sauvages se dérobaient. Un certain nombre, même de ceux qui avaient notoirement pris part aux massacres, se réclamaient des missionnaires ou, promettant de se convertir, sollicitaient leur protection. C'est ainsi que je dus écrire à un Révérend Père. Je lui disais que je comprenais la sollicitude qu'il portait à ses ouailles, que je comprenais aussi son zèle de prosélytisme et ses espérances à l'endroit des païens, mais que, précisément parce que je comprenais tant de choses, je le rendais absolument responsable de ce qui se passerait sur son territoire. Néanmoins, tout semblait indiquer que le gros des sauvages se réfugiait et se fortifiait au Ouitchambô. C'est à quelques kilomètres de Bouloupari une haute montagne aux contreforts nombreux, aux pentes abruptes et toutes couvertes de bois. C'est là que devaient se concentrer les efforts de l'attaque et de la défense.

Cependant les troupes qui n'expéditionnaient point s'occupaient sans relâche de travaux divers. Mais c'est quand on a le plus à faire qu'on fait le plus. On transportait sur le plateau de Nouméa, où l'espace était suffisant, le camp des condamnés. Les baraques se démontaient, venaient sur des charrettes ou à dos

d'homme, se réédifiaient. Tout autour du poste, les niaoulis tombaient sous la hache, on en faisait la palissade. Le gouverneur avait l'intention de construire un poste à la maison Daroux. De Bouloupari à Daroux, en ligne droite, pendant huit kilomètres, il n'y a que des bois. Le commandant Olry m'écrivit à ce sujet qu'il y avait lieu d'ouvrir à faux frais la route qui, du reste, était projetée depuis longtemps et que des jalons indiquaient. Qu'est-ce que c'est que d'ouvrir une forêt quand on est en train ? On s'y jeta aussitôt et tous les jours, avec cent transportés et cent soldats et marins. Neigre, un géomètre, et Koch, un agent des ponts et chaussées, que j'avais trouvés à Bouloupari, traçaient les bords de la route, maintenaient l'alignement des jalons. Du matin jusqu'au soir les arbres s'abattaient sous la cognée, des feux d'incendie qu'on allumait dévoraient les repaires et les fouillis d'herbes et de végétation, calcinaient les troncs et les racines. Aux ravins ou aux cours d'eau, on biseautait les talus, juste ce qu'il fallait pour qu'un chariot de bœufs pût les descendre et les remonter. La forêt s'ouvrait de la sorte, quand nous apprîmes qu'une route coudée, mais qui n'avait que deux kilomètres de plus de parcours et qui était praticable aux voitures, allait de Bouloupari à l'établissement d'un colon, M. de Tourris, sur la Ouameni, et de l'établissement à la maison Daroux. On suspendit le travail qui n'avait plus sa raison d'être immédiate, mais qui se trouvait ainsi à demi préparé pour d'autres temps.

Il y avait eu une grande promiscuité dans la besogne. Les soldats, les marins et les condamnés avaient travaillé ensemble. Non point tout à fait ensemble, car chacun avait sa tâche à part, mais dans la même atmosphère d'efforts tentés et de résultats conquis. En campagne, d'ailleurs, il n'y a point à s'occuper de ces vétilles, il faut aller droit devant soi. Les Anglais le comprennent bien, ce sont des gens pratiques. Un jour, le lieutenant de Moriceau se trouve seul au camp avec sept cavaliers. Ce lieutenant, Saxton, long et sec, est, dit-on, l'homme le plus fort de la Nouvelle-Calédonie. Il saisit un bœuf par les cornes et l'abat sur le sol. Ce jour-là, il voudrait aller à Thio. C'est loin et en plein pays insurgé. Ils ne sont que huit cavaliers en tout, c'est

peu. Le danger pour ces petites troupes, c'est d'avoir un blessé. Je voudrais qu'ils fussent au moins dix. D'ailleurs, les deux hommes que je leur adjoindrais, en les armant, connaissent le pays, leur serviraient de guides. Ce sont deux condamnés qui se sont présentés, un écuyer de cirque et un domestique qui montait à cheval. Je dis à Saxton : — Est-ce qu'il vous répugnerait d'avoir ces hommes-là? — Mais non, s'ils se battent bien, me répond-il de sa voix calme. Ils furent aussitôt incorporés en camarades parmi les autres. Il est vrai que la camaraderie anglaise, très froide, ne s'engage pas à grand'chose.

J'eus quelques ennuis sur un autre terrain. Avec nos marins, nous faisons tout. Ils se battent, manœuvrent leur navire, le chargent et le déchargent, se prêtent à toutes les corvées. Ils nettoieraient avec tranquillité les écuries d'Augias. Dans l'armée, il n'en est point de même. Le premier jour où s'amorçait la route de Bouloupari à Daroux, je commandai pour le travail un officier et vingt hommes. L'officier vint à moi, très ému. Les soldats, selon lui, ne devaient manier que le fusil. — Mais, lui dis-je, quand il s'agit, en temps de guerre, de s'ouvrir une forêt, la hache est aussi noble que le fusil. Il n'était pas convaincu. — Du reste, ajoutai-je, j'y vais moi-même avec mes matelots. J'y fus, en effet, avec les francs-tireurs. A quelques jours de là, pendant le défrichement, je m'aperçus que cet officier avait la même attitude mécontente. Cela m'impatienta, je descendis de cheval et j'allai à lui. — Voyons, lui dis-je en le prenant par le bras, nous avons eu ensemble d'excellents rapports à Nouméa. Ce ne peut pas être cette forêt qui vous importune à ce point. Il y a autre chose. — Hé bien ! oui, c'est que vous faites tout pour la marine et rien pour l'infanterie de marine. — A la bonne heure, nous y voilà. Mais en quoi? — Tous ces jours-ci il y a eu des expéditions. Vous les avez toujours données à M. Servan, quoiqu'il y ait au camp des capitaines plus anciens que lui. — C'est que ces expéditions se font surtout avec les Canalas, que Servan les manie très bien, qu'ils ont confiance en lui et qu'il y aurait peut-être inconvénient à les mettre sous les ordres d'un autre officier. Je n'ai en vue que le bien du service et je désirerais vous en voir persuadé. En voulez-vous deux preuves? —

Volontiers. — C'est Vanauld qui est à Teremba. Je lui ai laissé une lettre par laquelle je lui enjoins de ne céder son commandement à aucun officier d'un grade supérieur au sien, quel que soit ce grade. C'est que Vanauld, par ses qualités, est absolument l'officier qu'il me faut à Teremba. Et si j'ai fait cela, c'est surtout contre les capitaines de bâtiments qui pourraient vouloir le supplanter. — Et le second exemple ? me dit plus doucement mon interlocuteur. — Vous êtes aussi difficile à persuader que saint Thomas. La seconde preuve, et c'est une demi-confiance que je vous fais, la voici : Ce matin encore, Servan est parti en expédition. Il a avec lui Maréchal et un enseigne de vaisseau qui est plus ancien de grade que Maréchal et à qui le commandement reviendrait de droit si Servan était blessé. Or, Servan peut l'être, car on pousse jusqu'au Ouitchambô et il peut se produire des incidents. Eh bien, Maréchal a dans sa poche l'ordre écrit de moi de prendre le commandement. C'est que je le crois plus capable de l'exercer que ne le serait l'enseigne. Vous voyez donc que l'infanterie de marine a sa part de ce que vous appelez mes préférences et de ce qui n'est que l'appréciation, aussi juste qu'il m'est possible de l'avoir, des exigences du moment et du mérite de chacun. — Je tendis la main à l'officier qui me la serra. Je l'avais convaincu, à peu près.

Si j'ai rapporté cette conversation, c'est que j'écris des souvenirs qui me sont personnels, c'est aussi parce que je crois qu'à la guerre il ne faut jamais envisager que le but à atteindre sans se préoccuper outre mesure des personnes et des positions. S'il y a à choisir un officier, ce doit être avant tout celui qui a le plus de chances de réussir. Le grand art, il est vrai, consiste à ne point froisser celui qu'on évince. On peut y parvenir avec des égards et de la courtoisie et en lui attribuant d'autres fonctions dont on grandira l'importance et qui cadreront avec sa nature d'esprit ou son genre de mérite. Il en sera bientôt satisfait, parce qu'il s'y mouvra à l'aise. Dans les circonstances d'une campagne, il y a des postes pour tout le monde et pour toutes les aptitudes. La malice d'un général est de mettre chacun à sa place.

Le 18 juillet, conformément à l'ordre que j'en reçus du gou-

verneur, nous nous mîmes en route pour retourner à Uarai. Le départ eut lieu à une heure de l'après-midi. La colonne était disposée dans le même ordre qu'à l'arrivée. En passant la rivière au bas de l'ancien camp des transportés, *Quimperlé* me joua un de ces tours qui lui étaient familiers. Elle s'était arrêtée pour boire, ayant de l'eau jusqu'au ventre. Tout à coup je la sentis fléchir des quatre jambes. Je pensai qu'elle était vieille et que j'étais trop lourd pour elle. Point du tout; elle se baignait, et, refusant de se lever, me força de me baigner avec elle. Par cette grande chaleur, cela n'avait rien de désagréable. Nous campâmes le soir à la maison Daroux. Le capitaine de Joux y était depuis la veille avec des soldats et des condamnés pour y construire un poste. Cet officier, très ardent et très capable, avait déjà tracé son blockhaus et creusé ses fossés. La maison lui avait fourni des ressources de différents genres. Il avait retrouvé dans la brousse une meule, des outils, des provisions, des meubles. C'est ainsi que je pus dormir dans un lit sous un abri de feuillage. Le lendemain matin, à sept heures, nous partîmes de Daroux et nous passâmes par la station Brun que les Canaques avaient incendiée et pillée. Là encore, nous trouvâmes des cadavres qu'on brûla. Toutes sortes de débris gisaient épars sur le sol ou dans les cendres. Je me rappelle une gravure des *Natchez* dans un cadre noir, le père Aubry et Chactas enterrant Atala, et une autre, Poniatowsky franchissant l'Elster. A onze heures nous faisons halte sur les bords de la Oua-Tom et sous de grands ombrages pour y déjeuner. L'appétit, aiguisé par la fatigue, la fraîcheur des bois après la marche, le repos sur la mousse épaisse, la causerie du repas, le désordre pittoresque du campement, l'imprévu de cette vie à tous hasards, rendent ces sites délicieux. On y est pour une heure dans le *far niente* et sur le qui-vive. Nous sommes à quatre kilomètres du grand village de Tom, sur la lisière du territoire d'Areki. Ce chef, dont les terres sont entourées par les tribus insurgées, avait peut-être été contraint de prendre part à la révolte. C'est lui qu'on accusait de l'incendie et des meurtres à l'habitation Coutouly.

Toutefois, depuis que les hostilités avaient commencé, on n'avait pas vu ses guerriers parmi les bandes qui couraient la

brousse. Il ne bougeait point des crêtes de ses montagnes ni des retraites presque impénétrables de ses mornes et de ses forêts. Il semblait vouloir s'y tenir, dans une attitude indécise, à l'abri ou à l'affût des événements. Le grand village de Tom, celui qu'Areki habitait d'ordinaire, se trouvant près de notre halte, nous y allâmes après le déjeuner. Il était abandonné : on y mit le feu.

Le soir, nous reprîmes à Popidery notre ancien campement. Le lendemain matin, nous nous mîmes en route pour la Foa et la Fonwari. A partir de la Foa nous nous aperçûmes que les Canaques avaient profité de notre absence. Un pont de bois sur la route avait été brûlé, les fils du télégraphe, coupés de distance en distance, pendaient des poteaux, étaient élongés en travers du chemin. Les chevaux s'y prenaient les pieds. Il n'y avait plus trace de la maison de M^{me} F... Ataï avait cessé de se montrer galant. A la nuit tombante et par une petite pluie fine, nous arrivions, le 20 juillet, à la Fonwari. Le commandant Pasquier et le directeur Hayes n'y avaient pas perdu leur temps. Le mamelon du haut, puis la ferme en son entier développement étaient entourés de palissades.

Voici, en somme, quels étaient les résultats de notre excursion : nous avons traversé à deux reprises tout le pays insurgé, brûlé une centaine de villages et tué quelques Canaques. Quant à la situation générale, en apparence la même, elle ne s'était point améliorée. Canala était en sûreté et le commandant du *Beautemps-Beaupré*, laissant son navire à Pam, s'était installé parmi les tribus du nord. Maintenues et bien traitées par lui, elles ne se livraient contre nous à aucun acte d'hostilité. Mais à Bourail et plus haut, dans le nord-ouest, où était l'habitation d'un colon, M. Houdaille, il y avait des symptômes mauvais. M. Houdaille se trouvait entre deux tribus qui se battaient pour leur compte à cause d'un enlèvement de femme par le chef de l'une d'elles. Hélène, les Troyens et la Grèce. L'autorité du chef d'arrondissement, qui avait voulu intervenir, avait été tout à fait méconnue par les tribus en armes, tandis que M. Houdaille se sentait quelque peu menacé par les deux partis en présence. On ne voyait pas trop ce qui sortirait de là. Dans notre arrondisse-

ment, les chefs des Moindous, des Moméas, des Scinguiés n'étaient plus allés voir Vanauld. Leurs Canaques ne se montraient plus, vivaient à demi dans leurs villages, à demi au delà, dans les bois, prêts à disparaître et probablement à s'insurger. Les arrondissements de Bouloupari et d'Uarai étaient donc dans toute leur étendue en insurrection déclarée ou latente.

La première chose à faire était de rencontrer les Canaques, si on le pouvait, ou sinon de les harceler sans relâche. Dans les derniers jours de juillet et dans les premiers jours d'août, il y eut plusieurs expéditions coup sur coup. Le cœur de la révolte était la vallée de la Foa, appelée aussi la vallée de Naina, du nom du chef qui l'occupait. Là également était un grand chef, Moraï. Quant à Ataï, il y exerçait l'autorité suprême. Ses possessions, cependant, étaient ailleurs, à quelques kilomètres sur la gauche de la Fonwari, un peu vers le nord, dans une belle vallée extrêmement fertile qu'on appelait, de son nom, la vallée d'Ataï. Au-dessus de cette vallée étaient un pic et des bois habités par les Farinos, tribu, disait-on, encore indécise. Ataï et ses guerriers avaient déserté leurs villages et leurs terres pour se concentrer en insurrection dans la vallée de la Foa. Cette vallée, que traverse la rivière de la Foa en s'infléchissant vers le sud et en se rendant à la mer, est un inextricable fourré de végétation. C'est sous ses herbes hautes que s'enfonce le chemin du colonel. Il n'y a sous bois que des sentiers canaques où l'on est parfois obligé de passer en se courbant. Elle est coupée de ravines et de petits cours d'eau comme l'Amboa, la Fomoa et la Fonimolo, et semée de villages défendus par des barrières que consolident les fils de fer enlevés au télégraphe. Tel était ce repaire qu'il fallait fouiller avant tout.

On partait dès trois heures du matin, en pleine nuit et en choisissant de préférence les nuits sans lune. On s'organisait en colonnes dans l'obscurité, sans lumières qui eussent trahi le mouvement du camp. Les colonnes, généralement au nombre de trois, avaient leurs postes assignés au périmètre de la vallée et devaient converger de là à un même village ou à un même point. Elles avaient la même composition de soldats et de francs-tireurs. Leurs guides étaient excellents. C'étaient Neigre et

Koch que j'avais amenés de Bouloupari, et Gallet, un géomètre que j'avais trouvé à mon retour à la Fonwari. Servan répartissaient ses Canaques dans les trois colonnes ou agissait seul avec eux. Je faisais aussi venir des francs-tireurs, marins et déportés, de Teremba. C'était alors l'enseigne de vaisseau Le Golleur qui les commandait. Je pus remarquer, dès la première fois, ses qualités singulières de courage, de sang-froid, de résistance à la fatigue. Ce petit Breton était de bronze et d'acier. Comme il ne connaissait rien de la brousse et que Maréchal, au courant du pays, pouvait aller tout seul, je lui donnai Gallet pour guide. Lui et Gallet, qui avait six pieds de haut, s'étaient pris d'une vive sympathie l'un pour l'autre. Au point du jour, les colonnes se trouvaient aux positions indiquées et se dirigeaient par les sentiers vers le rendez-vous. Mais toujours le lieu ou le village était désert. On brûlait le village. C'est ainsi qu'on brûla les villages de Daroux et d'Amboa. Quant aux canaques, ils étaient insaisissables. On n'en tua qu'un. Les troupes, après s'être réunies, revenaient alors à la Fonwari, non point découragées, mais déçues et très fatiguées.

Dans l'intervalle de ces expéditions, de grandes corvées de cent soldats et de cent condamnés allaient à la vallée d'Atai. Elles y dévastaient ou y détruisaient chaque fois, par la pioche, le sabre d'abatis ou le feu, cinq ou six hectares de plantations. Elles revenaient chargées de taros, d'ignames, de patates et de fruits et répandaient l'abondance dans le camp. Les choux palmistes, qui font une délicieuse salade et qu'on ne se procure qu'en coupant l'arbre par le pied, étaient réservés à notre table. D'ailleurs, les bœufs ne manquaient pas. Les éclaireurs à cheval allaient les chercher dans la brousse. Les 600 grammes de viande par homme et par jour, les 50 centilitres de vin, les légumes et le café plaisaient à l'appétit et entretenaient chez les hommes les bonnes dispositions d'esprit et de corps. L'église et divers bâtiments avaient été installés en casernes par les soins de Hayes. On y dormait dans des hamacs tendus, à un mètre au-dessus du sol, à des barres transversales fixées aux murs. Les soldats et les marins étaient contents. Les autres, quels qu'ils fussent, gens armés ou travailleurs, n'avaient jamais été, de-

puis leur arrivée en Calédonie, à une pareille aubaine de bien-être.

Je tâchais de savoir à quoi m'en tenir sur les tribus indécises. J'envoyai Boule chez les Farinos avec un détachement et une lettre. Je disais au chef : « Pollio ! si tu n'as pas pris part aux assassinats des colons, viens voir les soldats, tu seras bien reçu par eux. » Les villages des Farinos étaient déserts. Ils les avaient abandonnés pour se retirer au delà ou pour se joindre à Ataï. Boule plaça ma lettre en évidence à la case du chef. Les soldats, en entrant dans les cases, y trouvèrent du linge et des vêtements de colons ensanglantés. On me les apporta. Malgré cela, j'attendis Pollio deux jours. Il ne vint pas. Les Farinos avaient dû être les complices ou les recéleurs des assassins. On retourna chez eux, on brûla leurs villages et on ravagea leurs plantations. J'avais envoyé aussi deux francs-tireurs vers les sauvages des environs de Moindou. Ils étaient chargés de les voir, de les rassurer sur d'imprudentes menaces que des colons avaient faites contre eux, de leur porter des assurances de paix. Mais les Moindous, les Moméas et les Scinguiés s'étaient retirés dans les bois qui séparent Moindou de Bourail. On ne put en rencontrer un seul. Leur défection, tout au moins, était consommée.

Ces résultats nuls des expéditions à la vallée de la Foa, cette autre insurrection sourde qui gagnait du terrain avant de se déclarer, constituaient un mauvais état de choses. Il fallait aviser.

X

Il y avait à la Fonwari, dans le camp, un bruit qui s'accréditait. Si les expéditions ne réussissaient pas, c'est qu'elles étaient dénoncées aux Canaques. Par qui ? Par des condamnés. Directement c'eût été difficile, mais il y avait des intermédiaires. La veille ou l'avant-veille de l'insurrection, deux condamnés, Pottier et Robergeot, renommés pour leur intelligence et pour leur audace, s'étaient évadés. On supposait qu'ils faisaient cause commune avec les Canaques et les aidaient de leurs conseils. De connivence avec quelques-uns de leurs camarades du pénitencier,

ils s'approchaient de la palissade pendant la nuit ou au matin et là recevaient avis des expéditions qui se préparaient ou même de celles qui se mettaient en marche. Rien, en effet, n'eût été plus aisé et le remède n'aurait pas été commode à trouver. Il aurait fallu surveiller dans sa vaste étendue tout le périmètre de la palissade et le danger aurait été, dans un camp si rempli d'éléments divers, de provoquer, avec la suspicion et les délations en permanence, les discordes intestines qui les accompagnent : il y avait, en conséquence, à se garder de la fiction et à n'envisager que la réalité. La réalité, c'est que la Fonwari était trop loin de l'endroit où l'on voulait opérer. Avant même de rien tenter sur la vallée de la Foa et pour se rendre aux positions, il fallait faire huit, dix et douze kilomètres. De si longues marches avec de jeunes soldats ne sont pas silencieuses. Elles amènent çà et là, quelque soin qu'on prenne, par la lassitude de l'attente, des mots échangés, quelque rire, quelque éclat de voix. Elles ont ces bruits divers, si légers qu'ils soient, qui se perçoivent dans la nuit. Le moindre espion dans la brousse en porte la nouvelle aux siens. Au moment d'agir, le soldat, déjà fatigué, n'a plus qu'un regain d'ardeur. S'il y a eu des tentatives vaines, cette ardeur n'a plus assez de confiance dans la réussite, et la réussite lui échappe.

Ce n'est pas, comme on se mettait à le prétendre, que les Canaques fussent impossibles à surprendre. On les surprenait au contraire assez aisément quand ils n'étaient pas sur leurs gardes. Nous venions d'en avoir deux exemples. A un kilomètre de la Foa, il y a le plateau de Tia où l'on avait installé, pour la culture, un camp de condamnés concessionnaires. Les bâtiments de cette exploitation avaient été détruits par les insurgés. Toutefois, il y restait une grande quantité de maïs, et Hayes me demanda à l'aller chercher. On partit en plein jour, à neuf heures du matin, avec des voitures à bœufs, les concessionnaires et un détachement que commandait Maréchal. Vers midi, nous y allâmes à cheval, Vaux-Martin, le docteur Duliscouët et moi. Le maïs avait été ramassé et chargé sur les voitures ; on se reposait. Le plateau de Tia est strictement fermé par des bois ; d'un seul côté, il s'étend par une pente douce et libre, de plusieurs

centaines de mètres, jusqu'à sa lisière de verdure. Sous cette verdure est le village canaque de Tia. Nous le croyions abandonné. Maréchal me proposa de le brûler. Il partit. Ses hommes causaient entre eux, ne prenaient aucun soin de se cacher. A sa grande surprise, Maréchal, en arrivant au village, y vit les sauvages. Eux aussi faisaient leurs provisions. Leur grand chef de guerre, qu'on reconnut, se courbait et remplissait sa corbeille de taros. Quoiqu'on le vit de dos et que dans sa position il présentât une cible favorable aux tireurs, on fit feu à la fois et si précipitamment sur lui qu'on le manqua. Il bondit sous bois et ses Canaques le suivirent. Il est probable qu'ils nous avaient vus sur le plateau en train de récolter le maïs et que, dès lors, ils ne s'étaient plus occupés de nous.

Une autre fois, il y avait eu une petite affaire entièrement inattendue. Servan était retourné à Canala avec nos alliés, mais il nous avait laissé Maurice et une vingtaine de guerriers. Un jour, à deux heures de l'après-midi, Maurice était parti en reconnaissance sur des collines boisées qui s'étendent vers la vallée d'Ataï. Il revint presque aussitôt. Il avait découvert, en effet, des Canaques occupés à la récolte, et dont les sentinelles ne veillaient pas. Si on lui donnait un chassepot pour lui et six francs-tireurs pour soutenir ses Canalas, il se faisait fort de surprendre les révoltés. Il eut un chassepot, trois marins et trois déportés, et repartit. Sa petite troupe se glissa si bien dans les herbes, qu'elle arriva sans être vue à la première sentinelle. Celle-ci rêvait. Maurice l'abattit d'un coup de hache. On parvint à la seconde, qui fut expédiée de même. Alors, il est vrai, les Canaques eurent l'éveil. Ils étaient plus nombreux qu'on ne l'avait pensé. Ils se mirent, en hurlant, à danser autour des Canalas et des francs-tireurs qu'ils enserrèrent d'un cercle de plus en plus étroit. Les francs-tireurs s'étaient adossés les uns aux autres, et faisaient feu de leur mieux. Mais les Canaques, selon leur habitude, se baissaient et se relevaient avec une telle prestesse, qu'on les atteignait peu. C'est là que, pour la première fois, les francs-tireurs apprirent à saisir le moment favorable. Quant aux Canalas, ils se troublaient. Et pourtant, s'ils se débandaient, ils étaient perdus et les francs-tireurs écrasés. Maurice vit cela, et, se tour-

nant vers ses sauvages : « Hé ! vous autres, faut pas mollir, le premier qui fiche le camp, je lui envoie un coup de fusil. » C'était dit en canaque, il me le redit ainsi en français. La situation toutefois était critique. Heureusement, pendant que Maurice avait gravi tout droit la colline, un détachement que conduisait Maréchal l'avait contournée pour prendre les Canaques à revers. Maréchal se hâta au feu et arriva. Il était temps. Maurice et les francs-tireurs furent dégagés, et, bien que les révoltés prissent la fuite à toute vitesse, on put en rejoindre quelques-uns avec des balles.

Ces rencontres prouvaient que les Canaques n'étaient pas insaisissables. Il ne s'agissait que de les avoir à sa portée, et, pour cela, de déplacer de la Fonwari à la Foa le point de départ des opérations. Je demandai au gouverneur, qui me l'accorda, la permission d'établir un poste à la Foa. Ce furent Lafond et Koch qui furent chargés de cette besogne. Je partis avec eux, le 12 août, pour choisir l'emplacement. A la sortie de la ferme, la route de la Fonwari à la Foa contourne pendant quatre kilomètres environ des collines dénudées, et traverse sur des ponts de bois de petits torrents. Elle arrive alors à la rivière de la Fonwari. C'est un large cours d'eau limpide, sur un fond de sable fin et de cailloux blancs. On la passe à gué. Toutefois les grandes pluies, en moins d'une heure, la grossissent à un mètre ou deux de hauteur, et la précipitent en l'étalant sur ses rives. Au delà de la Fonwari, la route, pendant trois kilomètres encore, se continue, bordée de broussailles, de cactus, de bananiers et de lauriers roses, parmi des champs de maïs et de cannes à sucre. On y voit éparses les maisons incendiées des concessionnaires. De distance en distance, il y a des monticules de sable rouge ou d'épais blocs de verdure que le défrichement n'a point fait tomber. Là se trouvent des lianes rares, de belles fougères, une sorte de liège entourant des arbres de haute futaie, des bancouliers, des banians, des pandanus, des papayers, des orangers, des citronniers, des figuiers canaques et le faux acajou ou arbre à goudron, d'où suinte un liquide noir qui fait enfler la peau à son contact. On parvient ainsi aux deux habitations de M^{me} F... et de M. Lauzanne qui se faisaient face, l'une à droite, l'autre à gauche de la route.

Elles ne sont plus que des cendres au ras du sol. A partir de là et pendant les deux derniers kilomètres, ce ne sont plus que des bois de niaoulis. Enfin on laisse, sur la gauche, la gendarmerie détruite, et, quittant la route, on gravit un mamelon où était un camp de transportés. Il y a encore le four et une maison intacts. C'est ce mamelon que nous choistmes. Il domine la rivière de la Foa, qui coule à ses pieds, et toute la vallée de Naïna. Il commande aussi les deux routes de la Foa à la Fonwari, et de la Foa à Canala. On y est au centre même de l'insurrection, et, dès qu'on descendra sous bois dans la vallée, on pourra, du premier élan, l'y saisir corps à corps. Tout est propice à la construction du poste, les niaoulis et les bancouliers en abondance. Le bancoulier est un bois doux, qui ne dure pas, mais qui est facile à travailler. Cela seul importe, car il faut faire très vite. Il y a aussi dans les environs, dressées en charpente équarrie, des maisons de concessionnaires. Il n'y a qu'à les prendre, à les démonter et à s'en servir. C'est autant de fait pour le blockhaus. Nous en traçons aussitôt les limites et celles de la palissade. Il est convenu avec Lafond que, sauf le blockhaus, on ne fera rien de jointif. Cela perdrait du temps. Des pieux en terre, pour la palissade, suffisent contre des sauvages. On est au 12 août; il faut que, le 24, tout soit prêt, le blockhaus debout, sinon achevé, pour abriter et loger les hommes, la palissade en place. Lafond aura ses soldats de la 7^e, Koch, cent travailleurs pris parmi les condamnés d'état. La Fonwari se chargera des convois de vivres, et ce qui restera de transportés et de troupes débroussillera la route sur tout son parcours, de manière que les convois puissent passer sans avoir trop à craindre des embuscades. Cette perspective de rapidité sourit à tout le monde, à Lafond surtout et à Koch. Ils me promettent que le poste sera prêt pour le 24 août.

Dès le lendemain, on est à l'œuvre. Les Canaques ont dû assister invisibles à nos dispositions sur le mamelon. Ils ont, en effet, brûlé le four et dispersé ou brisé des outils qu'on avait retrouvés et mis en tas sous un petit hangar. Déprédations puériles. Cependant, les premières nuits, il n'y a à dormir que la moitié des soldats. A défaut de la palissade en bois, il est bon d'avoir une

palissade vivante. Évidemment aussi les Canaques se sentent menacés, s'inquiètent, se concertent, se préparent à un grand coup. Leurs feux augmentent chaque nuit, dans toutes les directions, se rapprochent du poste qu'on construit, l'enveloppent. Il y a, dans le silence et dans les ténèbres, les grandes rumeurs des pilous-pilous. Mais il faut beaucoup de temps aux sauvages pour prendre une résolution. Ils délibèrent encore, que la palissade s'achève. Pourtant il court ce bruit singulier, que le poste sera attaqué le 24. Les soldats et les travailleurs se le disent, et, au fur et à mesure que les jours s'écoulent, se le répètent et se l'affirment. D'où vient ce bruit-là ? on ne le sait. Qui l'a fait courir ? personne. On n'a aucun rapport avec les Canaques. Les Canals sont partis. Il existe néanmoins, sans origine et sans preuves. J'en plaisante avec Lafond et avec Koch, qui se sont fait manœuvres et qui activent le travail. « Hé bien, me dit le capitaine, ces sauvages, on les recevra ».

En même temps que ce poste de la Foa, j'ai une autre préoccupation : c'est d'avoir, pour opérer contre les sauvages, non point des colonnes, mais une seule, une vraie. Les soldats sont braves, disciplinés, excellents, mais la plupart sont trop jeunes, ont besoin d'être endurcis à la fatigue. Avec la bonne humeur gaie, un peu légère de leur âge, ils ne prennent pas assez au sérieux cette guerre de circonspection, de ruses et d'efforts qui doivent se tendre jusqu'à se rompre, sans se rompre. J'aurais voulu des hommes faits, brisés à toutes les ronces de la brousse et peut-être aux misères de la vie, d'une résistance froide, et qui se prolongeât, aux privations de tout genre et à l'obstacle quel qu'il fût, des partisans et des coureurs de bois. J'en avais un noyau déjà dans les francs-tireurs. Les marins, pris parmi les meilleurs de la *Vire*, n'étaient plus trop jeunes. Presque tous avaient trente ans. La mer les avait trempés aussi, âme et corps, à ses durs labeurs. Les déportés, eux, avaient de trente à cinquante ans. C'étaient d'anciens soldats en France, des pionniers et des bûcherons en Nouvelle-Calédonie. Toutefois, douze marins et six déportés, ce n'était pas assez. Je me fis envoyer par Le Golleur, qui les choisit, six autres marins et six autres déportés de Teremba. Cela me faisait trente francs-tireurs. Je leur voulus une

annexe ; des hommes d'une autre espèce, qui prendraient quelque chose de leurs qualités, mais plus qu'eux encore familiarisés avec la brousse, des sortes de fauves à lancer plus vite encore sur les Canaques dans les halliers. J'avais remarqué quelques-uns de ces hommes que le colonel avait armés, d'autres qui nous avaient servi de guides. J'armai résolument vingt condamnés, de ceux que me désigna Hayes, non comme les mieux notés, mais comme les meilleurs à employer. Ils s'appelèrent les éclaireurs de la brousse ou plutôt, peu après, les Mercury, du nom du surveillant qui les commandait, un brave homme. Les Mercury furent aussitôt soustraits au régime du pénitencier, eurent leur case à part et la ration d'hommes armés. Quant aux francs-tireurs, je les soignai comme on fait d'un corps d'élite à qui l'on donne un peu, auquel on demande tout. Ils eurent, comme les soldats, leur caserne pour y dormir, mais six d'entre eux, chaque nuit, couchaient tout habillés dans le kiosque, près de la maison du directeur. C'était le peloton d'alerte. Le jour ils campaient et prenaient leurs repas, même le café du matin, sous la véranda, près de ma fenêtre. Là ils se rattrapaient du silence des marches, bavardaient comme des pies, faisaient des festins homériques de bœuf et de légumes dans une immense marmite en fonte et fumaient à discrétion les cigares et le tabac de la fokola. Cette herbe étonnante, cultivée et fabriquée à la ferme, baptisée du nom de Fokola-Havane par l'agent de culture, avait terrassé, les rendant pâles et débiles, les plus intrépides fumeurs. Elle faisait les délices des francs-tireurs. J'avais adjoint à ceux-ci, pour que rien ne leur manquât comme appel dans la brousse, un clairon de la 5^e compagnie, Duteich. Il avait la poitrine large, aussi puissante qu'un soufflet de forge. Il était petit et trapu, avec des jambes arc-boutées et solides au sol comme les pattes torses d'un basset. Sa physionomie avait une douceur intrépide et naïve. La colonne existait.

Tout à coup, le lundi 21 août, à quatre heures du soir, un cavalier que m'envoie Vanauld arrive de Teremba avec son cheval blanc d'écume.

Les Canaques attaquent et incendient Moindou. Cela me paraît bien exagéré. Justement c'est l'heure de l'inspection et les

francs-tireurs sont sous les armes. Maréchal est avec eux. Je lui dis : — « Prenez-les et allez mettre de l'ordre là-bas. Aussitôt que ce sera fait, vous m'enverrez un courrier. » Maréchal part. Il est à peine cinq heures et demie que je reçois de ses nouvelles. Les francs-tireurs n'ont mis que trente-cinq minutes à parcourir huit kilomètres. D'ailleurs à leur arrivée tout était terminé. Les Canaques n'avaient fait qu'une irruption rapide aux abords de Moindou. Ils avaient surpris et massacré dans les champs, sur place, six colons, brûlé quelques paillottes et avaient disparu. Les colons du village, pris au dépourvu, s'étaient réunis en armes, trop tard. Maréchal me demandait ce qu'il avait à faire.

Cette échauffourée de Moindou me donnait de l'humeur. Je n'avais jamais été très partisan de l'armement de ces gardes nationaux. Je savais qu'ils n'obéissaient qu'imparfaitement à M. de Laubarède, qu'au mépris de ses prescriptions ils se rendaient à leurs cultures un par un, deux par deux et non en petite troupe armée, qu'ils allaient aux cabarets, qu'ils avaient commis des imprudences de menace envers les sauvages qui étaient leurs voisins et dont la neutralité, toute douteuse qu'elle fût, eût été utile à conserver. Mais, en somme, ils étaient quatre-vingts fusils. J'écrivis à Maréchal que, sauf l'approbation du gouverneur, je le nommais commandant de Moindou, avec de pleins pouvoirs civils et militaires, qu'il avait à en prévenir M. de Laubarède, à fermer les cabarets et à réduire immédiatement de quatre-vingts à quarante le nombre des colons armés. Il garderait ainsi les meilleurs et se débarrasserait des mauvais et des médiocres qui n'auraient plus que la ration sans vin. Moins on boirait, mieux ça vaudrait. Je lui donnais vingt soldats d'infanterie de marine. J'étais bien sûr que, sous la main rude de Maréchal, tout allait rentrer dans l'ordre et marcher pour le mieux. Puisque les Canaques venaient de se déolarer en insurrection par ces assassinats où ils excellent, il n'avait plus à s'inquiéter d'eux que pour les combattre et les pourchasser à outrance.

Le lendemain matin j'allai à Moindou. Les quarante hommes que Maréchal avait maintenus dans les rangs étaient sous les armes. Ainsi réduits, ils étaient de bonne mine et n'avaient point une attitude trop confuse de ce qui s'était passé la veille. A les

voir, il n'y avait de reproches à faire qu'à ceux qu'on avait congédiés. Je leur dis qu'ils allaient courir sus aux Canaques et brûler leurs villages. Ils parurent enchantés et partirent immédiatement avec Maréchal. Pendant qu'ils sont dehors, nous allâmes, à quelques-uns, chercher les corps de trois victimes restés dans la brousse. Nous les trouvâmes au bord de leurs cultures ou au seuil de leurs anciennes paillottes. Dans leurs vêtements de travail, dont on ne les avait pas dépouillés, ils étaient étendus sur le dos, à plat sol, la tête, comme d'habitude, fendue d'un coup de hache. Par la chemise ouverte on voyait leur poitrine velue; les jambes étaient légèrement écartées, les bras jetés à angle droit, loin du corps. Tout cela sans crispations, rigide et calme. La mort les avait surpris, immobilisés. Ils étaient encore, si cela se peut dire, dans la plénitude de leurs forces éteintes. On les mit sur des brancards de feuillage et on les ramena vers Moindou. Il y avait le grand soleil de midi. Les hautes herbes nous frôlaient par le sentier étroit, les bois que nous côtoyions avaient une ombre noire que le regard ne pouvait sonder. Quel joli pays et que les Canaques auraient eu raison, pour eux, de s'y embusquer plus souvent ! Heureusement pour nous, qu'ils n'y songeaient pas. En entrant à Moindou, nous aperçûmes dans la brousse des colonnes de flammes et de fumée. C'étaient les villages canaques du grand et du petit Moindou, de Moméa et de Scinguié qui brûlaient à la fois. Maréchal faisait bien les choses.

Maréchal de retour et les vingt soldats que je lui avais promis étant arrivés de la Fonwari, je partis avec les francs-tireurs pour Teremba. J'y trouvai un sous-lieutenant d'infanterie de marine et un canon de 4 que j'avais demandés au gouverneur. Le sous-lieutenant était destiné à remplacer Le Golleur que je désirais attirer à moi, et le canon au poste de la Foa. Le commandement des francs-tireurs étant vacant par la nouvelle situation de Maréchal, je le donnai à Le Golleur et, dans l'après-midi, nous repartîmes pour la Fonwari avec le canon. Ce petit canon de 4 n'avait l'air de rien, mais avec son affût sur deux roues, ses boîtes à obus et son brancard, il était très lourd. Un gabier qui était aussi large que haut se mit la bricole aux épaules dans le brancard, d'autres tirèrent les cordes qui se crochent aux pitons des essieux.

En terrain uni cela roulait bien; aux montées il y avait du tirage. Ce petit canon faisait leur joie. Le lendemain, pour le conduire à la Foa, on y attela un âne. Ce fut bien plus gai encore. Aux pentes raides, on soulevait dans ses bras le canon, l'affût et l'âne tout ensemble.

Le 24 août, ainsi que Lafond et Koch me l'avaient promis, le poste de la Foa pouvait être considéré comme terminé. Le blockhaus abritait les hommes et la palissade était en place. Elle avait au grand axe, de son ellipse, deux portes charretières renforcées de barres de bois à l'intérieur. On leur avait donné des noms. Celle de l'est, qui ouvrait sur la vallée de la Foa, s'appelait la porte de Naïna. Une pente assez inclinée, de cinq cents mètres de parcours environ, menait au gué de la rivière. L'autre porte, à l'ouest, s'appelait la porte d'Ataï. Or, ce jour-là, vers cinq heures du soir, les corvées extérieures étant rentrées, les portes venaient de se fermer. Lafond et son sergent-major Artus étaient près de la porte d'Ataï et causaient. — Hé bien, dit Lafond, la prédiction aura tort. Nous ne serons pas attaqués le 24 août. Les Canaques ne se montrent pas. Le sergent-major ne regardait pas du même côté que Lafond. — Mais pardon, mon capitaine, fit-il en sursaut, les voici. Et en effet, de l'autre bord de la rivière, deux cents Canaques sortaient au même instant de la brousse. En poussant de grands cris, ils passaient le gué rapidement et montaient vers le poste. Aussitôt on courut aux armes, mais par l'ordre de Lafond chacun se tint au pourtour intérieur de la palissade, à divers points indiqués d'avance pour la défense générale de l'enceinte. La palissade était d'ailleurs suffisamment garnie. Il y avait les soldats, les travailleurs avec leurs outils et Mercury avec quelques-uns de ses éclaireurs qu'on employait depuis deux jours comme ouvriers d'état. Lafond, dans son instinct de soldat, ne voyait à la porte de Naïna qu'une fausse attaque. Les Canaques devaient avoir imaginé que les blancs s'y porteraient en masse et alors, eux, d'un point opposé, s'élanceraient vers la palissade déserte, la franchiraient et par le nombre et la surprise se rendraient maîtres de la position. Précisément Lafond observait un bourrelet de terrain qui se trouvait, au delà de la porte d'Ataï, à quatre-vingts mètres à peu près. Ce bourrelet

l'avait toujours inquiété et il comptait l'aplanir plus tard. On pouvait s'y dérober à la vue. Le capitaine ne se trompait pas. A peine avait-il donné ses ordres, qu'il vit surgir de ce pli de terrain plusieurs centaines de Canaques. Sans crier, ils bondissaient vers le poste. Un feu bien nourri auquel ils ne s'attendaient pas les arrêta net, les rejeta précipitamment en arrière, à leur abri où ils s'accroupirent. On eût pu croire qu'ils avaient disparu. Quant aux Canaques de la rivière ils gesticulaient encore, ne s'avançaient plus. Le gros du danger était passé. Cependant les Canaques de la porte d'Ataï se relevèrent bientôt tous ensemble, mais cette fois, sans aller de l'avant, lancèrent des pierres de fronde. Taillées en pointe aux deux bouts, elles sifflaient dans l'air, tombaient, en parabole, sur le blockhaus, ou se heurtaient en ricochant aux pieux de la palissade. La volée envoyée, les Canaques se baissaient, se soustrayaient aux regards. On attendait pour les viser et pour les tirer l'instant court et imprévu où ils se dressaient. Quelques-uns avaient des fusils dont ils se servaient au ras du sol. Il devait y avoir là, pour cette attaque longuement concertée de la Foa, toutes les tribus insurgées de l'arrondissement. Par le travers de la scène, non à grande distance, dans les niaoulis, les femmes excitaient les guerriers. Alors les volées de pierres de fronde, avec de grands cris, devenaient plus fréquentes. Quoique nos hommes fussent à l'abri derrière la palissade, quelques pierres leur arrivaient par ses interstices de continuité. Une de ces pierres atteignit Mercury, lui ouvrit le front, le renversa. Une autre brisa les dents d'un condamné, une troisième contusionna un soldat à l'épaule. Cette attaque, qui n'avait plus de résultat possible, dura deux heures. Les sauvages y mettaient une obstination d'impuissance et de fureur. Elle prit fin avec la nuit. Les assaillants découragés se retirèrent sous bois et n'allumèrent même point leurs feux accoutumés.

Je reçus le lendemain matin le rapport de Lafond. Il m'envoyait en même temps des écorces de niaoulis tachées de sang. C'était le seul indice que les Canaques eussent perdu quelques-uns des leurs. Ils avaient emporté leurs morts. Le commandant Pasquier secouait la tête. — On en a tué, on en a tué,

disait-il, ce n'est pas bien sûr. C'est comme à Bouloupari. On dit aussi là-bas qu'on en a tué. Il faudrait des preuves.

J'allai à la Foa féliciter Lafond et je partis avec Le Golleur, Gallet et les francs-tireurs. Tout ce monde-là se répétait ce qui s'était passé la veille, en était enchanté et pas content. C'est qu'en effet la colonne avait eu son projet pour le lundi 26 août. Elle devait, ce jour-là, fouiller à fond la vallée de Naina avec une méthode nouvelle inventée par Gallet. Les francs-tireurs, Le Golleur et Gallet craignaient que, par suite de leur échec de la veille à l'attaque du poste de la Foa, les Canaques n'eussent disparu.

Henri RIVIÈRE.

(La quatrième et dernière partie à la prochaine livraison.) •

M. THIERS ⁽¹⁾

XL

Ainsi, le parti républicain et le gouvernement de l'oligarchie bourgeoise se trouvaient engagés dans de telles voies que, pendant longtemps, de part et d'autre, on ne pouvait songer qu'à faire appel à la force, sans penser à des réformes politiques et sociales sagement progressives qui auraient désarmé les passions, en apprenant au peuple le prix du temps, de la patience et de la discussion pacifique et légale. Le gouvernement, toujours prêt à combattre, était sûr de vaincre, parce qu'il représentait les intérêts non seulement des hautes classes qui l'avaient fondé et le soutenaient, mais de la masse générale de la nation, avide de paix et de travail. La force était l'*ultima ratio* de la politique de résistance. De leur côté, les républicains, après ce qu'ils avaient fait en juillet 1830, ne pouvaient que croire à la certitude du triomphe d'une nouvelle insurrection populaire. Il ne s'agissait que de la préparer en secret et non pas dans la seule capitale, mais dans toutes les grandes villes, de manière à entraîner toute la France dès la première nouvelle de la bataille, c'est-à-dire de la victoire. Le développement des sociétés secrètes en ces temps agités, et particulièrement de la plus nombreuse et de la plus agissante de toutes, la *Société des droits de l'homme*, n'avait pas d'autre but que d'encadrer et de discipliner l'armée de combattants qui, sur un signe des chefs, devaient prendre d'assaut le pouvoir et substituer la République à la monarchie à la faveur

(1) Voir la *Nouvelle Revue* du 15 décembre 1879, du 1^{er} et du 15 janvier, du 15 mars et du 1^{er} avril 1880.

d'un heureux coup de main. Dans le parti réformateur par excellence, on ne croyait guère à la puissance des idées ; on cherchait à créer la force pour l'employer à établir les réformes.

On se repaissait ainsi des illusions les plus funestes. L'audace des chefs républicains n'avait d'égale que leur imprévoyance. Généreux, hardis, incapables d'une bassesse, tourmentés des plus nobles soucis, éloquents et braves, prompts au sacrifice, ils manquaient d'autorité. Cette armée même, ces foules sur lesquelles ils comptaient n'étaient pas dans leurs mains, obéissantes, convaincues, dévouées comme ils les souhaitaient pour le succès de l'œuvre politique à laquelle ils les associaient, sans les avoir instruites et disciplinées. Les classes ouvrières, lasses du travail et de la souffrance, écoutaient avec faveur les chefs d'un parti qui s'annonçait comme le héraut de la justice et le redresseur des iniquités sociales. Aussi étaient-elles prêtes à entrer dans une action dont les résultats matériels devaient se faire aussitôt sentir à leur avantage. Mais leurs besoins les entraînaient plus vite et plus loin que leurs idées à peine ébauchées dans leurs esprits encore incultes. Les sentiments les dominaient et non pas la raison politique appuyée sur le droit. En 1831, quand les ouvriers de la Croix-Rousse avaient inscrit sur leur drapeau noir la devise si touchante et si terrible du prolétariat malheureux : Vivre en travaillant ou mourir en combattant ! ils n'avaient fait que jeter aux masses populaires un cri de ralliement qui ne pouvait servir de programme politique. L'école saint-simonienne, en proclamant le principe que toutes les institutions sociales doivent avoir pour objet l'amélioration intellectuelle, morale et physique de la classe la plus nombreuse, caractérisait mieux la politique nouvelle, sans indiquer les moyens propres à créer cet état encore inconnu mais vivement désiré, que l'on montrait aux travailleurs comme dans le mirage d'un rêve. On allait devant soi, les yeux éblouis, l'imagination ardente, sans voir les obstacles. On croyait à la toute-puissance des formules.

Le principe d'association promettait surtout d'opérer des merveilles. Le travailleur associé devait remplacer le travailleur salarié. C'était l'ère nouvelle. Les socialistes se servaient de l'association comme du plus puissant agent de transformation du

vieux monde ; les politiques, comme d'un levier pour soulever les masses populaires et les porter au combat. Toutes ces idées s'agitaient confusément au fond des esprits nullement préparés à les comprendre et encore moins à les soumettre à une exacte et judicieuse critique. La politique républicaine empruntait les maximes des réformateurs, afin d'accroître les forces du parti de l'action, et les socialistes assignaient la République comme la fin et le couronnement de leurs réformes industrielles et économiques. Il arriva que la *Société des Droits de l'homme et du citoyen* publia un manifeste dont les déclarations principales parurent factieuses ; les signataires comparurent devant le jury de la Seine, qui d'ailleurs les acquitta.

« Vous demandez ce que l'on dit dans nos sections, dit Vignerte, l'un des accusés à ses accusateurs ; ce qu'on dit, le voici : A bas tous les privilèges, même ceux de la naissance (Entendez : A bas la monarchie héréditaire !) A bas le monopole des richesses ! A bas l'exploitation de l'homme par l'homme ! A bas les inégalités sociales !... Que l'individualisme, qui ronge la société, fasse place au dévouement qui seul peut la faire fleurir !... Voilà ce qui nous occupe dans nos ténébreux conciliabules ; voilà ce dont la presse ne parle guère. Elle ne travaille en général qu'à un changement politique. Cependant les plus grandes révolutions ne sont pas les révolutions politiques ; quand elles ne sont pas accompagnées de révolutions sociales, il n'en résulte rien ou presque rien. »

On voit la tendance ; mais, pour bien montrer le fond qu'à cette époque on faisait sur le principe d'association, il convient d'ajouter ce que disait le même républicain, examinant dans ses détails le programme de la *Société des Droits de l'Homme* : « Le jour où la France sera libre et la nation souveraine, il sera de l'essence des devoirs de la République de fournir aux prolétaires les moyens de se former en associations coopératives et d'exploiter eux-mêmes leur industrie... Je ne répondrai pas à la critique qu'on a faite des associations coopératives, on ne m'a point compris ; je n'ai pas parlé d'une association pour tel ou tel corps d'état, mais pour tous les corps d'état. J'ai émis le vœu que l'industrie fût affranchie de la loi du salaire, loi arbitraire et

tyrannique, et ne fût soumise qu'à la loi d'association, loi rationnelle et profitable. »

Il n'est pas difficile de comprendre l'ardeur des espérances que de telles paroles éveillaient dans le peuple, mais il est encore plus aisé de se rendre compte de l'effroi que ces discours répandaient dans les classes dirigeantes et possédantes. Les saint-simoniens avaient parlé dans leurs théories de la gratuité du capital et de faire passer, au moyen du crédit, les instruments du travail des mains oisives dans les mains laborieuses. La haute bourgeoisie se croyait à la veille d'une violente expropriation. Le gouvernement de Louis-Philippe considéra comme sa tâche principale de défendre, contre les associations politiques qui le menaçaient dans son existence, le pouvoir confié à la monarchie pour la protection des intérêts conservateurs. Dans la discussion du projet de loi restrictif de la liberté d'association, M. Thiers, ministre du commerce, prononça un de ses plus importants discours.

XLI

Ce qu'il faut noter tout d'abord, dans ce discours du 17 mars 1834, c'est l'esprit général qui l'anime, un esprit tout positif et pratique, qui semble s'interdire à lui-même de s'élever dans la région des généralités ambitieuses, qui ne vise qu'à réfuter des objections souvent produites et toujours renaissantes, sans entrer dans le domaine des idées nouvelles, quelque fausses qu'on les juge et quelque intérêt qu'il y ait à les combattre; un esprit, enfin, qui cherche avant tout à convaincre, en ramenant le débat sur le terrain des faits établis, après l'avoir déblayé de toutes les considérations accessoires.

On n'était alors qu'au commencement des revendications sociales qui se sont produites au cours de cette longue lutte politique où la société française s'agit depuis cent ans. Il paraît bien que M. Thiers, avec un instinct supérieur, comprenait le danger de trop insister sur l'antagonisme prêt à éclater entre les diverses classes de la nation. C'est à peine s'il fait allusion à ces théories nouvelles, dont il apercevait certaine-

ment les effets déjà si considérables. Il hésite manifestement à les examiner, à les discuter, à les condamner du haut de la tribune. On dirait qu'il ne veut pas grandir le péril en le signalant aux alarmes des conservateurs toujours trop prompts à s'effarer. Il ne veut pas parler en économiste, mais en homme politique. Il est au pouvoir : c'est pour exercer le gouvernement, et non pour réfuter des doctrines.

Il dit un mot en passant des souffrances des classes industrielles ; il signale ce fait que tous les peuples commerçants se font une concurrence très vive. Il en est résulté, chez tous, la nécessité, pour soutenir cette concurrence, de donner leurs produits au plus bas prix possible. A côté de cette nécessité s'en rencontre une autre, celle d'élever tous les jours les salaires de la classe ouvrière, qui, ayant goûté depuis trente ans un bien-être nouveau, cherche naturellement à l'accroître.

« Voilà, dit-il, la véritable difficulté de l'industrie : c'est d'abaisser les prix pour soutenir la concurrence sur les marchés étrangers et d'élever en même temps le salaire de la classe ouvrière. Ceci, à toutes les époques de la civilisation, a amené des luttes entre les entrepreneurs et les ouvriers, mais aujourd'hui la crise est devenue plus grosse que jamais. Je ne crois pas que cette crise puisse amener un bouleversement social, je ne crois pas qu'elle doive exiger de nouvelles lois industrielles ou un nouveau système de salaire : ce sont là des rêves ; il n'y a de salaire possible que celui qui résulte de la concurrence naturelle, et non pas artificielle, c'est-à-dire par une coalition d'ouvriers. En présence de cette situation industrielle, des partis malfaisants cherchent à en profiter, pour amener un bouleversement social. C'est à la vue de pareils faits que nous avons dû sortir de notre inaction et répondre, non pas aux sollicitations importunes d'amis effrayés, mais au cri unanime de l'opinion publique.

« Les gouvernements doivent non seulement l'ordre matériel au pays, ils lui doivent la sécurité, ils lui doivent le calme d'esprit, sans lequel on ne fait rien de bon, sans lequel l'industrie ne prospère pas, sans lequel aucune pensée ne peut naître et se développer. Ce calme, nous le devons à la France ; ce calme, on ne peut le lui donner qu'avec une sécurité complète.

« Voilà le motif qui nous a engagés à vous apporter la loi; nous n'avons pas voulu surprendre votre religion; nous n'avons pas voulu exagérer le danger du pays; nous avons donné son état au vrai. »

C'est là le digne langage d'un homme de gouvernement, et l'on doit regretter qu'à d'autres époques, dans des crises semblables, les dépositaires du pouvoir n'aient pas su montrer le même sang-froid. Bien que le mot ait été prononcé par M. Thiers, on ne sent pas dans ses paroles le moindre effarement. C'était bien comprendre l'autorité telle qu'elle doit être, protectrice et non agressive, digne et calme dans l'accomplissement de ses devoirs.

XLII

L'habile orateur aborde aussitôt la question théorique, non pas la théorie du conflit redoutable qui menace de déchirer la nation, il s'en garde bien, mais la théorie du projet de loi.

Cette théorie a été de tout temps chère à M. Thiers : c'est qu'il n'y a pas de liberté qui ne doive être réglée par les lois. Le droit, il le reconnaît, il le proclame aussi étendu qu'on le voudra, et en des termes d'une grande magnificence. « Le principe de l'association est fondé sur la nature de l'homme. Nous reconnaissons que l'homme individu est faible, que l'homme associé à d'autres est puissant; que c'est en mettant l'homme à côté de l'homme, les générations à côté des générations, qu'on arrive à toutes les merveilles de la civilisation. Nous accordons que la faculté d'association est une grande, une belle, une noble puissance : nous soutenons que l'association est quelque chose de si puissant, de si redoutable qu'elle a besoin, comme toutes les facultés de l'homme, d'être réglée, d'être soumise à des lois. L'homme a la pensée et la parole, il a la force physique, il a la force morale qu'on appelle courage, il a des qualités guerrières, et toutes ces nobles facultés, il a certainement le droit de s'en servir; mais peut-il s'en servir à volonté, à tort et à travers; peut-il, à son gré, parler, agir, combattre sans frein ni règle? Assurément non; il n'y a pas une seule de ces facultés qui ne doive être réglée par des lois.

« La question n'est donc pas dans le droit. Qui peut sérieusement contester à un pays le droit d'association ? Qui peut contester aux citoyens le droit de mettre en commun leurs lumières, leurs capitaux, leur activité pour arriver au but commun ? Le droit de s'associer, comme on l'a appelé, nous ne le contestons pas ; mais il s'agit de l'exercice du droit. Eh bien ! nous soutenons que tous les droits, quels qu'ils soient, ne peuvent s'exercer que conformément à la constitution du pays et de manière que cet exercice ne cause aucun dommage à la société. »

Voilà de la théorie à la manière de M. Thiers, et pourquoi ne pas le dire ? voilà de la théorie à la manière de la France, manière simple, juste, sensée, faite pour notre génie plein de tempéraments et de mesure. Il y en a qui ne trouvent rien d'élevé dans cette philosophie politique. Est-ce parce qu'elle ne plane pas dans l'absolu, mais qu'elle serre la réalité de près et qu'elle s'appuie si fortement sur le sens commun ? On se demande s'il peut y avoir élévation plus grande pour un orateur que de traduire, en un langage d'une clarté et d'une force admirables, des pensées sûres de conquérir d'emblée l'adhésion générale, de pénétrer dans tous les esprits à la fois pour les illuminer et les subjuguier tout ensemble, et de fixer enfin l'opinion commune sur un point longtemps discuté ? Si, par esprit élevé, il faut entendre un esprit compliqué, chimérique, M. Thiers ne fit preuve d'élévation dans aucune de ses théories de gouvernement. Il ne connut jamais que le simple, le relatif, ce qui était clair et ce qui était pratique. C'est par ces qualités qu'il exerça sur les hommes de son temps un ascendant qui mérite de lui survivre.

XLIII

La théorie de la liberté réglée était d'ailleurs invoquée et soutenue par M. Thiers dans l'intérêt de la société. Il en donnait une preuve déjà concluante et décisive à cette époque, mais qui, grâce au privilège de la vérité, n'a rien perdu de sa force aujourd'hui.

« Vous vous souvenez tous, disait-il, qu'une société célèbre, celle des Jésuites, qui était profondément antipathique à la France,

et non pas seulement à ce qu'on appelle les philosophes, mais au clergé lui-même, au bon clergé, à celui qui ne veut pas faire de la religion un moyen de puissance politique, qui avait été autrefois attaquée par la magistrature, qui avait été foudroyée par ses arrêts ; que cette société rentra à une époque où rentraient tant de mauvaises choses.

« Un cri unanime s'éleva dans toute la France contre cette société ; on l'attaqua non seulement comme une association monastique défendue par les lois et la Constitution, on l'attaqua comme une association politique et on lui dit : Le gouvernement ne peut pas souffrir à côté de lui un gouvernement occulte qui a sa milice, qui a ses impôts, qui a un autre chef que le chef de l'État, qui a un autre but que le but assigné dans les institutions du pays, le gouvernement ne peut pas souffrir qu'un autre gouvernement vienne se placer, s'établir à ses côtés ».

Par ces paroles, M. Thiers rappelait à divers membres de l'opposition, à M. Odilon Barrot, à M. Mérilhou que, dans des consultations judiciaires, ils avaient tenu, sous la Restauration, le langage que tenait alors le gouvernement de Juillet.

« Quel est le peuple, quel est le gouvernement qui ait jamais permis aux citoyens, disait le barreau de Paris, de s'organiser sourdement au gré de leur caprice et de créer, au sein de la grande société, des sociétés secondaires, capables de balancer par leur influence l'exercice des pouvoirs publics ? »

Et, en effet, comme le faisait justement remarquer l'orateur, toutes les associations, depuis la simple association commerciale jusqu'à l'association de bienfaisance, étaient soumises à un régime légal qui autorisait l'intervention des pouvoirs publics dans leurs affaires, pour la protection et la défense des intérêts de la société. Et pour les associations politiques, le législateur eût consenti à se désarmer lui-même ! M. Thiers ne pouvait l'admettre. Poussant ses adversaires sur leur propre terrain, il leur disait :

« Ou le droit d'association est sacré et absolu, ou il ne l'est pas. S'il est absolu, il comprend les associations religieuses. Eh bien ! si cela était, on n'aurait pas pu détruire les corporations monastiques, détruire le clergé comme corps, lui enlever ses biens ; mais c'est parce que ce droit, comme tous les droits d'une

société, est soumis à la loi que nous demandons que, lorsqu'on en fait le plus redoutable usage, un usage politique, il soit soumis à l'intervention de l'autorité.

« Savez-vous bien, Messieurs, ce que c'est que d'accorder à une réunion d'hommes la faculté de s'associer politiquement? C'est leur déléguer toute la puissance de la société, c'est leur accorder une portion de la souveraineté.

« Examinez ce que c'est que le gouvernement. En quoi consiste-t-il? Voyez le nombre de ceux qui le composent, et voyez où est sa force. Cent mille fonctionnaires peut-être, quelques cent mille soldats. Que sont ces trois ou quatre cent mille individus en présence d'un peuple composé de trente-deux millions d'hommes? Ce n'est rien comme force numérique, comme force matérielle. Qui fait donc la force du gouvernement? C'est son organisation, c'est le concert avec lequel il agit, c'est la faculté de donner des ordres et d'être obéi, c'est la puissance de réunir à Lyon, en un instant, dix mille soldats, un préfet, des généraux; de faire la même chose, s'il le faut, à Strasbourg, à Marseille; à Bordeaux, tandis qu'au même instant le gouvernement agit à Paris avec le même ensemble, avec la même vigueur. Sa force est dans son organisation, dans son concert, dans cette vigueur d'ensemble résultant de l'association; et cette faculté, qui renferme toute la puissance sociale, vous la délégueriez à quelques individus sans mission, sans caractère, qui veulent renverser l'État! C'est livrer la puissance sociale au premier venu qui voudra s'en emparer.

« Remarquez, Messieurs, quel a toujours été le travail des comploteurs, de tous ceux qui, par des conspirations ou publiques ou secrètes, ont voulu renverser l'État. Leur but a été d'arriver à cette organisation, à ce concert du gouvernement lui-même, de s'associer pour correspondre d'un bout de la France à l'autre, pour qu'au même signal, au même instant, le désordre éclatât à Lyon, à Strasbourg, à Bordeaux, à Marseille, à Paris; c'est donc la force sociale, celle qu'ils ont mise tous leurs soins à usurper que vous leur livreriez vous-mêmes de votre propre volonté!

« Eh! Messieurs, c'est la doctrine la plus anti-sociale, la plus subversive de tout ordre, dans tout pays. »

Cette argumentation si forte, si lumineuse, était d'un effet tout-puissant. On y découvre M. Thiers tout entier, avec les qualités et les défauts de son esprit. On y voit que l'historien du passé domine en lui le philosophe, le penseur qui se tourne du côté de l'avenir. Pour être vraiment à ses yeux un homme d'État, M. Thiers s'était persuadé qu'il devait avant toutes choses être l'homme de l'État. Il voulait le plus d'État possible. Il n'admettait que difficilement les limites que les théoriciens modernes de l'école américaine prétendent fixer à l'État. Pour lui, l'État, dépositaire de la puissance publique, organe de l'action collective de la société, n'était maître de se laisser entamer par aucun côté. Concévant l'ordre général dans la réglementation universelle, il abandonnait le moins qu'il pouvait à l'initiative de l'individu. De même pour la liberté. Il ne la comprenait qu'à la manière antique, comme du temps d'Athènes ou de Rome, comme dans les républiques italiennes du moyen âge, où tout citoyen était réputé libre, quand il avait l'honneur de prendre part à la législation et à la direction des affaires de sa cité, dans le sénat ou dans les assemblées populaires. La liberté moderne, c'est-à-dire la liberté pour l'individu de faire tout ce qui ne nuit pas à autrui, intéressait peu ce classique héritier des doctrines romaines interprétées par J.-J. Rousseau et les principaux personnages de la Révolution. Sous ce rapport, les idées de M. Thiers se sont peu modifiées. Il en est resté à son premier idéal. Ce qui lui importait, c'était que le pays se gouvernât par des mandataires librement élus, mais il ne tenait pas à réduire l'action du gouvernement sur les individus. Il se serait accommodé d'une constitution politique où il eût obtenu sa part d'autorité, sans prendre souci du caractère plus ou moins despotique de cette autorité même. Il ne voulait point d'une volonté supérieure à celle du pays et lui dictant des lois, c'était ce qu'il appelait le despotisme ; mais il lui était assez indifférent que l'autorité publique fût pesante ou légère, pourvu que la loi eût été consentie par les mandataires de la nation et qu'elle pût être imposée à tous comme l'expression de la volonté générale. Sous la monarchie de Juillet, cette conception de l'autorité et de la liberté, entendues au sens historique et non pas doctrinal, était plus en faveur que de nos jours. Dans les Chambres, M. Thiers.

ralliait des majorités compactes à ses propositions. Il gagnait des batailles parlementaires. Il faisait vivre son gouvernement. Il demeurait ministre, et s'avancait dans les bonnes grâces du roi Louis-Philippe. Chacun de ses discours était un service rendu à la monarchie constitutionnelle. Mais, après avoir admiré l'habileté, la souplesse, la vigueur et l'éclat de cette éloquence de tribune, quand on se demande de quel ordre était cet esprit si agile et si riche, on est bien forcé de s'avouer que ce patricien démocrate, ce parvenu du gouvernement parlementaire, adroit, fort et heureux, manquait de ce je ne sais quoi de noble, de majestueux et d'imposant qui fait les grands législateurs dans le présent et dans l'avenir. Comme politique et homme de pouvoir, il était de bonne race et de bonne école, mais il ne savait pas que, pour le dominer dans l'histoire, il faut que l'homme d'État marche en avant de son siècle s'il veut l'entraîner dans les voies d'une civilisation supérieure.

XLIV

Il est vrai que M. Thiers sentait confusément l'infirmité de son système; il allait au-devant des objections. « Voilà bien, allez-vous dire, un raisonnement de gouvernement qui veut asservir toutes les intelligences, et qui veut réduire la société entière à l'individualisme. Non, Messieurs, répliquait-il; mais voici ce que, dans un gouvernement bien organisé, la constitution doit prévoir et préparer. Elle doit prévoir la résistance au système suivi par le gouvernement; elle doit, en prévoyant cette résistance, lui donner un moyen de se faire jour, et, si elle est juste, de prévaloir régulièrement. »

Et M. Thiers exposait ce qu'il appelait la résistance par la publicité, c'est-à-dire par les voies légales. « Je veux faire, disait-il, au droit de résistance, la position qu'il doit avoir, je veux lui ôter la position révolutionnaire, factieuse, conspiratrice, pour lui rendre la position légale. La résistance, dans notre constitution, doit s'exercer par la publicité, puissance immense qui entoure tous les pouvoirs comme un vaste milieu dans lequel ils sont en quelque sorte plongés. Le corps électoral est placé au centre de

cette publicité. Si vous jugez que le système du gouvernement est mauvais, vous l'attaquez par la publicité; vous cherchez à conquérir le corps électoral à votre opinion; le corps électoral vote dans le sens de vos idées; il fait une autre Chambre; cette Chambre constitue un ministère évinçant celui qui est là et dont elle ne veut plus. Toute constitution qui organiserait la résistance d'une autre manière, instituerait le droit de conspirer publiquement **contre** elle. La monarchie représentative n'est faite que pour cela; elle n'est **faite** que pour substituer à des révolutions violentes des transitions insensibles, et cela par la voie de la publicité, du vote électoral, du vote de la **majorité** des Chambres. »

C'était proclamer le règne et la toute-puissance de l'opinion, car ce que M. Thiers désigne du nom assez bizarre de **publicité**, c'est l'opinion publique, dont la presse, instrument de publicité, est l'organe le plus étendu et le plus complet. Mais n'était-ce pas grandir outre mesure la force effective de la presse et de l'opinion? Était-il permis d'ailleurs de parler d'action légale et de puissance de l'opinion, dans un pays où deux cent mille électeurs, payant un cens assez élevé, composaient le corps électoral appelé à changer la majorité dans les Chambres et, par la majorité parlementaire, le pouvoir dirigeant des ministères responsables? N'était-ce pas rétrécir singulièrement la portée et la force de cette résistance de la publicité? M. Thiers, comme ses collègues et comme les députés qui soutenaient la politique du ministère, n'apercevait rien au delà du pays légal. Il pensait volontiers qu'au delà des limites posées par la loi électorale, il n'y avait plus rien à faire. Mais n'a-t-on pas le droit de citer ici le distique fameux :

Croire tout découvert est une erreur profonde :
C'est prendre l'horizon pour les bornes du monde ?

Tel était le penchant irrésistible des chefs de l'oligarchie parlementaire. Après eux, en dehors d'eux, rien. La monarchie constitutionnelle avait mis fin à l'évolution commencée en 1789. Il fallait s'y tenir. Ce gouvernement devait être préféré à tous les autres, non pas seulement en fait, mais en droit.

« En touchant à cette question de la résistance par la publi-

cité, disait M. Thiers, nous vous donnons tout le secret qui nous attache à la monarchie représentative, tout le secret qui nous la fait préférer à la république telle qu'on l'a eue dans beaucoup de pays et en beaucoup de temps. Savez-vous pourquoi la monarchie représentative est, suivant nous, la meilleure des républiques? C'est parce que les révolutions de systèmes s'y organisent d'une manière douce, légale, insensible, par voie d'action électorale. L'opinion les organise en formant une majorité nouvelle qui renverse un ministère. Là, les chefs d'état n'arrivent pas à la tête de masses armées, de partis factieux : ils arrivent à la tête de majorités. Toutes les révolutions qui peuvent se faire dans un état s'y produisent aussi, mais lentement, par la volonté du corps électoral, par la volonté des Chambres. Tout le reste est moyen de sédition, et pas autre chose. »

En vérité, il y avait bien quelque abus de la possession du pouvoir ramassé sur les barricades de Juillet, à parler de sédition sur ce ton d'autorité tranchante. M. Thiers récitait à la tribune ses anciens articles du *National*, et il en tirait avantage ; mais il oubliait trop qu'au temps de son opposition révolutionnaire, il avait parlé de franchir l'Océan pour conquérir la liberté comme en Amérique. Il y allait encore, mais pour accabler les républicains français sous le poids du témoignage de Washington :

« Dans une république où, certes, tous les droits de l'homme sont respectés, Washington disait que cette opinion qu'on formait dans une association était une opinion artificielle, factieuse, que ce n'était pas une opinion naturelle et vraie. Il disait : Toute opposition mise à l'exécution des lois, toute association dont l'objet est de gêner ou d'arrêter l'action du gouvernement constitué, est directement contraire aux principes fondamentaux que nous avons posés. De telles associations sont propres à organiser les factions, à donner à celles-ci une force extraordinaire et artificielle, et à mettre à la place de la volonté de la nation exprimée par ses délégués, la volonté d'un parti, celle d'une minorité faible, celle d'hommes ambitieux, adroits et dépourvus de principes. »

La citation était heureuse. Elle a conservé tout son prix. M. Thiers enseignait aux républicains absolus que, dans toutes

les républiques, il y a des principes et des règles de gouvernement auxquels on ne saurait manquer de respect sans tomber dans l'anarchie. La leçon était juste, méritée et surtout bien placée dans la bouche de Washington. Ce ne fut pas la seule épigramme que le malicieux ministre se permit envers ses adversaires dans cette discussion mémorable.

« Je sais bien, leur dit-il avec cette désinvolture dans l'impertinence qui causait un si cruel dépit à l'opposition, je sais bien que, de toutes les choses la moins agréable à faire entendre à une minorité, c'est de lui dire : « Faites-vous majorité, car cela revient à ce conseil : ayez raison, ayez talent, ayez patience, attendez d'avoir conquis le pays et l'opinion, préférez les moyens légitimes de persuasion aux moyens d'intrigue, aux moyens de violence. C'est lui conseiller un expédient bien lent ; mais je le lui demande en vérité, peut-on, dans un État régulier, conseiller autre chose à une minorité que de se faire majorité ? »

Toutes ces réflexions, fines et sensées, sont aujourd'hui de sages et utiles conseils. Et pourquoi, loin de s'en irriter, la démocratie républicaine de nos jours doit-elle les écouter et les suivre ? Parce qu'elle n'est pas, comme les censitaires de Juillet, une caste dans la nation, mais la nation même ; parce que, depuis l'établissement du suffrage universel, l'électorat a cessé d'être une fonction, comme on disait dans l'école doctrinaire, pour devenir un droit qui implique de grands devoirs. M. Thiers ne prévoyait pas l'avenir, et cependant n'est-il pas vrai que, dans les pages que nous venons de rapporter, il a tracé la méthode qu'un demi-siècle plus tard le parti républicain devait adopter ? Exemple mémorable de la puissance de la raison, qui finit toujours par avoir raison et par s'imposer comme la loi supérieure et respectée de tous !

XLV

M. Thiers était d'ailleurs appelé à se donner un éclatant démenti. C'est dans le discours du 17 mars 1834 qu'il prononça, sur la République, le jugement injuste et léger qui lui a été si

souvent jeté à la face comme un reproche et comme un outrage par ceux qui ne lui pardonnaient point d'avoir contribué à la fondation définitive de ce grand gouvernement.

Il affirma du haut de la tribune que la république avait été essayée en France pendant notre première Révolution, et que l'expérience avait tourné contre elle. « On nous objecte tous les jours, dit-il : ce n'est pas la république sanglante comme celle de ces temps que nous voulons, nous la voulons paisible et modérée. Eh bien ! on commet une erreur grave, quand on dit que l'expérience n'a pas porté sur deux points. Il y a eu une république sanglante pendant un an ; mais pendant huit ou neuf ans, c'était une république qui avait l'intention d'être modérée, qui a été essayée par des hommes honnêtes, capables. La victoire n'a pas manqué à ces hommes ; ils ont eu les plus belles victoires. La paix ne leur a pas manqué non plus. Cependant, en quelques années, le désordre était partout ; ces hommes d'État étaient honnêtes, et cependant le Trésor était livré au pillage ; personne n'obéissait ; les généraux les plus modestes, les plus probes, refusaient d'obéir aux ordres du gouvernement ; c'était un mépris, un chaos universels. Il a fallu que des généraux vinssent renverser ce gouvernement (passez-moi l'expression) à coups de pied et se mettre à sa place. Ainsi, dans ces dix ans, il s'est fait en France une expérience concluante sous les deux rapports. On a eu la république non seulement sanglante, mais la république clémente qui voulait être modérée, et qui n'est arrivée qu'au mépris, quoique en majorité les hommes qui la dirigeaient fussent d'honnêtes gens. Aussi la France en a horreur. Quand on lui parle de république, elle recule épouvantée. Elle sait que ce gouvernement tourne au sang ou à l'imbécillité. »

On a prétendu faire de cette boutade passionnée une condamnation définitive du régime républicain. La vérité est que M. Thiers n'en pensait pas aussi long. Il sacrifiait tout, l'histoire et la vérité, aux nécessités de sa polémique oratoire. Habitué à se tenir sur le terrain des faits, les faits sont venus pour lui donner tort. Combien plus avisé se montra M. Guizot quand il se refusa, dans la même discussion, à condamner la République en principe, se contentant de la déclarer impossible en France !

Le passage mérite d'être cité, il fait contraste avec celui de M. Thiers :

« J'arrive au parti républicain, dit M. Guizot. Il a de bons et de mauvais éléments ; il en a de corrompus et de sincères. Il y a les républicains du passé, les héritiers de la Convention et des clubs, et puis il y a les républicains de l'avenir, les élèves de l'école américaine.

« Des premiers, je n'ai rien à dire ; ils seront ce qu'ils ont été ; je ne saurais les qualifier autrement que je ne l'ai déjà fait à cette tribune : le *caput mortuum*, la *mauvaise queue de notre Révolution*.

« Quant à l'école américaine, aux républicains de l'avenir, c'est autre chose. Il y a parmi eux des jeunes gens, des hommes sincères, dont les doctrines des États-Unis préoccupent l'esprit ; je n'entrerais dans aucune discussion à cet égard. Je me bornerai à dire que ceux qui regardent le gouvernement des États-Unis comme l'état normal des sociétés, comme le dernier terme auquel elles doivent toutes arriver, me paraissent être dans une puérile ignorance et des lois de la nature humaine et des conditions de la société. Je ne veux pas qualifier ce parti-là autrement ; il a de la sincérité ; il a de bons et honorables sentiments ; mais, je le répète, c'est un parti puéril. Le gouvernement des États-Unis est un beau et bon gouvernement pour les États-Unis, dans les circonstances où cette société s'est trouvée placée à sa naissance, car c'est une société naissante, c'est une société enfant. Il ne faut pas conclure de cette société-là à d'autres. »

Ce jugement, à tout prendre, n'était pas moins faux que celui que M. Thiers portait à la même époque, mais il avait l'avantage d'être plus large dans les vues et plus modéré dans la forme. M. Guizot s'y est tenu. Trente ans après les discussions véhémentes de 1834, écrivant ses *Mémoires* dans la paix et dans la retraite, il revenait aux idées qu'il avait exprimées autrefois et disait : « J'honore la République ; elle a ses vices et ses périls propres et inévitables, comme toutes les institutions d'ici-bas ; mais c'est une grande forme de gouvernement, qui répond à de grands côtés de la nature humaine, à de grands intérêts de la société humaine et qui peut se trouver en harmonie avec la si-

tuation, les antécédents et les tendances de telle ou telle époque, de telle ou telle nation. J'aurais été certainement républicain aux États-Unis d'Amérique quand ils se séparèrent de l'Angleterre : la République fédérative était pour eux le gouvernement naturel et vrai, le seul qui convînt à leurs habitudes, à leurs besoins, à leurs sentiments. Je suis monarchique en France par les mêmes raisons et dans les mêmes intérêts. »

Ainsi M. Guizot, pour repousser la République, a persisté dans les raisons de convenance, d'intérêt, de situation topographique et d'opportunité politique qu'il avait toujours invoquées.

Quinze ans plus tard, à la vue des ruines accumulées sur le sol français par la politique de résistance, M. Thiers embrassait la République. Dans sa *Lettre aux électeurs du IX^e arrondissement*, écrite à la veille de sa mort et qui est son testament politique, il écrivait : « J'entends dire depuis plus d'un demi-siècle : la France périt, va périr ; il faut la sauver ! Mot fatal, avant-coureur de toutes les fautes d'un gouvernement tombant en démence avant de tomber en ruines. La France périt, sauvons-la, et pour la sauver, résistons, résistons !

« La France n'a pas péri ; mais trois régimes ont péri, et la France a été cruellement éprouvée, pour arriver enfin, en trois pas, à la forme démocratique moderne. Elle s'est développée sans cesse en restant le plus grand spectacle offert tantôt à l'effroi, tantôt à l'admiration du monde, et toujours à son imitation. »

Fidèle aux habitudes de son esprit, M. Thiers ne quittait pas le terrain des faits, et c'est en présence des faits qu'il reconnaissait la nécessité de la forme de gouvernement la mieux appropriée aux démocraties des temps modernes. Mais cette intelligence, lumineuse et vive jusqu'au dernier jour, sans cesse attirée par la recherche de la cause des faits, devait s'élever fort au-dessus des raisons, si considérables qu'elles fussent, qui avaient retenu, enchaîné l'esprit supérieur de M. Guizot.

« Je supplie, disait M. Thiers, je supplie les honnêtes gens, très honnêtes gens, instruits, plus instruits qu'éclairés, malheureusement prompts à s'alarmer, de regarder ce tableau de chutes successives et de réfléchir.

« Le torrent, dévastateur suivant eux, devant lequel ils s'écrient chaque fois que la France va périr et qu'il faut résister, ne serait-il pas ce grand siècle qu'on appelle le dix-neuvième, et qui entraîne l'humanité tout entière? Ne serait-ce pas un véritable anachronisme que cette folle résistance à des progrès dont l'humanité entière a tant profité et dont la France a eu l'honneur de donner le signal? Car elle a marché, le flambeau du génie à la main, à la tête de l'humanité.

« Après tant de ruines, n'est-il pas temps de s'interroger, de réfléchir et de se demander si ce n'est pas de la marche de l'humanité que l'on a peur, si ce n'est point à elle qu'on résiste follement?

« La France n'a pas péri; mais trois monarchies ont péri. Leurs débris couvrent le sol; leurs héritiers, se relevant, se menacent, veulent se disputer des ruines. Arrêtons-les, obligeons-les à supporter le gouvernement de tous au profit de tous, et répétons partout cette vérité :

« La monarchie n'est pas possible.

« Faisons donc la République, la République honnête, sage, conservatrice, qui n'est pas impossible, car elle commençait, quand les héritiers intéressés des monarchies détruites sont venus la troubler et faire retentir à nos oreilles des menaces insensées et criminelles... »

Il suffit, n'est-il pas vrai? de cette page admirable, œuvre méditée d'un vieillard plein d'expérience, au comble des honneurs et de la gloire, pour effacer la parole cruelle et injuste d'un jeune ministre aux prises avec des adversaires redoutables qu'il voulait abattre. Que reste-t-il de l'ancienne opinion de M. Thiers sur la République destinée fatalement, selon lui, à finir dans le sang ou dans l'imbécillité? Il reste le souvenir d'une erreur d'un esprit né juste mais passionné, avec le souvenir des représailles légitimes mais aveugles que cette erreur a provoquées; rien de plus; et si M. Thiers n'avait commis que cette faute, sa mémoire n'aurait guère à souffrir.

XLVI

La loi restrictive du droit d'association fut adoptée par la Chambre des députés. Elle fut considérée par les partisans de la monarchie comme une grande mesure préservatrice. La responsabilité de cette mesure fut attribuée pour la plus forte part à M. Thiers, quoique dans son discours, tout violent qu'il eût été, il eût moins excité les passions des partis que M. Guizot; mais il avait touché la vraie question de gouvernement, celle qui avait frappé le plus vivement la Chambre et l'opinion.

« M. Thiers, dit M. Louis Blanc, n'avait certainement pas eu tort de montrer dans la *Société des Droits de l'homme* une armée qui, secouant la guerre sur la nation, pouvait d'un instant à l'autre changer pour la France le cours apparent de la destinée. Sans la loi contre les associations, non telle que l'entendait l'opposition dynastique, mais telle que le gouvernement la demandait, c'en était fait de la monarchie constitutionnelle; rien de plus certain, et ceux qui en doutaient, comme MM. Bignon, Béranger et Odilon Barrot, ne savaient pas combien il y aurait eu, dans la démocratie organisée, de puissance et de vigueur. »

Le travail actif des chefs républicains avait certainement accru les périls de l'établissement monarchique de Juillet. C'était comme un édifice miné de toutes parts, qui pouvait sauter à tous moments. Mais quant à penser à une organisation de la démocratie, à la constitution d'un sérieux parti, capable de prendre le pouvoir et de le garder, les républicains n'en étaient pas là. Ni dans les doctrines ni dans le personnel du parti démocratique, on ne pouvait trouver les éléments nécessaires de consistance, de stabilité et de durée qui assurent le fonctionnement régulier et définitif d'un régime nouveau. Les opinions des républicains d'alors étaient plus instinctives que raisonnées; les éléments d'action étaient relativement considérables, tandis que les éléments d'organisation étaient à peu près nuls. De plus, le parti était déchiré par des divisions intestines que les chefs les plus intelligents et les plus autorisés étaient souvent incapables de cacher à leurs adversaires. C'est ainsi que leurs conseils, leurs

adjurations furent impuissantes à empêcher un conflit armé qui ne pouvait que tourner à la défaite et à l'écrasement de cette armée qu'ils avaient eu tant de peine à former sans arriver à la diriger.

Depuis les journées de novembre 1831, Lyon était devenu le point de mire du parti d'action. Les républicains y avaient fait de notables progrès, mais leur propagande n'avait pu y réussir qu'en s'appuyant sur les idées du socialisme. Une profonde antipathie divisait les fabricants et les ouvriers. Deux grandes associations, celle des mutuellistes parmi les chefs ouvriers et celle des ferrandiers parmi les compagnons, fondées toutes les deux d'abord en vue de secours mutuels, avaient été envahies par la politique et par les adhérents à la *Société des Droits de l'homme*, qui recevaient le mot d'ordre et se faisaient honneur d'obéir aux chefs du mouvement à Paris. En février 1834, sur une diminution de 25 centimes par aune de peluche, vingt mille métiers cessèrent de battre. La misère sévit. Une émeute devenait imminente. Au lieu de chercher à calmer l'agitation, l'autorité fit poursuivre plusieurs ouvriers pour délit de coalition. La nouvelle du vote de la loi restrictive du droit d'association détermina l'explosion. D'un bout à l'autre de la France, les sociétés politiques firent entendre d'énergiques protestations. La *Société des Droits de l'homme* crut le moment favorable pour agir. On comptait sur Lyon et sa population ouvrière exaltée par la souffrance. Enfin, sous l'empire d'illusions vraiment inexplicables, malgré l'adhésion de quelques officiers aux principes républicains, on comptait sur la complicité de l'armée ! On allait à un véritable désastre.

Le 5 avril 1834 commença devant la police correctionnelle de Lyon le procès des ouvriers mutuellistes. Une foule immense entourait le Palais. Le tribunal entendit les témoignages. La suite de l'affaire fut remise au 9 pour les plaidoiries. Le 9, M^e Jules Favre, défenseur de quelques-uns des accusés, commençait à parler, quand un coup de feu retentit, et l'on apporta dans le Palais un ouvrier tué par un soldat. En cherchant à lui porter secours, on découvrit sous ses habits les insignes d'un agent de police : c'en était un, en effet, nommé Faivre. Était-il victime d'une méprise ? Jouait-il le rôle d'agent provocateur ? Ce fut

comme un signal. Le peuple exaspéré se répandit dans les rues en criant : Aux armes ! Et alors, sans plan conçu à l'avance, sans organisation, sur beaucoup de points sans chefs, les républicains commencèrent le combat. Les communications étaient coupées par l'armée, et presque tous les sectionnaires étaient parqués dans leurs quartiers respectifs. Beaucoup ne reçurent pas d'ordres. On manquait d'armes, les dépôts dont on avait parlé et sur lesquels on comptait n'existaient pas.

La lutte dura près de six jours. Il semble que le petit nombre des combattants, le défaut de plan et d'organisation, le manque de munitions eussent facilité singulièrement une répression plus prompte de ces troubles, si une action plus décisive et plus rapide eût été engagée. Mais, soit que les autorités de Lyon se fussent exagéré les forces des républicains, soit que, pour effrayer la bourgeoisie et lui persuader que la patrie allait être sauvée d'un immense péril, le pouvoir eût volontairement prolongé le combat, c'est le 12 seulement que les troupes envahirent le faubourg de Vaise et la Guillotière, le 13 et le 14 que les quartiers Saint-Paul, Saint-Just, le faubourg-Saint-Georges, la Croix-Rousse et Fourvières furent occupés, et que le quartier des Cordeliers succomba. La victoire avait été chèrement disputée, la répression fut terrible. Presque tous les insurgés du quartier des Cordeliers furent passés par les armes. Un grand nombre d'insurgés prisonniers furent livrés à la fusillade. L'armée avait eu 115 hommes tués et 360 blessés, l'insurrection 400 blessés et 200 tués.

A Paris, pendant les troubles de Lyon, l'émotion était extrême dans les quartiers populeux du centre. Les principaux membres du comité des *Droits de l'homme* avaient été arrêtés. La *Tribune*, journal républicain, n'en annonça pas moins que la République était maîtresse de Lyon, de toute la ligne de Paris à Lyon, de Belfort et d'Orléans. L'émeute éclata. Les insurgés furent écrasés en deux jours. Des barricades avaient été élevées dans ce réseau de petites ruelles qui composaient les arrondissements de la porte Saint-Denis et de la porte Saint-Martin. Elles furent emportées sans résistance vraiment sérieuse, grâce aux dispositions prises par les généraux Bugeaud, Tourton, de Lascours et de Rumigny. Au premier coup de feu, le conseil des ministres s'était assemblé.

Le cabinet venait de subir une crise intime ; il s'était reconstitué, et M. Thiers se retrouvait ministre de l'intérieur. Il se jeta dans la lutte avec une extraordinaire ardeur. Il se joignit au général Bugeaud qu'il assistait de ses conseils, monta à cheval comme un véritable chef de troupes, se rendit à l'Hôtel de Ville, passa bientôt sur le lieu même de l'action, accompagné de secrétaires et d'auditeurs au Conseil d'État qui déployaient des cartes sous la mitraille des insurgés et qui ressemblaient à de véritables aides de camp. Un de ces jeunes hommes, M. de Vareilles, fut blessé mortellement non loin du ministre. Une maison de la rue Transnonain avait été désignée par de faux rapports comme le quartier général de l'insurrection. Près de cette maison, un officier fut atteint par une balle partie de l'un des soupiraux d'une cave. La fureur des soldats ne connut plus de bornes. La maison fut envahie, et, sur des malheureux sans défense, étrangers à la lutte, innocents et suppliants, de tous rangs, de tout sexe et de tout âge, s'accomplit une de ces effroyables exécutions que l'histoire doit flétrir et maudire à jamais ! Qui ne se souvient de la sinistre et vengeresse lithographie du grand artiste Honoré Daumier, représentant une mansarde d'ouvrier après le passage des soldats ? Qui n'a devant les yeux ce taudis lugubre encombré de cadavres, ces meubles brisés, ces grabats éventrés pour y trouver des coupables ? Et qui ne croit entendre la déposition de cette femme du peuple qui racontait à M. Ledru-Rollin la scène du meurtre, et qui lui disait, essayant de peindre l'acharnement avec lequel les soldats, dans leur délire sauvage, s'étaient jetés sur l'une des plus respectables victimes « La fumée des décharges avait obscurci la chambre ; mais, de ma place, j'entendais les coups de baïonnette qu'ils lui bourraient dans le corps : cela faisait frou — frou — frou, comme la lame d'un couteau qu'on agace dans la paille d'une chaise. » Abominable conséquence des guerres civiles ! Hélas ! pourquoi l'affaire de la rue Transnonain ne fut-elle pas la dernière où les soldats de la France, excités par la fièvre du combat, tournèrent leurs armes contre les ouvriers entraînés à la guerre ? Ces jours de deuil, nous devons les revoir, plus atroces et plus terribles, et le nom illustre de M. Thiers était encore destiné à rester attaché à des souvenirs mille fois plus douloureux !

Dans son rapport à la Chambre des pairs, sur l'insurrection d'avril 1834, M. Girod (de l'Ain) avoua que vingt-neuf personnes présumées étrangères à la révolte avaient été tuées dans la rue Transnonain et dans les rues adjacentes.

Sur quelques points de la France, l'appel des insurgés lyonnais avait été entendu; à Lunéville, les sous-officiers d'un régiment de cuirassiers avaient préparé une insurrection militaire; la petite ville d'Arbois, dans le Jura, proclama la République; mais la réussite de ces tentatives, comme de celles de Saint-Étienne, de Grenoble, de Clermont-Ferrand, de Vienne, de Chalon-sur-Saône, de Marseille, dépendait du succès des républicains à Lyon et à Paris. Les deux insurrections étaient refoulées, et la République vaincue. Ses partisans durent renoncer à la lutte ouverte. Ils ne prirent plus qu'une fois les armes, en mai 1839, pour un coup de main fort habilement préparé, mais qui n'avait aucune chance sérieuse de réussir. La monarchie de Juillet, délivrée des assauts de ses ennemis les plus redoutables, ne devait tomber que sous le poids de ses propres fautes.

Le 14 avril, M. Guizot, dans un discours animé des ressentiments les plus implacables, annonçait aux Chambres la victoire du gouvernement; le soir, M. Thiers reçut au Château les félicitations les plus vives pour le courage personnel qu'il avait déployé au service de la dynastie. Le lendemain, les mesures de répression commencèrent. Les principaux adhérents à la Société des Droits de l'homme furent recherchés et jetés dans les prisons, en attendant le procès qui allait se dérouler devant la Cour des pairs. Plus de deux mille citoyens furent recherchés et interrogés; cent cinquante seulement furent poursuivis.

XLVII

M. Thiers porte devant l'histoire la responsabilité de la conduite du ministère de la résistance pendant les troubles de 1834. Il a eu l'initiative de toutes les mesures, et ses collègues n'ont guère fait que de le soutenir en s'engageant avec lui. Un mois après la défaite des républicains, il saisit l'occasion qui s'offrait à lui de se justifier devant les Chambres et devant la France. Le

gouvernement demanda un supplément de crédit pour le ministre de la guerre, à l'effet de maintenir l'effectif de l'armée au chiffre de 360,000 hommes. Le ministre de l'intérieur soutint ce projet de loi. Il le caractérisait en ces termes : « Nous demandons, non d'augmenter, mais de maintenir l'effectif sur le pied où il était au moment des événements. Mais, dira-t-on, c'est pour opprimer la population ; non, Messieurs, il ne faut pas se faire illusion sur ce mot de population, il ne faut pas honorer du titre de population ceux qui tiraient sur l'armée à Lyon, et sur les gardes nationaux à Paris, mais c'est pour imposer au désordre. Il faut que vous le sachiez, le désordre est d'autant plus grave qu'il craint moins la répression. Quand il sait qu'il y a une force imposante, il ne tente rien. A Lyon, il a tenté, parce qu'il croyait sa force supérieure à celle de la garnison. Notre but est surtout de prévenir les collisions en ôtant aux insensés l'espérance de la réussite. Et si cet adage est vrai pour la guerre extérieure, il l'est peut-être davantage à l'égard des partis : *Si vis pacem, para bellum*. C'est pourquoi nous vous demandons de maintenir l'armée sur un pied qui puisse imposer à tous les malveillants et leur faire, par crainte, si ce n'est par devoir, respecter l'ordre public, sans lequel il n'y a ni bonheur ni prospérité pour la France. »

On voit à quelles résolutions extrêmes en était venu insensiblement et par degrés le gouvernement des classes dirigeantes. Il se considérait à l'état de lutte armée contre une portion du pays. Il se fortifiait dans la position qu'il avait prise. Le mot n'était pas encore inventé, mais la chose l'était : les censitaires avaient institué le gouvernement de combat. M. Thiers aimait à se poser comme l'homme nécessaire d'un tel gouvernement. Il se sentait flatté dans ses instincts belliqueux, ou, pour mieux dire, dans sa manie des choses militaires. Il avait ses plans, son système d'attaque et de défense. Il dissertait à perte de vue sur la stratégie des barricades et sur la tactique des guerres insurrectionnelles. Un mot malheureux lui était échappé devant la Chambre des députés, le jour où il était venu annoncer les nouvelles parvenues à Paris sur les événements de Lyon : « Le général Aymard, avait-il dit, est dans une position inexpugnable. » et cette expression caractéristique avait causé dans la Chambre

un saisissement qui, au dehors, s'était changé en une violente irritation. Il semblait que les troupes eussent reçu l'ordre de se cantonner pour mieux écraser les révoltés dans une action décisive. M. Thiers eut à se défendre de l'accusation portée contre lui d'avoir laissé grandir l'insurrection pour en finir d'un seul coup avec elle : « Le combat a duré à Lyon plusieurs jours, on a dit que c'était un calcul du général. Non, Messieurs, c'était un simple devoir militaire, c'était pour conduire les opérations avec prudence et ménager la vie de ses soldats. Les généraux ont dû employer une tactique pour ménager leurs soldats ; ils ont dû faire aussi la guerre plus lente de tirailleurs, et, pour épargner le sang, employer des moyens terribles, ceux de l'artillerie. Les généraux ont deux devoirs : celui de faire triompher la cause qui leur est confiée et celui de ménager la vie de leurs soldats, qui sont leurs enfants. Tout moyen qui les mène au but en épargnant le sang est légitime. Sans doute il y a eu des dommages matériels. Mais est-ce que la patrie n'est pas là pour les réparer ? Est-ce qu'elle ne déplorerait pas bien davantage la mort de quelques centaines de soldats ? Oui, Messieurs, les généraux ont fait leur devoir, quand ils ont employé les moyens qu'ils avaient à leur disposition. Ils avaient reçu des ordres du gouvernement, et ici le gouvernement ne doit pas tromper la Chambre ; voici les ordres qu'il a donnés : il a prescrit aux généraux, comme il le fait toujours, d'éviter autant que possible de recourir à la force pour réprimer les troubles ; mais aussi, en cas de résistance, il les a autorisés à employer, selon les lieux, selon les besoins, tous les moyens militaires à leur disposition pour que force reste à la loi. »

Ne dirait-on pas que M. Thiers a voulu dicter lui-même la marche qu'il a toujours suivie en cas d'insurrection ? En 1871, il était, comme chef du pouvoir exécutif, aux prises avec une révolte autrement formidable que celle de 1834 qu'il avait réprimée comme ministre, mais son système n'avait pas changé : ses ordres étaient les mêmes ; l'exécution fut aussi sévère, et même plus épouvantable. Après un demi-siècle écoulé, comme si dans le monde tout fût resté immuable, M. Thiers, vieux, mais non affaibli par l'âge, s'est retrouvé pour combattre la Commune, tel

qu'il était au temps où, dans toute l'ardeur de son tempérament inaccessible à la pitié, il réprimait les émeutes lyonnaises. C'est que cette guerre cruelle des rues, qui abat le courage des plus braves, M. Thiers la faisait en n'y mettant rien de son cœur, mais toute son intelligence, avec une pointe de vanité militaire qui ajoute à l'horreur des répressions effroyables dont il donnait l'ordre. Il ménageait le sang des soldats : qui pourrait lui en faire un reproche ? Toutefois, quoiqu'il en ait fait courageusement l'aveu, dans une des journées les plus solennelles de sa vie, le 24 mai 1873, à la veille d'être précipité du pouvoir par les partis ingrats qu'il avait trop fidèlement servis, s'il ménageait le sang des soldats de l'ordre, il ne craignait pas, quand il avait jugé que force devait rester à la loi, de répandre à torrents le sang des Français qui osaient méconnaître son autorité. Qui oserait lui faire un éloge d'une telle insensibilité ? Si de pareilles louanges lui étaient adressées sans réserve et sans un violent serrement de cœur, il faudrait plaindre ses panégyristes, car ils auraient à compter, eux aussi, avec le sévère jugement de la postérité.

XLVIII

Dans cette discussion parlementaire qui suivit les événements d'avril 1834, M. Thiers se rencontra face à face avec une des plus pures et des plus nobles figures de l'ancien parti républicain, Garnier-Pagès l'ainé. Homme d'affaires consommé, orateur affable et plein de charme, doué des qualités les plus séduisantes, la finesse, la simplicité, la grâce, avec une pénétration, une sûreté de jugement, une habileté propre à tout faire entendre, sinon à tout dire, Garnier-Pagès avait conquis, dans la Chambre comme dans le pays, une grande et légitime influence. On le savait plein de droiture et de loyauté, fort attaché à la cause qu'il avait embrassée et qu'il servait en l'honorant par la dignité de son caractère et l'éclat de son talent.

Il expliqua les troubles de Lyon et de Paris par le mécontentement général et croissant de la nation. La révolution de Juillet n'avait tenu aucune de ses promesses. Elle n'avait pas

donné l'égalité. Elle n'avait pas amélioré la situation des classes ouvrières. Pourquoi la garde nationale de Lyon avait-elle été dissoute? Si le gouvernement avait confié aux citoyens lyonnais la mission de rétablir l'ordre, la lutte eût été moins longue. La garde nationale seule pouvait, en effet, être employée avec succès à la répression des mouvements populaires, parce que l'homme dont les passions sont le plus exaltées hésite à se battre contre ses voisins, contre ses chefs d'atelier, contre les patrons qui le font travailler. Le meilleur moyen de prévenir les troubles était de ne pas irriter les populations par de mauvaises lois, par des impôts onéreux. Garnier-Pagès aîné demandait des réformes pacifiques et non des répressions sanglantes, qui ne laissent après elles que la colère et les déchirements.

A ce discours, M. Thiers répondit par une série d'affirmations sur les périls que la société venait de courir. Ses déclamations sur les passions révolutionnaires assurèrent son succès devant la Chambre, sans porter bien loin, sans désarmer les ressentiments qu'au dehors il avait amassés contre lui. Il crut justifier le retard apporté par le gouvernement dans la répression, par son désir de ramener les ouvriers lyonnais à une plus saine intelligence de leurs intérêts industriels. Il tonna contre les excitations de la presse anarchique, protesta contre la pensée attribuée au ministère d'avoir voulu la révolte pour l'étouffer, et jura que les troupes n'avaient reçu l'ordre de marcher qu'à l'heure où l'émeute grondant aux abords du Palais avait osé menacer d'interrompre le cours de la justice.

« Alors, oh! alors, dit-il, quelque douloureux qu'il soit de verser le sang français, les autorités n'hésitèrent pas à faire leur devoir; elles le firent énergiquement: l'armée a fait aussi le sien, et je dis qu'elle a rempli un très grand devoir. Elle a sauvé le pays. Il est des vérités qu'il faut courageusement établir; la patrie n'est pas seulement dans ce qu'on appelle le territoire au deçà du Rhin et des Alpes; la patrie est dans l'ordre public, dans les lois, dans les constitutions, dans le maintien de la tranquillité publique. On défend sa patrie en défendant les lois, tout aussi bien et avec autant d'honneur qu'en défendant le sol sur le Rhin ou aux Pyrénées. »

Ce sont là paroles vraies et grandes. La Chambre de 1834 y applaudissait avec passion. La France de tous les temps doit y applaudir. Qui ne voit cependant qu'à mettre sur la même ligne la lutte contre l'étranger et la lutte contre ce que le parti qui est au pouvoir appelle le désordre et l'anarchie, M. Thiers inaugurerait et autoriserait une confusion funeste, et qui nous a fait bien du mal, entre les différents devoirs que leur état peut imposer à des soldats qui après tout sont, comme les révoltés qu'ils combattent, les fils de la même patrie? Cette patrie, c'est la France : elle place au-dessus de tous les biens l'union et la concorde de tous ses enfants! Oui, la patrie, ce n'est pas seulement la motte de terre que nous foulons, si chère, si sacrée qu'elle doive nous être; oui, la patrie, c'est la liberté et l'ordre sous le règne de la loi. Mais il n'en reste pas moins vrai que la conscience de tous les peuples a protesté contre l'assimilation des guerres civiles aux guerres étrangères, que c'est un dangereux appât pour des troupes que l'espoir d'une récompense obtenue par des victoires sur leurs concitoyens, et que l'ordre acheté au prix de la haine sociale sera toujours payé trop cher.

Le poète plébéien et populaire, chantre original et souvent inspiré des sentiments et des douleurs de la démocratie ouvrière, Pierre Dupont, s'écriait, après la Révolution de 1848, avec l'instinct profond d'une réconciliation nécessaire entre l'armée et le peuple :

Pour le soldat, la palme est douce
Quand le combat fut glorieux;
De Transnonain, de la Croix-Rousse,
Les cyprès nous sont odieux.
Quoi! pousser à la boucherie
Des frères comme des taureaux!
C'est faire pleurer la patrie,
Et c'est avilir des héros.

La patrie ne pleurera plus. Tous les fils de la France républicaine, unis sous le drapeau national, sont maintenant soldats. Mais pourquoi tarder si longtemps à effacer, sur le visage auguste de la République, les traces douloureuses des larmes qu'elle a versées dans ces derniers et lamentables troubles qui, pour

notre malheur et notre honte, ont été des guerres plus que civiles?

XLIX

Le ministère, en commençant le long et difficile procès des accusés d'avril, s'était mis sur les bras la plus compliquée et la plus embarrassante des affaires; la pairie risquait de demeurer écrasée sous cet accablant fardeau. Il fallut donner à l'accusation des proportions formidables. Arrestations sur arrestations, poursuites sur poursuites, rien ne fut épargné. Il y eut plus de quatre mille témoins interrogés et plus de dix-sept mille pièces mises sous les yeux des commissaires de la cour des Pairs chargés de l'instruction.

Il faut dire, à l'honneur de l'intelligence politique de M. Thiers, qu'il n'approuva point ce procès. M. Guizot, au contraire, y poussait avec un incroyable acharnement. On commença, dans la presse de l'opposition, à parler d'une amnistie. C'était la voie la plus prompte et la plus sûre pour sortir de l'impasse où l'on s'était engagé. On crut même un instant que l'amnistie avait des chances sérieuses d'être proclamée. Le maréchal Gérard, que MM. Thiers et Guizot avaient fait entrer dans le conseil des ministres, en lui donnant la présidence avec le portefeuille de la guerre, avait adopté l'amnistie comme le moyen de gouvernement le plus propre à couper court aux difficultés pendantes, et noblement lié son existence ministérielle au succès de cette grandemesure. L'amnistie comptait en outre des partisans dévoués dans la Chambre des députés; au dehors l'opinion publique s'était déclarée en sa faveur. Le roi Louis-Philippe y répugnait profondément. Il fut encouragé dans ses résistances par les deux ministres qui avaient toute sa confiance, MM. Thiers et Guizot. Entre les deux, c'était même à qui empêcherait le roi d'entrer dans la voie de la clémence et de l'oubli. Non pas que Louis-Philippe fût cruel; mais on excitait en lui la funeste passion qui pousse les hommes de pouvoir à lutter par point d'honneur contre ceux qui paraissent, en réclamant des mesures d'apaisement et de réconciliation, découvrir et désarmer les gouvernements. Le maréchal Gérard, n'obtenant pas l'amnistie, se retira. La crise minis-

térielle fut très longue, et M. Thiers, qui resta dans le cabinet reconstitué, dut s'expliquer devant la Chambre sur les causes de la retraite du maréchal président du conseil.

« Les partis, dit-il, se sont emparés de l'amnistie. Ils l'ont demandée comme un désaveu du système de gouvernement. Ils sont venus nous dire : Vous avez été cruels, sanguinaires, venez le déclarer. Et tandis qu'un parti demandait l'amnistie sur ce ton-là, un autre, celui auquel l'amnistie était destinée, disait : Je n'en veux pas, elle m'outrage ; j'aime mieux comparaître devant la justice. »

Il est bien curieux de voir à quel point, en dépit de tout ce que l'on a souvent dit, l'histoire se répète. Ce discours de M. Thiers, ne l'a-t-on pas entendu dans ces derniers temps ? Voici comment l'éminent ministre crut pouvoir justifier le refus de l'amnistie :

« On comprend, après de longues agitations, quand les partis sont fatigués, épuisés, soumis, quand ils se tiennent pour tels, on comprend, dis-je, qu'un jeune vainqueur, comme le vainqueur de Marengo, vienne et proclame l'amnistie. Oui, sans doute, rien de plus naturel, rien de plus à propos ; quand les partis ne veulent plus guerroyer, une telle amnistie finit tout, pacifie tout ; mais une amnistie que les partis présentent comme un désaveu du système de gouvernement, dont on conteste la légalité, une telle amnistie n'était pas une mesure politique qu'on pût exiger du gouvernement. »

Ainsi, c'était pour paraître fort, pour ne pas sembler abdiquer devant l'opposition, pour ne pas tomber dans une situation inférieure à celle du maréchal Gérard, que M. Thiers, soutenu par M. Guizot, repoussait l'amnistie. De telles raisons étaient indignes de son esprit. Au fond, la domination qu'il ne voulait pas subir, c'était celle du tiers parti. Sous le couvert de l'amnistie se poursuivait une chasse ardente aux portefeuilles. M. Thiers défendait le sien en croyant couvrir le roi. En réalité, il méconnaissait les véritables intérêts de la monarchie. L'amnistie pouvait être accordée sans dangers, et M. Thiers commit une faute en ne prenant pas hardiment l'initiative d'une mesure qui aurait rétabli ses affaires devant l'opinion libérale.

L

Pour en finir avec ce qui regarde la lutte soutenue par M. Thiers, ministre de la monarchie de Juillet, contre le parti républicain, il faut en venir à l'attentat de Fieschi et à la présentation des lois de septembre.

Le procès des accusés d'avril avait duré pendant les six premiers mois de l'année 1835. Les débats devant la cour des Pairs avaient été longs, embarrassés, pénibles, semés d'incidents, de péripéties et d'orages. Une partie des accusés s'était dérobée au jugement à la faveur d'une évasion demeurée légendaire. Parmi ceux qui étaient restés, on avait pu reconnaître de profondes divisions, dont les adversaires du principe républicain avaient seuls le droit de se réjouir. Les avocats avaient poussé la liberté de la défense jusqu'aux limites voisines de la provocation. Un des défenseurs des accusés lyonnais, avocat déjà célèbre dans son pays, M^e Jules Favre, en prononçant le premier mot de sa plaidoirie : « Je suis républicain », venait de prendre une des premières places à la tête du parti. Son discours fut un véritable défi porté non pas à l'accusation, mais au gouvernement.

« Vous nous accusez, avait-il dit, d'avoir attenté à la sûreté de l'État, et moi j'accuse le pouvoir de n'avoir pas déjoué cet attentat. Je l'accuse d'avoir nourri l'émeute, en attirant les insurgés sur la place publique, alors qu'il lui était facile de les comprimer. Vous nous accusez d'avoir construit des barricades ; moi, je vous accuse de les avoir laissé élever sous les yeux des agents de police et de l'autorité civile, et d'avoir jeté parmi les groupes inoffensifs des excitateurs soldés. Vous nous accusez d'avoir usé de la force contre les défenseurs de l'ordre ; moi, je vous accuse d'avoir déchiré la loi qui protège la vie des citoyens, d'avoir donné la consigne qui, à elle seule, suffisait pour allumer l'insurrection, d'avoir compromis des femmes, des enfants, des vieillards, d'avoir prolongé la lutte sans nécessité, et d'avoir enseveli sous les ruines de nos maisons nos familles qui ne vous attaquaient pas. Je vous accuse d'avoir été sourds aux demandes de trêve et de conciliation qui étaient faites de toutes parts ; et de

n'avoir pas épargné la vie des vaincus. Vous avez fait votre réquisitoire ; voilà le mien. Ils resteront tous les deux affichés à la porte de ce palais , et nous verrons lequel durera davantage, lequel la France lira avec le plus d'indignation. »

Ces paroles enflammées n'étaient pas faites pour apaiser les ressentiments qui couvaient au fond des cœurs. Parmi les autres défenseurs, deux hommes, l'un Michel (de Bourges) doué de la plus grande éloquence, l'autre Ulysse Trélat, excité par le plus ardent courage, s'étaient fait condamner par la cour de Pairs à des peines d'une sévérité exceptionnelle, après des discours dont les accents terribles retentissent encore. Le parti républicain était vaincu, mais ses débris, condamnés à l'impuissance, cherchaient à se reconstituer dans l'ombre. Les hommes d'action grondaient sourdement, attendant pour reparaitre au grand jour une occasion qui ne devait pas venir. La situation, plus calme en apparence et à la surface, restait profondément troublée. Le pouvoir inquiet ne rassurait pas la nation prompte à s'alarmer. On parlait d'une entreprise contre la personne du roi. Des rumeurs étranges et sinistres circulaient. Les journaux hostiles, républicains et légitimistes, redoublaient de violence dans l'insulte. La famille royale avait été menacée par des fanatiques dans des lettres anonymes.

Une grande revue de la garde nationale fut annoncée pour le 28 juillet, cinquième anniversaire de la révolution de 1830. A la date fixée, Louis-Philippe, accompagné de ses fils, le duc de Nemours et le prince de Joinville, ayant à ses côtés plusieurs de ses ministres, parmi lesquels le ministre de l'intérieur, M. Thiers, passait devant les troupes de la garde nationale de Paris échelonnées sur toute l'étendue des boulevards intérieurs, depuis la Madeleine jusqu'à la Bastille. A la hauteur du boulevard du Temple, une effroyable détonation éclate ; une décharge de mitraille, partie de l'une des maisons situées du côté des théâtres, vient frapper le cortège royal. Des cris de douleur s'élèvent, quarante morts ou blessés gisent sur le pavé. Le maréchal Mortier, duc de Trévise, à ses côtés une jeune fille à peine âgée de quatorze ans, six généraux, deux colonels, neuf officiers de l'état-major du roi, vingt et un spectateurs, ont été abattus. On

cherche le roi avec anxiété. On le découvre très calme, maître de lui. Il achève la revue au milieu des acclamations. La famille royale est sauvée ; la dynastie est consolidée. Un lâche et odieux attentat a été commis ; mais par qui ? On se jette sur la maison d'où le coup est parti, on y découvre un Corse, la figure couverte de sang, qui cherche à fuir. Il se nomme Fieschi. Il s'est déjà déshonoré par plusieurs vols ; il vit d'escroqueries, d'aventures et de fraudes. La police le connaît, pour lui avoir donné des secours. On lui demande s'il a des complices ; il fait des aveux et dénonce deux hommes, Morey et Pépin, qui tous les deux ont été affiliés aux sociétés secrètes républicaines ; et voilà tout un parti compromis dans le complot abominable de quelques fanatiques, dont l'intelligence n'était pas même à la hauteur de leur crime ! Les ministres de la monarchie de Juillet, M. Thiers au premier rang, se donnèrent le tort inexcusable de rejeter la responsabilité de cette épouvantable catastrophe sur leurs adversaires politiques. Armand Carrel se vit enveloppé bassement dans la recherche des auteurs de l'attentat de Fieschi, et M. Thiers, loin de protester, maintint son ancien ami dans la prévention. Pourquoi le faire arrêter ? M. Thiers n'avait pas à se venger de l'opposition d'Armand Carrel, qui l'avait toujours ménagé. C'était donc un calcul politique pour jeter le déshonneur sur le parti républicain, dont Carrel était le chef reconnu et respecté. Triste et déplorable aveuglement de l'esprit de parti ! M. Thiers ne vit pas que, en essayant de souiller la cause qu'il détestait, c'était une tache qu'il imprimait sur sa mémoire et qui ne peut plus être enlevée.

Le crime du boulevard du Temple était l'œuvre atroce de deux ou trois hommes ; mais, dans le parti conservateur, c'était à qui conseillerait les mesures les plus exorbitantes. « Ce fut au point, raconte M. Odilon Barrot dans ses *Mémoires*, que le duc d'Orléans, prince héritier de la couronne, se vit obligé de faire cette réponse à un général de la garde nationale qui se montrait plus violent que les autres : « De la justice prompte et sévère, à la bonne heure ! mais qu'on ne fasse pas de cet attentat une exploitation. » Le ministère ne se montra pas aussi sage et aussi politique que le prince royal. La Chambre des députés fut

saisie d'une série de projets de lois qui ont gardé dans l'histoire le nom de lois de septembre. M. Sanzet fut le rapporteur de la loi qui dépouillait le jury de l'attribution générale et exclusive que la charte constitutionnelle lui avait faite du jugement de tous les délits de la presse. Cette attribution était transférée à la Cour de Paris pour tous ceux de ces délits qui constituaient un attentat contre la sûreté publique, ou une provocation à l'insurrection, ou une offense envers le roi.

C'était une violation formelle de la Charte ; c'était renier de plus la glorieuse révolution de Juillet faite au nom de la liberté de la presse, gardienne et protectrice de toutes les autres libertés ; c'était enfin, pour des écrivains, des journalistes comme MM. Thiers et Guizot, l'apostasie éhontée. L'étonnement fut au comble. « Que j'étais loin de m'attendre, s'écria M. de Lamartine, à cette loi de mort, à cette loi de marque contre la presse, à cette loi qui restera comme une date dans les annales des aberrations, des ingratitude humaines ! La honte du pays et du temps rejaillira sur nous si nous l'adoptons ; ce serait un escamotage du pouvoir. Il n'est pas bon pour vous ni pour nous qu'il en soit ainsi. Les peuples pardonnent quelquefois à ceux qui les asservissent, jamais à ceux qui les trompent. »

Un grand événement parlementaire survint. M. Royer-Collard qui, depuis la révolution de 1830, s'était tenu éloigné de la tribune, y monta pour flétrir avec tout ce qu'il y avait d'âpre mais aussi d'élevé dans sa parole cette législation toute draconienne. « Je repousse, dit-il avec une hauteur dédaigneuse, ces remèdes funestes où la ruse respire, la ruse, sœur de la force et qui est une autre école d'immoralité. Les remèdes auxquels M. le président du Conseil se confiait hier, illusion d'un homme de bien irrité, sont des actes de désespoir, et ils porteraient une nouvelle atteinte à la liberté, à cette liberté dont nous semblons avoir perdu l'intelligence et le besoin, achetée par tant de travaux, de douleurs, de sang répandu pour sa noble cause. Ayons plus de confiance dans le pays : rendons-lui honneur. » Demander aux ministres de la monarchie de Juillet de faire confiance au pays, c'était beaucoup demander à des hommes qui avaient pu réduire leurs ennemis par la force, mais qui n'étaient nullement

délivrés du mal social de la peur et qui cherchaient partout des moyens de défense.

M. Thiers eut le redoutable honneur de répondre à M. Royer-Collard. Son discours, extrêmement étudié avec toutes les apparences d'une improvisation, roula tout entier sur la maxime politique qu'un gouvernement établi ne doit pas laisser discuter son principe. Le but du projet de loi était de mettre au-dessus de toute atteinte le prince et la Constitution. La cour des Pairs était une juridiction établie par la Charte ; ce n'était donc pas violer le pacte fondamental que de déférer des délits et des crimes à une juridiction constitutionnellement établie. A travers son argumentation souvent puissante, mais où se glissèrent aussi maints sophismes, M. Thiers laissa percer sa haine invétérée de la Restauration et la profonde irritation que causait au pouvoir l'opposition d'un homme tel que M. Royer-Collard, qui venait joindre l'autorité de sa parole et de son nom aux efforts des adversaires de la dynastie.

L'impression causée par M. Thiers fut grande. La loi passa à une majorité considérable. Le ministère se sentit fortifié par l'adhésion de la grande majorité des conseils généraux. On crut trouver des garanties de la paix publique dans cet ensemble de lois, les plus répressives que l'on eût établies en France depuis la suppression de la censure. On ne remarqua point assez que la monarchie constitutionnelle venait d'ébranler ses propres bases en s'attaquant à la presse et au jury. On était sorti de la politique des principes pour tomber dans les expédients. Les ministres du roi Louis-Philippe furent dès lors accusés de tout sacrifier aux vues personnelles du prince. La presse était bâillonnée ; le jury destitué ; la pairie rabaissée et compromise dans la défense quotidienne des intérêts dynastiques. Le maintien, par tous les moyens, de la famille d'Orléans sur le trône élevé en Juillet parut être le dernier mot d'une politique égoïste et sans attaches directes avec la nation. La royauté ne tarda pas à être isolée dans la France. Alors commença ce système d'énervement et de lente corruption qui devait aboutir à la ruine de la monarchie. Le peuple de Paris s'habitua bien vite à ne plus voir dans cette institution que la gardienne et la protectrice des intérêts de la haute bourgeoisie. La

profonde paix intérieure dont le pays ne cessa plus de jouir favorisa le débordement des passions égoïstes. Les murmures des partis ayant fini par s'éteindre, les classes dirigeantes s'abandonnèrent à toutes les jouissances du pouvoir, dans un silence qui les endormit au sein d'une fausse quiétude. Les idées démocratiques d'égalité et de fraternité n'eurent bientôt plus que de rares représentants dans la presse et dans les Chambres; mais elles trouvèrent un refuge dans l'âme enthousiaste de ceux qui ne perdirent point de vue le peuple généreux des grandes villes et ne voulurent pas désespérer de sa cause. Le parti républicain n'existait plus à l'état de force militante; mais à Paris, dans les centres ouvriers, dans les grandes écoles de la jeunesse, dans la mansarde du poète, dans l'atelier de l'artiste, sous l'humble toit du médecin et de l'homme de loi des petits bourgs, au fond même des campagnes les plus retirées, il n'eût pas été difficile de rencontrer à chaque pas quelque pieux fidèle, prêt à réciter, des lèvres et du cœur, la belle prière, toute pleine d'une mystique poésie, de George Sand en ses *Lettres d'un Voyageur* :

« République ! aurore de la justice et de l'égalité, divine utopie, soleil d'un avenir peut être chimérique, salut ! Rayonne dans le ciel, astre que demande à posséder la terre. Si tu descends sur nous avant l'accomplissement des temps prévus, tu me trouveras prêt à te recevoir. Mes amis, mes maîtres, mes frères, salut ! Mon sang et mon pain vous appartiennent, en attendant que la République les réclame... »

E. SPULLER.

LA

DÉFENSE DES CÔTES

I

La défense des côtes est actuellement partagée en France entre le Département de la marine et celui de la guerre, suivant une ligne de démarcation variable selon que l'on est en paix ou en guerre. En paix, l'organisation, l'armement des batteries qui ont vue sur la rade, l'installation des défenses sous-marines fixes ou mobiles appartiennent au commandant en chef préfet maritime : quant à la place même où il réside, aux forts qui la défendent, aux batteries qui ont vue, non sur la rade, mais sur la mer, c'est le ministre de la guerre qui pourvoit à leur armement, qui décide non seulement de la nature des travaux à entreprendre, mais encore de leur urgence, de l'époque à laquelle on les commencera ; les troupes de la marine sont sous les ordres du vice-amiral, celles de la guerre dépendent du commandant de corps d'armée. Que la guerre éclate et, du jour au lendemain, le vice-amiral prend le commandement en chef de toute la défense ; dans un rayon considérable, il étend son action sur les troupes de terre qui s'y trouvent stationnées.

Quant aux ports de commerce, à l'immense développement de côtes en dehors des cinq ports de guerre et de leur zone d'action, la défense en appartient exclusivement, en paix comme en guerre, à l'autorité militaire.

A l'étranger, les conditions d'organisation varient naturellement selon les conditions de la défense elle-même et le mode

de recrutement du personnel marin. Il serait donc peu utile de chercher hors de chez nous des termes de comparaison ou une organisation que nous ne pourrions imiter quand même nous y trouverions des avantages ; il faut absolument restreindre l'étude de cette question à l'examen des ressources que nous possédons, à la recherche de la meilleure manière de les mettre en œuvre.

En temps de paix, il est incontestable qu'un ministre de la guerre doit tout d'abord songer à assurer la défense des frontières, à barrer par des forts les passages par lesquels pourrait pénétrer un envahisseur ; les ressources du budget sont limitées et les batteries de côte ne doivent nécessairement venir qu'en seconde ligne : on y fera passer les pièces un peu démodées, on les protégera seulement, et à juste raison, quand les forts de la frontière seront complètement en état de résister.

En cas de guerre, la principale préoccupation du ministre (et, dans un pareil moment, la principale préoccupation devient bientôt l'unique) doit être de porter à la frontière menacée toute son armée mobilisée. Sans aucun doute, le plan de mobilisation aura prévu quelles troupes doivent être affectées à l'armement de telle batterie, à la défense mobile de telle partie du littoral ; mais pourra-t-on les faire voyager sur les voies ferrées, alors que celles-ci seront employées à la grande mobilisation ? Sans aucun doute, elles rejoindront leur poste, mais quand ? Et pendant cette période, de quelques jours seulement peut être, mais qui suffirait à un adversaire audacieux, que deviendront la défense des ports de guerre, la protection des immenses richesses qui y sont accumulées ? Aux officiers de l'armée active, actuellement détachés dans les ports, il faudra substituer des officiers de réserve, de l'armée territoriale ; ce ne seront peut-être pas les meilleurs ; et, au milieu de tout ce mouvement de personnel, le préfet maritime, ce commandant en chef à qui, en paix, on n'a guère donné du commandement en chef que les plumes blanches, abandonné à ses propres moyens, aux marins de la division qui pourront seulement y passer appelés par les embarquements, aux troupes disponibles de l'artillerie et de l'infanterie de marine, obligé d'étudier les ressources de la place confiée à son honneur militaire, de visiter ces batteries dont, il y a peu

de temps encore, l'entrée lui était interdite ; cet officier général à qui, du jour au lendemain, sans préparation possible, incombe une telle responsabilité, que fera-t-il ? Puis les renforts lui arriveront : le nombre ne fera, certes, pas défaut : l'armée territoriale le fournira, mais quels services utiles pourront-ils rendre, du moins au début, dans la manœuvre des énormes pièces de 27 ou de 34 centimètres ? Le pointage dans les batteries de côte n'est nullement comparable au pointage à terre sur un but fixe, et nous ne surprendrons personne en disant que les canonnières marins seuls feront de bons pointeurs dans les combats contre les cuirassés. En admettant même qu'on puisse exercer, lors des réunions de l'armée territoriale, l'armement des batteries de côte à son futur service, ce qui peut paraître douteux, il est bien certain qu'on ne leur donnerait jamais de cette manière qu'une instruction tout à fait insuffisante.

D'autre part, nous l'avons dit, il y a dans la défense du port certaines batteries qui ne sont pas du ressort de la marine : ce sont celles qui regardent la pleine mer, et il paraît bien difficile de faire installer des pièces par ceux qui n'auront probablement pas à les servir. Les plans des batteries, leurs dispositions générales, sont arrêtés, nous le savons, par la commission de défense des côtes dans laquelle la marine compte plusieurs représentants ; mais les détails de l'armement, qui ont une importance si considérable pour la bonne utilisation des canons, qui doivent être spécialement étudiés en vue du combat contre les navires, sont entièrement abandonnés à l'artillerie de terre.

La défense des côtes et des ports est aujourd'hui une œuvre complexe, puisant ses éléments non seulement dans les batteries ou les lignes de torpilles, mais encore dans les garde-côtes cuirassés, les canonnières et chaloupes canonnières, les torpilleurs, et enfin dans une force militaire mobile apte à se transporter sur la côte et à repousser les débarquements. Tous ces éléments de résistance doivent concourir au but commun ; leur indication suffit pour montrer combien l'élément maritime l'emporte sur l'élément militaire, comment, par suite, le commandement en chef ne peut appartenir qu'à l'autorité maritime. C'est là un point qui n'est plus contesté aujourd'hui : nous voulons seule-

ment indiquer que ce commandement doit s'exercer en temps de paix comme en temps de guerre, et rappeler, en outre, qu'il faut lui donner une extension assez grande pour que les troupes mobiles de terre, par exemple, ne puissent, en se plaçant au delà du rayon d'action du préfet maritime, échapper à ses ordres.

II

Nous n'avons envisagé jusqu'à présent que les cinq ports de guerre et la partie des côtes qui leur est rattachée. Le reste du littoral, les ports de commerce, sont absolument sous la dépendance de l'autorité militaire. Là, pourtant, les conditions de la défense sont les mêmes que pour les ports de guerre ; là, pourtant, plus encore que dans le cas précédent, les conséquences de la mobilisation seront sensibles. Qu'il s'agisse de la rade de Cherbourg ou de celle du Havre, de l'embouchure de la Gironde ou de celle de la Charente, il faut dans tous les cas les mêmes canons à terre, les mêmes lignes de torpilles, les mêmes gardes-côtes, les mêmes torpilleurs. Il y a même plus, la défense du côté de terre devient dans ce cas tout à fait secondaire ; la possession de Marseille ou de Saint-Nazaire n'entraînerait pas, pour un ennemi, des avantages tels qu'il songeât à un débarquement pour s'en rendre maître ; les défenses du côté de terre ne deviennent utiles que pour les ports qui, comme Dunkerque, appartiennent à la fois à la frontière maritime et à la frontière terrestre. Pour tous les autres, l'importance prédominante de la défense maritime s'accroît nettement et implique par cela même la nécessité de confier ce service à la marine (1).

Il ne faudrait pas croire, d'ailleurs, qu'il soit superflu de s'occuper de la défense des ports de commerce ; les dernières guerres ont prouvé qu'il ne faut pas songer à la neutralisation des villes ouvertes : toutes payeront leur rançon, et s'il est nécessaire de donner aux grands ports des moyens de défense complets, les protégeant même contre une escadre cuirassée tentée

(1) Cette remarque s'applique à toutes les batteries disséminées sur la côte où le marin peut mieux que personne reconnaître les navires ennemis et les combattre.

par la proie qui lui serait offerte, il est indispensable d'assurer à tous une protection contre les insultes de quelque croiseur entreprenant; dès qu'on s'est décidé à répartir sur tout le littoral les millions destinés à l'amélioration des ports de commerce, on s'est par cela même engagé à ne pas dépenser ces millions en pure perte en les laissant à la merci de quelques obus heureux.

Il se présente, d'ailleurs, au sujet des ports de commerce, une question toute spéciale : il s'agit de savoir s'ils ne doivent pas, jusqu'à un certain point, être appelés à prendre leur part des travaux de protection. En principe, ces travaux ne doivent avoir pour but que la défense nationale : jamais, sauf dans ce cas, on n'a songé à les appliquer à la protection de richesses particulières, et il est de toute justice d'y faire coopérer en partie les intéressés. Que l'on construise des forts sur les hauteurs qui dominent le Havre, que l'on attache à la défense de ce port en cas de guerre quelques gardes-côtes, ce n'est pas pour prévenir un débarquement, pour empêcher nos ennemis de prendre sur notre sol une base d'opérations : c'est surtout pour protéger les magasins, les docks, les navires que renferme le port. Il semblerait donc utile que les négociants, les chambres de commerce, qui ont un intérêt personnel à ne pas voir l'incendie détruire leurs richesses, à ne pas être à la merci des contributions de guerre, concourussent pour une part notable aux travaux de défense.

III

L'armement des batteries, qui peuvent avoir à se mesurer avec des navires, doit être confié aux marins (1); nous voyons à cela deux avantages primordiaux : le premier, nous l'avons indiqué, c'est l'instruction spéciale que ces hommes ont reçue sur la flotte, c'est la possibilité pour eux de reconnaître plus facilement les ennemis, de saisir le but dans ses mouvements d'oscillation; le second, c'est la facilité que l'on apporte ainsi à la mobilisation de la défense des côtes.

(1) Que l'on complète peu à peu l'armement des batteries par des servants auxiliaires de l'armée territoriale, rien de mieux; mais les chefs de pièce, une partie notable de l'armement, doivent toujours appartenir à la marine.

Les pêcheurs, les hommes de l'inscription maritime qui resteraient disponibles, cette population de quarante à quarante-cinq ans que les armements laisseraient dans les quartiers, formeraient le premier noyau de la défense des côtes; ce ne serait pas là du nouveau, car un système analogue existait déjà autrefois, mais ces vieilles organisations, modifiées suivant les exigences modernes, ne sont pas toujours les plus mauvaises. A côté de ce groupe d'hommes, réunis dès les premières menaces de guerre dans les batteries voisines de leur résidence, viendraient se placer successivement les renforts territoriaux rendus peu à peu disponibles.

En même temps que les batteries des ports, confiées à l'artillerie de marine et aux canonnières de la division, recevraient leur armement, les colonnes de la défense mobile se formeraient sous la direction du préfet maritime qui, de longue date, aurait pu étudier les ressources des troupes affectées à son arrondissement, qui connaîtrait leurs chefs et saurait régler leur utilisation de la manière la plus avantageuse.

Rien ne serait plus facile, d'ailleurs, que d'exercer chaque année dans les batteries des côtes ou des ports, au besoin même dans les détails de la défense sous-marine, les hommes de l'inscription maritime qui seraient affectés à ce service; nous ne saurions trop le répéter : la différence est si grande entre les pièces ordinaires et les pièces de côte, entre les manières de servir les unes ou les autres, que des batteries sans armement spécialement dressé doivent être considérées comme absolument inutiles.

La remise à la marine de toutes ces batteries de côte aurait, d'ailleurs, un sérieux avantage : celui d'utiliser un grand nombre d'officiers fatigués par le service de la mer, par leurs longues campagnes, et pouvant cependant rendre d'excellents services là où il suffit d'avoir du sang-froid, le coup d'œil marin, du commandement et du courage, toutes qualités que nul ne dénierait à nos officiers. Créer deux cadres bien tranchés, sans retour possible au cadre naviguant dès qu'on l'aurait quitté, dégager celui-ci d'un grand nombre de non-valeurs qui gravitent péniblement aujourd'hui entre les divisions, les bâtiments-écoles, les majorités et les directions des mouvements des ports, accorder

en même temps à d'anciens serviteurs la possibilité d'une sorte de retraite améliorée, avec une mission de surveillance sur le personnel et le matériel, dont ils seraient chargés au jour du danger : telle paraît être l'une des solutions qui assureront à nos officiers de marine des conditions d'avenir auxquelles ils ont droit, des conditions meilleures que celles qui leur sont forcément faites aujourd'hui.

IV

Comme on le voit, le plan d'organisation que nous soutenons a pour point de départ l'unité de commandement en paix comme en guerre; — ce point de départ, c'est la création de grands commandements maritimes dont les titulaires ne posséderont pas seulement des pouvoirs nominaux, mais aussi une action réelle sur l'organisation de la défense des côtes.

Le commandant en chef maritime, — le préfet maritime, si ce nom doit lui rester (quoiqu'il eût semblé plus rationnel de le supprimer du jour où à des fonctions d'administration supérieure on a substitué une véritable action militaire), — aurait dans ce cas la haute direction non seulement de l'arsenal, du personnel qui lui est affecté, mais encore de tous les services maritimes, de tous les établissements dispersés sur la partie de territoire qui lui serait attribuée : un contre-amiral, chef d'état-major, — un second chargé de la défense des ports et côtes, — un officier ayant le commandement en sous-ordre des navires dépendant du commandant en chef, navires disponibles, prêts à prendre la mer (la réserve), — un directeur pour chacun des établissements placés dans l'arrondissement, arsenaux du génie maritime pour la construction et les réparations non courantes des navires, des machines et du matériel, arsenaux d'artillerie pour la confection des canons, affûts et projectiles, — un commissaire général ordonnateur; voilà ce qui formerait l'ensemble des pouvoirs secondaires par lesquels le préfet maritime exercerait son action. Il serait nécessaire qu'un personnel d'ingénieurs militaires fût détaché au service de la marine pour la construction de ses forts et batteries, que des troupes constituées fussent, en principe et con-

stamment, affectées à la défense des côtes (1), soumises à une sorte d'inspection de la part des chefs qui devraient un jour les commander. Le budget, enfin, devrait être remanié, pour assurer à la marine les moyens de satisfaire à ces nouvelles dépenses.

On nous objectera peut-être que ce serait là une diminution notable des attributions du ministère de la guerre ; mais aux attributions correspondent des charges, et qui ne sait combien sont grandes celles du ministère de la guerre en temps de paix et surtout en temps de guerre ? Moins chargé de détails, représenté sur les lieux mêmes par ses agents les plus importants, ceux qu'il peut choisir les meilleurs, le département de la marine, au contraire, peut placer au rang de ses préoccupations les plus intéressantes la défense du littoral reliée à celle de ses établissements. Nous ne sommes plus au temps où l'on pouvait se disputer quelques prérogatives de fonctions ; la meilleure utilisation des forces publiques, l'affectation des divers services aux administrations pouvant le mieux les diriger, doivent être notre seul but : il appartient à la République de mettre chaque homme à sa place, d'affecter chaque service à l'administration réellement compétente.

Paul MARCHAND.

(1) Ces troupes viendraient s'ajouter à l'artillerie et à l'infanterie de marine, qu'il n'y aurait plus lieu évidemment, dans l'ordre d'idées où nous nous plaçons, de faire passer au département de la guerre.

LE FORESTIER

QUATRIÈME PARTIE

LES AMIS

I

Besnardeau le marchand de bois fréquentait de plus en plus la maison du Plantis. Sans cesse en relations d'affaires avec le régisseur, il inventait mille prétextes pour entrer là, s'installer près du feu, agir comme chez lui. On parlait dans le pays de son mariage avec la demoiselle. Effectivement il se montrait galant envers Henriette, mais galant à sa manière.

Cet homme de la forêt avait quarante ans. Corpulent, coupe-rosé, d'allure massive, l'œil effronté, la lèvre inférieure affaissée, le verbe haut et le rire épais, il possédait à quatre lieues à la ronde la réputation d'un « noceur fini ».

On le voyait ordinairement vêtu d'un costume de velours à côtes. Son mètre articulé sortait à demi d'une immense poche à la hussarde. Sa cravate de couleurs voyantes, tendue lâche autour d'un cou de taureau, se terminait par un nœud à la marinère. Il ne portait pas de barbe, sauf une touffe oblongue au menton. Sur son front bas poussaient des cheveux rouges, en épis. Son chapeau de feutre mou restait en toute circonstance sur sa tête, mais il touchait légèrement le bord en disant :

— C'est avec la permission de ces dames.

Il aimait à lancer aussi comme phrase d'entrée :

— Y a-t-il moyen de moyenner ?

Besnardeau gagnait de l'argent. On le disait même peu scru-

puleux sur sa façon d'exécuter les marchés. Néanmoins il restait pauvre autant qu'à son point de départ, dépensant au dehors ses bénéfices à pleines mains après chaque opération. Il appelait cela : tirer une bordée. C'était le bohème des Chemins-Verts.

Son métier de marchand de bois le forçait à séjourner un peu dans toutes les villes de la région, pour sous-céder les lots de ses coupes. Il avait plus d'une fois fait la ripaille dans les guinguettes à tonnelles dépeintes. Les cafés chantants constituaient son suprême plaisir. Ses libations copieuses avec les petits entrepreneurs, son admiration tapageuse pour les extras frelatés de toute nature, faisaient de lui — autant que son tempérament — l'homme des choses malsaines. Sa pose (tout être inintelligent obéit à une pose) était de faire dire de lui :

— Quelle pratique tout de même, ce Besnardeau ! La semaine passée, au Mans, il a mangé au moins cent francs dans sa journée.

Il prenait la grossièreté pour une distinction. Ses goûts s'arrêtaient au vermouth.

Ce lourdaud, sans cesse en escarmouche avec toutes les filles d'auberge, répétait bruyamment les anas graveleux des maisons suspectes et se serrait contre ses voisines, en voiture publique, avec des réflexions à double entente.

Sa liaison avec Marcel lui donnait accès au Plantis ; il trouva en face de lui une fille jeune et s'en occupa, pour tuer le temps. Peu à peu, brutalement attentif, il fit l'inventaire d'Henriette. Ses yeux allaient ici et là, hardis et pesants. Il y a des regards qui mettent au supplice les honnêtes femmes. Avec certains individus la plus innocente éprouve, à l'aborder, une sensation de malaise et devient pourpre.

Besnardeau ne nourrissait de projets d'aucune sorte. Se trouvant là, désœuvré, il obéissait à l'appétit, comme une bête. Ses mains avaient d'audacieuses indiscretions ; il tenait à la demoiselle les mêmes propos qu'aux scieurs de long. Il la suivait dans le jardin, et pendant qu'agenouillée elle faisait sa récolte de légumes pour le dîner, il inspectait les hanches ou les épaules, et son visage se colorait légèrement. Dès qu'elle se rendait au juchoir pour dénicher les œufs de ses poules, il s'empressait,

feignait de tenir le pied de l'escabeau par prudence, et se baissait pour la voir monter.

Henriette le prenait en aversion. Pure sans être ignorante, car les mystères de l'étable ou du toit voisin instruisent, vite et quoiqu'on fasse, les filles de la campagne, elle comprenait vaguement les préoccupations cyniques de cet individu et se sentait souillée par ce contact. Le respect d'elle-même, la direction naturelle de ses pensées l'entraînaient à fuir devant la bassesse brutale de tels hommages; mais elle n'osait exprimer dans le tête-à-tête son mépris au marchand de bois, car l'instinct l'avait avertie qu'il profiterait de la circonstance pour lui répondre quelque chose d'énorme.

Elle essaya de prévenir son père; mais au premier mot celui-ci haussa les épaules :

— Voilà bien les petites filles d'aujourd'hui; elles s'imaginent toujours qu'on se met martel en tête pour elles! Fiche-moi la paix.

Maitresse Marcel comprit mieux les demi-confidences de sa chérie. Elle qui ne savait que s'accagner dans sa chaise, une fois la cuisine faite, redevint active et toujours prête pour accompagner Henriette pas à pas lorsque l'intrus était au Plantis. Ce fut une lutte sourde, la protection muette du corps par l'ombre. La mère ne pouvait se fâcher : *le bourgeois* lui aurait donné tort; d'ailleurs il n'y avait rien. Mais elle vint à temps et garda son poste.

Le régisseur, à ce moment même, subissait de grands ennuis qui le rendaient fort irritable. Il aurait mal reçu l'annonce de ces tracasseries domestiques, d'autant plus que Besnardeau était son confident. Marcel, pour la première fois, entra en guerre avec les *usagers* des Chemins-Verts. Toute forêt, on l'a dit, sert de nourricière à la population riveraine. Les bois de l'État, administrativement mieux gouvernés, n'échappent pas eux-mêmes à l'invasion. Certains de ces empiètements ont jadis été consacrés par le droit féodal sous forme de concessions d'usages. Notre législation moderne a ratifié le fait accompli. Elle l'a même perpétué, puisque le propriétaire du domaine grevé ne peut que racheter sa liberté à prix d'argent ou rendre les envahissements moins

dommageables par le cantonnement. Et cependant ces servitudes sont exorbitantes, car tels usagers possèdent le droit de panage, variété de pâturage s'appliquant au parcours des porcs; tels autres le droit d'affouage, faculté de s'approvisionner de bois de chauffage pour soi et les siens; tels autres le droit de maronage, c'est-à-dire permission de prendre en forêt du bois de construction. Le droit de pacage — le plus commun de tous — qui est la consommation sur place des herbes forestières par les bêtes à cornes, appartenait à tous les riverains des Chemins-Verts. Or l'été de 1868 fut brûlant, les fourrages manquèrent : on demanda à faucher les herbes afin d'en nourrir les bestiaux à l'étable. Marcel, désireux de restreindre des incursions fécondes en abus, n'autorisa l'enlèvement que sur les lisières. On murmura. Un bordier eut le malheur de dire :

— Marcel n'est pourtant qu'un paysan comme nous.

Besnardeau excita sournoisement son compagnon à la résistance : celui-ci alors défendit d'entrer en forêt avec une faux.

— Ah! je savons ben, crièrent à l'envi les habitants, que c'est le marchand de bois qui nous fait mettre hors des coupes; et j'avons des yeux pour en connaître la raison. C'est plus commode d'être tout seul quand on veut marquer plus d'arbres qu'on n'en a acheté, pour les avoir par-dessus le marché.

Ce propos exaspéra le régisseur, qui fit son compte : effectivement des arbres non vendus avaient été enlevés. Dans sa colère aveugle il prit le parti de Besnardeau qui le circonvenait de son mieux, soupçonna les usagers et organisa une surveillance impitoyable en vue d'empêcher toute coupe d'herbes.

Au mois d'août, la désolation était générale, l'irritation extrême. Un dimanche, les usagers se réunirent afin d'exposer une dernière fois leur misère à Marcel. Une vingtaine d'entre eux se présentèrent au Plantis.

— Le maître n'est pas ici, leur répondit la bonne femme que ces visages refrognés rendaient inquiète.

— Où donc est-il? Faut qu'on lui parle.

— Je pense qu'il est au pavillon. Revenez à la brune.

— J'irons ben le trouver.

Le pavillon, situé dans la partie opposée des Ventes, était un

ancien pavillon de chasse dont Marcel avait fait son pied-à-terre pour la régie des bois. Lorsqu'il était appelé chez le notaire à propos des règlements périodiques de ses comptes, il emportait ses registres, touchait la somme nécessaire ; et comme le pavillon se trouvait sur son chemin, plus près des villages, il évitait le transport de l'argent en s'y arrêtant au retour pour faire la paye. C'était une vieille habitude, remontant sans doute à l'époque où les sentiers n'étaient pas sûrs, passée à l'état de tradition invariable, ainsi que cela se produit pour toutes choses dans la vie routinière des campagnards.

Ce jour-là le régisseur avait rapporté une forte sacoche d'argent blanc, car les forestiers n'ont pas de monnaie à rendre, et révisait les feuilles de travail en attendant l'heure des visites.

Le rez-de-chaussée du pavillon était occupé par l'écurie, la remise et le chenil servant de séchoir aux jones de l'étang. Un escalier extérieur en bois, abrité sous un prolongement du toit, conduisait aux trois chambres du haut : un vaste dortoir, une cuisine et la salle à manger. C'est dans cette pièce, encore meublée, que se tenait Marcel, près des degrés.

Un bruit de pas lents et lourds résonna sur l'escalier. Le garde leva la tête, attendant les ouvriers du domaine ; ce furent les usagers qui se montrèrent.

— Salut, la compagnie, dirent les plus avancés. Y a-t-il moyen de vous lâcher une parole, monsieur Marcel ?

L'autre avait froncé les sourcils.

— Que voulez-vous ?

— Parle donc, toi, fit le premier entré à celui qui venait par derrière.

— Non, pas moi, répondit celui-ci en se récusant. Je suis enrhumé.

Ils se regardaient les uns les autres. Enfin une voix s'éleva sur la dernière marche.

— Je causerai ben pour tout le monde, moi.

Un grand bûcheron, dont la femme avait deux vaches, passa au premier plan, montrant une mine franche et résolue.

— C'est La Volige qui va s'expliquer, murmura-t-on à voix basse. Écoute un peu si c'est tapé. Il s'en charge !

— Monsieur Marcel, on vient comme ça vous trouver, d'amitié. Le monde pâtit de ce temps-là, voyez-vous. Je venons vous redemander les herbes à faucher.

Le garde n'était pas homme à céder devant ce qu'il considérait comme une mise en demeure. Il interrompit brusquement La Volige dès l'exorde. Debout, la main sur le dossier de sa chaise, le corps cambré dans une attitude orgueilleuse, il répondit durement :

— Chacun a droit de garder sa vache à vue dans le bois. Faites-le. Mais je ne vous dois que cela, vous n'aurez pas un fétu de plus.

— Voyons, c'est des mauvaises raisons, tout ça. Vous nous ruinez ; faudra vendre nos bêtes qui n'ont que les os.

— Au grand jamais, depuis qu'il y a des Chemins-Verts, on n'a été si rude aux bordiers.

— C'est nous détruire par fantaisie, nous qui ne ferions pas de mal à une mouche.

— Oui dà ? Je crois pourtant que vous faites du mal à mes arbres, sous couleur de ramasser votre herbe. Il y a des voleurs de bois, par ici !

Cette accusation injuste, autant que le refus lui-même, emplissait ces âmes droites d'une indignation grandissante.

— Voilà comme on nous traite, parce que nous sommes du pauvre monde.

— Patience, ça n'aura qu'un temps.

— Sortez d'ici.

— Si mes enfants crèvent à la peine, payeras-tu le médecin, mauvais richard ?

Les têtes s'échauffaient. Une fois descendus, les riverains s'arrêtèrent en groupe dans la ligne. Il y eut des cris, des injures ; quelques pierres furent lancées vers les fenêtres.

Marcel jugea impossible de faire la paye au milieu d'un pareil tumulte. Les ouvriers de bois allaient tomber en pleine effervescence et prendre évidemment fait et cause pour leurs voisins. Mieux valait partir. Il cacha ses registres avec son argent sous une pile de sacs vides, sortit, ferma la porte à double tour et descendit lentement les marches.

Cet homme ne manquait pas de courage; ses allures calmes imposèrent. Les bordiers ne se dérangèrent pas d'un pouce pour le laisser passer, il dut côtoyer le fossé; mais aucun d'eux ne fit mine de le provoquer. Les voix s'élevaient. Sans que personne lui adressât directement la parole, tous lui lançaient de vagues menaces. Il ralentit encore le pas, mais sans répondre, et ne se détourna qu'en gagnant le sentier du Plantis. Nul ne le suivait.

— Faites-en ramasser trois ou quatre, les autres se calmeront, conseilla gaiement Besnardeau dès que son hôte l'eut mis au courant. Laissons ça, j'ai apporté de l'anisette; je suis un vrai Roger Bontemps, moi.

Malgré ses affectations de belle humeur, le marchand de bois ne dérida personne. Marcel, tout soucieux, songeait aux difficultés incessantes que cet état de guerre susciterait à sa régie peut-être compromise.

— Et puis, pensait-il encore, avec ces gars-là contre moi, je ne serai pas renommé aux élections municipales.

S'il eût été moins autoritaire et moins vaniteux, il eût cédé.

— Que les braillards viennent me faire des excuses, dit-il enfin; je verrai.

Sur cette réflexion, le garde se leva. Besnardeau allait partir. Dix heures sonnaient.

En même temps quelqu'un frappait violemment à la porte. Henriette ouvrit. C'était un des gardes, éperdu, hors d'haleine.

— Le feu! Le feu est dans la forêt, cria-t-il du seuil.

— Misère de ma vie! Où ça,? Où ça?

— Aux sapins des Buttes-Blanches, et le vent rabat par en-dessous!

L'homme affolé, sans un mot de plus, retourna courant par la ligne, soufflant dans sa corne d'appel et lançant dans le vide les mots sinistres :

— Au feu, au feu!

Le régisseur bégaya : Ce n'est pas vrai.

On courut au grenier, les têtes se penchèrent à la lucarne. Dans le lointain, tout en haut, de larges reflets brunâtres tachaient l'horizon noir. Un nuage opaque s'élevait par moments dans la lumière mobile, puis des spirales roses perçaient la

fumée, avec de rapides étincelles mouchetant, au-dessus, les ténèbres.

— Oh! s'exclama l'homme du Plantis; les misérables! voilà comme ils se vengent!

Arrivé dans la cour en quelques bonds :

— Besnardeau, courez-y, rassemblez du monde. Surtout des serpes et des pelles. J'attelle la grise, moi; il faut prévenir au bourg et faire sonner le tocsin. Je vous rejoindrai là-haut.

Il ne pouvait boucler les guides, tant ses mains tremblaient. Sa fille l'éclairait, une main placée en abat-jour à cause du vent; maîtresse Marcel, en larmes près du marchepied, lustrait le chapeau du coin de son tablier.

— Tiens, mon homme, coiffe-toi donc. Tu es en nage, tu attraperais un chaud refroidi.

Toutes deux n'eurent que le temps de s'écarter, Marcel partit à fond de train. Les roues sautaient en coupant la crête des ornières sèches.

II

Lorsque le marchand de bois parvint aux Buttes-Blanches, les habitants accouraient déjà de toutes parts. La terreur du feu est inexprimable dans les pays déserts, surtout la nuit. L'alarme se répand avec une rapidité surprenante. On parle de réveiller les travailleurs : ils sont là, leur pioche sur l'épaule. La forêt d'ailleurs est le bien commun, le gagne-pain de tous; elle brûlée, tout serait fini : pas un homme qui manque, pas un qui n'ait cogné à l'huis du voisin endormi, quitte à faire une lieue de plus au pas de course.

Besnardeau voulut former en escouades ces dévoués de la première heure; ils s'y refusèrent violemment.

— Tâchez de nous laisser tranquilles. Vous êtes cause de ce qui arrive. C'est vous qui volez les arbres, et non pas nous. Nous défendrons notre forêt nous-mêmes. La Volige, c'est à toi qu'on obéira.

Le bûcheron fit couper des gaules, distribua les outils et divisa ses hommes en deux groupes.

L'incendie chemine dans les bois avec une étonnante vitesse. Le feu lèche et court. Par en bas il rampe dans les herbes, par en haut il bondit d'arbre en arbre. Les travailleurs de la première ligne ont mission de l'assaillir et de le combattre corps à corps. Ils marchent droit sur la colonne d'embrasement, armés de longues perches, et lui opposent un front parallèle. Tandis que le monstre darde sur eux ses mille langues, ceux-ci, dont la vie est en péril, secouent sans s'émouvoir leurs cheveux grillés et combattent. Et de se ruer à coups de gaule sur les branches enflammées qu'ils refoulent, aplatissent, éteignent; de piétiner en même temps les herbes brûlantes qu'ils fauchent du sabot; d'imprimer ainsi un mouvement d'arrêt ou de recul au feu dont la fureur s'abat à vide sur les bâtons sifflants. Mais, comme un long serpent, l'incendie s'est replié pour prendre un élan nouveau. Il cherche son issue, se fraye un passage au-dessus des têtes par une feuille, sous les pieds par un brin de bruyère. Le voilà qui se déroule encore en avant. Les frappeurs reculent avec lenteur, aveuglés, haletants, les mains couturées; reforment leur ligne plus loin et se rejettent, le torse de côté, pour frapper mieux, comme des batteurs de blé.

Lorsqu'enfin l'avalanche de feu les déborde — ils sont le plus souvent vaincus dans cette lutte inégale — les hommes de la seconde ligne sont en arrière, courbés sur leurs pelles rapides. Ceux-là ont fait le vide devant le feu, sous le vent. Ils ont abattu, rasé, balayé; puis, au milieu de la ceinture protectrice creusé une large tranchée. Soudain le fléau les aborde : mais plus d'herbe, plus de ramées à portée. Il se tord sur lui-même, affamé; jette en vain par-dessus l'obstacle ses dernières flammèches que vingt pieds éteignent, s'affaisse sur sa proie fumante et expire faute de proie nouvelle.

Rien de plus émouvant que ce duel gigantesque entre les forestiers et l'incendie. Pour ces hommes, une maison qui brûle n'est qu'un toit de moins; mais le feu dans la forêt, c'est la fin de tout.

Renaud l'Affût, qui était arrivé des premiers sans réveiller son Jacques, fut héroïque dans la lutte terrible. La flamme devant lui mordait les résineux avec des crépitements lugubres. Les

écorces éclataient. De grands mélèzes agitaient au loin leurs chevelures chargées de paillettes d'or. Lorsque le torrent de lave avait un peu dévalé, les arbres calcinés craquaient encore, tels que les mourants d'Eylau qui gémirent après la grande charge, et leurs squelettes noirs se penchaient confusément dans la fumée.

Sa colère fut immense. Quoi ! le feu prenait ses vieux amis, son ombre, son univers, et lui rejetait un peu de cendre à la place ! Le destructeur sifflait en passant, et le souffletait avec des tisons rouges ! Oh ! mon bois...

Placé à la tête des frappeurs, en avant, il étreignait, écrasait, se redressait, portait en tous sens des coups formidables. La poitrine baignée dans les lueurs, le dos aux ténèbres, il allait ; sa silhouette se détachait bizarrement, ainsi que celle de ces grands charrons qu'on aperçoit de loin, le soir, dans les jaillissements lumineux de la forge. Forcé de marcher à reculons, il boitait en se battant avec le feu.

Un de ses sabots, raccommode à l'aide d'un vieux collet, s'était brisé dans la lutte. Il éteignait les mousses brûlantes en les pressant de son pied nu.

Le tocsin depuis longtemps sonnait à Greez et à Saint-Agut. Les ouvriers, sans cesse plus nombreux, avaient élargi la coupure.

— Le feu ne passera pas, criaient-ils, nous sommes sauvés.

Les femmes, les enfants, accourus en curieux, s'agitaient dans l'ombre. Chacun racontait comment il avait appris la nouvelle. Aux récits succédaient les suppositions, tout le monde parlait à la fois. Marcel, traversant les groupes, apparut à cet instant-là.

— Où le feu a-t-il pris ?

— Sur la rive de la sapinière, en amont.

Il s'y porta rapidement. Les ajoncs du fossé étaient grillés, mais aucun indice ne permettait d'assigner une cause précise au désastre. Rien de plus difficile à connaître que l'origine d'un incendie dans les bois. Pas un bûcheron, pas un pâtre qui n'allume des feux en forêt malgré les défenses de la loi. Partout des fumeurs. Et tant de haines secrètes, qui promettent l'impunité au

crime dans ces muettes solitudes... Le mystère demeure impénétrable. Le garde conservait ses soupçons contre les usagers ; mais comment accuser ces hommes ? Ils étaient tous là, luttant avec un dévouement visible contre le fléau. Le mieux, en pareil cas est, de se taire et d'épier les propos du lendemain dans la coupe, ou les disputes au cabaret. Mais le bois presque toujours garde ses secrets.

Il descendait tout pensif vers la tranchée, que le feu n'avait pu franchir, lorsque sa femme et Henriette, mêlées aux curieux, s'élançèrent de son côté,

— Les hommes courent dans la direction de la ligne aux Roches. Le vent vient de sauter, le feu y dévale !

— Ah ! Le guignon est sur nous... Le pavillon va flamber !

Les forestiers, guidés par La Volige, faisaient déjà rouler la terre sous leurs pioches. Là le danger n'était pas considérable.

La ligne, très large en cet endroit, formait à elle seule une échancrure suffisante pour arrêter l'incendie ; mais tout ce qui se trouvait en deçà, comme le rendez-vous de chasse, devait brûler. Les frappeurs n'y pouvaient rien, maintenant que le vent soufflait avec force.

Marcel, suivi du marchand de bois et des femmes, comprit d'un regard la situation. Le feu arrivait.

— Le pavillon est condamné, s'exclama-t-il. Mille millions ! Il faut que je sauve mes livres, qui sont dedans.

Son pied se posait déjà sur le revers de la tranchée, lorsque sa femme s'accrocha à lui.

— Non, non, tu n'iras pas. Ah ! bon Jésus, permettez-vous qu'il se fasse mourir pour des paperasses ?

On l'entoura.

— Il n'est plus temps, monsieur Marcel. Faites-vous une raison, n'allez point là.

Le régisseur se retourna avec rage, repoussant sa vieille compagne, repoussant tout le monde à poings fermés.

— Arrière, arrière, tas d'imbéciles ! Ne savez-vous pas que j'ai laissé dans le pavillon toutes mes quittances et une sacoche de onze cents francs ?

Il donna un coup de reins désespéré, et d'une allure folle arriva près de la maisonnette. L'incendie serpentait rapidement

autour des arbres voisins. L'homme escalada l'escalier, chercha dans ses poches. Il avait laissé la clé au Plantis ! Il se pressait trop et perdait du temps. Un jet de flamme jaillit dans les branches au-dessus de sa tête.

— Reviens, reviens !

Marcel se coucha contre la porte, la pressa de son épaule ; puis se reculant un peu, la martela de sa botte ferrée. Enfin le bois céda ; il était entré.

Mais l'homme avait à peine disparu que les branches embrasées se tordirent, tombèrent en pluie de feu sur l'escalier de sapin.

Un cri d'horreur s'échappa de la foule.

Une minute après, le garde reparut sur le seuil, tenant serrés dans ses bras l'argent et les registres. L'escalier pétillait. Il le vit tout à coup noircir, puis rougir, se contourner comme une vrille, osciller et s'effondrer à la fin devant ses pieds. Une effroyable colonne de fumée brune s'éleva à la place et le suffoqua.

— A moi, à moi ! gémit-il d'une voix étranglée.

Et il tomba à la renverse dans la chambre.

Les assistants avaient tout vu. Pâles d'épouvante, ils s'approchèrent un peu. Tous gardaient le silence.

Maitresse Marcel était évanouie. Renaud l'Affût, l'œil dilaté, contemplait le singulier tombeau du garde. Il songeait à la Chauvin, à lui-même et se disait, avec un tressaillement farouche :

— Celui qui nous a fait tant de mal est là-dedans !

Henriette se plaça devant tout ce monde.

— Est-ce que nul ne va essayer de sauver mon père ?

Personne ne répondit.

Elle se tourna vers le marchand de bois.

— Vous, Besnardeau, qui êtes son ami, voyons, faut-il vous rappeler votre devoir ?

Le Roger Bontemps devint blême.

— Mais, bégaya-t-il, il n'y a rien à faire. Si encore on avait une échelle...

Il ressentait malgré lui quelque honte.

— Les gars, apportez vite une échelle. J'irai.

La Volige lui répondit durement :

— Tu sais bien qu'il n'y a pas d'échelle ici.

— Alors j'y vais toute seule, moi ! s'écria la demoiselle.

Jean Renaud l'arrêta par le bras.

— Restez tranquille, vous. Ça ne regarde point les filles, ces affaires-là. C'est moi qui vas quérir votre père.

Il réfléchit un peu, souleva sa lourde gaule de frappeur et se précipita jusqu'au pavillon. L'incendie avait couru autour sans le détruire encore ; le toit seul commençait à brûler.

La chaleur était intolérable.

Le forestier dressa son rondin le long du mur, sous la fenêtre, en enfonçant légèrement le pied dans la terre. On plante ainsi des mâts dans certaines fermes pour que les chats grimpent au grenier.

Il embrassa la perche et, s'aidant de ses jambes croisées, se hissa avec une rapidité extraordinaire. Quand il fut parvenu au sommet, une de ses mains, haut levée, s'étendit vers l'appui de la fenêtre ; mais il n'était guère plus d'à moitié chemin. Alors il enfonça ses ongles dans les interstices des pierres, s'éleva grâce à ce frêle secours et se plaça debout, un pied sur la pointe de la gaule, l'autre crispé sur une rugosité de la muraille. La fenêtre était encore cette fois hors de portée. Renaud se ramassa sur lui-même et d'un bond surhumain fila de bas en haut contre le mur. Ses mains frappèrent l'appui comme deux battoirs. Il s'éleva ensuite à la force des bras et s'assit en travers sur le rebord, tel qu'un meunier sur sa mule. Mais il avait perdu son moyen de retraite ; la tige de bois, violemment projetée en arrière, gisait dans la cour, parmi les herbes grillées.

Durant qu'il brisait un carreau, ouvrait la fenêtre et plongeait dans la chambre, la foule retenait sa respiration, comptant les secondes. Le toit craquait, les joncs du chenil avaient pris feu. Encore deux minutes et le pavillon allait s'effondrer... Le forestier reparut, nu jusqu'à la ceinture, portant sur son épaule le garde évanoui.

— Y n'a pas de mal, cria-t-il.

Sa blouse et sa chemise étaient roulées autour de Marcel comme une courroie. Il déposa celui-ci près de la fenêtre, rentra, s'empara des sacs vides qu'il déchira en lanières ; les noua l'une

à l'autre, fixa une des extrémités à la ceinture improvisée et laissa filer tout doucement le corps inerte sur l'aire.

L'incendie s'étendait maintenant jusqu'à la ligne; nul ne pouvait s'approcher. Henriette seule tenta de s'élancer vers son père, on la retint.

Cependant le grimpeur avait enjambé l'appui pour sauter. Il était temps : les flammes couraient sur le plancher. En dépit du péril, il ne sauta pas. Une pensée l'avait arrêté tout à coup; il rentra dans la chambre... Et tous le virent chancelant, les cheveux brûlés, qui revenait à grand'peine, chargé des registres et du sac d'argent.

— Puisqu'il tient tant à ces fariboles-là, faut ben que je les sauve aussi.

Le gars jeta ces objets pêle-mêle, choisit des yeux une taupinière pour amortir sa chute, s'accroupit sur l'appui et s'élança. Avant que ses pieds eussent touché la surface molle, un effroyable écrasement se produisait derrière lui. Le plancher s'était écroulé intérieurement, entraînant la fenêtre dans sa chute.

Tous les gens de la forêt se dressèrent, frémissants, sur le talus de la tranchée lorsque Renaud l'Affût, pliant sous le faix, traversa les débris de l'incendie vaincu. Il fit deux tours. Au premier il ramena l'homme; la seconde fois, il rapporta les papiers et la sacoche. Puis il s'arrêta, essoufflé, couvert de brûlures, méconnaissable. La sueur ruisselait sur son torse marbré de taches fauves. Il murmura d'une voix sourde :

— Quelqu'un peut-il me donner de l'eau à boire?

Et s'appuya contre un baliveau pour ne pas tomber.

Les femmes du Plantis avaient déjà pris soin du garde, qu'on emportait sur une civière improvisée. La demoiselle se retourna une dernière fois, avant de partir. A quatre pas de *monsieur* Besnardeau, bourgeoisement épanoui dans sa veste intacte, elle vit le braconnier nu, le vagabond brûlé. Elle compara. L'un d'eux l'insultait le jour, en lubrique, et se montrait lâche la nuit; l'autre, dont l'œil respirait l'honnêteté, portait sans le savoir une âme forte sous sa peau calleuse. Elle se demanda ce que valaient ses préjugés du vêtement, son culte des apparences. Pour la

première fois elle comprit clairement que tous ces travailleurs dévoués étaient ses frères, et celui-là un homme.

III

Renaud et le Petit-Parisien se trouvaient heureux au fond de leur solitude. La vie au fourré tenait chaque jour une plus large place dans leur imagination et leurs accoutumances. Ils s'aimaient davantage ayant les mêmes penchants, et ne pouvaient se passer l'un de l'autre. Jacques, toujours assidu à son école, étonnait le vieil instituteur par la lucidité précoce de son intelligence. Mais l'enfant savait faire deux parts de son temps : l'une consacrée à l'instruction, l'autre à l'action. Même à l'heure de l'action il s'instruisait, apprenant à lire dans la salle sombre pour déchiffrer sous bois les caractères éclatants du livre que la nature ouvrait sous ses yeux. Au cours de leurs causeries sans fin, le petit expliquait au grand ce qu'il avait appris pendant la semaine, et celui-ci écoutait sans comprendre, joyeux et fier que son petit frère sût de si belles choses.

Les dimanches leur semblaient trop courts. La forêt étalait ses trésors devant eux, comme une mère tendre. Pour ces deux amis tout avait un sens. Voilà l'herbe qui guérit les coupures ; voici la rainette qui chante pour annoncer la pluie.

Un jour ils gravissent la ligne aux Roches, pour voir le *brûlis*. Là tout est noir et triste.

— T'as ben fait de dormir cette nuitée-là, Jacquot. Allons-nous-en. Cette mort de tout me met le cœur en deuil.

— C'est donc vrai, Jean, que tu as retiré Marcel de cette mesure-là ?

— Oh ! j'ai donné un petit coup de main. Qui t'a dit ça ?

— Dam, on me l'a conté au bourg. Tu ne l'aimes pourtant guère, le garde ?

— Ma foi non ; mais ça n'y fait ren. Tourne sur main gauche.

Huit jours plus tard, ils arrivent au bord de l'étang, dont quelques saules voûtés ombragent la rive. Un radieux soleil d'automne fait ruisseler les paillettes d'argent sur l'eau tranquille.

Sur la bordure, les fils de la Vierge s'enroulent parmi les brins légers du gazon. Une demoiselle verte au long corsage s'arrête subitement sur la pointe d'un jonc. Plus loin, les grands roseaux s'inclinent sous le poids de leur cime velue. Le nénufar étale à plat sa feuille ronde; les hirondelles décrivent au-dessus de l'eau leurs courbes gracieuses. Plus loin encore, le fouillis des plantes marécageuses s'avance en conquérant dans l'étang; et l'onde, qu'une légère brise a ridée, se perd inaperçue derrière les tiges tremblantes. Ça et là, sur la rive opposée, les feuilles du peuplier commencent à jaunir; leur pâleur se détache sur la sombre verdure des chénaies.

Les racines des saules surplombent et s'accrochent dans l'escarpement raviné où les rats d'eau ont creusé leurs tanières. Un de ces arbres s'est peu à peu couché; sa tête chenue repose en avant sur un oreiller de sauges. Nos deux forestiers, que les arbres voisins abritent, viennent s'asseoir sur ce tronc allongé. Une baguette à la main et les jambes pendantes, ils font clapoter l'eau sous leurs sabots, aspirant en silence l'air embaumé.

— Dis donc, Jean, interroge enfin le petit garçon qui s'amusaît à pousser des feuilles flottantes sous un pont de brindilles, as-tu revu la Henriette depuis la nuit du feu?

— Nenni.

— Je l'ai vue, moi, en sortant de l'école, même qu'elle m'a demandé si tes brûlures étaient guéries.

— C'est ben de l'honnêteté de sa part.

— Ça la chagrinait que son père t'ait envoyé par le garde de Grez une pièce de dix francs pour ta peine. Elle m'a questionné pour savoir si tu leur en veux.

— Je m'en moque pas mal. J'ai refusé, pardi; il ne m'était rien dû. Depuis le temps, l'idée m'en a sorti de la cervelle.

— La demoiselle dit comme ça que si tu allais au Plantis, Marcel serait tout plein content.

— Y a pas de danger. J'aime mieux être là, quant-et toi.

— C'est sûr qu'on a du plaisir ensemble, au bord de l'étang.

Un cri s'élève, court et perçant, au-dessus de leurs têtes. L'enfant regarde. C'est un énorme oiseau à l'aile pesante qui tournoie, descend et s'abat sur le tertre en face. Il redresse son

col immense, puis le replie lentement; remonte une patte sous son flanc maigre, et demeure, immobile et bossu, dans l'attitude de la méditation.

— C'est le vieux héron, dit sententieusement Renaud l'Affût; j'ai trouvé son nid y a quatre ans. Il n'a pas pèur de nous à présent, c'est si rusé! Mais j'aurais... j'entends un chasseur passerait là, le gaillard s'en irait vite. Ça sent la poudre.

— La poudre?

Les deux amis cessent de parler. Bientôt on se remet en marche, on rentre sans avoir ri.

Jean, tout pensif, interroge à la dérobée le visage du garçonnet.

— T'as le cœur gros, mon pauvre môme? Tu pleures quasiment?

Jacques s'approche, cache sa tête sur la poitrine du frère.

— Oui, j'ai de la peine. Tu parlais de la poudre, à l'étang, et de ton fusil aussi, va! Pourquoi ne veux-tu pas me donner le héron?

Le braconnier, voyant ces larmes, n'est plus maître de lui. Il luttait avec assez de peine depuis longtemps! Comment résister, puisque son petiot ne veut pas qu'il résiste?

L'ivresse de la passion lui monte au cerveau. Il allume sa lanterne, entraîne le Petit-Parisien dans le cellier, démasque le trou de la poutre, plonge le bras et ramène son cher fusil à la lumière.

— Tiens, le vois-tu? C'est lui, mon flingot, mon compagnon du temps passé; celui qui parle et qui tue les bêtes!

Tous deux se penchent sur l'arme, caressent les chiens, promènent la chandelle autour du canon.

Oui, c'est lui. L'enfant bat des mains.

— Nous sommes trois amis, à présent.

IV

Ce fut le commencement d'une existence plus agitée et plus complète. L'amour commun avait resserré le lien. Les compa-

gnons goûtaient la joie de penser de même, de partager un secret, de se ressembler davantage. Le Petit-Parisien, qui croisait en force, accompagnait le braconnier dans les expéditions aventureuses. Il acquérait une sagacité étonnante, voyait tout, se glissait partout, suivait les gardes pour s'assurer de leur absence, transportait le fusil du grand frère pendant que celui-ci grimpait aux arbres. Ils s'étudièrent à imiter le cri de la hiaue pour échanger des signaux à de longues distances.

La hiaue, c'est la buse. Le paysan, toujours épris de l'onomatopée, a puisé ce nom dans le miaulement retentissant et prolongé qui est le chant distinctif de nos oiseaux de proie.

Ayant associé de la sorte leur adresse et leur ruse, les deux rôdeurs étaient devenus à peu près insaisissables.

Le matin, Jacques chauffait le four et Renaud flambait sa poudre dans un vieux poêlon, avec la prudence dont les gens de forêt possèdent seuls le secret. Après l'avoir soigneusement écrasée sous le doigt, on chargeait. A la veillée, on étendait par terre le gibier, pour l'examiner et s'en repaître. Jacques avait eu son héron. Il brûlait maintenant de s'attaquer aux fauves ; mais Jean n'entendait pas l'exposer aux rudes épreuves de l'affût nocturne.

— Patience, voilà l'hiver. Nous suivrons les animaux au pied, dans la neige.

En attendant, il fabriqua des guêtres grossières pour protéger les jambes du petit.

La neige vint. Les travaux étaient interrompus. Le grimpeur ayant attaché des planchettes sous ses chaussures, afin de dénaturer ses empreintes, sillonna la forêt en tous sens pour découvrir une piste. Le troisième jour il rentra joyeux, sans rien dire ouvrit la huche, en retira une bouteille à peu près vide, la pencha devant la fenêtre.

— Y en a encore. Prends la pierre de sucre, je vas verser dessus. C'est de l'eau-de-vie. Ça te réchauffera, et c'est à propos, car le froid pique dur et va falloir galoper. J'ai le gros.

— Le gros ? Quoi que c'est ?

— Ma feinte oui, le gros sanglier, qui pèse pour le sûr aux environs de trois cents. Je l'ai blessé, du temps de la mère Chauvin, et du depuis on ne le voyait plus par chez nous. Mais

le voilà rentré en forêt. De ce coup, je le tiens ; il est dans le taillis de Vallée d'Enfer.

— Oh ! quel bonheur ! Et comment vas-tu faire ?

— Nous allons le suivre. Mais écoute-moi.

Il décrocha une de ces clochettes au son fêlé que l'on attache au cou des vaches forestières à l'effet de les retrouver plus aisément lorsqu'elles paissent au loin.

Jacques le suivait des yeux avec surprise.

— Tu vas prendre ça et tu marcheras devant. Ces bêtes-là sont défiantes ; si nous allions sur le gros avec la mine de gens qui se cachent, il décamperait hors de portée. Mais du moment que tu feras plier les branches et cliqueter ton grelot à la mode d'une vraie vache, l'animal dormira sur ses deux oreilles. Tu fileras doucement et t'arrêteras par-ci par-là, comme si tu broutais. Tâche de point tousser. Quand je poserai la main sur ton épaule, couche-toi ; je tirerai par-dessus ta tête.

— Ne pars pas si vite, que je mette encore du suif sur tes guêtres.

La neige s'était cristallisée à la surface et craquait faiblement sous leurs pieds. Ils s'avançaient sans bruit dans la forêt déserte. Renaud, les mains cachées sous sa blouse, gardait les allures d'un promeneur inoffensif. Il avait perfectionné son fusil depuis l'automne ; maintenant l'arme pouvait se séparer en deux parties au moyen d'une vis, et ces tronçons pendaient, invisibles, dans chaque jambe du large pantalon de travail.

Advenu au bord du taillis, le braconnier indiqua du doigt l'angle d'un fossé. De la crête jusqu'au fond, la neige avait été violemment foulée ; deux barres noires coupaient verticalement les molles blancheurs. Au sommet du talus, des piqués profonds.

— Regarde ben. Il a sauté là, mais il a manqué son coup, a roulé dans le fossé en glissant, s'est relevé, et la seconde fois ses pieds sont tombés d'aplomb sur le haut. Prenons en avant, on retrouvera la piste.

Ils coupèrent le taillis en diagonale, et bientôt rejoignirent les empreintes du solitaire. Ils le suivirent alors pas à pas, et le braconnier vissa son fusil tout en cheminant. Dans la partie basse du taillis, protégée au nord par un bouquet de mélèzes, la

bête avait décrit des zigzags et s'était rabattue sur ses voies. Cette marche ralentie et incertaine apprenait à Renaud que le sanglier n'était pas loin. Il examina ses capsules et redoubla d'attention. Le Petit Parisien, placé en avant, était passionnément entré dans son rôle; jamais vache ne se traîna mieux entre les branches feuillues avec une clochette au cou.

Après mille détours, l'Affût remarqua, à quelque vingt pas sur sa gauche, des bruyères dont la pointe ne portait plus de glaçons. Au lieu d'être courbées sous le poids comme les autres, celles-ci avaient repris leur forme et leur couleur. Par derrière, sur le sol, la neige affectait un subit aplatissement. On eût dit qu'une vague noirceur apparaissait confusément au fond de cette singulière dépression.

Sans marquer d'arrêt, le grimpeur frappa sur le bras de Jacques. Celui-ci fit une dernière fois tinter sa cloche et se coucha.

La forme noire eut un mouvement. C'était bien le solitaire. Il se dressa pesamment dans sa bauge, grogna avec force, allongea son boutoir mobile, et tournant sur ses jambes courtes, pointa brusquement. La neige pétrie rendit un bruit sourd. Les branches de chêne, chargées de feuilles desséchées, sifflèrent sous la poussée violente. Le braconnier épaula avec lenteur et fit feu. L'animal aussitôt, par une rapide volte-face, revint droit sur son ennemi et le chargea. Il roulait comme une grosse boule, le dos arqué et la tête basse, avec une rapidité surprenante.

Le forestier se baissa, prit l'enfant par la taille pour l'enlever et, à l'instant précis où l'animal furieux lui arrivait dans les jambes, sauta légèrement de côté. Le solitaire frôla l'homme sans l'atteindre et poursuivit sa course en ligne directe. Une seconde balle passa entre les cépées à son adresse.

— Méchant gars, tu l'as manqué! s'écria le Petit Parisien avec un dépit d'autant plus vif que Renaud n'avait jamais tiré en vain sous ses yeux.

— Pus souvent! Je peux pas avoir la berlue pareillement. Il n'aurait point couru sur nous, sois-en sûr, s'il n'était chatoillé par mes prunes.

Il chercha où ses balles avaient porté. Tout à coup, poussant un soupir de satisfaction :

— N'y a ren sur la neige; il a tout mon plomb dans le corps. A preuve qu'y fait sang. Viens voir.

En effet, la couche blanche était souillée de taches rouges partout où le solitaire avait piqué.

— C'est pas fini comme ça. Faut le suivre.

Renaud rechargea son fusil, le dévissa, et quand l'arme eut disparu sous ses vêtements, se remit patiemment à suivre les empreintes.

Le solitaire s'était dérobé dans le vent, sans un crochet. Pas d'obstacle qui l'eût fait dévier d'une ligne. Après plusieurs heures de marche, l'Affût constata qu'il s'était vautré dans la boue glacée d'une mare, et qu'à partir de là, un des pieds rasait la neige avant de s'appuyer.

— Le voici qui boîte; nous le rejoindrons.

Mais la nuit survint. Comment faire?

— Eh ben, faut le laisser s'engourdi. On reviendra demain.

L'endiablé prit le Petit Parisien sur son dos et fit deux lieues sous bois pour regagner le logis.

Le lendemain, il s'éveille bien avant l'aube avec l'idée de partir seul pour épargner la fatigue à l'enfant. Mais celui-ci est assis près du feu, tout guêtré. Et de rire.

— Il y a longtemps que je t'attendais.

Le braconnier ne peut se retenir de l'embrasser.

— A la bonne heure! On peut dire que t'es un rude gars de forêt.

Les amis partent, se dirigent à vol d'oiseau vers l'endroit où, la veille au soir, Jean Renaud a fait une *remarque*. Le sanglier s'est forlongé. En avant; les taches de sang sont plus nombreuses et plus larges.

Le soleil a dépassé le chêne du Roi : Bientôt midi.

— Que vois-tu comme ça, petiot?

— Tiens, là-bas, au coin des genêts, cette masse noire?

— Cré nom, c'est lui! Attends que je monte le flingot. Mais non; le pourcé a une patte en l'air, il est *mô*.

Ils s'approchent en courant. Le solitaire, à bout de forces,

s'est acculé dans ce fourré. Le froid l'a paralysé. Hors d'état de se relever, il a fait sauter la terre sous ses trépignements, a saisi rageusement un arbuste dans ses crocs et l'a tranché au ras du sol. La mort l'a pris là. Ses défenses recourbées et d'une teinte sale, ses grès usés, sa tête à moitié grise, son boutoir busqué, sa masse énorme indiquent la vieillesse. La neige s'est changée en eau noirâtre au contact de ce corps souillé.

Pendant que Jacques en fait le tour, le palpe et s'exclame, le braconnier retrouve avec orgueil la trace de ses deux balles, et plus loin, sous les soies bourruées, une vieille cicatrice.

— Mon lingot du temps de la Chauvin!

Il sourit voluptueusement.

— Allons, voilà des coups pas tout à fait mauvais. J'ai quasiment l'idée d'allumer une pipe.

— Que faisons-nous de cette bête-là?

— M'est avis d'enlever les cuissots pour le saloir. La vermine du bois mangera le reste. Par exemple, je vas retirer mes balles; les balles qui ont tué, ça porte bonheur.

— La prochaine fois, tu me feras tirer, dis? Et si le sanglier vient sur moi, faudra me laisser sauter tout seul.

V

La demoiselle, cependant, n'était pas ingrate. Remercier le sauveur de son père lui était impossible. Celui-ci s'était prononcé :

— Sans doute, il m'a tiré d'un mauvais pas. Mais monsieur ne veut pas qu'on le paye; tant pis pour lui. Ça n'a seulement pas de veste et ça fait le fier! C'est un maraudeur incorrigible, ce vaurien-là. Ah! s'il était venu, après l'incendie, faire ici sa soumission, je ne dis pas. Il préfère me voler. Nous sommes quittes.

Henriette, dont les yeux étaient dessillés, ne répondait rien à ces choses-là. Marcel, d'ailleurs, était en froid avec Besnardeau. Elle ne demandait rien de plus.

A la sortie de la grand'messe, son ambition était tout autre.

Il s'agissait de rencontrer le grimpeur, comme par hasard ; de lui parler, d'apprendre à ce pauvre garçon qu'il avait une amie au Plantis. Elle épuisa sa tactique en pure perte : le forestier, dès qu'il la voyait du côté de la place, s'en allait par le sentier du cimetière.

— La demoiselle me fait encore signe, disait le Petit Parisien. Pourquoi te sauves-tu ainsi d'elle ?

— Pasque ça me convient. Elle me dirait un tas de paroles ousque je ne trouve ren à répondre. Et puis les remerciements me chagrinent, on ne sait quelle figure faire.

La jeune fille reporta ses innocentes coquetteries sur l'enfant. C'est avec celui-là qu'elle voulut payer sa dette de cœur. Le petit garçon, pour jouer avec ses camarades entre les classes, ne possédait que des billes de chêne, récoltées par le forestier. Elle lui fit cadeau de jolies boules d'agate, veinées de rose, qui rendirent jaloux le propre fils de Sinet. Une balle élastique vint ensuite, dont on mâchait les filaments de caoutchouc pendant la leçon de calcul. Puis l'événement majeur se produisit. Un soir, Henriette apparut devant l'école au moment où le flot de gamins se précipitait par la porte entre-bâillée : têtes ébouriffées plongeant dans les dos, bouches barbouillées jetant des cris discordants. Elle appela le Petit Parisien et lui donna, — c'était à l'époque des étrennes, — le plus fier livre qui eût paru depuis longtemps au bourg de Saint-Agut : une Histoire Naturelle avec de jolies images. Tous les animaux étaient coloriés et, pour rendre la chose encore plus claire, leur nom se trouvait au pied de la page.

Le Petit Parisien devint rouge comme un coquelicot et, avant de dire merci, feuilleta longtemps avec ardeur.

— Tu le montreras à Jean Renaud, fit la demoiselle.

— Ben sûr que oui, repartit l'enfant qui prit ses jambes à son cou et détala du côté des Chemins-Verts avec la belle Histoire enveloppée dans sa blouse.

Ce fut la joie des veillées.

— Tiens, vois-tu une hiaue du pays de par là-bas ? Ça s'appelle un aigle.

— Et puis cette grande machine-là ?

— C'est un poisson gros comme une maison, la baleine. Y a des hommes qui entrent dedans et qui en sortent sans se faire de mal. L'eau lui sort par l'échine.

— Ah ben, c'est curieux tout de même ! Et c'te bête-là ?

Ils se regardèrent un instant, puis éclatèrent de rire.

— Que la griffe me quitte ! c'est un sanglier. Lis donc tout haut ; faut voir comme c'est expliqué, dans l'imprimé.

Renaud était en admiration. Chaque soir la partie de plaisir reprenait. Mieux les êtres primitifs connaissent une chose, plus ils aiment à s'en repaître. C'est ainsi que les enfants réclament de préférence le récit des contes qu'ils savent par cœur.

Le forestier murmurait parfois, dans ses émerveillements naïfs :

— Y a pas moyen de dire le contraire, c'est une bonne fille de t'avoir baillé un si rude livre.

Ces marques d'affection prodiguées à son Jacquot le réconcilièrent avec la demoiselle, bien qu'il continuât à la trouver trop portée sur les affiquets. Le sauvage s'obstinait à fuir pour son compte, mais laissait volontiers son gars en arrière pour qu'Henriette offrît à celui-ci une galette feuilletée ou des marrons bouillis.

Il lui pardonnait d'être la fille du garde, en songeant qu'elle aimait le môme. Le chien n'est-il pas toujours prêt à lécher qui-conque serre la main de son maître ?

— Faut lui faire une honnêté, dit-il enfin. Tu iras au Plantis chanter ta complainte.

Il est d'usage, à la fête de Pâques, que les jeunes garçons aillent, de maison en maison, psalmodier une sorte de mélopée religieuse célébrant la Résurrection, ainsi qu'ils le font dans la soirée du 24 décembre avec leurs Noëls enfantins. On nomme cette chanson naïve la complainte des œufs. Les bambins se présentent d'habitude par petits groupes et l'entonnent dehors, sous la fenêtre ; après quoi ils s'avancent jusqu'au portillon où ils récitent en chœur :

Joie et santé en ce lieu ;
Donnez l'œuf de Pâques pour l'amour de Dieu.

La ménagère les fait entrer, remet à chacun un œuf dur dont elle a fait jaunir la coque en la cuisant dans une infusion de pelure d'oignon. Si sa provision est épuisée, car les visiteurs sont nombreux, la bonne femme remet un sou au plus grand, avec recommandation de le partager.

Le Petit Parisien fut tout seul au Plantis, chanta la belle complainte qu'un vieil écorceur lui avait enseignée, et Henriette s'empessa de l'introduire. Marcel le reçut assez mal et parla même de mettre « ce jeune drôle » à la porte; mais les deux femmes feignirent de ne pas s'en apercevoir. La demoiselle embrassait l'enfant, pendant que la mère lui choisissait les plus gros œufs.

— Tu as un panier, cela tombe bien; nous allons l'emplir..

Jacques souleva timidement le couvercle.

— C'est que... je vous apporte aussi votre œuf de Pâques, à vous.

Il sortit du panier une corbeille d'osier, soigneusement tressée, qui contenait un nid de grive, le plus précoce des pondeurs sauvages, avec ses œufs bleus mouchetés de brun.

Elle l'embrassa encore.

— Voilà qui est gentil! C'est toi qui as fait cette corbeille?

— Oui, la demoiselle, répondit l'écolier en devenant pourpre, car il mentait pour la première fois.

Renaud rencontra Henriette Marcel dans le bois, à la fin du mois de mai suivant. Il n'y eut pas de sa faute, à coup sûr, et même la chose ne lui plut guère. Mais il fallait bien traverser cette ligne-là pour aller au village des sabotiers, et il ne pouvait rien contre le beau temps qui souventes fois invite les jeunes filles à cueillir au frais des pervenches.

— Salut, la compagnie, grommela-t-il en hâtant le pas.

— Jean, arrêtez-vous un instant. Parlez-moi, Jean.

— C'est que je suis point en avance. Je porte des outils à raccommoder.

— Qu'importe. Je croirai que vous me haïssez si vous fuyez toujours ainsi à mon approche.

— Ma foi non. Pourquoi que je vous haïrais? Vous êtes bonne au petit; je ne veux plus penser au reste.

Il déchargea ses outils par terre et se planta, tout gauche, devant la demoiselle.

— Venez vous asseoir-là ; nous serons mieux.

Elle prit l'étroit sentier et se dirigea vers une souche renversée. Lui se plaça à l'autre extrémité du long siège, n'osant s'appuyer tout à fait. Le soleil de mai glissait à travers les ramées et s'épandait autour d'eux. Une bande de cousins dansait dans le rayon tiède. Les oiseaux chantaient au-dessus, dans les branches ; les bourgeons odorants se décollaient avec un bruit sec. La fougère naissante déroulait ses premières crosses ; l'air sentait bon ; de gros insectes pendaient aux feuilles, la tête en bas. Un monde invisible s'agitait sous la futaie, c'était comme un grand tressaillement dans l'espace ; il y avait des fleurs partout devant le vieux tronc d'arbre.

— Jean Renaud, je vous attends depuis bien des mois. J'ai été orgueilleuse ; grâce à vous je ne le suis plus. A présent je sais mettre les bons cœurs au-dessus des beaux gilets à poches garnies. Vous vous êtes vengé de l'abandon en adoptant un orphelin, vous vous êtes vengé de mon père en risquant votre vie pour le sauver. C'est beau cela, Jean ; c'est beau surtout parce que vous en ignorez le mérite. Vous avez l'âme simple ; vous ne comprenez même pas, j'en suis sûre, que je vous admire.

— Ben vrai que non. Je n'entends rien à ce que vous dites là.

— Je m'entends, moi, et j'ai de l'amitié pour vous. Oui, de l'amitié. Cela, le comprenez-vous ?

— Vantiers.

— Je ne vous remercie pas d'avoir sorti mon père d'une maison en feu. Les paroles ne sont rien. J'ai voulu m'acquitter autrement.

— C'était pas la peine.

— La pensée de votre père-grand vous chagrine. Vous y êtes allé bien souvent, il vous a renvoyé ; et, comme il s'entête à refuser votre argent, vous craignez qu'il ne chôme.

— Ça, c'est parler. J'ai ben du souci de ce côté-là.

— Soyez tranquille, il ne manque de rien. Je ne l'abandonnerai pas, et j'espère l'amener à vous recevoir.

— Renaud l'Affût s'était levé, les larmes aux yeux. Il comprenait, cette fois.

— Vous êtes une brave fille, aussi vrai que ma serpe coupe !

— Eh bien, voulez-vous que nous soyons des amis, maintenant ?

— La demoiselle au garde ?...

— Toujours la rancune ?

— Non, mais c'est si drôle ! Je vous créyais mauvaise.

— Je vous croyais bien mauvais, aussi, Jean !

— Mais je le suis ! s'écria-t-il d'un air farouche. Un restant de prison !

— Je ne vous reproche pas de braconner, puisque vous ne croyez pas mal faire. Comptez toujours sur moi, Renaud, et pour le grand-père et pour l'enfant.

— Ça ne durera qu'un temps. Quand vous serez mariée, vous n'y penserez plus.

— Mariée ?

— Dame, on conte au chantier que vous allez être la femme à Besnardeau.

— Ah ! ne le croyez pas ! Je déteste cet homme, il me fait peur. J'aimerais mieux me jeter dans l'étang.

Le gars, devenu distrait, examinait un petit buisson de sentiniers. Une tige remua faiblement. Il s'approcha sans mot dire, leva un pied très haut, et le sabot retomba avec violence. Un rapide enroulement se produisit autour de la chaussure. Il y eut un long frôlement, des coups de fouet aigus sur les tiges, puis des frémissements ralentis dans l'herbe. Le forestier se recula sans hâte vers la souche.

— Un aspic, dit-il. Ces engeances-là se promènent aujourd'hui, ça sent le printemps.

Il avait écrasé la tête du reptile. Cette tête plate, en fer de lance avec le V au milieu, pendait inerte. De la gueule large ouverte sortait une langue fourchue. Le corps visqueux, moucheté de barres brunes, marquait encore de lentes crispations.

La jeune fille contempla l'homme calme devant la vipère, et resta rêveuse.

— C'est vous, Renaud, qui devez vous marier. Le Petit Parisien serait mieux soigné. Il le faudra.

Jean n'en croyait pas ses oreilles. Jamais cette pensée extraordinaire ne lui était venue.

— Ah ! ben, ah ! ben, fit-il tout déconcerté. Vous vous gaussez de moi.

— Nullement.

— Le joli marié que je ferais, dites ? Un boiteux !

— J'ai bien oublié que vous êtes boiteux, Renaud. D'autres pourraient l'oublier comme moi.

Il eut un faible rire aux lèvres, un rire empreint de tristesse.

— Nenni. Je suis fait pour grimper, voyez-vous, et ren que ça. J'aime la forêt. Et puis j'aime aussi mon gars. C'est tout.

En replaçant les outils sur son épaule, il se disait :

— C'est drôle comme ces odeurs de genévriers alourdissent !

VI

A dater de cette époque, ils se parlaient quelquefois, au bourg ou dans la grande ligne. Jacques servait de lien ; ils étaient amis. Renaud l'Affût, incapable de réformer sa nature, fuyait souvent encore pour errer au loin avec son fusil dans la solitude. Mais le Petit Parisien et la jeune fille l'apprivoisaient peu à peu de façon discrète, lui inculquaient une à une des notions nouvelles. Il apprenait d'eux l'histoire du gland, la vie des herbes, l'éternelle fécondité de sa forêt. Et il oubliait l'heure. Irrésistible supériorité de l'instruction sur l'ignorance.

Au bout d'une année, rien n'était changé. Cependant le grimpeur avait contracté l'habitude de se faire raser par le *frater*, avant la messe, et de porter une blouse propre, pour le cas où il rencontrerait la demoiselle dans les Chemins-Verts. Celle-ci voulut alors, dans leurs causeries plus fréquentes, lui faire comprendre que le braconnage est un vice, que le maraudage est un acte d'improbité. Mais le gars, devenu accessible à certaines idées simples, montra sur ce chapitre un invincible entêtement.

— Chez nous c'est dans le sang, répondit-il. Ça s'est toujours fait ; y a pas de mal.

Le Petit Parisien, chose singulière, soutint son Jean contre Henriette. La passion et plus encore l'influence du milieu l'avaient conduit au préjugé.

Elle, qui croyait à son influence, revint plusieurs fois sur ce sujet qui lui tenait au cœur, car Marcel exprimait souvent au logis ses soupçons gros de menaces.

Renaud fut effarouché. Ses défiances de paysan se réveillèrent.

— On voit ben que vous êtes la fille au garde. Mais ça m'est égal, puisque j'ai point de fusil.

Elle ne le revit pas de tout un mois.

La demoiselle avait pourtant besoin d'un ami, car sa tristesse était grande. Besnardeau rôdait. Fort mal reçu depuis l'incendie par le régisseur qui l'accusa — entre quate-z-yeux — d'avoir volé les arbres, le ribaud déconcerté ne revint plus et passa même des marchés dans d'autres forêts. On s'en croyait débarrassé, mais ces gens-là, en vieillissant, deviennent esclaves du désir.

Au Plantis, Henriette lui plaisait ; pas davantage. Renvoyé de cette maison, le souvenir se fixa dans sa cervelle ; le temps et la distance en firent une idée obsédante. La méditation impure grossit les objets, tout comme la poésie qui les ennoblit. Une préoccupation malade s'empara de lui à la pensée de la demoiselle. Il en voulait. La nuit, au lieu de dormir, il l'apercevait en pleine lumière, épluchant la salade en chantant, les manches retroussées au-dessus du coude, le torse cambré, la poitrine saillante. Ses mèches folles s'agitaient au vent ; un pied, posé sur le barreau d'une chaise, dépassait un peu sous la jupe. Les joues étaient fraîches comme l'égantier en fleurs.

Le marchand de bois retourna dans les cafés chantants et s'ennuya. Il revint deux fois dans les Chemins-Verts. Deux fois Marcel le mit à la porte. Six mois plus tard, le visage hébété, affublé d'une redingote noire et d'un chapeau à haute forme, portant une chaîne d'or sur son gilet écossais, Besnardeau fit venir sous un faux nom le garde chez Sinet et lui demanda sa fille en mariage.

Le maître du Plantis ne répondit que par une exclamation :

— S... mange-tout !

Et voulut le battre.

Alors, voilà ce qu'il y a d'horrible, le marchand de bois entra en forêt à la Saint-Gervais suivante, qui tombait le 19 juin 1870, pour l'exploitation de sa dernière coupe. Il se cacha de Marcel et guetta Henriette. Celle-ci ne pouvait faire un pas dehors sans découvrir, derrière le pignon ou le long de quelque arbre, une tête empourprée qui dépassait. Cette vision des deux yeux ardents et du sourire cafard la hantait sans cesse. Si elle pénétrait de quelques pas dans le bois, des branches craquaient. La jeune fille en proie à l'épouvante, car l'énormité du danger était manifeste, n'osait plus sortir. Le soir elle visitait tous les recoins de sa chambre et éprouvait les crochets du volet avant d'ôter sa première épingle. Sa mère l'accompagnait au bourg ; elle ne se serait pas risquée dans l'étable sans le pâtour.

On ne fut pas un jour sans voir l'homme. Mattresse Marcel avait supplié qu'on n'en parlât pas au père, rapport aux batteries, disait-elle.

— D'ailleurs il ne fera pas long feu. A la Notre-Dame d'août, sa coupe sera toute vendue. Faudra bien qu'il file.

C'était le moment de la fauchaison ; on prit une femme de journée. Henriette put de la sorte se faire accompagner chez le grand-père Renaud. Mais dans les derniers jours de juillet, ne voyant plus le Petit Parisien, elle questionna les autres garçons de l'école et apprit d'eux que le pauvre enfant avait les fièvres. Après une semaine d'inquiétudes, son projet fut arrêté de l'aller voir. Mais comment s'y prendre ? Une lieue l'en séparait, et personne au Plantis n'eût consenti à la conduire chez Renaud l'Affût, hormis le pâtour, qui l'eût raconté le soir même.

La demoiselle se décida néanmoins.

— Oh ! que j'aurai peur ! murmura-t-elle, prête à défaillir.

Et de préparer son petit panier de provisions pour le malade.

Le jeune berger la conduisit jusqu'au dernier carrefour. Elle le renvoya et se mit à courir de toutes ses forces. Comme son cœur battait à la sortie du bois ! Quelqu'un toussa derrière elle. Sans se retourner, Henriette s'élança plus vite encore et toucha la porte.

La joie fut grande au logis. Petit Parisien, aux trois quarts guéri, fit cher accueil à son amie.

— Vous l'aimez donc ben ? dit Jean Renaud tout attendri. Être venue si loin, avec du bouillon plein un panier ! Ah ! que vous êtes une brave fille, tout de même !

On passa une heure ensemble, Jacques sur les genoux de la demoiselle.

— Allons, adieu. Je pars.

— Oh ! vous reviendrez, dites, pour que je guérisse tout à fait !

Elle était contente.

— Oui, je te promets. Après-demain.

Lorsque la jeune fille fut dehors, l'effroi la reprit.

— Jean, venez avec moi jusqu'à moitié chemin.

Celui-ci s'était arrêté tout court.

— Quelqu'un est passé là. Pourquoi faire ?

— A quoi reconnaissez-vous cela ? demanda-t-elle en tremblant.

— Tenez, voilà un saule qui a une branchette cassée plus haut que votre tête. C'est un chapeau d'homme qui l'a atteinte, et c'est tout frais.

— Mon Dieu, que j'ai peur ! C'est ce misérable qui m'aura suivie...

— Qui ça ?

Elle prononça bien bas le nom de Besnardeau.

Renaud sentit sa colère s'allumer.

— Voulez-vous que je lui règle son compte ?

— Je vous le défends. Mais reconduisez-moi.

Il la ramena jusqu'au Plantis, sans voir visage humain.

Le surlendemain Henriette arriva chez le braconnier, à demi morte.

— Et Besnardeau ?

— Oui, je l'ai vu. Il m'a abordée. Il voulait... Oh ! sans le pâtour !... Je l'ai frappé au visage.

Jean la débarrassa de son petit panier, la fit asseoir.

— Pauvre demoiselle ! je vous ramènerai et ne faudra plus revenir.

Dix minutes à peine s'étaient écoulées qu'un bruit extérieur frappa l'oreille exercée du forestier. Presque aussitôt une tête parut dans l'encadrement de la porte.

C'était le marchand de bois, qui s'accouda sur le rebord du portillon et les regarda en ricanant.

— Voilà donc pourquoi tu ne vas plus au chantier, l'amoureux ? Excusez du peu ! mon grimpeur se la coule douce. Mademoiselle, chacun son tour, j'aurai l'honneur de vous reconduire.

Cette figure de satire était étrangement contractée ; on y lisait une émotion inexprimable.

Henriette avait fui d'instinct jusqu'au fond du logis et s'abritait derrière les rideaux.

Renaud, sans bien comprendre, devina qu'un voleur de bois vif était venu chez lui pour insulter une fille qui soignait son petit frère malade. Pâle de fureur, hors d'état de prononcer une parole, il s'élança vers la porte, les poings crispés.

— Allons, allons, calme-toi, journalier de deux sous. Vas-tu donc m'empêcher d'inviter mademoiselle Marcel pour la prochaine ?

Le gars l'envoya rouler au milieu de la cour, d'un coup de poing asséné dans la poitrine.

— Canaille de boiteux ! Tiens, laisse-moi faire et je te donne cela.

Il décrocha sa montre en or et la présenta au forestier par le bout de la chaîne.

— La demoiselle, dit Renaud, ne pleurez pas. Rentrez chez votre père. Je vous jure que je marcherai à côté de vous et que cette vermine-là ne vous approchera pas.

Ils arrivèrent sur le seuil. Jean passa son bras dans le panier, tandis que le Petit Parisien, qui sanglotait de colère, lança une bûche dans les jambes de Besnardeau.

Celui-ci, debout à dix pas dans la cour, devint livide.

— Ah ! ils font comme avant-hier ? Il n'y a pas moyen de moyenner, alors ? Eh bien, le petit bâtard, pendant que ton boiteux cueillera la fraise, je te ferai payer ta bûche, à toi.

Renaud l'Affut s'arrêta net.

— Jean, dit la demoiselle, s'il allait faire du mal à l'enfant

pendant votre absence ? Le petit n'a pas la force de nous suivre.

Le forestier se prit la tête à deux mains. Besnardeau en profita pour toucher le bras d'Henriette, qui jeta un cri.

Alors le robuste enfant des Chemins-Verts se rua sur son ignoble ennemi, le renversa près de la porte du cellier, disparut pendant quelques secondes et sortit dans la cour, son fusil à la main. Un calme terrible avait succédé à sa crise furieuse.

Il arma, se découvrit, jeta son bonnet devant les pieds du marchand de bois.

— Besnardeau, dit-il d'une voix solennelle, te voilà *borné*. Ça me coûte ben de tuer mon semblable ; mais je te fais serment, aussi vrai que le jour nous éclaire, que si tu passes ma coëffe, je te loge une balle entre les deux yeux.

Et il le coucha en joue.

Le marchand vit bien, à la pâleur du tireur célèbre, que s'il franchissait la borne, c'en était fait de lui.

Il ricana de nouveau, leva dédaigneusement les épaules, mais ne bougea pas.

— Tout va s'arranger sans misère, dit Renaud, le doigt toujours posé sur la détente. La demoiselle, rentrez ben tranquillement chez vous. Celui-là ne fera pas une enjambée de votre côté, soyez-en sûre, je vas censément le garder. Il ne partira d'ici qu'au soleil couché. Et toi, petiot, apporte-moi une chaise et fais chauffer ta soupe grasse.

A la vue d'Henriette qui s'éloignait par le sentier désert, Besnardeau s'agita. Les veines de son cou se gonflèrent. Il piétina à reculons du bonnet et prit son élan pour gagner le bois en ligne oblique.

Le braconnier cria d'une voix forte :

— Arrête, si tu tiens à ta peau. Un pas de plus et je tire.

Le marchand de bois demeura cloué sur place.

— Besnardeau, tu ne parleras pas à la demoiselle. Du plomb dans les reins, ça ne vaut guère mieux qu'un trou dans la tête. Tu es pourtant sûr de ça si tu fais le malin. Tiens, assis-toi sur cette pierre plate, je suis las d'épauler. Et puis, y a encore deux heures de soleil, regarde plutôt à ta montré en or. Les jambes te rentreraient dans le corps, arquelier. Allons, dépêche-toi de t'assir.

Renaud l'Affût ne dit plus rien et tomba dans un engourdissement profond. Deux fois Besnardeau le crut endormi et se leva de sur sa pierre. Chaque fois le fusil s'abaissa sur lui lentement. L'homme vit miroiter les deux canons devant ses yeux et obéit.

Le Petit Parisien venait de temps en temps à la porte, grelottant de fièvre et contemplant cette scène étonnante.

Enfin les rayons du soleil se retroussèrent sur la lande et s'éteignirent.

Le grimpeur appuya son arme contre le mur et s'avança.

— Le moment est venu, Besnardeau ; tu peux t'en aller. Tu feras même ben de ne plus te faire voir dans les Chemins-Verts, pasqu'une autre fois je ne serais vantiers pas si bon garçon qu'au jour d'aujourd'hui.

Et tout près de lui, les mains vides, il le regarda bien en face une dernière fois.

Jules de GLOUVET.

(La cinquième et dernière partie à la prochaine livraison.)

CLAUDE FAURIEL

ET SES AMIS

Cette année, grâce à M^{me} Mohl, l'Italie littéraire a reçu de la France des étrennes superbes. On sait quel soin mettait le plus grand écrivain italien de notre siècle à cacher sa personne devant le public; cependant, son individualité était si puissante, son originalité si vive, qu'elle perçait à travers ses œuvres, malgré lui; et on ne peut se refuser le plaisir de l'y chercher un peu. Mais, si l'on n'avait pas eu le bonheur de retrouver les lettres que Manzoni adressa dans sa jeunesse à son meilleur ami, si M^{me} Mohl, qui les avait religieusement conservées depuis la mort de Fauriel, n'avait consenti à me livrer ces lettres pour les publier, en m'autorisant à offrir les manuscrits à la ville de Milan au nom de Fauriel lui-même, qu'elle a fait, pendant tant d'années, revivre par son fidèle souvenir, le Manzoni intime de sa puissante jeunesse nous échapperait encore. Maintenant que la *Nuova Antologia* vient d'achever la publication des lettres de Manzoni à Fauriel, nous sommes tous sous le charme de cette noble amitié, qui, pendant vingt ans, depuis l'année 1807 jusqu'à l'année 1827, c'est-à-dire jusqu'à la publication des *Promessi Sposi*, a été la source des plus grandes consolations pour le génie de notre premier écrivain. Ce n'est pas à moi de rappeler au public français les services que Fauriel a rendus à la littérature française, en général, à la critique historique et littéraire en particulier; on ne peut, en effet, séparer le souvenir de Fauriel de celui de Thierry, que toute la moderne école historique en France

reconnait comme son véritable fondateur. Ce que d'ailleurs je pourrais dire à ce sujet n'ajouterait presque rien à ce que Sainte-Beuve a écrit dans la *Revue des Deux Mondes* sur Fauriel; le grand maître n'a peut-être pas entièrement épuisé son sujet, qui admettrait encore quelques développements; mais ce ne saurait être là, en tout cas, la tâche d'un étranger. Je ne puis cependant me refuser une petite remarque.

On sait combien Sainte-Beuve tenait à puiser aux meilleures sources. Ayant eu, cet hiver, la possibilité de parcourir une grande partie de la correspondance des amis de Fauriel, il m'a été facile de m'apercevoir que l'essai de Sainte-Beuve se fondait essentiellement sur cette correspondance, et que le grand critique avait surtout fait le plus large usage des lettres de Manzoni, et jugé en grande partie l'importance de l'homme et de son œuvre par le génie et par le cœur de Manzoni, moyen infailible de ne pas se tromper, si le goût si fin de Sainte-Beuve avait pu lui permettre une seule fois de s'égarer. En consultant maintenant les lettres si intéressantes de Manzoni à Fauriel qui ont paru dans six récentes livraisons de la *Nuova Antologia*, on se persuade aisément qu'il n'existe peut-être pas d'homme de lettres qui ait été mieux apprécié par ses amis que Manzoni par Fauriel et Fauriel par Manzoni; dignes l'un de l'autre, ils mettaient tous les deux en évidence dans leur correspondance leurs nobles facultés, de manière que le critique n'a, maintenant, qu'à relever leurs expressions réciproques pour se figurer les deux amis tels qu'ils étaient réellement. Fauriel était plus âgé de dix ans que Manzoni; cependant, on dirait presque qu'entre les deux, la plus grande sagesse prédominait chez le jeune Italien, qui se soumit de très bonne heure à une discipline morale, par laquelle il s'est ensuite laissé guider toute sa vie. Manzoni, en tous cas, retrouva bien plus vite que Fauriel sa voie et son équilibre, et entra, avant l'âge de vingt ans, dans cette carrière littéraire où Fauriel se montra seulement avec une certaine suite et une certaine énergie, lorsque son jeune ami, déjà couronné par le plus grand succès, songeait à se retirer, en s'enfermant dans cette espèce de glorieux nuage olympique au milieu duquel jeta encore tant d'éclairs la vieillesse de Goëthe. Mais si

M. Fauriel a songé assez tard à sa gloire, dont il s'est montré lui-même fort peu soucieux, en revanche il songea beaucoup, pendant les meilleures années de sa vie, à préparer, à augmenter, à constater la gloire de ses amis français et étrangers. Si ce n'est donc pas le droit d'un écrivain étranger de rappeler à la France quelque peu oublieuse, dit-on, de son passé, combien de services M. Fauriel a rendus, par l'originalité de son esprit critique, à la littérature française, il me semble que c'est mon devoir, puisqu'il m'est permis de le faire, d'indiquer au moins ce dont les littératures étrangères lui sont redevables. Et, chose intéressante à remarquer, c'est grâce à ses amis de différents pays, c'est pour leur être agréable que Fauriel s'est, tour à tour, occupé de la civilisation et de la littérature de ces mêmes pays. Sainte-Beuve a déjà donné, dans son *Essai*, les passages les plus remarquables des lettres de M^{me} de Staël à M. Fauriel, et nous savons maintenant que, pour faire plaisir à son amie passionnée, M. Fauriel s'occupa pendant quelque temps des affaires de la Suisse. Je me bornerai donc ici à montrer ce que M. Fauriel a fait pour la littérature danoise par amour de M. Baggesen, pour la littérature de l'Inde en vue de son ami Schlegel, pour la littérature grecque en faveur de ses amis grecs, pour la littérature italienne par sympathie pour Manzoni.

BAGGESEN

Pour faire connaître aux lecteurs de la *Nouvelle Revue* ce poète danois, je n'ai heureusement rien de mieux à faire que de me servir d'une autobiographie inédite de Baggesen lui-même, écrite en français, vers l'année 1810. La voici : « M. Baggesen, ci-devant professeur de l'Université et préposé à la régence littéraire de Copenhague, aujourd'hui pensionnaire de Danemark et propriétaire d'une petite maison de campagne à Marly-la-Machine, où il demeure depuis six ans, est un des auteurs distingués du nouveau siècle, et célèbre par des productions heureuses en trois différentes langues. A l'âge de vingt-cinq ans, déjà le poète par excellence de sa patrie, il commença ses voyages et choisit, par

amour du peuple et du pays, et par le vif intérêt qu'il prit à la Révolution française, Paris pour centre de ses courses nombreuses en Europe. Dans ces voyages, il se rendit familières la langue allemande et la langue française, en cultivant surtout la première au point de pouvoir entrer en lice avec ses auteurs indigènes les plus distingués. Déjà, très jeune, il avait été lecteur de la princesse royale de Danemark ; durant le temps de terrorisme qui le fit quitter la France, il occupait des places distinguées à Copenhague. Il avait cependant épousé une femme française, et retourna, à l'époque du 18 brumaire, avec la permission de son gouvernement de séjourner où il lui plairoit, à Paris. Son beau-père, M. Reybas, ci-devant ministre de la République de Genève auprès de la République française, ayant été rappelé en France, il le suivit. Le jour où celui-ci devait être élu législateur, il tomba en état d'enfance, par un coup de paralysie. Ce respectable homme, connu et estimé par tous les nouveaux organisateurs de l'ordre en France, avait perdu sa fortune dans la Révolution et perdit même de cette manière le moyen de rendre ses services utiles à ses enfants. M. Baggesen continua cependant de faire de Paris son séjour ordinaire, en se livrant aux études et à la littérature, jouissant jusqu'au bombardement de Copenhague et la ruine de ses dernières ressources par cette catastrophe, de sa pension et du produit de ses ouvrages littéraires. L'édition de ses œuvres complètes en danois, montant à quatorze volumes, moitié imprimée, moitié encore en manuscrit, son fond principal de substance, au moment de se terminer, fut réduite en cendres ; sa pension réduite par le cours malheureux au quart, et le sort de sa patrie dans ce moment est tel que, malgré l'affection particulière que lui porte son roi et tout le gouvernement, il n'a plus de ce côté la moindre ressource. Différentes productions de M. Baggesen ont été traduites en plusieurs langues. Trois poèmes, dont le dernier n'est pas achevé, *Emma*, en danois ; la *Parthénide*, en allemand, et l'*Oceania* lui ont assigné une place parmi les poètes épiques. Il est outre cela, dans sa langue maternelle, le premier traducteur d'Homère. M. Baggesen s'est aussi distingué en prose. Le commencement de ses voyages, en deux volumes, a fait une fortune plus qu'ordinaire en danois,

en allemand, en anglais et en suédois. Un des genres les plus heureusement cultivés par M. Baggesen, est le genre lyrique. Mais, parmi ses odes, quelques-unes se distinguent non seulement comme poésies, mais comme de véritables prophéties; ce sont celles qu'il a faites à l'empereur, il y a dix et même douze ans. Dans celle de 1798, on croit entendre un chantre de ce héros de 1810. M. Baggesen a été persécuté, durant le temps de lutte en Europe, à cause de son attachement constant à la France et à ses intérêts, d'autant plus frappant qu'il était complètement libre et indépendant. Aujourd'hui, il n'a que les petites maisons de littérature en Allemagne contre lui, à cause de la guerre qu'il a déclarée contre l'abus de la métaphysique et du mysticisme introduit dans les nouvelles écoles. Il vient de livrer au ridicule bien mérité les extravagances poétiques et philosophiques des Germains, dans une satire à la Don Quichotte, qui a fait une grande sensation en Allemagne; mais tous les journaux principaux retentissent dans ce moment des éloges de cet ouvrage. »

Ce morceau autobiographique, on le voit, n'excelle ni par une extrême modestie, ni par un excès de bon goût; je suis cependant persuadé qu'il touchera plus d'un noble cœur danois. Cette note d'ailleurs n'était point destinée à être imprimée et devait seulement éclairer M. Fauriel, qui allait écrire une introduction à la traduction qu'il avait entreprise du poème allemand de Baggesen, intitulé *Parthenais*. Mais il est sûr que M. Fauriel n'aurait jamais écrit, sur son propre compte, une note pareille, ou qu'il l'aurait écrite tout autrement. Ce qui a lié d'amitié Fauriel avec Manzoni, ce n'est pas seulement leur esprit, mais la délicatesse exquise de leurs sentiments. Je vais en donner un exemple en publiant la noble lettre que M. Fauriel adressait le 30 mai 1808 à l'éditeur français de la *Parthénaïs*, M. Didot; la lettre de Fauriel est telle que Manzoni, à cause des sentiments qu'elle exprime, aurait pu la signer.

« C'est à mon tour, monsieur, à vous présenter des excuses du long silence que j'ai gardé avec vous. Je reçus à peu près dans le temps où elle devait me parvenir votre lettre du 15 novembre dernier, et il n'a fallu rien moins qu'une série ininter-

rompue de contre-temps, de fatalités et de chagrins (1), pour m'empêcher de répondre, sur-le-champ, à cette lettre dans laquelle j'avais vu une marque de confiance, dont je puis vous assurer que j'ai été véritablement touché. J'étais alors à la campagne, où diverses circonstances tristes pour moi m'ont retenu presque tout l'hiver; et au moment où votre lettre m'arriva, il n'y avait guère qu'une quinzaine de jours que j'avais vu Baggesen, et nous avons eu ensemble une longue conférence sur quelques changements et quelques corrections que je crois nécessaires de faire à la *Parthénaïs*, pour assurer à jamais à ce charmant ouvrage le succès dont je le crois digne, et l'admiration de tous les vrais amis de la poésie. Nous nous étions parfaitement entendus, et Baggesen me promit que tous les changements et toutes les corrections dont nous étions convenus seraient terminés dans le délai d'une quinzaine ou de trois semaines. De semaine en semaine, trois mois se sont passés sans que j'aie eu de ses nouvelles et sans qu'il m'ait été possible d'aller le voir et de savoir ainsi les causes qui retardaient, de sa part, l'exécution de sa promesse, et par conséquent la publication de la *Parthénaïs* française. Il n'y a guère que trois semaines que j'ai pu aller à Marly voir Baggesen. Je le trouvai dans un état absolu de découragement, et hors d'état de se livrer à la moindre occupation. Il me dit que le chagrin et les embarras où le jetaient inévitablement les circonstances de son pays, lui avaient ôté toute possibilité de se livrer à la poésie; il m'ajouta que, depuis la lettre que j'avais reçue pour lui et que je lui avais fait parvenir sur-le-champ, il en avait reçu plusieurs autres de vous; et me témoigna le regret où il était de n'avoir pas eu la force et le pouvoir moral d'y répondre. Je le quittai, affligé de le trouver si peu en état de songer à tenir la parole qu'il m'avait donnée et bien plus affligé des justes chagrins, des inquiétudes et des embarras où le mettait la situation de son pays. De sorte que, n'ayant pu vous

(1) Georges Cabanis venait de mourir. A propos de Baggesen, voici ce que Cabanis écrivait à Fauriel : « Je crois sincèrement qu'il n'y a eu, dans aucun temps, de poète plus heureusement doué que M. Baggesen, et je suis convaincu qu'il peut faire un ouvrage l'égal en tout des chefs-d'œuvre de l'antiquité (sauf la langue, qui ne dépend pas de lui). »

répondre, avant de l'avoir vu et d'avoir su de lui s'il avait fait le travail dont nous étions convenus et que je regardais comme nécessaire, il ne me restait qu'à vous écrire la peine où je me trouvais d'avoir à publier la traduction française de la *Parthénaïs*, sans les changements qui me semblaient devoir assurer son succès, ou d'attendre un temps indéterminé pour que ces changements fussent exécutés. Telle est, monsieur, en peu de mots, la cause principale de mon silence avec vous. Je voulais vous écrire quelque chose de positif sur le moment où la *Parthénaïs* serait imprimée et prête à être publiée; et ce n'est qu'aujourd'hui qu'il m'est possible de vous écrire à ce sujet. Je viens de voir de nouveau Baggesen à Paris; je l'ai trouvé à certains égards plus triste, et plus malheureux encore que la dernière fois. Cependant, le soin de sa gloire et le désir qu'il a de répondre à mes vœux et à ceux de quelques autres amis, l'ont déterminé à faire un louable effort sur lui-même et à se remettre au travail. Dès ce moment, nous nous occupons de concert à donner à la *Parthénaïs* sa forme définitive; et je me flatte cette fois que, dans une quinzaine de jours, les changements que Baggesen juge convenable de faire à son ouvrage seront exécutés; et dès lors je serai libre de choisir l'instant où il sera convenable de faire paraître la traduction. Dans cette espérance, il m'est donc permis de vous dire que j'accepte les conditions que vous me proposez, pour l'acquisition de la *Parthénaïs* française. Je les trouve en quelque chose différentes de ce que m'avait dit M. Cramer, car il m'avait parlé de 25 louis, qui me seraient payés après la vente de l'édition première. Mais, comme je n'ai eu en vue, en entreprenant cette traduction, que de faire connaître en France l'heureux talent et le nom d'un homme qui m'est cher, toutes les considérations relatives à l'argent deviennent pour moi tout à fait secondaires; et sur le point que je viens de vous dire, je m'en rapporte parfaitement et pleinement à vous. Il me reste, en ce moment, à vous faire une proposition et une demande, dont j'espère que vous interpréterez favorablement pour moi le motif, et dans laquelle vous ne verrez sans doute qu'une preuve de ma confiance en vous et de mon estime pour votre caractère. La cause principale qui a empêché jusqu'à présent Baggesen de con-

tinuer ses travaux et en particulier ceux que vous attendez de lui, c'est le souci cruel où le jette sa situation pécuniaire, ne pouvant recevoir de Danemark aucune somme, sans des pertes extravagantes, qui annulent toute espèce de revenu. Désirant de tout mon cœur venir au secours d'un ami très cher, dans un embarras inévitable, dans les circonstances actuelles, mais qui, d'une manière ou d'autre ne sera que momentanée, je souffre beaucoup des difficultés, je dirais presque de l'impossibilité que j'y prévois. Dans cette perplexité, l'idée m'est venue d'oser vous demander, en quelque sorte d'avance les 50 louis que vous m'offrez de la *Parthénais* française, afin que j'en puisse disposer en faveur d'un ami auquel cette faible somme serait utile en ce moment, en lui laissant pendant quelque temps le repos d'esprit nécessaire pour se livrer au travail, et particulièrement à celui qu'il vous a promis. J'ai dit à Baggesen que j'allais vous faire cette proposition, et, quoi qu'il ne m'y ait pas autorisé d'une manière positive, je sens qu'il ne pourra pas être blessé, de ma part, d'une chose qui ne me blesserait pas de la sienne. Vous auriez un moyen plus simple et plus direct de l'obliger que celui que je vous propose, ce serait de faire à Baggesen lui-même une avance à laquelle il a infiniment plus de droit que moi de votre part et que vous auriez sans doute plus de plaisir à faire à un homme d'un grand talent que vous connaissez personnellement, et qui aurait tant de moyens de reconnaître une obligeance délicate de votre part. Mais tout ceci n'est qu'une insinuation que j'ose me permettre à son insu, vis-à-vis d'un homme tel que vous, en qui je sais que Baggesen a de la confiance. Quoi qu'il en soit, monsieur, veuillez bien, je vous prie, juger équitablement la proposition que je prends la liberté de vous faire, et demeurer assuré que je ne me serais pas permis de la faire à quelqu'un que je n'aurais pas connu pour un ami généreux du talent et à qui je n'aurais eu de bonnes raisons de croire un caractère élevé. »

Quel contraste entre cette bonne et charitable mais triste lettre de Fauriel, qui nous représente la misère de Baggesen, et les lettres joyeuses que Baggesen lui-même adressait quatre ou cinq ans auparavant, en bâtissant à son tour sa *maisonnette* qu'il

nomma *Violette*, à Marly, à son ami le philosophe de Meulan qu'il plaisantait sur ses bonnes fortunes avec les femmes. « Je souffre, lui écrivait-il, de ne pas pouvoir voler, au lieu de ce papier, à votre chaise-longue. J'espère que votre jambe n'a besoin qu'un peu de repos, que vous devez être assez philosophe pour lui donner. Au milieu de trois femmes aimables, cher ami, on n'est pas à plaindre; dans votre cas, qui ne voudrait pas être et rester tranquillement quelque temps à votre place? » Les lettres adressées en ce temps par Baggesen sont fort curieuses et nous montrent un homme à l'imagination excessivement inquiète et ardente; heureusement, il avait soin lui-même de prévenir l'ami de son défaut et de le mettre en garde; ce passage, par exemple, que je tire d'une lettre de l'année 1804, le peint fort bien : « N'allez pourtant pas croire, mon bien aimable ami, que ces maux soient sans remède, et ne vous attristez point trop, en oubliant de rabattre tout ce que mon imagination fiévreuse ajoute au mal réel. Je suis toujours plus à plaindre que je ne suis malheureux; mais cela doit consoler l'ami qui voit plus loin. Car, sachant une fois pour toutes que je mesure tout avec une aune essentiellement fausse, il doit se défier de mon calcul. En vérité, je ne l'ai jamais trouvée juste que pour moi-même. Plaignez-moi donc, ne vous inquiétez pas, et ne dites que la moitié de ce que je vous confie à l'ange qui prend plus soin de ses domestiques que bien des dames comme il faut de leurs enfants. » Cet ange, on le devine, était M^{me} de Condorcet, l'amie de Fauriel, la sœur de M^{me} Cabanis; Baggesen, dans l'une de ses lettres, l'appelle Uranie, et dans chacune l'indique par les termes les plus poétiques et les plus flatteurs; sa bonté naturelle, soutenue par une bonne dose de philosophie, avait dû aguerrir depuis quelques années Fauriel contre toute cette grêle de compliments dont on le chargeait diplomatiquement auprès de la divinité de la *maisonnette*, que Baggesen appelait tout court et fort gracieusement *Condorcette*.

GUILLAUME DE SCHLEGEL

A l'exemple de Goethe et de quelques autres grands esprits de notre siècle, Claude Fauriel a eu à la fois trois cultes et des-

servi trois autels de la civilisation : l'Inde, la Grèce et l'Italie, les trois pays où l'idéal humain s'est le mieux réalisé. C'est par les deux frères Schlegel surtout que Fauriel s'intéressa à l'Inde ; et c'est sans doute en souvenir d'une amie, de M^{me} de Staël, qui l'avait un jour attiré à Coppet, qu'il se lia davantage avec Guillaume de Schlegel, après avoir étudié le sanscrit avec son frère Frédéric. Quelle vie heureuse au fond que celle de Fauriel, passée presque entièrement dans un doux et paisible commerce intellectuel avec les plus nobles esprits de son temps ! On a dit que Fauriel était un parfait stoïcien ; par son esprit, par son tempérament, par ses études sur la philosophie de Zénon, il l'était sans doute, mais doublé d'un aimable épicurien qui savait *carpere diem* et tirer le meilleur parti des meilleures choses de ce bas monde. Lorsque Hamilton, retenu comme prisonnier en France, sachant le sanscrit, entreprit de l'enseigner, il avait compté M. Fauriel au nombre de ses disciples ; nous ne nous étonnerons donc point de lire dans les lettres de G. Schlegel à Fauriel qu'il l'appelle son *pandita*, c'est-à-dire son maître. Ainsi que son frère Frédéric, qui se trouvait à Paris pendant que Hamilton y enseignait le sanscrit, ce qui lui permit en 1808 de publier à Heidelberg son livre sur la sagesse et la langue indiennes, qui fut alors une véritable révélation pour l'Europe, Fauriel était vénéré et aimé par Guillaume de Schlegel comme l'un des précurseurs de l'indianisme. Mais le bon Fauriel paya assez cher cet honneur, puisque M. de Schlegel le chargea, en l'année 1821, d'une très lourde besogne, celle de surveiller à Paris la fonte des moules et matrices des caractères indiens pour le gouvernement prussien. Pressé de repartir pour l'Allemagne (Schlegel était en ce temps-là professeur à Bonn), le grand et spirituel savant allemand laissa, sous une pluie de compliments brahmaniques, tous les tracassés de cette rude affaire à Fauriel, qui s'en tira, en effet, avec une véritable patience de brahmane. Les lettres de Schlegel ne sont point sans intérêt pour l'histoire des études indiennes ; c'est pourquoi je demande la permission de les publier ici pour la première fois. Le premier mot de l'affaire est dans ce billet sans date, mais qui remonte, sans doute, au mois de mai de l'année 1821 : « Je vous demande la permission

de venir vous prendre un de ces jours après votre déjeuner pour vous conduire chez mon fondeur. Car c'est dans votre sein que je compte verser cette fonte divine, dont l'ambrosie ne pourra couler qu'après mon départ. » Le 22 mai, suivait cet autre billet, très court, mais très éloquent : « Je vous prie, mon très cher frère en Vishnou, de m'envoyer les deux saintes images vers lesquelles se porte toute la ferveur de ma dévotion. Je souhaite que votre première visite dans mon atelier ne vous ait pas détourné de la promesse que vous m'avez donnée de m'y rem placer. » Le siège devient de plus en plus pressant; voici ce que Schlegel mandait le 10 juin à Fauriel : « Si vous vouliez venir chez moi dans la matinée d'aujourd'hui, mon cher *panditotama* (1), supposé que le mauvais temps cesse, je vous montrerais les plus jolies choses du monde et les plus brahmaniques. Si cela vous gêne, indiquez-moi une heure où je puisse vous trouver chez vous. Le travail de la gravure est enfin achevé; il ne reste plus que la fonte. Conformément à votre permission, je vous ai adressé le fondeur, M. Léon, rue Saint-Jacques, 103. Cela vous coûtera quelques quarts d'heures, dont Vishnou vous récompensera par des années divines. J'ai arrangé ma police mieux que le sieur Monnier n'administre la sienne. Vous direz que ce n'est pas encore un grand éloge, mais aussi la mienne était plus difficile à faire. J'ai fait fondre des modèles, je vous en donnerai, des brins de plomb qui valent mieux que des monceaux d'or. Au plaisir de vous voir. SCHLEGEL. — Je demeure à présent chez M. de Staël, rue de Bourbon, n° 76. » Par un troisième billet du 14 juin, nous apprenons que Fauriel est définitivement attrapé et que M. de Schlegel va partir. « Voici encore du plomb, mon cher *pandita*, que j'ai soustrait à l'usage meurtrier que les *mlécchas* (2) en font dans leurs guerres, et consacré au culte pacifique de *Brahma*. Je vous envoie aussi les règles générales pour la fonte. Vous pourrez très facilement en vérifier l'exactitude en faisant faire des empreintes à la fumée des caractères nouvellement fondus et en les comparant avec ceux que

(1) Le suprême savant.

(2) Les barbares.

vous avez. J'en ai prévenu les deux artistes, dont voici les adresses : Vibert, graveur, rue Percée, n° 11, près de la place Saint-André-des-Arts ; Léon, fondeur, rue Saint-Jacques, n° 103. Vous ne sauriez croire la peine que je me donne pour laisser la chose dans un ordre parfait. Je pensais avoir terminé tout, mais il m'a fallu, hier encore, tripoter toute la matinée chez mes ouvriers. Je pars après demain, je compte bien trouver encore un moment pour vous voir. Mille amitiés. Tout à vous. SCHLEGEL. »

Bientôt après son retour à Bonn, Schlegel songea à *constituer*, selon son expression, sa correspondance avec Fauriel. Sa première lettre de Bonn est datée du 1^{er} juillet : « Permettez-moi, mon cher *pandita*, de vous écrire seulement pour constituer notre correspondance. Je suis heureusement arrivé, il y a plus de huit jours, dans mon *dçrama* (1), où je ne compte pas précisément faire beaucoup de *tapas* (2), mais me vouer tout entier au *dhydnam* (3) et à ces sublimes exercices intellectuels qui, selon le *Bhagavad-Gîtâ*, sont supérieurs à toutes les pénitences. En attendant, j'ai trouvé ici une foule d'occupations différentes ; pendant deux mois il me faut encore faire le professeur, et, dès demain, je donnerai journellement un cours d'introduction à l'histoire universelle, qui me force à abaisser mes regards sur des livres imprimés. Vous êtes bien heureux de pouvoir vivre constamment avec les manuscrits. Mille petits soins qui me harassaient les derniers jours à Paris, m'ont empêché de vous faire encore une fois mes adieux, comme je me l'étais proposé. Par un hasard singulier j'ai découvert, presque au moment de mon départ, une collection d'idoles indiennes qui nous aurait agréablement occupés ensemble si nous en avions eu connaissance plus tôt. Elle existe dans le cabinet d'antiquités attaché à la Bibliothèque royale, mais indignement reléguée dans une espèce de galetas, couverte de poussière et entassée pêle-mêle sur quelques planches. J'ai exhorté M. Dumersan à les placer convenablement et à les classer d'après le Panthéon de Moore. Chézy devrait s'intéresser à cela. Faites-vous-le montrer, vous ne trouverez

(1) Ermitage.

(2) Pénitence.

(3) Méditation.

pas votre peine perdue. La collection n'est pas nombreuse, mais il y a de beaux morceaux, quelques bronzes d'une dimension peu commune, un Vishnou d'une taille svelte, dont le style noble et le dessin sévère m'ont assez frappé, un Ganésa en pierre, je crois en pierre de touche, aussi monstrueux qu'on peut le désirer, des Bala-Krishna, etc., etc. J'ai trouvé ici une collection de près de cent peintures indiennes, que j'ai acquises. Elles sont fort endommagées par l'humidité et l'air; le fond est tacheté, les couleurs sont fanées, mais on y reconnaît, malgré cela, le grand prix de l'exécution; quelques-unes sont charmantes. Malheureusement il n'y a rien de mythologique proprement dit; mais quelques sujets fantasques extrêmement curieux. Avec ce que j'avais laissé ici et ce que j'ai apporté de Paris, cela forme le noyau d'un petit musée. Je pense vous avoir dit que votre Krishna est redevenu bleu par la restauration de la glace; ces deux peintures ont à présent fort bonne façon. N'oubliez pas votre promesse de chercher pour moi des curiosités indiennes; je n'avais pas assez de loisir pendant mon séjour à Paris pour aller fureter partout, mais vous pouvez faire cela occasionnellement en passant devant les magasins. Achetez tout bonnement pour mon compte, si vous ne trouvez pas les prix exorbitants. Donnez-moi des nouvelles de la fonte de mes caractères, je vous en supplie. » Suivent, dans la même lettre, des renseignements détaillés sur ces mêmes caractères qui n'auraient aucun intérêt pour le public. La lettre suivante intéressera du moins le public des indianistes. « Bonn, 24 août 1821. — J'ai été fort heureux, cher Mécène et patron de mes études, de recevoir votre lettre du 18 juillet, et j'avais la bonne intention de répondre tout de suite, mais j'ai été absorbé tout entier par un cours d'introduction à l'histoire ancienne qu'il m'a fallu donner en toute hâte, aussitôt arrivé. Maintenant voilà les vacances et je respire. Je vous suis infiniment obligé des soins aimables que vous donnez à mes pauvres enfants Devanagari devenus orphelins par mon départ. Je désire ardemment de les recevoir sous le toit paternel avant l'hiver. D'après l'engagement de M. Léon, la fonte devrait être achevée à l'heure qu'il est. M. de Staël m'écrit de Plombières qu'il sera de retour à Paris vers la fin de ce mois, et, comme il a

la bonté de vouloir bien être mon ministre des finances, il pourra effectuer le paiement aussitôt que vous l'aurez averti que les caractères ont été emballés. Je suis infiniment curieux de votre *Rukmini*; n'oubliez pas que, si vous vouliez donner quelque chose au public, un morceau détaché, ma *Bibliothèque indienne* serait une place commode, et que je mettrais le plus grand soin à vous traduire. Dites à Chézy que je me prépare à publier le troisième cahier qui sera embelli par son charmant *Ermitage de Kandou*. Donnez-moi de ses nouvelles, je vous en prie. J'ai eu une lettre de Colebrooke. Il s'est informé, à ma demande, des manuscrits du *Hitopadésa*, et il a appris avec étonnement que la Bibliothèque de la Compagnie n'en contient qu'un seul; précisément parce que ce livre est commun, on n'y a pas attaché de l'importance. Mais il y en a plusieurs dans les collections particulières. La Bibliothèque possède trois exemplaires du *Panchatantra*. Un professeur au collège indien, le major Stewart, avait préparé une édition polyglotte des fables de Pilpay, mais il ne la donne pas faute d'encouragement. Voici les nouvelles d'Asie. Colebrooke attendait de jour en jour le 13^e volume des *Recherches asiatiques*, mais il ne l'avait pas encore reçu. Wilson est allé à Bénarès recueillir des matériaux pour un ouvrage sur la littérature dramatique des Indiens qu'il publiera prochainement. Je suis à examiner l'horrible Chrestomathie d'Othmar Frank. Il a très mal compris les textes, même les choses les plus simples; mais il le rend bien à ses lecteurs. Il n'y a pas de triple galimatias comparable à sa traduction, écrite, par-dessus le marché, dans un latin de l'autre monde. Par comble de disgrâce, il paraît aussi avoir souvent mal lu. Je copie en ce moment, en Devanagari, le commencement du *Mahābhārata* qu'il donne en lettres latines, ce n'est que comme cela que j'y vois clair. Ce même morceau se trouve traduit dans les Annales de la littérature orientale. Je soupçonne souvent de fausses leçons; si vous avez ce morceau sous la main, vous m'obligerez infiniment par quelques variantes; je ne parle pas des fautes d'orthographe de Frank, que je corrige assez facilement, mais de leçons essentiellement différentes. Par exemple, je désirerais savoir comment se lit le sloka 50 où Frank a mis : *Itihāsdh saveyakyāh*; ce qu'il

traduit : *Itihasae qui Savaji* (sacrificales) *nuncupantur*. Le traducteur anglais dit : *Also histories and discourses*. Il a eu une autre leçon, mais je ne puis deviner laquelle. Je dois parler de tout cela dans ma *Bibl. Ind.* et il faut que j'en dise la vérité; avec deux ou trois Othmar Frank, nos études brahmaniques deviendraient les petites maisons ouvertes. Faites-moi la grâce de m'envoyer sous bandes le programme de l'Académie sur le legs de M. de Volney et l'autre sur la question concernant les monuments de l'ancienne Perse. J'ai oublié de me procurer le premier; le second a été publié depuis mon départ. Je vivote et j'étudie bien paisiblement dans ce beau pays; en ce moment, j'arrange une chambre d'étude où j'aurai ma bibliothèque autour de moi; c'est un nid pour l'hiver. Quand les caractères arriveront, il y aura d'autres arrangements à faire; car je les garderai chez moi; la maison que j'occupe est spacieuse, et un ami brahmanique y serait commodément. J'ai proposé à Bopp de s'établir pour quelque temps chez moi. Adieu, mille amitiés; je vous souhaite *kuçalam avyayam* ! (1) » Dans la lettre qui suit, datée du 21 septembre, après avoir comblé de ses expressions louangeuses M. Fauriel, pour les soins attentifs prodigués à la fonte des caractères, M. de Schlegel se paye un petit hommage à lui-même : « Vous êtes adorable, mon très cher initié et deux fois né (2), et je ne vous échangerais pas contre quatre membres de l'Académie des Quarante. Je suis tenté de vous envoyer des bonbons moulés en forme de lettres Devanâgari. Sérieusement, vous me rendez un service immense et je ne sais pas comment, sans vous, la chose aurait marché. Vos nouvelles sont satisfaisantes, pourvu seulement que M. Léon ne se relâche pas. Je recommande à votre attention particulière les caractères à fondre dans le petit moule; s'ils ne joignaient pas bien, tout serait dérangé... J'ai eu une lettre tout encourageante de sir James Mackintosh qui a été longtemps comme juge à Bombay, comme vous savez. Il prend un intérêt philosophique à l'étude du sanscrit et m'écrit : « The ap-

(1) Une prospérité indestructible.

(2) *Dvig'as*, nom donné dans l'Inde aux brahmanes, l'initiation brahmanique étant considérée comme une seconde naissance. Le sacrement chrétien de la confirmation tient à une conception pareille.

plication of yourself and your Brother to Indian Learning, will be an epoch in that branch of knowledge. You bring to it that acquaintance with other languages, with comparative Grammar, and with the general principles of philology, which our Anglo-Indians cannot possess. » Ces jours-ci j'ai travaillé sur le *Hitopadésa* ; je compare mes extraits parisiens avec les deux éditions imprimées et avec la traduction de Wilkins. Celle-ci est extrêmement inégale ; quelquefois il traduit merveilleusement bien, d'autres fois il tombe dans les méprises les plus inouïes. C'est selon qu'il a bien ou mal compris son pandit. Dans les bons passages, je suis souvent en état de déterminer avec précision la leçon qu'il a eue devant les yeux. Or, quand je retrouve dans un manuscrit à Paris une leçon qui était dans un manuscrit à Bénarès et dans un autre à Sérampore, cela donne une forte présomption. Je vois déjà que les variations, quelque grandes qu'elles soient, tournent dans un certain cercle ; je pense qu'on pourra les épuiser et donner un texte parfait, sauf à mettre les équivalents de quelque importance dans les notes. Mais je suis stupéfait de voir combien l'édition de Londres est mauvaise. Il y a une foule de fautes qui ne sont pas même dans celle de Sérampore. Cependant les connaissances de l'éditeur de celle-ci, de M. Carey, étaient bien faibles alors. En voulez-vous une preuve sans réplique ? Il a trouvé un vers de rechange ajouté à un distique, avec la note marginale ajoutée en sanscrit : « Cette leçon se trouve quelque part dans un manuscrit, » il a fourré tout cela dans le texte, imprimé comme de la prose, comme si cela faisait partie du récit de la guerre entre les paons et les oies. Vous pouvez voir cela au haut de la page 99. Wilkins a retranché la note, mais il a conservé le vers qui ne tient à rien ; il paraît n'avoir pas bien compris non plus le sens de la note. Vous me tentez fort avec ces trois vases de bronze, quoique le prix soit exorbitant ; dites-moi toujours si ce sont des *pāṅ'ārtha dravyāni* (des ustensiles sacrés), s'ils sont ornés de sujets mythologiques en bas-relief, et si enfin le style du travail est celui de la presque citérieure ; car je ne fais pas grand cas de choses siamoises ; cela tire déjà vers le Chinois. Si vous répondez par l'affirmative, je ne voudrais pas laisser échapper ces pièces. En attendant, je vous prie de négocier et de charger le

propriétaire de vous avertir, si par hasard un autre acheteur se présentait. Finalement, lorsqu'il y a *periculum in mōd*, vous êtes le maître de décider pour moi. Faites-moi la grâce de dire à M. Raynouard ce qui suit : D'abord mes admirations ; je n'ai pas été le voir cet hiver, parce que je n'en étais pas digne, ayant abandonné les troubadours pour les brahmines. Les volumes qu'il m'a destinés ont été par erreur adressés à Frédéric Schlegel, à Vienne ; ils sont restés des années en chemin, je ne sais par quelle négligence. Mon frère, qui n'est pas non plus fameux pour sa rapidité, m'a enfin renvoyé, ayant jugé que ce don m'était destiné à moi, une lettre du comte de Pradel, dans laquelle il est dit qu'il m'envoie par ordre de Sa Majesté les trois premiers volumes. Je prie M. Raynouard de me dire où il faut que j'adresse maintenant ma reconnaissance, M. de Pradel n'étant plus ministre de la maison du roi. » La suite de cette lettre malheureusement nous manque. Par le commencement d'une lettre adressée par Schlegel à son ami, le 5 novembre 1821, nous pouvons nous faire une idée de toutes les peines que Fauriel a eues pour les caractères indiens qui devaient passer en Allemagne, où Schlegel devait les utiliser pour son propre compte et où le gouvernement prussien songeait déjà à faire exécuter une nouvelle fonte sur les premiers échantillons. « J'ai vos deux lettres, cher président de la typographie asiatique, et souverain intellectuel des contrées entre l'Inde et le Gange, et je ne saurais assez vous exprimer ma reconnaissance de tous les soins que vous avez pris de mon affaire. Votre avant-dernière lettre m'avait donné des inquiétudes ; croyant avoir tout calculé, je ne concevais pas quelles nouvelles difficultés s'étaient élevées. J'attends avec la plus grande impatience l'échantillon que vous me faites espérer. Vous avez donc été réduit comme moi à faire le métier de compositeur. Vishnou vous en récompensera ; cela vous vaut un million d'années de béatitude pour le moins. » Enfin les premiers échantillons arrivent dans les mains de M. Schlegel, qui en témoigne, le 3 décembre, toute sa satisfaction à M. Fauriel : « J'ai des grâces infinies à vous rendre, cher et docte Mécène, des soins exquis et savants que vous avez voués à mon affaire. Vraiment je ne sais pas comment cela aurait marché sans vous. Je vous

demande mille pardons d'avoir différé de répondre à vos envois ; mes travaux journaliers ne me laissent pas respirer un instant ; sans cela je ne serais pas excusable. M. Léon a été payé, j'ai sa quittance ; je lui écrirai aussitôt que les caisses seront arrivées. Je suis extrêmement satisfait de son travail, si toute la fonte est aussi bien soignée que les lettres qui paraissent dans votre échantillon. Il est délicieux, j'en ai été dans un véritable enchantement ; c'est du bronze sur papier ; depuis que les Védas ont été révélés, l'on n'a rien vu de pareil. J'ai l'air de me louer moi-même, mais vous savez que c'est le privilège des poètes. *Exegi monumentum ære perennius*. J'ai souvent parlé à M. Vibert de creuser plus profondément l'intérieur de l'œil des lettres ; il m'a toujours assuré que cela était impossible et superflu. Le fondeur rejette la faute des aspérités qui restent dans les lettres coupées sur le graveur, et je parie, si nous nous adressons au graveur, il rejettera la faute sur le fondeur ; ce sera comme la chanson :

Jean danse mieux que Pierre,
Et Pierre danse mieux que Jean.

« Quand j'aurai les caisses, je passerai tout en revue et je verrai alors s'il y aura encore quelques nouveaux poinçons à faire, ou quelque autre chose à réparer. En attendant, je vous prie de garder les moules et les matrices. Je prévois encore beaucoup de travail pour mettre en train mes ouvriers ; les artisans de Paris sont des gens admirables, laborieux et intelligents. J'ai fait un grand morceau sur le dictionnaire de Wilson ; il a fallu y mettre de la critique, mais je l'ai ménagé. J'ai un exemplaire interfolié pour faire des additions et des corrections ; elles deviendront nombreuses avec le temps. On a offert à Bopp une place de professeur extraordinaire à Berlin, avec d'assez bons appointements. Il négocie avec le gouvernement bavarois pour se libérer de ses obligations contractées. M. de Humboldt, le frère du voyageur, se donne à l'étude du sanscrit ; il vient de m'écrire un volume sur ses recherches de grammaire comparée ; il a fait d'immenses travaux sur les langues américaines. Trouvez-moi en France des ministres d'État hors de place qui emploient leur temps comme

cela. Où en est votre société asiatique ? Le treizième volume des *Recherches asiatiques* est arrivé en Europe ; l'exemplaire que Colebrooke m'envoie ne m'est pas encore parvenu ; dites-moi, de grâce, ce qui en est. La société de Calcutta doit s'évertuer, autrement nous la dépasserons. Nous venons d'acquérir ici un professeur en théologie catholique qui revient tout droit de Jérusalem, et qui a rapporté de l'Égypte de fort jolies petites antiquités. Dites mille choses de ma part à MM. de Chézy et Langlès. Parlez de ma part à M. Raynouard ; ses IV-VI volumes des *Troubadours* me rendraient fort heureux ; il pourrait les envoyer seulement à M. de Staël qui m'expédiera prochainement une caisse de livres. Il est toujours à déplorer qu'il n'ait pas étendu davantage son plan, il fallait non pas un choix, mais tout ce qui nous reste des *Troubadours* classiques. Maintenant, j'ai déjà des pièces inédites fort intéressantes qui ne sont pas dans son recueil. Adieu. Mille remerciements encore. Tout à vous. SCHLEGEL. » Tout l'hiver se passa sans autres lettres de Schlegel à Fauriel ; le printemps de l'année 1822 vint ranimer cette correspondance, et bien plus encore que le printemps, la nécessité où Schlegel se trouvait de recourir encore une fois aux services obligeants et vraiment éclairés de son admirable ami. « Bonn, 20 avril 1822. Très cher ami et généreux protecteur de mes études, il y a un temps infini que je ne vous ai pas écrit. Mais j'ai fait mieux, j'ai composé un livre ou du moins une brochure pour vous. Pour qui écrirait-on des choses pareilles, si ce n'est pour des lecteurs comme vous, qui embrassent toute la sphère de la pensée et qui sont en même temps savants, patients, laborieux ? Le troisième cahier de ma *Bibl. Ind.* doit être dans vos mains et je souhaite de tout mon cœur qu'il vous satisfasse. Vous m'obligerez, si vous voulez en faire au plus tôt un article dans la *Revue Encyclopédique* (1). J'ai aussi envoyé des exemplaires aux autres pandits de Paris ; Chézy aurait dû parler depuis longtemps de moi dans le *Journal des Savants*, et il devrait le faire encore à l'occasion de ce nouveau cahier ; mais, s'il est toujours dans le

(1) Une note manuscrite de M. Sainte-Beuve nous apprend que Fauriel inséra un petit article sur la *Bibl. ind.* dans le *Journal de la Société asiatique*, t. I^{er}.

même abattement où je l'ai laissé, il n'y a rien à espérer de sa part. Saluez-le cependant bien cordialement de ma part, et dites-lui s'il peut me donner quelque chose pour ma *Bibl.*, qu'il sera toujours le bienvenu et que je m'offre comme son traducteur. Voilà donc votre Société Asiatique constituée ; faites-moi savoir si je suis reconnu membre et quelles sont mes obligations. Comptez sur tout mon zèle. Je désirerais avoir le programme et une notice détaillée, pour parler d'une aussi louable institution dans mon prochain numéro. Le discours de M. de Sacy, dont les journaux ont rendu compte, est-il imprimé ? Dans ce cas-là, je vous prie de me l'envoyer sous bandes. Sinon, ne pourriez-vous pas engager M. de Sacy à le communiquer en manuscrit, afin que je le traduise ? J'ai été abîmé de travail, ayant donné cet hiver quatre cours différents, trois heures par jour. Cela fait que je n'ai pas encore pu arranger mon imprimerie, de sorte que les mots sanscrits insérés dans ce cahier m'ont donné une peine infinie, puisqu'il a fallu chercher toutes les lettres une à une. On est impatient à Berlin d'avoir les matrices et les moules, pour faire faire une seconde fonte ; mais j'ai demandé au ministère un répit, pour pouvoir rectifier et compléter plusieurs articles par les artistes de Paris. Si vous me permettez de vous importuner de nouveau, je vous enverrai une note exacte de ce que je demande encore à MM. Vibert et Léon. (Suivent des détails très minutieux concernant la fonte de certaines lettres indiennes, et des excuses.) Je suis vraiment confus de vous entretenir de telles minuties. Mais songez que lorsque Brahmâ créa le monde, il soigna jusqu'aux antennes des fourmis. Et moi qui ne suis qu'un humble mortel, n'en ferais-je pas autant pour les caractères de cette belle langue révélée ? — Je vous conjure, ne me rendez pas la pareille, et donnez-moi bientôt de vos nouvelles. Mandez-moi surtout ce qui vous occupe en fait de recherches savantes. Si vous vouliez me donner quelque chose pour ma *Bibl.*, je mettrais le plus grand soin à vous traduire. Adieu, mille et mille amitiés. Je ne saurais vous dire combien je regrette votre entretien. Si jamais vous venez sur les bords du Rhin, il faudra vous arranger pour demeurer quelque temps chez moi, et nous brahmaniserons ensemble dans ma jolie petite bibliothèque. Tout à vous, SCHLEGEL. »

On connaît un peu la rivalité qui se fit entre les deux écoles d'indianistes allemands à Bonn et à Berlin, dès que Bopp se trouva installé dans cette dernière ville. Nous regrettons, dans la lettre qui suit, de surprendre chez Schlegel un petit mouvement de dépit et peut-être de jalousie contre François Bopp, qui le rend injuste et presque cruel envers l'homme de génie qui était appelé à rendre de si grands services à la grammaire comparée : « Bonn, 28 août 1822. — J'espère, mon cher pandita, que vous avez reçu ma *Bibl. Indienne* et la lettre que je vous ai écrite tout dernièrement. Je vous écris de nouveau et pour une chose urgente. Ce que je craignais est arrivé ; le ministère demande les moules et les matrices des caractères indiens pour la fonte à faire à Berlin. Je ne veux pas tarder un instant ; ainsi, je vous prie de faire emballer soigneusement les matrices, en notant dessus le nombre ; de faire emballer également les trois moules, d'y mettre l'adresse suivante : *Au Ministère royal de l'Instruction publique et des affaires ecclésiastiques à Berlin, propriété du gouvernement prussien*, et de remettre le tout, bien entendu *contre un reçu*, au bureau de l'ambassade prussienne, avec l'incluse. Les moules ont été faits par le mécanicien *Devraulz* ; je ne sais pas son adresse, mais M. Léon pourra vous l'indiquer. Je désire en acquérir à mes frais de pareils. Ainsi je vous supplie de faire venir tout de suite M. Devraulz et de commander pour mon compte des moules exactement pareils. De cette manière je serai toujours à même d'ajouter des suppléments aux caractères que j'ai ici, et de les perfectionner... Je suis vraiment honteux de vous importuner avec des choses pareilles et d'abuser de votre bonté. Mais vous mettrez le comble aux mille et mille obligations que je vous ai déjà, en dépêchant cette affaire. Notre ministre de l'instruction publique est le premier du monde en son genre, et il me veut beaucoup de bien ; ainsi il m'aurait laissé achever paisiblement le perfectionnement de mon imprimerie ; mais les importunités de Bopp, qui est actuellement professeur à Berlin, ont provoqué cette mesure. Les pieds grillent d'impatience à ce pauvre sot de voir imprimer sa grammaire sanscrite, écrite en mauvais latin. Il veut de toute force s'emparer des fruits de mon industrie avant moi. Mais il sera bien embarrassé lorsqu'il s'agira de diriger la nou-

velle fonte, et cela m'amuse d'avance. Au nom du ciel, répondez-moi bien vite; je vous souhaite en revanche toutes les bénédictions de Vishnou. J'écris en hâte pour ne pas manquer l'heure de la poste; je vous écrirai une meilleure lettre un de ces jours. Ayez-moi des moules pareils, je vous en supplie. Je suis votre débiteur pour tous les frais que ceci vous occasionnera. Tout à vous, SCHLEGEL. » On peut être sûr que Fauriel ne manqua point de rendre ce nouveau service à son ami brahmanique, quoique nous ne trouvions plus aucune autre lettre de Schlegel pendant toute l'année 1822; mais, en cette même année, Fauriel éprouva une perte cruelle par la mort de M^{me} de Condorcet; Fauriel n'aimait point à étaler ses sentiments les plus intimes; il avait, au contraire, soin de les cacher, et, à moins d'y être forcé par la tendresse éloquente de ses amis, il refusait même de chercher des consolations. On lui en offrait de l'Allemagne et de l'Italie; c'est l'Italie qui prit le dessus; mais nous ne sommes point fâchés de voir, par la lettre qui va suivre, de quelle manière engageante Schlegel cherchait à attirer son ami à Bonn: « Bonn, 16 avril 1823. — J'ai été tout joyeux, très cher ami, de recevoir, il y a quelques jours une lettre de votre part, et je profite du premier moment libre pour vous répondre. Vous faites très bien de voyager; mais si vous n'avez pas de but déterminé, si l'air du Midi n'est pas nécessaire à votre santé, pourquoi ne pensez-vous pas à l'Allemagne? Ce pays-ci est délicieux; on y arrive de Paris par le chemin le plus commode; il y a partout des malles-postes à l'anglaise; je vous arrangerais une chambre d'étude dans ma petite bibliothèque, nous causerions, nous ferions des courses ensemble, et, après être resté ici un mois ou aussi longtemps que cela ne vous ennuyerait pas, vous remonteriez le Rhin, où il y a partout de belles choses à voir. Pensez-y, je vous en prie. Je recevrai de mon mieux la dame anglaise dont vous me parlez et je lui donnerai une lettre pour M. Creuzer, le plus célèbre professeur de Heidelberg. Mais je ne sais pas s'il y a grande chose pour l'éducation des jeunes demoiselles. Je ne puis pas lui fournir des renseignements là-dessus. Vous ne savez peut-être pas que Heidelberg est un nom mal sonnant à mes oreilles, parce que c'est le séjour d'une personne qui porte mon nom, et qui, en suivant les

conseils d'une mère insensée et peut-être son propre indomptable caprice, a rompu une union qu'elle avait passionnément désirée, et dont elle s'était déclarée fort heureuse. Cela s'est passé il y a plus de quatre ans; vous concevez bien que je m'en suis parfaitement consolé; j'ai oublié qu'il y a telle chose par le monde, au point qu'il faut une occasion particulière pour me le rappeler. Du reste, M^{me} de Schl, sentant bien qu'elle a elle-même anéanti toute son existence, vit chez ses parents dans la plus profonde retraite. J'ai reçu votre annonce intéressante; je vous prie de noter mon nom parmi les souscripteurs; MM. Treuttel et Vürtz pourront garder mon exemplaire jusqu'au prochain envoi de livres, et je le payerai chez eux. Je tâcherai de vous trouver d'autres souscripteurs; mais nous ne sommes pas ici dans un point central de la librairie. J'expédie quelques exemplaires de l'annonce à Berlin. Vous devez avoir le quatrième numéro de ma *Bibl. Indienne*. Je serais heureux si les mélanges que j'y ai donnés avaient pu vous entretenir pendant quelques moments. Mon *Bhag. Gîtâ* est imprimé depuis longtemps; ce sont les accessoires latins qui arrêtent encore la publication; et le tout paraîtra, je pense, en deux mois d'ici. Je compte toujours aller en Angleterre pour quelques mois vers la mi-avril. J'ai eu le bonheur de former par mes soins assidus un écolier du sanscrit (1) qui, à peine un an révolu depuis qu'il a commencé, est déjà en état de m'assister dans mes travaux. Je compte le prendre avec moi pour m'aider à collationner et à copier des manuscrits; je le laisserai à Londres et, de retour ici, je mettrai vigoureusement la main à l'œuvre. Dites-moi donc, je vous en conjure, qui fait graver à Paris des caractères Devanagari à part la Société Asiatique et peut-être pour la prévenir? M. Langlès, n'est-ce pas? Ayez-m'en un échantillon, s'il est possible. En revanche, je puis vous annoncer que M. Bernstein, professeur des langues orientales à Breslau, vient de faire un essai de lithographie, qui, à mon gré, a parfaitement réussi. Je n'aurais pas cru que cela fût possible. Ce sont les premières pages de l'*Hitopadésa* qu'il a choisies. En général, je pense que c'est l'Allemagne et particulièrement la Prusse qui

(1) Il est question, sans doute, de Chr. Lassen.

fera le plus pour mettre la littérature sanscrite au jour. Trois connaisseurs de cette langue se trouvent placés dans des universités prussiennes : M. Bopp, Benstein et moi. Le quatrième qui puisse compter est Kosegarten, à Iéna. Mais il est dénué de secours matériels. Pour Othmar Frank, il a le timbre fêlé. Vous aurez vu par ma *Bibliothèque Indienne* que l'un de nos ministres d'État, M. de Humboldt, frère du voyageur, s'est voué tout de bon à cette étude. (Suit une commission pour M. Léon ; puis M. Schlegel ajoute) : J'ai encore une autre pétition à vous faire. J'ai collationné soigneusement les manuscrits du *Bhagavad Gîtâ*, mais il se peut que quelque bagatelle m'ait échappé ; et il m'est venu des doutes sur trois ou quatre passages. Auriez-vous l'insigne bonté de vérifier à la Bibliothèque royale si tous les quatre manuscrits donnent la même leçon que l'édition de Calcutta ? Dans ce cas-là, vous me le marqueriez tout simplement ; dans le cas contraire, vous mettriez les variantes dessous. Je me réserve l'explication philosophique du *Bhag. Gîtâ* pour l'avenir. Ma version latine a seulement le but de rendre clairement le sens grammatical. Cependant je me trouve quelquefois fort embarrassé par des termes de métaphysique. J'ai copié à Paris le commentaire de la seconde leçon, ce qui m'est d'un grand secours. Chézy a ensuite redemandé ce livre ; aussi bien, j'étais trop occupé pour le copier en entier. Mais il me serait extrêmement précieux d'avoir seulement les définitions de quelques mots abstraits dans la VIII^e et la XIII^e leçon. Ce sont les suivants ; dans la VIII^e : *adhyâtmâ*, *aahibhûta*, *adhidaivâ*, *adhiyajna* ; ils se trouvent tous dans les premiers vers. Dans la XIII^e : *kshetra*, *kshetrajna*, *prakriti* et *purusha*. Je n'ose pas vous le demander ; cependant, vous me rendriez un service héroïque, en copiant seulement ces définitions en caractères latins. Écrivez-moi, cher ami, je vous en supplie. Si vous aviez quelque morceau à me donner pour la Bibliothèque Indienne, vous seriez le bienvenu, et je le traduirais de mon mieux. Conservez-moi votre bon souvenir. Mille tendres amitiés, SCHLEGEL. »

Schlegel paya ensuite une partie des soins de son ami, en lui faisant l'honneur de le citer dans sa préface de la première édition et traduction du *Bhagavad Gîtâ*, qui vit le jour à Bonn en

1823 ; dans cette préface, C. Fauriel est appelé par Schlegel son très grand ami et très versé dans la science brahmanique (1). Il est évident que Schlegel lui-même attachait un très grand prix à ce petit mot inséré dans son livre, puisqu'il ne manqua point de le relever dans la lettre qui en accompagne l'envoi : « Bonn, 5 septembre 1823 : « Très cher ami, je vous ai expédié, il y a deux jours, un exemplaire de mon Bhagavad Gîtâ sous bandes. Il vous était dû particulièrement, et j'ai exprimé ma reconnaissance envers vous dans la préface. J'ai envoyé aussi, par la même voie, des exemplaires à MM. de Chézy et Langlès, et deux, dont l'un pour la Société Asiatique, à M. Abel Rémusat. Voudriez-vous lui dire que j'expédierai encore, par mon libraire, 3 ex. du Bh. G. et un complet de ma bibliothèque indienne pour la Société Asiatique ? Je me flatte d'obtenir votre suffrage, et j'espère qu'on parlera de moi dans votre journal. Voici une commission dont je me suis chargé auprès de vous. Le baron de Haxthausen, à Cologne, un homme de beaucoup d'esprit et de talent, et très fort de mes amis, s'est depuis longtemps occupé à recueillir des chansons grecques. Il a lu avec un grand intérêt votre annonce ; il se croit sûr d'être en possession de chansons très originales et marquantes qui vous manquent ; en revanche, vous en avez d'autres qu'il n'a pas. Il vous propose donc un échange, ensuite, chacun publierait la collection devenue plus complète pour son pays, vous pour la France, et lui pour l'Allemagne, avec des traductions qu'il a déjà faites. Je ne sais pas si vous eussiez accueilli cette proposition en aucun temps, mais je crains bien qu'elle ne soit tardive. Votre plan est déjà tout fait, et probablement l'impression est déjà fort avancée ou peut-être achevée. Je pars dans ce moment pour Londres où je dois passer deux mois. Si vous voulez m'écrire, adressez votre lettre à MM. James Caizenove et C^o, à Londres. Excusez ces lignes écrites à la hâte par le désordre où l'on se trouve au moment d'un départ. Adieu, mille tendres amitiés. Tout à vous, SCHLEGEL. »

Que nous sommes loin maintenant du temps où l'Allemagne

(1) « Hoc ipsum exemplar, à quo textum castigatius exprimendum curavi, debeo favori viri mihi amicissimi et disciplinæ Brahmanicæ opimè studiosi, C. Fauriel. »

s'épanchait ainsi envers la France ! Cet esprit français que maintenant on calomnie si volontiers, nulle part peut-être n'a été plus bienfaisant qu'en Allemagne. Mais aussi quelle superbe Allemagne que celle du commencement de ce siècle ! quelle sève puissante, quelle grandeur d'âme, quelle activité féconde ! Et, comme si c'était peu de produire un seul Humboldt, un seul Schlegel, un seul Grimm, elle en enfantait deux à la fois ! Cette gémination, pour ainsi dire, du génie allemand est l'un des phénomènes les plus curieux et les plus intéressants de la civilisation moderne. Et non seulement les fils de la même mère allemande étaient touchés du même feu poétique et grandissaient entraînés par le même enthousiasme ; mais on voyait alors les deux plus grands poètes de l'Allemagne, Goethe et Schiller, s'embrasser comme deux frères ; et la France et l'Allemagne, tout en se combattant pour l'ambition ou pour le caprice de leurs princes, s'admirer et s'aimer, comme deux sœurs destinées à faire marcher ensemble l'idéal, qui se complétait, qui se divinisait presque dans le culte de l'Inde, de la Grèce et de l'Italie ! Pourquoi ce magnifique rêve a-t-il donc disparu ? pourquoi ne le ferait-on pas revivre encore une fois, pour la gloire et pour le bien-être de l'humanité ?

LES GRECS

Nous venons de voir, par la dernière lettre de Schlegel, que Fauriel, en l'année 1823, était près de publier son grand recueil de chansons grecques. C'était sa manière de saluer la résurrection de la Grèce qui combattait alors pour son indépendance et de lui venir en aide. D'autres philhellènes allaient combattre et mourir pour la Grèce ; notre stoïcien laissait de côté, pendant deux ou trois ans, ses autres occupations de prédilection pour donner, non pas à la France seulement, mais au monde, un livre, œuvre surtout de patience, pour prouver, par ses chants populaires, que la Grèce poétique, la Grèce héroïque était encore toute vivante. Nous avons appris par Sainte-Beuve qu'après la mort de Fauriel, dans le journal d'Athènes *l'Espérance*, parut un article de M. Piccolos, qui rendait hommage, au nom des Grecs, à la mémoire

de l'excellent philhellène. A ce témoignage, je puis maintenant ajouter quelques nouvelles preuves de l'intérêt très sérieux que Fauriel prenait à la Grèce et aux Grecs, depuis le commencement de ce siècle, c'est-à-dire depuis l'époque où le secrétaire du ministre de la police du Directoire consacrait ses loisirs à l'étude de la philosophie des stoïciens. Coray et Basilis étaient de ses meilleurs amis. Ce dernier lui adressa alors une lettre que les Grecs eux-mêmes ne liront pas sans intérêt et que je suis heureux de pouvoir publier. C'est, en forme de lettre, une véritable esquisse du mouvement littéraire de la Grèce à la fin du siècle passé : « Paris, le 8 fructidor, an VIII. Vous touchez, mon cher, une corde bien sensible pour mon cœur, en me demandant une information sur les sciences et les études de mes compatriotes et sur notre littérature moderne. Certainement, c'est très peu de chose, en considération de ce que la Grèce était autrefois, et de ce qu'elle pourra redevenir encore peut-être. Le despotisme qui y règne, loin de favoriser les sciences, s'occupe plus à dévaster et à détruire. Par conséquent, notre nation n'a à proprement aucune académie des sciences. La soif de l'étude, excitée par la lecture des anciens, fait que quelques individus passent en Italie et en Allemagne pour s'instruire. Il y en a qui s'adonnent à la médecine pour se procurer, avec le temps, une subsistance; d'autres s'adonnent au commerce; quelques-uns retournent pour enseigner dans les écoles existant dans les différents endroits, où ils enseignent la grammaire, la poésie, la rhétorique, la logique, les mathématiques, etc. L'on y étudiait autrefois Aristote, avec les commentaires de Corydaleus et d'Alexandre Maurocordato, l'Aphrodissée, Simplicius, Philopone et Themistius. On y enseigne maintenant la Grammaire de Gaza, commentée par Néophyte et imprimée à Bucarest en 1768; les Mathématiques de Balano, imprimées à Venise en 1749; celles de Segner, traduites par Eugenius Bulgaris et imprimées à Leipzig en 1769; la Logique de ce même Bulgaris, imprimée en 1766; la physique expérimentale de Theotoki, en 1767; la Géographie de Meletius, imprimée à Venise; celle de Chrisanthus; le tout en langue grecque littéraire. Il y a d'autres livres nouveaux, dont je ne peux pas vous faire l'énumération,

faute de mémoire. Il y en a un plus grand nombre en langue vulgaire, servant pour l'instruction et pour l'amusement. Telle est la Géographie traduite de Fazea de l'italien, et dont je ne me souviens plus de l'auteur anglais; la Géographie de Philippides; la Logique et la Rhétorique de Daponte; l'Histoire de Byzance; l'Histoire ecclésiastique de Meletius, qui descend jusqu'à nos jours; la traduction de l'Histoire de Rollin; des Progrès et de la décadence de l'empire romain, de Montesquieu; de Bélisaire, de Marmontel; de la Véritable Politique; du Voyage de Cyrus; du Voyage d'Anacharsis le jeune; de la Pluralité des mondes, par Fontenelle, traduite par M. Codryska; la Mort d'Abel, par Gessner; quelques comédies de Goldoni; quelques pièces de Metastasio; plusieurs autres traductions de l'italien, imprimées à Venise; d'autres non moins nombreuses de l'allemand, imprimées à Vienne et à Leipzig. M. Codryska a traduit encore en vers l'Essai sur l'homme de Pope, qu'il n'a pas encore imprimé. Et quoique nous n'ayons pas de théâtre, il circule à Constantinople une comédie non imprimée et qui est faite par un diacre au sujet d'un moine, qui a fait beaucoup de bruit à Constantinople, il y a trente ou quarante ans, et où les supercheries religieuses sont exposées avec beaucoup de franchise et de piquant, et une autre comédie satirique faite par Suzo; toutes les deux dans le goût d'Aristophane, pour le caustique et pour l'emploi de noms propres de personnes existantes. Voilà l'esquisse imparfaite que peut vous donner quelqu'un qui, occupé plus de son commerce que de la littérature, n'a pas fait, à ce sujet, une recherche exacte. Salut et estime. — P. S. Nous avons un dictionnaire en français, italien et grec vulgaire, fait par Vendoti et imprimé à Vienne, et qui sert pour toutes les trois langues. Nous avons celui de Georges Constantin, imprimé à Venise et commençant par le grec littéraire, traduit en grec vulgaire, en latin et en italien, qui devait être continué pour les autres trois langues, mais que la mort de l'auteur a laissé incomplet. Nous avons la Philosophie morale de Mœsiodax, et son Apologie, dans laquelle il donne une esquisse des leçons qu'il a données dans l'école de Bucarest. » Le tableau, on le voit, n'est ni très brillant, ni très encourageant. Sauf peut-être dans les deux

comédies à la manière d'Aristophane, l'esprit grec s'y cache beaucoup plus qu'il ne s'y révèle ; et il y avait presque de quoi désespérer de l'avenir d'un peuple dont la littérature semblait tellement dépourvue d'originalité. Mais l'esprit chercheur de Fauriel ne s'arrêta pas là ; il sentit, il comprit, il devina que, sous cette littérature scolastique et pédantesque, devait se mouvoir quelque chose de beaucoup plus vivant, qui devait répondre à cet esprit d'indépendance qui excitait alors toute la péninsule hellénique. La littérature populaire de la Grèce, que son ami Basilis n'avait point songé à lui signaler, fut la propre découverte de M. Fauriel, qui prit part à sa guise à l'insurrection hellénique, en réunissant les plus beaux chants du peuple insurgé, ses cris patriotiques et ses voix intimes.

À la nouvelle que Fauriel s'occupait de leurs pauvres chansons, les Grecs de la France et de l'Italie furent d'abord étonnés ; puis, saisissant toute la portée nationale de cette œuvre littéraire, ils le secondèrent tous admirablement, si bien qu'il se trouva bientôt seulement dans l'embarras du choix !

En Italie, où Fauriel se rendit dans l'année 1823, il fut aidé surtout par un éminent philologue et littérateur des îles Ioniennes, André Moustoxidi, ami de tous les grands écrivains de son temps, entre autres de Manzoni, grâce auquel il était, avant l'année 1810, entré en correspondance avec Fauriel ; celui-ci consultait pour lui les codes d'Isocrate et en recevait, depuis l'année 1812, échange de services, puisque Moustoxidi se prêta à son tour avec le plus grand zèle à faciliter les recherches que, dans ce temps, Fauriel avait déjà entreprises sur la vie du Dante.

LES ITALIENS

Dante ! Toujours le Dante pour le passé ; Manzoni ! toujours Manzoni pour le présent ! C'est ennuyeux ; c'est accablant. Ces Italiens, par la monotonie de leur littérature, nous défendent positivement de nous intéresser à elle ! Avec cette prévention injuste contre les deux écrivains qui ont laissé une empreinte plus profonde dans notre littérature, les étrangers nous font sou-

vent le tort de ne pas les lire du tout, et nous qui les lisons, qui les savons par cœur, qui les commentons, nous avons un peu l'air d'un peuple de fous, ou, pour le moins, d'un peuple naïf d'enfants paresseux. Eh bien ! il est peut-être prudent aussi de nous écouter un peu, de se mettre au moins une fois à notre point de vue. Est-ce qu'on en voudrait aux Grecs d'admirer sans cesse leur Homère et leur Démosthène ? Est-ce qu'on attendrait d'eux quelque chose de mieux ? quelque chose d'autre ? Lorsqu'un peuple a le pouvoir de créer parfois des chefs-d'œuvre, il faut savoir se contenter de la qualité et ne pas demander avec trop d'exigence qu'il en livre à termes fixes pour la curiosité de la foule pressée. L'Italie, comme la Grèce, par son grand art, n'a servi aucune passion, aucune mode, aucun caprice du moment ; nos grands génies ont jeté, dans leur moule national, l'idéal humain ; ce qui en est sorti semblait parfait ; eh bien, nous autres, enfants du soleil, après avoir créé des dieux, nous aimons à les regarder ; c'est en les regardant beaucoup qu'il y a chance pour nous d'en créer d'autres. D'ailleurs, aucun étranger intelligent n'a approché impunément le Dante. A mesure qu'on se familiarise avec lui, on est pénétré et ébloui de sa grandeur et de sa majesté presque surhumaines. Fauriel comprit l'Italie par le Dante et par Manzoni. C'est réellement la contempler de bien haut et sous son jour le plus lumineux. C'est à Manzoni que Fauriel voulait dédier son très beau livre sur le Dante, à ce Manzoni dont l'un des premiers il avait deviné et dont, à certains égards, il guida le génie ; à ce Manzoni qui fut son meilleur ami, dont il traduisit en français les tragédies et qu'il révéla en partie à l'Italie, en le révélant, par la France, au monde. Ce n'est point une flatterie de ma part, mais la pure vérité. Sans Fauriel et sans Goethe, Manzoni aurait peut-être écrit autrement et autre chose, et tardé beaucoup plus à devenir populaire ; on ouvrit seulement de grands yeux sur lui, on se douta en Italie qu'on avait affaire à un génie, lorsqu'on eut appris qu'on l'admirait de très haut à l'étranger. On ne peut oublier et dédaigner ces grands bienfaits du commerce littéraire entre les peuples civilisés ; et c'est dans l'espoir, peut-être un peu ambitieux, de contribuer à le faire revivre, que j'ai entrepris de rappeler

ici le souvenir de M. Fauriel. J'ai toujours pensé que s'il n'y avait pas de douanes entre la France et l'Italie, on ne s'apercevrait presque pas en entrant par Nice dans la Ligurie, par la vallée d'Aoste dans le Valais et en France, qu'on a changé de pays. Il est maintenant en notre pouvoir de supprimer d'un trait, par un seul acte de volonté, toutes les douanes sur les frontières littéraires, non pas seulement entre la France et l'Italie, mais entre toutes les nations civilisées ; il y a même ceci de bon que nous n'avons pas besoin pour cela du tapage des congrès littéraires internationaux ; il suffirait de comprendre que la patrie de l'idéal est une et que nous avons tous le devoir de servir cette grande, cette unique, cette divine patrie des savants et des artistes.

Angelo DE GUBERNATIS.

LE

VÉRITABLE ATILA

Attila est si bien resté le type du dévastateur qui détruit bêtement, et pour le plaisir de détruire, qu'il est difficile de le présenter au public tel qu'il devait être en réalité. Les Huns ne savaient pas écrire, et leur grand empereur n'a eu pour historiens qu'un Romain du bas-empire, Priscus, et cet Allemand de Jornandès : il méritait mieux. Puisque ce grand barbare est monté sur le théâtre et nous dit des vers, je vais essayer de montrer ce qu'il était et comment il pensait. Refaire la psychologie d'Attila est moins difficile qu'il ne paraît à première vue. Il a servi de modèle à bien des imitateurs, qu'on connaît à fond : je ne choisirai, parmi eux, que ses parents par la race et peut-être par le sang, les conquérants mongols et turcs, Gengiskhan, Tamerlan, Bâber, et c'est d'après leur vie, d'après leurs propres écrits, que je pourrai reconstruire avec quelque ressemblance la figure originale de leur prédécesseur.

Le portrait que les contemporains des Huns nous font d'eux leur donne, pour type physique, celui des Mongols, des Kirghizes, des Turcomans d'aujourd'hui, et, parmi eux, plutôt celui des Mongols. Ce sont des hommes trapus, courts de jambes ; leur tête est carrée ; le teint est terreux ; les yeux sont obliques ; le nez est épaté et retroussé ; la barbe est rare. Ce sont bien des Mongols : les Turcomans sont plus grands ; les Kirghizes ont le nez plus allongé. C'est donc parmi les Mongols et leurs voisins les plus immédiats qu'il faut chercher la généalogie d'Attila et

de ses Huns ; c'est dans la langue mongole et dans les langues les plus proches qu'il faut chercher l'explication des rares noms propres hunniques qui nous sont parvenus. Les dialectes turcs anciens sont si près des dialectes mongols, les anciennes tribus turques et les anciennes tribus mongoles étaient encore, au ^{xiii}^e siècle, tellement enchevêtrées les unes dans les autres, que les deux généalogies et les deux langages peuvent également servir à cette investigation.

Le nom de HUN est du pur mongol : il signifie simplement : « homme ». Nombre de peuplades barbares ne s'appellent pas autrement ; si les Mongols avaient eu à traduire le nom des *Alemanni*, des Allemands, ils auraient traduit par « Bari-Hun », qui a le même sens. Si on tient à une autre étymologie, et qu'on veuille retrouver, dans les Huns, les « *Hioung-Nou*, ou *Hiounnou* » des chroniques chinoises, le mongol s'y prête encore. *Tchino* en mongol et en vieux turc devient, suivant les prononciations de dialecte et aujourd'hui encore, « *Tchiunno* » et « *Khiunno* ». Le sens de ce mot, dont le son se rapproche tellement de « Hun », qui devait se prononcer « Khunn », est « Loup ». Les Huns auraient donc été « la tribu du loup », comme autrefois leurs proches parents, les *Ogouzes*, étaient la tribu du « taureau », et comme, de nos jours, les Turcomans *Tekkés* sont la tribu du « bouc ». Que Hun désigne l'appellation générale de la peuplade, ou son blason, dans les deux cas, le mot est mongol, et signifie, ou « les hommes » ou « la tribu du loup ».

En vieux turc, et en turc moderne encore, un cheval s'appelle « *At* ». Le même mot, qui a disparu en mongol moderne, existait en mongol ancien, comme le prouve l'appellation de la tribu de *Kongour-At*, « du cheval bai brun ». De *At* on forme régulièrement et grammaticalement « *Atlu* », c'est-à-dire « le Chevaucheur, le *Campéador* ». C'est sans doute de « *Atlu* » que les Romains ont fait « *Attila* ». Il a fallu bien de l'imagination et une ignorance absolue du turc et du mongol pour extraire « *Attila* » du vieux nom ture du Volga « *Idil* ». Jamais Turc ni Mongol n'a porté un nom de fleuve, et rien n'était plus naturel que de donner au chef des cavaliers huns le nom de « Chevaucheur ». Nous nous empressons de le lui rendre.

Le chef « des hommes » ou « de la tribu du loup », le seigneur « Campéador », était fils de Moundzoukh. Les chroniques et les légendes turques et mongoles vont nous aider à retrouver ce Moundzoukh, père d'Atlu. Turcs et Mongols sont d'accord pour donner comme ancêtre à Gengiskhan un chef nommé *Boudantzour*, qui vivait dix générations avant lui. Il est inutile d'attacher plus d'importance qu'il ne convient à cette chronologie tartare. Mais deux choses méritent d'attirer l'attention dans la légende de Boudantzour : le nom de l'homme, et son histoire.

Pour le nom, je suis bien forcé de traiter un peu de grammair. Dans les langues turques et mongoles, l'M et le B se remplacent ; il en est un peu de même chez tous les peuples du Nord, et un vieux Normand disait, voire un Normand moderne dit encore Bathilde pour Mathilde, et réciproquement, comme un Turc et un Mongol disent *Boudantzour* pour *Moudantzour* et *Moudantzour* pour *Boudantzour*. De plus, les mots mongols perdent généralement la syllabe du milieu quand ils passent en turc, comme, par exemple, en mongol *Kourgachoun* (plomb), en turc, *Kourchoun*. Les noms de *Boudantzour* ou *Moudantzour*, et de *Moundzoukh* se ressemblent donc singulièrement. Sans forcer la note, sans chercher à faire coïncider les dates, on peut dire que le père d'Attila et que l'ancêtre, à la dixième génération, de Gengiskhan portaient le même nom.

Ce *Boudantzour* ou *Moundzour* tient une place bien caractéristique dans les légendes turques et mongoles. Il était fils de la *Biche Brillante* (Alang-Goa), qui le conçut sans père. D'après la croyance nationale, lui et ses deux frères seraient nés de la pure lumière. L'enfant du miracle laissa lui-même deux fils, dont l'un, Bouka (le Fort), régna en Mongolie, et dont l'autre, Bogdaï, disparut. Ce légendaire petit-fils de la *Biche Brillante*, ce fils d'un *Moundzour*, ne serait-il pas proche parent d'Attila ? Le fils disparu de *Moundzour* ne serait-il pas précisément Bogdaï le chevaucheur, l'Atlu, qui devait ébranler l'Empire romain ? Quoi qu'il en soit, la coïncidence des noms nous autorise à tracer le portrait du Chevaucheur d'après des modèles turcs et mongols mieux connus que lui. Il en est un dont la vie ressemble étrangement à celle de l'Attila traditionnel : c'est Gengiskhan. La ressem-

blance est telle, que si on n'avait pas, sur Gengiskhan, les documents indigènes les plus positifs, on serait tenté de croire que les historiens turcs et mongols ont simplement traduit des passages de Priscus et de Jornandès relatifs à l'empereur des Huns. Mais aucun biographe turc ou mongol ne s'est jamais douté de Priscus ou de Jornandès.

Comme Attila tue son frère Bléda, Gengiskhan tue son frère Belguedeï, nom mongol qui, prononcé à la turque, devient Beldeï ou Blédéi. Comme Attila, Gengiskhan est assassiné, la nuit même de ses noces, par une princesse pour laquelle il s'est épris d'un amour furieux. Les détails du meurtre sont aussi mystérieux pour l'un que pour l'autre : « Elle lui fit (à Gengiskhan), dit la chronique mongole, un maléfice dont il mourut. » Les propos que tient Attila, Gengiskhan les tient aussi, et chose remarquable, quand ces propos sont traduits en vieux turc, ils prennent des assonances et des sonorités éclatantes : ils forment naturellement des vers.

Quand Attila s'écrie : « Où mon cheval a passé, l'herbe ne croît plus », il fait exactement un vers en turc-oïgour du x^e siècle, et un fort bon vers.

Kani At otchti, Ot tchikmass.

Tout y est, la mesure, la césure et l'assonance obligée entre At (cheval) et Ot (herbe). Le vers est excellent, et le Corneille tartare, Mir Ali Chir, ne l'eût pas désavoué.

Attila s'intitule « fléau de Dieu ». Ses historiens ne se donnent pas la peine de compléter sa phrase : Gengiskhan, lui, l'a prononcée tout entière, du haut de la chaire de la mosquée cathédrale de Bokhara, et n'a pas manqué de le faire en pompeux hexamètre :

Min Tengri tealantng bir taman belası.

« Je suis du Dieu très haut le terrible fléau », donne exactement, mot pour mot, et dans le même ordre, la traduction du vers turc. Quand nous aurons vu dans quel sens l'entendait Gen-

giskhan, nous verrons aussi dans quel sens l'entendait Attila, et nous pourrons pénétrer dans la pensée légendaire de l'empereur des Huns.

Quand Gengiskhan entra dans Bokhara, la Rome musulmane d'Asie centrale, il réunit les principaux habitants dans la cathédrale, fit gravir à son cheval les degrés de la chaire, et tout armé, casque en tête, les harangua.

« Il leur reprocha, écrit son descendant Aboulgazi, leurs vices et leur corruption, et la manière dont leur sultan avait manqué à sa foi et fait périr ses marchands et ses ambassadeurs. Musulmans ! ajouta-t-il, vous avez commis de grands péchés ; le Dieu très haut, dans sa colère, m'a envoyé pour vous châtier et vous redresser. — Je suis du Dieu très haut le terrible fléau. — Ensuite, il leur ordonna de lui apporter leurs trésors. »

La pensée intime, mais légendaire de l'empereur mongol et de l'empereur hun est dans ce discours. L'un et l'autre se considèrent comme des justiciers, des « fléaux du Dieu très haut ». A la corruption romaine ou perse, ils opposent les vertus hunniques et mongoles. Pauvre Attila, pauvre Gengiskhan ! Comme on les a calomniés ! On en a fait des barbares ! Eux, des barbares ! Mais ils étaient les apôtres de la civilisation, les chevaliers errants du *Kulturkampf* de leur temps ! Il est vrai qu'ils imposaient de fortes contributions de guerre : mais le meilleur moyen d'arrêter la corruption d'un peuple n'est-il pas de l'appauvrir ? Gengiskhan fait la morale aux gens de Bokhara ; il leur reproche leur luxe, et pour couper court à ces débauches, comme envoyé du très haut, il leur prend leur argent. La vie de Gengiskhan nous montre que, comme son ancêtre Attila, il avait la vive vocation de sa mission civilisatrice. Sans doute, il fut obligé d'employer de durs moyens et de rudes instruments. Ce ne sont pas les scrupules qui embarrassaient beaucoup ses ministres Bogordji et Yeloui Tchoutsai, ou son diplomate Mahmoud Yelvadj. Parmi ses généraux, Djébé et Soubeguetai (deux des plus grands capitaines qui aient jamais été, soit dit en passant) n'étaient pas précisément tendres. Mais on sait que les voies de Dieu sont mystérieuses, et que, quand il s'agit de châtier des Babylones, on ne saurait avoir la main trop ferme.

J'ai dit plus haut qu'en constatant des ressemblances pareilles entre Attila et Gengiskhan, on serait tenté de croire que les historiens qui ont écrit la vie du second ont copié celle du premier. Quiconque a fait la critique historique d'événements dont la relation a été rédigée dans des temps obscurs ne sera pas embarrassé pour trouver la clé de l'énigme. Il ressort de ces similitudes que les Huns ont chanté leur héros ; que les poèmes qu'ils ont composés sur lui étaient en vers turcs ; que ces poèmes se chantaient encore au temps où le descendant de Gengiskhan, Ghazan Khan, fit écrire l'histoire de son aïeul ; et que dans les poèmes que les Turcs, sujets de Gengiskhan, chantèrent sur leur héros, ils introduisirent des passages entiers de la chanson de l'*Empereur chevauteur*, de l'Atlu, en se bornant à remplacer le nom du héros hun par le nom du héros mongol. De ce vieux chant national turc, il nous reste deux vers bien frappés :

Où mon cheval a passé, l'herbe ne croît plus.

Et

Je suis du Dieu très haut le terrible fléau.

Des héros qui y figurent, il nous reste le nom mongol de Belguedeï, en turc Blédeï ou Blédé, le nom du père d'Attila (Priscus, qui a vu Attila et lui a parlé, appelle ce père *Rova*, ce qui montre bien clairement que le nom de Moundzoukh, ou Moundzour, est emprunté à la légende) ; ce nom est le même que celui d'un ancêtre de Gengiskhan, Moudandzour en mongol et Moundzour en turc ; il nous reste encore la légende d'une princesse dont Gengiskhan et Attila s'éprirent tous deux d'un amour sénile, et qui, la nuit même des noces, leur fit « un maléfice dont ils moururent » : idée bien turque et mongole, et faite pour démontrer qu'un héros ne peut être vaincu que par une femme. Le même récit se trouve dans plus de cinquante vieux chants turcs ou mongols. Il nous reste de plus le nom de deux fils d'Attila : celui de l'aîné, *Denguizikh*, qui signifie « aimable, admirable », et qui est la traduction exacte du nom mongol du fils aîné de Gengiskhan « Djoudji » ; celui du cadet, *Irna kh* ou *Irnek*, qui est du pur vieux turc, et signifie « tranchant d'épée ». Enfin, un dernier trait vient

s'ajouter aux précédents. En admettant que les Huns parlissent mongol, leur nom signifie « les hommes » ; en admettant qu'ils aient parlé turc, leur nom signifie « la tribu du loup ». Or, dans la légende de Gengiskhan, le héros mongol a eu pour premiers ancêtres le *Loup bleu* et la *Biche brillante*. Dans la légende hunnique, les Huns, ou en traduisant du mongol « les fils du loup », ont été guidés, dans leur invasion, précisément par une miraculeuse biche blanche. Je crois donc maintenant ne pas m'aventurer en concluant de tous ces rapprochements que les Huns étaient une tribu turque apparentée aux Mongols ; que les chants qu'ils composèrent sur leur Campéador étaient en langue turque et ont été chantés dans l'Asie centrale jusqu'à la fin du ^{xiii}^e siècle et au commencement du ^{xiv}^e ; et qu'une bonne partie de ce que Jornandès rapporte d'Attila est emprunté à des fragments d'une « chanson d'Attila » composée du vivant ou peu après la mort du « Chevaucheur », et qui a été plus ou moins exactement traduite dans les dialectes tudesques.

De cette chanson, je ne veux retenir et discuter que ces deux vers :

Kani-at-otchti-, ot-ichikmass.

Où-le cheval-a passé-, l'herbe-ne pousse plus.

Et

Min-Tengris-Tealaning-bir-iaman-belasi.

Je suis-de Dieu-très haut-un-terrible-fléau.

Ils me serviront de point de départ pour faire la critique d'Attila, et pour différencier, dans le caractère qu'on lui prête, ce qui est allemand de ce qui est vieux turc et mongol.

De ces deux vers, ni l'un ni l'autre ne se trouve dans aucune chronique mongole ; le second seul se trouve dans les chroniques turques, et il est appuyé par une riposte. Gengiskhan le prononce lors de son entrée dans la capitale turque et musulmane, Bokhara, et un jeune clerc musulman s'écrie, en voyant la mosquée cathédrale profanée : « Qu'est-il donc arrivé ? » Son évêque lui répond : « Tais-toi, prêtre ! c'est le temps de la colère de Dieu qui est arrivé ! » Or, en déplaçant un seul mot dans le texte,

on obtient encore exactement un vers, et un vers qui rime avec le premier, suivant les règles de la prosodie turque :

Ai! Tek Tourguil : Tengri ghazib tourour vakiti.

Ce qui donne d'ailleurs l'intervalle suffisant pour expliquer le second vers, les vers de cette coupe rimant de trois en trois, et, par conséquent, un vers devant séparer la parole de Gengiskhan et la parole de l'évêque. Le plus curieux est que *Aï*, « hé », qui est au commencement, est simplement une cheville pour faire le vers. Mais mettez le vers à sa place dans une chronique mérovingienne, et je ne crois pas qu'un évêque chrétien eût désavoué la réponse de l'évêque musulman.

Propos d'Attila, réponse de l'évêque, sont bien dans le caractère allemand. L'empereur Guillaume, lui aussi, venait châtier la corruption française, et se posait en fléau de Dieu ; et plus d'un pasteur prussien, en célébrant le *Gottesdienst* devant Paris bombardé, a dû expliquer aux pieux grenadiers poméraniens que ce bombardement était la marque de la colère divine, et qu'eux, grenadiers et canonniers, étaient les instruments de la vengeance céleste. De ce côté, Guillaume se rapproche donc d'Attila et de Gengiskhan, voire même de Tamerlan, qui ne fit jamais rien sans avoir en main une bonne consultation en bonne forme de ses *ulémas*, ou docteurs en droit canon, établissant que son entreprise était conforme aux vues célestes, et bien conçue pour affermir la religion et faire éclater le triomphe de la morale et de la vertu.

L'empereur Guillaume et ses Prussiens peuvent-ils être, jusqu'au bout, comparés à ces illustres modèles, Attila et ses Huns, Gengiskhan et ses Mongols, Tamerlan et ses Turcs ?

Ah ! non, non ! Si, dans la légende, il y a des vers comme « Je suis le fléau de Dieu » et comme « Où mon cheval a passé, l'herbe ne pousse plus », vers qui ont peut-être été composés par des soldats de race germanique à la solde d'Attila, et conservés tels quels dans la chanson, il y a tout autre chose dans l'histoire positive.

Maintenant que j'ai éliminé ce qui est de la légende, je vais montrer ce qui est certainement de l'histoire.

Nous avons vu qu'Attila était Turc, d'une tribu alliée aux Mongols et qu'il fut chanté par son peuple. Voilà ce qui reste de certain dans la légende. Il va sans dire que j'entends par Turc, un Turcoman ou un Kirghize, ou un Tartare, et non l'abominable *Colluvies Gentium*, les bâtards de Persans, de Sartes, et de je ne sais quoi, qui sont les Ottomans. Voyons maintenant quel était le caractère du Grand Mongol, Gengiskhan, et des deux Turcs typiques, Tamerlan et Bâber.

Il y en a un sur les trois, dont on dit particulièrement du mal : c'est Tamerlan. Pauvre Timour ! s'être appelé de son nom *Timour Beg* « le Chevalier de fer », avoir été surnommé par son peuple *Gorguène* « le Beau » et *Amin* « le Fidèle », s'être contenté lui-même, au comble de la puissance, du titre modeste de *Koutloulouk* « Investi du pouvoir », et n'avoir consenti à porter le titre de *Padichah* « Empereur » que sur la fin de sa vie, pour arriver à être affublé de l'épithète injurieuse de « estropié » et du nom grotesque de « Tamerlan » ! Eh bien, si « le Chevalier de fer » avait eu M. de Bismarck pour ministre, et si celui-ci s'était permis de dire que la force prime le droit, « le Chevalier de fer » eût tout simplement jeté M. de Bismarck par la fenêtre. Sous son blason d'azur à trois besants d'or, Tamerlan portait cette devise : *Rousti Rasti* « La force par le droit ». Les mots sont persans, et ressemblent tellement à de l'allemand, que tout bon Germain y reconnaîtra sans peine des racines indo-européennes : « *Rüstung bei Recht* », pour parler allemand. J'imagine que Timour n'eût laissé défigurer son blason et renverser sa devise par aucun ministre. D'ailleurs, avant Timour déjà, aucun ministre turc ou mongol n'eût osé conseiller une politique « de fer et de sang », et le grand chancelier de Gengiskhan, qui s'appelait Yelouï-Tchoutsai, s'opposant à une politique purement militaire, disait au Conseil : « L'empire a été fondé à cheval, mais on ne peut pas le gouverner à cheval. »

Attila suivait-il de pareilles maximes ? Mettait-il aussi son droit au-dessus de sa force ? Ce Chevaucheur estimait-il aussi qu'on ne peut pas gouverner à cheval ?

Il y a, dans Priscus, un renseignement des plus précieux, auquel les études qu'on peut faire maintenant sur l'histoire des

Turcs et des Mongols donnent toute sa valeur : Priscus raconte, avec une visible surprise, que les grands personnages hunns de l'entourage d'Attila parlaient fréquemment de projets que leur empereur aurait formés sur la Perse. Il note même tout un plan de campagne qu'il paraît avoir assez clairement compris, bien qu'il ne sût pas la langue hunnique et qu'il dût converser par interprète. Des explications que lui donnent les Huns, il résulte que leur pays est voisin de l'empire perse, et que ce qui tient particulièrement à cœur au Chevaucheur, c'est la conquête de cet empire.

Nous entrons ici en pleine réalité, et ce projet qui surprend tellement Priscus nous paraît, à nous, très naturel. La présence des Huns en Europe est difficile à expliquer. Il est probable qu'Attila ou son père avaient été envoyés vers l'ouest par un prince turc dont ils étaient ou les fils, ou les généraux, sans instructions précises et à peu près au hasard. C'est du moins ainsi que les choses se sont passées sept siècles et demi plus tard, lors de la première irruption des Mongols en Russie. Les trois meilleurs généraux de Gengiskhan, Djébé, Soubeguetai et Tougatchar, partirent de Caboul à la tête de 25,000 hommes, avec la mission bien définie de couvrir le flanc gauche de la grande armée, forte de 80,000 hommes, qui s'avancait sur Khiva, de pousser devant eux les débris de l'armée du sultan Mehemed, de les empêcher de se réorganiser, de les détruire et de s'emparer, s'ils le pouvaient, du sultan en personne. Remarquons que Djébé et Soubeguetai étaient des jeunes gens, ayant fait une carrière très rapide, accompli de grandes choses avec de minces commandements, qu'ils n'étaient, à cette époque, maréchaux ni l'un ni l'autre (Tougatchar ne le fut jamais ; il fut tué, dès le début de la campagne, dans une reconnaissance devant la forteresse persane de Nichapour), et que c'étaient, pour employer un équivalent de grade, de simples généraux de division. Or, nous les voyons, quand leur mission est accomplie, qu'ils sont arrivés sur la rive orientale de la mer Caspienne, poursuivre leurs opérations, franchir le Caucase, entrer en Russie, gagner la bataille de la Kalkha, puis revenir sur leurs pas. Vingt ans après, nous voyons Soubeguetai forcer la main à l'empereur Batou, et le dé-

cider à envahir la Hongrie : « Vous êtes, lui dit-il, l'empereur, et, comme tel, maître de vous en retourner ; mais, pour moi, il ne me convient pas de reculer, et j'ai délibéré d'aller jusqu'au Danube. » Toutes les analogies portent à croire qu'Attila était un indiscipliné, une mauvaise tête du genre de Djébé ou de Soubeguetai, qui, pour garder son indépendance envers un prince de sa famille ou un suzerain, poussa le plus loin qu'il put vers l'ouest, sans jamais perdre de vue la mère patrie, et sans jamais songer à faire en ces lointains pays un établissement sérieux. Quand il se fut formé une bonne armée et qu'il eut rempli son trésor, quand surtout il eut reçu d'Asie centrale la nouvelle d'événements que nous ignorons et qui étaient de nature à lui permettre de jouer son rôle dans son pays, il songea de suite à y retourner. Ces nomades turcs ou mongols ont toujours eu pour leurs solitudes un attachement invincible : nul peuple ne souffre de la nostalgie comme ces vagabonds. Ils ont un mot dans leurs langues qui est plus fort, qui contient plus de passion, qui serre le cœur encore davantage que le « *home* » anglais et le « *Heim* » allemand : c'est le mot « *yort* » qui signifie à la fois patrie, lieu d'élection, tente, maison, foyer. A quelque degré de fortune et de gloire que l'aient conduit son audace et le fracas de ses armes, le nomade n'oublie jamais son « *yort* ». S'il n'y retourne vivant, il veut y être renvoyé mort. Soubeguetai faisait rapporter à la frontière de Chine, pour y être enterrés, les corps de ses Mongols tués sur les champs de bataille de Hongrie, de Saxe et de Silésie. Gengiskhan, mourant au Tibet, veut qu'on l'enterre à cinq cents lieues de là, non dans sa capitale, non sous un pompeux monument, mais dans son « *yort* », « au pied d'un arbre sous lequel il se souvient de s'être reposé jadis, quand il était jeune, revenant de la chasse aux marottes ».

Certainement, les Huns, ou, si l'on aime mieux, les Turcs d'Attila, ont rapporté le corps de leur « *Campéador* » à son *yort*. Je ne crois pas un mot des légendes allemandes relatives à l'enterrement de l'Atlu. J'en crois davantage sur toutes celles qui ont trait à Orléans sauvé, à Paris sauvé, à sainte Geneviève et au pape Léon. Entendons-nous : il y a, dans ces histoires, un

fond de réalité qu'il n'est pas difficile de faire ressortir par analogie.

La légende mongole bouddhiste nous raconte de Gengiskhan marchant sur Lhassa, la Rome bouddhiste, exactement ce que la légende chrétienne nous raconte d'Attila s'arrêtant devant la Rome des Papes.

Le conquérant mongol, quoique païen, se laissa fléchir par le Dalai Lama, comme le conquérant hun se laissa fléchir par le pape chrétien. Ici, nous avons une preuve de plus que la « chanson d'Attila » a été transposée du turc en mongol. Voyons la version turque du même évènement. Dans cette version, le Dalai Lama bouddhiste devient, comme on devait s'y attendre, un kadhi musulman par lequel Gengiskhan se fait instruire dans les vérités de l'Islam. Il s'ensuit une discussion théologique dans laquelle Gengiskhan fait preuve d'un grand bon sens, et que le rhapsode, reproduit par le chroniqueur, rapporte, comme je vais le prouver, avec fidélité. « Les habitants lui envoyèrent un kadhi, nommé Achraf, et un prédicateur. L'empereur leur demanda d'abord ce qu'ils entendaient par le mot *musulman*. « Les musulmans, lui répondirent-ils, sont les serviteurs du Dieu unique et sans égal. » « C'est aussi ce Dieu que je reconnais », dit l'empereur.

Après différentes autres questions, sur lesquelles Gengiskhan tombe d'accord avec les ecclésiastiques musulmans, le chroniqueur, reflet évident du rhapsode, termine ainsi : « Mais lorsqu'ils dirent que Dieu avait, dans un endroit appelé la Mecque, un temple où tous les musulmans qui en avaient les moyens devaient se rendre en pèlerinage », Gengiskhan réfuta ce dernier point et dit : « *L'univers entier est la maison de Dieu !* A quoi bon désigner un lieu particulier pour s'y rendre ? » Gengiskhan, d'ailleurs, congédie les prêtres en octroyant aux habitants de leur ville « lettres patentes de tenanciers de franc alleu ».

Or, une conversation de ce genre a eu lieu entre Batou, le conquérant mongol de la Russie au XIII^e siècle, et un moine français envoyé par saint Louis, le frère Rubruquis. Cet admirable Rubruquis, dont on ne peut se lasser de relire le récit, raconte la discussion avec sa verve et sa franchise habituelles. Quand

l'empereur mongol a fait sa profession de foi déiste, et a déclaré au moine qu'à son avis chaque religion est bonne pour faire son salut, il ajoute : Votre religion vous ordonne-t-elle de médire des autres? » Et comme le moine s'excuse, l'empereur mongol continue : « Ordonne-t-elle à ses ministres de recevoir or ou argent? » D'ailleurs, les chrétiens de l'armée mongole, et parmi eux il y avait de bons théologiens, puisque Rubruquis rencontra à la cour un chevalier templier, avaient bien recommandé au moine de « ne pas s'enquérir auprès des barbares s'ils étaient chrétiens, parce qu'ils auraient pris la chose à insulte de leur honneur, disant qu'ils n'étaient rien que *Mongols* ». La religion de ces gens-là, c'était le drapeau. Ceci n'empêche pas Batou d'envoyer le moine auprès de sa femme pour la faire communier. De même pour Attila : du moment que saint Aignan, ou sainte Geneviève, ou saint Léon, rendent hommage au drapeau hun, le « Campéador » ne voit aucun inconvénient à rendre hommage à leur culte et à leurs symboles, et à faire respecter leurs églises.

Instinctivement bouddhiste, comme le sont tous les Mongols, et même les Turcs musulmans lorsqu'ils sont de race pure (car un vrai Tartare interprétera la religion musulmane à peu près comme un Lama du Tibet interpréterait le christianisme), Attila respectait tous les cultes et les rapportait à ses idées de déisme-panthéiste, du moment que les ministres de ces cultes saluaient la bannière nationale, la vieille bannière turque et mongole.

Attila luttait donc en Europe pour se préparer à s'établir en Asie. Comment voulait-il fonder cet empire asiatique, ou tout autre, au cas échéant? Genghiskan va nous le dire. Les chroniques mongoles nous ont fidèlement conservé la péroraison du discours que prononça le terrible empereur quand, après quarante années de lutte, il fut *élevé sur le feutre blanc*, c'est-à-dire proclamé chef de la Confédération qu'il avait fondée. Nous sommes au moment où il remet à son peuple son *yaçak* ou constitution.

« Ce peuple qui, vaillant et téméraire, insouciant de mes peines et de mes dangers, s'est attaché à moi, — ce peuple qui gaiement m'a consacré ses forces dans la mauvaise comme dans

la bonne fortune, — je veux que ce peuple pur comme le cristal, — ce peuple inébranlable et fidèle devant le péril, — je veux qu'il s'appelle *les Mongols bleus*, — et que de tout ce qui se meut sur la terre, il soit le plus noble et le plus haut ! »

La conception de Gengiskhan est que ses Mongols sont une race supérieure, un peuple prédestiné par ses œuvres, et qu'il faut que l'humanité les reconnaisse comme tels. Attila pensait de même pour les Huns.

Priscus nous montre ces rudes nomades, gens d'un orgueil farouche et se tenant, comme dit Gengiskhan, pour ce qu'il y a de « plus noble et plus haut de tout ce qui se meut sur la terre ». Même orgueil de race chez les Mongols que nous dépeignent Rubruquis et Jean de Plan Carpin ; même encore chez ce fantaisiste de Bâber, qui se traitait pourtant lui-même de *Kazak*, c'est-à-dire de « Bohème ». Il a beau, avec son laisser-aller de gentilhomme de lettres, et l'assurance qu'on ne pourra pas le prendre pour un parvenu, lui, prince de la maison de Gengiskhan par sa mère et de la maison de Timour par son père, il a beau écrire d'un de ses oncles : « Il était aussi bête que brave, pataud, n'ayant jamais rien lu que des romans, — un vrai Turc, si jamais il en fut » ; il a beau qualifier ses Mongols de « gredins, gens de sac et de corde, félons et déloyaux » ; à la plus petite atteinte à sa race, il se fâche tout rouge. Quand un prince afghan lui demande le tabouret, ce tabouret qu'il a refusé à des gentilshommes turcs ou mongols, il le traite tout net de « polisson », et quand il envoie un cartel en vers à l'émir de Biana, il ne manque pas de commencer ainsi :

Émir de Biana, n'essaye pas d'affronter les Turcs.

La grande colère de Timour contre Bajazet, en définitive, cette grande colère pour laquelle Timour renonce à la Chine et à l'Inde et se rue sur l'empire ottoman, n'a pas d'autre origine que ce furieux orgueil de race : à l'idée que cet Ottoman de Bajazet ose prétendre au nom de Turc, Timour, si maître de lui, perd toute raison et tout sang-froid ; il bondit sous l'insulte ; lui, musulman et musulman dévot, écrit aux princes chrétiens pour les

convier à une croisade contre ce musulman, contre ce misérable qui ose se dire Turc : il en devient absolument fou. Voyez, dans Priscus, comme Attila et ses Huns traitent de haut et méprisent la cohue de barbares qui les sert et qu'ils payent. Voyez, dans Rubruquis, en quelle estime les Mongols tiennent leurs mercenaires et leurs recrues forcées, Hongrois, Russes, Saxons, Alains, Perses, enfin gens ne parlant pas Turc. Bâber, conquérant l'Inde et l'Afghanistan, traite ses sujets afghans de « drôles » et de « brutes », et ses sujets Indiens de « goujats » et de « saligots ». Attila, quand il causait en famille avec ses Huns, quand il parlait turc, devait qualifier ses peuples avec la même aménité. Sa simplicité même est une insolence. Ses barbares subalternes ont des bottes brodées d'or : lui porte son vêtement national, ses houseaux de cuir, sa tunique turque, son bonnet fourré l'hiver, sa toque de feutre l'été. De même Timour, sur le seul portrait qu'on ait de lui, porte ses bottes de cheval, une simple tunique, un bonnet sans turban, ceinture de cuir et la rapière mongole au côté. De même Bâber, qui s'amuse à se promener nu-pieds pour s'endurcir à la marche, et qui distribue à tort et à travers les diamants de l'Inde, s'apitoyant, pour son compte, sur sa tasse en porcelaine de Chine, dans laquelle il a l'habitude de boire, et qu'il laissa tomber dans la rivière un jour qu'il y avait trop bu. Tous ces rudes garçons jettent l'argent par les fenêtres et distribuent les diamants par poignées : leur luxe n'est pas pour eux, mais pour leur peuple, — j'entends pour les gentilshommes, — c'est-à-dire les Huns, les Turcs, les Mongols. Leurs femmes font larges charités. Les deux premiers empereurs mongols brûlent trois fois Bokhara ; mais la deuxième impératrice fait rebâtir la ville que son mari a incendiée, y fonde des collèges et les dote. Ils ont cette supériorité sur les autres conquérants, qu'ils comptent sur leur personne, et ce grand fou de Bâber, dans un moment de désespoir, parle tout simplement d'envoyer son royaume au diable, et d'aller « prendre du service en Chine » comme officier de fortune. Leur éducation a été faite dans les romans. Attila ne lisait pas de romans, mais on lui en chantait. Ce froid et politique Tamerlan est un héros de roman : grattez ce César et vous trouvez d'Artagnan. Dans les mémoires qu'il a

laissés à ses enfants, il consacre dix lignes à la défaite de Bajazet et trois pages à une aventure romanesque.

On peut donc admettre, dans Attila, des élans et des enthousiasmes qui n'ont rien de calculé. Mieux que cela : toutes réserves faites, et étant bien établi que les Huns doivent être, comme plus tard les Mongols « exaltés au-dessus de tout ce qui se meut sur la terre », le Campéador peut très bien être, et a probablement été un philanthrope. Écoutons, à ce sujet, les propos de Gengiskhan, et nous allons être bien loin de la légende du « Fléau de Dieu ». Quand le sultan des Sartagol (la chronique mongole entend par là le puissant sultan Mehemed de Kharezmie) le défie, Gengiskhan lui répond : « Par l'ordre de mon père céleste, j'ai fait vœu de soumettre les douze princes qui règnent sur le genre humain, afin d'établir, par la paix et la justice, le règne de la félicité universelle. O toi, mon père céleste, décide entre cet orgueilleux et moi ! » Et, quand son vœu est accompli, il s'écrie : « Obéissant à l'ordre du roi des cieux, de mon père céleste, j'ai soumis à mon gouvernement les douze grands rois de la terre. J'ai rangé sous ma volonté le despotisme effréné des princes moins puissants. Ce peuple innombrable qui était dispersé, qui errait poursuivi par l'oppression et la misère, je l'ai réuni, je lui ai donné la sécurité et des lois : la plus grande partie de mon devoir est accomplie : je puis maintenant accorder du repos à mon corps et à mon esprit. »

Attila n'atteignit pas ce moment où il aurait pu accorder du repos à son corps et à son esprit. Entraîné par les événements hors de son cercle d'action naturelle, forcé de batailler en Occident, mais le cœur attiré vers l'Orient, vers le *yort* des ancêtres, il ne parvint jamais à donner même un commencement d'exécution aux plans qu'il avait sans doute formés. Animé de la vieille haine nationale des nomades turcs et mongols contre le Persan et le Chinois, il rêvait cette grande revanche que Gengiskhan sut prendre. Il disparut en la préparant, météore sanglant et obscur. Mais comme celle de ses grands héritiers, sa vie fut d'un héros de roman. Rien de plus vraisemblable que sa passion pour une princesse romaine qu'il n'a jamais vue, et qui lui écrit des lettres sentimentales. Le Germain Clovis peut calculer les avantages de

son mariage avec la Burgonde Clotilde ; mais de pareils calculs ne peuvent pas entrer dans le cerveau du « Campéador » des Huns. Il est parfaitement sincère dans ses amours, comme le furent Gengiskhan, et Gayouk, et Timour, et même cet étourdi de Bâber. Bâber a beau se moquer de son Turc d'oncle « qui n'avait jamais lu que des romans » ; il a beau faire de louables efforts pour se prendre au sérieux, la gaminerie et la fantaisie romanesque reprennent bien vite le dessus. Empereur de l'Inde, il interrompt une lettre officielle qu'il écrit à son fils, au prince héritier auquel il a confié le royaume d'Afghanistan, pour lui dire : « Ta dépêche est très intéressante, mais il y a deux fautes d'orthographe, et puis c'est bien obscur comme style : je ne savais pas qu'on faisait maintenant les charades en prose ! » et dans la lettre qu'il joint à celle-ci, lettre qu'il adresse au premier ministre de son fils, à son vieux serviteur, compagnon d'armes et d'orgies, véritable tuteur auquel il a confié son cher enfant, après deux pages d'admirables instructions politiques, le sérieux est épuisé : des calembours et des quatrains terminent cette dépêche dont le commencement est un modèle achevé de style, d'ordre, de sagesse ; mais une fois la ligne de conduite administrative, militaire et diplomatique bien tracée, l'empereur redevient gamin, bavarde avec le ministre de son fils, finit par lui dire que son métier de souverain l'assomme, et par regretter le bon temps où on courait les aventures. Attila le regrettait-il aussi ? Je le crois, à en juger par les autres. Gengiskhan, au comble de la puissance, souffre d'une incurable mélancolie. Malheureusement, il n'a rien écrit, mais on sent l'ennui et le découragement percer sous les propos que lui prêtent les chroniques. De pareilles natures cherchent la lutte à outrance, encore et toujours, envers et contre tous, *pour faire durer le roman* ; ils ont peur de s'ennuyer. Bâber meurt à quarante-deux ans, et s'ennuie déjà ; à quoi pouvait s'amuser le vieux Timour ? pouvait-il retrouver le bon temps et les fières émotions de vingt-cinq ans, quand il s'en allait à la conquête du monde, tout seul sur un cheval boiteux, avec sa femme en croupe, s'évadant de prison, ferrailant avec tout venant, enlevant, lui cinquième, une forteresse, en marchant le long des gouttières, faisant enfin son brave et joyeux métier

de chevalier errant, amoureux de sa dame et la protégeant contre des ravisseurs félons? Quel empire peut remplacer cette verve et cette exubérance de jeunesse? Par combien d'aventures pareilles avait passé Attila avant de se décrocher la mâchoire en roi des Huns? Ah! les belles et joyeuses amourettes de Bâber, au bon temps qu'il était « Bohème ».

« Je fis trois révérences à la princesse et je l'embrassai, trois courtoisies à ma tante. J'embrassai l'autre princesse sans lui faire de révérences. — La princesse ma tante avait fait dresser la collation sous un pavillon. — La princesse Blanche devint, à première vue, éperdument amoureuse de moi. Il en résulta qu'après un échange secret de lettres, que ménageait la princesse ma tante, elle vint me rejoindre à Caboul! »

Au diable l'empire des Indes! On ne peut même pas s'y griser. — Et puis, quelle situation pour un empereur! Un monsieur lui déplait, et il ne peut pas se battre en duel avec lui. Car enfin, Bâber a de l'étiquette, et il ne trouve pas convenable qu'un prince de ses parents ait invité, en première audience, un ambassadeur renommé pour sa force, à boxer avec lui. S'il s'était agi d'un coup d'épée, tout de même, je ne sais pas si Bâber aurait pensé à l'étiquette.

On sent tellement, chez ces gens-là, que le cliquetis du fer les amuse! Ils ne pensent plus ni à royaume, ni à empire, ni à Dieu, ni à diable : ils ferraillent et ils sont heureux. Et après avoir ferraillé, tout animés de la bagarre, ils vont trouver leur belle, lui raconter les beaux coups donnés et reçus, se laisser essuyer le front en sueur et déboucler le haubert, se faire donner par une fine main blanche une grande tasse de vin, — et à demain les affaires sérieuses.

Bâber traite carrément un prince contemporain de « lâche », parce qu'il a renvoyé sa femme au moment de la bataille.

Aboulghazi nous montre la scène d'intérieur d'un sultan revenant de la bataille et se vantant d'exploits imaginaires, se faisant « blaguer » par sa femme, et en fin de compte, bâtonner! On n' imagine guère un pareil sultan.

En résumé, si on veut faire un Attila exact, il faut en faire un Turc de la vieille roche, rêvant l'éternelle revanche du nomade

aux yeux obliques contre le sédentaire barbu ; guerrier froid et politique impitoyable, tant qu'il n'a pas le cerveau troublé par la lecture des romans, et qu'il n'est pas amoureux.

Il faut faire Attila tel qu'il est, — très sincèrement amoureux d'Honorina, — et détruisant l'empire romain pour en mettre les morceaux aux pieds de la dame de ses pensées. Timour s'acharne contre son beau-frère Hussein, pour convaincre sa femme qu'il est meilleur chevalier que lui. Ces gens-là sont habitués à des femmes qui n'aiment un homme qu'en raison de sa bravoure : aussi, quand ils sont amoureux, ils deviennent terribles.

Eh bien, tous ces hommes-là ont une femme qu'ils aiment encore mieux : — la patrie : le *yort*.

D'une bravoure extraordinaire, d'ailleurs, et faisant volontiers à la mort cette coquetterie, d'ôter leur armure au moment où ils vont se battre.

Léon CAHUN.

GRACE SHARP

PREMIÈRE PARTIE

« Ce qui suit est l'émouvante histoire de miss Grace Sharp, racontée par son respectable père, M. Thomas Sharp, ministre de l'église évangélique à New-Peterborough et publiée pour l'édification des âmes pieuses et la conversion des impies. On y verra le danger que courent les jeunes demoiselles à fréquenter la société d'un beau capitaine à l'insu et malgré la défense de leurs parents, et les moyens imprévus, mais tout-puissants, dont se sert la divine Providence pour corriger le vice et ramener à la vertu l'innocence égarée. »

(Fortnightly Chronicle of Massachussetts, 15 avril 1740.)

M. Alexandre Dumas fils, si justement admiré, commenté et surnommé par M. Albert Wolf et quelques autres disciples *le dernier des Pères de l'Église*, connaîtra sans doute avec plaisir le moyen que les austères puritains du Massachussetts employaient il y a deux siècles pour conserver les bonnes mœurs dans leur pays, et s'il juge convenable de le proposer à son tour dans notre vieille, déjà bien vieille France, peut-être rendra-t-il service à la République, car ce sont les mœurs qui conservent et agrandissent les familles, et c'est la grandeur des familles qui fait celle de la patrie.

I

A SOUPER

Cette année-là, je fus frappé d'une grande affliction, — la plus grande dont le Seigneur, à qui nous devons tout, eût daigné attrister la vieillesse de son fidèle serviteur.

C'était le 5 novembre de l'an de grâce 1719, dans le bourg de Peterborough (Massachussetts) où, par la permission de la divine Providence, j'enseignais depuis vingt-cinq ans la parole de Dieu. Il faisait un froid sec, et la bise du pôle nord qui passe par-dessus les neiges du Labrador et du Canada soufflait dans la vallée et glaçait toutes les créatures vivantes. Les arbres eux-mêmes pliaient sous l'effort du vent et les branches sèches craquaient et se brisaient comme des buissons d'allumettes.

Sept heures du soir vinrent à sonner, et je posai ma plume à regret, car j'étais alors occupé à écrire un sermon sur la nécessité du mariage en prenant pour texte la parole sainte : « Croissez et multipliez. » J'avais trouvé sur ce sujet quelques pensées fortes et solides tirées de l'histoire et de l'exemple d'Isaac et de Rebecca, de Jacob et de Rachel, qui n'étaient pas indignes, j'ose le dire, d'un ministre du saint Évangile. Mais la porte s'ouvrit tout à coup, et ma fille chérie, ma petite Ruth, qui n'avait encore que trois ans, et qui pour l'esprit était bien supérieure à la plupart des chrétiens et des chrétiennes de ma paroisse, me cria du fond du corridor :

— P'pa ! P'pa !! P'pa !!! J'ai faim. Maman a faim. Reuben a faim. Nous avons tous faim !

Alors je pris Ruth dans mes bras (qu'elle était jolie avec ses yeux bleus et ses cheveux blonds bouclés !) et je lui dis sévèrement :

— Petite gourmande !

Mais elle, sans s'effrayer, répliqua en riant :

— M'aimes-tu, p'pa ?

— Certainement, je t'aime !

— Eh bien, allons souper !

Et s'échappant de mes bras elle courut vers la salle à manger où déjà ses frères et ses sœurs m'attendaient avec respect, chacun debout derrière sa chaise. Leur mère, ma chère Élisabeth, placée en face de moi, maintenait l'ordre avec peine en attendant mon arrivée. Tous les yeux étaient fixés sur le milieu de la table où l'on voyait un énorme morceau de mouton bouilli, et, dans un grand plat de faïence, un boisseau de patates fumantes.

Entre les deux, un pot de bière d'Écosse pour moi et deux pots d'eau glacée pour le reste de la famille. Il n'est pas nécessaire d'ajouter que j'aurais donné à ma femme et à mes enfants l'exemple de la tempérance si le savant docteur Wolf, de Boston, qui servit pendant dix ans dans la marine royale britannique, ne m'avait expliqué que l'eau glacée est aussi nuisible à l'éloquence que les boissons fermentées lui sont favorables. Pour preuve il citait Démosthène, Caton l'Ancien et Cicéron, un Grec et deux Romains, qui buvaient du vin en abondance et ne s'en trouvaient que mieux au moment de monter en chaire. C'est donc à mon devoir de ministre chargé de répandre la parole de Dieu que j'ai toujours sacrifié mon inclination personnelle.

Je fis la prière suivant mon usage, pour appeler la bénédiction du Très-Haut sur nous-mêmes et sur la nourriture que nous allions prendre, et chacun s'assit avec empressement. Mais pendant que ma femme découpait le mouton bouilli et remplissait chaque assiette à son tour en commençant par la mienne, je vis avec étonnement, en faisant du regard le tour de la table, qu'une place était vide.

Quelle place?... C'est ce que je n'aurais pas pu dire d'abord.

La Providence ayant béni neuf fois notre union (six fils et trois filles), il m'était difficile au premier coup d'œil de voir qui des neuf manquait à l'appel.

Je comptai sur mes doigts.

— Reuben?

C'était l'aîné. Il répondit :

— Père, me voilà.

— Siméon?

Siméon aussi était là, et même il agitait sa fourchette avec impatience.

J'appelai tous les autres : Lévi, Dan, Zabulon, Issachar...

Pour les garçons, j'avais mon compte. Restaient les filles, et sans savoir pourquoi je me sentis inquiet. La petite Ruth me tira par le pan de mon habit et me dit :

— P'pa ! Je suis là.

— Et moi aussi, ajouta Dina, ma seconde fille.

Mais Grace, l'aînée, était absente. J'en fis la remarque. Tout le monde garda le silence. Reuben et Siméon froncèrent le sourcil. Dina, qui n'avait encore que quatorze ans, mais qui était très intelligente pour son âge, fit la moue d'une personne qui pourrait parler et qui en a bien envie, mais qui n'ose pas. Ma femme parut si occupée de découper et de dépecer le mouton qu'elle n'entendait ni ne voyait rien excepté l'os du gigot qu'elle détachait avec peine. Je devinai que tout le monde avait à peu près la même pensée et mon inquiétude redoubla, car personne ne voulait répondre.

J'élevai la voix et je demandai sévèrement :

— Elisabeth, ma chère, qu'avez-vous fait de Grace ?

Alors ma chère femme, ne pouvant plus refuser d'entendre, répondit :

— Je ne sais pas. Elle est sortie seule vers six heures. Elle a dit qu'elle allait rendre visite chez miss Fox et qu'elle y resterait peut-être à souper.

Il n'y avait rien à répliquer. M. Fox était un homme respectable, l'un des plus riches fermiers du comté et qui soutenait de tout son crédit et même d'une somme annuelle assez forte le culte évangélique dont je suis le ministre. Mistress Fox, sa femme, n'était ni moins respectable ni moins zélée pour la foi quoiqu'un peu moins généreuse. Quant à miss Mary, c'était l'amie intime de ma chère Grace, et les réunions étaient fréquentes entre les deux familles, quoique, je dois l'avouer, la maison de M. Fox fût cinq ou six fois plus remplie que la mienne des biens passagers de ce monde et que, pour cette raison, M. Fox eût plus souvent l'occasion de m'offrir l'hospitalité que de la recevoir de moi.

Mais enfin cela se voit tous les jours entre amis, et Notre-Seigneur Jésus n'a pas dédaigné de dîner avec tous ses apôtres chez

le banquier Zachée, quoique par sa pauvreté volontaire il se fût mis lui-même hors d'état de lui rendre la pareille. Ce que Christ a fait, ses ministres peuvent le faire aussi, je suppose. . .

Je ne fus donc pas étonné que Grace eût pris le chemin de la maison de M. Fox qui n'était pas à plus de deux cents pas de mon presbytère, et qu'elle eût fait la partie d'y passer la soirée avec son amie. Nos filles, grâce au ciel, ne sont pas enfermées dans des couvents jusqu'à leur mariage comme les filles de France, d'Espagne et d'Italie. La divine Providence, qui a daigné favoriser des lumières de la Bible la vieille Angleterre et le Massachussetts sa noble colonie, n'a pas voulu que le sang de son peuple élu fût altéré par les vices et la corruption de la moderne Babylone, c'est-à-dire de Rome et des pays qui lui obéissent.

C'est ce que j'expliquai à mes enfants (autant du moins que leur âge et leur sexe le permettaient) tout en achevant ma seconde tranche de mouton, car la première avait déjà disparu. Hélas ! hélas ! Vanité des vanités ! Tout n'est que vanité ! Mais pouvais-je m'attendre au coup qui allait me frapper !

Tout à coup, au moment où je tendais la main gauche à ma femme pour recevoir sur mon assiette une troisième tranche de mouton et cinq ou six nouvelles patates, ma petite Ruth, qui était placée à côté de moi, étant la plus jeune de mes enfants, posa sa main sur mon bras et me dit tout bas :

— P'pa ! P'pa ! Donne-moi de ça que tu bois.

Ce que je buvais, comme je l'ai déjà expliqué, était de l'ale d'Écosse dont la couleur, plus que le goût qu'elle ne connaissait pas, avait fait envie à l'enfant. Je refusai d'abord. Elle insista. Je résistai. Enfin elle jeta ses bras autour de mon cou, argument auquel je ne savais pas résister et tout en m'embrassant, ajouta :

— Si tu veux m'en donner, je te dirai quelque chose qui te fera plaisir.

Est-ce cette promesse, est-ce la difficulté de refuser quelque chose à l'enfant ? Je lui donnai le verre, qu'elle reçut en riant ; mais à peine eut-elle mouillé ses lèvres qu'elle fit une horrible grimace comme si elle avait avalé un pot de moutarde ; et alors je profitai de l'occasion pour lui expliquer que tous les plaisirs de ce monde ne sont qu'illusions vaines ; mais dès les premiers

mots je m'aperçus qu'elle était plus ennuyée qu'édifiée, et pour l'empêcher de pleurer je demandai la chose qu'elle avait promis de me raconter et qui devait me faire plaisir.

— Eh bien, dit Ruth, maman Élisabeth ne sait pas où est ma sœur Grace, mais je le sais, moi !

A cette nouvelle ma femme parut troublée. Mes deux fils aînés baissèrent le nez sur leur assiette en mangeant d'un air furieux, Dina prit un air malin et réservé ; je vis qu'on me cachait ou du moins qu'on soupçonnait quelque chose.

Je demandai :

— Où est-elle ? Chez miss Fox ?

Alors la petite Ruth me répondit en riant toujours :

— Elle a dit à maman qu'elle allait chez miss Fox ; mais ce n'est pas vrai.

Ce mot me fit frémir. Pourquoi Grace aurait-elle menti ? Quel intérêt ? Mais pourquoi ma petite Ruth aurait-elle menti, à son tour ?

Je demandai :

— Où est-elle allée, Ruth ?

L'enfant répondit ingénument :

— Je l'ai bien vue. Je regardais par la fenêtre. Elle ne me voyait pas. En quittant maman elle a fait semblant d'aller chez miss Mary ; elle est allée jusqu'au grand chêne et, quand elle a cru qu'on ne la regardait pas, elle est revenue en baissant la tête le long de la haie et ensuite elle a couru chez le capitaine Willy, là-bas, là-bas !

De la main Ruth montrait la maison du capitaine.

Dieu de bonté ! Toi qui répands tour à tour sur tes serviteurs tantôt les biens périssables de ce monde pour éprouver leur fragilité, tantôt les plus affreux malheurs pour tremper leur âme dans l'adversité comme le fer dont on veut faire de l'acier, pardonne-moi d'avoir ce jour-là douté de ta miséricorde !

II

LE BEAU WILLY

Le capitaine Willy, comme disait ma petite Ruth, était un gentleman anglais, établi depuis trois ans seulement dans la colonie du Massachussetts et qui appartenait, suivant son dire et celui de ses domestiques, à l'une des meilleures familles d'Angleterre.

Son père était sir George Cranbury, de Cranbury-Hall dans le comté de Lincoln, qui, n'ayant que deux fils et quatre filles, destinait toutes ses terres situées en Angleterre à son fils aîné dont il voulait faire après lui un membre de la Chambre des Communes et plus tard un lord avec le consentement de Sa Majesté. Pour y réussir il avait voté pendant vingt ans avec les whigs d'abord, puis avec les tories, puis encore avec les whigs, suivant que le parti des uns ou des autres était maître du gouvernement. Par ce moyen, il était devenu successivement l'ami intime du célèbre duc de Marlborough, du spirituel lord Bolingbroke qui avait renversé Marlborough, et de sir Robert Walpole qui avait renversé Bolingbroke et tenait pour le moment les rênes du pouvoir.

Il va sans dire que sir George Cranbury n'avait jamais abandonné son puissant ami que la veille de sa chute et au moment où, pour lui rester fidèle, il aurait dû renoncer à trois places différentes dont les traitements réunis formaient une somme annuelle de quatre mille livres sterling, environ cent mille livres de France.

Quant à ses filles, les trois premières avaient épousé sans dot trois riches marchands de la cité de Londres, justement fiers de s'allier à la famille d'un baronnet anglais, et la quatrième gouvernait la maison paternelle depuis la mort de sa mère.

C'est ce que les domestiques du capitaine William Cranbury racontèrent en arrivant dans la colonie. Ils ajoutèrent que leur jeune maître (il avait alors vingt-cinq ans) avait reçu de son père, en partant, la propriété de cinquante mille acres de forêts, de

prairies ou de terres à demi défrichées dans la colonie de Massachusetts, — concession faite par Sa Gracieuse Majesté la reine Anne. Plus, une somme de quatre mille livres sterling, argent comptant.

Et ce n'est pas tout, ajoutaient les domestiques, car le vieux sir George, qui est goutteux, n'a plus longtemps à vivre, et son fils aîné, qui sera bientôt sir Henry Cranbury, s'est déjà fendu trois fois la tête en chassant le renard, et le savant docteur Kwick a déclaré qu'il ne survivrait pas à la quatrième. Dans ce cas, le capitaine William, frère cadet, devenait l'héritier naturel et nécessaire de son frère et de son père et pouvait compter s'asseoir un jour à la Chambre des lords.

Quand on eut pris ces renseignements, toutes les portes s'ouvrirent devant le capitaine William Cranbury, et particulièrement celles des maisons où l'on avait des filles à marier, car, j'ai honte de le dire, dans le nouveau continent comme dans l'ancien, les biens périssables et les vains honneurs de ce monde attirent plus les regards que la vertu et la piété.

Au reste, le capitaine Willy (c'est le petit nom d'amitié que les mères de famille et surtout les jeunes filles donnèrent bientôt au nouveau venu) était un gentleman de haute distinction, grand, bien fait, large d'épaules, et se dandinant avec grâce dans un parloir, suivant l'habitude qu'il en avait prise à la cour de Saint-James et suivant l'exemple de lord Bolingbroke, ainsi qu'il voulut bien nous en informer lui-même un soir après avoir vidé quatre ou cinq bouteilles de claret chez mon ami M. James Fox. Il est bien vrai qu'ayant ajouté à cette ration qui était, dit-il, son ordinaire, une demi-bouteille de brandy et le quart d'une bouteille de gin, il me parut bientôt se balancer sur ses ancres comme un vaisseau agité par la tempête, et finit par tomber assis sur les genoux de mistress Fox qui le repoussa vivement, indignée de cette familiarité ; mais cela aussi, au dire des domestiques, était un usage des plus grands seigneurs de la cour et lord Bolingbroke lui-même, quoiqu'il eût la tête et les jambes solides, n'en était pas exempt.

Que cette histoire de lord Bolingbroke fût vraie ou non (je n'ai pas vu d'assez près la cour de la reine Anne pour en juger),

je pensai que la société du capitaine Willy n'était pas de celles que je pouvais recommander à mes fils ou à mes filles, et je fermai sur-le-champ ma porte au riche et beau gentleman ; je déclarai même qu'elle ne s'ouvrirait jamais pour lui, dût-il devenir baronnet ou lord par la mort de son père et de son frère aîné. Je profitai même de l'occasion, comme c'était mon devoir, pour exhorter mes enfants des deux sexes à fuir le vice horrible de l'ivrognerie qui trouble la raison, éteint l'intelligence et rabaisse l'homme, cette image de l'Éternel, au niveau de la brute.

Il y eut quelques murmures dans ma famille, mais je tins bon, et l'on finit par obéir. C'était l'essentiel.

Mes paroissiens, moins prudents que moi ou peut-être éblouis par les richesses très réelles que le capitaine Willy possédait dans le Massachussetts et par celles qui l'attendaient dans la vieille Angleterre, le reçurent au contraire avec empressement dans toutes leurs réunions. Personne ne dansait mieux que lui. Personne ne chantait mieux des chansons légères et ne racontait plus gaiement des histoires que j'aurais honte d'écrire et qui se rapportaient à quelques grandes dames de la cour du feu roi Charles II, de honteuse mémoire. Les mères riaient et rougissaient en se récriant, les filles baissaient les yeux et prêtaient l'oreille avec plus d'attention qu'aux psaumes, les pères buvaient, fumaient, se querellaient et parlaient politique dans la salle voisine. Quant aux jeunes gens (hélas ! je n'ai su tout cela que plus tard), ils admiraient et enviaient le noble gentleman.

Ce désordre dura une année entière. Puis un coup de tonnerre éclata qui devait dissiper les ténèbres et dessiller tous les yeux. Un soir, miss Kate Taylor, fille d'Edward Taylor, l'un des membres les plus respectables de la congrégation évangélique, disparut sans que personne pût deviner ce qu'elle était devenue.

On la chercha de tous côtés, et le lendemain, vers midi, on la retrouva enfin, noyée et échouée sur le bord de la rivière, à une lieue de Peterborough. Dans sa main était un portefeuille de cuir et dans le portefeuille une lettre adressée au capitaine, dont voici le texte :

« Willy, vous m'avez trompée. Je meurs avec le désespoir d'avoir cru à vos promesses ; mais je n'emporte pas avec moi dans un monde meilleur le fruit innocent de nos coupables amours. Il est né ce matin même chez mistress Dora Taylor, ma vieille tante, qui apprendra sa naissance et mon crime en même temps que ma mort.

« Si vous m'avez aimée un seul jour, Willy, prenez soin de votre fils et veillez sur lui... Je prie mistress Taylor de le recueillir, de l'élever avec soin comme elle m'avait élevée moi-même et de le faire baptiser du nom de Dick... Pauvre chère femme ! aurait-elle pu prévoir !... Adieu, Willy ; que celui qui voit tout me pardonne ! Pour moi, je vous pardonne aussi.

« KATE. »

Telle fut la fin déplorable de la pauvre Kate, l'une des plus jolies et des meilleures filles de la paroisse. Par un hasard singulier, son père, qui pêchait alors la morue sur les côtes de Terre-Neuve et qui ne savait pas le premier mot des amours de sa fille, fut emporté par un coup de mer dans une tempête et noyé sous les yeux de ses camarades.

Est-ce un bonheur ? Est-ce un malheur ? Taylor était un brave et honnête marin, homme de principes religieux, pour qui sa fille était tout sur la terre et qui n'aurait pas supporté tranquillement son déshonneur. Sans doute il aurait vengé la malheureuse Kate ; et qui aurait pu l'en blâmer ? Mais il périt avant d'avoir appris la mort de sa fille, et le coupable Willy n'avait rien à craindre de la vieille mistress Dora qui, sans se plaindre, ensevelit en silence la pauvre Kate et se retira dans un comté voisin pour élever le petit Dick.

Pour moi, dès le dimanche suivant, je racontai en chaire, pour l'édification de tous, cette triste et déplorable histoire ; je montrai la vengeance divine qui s'était appesantie sur la malheureuse Kate et je terminai en appelant sur son complice les malédictions de l'Éternel à qui rien n'échappe. J'ose dire que toute la congrégation fut touchée comme elle devait l'être par la parole de Dieu, car plusieurs jeunes gens se réunirent au sortir

du temple pour briser les portes et les fenêtres de la maison du capitaine Willy, et peut-être pour le lapider lui-même, mais le prudent gentleman avait pris la fuite dès qu'il avait appris la mort de Kate.

Il reparut pourtant six mois après, quand on le croyait retourné en Angleterre, et c'est à moi qu'il osa faire sa première visite. De quel air humble et modeste il sollicita son pardon, expliqua et diminua sa faute, sollicita d'être admis de nouveau dans une pieuse congrégation dont « le révérend M. Sharp, si connu par ses lumières et par son éloquence, si respecté pour ses vertus » (c'est ainsi qu'il parlait de moi à moi-même), était depuis longtemps le chef incomparable; de quelle ardeur il sollicita le pardon de ceux qu'il appelait les anciens d'Israël; de quel fleuve de larmes il lava ses péchés; comment enfin il parvint à persuader tout le monde de son repentir, — c'est ce que j'aurais moi-même peine à croire si je n'en avais été témoin aussi bien que la congrégation tout entière.

Enfin il fallut céder et le laisser rentrer dans le temple. Peu à peu les plus honnêtes gens de Peterborough, soit parce qu'ils avaient intérêt à ne pas se brouiller avec l'un des plus riches propriétaires du Massachussetts, soit parce qu'ils étaient touchés de ses remords, soit parce qu'ils avaient des filles à marier et que le capitaine Willy était le plus riche parti de la colonie, l'invitèrent de nouveau dans leurs assemblées. Moi seul, je refusai de suivre cet exemple, et ma chère Élisabeth m'approuva fortement, malgré le mécontentement de mes filles.

Mais à quoi sert la vaine prudence des pères si l'Éternel n'incline à l'obéissance le cœur de leurs enfants!

III

LE COUP DE PISTOLET

Par ce que je viens de dire du capitaine Willy, on peut deviner les inquiétudes que son seul nom donnait à ma chère femme et à moi, — moi surtout qui me sentais chargé et presque responsable devant Dieu de toutes les âmes de la congrégation.

Mais quand l'innocent babillage de la petite Ruth m'eut appris que Grace, ma fille aînée, l'espoir et l'appui futur de ma vieillesse, Grace qui, pour la beauté, la douceur et la tendresse de cœur, ne le cédait à pas une des filles du comté, — que ma chère Grace avait pris ce soir même le chemin de la maison du capitaine Willy, alors, oh ! alors, mon cœur se troubla comme la mer au milieu de la tempête et mes pensées comme des nuages agités par le vent.

Je me levai, jetant ma serviette sur mon assiette à demi-pleine, et, sans dire un mot, je pris mon chapeau.

Ma femme effrayée s'écria :

— John ! où vas-tu ?

Et mes fils, Reuben et Siméon, qui crurent deviner ma pensée, se levèrent aussi pour me suivre ; mais je fis signe de la main que je voulais sortir seul.

La pauvre petite Ruth, effrayée de l'effet que ses paroles avaient produit et trop jeune pour deviner la vraie cause de mon trouble, me cria :

— Papa ! Papa ! Il y a des loups dans le bois. Prends tes pistolets !

Au même instant je regardai le coin de la muraille où j'avais l'habitude de suspendre mes armes et celles de mes fils ; car, rapprochés de la frontière et des sauvages comme nous l'étions, nous en étions assez pourvus pour pouvoir soutenir un siège, et je vis avec un étonnement mêlé d'effroi que mes pistolets manquaient. Qui pouvait les avoir décrochés ?

Mais j'étais si pressé de retrouver ou plutôt de reprendre ma fille, que, sans dire un seul mot de cet accident, je mis mon chapeau sur ma tête, je pris ma grande canne en bois de houx, pesante comme une massue, et je courus chez le capitaine Willy.

Il n'y avait que deux bâtiments construits en pierre à New-Peterborough. C'étaient le temple de la congrégation et la maison du capitaine Willy. Le temple était fait sur le modèle de la cathédrale Saint-Paul de Londres, et la maison sur les plans du palais de Saint-James. Du moins, c'était l'intention de l'architecte à qui la ville de Peterborough devait ces deux monu-

ments, et s'il n'a pas réussi, comme son intention était bonne, on ne lui fit et l'on ne lui fera jamais aucun reproche.

La maison avait sa façade sur la rue. Derrière était une prairie de trois acres d'étendue, enfermée tantôt par des haies épaisses et tantôt par des clôtures de planches. L'appartement principal était au rez-de-chaussée ; c'est celui qu'habitait le capitaine. Ses domestiques, car il en avait presque autant qu'un baronnet anglais, habitaient le derrière de la maison et le premier étage.

Au moment où j'arrivai près de la fenêtre, qui était à quatre pieds du sol, j'entendis un grand bruit de voix et je reconnus celle de ma pauvre Grace. Hélas ! hélas ! je n'étais maintenant que trop sûr de mon malheur ; cependant je crus nécessaire de m'en convaincre par l'aveu des coupables et je regardai derrière la vitre ce qui se passait dans la salle. Oh ! pourrai-je oublier jamais cet affreux spectacle !

Le capitaine Willy était à table, au coin d'une vaste cheminée. Il soupait, et sans doute avait compté souper seul, car on n'avait mis qu'un couvert. A sa droite était une bouteille de claret à moitié vide ; à ses pieds, de l'autre côté de la cheminée, deux autres bouteilles tiédissaient doucement en attendant de remplacer la première. Quatre ou cinq flacons de diverses liqueurs étaient sur une petite table à portée de la main, — du gin, je suppose, du brandy, du whisky, du rhum, du curaçao. Sa longue pipe, au fourneau d'argent, était accrochée au mur. Un jambon et un dindon rôti étaient sur la table, avec un pâté de veau à l'étouffée, tout fumant encore, dans lequel il avait déjà creusé un large trou.

En un mot, il avait l'air d'un homme plein d'appétit et tout à fait heureux, ou qui du moins a pris pour l'être toutes les précautions imaginables.

C'est ce moment que la pauvre Grace avait choisi sans doute pour lui parler. Elle venait d'entrer, je suppose, quand j'arrivai moi-même sous la fenêtre, et de se jeter à ses genoux en prononçant quelques mots que je n'entendis pas.

A genoux devant lui ! Oui, à genoux, ma fille chérie devant ce fils de Bélial, devant cet impur favori de Mammon ! Je le voyais, moi son père, et je ne pouvais l'empêcher.

Quant à lui, il la regarda du même air qu'il aurait sans doute regardé son chien, repoussa son assiette avec humeur et se leva comme un homme ennuyé, en fourrant ses mains dans ses poches. Il fit deux fois le tour de la salle, grogna je ne sais quoi, et s'arrêta en face d'elle qui s'était relevée à son tour.

— Enfin, dit-il, que me voulez-vous, Grace?

Elle s'écria :

— Vous le demandez, Willy!... Avez-vous donc oublié vos promesses de mariage?

Il éclata de rire :

— Ah! oui, mes promesses! Mes promesses! Mais, ma chère, on promet toujours en pareil cas; vous le savez bien! C'est une excuse que toutes les filles veulent avoir aux yeux de leurs parents pour n'en faire qu'à leur tête et rejeter sur nous leurs sottises. Après tout, vous m'avez aimé parce que je suis assez beau garçon et parce que je suis riche; je vous ai aimée, moi, parce que vous êtes jolie, car vous êtes vraiment jolie, ma chère Grace, et parce que vos remords et vos promesses de mariage m'amusaient; enfin nous avons été heureux ensemble, n'est-ce pas? Partant, quittes... Et maintenant, le rôti se refroidit. Laissez-moi me remettre à table ou plutôt, faites mieux. Je vais faire mettre votre couvert; soupez avec moi. Nous finirons la soirée mieux que nous ne l'avons commencée.

Non, rien ne peut exprimer l'horreur que m'inspira cet infâme discours. J'allais briser la fenêtre d'un coup de poing et me précipiter entre les deux coupables, mais auparavant je voulus savoir si Grace n'avait pas quelque excuse devant l'Éternel.

Au moment où ce misérable gentleman étendait la main vers la sonnette pour appeler un domestique et faire mettre le couvert de ma fille, elle l'arrêta d'un geste et lui dit d'une voix pleine de larmes :

— Willy, ce n'est pas pour moi seule que je vous implore; c'est pour mon père, pour ma mère dont j'aurai déshonoré la vieillesse...

Il l'interrompit en ricanant :

— Le père! la mère! c'est bien ça; je devais m'y attendre : pourquoi pas aussi les grands frères et les petites sœurs?

Elle pâlit comme frappée au cœur et ajouta :

— C'est pour lui enfin, pour l'enfant qui n'est pas encore né et dont je ne pourrai jamais nommer le père!

— Eh! dit-il en remplissant son verre de claret et le vidant d'un trait, nommez-moi, ne me nommez pas; que m'importe! Ai-je employé la violence pour vous séduire? Pas du tout. J'ai demandé tout bonnement : Grace, m'aimez-vous? A quoi vous avez répondu finement : — Oui, mais vous m'épouserez! J'ai pris cela pour une formalité ordinaire dans ces pays sauvages et j'ai répondu : Oui, j'épouserai. Mais il va sans dire que je réservais le consentement de mon père sir George Cranbury et je vous l'ai même dit, vous vous en souvenez?

— Oui, oui, je me souviens, répondit Grace, qui avait les yeux fixes et semblait penser à autre chose.

— Eh bien, continua Willy en ricanant toujours, sir George est mort.

— Sir George est mort! répéta Grace.

— Oui, j'en ai reçu la nouvelle le mois dernier par le trois-mâts *Narragansett*... Il est mort avant d'avoir eu le temps de donner son consentement. Il ne peut donc plus le donner à présent; or, comme ma promesse de mariage était attachée à ce consentement, il n'y a plus maintenant ni consentement ni promesse; tout est tombé à l'eau en même temps...

C'est pourquoi, ajouta-t-il en voulant prendre Grace dans ses bras et la faire asseoir à table en face de lui, laissons-là ce sujet désagréable, ma chérie, et soupçons, car il fait faim et soif.

Mais elle se dégagea, s'éloigna de trois pas, tira de sa poche un pistolet et fit feu sur lui :

— Tiens, Willy, dit-elle.

Puis, pendant que j'enfonçais la fenêtre pour la désarmer et favoriser sa fuite, elle arma un autre pistolet et tira une seconde fois; mais la seconde balle alla frapper le mur. La première seule avait touché le but; Willy blessé s'avança sur elle pour la frapper ou la désarmer et appela ses domestiques à son secours.

IV

LE PEUPLE DE PETERBOROUGH

Au même instant je sautai moi-même dans la salle à manger, moitié pour désarmer ma fille, moitié pour la défendre. Il n'était que temps, car Willy, dont la blessure était légère, — on vit depuis que la balle avait seulement effleuré une côte, — allait la saisir et dans sa colère poussait des jurons effroyables, et l'appelait du nom de fille de chienne et d'autres noms encore moins respectables. Mais comme il levait une chaise sur sa tête, je me précipitai au-devant de lui et je lui saisis le bras.

En me voyant il recula d'un pas, effrayé sans doute de l'expression de mes regards, et en effet, j'ai honte de le dire, car il faut commander à sa colère même quand elle est juste et légitime, il s'en fallut à peine d'un cheveu qu'il n'eût la tête fendue d'un coup de bâton.

Il s'écria :

— Que me veut encore celui-là ? C'est donc un guet-apens, un piège qu'on m'a tendu pour m'assassiner ! Misérables !

Et il fit l'indigné, cet honnête gentleman ! Il prit ses domestiques à témoin qu'on était entré, — Grace par ruse et moi de force, — dans sa maison pour le contraindre à épouser cette fille scélérate d'un vieux mendiant de ministre. Oui, c'est ainsi que je fus traité ce jour-là devant sept ou huit domestiques, hommes et femmes, tous accourus à son appel et stupéfaits d'un pareil spectacle.

Pendant ce temps, Grace s'était jetée dans mes bras et sanglotait en cachant son visage contre ma poitrine. Après le coup d'audace et presque le crime qu'elle venait de faire, elle fondait en larmes, n'osant parler devant moi. Mais j'en avais trop entendu pour qu'il fût nécessaire d'en apprendre davantage et surtout d'expliquer devant ces domestiques la honte de ma malheureuse fille. Je la pris par le bras pour l'emmener et je dis :

— Capitaine Willy, vous avez commis une action infâme ; mais Dieu qui nous voit et nous juge vous punira tôt ou tard. Adieu.

Et j'allais sortir lorsqu'il répliqua :

— Et toi, vieux prêcheur, prends garde que je ne demande compte à la justice des hommes de la tentative d'assassinat que cette fille des rues a osé commettre sur moi et dont tu es au moins le complice !

Puis, s'adressant à ses domestiques :

— Vous, chassez-moi à coups de fouet ces deux mendiants !

Je ne sais si les domestiques auraient obéi ; leurs rires insolents et leurs huées pouvaient me le faire craindre ; mais l'Éternel, qui n'abandonne jamais ses fidèles serviteurs, ne permit pas que mon habit de révérend fût exposé plus longtemps aux insultes des laquais et m'envoya un secours inattendu.

Un grand bruit, pareil à celui d'un vent d'orage, se faisait entendre dans Peterborough et semblait s'approcher et croître de seconde en seconde jusqu'à ce qu'il devint tout à coup une véritable tempête. Toutes les portes de la maison du capitaine Willy et toutes les fenêtres du rez-de-chaussée s'ouvrirent à la fois et livrèrent passage à plusieurs centaines de mes paroissiens qui se précipitaient armés de pelles, de pioches, de marteaux, de haches, de fusils et criaient :

— Le révérend docteur Sharp ! Où est le docteur Sharp ? Rendez-nous le docteur Sharp ou la maison va flamber comme une allumette.

C'est dans cette occasion que je reçus, j'ose le dire, la récompense d'une vie tout entière consacrée au service du Seigneur, de celui qui donne toutes choses sur la terre et dans les cieux. Si je l'avais voulu, le beau Willy aurait été mis en pièces et sa maison rasée avant le lever du soleil.

Les femmes, qui étaient encore plus nombreuses que les hommes dans cette foule et qui n'avaient pour la plupart d'autre arme que leur langue, s'en servaient du moins avec une vigueur extraordinaire et presque effrayante. Elles appelaient Willy de tous les noms les plus odieux, de ceux mêmes que la piété réprouve et que les fils de Bélial se jettent les uns aux autres dans les jours de fureur et de vengeance ; elles l'accablèrent de malédictions et d'injures ; elles menacèrent de le déchirer de leurs

propres mains et lui mirent les ongles si près du visage qu'il recula épouvanté et se fit un rempart de la table.

— Grace Sharp a voulu m'assassiner, dit-il enfin tout pâle. car parmi tous ses juges irrités, hommes et femmes, il ne voyait personne qui voulût le défendre.

— Elle a bien fait, cria-t-on. — C'est bien malheureux qu'elle t'ait manqué! — Si elle veut recommencer, dit un autre, je lui prêterai mes pistolets qui valent mieux que ceux du docteur Sharp!

Et mille autres injures et souhaits de mort qui partaient de tous les coins de la salle et du dehors. Enfin, j'eus pitié de lui, et pour mettre fin à son supplice je m'avançai, tenant par la main ma pauvre Grace dont les beaux cheveux dénoués, les yeux baissés et la triste contenance attirèrent aussitôt tous les regards. Je regardai dans la foule et je vis au premier rang mes deux fils aînés Reuben et Siméon et derrière eux les plus jeunes, Lévi, Dan, Zabulon et Issachar. Le dernier surtout, Issachar, qui n'avait encore que neuf ans, tenait à la main une petite hache, et sans savoir quelle injure on avait pu faire à sa sœur (il était trop jeune pour cela), poussait des cris de panthère et voulait à toute force couper Willy en morceaux. Enfin, sa sœur Dina le retint par la manche en criant encore plus fort que lui :

— Te tairas-tu, Issachar?

Heureusement aussi, Zabulon, qui n'avait que trois ans de plus, n'eut pas l'idée de se joindre à eux pour faire sa partie, car lorsqu'il élevait la voix chez nous et se querellait avec ses frères, vous auriez cru entendre miauler trente chats en fureur.

A ma vue tout le monde cria :

— Voilà le docteur Sharp! Vive le révérend docteur Sharp!

Alors je fis un signe de la main. Peu à peu le silence se rétablit et je dis :

— Mes amis, un grand malheur vient de me frapper dans mon orgueil de père, dans mes plus chères affections. Sans doute je l'avais mérité...

De tous côtés on m'interrompit :

— Non, non, vous ne l'avez pas mérité; vous avez toujours été un honnête homme et un père respectable, un des premiers parmi les anciens d'Israël!

Je repris :

— Humilions-nous, mes amis, devant Celui qui distribue à son gré les biens et les maux de cette vie. Implorons tous ensemble la miséricorde de l'Éternel pour cette malheureuse pécheresse et pour moi qui l'ai traitée peut-être avec trop de complaisance et l'ai poussée ainsi, sans le savoir, hors du droit sentier de la vertu. Pour elle et pour moi, mes amis, je vous supplie de nous pardonner le funeste exemple que nous avons donné à la paroisse.

Et alors je répétais les paroles de Job :

« Que le jour où je suis né périsse et la nuit où il fut dit : un homme est né ! »

La foule s'ouvrit devant moi et devant Grace qui me suivait docilement et j'allais sortir de la maison lorsque, sur le seuil même de la porte, une main saisit le bras de ma fille.

C'était la main d'un constable. Derrière lui venaient deux autres constables revêtus de leurs insignes comme le premier, et derrière les trois constables venait le juge de paix, M. Fortescue.

— Docteur Sharp, dit le juge de paix, votre fille est accusée de tentative d'assassinat sur un officier de Sa Majesté. Au nom du roi, j'ordonne qu'elle soit conduite en prison !

Alfred ASSOLLANT

(La deuxième partie à la prochaine livraison.)

L'ALSACIEN

I

Avec son vaste enclos ceint d'une épaisse haie,
Avec ses murs blanchis, comme la ferme est gaie,
Coquettement assise au penchant du coteau!
Au-dessus, le Dasburg, fier de son vert manteau,
Étale jusqu'au pied des montagnes prochaines
Ses frais houblons grimpants et ses robustes chênes.
Et dans la brume, au fond de l'horizon lointain,
Le Donon, vers le ciel, lève son front hautain.

Autour de la maison tranquille, mais vivante,
S'allongent, mollement étendus sur la pente,
Les grands prés verts, coupés par les jaunes labours.
C'est là que, sans souci de la fuite des jours,
Portant allègrement la blanche soixantaine,
Demeure Jean Michel, du bourg de la Fontaine.
Si sa femme vivait, il serait trop heureux!
Il a trois fils, trois bons travailleurs vigoureux,
Qui, tout le long de l'an, joyeux et sans reproche,
Font rudement jouer la cognée et la pioche,
Poussent le soc pesant de la charrue, et font
Plus fertiles les champs qu'ils creusent plus profond.
Vaillants et forts, ils sont pleins d'amour pour leur père,
Et, dans cette maison, tout sourit et prospère.

Un jour, dans son verger, assis sur un vieux banc,
A l'ombre d'un pommier sur son front retombant,
Michel, préoccupé, parcourait les gazettes...
Tout à coup, pour mieux voir, il ôta ses lunettes.

Puis, ayant bien relu le journal, par deux fois,
Il devint pâle, et dit, se parlant à mi-voix,
De l'air triste et rêveur qu'ont ceux qui se souviennent :
« On était à peu près tranquille ! Il faut qu'ils viennent
Meurtrir encor ce peuple, épuiser tout son sang !... »

Et le vieillard leva les mains en frémissant.

Et puis il s'en alla, pensif, vers la prairie
Où ses trois fils, coupant la luzerne fleurie,
Sans repos balançant la faux entre leurs mains,
Dans l'herbe verte ouvraient, à grands coups, des chemins.
Tous trois, l'apercevant de loin, le saluèrent
En poussant un appel joyeux, que répétèrent
Les folâtres échos cachés dans les forêts.

Mais lui, sans rien répondre, à travers les guérets
Marchait vers eux, le front sombre et presque sévère.
« Mes enfants ! ça va mal, dit-il, on est en guerre ! »

II

Bientôt, des hauts sommets du Dasburg, on put voir
Dans la plaine rouler du matin jusqu'au soir,
Comme un fleuve onduleux, rouge parmi les herbes,
Le flot toujours croissant des régiments superbes.
Et les trois fils, sentant la gloire enfler leurs cœurs,
Disaient avec orgueil : « Ils reviendront vainqueurs ! »
Mais, comme un homme en qui la longue expérience
A mis le doute amer et son fruit, la science,
Esprit que la sagesse éclaire et refroidit,
Le vieillard, tristement hocha la tête, et dit :
« La guerre est un abîme ouvert ! C'est une tombe
« Où, comme le vaincu, souvent le vainqueur tombe.
« Pourquoi chercher la mort que l'on peut éviter ? »
— Puis, d'un ton confiant, pour ne pas attrister

Ses fils, bouillants d'ardeur, enivrés d'espérance,
Il cria : « Maintenant, enfants, vive la France ! »

Pendant ce temps, traînant ses lourds canons béants
Et, dans les cieux rougis, tordant ses bras géants,
Au milieu des éclairs, ardente, échevelée,
La Guerre rugissait dans l'horrible mêlée,
Et, faisant dans les cœurs s'allumer et courir
Cette fièvre qui veut ou tuer ou mourir,
Poussait de ses clairons, aux luttes surhumaines,
Les bataillons gaulois et les masses germaines.
Et déjà, de son choc froid, méthodique et sûr,
Notre ennemi, trouant d'une brèche le mur
Que nos vaillants soldats dressaient sur la frontière,
Avait, d'un pied brutal, souillé l'Alsace altière.

Aussitôt, à ce cri sombre : « L'invasion ! »

Un frisson secoua la grande nation.

— Et, les deux poings crispés, les yeux pleins de colère,
Michel se ressouvint des choses que son père
Racontait, autrefois, durant les longs hivers.

— Tout le peuple debout ! — Nos succès, — nos revers ! —

Et, dans un ciel ardent ainsi qu'une fournaise,
Sanglant et glorieux, l'astre Quatre-vingt-treize.

Il vit passer aussi, dans un horizon noir,

Mil huit cent quinze et son lugubre désespoir,

Les ruines, les deuils, la France humiliée,

Humble esclave aux genoux de l'Europe alliée ; —

Puis, son père, courbé sous le sabre saxon,

Et lui, tout jeune encor, chassés de leur maison

Et s'en allant sans pain, sans abri, dans la neige.

Il tressaillit et dit : « Que le ciel nous protège ! »

Or, dès que ses trois fils, frémissants, anxieux,
Apprirent que la terre où dormaient leurs aïeux
Était foulée aux pieds sans respect, et flétrie ;
Que l'ennemi buvait l'air pur de la patrie

Et que le sol sacré n'était plus libre ! — alors
Ils sentirent leur cœur dévoré d'un remords.
« Nous devons être là, disait leur voix amère !
« Pour défendre et sauver l'Alsace, notre mère,
« Qui de nous n'eût donné son sang avec bonheur ?
« Notre place est là-bas ! — On y lutte, on y meurt.
« — Nous partons ! »

Puis, avec une attitude austère,
Tous trois, pour le quitter, tendaient la main au père.
— Michel ferma les yeux et recula d'un pas.
« Non, non, murmurait-il, cela ne se peut pas ! »

Ses fils le regardaient tristement, en silence.

— Puis, faisant un effort pour dompter sa souffrance,
Le vieillard, résigné, calme comme un martyr,
Dit à ses deux aînés : « Oui, vous devez partir.
« La France vous appelle et vous êtes des hommes !
« Mais toi, mon dernier-né, mon Frantz ! ah ! nous ne sommes
« Pas encore à ce point, qu'il faille aux combattants
« Joindre ton faible effort, tes bras de dix-sept ans !...
« Ne m'abandonne pas ! Pour ton père, demeure !
« Privé de mes trois fils, veux-tu donc que je meure
« Sans que j'en aie un seul pour me fermer les yeux ?
« Songes-y, mon enfant, ton père se fait vieux !
« Pour le temps qui me reste à passer sur la terre,
« Oh ! je ne veux pas voir ma maison solitaire.
« Et puis le sacrifice est assez grand ! J'ai droit,
« Quand je donne deux fils, d'en garder un pour moi ! »
— Et le vieillard, d'un air à la fois triste et tendre,
Serrait Frantz dans ses bras, comme pour le défendre,
Comme s'il eût voulu dans son sein le cacher,
De peur qu'à ses baisers on ne vînt l'arracher !...

— Le jeune homme muet baissait sa tête pâle
Tandis que, dans son cœur soulevé, triomphale
La trompette éclatait en hymnes belliqueux !
Et quand les deux aînés, emportant avec eux

La bénédiction et les vœux de leur père,
 Envoyant de la main leur tendresse dernière,
 Disparurent au loin derrière la forêt,
 Frantz vint baiser au front le vieillard qui pleurait.

III

... Les jours suivaient les jours, pleins d'angoisses mortelles,
 Sans qu'au père anxieux vinssent quelques nouvelles;
 Chose horrible! Être loin! — Attendre! sans savoir
 Si les chers disparus on pourra les revoir,
 Si les pauvres enfants reviendront! — Et l'on pleure,
 L'on se dit, ô terreur : — Peut-être qu'à cette heure
 Ils sont tombés; la mort rouge a touché leur front!
 Et l'on ignore même où leurs os dormiront!

... — Déjà couraient des bruits sinistres de déroute.
 Et parfois on voyait, lugubres, sur la route
 Où les soldats joyeux jadis étaient passés,
 Défiler lentement les convois de blessés.

Les deux mains de son père entre ses mains pressées,
 Frantz souriant chassait les lugubres pensées
 De l'esprit soucieux du vieillard accablé.

— Un jour, par le sentier longeant les champs de blé,
 Ils virent, haletant sous un soleil torride
 Et s'avancant vers eux d'un pas presque timide,
 Un soldat tout poudreux, le visage noirci.
 Arrivé sur le seuil, il dit : « C'est bien ici
 « Chez Jean Michel?

— Tu viens de là-bas, fit le père, —
 « Tu connais mes deux fils; tu m'apportes, j'espère,
 « Des nouvelles...

— Hélas! — j'apporte un souvenir!
 « — Mort!... ah! lequel?

— Tous deux!... je les ai vus mourir. »

— Alors, — se redressant sous la désespérance,
 Le stoïque vieillard, altéré de vengeance,
 L'œil sec, ayant un feu sinistre en ses regards,
 Dit à son Frantz aimé : « Tu dois les venger, pars !
 « Adieu ! »

— Frantz s'éloigna d'un pas triste et rapide,
 Et le père resta seul dans sa maison vide.

— O monarques, ô rois tout-puissants, empereurs,
 Qui faites à vos grés le calme ou les terreurs,
 Qui devriez, du haut piédestal où vous êtes,
 Rêver d'apaisement et non pas de tempêtes,
 Devant ce front blanchi d'un père au désespoir
 Répondez : Avez-vous rempli votre devoir ?
 Vous deviez, dans ce monde en proie au noir mystère,
 Défendre et protéger les peuples de la terre !
 Vous deviez, dirigeant leur éternel effort,
 Les mener à la vie et non pas à la mort !
 Mais, sans souci des pleurs des femmes et des mères,
 Vous déchirez leur âme en des affres amères
 Vous arrachez leurs fils aux vieillards !...

— Et je dis,
 Rois qui faites cela, que vous êtes maudits ! —

... Jean Michel demeurait des jours entiers, inerte,
 L'œil sans regard fixé sur cette porte ouverte
 Par où ses trois enfants, sa vie, étaient partis !
 — Parfois il les voyait souriants, tout petits,
 Quand de leurs jeux d'enfants ils emplissaient la ferme !
 Puis, ainsi qu'un cercueil sur nos fronts se referme
 Et cache à nos regards le rêve bleu des cieux,
 Le voile de la mort passant devant ses yeux
 Chassait sa vision rose ; — et le vieillard pâle
 Retombait brusquement dans sa nuit sépulcrale.
 Deux morts ! — l'autre, parti ! — peut-être sans retour !...
 Son Frantz, que faisait-il ?

— C'était là tout le jour

L'ardente question posée à sa pensée,
 L'angoisse qui tenait sa poitrine oppressée,
 La fièvre qui brûlait son cœur; — et chaque nuit
 Des spectres tout sanglants se dressaient devant lui.

IV

Un matin, au moment où l'aurore indécise
 Teinte le ciel obscur de sa lumière grise
 Le vieillard assoupi reposait.

— Brusquement

Les canons sourds, avec leur lointain grondement
 Derrière le Dasburg mugirent en tonnerre,
 Et les coups éclataient rapides !

— Le vieux père

A ce fracas ferma les yeux; il croyait voir
 Le carnage étaler devant lui son champ noir.
 De sinistres frissons secouaient ses entrailles.
 Il songeait qu'au milieu de ces rudes batailles
 Son bien-aimé tombait en lui tendant les bras,
 — Et chaque coup sonnait à son cœur comme un glas...

Tout le jour, les canons avec leurs voix brutales
 Jetèrent aux échos de tonnantes rafales.
 Puis enfin, tout se tut au coucher du soleil.
 Jean Michel, accablé, succombait au sommeil,
 Quand la porte s'ouvrit. — Se soutenant à peine,
 Frantz apparut.

« C'est toi, mon Frantz ! Dieu te ramène,
 « Vivant!... Mais ton sang coule ! Et tu vas défaillir !
 « — Mon père, soyez fort!... J'avais peur de mourir
 « Là-bas, sans recevoir votre suprême étreinte,
 « Je vous embrasse... Adieu ! »

— Sa voix s'était éteinte.

« Frantz, criait le vieillard, ô mon Frantz, ne meurs pas ! »
 — Mais l'enfant s'affaissa sans vie entre ses bras. —

... Sur le corps de son Frantz quand le père en délire
 Eut pleuré tous ses pleurs, quand son âme martyr
 Eut, toute cette nuit funèbre, agonisé,
 Que nul sanglot ne put sortir du cœur brisé,
 Qu'au matin le vieillard se leva, l'œil sans flamme,
 On eût dit, à le voir marcher, un corps sans âme.
 — Près de la cheminée il alla décrocher
 Son vieux fusil rouillé qui pendait au plancher,
 Fit craquer le ressort, le chargea d'une balle,
 Puis, au front de son fils posant sa tête pâle,
 Il baisa son cher mort une dernière fois,
 Et s'en alla, marchant à pas lents, dans les bois.

V

Michel est à l'affût sur le bord de la route.
 Pensif, les yeux éteints, immobile, il écoute.
 Il entend des chevaux galoper et hennir,
 Et par le chemin creux voici qu'il voit venir
 Vingt uhlands, l'arme au poing.

— En tête marche et brille

Un jeune officier rose et blond comme une fille.

Michel se redressant, mit en joue et tira.

« — Mort! C'est bien! comme moi son père pleurera!...

« Maintenant, à mon tour! »

— Puis, offrant, impassible,

Aux fusils abaissés sa poitrine pour cible,

« Feu! » cria-t-il avec un geste surhumain!...

— Et le vieillard tomba sur le bord du chemin.

Gustave RIVET.

REVUE DU THÉÂTRE

MUSIQUE

Les dernières soirées italiennes de la Gaité nous ont offert une excellente occasion d'opposer Verdi à lui-même, de mettre l'auteur de *Rigoletto* en présence de l'auteur d'*Aïda*.

Si brillante que soit la fortune de ce dernier ouvrage et si vive l'impression qu'il a pu produire, il reste certainement au-dessous de *Rigoletto*, — un des drames les plus originaux et les plus humains qu'il ait été donné à un compositeur de traduire dans la langue lyrique.

Si *Aïda* témoigne d'un remarquable effort dans le sens de la formule musicale moderne, le génie personnel du maître n'y brûle pas d'une flamme aussi haute et aussi continue que dans *Rigoletto*.

L'âpre vengeance que la destinée exerce contre cet éternel rieur, contre ce sceptique impitoyable qui est Rigoletto, dans la version de Piave, qui est Triboulet dans la superbe conception de Victor Hugo, a inspiré à Verdi des accents dont le pathétique ne doit rien à l'emploi de procédés scolastiques ; il vient de l'essence même du sujet. Je ne sais rien de plus profondément poignant que cet air du bouffon, tout à coup pris dans les liens de la nature, cette gaieté factice, grosse de larmes, étranglée par les sanglots, de ce père cherchant parmi les courtisans à deviner le ravisseur de sa fille. Cette physionomie du fou royal, ce masque terrible de la sombre comédie humaine a été sans nul doute continuellement présent à l'imagination du compositeur, pendant

qu'il écrivait son œuvre, et c'est avant tout pour ce personnage qu'il l'a écrite. L'image de Gilda, si touchante pourtant et si pure, ne pouvait venir qu'au second plan. Comme on devait s'y attendre, elle a été portée en pleine lumière par M^{me} Adelina Patti.

L'enthousiasme a atteint, à son égard, des hauteurs que le public ne saurait dépasser sous notre latitude et avec notre tempérament. Les soirées consacrées à *Rigoletto* auront été, avec celles de *Lucia de Lamermoor*, les meilleures de la série. Elles ont fait valoir, avec de nouveaux traits, la souplesse du talent de cette admirable cantatrice à laquelle n'échappe aucune des nuances de son art. Elle était hier Lucia et Gilda; elle sera demain Aïda et Marguerite, et dans un délai qu'on estime court, elle nous rendra cette délicieuse, enfantine et émouvante figure de Desdemona qui, après Rossini, a tenté, dit-on, le maître de Bussetto.

Je sais des compositeurs français qui se sont bien souvent arrêtés, pensifs, devant cette Desdemona, née du génie de Shakespeare. Tous l'ont désirée; tous ont hésité, au souvenir de l'œuvre rossinienne, et la fameuse romance du « Saule » a épouvané leur modestie. La conception dramatique dont s'est inspiré Rossini est pourtant singulièrement différente du poème original; accommodée au goût d'une époque où Shakespeare ne semblait acceptable qu'à la condition d'être édulcoré et affadi par Ducis, elle n'aurait rien à réclamer d'une fable vivante prise à la source même du drame. *Otello* est donc au nombre des sujets que l'on peut recommencer sans présomption et sans audace.

M. Nicolini, applaudi dans *Rigoletto* à côté de M^{me} Adelina Patti, n'a pas cependant fidèlement suivi son rôle d'un bout à l'autre : il a fait tort à ses auditeurs de la romance du duc. Peut-être ne convient-elle plus absolument à sa voix?

Pour M. Medica, chargé du formidable personnage de *Rigoletto*, le relief lui manque comme la souplesse.

Son action sur le public a été pourtant, cette fois, plus sensible. Mais qu'il est difficile, en écoutant le chanteur, en observant le comédien, de chasser de son esprit l'image de Delle Sedie, qui, en 1869, fatigué, vieilli déjà pourtant, dominait tout

le drame et s'y révélait avec une intensité d'accent, une variété de moyens, dont le baryton Ismaël, chantant au Théâtre-Lyrique la version française de *Rigoletto*, semblait avoir recueilli la tradition !

Ces dernières représentations de la compagnie Merelli vont clore le défilé des nouveautés de la saison de 1879-1880 pour la musique dramatique.

Les grands concerts, au contraire, se prolongent cette année bien au delà des limites ordinaires. En général, la période des concerts se termine durant la semaine de Pâques, en même temps que les mortifications du Carême dont ils deviennent parfois une aggravation. Pendant ces jours maigres où la musique sévère est de rigueur, tout être qui tient un archet, pince entre ses lèvres le bec d'un hautbois ou d'une clarinette, souffle dans une flûte ou tourmente un clavier, croit agir selon son devoir et son droit en organisant une séance qui, presque toujours, lui donne autant de mal que peu de profit. Si on avait, avec le don d'ubiquité, une force de résistance refusée à la misérable nature humaine, on pourrait suivre toutes ces séances et y trouver bien des sujets intéressants. Il faut se borner aux deux concerts du Châtelet et du Cirque d'Hiver, qui ont tant fait pour la vulgarisation des œuvres classiques et des productions contemporaines.

Le Châtelet a donné une audition supplémentaire de *La Damnation de Faust*. Cette œuvre supérieure, exécutée une trentaine de fois à ce concert, ne lasse pas l'attention du public. Il l'écoute avec le même plaisir et l'applaudit avec la même ardeur. Je n'ai pu, au temps où il était encore une primeur, parler de cet ouvrage aujourd'hui si connu et tant de fois analysé ; j'en veux relever, en passant, et après bien d'autres, la puissante originalité. Tout ce qui est écrit pour les masses instrumentales ou vocales y est magistralement agencé ; j'y constate, par contre, un défaut commun à certains compositeurs modernes : la négligence du trait, ou, si l'on veut, de l'effet dans les parties réservées aux solistes. Les périodes s'y achèvent parfois avec une insouciance singulière.

L'œuvre a l'importance d'un opéra ; contrairement pourtant

à ce qui se passe en pareil cas, il est très peu de passages qui fassent longueur et n'aient point un accent particulier.

Pour la chanson du « Rat » et la suivante, qui me semblent, du moins telles que les interprètes les traduisent, manquer de couleur et de mordant, que de choses précieuses à noter et que ponctuent les applaudissements et les bis ! Et que Berlioz serait heureux, lui tant décrié, tant discuté naguère, s'il pouvait entendre les acclamations de ce même public, — car c'est le même, au fond, — qui, en face, dans ce Théâtre-Lyrique aujourd'hui voué au drame, égaya si fort la première représentation des *Troyens*, après n'avoir applaudi *L'Enfance du Christ* que parce qu'il la croyait d'un maître depuis longtemps enseveli !

Le Cirque d'Hiver a consacré son avant-dernier concert à des fragments du répertoire de Richard Wagner, — audition comme toujours un peu tumultueuse, — et à l'exécution de la *Diane* de M. B. Godard.

Cette œuvre nouvelle de l'auteur du *Tasse* raconte en quelques scènes la fable d'Actéon changé en cerf pour avoir surpris Diane au bain.

La première partie est d'une poésie discrète et voilée ; l'effet en serait plus direct dans une salle moins vaste que celle du Cirque. L'air de Diane : « O fille de Thétis, onde froide et limpide », d'un joli caractère et d'une forme très pure, m'a semblé dit avec trop de lenteur. Je le juge, — je dois l'avouer, — avec le souvenir d'une audition particulière d'où j'avais rapporté l'impression d'un mouvement plus vif. Le « Chœur des Chasseurs » est plein d'action ; le tempérament essentiellement dramatique de M. B. Godard s'y révèle, aussi bien que dans la scène finale, alors que les compagnons d'Actéon s'enfuient épouvantés de la vengeance de Diane. L'invocation de la déesse outragée : « Jupiter, ta fille t'implore ! » a été très remarquée. Elle est d'une belle sonorité et d'une grande ampleur de style ; on a voulu l'entendre une seconde fois.

De la part des chœurs, l'exécution n'a pas été irréprochable ; les hommes surtout ont été faibles. M^{lle} Schröder, dont la voix est toujours fort remarquable, a très bien interprété le rôle de Diane ;

M. Boyer, baryton, était chargé de celui d'Actéon à qui sa métamorphose coupe un peu trop vite la parole.

Il faut borner là cette revue de la quinzaine musicale, peu féconde, si on la compare aux précédentes.

Le mois de mai doit voir éclore à l'Opéra-Comique un ou deux petits actes, et c'est aux premiers jours de ce même mois que se trouve remise l'audition de *la Vierge*, de M. Massenet, à l'Opéra. En attendant cette époque, la critique musicale pourrait chômer, si elle devait s'attacher aux seuls événements qui lui viennent des théâtres ou des concerts. Pour rencontrer la musique et les artistes, par ces premiers jours de soleil printanier, il faut qu'elle se tourne vers les salons et s'érige en chronique mondaine. Elle le peut faire et reprendre ainsi son bien où elle le trouve.

Les auditions particulières se multiplient, en effet, au moment même où le programme des spectacles publics s'immobilise. Une lecture musicale des plus intéressantes a eu lieu dans le salon de Victor Massé ; l'auteur de *Paul et Virginie* a fait entendre les principaux passages de son nouvel ouvrage : *Une nuit de Cléopâtre*.

Françoise de Rimini a fait aussi parler d'elle, dans une réunion organisée en son honneur par M. le marquis d'Aoust. Cette audition intime précède de peu de temps la mise à l'étude de l'ouvrage, qui doit passer en novembre à l'Opéra.

Dans le salon de M. le baron Hirsch, non loin de l'Opéra. M^{me} Adelina Patti et Nicolini sont venus chanter, en costume, des scènes d'*Aïda* et d'*I Lombardi*.

Chez M^{me} Edmond Adam, qui a inauguré, le 7, ses mercredis artistiques, on a entendu des airs tsiganes arrangés par Brahms et brillamment exécutés par M^{me} Szarvady, après une jolie *Filleuse* d'E. Bourgeois, qui tenait aussi le piano, pour accompagner le ténor Duchesne et le baryton Melchissédec. Le premier, revenu d'une tournée assez longue, avec la voix charmante et puissante de ses meilleurs jours, a dit un air de *Dimitri*, le *Vallon* de Gounod et les *Myrtes* de Faure.

M. Melchissédec a fait applaudir une curieuse chanson de reître, de M. G. Berardi, *Pauvres fous!* de Tagliafico, et surtout

un *Souvenir des vieilles guerres*, poésie de V. Hugo, musique d'Altès, composition pleine de sentiment et d'éclat que l'interprète a merveilleusement mise en relief.

Des mélodies russes, notamment un fragment de l'opéra de Glinka, *la Vie pour le Czar*, ont valu à M^{me} Engally un très grand succès pour sa belle voix, son interprétation très personnelle et encore pour le charme des œuvres qu'elle révélait à ses auditeurs.

Coquelin aîné, avec sa finesse exquise et sa justesse d'accent, a récité *le Chapeau*, de Jacques Normand, et *le Sous-Préfet aux champs*, d'Alphonse Daudet; Coquelin cadet a dit trois monologues, entre autres *l'Indécision*, tout pleins de belle humeur et de fantaisie.

Enfin, M^{lle} Sarah Bernhardt, après avoir lu deux poèmes de Leconte de Lisle et de V. Hugo, a terminé par cette belle pièce du maître, *l'Enlèvement*, qu'elle a dite avec une grâce, une passion, un lyrisme incomparables. Avec cette voix de sirène, c'était encore de la musique et certainement de la meilleure.

Louis GALLET.

LETTRÉS

SUR

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

A la fin d'un discours qu'il prononçait en octobre 1879, le marquis de Hartington, dans un admirable mouvement oratoire s'écriait : « Messieurs, ne doutez pas de la conscience de l'Angleterre ! » Les libéraux ont enfin réveillé cette conscience, et, les premiers, ils ont été surpris de l'énergique réponse qu'elle a faite à leur appel.

Je l'ai répété bien des fois à mes amis anglais eux-mêmes, qui ne croyaient au triomphe du libéralisme que dans deux ou trois ans : Aux prochaines élections générales, l'Angleterre reniera la politique d'empire qu'on impose aux trois royaumes. De loin, par conséquent de haut, on voit mieux d'où vient le courant de l'opinion, où il va, ce qui le grossit, quels obstacles il doit rencontrer, et quelles forces il accumule pour vaincre.

Je pourrais citer, quinzaine par quinzaine, dans chacune de mes Lettres, des jugements et des vœux dont quelques-uns, à l'époque où je les exprimais, ont paru absurdes. Or, à l'heure présente, comme pour se venger de contradictions opportunes peut-être, mais imprévoyantes, ces jugements et ces vœux prennent des airs de prophétie.

Je tiens à les fixer dans cet honneur, car je n'ai gardé le silence plus tôt que pour rappeler un jour avec fierté ce que je disais de la politique anglaise dont M. Waddington s'était montré le complaisant, et que mes plus chers amis ont si étrangement défendue.

J'écrivais à la fin de janvier et au milieu de février :

« Une entreprise, fût-elle tout d'abord lucrative, devient une duperie, si elle fait perdre plus d'argent qu'elle n'en avait fait gagner. L'esprit commercial anglais, lors du bilan à établir des opérations du Foreign Office, ne se laissera pas éblouir par le chiffre des affaires conclues, mais calculera les bénéfices réalisés. Où sont-ils ces bénéfices, où est cette richesse acquise, lorsque tant de capitaux ont été appelés ? Les sommes employées s'additionnent, les dépenses d'hommes se totalisent, et qu'a-t-on ajouté à l'inventaire du parti conservateur ? Des entreprises, aucun résultat. »

Voici l'autre citation :

« Le cabinet Beaconsfield est atteint. Il ira de fautes commises en fautes punies, d'abus en défaites, et les événements accroîtront l'influence du parti libéral, car la fortune abandonne ceux qui la surmènent et la fatiguent. De plus en plus, lord Salisbury mentira, M. Disraëli se vantera, car le Seigneur frappe d'aveuglement ceux qu'il veut perdre. »

Il y a six mois, lorsque j'écrivis à cette même place ma première Lettre, j'avais trois haines et je harcelais trois ennemis. Pour emprunter une formule à M. Disraëli, je combattais : derrière M. Waddington lord Beaconsfield, derrière lord Beaconsfield M. de Bismarck ! M. Waddington est tombé, lord Beaconsfield a été renversé, maintenant, à M. de Bismarck ! Le plus faible, lorsqu'il a pour arme la foi, ose batailler contre le plus fort, et il regarde sans trembler le puissant face à face.

I

« Ce qu'on appelait l'ascendant des conservateurs, dit le *Standard*, est désormais une locution qui n'appartient plus qu'au passé. »

La politique de « suprématie » insolemment prônée dans la lettre de lord Beaconsfield au vice-roi d'Irlande, est enfin réduite dans la forme à ce qu'elle a toujours été au fond : une politique d'échecs et de défaites.

L'Angleterre libérale, l'Angleterre sage, ennemie de l'au-

torité brouillonne, s'est enfin ressaisie tout entière. Les whigs ont triomphé dans toute l'étendue des trois royaumes, et la quantité des votes a été aussi considérable dans les petits bourgs que dans les grandes villes. La vieille Angleterre constitutionnelle et la jeune Angleterre démocratique se sont trouvées d'accord pour vaincre la politique impériale de M. Disraëli.

Le mouvement libéral a été si grand, qu'il vient d'emporter jusqu'aux difficultés qu'on pouvait craindre de voir surgir dans la revendication des parts de la victoire.

La majorité libérale existe avec ou sans le concours des *home-rulers*. Ils voteront ou ne voteront pas pour ce que M. Parnell appelle le « whiggisme ». Nous avions raison de nous inquiéter pour les libéraux de l'alliance des *obstructionnists* ; s'il avait fallu compter avec eux, ils montrent aujourd'hui, dans le dépit d'un succès obtenu sans eux, quelles eussent été leurs exigences. M. Parnell a protégé ostensiblement un tory contre un libéral, et s'est présenté de sa personne pour combattre un whig, M. Murphy, à Cork.

Le marquis de Hartington a démontré, dans son dernier discours à Burnley, que les autonomistes irlandais ne peuvent être qu'un élément variable dans les votes et dans les discussions parlementaires, qu'ils ne seront ni un appoint forcé, ni une entrave pour la majorité libérale : « Le ministère futur, a-t-il dit, ne se laissera point, comme le cabinet Beaconsfield, troubler par les agitations des *home-rulers* ; il étudiera les questions irlandaises et proposera aux Chambres des réformes dictées par un esprit de justice. Il recherchera les causes auxquelles sont dues le mécontentement des Irlandais et il s'efforcera de les écarter. Les libéraux, qui ont déjà supprimé l'Église en Irlande et fait la loi sur les terres, désarmeront les Irlandais par une politique de conciliation et de patience. » Voilà qui est parler, non plus seulement en *leader* d'un parti, mais en homme de gouvernement.

Le marquis de Hartington est l'une des figures les plus nobles de l'Angleterre. Son caractère est à la fois très énergique et très modéré ; intègre et bienveillant, il occupera dans le nouveau cabinet une place considérable que lui méritent son influence, ses talents oratoires, sa valeur et les multiples services qu'il a

rendus depuis 1874 à la cause du libéralisme. Lord Hartington aime la France, il l'a dit très haut et il le pense. Mais, véritablement national, il représente l'esprit nouveau des whigs à la fois ennemis de l'ancienne neutralité absolue et du système Beaconsfield de l'intervention à tout propos dans la politique extérieure.

Le futur membre du cabinet libéral est partisan des réformes intérieures : de la liberté de tester, de l'égalité des droits électoraux entre les bourgs et les comtés, de l'extension de la franchise électorale, des modifications nécessaires à la transmission de la propriété. Il a réclamé déjà la communauté de législation électorale entre les trois royaumes, dont l'Irlande était exclue.

Si, comme le *Times* le déclare, « le génie de lord Beaconsfield n'était pas de race anglaise, et s'il a provoqué plus d'étonnement que d'admiration », le contraire sera écrit un jour du marquis de Hartington. « La politique d'empire, a-t-il dit quelque part, ne peut être une politique anglaise; notre honneur national n'est pas un honneur impérial. » C'est bien et uniquement l'impérialisme de M. Disraëli qui l'a perdu. Il a voulu faire de l'armée anglaise une armée conquérante, de la diplomatie anglaise une diplomatie prépondérante, et de lord Beaconsfield un ministre d'empire. Il a blessé la dignité de l'Angleterre.

Et les comtés eux-mêmes, qui votaient toujours avec les tories, ont voté avec les libéraux. C'est là le signe de la défaite irrémédiable du parti conservateur, celle qui lui a été le plus sensible et rend amère la douceur des consolations qu'il se donne.

La *Pall Mall Gazette* a beau dire que « le triomphe des libéraux est dû à l'adjonction d'un nombre considérable d'électeurs dont l'éducation politique n'est pas encore faite, et qui ont pris part pour la première fois aux élections générales ». C'est là une explication qui n'égare personne.

La grande question que les conservateurs, que les libéraux, que les amis et les ennemis de M. Gladstone se posent aujourd'hui, et que se pose peut-être M. Gladstone lui-même, est celle à laquelle nul ne peut répondre : le chef du parti libéral prendra-t-il le pouvoir?

La reine revient à Londres le 18 avril. Elle est libre de confier à qui elle voudra la formation d'un cabinet.

Le succès de M. Gladstone dans le Midlothian contre le comte de Dalkeith, surnommé « le brave », est l'un de ces triomphes personnels qui, joints à la défaite générale du parti qu'on a vaincu, imposent au vainqueur l'obligation, comme le dit ironiquement le *Daily Telegraph*, de ne pas, nouvel Achille, après avoir traîné le cadavre d'Hector dans la poussière, rentrer paisiblement sous sa tente.

J'ai entendu, cet hiver, M. Gladstone dire à M. de Girardin « qu'il ne reprendrait jamais le pouvoir ». A l'heure qu'il est, il résiste à toutes les démarches, repousse toutes les avances, et déclare qu'il veut rester « un simple particulier ». Mais il est impossible que la reine, que les amis de M. Gladstone, qu'un peuple entier n'obtiennent pas du triomphateur qu'il gouverne de nouveau l'Angleterre libérale et reprenne le pouvoir.

Le *Daily News*, qui passe avec raison pour être l'organe officieux de M. Gladstone, dit qu'« il est désirable que les conseils et l'appui de M. Gladstone soient au service du futur cabinet d'une manière plus directe que par le simple concours d'un député ».

M. Gladstone ne pourra, lors de la réunion du Parlement, peut-être même après son retour à Londres et la réception qu'on lui prépare, se dispenser de rentrer aux affaires. Le pays accepte les doctrines de M. Gladstone, puisqu'il a été convié à choisir entre le chef de la majorité actuelle et le chef de la majorité d'hier. L'Angleterre veut ce que veut M. Gladstone, et elle le forcera certainement à réaliser lui-même le programme de politique étrangère qu'il vient de fixer dans son dernier manifeste aux électeurs du Midlothian : « Les efforts des libéraux, dit-il, tendront à établir la politique étrangère de l'Angleterre sur les bases de la paix, de la justice, et d'un droit égal et sympathique pour toutes les nations à la liberté. »

En Afghanistan, la « guerre sainte » commence. Abdurrahman s'avance sur Caboul à la tête des populations du Khonistan, qui l'ont proclamé leur émir. Il faut se hâter de faire ce que le marquis de Hartington déclare urgent dans son discours du Lancashire : « Il est nécessaire, dit-il, de dégager l'empire indien d'énormes difficultés ; ceux qui ne sont pas liés par les fautes et

les erreurs du passé, qui n'ont pas fait de fausses prophéties, qui n'ont pas de folles aspirations à rétracter, pourront reconnaître que des erreurs ont été commises et doivent être réparées. »

II

A l'anniversaire de la naissance de M. de Bismarck, la *Post* chantait sur le mode thébain son maître, le lutteur triomphant : « Pacificateur universel, fondateur de la gloire allemande (il paraît que les gloires allemandes se fondent), terrassant l'hydre parlementaire. »

Depuis, les chants ont cessé. Un imprudent corps de l'État, courageux sans le savoir, a bravé le prince-chancelier. Le héros s'est redressé, frémissant. Il a levé sa main de fer pour l'abaisser... sur un papier où il a signé sa démission ! Après avoir prononcé ces paroles mémorables : « Qu'il ne se laisserait pas *majoriser* par des minorités », il s'est tu, préférant jouer son « jeu de nerfs ».

Alors, de toutes parts ont éclaté les sanglots. Le vieil empereur s'est couvert de cendres. Il a répété que *jamais* il n'accepterait cette terrible démission. Les reproches ont volé de bouche en bouche, de plume en plume, vers le coupable Bundesrath. La *Gazette nationale* s'est écriée que les petits États étaient « responsables d'avoir fait éclater la crise ». Le *Boersen Courier*, de Berlin, dit que la démission du prince de Bismarck est le résultat, « non d'un conflit politique, mais d'une attaque de nerfs ».

Dans le Reichstag, tout à coup un bruit a retenti : le « terrasseur de l'hydre parlementaire » avait vu, disait-on, repousser des têtes ! Le Bundesrath avait refusé l'impôt sur les quittances, proposé par le prince-chancelier. Stupéfaction ! horreur !

Surpris par cette nouvelle à l'ouverture même de la reprise de ses travaux, le Reichstag s'est troublé. Quoi ! tandis que lui, pour ne pas provoquer le « jeu de nerfs », allait voter avec soumission d'abord le projet *national* de la loi militaire, — c'est ainsi qu'il se nomme, le doux projet ! — puis voterait encore la loi contre les socialistes, celle des deux ans de la période budgétaire, l'impôt sur la bière, etc., etc., etc. ; quoi ! le Bundesrath. dans le

même moment, refusait à M. de Bismarck quelques *pfennigs* ! Le président d'Arnim allait-il se couvrir en signe de deuil ? Non, car sa douleur demande à être officielle, et la Chambre n'est pas prévenue officiellement de la démission du chancelier. Un mot ramène les sourires sur les lèvres des honorables ; M. Richter le prononce : « Il ne faut pas, dit-il, prendre cette démission au tragique, pareille démarche étant faite régulièrement par M. de Bismarck au printemps de chaque année ! »

M. de Bismarck s'étant démis, le Bundesrath s'est soumis, et il a voté à l'unanimité ce qu'il avait rejeté. Tous les représentants des petits États sont accourus et ont fait amende honorable.

Voici ce qui avait causé « la crise ». Le Bundesrath, ou Conseil fédéral, est la véritable puissance allemande. Il a l'initiative des lois d'empire. Il accepte ou repousse la proposition d'un projet de loi. Lorsqu'il l'accepte et le vote, il en fait part au cabinet de l'empereur, qui l'envoie au Reichstag, lequel, après l'avoir voté, le renvoie à l'empereur, qui confie l'exécution de la loi au prince-chancelier. Si le Bundesrath a repoussé la loi, ni le Reichstag ni l'empereur n'ont le droit de la reprendre. Ils peuvent blâmer le Conseil fédéral, non changer ou modifier sa décision.

L'Allemagne se compose de vingt-cinq États ayant voix au Conseil fédéral. Ces États délèguent au siège du Bundesrath, à Berlin, des députés qui relèvent de leurs gouvernements respectifs, les États confédérés, sauf les deux ou trois d'entre ceux-ci qui ont conservé leur Parlement, leur ministère et une sorte d'autonomie.

Par mesure économique, les petits États n'entretiennent pas leurs députés à demeure au siège du Bundesrath. Ils confient, par procuration, aux délégués des grands États, le soin de voter pour eux.

Dans le dernier conflit survenu à propos du projet de loi d'impôt du timbre sur les quittances rédigé par M. Bitter, ministre des finances, en contradiction avec un autre projet de loi élaboré par la commission du Conseil fédéral en 1877, l'un des grands États, opposé à la loi, disposait de 16 voix. Réunies aux voix des villes libres qui se passionnent contre un impôt fait pour peser sur les transactions commerciales, les 16 voix des

petits États ont permis à l'opposition dans le Conseil fédéral de repousser le projet du gouvernement.

Il y a, dans la constitution de ce Bundesrath, si l'Allemagne fédéraliste voulait en user, des armes pour briser le colosse, aux pieds d'argile, de l'unité allemande.

M. de Bismarck, qui s'irrite de voir des éléments organisés pour une résistance quelconque à sa volonté, voudrait d'abord obliger les représentants des petits États à séjourner à Berlin. Il les dominerait en raison de leur faiblesse. Le chancelier a mille combinaisons pour détruire la puissance du Bundesrath. Il songe à adjoindre l'Alsace-Lorraine aux États confédérés. La province appartenant à la Prusse, ses délégués au Bundesrath seraient nommés par l'empereur et donneraient au chancelier trois voix de plus. La Prusse a 17 voix, la Bavière 6, la Saxe et le Wurtemberg chacun 4 ; les plus minuscules principautés, comme la ville de Lubeck et Schwartzbourg-Rudolstadt, disposent d'une voix. Il entre dans les vues de M. de Bismarck de réviser le pacte fédéral et d'obtenir une répartition des voix en raison du chiffre des populations. Mais je crois que ceci n'est qu'une menace, car le chancelier craint plus les grands États que les petits, et la simple frayeur d'être dépossédés de leur droit rendra ceux-ci, les humbles, plus souples qu'ils ne l'ont jamais été.

L'empereur, qui est dans le secret de cette comédie et qui se sent humilié de n'être empereur d'Allemagne qu'à la façon du saint empire, désire autant que M. de Bismarck une souveraineté réelle sur l'Allemagne, comme il l'a sur la Prusse. Aussi écrit-il au chancelier qu'il lui laisse le soin de chercher « les mesures propres à résoudre par la voie constitutionnelle des conflits semblables » à celui-ci.

L'irritation du chancelier contre le Bundesrath s'est augmentée dans une proportion colossale du dépit que lui a causé le triomphe du libéralisme en Angleterre. Ceux qui trouvent, en Allemagne, que la cause de la démission du chancelier est disproportionnée avec l'importance de ce grand acte, devraient mesurer, à leur propre stupéfaction, le désappointement du chancelier à la nouvelle de la débâcle du cabinet Beaconsfield.

Il a fallu lire, en vérité, les gazettes officielles allemandes

pour se rendre un compte exact de leur colère et de leur ahurissement à propos des élections anglaises. Jamais je n'ai eu de si vives satisfactions, moi qui avais écrit quinze jours auparavant que M. de Bismarck « serait puni dans la personne de lord Beaconsfield ». Tout l'échafaudage anglais du prince-chancelier croulait en quelques heures, renversé par un peuple libre. Le dernier espoir de la presse allemande a été dans les *home rulers*, puis, comme l'imprimait la *Gazette nationale*, « dans le peu de sympathie que les Français ont pour les whigs depuis 1870 ». Que la bonne gazette juge de la proportion de sympathie que les Français doivent avoir pour l'Allemagne conquérante, puisqu'on lui en croit si peu pour l'Angleterre alors seulement neutre !

Enfin, il n'y a plus à en douter, la majorité libérale est entière dans les mains de M. Gladstone et de ses amis. Elle ne sera ni exposée à des difficultés, ni diminuée par des concessions, ni troublée par des dissensions.

M. de Bismarck a cependant à cette heure bien des succès qui le doivent consoler. La *loi nationale* militaire est votée ! Le Conseil fédéral a remis ses pouvoirs dans les mains du chancelier, qui sera chargé seul de voter pour les États grands et petits en l'absence de leurs délégués. L'impie exerce sa verve contre les ultramontains et ravit les libéraux par ses boutades. « Il faut rendre au pape, dit-il, la monnaie de sa pièce, mais ce sera en monnaie marquée au cours de Berlin, non à l'effigie de Canossa. » Sur ces propos, la *Germania* confesse qu'elle renonce à tout espoir de voir la guerre finir entre l'Église catholique allemande et l'État prussien.

Enfin, M. de Bismarck, pour dernière satisfaction, peut avoir celle d'être approuvé par M. Barthélemy-Saint-Hilaire. Ce bon Français prend la peine d'écrire dans la *Revue allemande* qu'en France « on considère la politique de M. de Bismarck comme basée sur un vaste programme, très profond en lui-même et assurément utile au maintien de la paix ». Il n'y a de profonde et de vaste que la naïveté de M. Barthélemy-Saint-Hilaire, lequel a souvent étonné ses amis par la fantaisie de ses jugements ; d'ailleurs, quand on parle le charabia français de la phrase que je cite, pourquoi ne pas être Allemand ?

III

A Vienne la discussion du budget de 1880 met de nouveau en présence les partis hostiles dans le Reichstag.

Les progressistes se détachent de plus en plus du cabinet Taaffe et le tracassent jusqu'à lui refuser des fonds secrets. Les libéraux montrent leur dépit, et, à chaque concession, par des discours agressifs, accentuent leur blâme sur la marche oscillante du ministère. Les droites se déclarent bernées et sont résolues à batailler par tous les moyens contre le comte Taaffe. Mais celui-ci garde sa belle humeur au milieu de toutes ces bouderies. Le système de bascule du président du conseil engage, l'un après l'autre, les partis dans la politique du gouvernement. Lorsque les récriminations d'un groupe parlementaire sont trop irritantes, le comte Taaffe, au lieu de les calmer, les excite. Il les oblige à se formuler tout haut et il trouve alors, au jour le jour, des défenseurs parmi ceux qui l'ont accusé la veille et qui recommenceront le lendemain.

En dehors des Chambres viennoises, le mécontentement est partout. Les populations slaves accusent le cabinet Taaffe de subir le parti allemand dans la politique extérieure. Les populations allemandes accusent le même ministère d'avoir des faiblesses pour le parti slave. Les Allemands croient la civilisation allemande menacée par l'adjonction d'un trop grand nombre de Slaves; de leur côté, les Slaves prétendent que les Allemands ne maintiennent l'unité que pour la livrer un jour à l'influence de l'Allemagne. « Si nous sommes fédéralistes, m'écrivait un Tchèque, au fond les Allemands d'Autriche sont séparatistes. » L'accusation est injuste pour un parti de l'empire qui a combattu dix-huit ans en faveur de l'unité, mais elle découvre l'abîme profond qui sépare les deux races.

Seuls les Hongrois ne s'attardent pas aux griefs et aux rancunes. Aussi ont-ils une véritable influence. Après avoir fait des vœux pour les Turcs, résisté au projet de la loi militaire, blâmé l'annexion de la Bosnie, ils ont tout approuvé, tout voté, trouvant que, si l'on peut avoir de la sympathie pour le patriotisme de ses

voisins, il faut encore lui préférer le sien propre, et, s'inspirant de l'intérêt général, ils ont fait cause commune avec le gouvernement.

Il suffisait d'ailleurs pour les Hongrois, qui ont aussi leur inimitié de race, de voir le parti allemand s'opposer à l'occupation bosniaque et au vote de la loi d'empire, pour être convaincus que les deux choses étaient excellentes. L'Allemagne est aussi détestée en Hongrie qu'elle l'est à Prague, et le conseil municipal de Pesth, en votant la suppression du théâtre allemand, poursuit le même but que la Bohême en demandant l'introduction de la langue tchèque, comme langue unique dans ses écoles.

M. de Bismarck s'inquiète de ces manifestations hostiles qui seront de moins en moins épargnées à l'Allemagne et au parti allemand en Autriche, que le ministère Taaffe se croira forcé à plus de complaisance envers le prince-chancelier.

On se rappelle la violente sortie du docteur Rieger, chef du parti tchèque, à propos du chemin de fer de l'Arlberg, le discours de M. de Hübner, et cent autres faits. Les Slaves ont l'oreille de la cour, dit-on, et leur puissance va chaque jour croissant en Autriche. Leur haine de l'Allemagne est double contre « les mangeurs de Slaves », et contre le pays du Kulturkampf.

Les Slaves sont catholiques, cléricaux, non peut-être par conviction, mais par politique, et le chancelier, surtout depuis l'échec de lord Beaconsfield, sent qu'il faut faire des concessions à l'Autriche, s'il veut se l'attacher.

Il se rendrait bien à Canossa par des chemins détournés, mais, comme le disait avec tant de noblesse de caractère le Rochat de M. Sardou, M. de Bismarck à son tour dirait volontiers : « Je veux bien aller à l'Église, mais si on ne le sait pas ! » L'auteur de *Rabagas* et l'auteur du « moment psychologique » sont faits pour trouver les mêmes formules.

Le triomphe de M. Gladstone a été pour l'Autriche une surprise aussi désagréable qu'inattendue. M. de Bismarck, qu'on croit un profond politique et qui n'est qu'un audacieux, avait si bien trompé l'opinion européenne, qu'il s'était trompé lui-même et avait pris et fait prendre son impérieux désir pour une réalité. Tous ceux qui admirent ou subissent M. de Bismarck n'ont point

douté un instant de la victoire de lord Beaconsfield. Seuls ceux qui veillent sur les combinaisons de Varzin, et les ont vues bien souvent échouer, quoi qu'on s'imagine, prévoyaient la défaite du romancier Disraëli, par lequel le grand chancelier s'en est laissé conter.

La *Nouvelle Presse libre de Vienne*, avec sa franchise habituelle et son dédain des sous-entendus, nous montre à quel point l'opinion autrichienne était peu préparée à la défaite du torysme : « Tant que lord Beaconsfield était au pouvoir, dit-elle, on pouvait espérer que l'Angleterre se joindrait à l'union austro-allemande; mais en présence d'un ministère libéral, l'idée de gagner l'Angleterre ne serait plus pour l'Autriche et l'Allemagne qu'une billevesée ».

M. Gladstone, d'ailleurs, justifie bien cette opinion lorsqu'il déclare à un *reporter* autrichien ce qui suit : « Je respecte le patriotisme du peuple autrichien et son gouvernement libéral, mais je hais le nom de Metternich, et tout ce qui se rapporte à son système d'intervention dans les affaires des peuples aspirant à la liberté. *A bas les mains*, à ceux qui touchent aux terres et aux biens des nations libres. »

Comme je l'avais annoncé depuis longtemps, le baron de Hoffman est relevé de ses fonctions de ministre des finances. M. de Szlavy, président de la Chambre des députés de Hongrie, le remplace. Le ministère des finances étant un ministère commun à la monarchie austro-hongroise, l'entrée d'un membre hongrois dans le cabinet Taaffe-Haymerle était nécessaire. Dans le précédent cabinet le comte Andrassy suffisait.

L'Autriche a reçu de l'Allemagne une proposition tendant à proroger temporairement la convention commerciale qui expire le 30 juin prochain. L'entente, comme la convention, est toujours temporaire.

Le 9 avril, la convention relative au chemin de fer de Serbie et d'Autriche-Hongrie a été signée par les plénipotentiaires délégués.

IV

Tandis que l'Autriche s'inquiétait de l'arrivée au pouvoir des libéraux anglais, la Russie, avec raison, se rassurait. Le retour

probable aux affaires de M. Gladstone, l'entrée certaine du marquis de Hartington, deviennent, sinon une garantie d'alliance pour le gouvernement de Saint-Pétersbourg, au moins la suppression d'une inimitié constante qui s'est partout efforcée d'être néfaste.

Certes, M. Gladstone, l'auteur de la brochure des *Massacres en Bulgarie*, malgré les exigences des traditions de la politique anglaise à l'extérieur, n'aurait point eu, au congrès de Berlin, contre la Russie victorieuse, l'attitude et l'influence mauvaise de lord Beaconsfield. Le chef de l'École de Manchester n'eût pu être au pis-aller que neutre, jamais malfaisant.

Les panslavistes considèrent M. Gladstone comme leur défenseur et leur allié ; personnellement il est acquis à leur cause, qu'il croit celle de l'émancipation des peuples opprimés. Cependant les libéraux, si libéraux qu'ils soient dans les réformes à apporter sur la transmission de la propriété, sont Anglais et seront respectueux envers un héritage d'où qu'il vienne, fût-ce de lord Beaconsfield, et il ne faut pas que les panslavistes s'attendent à une action de l'Angleterre libérale en leur faveur.

La Russie peut se réjouir, non un parti en Russie. M. Gladstone et le marquis de Hartington au pouvoir se préoccuperont, il faut l'admettre, si on les croit hommes d'État et patriotes, bien plus des intérêts de l'Angleterre que de leurs sentiments intimes. Il est vrai que ces mêmes intérêts, de l'avis du chef libéral anglais, ont un plus grand nombre de points d'accord que de points de contradictions avec les intérêts russes. C'est ce que M. de Bismarck empêchait lord Beaconsfield de comprendre, et c'est ce qu'a dit nettement cet hiver, devant moi, chez M. de Girardin, M. Gladstone, à propos du différend asiatique : « L'Inde est assez grande pour que la civilisation russe et la civilisation anglaise s'y répandent sans s'y rencontrer. »

Enfin, nous n'entendrons plus M. Disraëli parler du traité de Berlin, dicté par M. de Bismarck lui-même, comme Moïse parlait des tables de la loi. On discutera des textes qui n'ont rien de sacré. Le traité de Paris, qui n'a pas été abrogé, reprendra son rang à l'occasion. Les gouvernements, mis en rapport par des conciliateurs désintéressés, s'entendront comme peuvent le faire

la Porte et le Monténégro pour modifier l'un après l'autre les admirables protocoles.

Terminons, à propos des relations nouvelles qui vont s'établir entre le cabinet libéral et la Russie, par la citation d'un passage du discours du marquis de Hartington dans le Lancashire. La phrase est fière et montre que tout entraînement sera exclu de la politique libérale : « Disons clairement et nettement à la Russie, avec modération, mais fermement, quelles sont nos vues sur toutes les questions, et réservons-nous la liberté d'agir à l'appui de ces vues, où, quand, et comme nous voudrons. » Voilà parler officiellement et faire de la politique gouvernementale. La diplomatie russe est faite pour entendre et pour accueillir ce noble langage qu'elle préférera, en tous cas, à l'impertinence ou au mensonge.

Une sorte de calme succède, à Saint-Petersbourg, à l'agitation causée par les attentats. L'empereur, dit-on, depuis qu'il ne se voit plus poursuivi ni contraint par la menace et par la pression du danger, s'est remis à étudier la question des réformes et a repris, dans son propre esprit, les traditions libérales qui l'ont autrefois dirigé.

Un grand projet de Chambre consultative s'élabore en ce moment. Il y aurait là un sérieux essai de régime constitutionnel, régime pour lequel il faut quelques préparations, car, on l'a vu en Russie même, les réformes ont besoin d'être appliquées par un personnel de réformistes; sans cela elles sont bien vite des lettres mortes.

Voici ce que dit la *Correspondance franco-russe* à propos de la formation de cette Assemblée :

« Les délégués des zemstvos, des villes, de la noblesse et du clergé se réuniront à Saint-Petersbourg sous la présidence du comité des ministres et délibéreront sur toutes les affaires qui concernent ces quatre institutions. Dorénavant, toutes les questions de l'État ne seront présentées au comité des ministres et au Conseil d'État qu'après délibération préalable de l'Assemblée consultative.

« Chaque gouvernement aura quatre délégués. Toutes les affaires des ministères et des comités seront discutées à cette

Assemblée. La Sibérie, le Caucase, la Pologne et la Finlande (?) enverront des délégués à cette Assemblée. On attend la promulgation de ce décret par un manifeste de l'empereur, le 17 avril ou le 26 août. »

Ce Conseil serait très utile au gouvernement pour le renseigner sur les besoins et sur les ressources des provinces.

Le nihilisme apparaît moins comme un épouvantail depuis qu'on en étudie les causes. On a constaté que, sur cent nihilistes, il y a quatre-vingts petits employés, prêtres, fils ou filles nobles, étudiants; ces derniers sont jetés à la porte d'une université à propos de rien, par le caprice d'un professeur, pour la faute la plus légère, et ne peuvent rentrer dans une autre. La nomination, comme ministre de l'instruction publique, de M. Delianow, qui se dit lui-même « ami de la jeunesse », donne un grand espoir. Le *Beregh*, organe de la fraction réformiste du gouvernement russe, a donc raison d'affirmer que « les nihilistes sont une secte de mécontents, non un parti politique ».

La guerre avec la Chine ne sera point immédiate, mais elle reste en perspective. L'injure faite à la Russie, dans la personne de Chung-How, que le gouvernement chinois a dégradé, torturé, et peut-être exécuté, ne saurait guère être réparée par la démarche du marquis de Tseng, ambassadeur de Chine en France et en Angleterre, qu'on vient, par dépêche, d'expédier à Saint-Petersbourg.

Tandis que la Chine envoie son plus grand général Tso-Tsung-Tang à la frontière, la Russie fait préparer par l'un des fils de Yacoub-Bey, échappé au carnage de Kashgar, une expédition dans le Turkestan. Dans la partie de l'oasis de l'Ilis qui sert d'asile aux Dunghanes et aux Tarantchis du Kouldja, les Chinois auront quelque peine à pénétrer. Cependant ils sont armés à l'européenne, commandés par des généraux jusqu'ici heureux; avant que la Russie ait le temps d'organiser une guerre sérieuse, les Chinois pourraient remporter des avantages et faire subir aux armes russes un échec toujours dangereux vis-à-vis de populations insoumises qui n'obéissent qu'à la victoire.

Le bruit se répand dans le monde diplomatique du retour du prince Orloff à Paris. Nous sommes de ceux auxquels leurs

sympathies russes, et l'estime qu'ils ont pour le caractère du regretté ambassadeur de l'empereur Alexandre, permettent d'accueillir cette « bonne nouvelle » avec une véritable joie.

V

Sir Austin Layard a donné sa démission d'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople. Acceptons-la ! La Turquie aura donc maintenant à compter, non avec des menaces, mais avec une volonté ferme.

Le caméléonage de M. Layard et le système d'échappatoire de la Sublime Porte étaient cependant le spectacle diplomatique le plus curieux qu'il fût donné à la critique d'analyser et de dépeindre. Avec la politique personnelle de lord Beaconsfield, audacieuse et insolente en apparence, mais pleine de souplesse et de mensonges cachés, il était facile au gouvernement de Stamboul de berner à l'orientale l'ambassadeur d'Angleterre, soit par une feinte soumission, soit par la promesse de quelque réforme inaccomplissable en Asie Mineure, soit par la confiance de quelque échec à faire subir à la France et à la Russie dans la personne de leurs ministres.

Il faudra désormais traiter les questions pour les résoudre, comme on l'a fait avec le comte Corti pour le Monténégro, sans attermoiements devenus inutiles.

Le gouvernement turc est si troublé, paraît-il, du résultat des élections anglaises, qu'il a donné l'ordre à Edhem Pacha, son ambassadeur à Vienne, de quêter par avance les secours de la diplomatie autrichienne.

Le ministère turc est, dit-on, encore une fois menacé ; mais qu'est-ce que le changement d'un ministère à Stamboul ?

Les assassinats se succèdent en Turquie et ne se punissent pas. L'effervescence, suite inévitable des grandes guerres, au lieu d'être apaisée par le gouvernement, est entretenue. La vieille haine de la civilisation occidentale se réveille dans le cœur même de ceux que leur éducation à la *franque* semblait avoir guéris du fanatisme turc. Les représentants des puissances ont un égal sentiment du danger que courent leurs nationaux, ils

se concertent pour les protéger, et s'unissent pour réclamer la punition des assassins.

Mais le sultan subit comme son peuple la gêne et la misère qui excitent le fanatisme. Il accuse volontiers les étrangers d'être cause de sa ruine, ce qui ne lui donne aucun enthousiasme pour leur sacrifier ce qu'ils réclament : la vie d'un ou de plusieurs de ses sujets.

VI

Le cabinet espagnol, avec une union qui ne paraît point faire sa force, consent enfin à soumettre aux Cortès le budget cubain et à le discuter. Le nouveau ministre des colonies, M. Sanchez Bustillo, voudrait être débarrassé dudit budget pour lancer l'emprunt cubain. Il faut de l'argent pour payer les traites des autorités de Cuba et les dépenses du général Blanco, les noirs ayant l'impertinence de n'être pas satisfaits de leur émancipation en huit ans, et les chefs signataires de Zanjón se croyant dégagés de leur parole et libres de s'insurger à nouveau.

Les députés de Cuba font un suprême effort, soutenus par la gauche et le centre, par les amis du maréchal Martinez Campos. Ils réclament pour Cuba un gouvernement civil détaché du gouvernement militaire et à l'abri des vols de ce dernier ; ils adjurent le gouvernement de leur octroyer les droits politiques que la Constitution de 1879 accorde à tous les sujets espagnols. S'ils ne sont pas écoutés, les députés de Cuba retourneront aux Antilles avec la conscience d'avoir courageusement fait leur devoir.

La misère publique monte à mesure que le ministère Canovas descend. Des bandes de misérables, que le gouvernement ne veut pas même alléger des impôts, quittent les villages, assaillent les bourgs, arrêtent les trains, mendient et menacent dans les villes, enlèvent les membres des familles riches et ne les rendent que contre une forte rançon.

Au milieu de tout ce désarroi, la démocratie espagnole vient de se grouper. Toutes les fractions de l'opposition se rallient autour du principe démocratique et forment, en face de la Monarchie, un grand parti national.

Le programme tout fait, rassurant pour l'opinion un peu trop

imaginative de l'Espagne, si facile à inquiéter, c'est la Constitution de 1867. Ce n'est donc point une coalition révolutionnaire qui se forme, c'est un pacte libéral qui se conclut.

Les démocrates-progressistes déclarent qu'ils sont anti-fédéralistes, qu'ils sont nationaux, et ne veulent la décentralisation que dans le régime administratif. Ils réclament le service militaire et l'instruction obligatoires, l'égalité des droits entre les citoyens des colonies et de la métropole ; ils veulent une recherche loyale et consciencieuse de l'amélioration des finances ; ils ont le respect de l'inamovibilité de la magistrature et de l'institution du jury.

Les progressistes avouent qu'ils ne croient pas à la guérison du mal profond qui afflige l'Espagne. Cette franchise montre le respect qu'ils ont du caractère espagnol. Abuser le peuple par des promesses mensongères est indigne d'une vraie démocratie.

L'Espagne n'est, quoi qu'on en dise parfois, ni corrompue ni épuisée. Elle a des aspirations nobles et hautes ; elle est restée chevaleresque. En Espagne, le courage est une vertu publique. La sobriété, la fierté, le dédain de la vie ne coûtent point aux Espagnols. La richesse du sol y est à fleur de terre. Une administration économe, la participation du pays entier au gouvernement par le suffrage universel, détruiraient vite les germes de fédéralisme qu'on y a imprudemment semés.

J'approuve de grand cœur le traité d'union entre les groupes des gauches aux Cortès. Je ne m'étonne pas de ne point voir, parmi les signataires du manifeste, M. Pi y Margall, qui n'est pas national et ne croit pas à la nécessité de l'unité de la patrie. Mais j'ai quelque chagrin de n'y point lire le nom de mon très cher ami Emilio Castelar. A moins que sa grande valeur littéraire ne lui ait paru supérieure à sa valeur politique, et qu'il ne préfère le titre de président actuel et certain de la République des lettres à celui, futur et incertain, de la République espagnole.

VII

M. Sella, malgré sa grande valeur politique, s'est trompé aussi lourdement sur les bancs de l'opposition que s'il avait été au

banc des ministres comme lord Beaconsfield. Après avoir cru longtemps à l'alliance de la droite libérale avec la droite conservatrice et cléricale, pouvant accepter Rome capitale, il a cru à l'alliance des droites et du centre, et enfin à la chute de la gauche dans la question de politique extérieure. Fausses idées, fausses manœuvres, qui l'ont acculé à la nécessité de donner sa démission de chef de la droite.

M. Sella prépare maintenant sa conversion vers le centre, ce qui sera beaucoup mieux dans sa nature, car il appartient au centre plus qu'à la droite par ses sentiments unitaires et libéraux.

Mais si la gauche continue à gouverner comme elle a commencé cette session, M. Sella, le centre et la droite attendront longtemps leur retour au pouvoir. Si, au contraire, les gauches ne faisaient point les réformes attendues, le pays, irrité contre la droite, découragé de la gauche, irait certainement à M. Sella et au centre.

Le ministère, affermi par le vote de la Chambre, n'est cependant point encore débarrassé des difficultés parlementaires. M. Crispi recommence à prendre une attitude hostile et insiste pour donner sa démission de président du budget.

D'autre part, le Sénat menace encore de résister, non à propos de l'abolition de la taxe sur la mouture, mais sur une question de troisième ordre. L'illustre M. Saracco, bien connu par ses amendements *obstructionnistes*, prétend que le Sénat doit être substitué au ministère des travaux publics, à la commission des ingénieurs, et décider lui-même du tracé et de la construction des lignes de chemins de fer ! L'illégalité de la mesure serait flagrante, comme son absurdité, et il n'y a là qu'une démarche des modérés, un prétexte de conflits, pour traîner les discussions et ne pas encore voter, dans la session d'été, la réforme électorale qui est enfin à l'ordre du jour de la Chambre.

La presse italienne fait au succès des libéraux anglais l'accueil qu'elle devait lui faire. Elle rappelle tout ce que leur doit l'indépendance italienne. L'échec de la politique austro-allemande, que l'arrivée au pouvoir des whigs constate, ne paraît pas attrister outre mesure la libérale Italie.

VIII

Si la Chambre grecque consent à faire l'essai de la politique de M. Tricoupis, ou si le roi accorde au nouveau ministère la dissolution, le passage au gouvernement de celui qui était hier le chef de l'opposition sera marqué par un grand fait de politique nationale.

La rentrée aux affaires du cabinet libéral anglais aura certainement une influence prépondérante sur le règlement de la question des frontières grecques. Le projet italien-français, qui réclame Janina, soutenu par l'Angleterre, sera certainement accepté par la Turquie.

M. Tricoupis, par une sorte d'intuition généreuse, en conviant la Chambre à s'occuper, avec le gouvernement, de la question extérieure, lui a ménagé l'honneur de prendre sa part d'une victoire prochaine, dont le président du conseil aurait pu réclamer la part entière.

La défaite de lord Beaconsfield est une victoire pour les Hellènes. Ai-je assez répété à mes amis de la Grèce qu'ils avaient été sans cesse desservis par lord Salisbury dans les cours et dans les conseils de l'Europe, et qu'ils avaient été trahis par lord Beaconsfield à Berlin, celui-ci ayant conseillé de ne tracer « que vaguement » la délimitation des frontières grecques?

Mes amis craignaient d'être ingrats. Ne se rappelaient-ils plus que M. Disraëli les avait empêchés de conquérir, par les armes, ce qu'il les empêchait, hier encore, de conquérir par la diplomatie?

Les mesures proposées par le nouveau ministère seront excellentes, quoi qu'il arrive. Si le pays s'agrandit, il faut des soldats pour le garder des incursions albanaises et turques. S'il ne s'agrandit pas, supposition presque inutile aujourd'hui, il doit, comme l'a dit M. Tricoupis, se préparer pour l'avenir, plutôt que de continuer des efforts stériles dans une action immédiate.

Le ministère veut donc que la Chambre étudie un projet de réorganisation de l'armée avec l'aide d'officiers supérieurs étran-

gers. L'effectif actuel ne serait point augmenté; mais on poserait les bases d'un effectif éventuel, on créerait les cadres, et l'on habituerait le pays au service militaire en usage dans les pays occidentaux.

M. Tricoupis est préoccupé de mettre en ordre les finances, ce qui a été le côté plus que négligé de l'administration antérieure à la sienne. Le président du conseil propose une économie de 600,000 drachmes dans le projet de budget qu'il a soumis à la Chambre. La dîme sur les céréales est supprimée. Il est vrai qu'on la remplace par un impôt sur les têtes de bétail servant au labour; mais le procédé de recouvrement de cet impôt sera, en tous cas, bien moins vexatoire que celui de la dîme. Et l'on espère le supprimer, d'ailleurs, par un relèvement ou une création du cadastre.

Le ministère Tricoupis s'est présenté à la Chambre avec une série de mesures administratives qui ont prouvé combien il s'était mûri pour le pouvoir et avec quelle conscience il s'y était préparé. Ces mesures seront discutées et blâmées avec plus ou moins de justice par les groupes d'une opposition formidable, puisqu'elle compte aujourd'hui M. Coumoundouros et M. Zaïmis dans ses rangs.

Le premier déjà vient de remporter une demi-victoire. Il a proposé de mettre en délibération immédiate les projets de lois présentés par le ministère. Sa proposition a été adoptée. Voilà pourquoi on dit à Athènes que le cabinet Tricoupis n'est pas né viable. Qui sait?

Δ

CHRONIQUE POLITIQUE

La presse républicaine a été unanime dans son acquiescement aux décrets du 29 mars sur les congrégations. Les réserves faites par quelques-uns de nos confrères ont exclusivement porté, comme celles que nous avons formulées nous-mêmes, sur le principe de liberté générale qui est la base de nos convictions, et que nous ne cesserons pas de considérer comme la meilleure politique en toutes choses, au risque des embarras momentanés qu'il peut susciter. Deux ou trois organes de la réaction se sont emparés de ces réserves pour les retourner comme une critique contre les décisions ministérielles et s'en faire un argument en faveur de leur cause. Nous concevons la surprise que doit exciter la large doctrine que nous professons, même au profit de nos adversaires, dans un camp politique dont le premier dogme est que la liberté est faite pour lui seul et dont le premier soin, chaque fois qu'il a pu mettre la main sur le pouvoir, a été d'en faire un instrument d'absolutisme et d'oppression contre tous ceux qui n'acceptaient pas docilement son joug et ses idées. Nous concevons également ce qu'il y a d'insolite, pour un parti habitué à l'observance passive de tout mot d'ordre venu du maître, dans le spectacle d'une presse indépendante qui garde son franc parler vis-à-vis de ses meilleurs amis politiques et ne croit pas nécessaire de s'annihiler, dans la perpétuelle extase d'une approbation admirative, pour soutenir et défendre le gouvernement de son choix. Mais les partisans de la prédominance cléricale se sont réjouis trop tôt, s'ils ont cru voir réellement un symptôme de dissidence ou un acte d'opposition dans l'expression de regret qu'ils ont essayé d'exploiter. Loin d'entamer en

rien l'unité de l'opinion républicaine, la publication des décrets du 29 mars n'a fait que la fortifier.

Leur caractère de stricte légalité et l'extrême modération des mesures dont ils portent application ont rassuré les consciences hésitantes, chez qui le sentiment religieux s'alarmait des proportions et de la forme que pourrait prendre la remise en vigueur des lois existantes. Quant à ceux qui eussent préféré, comme nous, que l'on s'en tint au régime de la liberté réciproque, ils savent, et nous l'avons déjà dit, que la situation ne le permettait plus. Ils savent en outre que cette situation n'était pas le fait du gouvernement et ne dépendait pas de sa volonté. Elle avait été amenée par les fautes accumulées du parti clérical lui-même; par l'ardeur fougueuse avec laquelle il s'était jeté dans la campagne monarchique de 1873 et plus tard dans le coup de main avorté du 16 mai; par l'attitude d'arrogance et de défi qu'il avait prise dans l'une et l'autre occasion, escomptant par avance la victoire dont il se croyait sûr et donnant la mesure de ce qu'il en aurait fait, si elle lui était restée; par son hostilité incessante et ses provocations de tous les jours à l'encontre des institutions et des autorités de la République; enfin, par l'orage qu'il avait soulevé autour de l'article 7 et les cris de triomphe qu'il avait poussés, non pas au nom de la religion, mais au nom de la réaction monarchique, en le voyant rejeté par le Sénat. Voilà les véritables antécédents des décrets du 29 mars et les motifs déterminants du vote par lequel la Chambre des députés en a imposé la promulgation au ministère. En présence de cet ensemble de faits, le maintien du régime de la liberté entière n'était plus possible, parce que les congrégations qui en auraient bénéficié eussent interprété et célébré ce maintien non comme l'application d'un principe de large tolérance, mais comme un acte de crainte ou de faiblesse à leur endroit, et s'en fussent prévaluës pour battre en brèche la République, qu'ils auraient représentée comme reculant devant eux. Le principe, nous tenons à le constater de nouveau, a dû s'effacer momentanément devant l'état des choses et des esprits, devant une question de conduite qui se posait impérieusement par le fait même de ceux qui se plaignent aujourd'hui des effets d'une législation dont ils avaient rendu l'ap-

plication inévitable. On peut, on doit le regretter ; mais personne ne songe à faire peser sur le gouvernement la responsabilité d'une décision qu'il ne lui était plus loisible de ne pas adopter.

Après quinze jours écoulés, la nécessité de la mesure prise apparaît avec plus d'évidence encore. Le déchaînement de colères qu'elle soulève, les cris de guerre qu'elle provoque en deviennent la justification définitive, car ils montrent jusqu'où le parti qui fait de la religion un instrument politique, poussait la confiante certitude qu'on n'oserait jamais le rappeler au respect de la loi. Il en était venu à se croire dans un camp retranché où l'autorité laïque ne pouvait avoir accès et d'où il lui serait permis à perpétuité de la braver et de la combattre. Les décrets du 29 mars le touchent moins par leurs conséquences immédiates, après tout fort limitées, que parce qu'ils lui annoncent que le temps des empiètements sans répression est passé. Il sait que le simple rappel aux obligations et aux engagements dont il était parvenu à s'affranchir suffira pour mettre un terme et une barrière aux entreprises qui se poursuivaient et se renouvelaient, avec une audace croissante, sous le manteau des immunités ecclésiastiques. Voilà son grand souci et la cause intime de son irritation. Voilà le danger qu'il espère conjurer en criant de toutes ses forces à la persécution contre la foi, à la violation des droits du citoyen. Il n'aboutira qu'à se condamner lui-même aux yeux de l'opinion publique qu'il cherche vainement à soulever.

Nous en sommes encore, du reste, au premier tumulte de gens troublés et surpris dans leur quiétude. Aux clameurs qui, des rangs ultramontains, ont répondu aux décrets du 29 mars, se mêlent force prophéties menaçantes ; mais aucune des résolutions annoncées jusqu'ici n'a de portée pratique. On a parlé d'engager d'abord la lutte sur des pétitions adressées au Sénat et par une interpellation portée à la tribune de la Chambre des députés ; ce serait le moyen de faire ratifier la conduite du gouvernement par un double vote, et rien de plus. Il est question, d'autre part, d'une campagne judiciaire : les congrégations atteintes, et en particulier les jésuites, revendiqueraient devant les tribunaux la paisible jouissance de leurs droits de citoyens

français, au nom de la loi commune ; comme cette jouissance ne leur est nullement contestée et que la mesure contre laquelle ils prétendent se pourvoir en justice a pour but, au contraire, de les faire rentrer dans le droit commun, dont ils sont sortis, ce second expédient ne tournerait pas plus en leur faveur que le premier. Le comité de jurisconsultes, de députés et de sénateurs qui s'est formé pour diriger les opérations ne peut se faire aucune illusion à cet égard et, s'il donne suite à ces deux projets, ce ne saurait être que comme un moyen de provoquer et de prolonger l'agitation. Mais ce faible avantage serait plus que contre-balancé par l'effet du double échec auquel ils s'exposeraient inévitablement, et nous croyons qu'ils y réfléchiront à deux fois. Un troisième plan consisterait à laisser écouler, sans faire aucune démarche, sans rien changer à l'état de choses actuel, le délai de trois mois fixé aux congrégations pour se dissoudre ou se mettre en règle ; cette résistance d'inertie placerait le gouvernement dans l'alternative, ou de laisser ses décrets à l'état de lettre morte, ou de les exécuter par une série d'actes violents, en procédant de vive force à l'expulsion des associations récalcitrantes. On spéculerait sur l'odieux et le discrédit que ces procédés feraient rejaillir sur lui. Le calcul peut sembler habile, mais il risquerait de se trouver faux. Pour être purement expectante, la révolte contre la loi n'en serait pas moins flagrante et délibérée, titre médiocre à la sympathie générale, dans un pays qui se pénètre chaque jour davantage du sentiment que le respect de la légalité est la seule garantie certaine de la liberté et de la paix publique. Sait-on, d'ailleurs, quel sera, dans trois mois, l'état de l'opinion sur une question où chaque jour va mieux démontrer que la foi et la religion ne sont nullement en jeu ? Est-on sûr que, d'ici là, une indifférence profonde n'aura pas succédé, en dehors des cercles directement intéressés, au mouvement d'effervescence qui se manifeste aujourd'hui ? Tout bien pesé, aucune des tactiques mises en avant n'aurait chance d'aboutir à un résultat utile pour la cause des congrégations, et nous sommes porté à en conclure qu'il y a beaucoup plus d'embarras et de désarroi qu'on ne le suppose, derrière l'attitude bruyamment belliqueuse dont elles font parade.

Est-il même bien certain que les congrégations agiront de concert en toutes choses et jusqu'au bout? Cela, dit-on, aurait été décidé dans une réunion tenue à Paris par les supérieurs des divers ordres. On ajoute qu'une autre réunion, composée d'un certain nombre de prélats et présidée par M^{sr} Guibert, archevêque de Paris, aurait décrété en principe l'alliance du clergé séculier avec les associations dont l'existence est mise en question. Il se peut que ces deux déterminations aient été prises; nous doutons qu'elles soient maintenues. Il y a, parmi les congrégations, des situations très différentes. Quelques-unes peuvent espérer l'autorisation, et nous avons peine à croire que, non pas dans leur intérêt privé seulement, mais dans l'intérêt même de l'idée commune qu'elles représentent, elles s'exposent à une dissolution certaine, en liant leur sort à celui de la compagnie de Jésus. Quant au clergé séculier, il faudrait, ce nous semble, autre chose que la délibération hâtive, à huis clos, d'un petit nombre de ses représentants, pour l'engager irrévocablement dans une cause qui n'est pas la sienne et pour laquelle nous n'hésitons pas à dire que beaucoup de ses membres éprouvent une médiocre inclination. Le mode de protestation personnelle adopté par un petit nombre d'évêques semble même démentir la supposition d'un accord général et d'une décision collective. Nous regardons, en outre, comme très douteux que les congrégations et surtout l'épiscopat aient arrêté les décisions et souscrit les engagements qu'on leur prête, avant d'en avoir référé à Rome. L'intervention du Saint-Siège, par voie de conseil tout au moins, est ici tellement indiquée, que l'on n'a pu se dispenser d'y recourir, et la conduite de Léon XIII, depuis son avènement au trône pontifical, autorise à attendre de lui tout autre chose que des suggestions violentes ou passionnées. Un précédent de date récente, et non sans analogie avec ce qui se passe actuellement chez nous, permet même de préjuger avec certitude le langage qu'il tiendra, le jour où il sera consulté. On n'a pas oublié par quelle déclaration de guerre ouverte l'épiscopat belge, sous l'inspiration de l'archevêque de Malines, avait accueilli la nouvelle loi d'enseignement sortie, il y a environ un an, des délibérations du parlement de Bruxelles:

ce n'était rien moins que la mise hors l'Église de quiconque se conformerait aux prescriptions de cette loi; c'était, dans tous les cas, l'invitation et l'incitation formelles à y désobéir. Le conflit entre le pouvoir civil et le pouvoir ecclésiastique était imminent : ce furent des paroles venues du Vatican qui le prévinrent, en rappelant aux évêques que la ferveur envers l'autorité divine ne dispense pas de la déférence due aux autorités humaines. Le pontife qui s'est fait ainsi le médiateur entre l'État et l'Église en Belgique et qui, depuis des mois, se consacre à la même mission en Allemagne, au milieu de difficultés bien plus grandes et de circonstances bien plus pénibles, ce pontife ne saurait faire entendre que des conseils d'apaisement, de conciliation et de respect pour la loi, aux congrégations et au clergé français.

Le gouvernement, de son côté, s'attache à bien démontrer que le terrain de la question n'est nullement celui où la tactique du parti clérical voudrait la porter. Dans une circulaire adressée aux préfets, M. le ministre de l'intérieur et des cultes vient encore une fois d'établir quelle est, en France, la situation réelle des associations religieuses. Il rappelle que leur existence n'a été ni reconnue, ni constatée, ni même prévue, soit par le concordat, soit par les lois organiques qui ont réglé, au commencement du siècle, les droits de l'Église. Il a été par conséquent admis, à cette époque, que les congrégations n'étaient point de l'essence de l'Église et ne faisaient point partie de sa hiérarchie, qu'elles restaient en dehors du droit général ecclésiastique et ne pouvaient se créer et subsister qu'en vertu d'une autorisation spéciale accordée par la puissance publique. La mesure prise aujourd'hui, à l'endroit des sociétés qui ne se trouvent pas en règle avec cette obligation, ne peut donc être, à aucun titre, à aucun degré, interprétée comme portant atteinte à la religion, à la liberté de conscience ou à l'organisation de l'Église. Elle s'applique exclusivement à des réunions d'hommes placées en dehors des stipulations du concordat, aussi bien que des prescriptions de la loi civile. Le gouvernement, en ceci, ne fait pas autre chose que ce qu'a fait l'Église elle-même lorsqu'elle a prononcé, à diverses époques, la dissolution d'associations religieuses dont

l'existence lui semblait plus nuisible qu'utile aux intérêts de la religion. L'entière liberté dont continuent à jouir paisiblement les congrégations autorisées démontre d'elle-même combien on est mal venu à parler de persécution. On n'est pas plus fondé à parler d'atteinte portée aux droits d'une classe de citoyens, puisque les membres des sociétés dissoutes restent, comme simples particuliers, sur un pied d'égalité absolue avec tous les autres Français : ils jouissaient indûment, à titre collectif, de certains privilèges ; on les leur enlève ; voilà tout.

Quels que soient les sophismes qu'on tente d'opposer à ce langage, il a pour lui la force de la vérité ; il aura bientôt celle de l'évidence.

On s'exagère donc, croyons-nous, l'étendue et surtout la portée ultérieure du mouvement déterminé par la publication des décrets du 29 mars, quand on le juge d'après une première explosion à laquelle il fallait s'attendre. Examinés de près et avec calme, les plans de résistance se réduisent à peu de chose et se heurtent partout à la question de légalité ; l'unanimité de la population catholique à épouser la cause des congrégations est une manière de parler beaucoup plus qu'un fait destiné à se traduire par une action quelconque ; il en est de même de la solidarité du clergé séculier avec les sociétés religieuses atteintes par la loi. Ces dernières bénéficient en ce moment d'une fiction qui fait d'elles les martyres de la foi commune ; mais cette fiction va se dissiper, à mesure qu'on verra mieux qu'elles ne font que subir les conséquences légales d'une position exceptionnelle. L'ardeur militante se refroidira en proportion et les conseils de la prudence prendront peu à peu le dessus.

En fait, le gros des catholiques qui n'ont en vue que leur indépendance religieuse et le libre exercice de leur culte n'auraient rien à gagner dans la lutte où on veut les entraîner ; le clergé, encore moins ; leur intérêt bien entendu est de ne point ébranler la législation basée sur le concordat, qui est leur protection et leur asile. Ils le comprendront d'eux-mêmes ; au besoin, on le leur fera comprendre de Rome et, tout en gémissant sur le sort des congrégations atteintes, ils se résigneront sans trop de peine à se tenir à l'écart de la mêlée. La bataille, en admettant qu'elle s'en-

gage à fond, ce qui nous paraît douteux, demeurera réduite aux seuls intérêts spécialement en jeu, appuyés par le parti clérical, c'est-à-dire par le groupe d'hommes qui prêcheront toujours et quand même la guerre sainte, dans l'espoir de la faire aboutir à une restauration monarchique. Avec ceux-là, il n'y a ni paix ni trêve; durant de longues années encore, la République les rencontrera sur son chemin; la seule chose qu'elle ait à faire est de les isoler de plus en plus des divers partis avec lesquels ils cherchent à se confondre, afin de se donner l'apparence du nombre.

Déjà, au surplus, la circulaire ministérielle dont nous parlions tout à l'heure semble avoir porté coup. Les organes de la droite évitent de la discuter, avec une réserve qui n'est pas dans leurs habitudes, et maintiennent leur polémique dans les généralités déclamatoires, signe irrécusable d'embarras et de faiblesse. On parle aussi moins haut de recourir aux tribunaux, comme si l'on reconnaissait d'avance qu'il n'y a rien à espérer de ce côté. Si, avec cela, le gouvernement présentait à bref délai une loi réglementant d'une manière générale et uniforme le droit d'association, comme le fait pressentir un passage de la circulaire, la question achèverait de se résoudre d'elle-même. On rentrerait dans le régime d'égalité pour tous, dont il est regrettable que les circonstances aient obligé à s'écarter. Il ne resterait de ce gros orage qu'un avertissement salutaire à l'adresse de ceux qui oublient que leur pouvoir, si fort qu'ils l'aient élargi à l'abri d'une longue tolérance, a toujours les lois existantes pour limite.

En ce qui concerne plus particulièrement les maisons d'éducation, on prête aux jésuites un plan de conduite qui serait probablement suivi par les autres congrégations et qui indique, dès à présent, plus de penchant à tourner les décrets du 29 mars qu'à les affronter en face. Ces maisons seraient réorganisées pour la forme, de manière à ne plus conserver de lien apparent avec les ordres religieux dont elles relevaient jusqu'ici; mais, au fond, la direction et l'enseignement resteraient les mêmes, sous un autre nom et avec d'autres professeurs. C'est un subterfuge que tout le monde prévoyait, qui ne trompera personne, et contre lequel il n'y a pas de recours. Il en résultera bien une certaine désagréga-

tion comparativement à ce qui existe aujourd'hui ; l'unité d'impulsion et la conformité d'action sur l'esprit de la jeunesse ne seront plus tout à fait ce qu'ils sont avec le régime ouvertement congréganiste ; la différence toutefois n'aurait jamais valu qu'on entamât le principe de la libre concurrence, n'eût été la nécessité politique qui a conduit le gouvernement à agir comme il l'a fait. Il faut se dire que l'avantage obtenu de ce côté se réduira à fort peu de chose et sera bientôt complètement annulé, si l'État ne déploie pas une activité et une vigilance qui lui ont trop souvent manqué, dans l'installation et les études de ses propres établissements d'instruction secondaire.

M. Jules Ferry se montre pénétré du sentiment qu'il reste beaucoup à faire après les décrets du 29 mars, comme il serait resté beaucoup à faire après l'adoption de l'article 7, s'il avait été adopté, pour ramener dans le giron de l'enseignement universitaire nombre d'enfants qui lui échappent aujourd'hui. Deux discours prononcés, l'un au congrès pédagogique, l'autre à la réunion des sociétés savantes, lui ont fourni l'occasion de dire d'excellentes choses et d'émettre d'excellentes idées sur cette grande question du jour. Mais il ne faudrait pas s'en tenir aux paroles et aux intentions, ou se laisser aller trop facilement à l'illusion de croire que le progrès s'obtient par le seul fait de décréter un changement de programme. L'application est tout ; et les détails de la vie quotidienne du lycée, les rapports entre élèves et maîtres, appellent des réformes dont l'influence serait beaucoup plus importante que la part plus ou moins large faite au thème grec ou aux vers latins. C'est dans cette direction surtout que l'initiative du ministre et du nouveau conseil supérieur de l'instruction publique pourra s'exercer utilement, dans la lutte qui va se poursuivre aussi opiniâtrément que jamais entre les établissements universitaires et ceux des congrégations sous leur nouvelle enseigne.

Pour ne rien omettre de ce qui se rapporte au sujet à peu près exclusif des préoccupations du moment, il nous reste à parler d'une lettre-manifeste par laquelle le prince Jérôme-Napoléon est intervenu assez inopinément dans le débat. Depuis que la mort du prince impérial a fait de lui le chef de la dynastie des

Bonaparte d'après l'ordre généalogique, le cousin de Napoléon III s'était renfermé dans un mutisme absolu. Il assistait impassible, depuis un an, à la polémique engagée autour de son nom par les journaux de son propre parti, et s'était montré sourd à toutes les objurgations de M. Paul de Cassagnac, lui demandant une déclaration de principes. Il a jugé, paraît-il, que le moment était venu de rompre le silence pour se poser, devant la France, en arbitre suprême des questions qui la divisent. Flétrissant d'un égal dédain la théocratie et la démagogie, repoussant avec un dédain plus grand encore « la fiction désastreuse de l'union conservatrice », proclamant qu'il « n'y a rien de commun entre les hommes du drapeau blanc et les fidèles du drapeau national », le prince conclut en ces termes : « De toutes les manières de n'être pas nous-mêmes, la plus funeste serait celle qui nous rendrait solidaires, aux yeux de la nation, des espérances de l'ancien régime, nous amènerait à renier la législation dont les Napoléons sont les auteurs, et nous rendrait les auxiliaires du parti à jamais condamné qui abaisse la religion à être l'instrument des passions et des calculs d'une politique rétrograde, hostile à la civilisation, à la science et à la vraie liberté. »

L'effet de cette proclamation a été tout différent de celui qu'attendait l'auteur, si, comme on est autorisé à le croire, il s'était flatté d'en faire le mot d'ordre et de ralliement du parti bonapartiste. M. Paul de Cassagnac qui, après tout et malgré tout, est et reste le seul chef reconnu du groupe impérialiste militant, a répondu en répudiant sans retour « un homme incorrigible, dont il n'y a rien à faire pour le bien de la France et pour les intérêts du parti ». L'accueil n'a pas été aussi rude partout, mais partout il a été aussi négatif, et l'on peut dire que, si la candidature du prince Jérôme-Napoléon existait avant la lettre, elle a aujourd'hui cessé d'exister pour tous ceux qui aspirent et affectent de croire au relèvement d'un trône impérial. L'incident n'a pas, d'ailleurs, d'autre importance que celle d'une petite affaire de famille et nous le mentionnons à titre de simple curiosité.

Les décrets du 29 mars ne pouvaient manquer de jouer un rôle dans la session des conseils généraux qui s'est ouverte le

5 avril. Nous voyons, en effet, que quelques-unes des assemblées départementales où la majorité appartient à la droite, se sont empressées de voter un vœu de protestation, en écartant la question préalable opposée par les préfets, d'après les instructions du ministre de l'intérieur. Il est à remarquer, toutefois, que ces manifestations ont été infiniment moins nombreuses que celles qui s'étaient produites, l'année dernière, contre l'article 7. Les républicains, d'ailleurs, se sont abstenus de riposter à cette protestation inoffensive et illégale, ce qu'il leur eût été facile de faire avec éclat, attendu qu'ils dominent un nombre de conseils généraux beaucoup plus considérable que leurs adversaires. C'est un exemple de respect à la loi qu'ils ont eu raison de donner. Les vœux de ce genre, d'ailleurs, qu'ils soient formulés dans un sens ou dans l'autre, n'ont plus aucune portée. Outre qu'on les sait destinés à être annulés, ils ne sont que l'expression d'opinions connues d'avance. Une épreuve plus sérieuse se prépare dans le renouvellement partiel de ces mêmes conseils généraux, qui va fournir au suffrage universel l'occasion de se prononcer sur la manière dont il envisage la conduite des divers partis. Le résultat d'un scrutin d'où doivent sortir environ quinze cents élections, a toujours une signification digne d'être étudiée; dans les circonstances présentes, ce sera une véritable pierre de touche pour l'opinion publique.

C'est dans la seconde quinzaine de juillet que ce scrutin s'ouvrira par toute la France. Comme il exige la présence de la plus grande partie des sénateurs et des députés dans leurs départements respectifs, la durée de la session parlementaire qui va reprendre dans quelques jours a, d'ores et déjà, sa limite marquée.

La Chambre ferait bien en conséquence d'établir, dès la rentrée, le bilan de ses travaux et de procéder à une sévère répartition de son temps. Sans cette précaution, les vacances d'été viendront encore une fois la surprendre au milieu d'une tâche inachevée dans ses parties les plus essentielles. Nous vivons, depuis dix ans, sur des budgets votés en hâte à la dernière heure. Chaque année, on s'est excusé et consolé en prenant, vis-à-vis de soi-même et vis-à-vis du pays, l'engagement solennel de mieux s'arranger

l'année suivante ; mais les années se suivent et se ressemblent, et 1880 ne s'annonce pas jusqu'à présent comme devant différer de ses devancières. La reprise des travaux parlementaires a été, il est vrai, avancée de quelques jours sur la date accoutumée ; elle est fixée au 20 avril, au lieu du commencement de mai. Malgré cela, le maximum de durée effective pour la session de printemps se réduit à deux mois et demi. Or, sait-on ce qu'une session pareille représente de journées de travail utile ? Prenons l'exemple de celle que nous venons de traverser. Ouverte le 13 janvier, elle a été suspendue le 20 mars ; elle a conséquemment duré dix semaines, c'est-à-dire soixante-dix jours. Mais, de chaque semaine, il faut retrancher, outre le repos dominical, le mercredi et le vendredi, jours où la Chambre ne siège pas pour cause — les frondeurs disent sous prétexte — de travaux des commissions. Voilà les dix semaines parlementaires réduites à quarante jours, sur lesquels on a encore chômé le carnaval, l'anniversaire du 24 février et, peut-être bien, pris quelque autre congé par-ci par-là. Déduisons enfin les journées d'interpellations, de discussions oiseuses ou stérilement passionnées, à peine reste-t-il vingt-cinq à trente séances d'affaires proprement dites. Comptons en trente pour la session de printemps, ce qui est certainement le maximum possible dans les conditions actuelles. Voilà sur quoi doit tabler la Chambre pour régler son ordre du jour et calculer la marche de ses travaux.

La tâche qu'elle a devant elle est fort lourde, même en s'en tenant aux sujets qui appellent une solution d'urgence. 467 articles du tarif des douanes sont encore à voter et bon nombre d'entre eux, tels que les fers, les filés, les tissus, provoqueront inévitablement de prolifiques débats. La question du rachat partiel ou total du réseau de la Compagnie d'Orléans est posée, en termes qui exigeraient qu'on la tranchât sans délai et qu'on déterminât en même temps quel sera le mode d'exploitation définitivement adopté pour les lignes rachetées par l'État. Le projet de loi de M. Cazot sur la magistrature et les diverses propositions qui se rattachent au même objet demandent, de leur côté, un examen immédiat, pour couper court aux graves inconvénients qu'entraîne la prolongation de l'incertitude en pareille matière.

La liste ne s'arrête pas là ; mais rien qu'avec ces trois questions et avec l'expédition de la menue besogne courante, quel sera le temps laissé à la Chambre pour la discussion publique du budget ? A peine aura-t-elle le loisir d'en voter, comme d'habitude, une partie au pas de course, en renvoyant le surplus à une session d'automne, dont on promettra monts et merveilles, pour aboutir au même résultat que devant. Il ne faudrait cependant pas aller ainsi indéfiniment, sur la foi d'une prospérité financière qui a ses bornes comme toutes les choses de ce monde. On s'est habitué à voir avec une sorte d'insouciance les centaines de millions s'accumuler au chapitre des dépenses, confiants que nous sommes dans la progression correspondante du chiffre des recettes. Peut-être serait-il sage de songer que cette progression peut rencontrer un jour ou l'autre sa pierre d'achoppement, et de nous montrer un peu moins prodigues à l'endroit du présent, en prévision de l'avenir. Qui sait même si un examen approfondi du bilan national ne révélerait pas une situation qui appelle, dès maintenant, la vigilance et l'économie plus sérieusement qu'on ne le suppose ? Quelques garanties que présente à cet égard le travail annuel de la commission du budget, un grand débat contradictoire à la tribune apporterait une garantie de plus et amènerait ce choc des opinions qui, seul, fait jaillir complètement la lumière. Ce débat devient d'autant plus nécessaire que, par suite d'une détermination, à notre sens regrettable, l'examen du budget se trouve, depuis deux ans, confié à des commissaires appartenant exclusivement à la majorité républicaine. Celle-ci porterait donc toute la responsabilité aux yeux du pays, s'il se trouvait que des fautes ont été commises. Pour diminuer cette responsabilité, elle est la première intéressée à procurer aux groupes de la minorité l'occasion d'exercer leur droit de contrôle dans toute sa latitude. N'oublions pas d'ailleurs qu'en matière de finances la clairvoyance hostile des oppositions a été plus d'une fois féconde en bons conseils.

Ménager le temps de manière que la discussion du budget cesse d'être écourtée comme par le passé et puisse se dérouler librement, nous paraît devoir être une des préoccupations essentielles de la Chambre. Un premier moyen d'arriver à ce résultat

serait de rétablir les séances du vendredi, dont la suppression pouvait avoir sa raison d'être lorsqu'on siégeait à Versailles, mais ne se justifie plus, maintenant que l'on est réinstallé à Paris. Le travail des commissions dans la matinée peut très bien se concilier avec une séance dans l'après-midi et, de plus, il leur resterait l'entière disposition de la journée du mercredi. Ajoutons que les délibérations suivies sont toujours meilleures, plus serrées et plus fécondes. Dans l'arrangement actuel, la semaine parlementaire est littéralement hachée par les suspensions qui viennent la couper en trois. Les séances du jeudi et du samedi se trouvent, en particulier, isolées entre des demi-vacances qui leur ôtent toute cohésion. Les hommes restent toute leur vie enfants par certains côtés, même sous les cheveux blancs et, pour le député comme pour l'ouvrier, comme pour l'écolier, la veille ou le lendemain d'un chômage n'est jamais un jour comme un autre. Par la simple décision que nous suggérons ici, la Chambre gagnerait dix ou douze séances sur l'ensemble de la session ; elle recueillerait, par surcroît, le bénéfice d'une activité plus soutenue dans ses travaux.

L.

JOURNAL DE LA QUINZAINE

Les membres de l'épiscopat qui, jusqu'à présent, ont formulé des protestations rendues publiques contre les décrets du 29 mars sont : l'archevêque de Tours ; les évêques d'Angers, du Mans, de Nantes et de Laval ; M^r de Bonnechose, archevêque de Rouen, et le cardinal Régnier, archevêque de Cambrai.

Les cinq premiers ont formulé leurs objections dans un long mémoire rédigé et signé en commun ; M^r de Bonnechose et le cardinal Régnier ont choisi la forme de lettres adressées personnellement au président de la République et ne dépassant pas le cercle d'une discussion courtoise. L'une et l'autre de ces lettres sont empreintes d'une extrême modération ; mais celle du cardinal Régnier est surtout remarquable par le passage qui la termine. Quoi qu'il arrive, l'archevêque de Cambrai déclare que son clergé continuera à suivre la règle de conduite qu'il lui a tracée en septembre 1879. Or, voici en quels termes le prélat s'exprimait à cette époque :

« En dehors de toutes les agitations politiques, étrangers à toutes les affaires séculières, nous nous bornerons aux devoirs de notre ministère et ne demanderons que la liberté de les remplir.

« Quant à la société laïque, nous la servirons, malgré ses défiances, ses antipathies et ses oppositions, en recommandant à tous et en pratiquant nous-mêmes le respect pour ses magistrats, l'obéissance à ses lois, pourvu qu'elles ne soient pas contraires à la loi de Dieu, le dévouement à la patrie et le soulagement affectueux de toutes les souffrances. »

Ce langage, les nuances marquées qui distinguent entre elles les différentes manifestations de l'épiscopat, et le caractère à peu près individuel qu'affectent ces mêmes manifestations, nous semblent une première confirmation des conjectures développées dans notre chronique politique, touchant l'attitude probable du clergé séculier dans la question des congrégations.

Au milieu de l'admirable élan de charité publique provoqué en faveur des malheureux par les rigueurs de l'hiver d'où nous sortons, une question inattendue et fort grave avait surgi. Les maires de certaines villes, considérant les bureaux de bienfaisance comme les seuls distributeurs autorisés de secours, élevaient la prétention que le produit de toute souscription ouverte soit par la voie des journaux, soit par des comités privés, fût versé à la caisse de ces mêmes bureaux. Adoptée et sanctionnée par trois ou quatre préfets, cette doctrine avait causé une pénible surprise et soulevé des protestations à peu près unanimes. Elle équivalait à confisquer en quelque sorte la liberté

de la charité, au profit de cette incurable manie de centralisation contre laquelle on déclame sans cesse, en s'y abandonnant de plus en plus.

La question ne pouvait rester en suspens. Déférée au Conseil d'État, elle vient d'être tranchée dans le sens que devait attendre et souhaiter tout esprit libéral. Le droit de distribuer l'aumône comme ils l'entendent est reconnu et demeure acquis à ceux qui ont recueilli des fonds à cet effet, par voie de souscription publique ou particulière. Le maire a simplement la faculté d'intervenir, à titre de contrôle, lorsqu'il a lieu de soupçonner que les fonds pourraient être détournés de la destination en vue de laquelle ils avaient été demandés aux donateurs.

Un des membres les plus éminents du Sénat, M. Duclerc, vient de faire distribuer à ses collègues du Parlement le projet d'une vaste entreprise nationale que lui a inspiré son patriotisme et son amour pour la grandeur de la France. Dans un exposé, peu étendu, mais dont chaque mot est un argument irréfutable, M. Duclerc propose à l'activité de la nation le percement d'un canal maritime à grande section qui, allant de Bordeaux à Narbonne, mettrait directement l'Océan en communication avec la Méditerranée. Il est peu de personnes, pensons-nous, qui, au simple énoncé de cette proposition, n'en reconnaissent immédiatement toute la valeur et la nécessité. Aussi, M. Duclerc n'a-t-il pas eu besoin de pousser bien loin la discussion, dans les considérations générales dont il a fait précéder son travail, pour persuader le lecteur. Il lui suffit de faire remarquer que, sur le terrain des intérêts économiques, la France est menacée par d'ardents rivaux qui tendent à lui enlever une partie des avantages que lui assurait jusqu'ici sa position centrale au milieu du vieux monde. Les véritables vainqueurs de la dernière guerre d'Orient, l'Allemagne et l'Autriche, s'avancent l'une à la suite de l'autre vers la mer Égée, et bientôt les communications par chemins de fer seront solidement établies de Berlin à Salonique. Sur un autre point, dans une direction parallèle, l'Allemagne perce les Alpes au Saint-Gothard pour arriver à l'Adriatique, tout en agrandissant ses canaux, du Danube au Rhin, pour les rendre accessibles à la grande batellerie.

Lorsque l'isthme de Panama sera à son tour ouvert à la navigation, grâce aux efforts de l'illustre promoteur du canal de Suez, deux grands courants commerciaux s'établiront en Europe, au détriment de la France qui restera isolée. En outre, — les guerres de ce siècle l'ont péremptoirement démontré, — l'obligation où nous sommes de couper notre armée navale en deux et de renoncer à une action unique, est pour nous une grande cause de faiblesse. Il faut donc que la France soit reliée intérieurement d'un littoral à l'autre et continue à être le centre du transit de l'Europe avec le reste du monde. Un canal maritime à grande section, allant de Bordeaux à Narbonne, lui conservera ce privilège.

M. Duclerc ne s'en est pas tenu à la seule indication du moyen de prévenir la situation défavorable qui pourrait menacer la France dans un avenir assez rapproché. Il a voulu établir la possibilité pratique de construire le canal. Il en a confié les études préliminaires à un ingénieur, M. de Lépinay, dont la compétence en ces matières a été hautement appréciée lors-

qu'on a discuté à Paris les divers tracés du canal de Panama. C'est donc un avant-projet, très détaillé, mûrement combiné, que M. Duclerc soumet au jugement de ses collègues et de l'opinion publique.

La voie conçue par M. de Lépinay partirait du troisième bassin à flot de Bordeaux et longerait la Garonne jusqu'à Toulouse, pour venir aboutir, après un parcours de 406 kilomètres, à l'ancien port de Narbonne, auquel des travaux d'appropriation rendraient l'accès de la mer. La profondeur, la largeur et la longueur des écluses seraient établies en vue du passage des plus gros cuirassés et des plus forts transatlantiques. Avec une vitesse moyenne les navires franchiraient le canal en quarante-huit heures, gagnant, par cette voie, trois à quatre jours sur le trajet par le détroit de Gibraltar. La construction du canal, qui ne rencontrerait aucune sérieuse difficulté d'exécution, coûterait 550 millions, d'après des évaluations très exactement établies. Il n'y a rien, dans ce chiffre, qui puisse décourager aujourd'hui.

Les avantages que le pays est destiné à retirer de cette entreprise sont trop considérables, à tous les points de vue, pour que le gouvernement ne se préoccupe pas d'en assurer immédiatement l'exécution. Quel en sera le mode ? M. Duclerc, qui a fondé une société d'études, est prêt à remettre au ministère le résultat de ses recherches, si celui-ci veut se charger directement des travaux. Sinon, il n'hésitera pas à entreprendre lui-même la tâche, certain que le concours ne lui fera pas défaut. Quel que soit le résultat, une chose restera acquise à l'honorable sénateur : la reconnaissance de tous pour la patriotique initiative qu'il vient de prendre.

La réception faite à M. Nordenskjöld par la population parisienne, le gouvernement et les sociétés savantes, a été telle qu'on pouvait l'attendre d'un peuple toujours passionné pour les grandes entreprises utiles à la cause du progrès. Dès leur arrivée en France, l'illustre voyageur et son compagnon de route, M. Palander, commandant de la *Véga*, ont été accueillis avec une cordialité et un enthousiasme qui sont allés croissant jusqu'au jour de leur départ. La première, la ville de Boulogne a manifesté sa reconnaissance pour les services rendus par le savant professeur au commerce et à la marine, faisant prévoir, par son élan tout spontané de vive sympathie, quelles acclamations Paris lui réservait.

Aucun explorateur n'avait, en effet, reçu dans la capitale ovation semblable. Stanley, Cameron, Serpa Pinto, de Brazza et Ballay n'avaient recueilli rien qui ressemblât à ces témoignages spontanés d'admiration. La nature spéciale de la découverte de M. Nordenskjöld, due tout entière moins aux hasards heureux de l'exploration qu'à ses déductions scientifiques, a porté plus haut l'estime publique et contribué à rendre la réception plus éclatante. On a été heureux aussi de saluer en lui le représentant d'une nation amie, éclairée, libérale. Le jeune héritier de la couronne de Suède, qui a assisté aux fêtes données à son compatriote, a pu en apprécier la sincérité en quelque sorte internationale.

Pendant son trop bref séjour à Paris, M. Nordenskjöld n'a pu laisser passer un seul jour sans assister à quelque fête donnée en son honneur, ou sans être l'hôte recherché de quelque corps savant ou des salons pari-

siens. La société de géographie et les Suédois ses compatriotes lui ont donné tour à tour un banquet. A l'Académie des Sciences, dont il est membre correspondant, à la réunion des délégués des sociétés savantes, il s'est vu entouré et félicité par les représentants les plus éminents de la science française. Il a dîné chez le président de la République qui lui a remis les insignes de Commandeur de la Légion d'honneur, et chez Victor Hugo qui a salué en lui un des bienfaiteurs de l'humanité. Dans une soirée chez M^{me} Edmond Adam, il a été, de la part des hautes personnalités du monde politique, artistique et littéraire, l'objet de la plus cordiale et de la plus respectueuse sympathie.

Mais c'est surtout au cirque des Champs-Élysées, où la société de géographie devait lui décerner sa Médaille d'or, et au Conseil municipal qui a voulu le féliciter au nom de la ville de Paris, que le sentiment public s'est le plus chaleureusement manifesté. Dans la première de ces réunions, M. Nordenskjöld a fait, en présence d'une foule avide de le voir et de l'entendre, un récit de son passage dans l'Océan Glacial Arctique et de sa découverte du passage du Nord-Est, qui a intéressé l'auditoire comme le plus palpitant des drames. Il a plus particulièrement soulevé les applaudissements du public et touché son cœur, en demandant que la marine et la science de notre pays soient représentées dans la prochaine expédition qu'il compte entreprendre dans les régions boréales. Puisse l'explosion de bravos enthousiastes qui a accueilli cette proposition être l'expression, chez nous, d'un sentiment réel que la France doit enfin prendre part aux explorations maritimes du pôle Nord ! Il est triste de penser que personne n'a encore songé à relever l'héritage de Gustave Lambert qui, s'il n'était pas tombé sous les balles prussiennes, aurait devancé M. Nordenskjöld, comme celui-ci, d'ailleurs, l'a généreusement proclamé lui-même dans sa réponse au discours du président du Conseil municipal. Cette réception par les représentants de la ville de Paris a produit le plus heureux effet. L'allocation pleine de bonne grâce, d'esprit et de finesse du préfet de la Seine, dans laquelle il a su joindre à l'éloge du savant voyageur celui du Conseil municipal, a été surtout d'une inspiration particulièrement heureuse. Il n'y a pas eu là un seul mot de dit qui n'ait eu son écho dans le cœur de tous les Français.

A cette heure, M. Nordenskjöld doit faire sa rentrée triomphale dans son pays. Il ne tardera pas à en repartir pour aller reprendre en détail l'étude du passage du Nord-Est.

Quant à l'avenir de sa découverte et à l'utilité pratique de la nouvelle route qu'elle ouvre, il a été dit tant de choses contradictoires, que nous croyons intéressant de donner l'opinion personnelle de M. Nordenskjöld. C'est le meilleur moyen de fixer les esprits.

Voici les conclusions de la note qu'il a lue à l'Académie des Sciences, le jour de sa visite à ses collègues :

« 1^{re} La route, par mer, de l'Atlantique au Pacifique le long des côtes septentrionales de la Sibérie, doit fréquemment pouvoir être parcourue en quelques semaines par un vapeur convenable, ayant à son bord des marins expérimentés ; mais il est peu probable, d'après la connaissance que l'on possède actuellement de la mer Glaciale de Sibérie, que cette route devienne dans sa totalité d'une importance effective pour le commerce.

« 2° On peut déjà poser comme thèse qu'il n'existe pas de difficultés pour l'utilisation commerciale de la voie par mer entre l'Obi-lénisséi et l'Europe.

« 3° Selon toute probabilité, la route par mer entre l'Iénisséi et la Léna et entre la Léna et l'Europe peut être également utilisée comme route de commerce, mais l'aller et le retour entre la Léna et l'Europe ne pourront pas se faire dans le courant du même été.

« 4° Des explorations ultérieures sont nécessaires pour décider de la possibilité de relations commerciales maritimes entre l'embouchure de la Léna et le Pacifique. L'expérience acquise par notre expédition montre que l'on peut dans tous les cas introduire, par cette route, du Pacifique, dans le bassin de la Léna, des bateaux à vapeur, des engins pesants et d'autres effets qui ne peuvent être convenablement transportés sur des traîneaux ou sur des voitures.

« Beaucoup d'explorations encore seront donc nécessaires avant que ce problème si important reçoive une solution définitive ; mais je crois qu'on peut dès maintenant, avec un grand degré de probabilité, fixer les points sur lesquels la navigation dans ces parages rencontrera les plus grandes difficultés. »

M. Henri de Bornier vient de poser sa candidature à l'Académie française pour le fauteuil laissé vacant par la mort de M. Jules Favre. Sans parler des travaux littéraires qui ont rempli toute sa vie, *les Noces d'Attila*, venant après *la Fille de Roland*, lui constituent des titres que ses amis ont eu raison de le décider à faire valoir.

Les noms mis en avant jusqu'ici pour ce même fauteuil étaient ceux de M. Rousse, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, et de M. Oscar de Vallée, ancien avocat général. L'un et l'autre se présentent à peu près exclusivement sous les auspices de leur talent de parole. M. Oscar de Vallée a, toutefois, publié un volume qui fit sensation dans les dernières années de l'empire et qui était à la fois un acte d'honnêteté et un acte de courage : *Les Manieurs d'argent*.

Bien qu'il s'agisse, pour l'Académie, de remplacer un avocat éminent, nous espérons qu'elle saisira l'occasion qui s'offre à elle pour faire une élection purement littéraire.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Général Favé : *l'Ancienne Rome ; sa grandeur et sa décadence*, expliquées par la transformation de ses institutions. (Hachette et C^{ie}.) — On voit, d'après le titre, que le sujet traité par M. le général Favé touche de près à l'immortel ouvrage de Montesquieu. Mais, si le but de l'étude est le même, le point de vue est aussi différent que la carrière des deux auteurs. Le magistrat philosophe du xvin^e siècle demande le secret de la chute de Rome à l'altération progressive de ses institutions politiques, de ses mœurs, de son état social ; le général Favé voit par-dessus tout les conséquences militaires des transformations constitutionnelles et morales de la société romaine. La pensée du livre se résume dans le post-scriptum qui lui sert de conclusion :

« Une nation ne peut éviter des désastres irréparables qui l'accablent un jour ou l'autre, qu'au moyen d'une forte organisation militaire, toujours prête à fonctionner. Sa sécurité exige aussi qu'elle se livre sans relâche aux travaux et aux recherches nécessaires pour qu'une puissance adverse ne puisse point la devancer, soit par l'amélioration de ses engins de guerre, soit par un progrès réalisé dans quelque autre partie de l'art de la guerre ; car la victoire a été très souvent décidée, sur les champs de bataille, par des innovations introduites pendant la paix. En ne se laissant pas dominer trop exclusivement par les préoccupations des intérêts industriels et commerciaux, en ne s'abandonnant pas aux douceurs du bien-être et aux recherches du luxe, en ne perdant jamais de vue que la prévision de la guerre est une condition d'existence pour un grand État, la France parviendra à résister aux coups du fléau inexorable. »

Tel est l'enseignement que M. le général Favé tire de son travail historique, travail extrêmement remarquable d'ail-

leurs, plein d'aperçus nouveaux et souvent profonds, malgré le parti pris un peu trop exclusif qui le domine.

W. E. Gladstone : *Questions constitutionnelles*. Traduction et introduction de M. Albert Gigot. (Germer-Baillière.) — Il s'agit naturellement des questions constitutionnelles anglaises ; mais la manière dont elles sont traitées fait de ce livre un enseignement pour les hommes politiques de tous les pays. L'historique de la vie du prince Albert, qui occupe à peu près la moitié du volume, fournit à M. Gladstone l'occasion de toucher successivement à presque tous les points importants du mécanisme d'un gouvernement parlementaire. Trois articles de polémique sur le droit électoral dans les comtés de la Grande Bretagne, lui servent de texte pour développer des vues plus générales encore sur les avantages ou les inconvénients de l'extension du suffrage populaire et sur ses effets au point de vue de la représentation du pays. Enfin, dans un dernier chapitre consacré « à nos cousins de l'autre côté de l'Océan », il fait ressortir, par la comparaison, les différences et les points de contact qui existent entre les institutions anglaises et les institutions américaines. Bien que publiés à d'assez longs intervalles, sous forme d'articles de revue, ces écrits forment un ensemble dont les diverses parties se complètent l'une par l'autre. La remarquable introduction de M. Albert Gigot achève de les relier, en résumant et faisant ressortir la pensée qui les domine, — pensée de liberté politique et de progrès constitutionnels, en même temps que de stabilité gouvernementale. Au moment où l'homme d'État qui a consacré ses loisirs à écrire cette série d'études, se trouve de nouveau porté à la tête des affaires de son pays, elles prennent un double intérêt ; mais elles ont, nous le répétons, un mérite plus général et plus

durable que celui d'une œuvre d'actualité.

Ernest Daudet : Souvenirs de la présidence du maréchal de Mac-Mahon. (Dentu.) — M. Ernest Daudet a été directeur du *Journal officiel* sous le ministère du 24 mai; c'est dire qu'il s'est trouvé aux premières loges pour voir et pour juger. On lui était déjà redevable d'un curieux et intéressant volume sur la tentative monarchique du mois d'octobre 1873; celui qu'il publie aujourd'hui ne mérite pas moins de fixer l'attention. Il y raconte, en mêlant l'anecdote à la politique, les quatre grands épisodes qui ont marqué la présidence du maréchal de Mac-Mahon : l'installation du ministère du 24 mai, le vote de la Constitution qui a fondé la République, l'élection des sénateurs inamovibles, enfin la campagne qui amena, par un contre-coup indirect, la fin de la deuxième présidence de la République française. Deux chapitres spéciaux sont consacrés au ministère de M. le duc Decazes et à la politique française en Orient. Les détails ignorés abondent dans ces pages, écrites d'une plume alerte en même temps que sérieuse, et qui offrent l'attrait de ces « mémoires du temps » où la chronique se mêle à l'histoire.

J.-Henri Pignot : Barthélemy de Chasseneuz. (L. Larose.) — Notre époque est aux recherches, aux collections de documents, aux monographies. On laisse volontiers de côté les grands traits de l'histoire, pour se consacrer aux études restreintes, mais plus minutieuses, d'un homme, d'une province, d'une commune, voire d'une abbaye. Il ne faut pas s'en plaindre. De cette masse de faits recueillis de toutes parts, commentés, analysés avec ce soin d'exactitude qui est le souci du jour, se dégagera plus tard une histoire générale qui sera la peinture vraie, et non imaginée, des grands mouvements sociaux et politiques.

La vie de Barthélemy de Chasseneuz, que nous retrace M. Pignot, rentre dans le cadre de ces travaux particuliers qui, pour être limités à un seul personnage, n'en ont pas moins leur importance. On pénètre mieux dans l'intimité d'une

époque en bornant ainsi son horizon; tout ce qui gravite autour de l'homme considérable dont on nous entretient, les événements auxquels il a pris une part plus ou moins grande; les menus incidents de l'agitation locale, nous font mieux comprendre la marche générale du pays. Ici, par exemple, nous avons un jurisconsulte célèbre du *xvi^e* siècle, qui, le premier, a su dégager le droit romain des coutumes des provinces et qui, investi de fonctions judiciaires importantes, s'est opposé, au plus fort des luttes religieuses du temps, à remplacer l'action de la justice par l'abus des persécutions. En nous contant la vie de son héros, l'auteur nous fait entrer à sa suite dans les Universités et les Parlements; il nous raconte quelques-uns des épisodes de la guerre civile qui ensanglantait alors la France, mêlant aux détails purement biographiques des renseignements intéressants sur le pays tout entier. A ce double point de vue, le livre de M. Pignot est appelé à rendre de grands services à ceux qui s'occupent plus spécialement d'histoire; il ne manquera pas de plaire également à ceux qui aiment les nobles figures et les grands caractères.

D^r René Ferdas : Études de physiologie théologique. (Delahaye.) — Les devoirs de confesseur exigeant des membres du clergé une connaissance minutieuse des choses de l'amour, — en théorie bien entendu, — l'Église possède un ouvrage tout spécial pour former le jugement de ses prêtres en cette matière et les mettre à même de prononcer sans erreur sur les cas les plus intimes que viennent leur exposer les pénitentes. Bien qu'écrit en latin, — peut-être parce qu'écrit en latin, — ce livre est d'une lecture délicate, et plus d'un que ne rebuterait pas une étude de physiologie pure, se sentirait mal à l'aise en feuilletant ce singulier traité sur le mariage et la maternité. Heureusement le langage de la médecine est plus chaste que celui de la science cléricale. M. le docteur Ferdas a pu, avec plus de réserve, nous traduire les opinions de l'Église sur ce sujet, important entre

tous, si l'on songe que souvent la femme dévoile au confessionnal les secrets les plus cachés de la famille et accepte avec une entière soumission le sentiment du prêtre sur la conduite à tenir. Ce que pense le prêtre, ce qu'il insinue à sa pénitente, mariée ou jeune fille, il faut que le mari et le père le sachent enfin. Nous leur recommandons, sans aucuns commentaires, ce petit livre, comptant que la lecture n'en sera pas perdue pour tout le monde.

Contes populaires grecs, publiés et annotés par Jean Pio. (Copenhague, Hest et fils.) — M. Jean Pio est un savant danois qui s'occupe avec succès de littérature grecque ancienne et moderne. Le livre qu'il nous envoie de Copenhague avec un titre, une préface et des notes en français, ne devait point passer inaperçu en France, ne fût-ce que pour le compliment qu'il nous fait en employant notre langue dans son intéressante publication. Mais, en dehors de cela, le livre a de quoi attirer l'attention des linguistes et des ethnologues. On n'y trouve pas seulement le grec vulgaire pris sur le vif, tel que les vieilles femmes ou les palicares le parlent dans leurs veillées, en Épire ou dans l'Archipel, en récitant ces contes à leur auditoire; on y voit aussi revivre une partie des croyances antiques. Nous y retrouvons les Néréides, les Lanies et les Dryades, et ce Caron toujours vivant en Grèce. A côté de certains contes dont les origines remontent jusqu'aux légendes de l'antiquité classique, d'autres ne sont que des variantes de ceux qui ont amusé notre enfance et qui, répandus, on ne sait comment, de pays en pays, semblent former un anneau de la chaîne qui rattache entre elles les races aryennes.

Ainsi que nous le dit la préface, quelques-uns de ces contes ont été écrits par M. Pio lui-même, sous la dictée des habitants des îles; le reste a été recueilli durant un long séjour dans les pays grecs, par M. de Hahn, consul d'Autri-

che à Janina et ensuite à Syra, où il est mort. Ce savant, connu par ses *Études albanaises*, a publié en 1864 une traduction allemande de sa collection de contes. La mort l'a prévenu dans son dessein de publier le texte même. M. Pio vient de s'acquitter de cette tâche d'une façon excellente. Il serait à souhaiter que quelqu'un de nos jeunes hellénistes nous fit mieux connaître, par une version française, ces contes qui, ainsi que nous l'avons déjà dit, sont intéressants à plus d'un point de vue.

Paul Bourde : *A travers l'Algérie*. (Charpentier.) — M. Paul Bourde a suivi, en qualité de correspondant de journal, la caravane parlementaire qui parcourut nos trois provinces africaines à la fin de l'année dernière, dans le but de recueillir sur place les vœux des populations et d'emporter une idée précise des besoins de la colonie. Nous suivons, avec lui, les honorables sénateurs et députés dans leurs rapides et multiples excursions à Bône, à Constantine, à Philippeville, à Biskra, à Bougie, en Kabylie, à Alger, à Oran, à Tlemcen, à Sidi-Bel-Abbès. Chemin faisant, nous rencontrons bon nombre de renseignements utiles et pratiques. Malheureusement, la précipitation avec laquelle le voyage a été accompli ôte quelque peu de sûreté à ces informations prises en courant. La commission parlementaire ne mit en effet que trente jours pour visiter les trois provinces, pousser jusqu'au désert, et faire plus de 2,500 kilomètres, dont près de la moitié en voiture, ou plutôt en fourgons d'ambulance. Dans ces conditions de célérité excessive, les questions si compliquées et si variées que soulève la situation actuelle de notre belle colonie ne pouvaient guère être qu'effleurées superficiellement. Du moins cette excursion aura-t-elle eu le double avantage d'attirer l'attention sur l'Algérie et de lui susciter dans le Parlement une cinquantaine de chaleureux défenseurs.

L'Administrateur-Gérant : RENAUD.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME TROISIÈME

ARMÉE. — MARINE

	Pages.
H. BARTHÉLEMY L'Augmentation de l'Armée allemande .	57

BEAUX-ARTS. — THÉÂTRES

G. DUPLESSIS.	Revue du Théâtre : Drame et Comédie.	187	672
Louis GALLET.	Revue du Théâtre : Musique. 183, 433, 656		940
Émile TRÉLAT	L'Architecture contemporaine		76

CRITIQUE RELIGIEUSE

V. COURDAVEAUX.	Un Roman chrétien à la fin du second siècle	543
-------------------------	---	-----

ÉCONOMIE POLITIQUE.

Louis DENAYROUZE.	La Richesse	5
---------------------------	-----------------------	---

ÉTUDES HISTORIQUES

Léon CAHUN	Le Vritable Attila.	864
E. SPULLER	M. Thiers	241, 517 755

ÉTUDES ET CRITIQUE LITTÉRAIRES

T. COLANI.	Les Rougon-Macquart, par É. Zola.	133 378
Angelo de GUBERNATIS.	Claude Fauriel et ses amis.	833
Juliette LAMBER	Poètes grecs contemporains : École ionienne	368
Théodore REINACH	Ernest Bersot.	602
Bulletin bibliographique 237, 477, 715	956

POÉSIES

		Pages.
Gustave RIVET	L'Alsacien	902
Auguste DORCHAIN	Les Étoiles éteintes	653
Henri CHANTAVOINE	Poésies	197
Victor HUGO	Une Scène inédite de Marion Delorme	128
André LEMOYNE	Un Regard en arrière	431

POLITIQUE

Ch. LAURENT	Deux Adversaires : M. Gladstone et lord Beaconsfield	38
	Lettres sur la politique extérieure	203, 447, 680 916
	Chronique politique	221, 462, 700 937
	Journal de la quinzaine	232, 473, 710 951

ROMANS. — NOUVELLES

Alfred ASSOLLANT	Grace Sharp	893
Lucien BIART	Premier Amour	635
Jules de GLOUVET	Le Forestier	99, 334, 568 799
Jeanne MAIRET	Mademoiselle Printemps	401
OUIDA	Pépistrello	165

SCIENCES

Edmond PERRIER	La Vie et la Substance vivante	310
--------------------------	--	-----

VARIÉTÉS

Henri RIVIÈRE	Souv. de la Nouvelle-Calédonie	269, 481 721
-------------------------	--	--------------

